This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

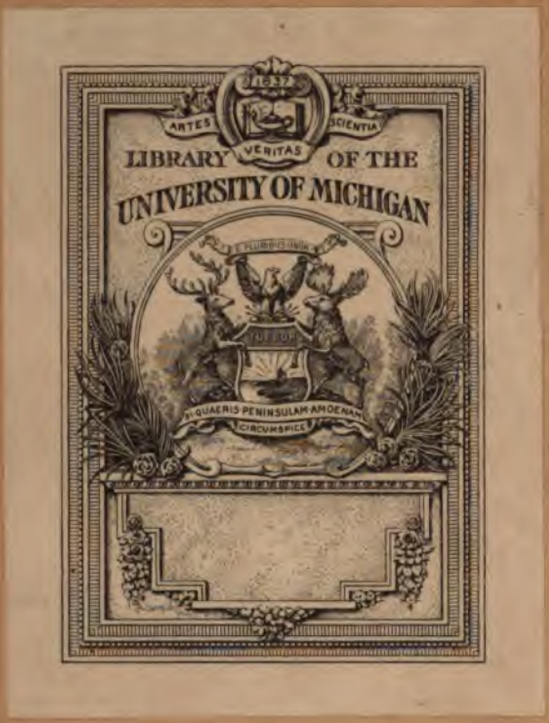
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,097,076


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

JK
751
.A23

СОБРАНІЕ

ТРАКТАТОВЪ и КОНВЕНЦІЙ,

ЗАКЛЮЧЕННЫХЪ

РОССІЕЮ СЪ ИНОСТРАННЫМИ ДЕРЖАВАМИ.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS,

CONCLUS

PAR LA RUSSIE AVEC LES PUISSANCES ETRANGERES.

PUBLIÉ

D'ORDRE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES

PAR

F. de Martens,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ IMPÉRIALE DE ST. PÉTERSBOURG.

Tome VIII.

TRAITÉS AVEC L'ALLEMAGNE.

1825—1888.

ST. PÉTERSBOURG.

Imprimerie du Ministère des Vois de communication (A. Böhnke), Fontanka 99.

1888.

СОБРАНІЕ

ТРАКТАТОВЪ и КОНВЕНЦІЙ,

ЗАКЛЮЧЕННЫХЪ

РОССІЕЮ СЪ ИНОСТРАННЫМИ ДЕРЖАВАМИ.

По порученію Министерства Иностранныхъ Дѣлъ

составилъ

Ф. Мартенсъ,

профессоръ Императорскаго С.-Петербургскаго Университета.

Томъ VIII.

ТРАКТАТЫ СЪ ГЕРМАНІЕЮ.

1825 — 1888.

С. ПЕТЕРБУРГЪ.

Типографія Министерства путей сообщенія (А. Бенке), Фонтанка 99.

1888.

PRÉFACE.

me VIII (qui est au fond le
nine la publication de tous
. internationaux, conclus entre
e et les Etats germaniques de-
moitié du XVII siècle jusqu'à
actuelle.

croyons pouvoir affirmer sans
e nous tromper que les introduc-
toriques, qui précèdent les ac-
liés dans ce tome et vont
congrès de Paris de 1856, pré-
in intérêt tout particulier. Ces
ions sont très longues et pour-
été impossible de profiter de
riches matériaux, déposés aux
du Ministère des Affaires
es. D'une part, le temps n'est
re venu de publier, sans re-
, tous les documents de nos ar-
; de l'autre, le caractère tout
time de la plupart de ces actes
: publication impossible.

inutile enfin de démontrer que
s esquisses historiques ne con-
que des faits positifs, emprun-
rchives et qu'elles sont étran-
oute tendance et à toute idée
e. En examinant plusieurs mil-
tes tirés de nos archives, en
es extraits de la plupart de

ПРЕДИСЛОВІЕ.

Настоящимъ VIII-мъ (числомъ IX-мъ) томомъ оканчивается печатаніе всѣхъ международныхъ актовъ, заключенныхъ между Россіей и германскими государствами, начиная съ половины XVII вѣка до нынѣшняго года.

Едва ли мы ошибаемся, полагая, что совершенно исключительный интересъ представляютъ историческія введенія, предшествующія актамъ, отпечатаннымъ въ настоящемъ томѣ и доведенныя до Парижскаго конгресса 1856 года. Хотя эти введенія весьма обширны, но все таки не весь богатѣйшій матеріалъ, хранящійся въ архивѣ Министерства Иностранныхъ Дѣлъ, могъ быть разработанъ. Съ одной стороны, еще не наступило время для обнародованія всѣхъ, безъ исключенія, документальныхъ данныхъ изъ нашихъ архивовъ и, съ другой, совершенно интимный характеръ многихъ архивныхъ актовъ устраняетъ возможность ихъ оглашенія.

Наконецъ, едва ли представляется надобность доказывать, что всѣ эти историческіе очерки содержатъ въ себѣ только положительные факты, заимствованные изъ архивовъ, и чужды всякой предвзятой цѣли или тенденціи. Перечитывая нѣсколько тысячъ архивныхъ актовъ, дѣлая изъ многихъ вы-

ces actes, ou en les recopiant et en groupant tous les faits, obtenus de cette manière, dans les esquisses historiques qui précèdent les 376 actes, reproduits dans ces neuf tomes parus, nous n'avons eu qu'un *seul but* — celui de jeter de la lumière sur les relations internationales de la Russie avec les Puissances étrangères, en nous basant sur des actes authentiques, tirés des archives, et sans exprimer aucune opinion ou sentiment personnels. Voilà pourquoi ces esquisses ne contiennent aucune conclusion, ni considération personnelles.

Les faits, que nous avons recueillis dans ces conditions et qui sont reproduits dans le tome actuel ont trait aux relations réciproques de la Russie et de la Prusse. Ils ont une grande éloquence et démontrent d'une manière irréfutable que les rapports les plus amicaux existaient entre les deux Puissances et que les Empereurs de Russie et les Rois de Prusse étaient unis par les liens d'une amitié des plus intimes et d'un attachement tout personnel. Les extraits de la correspondance, échangée entre les augustes chefs de la politique extérieure des deux pays, ainsi que des actes diplomatiques dont il est fait mention dans les esquisses historiques s'arrêtent au règne de l'Empereur Nicolas I.

Les faits cités suffisent parfaitement pour mettre en relief d'une manière évidente les relations réciproques de la Russie et de la Prusse depuis 1825 jusqu'à 1856. Ils démontrent, par exemple, sans qu'il soit possible d'en douter, que l'Empereur Nicolas I était seul à diriger la politique de la Russie et qu'il ne se soumettait à aucune influence étrangère. En prenant en

писки или переписывая ихъ и группируя всѣ добытые такимъ трудомъ факты въ историческихъ очеркахъ къ 376 актамъ, отпечатаннымъ въ вышедшихъ девяти томахъ, мы задавались *единственною* цѣлью освѣщать международныя отношенія Россіи къ иностраннымъ державамъ на основаніи несомнѣнныхъ архивныхъ источниковъ, но не личныхъ взглядовъ и чувствъ. Поэтому никакихъ выводовъ или личныхъ соображеній эти очерки въ себѣ не заключаютъ.

Тѣмъ не менѣе собранные въ настоящемъ томѣ факты касательно взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи весьма краснорѣчивы: они неопровержимымъ образомъ доказываютъ самыя дружескія отношенія между обоими государствами и самую близкую дружбу и личную привязанность между Русскими Императорами и прусскими королями. Царствованіемъ Императора Николая I ограничиваются выписки изъ личной переписки августѣйшихъ руководителей внѣшней политики обоихъ государствъ и изъ дипломатическихъ актовъ, приведенныхъ въ историческихъ очеркахъ.

Приведенные факты достаточно рельефно обрисовываютъ взаимныя отношенія Россіи и Пруссіи съ 1825 по 1856 годъ. Такъ, они безспорно доказываютъ, что Императоръ Николай I былъ единственнымъ руководителемъ русской политики, не поддававшимся никакимъ посторонними вліяніямъ. Если имѣть въ виду собственноручно написанныя имъ по-

considération les mémoires détaillés qu'il a écrits de sa propre main sur différentes questions politiques courantes (p. 166, 177 etc.), en lisant les lettres autographes de l'Empereur et les annotations de ce souverain sur tous les actes diplomatiques les plus importants, il est impossible de ne pas se sentir pénétré d'un sentiment de profonde admiration pour l'esprit, les capacités et l'assiduité au travail de l'Empereur Nicolas I. Dès le commencement de son règne, l'Empereur laissa entendre qu'il avait une foi inébranlable dans l'utilité de l'amitié et de l'alliance de la Prusse, en sa qualité de Puissance européenne, conservatrice de par sa nature.

En premier lieu, il fit preuve de ce sentiment à l'egard du Roi Frédéric-Guillaume III, son auguste beau-père. „Le Roi", écrivait l'Empereur sur un memorandum prussien de 1833,—„connaît mes sentiments pour lui; ils font depuis 20 ans ma vie et mon bonheur; c'est *mon père* et je suis *son fils;* voilà dans un seul mot, tout ce que je puis lui exprimer de plus fort et de plus sincère". Mais afin que l'on ne pût pas croire que ses liens de parenté fussent de nature à exercer la moindre influence sur l'accomplissement de son devoir vis-à-vis de son pays, l'Empereur Nicolas I, fit savoir à Berlin, immédiatement après son avénement au trône, que „le système de Sa Majesté Impériale n'aura d'autre but que le bien-être de ses Etats, d'autre règle que les intérêts bien-entendus des peuples que la Providence lui a confiés".

дробнѣйшія записки по различнымъ текущимъ политическимъ вопросамъ (стр. 166, 177 и др.), если прочесть всѣ собственноручныя письма и замѣтки, сдѣланныя Государемъ на всѣхъ важнѣйшихъ дипломатическихъ актахъ, то нельзя не проникнуться чувствомъ глубочайшаго удивленія къ уму, способностямъ и рабочей силѣ Императора Николая I. Съ самаго же начала своего царствованія Императоръ высказалъ непоколебимую свою вѣру въ пользу дружбы и союза съ Пруссіей, какъ консервативною, по природѣ, европейскою державою.

Эти чувства онъ обнаружилъ, прежде всего, въ отношеніи короля Фридриха Вильгельма III, своего августѣйшаго тестя. „Король знаетъ", написалъ Государь на одномъ прусскомъ меморандумѣ 1833 года, „мои къ нему чувства; они составляютъ въ продолженіи двадцати лѣтъ мою жизнь и мое счастье; онъ *мой отецъ* и *я его сынъ*. Вотъ въ одномъ словѣ все, что я могу сказать ему наиболѣе сильнаго и наиболѣе искренняго". Но желая предупредить малѣйшее сомнѣніе въ томъ, что родственныя узы могли бы, въ какомъ либо отношеніи, повліять на исполненіе Государемъ своего долга въ отношеніи своего народа, Императоръ Николай I немедленно послѣ воцаренія объявилъ въ Берлинѣ, что „система Его Императорскаго Величества не будетъ имѣть другой цѣли, какъ благоденствіе своего государства, другого руководящаго начала, какъ несомнѣнные интересы народовъ, ввѣренныхъ ему Провидѣніемъ".

ces actes, ou en les recopiant et en groupant tous les faits, obtenus de cette manière, dans les esquisses historiques qui précèdent les 376 actes, reproduits dans ces neuf tomes parus, nous n'avons eu qu'un *seul but* — celui de jeter de la lumière sur les relations internationales de la Russie avec les Puissances étrangères, en nous basant sur des actes authentiques, tirés des archives, et sans exprimer aucune opinion ou sentiment personnels. Voilà pourquoi ces esquisses ne contiennent aucune conclusion, ni considération personnelles.

Les faits, que nous avons recueillis dans ces conditions et qui sont reproduits dans le tome actuel ont trait aux relations réciproques de la Russie et de la Prusse. Ils ont une grande éloquence et démontrent d'une manière irréfutable que les rapports les plus amicaux existaient entre les deux Puissances et que les Empereurs de Russie et les Rois de Prusse étaient unis par les liens d'une amitié des plus intimes et d'un attachement tout personnel. Les extraits de la correspondance, échangée entre les augustes chefs de la politique extérieure des deux pays, ainsi que des actes diplomatiques dont il est fait mention dans les esquisses historiques s'arrêtent au règne de l'Empereur Nicolas I.

Les faits cités suffisent parfaitement pour mettre en relief d'une manière évidente les relations réciproques de la Russie et de la Prusse depuis 1825 jusqu'à 1856. Ils démontrent, par exemple, sans qu'il soit possible d'en douter, que l'Empereur Nicolas I était seul à diriger la politique de la Russie et qu'il ne se soumettait à aucune influence étrangère. En prenant en

писки или переписывая ихъ и группируя всѣ добытые такимъ трудомъ факты въ историческихъ очеркахъ къ 376 актамъ, отпечатаннымъ въ вышедшихъ девяти томахъ, мы задавались *единственною* цѣлью освѣщать международныя отношенія Россіи къ иностраннымъ державамъ на основаніи несомнѣнныхъ архивныхъ источниковъ, но не личныхъ взглядовъ и чувствъ. Поэтому никакихъ выводовъ или личныхъ соображеній эти очерки въ себѣ не заключаютъ.

Тѣмъ не менѣе собранные въ настоящемъ томѣ факты касательно взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи весьма краснорѣчивы: они неопровержимымъ образомъ доказываютъ самыя дружескія отношенія между обоими государствами и самую близкую дружбу и личную привязанность между Русскими Императорами и прусскими королями. Царствованіемъ Императора Николая I ограничиваются выписки изъ личной переписки августѣйшихъ руководителей внѣшней политики обоихъ государствъ и изъ дипломатическихъ актовъ, приведенныхъ въ историческихъ очеркахъ.

Приведенные факты достаточно рельефно обрисовываютъ взаимныя отношенія Россіи и Пруссіи съ 1825 по 1856 годъ. Такъ, они безспорно доказываютъ, что Императоръ Николай I былъ единственнымъ руководителемъ русской политики, не поддававшимся никакимъ постороннимъ вліяніямъ. Если имѣть въ виду собственноручно написанныя имъ по-

considération les mémoires détaillés qu'il a écrits de sa propre main sur différentes questions politiques courantes (p. 166, 177 etc.), en lisant les lettres autographes de l'Empereur et les annotations de ce souverain sur tous les actes diplomatiques les plus importants, il est impossible de ne pas se sentir pénétré d'un sentiment de profonde admiration pour l'esprit, les capacités et l'assiduité au travail de l'Empereur Nicolas I. Dès le commencement de son règne, l'Empereur laissa entendre qu'il avait une foi inébranlable dans l'utilité de l'amitié et de l'alliance de la Prusse, en sa qualité de Puissance européenne, conservatrice de par sa nature.

En premier lieu, il fit preuve de ce sentiment à l'egard du Roi Frédéric-Guillaume III, son auguste beau-père. „Le Roi", écrivait l'Empereur sur un memorandum prussien de 1833,—„connaît mes sentiments pour lui; ils font depuis 20 ans ma vie et mon bonheur; c'est *mon père* et je suis *son fils;* voilà dans un seul mot, tout ce que je puis lui exprimer de plus fort et de plus sincère". Mais afin que l'on ne pût pas croire que ses liens de parenté fussent de nature à exercer la moindre influence sur l'accomplissement de son devoir vis-à-vis de son pays, l'Empereur Nicolas I, fit savoir à Berlin, immédiatement après son avénement au trône, que „le système de Sa Majesté Impériale n'aura d'autre but que le bien-être de ses Etats, d'autre règle que les intérêts bien-entendus des peuples que la Providence lui a confiés".

дробнѣйшія записки по различнымъ текущимъ политическимъ вопросамъ (стр. 166, 177 и др.), если прочесть всѣ собственноручныя письма и замѣтки, сдѣланныя Государемъ на всѣхъ важнѣйшихъ дипломатическихъ актахъ, то нельзя не проникнуться чувствомъ глубочайшаго удивленія къ уму, способностямъ и рабочей силѣ Императора Николая I. Съ самаго же начала своего царствованія Императоръ высказалъ непоколебимую свою вѣру въ пользу дружбы и союза съ Пруссіей, какъ консервативною, по природѣ, европейскою державою.

Эти чувства онъ обнаружилъ, прежде всего, въ отношеніи короля Фридриха Вильгельма III, своего августѣйшаго тестя. „Король знаетъ", написалъ Государь на одномъ прусскомъ меморандумѣ 1833 года, „мои къ нему чувства; они составляютъ въ продолженіи двадцати лѣтъ мою жизнь и мое счастье; онъ *мой отецъ* и *я его сынъ*. Вотъ въ одномъ словѣ все, что я могу сказать ему наиболѣе сильнаго и наиболѣе искренняго". Но желая предупредить малѣйшее сомнѣніе въ томъ, что родственныя узы могли бы, въ какомъ либо отношеніи, повліять на исполненіе Государемъ своего долга въ отношеніи своего народа, Императоръ Николай I немедленно послѣ воцаренія объявилъ въ Берлинѣ, что „система Его Императорскаго Величества не будетъ имѣть другой цѣли, какъ благоденствіе своего государства, другого руководящаго начала, какъ несомнѣнные интересы народовъ, ввѣренныхъ ему Провидѣніемъ".

ces actes, ou en les recopiant et en groupant tous les faits, obtenus de cette manière, dans les esquisses historiques qui précèdent les 376 actes, reproduits dans ces neuf tomes parus, nous n'avons eu qu'un *seul but* — celui de jeter de la lumière sur les relations internationales de la Russie avec les Puissances étrangères, en nous basant sur des actes authentiques, tirés des archives, et sans exprimer aucune opinion ou sentiment personnels. Voilà pourquoi ces esquisses ne contiennent aucune conclusion, ni considération personnelles.

Les faits, que nous avons recueillis dans ces conditions et qui sont reproduits dans le tome actuel ont trait aux relations réciproques de la Russie et de la Prusse. Ils ont une grande éloquence et démontrent d'une manière irréfutable que les rapports les plus amicaux existaient entre les deux Puissances et que les Empereurs de Russie et les Rois de Prusse étaient unis par les liens d'une amitié des plus intimes et d'un attachement tout personnel. Les extraits de la correspondance, échangée entre les augustes chefs de la politique extérieure des deux pays, ainsi que des actes diplomatiques dont il est fait mention dans les esquisses historiques s'arrêtent au règne de l'Empereur Nicolas I.

Les faits cités suffisent parfaitement pour mettre en relief d'une manière évidente les relations réciproques de la Russie et de la Prusse depuis 1825 jusqu'à 1856. Ils démontrent, par exemple, sans qu'il soit possible d'en douter, que l'Empereur Nicolas I était seul à diriger la politique de la Russie et qu'il ne se soumettait à aucune influence étrangère. En prenant en

писки или переписывая ихъ и группируя всѣ добытые такимъ трудомъ факты въ историческихъ очеркахъ къ 376 актамъ, отпечатаннымъ въ вышедшихъ девяти томахъ, мы задавались *единственною* цѣлью освѣщать международныя отношенія Россіи къ иностраннымъ державамъ на основаніи несомнѣнныхъ архивныхъ источниковъ, но не личныхъ взглядовъ и чувствъ. Поэтому никакихъ выводовъ или личныхъ соображеній эти очерки въ себѣ не заключаютъ.

Тѣмъ не менѣе собранные въ настоящемъ томѣ факты касательно взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи весьма краснорѣчивы: они неопровержимымъ образомъ доказываютъ самыя дружескія отношенія между обоими государствами и самую близкую дружбу и личную привязанность между Русскими Императорами и прусскими королями. Царствованіемъ Императора Николая I ограничиваются выписки изъ личной переписки августѣйшихъ руководителей внѣшней политики обоихъ государствъ и изъ дипломатическихъ актовъ, приведенныхъ въ историческихъ очеркахъ.

Приведенные факты достаточно рельефно обрисовываютъ взаимныя отношенія Россіи и Пруссіи съ 1825 по 1856 годъ. Такъ, они безспорно доказываютъ, что Императоръ Николай I былъ единственнымъ руководителемъ русской политики, не поддававшимся никакимъ постороннимъ вліяніямъ. Если имѣть въ виду собственноручно написанныя имъ по-

considération les mémoires détaillés qu'il a écrits de sa propre main sur différentes questions politiques courantes (p. 166, 177 etc.), en lisant les lettres autographes de l'Empereur et les annotations de ce souverain sur tous les actes diplomatiques les plus importants, il est impossible de ne pas se sentir pénétré d'un sentiment de profonde admiration pour l'esprit, les capacités et l'assiduité au travail de l'Empereur Nicolas I. Dès le commencement de son règne, l'Empereur laissa entendre qu'il avait une foi inébranlable dans l'utilité de l'amitié et de l'alliance de la Prusse, en sa qualité de Puissance européenne, conservatrice de par sa nature.

En premier lieu, il fit preuve de ce sentiment à l'egard du Roi Frédéric-Guillaume III, son auguste beau-père. „Le Roi", écrivait l'Empereur sur un memorandum prussien de 1833,—„connaît mes sentiments pour lui; ils font depuis 20 ans ma vie et mon bonheur; c'est *mon père* et je suis *son fils;* voilà dans un seul mot, tout ce que je puis lui exprimer de plus fort et de plus sincère". Mais afin que l'on ne pût pas croire que ses liens de parenté fussent de nature à exercer la moindre influence sur l'accomplissement de son devoir vis-à-vis de son pays, l'Empereur Nicolas I, fit savoir à Berlin, immédiatement après son avénement au trône, que „le système de Sa Majesté Impériale n'aura d'autre but que le bien-être de ses Etats, d'autre règle que les intérêts bien-entendus des peuples que la Providence lui a confiés".

дробнѣйшія записки по различнымъ текущимъ политическимъ вопросамъ (стр. 166, 177 и др.), если прочесть всѣ собственноручныя письма и замѣтки, сдѣланныя Государемъ на всѣхъ важнѣйшихъ дипломатическихъ актахъ, то нельзя не проникнуться чувствомъ глубочайшаго удивленія къ уму, способностямъ и рабочей силѣ Императора Николая I. Съ самаго же начала своего царствованія Императоръ высказалъ непоколебимую свою вѣру въ пользу дружбы и союза съ Пруссіей, какъ консервативною, по природѣ, европейскою державою.

Эти чувства онъ обнаружилъ, прежде всего, въ отношеніи короля Фридриха Вильгельма III, своего августѣйшаго тестя. „Король знаетъ", написалъ Государь на одномъ прусскомъ меморандумѣ 1833 года, „мои къ нему чувства; они составляютъ въ продолженіи двадцати лѣтъ мою жизнь и мое счастье; онъ *мой отецъ* и *я его сынъ*. Вотъ въ одномъ словѣ все, что я могу сказать ему наиболѣе сильнаго и наиболѣе искренняго". Но желая предупредить малѣйшее сомнѣніе въ томъ, что родственныя узы могли бы, въ какомъ либо отношеніи, повліять на исполненіе Государемъ своего долга въ отношеніи своего народа, Императоръ Николай I немедленно послѣ воцаренія объявилъ въ Берлинѣ, что „система Его Императорскаго Величества не будетъ имѣть другой цѣли, какъ благоденствіе своего государства, другого руководящаго начала, какъ несомнѣнные интересы народовъ, ввѣренныхъ ему Провидѣніемъ".

ces actes, ou en les recopiant et en groupant tous les faits, obtenus de cette manière, dans les esquisses historiques qui précèdent les 376 actes, reproduits dans ces neuf tomes parus, nous n'avons eu qu'un *seul but* — celui de jeter de la lumière sur les relations internationales de la Russie avec les Puissances étrangères, en nous basant sur des actes authentiques, tirés des archives, et sans exprimer aucune opinion ou sentiment personnels. Voilà pourquoi ces esquisses ne contiennent aucune conclusion, ni considération personnelles.

Les faits, que nous avons recueillis dans ces conditions et qui sont reproduits dans le tome actuel ont trait aux relations réciproques de la Russie et de la Prusse. Ils ont une grande éloquence et démontrent d'une manière irréfutable que les rapports les plus amicaux existaient entre les deux Puissances et que les Empereurs de Russie et les Rois de Prusse étaient unis par les liens d'une amitié des plus intimes et d'un attachement tout personnel. Les extraits de la correspondance, échangée entre les augustes chefs de la politique extérieure des deux pays, ainsi que des actes diplomatiques dont il est fait mention dans les esquisses historiques s'arrêtent au règne de l'Empereur Nicolas I.

Les faits cités suffisent parfaitement pour mettre en relief d'une manière évidente les relations réciproques de la Russie et de la Prusse depuis 1825 jusqu'à 1856. Ils démontrent, par exemple, sans qu'il soit possible d'en douter, que l'Empereur Nicolas I était seul à diriger la politique de la Russie et qu'il ne se soumettait à aucune influence étrangère. En prenant en

писки или переписывая ихъ и группируя всѣ добытые такимъ трудомъ факты въ историческихъ очеркахъ къ 376 актамъ, отпечатаннымъ въ вышедшихъ девяти томахъ, мы задавались *единственною* цѣлью освѣщать международныя отношенія Россіи къ иностраннымъ державамъ на основаніи несомнѣнныхъ архивныхъ источниковъ, но не личныхъ взглядовъ и чувствъ. Поэтому никакихъ выводовъ или личныхъ соображеній эти очерки въ себѣ не заключаютъ.

Тѣмъ не менѣе собранные въ настоящемъ томѣ факты касательно взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи весьма краснорѣчивы: они неопровержимымъ образомъ доказываютъ самыя дружескія отношенія между обоими государствами и самую близкую дружбу и личную привязанность между Русскими Императорами и прусскими королями. Царствованіемъ Императора Николая I ограничиваются выписки изъ личной переписки августѣйшихъ руководителей внѣшней политики обоихъ государствъ и изъ дипломатическихъ актовъ, приведенныхъ въ историческихъ очеркахъ.

Приведенные факты достаточно рельефно обрисовываютъ взаимныя отношенія Россіи и Пруссіи съ 1825 по 1856 годъ. Такъ, они безспорно доказываютъ, что Императоръ Николай I былъ единственнымъ руководителемъ русской политики, не поддававшимся никакимъ постороннимъ вліяніямъ. Если имѣть въ виду собственноручно написанныя имъ по-

considération les mémoires détaillés qu'il a écrits de sa propre main sur différentes questions politiques courantes (p. 166, 177 etc.), en lisant les lettres autographes de l'Empereur et les annotations de ce souverain sur tous les actes diplomatiques les plus importants, il est impossible de ne pas se sentir pénétré d'un sentiment de profonde admiration pour l'esprit, les capacités et l'assiduité au travail de l'Empereur Nicolas I. Dès le commencement de son règne, l'Empereur laissa entendre qu'il avait une foi inébranlable dans l'utilité de l'amitié et de l'alliance de la Prusse, en sa qualité de Puissance européenne, conservatrice de par sa nature.

En premier lieu, il fit preuve de ce sentiment à l'egard du Roi Frédéric-Guillaume III, son auguste beau-père. „Le Roi", écrivait l'Empereur sur un memorandum prussien de 1833,—„connaît mes sentiments pour lui; ils font depuis 20 ans ma vie et mon bonheur; c'est *mon père* et je suis *son fils;* voilà dans un seul mot, tout ce que je puis lui exprimer de plus fort et de plus sincère". Mais afin que l'on ne pût pas croire que ses liens de parenté fussent de nature à exercer la moindre influence sur l'accomplissement de son devoir vis-à-vis de son pays, l'Empereur Nicolas I, fit savoir à Berlin, immédiatement après son avénement au trône, que „le système de Sa Majesté Impériale n'aura d'autre but que le bien-être de ses Etats, d'autre règle que les intérêts bien-entendus des peuples que la Providence lui a confiés".

дробнѣйшія записки по различнымъ текущимъ политическимъ вопросамъ (стр. 166, 177 и др.), если прочесть всѣ собственноручныя письма и замѣтки, сдѣланныя Государемъ на всѣхъ важнѣйшихъ дипломатическихъ актахъ, то нельзя не проникнуться чувствомъ глубочайшаго удивленія къ уму, способностямъ и рабочей силѣ Императора Николая I. Съ самаго же начала своего царствованія Императоръ высказалъ непоколебимую свою вѣру въ пользу дружбы и союза съ Пруссіей, какъ консервативною, по природѣ, европейскою державою.

Эти чувства онъ обнаружилъ, прежде всего, въ отношеніи короля Фридриха Вильгельма III, своего августѣйшаго тестя. „Король знаетъ", написалъ Государь на одномъ прусскомъ меморандумѣ 1833 года, „мои къ нему чувства; они составляютъ въ продолженіи двадцати лѣтъ мою жизнь и мое счастье; онъ *мой отецъ* и *я его сынъ*. Вотъ въ одномъ словѣ все, что я могу сказать ему наиболѣе сильнаго и наиболѣе искренняго". Но желая предупредить малѣйшее сомнѣніе въ томъ, что родственныя узы могли бы, въ какомъ либо отношеніи, повліять на исполненіе Государемъ своего долга въ отношеніи своего народа, Императоръ Николай I немедленно послѣ воцаренія объявилъ въ Берлинѣ, что „система Его Императорскаго Величества не будетъ имѣть другой цѣли, какъ благоденствіе своего государства, другого руководящаго начала, какъ несомнѣнные интересы народовъ, ввѣренныхъ ему Провидѣніемъ".

C'est précisément la conscience du bien-être de son peuple, qui entretenait l'Empereur Nicolas I dans la conviction de la nécessité d'une alliance politique avec la Prusse. L'Empereur exprimait lui-même cette conviction en 1850, à l'occasion de son jubilé de 25 année de règne, dans une lettre autographe, qu'il adressait à cette époque au Roi Frédéric-Guillaume IV.

„Fidèle aux principes de feu mon frère l'Empereur Alexandre et de son fidèle ami le Roi, votre père",—écrivait Nicolas I,—„j'ai tâché de suivre exactement leurs préceptes, toujours vivants à ma mémoire. C'est donc à eux que doit revenir le tribut de la reconnaissance de ceux qui apprécient les bienfaits qui en sont résultés pour ma patrie, car je n'ai fait que—*continuer*. Combien suis-je heureux que cette époque-ci de ma vie va se confondre avec une nouvelle ère dans nos relations, qui semble voir revivre les traditions du passé, si cher à mon cœur".

Ce n'est qu'à deux reprises seulement que pendant la longue durée du règne de l'Empereur Nicolas I, les relations d'amitié de la Russie et de la Prusse coururent un danger sérieux: en 1849—1850, grâce à la protection, accordée par la Russie à l'Autriche et au Danemark, et en 1854,— par suite de certaines hésitations de la Prusse pendant la guerre de Crimée. Dans la première de ces occasions, l'Empereur Nicolas I ne pouvait pas se défaire de l'idée que l'Autriche, en défendant l'ancien ordre des choses en Allemagne, s'était placée sur le terrain de la lé-

Именно сознаніе пользы своего народа поддерживало въ Императорѣ Николаѣ I убѣжденіе въ необходимости политическаго союза съ Пруссіей. Самъ Императоръ высказалъ эту мысль въ 1850 году, по поводу 25-лѣтняго юбилея своего царствованія, въ собственноручномъ письмѣ къ королю Фридриху Вильгельму IV.

„Оставаясь вѣрнымъ", писалъ Николай I, „началамъ въ Бозѣ почившаго моего брата, Императора Александра, и его вѣрнаго друга, покойнаго короля—Вашего отца,—я старался лично слѣдовать ихъ принципамъ, оставшимся навсегда свѣтлыми въ моей памяти. Поэтому имъ принадлежитъ дань признательности со стороны всѣхъ, кто цѣнитъ благодѣянія, исшедшія отъ нихъ для моей родины, потому что я ничего болѣе не дѣлалъ, какъ — *продолжалъ*. Какъ я счастливъ, что этотъ періодъ моей жизни сольется съ новою эрою нашихъ сношеній, которая, кажется, увидитъ воскрешеніе традицій прошлаго, столь дорогихъ моему сердцу".

Только два раза, въ продолженіи долгаго царствованія Императора Николая I, дружескія отношенія между Россіей и Пруссіей подвергались серьезной опасности: въ 1849—50 годахъ, благодаря покровительству Россіи Австріи и Даніи, и въ 1854 году, благодаря нѣкоторымъ колебаніямъ Пруссіи во время Крымской войны. Въ первомъ случаѣ Императоръ Николай I не могъ отказаться отъ мысли, что Австрія, защищая старые порядки въ Германіи, стояла на почвѣ законности и имѣла право на союзную помощь Россіи про-

galité et avait droit à l'assistance de la Russie contre la Prusse. Cette profonde conviction de l'Empereur le porta à engager le gouvernement prussien à faire droit aux exigences fondées du Cabinet de Vienne.

Pour ce qui est de la guerre, entreprise par la Prusse contre le Danemark en 1848, la Russie ne pouvait que la considérer comme illégale et l'Empereur Nicolas I exigea de la manière la plus formelle la suspension immédiate des opérations militaires contre la Monarchie danoise. A son avis l'attaque du Danemark par la Prusse n'était que la conséquence directe de l'esprit révolutionnaire, qui avait envahi cette grande Puissance allemande en 1848.

„La Russie",—écrivait l'Empereur au Roi de Prusse à cette époque,—„sera toujours l'alliée fidèle de sa vieille amie, de la *bonne, vieille et loyale Prusse*, comme vous l'appelez, quand elle renaîtra. Si donc jamais l'ancienne bannière *Prussienne* ralliait à elle les vieux Prussiens et non des Allemands sous la bannière des barricades, l'aigle russe se trouvera à ses côtés, car la Russie sait oublier les injures, elle ne rompt pas ses traités et ne renie pas ses traditions. Dieu seul sait, si jamais encore ce bonheur nous est réservé".

Depuis 1851, la Prusse, comme le constate l'Empereur Nicolas I, rentre sur le terrain de la vérité et de la légalité et redevient „la bonne, vieille et loyale amie de la Russie". Depuis lors, les anciennes relations d'amitié entre les deux Puissances se rétablissent complètement et leur alliance, ainsi que leur amitié se consolident surtout pendant la guerre de Crimée.

тивъ Пруссіи. Это глубокое убѣжденіе Государя заставило его побудить прусское правительство исполнить справедливыя требованія Вѣнскаго кабинета.

Войну же Пруссіи противъ Даніи въ 1848 году Россія должна была признать совершенно незаконною, и Императоръ Николай I самымъ формальнымъ образомъ потребовалъ немедленнаго прекращенія военныхъ дѣйствій противъ Датской монархіи. Онъ усматривалъ въ нападеніи Пруссіи на Данію прямое послѣдствіе революціоннаго духа, охватившаго эту великую германскую державу въ 1848 году.

„Россія", писалъ въ это время Государь королю прусскому, „всегда будетъ вѣрною союзницею своего стараго друга—*доброй, старой и лояльной* Пруссіи, — когда она воскреснетъ. Если когда нибудь подъ старое *прусское* знамя опять станутъ старые Пруссаки, но не Нѣмцы подъ знаменемъ баррикадъ, русскій орелъ будетъ возлѣ него, потому что Россія умѣетъ забывать оскорбленія, она не нарушаетъ своихъ трактатовъ и не отрекается отъ своихъ традицій. Вѣдаетъ Богъ, удастся ли намъ еще когда нибудь увидѣть это счастье!"

Съ 1851 года Пруссія, по мнѣнію Императора Николая I, возвратилась на путь правды и законности и опять стала, мало по малу, „добрымъ, старымъ и лояльнымъ другомъ Россіи". Съ этого времени старыя дружескія отношенія между обѣими державами вполнѣ возстановились. Наиболѣе окрѣпли этотъ союзъ и дружба въ продолженіи Крымской войны.

Malgré la faiblesse de caractère de Frédéric-Guillaume IV et sans égard pour les menaces sérieuses de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, la Prusse garda consciencieusement la neutralité pendant toute la durée de cette guerre. Ni l'opinion publique de l'Allemagne „libérale", ni le souvenir récent de l'entente d'Olmütz, que toute l'Allemagne se plaisait à considérer comme la plus grande humiliation pour la Prusse, ne purent forcer le gouvernement prussien à sortir de sa neutralité et à suivre l'exemple de l'Autriche. Les hésitations de la politique prussienne, au commencement de la guerre de Crimée, cédèrent la place, en 1855, à la ferme résolution du Cabinet de Berlin de garder la neutralité.

C'est ainsi que ne se réalisa point la prédiction de l'empereur Napoléon III: „Nous allons à Constantinople avec l'Allemagne!"

Il est hors de doute que si la pression des Puissances belligérantes sur la Prusse eut un résultat aussi négatif, il faut en rechercher la cause non-seulement dans les sentiments d'amitié personnelle du Roi pour l'Empereur Nicolas I et dans la force des relations traditionnelles de la Russie et de la Prusse, mais aussi dans le fait que les intérêts russes furent énergiquement défendus à la Diète de Francfort par un jeune diplomate prussien, — le baron Bismarck-Schönhausen. Grâce à lui, tous les efforts de l'Autriche en vue d'entraîner la Confédération germanique dans une guerre contre la Russie n'aboutirent à aucun résultat.

L'Empereur Nicolas chargea M. de Glinka, son représentant à la Diète de

Не смотря на слабость характера Фридриха-Вильгельма IV и не взирая на серьезнѣйшія угрозы со стороны Англіи, Франціи и Австріи, Пруссія добросовѣстнымъ образомъ сохранила нейтралитетъ въ продолженіи этой войны. Ни общественное мнѣніе „либеральной" Германіи, ни свѣжія воспоминанія объ Ольмюцкомъ соглашеніи, признанномъ въ Германіи величайшимъ униженіемъ Пруссіи, не могли заставить прусское правительство выйти изъ своего нейтралитета и послѣдовать примѣру Австріи. Колебанія прусской политики, въ началѣ Крымской войны, уступили съ 1855 года мѣсто твердому рѣшенію Берлинскаго кабинета сохранить нейтралитетъ.

Такимъ образомъ не осуществилось въ 1854 году пророчество императора Наполеона III: „Nous allons à Constantinople avec l'Allemagne!"

Нѣтъ сомнѣнія, что такому неудачному исходу давленія со стороны воюющихъ державъ на Пруссію содѣйствовали не только чувства личной дружбы короля къ Императору Николаю I и сила традиціонныхъ отношеній Россіи и Пруссіи, но также энергическая защита русскихъ интересовъ въ Франкфуртскомъ сеймѣ со стороны молодого прусскаго дипломата—барона Бисмарка-Шенгаузена. Благодаря ему, всѣ старанія Австріи втянуть Германскій Союзъ въ войну противъ Россіи оказались совершенно тщетными.

Императоръ Николай поручилъ представителю своему при сеймѣ, Д. Г.

Francfort, d'exprimer au baron de Bismarck sa reconnaissance impériale. „Je suis heureux",—dit alors le diplomate prussien à son collègue de Russie, — „que tout en remplissant mes devoirs à l'égard de mon Souverain je puisse, en même temps, servir la cause du vôtre et que Sa Majesté m'en sache gré". Et quand M. de Glinka lui fit observer que les intérêts de la Russie et de la Prusse étaient identiques et qu'il espérait que le jour viendrait où la France se joindrait à ces deux Puissances et conclurait une alliance avec elles, „Bismarck releva cette phrase avec la plus grande vivacité", — comme l'écrivait M. de Glinka à la date du 28 septembre 1854 au Chancelier de l'Empire en ajoutant: „l'alliance entre la Russie, la Prusse et la France, voila l'idéal politique que je rêve depuis longtemps et la seule combinaison qui puisse satisfaire aux nécessités politiques des trois pays"...

Cette fidélité de la Prusse à la vieille amitié de la Russie pendant toute la durée de la guerre de Crimée fut encore constatée par l'Empereur Nicolas I à son lit de mort. Ses dernières paroles furent: „Dites à Fritz de rester toujours le même pour la Russie et de ne pas oublier les paroles de Papa!"

Quand ces paroles furent transmises à Berlin au Roi de Prusse par le télégraphe, Sa Majesté répondit immédiatement: „Nous embrassons le cher Alexandre et lui déclarons: que les paroles que l'Empereur a léguées à Fritz, lui sont sacrées".

Enfin l'Empereur Alexandre II immédiatement après son avénement au

Глинкѣ, выразить барону Бисмарку монаршую свою признательность. „Я счастливъ", сказалъ тогда прусскій дипломатъ своему русскому коллегѣ, „что, исполняя долгъ свой въ отношеніи моего Государя, я могъ въ то же время служить вашему дѣлу, и что Его Императорскому Величеству благоугодно было это признать". Когда же Глинка замѣтилъ, что интересы Россіи и Пруссіи тождественны, и что онъ надѣется на наступленіе дня, когда Франція присоединится къ этимъ двумъ державамъ и заключитъ съ ними союзъ, тогда „Бисмаркъ съ величайшимъ жаромъ", писалъ Глинка Государственному Канцлеру 28-го сентября 1854 г., „ухватился за послѣднюю фразу и сказалъ: „союзъ между Россіею, Пруссіей и Франціей—вотъ мой истинный политическій идеалъ, о которомъ я мечтаю уже давно, и вотъ единственная комбинація, которая могла бы удовлетворять всѣмъ политическимъ видамъ трехъ государствъ"...

Эта вѣрность Пруссіи старой дружбѣ съ Россіей, въ продолженіи Крымской войны, засвидѣтельствовалъ еще разъ на смертномъ одрѣ Императоръ Николай I. Послѣднія его слова были: „Dites à Fritz de rester toujours le même pour la Russie et de ne pas oublier les paroles de Papa!"

Когда эти слова были по телеграфу переданы королю прусскому въ Берлинъ, онъ немедленно отвѣтилъ: „Мы обнимаемъ дорогого Александра и объявляемъ ему: слова Императора, завѣщанныя имъ Фрицу, суть святыня".

Наконецъ, тотъ же самый положительный фактъ, что только одна Прус-

trône, confirma ce même fait irréfutable que la Prusse était de toutes les Puissances occidentales de l'Europe, la seule qui soit restée fidèle à la Russie.

„Pussions-nous rester toujours amis",— écrivait-il le 7 (19) janvier 1856 à Frédéric-Guillaume IV, — „et appelons la bénédiction céleste sur notre *double alliance*. Soyez persuadé, cher oncle, que je vous serai éternellement reconnaissant pour la position si belle, que vous avez su faire garder à la Prusse pendant toute cette crise et qui nous a été si utile".

„Que Dieu vous en récompense!"

Il n'y eut qu'une sphère où les intérêts de la Russie et de la Prusse se soient constamment trouvés en collision et aient provoqué des malentendus chroniques. Ce fut le domaine de leurs relations commerciales. Les intérêts commerciaux et industriels des deux pays paraissaient à un tel point irréconciliables, que les liens de parenté les plus proches et l'amitié politique la plus sincère ne furent pas en état de convaincre les deux gouvernements de la nécessité d'en arriver à une entente quelconque. Voilà pourquoi toutes les négociations diplomatiques ayant trait à une question politique quelconque amenaient constamment une entente complète, tandis que les pourparlers concernant les rapports commerciaux n'aboutissaient presque toujours qu'à un échec. Le sentiment d'irritation, provoqué de cette manière, se faisait ressentir souvent dans les pourparlers sur les questions politiques.

сія изъ всѣхъ великихъ западно-европейскихъ державъ оставалась вѣрна дружбѣ съ Россіей, подтвердилъ также немедленно по воцареніи Императоръ Александръ II.

„Да останемся мы", писалъ онъ 7-го (19-го) января 1856 года Фридриху Вильгельму IV, „навсегда друзьями и да испросимъ благословеніе Всевышняго на нашъ *двойственный союзъ*. Будьте, дорогой дядя, увѣрены, что я на вѣчныя времена останусь Вамъ признателенъ за столь блестящее положеніе, которое Вы съумѣли сохранить для Пруссіи въ продолженіи всего этого кризиса и которое было намъ столь полезно".

„Да воздастъ Вамъ за это Богъ!"

Только въ одной области интересы Россіи и Пруссіи постоянно сталкивались и приводили къ хроническимъ недоразумѣніямъ. Это — область взаимныхъ торговыхъ оборотовъ. Коммерческіе и промышленные интересы обоихъ государствъ кажутся настолько непримиримыми, что самая тѣсная родственная связь и самая искренняя политическая дружба не въ состояніи были убѣдить оба правительства въ необходимости придти къ какому нибудь соглашенію. Поэтому дипломатическіе переговоры по какому нибудь политическому вопросу всегда приводили къ полному соглашенію; переговоры же по торговымъ сношеніямъ почти постоянно оканчивались неудачно. Вызванное такимъ образомъ раздраженіе часто отзывалось на переговорахъ по политическимъ отношеніямъ.

Toute mesure, prise par le gouvernement Impérial dans le but de défendre les intérêts légitimes du commerce et de l'industrie russes, était considérée à Berlin comme une preuve d'un changement survenu dans les bonnes dispositions de la Russie à l'égard de la Prusse. Et pourtant, l'Empereur Nicolas I reconnaissait de tout point avec le Roi de Prusse „que ce sont les intérêts matériels, qui agissent le plus sur les masses et que selon que ceux-ci sont lésés ou respectés par les deux parties, leur rapprochement devient de plus en plus sensible". Il reconnaissait en même temps, tout comme le Roi, que „le grand art et l'objet des négociations de ce genre est de concilier ce qui paraît être des extrêmes, sans l'être en effet".

L'Empereur Nicolas I ne pouvait pas sacrifier les intérêts legitimes du commerce et de l'industrie de son propre peuple; mais tout en protégeant le commerce national, l'Empereur ne perdait pas de vue un seul instant les intérêts supérieurs et les plus chers de son peuple sur le terrain de la politique. Il rappelait sans cesse cette vérité au Roi de Prusse, quand les mesures répressives que ce dernier prenait quelques fois contre le commerce russe amenaient les autres Puissances de l'Europe à douter de la réalité de l'amitié de la Russie et de la Prusse.

Quand en 1840, le gouvernement prussien eut l'intention de prohiber la cote, à la bourse de Berlin, des obligations d'un chemin de fer russe, projeté depuis le Niémen jusqu'à Libau, l'Empereur Nicolas ne contesta pas au gou-

Всякая мѣра, принятая Императорскимъ правительствомъ для законной защиты интересовъ русской промышленности и торговли, разсматривалась въ Берлинѣ, какъ доказательство измѣнившагося расположенія Россіи къ Пруссіи. Между тѣмъ Императоръ Николай I вполнѣ соглашался съ прусскимъ королемъ, что матерьяльные интересы наиболѣе дѣйствуютъ на народы „и смотря по тому, насколько они нарушаются или уважаются обѣими сторонами, удаляютъ ихъ другъ отъ друга или сближаютъ". Онъ равнымъ образомъ былъ согласенъ съ королемъ въ томъ, что „великое искусство и задача дипломатическихъ переговоровъ о торговыхъ оборотахъ именно заключается въ примиреніи кажущихся крайностей".

Однако Императоръ Николай I никакъ не могъ согласиться пожертвовать законными интересами торговли и промышленности своего собственнаго народа. Но при покровительствѣ отечественной торговлѣ Государь ни на минуту не упускалъ изъ виду высшихъ и болѣе дорогихъ политическихъ интересовъ своего народа. Эту истину онъ неоднократно напоминалъ прусскому королю, когда принятыя иногда послѣднимъ репрессивныя противъ русской торговли мѣры заставляли другія европейскія державы усомниться въ дѣйствительной дружбѣ Россіи и Пруссіи.

Когда въ 1840 году прусское правительство имѣло намѣреніе запретить котировку на биржѣ облигацій проектированной русской желѣзной дороги отъ Нѣмана до Либавы, Императоръ Николай I не отрицалъ права прус-

vernement prussien le droit d'agir de la sorte, mais il demanda au Roi: que dira toute l'Europe quand elle verra que l'alliance des „Puissances conservatrices“ se manifeste par une lutte ouverte dans le domaine de leurs opérations commerciales réciproques?

Ce ne fut pas tout: l'Empereur donna lui-même l'exemple en montrant à la Prusse comment il fallait agir quand des intérêts de commerce légitimes menaçaient de devenir un danger pour les intérêts supérieurs de deux peuples.

En 1834, à l'expiration du terme obligatoire de la convention de commerce de 1825, conclue avec la Prusse, les négociations entamées pour la conclusion d'un nouveau traité n'aboutirent à aucun résultat et furent même complètement rompues. C'est alors que l'Empereur Nicolas I résolut, en 1842, d'octroyer certains droits au commerce prussien, sans rien exiger en échange.

„Cédant à un mouvement spontané de son cœur“,—écrivait le Vice-Chancelier au ministre de Russie près la Cour de Berlin,—„l'Empereur a décidé que sans traité, sans arrangement bilatéral quelconques, dans le seul intérêt de nos rapports de bonne intelligence et de bon voisinage avec la Prusse, il lui fut accordé purement et simplement, non-seulement toutes les concessions que l'année dernière vous étiez chargé de lui offrir dans le projet d'arrangement, mais encore quelques concessions nouvelles“.

La générosité de cette manière d'agir ne contribua qu'à rendre plus solide encore la communauté d'intérêts politiques qui unissait la Russie et la Prusse et en même temps elle obligea moralement le

скаго правительства поступить такимъ образомъ. Но онъ спросилъ короля: что скажетъ вся Европа, если она увидитъ, что союзъ между „консервативными державами“ обнаруживается въ открытой борьбѣ въ области ихъ взаимныхъ торговыхъ оборотовъ?

Мало того: самъ Государь подалъ Пруссіи примѣръ, какъ слѣдуетъ поступать, если законные коммерческіе интересы угрожаютъ опасностью высшимъ благамъ двухъ народовъ.

Когда въ 1834 году истекъ срокъ обязательности коммерческой конвенціи 1825 года, заключенной съ Пруссіей, переговоры о заключеніи новаго договора не приводили ни къ какому соглашенію и, наконецъ, совершенно прекратились. Тогда Императоръ Николай I, въ 1842 году, рѣшилъ пожаловать прусской торговлѣ различныя права, не требуя никакой взаимности.

„Слѣдуя добровольному влеченію своего сердца“, писалъ Вице-Канцлеръ русскому посланнику при Берлинскомъ дворѣ, „Государь рѣшилъ, чтобъ безъ трактата, безъ всякаго двусторонняго какого нибудь обязательства, исключительно въ интересахъ нашихъ отношеній съ Пруссіей, основанныхъ на добромъ согласіи и сосѣдствѣ, ей были просто предоставлены не только всѣ уступки, которыя вы въ прошломъ году были уполномочены ей сдѣлать въ проектѣ соглашенія, но еще нѣкоторыя новыя уступки“.

Этотъ великодушный образъ дѣйствій еще болѣе укрѣпилъ общность взаимныхъ политическихъ интересовъ Россіи и Пруссіи и, вмѣстѣ съ тѣмъ, заставилъ прусское правительство от-

gouvernement prussien de rapporter les mesures vexatoires dont le commerce russe était l'objet de sa part.

Tels sont quelquesuns des faits historiques dont il est question dans les esquisses historiques de ce tome.

Le tome suivant sera le premier d'une nouvelle et troisième série de traités,— ceux que la Russie a conclus avec la Grande Bretagne à partir de la moitié du XVII siècle.

F. M.

мѣнить стѣсненія, существовавшія для русской торговли.

Таковы немногіе изъ интересныхъ фактовъ, приведенныхъ въ историческихъ очеркахъ этого тома.

Слѣдующимъ томомъ откроется новая, третья серія трактатовъ, а именно тѣхъ, которые Россія заключила съ половины XVII вѣка съ Великобританіею.

Ф. М.

INDEX.

PAGES.

№ 308.

1825, 27 février (11 mars). Convention de commerce et de navigation, conclue à Berlin, entre la Russie et la Prusse. (Col. des lois, № 30.264) 1

Erhebungs-Rolle der Durchgangsabgaben für alle Gegenstände. 35

№ 309.

1827, 28 février (12 mars). Déclaration conclue avec le Grand-Duc de Hesse pour l'abolition du droit de détraction 46

№ 310.

1827, 8 (20) mars. Convention postale de Berlin, conclue avec la Prusse 48

№ 311.

1828, 28 janvier (9 février). Déclaration relative à l'abolition du droit de détraction au profit d'Oldenbourg 93

№ 312.

1828, 4 (16) septembre. Convention de liquidation avec la Saxe. 94

№ 313.

1828, 4 (16) septembre. Protocole explicatif concernant la même convention 94

№ 312 . . . . . —

№ 313 100

№ 314.

1830, 17 (29) mars. Convention de cartel avec la Prusse 111

ОГЛАВЛЕНІЕ.

СТРАН.

№ 308.

1825 г., февр. 27-го (11-го марта). Конвенція о торговлѣ и судоходствѣ, заключенная въ Берлинѣ, между Россіей и Пруссіей. (П. С. З. № 30.264) 1

Тарифъ транзитнымъ пошлинамъ, кои имѣютъ быть взимаемы со всѣхъ товаровъ 35

№ 309.

1827 г., февраля 28-го (марта 12-го). Декларація отъ имени гросъ-герцога Гессенскаго, относительно отмѣны droit de détraction 46

№ 310.

1827 г., марта 8-го (20-го). Берлинская почтовая конвенція, заключенная съ Пруссіей. 48

№ 311.

1828 г., января 28-го (февраля 9-го). Декларація относительно отмѣны права вычета въ пользу Ольденбурга 93

№ 312.

1828 г., сентября 4-го (16-го). Конвенція ликвидаціонная съ Саксоніей 94

№ 313.

1828 г., сентября 4-го (16-го). Объяснительный протоколъ къ вышеприведенной конвенціи. 94

№ 312 . . . . . —

№ 313 100

№ 314.

1830 г., марта 17-го (29-го). Картельная конвенція съ Пруссіей 111

PAGES.

№ 315.

1830, 17 (29) mars. Déclaration secrète au sujet de l'extradition des criminels politiques 111
№ 314 126
№ 315 144

№ 316.

1830, 17 (29) mai. Convention, conclue avec la Prusse, pour la cession de terres et de capitaux en Pologne 146
Tableau *A* 152
Tableau *B* 154
Tableau *C* 158
Tableau *D* 160
Tableaux *E* et *F* 162
1833, 25 février (9 mars). Convention relative à l'action commune dans la question belge, voir tome IV, I partie, № 134, p. 418 et suiv.

№ 317—318.

1833, 4 (16) octobre. Convention, conclue avec la Prusse à Berlin, pour une action commune contre les Polonais 164

№ 317. 187
№ 318. Protocole 193

№ 319.

1834, 28 juin (10 juillet). Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction à l'égard du Duché Saxe-Meiningen-Hildbourghausen 194

№ 320.

1835, 20 février (4 mars). Acte de démarcation définitif, conclu avec la Prusse. . . 195

№ 321.

1835, 19 (31) décembre. Déclaration avec la Prusse concernant les sujets mixtes . . 227

Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction conformes à l'acte sub № 319 236

СТРАН.

№ 315.

1830 г., марта 17-го (29-го). Секретная декларація относительно выдачи политическихъ преступниковъ 111
№ 314 126
№ 315 144

№ 316.

1830 г., мая 17-го (29-го). Конвенція съ Пруссіей относительно уступки земель и капиталовъ въ Польшѣ 146
Вѣдомость *A* 153
Вѣдомость *B* 155
Вѣдомость *C* 159
Вѣдомость *D* 161
Вѣдомости *E* и *F* 163
1833 г., февраля 25-го (марта 9-го). Конвенція относительно общихъ дѣйствій въ Бельгійскомъ вопросѣ, см. т. IV, часть I, № 134, стр. 418 и слѣд.

№ 317—318.

1833 г., октября 4-го (16-го). Конвенція съ Пруссіей, заключенная въ Берлинѣ, относительно общихъ дѣйствій противъ Поляковъ. 164
№ 317 187
№ 318 Протоколъ 193

№ 319.

1834 г., іюня 28-го (іюля 10-го). Декларація относительно отмѣны droit de détraction въ пользу Саксенъ - Мейнингенъ-Гильдбургаузенскаго герцогства 194

№ 320.

1835 г., февраля 20-го (марта 4-го). Окончательный демаркаціонный актъ съ Пруссіей 195

№ 321.

1835 г., декабря 19-го (31-го). Декларація съ Пруссіей относительно смѣшанныхъ подданныхъ 227

Декларація относительно отмѣны droit de détraction, подобныя акту подъ № 319 . 236

PAGES.

№ 322.

1837, 8 (20) décembre. Traité de démarcation, conclu avec la Prusse à Gumbinnen. 236

№ 323.

1839, 20 novembre (2 décembre). Articles supplémentaires au traité inséré plus haut sub № 322. . . . . —

№ 324.

1840, 8 (20) août. Déclaration prussienne ratifiant l'acte sub № 322 . . . . . —
№ 322. 254
№ 323. 265
№ 324. 267

1841, 8 (20) décembre. Convention, conclue à Londres avec l'Autriche, l'Angleterre, la France et la Prusse par rapport à la traite des nègres. (V. les traités avec la Grande-Bretagne.)

№ 325.

1842, 2 (14) juillet. Acte de commerce délivré en faveur de la Prusse et signé à Péterhof 269

№ 326.

1843, 27 mars (8 avril). Articles additionnels au traité définitif de démarcation entre le Royaume de Pologne et les Etats de Prusse, conclu le 12 (24) avril 1823, v. № 305 287

№ 327.

1845, 5 (17) novembre. Déclaration prussienne confirmant les articles additionnels sub № 326 . . . . . —
№ 326 . . . . . —
№ 327 292

№ 328.

1843, 21 mai (2 juin). Convention additionnelle postale avec la Prusse, conclue à St. Pétersbourg. (2-me Col. des lois, № 17.263) 293

СТРАН.

№ 322.

1837 г., декабря 8-го (20-го). Демаркаціонный трактатъ съ Пруссіей, заключенный въ Гумбинненѣ 236

№ 323.

1839 г., ноября 20-го (декабря 2-го). Дополнительныя статьи къ вышеприведенному акту подъ № 322 . . . . . —

№ 324.

1840 г., августа 8-го (20-го). Прусская декларація, утверждающая актъ подъ № 322 —
№ 322 254
№ 323 265
№ 324 267

1841 г., декабря 8-го (20-го). Конвенція, заключенная въ Лондонѣ, съ Австріей, Англіей, Франціей и Пруссіей относительно торга неграми. (См. отдѣлъ трактатовъ съ Англіею.)

№ 325.

1842 г., іюля 2-го (14-го). Торговый актъ, выданный въ пользу Пруссіи и подписанный въ Петергофѣ 269

№ 326.

1843 г., марта 27-го (апрѣля 8-го). Дополнительныя статьи къ демаркаціонному акту, заключенному между Россіей и Пруссіей въ 1823 году, апрѣля 12-го (24-го). См. № 305 287

№ 327.

1845 г., ноября 5-го (17-го). Прусская декларація, утверждающая вышеприведенныя дополнительныя статьи подъ № 326 . —
№ 326 . . . . . —
№ 327 292

№ 328.

1843 г., мая 21-го (іюня 2-го). Дополнительная почтовая конвенція съ Пруссіей, заключенная въ С.-Петербургѣ. (2-е П. С. З. № 17.263) 293

PAGES.

№ 329.

1843, 19 juin (1 juillet). Convention, conclue avec la Prusse, concernant la course des bateaux à vapeur, faisant le service de la poste entre St.Pétersbourg et Stettin. (2-me Col. des lois, № 17.596). 326

№ 330.

1844, 8 (20) mai. Convention de cartel, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois, № 18.200). 332

№ 331.

Déclaration de la même date. 332
№ 330 339
№ 331 359

№ 332.

1851, 24 décembre (5 janv. 1852). Convention postale, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois, № 26.132). 360

№ 333.

1853, 18 (30) juin. Déclaration, conclue avec la Bavière, concernant la navigation sur le Danube. (2-me Col. des lois, № 27.495) 421

№ 334.

1854, 14 (26) septembre. Convention, conclue avec la Prusse, pour l'établissement des communications télégraphiques. (2-me Col. des lois, № 28.930). 429

№ 335.

1856, 25 décembre (6 janv. 1857). Déclaration, conclue avec la Prusse, concernant les successions. (2-me Col. des lois, № 31.507) 452

№ 336.

1857, 2 (14) février. Convention, conclue avec la Prusse, concernant la construction du chemin de fer de St.Pétersbourg-Varsovie et son raccordement avec celui de Berlin-Koenigsberg. (2-me Col. des lois, № 32.015) 461

СТРАН.

№ 329.

1843 г., іюня 19-го (іюля 1-го). Конвенція, заключенная съ Пруссіей, относительно почтоваго пароходства между С.-Петербургомъ и Штеттиномъ. (2-е П. С. З. № 17.596) 326

№ 330.

1844 г., мая 8 го (20-го). Картельная конвенція съ Пруссіей. (2-е П. С. З. № 18.200) 332

№ 331.

Декларація отъ того же числа 332
№ 330 339
№ 331 359

№ 332.

1851 г., декабря 24-го (января 5-го 1852 года). Почтовая конвенція, заключенная съ Пруссіей. (2-е П. С. З. № 26.132) . . 360

№ 333.

1853 г., іюня 18-го (30-го). Декларація, заключенная съ Баваріею, относительно судоходства по Дунаю. (2-е П. С. З. № 27.495). 421

№ 334.

1854 г., сентября 14-го (26-го). Конвенція, заключенная съ Пруссіей, объ установленіи телеграфныхъ сношеній. (2-е П. С. З. № 28.930) 429

№ 335.

1856 г., декабря 25-го (января 6-го 1857 года). Декларація, заключенная съ Пруссіей, относительно выдачи наслѣдствъ. (2-е П. С. З. № 31.507) 452

№ 336.

1857 г., февраля 2-го (14-го). Конвенція, заключенная съ Пруссіей, о соединеніи С.-Петербургско-Варшавской желѣзной дороги съ Берлино-Кенигсбергскою. (2-е П. С. З. № 32.015) 461

PAGES.

№ 337.

1857, 27 juillet (8 août.). Convention de cartel, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois, № 32.247) 467

№ 338.

Déclaration de la même date 492

№ 339.

1858, 17 (29) janvier. Convention, conclue avec la Bavière, relativement aux successions (2-me Col. des lois, № 32.799) . . . 493

1860, 28 janvier (9 févr.), 30 janv. (11 févr.). Convention télégraphique, conclue à St.Pétersbourg, Vienne et à Berlin (v. t. IV, part. II, № 154; 2-me Col. des lois, № 35.573, 35.933). . . . . —

1860, 30 mars (11 avril). Oukase du Sénat dirigeant confirmant l'application de la convention, conclue entre la Russie et la Saxe le 20 août 1800 (v. t. VI, № 239), concernant l'abolition du droit de détraction en Pologne, dans le Grand-Duché de Finlande et dans quelques parties des Provinces Baltiques. (2-me Col. des lois, № 36.788). . —

1860, 3 (15) mai. Oukase du Sénat dirigeant confirmant l'application du I article du Traité de commerce et de navigation, conclu avec la France le 2 (14) juin 1857 aux ressortissants des Etats allemands — membres de l'Union douanière (2-me Col. des lois, № 36.683). . . . . —

№ 340.

1861, 10 (22) juin. Traité, conclu avec le Hanovre et autres Etats, concernant l'abolition du droit de Stade ou de Brunshausen. (2-me Col. des lois, № 37.425). . . 496

№ 341.

1863, 5 décembre (n. st.). Ordonnance prussienne relativement aux rapports réciproques des autorités limitrophes au sujet des successions 504

№ 342.

1864, 23 novembre (n. st.). Ordonnance prussienne supplémentaire . . . . . —

№ 341 . . . . . —

№ 342 505

СТРАН.

№ 337.

1857 г., іюля 27-го (августа 8-го). Картельная конвенція съ Пруссіей. (2-е П. С. З. № 32.247) 467

№ 338.

Декларація отъ того же числа 492

№ 339.

1858 г., января 17-го (29-го). Конвенція, заключенная съ Баваріею, относительно выдачи наслѣдствъ. (2-е П. С. З. № 32.799). 493

1860 г., января 28-го (февраля 9-го), января 30-го (февраля 11-го). Телеграфная конвенція, заключенная въ С.-Петербургѣ, Вѣнѣ и Берлинѣ (см. т. IV, часть II, № 154; 2-е П. С. З. № 35.573, 35.933). . . —

1860 г., марта 30-го (апрѣля 11-го). Указъ Прав. Сената о распространеніи силы конвенціи, заключенной между Россіей и Саксоніей 20-го августа 1800 года (см. т. VI, № 239), — о невзиманіи пошлинъ съ наслѣдственныхъ имѣній — на Царство Польское, Великое Княжество Финляндское и нѣкоторыя мѣстности Остзейскихъ губерній. (2-е П. С. З. № 36.788) . . . . . —

1860 г., мая 3-го (15-го). Указъ Прав. Сената о примѣненіи дѣйствія 1-й статьи трактата о торговлѣ и мореплаваніи, заключеннаго съ Франціею 2-го (14-го) іюня 1857 г., къ подданнымъ германскихъ государствъ, участвующихъ въ Таможенномъ Союзѣ. (2-е П. С. З. № 36.683) . . —

№ 340.

1861 г., іюня 10-го (22-го). Трактатъ, заключенный съ Гановерскимъ Королевствомъ и нѣкоторыми другими государствами объ уничтоженіи Штадскихъ пошлинъ. (2-е П. С. З. № 37.425) 496

№ 341.

1863 г., декабря 5-го (нов. ст.). Прусское распоряженіе относительно пограничныхъ сношеній обоюдныхъ властей по вопросамъ о наслѣдствѣ 504

№ 342.

1864 г., ноября 23-го (нов. ст.). Прусское распоряженіе дополнительное . . . —

№ 341 . . . . . —

№ 342 505

PAGES.

№ 343.

1864, 11 (23) avril. Déclaration concernant les héritages des sujets saxons décédés dans l'Empire de Russie et dans le Grand-Duché de Finlande. (2-me Col. des lois, № 41.038). 509

№ 344.

1864, 11 (23) avril. Déclaration concernant les héritages des sujets saxons, décédés dans le Royaume de Pologne . . . . . —

№ 343 . . . . . —
№ 344 512

1865, 3 (15) avril. Procès-verbal, signé à Paris, par les représentants de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, concernant la convention télégraphique. (v. t. IV, part. II, № 159). . . . . —

№ 345.

1865, 10 (22) août. Convention postale, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois, № 42.083) 515

1865, 21 octobre (2 nov.). Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz. (v. t. IV, part. II, № 160). . . . . —

№ 346.

1865, 23 octobre (4 nov.). Déclaration concernant la canalisation de la rivière Bryniça et une délimination entre la Russie et la Pologne. (2-me Col. des lois, № 46.812) 554

№ 347.

1866, 23 mars (4 avril). Déclaration, conclue avec le Hanovre, concernant la succession des sujets réciproques. (2-me Col. des lois, № 43.382) 559

№ 348.

1867, 8 (20) juillet. Déclaration, conclue avec la Prusse, concernant l'imposition des terres, coupées par la frontière. (2-me Col. des lois, № 47.506) 561

1868, 9 (21) juillet. Convention télégraphique internationale, conclue à Paris le

СТРАН.

№ 343.

1864 г., апрѣля 11-го (23-го). Декларація относительно наслѣдствъ послѣ саксонскихъ подданныхъ, умершихъ въ Россійской Имперіи и въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ. (2-е П. С. З. № 41.038) . . 509

№ 344.

1864 г., апрѣля 11-го (23-го). Декларація относительно наслѣдствъ послѣ саксонскихъ подданныхъ, умершихъ въ Царствѣ Польскомъ . . . . . —
№ 343 . . . . . —
№ 344 512

1865 г., апрѣля 3-го (15-го). Протоколъ, подписанный въ Парижѣ представителями Россіи, Австріи и Пруссіи, по случаю заключенія международной телеграфной конвенціи. (См. т. IV, часть II, № 159) . —

№ 345.

1865 г., августа 10-го (22-го). Почтовая конвенція съ Пруссіей. (2-е П. С. З. № 42.083) 515

1865 г., октября 21-го (ноября 2-го). Международный актъ относительно судоходства въ устьяхъ Дуная, заключенный въ Галацѣ. (См. т. IV, часть II, № 160) . —

№ 346.

1865 г., октября 23-го (ноября 4-го). Декларація о канализаціи рѣки Брыницы и соотвѣтствующемъ измѣненіи границы между Россіей и Пруссіей. (2-е П. С. З. № 46.812) 554

№ 347.

1866 г., марта 23-го (апрѣля 4-го). Декларація, заключенная съ Гановеромъ, относительно наслѣдства обоюдныхъ подданныхъ. (2-е П. С. З. № 43.382) 559

№ 348.

1867 г., іюля 8-го (20-го). Декларація съ Пруссіей относительно обложенія имѣній, находящихся по обѣимъ сторонамъ границы. (2-е П. С. З. № 47.506) 561

1868 г., іюля 9-го (21-го). Международная телеграфная конвенція, заключенная

PAGES.

5 (17) mai 1865, révisée à Vienne. (V. t. IV, part. II, № 164). . . . . —

1868, 29 novembre (11 décembre). Déclaration de St.Pétersbourg sur la défense de l'usage des balles explosives. (V. t. IV, part. II, № 167). . . . . —

№ 349.

1869, 14 (26) février. Convention de cartel, conclue avec la Bavière. (2-me Col. des lois, № 46.872). 564

№ 350.

1869, 3 (15) novembre. Convention de cartel, conclue avec le Grand-Duc de Hesse. (2-me Col. des lois, № 47.652) 573

№ 351.

1871, 26 juin (8 juillet). Convention, conclue avec la Prusse, concernant la jonction du chemin de fer de Brest-Graïéwo avec celui de Königsberg-Lyk. (2-me Col. des lois, № 50.069) 582

№ 352.

1872, 13 (25) mars. Déclaration, conclue avec l'Empire d'Allemagne, concernant la correspondance télégraphique. (2-me Col. des lois, № 50.831). 589

№ 353.

1872, 14 (26) mai. Convention postale additionnelle, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois, № 51.128) 592

№ 354.

1872, 19 (31) août. Note, échangée avec le chargé d'affaires de Prusse, concernant le mode de renvoi des sujets respectifs. (2-me Col. des lois, № 51.748). 596

№ 355.

1873, 11 (23) juillet. Déclaration, conclue avec l'Empire d'Allemagne, concernant la protection des marques de marchandises. (2-me Col. des lois, № 52.557) 598

СТРАН.

въ Парижѣ 5-го (17-го) мая 1865 г., пересмотрѣнная въ Вѣнѣ. (См. т. IV, ч. II, № 164) . . . . . —

1868 г., ноября 29-го (декабря 11-го). С.-Петербургская декларація о запрещеніи употребленія разрывныхъ пуль. (См. т. IV, ч. II, № 167) . . . . . —

№ 349.

1869 г., февраля 14-го (26-го). Картельная конвенція съ Баваріею. (2-е П. С. З. № 46.872) 564

№ 350.

1869 г., ноября 3-го (15-го). Картельная конвенція, заключенная съ Гессенскимъ Великимъ Герцогомъ. (2-е П. С. З. № 47.652) 573

№ 351.

1871 г., іюня 26-го (іюля 8-го). Конвенція съ Пруссіей о соединеніи Бресто-Граевской желѣзной дороги съ Кенигсберго-Лыкскою. (2-е П. С. З. № 50.069) 582

№ 352.

1872 г., марта 13-го (25-го). Декларація, заключенная съ Германскою Имперіею, относительно телеграфной корреспонденціи. (2-е П. С. З. № 50.831) 589

№ 353.

1872 г., мая 14-го (26-го). Дополнительная почтовая конвенція съ Пруссіею. (2-е П. С. З. № 51.128) 592

№ 354.

1872 г., августа 19-го (31-го). Нота относительно порядка высылки обоюдныхъ подданныхъ, обмѣненная съ повѣреннымъ въ дѣлахъ Пруссіи. (2-е П. С. З. № 51.748). 596

№ 355.

1873 г., іюля 11-го (23-го). Декларація, заключенная съ Германскою Имперіею, относительно охраненія фабричныхъ клеймъ. (2-е П. С. З. № 52.557) 598

PAGES.

№ 356.

1874, 31 octobre (12 novembre). Convention concernant le règlement des successions, conclue avec l'Empire d'Allemagne. (2-me Col. des lois, № 54.554) 599

№ 357.

1874, 26 novembre (8 décembre). Convention consulaire, conclue avec l'Allemagne. (2-me Col. des lois, № 54.550) 608

1875, 10 (22) juillet. Convention télégraphique, conclue à St.Pétersbourg. (V. t. IV, part. II, № 174) . . . . . —

№ 358.

1876, 10 (22) mai. Convention, conclue avec l'Allemagne, concernant la jonction du chemin de fer de la Vistule avec celui de Marienbourg-Mlawa. (2-me Col. des lois, № 56.164) 622

№ 359.

1877, 27 janvier (8 février). Déclaration, conclue avec l'Empire d'Allemagne, concernant la correspondance télégraphique. (2-me Col. des lois, № 57.487) 629

№ 360.

1878, 6 (18) mai. Déclaration, conclue avec l'Allemagne, concernant la correspondance télégraphique. (2-me Col. des lois, № 59.043) 632

№ 361.

1878, 1 (13) juillet. Traité de Berlin. (2-me Col. des lois, № 58.744) 639

№ 362.

1879, 23 janvier (4 février). Convention, conclue avec l'Allemagne, concernant la correspondance directe entre les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Varsovie et les tribunaux des provinces limitrophes du Royaume de Prusse. (2-me Col. des lois, № 59.474) 676

1879, 17 (29) mars. Traité, conclu avec l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, pour renouveller le traité de Lon-

СТРАН.

№ 356.

1874 г., октября 31-го (ноября 12-го). Конвенція о наслѣдствахъ, заключенная между Россіею и Германіею. (2-е П. С. З. № 54.554) 599

№ 357.

1874 г., ноября 26-го (декабря 8-го). Консульская конвенція, заключенная съ Германіею. (2-е П. С. З. № 54.550) . . . 608

1875 г., іюля 10-го (22-го). Телеграфная конвенція, заключенная въ С.-Петербургѣ. (См. т. IV, ч. II, № 174) . . . . . —

№ 358.

1876 г., мая 10-го (22-го). Конвенція съ Германіею о соединеніи Привислянской желѣзной дороги съ прусскою Маріенбургъ-Млавскою. (2-е П. С. З. № 56.164) . . . 622

№ 359.

1877 г., января 27-го (февраля 8-го). Декларація касательно обмѣна телеграфной корреспонденціи между Россіею и Германіею. (2-е П. С. З. № 57.487) 629

№ 360.

1878 г., мая 6-го (18-го). Декларація относительно обмѣна телеграфной корреспонденціи между Россіею и Германіею. (2-е П. С З. № 59.043) 632

№ 361.

1878 г., іюля 1-го (13-го). Берлинскій трактатъ. (2-е П. С. З. № 58.744) 639

№ 362.

1879 г., января 23-го (февраля 4-го). Конвенція, заключенная съ Германіею, о непосредственныхъ сношеніяхъ судовъ Варшавскаго судебнаго округа съ прусскими пограничными судами. (2-е П. С. З. № 59.474) 676

1879 г., марта 17-го (29-го). Трактатъ, заключенный съ Англіею, Германіей и Австро-Венгріей для возобновленія Лон-

PAGES.

dres de 1841 concernant la traite de négres, sera publié dans la section des traités, conclus avec la Grande-Bretagne. (2-me Col. des lois, № 60.418).

№ 363.

1880, 20 juin (2 juillet). Déclaration, conclue avec l'Allemagne, concernant le tarif de la correspondance télégraphique 681

№ 364.

1881, 14 (26) décembre. Déclaration, conclue avec l'Allemagne, concernant les certificats de jaugeage 686

№ 365.

1883, 17 (29) août. Acte additionnel à la convention du 23 janvier 1879 (sub № 362) 689

№ 366 — 367.

1885, 1 (13) janvier. Notes, échangées avec le plénipotentiaire de la Prusse, concernant l'extradition des criminels 691

№ 366 . . . . . —
№ 367 693

№ 368.

1885, 13 (25) février. Acte général de la conférence africaine de Berlin 695

№ 369.

1885, 7 (19) avril. Protocole 725

№ 370.

1885, 24 janvier (5 février). Déclaration, échangée avec l'Association internationale du Congo 729

№ 371.

1885, 18 (30) juillet. Déclaration, conclue avec l'Allemagne, concernant les sociétés par actions 731

СТРАН.

донскаго трактата 1841 года, относительно торга неграми, будетъ отпечатанъ въ отдѣлѣ трактатовъ съ Англіей. (2-е П. С. З. № 60.418).

№ 363.

1880 г., іюня 20-го (іюля 2-го). Декларація, заключенная съ Германіею, относительно таксы телеграфныхъ сношеній . . 681

№ 364.

1881 г., декабря 14-го (26-го). Декларація, заключенная съ Германіею, относительно взаимнаго признанія мѣрительныхъ свидѣтельствъ торговыхъ судовъ 686

№ 365.

1883 г., августа 17-го (29-го). Дополнительный актъ къ конвенціи отъ 23-го января 1879 г. (подъ № 362) 689

№ 366 — 367.

1885 г., января 1-го (13-го). Ноты, обмѣненныя съ уполномоченнымъ Прусскаго королевства, относительно выдачи преступниковъ 691
№ 366 . . . . . —
№ 367 693

№ 368.

1885 г., февраля 13-го (25-го). Заключительный актъ Берлинской африканской конференціи 695

№ 369.

1885 г., апрѣля 7-го (19-го). Протоколъ. 725

№ 370.

1885 г., января 24-го (февраля 5-го). Декларація, обмѣненная съ Международною Ассоціаціею на рѣкѣ Конго 729

№ 371.

1885 г., іюля 18-го (30-го). Декларація, заключенная съ Германіею, относительно акціонерныхъ обществъ 731

PAGES.

№ 372.

1885, 19 septembre (1 octobre). Arrangement, conclu avec la Bavière, sous forme de notes échangées, concernant l'extradition des criminels 732

№ 373—376.

1885, 2 (14), 5 (17) septembre et 2 (14) juillet **1886**. Déclarations concernant la réduction des tarifs pour la correspondance télégraphique, conclues avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, la Suède et la Norwége 734
№ 373. . . . . —
№ 374. 737
№ 375. 742
№ 376. 746

СТРАН.

№ 372.

1885 г., сентября 19-го (октября 1-го). Соглашеніе съ Баваріею, въ формѣ обмѣненныхъ нотъ, относительно взаимной выдачи преступниковъ. 732

№ 373—376.

1885 г., 2-го (14-го), 5-го (17-го) сентября и 2-го (14-го) іюля **1886** г. Деклараціи по вопросу объ установленіи пониженныхъ телеграфныхъ таксъ между Россіей, Германіею, Австро-Венгріею, Румыніею, Швеціею и Норвегіею 734
№ 373. . . . . —
№ 374. 737
№ 375. 742
№ 376. 746

№ 308.

1825, 27 février (11 mars). Convention de commerce et de navigation, conclue à Berlin, entre la Russie et la Prusse. (Recueil des lois, № 30264).

Les négociations, qui précédèrent la signature de l'acte ci-dessous, eurent une durée de trois ans au moins et présentent un intérêt tout spécial par l'importance des intérêts, qu'elles ont embrassés. Les négociations diplomatiques, ayant trait aux relations commerciales de la Russie et de la Prusse, ont de tout temps soulevé de grandes difficultés par suite de la tendance naturelle de la Prusse à s'emparer exclusivement du commerce avec la Russie et à devenir, autant que possible, son unique fournisseur pour tous les produits manufacturés. De son côté, le gouvernement russe se considérait comme obligé de protéger l'activité manufacturière, qui commençait à se développer en Russie et de contribuer aux progrès des fabriques et des usines russes, en augmentant les droits d'entrée pour les produits manufacturés provenant de sa voisine — la Prusse.

Ces relations mutuelles se compliquèrent encore après la réunion à la Russie des provinces polonaises, qui, depuis longtemps, étaient un marché fort avantageux pour l'industrie et le commerce de la Prusse. La réunion à la Russie du duché de Varsovie et sa transformation en royaume de Pologne avec un gouvernement constitutionnel spécial à Varsovie ne firent qu'augmenter les difficultés, que rencontraient les opérations commerciales avec le royaume de Prusse. Le gouvernement russe était obligé de protéger non-seulement les intérêts économiques et commerciaux de la Russie en général, mais de

№ 308.

1825 г., 27-го февраля (11-го марта). Конвенція о торговлѣ и судоходствѣ, заключенная въ Берлинѣ, между Россіей и Пруссіей. (П. С. З. № 30264).

Переговоры, предшествовавшіе подписанію нижеслѣдующаго акта, продолжались не менѣе трехъ лѣтъ и представляютъ особенный интересъ, въ виду важности затронутыхъ ими интересовъ. Дипломатическіе переговоры о торговыхъ сношеніяхъ между Россіей и Пруссіей представляли во всѣ времена значительныя трудности, благодаря естественному стремленію Пруссіи захватить въ свои руки торговлю съ Россіей и служить, по возможности, единственнымъ поставщикомъ для нея всѣхъ мануфактурныхъ издѣлій. Съ своей стороны, русское правительство считало себя обязаннымъ охранять развивающуюся въ Россіи мануфактурную дѣятельность и покровительствовать учреждаемымъ у нея заводамъ и фабрикамъ посредствомъ увеличенія таможенныхъ пошлинъ на мануфактурныя произведенія, привозимыя въ особенности изъ сосѣдней Пруссіи.

Эти взаимныя отношенія значительно усложнились послѣ присоединенія къ Россіи польскихъ владѣній, которыя издавна служили выгоднымъ рынкомъ для прусской промышленности и торговли. Присоединеніе къ Россіи Варшавскаго герцогства и обращеніе его въ Царство Польское, съ отдѣльнымъ конституціоннымъ правительствомъ въ Варшавѣ, еще болѣе увеличило затрудненія, которыя встрѣчали торговые обороты съ прусскимъ королевствомъ. Необходимо было русскому правительству охранять не только общіе торговые и экономическіе интересы Россіи, но Варшавское правитель-

prendre en considération les réclamations du gouvernement de Varsovie, qui insistait énergiquement pour que l'on accorde une protection toute spéciale au commerce et à l'industrie de la Pologne.

Les actes du congrès de Vienne avaient défini les obligations des trois Puissances, qui s'étaient partagées la Pologne, à établir des conditions de faveur spéciales pour les relations de commerce entre les possessions polonaises, appartenant à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse. Une convention de commerce spéciale avait été conclue à cet effet au mois de décembre 1818 entre la Russie et la Prusse (v. № 297, tome VII). Mais en appliquant les clauses de cette convention, les gouvernements russe et polonais durent bientôt se convaincre, qu'elle était de nature à ruiner complètement leur industrie commerciale et manufacturière. Les plaintes, relatives à cette convention, devenaient de plus en plus fortes dans l'Empire et dans le royaume de Pologne et c'est pourquoi le gouvernement russe se décida, dès la fin de l'année 1821, à exiger la conclusion d'une nouvelle convention commerciale.

Par une dépêche, en date du 10 décembre 1821, le comte Alopéus fut chargé d'obtenir la modification et même l'annulation de l'Acte additionnel du 7 (19) décembre 1818, dont la conclusion avait coûté beaucoup des peines, mais qui somme tout n'avait rapporté aucun avantage ni à la Russie, ni à la Pologne et ne leur avait fait que du mal. „Notre agriculture",— écrivait le comte Nesselrode,—„tombe dans plusieurs de nos provinces, car elle trouve tous ses anciens marchés en Europe fermés à ses produits par des lois prohibitives; notre industrie naissante va périr au berceau, car avec l'établissement de nos franchises de 1818 elle a vu toutes les industries étrangères, ses rivales, lui susciter une concurrence, qu'elle ne saurait encore soutenir; notre commerce maritime enfin, languit, car il est frappé d'immobilité dans ses opérations et des marchandises de toute espèce remplissent les magasins de nos douanes, sans que nos négociants soient à même d'en acquitter les droits".

Cette situation est développée avec plus de détails dans le rapport du ministre des finances Gouriew à S. M. l'Empereur, qui est annexé à la dépêche. L'acte de 1818, dit le rapport, a été conclu bientôt après l'année 1815, quand les circonstances, qui pouvaient contribuer à l'établissement de relations commerciales, avantageuses pour les deux parties, n'avaient pu s'éclaircir encore. La Prusse reconnaît elle-même cette

ство энергично настаивало еще на особомъ покровительствѣ польской промышленности и торговлѣ.

Акты Вѣнскаго конгресса опредѣлили обязанности трехъ раздѣлившихъ Польшу державъ— установить особенныя льготныя условія для торговыхъ оборотовъ между польскими владѣніями, принадлежащими Россіи, Австріи и Пруссіи. Въ силу этого постановленія была заключена въ декабрѣ 1818 года особенная торговая конвенція между Россіей и Пруссіей (см. № 297, томъ VII). Но, при дѣйствіи этой конвенціи, русское и польское правительства скоро убѣдились въ полной разорительности ея для общей ихъ торговли и мануфактурной промышленности. Жалобы на эту конвенцію становились все сильнѣе, какъ въ Имперіи, такъ и въ Царствѣ Польскомъ, и потому русское правительство рѣшилось уже въ концѣ 1821 года настоять на заключеніи новаго торговаго соглашенія.

Депешею отъ 10-го декабря 1821 года графу Алопеусу поручается добиться измѣненія, даже отмѣны Acte additionnel отъ 7-го (19-го) декабря 1818 г., заключеніе котораго стоило большого труда, но принесшаго всетаки Россіи и Польшѣ не пользу, но только вредъ. „Наше земледѣліе", пишетъ графъ Нессельроде, „падаетъ во многихъ губерніяхъ, потому что благодаря запретительнымъ законамъ, оно находитъ закрытыми для своихъ произведеній всѣ свои прежніе рынки въ Европѣ. Наша зарождающаяся промышленность умретъ въ колыбели, потому что, съ установленіемъ въ 1818 году вольностей, всѣ иностранныя промышленности, ея соперницы, стали создавать ей такую конкурренцію, которой она еще не въ силахъ выдержать. Наконецъ, наша морская торговля прозябаетъ, потому что она поражена неподвижностью и всевозможные товары наполняютъ наши таможенные склады, такъ какъ наши торговцы не въ состояніи очистить ихъ уплатою пошлинъ".

Эти положенія развиваются въ приложенномъ къ депешѣ докладѣ Министра Финансовъ Гурьева Государю Императору. Актъ 1818 года, доказывается въ докладѣ, былъ заключенъ скоро послѣ 1815 года, когда обстоятельства, при которыхъ могутъ установиться обоюдно выгодныя торговыя сношенія, еще не успѣли выясниться. Сама Пруссія признаетъ это положеніе, издавъ въ недавнее время новый тарифъ, воз-

situation, car elle vient de publier un nouveau tarif, élevant contrairement à la convention de 1818 les droits d'entrée pour certaines marchandises. Pour ce qui est de l'industrie et du commerce du royaume de Pologne, leur situation est encore plus défavorable, que celle du commerce de l'Empire.

„Nous ne contesterons point ici", — disait le ministre des finances, — „les mutuels avantages, que ferait naître une entière liberté de commerce, si elle était réciproque et commune à tous les Etats de l'Europe. Mais l'Angleterre, quoique son industrie semble être élevée au plus haut degré d'activité et de richesse, n'en est pas moins fidèle à son système de prohibition". La France et l'Autriche ont adopté le même principe pour leur politique commerciale et en vue de ces circonstances la Russie est obligée de revenir à son système prohibitif".

Comme de raison, ajoute le comte Nesselrode dans sa dépêche, il sera difficile à la Prusse de renoncer aux privilèges, dont quelques branches de son industrie jouissent en Russie (ses manufactures de draps et de toiles, par exemple). Mais le gouvernement de Berlin peut il exiger, que la Russie lui fasse toujours ces sacrifices? Peut-il désirer, que ces prétextes de mécontentement mutuel et permanent aient une durée indéfinie? Le gouvernement russe est obligé par les circonstances d'exiger le changement d'un état de choses impossible et si la Prusse refusait categoriquement de faire droit à ses justes désirs, il le considérerait comme forcé d'avoir recours à des représailles.

Le comte Alopéus fut chargé enfin d'agir jusqu'à nouvel ordre par les représentations confidentielles et d'exposer ses considérations sur les moyens d'atteindre le plus rapidement possible le but, qui lui était indiqué.

Au mois de janvier 1822 le comte Alopéus, dans sa dépêche du 17 (29), exprimait un désespoir complet au sujet de la mission, dont il était chargé. Il ne savait comment obtenir la révision de l'Acte additionel de 1818 dans l'état chaotique, où se trouvait le gouvernement prussien. Il n'y a rien à faire avec le comte Bernstorf: il ne jouit d'aucune autorité sur les autres ministres, qui le considèrent comme un étranger. Il a peur lui-même de se mêler des affaires intérieures du royaume ou de les résoudre conformément à ses principes. Si le prince de Hardenberg se trouvait ici, il y aurait lieu de croire à la possi-

вышающій, вопреки конвенціи 1818 года, пошлины на нѣкоторые предметы. Но въ еще худшемъ положеніи, чѣмъ торговля Имперіи, находятся торговля и промышленность въ Царствѣ Польскомъ.

„Мы не намѣрены", пишетъ Министръ Финансовъ, „оспаривать здѣсь взаимныя выгоды, вытекающія изъ полной свободы торговли, еслибъ она была взаимною и общею для всѣхъ европейскихъ государствъ. Но Англія, не смотря на достиженіе ея промышленностью, повидимому, высшей степени развитія и богатства, всетаки осталась вѣрна своей запретительной системѣ". Франція и Австрія также слѣдуютъ въ ихъ торговой политикѣ этимъ же началамъ. Имѣя въ виду эти обстоятельства, Россія обязана возвратиться къ своей запретительной системѣ.

Само собою разумѣется, прибавляетъ въ своей депешѣ графъ Нессельроде, что Пруссіи тяжело будетъ отказаться отъ привиллегій, которыми пользуются въ Россіи нѣкоторыя отрасли ея промышленности (какъ напр. ея сукна и холсты). Но развѣ Берлинское правительство можетъ требовать, чтобъ эти жертвы приносились Россіей постоянно? Развѣ оно можетъ желать, чтобъ эти постоянные поводы для взаимнаго неудовольствія продолжались на неопредѣленное время? Русское правительство вынуждено обстоятельствами настаивать на измѣненіи такого невыносимаго положенія вещей, и если Пруссія категорически откажется отъ уваженія его справедливыхъ пожеланій, оно сочтетъ себя вынужденнымъ принять репрессаліи.

Наконецъ, графу Алопеусу поручается дѣйствовать пока конфиденціальными представленіями и изложить свои соображенія о способахъ скорѣйшаго достиженія поставленной цѣли.

Въ январѣ 1822 года графъ Алопеусъ, въ депешѣ отъ 17-го (29-го) января, выражаетъ полное отчаяніе по поводу возложеннаго на него порученія. Онъ не знаетъ, какимъ образомъ добиться пересмотра дополнительнаго акта 1818 года при томъ хаотическомъ состояніи, въ которомъ пребываетъ прусское правительство. Съ графомъ Бернсторфомъ ничего нельзя подѣлать: онъ не имѣетъ никакого авторитета надъ другими министрами, которые считаютъ его иностранцемъ. Онъ самъ боится вмѣшиваться во внутреннія дѣла королевства или рѣшать ихъ по своимъ убѣжденіямъ. При князѣ

bilité de mener cette tâche difficile à bonne fin, mais avec le comte Bernstorff il ne faut pas y penser: il se trouve complètement entre les mains de petits employés, qui n'aiment pas la Russie. Il ne reste donc qu'à attendre le retour du prince Hardenberg à Berlin et à compter sur son influence pour ouvrir les négociations en vue de l'affaire dont le ministre est chargé.

Dans une lettre privée au comte Nesselrode notre ministre s'exprime avec encore plus de franchise sur la situation intérieure de la Prusse. „Les affaires sont ici dans une telle stagnation",— écrivait le comte Alopéus,—„qu'il n'y a pas moyen de provoquer des explications de la part du Cabinet prussien sur des objets, qui le touchent aussi exclusivement, que les capitaux de la banque placés en Pologne. Comment parvenir donc à lui faire annuler l'Acte additionnel, dont le pays tire de si grands avantages?". Ce n'est que par des menaces que l'on pourra convaincre le gouvernement prussien de la nécessité d'exécuter la demande de la Russie. Le comte Alopéus propose en conséquence de menacer la Prusse de faire passer par Cracovie et par l'Autriche la poste russe, qui lui procure un revenu important. Peut-être cette menace fera agir.

Le comte Alopéus réussit enfin, dans les premiers jours du mois de février 1822, à avoir avec le prince de Hardenberg une conférence sur l'Acte additionnel de 1818. Le ministre lui démontra tout le mal, que cet acte causait à la Russie, et lui déclara catégoriquement, que le gouvernement russe ne pouvait plus consentir à son application ultérieure, si des changements radicaux n'étaient pas introduits dans ses clauses les plus essentielles.

Le comte Alopéus ne se faisait toutefois aucune illusion sur les résultats de cette longue conversation avec le premier ministre du royaume de Prusse. Il est vrai, que Hardenberg avait prié notre ministre de lui exposer par écrit toutes ses protestations contre l'Acte de 1818, mais il ne lui avait rien dit de positif au sujet de la direction à donner à cette importante affaire. En général, l'éminent chancelier de Prusse ne lui exprima aucune idée personnelle et le comte Alopéus ne savait même pas comment le gouvernement prussien envisageait la proposition, qui lui était faite et à quelles conditions il l'acceptait.

Du reste, ajoutait notre ministre, en exposant ses doutes, „ce respectable vieillard baisse pro-

Гарденбергѣ можно было надѣяться довести это трудное дѣло до благополучнаго конца, но при графѣ Бернсторфѣ объ этомъ мечтать нечего: онъ совершенно въ рукахъ мелкихъ чиновниковъ, которые Россію не любятъ. Остается только ждать возвращенія въ Берлинъ князя Гарденберга и надѣяться на его вліяніе для открытія переговоровъ по порученному посланнику дѣлу.

Въ частномъ письмѣ къ графу Нессельроде посланникъ еще болѣе откровенно выражается о внутреннемъ состояніи Пруссіи. „Дѣла находятся здѣсь въ такомъ застоѣ", пишетъ графъ Алопеусъ, „что нѣтъ возможности добиться объясненій со стороны прусскаго правительства даже по такимъ дѣламъ, которыя такъ исключительно его затрогиваютъ, какъ банковые капиталы, помѣщенные въ Польшѣ. Какимъ же образомъ можно будетъ его заставить уничтожить дополнительный актъ, приносящій столь значительныя выгоды странѣ"? Только угрозами можно будетъ убѣдить прусское правительство въ необходимости исполнить требованіе Россіи. И вотъ графъ Алопеусъ предлагаетъ грозить Пруссіи, что русская почта, отъ которой она получаетъ значительный доходъ, будетъ направлена чрезъ Краковъ и Австрію. Можетъ быть это подѣйствуетъ.

Наконецъ, въ началѣ февраля 1822 года, графу Алопеусу удалось имѣть съ княземъ Гарденбергомъ совѣщаніе о дополнительномъ актѣ 1818 года. Посланникъ доказывалъ ему весь вредъ, причиняемый этимъ актомъ Россіи, и категорически объявилъ, что русское правительство не можетъ оставить его въ силѣ, не измѣнивъ существеннымъ образомъ главнѣйшихъ его постановленій.

Однако графъ Алопеусъ не предавался никакимъ иллюзіямъ насчетъ результата этой продолжительной бесѣды съ первымъ министромъ Прусскаго королевства. Правда, Гарденбергъ просилъ посланника изложить на бумагѣ всѣ возраженія противъ акта 1818 года, но онъ ничего не сказалъ положительнаго относительно направленія этого важнаго дѣла. Вообще, никакихъ собственныхъ мыслей маститый прусскій канцлеръ не выражалъ, и посланникъ не зналъ, какъ относится прусское правительство къ сдѣланному имъ предложенію и при какихъ условіяхъ оно его приметъ.

Впрочемъ, прибавляетъ графъ Алопеусъ, въ поясненіе своихъ недоумѣній, „этотъ масти-

digieusement depuis quelque temps". Il n'en a pas moins toujours accès auprès de la personne du Roi et jouit d'une autorité incontestable. „On se demande ce qu'il en sera, quand le prince de Hardenberg viendra à manquer? Aucun des ministres actuellement en place ne paraît jouir éminemment de la confiance du Roi et la manière dont les affaires se traitent aujourd'hui produit du découragement et de l'humeur parmi les chefs et les employés". (Dépêche du comte Alopéus du 12 (24) février 1822).

Dans ces circonstances l'Empereur Alexandre I crut nécessaire d'avoir recours au dernier moyen — à celui d'écrire en personne une ettre au roi de Prusse.

„Dans toutes les circonstances, qui peuvent influer sur le bonheur de nos Etats et sur la stabilité des relations, qui subsistent entre nos gouvernements"—écrivait-il le 15 février 1822 à son ami couronné,—„c'est à Votre Majesté elle-même que j'ai pris l'habitude de m'ouvrir. Il se présente aujourd'hui une de ces graves conjectures. Je n'en parlerai à Votre Majesté qu'avec un profond sentiment de douleur, mais je vous offre, Sire, un nouveau témoignage de mon entière confiance, certain de trouver en vous l'intention de me donner une nouvelle preuve de votre amitié".

Dès le moment même de leur application, les décisions du congrès de Vienne et les clauses de l'Acte du 7 (19) décembre 1818 se trouvèrent être des plus funestes pour le commerce et l'industrie de la Russie et de la Pologne. L'Empereur fut longtemps à ne prêter aucune attention aux plaintes qu'elles provoquèrent, croyant qu'elles n'avaient pour motifs que des causes temporaires. Mais toutes ses prévisions furent démenties par les faits. „Plus l'Acte du 7 (19) décembre continue à s'executer, plus les principes qu'il a établis, acquièrent de développement et plus en Russie, comme en Pologne, l'industrie agricole et manufacturière, non seulement s'arrête dans ses progrès, mais s'approche même d'une inévitable ruine". La convention de décembre devait servir à l'application des principes reconnus par le congrès de Vienne, dont la sagesse, ainsi que l'utilité, étaient évidentes si tous les Etats seraient entendus pour les adopter. En 1815, on reconnaissait la nécessité d'accorder une plus grande liberté aux opérations commerciales, qui s'étaient trouvées pendant près de dix ans sous le poids de réstrictions permanentes.

тый старецъ изумительно опускается съ нѣкотораго времени". Но всетаки онъ имѣетъ постоянный доступъ къ королю и пользуется несомнѣннымъ авторитетомъ. „Спрашивается: что же будетъ, если не будетъ князя Гарденберга? Ни одинъ изъ нынѣшнихъ министровъ, кажется, не пользуется особеннымъ довѣріемъ короля, и нынѣшній порядокъ веденія дѣлъ заставляетъ, какъ начальниковъ, такъ и чиновниковъ, падать духомъ и быть недовольными". (Депеша графа Алопеуса отъ 12-го (24-го) февраля 1822 г.).

При такихъ обстоятельствахъ Императоръ Александръ I считалъ нужнымъ прибѣгнуть къ послѣднему средству: написать собственноручно письмо королю прусскому.

„Во всѣхъ обстоятельствахъ", пишетъ онъ 15-го февраля 1822 г. своему вѣнценосному другу, „могущихъ повліять на счастіе нашихъ народовъ и на постоянство отношеній, существующихъ между нашими правительствами, я принялъ за правило обращаться прямо къ Вашему Величеству. Теперь представляется такое важное дѣло. Я буду говорить о немъ Вашему Величеству съ глубокимъ чувствомъ боли, но я Вамъ, Государь, представлю новое доказательство полнаго моего довѣрія, будучи увѣренъ найти у Васъ желаніе дать мнѣ новое доказательство Вашей дружбы".

Постановленія Вѣнскаго конгресса и акта 7-го (19-го) декабря 1818 года, уже съ самаго начала ихъ приведенія въ дѣйствіе, оказались въ высшей степени пагубными для торговли и промышленности Россіи и Польши. Государь не обращалъ долгое время вниманія на эти жалобы, думая, что они вызваны временными причинами. Но всѣ его ожиданія были опровергнуты фактами. „Чѣмъ болѣе актъ отъ 7-го (19-го) декабря продолжаетъ дѣйствовать, чѣмъ болѣе начала, имъ провозглашенныя, получаютъ развитіе, тѣмъ болѣе въ Россіи и въ Польшѣ сельская и мануфактурная промышленность не только останавливается въ своемъ развитіи, но даже приближается къ неминуемой гибели". Декабрьская конвенція должна была служить примѣненіемъ принциповъ, признанныхъ на Вѣнскомъ конгрессѣ и безспорно разумныхъ и благотворныхъ, еслибъ только всѣ государства согласились принять ихъ въ руководство. Въ 1815 году сознавали потребность придать торговымъ оборотамъ, находившимся, въ продолженіи почти десяти лѣтъ подъ постояннымъ гнетомъ, большую свободу.

„Ce fut donc", – poursuivait l'Empereur Alexandre I dans sa lettre, — „dans une circulation sans entraves et dans la facilité des échanges réciproques, que presque tous les gouvernements commencèrent par chercher les moyens de réparer les maux dont ils avaient eu à suffrir". Mais l'expérience et le calcul les obligèrent à ne pas se désister du système prohibitif, qui prédominait non seulement en Angleterre, en Autriche et en France, mais en Prusse même. Au fur et à mesure du développement de ce système, les gouvernements, qui sont restés fidèles aux principes, proclamés au congrès de Vienne, sont tous obligés de faire de grands sacrifices. C'est ainsi que la Russie et la Pologne sont devenues des dépôts pour les produits manufacturés de l'étranger et que le gouvernement russe doit assister à la diminution graduelle de sa propre industrie et voir que tous les ports étrangers sont fermés à l'importation des produits russes.

Cet état de choses provoque les appréhensions les plus légales, parceque l'agriculture, qui ne trouve pas de débouchés pour ses produits et l'industrie, se trouvant sans protection aucune, courent à une ruine évidente. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les maisons de commerce les plus solides soient ébranlées et à ce que la misére devienne de plus en plus grande parmi le peuple.

La convention commerciale de 1818 contribue surtout à cette ruine de la Russie et de la Pologne, parceque ces pays sont inondés de produits prussiens avec lesquels ni les produits russes, ni les produits polonais ne peuvent faire concurrence.

Malgré toutes ces circonstances, l'Empereur n'en a pas moins maintenu jusqu'à présent la force obligatoire de la convention de décembre, parcequ'il ne veut pas violer les actes du congrès de Vienne. Mais cette situation est devenue insupportable et si le roi se trouvait à la place de l'Empereur, il ne serait certes pas indifférent aux nombreuses plaintes que soulève l'application de l'Acte additionnel.

En vue de tout ce qui précède les gouvernements russe et polonais ont procédé à la rédaction d'un nouveau tarif prohibitif, qui devra être prêt pour l'ouverture de la prochaine navigation.

„Je le répète",—disait l'Empereur Alexandre I, en terminant cette longue lettre,—„c'est avec une peine difficile à rendre, que je rappelle votre sollicitude, Sire, sur des objets, que nous nous felicitons d'avoir règlés. Telle est néanmoins la

„Такимъ образомъ", продолжаетъ въ своемъ письмѣ Александръ I, „въ безпрепятственныхъ оборотахъ и въ легкости обоюднаго обмѣна продуктовъ, почти всѣ правительства стали искать средства для уврачеванія золъ, которыми они страдали". Но опытъ и расчетъ заставили ихъ не отказаться отъ запретительной системы, господствующей понынѣ не только въ Англіи, Австріи и Франціи, но равнымъ образомъ въ самой Пруссіи. По мѣрѣ того какъ распространяется запретительная система, государства, остающіяся вѣрными началамъ, провозглашеннымъ на Вѣнскомъ конгрессѣ, должны приносить все большія жертвы. Такимъ образомъ Россія и Польша сдѣлались складочными мѣстами для иностранныхъ мануфактурныхъ издѣлій, и русское правительство должно видѣть не только постоянное паденіе своей собственной промышленности, но также закрытіе для русскихъ произведеній всѣхъ иностранныхъ портовъ.

Такое положеніе вещей возбуждаетъ самыя законныя опасенія, потому что земледѣліе, не находящее для своихъ произведеній сбыта, и промышленность, оставленная безъ покровительства, видимо разоряются. Отсюда понятно, что самые солидные торговые дома шатаются и что бѣдность и нищета распространяются въ народѣ.

Въ особенности торговая конвенція 1818 года сильно способствуетъ такому разоренію Россіи и Польши, потому что эти страны наводняются прусскими произведеніями, съ которыми ни русскія, ни польскія произведенія конкуррировать не въ состояніи.

Несмотря однако на всѣ эти обстоятельства, Государь поддерживалъ до сихъ поръ обязательную силу декабрьской конвенціи, не желая нарушить актовъ Вѣнскаго конгресса. Но такое положеніе стало невыносимымъ, и еслибъ король былъ на мѣстѣ Государя, онъ не могъ бы оставаться равнодушнымъ къ безчисленному множеству жалобъ на дѣйствіе дополнительнаго акта.

Въ виду всѣхъ этихъ обстоятельствъ, русское и польское правительства занялись составленіемъ новаго запретительнаго тарифа, который долженъ быть изготовленъ къ открытію будущей навигаціи.

„Я повторяю", кончаетъ Императоръ Александръ I это длинное письмо, переданное выше съ самыми незначительными сокращеніями, „съ болью трудно выразимою, я призываю Ваше, Государь, вниманіе на вопросы, которые съ ра-

destinée des choses d'ici-bas, surtout à une époque où le passé n'a légué au présent rien de certain, ni de solide et où, par conséquent, tout est à fonder ou à raffermir".

La réponse du roi Frédéric-Guillaume III, en date du 22 mars 1822, se distinguait par une retenue évidente et cachait à peine un mécontentement réel. Le roi sait assez jusqu'à quel point l'Empereur est consciencieux dans l'exécution des engagements, qu'il a pris, pour ne pas comprendre que la nécessité seule a pu l'obliger à changer les décisions internationales qui difinissaient les relations commerciales entre la Prusse d'une part, et la Russie et la Pologne—de l'autre. Le roi n'entre pas dans l'appréciation des arguments développés en détail par l'Empereur en faveur des changements à introduire dans l'Acte additionnel de l'année 1818, mais il ne peut s'empêcher de faire observer, que la rédaction de cet acte a coûté de grands efforts à la Prusse et l'a obligée à faire beaucoup de concessions. D'autre part, il est impossible d'anéantir une partie de ses clauses, sans détruire les bases mêmes de cet acte, parceque tous articles sont étroitement reliés les uns aux autres. Toutefois, à la fin des fins, le roi se déclarait prêt à entrer en pourparlers, pour modifier certains articles de la convention commerciale et pour faire toutes les concessions conformes aux intérêts légaux de son peuple.

Avant que cette lettre du roi n'ait été reçue, le gouvernement russe était déjà fermément décidé à ne pas attendre le consentement de la Prusse à l'ouverture des négociations pour la révision de la convention de 1818 et à annuler cet acte de sa propre autorité. La dépêche, adressée le 14 février 1822 au comte Alopéus, confirme la résolution inébranlable du gouvernement russe de prendre sans retard des mesures pour sauver le commerce et l'industrie russes de la concurrence mortelle de l'étranger. „Quand on apercevra", —disait cette dépêche, — „d'un côté, la ruine assurée de notre industrie agricole et manufacturière et qu'on verra de l'autre l'inutilité de nos efforts pour engager la Prusse à reconnaître qu'il est hors de notre pouvoir de rester dans une situation aussi critique, certes aucune voix en Europe ne s'élévera contre nous, parceque nous aurons cessé d'exécuter des engagements inexécutables".

Voilà pourquoi, en cas de nécessité et si la Prusse ne consentait pas à conclure une nou-

достью мы считали рѣшенными. Но такова уже участь всѣхъ дѣлъ на свѣтѣ, въ особенности въ наше время, когда прошедшее не оставило настоящему ничего опредѣленнаго или прочнаго и когда, стало быть, все предстоитъ передѣлать или утвердить".

Отвѣтъ короля Фридриха Вильгельма III, отъ 22-го марта 1822 года, отличался явною сдержанностью и плохо скрывалъ дѣйствительное неудовольствіе. Король настолько знаетъ добросовѣстность Государя въ исполненіи принятыхъ на себя обязательствъ, что только самая неотложная необходимость могла бы его заставить измѣнить международныя постановленія, опредѣляющія торговыя сношенія между Пруссіей съ одной стороны, и Россіей и Польшею съ другой. Король не входитъ въ обсужденіе доводовъ, подробно развитыхъ Императоромъ въ пользу измѣненія дополнительнаго акта 1818 года, но онъ не можетъ не замѣтить, что составленіе этого акта стоило большого труда и большихъ уступокъ со стороны Пруссіи. Съ другой стороны, нельзя отмѣнить части его постановленій, не подвергая разрушенію самыхъ его основаній, потому что всѣ статьи его тѣсно связаны между собою. Впрочемъ, въ концѣ концовъ, король изъявляетъ готовность вступить въ переговоры относительно измѣненія нѣкоторыхъ статей торговой конвенціи и сдѣлать всѣ уступки, согласныя съ законными интересами его народа.

Еще до полученія этого королевскаго письма, русское правительство было твердо въ своемъ рѣшеніи, не дожидаясь согласія Пруссіи на переговоры о пересмотрѣ конвенціи 1818 года, отмѣнить ее собственною властью. Въ депешѣ къ графу Алопеусу отъ 14-го февраля 1822 года подтверждается непоколебимое рѣшеніе русскаго правительства принять безотлагательно мѣры для спасенія русской торговли и промышленности отъ убійственной для нихъ иностранной конкурренціи. „Если увидятъ", говорится въ депешѣ, „съ одной стороны, неизбѣжную гибель нашей сельской и мануфактурной промышленности и, съ другой, тщетность нашихъ усилій заставить Пруссію признать,—что выше нашихъ силъ оставаться въ такомъ критическомъ положеніи, то навѣрное ни одинъ голосъ въ Европѣ не возвысится противъ насъ за то, что мы перестали исполнять неисполнимыя обязательства".

Потому, въ крайнемъ случаѣ, если Пруссія не пожелаетъ заключить новую коммерческую

velle convention de commerce, l'Acte additionnel de 1818 sera commenté avec la plus grande sévérité et appliqué à la lettre. Ainsi cet acte n'admet pas de prohibition pour les produits qui sont reéllement de provenance prussienne, mais il ne défend pas à la Russie de frapper de n'importe quels droits d'entrée les produits de tous les autres peuples de l'Europe. Par conséquent le nouveau tarif, qui devra être promulgué avant l'ouverture de la navigation, ne laissera intacts et sous l'action de la convention de 1818 que touts les produits prussiens. Pour empêcher le développement du commerce de contrebande sur les frontières de la Russie et de la Prusse, il ne sera pas difficile de définir d'avance la quantité et la valeur des produits manufacturés que la Prusse est en état d'importer en Russie, ainsi qu'en Pologne. La solution de ce problème ne présentera aucune difficulté, parceque l'on peut définir à l'avance, combien les usines et les fabriques de la Prusse en général sont en état de produire. Dans tous les cas le nouveau tarif sera appliqué à partir du mois de mars.

En effet, par une dépêche en date du 19 mars 1822, le comte Nesselrode faisait savoir au comte Alopéus, que le nouveau tarif était promulgué, que d'une part ce tarif assurait encore pour un an aux produits manufacturés de la Prusse les avantages, qui leur étaient accordés par l'acte de décembre 1818 et que de l'autre, il définissait les mesures de précaution et de police à prendre sur les principales voies commerciales pour empêcher des abus inévitables. Tous les produits importés devront être munis d'un certificat indiquant leur provenance vû que, comme la Prusse l'a reconnu elle-même, les traités lui accordent le droit de n'importer en Russie que des produits de provenance exclusivement prussienne.

Notre ministre était en même temps de communiquer le nouveau tarif au gouvernement prussien.

Ni la lettre de l'Empereur Alexandre, ni les représentations énergiques du comte Alopéus, ni même la promulgation du tarif, n'amenèrent toutefois pas le gouvernement prussien à aller à la rencontre de la proposition russe. Dans les premiers jours du mois de mars, notre ministre eut un nouvel entretien avec le chancelier de Prusse, à qui il répéta, que l'Acte additionnel de 1818 ne pouvait rester en vigueur. Le comte Alopéus exigea encore une fois que l'on procède promptement à la nomination d'un

конвенцію, дополнительный актъ 1818 года подвергнется самому строгому и буквальному толкованію. Такъ, этотъ актъ не допускаетъ запрещенія только для произведеній дѣйствительно прусскаго происхожденія. Но этимъ актомъ нисколько не возбраняется Россіи наложить какія угодно пошлины на произведенія всѣхъ другихъ европейскихъ народовъ. Потому новый тарифъ, подлежащій обнародованію до открытія навигаціи, оставитъ нетронутыми и подъ дѣйствіемъ конвенціи 1818 года всѣ прусскія произведенія. Но съ цѣлью предупредить развитіе контрабандной торговли на границахъ Россіи и Пруссіи, не трудно будетъ впередъ опредѣлить количество и цѣнность мануфактурныхъ произведеній, которыя Пруссія въ состояніи привозить какъ въ Россію, такъ и въ Польшу. Разрѣшеніе этой задачи не представляетъ никакихъ затрудненій, потому что можно напередъ опредѣлить, сколько вообще прусскіе заводы и фабрики въ состояніи производить. Но съ марта мѣсяца новый тарифъ, во всякомъ случаѣ, будетъ примѣняться.

И дѣйствительно, депешею отъ 19-го марта 1822 года, графъ Нессельроде увѣдомляетъ графа Алопеуса, что обнародованъ новый тарифъ, который, съ одной стороны, утверждаетъ за прусскими мануфактурными произведеніями еще на одинъ годъ преимущества, установленныя декабрьскимъ актомъ 1818 года и, съ другой, опредѣляетъ мѣры предосторожности и полиціи, которыя должны быть приняты на главныхъ торговыхъ дорогахъ для предупрежденія неизбѣжныхъ злоупотребленій. Отъ всѣхъ привозимыхъ произведеній будетъ требоваться удостовѣреніе ихъ происхожденія, потому что, согласно признанію самой Пруссіи, трактаты предоставляютъ ей ввозить въ Россію исключительно произведенія прусскаго происхожденія.

Этотъ новый тарифъ посланникъ долженъ былъ сообщить прусскому правительству.

Однако, ни письма Императора Александра, ни энергическія настоянія графа Алопеуса, ни наконецъ изданіе тарифа не заставили прусское правительство пойти на встрѣчу русскому предложенію. Въ началѣ марта посланникъ имѣлъ новый разговоръ съ прусскимъ канцлеромъ, которому Алопеусъ повторилъ, что дополнительный актъ 1818 года не можетъ оставаться въ силѣ. Графъ Алопеусъ еще разъ потребовалъ скорѣйшаго назначенія прусскаго уполномоченнаго для переговоровъ съ нимъ о пересмотрѣ

plénipotentiaire prussien, afin de pouvoir négocier avec lui au sujet de la révision de l'acte de 1818 et pour „attaquer le taureau par les cornes“ il proposa au chancelier de nommer à cet effet M. de Bülow, ministre du commerce de Prusse. „En effet“, – lui répondit le prince de Hardenberg, — „vous auriez à faire à un vrai taureau, car vous n'avanceriez pas de la place, tant il (Bülow) est difficile et obstiné“.

Notre ministre fut fort étonné d'entendre ces paroles de la bouche même de l'oncle du ministre du commerce, mais prenant en considération l'opinion formulée par le prince de Hardenberg, il n'insista pas, comme de raison, sur sa proposition.

Le chancelier lui proposa lui-même alors comme plénipotentiaire le conseiller privé de légation Jordan—choix auquel le comte Alopéus souscrivit immédiatement.

Notre ministre eut ensuite une entrevue avec le ministre des affaires étrangères de Prusse, qui lui exprima l'espoir, que la Russie n'exigerait pas de la Prusse des sacrifices sans lui offrir des compensations. Le comte Alopéus lui répondit catégoriquement, que la Russie n'exigeait que „l'annulation pure et simple“ de l'Acte additionnel de 1818. Le comte Bernstorff, de son côté, émit l'avis que la suppression de certaines décisions du congrès de Vienne provoquerait celle de toutes les autres. La Prusse, du reste, n'avait pas introduit chez elle le système prohibitif et si les marchandises manufacturées de l'étranger étaient frappées par les douanes prussiennes de droits d'entrée assez élevés, on n'avait eu recours à cette mesure que dans le but d'encourager l'industrie locale (sic!). Le comte Bernstorff démontrait en même temps, que si la Russie voulait être juste à l'égard de la Prusse, elle pouvait se borner à fermer ses ports et ses frontières de terre aux produits des fabriques de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, en les laissant ouverts à ceux de la Prusse. Enfin, disait-il, la Russie, en introduisant son système prohibitif, ne fera que contribuer à l'augmentation de la contrebande.

Le comte Alopéus n'eut pas de difficulté à réduire à néant les arguments du ministre prussien, qui refusait de reconnaître à la Russie le même droit qu'il trouvait juste et naturel d'accorder à la Prusse. (Dépêche du comte Alopéus du 4 (16) mars 1822).

En envoyant à son gouvernement le compte-rendu précité de l'entretien qu'il avait eu avec

акта 1818 г., и чтобъ „схватить быка за рога“, онъ просилъ канцлера назначить прусскаго Министра Торговли Бюлова. „Дѣйствительно“, сказалъ на это посланнику князь Гарденбергъ, „вы будете имѣть дѣло съ настоящимъ быкомъ, и вы не подвинетесь съ мѣста, такъ онъ (Бюловъ) тяжелъ и упрямъ“.

Посланникъ былъ удивленъ, услышавъ эту характеристику Министра Торговли изъ устъ его роднаго дяди, но въ виду такого отзыва Гарденберга, само собою разумѣется не настаивалъ на своемъ предложеніи.

Тогда канцлеръ самъ ему предложилъ тайнаго легаціоннаго совѣтника Іордана, въ качествѣ уполномоченнаго,—что графъ Алопеусъ немедленно и принялъ.

Вслѣдъ затѣмъ посланникъ видѣлся съ прусскимъ Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ, который выразилъ надежду, что отъ Пруссіи Россія не потребуетъ безвозмездныхъ жертвъ. На это графъ Алопеусъ категорически замѣтилъ, что Россія требуетъ только полной отмѣны дополнительнаго акта 1818 года. Но, по мнѣнію графа Бернсторфа, измѣненіе нѣкоторыхъ постановленій Вѣнскаго конгресса 1815 года должно вызвать отмѣну другихъ. Притомъ Пруссія нисколько не ввела у себя запретительной системы, и если иностранные мануфактурные товары оплачиваются на прусскихъ таможняхъ довольно значительными пошлинами, то только съ цѣлью поддержанія туземной промышленности (sic!). Кромѣ того, графъ Бернсторфъ доказывалъ, что если Россія желаетъ быть справедливою въ отношеніи Пруссіи, она можетъ ограничиться закрытіемъ своихъ портовъ и сухопутныхъ границъ для фабричныхъ издѣлій Англіи, Франціи и Австріи, оставя ихъ открытыми для прусскихъ произведеній. Наконецъ, если Россія введетъ свою запретительную систему, она только увеличитъ контрабанду.

Графу Алопеусу не трудно было опровергнуть эти аргументы прусскаго министра, въ основаніи которыхъ лежало отрицаніе за Россіею того самаго права, которое онъ признавалъ совершенно естественнымъ и неотрицаемымъ для Пруссіи. (Депеша графа Алопеуса отъ 4 (16-го) марта 1822 года).

Когда графъ Алопеусъ писалъ только что приведенныя донесенія своему правительству

le comte Bernstorff, le comte Alopéus exprimait en même temps la crainte, que ce ministre, ainsi que son conseiller Ancillon, n'aient l'intention de négocier eux-mêmes avec le ministre de Russie, en vue de la conclusion du nouveau traité de commerce. Dans ce cas, disait le comte Alopéus, je serai au désespoir, parceque ni le comte Bernstorff, ni Ancillon ne comprennent absolument rien aux questions d'administration intérieure.

Ces appréhensions se réalisèrent malheureusement jusqu'à un certain point. Dans les premiers jours d'avril le comte Bernstorff écrivait au ministre, qu'il était prêt à négocier avec lui avec le concours des ministres du commerce, des finances et de l'intérieur. Le comte Alopéus lui répondit, que l'Empereur, avant de procéder à l'ouverture des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité, attendait la déclaration du roi relative à l'annulation de l'Acte additionnel. Dans son rapport du 27 mars (8 avril) le ministre ajoutait, que le mode des négociations, choisi par le gouvernement prussien, qui proposait à cet effet le concours de quatre ministres, le portait à croire qu'on voulait faire durer les pourparlers jusqu'à l'infini. Du reste, il avait prévenu le comte Bernstorff, que la convention de 1818 ne serait plus applicable à la fin de la navigation de l'année courante. Cette déclaration consterna le ministre prussien.

Bientôt après, le comte Alopéus communiqua au ministère des affaires étrangères de Prusse le nouveau tarif russe, qui, selon ses propres paroles, „produisit ici (à Berlin) la plus grande sensation, tant auprès du ministère, que dans le public". Bernstorff déclara à notre ministre, la première fois qu'il le rencontra, que ce tarif annulait complètement l'acte de 1818. Le comte Alopéus lui répondit, que depuis longtemps il était prêt à entamer des négociations sérieuses en vue de la conclusion d'une nouvelle entente commerciale, mais qu'il trouvait inutile de procéder à des pourparlers „de salon" avec quatre ministres. (Rapport du 14 (26) avril 1822).

De son côté, le gouvernement prussien considérait comme impossible d'admettre le refus exclusif de la Russie d'observer l'Acte additionnel. Il chargea son représentant à la Cour de St.-Pétersbourg, le général Schöler, de communiquer au gouvernement russe un mémoire détaillé contenant une protestation contre le nouveau tarif douanier et contre d'autres mesures ayant trait au commerce. Le gouvernement russe considéra le mémoire prussien non-seulement

о разговорѣ съ графомъ Бернсторфомъ, онъ кончилъ его выраженіемъ опасенія, что самъ министръ, вмѣстѣ съ совѣтникомъ Ансильономъ, захочетъ вести съ посланникомъ переговоры о заключеніи новаго коммерческаго трактата. Тогда, писалъ графъ Алопеусъ, я буду въ отчаяніи, потому что ни графъ Бернсторфъ, ни Ансильонъ рѣшительно ничего не смыслятъ въ вопросахъ внутренняго управленія.

Къ сожалѣнію, эти опасенія отчасти осуществились. Въ началѣ апрѣля графъ Бернсторфъ написалъ посланнику, что онъ готовъ вступить съ нимъ въ переговоры, при содѣйствіи Министровъ Торговли, Финансовъ и Внутреннихъ Дѣлъ. Въ отвѣтъ на это письмо графъ Алопеусъ писалъ, что Государь его ожидалъ предварительнаго объявленія короля объ уничтоженіи дополнительнаго акта, раньше вступленія въ переговоры о заключеніи новаго договора. Въ донесеніи отъ 27-го марта (8-го апрѣля) посланникъ еще прибавляетъ, что избранный прусскимъ правительствомъ способъ переговоровъ съ четырьмя министрами заставляетъ его думать о желаніи тянуть переговоры до безконечности. Впрочемъ, онъ предупредилъ графа Бернсторфа, что послѣ окончанія предстоящей навигаціи конвенція 1818 года дѣйствовать не можетъ. Это заявленіе видимо поразило прусскаго министра.

Вскорѣ затѣмъ графъ Алопеусъ препроводилъ въ прусское Министерство Иностранныхъ Дѣлъ новый русскій тарифъ, который, по его словамъ, „произвелъ въ Берлинѣ громадное впечатлѣніе какъ на правительство, такъ и на публику. Бернсторфъ объявилъ при первой встрѣчѣ посланнику, что этимъ тарифомъ актъ 1818 года совершенно уничтоженъ. На это графъ Алопеусъ замѣтилъ, что онъ уже давно готовъ начать серьезные переговоры о заключеніи новаго торговаго соглашенія, но что онъ считаетъ излишнимъ вступать въ „салонные переговоры" съ четырьмя министрами. (Донесеніе отъ 14-го (26-го) апрѣля 1822 года.).

Между тѣмъ прусское правительство не считало возможнымъ помириться съ такимъ одностороннимъ отказомъ Россіи отъ исполненія дополнительнаго акта. Оно поручило своему представителю при С.-Петербургскомъ дворѣ, генералу Шёлеру, сообщить русскому правительству подробную записку, въ которой излагается протестъ противъ новаго таможеннаго устава и другихъ распоряженій по торговой части. Русское правительство усмотрѣло въ этой

comme une critique des plus amères „du nouveau système commercial, mais comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Empire".

„Nous ne pouvons admettre",—écrivait le comte Nesselrode au comte Alopéus le 17 mai 1822,—„cette critique de la part d'un ministre étranger, sans l'investir en quelque sorte du droit de dépasser, quand il le voudra, les bornes de ses attributions en discutant des questions, qui n'ont rapport qu'à l'administration intérieure de la Russie".

Le gouvernement russe crut toutefois devoir réfuter les accusations formulées contre lui par la Prusse. Il lui démontra l'injustice du reproche qui lui était fait d'avoir soi-disant agi sans cérémonie à l'égard de la Prusse, qu'il avait prévenue d'avance de son intention d'annuler l'Acte additionnel. Il était de même de toute injustice d'accuser la Russie d'avoir abrogé de son propre gré une obligation conclue entre deux parties et il n'y avait rien de fondé dans les plaintes formulées par les sujets prussiens qui affirmaient que les formalités imposées par les nouveaux réglements de douane rendaient illusoires les avantages accordés au commerce prussien. (Dépêche du comte Nesselrode du 23 juin 1822).

Le comte Alopéus fut enfin chargé du soin d'entamer des négociations pour la conclusion d'un nouvel acte devant avoir pour base les „convenances mutuelles". (Dépêche du comte Nesselrode du 23 juillet 1822).

Les négociations ne purent toutefois commencer immédiatement parceque le gouvernement prussien ne consentait pas à accepter le fait accompli de l'annulation de la convention de 1818. Ce sentiment perce avec une vigueur toute particulière dans la lettre du roi Frédéric-Guillaume III à l'Empereur Alexandre I du 13 juillet 1822. Dans cette lettre, le roi rappelle trés sèchement, que l'Empereur faisait mention des difficultés que soulevait l'application des clauses de la convention commerciale de l'année 1818 et qu'il avait promis d'entamer des négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention. Au lieu de cela, le ministre de Russie à Berlin n'a communiqué au gouvernement royal, que les lois et les réglements relatifs à l'introduction en Russie d'une nouvelle politique douanière. Quant aux sujets prussiens on se borne à leur proposer de se soumettre à ce nouvel ordre de choses, parceque l'acte de 1818 est annulé et à titre d'exception, on leur reconnait temporairement certains avantages spéciaux, qui ne représentent

прусской запискѣ не только самую ѣдкую критику „новой торговой системы, но также вмѣшательство во внутреннія дѣла имперіи".

„Но мы не можемъ допустить", писалъ графъ Нессельроде 17-го мая 1822 года графу Алопеусу, „такой критики со стороны иностраннаго посланника, не предоставляя ему какъ бы права заходить, когда ему вздумается, за предѣлы своихъ обязанностей и разсуждать о вопросахъ, исключительно относящихся до внутренняго управленія Россіи".

Впрочемъ, русское правительство всетаки считало нужнымъ опровергнуть обвиненія, возводимыя на него въ Пруссіи. Оно доказывало несправедливость обвиненія его въ томъ, что оно будто бы дѣйствовало безцеремоннымъ образомъ въ отношеніи Пруссіи, которую оно заранѣе предупредило о своемъ намѣреніи отмѣнить дополнительный актъ. Несправедливо также обвиненіе, что Россія отмѣнила своевольно двустороннее обязательство и, наконецъ, ни на чемъ не основаны жалобы прусскихъ подданныхъ, что формальности, установленныя новыми таможенными правилами, дѣлаютъ призрачными преимущества, предоставленныя прусской торговлѣ". (Депеша графа Нессельроде отъ 23-го іюня 1822 года).

Наконецъ, графу Алопеусу было снова вмѣнено въ обязанность начать переговоры о заключеніи новаго акта, въ основаніе котораго должны были лечь „взаимныя удобства".(Депеша графа Нессельроде отъ 23-го іюля 1822 года).

Но переговоры не могли начаться, потому что прусское правительство никакъ не хотѣло помириться съ совершившимся фактомъ: отмѣною конвенціи 1818 года. Это чувство съ особенною силою обнаруживается въ письмѣ короля Фридриха Вильгельма III къ Императору Александру отъ 13-го іюля 1822 года. Въ этомъ письмѣ король весьма сухо напоминаетъ, что Государь указывалъ на затрудненія, возникшія при примѣненіи постановленій коммерческой конвенціи 1818 года, и что имъ было обѣщано начать переговоры о заключеніи новой сдѣлки. Вмѣсто того, русскій посланникъ въ Берлинѣ только представилъ королевскому правительству законы и постановленія относительно введенія въ Россіи новой таможенной политики. Прусскимъ же подданнымъ предлагается подчиниться этимъ новымъ порядкамъ, въ виду того что актъ 1818 года отмѣненъ, и имъ, въ видѣ исключенія, предоставлены особенныя временныя преимущества. Однако эти преимущества составляютъ самую малую часть правъ, принадле-

qu'une partie insignifiante des droits, qui leur appartiennent en vertu de la convention de 1818.

Le roi,—était-il dit dans cette lettre,—ne peut pas consentir à cette abrogation exclusive de l'Acte additionnel de 1818 et il prie l'Empereur de revenir aux traités conclus et obligatoires.

Cette lettre affligea beaucoup l'Empereur Alexandre I. „Jamais, Sire",—écrivait-il au roi le 30 juillet 1822,—„il n'est entré dans mes vues de priver tout à coup sans motif et sans avertissement préalable les sujets de Votre Majesté des avantages que leur assurait la foi des traités. Un malentendu, que je déplore, pouvait seul donner une telle apparence aux mesures, que j'ai été forcé de prendre". Le comte Alopéus expliquera avec plus de détails au roi l'état des choses et l'Empereur espère, qu'à l'avenir ses intentions seront complètement d'accord avec celles de Sa Majesté.

Le comte Alopéus ne réussit toutefois pas à convaincre le gouvernement prussien du fait que ses sujets n'étaient pas privés, de par la volonté du gouvernement russe, des immenses avantages que leur garantissait le traité. Le ministre ne put arriver non plus à démontrer que ces privilèges, ainsi que les avantages qui en découlaient, leur étaient conservés, puisqu'il avait lui-même solennellement déclaré que l'acte, sur lequel ils se basaient avait cessé d'exister.

Voilà pourquoi, le roi de Prusse et ses ministres refusèrent d'admettre les preuves fournies par le ministre de Russie en faveur de la légalité des actes de son gouvernement. Cette divergence de vue provoqua même des conflits personnels entre notre ministre et les ministres prussiens. Ainsi, au commencement du mois de juillet, le comte Bernstorff invita le ministre de Russie à une conférence à la date du jour fixé pour la réception du corps diplomatique. A cette occasion, le ministre prussien donna lecture à notre ministre de la lettre du roi, en date du 13 juillet, et y ajouta personnellement toute sorte de démonstrations accusant la Russie d'avoir violé les engagements qu'elle avait pris. Comme de raison, le comte Alopéus répoussa ces accusations et défendit le point de vue de son gouvernement. Alors „le comte Bernstorff",—écrivait-il au comte Nesselrode le 5 (17) juillet 1822,—„prit tellement feu sur quelques observations que j'avançais sur la marche de cette négociation qu'il me demanda, si je parlais au nom de l'Empereur. Je fus obligé de lui répondre, que j'avais l'honneur d'être ministre de Sa Ma-

жащихъ прусскимъ подданнымъ въ силу конвенціи 1818 года.

Король, говорится въ этомъ письмѣ, не можетъ согласиться на такую одностороннюю отмѣну дополнительнаго акта 1818 года и проситъ Государя возвратиться къ заключеннымъ и обязательнымъ трактатамъ.

Это письмо не мало опечалило Императора Александра I. „Никогда, Государь", пишетъ онъ королю 30-го іюля 1822 года, „я не имѣлъ мысли лишить сразу, безъ причины и предварительнаго увѣдомленія, подданныхъ Вашего Величества выгодъ, обезпеченныхъ за ними святостью трактатовъ. Только недоразумѣніе, о которомъ я сожалѣю, могло придать такой видъ мѣропріятіямъ, къ которымъ я былъ вынужденъ". Графъ Алопеусъ еще подробнѣе объяснитъ положеніе вещей, и Государь надѣется, что на будущее время его намѣренія вполнѣ будутъ согласоваться съ намѣреніями короля.

Но графъ Алопеусъ не въ состояніи былъ убѣдить прусское правительство въ томъ, что его подданные не лишены волею русскаго правительства значительныхъ выгодъ, обезпеченныхъ за ними трактатомъ. Посланникъ не могъ также доказать, что эти преимущества и вытекающія изъ нихъ выгоды сохранились, разъ онъ самъ торжественно объявилъ о прекращеніи дѣйствія акта, на которомъ они основывались.

Вотъ почему прусскій король и его министры отказывались понять доводы, приводимые русскимъ посланникомъ въ пользу законности дѣйствій его правительства. Такое разногласіе приводило иногда къ личнымъ столкновеніямъ между посланникомъ и прусскими министрами. Такъ, въ началѣ іюля графъ Бернсторфъ пригласилъ русскаго посланника на конференцію въ день, назначенный для пріема дипломатическаго корпуса. Тутъ прусскій министръ прочелъ посланнику письмо короля отъ 13-го іюля и прибавилъ отъ себя всевозможные доводы въ пользу обвиненія Россіи въ нарушеніи принятыхъ обязательствъ. Графъ Алопеусъ, само собою разумѣется, возражалъ и защищалъ точку зрѣнія своего правительства. Тогда „графъ Бернсторфъ", пишетъ посланникъ графу Нессельроде отъ 5-го (17-го) іюля 1822 года, „вспылилъ по поводу нѣсколькихъ моихъ замѣчаній насчетъ хода этого дѣла настолько, что спросилъ меня: говорю ли я отъ имени Государя Императора? Я былъ вынужденъ ему отвѣтить, что имѣю честь состоять посланникомъ Его Императорскаго Величества

jesté Impériale et que, parlant d'affaires, je ne m'était jamais écarté de l'esprit de conciliation et d'intimité, que caractérisait les relations de mon Auguste Maître avec son ami et allié, mais que je ne pouvais pas me vanter de trouver la réciprocité de la part du ministère prussien, qui depuis six mois éludait les explications sur des affaires aussi compliquées, que celles du commerce, se bornant à des récriminations et à des plaintes".

Cette réponse eut pour conséquence d'apaiser le comte Bernstorff, mais les négociations ne firent aucun progrès et le comte Alopéus quitta le Ministère des affaires étrangères de Prusse sans emporter l'espoir de voir sous peu l'inauguration de pourparlers sérieux. „En général",—écrivait-il dans la même lettre,—„si nous ne pouvons que nous applaudir des sentiments d'attachement et d'affection, que le roi de Prusse conserve à l'Empereur et à la nation russe, ainsi que de la marche que la Prusse suit en politique, il n'en est pas de même des objets, qui touchent à l'administration intérieure et vous savez que ce sont ceux-là principalement, dont j'ai à traiter. Le roi s'en fie aux rapports de ses ministres, le chancelier d'Etat convient de tout et oublie tout, le comte Bernstorff n'a pas le temps et la santé de les approfondir et veut se sauver par des vivacités intolérables..." Quant au reste des ministres et aux employés qui leur sont soumis, ils ont tous „une telle confiance dans la supériorité de leurs lumières", qu'il est inutile de causer avec eux.

Le comte Alopéus chargea plus tard de couleurs encore plus fortes ce tableau de la situation gouvernementale intérieure de la Prusse, quand l'on procéda enfin aux négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

Dans sa dépêche du 9 (21) septembre 1822, notre ministre constate de nouveau, que le roi est sincèrement dévoué à l'Empereur et qu'il aime la nation russe, mais qu'il est inaccessible: jamais un représentant d'une Cour étrangère ne peut obtenir, qu'il lui accorde une audience, à l'exception du cas, où il doit lui remettre ses lettres de crédit ou de rappel. Mais ni les ministres prussiens, ni l'armée ne sont bien disposés pour la Russie; ils caractérisent l'amour du roi pour ce pays d'un seul mot—russomanie. En 1814 déjà, raconte le ministre, après la première prise de Paris, les officiers de l'état-major prussien „s'occupaient d'un plan de campagne et de défense contre la Russie, partant de la supposition que c'était dorénavant la seule puissance que la Prusse

и что, говоря о дѣлахъ, я не уклонялся отъ духа примиренія и интимности, отличающаго отношенія между моимъ августѣйшимъ Государемъ и его другомъ и союзникомъ, но что я не могу похвастаться, что нахожу взаимность со стороны прусскаго министерства, которое въ продолженіи шести мѣсяцевъ избѣгаетъ объясненій о дѣлахъ столь сложныхъ, какъ коммерческія, и ограничивается обвиненіями и жалобами".

Этотъ отвѣтъ подѣйствовалъ, и графъ Бернсторфъ успокоился. Но самое дѣло нисколько не подвинулось впередъ, и посланникъ ушелъ изъ прусскаго Министерства Иностранныхъ Дѣлъ безъ надежды увидѣть въ скоромъ времени начало серьезныхъ переговоровъ. Вообще, „сами мы не можемъ не радоваться", пишетъ посланникъ въ томъ же письмѣ, „чувствамъ преданности и любви, питаемымъ королемъ прусскимъ къ Государю и русскому народу, а также направленію прусской политики; но того же нельзя сказать о дѣлахъ изъ области внутренней администраціи, и вы знаете, что именно о нихъ мнѣ приходится вести переговоры. Король вѣритъ докладамъ своихъ министровъ; государственный канцлеръ на все согласенъ и все забываетъ; у графа Бернсторфа нѣтъ ни времени, ни здоровья для изученія этихъ дѣлъ, и онъ желаетъ спастись нестерпимыми выходками". Всѣ же другіе министры и подчиненные имъ чиновники „проникнуты такимъ убѣжденіемъ въ умственномъ своемъ превосходствѣ", что съ ними разсуждать нечего.

На эту картину внутреннихъ правительственныхъ порядковъ Пруссіи графъ Алопеусъ наложилъ еще болѣе рѣзкія краски впослѣдствіи, когда наконецъ начались переговоры о заключеніи новаго коммерческаго трактата.

Въ депешѣ отъ 9-го (21-го) сентября 1822 г. графъ Алопеусъ повторяетъ, что король искренно преданъ Государю и любитъ русскій народъ, но онъ недоступенъ: никогда представитель иностранной державы не можетъ добиться у него аудіенціи, за исключеніемъ случая, когда онъ долженъ вручить свою кредитивную или отзывную грамату. Но ни прусскіе министры, ни армія не любятъ Россіи: они характеризуютъ любовь короля къ Россіи однимъ словомъ—руссоманіею. Уже въ 1814 г., разсказываетъ посланникъ, послѣ перваго взятія Парижа, офицеры прусскаго генеральнаго штаба „были заняты планомъ наступательной и оборонительной кампаніи противъ Россіи, исходя при томъ изъ того предположенія, что

eut à redouter et rien ne présage, qu'on en soit revenu". Les ministres prussiens ont adopté pour base de la politique de leur pays l'alliance de la Prusse avec l'Autriche et l'Angleterre et non avec la Russie. Tel est aussi le sentiment intime du prince de Hardenberg, qui a notablement baissé, mais n'en conserve pas moins une grande influence sur le roi, qui lui cède très souvent, contrairement à ses propres opinions. Maintenant, le général Witzleben acquiert de jour en jour plus d'influence sur le roi et c'est peut-être lui, qui remplacera le prince de Hardenberg.

Pour ce qui est du comte Bernstorff, il n'a pas réussi jusqu'à présent à consolider son autorité en Prusse, où on le considére toujours comme un étranger et comme un imposteur. Au nombre des ministres, il n'a qu'un seul ami — le prince de Wittgenstein. Les ministères de la guerre et de la justice se trouvent seuls dans d'excellentes mains.

Toutes ces circonstances suffisent à expliquer l'insuccès des tentatives du comte Alopéus pour obliger le gouvernement prussien à entamer des négociations sérieuses en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce. Il est vrai que notre ministre eut au mois de septembre 1822 un entretien avec les ministres prussiens Bülow, Semler et Schütze, en présence d'Ancillon, mais cet entretien ne servit qu'à confirmer la répugnance du gouvernement prussien à se soumettre à la force des faits accomplis et à reconnaître l'annulation de l'acte de décembre 1818. Le comte Alopéus proposa d'adopter comme base des négociations „les convenances mutuelles" de la Russie, de la Prusse et de la Pologne et de reconnaître la suppression des clauses des traités de Vienne de 1815 ayant trait au commerce. Mais les plénipotentiaires prussiens déclarèrent, qu'ils ne pouvaient consentir à cette proposition, et les négociations prirent fin. (Dépêche du comte Alopéus du 9 (21) septembre 1822).

Vers la fin de la même année le comte Alopéus reçut de S. M. l'Empereur l'ordre de se rendre à Varsovie pour aider le vice-roi à résoudre certaines questions litigieuses, pendantes entre le royaume de Pologne et la Prusse. Il devait en même temps profiter de son séjour à Varsovie pour étudier les besoins légaux de la Pologne au point de vue de son commerce avec la Prusse. L'Empereur Alexandre I se trouvait lui même à Varsovie à cette époque. On peut se rendre compte du caractère des instruc-

отнынѣ это единственная держава, которой должна бояться Пруссія, и ничего не доказываетъ, чтобъ отъ этого убѣжденія отказались". Прусскіе министры ставятъ въ основаніе прусской политики союзъ Пруссіи съ Австріей и Англіей, а не съ Россіей. Такова задушевная мысль князя Гарденберга, который очень опустился, но всетаки сохранилъ большое вліяніе на короля, уступающаго ему очень часто, вопреки своимъ собственнымъ убѣжденіямъ. Теперь генералъ Вицлебенъ пріобрѣтаетъ на короля, съ каждымъ днемъ, все большее вліяніе, и онъ, можетъ быть, займетъ мѣсто князя Гарденберга.

Что касается графа Бернсторфа, то ему по настоящее время не удалось утвердить свой авторитетъ въ Пруссіи, гдѣ его всетаки считаютъ иностранцемъ и самозванцемъ. Въ средѣ министровъ единственный его другъ — князь Витгенштейнъ. Только управленіе Министерствами Военнымъ и Юстиціи находится въ отличныхъ рукахъ.

Всѣми этими обстоятельствами объясняется неудачный исходъ попытокъ графа Алопеуса заставить прусское правительство вступить въ серьезные переговоры о заключеніи новаго торговаго трактата. Правда, въ сентябрѣ 1822 г. посланникъ имѣлъ совѣщаніе о коммерческихъ сношеніяхъ съ прусскими министрами Бюловымъ, Землеромъ и Шютце, при участіи Ансильона, но это совѣщаніе только подтвердило нежеланіе прусскаго правительства покориться силѣ совершившихся фактовъ и признать отмѣненнымъ декабрьскій актъ 1818 года. Графъ Алопеусъ предложилъ положить въ основаніе переговоровъ „взаимныя удобства" Россіи, Пруссіи и Польши и признать отмѣненными постановленія Вѣнскихъ трактатовъ 1815 года, относящіяся до торговли. Но прусскіе уполномоченные объявили, что не могутъ согласиться на такое предложеніе, и переговоры прекратились. (Депеша графа Алопеуса отъ 9-го (21-го) сентября 1822 года).

Въ концѣ 1822 г. графу Алопеусу Высочайше повелѣно было отправиться въ Варшаву, чтобъ помочь намѣстнику покончить нѣкоторые спорные вопросы между Царствомъ Польскимъ и Пруссіей. Но вмѣстѣ съ тѣмъ онъ долженъ былъ воспользоваться пребываніемъ своимъ въ Варшавѣ для изученія законныхъ потребностей Польши въ отношеніи торговли съ Пруссіей. Самъ Императоръ Александръ I находился въ то время въ Варшавѣ. Въ какомъ смыслѣ были даны посланнику словесныя инструкціи,

tions verbales, qui furent données au ministre, par le contenu de la dépêche du comte Nesselrode, en date de Varsovie, le 11 (23) janvier 1823.

Cette dépêche est consacrée à l'examen des intérêts du commerce et de la navigation du royaume de Pologne vis-à-vis de la Prusse. Pour conclure, il est émis la conviction que le gouvernement prussien ne veux prêter aucune attention aux exigences légales de la Russie et de la Pologne. Prenant en considération cette circonstance, l'Empereur ordonna au ministre de déclarer formellement au gouvernement prussien, qu'il est loin de vouloir abandonner le projet d'établir des relations directes entre le royaume de Pologne et les ports russes de la mer Baltique. On a déjà dressé un plan en vue de creuser un canal entre les rivières polonaises—d'une part et la mer Baltique—de l'autre. L'Empereur est prêt à toute espèce de sacrifices pour la réalisation de cette affaire, qui est d'une si haute importance et qui est exigée par les intérêts et par le bien-être de ses sujets.

En même temps, le vice-chancelier rappelle à notre ministre, qu'il n'a jamais eu de meilleure occasion, que les pourparlers actuels avec la Prusse au sujet du nouveau traité de commerce, pour démontrer son expérience et ses talents diplomatiques. L'Empereur a pleine confiance dans les capacités éprouvées du comte Alopéus.

Mais toute l'insistance, l'énergie et les menaces mêmes du ministre de Russie ne produisirent de longtemps encore aucun effet sur le gouvernement prussien. Le comte Alopéus dut douter lui-même de ses capacités diplomatiques et craindre sérieusement, qu'il lui serait impossible de confirmer les espérances, dont il était l'objet.

Dans sa dépêche du 28 avril (10 mai) 1823, le comte Alopéus avoua, qu'il ne s'attendait pas de prime-abord à ce que les difficultés qui s'opposaient à la conclusion d'un nouveau traité de commerce fussent insurmontables. Mais il voit, qu'il s'est trompé. Quand Alopéus, afin de simplifier les négociations, proposa aux ministres prussiens de s'entendre avant tout au sujet de la convention de transit en leur démontrant que le commerce de transit avait le plus d'importance pour la Prusse, il lui fut répondu, que la Prusse devait recevoir avant tout une „compensation" pour l'annulation de la convention de 1818. Le comte Bernstorff affirmait même, que l'Empereur en personne et le comte Nesselrode avaient promis à Vérone d'accorder à la Prusse une compensa-

видно изъ депеши графа Нессельроде изъ Варшавы отъ 11-го (23-го) января 1823 года.

Въ этой депешѣ разсматриваются интересы торговли и судоходства Царства Польскаго въ отношеніи Пруссіи. Въ заключеніе высказывается убѣжденіе, что прусское правительство не желаетъ обращать вниманія на законныя требованія Россіи и Польши. Имѣя въ виду это обстоятельство, Императоръ повелѣлъ посланнику формально объявить прусскому правительству, что онъ далекъ отъ мысли отказаться отъ проекта объ устройствѣ непосредственныхъ сношеній между Царствомъ Польскимъ и русскими портами на Балтійскомъ морѣ. Планъ уже готовъ; на основаніи его долженъ быть прорытъ каналъ между польскими рѣками съ одной стороны, и Балтійскимъ моремъ съ другой. На исполненіе этого огромной важности дѣла Государь былъ готовъ принести всякую жертву, требуемую пользою и благосостояніемъ его подданныхъ.

Вмѣстѣ съ тѣмъ вице-канцлеръ напоминаетъ посланнику, что никогда ему не представлялся лучшій случай доказать свою опытность и дипломатическое искусство, какъ настоящіе переговоры съ Пруссіей насчетъ новаго коммерческаго трактата. Государь вполнѣ довѣряетъ испытаннымъ способностямъ графа Алопеуса.

Но всѣ энергическія настоянія и даже угрозы русскаго посланника не производили долгое время никакого дѣйствія на прусское правительство. Онъ долженъ былъ самъ усомниться въ своихъ дипломатическихъ способностяхъ и серьезно опасаться не оправдать возложенныхъ на него надеждъ.

Въ депешѣ отъ 28-го апрѣля (10-го мая) 1823 года графъ Алопеусъ сознается, что первоначально онъ не ожидалъ, что затрудненія, препятствующія заключенію новаго коммерческаго трактата, будутъ „непреодолимы". Но онъ видитъ, что ошибся. Когда Алопеусъ, съ цѣлью упростить переговоры, предложилъ прусскимъ министрамъ согласиться прежде всего насчетъ конвенціи о транзитѣ, доказывая имъ, что транзитная торговля имѣетъ наибольшее значеніе для Пруссіи, ему было замѣчено, что раньше всего Пруссія должна получить „вознагражденіе" за отмѣну трактата 1818 года. Графъ Бернсторфъ даже утверждалъ, что самъ Государь и графъ Нессельроде обѣщали въ Веронѣ дать такое вознагражденіе. Въ частности Прус-

tion de ce genre. La Prusse insistait en outre sur le libre passage par la Russie des draps prussiens à destination de la Chine.

Notre ministre était de l'avis, que le gouvernement prussien avait en vue des projets grandioses, qu'il se proposait d'étendre les opérations commerciales de son peuple à tout le Nouveau Monde et même à l'Inde et à l'extrême Orient. Voilà pourquoi la Prusse tenait tellement au droit de transit par la Russie.

La Prusse s'intéressait surtout au commerce qu'elle entretenait avec la Pologne vû que l'exploitation complète de ce pays lui était garantie par l'acte de décembre 1818. Aussi, le gouvernement prussien ne pouvait-il pas s'habituer à l'idée que cet acte était déjà annulé. Le comte Bernstorff „prenait constamment la fièvre" chaque fois, qu'il était question de la Pologne et de son commerce avec la Prusse. Quand Alopéus lui fit observer que la nouvelle élévation des droits d'entrée, ordonnée par le gouvernement prussien, plaçait la Pologne dans un état de blocus, le comte Bernstorff l'interrompit avec vivacité pour accuser la Russie et la Pologne de s'être hermétiquement fermée à la Prusse et pour démontrer surtout que le gouvernement polonais désirait ouvertement la suspension de toute espèce de relations commerciales par la voie de la frontière prussienne. Le ministre se borna à faire la juste observation que des accusations verbales de ce genre ne peuvent contribuer qu'à rendre plus forte encore „l'animosité, qui subsiste malheureusement déjà entre la Pologne et la Russie".

Le comte Bernstorff ne se borna pas à ces seules accusations: il se mit à démontrer en outre que le gouvernement du royaume de Pologne cherchait par tous les moyens possibles à embaucher les ouvriers et propriétaires de fabriques prussiens pour les amener à s'établir en Pologne et que déjà un certain nombre d'entre eux avaient abandonné leur patrie à cet effet. De cette manière, disait-il, la Prusse perd des capitaux importants et des ouvriers de talent.

Notre ministre lui répondit immédiatement, que „les manufacturiers et ouvriers allaient de leur propre mouvement chercher les pays, où ils pouvaient avec avantage exercer leur industrie et qu'aucun embaucheur n'était jamais venu leur présenter des séductions ou leur faire des offres". En outre, les lois prussiennes ne défendent pas l'émigration, qui naturellement se dirige là, où elle se trouve mieux.

En général, cet entretien avec le ministre des affaires étrangères de Prusse convainquit

сія настаивала на свободномъ пропускѣ чрезъ Россію въ Китай прусскихъ суконъ.

По мнѣнію посланника, прусское правительство задалось обширнымъ проектомъ о распространеніи торговыхъ оборотовъ своего народа на весь новый свѣтъ и даже съ Индіей и дальнимъ Востокомъ. Вотъ почему для Пруссіи важно право транзита чрезъ Россію.

Но ближайшій интересъ имѣла для Пруссіи торговля съ Польшею, эксплоатація которой вполнѣ была обезпечена декабрьскимъ актомъ 1818 года. Поэтому прусское правительство не могло свыкнуться съ мыслью, что этотъ актъ уже отмѣненъ. Графъ Бернсторфъ постоянно „приходилъ въ ярость", когда рѣчь заходила о Польшѣ и прусской торговлѣ съ нею. Когда Алопеусъ замѣтилъ, что новыя высокія пошлины, установленныя прусскимъ правительствомъ, поставили Польшу въ блокадное положеніе, графъ Бернсторфъ живо его прервалъ обвиненіемъ Россіи и Польши въ томъ, что онѣ герметически закрываются противъ Пруссіи и что въ особенности польское правительство явнымъ образомъ желаетъ прекратить всякія сношенія чрезъ прусскую границу. Посланникъ ограничился справедливымъ замѣчаніемъ, что такого рода голословныя обвиненія могутъ только еще болѣе обострить „враждебность, къ несчастію уже существующую между Польшею и Пруссіею".

Но графъ Бернсторфъ не остановился на этихъ обвиненіяхъ: онъ сталъ еще доказывать, что правительство Царства Польскаго заманиваетъ къ себѣ всѣми средствами прусскихъ заводчиковъ и рабочихъ, которые покидаютъ свою родину, чтобъ поселиться въ Польшѣ. Такимъ образомъ Пруссія теряетъ значительные капиталы и весьма искусныхъ рабочихъ.

Посланникъ немедленно возразилъ, что „прусскіе фабриканты и рабочіе по собственному почину выселяются въ страну, въ которой они съ пользою могутъ заниматься своею промышленностью, и что никогда никто ихъ не заманивалъ ни льстивыми обѣщаніями, ни предложеніями". Притомъ прусскіе законы не запрещаютъ эмиграціи, которая естественно направляется туда, гдѣ ей лучше.

Вообще, этотъ разговоръ съ прусскимъ Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ снова убѣдилъ

une fois de plus le comte Alopéus du fait que le comte Bernstorff ne souffrait aucune contradiction et qu'il n'était que par trop porté à la vivacité. Le refroidissement des membres du corps diplomatique à son égard s'explique par là. D'autre part les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce entre la Russie et la Prusse sont fort désagréables par leur caractère même, car les Prussiens ont pris l'habitude de tirer de la Russie d'immenses profits et c'est pourquoi ils ne peuvent pas s'habituer à l'idée que les sacrifices accomplis par la Russie à leur avantage peuvent avoir des bornes.

Entretemps, l'élévation du tarif introduite en Prusse par la loi du 10 avril provoquait dans le royaume de Pologne un tel mécontentement, que le Grand Duc Constantin Pavlovitch dut engager le comte Alopéus à insister de la manière la plus énergique pour qu'elle soit rapportée. Le gouvernement prussien refusa de faire droit à cette demande en démontrant que la loi du 10 avril répondait à une nécessité absolue et qu'elle n'avait pas le caractère de répressailles dirigées contre la Russie, quoiqu'ayant été provoquée par le refus du gouvernement russe d'observer le traité de 1818. (Dépêche du comte Alopéus du 7 (19) juillet 1823).

Les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce se trouvèrent dans cette situation sans issue jusqu'à la fin de l'année 1823.

Au courant de l'automne de la même année les négociations furent complètement suspendues, parceque les principaux plénipotentiaires de la Prusse: le comte Bernstorff et Lottum étaient sérieusement malades. „Tout est stationnaire ici", écrivait le comte Alopéus à la date du 27 octobre (8 novembre), mais, ajoutait-il: „avec de la patience on vient à bout de tout en Prusse".

L'Empereur Alexandre I se décida enfin à avoir recours à une mesure, qui avait complètement réussi dans d'autres occasions: il nomma un plénipotentiaire spécial pour négocier avec le gouvernement prussien. Le baron de Mohrenheim fut chargé de se rendre à Berlin et d'entamer des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce en qualité de plénipotentiaire extraordinaire et spécial. Les instructions, données au baron de Mohrenheim, étaient analogues à celles, qui furent données dans le temps au comte Alopéus.

Le baron de Mohrenheim et le comte Alopéus avaient à résoudre les problèmes suivants. Ils devaient: 1) annuler la différence établie par le

графа Алопеуса, что графъ Бернсторфъ не терпитъ никакого противорѣчія и слишкомъ склоненъ горячиться. Этимъ объясняется охлажденіе къ нему членовъ дипломатическаго корпуса. Кромѣ того, по самому существу своему, переговоры о заключеніи новаго коммерческаго трактата между Россіей и Пруссіей чрезвычайно непріятны, потому что пруссаки привыкли извлекать изъ Россіи огромныя выгоды, и потому не могутъ привыкнуть къ мысли, что жертвы, приносимыя на ихъ пользу Россіей, могутъ имѣть какія нибудь границы.

Между тѣмъ новый высокій тарифъ, введенный въ Пруссіи закономъ 10-го апрѣля, возбуждалъ въ Царствѣ Польскомъ настолько сильный ропотъ, что Великій Князь Константинъ Павловичъ предписалъ графу Алопеусу настаивать самымъ энергическимъ образомъ на его отмѣнѣ. Но прусское правительство отказалось исполнить это требованіе, доказывая, что законъ 10-го апрѣля былъ вызванъ непреодолимою необходимостью и не есть репрессалія, направленная противъ Россіи, хотя онъ вызванъ былъ отказомъ Россіи отъ трактата 1818 года. (Депеша графа Алопеуса отъ 7-го (19-го) іюля 1823 года).

Въ такомъ безвыходномъ положеніи находились переговоры о заключеніи новаго коммерческаго трактата до самаго конца 1823 года.

Осенью этого года переговоры совершенно остановились, потому что главные уполномоченные Пруссіи: графы Бернсторфъ и Лоттумъ, были серьезно больны. „Все тутъ остановилось", пишетъ графъ Алопеусъ 27-го октября (8-го ноября), но, прибавляетъ онъ: „съ терпѣніемъ можно всего добиться въ Пруссіи".

Наконецъ, Императоръ Александръ I рѣшился прибѣгнуть къ мѣрѣ, оказывавшейся весьма цѣлесообразною въ другихъ случаяхъ: онъ назначилъ особеннаго уполномоченнаго для переговоровъ съ прусскимъ правительствомъ. Барону Моренгейму поручено было отправиться въ Берлинъ и въ качествѣ чрезвычайнаго и особеннаго уполномоченнаго вступить съ прусскимъ правительствомъ въ переговоры о новомъ торговомъ трактатѣ. Инструкціи барону Моренгейму повторяли наставленія, данныя въ свое время по тому же дѣлу графу Алопеусу.

Барону Моренгейму и графу Алопеусу были поставлены слѣдующія задачи: 1) отмѣнить установленное Вѣнскимъ трактатомъ различіе

traité de Vienne par rapport aux provinces polonaises de 1772 et au libre commerce avec ces provinces; 2) obtenir une diminution considérable des droits de transit établis dans les villes maritimes de Danzig, d'Elbing, de Königsberg et de Memel; 3) dans le cas, où cette dernière condition ne pourrait être obtenue sans compensation—promettre à la Prusse l'importation en Russie d'une certaine quantité de cuirs, de lin et de toile d'après le tarif annexé à la convention de décembre 1818 et 4) dans le cas, où aucune de ces conditions ne pourrait être obtenue, les plénipotentiaires russes devaient réserver à chacune des Puissances leur pleine liberté d'action pour édicter n'importe quelles mesures en vue de leurs opérations commerciales mutuelles. Pour le Royaume de la Pologne rien n'est plus important, qu'un transit libre et sans limites et pour l'obtenir, on pourrait promettre à la Prusse la conclusion d'une convention spéciale annulant le droit de détraction. (Annexe à la dépêche du comte Nesselrode au comte Alopéus du 11 (23) janvier 1823).

Dans les premiers jours du mois de janvier 1824, le baron Mohrenheim arriva à Berlin et eut bientôt l'honneur d'être reçu en audience par le roi. Sa Majesté confirma au baron son sincère désir de voir aboutir à un résultat favorable les négociations relatives aux relations commerciales. Le comte Bernstorff fit au baron Mohrenheim le même souhait avant le commencement des négociations personnelles. Mais à son tour le plénipotentiaire extraordinaire dut bientôt se convaincre, que le gouvernement prussien n'avait pas l'intention de se désister de ses exigences premières. Il pria en conséquence le comte Alopéus d'écrire au vice-chancelier, qu'il ne croyait pas à la possibilité d'exécuter les instructions, exposées dans la dépêche précitée, adressée au comte Alopéus le 11 (23) janvier 1823.

Le comte Alopéus n'entrevit dans la marche des négociations du baron Mohrenheim avec les ministres prussiens qu'une nouvelle confirmation de son opinion sur la situation intérieure de la Prusse, à laquelle il consacre une longue et nouvelle dépêche, portant la date du 1 (13) mars 1824. Le ministre se plaint de nouveau de la vieillesse et de la décrépitude de la plupart des ministres prussiens, qui oublient tout ce qu'on leur communique et permettent à leurs employés de décider de tout. Le comte Alopéus parle en détail de la position du comte Bernstorff, qui est toujours un étranger pour la Prusse et y est complètement isolé. Ses collègues lui font

въ отношеніи польскихъ провинцій 1772 года и свободной торговли съ ними; 2) транзитныя пошлины въ морскихъ городахъ Данцигѣ, Эльбингѣ, Кенигсбергѣ и Мемелѣ должны быть значительно понижены; 3) если послѣдняго условія нельзя достигнуть безъ вознагражденія, то можно обѣщать Пруссіи нѣкоторое время привозъ въ Россію опредѣленнаго количества кожи, льна и полотна по тарифу, приложенному къ декабрьской конвенціи 1818 года; 4) если ни одно изъ указанныхъ условій достигнуто быть не можетъ, въ такомъ случаѣ русскіе уполномоченные обязаны выговорить полную свободу каждой державы издавать какія угодно мѣры относительно взаимныхъ торговыхъ оборотовъ. Для Царства Польскаго важнѣе всего свободный и неограниченный транзитъ, за допущеніе котораго можно обѣщать Пруссіи заключеніе особенной конвенціи объ отмѣнѣ droit de détraction. (Приложеніе къ депешѣ гр. Нессельроде къ гр. Алопеусу отъ 11-го (23-го) января 1823 года).

Въ началѣ января 1824 года баронъ Моренгеймъ пріѣхалъ въ Берлинъ и вскорѣ удостоенъ былъ королемъ аудіенціи. Король подтвердилъ барону искреннее свое желаніе, чтобъ переговоры о коммерческихъ сношеніяхъ скорѣе привели къ благополучному результату. Графъ Бернстоф фъ повторилъ барону Моренгейму тоже самое желаніе предъ началомъ личныхъ переговоровъ. Но всетаки чрезвычайный уполномоченный весьма скоро долженъ былъ убѣдиться, что прусское правительство не намѣрено было отступать отъ своихъ первоначальныхъ требованій. Поэтому онъ просилъ графа Алопеуса написать вице-канцлеру, что онъ не считаетъ возможнымъ вполнѣ исполнить инструкціи его, изложенныя въ вышеприведенной депешѣ къ графу Алопеусу отъ 11-го (23-го) января 1823 года.

Графъ Алопеусъ увидѣлъ въ ходѣ переговоровъ барона Моренгейма съ прусскими министрами только новое подтвержденіе своего мнѣнія о внутреннемъ состояніи Пруссіи, описанію котораго онъ посвящаетъ опять длинную депешу отъ 1-го (13-го) марта 1824 года. Посланникъ опять жалуется, что большинство прусскихъ министровъ настолько люди дряхлые и старые, что все забываютъ, о чемъ съ ними говорятъ, и позволяютъ рѣшать все своимъ чиновникамъ. Графъ Алопеусъ подробно распространяется насчетъ положенія графа Бернсторфа, который остался въ Пруссіи иностранцемъ и стоитъ совершенно изолированно. Това-

souvent le reproche, en plein conseil des ministres, de ne pas se rendre suffisamment compte des intérêts du royaume de Prusse. Depuis que le roi, étant de mauvaise humeur, a refusé de le recevoir l'été dernier, le comte s'est offensé et ne se rend plus à Potstdam, pour y faire son rapport.

Néanmoins, le comte Bernstorff veut tout faire par lui-même, mais, étant constamment malade et n'ayant pas la moindre idée des affaires de l'administration intérieure et du commerce, il ne fait qu'entraver le courant régulier des affaires. Quant à prendre sa retraite, ses affaires d'argent l'en empêchent: il a reçu du gouvernement prussien une avance de 80,000 thalers contre garantie de ses propriétés mecklenbourgeoises et il n'est pas en état de les rembourser. Sa retraite ne serait toutefois qu'une perte pour la Russie qu'il aime, parcequ'elle prend en Europe la défense des principes conservateurs. Il y a même lieu de reconnaître qu'il a rendu des services à la Prusse; c'est à lui que les Prussiens doivent l'entrée au service du ministère des affaires étrangères de Prusse des fils des meilleures familles de la noblesse du pays. Cette administration était remplie autrefois de descendants d'émigrants français, qu'Ancillon protège jusqu'à présent. (Dépêche du comte Alopéus du 8 (20) juillet 1824).

Malgré toutes ces conditions plus que défavorables à la marche des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce, le baron Mohrenheim réussit toutefois, comme s'exprime le comte Alopéus dans sa dépêche du 7 (19) octobre 1824, „à gagner la bataille" et à convaincre les plénipotentiaires prussiens de la nécessité de consentir aux principales exigences de la Russie et de la Pologne. Ce ne fut même pas tout, car le baron de Mohrenheim fit la conquête des ministres prussiens en ce sens qu'ils les amena à reconnaître que la convention de décembre 1818 était inexécutable de la part de la Russie.

Le roi Frédéric-Guillaume III lui-même, dans une lettre adressée à l'Empereur Alexandre I, le 31 octobre 1824, faisait les plus grandes louanges de Mohrenheim, „de son zèle éclairé, de son esprit facile et de ses formes conciliantes". Le roi regrettait en même temps, que le premier projet de la nouvelle convention commerciale n'eut pas été approuvé à St. Pétersbourg; mais il vient d'être envoyé dans cette capitale un nouveau projet dans lequel le roi renonce aux avantages les plus nécessaires au commerce

рищи его по управленію неоднократно ему дѣлали въ совѣтѣ министровъ упрекъ, что онъ не понимаетъ достаточно интересы прусскаго королевства. Съ тѣхъ поръ какъ король, не будучи въ духѣ, отказался его принять лѣтомъ прошлаго года, графъ обидѣлся и больше не ѣздитъ съ докладами въ Потсдамъ.

Между тѣмъ графъ Бернсторфъ все желаетъ дѣлать самъ; но будучи постоянно боленъ и не имѣя понятія о дѣлахъ внутренней администраціи и торговли, онъ только тормозитъ правильное теченіе дѣлъ. Однако въ отставку выйти онъ не можетъ по своимъ денежнымъ дѣламъ: онъ получилъ отъ прусскаго правительства въ ссуду подъ залогъ мекленбургскихъ своихъ помѣстій 80,000 талеровъ, которыхъ возвратить не въ состояніи. Впрочемъ, отставка его была бы всетаки потерею для Россіи, которую онъ любитъ, какъ защитницу консервативныхъ началъ въ Европѣ. Даже въ самой Пруссіи заслуги графа Бернсторфа должны быть признаны и, между прочимъ, ему обязаны пруссаки привлеченіемъ въ прусское министерство иностранныхъ дѣлъ на службу сыновей изъ лучшихъ дворянскихъ семействъ. Прежде господствовали въ этомъ вѣдомствѣ потомки французскихъ эмигрантовъ, которымъ и теперь еще покровительствуетъ Ансильонъ. (Депеша графа Алопеуса отъ 8-го (20-го) іюля 1824 года).

Несмотря однако на всѣ эти крайне невыгодныя условія для веденія переговоровъ о заключеніи новаго коммерческаго договора, барону Моренгейму всетаки удалось, какъ выражается графъ Алопеусъ въ депешѣ отъ 7-го (19-го) октября 1824 года, „выиграть сраженіе" и убѣдить прусскихъ уполномоченныхъ согласиться на главнѣйшія требованія Россіи и Польши. Мало того: барону Моренгейму удалось даже завоевать прусскихъ министровъ, согласившихся наконецъ признать декабрьскую конвенцію 1818 года неисполнимою со стороны Россіи.

Самъ король Фридрихъ Вильгельмъ III, въ письмѣ къ Императору Александру I, отъ 31-го октября 1824 года, очень хвалитъ Моренгейма, его просвѣщенное рвеніе, свѣтлый умъ и примирительныя манеры. Вмѣстѣ съ тѣмъ король выражаетъ сожалѣніе, что первый проектъ новой коммерческой конвенціи не былъ одобренъ въ С.-Петербургѣ. Теперь препровожденъ новый проектъ, въ которомъ король отказался отъ самыхъ необходимыхъ для прусской торговли выгодъ. Только король настоятельно про-

prussien. Le roi demandait expressément seulement, que Polangen et Yourbourg soient transformées en douanes de première classe et que toutes les marchandises, ayant payé leurs droits d'entrée à la frontière russe, soient libres de circuler dans les limites de toute la Russie. Si cette mesure n'est pas adoptée par le gouvernement russe, le bien-être et l'existence même de Königsberg et de Memel, comme villes commerçantes, seront à tout jamais compromis. Le roi désire enfin conserver aux draps prussiens leur droit d'entrée à St. Pétersbourg pour être transportés ensuite en Asie.

Le désir du roi fut accompli avec quelques restrictions et l'on procéda enfin le 27 février (11 mars) 1825 à la signature d'une nouvelle convention commerciale.

Le comte Alopéus, dans sa dépêche du 1 (13) mars, exprime toute sa satisfaction de l'heureuse conclusion de cette affaire grosse de difficultés et rend pleine justice au baron Mohrenheim, qui à réussi à surmonter tous les obstacles, qui étaient fort nombreux, car plusieurs provinces de la Prusse avaient exigé au cours des négociations, que le gouvernement prussien ait recours sur ses frontières au système prohibitif. Au dernier moment, quand le projet de la convention était déjà prêt, le comte Bernstorff souleva la question de la compensation à accorder aux établissements de crédit prussiens, qui avaient placé leurs capitaux en Pologne, et demanda qu'on leur paya à tous une somme en bloc. Le comte Alopéus repoussa énergiquement cette exigence, en démontrant, que jamais le gouvernement polonais ne se chargerait de satisfaire les individus qui avaient follement placé leurs capitaux en Pologne et le comte Bernstorff dut se désister de sa singulière proposition.

Dans une lettre, adressée à la même date au comte Nesselrode, le comte Alopéus exprimait ouvertement toute la joie, que la conclusion de la nouvelle convention commerciale lui faisait ressentir. Cette convention, dit-il, n'a pas acquis les proportions d'un traité commercial, grâce au système adopté par la Russie pour les opérations commerciales internationales. Les provinces russes et polonaises, traversées par les rivières, dont les embouchures se trouvent en Prusse, acquierront par cette convention d'immenses avantages pour leur commerce de transit. Il est vrai, que le comte Bernstorff a écrit au baron Mohrenheim deux lettres ayant trait aux réclamations pécuniaires de la Prusse, mais ces lettres n'engagent en rien la Russie.

сить, чтобъ Полангенъ и Юрбургъ были обращены въ таможни перваго класса и чтобъ всѣ товары, разъ очищенные на русской границѣ отъ пошлинъ, могли бы свободно обращаться въ предѣлахъ всей Россіи. Если эта мѣра не будетъ принята русскимъ правительствомъ, то не только благосостояніе, но самое существованіе Кенигсберга и Мемеля, какъ торговыхъ городовъ, сдѣлается невозможнымъ. Наконецъ, для прусскихъ суконъ король желаетъ сохраненія права привоза ихъ въ С.-Петербургъ и дальнѣйшаго направленія въ Азію.

Желанія короля были съ нѣкоторыми ограниченіями исполнены, и 27-го февраля (11-го марта) 1825 года состоялось, наконецъ, подписаніе новой коммерческой конвенціи.

Графъ Алопеусъ былъ чрезвычайно радъ благополучному окончанію этого труднаго дѣла и въ депешѣ отъ 1-го (13-го) марта отдаетъ полную справедливость барону Моренгейму, успѣвшему побороть всѣ препятствія, которыхъ было очень много, въ особенности въ виду заявленныхъ нѣкоторыми прусскими провинціями требованій, чтобъ правительство прусское ввело запретительную систему. Въ самую послѣднюю минуту, когда проектъ конвенціи былъ уже готовъ, графъ Бернсторфъ возбудилъ вопросъ о вознагражденіи прусскихъ кредитныхъ учрежденій, помѣстившихъ свои капиталы въ Польшѣ, посредствомъ уплаты одной общей суммы. Графъ Алопеусъ энергически отвергъ это требованіе, доказывая, что никогда польское правительство не приметъ на себя обязательства вознаграждать лицъ, которыя безразсуднымъ образомъ помѣстили свои капиталы въ Польшѣ. Тогда графъ Бернсторфъ взялъ назадъ свое странное предложеніе.

Въ письмѣ къ графу Нессельроде отъ того же числа графъ Алопеусъ даетъ полное выраженіе своей радости по поводу заключенія новой коммерческой конвенціи, которая не получила характера коммерческаго трактата только благодаря системѣ, принятой Россіею въ международныхъ торговыхъ оборотахъ. Но русскія и польскія провинціи, лежащія по рѣкамъ, устья которыхъ въ предѣлахъ Пруссіи, найдутъ въ конвенціи значительныя удобства для транзитной торговли. Правда, графъ Бернсторфъ написалъ барону Моренгейму два письма о денежныхъ претензіяхъ Пруссіи, но эти письма нисколько не обязываютъ Россію.

Revenant une fois de plus sur la situation intérieure de la Prusse, le comte Alopéus se plaint de nouveau des désordres existants. Bernstorff a avoué au ministre, que dans le courant de l'automne de 1824 il avait insisté pour qu'on lui accorde sa retraite, mais que le roi n'y a pas consenti et lui a nommé un adjoint. Sa Majesté ne lui aurait toutefois pas rendu le droit de lui faire des rapports personnels. Le roi, affirme notre ministre, „s'occupe tous les jours moins des affaires" et l'on comprend aisément, pourquoi la Prusse joue un rôle de plus en plus passif dans toutes les négociations diplomatiques. Pour ce qui est de l'administration intérieure, chaque ministre „tire de son côté" et dans les affaires extérieures le gouvernement prussien compte sur la sagesse de l'Empereur de Russie.

Si pendant près de deux ans l'attention des gouvernements russe et prussien était presqu'exclusivement concentrée sur les négociations relatives à la conclusion de la nouvelle convention de commerce, quelques autres questions, soulevées pendant la même période de temps, provoquèrent entre eux un échange de vues.

Ainsi le gouvernement russe chargea en 1823 son ministre de se plaindre énergiquement de la sympathie, dont les journaux prussiens faisaient preuve à l'égard des révolutionnaires espagnols. „Nous ne saurions vous dissimuler",—écrivait le comte Nesselrode le 22 mai,—„que la tendance des feuilles publiques qui s'impriment sous ses yeux et dans la capitale même de la Prusse ne soit bien différente de celle du Cabinet de Berlin". „On dirait",—ajoute le vice-chancelier,—„que les feuilles de Berlin voudraient faire croire, que le gouvernement du roi de Prusse partage au fond ces idées (qui combattent la politique des alliés), puisque la censure, qu'il a établie en autorise la publication, si fréquente et si étendue.... Il est évident qu'un esprit déplorable préside à la rédaction actuelle des gazettes prussiennes".

Le comte Alopéus fut chargé d'attirer l'attention sérieuse du gouvernement prussien sur cette tendance malfaisante de la presse périodique de la Prusse, qui ne s'explique uniquement que par l'insuffisance de la surveillance dont elle est l'objet.

Notre ministre exécuta consciencieusement les ordres, qui lui furent donnés. Il attira sérieusement l'attention des ministres prussiens sur quelques journaux de Berlin, qui se permettraient de critiquer avec impertinence la politique des gouvernements en général et de la Russie en par-

Возвращаясь затѣмъ снова къ внутреннему положенію Пруссіи, графъ Алопеусъ еще разъ жалуется на существующіе безпорядки. Бернсторфъ сознался посланнику, что осенью 1824 года онъ настаивалъ на своемъ увольненіи, но король не согласился и назначилъ ему товарища. При этомъ Бернсторфу король, однако, не возвратилъ права личнаго доклада. Если же, какъ утверждаетъ посланникъ, король съ „каждымъ днемъ все меньше занимается дѣлами", то понятна будетъ пассивная роль, которую играетъ Пруссія во всѣхъ дипломатическихъ переговорахъ. Во внутреннемъ управленіи каждый министръ „тянетъ въ свою сторону"; во внѣшнихъ дѣлахъ прусское правительство полагается на мудрость русскаго Царя.

Хотя въ продолженіи почти двухъ лѣтъ вниманіе русскаго и прусскаго правительствъ было почти исключительно поглощено переговорами о заключеніи новой торговой конвенціи, всетаки возникали иногда и другіе вопросы, вызывавшіе обмѣнъ мыслей.

Такъ, между прочимъ, русское правительство поручило своему посланнику, въ маѣ 1823 года, энергически жаловаться на пристрастное отношеніе прусскихъ газетъ къ испанскимъ революціонерамъ. „Мы не можемъ скрыть", пишетъ гр. Нессельроде 22-го мая, „что направленіе газетъ, печатающихся на глазахъ прусскаго правительства и въ самой столицѣ Пруссіи, значительно разнится отъ поведенія Берлинскаго кабинета". „Можно думать",—продолжаетъ вице-канцлеръ,—„что королевское прусское правительство раздѣляетъ въ сущности эти идеи (направленныя противъ политики союзныхъ державъ), такъ какъ цензура, имъ учрежденная, дозволяетъ частую и широкую ихъ публикацію. Очевидно, что пагубный духъ господствуетъ въ теперешнемъ редактированіи прусскихъ газетъ".

Гр. Алопеусу было поручено обратить серьезное вниманіе прусскаго правительства на такое зловредное направленіе періодической печати въ Пруссіи, которое исключительно объясняется отсутствіемъ надлежащаго надъ нею надзора.

Посланникъ добросовѣстно исполнилъ возложенное на него порученіе. Онъ обратилъ серьезнымъ образомъ вниманіе прусскихъ министровъ на нѣкоторыя берлинскія газеты, позволяющія себѣ дерзкимъ образомъ осуждать политику правительствъ, и въ частности

ticulier. Il leur indiqua même spécialement deux journaux de Berlin: la „Staats-Zeitung“ et la „Vossische Zeitung“, qui faisaient ouvertement la propagande des idées révolutionnaires. Le comte Alopéus proposa enfin aux ministres prussiens de défendre aux journaux du royaume toute reproduction d'articles empruntés à la presse étrangère.

Ce ne fut pas tout: notre ministre donna lecture au comte Bernstorff de la dépêche écrite par le vice-chancelier le 22 mai et dont le contenu est reproduit plus haut et par l'entremise du prince de Wittgenstein il porta cette dépêche à la connaissance du roi lui-même. A cette occasion, il insista une fois de plus sur „la contradiction qui existe entre les communications diplomatiques du Cabinet de Berlin et les assertions publiques, que se permettent les gazettes de cette ville, qui paraissent sous les yeux du gouvernement et qui sont placées sous la direction du département des affaires étrangères“.

Le comte Bernstorff le remercia de cette communication et lui répondit qu'après la nomination d'un nouveau censeur, les journaux de Berlin s'étaient améliorés, mais qu'à l'avenir il lui promettait de les surveiller encore plus sévèrement. Quant au roi, il fit demander au comte Alopéus, quels étaient les articles des feuilles en question, qui avaient provoqué le mécontentement de l'Empereur.

Si l'on compare ces plaintes de l'Empereur Alexandre I à propos du ton des journaux de Berlin avec les principes de non-intervention dans les affaires intérieures de l'Allemagne et de liberté qu'il proclamait autrefois (v. l'introduction du № 302), il devient possible de se rendre parfaitement compte du revirement, qui s'était produit dans les vues de l'Empereur.

Le gouvernement prussien, dans le cas présent ainsi que dans les autres, consentit à prendre sérieusement en considération les conseils, qu'il recevait de St. Pétersbourg et ce n'est que dans les questions relatives aux opérations commerciales, qu'il lui semblait impossible de remplir toutes les exigences du gouvernement russe.

Ainsi, par exemple, quand en 1823 le gouvernement de Washington fit à toutes les puissances de l'Europe la proposition d'abolir la course, la Russie y répondit d'une manière évasive, en laissant entendre qu'il était nécessaire que toutes les puissances maritimes prissent une décision en commun pour la réalisation de cette grande réforme.

русскаго. Онъ спеціально указывалъ на двѣ берлинскія газеты: „Staats-Zeitung“ и „Vossische Zeitung“, которыя открыто пропагандируютъ революціонныя идеи. Посланникъ предлагалъ прусскимъ министрамъ воспретить прусскимъ газетамъ перепечатывать статьи изъ иностранныхъ газетъ.

Мало того: гр. Алопеусъ прочелъ графу Бернсторфу депешу вице-канцлера отъ 22-го мая, содержаніе которой приведено выше, и чрезъ посредство князя Витгенштейна довелъ ее до свѣдѣнія самого короля. При этомъ онъ еще разъ указалъ „на противорѣчіе, существующее между дипломатическими заявленіями Берлинскаго кабинета и публичными разсужденіями, которыя себѣ позволяютъ берлинскія газеты, издаваемыя на глазахъ правительства и подъ руководствомъ департамента иностранныхъ дѣлъ“.

Графъ Бернсторфъ благодарилъ за это сообщеніе и сказалъ, что послѣ назначенія новаго цензора берлинскія газеты исправились, но на будущее время онъ обѣщаетъ наблюдать за ними еще строже. Самъ же король велѣлъ спросить графа Алопеуса, какія статьи берлинскихъ газетъ вызвали неудовольствіе Государя?

Если сравнить эти жалобы Императора Александра I на тонъ статей берлинскихъ газетъ съ провозглашенными имъ самимъ прежде принципами невмѣшательства во внутреннія дѣла Германіи и свободы (см. введеніе къ № 302), то переворотъ, совершившійся въ воззрѣніяхъ Государя, станетъ совершенно осязательнымъ.

Прусское правительство, какъ въ этомъ случаѣ, такъ и въ другихъ, согласилось обратить серьезное вниманіе на совѣты, получаемые изъ С.-Петербурга. Только въ вопросахъ, касающихся коммерческихъ оборотовъ, оно не считало возможнымъ исполнить всѣ требованія русскаго правительства. Во всѣхъ же другихъ вопросахъ согласіе было почти постоянное.

Такъ, между прочимъ, когда въ 1823 году Вашингтонское правительство сдѣлало всѣмъ европейскимъ державамъ извѣстное предложеніе — отмѣнить каперство, отвѣтъ Россіи былъ уклончивый: указано было на необходимость общаго рѣшенія всѣхъ, въ особенности морскихъ державъ для проведенія этой великой реформы.

La Prusse répondit dans le même esprit. Le comte Bernstorff fit connaître à St. Pétersbourg la réponse qu'il avait envoyée au gouvernement de Washington le 21 mars 1824. „Il me parait difficile", — écrivait le comte, — „de ne pas convenir que si cette proposition était adoptée généralement et dans toute son étendue, ce serait un nouveau et beau triomphe de la civilisation, qui signalerait une époque importante dans l'histoire des peuples et des lois conventionnelles, qui les régissent. Mais je ne saurais croire que la Grande Bretagne, à qui sa position et la nature de ses moyens assurent une prépondérance sur mer, que rien ne saurait balancer et que personne n'est de mesure à lui contester, puisse jamais vouloir acquiescer à une modification du droit des gens, qui restreindrait l'action de sa marine militaire dans la même proportion, où elle faciliterait et étendrait la navigation paisible des nations".

C'est en vue de ces considérations que le gouvernement prussien se joignit à l'opinion de la Russie—que toutes les puissances ne devaient accepter la proposition américaine, que si son importance pratique était désirable.

Il faut ajouter enfin que si les négociations précitées pour la conclusion d'une convention commerciale avaient provoqué temporairement le mécontentement du Cabinet de Berlin, les relations personnelles de l'Empereur Alexandre I et du roi Frédéric-Guillaume III, ainsi que celles de leurs augustes familles n'avaient jamais cessé d'être amicales. La meilleure preuve en est dans la réception chaleureuse que fit l'Empereur Alexandre et toute la maison Impériale au prince Guillaume de Prusse, l'Empereur d'Allemagne actuel, quand il se rendit de nouveau en Russie en 1823 pour assister, sur l'invitation de l'Empereur, aux manoeuvres des troupes russes.

Le prince Guillaume était porteur d'une lettre de son auguste père, adressée le 11 (23) septembre 1823 à l'Empereur Alexandre, en confirmant une fois de plus l'étroite amitié, qui unissait les deux monarques. Le prince Guillaume passa en Russie tout l'automne et une partie de l'hiver de l'année 1823. A son retour à Berlin, il écrivit à l'Empereur le 5 décembre 1823 une lettre, dans laquelle il lui exprimait sa sincère reconnaissance pour la réception cordiale, qui lui

Пруссія отвѣтила въ томъ же духѣ. Графъ Бернсторфъ сообщилъ въ С.-Петербургъ данный имъ, депешею отъ 21-го марта 1824 года, отвѣтъ Вашингтонскому правительству. „Мнѣ кажется",—писалъ графъ, — „невозможно не согласиться съ тѣмъ, что если это предложеніе будетъ принято всѣми и въ полномъ его объемѣ, то это будетъ новое и прекрасное торжество цивилизаціи, которымъ будетъ отмѣчена важная эпоха въ исторіи народовъ и договорныхъ законовъ, управляющихъ ими. Только я не могу повѣрить, чтобъ Великобританія, которой, благодаря ея положенію и существу ея средствъ, обезпечено господство на морѣ, которое ничѣмъ не можетъ быть уравновѣшиваемо и которое никто не въ состояніи оспаривать, могла бы когда нибудь согласиться на такое измѣненіе международнаго права, которое ограничивало бы дѣйствіе ея военнаго флота настолько, насколько облегчало бы и развивало мирное мореплаваніе другихъ народовъ".

На основаніи этихъ соображеній прусское правительство присоединилось къ мнѣнію Россіи, что всѣ державы должны принять американское предложеніе, если желательно практическое его осуществленіе.

Наконецъ, необходимо еще прибавить, что если вышеизложенные переговоры о коммерческой конвенціи вызывали на время неудовольствіе Берлинскаго кабинета, то, съ другой стороны, личныя отношенія между императоромъ Александромъ I и королемъ Фридрихомъ Вильгельмомъ III и ихъ августѣйшими семействами оставались неизмѣнно дружескими. Лучшимъ доказательствомъ тому можетъ служить радушный пріемъ, оказанный императоромъ Александромъ и всѣмъ императорскимъ домомъ прусскому принцу Вильгельму, нынѣ царствующему императору германскому, когда онъ въ октябрѣ 1823 года опять пріѣхалъ въ Россію, чтобъ присутствовать, по приглашенію Государя, на маневрахъ русскихъ войскъ.

Принцъ Вильгельмъ привезъ съ собою письмо своего августѣйшаго отца, отъ 11-го (23-го) сентября 1823 года, къ Императору Александру, въ которомъ снова подтверждается тѣсная личная дружба между обоими монархами. Принцъ Вильгельмъ провелъ въ Россіи всю осень и часть зимы 1823 года. По возвращеніи въ Берлинъ, онъ написалъ Императору письмо отъ 5-го декабря 1823 года, въ которомъ выражаетъ свою искреннѣйшую благо-

avait été faite par Sa Majesté elle-même et par tous les membres de la famille Impériale.

„Jusqu'à la fin de mes jours", — écrivait le prince,—„je n'oublierai pas les moments heureux, que j'ai eu le bonheur de passer auprès de Votre Majesté. Elle ne saurait s'imaginer, quelle consolation elle a su répandre dans mon coeur et quelles espérances Elle y a ranimé — sentiments d'autant plus touchants, parcequ'ils viennent d'un Monarque, qui s'empresse d'être et le meilleur des Souverains, et le meilleur des hommes".

La réponse de l'Empereur Alexandre I, en date du 12 janvier 1824, est pénétrée d'un sentiment d'attachement sincère pour le jeune prince de Prusse. „Je désirais sincérement qu'il (son séjour en Russie) vous offrit la preuve de l'attachement et de l'intérêt auquel vos qualités et les liens qui unissent nos familles, vous assuraient d'avance des titres, que je me plairais toujours à reconnaître. Votre Altesse Royale peut être persuadée, que j'apprécie à sa juste valeur l'amitié (l'Empereur a mis ce mot au lieu du mot „affection"), qu'elle me témoigne et que la mienne lui est entièrement acquise".

дарность за радушный пріемъ, оказанный ему самимъ Государемъ и всѣми членами императорской фамиліи.

„До конца жизни моей",—пишетъ принцъ,—„я не забуду счастливыхъ минутъ, которыя я имѣлъ счастіе провести при Васъ. Ваше Величество не можете себѣ представить, какое утѣшеніе Вы съумѣли поселять въ моемъ сердцѣ и какія надежды Вы возбуждали, — чувства тѣмъ болѣе трогательныя, что исходили отъ монарха, всегда готоваго быть и лучшимъ государемъ, и лучшимъ человѣкомъ".

Отвѣтъ Императора Александра I, отъ 12-го января 1824 года, проникнутъ чувствомъ искреннѣйшей привязанности къ молодому прусскому принцу. „Я искренно желалъ бы" — пишетъ Императоръ,—„чтобъ Ваше пребываніе Вамъ доказало привязанность, которую я къ Вамъ питаю, и расположеніе, на которое дали Вамъ право какъ Ваши личныя качества, такъ и узы, соединяющія наши семейства, право, которое признать я всегда сочту долгомъ. Ваше Королевское Высочество можете быть увѣрены, что я цѣню достойнымъ образомъ дружбу (Государь вычеркнулъ слово: „*affection*" и написалъ: „*amitié*"), которую Вы мнѣ выражаете, и что моя дружба Вамъ принадлежитъ вполнѣ".

An nom de la très-Sainte et indivisible Trinité.

L'acte additionnel du 7 (19) décembre 1818 n'ayant plus force de loi, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et S. M. le Roi de Prusse, sincèrement animés du désir de mettre à exécution les dispositions du traité de Vienne du 21 avril (3 mai) 1815, relatives à la navigation et au commerce, et d'en faire ressentir les effets salutaires à leurs sujets respectifs en y apportant les modifications mutuellement consenties, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Во имя Пресвятыя и Нераздѣльныя Троицы.

Поелику дополнительный актъ отъ 7-го (19-го) декабря 1818 года не имѣетъ болѣе законной силы, то Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій и Король Прусскій, побуждаемые искреннимъ желаніемъ привесть въ исполненіе заключающіяся въ Вѣнскомъ трактатѣ отъ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года постановленія касательно судоходства и торговли, и дать возможность обоюднымъ своимъ подданнымъ воспользоваться благодѣтельными дѣйствіями оныхъ, сдѣлавъ въ нихъ по взаимному соглашенію нѣкоторыя перемѣны, назначили своими полномочными, а именно:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le sieur Paul Baron de Mohrenheim, son chambellan et Conseiller d'Etat Actuel, en mission extraordinaire et spéciale près S. M. le Roi de Prusse, chevalier des ordres de St. Stanislas de la première classe de Pologne, de St. Wladimir de la troisième classe de Russie, de l'Aigle rouge de la seconde classe en diamans de Prusse, commandeur de celui de Léopold d'Autriche; et

S. M. le Roi de Prusse, le sieur Chrétien comte de Bernstorff, son Ministre d'Etat, du Cabinet et des Affaires Etrangères, chevalier des grands ordres de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge de Prusse, de ceux de St. André, etc., lesquels sont convenus des articles suivans:

Article I.

Traitement réciproque des sujets.

Les sujets russes et polonais en Prusse, ainsi que les sujets prussiens en Russie et en Pologne, seront constamment considérés et traités dans leurs relations de commerce, à l'égal des sujets indigènes. Il est entendu que les sujets russes et polonais en Prusse, ainsi que les sujets prussiens en Russie et en Pologne, se soumettront aux lois et aux réglemens commerciaux du pays.

Article II.

Dans tous les cas où les sujets des deux hautes Parties contractantes trouveraient avantageux de vendre leurs

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, барона Павла Моренгейма, своего каммергера, Дѣйствительнаго Статскаго Совѣтника, находящагося по чрезвычайнымъ и особеннымъ порученіямъ при Королѣ Прусскомъ, кавалера орденовъ: польскаго Станислава первой степени, россійскаго Св. Владиміра третей степени, прусскаго Краснаго Орла второй степени съ алмазными украшеніями и командора австрійскаго ордена Леопольда; а

Е. В. Король Прусскій, графа Христіана Гинтера Бернсторфа, своего Государственнаго, Кабинета и Иностранныхъ дѣлъ Министра, кавалера прусскихъ орденовъ: Чернаго Орла и Краснаго Орла первой степени, россійскихъ: Св. Апостола Андрея и т. д., которые согласились въ нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Какъ поступать со взаимными подданными.

Съ россійскими и польскими подданными въ Пруссіи, а равно съ прусскими подданными въ Россіи и Польшѣ, поступаемо будетъ въ торговыхъ ихъ сношеніяхъ точно также, какъ и съ природными жителями. Само собою разумѣется, что россійскіе и польскіе подданные въ Пруссіи, а прусскіе подданные въ Россіи и Польшѣ обязаны наблюдать всѣ существующіе въ государствѣ законы и уставы о торговлѣ.

Статья II.

Во всѣхъ случаяхъ, когда подданные обѣихъ высокихъ договаривающихся сторонъ найдутъ выгоднымъ

marchandises, dans les villes de l'autre domination, à quelqu'un qui ne serait pas bourgeois des dites villes, ils seront obligés de se servir de l'entremise d'un négociant bourgeois, conformément aux lois et aux réglemens commerciaux en vigueur.

продать свои товары въ городахъ другой Державы кому либо изъ непринадлежащихъ къ числу гражданъ тѣхъ городовъ, они обязаны употреблять на сіе посредство купца, въ тамошнее гражданство записаннаго, согласно существующимъ законамъ и уставамъ о торговлѣ.

Article III.

Les droits d'entrepôt, de rompre-charge, d'étapes et autres droits et privilèges onéreux de pareille nature, actuellement abolis dans les villes et ports des deux dominations, ne peuvent pas être rétablis à la charge des sujets respectifs.

Статья III.

Уничтоженныя нынѣ въ городахъ и портахъ обѣихъ Державъ права на складку товаровъ, перекладку оныхъ, складочныя мѣста и другія подобнаго рода отяготительныя права и преимущества не могутъ уже быть возстановлены въ обремененіе взаимныхъ подданныхъ.

Article IV.

Navigation.

Pour ce qui concerne la navigation des fleuves et rivières dans les Etats respectifs, le flottage, l'usage des chemins de hallage, des écluses et canaux, tant de ceux qui existent déjà que de ceux qui pourraient être construits à l'avenir, les sujets de l'une des deux hautes Parties contractantes seront traités dans les Etats de l'autre, exactement sur le même pied que les indigènes.

Статья IV.

О судоходствѣ.

Что относится къ судоходству по большимъ и малымъ рѣкамъ въ обоюдныхъ владѣніяхъ, къ сплавкѣ лѣса, къ праву пользованія бечевою, шлюзами и каналами, какъ нынѣ уже существующими, такъ и тѣми, кои впредь устроены быть могутъ, то въ сихъ случаяхъ съ подданными одной изъ высокихъ договаривающихся Державъ будетъ поступаемо во владѣніяхъ другой Державы совершенно также, какъ и съ природными жителями.

Article V.

La navigation de la Vistule, du Niemen et de leurs affluens, est déclarée libre de droits. Ceux à percevoir au passage des canaux, ponts, écluses et autres constructions de cette nature, seront affichés dans les lieux de perception.

Статья V.

Судоходство по Вислѣ, Нѣману и по рѣкамъ, въ нихъ впадающимъ, объявляется свободнымъ отъ пошлинъ. О пошлинахъ же, кои имѣютъ быть взимаемы при проѣздѣ чрезъ каналы, мосты, шлюзы и другія устроенія сего рода, будутъ прибиты объявленія на мѣстахъ взиманія оныхъ.

Article VI.

Approvisionnement des bateliers.

Il sera réciproquement libre aux bateliers d'importer, francs de droits sur leurs embarcations, les approvisionnemens nécessaires pour l'entretien de l'équipage. A l'entrée des Etats respectifs des deux gouvernemens, le patron du bâtiment exhibera une déclaration spéciale de ceux de ses approvisionnemens qui sont sujets à imposition. On comptera par jour, pour chaque homme de l'équipage, deux livres de pain ou de gruau, ou bien un trente deuxième de boisseau de lentilles ou de fèves, un demiquart de livre de viande séchée ou fumée.

On ajoutera au tems requis pour le voyage et le retour du bâtiment, un espace de tems de trois semaines pour son séjour au lieu de sa destination. Révision faite, un double de cette déclaration sera délivré au patron du bâtiment pour lui servir de légitimation, tant au lieu de sa destination que pendant la route.

Article VII.

Commerce.

Les deux hautes Parties contractantes reconnaissent toute l'étendue des avantages qu'assurerait l'adoption du principe d'un commerce parfaitement libre, et qui, dans aucune de ses branches, ne serait frappé de droit équivalens à des prohibitions. Des circonstances impérieuses s'opposant néanmoins à l'application immédiate et complète de ce principe salutaire, les deux Puissances, pour ne laisser aucun doute sur leurs

Статья VI.

О провизіи судовщиковъ.

Дозволяется взаимно судовщикамъ ввозить безпошлинно на своихъ судахъ припасы, нужные для содержанія экипажа. При входѣ въ обоюдныя владѣнія обоихъ правительствъ, шкиперъ судна обязанъ представить подробное объявленіе о тѣхъ припасахъ, кои обложены пошлиною. На каждаго человѣка изъ экипажа полагается въ день по два фунта хлѣба или крупы, или по одной тридцать второй долѣ шефеля (boisseau) чечевицы или бобовъ, и по одной осьмой долѣ фунта вяленаго или копченаго мяса.

Ко времени, необходимому на переѣздъ судна и возвращеніе онаго, прибавляется еще три недѣли для пребыванія его на мѣстѣ назначенія. По освидѣтельствованіи выдается шкиперу дупликатъ вышеозначеннаго объявленія, который и будетъ служить ему свидѣтельствомъ, какъ на мѣстѣ назначенія, такъ и въ пути.

Статья VII.

О торговлѣ.

Обѣ высокія договаривающіяся стороны признаютъ всю важность тѣхъ выгодъ, которыя могли бы произойти отъ принятія правилъ торговли, совершенно свободной и ни въ какой ея отрасли необложенной пошлинами, самому запрещенію равняющимися. Но поелику важныя обстоятельства препятствуютъ немедленному и безусловному введенію таковыхъ спасительныхъ правилъ, то обѣ Державы, дабы не оста-

intentions bienveillantes, sont convenues des dispositions énoncées dans les articles ci-après.

Article VIII.

Exportation.

Les gouvernemens respectifs se réservent de statuer, chacun selon le système qui régit son commerce sur ce qui concerne l'exportation par les frontières qui séparent leurs Etats. S'il arrivait cependant, que l'exportation d'une marchandise ou denrée permise aujourd'hui, fut prohibée par la suite, ou imposée d'un droit plus haut, on aura égard, d'après le principe d'une stricte équité aux contrats qui auraient été passés, en bonne et due forme, entre les sujets respectifs antérieurement à cette prohibition, ou à la nouvelle augmentation de droit.

Article IX.

Importation.

Quant à l'importation, le commerce des Etats des deux hautes Parties contractantes sera traité d'après les dispositions générales des Tarifs respectivement en vigueur pendant la durée de la présente convention. Ne pourront être invoquées les stipulations spéciales énoncées dans les conventions particulières conclues ou à conclure de part et d'autre, avec une Puissance étrangère.

вить никакого сомнѣнія на счетъ благодѣтельныхъ своихъ намѣреній, согласились сдѣлать изложенныя въ нижеслѣдующихъ статьяхъ постановленія.

Статья VIII.

О вывозѣ товаровъ.

Каждое изъ обоюдныхъ правительствъ предоставляетъ себѣ дѣлать постановленія, сообразно принятой имъ торговой системѣ, о томъ, что касается до вывоза товаровъ чрезъ границы, раздѣляющія владѣнія ихъ. Однако же, ежели случится, что дозволенный нынѣ вывозъ какого либо товара или припаса будетъ запрещенъ въ послѣдствіи, или обложенъ большею пошлиною, то по самой строгой справедливости приняты будутъ въ уваженіе контракты, заключенные въ законной и надлежащей формѣ между обоюдными подданными прежде таковаго запрещенія, или новаго возвышенія пошлины.

Статья IX.

О ввозѣ товаровъ.

Въ разсужденіи ввоза товаровъ изъ владѣній обѣихъ высокихъ договаривающихся сторонъ поступаемо будетъ на основаніи общихъ тарифныхъ постановленій, кои будутъ существовать въ каждомъ государствѣ въ продолженіе дѣйствія настоящей конвенціи. Напротивъ же никто не можетъ имѣть права на особенныя условія, содержащіяся въ частныхъ конвенціяхъ, которыя заключены уже, или впредь заключены будутъ одною изъ договаривающихся сторонъ съ какою либо постороннею Державою.

Article X.

Blés.

Les blés de Russie et de Pologne, importés par la Vistule et le Niemen, ne seront grevés que des droits suivans, à acquitter à leur entrée:

a) Par boisseau (scheffel), mesure de Berlin, soit de froment, soit de légumes secs ou autres grains non spécifiés au § suivant, *b*, pour consommation et transit deux silbergr. ou 4 écus par last (soixante scheffel).

b) Par boisseau (scheffel) même mesure, de seigle, orge et avoine, en transit seulement un demi silbergr. (ou un écu par last (soixante scheffel).

Les grains sub *a* pourront être débités, par last, pour la consommation dans l'intérieur, sans autre redevance, ni imposition quelconque, soit directe soit indirecte, au profit du fisc, depuis les points de déclaration de Thorn et de Schmalleninken dans toutes les villes sur la Vistule et le Niemen, jusques et y compris les ports de Danzig, Elbing, Koenigsberg et Memel.

S'ils entrent dans la Brahe, ils seront soumis aux droits généraux de consommation, déduction faite de ce qui aura été payé à leur entrée dans la Vistule.

Les grains sub *b* ne pourront être vendus dans la traversée indiquée ci-dessus et les quatre ports susmentionnés, qu'en autant que les droits géné-

Статья X.

О хлѣбѣ.

Хлѣбъ, ввозимый изъ Россіи и Польши по Вислѣ и Нѣману, будетъ подлежать только слѣдующей пошлинѣ, которая имѣетъ быть платима при ввозѣ его:

a) Съ каждаго шефеля (boisseau) Берлинской мѣры пшеницы, сухихъ овощей или другаго зерна, непоименованныхъ въ слѣдующемъ § подъ лит. b., консомаціонныхъ и транзитныхъ по два зильберъ-гроша или по четыре талера съ каждаго ласта (шестидесяти шефелей).

b) Съ каждаго шефеля (boisseau) той же мѣры ржи, ячменя и овса, только транзитныхъ по полу-зильберъ-гроша (или по одному талеру) съ ласта (шестидесяти шефелей).

Хлѣбъ, означенный подъ лит. *a*, можетъ быть продаваемъ ластами для внутренняго потребленія, безъ платежа другихъ пошлинъ и поборовъ, прямымъ или постороннимъ образомъ въ пользу государства взимаемыхъ, начиная отъ самаго мѣста объявленія въ Торнѣ и Шмалленинкенѣ, по всѣмъ городамъ, на Вислѣ и Нѣманѣ лежащимъ, до самыхъ портовъ Данцигскаго, Ельбингскаго, Кенигсбергскаго и Мемельскаго включительно.

Когда таковый хлѣбъ привезется въ Брахе (Brahe), то будетъ подлежать общимъ консомаціоннымъ пошлинамъ, за исключеніемъ того, что заплачено уже при ввозѣ его въ Вислу.

Хлѣбъ, означенный подъ лит. *b*, не можетъ быть продаваемъ во время провоза его на вышепоказанномъ разстояніи и въ четырехъ упомянутыхъ пор-

raux de consommation en auront été acquittés, soit à la frontière, soit à une douane intérieure (Steueramt) le seul cas de réexportation excepté. Les propriétaires de ce blé seront tenus à déposer caution, soit en argent, soit en effets valables pour la différence entre les droits de consommation et ceux de transit, caution qui leur sera restituée, aussitôt que ces blés auront été consignés ou vendus à un négociant bourgeois qui, dans ce cas, répondra uniquement au gouvernement, ou de leur réexportation, ou de l'acquittement des droits de consommation.

тахъ, развѣ въ такомъ только случаѣ, когда общія консомаціонныя пошлины съ онаго заплачены будутъ на границѣ, или въ одной изъ внутреннихъ таможенъ (Steueramt), но изъ сего изъемлется обратный вывозъ онаго. Хозяева сего хлѣба обязаны представить залогъ, состоящій или въ деньгахъ или въ удостоенныхъ принятія документахъ, въ обезпеченіе разности между консомаціонными и транзитными пошлинами. Залогъ сей возвращается хозяевамъ, коль скоро хлѣбъ будетъ отданъ въ распоряженіе или проданъ купцу, въ гражданство записанному, который въ семъ случаѣ одинъ уже будетъ отвѣтствовать правительству или за вывозъ сего хлѣба или за взносъ консомаціонныхъ пошлинъ.

Article XI.

L'on acquittera pour les blés importés par tout autre point de la frontière prussienne, les droits généraux du tarif prussien en vigueur, pendant la durée de la présente convention, pour les sept provinces orientales.

De même il sera payé pour les blés importés de Prusse en Russie et en Pologne, les droits généraux des tarifs russe et polonais.

Dans le Royaume de Pologne les droits sur les blés prussiens n'excéderont pas ceux qui seront acquittés en Prusse pour les blés polonais.

Статья XI.

Съ хлѣба, ввозимаго чрезъ всѣ другія мѣста прусской границы, взимаемы будутъ во время продолженія сей конвенціи общія пошлины по существующему нынѣ прусскому тарифу, для семи восточныхъ провинцій.

Равнымъ образомъ и за хлѣбъ, привозимый изъ Пруссіи въ Россію и Польшу, общія пошлины взимаемы будутъ по тарифамъ россійскому и польскому.

Пошлины, платимыя въ Царствѣ Польскомъ съ хлѣба, привозимаго изъ Пруссіи, не будутъ превышать взимаемыхъ въ Пруссіи съ хлѣба, идущаго изъ Польши.

Article XII.

Douanes.

En Russie les douanes de Yourbourg et de Polangen sont déclarées douanes

Статья XII.

О таможняхъ.

Юрбургская и Полангенская таможни въ Россіи объявляются первоклас-

de première classe, et autorisées à recevoir et à expédier tous les objets dont l'importation n'est ou ne sera pas généralement prohibée par les tarifs en vigueur, à l'exception du rhum, de l'arac ou rac, des eaux de vie, des draps, demi-draps et casimirs. L'importation des marchandises non-prohibées généralement, se fera au même taux et sous les mêmes conditions que les lois du pays établissent pour l'importation de ces marchandises dans les ports de la Baltique. Si quelque nouvelle prohibition générale devait avoir lieu dans l'Empire de Russie, il est entendu qu'elle serait applicable aux douanes de Yourbourg et de Polangen.

Article XIII.

Entre le Royaume de Pologne et la Prusse seront établies les douanes de première classe (Hauptzollämter) dont la liste suit:

En Pologne:	*En Prusse:*
Kucharskini.	Schmalleninken.
Wirballen.	Stallupöhnen.
Kolno.	Iohannisbourg.
Mlawa.	Neidenbourg.
Leibitsch-Polonais	Thorn.
Nieszawa	Thorn.
Sluzewo	Thorn.
Slupce	Strzalkowo.
Peizern.	Pogorzelice.
Kalisz.	Podkoje près Skalmierzyce.
Wieruszów.	Podciomze.
Prauska.	Landsberg.

Article XIV.

Les douanes de première classe dans le Royaume de Pologne seront autori-

ными таможнями; онѣ будутъ имѣть право принимать и отправлять всякіе товары, коихъ ввозъ не запрещенъ или не будетъ вовсе запрещенъ существующими нынѣ тарифами, исключая ромъ, аракъ или ракъ, водки, сукно, полусукно и казимиры. Ввозъ не вовсе запрещенныхъ товаровъ будетъ производиться съ платежемъ тѣхъ же пошлинъ и на тѣхъ же условіяхъ, какія постановлены законами на ввозъ сихъ товаровъ въ Балтійскіе порты. Ежели бы въ Россійской Имперіи послѣдовало какое-либо новое общее запрещеніе, то разумѣется, что оное относиться будетъ и къ таможнямъ Юрбургской и Полангенской.

Статья XIII.

Между Царствомъ Польскимъ и Пруссіею будутъ учреждены первокласныя таможни (Hauptzollämter) въ нижеозначенныхъ мѣстахъ:

Въ Польшѣ:	*Въ Пруссіи:*
„ Кухарскини.	„ Шмалленинкенѣ.
„ Вирбалленѣ.	„ Сталлупепенѣ.
„ Кольно.	„ Іоганнисбургѣ.
„ Млавѣ.	„ Нейденбургѣ.
„ Польскомъ Лейбичѣ.	„ Торнѣ.
„ Нѣшавѣ.	„ Торнѣ.
„ Служевѣ.	„ Торнѣ.
„ Слупцѣ.	„ Стршалковѣ.
„ Пейзернѣ.	„ Погоржелицѣ.
„ Калишѣ.	„ Подкоѣ, близь Скалмѣржица.
„ Вѣрушовѣ.	„ Подціомжѣ.
„ Праускѣ.	„ Ландсбергѣ.

Статья XIV.

Первокласныя таможни въ Царствѣ Польскомъ будутъ имѣть право про-

sées à laisser entrer tous les objets dont l'importation n'est ou ne sera pas généralement prohibée par les tarifs du dit Royaume.

пускать всѣ товары, коихъ ввозъ не запрещенъ или не будетъ запрещенъ вовсе тарифами вышеозначеннаго Царства.

Article XV.

Les autorités administratives des gouvernemens respectifs s'entendront dans l'intervalle de trois mois à compter du jour de l'échange des ratifications de la présente convention, sur l'établissement d'un nombre suffisant de douanes de seconde classe sur les frontières de Pologne et de Prusse. Les deux gouvernemens se réservent de donner à ces douanes des attributions propres à faciliter le petit trafic et nommément le trafic journalier des lieux limitrophes.

On exceptera dans cette vue, de tout droit d'entrée et de consommation les objets suivans: herbage, foin, paille, légumes frais, chicorée fraiche (rohe Cichorien), raves et navets, volaille et menu gibier frais de toute espèce, poissons frais, oeufs et lait, bois de chauffage voituré, bois non ouvré du pays, non destiné à être embarqué, ramilles et balais, osiers, joncs ou roseaux, sable, argile, marne, tourbe, fruits-frais.

Статья XV.

Правительственныя мѣста обоюдныхъ Державъ, въ теченіи трехъ мѣсяцевъ, считая со дня размѣна ратификацій настоящей конвенціи, условятся между собою о учрежденіи достаточнаго числа второкласныхъ таможенъ на границахъ Польши и Пруссіи. Оба правительства предоставляютъ себѣ дать симъ таможнямъ приличную власть къ облегченію мелочной торговли, и именно ежедневныхъ торговъ между порубежными мѣстами.

На сей конецъ изъемлются отъ всякихъ привозныхъ и консомаціонныхъ пошлинъ слѣдующіе предметы: травы, сѣно, солома, свѣжія овощи, сырая цыкорія (rohe Cichorien), рѣпа, морковь и тому подобное, дворовыя птицы и мелкая всякаго рода дичь, свѣжая рыба, яйцы и молоко, привозимыя сухимъ путемъ дрова, лѣсъ, растущій на своей землѣ и не назначаемый къ отправленію водою, прутья и метлы, ивнякъ, тростникъ или камышъ, песокъ, глина, мергель, торфъ, свѣжіе плоды.

Article XVI.

Communications limitrophes.

De même on facilitera, autant que possible, les communications entre les habitans respectifs de la frontière entre la Pologne et la Prusse, qui sont dans le cas de se rendre, pour affaires ou pour visiter les foires, sur le territoire de l'autre Etat. Les ponts et chemins

Статья XVI.

О порубежныхъ сношеніяхъ.

Также облегчены будутъ, сколько возможно, сношенія между взаимными пограничными жителями Польши и Пруссіи, кои имѣютъ надобность ѣздить во владѣнія другаго государства по дѣламъ своимъ, или на ярмонки. Всѣ ближайшіе мосты и дороги, кои

vicinaux reconnus nécessaires seront, à cet effet, mis en bon état et entretenus avec le soin requis.

Le gouvernement polonais et le gouvernement prussien se réservent néanmoins de convenir d'un réglement de police administrative qui déterminera ces relations, ainsi que les communications des habitans des propriétés coupées par la frontière, de manière à prévenir tout abus.

признáются необходимыми, будутъ на сей конецъ приведены въ исправность и содержимы въ надлежащемъ порядкѣ.

Правительства польское и прусское предоставляютъ себѣ однако же, для отвращенія злоупотребленій, условиться взаимно на счетъ устава о полицейскомъ управленіи и опредѣлить въ ономъ какъ сіи сношенія, такъ и сообщеніе жителей тѣхъ недвижимыхъ имѣній, кои пересѣкаются границею.

Article XVII.

Transit.

Toutes les marchandises qui seront importées en Prusse par la frontière orientale, depuis la mer Baltique près Memel jusqu'à et y compris la Vistule, pour être exportées par les ports de Danzig, Elbing, Koenigsberg et Memel, ou qui seront importées par ces ports pour être exportées par la dite frontière orientale, seront uniquement soumises aux droits établis dans le tarif ci-annexé en langue allemande.

Статья XVII.

О транзитѣ.

Всѣ товары, кои привезены будутъ въ Пруссію чрезъ восточную границу, начиная отъ Балтійскаго моря близь Мемеля до Вислы включительно, для вывоза потомъ оныхъ чрезъ Данцигской, Ельбингской, Кенигсбергской и Мемельской порты, или которые будутъ ввезены чрезъ сіи порты для вывоза чрезъ означенную восточную границу, должны подлежать тѣмъ только пошлинамъ, кои установлены въ тарифѣ, у сего на нѣмецкомъ языкѣ прилагаемомъ.

Article XVIII.

Toutes les marchandises importées par les frontières orientales de la Prusse, depuis et non compris la Vistule, jusqu'au territoire de la ville libre de Cracovie, pour être exportées par les frontières maritimes et occidentales et *vice-versa*, ne seront passibles, au maximum, que des droits de transit fixés par le tarif général du 29 décembre 1824.

Des objets qui se trouvent soumis au taux général d'un demi écu, par quintal brut, seront seuls exceptés de cette stipulation.

Статья XVIII.

Со всѣхъ товаровъ, ввозимыхъ чрезъ восточныя границы Пруссіи, начиная отъ Вислы, но не включая оной, до уѣзда вольнаго города Кракова, для вывоза потомъ оныхъ чрезъ морскія и западныя границы и обратно, будутъ взимаемы только транзитныя пошлины, не свыше тѣхъ, кои установлены въ общемъ тарифѣ отъ 29-го декабря 1824 г.

Тѣ предметы, кои обложены общею пошлиною по полуталеру съ каждаго центнера бруто, будутъ одни изъяты изъ сего постановленія.

Article XIX.

Le transit par le Royaume de Pologne restera entièrement libre et exempt de droits dans toutes les directions établies ou à établir, soit que les objets de commerce traversent ce pays pour rentrer en Prusse, ou qu'ils soient dirigés vers d'autres points des frontières polonaises.

Article XX.

Les gouvernemens de Russie, de Pologne et de Prusse se réservent d'adopter les mesures convenables pour empêcher que les objets déclarés en transit ne soient débités pour la consommation.

Article XXI.

Quant au transit sur la route de Brody à Odessa, les dispositions de l'Oukase du 14 (26) août 1818 restent en vigueur.

Article XXII.

Consuls.

Afin que les consuls et agens commerciaux des Puissances respectives, puissent veiller à l'exécution de la présente convention, il leur sera désigné l'autorité avec laquelle ils se trouveront en rapport dans les lieux de leur résidence et qui sera chargé d'accueillir les réclamations qu'en vertu de leurs attributions ils lui adresseraient.

Статья XIX.

Транзитъ чрезъ Царство Польское останется совершенно свободнымъ и изъятымъ отъ пошлинъ, по всѣмъ направленіямъ, какъ нынѣ уже существующимъ, такъ и впредь учредиться имѣющимъ, хотя бы товары перевозились чрезъ сіе Царство въ Пруссію, или отправляемы были къ другимъ пунктамъ границъ польскихъ.

Статья XX.

Россійское, польское и прусское правительства предоставляютъ себѣ принять надлежащія мѣры къ недопущенію до того, чтобы товары, объявленные транзитными, продаваемы были для потребленія.

Статья XXI.

Что касается до транзита по дорогѣ изъ Бродъ въ Одессу, то постановленія, изложенныя въ указѣ отъ 14-го (26-го) августа 1818 года, остаются въ своей силѣ.

Статья XXII.

О консулахъ.

Дабы консулы и коммерческіе агенты обоюдныхъ Державъ могли наблюдать за исполненіемъ настоящей конвенціи, имъ назначено будетъ начальство, съ коимъ они должны сноситься на мѣстѣ ихъ пребыванія и коему поручено будетъ принимать представленія, которыя они по званію своему обязаны дѣлать.

Article XXIII.

Durée de la convention.

La durée de la présente convention est fixée à neuf ans à partir de l'époque de l'échange des ratifications. Six mois avant l'expiration de ce terme, les deux hautes Parties contractantes conviendront de sa prolongation s'il y a lieu. Il est entendu que dans le cas contraire on ne s'en tiendra pas moins aux principes qui ont présidé aux stipulations du traité, signé à Vienne le 21 avril (3 mai) 1815 relatives à la navigation et au commerce.

Статья XXIII.

О продолженіи конвенціи.

Срокъ существованія сей конвенціи назначается на девять лѣтъ, считая со дня размѣна ратификацій. За шесть мѣсяцевъ до истеченія сего времени, обѣ высокія договаривающіяся стороны условятся о продолженіи оной, ежели почтутъ сіе за нужное. Разумѣется, что въ противномъ случаѣ будутъ руководствоваться правилами, кои были основаніемъ трактата, подписаннаго въ Вѣнѣ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года, касательно судоходства и торговли.

Article XXIV.

Ratifications.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut.

Fait et signé à Berlin le 27 février (11 mars) 1825.

(L. S.) Le Baron de Mohrenheim.
(L. S.) Le Comte de Bernstorff.

Ratifiée à Czarskoe-Sselo le 21 mars 1825.

Статья XXIV.

О ратификаціяхъ.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи имѣютъ быть размѣнены въ теченіи шести недѣль, а если можно и скорѣе.

Учинено и подписано въ Берлинѣ 27-го февраля (11-го марта) 1825 года.

(М. П.) Баронъ Моренгеймъ.
(М. П.) Графъ Бернсторфъ.

Ратификована въ Царскомъ Селѣ 21-го марта 1825 года.

ERHEBUNGS-ROLLE

der Durchgangs-Abgaben für alle Gegenstände, welche

1) Landwärts auf der Linie von der Ostsee bei Memel bis zu der Weichsel (diesen Fluss mit einbegriffen) eingehen, um durch die Häfen von Danzig und Memel, auch durch Elbing und Königsberg, über Pillau, seewärts wieder ausgeführt zu werden, oder

ТАРИФЪ

транзитнымъ пошлинамъ, кои имѣютъ быть взимаемы со всѣхъ товаровъ.

1) Привозимыхъ сухимъ путемъ чрезъ восточную границу близь Мемеля до Вислы (включительно) для вывоза потомъ оныхъ моремъ изъ портовъ: Данцигскаго, Мемельскаго, также изъ Ельбингскаго и Кенигсбергскаго чрезъ Пиллаву, или

2) Seewärts über diese Häfen eingehen und über jene Landgränze ausgeführt werden.

I. Es wird in der Regel an Durchgangs-Abgabe, funfzehn Silbergroschen oder ein halber Thaler, vom Preussischen Zentner Brutto-Gewicht, erhoben.

II. Abweichungen von diesem allgemeinen Satze, treten folgende ein:

a) Von Gegenständen, die weder beim Ein- noch Ausgange mit Abgaben belegt sind, wird auch keine Durchgangs-Abgabe erhoben.

2) Привозимыхъ моремъ чрезъ сіи порты для вывоза чрезъ вышеупомянутую сухопутную границу.

I. Взимается вообще пятнадцать зильберъ-грошей или пол-талера, съ каждаго прусскаго центнера бруто.

II. Изъ сего общаго правила постановляются слѣдующія исключенія:

a) Съ товаровъ, необложенныхъ ни привозною, ни отпускною пошлиною, не будетъ также взиматься и транзитныхъ пошлинъ.

№	BENENNUNG DER GEGENSTÄNDE.	Maassstab der Versteuerung.	Abgaben-Sätze.	
			Rth.	Silb.-grosch.
1	Abfälle nämlich:			
	Hörner, Hornspitzen, Klauen und Knochen	1 Zent.	—	5
2	Baumwolle-Waaren:			
	a) Weisses und gefärbtes Baumwollen-Garn und Watten	dito	2	—
	b) Baumwollene Stuhlwaaren	dito	4	—
3	Blei:			
	a) in Blöcken und altes.	dito	—	7½
	b) feine Spielzeuge (wie kurze Waaren).			
4	Droguerie und Apotheker auch Farbewaaren. Von denselben werden folgende mit geringerer, als der allgemeinen Durchgangs-Abgabe, betroffen:			
	a) Blei-, Silber- und Goldglätte, Schmalte, Spiessglanz (Antimonium), gereinigte Soda (Mineral-Alkali), Eckerndoppern, Knoppern, Krapp, Quercitron, Sumach, Waid, Wau, Farbehölzer aller Art, in Blöcken, geraspelt und gemahlen, Korkholz, Pockholz, Buchsbaum und andere aussereuropäische Tischlerhölzer, Salmiac, Schwefelsäure, Schwefel, Salpeter, Harz, Colophonium, Terpentinöl, Hanf- und Leinöl	dito	—	10
	b) Pottasche und ungereinigte Soda	dito	—	7½
	c) Mennige, grüner Eisenvitriol, gelbe, grüne, rothe Farbenerde, Braunroth, Kreide, Ocker, Rothstein, Umbra, Todtenkopf (caput mortuum), Mineral-Wasser in Flaschen und Krügen, Daggert, Pech und Theer .	dito	—	5

b) Von Gegenständen, die beim Ein- und Ausgange, zusammen genommen mit weniger als einem halben Thaler vom Zentner belegt worden, sind auch beim Durchgange nicht mehr als die Ein- und Ausgangs-Abgaben zusammen genommen, zu entrichten.

c) Für nachstehende Gegenstände werden die speciell bestimmten Durchgangs-Abgaben erhoben:

b) Съ товаровъ, кои при ввозѣ и вывозѣ обложены были пошлиною составляющею вмѣстѣ менѣе полу-талера съ центнера, взимать также и транзитныхъ не болѣе того, что составятъ привозная и отпускная пошлины, взятыя вмѣстѣ.

c) Съ нижепоименованныхъ товаровъ будетъ взимаема слѣдующая особенная транзитная пошлина:

№	НАЗВАНІЕ ТОВАРОВЪ.	Мѣра, вѣсъ и число.	Пошлина.	
			Р. т.	Зильб.-гроши.
1	Ошурки, а именно:			
	Рога, копыты, клыки и кости	съ цент.	—	5
2	Товары изъ хлопчатой бумаги:			
	a) Пряденая, бѣлая и крашенная, и вата	тоже	2	—
	b) Бумажные становые товары	тоже	4	—
3	Свинецъ:			
	a) Въ слиткахъ и старый	тоже	—	$7^1/_2$
	b) Мелочныя игрушки (см. мелочной товаръ).			
4	Аптекарскіе и красильные товары.			
	Нижеслѣдующіе изъ оныхъ подлежать будутъ меньшей, противъ общей транзитной, пошлинѣ:			
	a) Свинцовый, серебристый и золотистый глетъ (слюда), смальта, сурьма (antimonium), очищенная сода (alcali minerale), плюса (Eckerdoppern), чернильные орѣшки, крапъ, кверцитронъ, сумакъ, вайда, церва, красильное дерево всѣхъ родовъ въ полѣньяхъ, чуркахъ и молотое, пробошное, бакаутовое, буксовое и другаго рода употребляемое въ столярную работу дерево; нашатырь, сѣрная кислота, сѣра, селитра, смола, канифоль, скипидаръ, конопляное и льняное масло	тоже	—	10
	b) Поташъ и неочищенная сода	тоже	—	$7^1/_2$
	c) Сурикъ, зеленый желѣзный купоросъ, желтая, зеленая и красная красильная земля, чернель (Braunroth), мѣлъ, охра, красный карандашъ, умбра, колкотаръ (caput mortuum), минеральныя воды во флягахъ и кувшинахъ, смола и деготь .	тоже	—	5

№	BENENNUNG DER GEGENSTANDE.	Maassstab der Versteuerung.	Abgaben-Sätze. Rth.	Silb.-grosch.
5	Eisen und Stahl:			
	a) Stahlkuchen, geschmiedetes Eisen in Stangen, Reifen, Bolzen, Wellen, Rohstahl, Guss und raffinirter Stahl, grobe Gusswaaren seewärts eingebracht.	1 Zent.	—	7½
	b) geschmiedetes Eisen in Stangen, Reifen, Bolzen und Wellen, aus Russland oder Pohlen kommend zur Ausfuhr seewärts	dito	—	3
	c) Eisenblech, Eisen- und Stahldrath, und alle aus geschmiedetem Eisen, aus Eisenblech oder Eisendrath verfertigte Waaren, mit Ausnahme der feinen Werkzeuge und anderer feinen polirten Waaren, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			
	d) feine Werkzeuge und andere feine Eisen- und Stahlwaaren (wie kurze Waaren)			
6	Erze, nämlich:			
	Eisen und Stahlstein, Stufen, Braunstein, Reiss und Wasserblei, Graphit, Galmei, Kobalt.	dito	—	5
7	Flachs, Werg, Hanf, Heede	dito	—	5
8	Getreide: Hülsenfrüchte und Sämereien:			
	a) Getreide und Hülsenfrüchte, als:			
	1) Weizen, Erbsen, Linsen, Bohnen, Hirse, Wicken und Buchweizen (Siehe die Convention von 1825 § 10).			
	2) Roggen, Gerste, Malz und Hafer.	Last von 60 Scheff.	1	—
	b) Sämereien:			
	1) Hanfsaat, Leinsaat und Leindotter oder Döder-Raps und Rübesaat.	1 Scheff.	—	1
	2) Kleesaat	dito	—	5
9	Häute und Felle, imgleichen rohe Haare	1 Zent.	—	10
10	Holz und Holzwaaren:			
	a) Masten.	1 Stück.	1	10
	b) Bugspriete oder Spieren	dito	1	—
	c) Blöcke oder Balken, Krummhölzer und Knie:			
	1) Von Hartholz-Eichen	dito	—	5
	2) Von Kiehnen oder Tannenholz	dito	—	1

№	НАЗВАНІЕ ТОВАРОВЪ.	Мѣра, вѣсъ и число.	Пошлина.	
			Р. т.	Зильб.-гроши.
5	Желѣзо и сталь:			
	a) Сталь въ кускахъ, кованое полосовое желѣзо, обручи, плитки, цилиндры или катки, сырая сталь, литая и очищенная сталь, воловые чугунные товары, ввозимые моремъ	съ цент.	—	$7^1/_2$
	b) Кованое полосовое желѣзо, обручи, плитки и цилиндры или катки, привозимые изъ Россіи и Польши для вывоза моремъ	тоже	—	3
	c) Жесть простая и бѣлая, желѣзная и стальная проволока, и всѣ изъ кованнаго желѣза, изъ жести или изъ желѣзной проволоки выработанные товары, за исключеніемъ мелкихъ инструментовъ и другихъ мелкихъ полированныхъ товаровъ, платятъ общую транзитную пошлину.			
	d) Мелкіе инструменты и другіе мелкіе желѣзные и стальные товары (см. мелочной товаръ).			
6	Руды, а именно:			
	Желѣзистый и стальный камень, штуфъ, марганецъ, черный карандашъ, молибдена, свинчакъ (графитъ), шпіаутеръ (галмей), кобальтъ	тоже	—	5
7	Ленъ, пакля, пенька, охлопки	тоже	—	5
8	Хлѣбныя произведенія, шелушныя или огородныя овощи и сѣмяна:			
	a) Хлѣбныя произведенія и шелушныя или огородныя овощи, а именно:			
	1) Пшеница, горохъ, чечевица, бобы, просо, журавлиный горохъ и гречиха. (См. конвенцію 1825 года § 10).			
	2) Рожь, ячмень, солодъ и овесъ.	съ ласта въ 60 шеф.	1	—
	b) Сѣмяна:			
	1) Конопляное сѣмя, льняное сѣмя, индійское жито (сисамонъ), сурѣпное и рѣпное сѣмя	съ шеф.	—	1
	2) Дятловина	тоже	—	5
9	Звѣриныя кожи и шкуры, а также и сырой волосъ .	съ цент.	—	10
10	Дерево и деревянный товаръ:			
	a) Мачты	со штуки	1	10
	b) Бугшприты и лисель-шпирты	тоже	1	—
	c) Брусья или балки, кривое дерево и кокоры:			
	1) Изъ крѣпкаго дуба	тоже	—	5
	2) Еловыя или сосновыя	тоже	—	1

№	BENENNUNG DER GEGENSTÄNDE.	Maassstab der Versteuerung.	Abgaben-Sätze. Rth.	Silb.-grosch.
	d) Bohlen, Bretter, Latten, Bandstöcke, Stängen, Klapp- und Stabholz, Achsenholz und Felgen	1 Schiffsl. à 4.000 Pf.	—	15
	e) Grobe Holzwaaren, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			
	f) Feine Holzwaaren (wie kurze Waaren).			
11	Karden und Weberdisteln	1 Zent.	—	5
12	Kleider, neue, mit Ausnahme derjenigen, welche die Reisenden mitführen	dito	4	—
13	Kupfer und Messing:			
	a) rohes, gares, altes (Bruch) geschlagenes, gegossenes Kupfer oder Messing, gewöhnlicher Drath, auch alle groben aus diesen Metallen verfertigten Waaren .	dito	1	—
	b) feine Waaren von Kupfer oder Messing (wie kurze Waaren).			
14	Kurze Waaren: ganz oder theilweise aus Alabaster, Bernstein, Bronze, Elfenbein, Holz, Horn, Knochen, Krystall, Lack, Leder, Marmor, Meerschaum, edlen und unedlen Metallen, Papier, echten und unechten Perlen, Perlamuter, Porzellan, Schildpatt, echten und unechten Steinen, Stroh, Glasschmelz und theilweise aus Glas, in Verbindung mit anderen vorher genannten Stoffen gefertigt,—als: Blei und Rothstifte, Brillen, feine Bürsten, Dosen, feine Drechsler, ganz feine Tischler-, feine Eisenguss- und andere feine Eisen-, Stahl-, Kupfer- und Messing-Waaren, Etuis, Fingerhüte, Goldblatt, Goldfäden, Kämme, Klavierdrath, Knöpfe, Kronleuchter, lackirte Waaren, Messer, Pastelfarben und Tusche in Blasen, Gläsern, Kästchen und Täfelchen, Näh- und Stecknadeln, Nürnberger Waaren aller Art, Parfümerie-Waaren, Pfeifenköpfe und Pfeifenröhre, Männer- und Frauen-Putz, Fächer, Blumen, Schmuckfedern, Posamentier-Waaren, feine Schuhe, Filzhüte, Perückenmacher-Arbeit, Scheeren, Schnallen, feine Seife, Siegellack, Spielzeug, grobe und feine Stroh- und Bastgeflechte und Hüte, Taschen-Putz und Pendeluhren, feine Werkzeuge u. s. w.	dito	4	—

№	НАЗВАНІЕ ТОВАРОВЪ.	Мѣра, вѣсъ и число.	Пошлина.	
			Р. т.	Зильб.-гроши.
	d) Доски половыя и другія, дрань или рѣшетины, подкоски, жерди, колотое дубовое дерево (Klappholz), бочешные лады, оси и косяки для колесъ . . .	съ шифъласта въ 4.000 ф.	—	15
	e) Воловые деревянные товары платятъ обыкновенную транзитную пошлину.			
	f) Мелкіе деревянные товары (см. мелоч. товаръ).			
11	Ворсянка и ворсяныя щетки	съ 1 цент.	—	5
12	Платья новыя, за исключеніемъ привозимыхъ путешественниками	тоже	4	—
13	Красная и зеленая мѣдь:			
	a) Не въ дѣлѣ, очищенная, старая (ломъ), латунь, литая красная или зеленая мѣдь, обыкновенная проволока и всѣ воловые товары, изъ сего металла выдѣланные	тоже	1	—
	b) Мелкіе товары изъ красной или зеленой мѣди (см. мелочной товаръ).			
14	Мелочной товаръ: Цѣльныя или отчасти изъ алебастра, янтаря, бронзы, слоновой кости, дерева, рога, кости, кристала, сургучу, кожи, мрамора, морской пѣнки, благороднаго или неблагороднаго металла, бумаги, настоящаго или поддѣльнаго жемчуга, перламутра, фарфора, черепахи, настоящихъ или поддѣльныхъ камней, соломы, финифти и отчасти изъ стекла, въ соединеніи съ прежде упомянутыми веществами выдѣланныя вещи, какъ-то: свинцовые и красные карандаши, очки, маленькія щетки, табакерки, мелкія токарной и самыя мелкія столярной работы, мелкія чугунныя и другія мелкія желѣзныя, стальныя, изъ красной и зеленой мѣди сдѣланныя вещи, футляры, наперстки, листовое золото, золотыя нити, гребни, клавикордныя струны, пуговицы, люстры, лакированные товары, ножи, сухія краски и туши въ пузыряхъ, фляшкахъ, ящикахъ и дощечкахъ, иголки и булавки, Нюренбергскіе товары всякаго рода, благовонные духи, курительныя трубки и чубуки, мужскіе и женскіе наряды, вѣеры, цвѣты, дорогія перья, позументные товары, тонкіе башмаки, валеныя шляпы, парихмахерскія вещи, ножницы, пряжки, чистое мыло, сургучъ, игрушки, грубыя и тонкія соломенныя и корневыя плетенки и шляпы, карманные, столовые и стѣнные часы, тонкія издѣлія и т. п.	тоже	4	—

№	BENENNUNG DER GEGENSTÄNDE.	Maassstab der Versteuerung.	Abgaben-Sätze. Rth.	Silb.-grosch.
15	Leinwand:			
	a) grobe Packleinwand und Segeltuch	1 Zent.	—	5
	b) Leinen Garn aller Art und Zwirn, auch ungebleichte Leinwand, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			
	c) gebleichte, gefärbte oder gedruckte Leinwand, Zwillich, Drillich, Tischzeug, Bänder, Batist, Kammertuch, Linon, Gaze, Strumpfwaaren	dito	4	—
16	Material- und Specerei-Waaren:			
	a) Fische, trockene, gesalzene und geräucherte. . .	dito	—	10
	b) Gewürze aller Art	dito	1	—
	c) Häringe gesalzene.	1 Tonn	—	10
	d) Kaffe	1 Zent.	1	—
	e) Mühlen-Fabrikate aus Getreide und Hülsenfrüchten, als: Graupe, Gries, Grütze, Kraftmehl (Amidon), Nudeln, Puder, Stärke, ingleichen Schiffszwieback .	dito	—	7½
	Ausnahme:			
	Mehl in Tonnen verpackt	dito	—	5
	f) Muscheln und Schaalthiere aus der See, als: Austern, Hummer, Muscheln, Schildkröten . . .	dito	—	10
	g) Salz zum Bedarf der Königlich Polnischen Salz-Administration, und unter Controlle der Königlich-Preussischen Salz-Administration	1 Schiffslast à 4.000 Pf.	3	—
	h) 1) Taback, fabricirt oder in bearbeiteten Blättern .	1 Zent.	1	—
	2) Taback in Blättern aus Russland oder Pohlen kommend, zur Exportation seewärts, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			
	i) Zucker:			
	1) Brod- und Hut-, Kandis-, Bruch- oder Lumpen und gestossener Zucker	dito	1	—
	2) Roher zum Koch- und Raffinerie-Gebrauch . .	dito	—	20
	k) Getränke aller Art und Baumöl in Fässern oder Flaschen; Obst getrocknetes und gebackenes, Südfrüchte, frische und trockene, Orange- und Zitronen-Schaalen, desgleichen: Butter, Käse, Fleisch, Honig, Talg und Talglichter, Seife, Wachs und Wachs-Fabrikate, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			

№	НАЗВАНІЕ ТОВАРОВЪ.	Мѣра, вѣсъ и число.	Пошлина.	
			Р. т.	Зильб.-гроши.
15	Холстъ:			
	a) Толстый сѣрый холстъ и парусина	съ цент.	—	5
	b) Льняная пряжа всякаго рода и нитки, также небѣленый холстъ, платятъ обыкновенную транзитную пошлину.			
	c) Бѣленый и крашенный холстъ, выбойка, тикъ и затрапезъ, столовое бѣлье, тесьмы, батистъ, каммертухъ, лино, газъ, чулки	тоже	4	—
16	Съѣстные и пряные товары:			
	a) Рыба вяленая, соленая и копченая.	тоже	—	10
	b) Пряныя коренья всякаго рода.	тоже	1	—
	c) Соленыя сельди	съ бочки	—	10
	d) Кофе	съ цент.	1	—
	e) Мельничныя издѣлія изъ хлѣба и шелушныхъ овощей, какъ-то: перловая, манная и обыкновенная крупа, крахмалъ, макароны, пудра, скорбило, а равно и сухари для кораблей	тоже	—	$7^1/_2$
	Исключеніе:			
	Мука въ бочкахъ	тоже	—	5
	f) Раковинныя и черепокожныя морскія животныя, какъ-то: устрицы, морскіе раки, раковины и черепахи	тоже	—	10
	g) Соль, потребная для Солянаго Управленія Царства Польскаго и подъ надзоромъ Королевско-Прусскаго Солянаго Управленія	съ шифъласта въ 4.000 ф.	3	—
	h) 1) Табакъ крошенный или въ выдѣланныхъ листахъ	съ цент.	1	—
	2) Табакъ въ листахъ, привозимый изъ Россіи или Польши для вывоза моремъ, платитъ обыкновенную транзитную пошлину.			
	i) Сахаръ:			
	1) Въ плитахъ и головахъ, леденецъ, въ кускахъ или лумповой и толченый сахаръ	тоже	1	—
	2) Сахарный песокъ для вывариванія или очистки .	тоже	—	20
	k) Напитки всякаго рода и деревянное масло въ бочкахъ или флягахъ, сушеные и печеные плоды, фрукты южныхъ странъ, свѣжая и сушеная померанцовая и лимонная корка, также масло, сыръ, мясо, медъ, сало и сальныя свѣчи, мыло, воскъ и восковыя издѣлія, платятъ обыкновенную транзитную пошлину.			

№	BENENNUNG DER GEGENSTÄNDE.	Maassstab der Versteuerung.	Abgaben-Sätze. Rth.	Silb.-grosch.
17	Matten von Bast	1 Zent.	—	5
18	Papier:			
	1) graues Lösch- und Packpapier.	dito	—	5
	2) alle übrigen Sorten Papier, als auch Pappdeckel und Papiertapeten, desgleichen: Bücher, Kupferstiche, Land- und Spielkarten, Musikalien, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			
19	Seide, rohe, Seidengarn und alle seidene und halbseidene Waaren.	dito	4	—
20	Steine und Arbeiten in Stein:			
	a) Alabaster und Marmor in Blöcken, auch andere Bruch- und behauene Steine, als: Mühl- und Schleifsteine	1 Schiffsl. à 4.000 Pf.	—	10
	b) Roher Agatstein, Alabaster- und Marmorarbeiten in Colossalen Gegenständen, als: Statüen, Büsten, Kamine etc.	1 Zent.	—	5
21	Steinkohlen	1 Schiffsl. à 4.000 Pf.	—	15
22	Fischtrahn.	1 Zent.	—	10
23	Töpferwaaren, als:			
	Englisch Steinguth, weiss und bunt, auch Porzellan aller Art, weiss oder bemahlt und vergoldet oder versilbert, mit Ausnahme von Pfeifen-Köpfen, zahlen die allgemeine Durchgangs-Abgabe.			
24	Wolle, gefertigte Waaren aus Wolle und Haaren:			
	a) Rohe Wolle	dito	1	—
	b) gefärbtes Wollengarn.	dito	2	—
	c) Wollen-Waaren und Zeuge von Haaren	dito	4	—
25	Zink:			
	Roh oder in Blechen.	dito	—	10
	Ausnahme:			
	Gehet solcher über Danzig mit der Bestimmung nach Russland durch.	dito	—	3

№	НАЗВАНІЕ ТОВАРОВЪ.	Мѣра, вѣсъ и число.	Пошлина.	
			Р. т.	Зильб.-гроши.
17	Цыновки и рогожи	съ цент.	—	5
18	Бумага:			
	1) Сѣрая, неклееная и оберточная	тоже	—	5
	2) Всякаго другаго рода бумага, также картонъ и бумажные обои, равнымъ образомъ книги, гравированныя картины, ландкарты, игральныя карты, музыкальныя ноты, платятъ обыкновенную транзитную пошлину.			
19	Шелкъ, какъ сырецъ, такъ и сученый, и всякаго рода шелковые и полушелковые товары	тоже	4	—
20	Камни и каменныя издѣлія:			
	a) Алебастръ и мраморъ въ кускахъ, также другіе тесанные и нетесанные камни, какъ-то: жернова и точильные камни	съ шифъ-ласта въ 4.000 ф.	—	10
	b) Необдѣланный агатовый камень, алебастровыя и мраморныя издѣлія, въ большихъ видахъ, какъ-то: статуи, бюсты, камины	съ цент.	—	5
21	Каменный уголь	съ шифъ-ласта въ 4.000 ф.	—	15
22	Рыбій жиръ	съ цент.	—	10
23	Гончарный товаръ, а именно:			
	Англійская каменная посуда бѣлая и рисованная, также фарфоръ всякаго рода бѣлый или рисованный, позолоченный или посеребренный, за исключеніемъ курительныхъ трубокъ, платитъ обыкновенную транзитную пошлину.			
24	Шерсть, выдѣланные изъ шерсти и волоса товары:			
	a) Сырая шерсть	тоже	1	—
	b) Крашеная шерстяная пряжа	тоже	2	—
	c) Шерстяные товары и издѣлія изъ волоса . . .	тоже	4	—
25	Цинкъ:			
	Сырой или листовой	тоже	—	10
	Исключеніе:			
	Ежели оный провозится чрезъ Данцигъ, для отправленія въ Россію, то платитъ	тоже	—	3

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

1) Die Durchgangs-Abgabe wird überall nach Brutto-Gewicht erhoben.

2) Von Produkten und Waaren, welche Land- und Stromwärts aus Russland oder Pohlen kommen, wird die Durchgangs-Abgabe ganz in Preussischem Courant-Gelde entrichtet, in allen übrigen Fällen erfolgt die Zahlung nach der, deshalb in Preussen bestehenden allgemeinen gesetzlichen Bestimmung, halb in Gold, den Friedrichsd'or zu fünf Thalern gerechnet.

3) Für einen Begleitschein wird erhoben: 2 Silbergroschen.

Für ein angelegtes Blei № 1 wird erhoben: 1 Silbergroschen.

Für ein angelegtes Blei № 2 zu Collis die unter einem Zentner wiegen wird erhoben: 6 Pfennige.

Berlin, den 27 Februar (11 März) 1825.

(L. S.) le Baron de Mohrenheim.

(L. S.) le Comte de Bernstorff.

Remarque. Cette convention fut prolongée trois fois; 1) première prolongation en 1834 à l'expiration de 9 ans jusqu'au 5 (17) avril 1835; 2) en 1835 nouvelle prolongation jusqu'au 5 (17) avril 1836; 3) en 1836 prolongation ultérieure jusqu'au 19 (31) août 1836.

ОБЩІЯ ПОСТАНОВЛЕНІЯ.

1) Транзитная пошлина взимается повсюду съ вѣсу бруто.

2) Съ произведеній и товаровъ, привозимыхъ изъ Россіи или Польши сухимъ путемъ или по рѣкамъ, взносится транзитная пошлина вся прусскою ходячею монетою; во всѣхъ же другихъ случаяхъ, по существующимъ въ Пруссіи на сей предметъ всеобщимъ постановленіямъ, платится половина оной пошлины золотомъ, считая фридрихсъ-доръ въ пять талеровъ.

3) За пропускной билетъ взимаемо будетъ 2 зильберъ-гроша.

За приложенную пломбу № 1 взимаемо будетъ 1 зильберъ-грошъ.

За приложенную пломбу № 2 на кипы или тюки, вѣсомъ менѣе одного центнера взимаемо будетъ 6 пфен.

Берлинъ, 27-го февраля (11-го марта) 1825 года.

(М. П.) Баронъ Моренгеймъ.

(М. П.) Графъ Бернсторфъ.

Примѣчаніе. Эта конвенція была продолжена три раза: 1) въ 1834 г., по истеченіи девяти лѣтъ, до 5-го (17-го) апрѣля 1835 года; 2) въ 1835 году на годъ до 5-го (17-го) апрѣля 1836 года, и 3) въ 1836 году до 19-го (31-го) августа 1836 года.

№ 309.

1827, le 28 février (12 mars). Déclaration conclue avec le Grand Duc de Hesse pour l'abolition du droit de détraction.

L'acte qui suit, signé au nom du Grand Duc de Hesse, fut échangé contre une déclaration

№ 309.

1827 г., февраля 28-го (марта 12). Декларація отъ имени гросъ-герцога Гессенскаго, относительно отмѣны droit de détraction.

Нижеслѣдующій актъ, подписанный отъ имени гросъ-герцога Гессенскаго, былъ обмѣненъ

du même contenu, signé au nom de S. M. l'Empereur de Russie par le baron d'Anstett, ministre de Russie auprès de la Confédération Germanique à Francfort sur Main. En vertu de ces actes l'abolition du droit de détraction, établie au profit des sujets de l'Empire, fut étendue sur les ressortissants du Royaume de Pologne.

Nous ne publions que le texte d'un seul de ces deux actes identiques.

Déclaration.

Les deux Cours contractantes relativement à l'abolition réciproque du droit de détraction étant convenues d'étendre au Royaume de Pologne et aux sujets polonais les dispositions des déclarations échangées entr'Elles le 12 mars 1827, le soussigné conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. A. R. le Grand Duc de Hesse près la diète de la Confédération Germanique et près S. M. le Roi de Bavière, déclare par la présente, d'après l'autorisation et au nom de son gouvernement, que le droit de détraction, exercé au profit du trésor grand-ducal de Hesse sur l'exportation et le transfert hors des Etats de S. dite A. Royale des héritages et autres biens appartenant à des étrangers, est et demeure aboli en faveur des sujets du Royaume de Pologne, et que l'abolition de ce droit aura son plein et entier effet non seulement dans tous les cas futurs, mais encore dans tous ceux où, jusqu'au jour de la signature de la présente déclaration, les droits abolis n'auront pas encore été effectivement et définitivement perçus.

En foi de quoi le soussigné a muni de sa signature la présente déclaration,

на совершенно такого же содержанія декларацію, подписанную отъ имени Россіи барономъ Анштеттомъ, уполномоченнымъ министромъ Россіи при Франкфуртскомъ сеймѣ. Въ силу этихъ актовъ отмѣна droit de détraction, установленная въ пользу подданныхъ Имперіи, была также распространена и на жителей Царства Польскаго.

Мы печатаемъ ниже текстъ только одного изъ этихъ совершенно тождественныхъ актовъ.

Декларація.

Оба договаривающіеся относительно взаимной отмѣны права вычета Дворы будучи согласны распространить на Царство Польское и на польскихъ подданныхъ постановленія декларацій, обмѣненныхъ между ними 12-го марта 1827 года, нижеподписавшійся, дѣйствительный тайный совѣтникъ, чрезвычайный посланникъ и уполномоченный министръ Е. К. В. Гросъ-Герцога Гессенскаго при Германскомъ Сеймѣ и при Е. В. Королѣ Баварскомъ, симъ объявляетъ, въ силу полномочія и именемъ своего правительства, что право вычета, осуществляемое въ пользу гросъ-герцогской гессенской казны, въ отношеніи вывоза и перевода за предѣлы владѣній Его Королевскаго Высочества наслѣдствъ и другихъ имуществъ, принадлежащихъ иностранцамъ, отмѣняется въ пользу подданныхъ Царства Польскаго, и что отмѣна этого права будетъ имѣть свое полное дѣйствіе не только во всѣхъ будущихъ случаяхъ, но также и въ тѣхъ, въ коихъ отмѣненныя пошлины, до дня подписанія настоящей деклараціи, еще не были дѣйствительнымъ и окончательнымъ образомъ взысканы.

Въ увѣреніе чего нижеподписавшійся подписалъ сію декларацію, подлежа-

destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part de S. Exc. M. le conseiller privé Baron d'Anstett, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, près la sérénissime Confédération germanique et près S. M. le Roi de Wurtemberg, assurant une parfaite réciprocité aux sujets de S. A. R. le Grand Duc de Hesse, et y a fait apposer le cachet de ses armes.

Fait à Francfort s. M., le 12 mars 1827.

(L. S.) Le Baron de Gruben.

щую обмѣну на подобную же декларацію отъ Его Прев. тайнаго совѣтника барона Анштетта, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра Е. В. Императора Всероссійскаго, Царя Польскаго, при Германскомъ Сеймѣ и при Е. В. Королѣ Виртембергскомъ, утверждая полную взаимность подданнымъ Е. К. В. Гросъ-Герцога Гессенскаго и приложивъ свою печать.

Во Франкфуртѣ-на-Майнѣ, 12-го марта 1827 года.

(М. П.) Баронъ Грубенъ.

№ 310.

1827, 8 (20) mars. Convention postale de Berlin, conclue avec la Prusse.

Dans les dernières années de son règne, l'Empereur Alexandre I était de plus en plus convaincu de la nécessité d'intervenir dans la lutte entre les Grecs révoltés et leurs oppresseurs séculaires et de mettre fin, par des mesures énergiques à l'effusion du sang en Grèce. Malgré son sincère désir de prévenir une rupture entre la Russie et la Turquie, l'obstination de la dernière rendait la guerre fort probable.

Dans le courant de 1825, le comte Alopéus fut chargé à plusieurs reprises par son gouvernement de préparer le Cabinet de Berlin aux mesures énergiques et décisives que la Russie pourrait être obligée de prendre contre la Turquie pour la défense des Grecs. Comme de raison, le roi de Prusse fit exprimer à son fidèle ami, l'Empereur Alexandre, la pleine approbation qu'il accordait à sa politique, tout en ne lui cachant pas, du reste, les craintes qu'il ressentait dans le cas où la rupture s'effectuerait réellement. Ces appréhensions de Frédéric-Guillaume III, qui lui faisaient craindre d'être entraîné dans une guerre, suffisent à expliquer la prudence de la conduite de son ministère à Berlin et de son représentant à Constantinople. Le baron Miltitz provoqua même le mécontentement

№ 310.

1827 г., марта 8-го (20-го). Берлинская почтовая конвенція, заключенная съ Пруссіей.

Въ концѣ своего царствованія Императоръ Александръ I все болѣе и болѣе убѣждался въ необходимости вмѣшательства въ борьбу между возставшими Греками и ихъ вѣковыми угнетателями, чтобъ положить энергическими мѣрами конецъ кровопролитію въ Греціи. Несмотря на искреннее желаніе его предупредить разрывъ между Россіей и Турціей, упорство послѣдней сдѣлало войну весьма вѣроятною.

Въ продолженіи 1825 года графу Алопеусу было неоднократно поручаемо правительствомъ приготовить Берлинскій кабинетъ къ энергическимъ и рѣшительнымъ мѣрамъ противъ Турціи, которыя Россія вынуждена будетъ принять для защиты возставшихъ Грековъ. Понятно, что прусскій король выражалъ своему вѣрному другу, Императору Александру, полное одобреніе его политики, нисколько не скрывая, впрочемъ, своего опасенія въ случаѣ дѣйствительнаго разрыва. Этими опасеніями Фридриха Вильгельма III, быть вовлеченнымъ въ войну, объясняется осторожный образъ дѣйствія его министерства въ Берлинѣ и представителя въ Константинополѣ. Баронъ Мильтицъ вызвалъ даже серьезное неудовольствіе русскаго правительства тѣмъ, что слишкомъ вяло поддер-

sérieux du gouvernement russe, par son manque absolu d'énergie à soutenir les exigences de la Russie vis-à-vis de la Porte. (Dépêche du comte Nesselrode au comte Alopéus du 7 août 1825).

Le destin ne voulut pas toutefois que l'Empereur Alexandre I puisse mettre à exécution les mesures décisives qu'il avait en vue: la mort subite de ce Souverain amena la Russie au but qu'il lui avait indiqué.

La nouvelle de la mort d'Alexandre I produisit à Berlin une impression foudroyante. Le roi Frédéric-Guillaume III „pleure comme un enfant",—écrivait le ministre de Russie. Le roi rédigea de sa propre main un ordre du jour à l'armée, lui ordonnant de prendre le deuil pour quatre semaines. Cet ordre du jour commençait ainsi: „Pour honorer la mémoire de feu Sa Majesté l'Empereur Alexandre, qui m'a donné tant de preuves de son amitié sincère, qui a manifesté son attention bienveillante à mon armée pendant les années à tout jamais mémorables de la guerre, qui nous a prêté aussi efficacement son puissant concours et qui par son administration personnelle et pleine de sagesse de toutes les affaires a constamment poursuivi un seul but — le rétablissement de la paix et de l'ordre, dont la réalisation semblait impossible..." le deuil sera pris. Quand, dans les premiers jours du mois de janvier 1826, le comte Alopéus remit au roi ses nouvelles lettres de créance, Frédéric-Guillaume ne put retenir ses larmes, en se rappelant des divers événements, qui l'avaient rapproché de plus en plus de l'Empereur Alexandre. (Dépêches du comte Alopéus du 6 (18) décembre 1825 et du 3 (15) janvier 1826).

On aurait pu croire, que le roi de Prusse ne pouvait que se réjouir de l'avénement au trône de Russie du Grand Duc Nicolas Pavlovitch, car ce prince avait épousé sa fille favorite. Le roi avait pleine raison de compter sur les relations d'amitié personnelle et de parenté, qui l'unissaient au jeune Empereur, relations qui ne pouvaient servir, qu'à rendre encore plus solide l'alliance de la Prusse et de la Russie et qu'à garantir au gouvernement du beau-père une grande influence sur la politique russe. Mais le calcul de Frédéric-Guillaume III ne se réalisa pas sous tous les points.

L'Empereur Nicolas I annonça au roi, par une lettre datée du 20 décembre 1825, qu'il venait de monter sur le trône de Russie. Par une autre lettre du 18 décembre, il fit présent

живалъ требованія Россіи въ отношеніи Порты. (Депеша гр. Нессельроде къ графу Алопеусу. отъ 7-го августа 1825 года).

Но самому Императору Александру I не суждено было привести въ исполненіе задуманныя имъ рѣшительныя мѣры: внезапная смерть Императора привела Россію къ поставленной имъ цѣли.

Извѣстіе о кончинѣ Александра I произвело въ Берлинѣ потрясающее впечатлѣніе. Король Фридрихъ Вильгельмъ III „плакалъ какъ ребенокъ", пишетъ русскій посланникъ. Самъ король собственноручно написалъ приказъ по арміи о наложеніи траура на четыре недѣли. Этотъ приказъ начинался слѣдующими словами: „Чтобъ почтить память въ Бозѣ почившаго Его Императорскаго Величества Александра, давшаго мнѣ столько доказательствъ своей искренней дружбы, обратившаго свое столь благосклонное вниманіе на мою армію въ вѣчно памятные годы войны, помогавшаго намъ столь дѣйствительнымъ образомъ своею могущественною помощью и ведшаго своимъ лично-мудрымъ и всестороннимъ управленіемъ дѣлами неуклонно къ великой, казавшейся почти недостижимой цѣли, къ возстановленію мира и порядка".... налагается трауръ. Когда въ началѣ января 1826 года, гр. Алопеусъ представилъ королю свои новыя вѣрительныя граматы, Фридрихъ Вильгельмъ не могъ удержаться отъ слезъ, когда вспоминалъ о различныхъ событіяхъ, сближавшихъ его все болѣе и болѣе съ императоромъ Александромъ. (Депеша гр. Алопеуса отъ 6 (18) декабря 1825 года и отъ 3 (15) января 1826 года).

Но съ другой стороны, казалось бы, король прусскій могъ только радоваться тому, что на престолъ Россіи вступилъ Великій Князь Николай Павловичъ, женатый на любимой его дочери. Онъ имѣлъ полное основаніе думать, что личныя дружескія и родственныя отношенія, соединившія его съ молодымъ Императоромъ, послужатъ еще бо́льшему укрѣпленію союза между Пруссіей и Россіей и обезпечатъ за правительствомъ тестя сильное вліяніе на русскую политику. Но разсчетъ короля прусскаго оказался несовсѣмъ вѣрнымъ.

Императоръ Николай I извѣстилъ короля, письмомъ отъ 20-го декабря 1825 года, о своемъ вступленіи на престолъ Россіи. Письмомъ же отъ 18-го декабря онъ сдѣлалъ прусскому

au régiment de la garde prussienne, dont l'Empereur défunt était le chef, de l'uniforme que portait ce Souverain. Cet uniforme, écrivait le jeune Empereur, servira de présage „à l'armée russe et à l'armée prussienne qu'elles seront toujours unies, qu'elles marcheront toujours ensemble, quand il s'agira de défendre la cause de leurs patries, de la légitimité et de la justice".

Le roi fut évidemment touché de cette preuve des dispositions amicales du nouvel Empereur de Russie. Dans la lettre, qu'il lui adressa le 20 janvier 1826, il lui exprimait la profonde douleur que lui faisait ressentir la mort d'Alexandre I, qui a laissé vide une place que personne n'occupera jamais. Le roi émettait en même temps l'espoir que son beau-fils couronné ne refuserait pas de continuer les anciennes relations d'amitié et d'alliance.

L'Empereur Nicolas I se rendait parfaitement compte de l'utilité de l'amitié de la Prusse et personnellement, il avait le plus grand respect pour le roi de Prusse. Mais il faisait passer avant tout les intérêts de la Russie dont la protection était inopinément devenue le but de toute sa vie. Il est curieux de constater que trois jours à peine après être monté sur le trône, Nicolas I crut nécessaire de déclarer de la manière la plus délicate au roi de Prusse, que jamais les liens de parenté qui l'unissaient à la maison royale de Prusse ne pourraient l'obliger, comme Empereur, à manquer à son devoir vis-à-vis de la Russie.

A ce point de vue la lettre „particulière" du comte Nesselrode au comte Alopéus, en date du 16 décembre 1825, est des plus intéressantes. L'avénement au trône de l'Empereur Nicolas,— écrivait le vice-chancelier,—a dû produire une impression tout particulièrement forte à Berlin, parceque „des liens sacrés auxquels l'Empereur Nicolas attache le bonheur de sa vie, unissent actuellement les Souverains de ces deux Etats voisins et amis Mais l'on se méprendrait singulièrement, si, sur l'existence de ces rapports de proche parenté, l'on croyait pouvoir fonder des espérances, quant à la manière dont seront décidées à l'avenir les questions politiques, commerciales, financières, etc. pendantes entre les deux gouvernements".

„Le système de Sa Majesté Impériale", — poursuivait le comte Nesselrode,—„n'aura d'autre

гвардейскому полку, шефомъ котораго состоялъ покойный Государь, подарокъ мундиромъ, который онъ носилъ. Да послужитъ этотъ мундиръ, писалъ молодой Государь, „какъ русской, такъ и прусской арміи залогомъ того, что онѣ всегда будутъ вмѣстѣ и всегда вмѣстѣ пойдутъ, когда потребуется защищать интересы ихъ отечества, законности и справедливости".

Понятно, что король былъ тронутъ этимъ доказательствомъ дружескаго расположенія воцарившагося русскаго Государя. Въ письмѣ къ нему отъ 20-го января 1826 года онъ выражаетъ свою глубочайшую скорбь по случаю смерти Александра I, оставившей мѣсто, которое никто и никогда занять не можетъ. Но вмѣстѣ съ тѣмъ король выражаетъ надежду, что его вѣнценосный зять не откажется продолжать прежнія дружескія и союзныя отношенія.

Императоръ Николай I вполнѣ былъ проникнутъ сознаніемъ пользы дружбы съ Пруссіей и лично питалъ большое почтеніе къ королю прусскому. Но выше всего стояли для него интересы Россіи, охраненіе которыхъ сдѣлалось неожиданнымъ образомъ цѣлью его жизни. Любопытно, что на третій же день послѣ своего восшествія на престолъ Николай I призналъ необходимымъ объявить самымъ деликатнымъ образомъ королю прусскому, что родственныя отношенія, соединяющія его съ прусскимъ королевскимъ домомъ, не въ состояніи будутъ заставить его забыть когда либо долгъ свой, въ качествѣ Государя, въ отношеніи Россіи.

Чрезвычайно любопытно съ этой точки зрѣнія письмо „частное" графа Нессельроде къ графу Алопеусу отъ 16-го декабря 1825 года. Вступленіе на престолъ Императора Николая, пишетъ вице-канцлеръ, должно было произвести особенно сильное впечатлѣніе въ Берлинѣ, въ виду того, что „священныя узы, которымъ Императоръ Николай обязанъ счастіемъ своей жизни, соединяютъ въ настоящее время Государей этихъ обоихъ сосѣднихъ и дружескихъ государствъ". „Но", продолжаетъ вице-канцлеръ, „сильно ошибутся, если на существованіи этихъ близкихъ родственныхъ отношеній найдутъ возможнымъ основывать надежду относительно направленія, въ которомъ на будущее время будутъ разрѣшаемы вопросы политическіе, торговые, финансовые и т. п., возникшіе между обоими правительствами".

„Система Его Императорскаго Величества", пишетъ графъ Нессельроде, „не будетъ имѣть

but que le bien-être de ses Etats, d'autre règle que les intérêts bien-entendus des peuples que la Providence lui a confiés". L'Empereur s'appliquera toujours à faire preuve de l'impartialité la plus complète à l'égard des affaires en litige entre les deux Monarchies; „il évitera soigneusement jusqu'à l'apparence d'une concession faite uniquement à des sentiments personnels. C'est surtout dans les affaires du royaume de Pologne que Sa Majesté se propose de suivre invariablement cette ligne de conduite".

C'est dans ce sens, disait le vice-chancelier en terminant son intéressante lettre, que l'Empereur s'est exprimé devant moi immédiatement après son avénement au trône et il m'a chargé d'en informer le comte Alopéus.

„Tâchez donc" par conséquent, — ajoutait le comte Nesselrode, — „de détruire de prime-abord les illusions que l'on pourrait se faire à cet égard à Berlin et profitez à cet effet des occasions que vos entretiens confidentiels avec les personnes influentes à la Cour et au Ministère, peuvent vous fournir".

Il est naturel que les explications pleines de franchise que le comte Alopéus put donner aux ministres prussiens sur la ferme décision de l'Empereur Nicolas de ne sacrifier aucun intérêt d'Etat à ces liens de parenté avec la maison royale de Prusse ne contribuèrent qu'à refroidir l'enthousiasme, provoqué par l'avénement inattendu au trône de l'auguste époux d'une princesse de Prusse. On eut bientôt l'occasion de s'en convaincre par l'attitude que prit le Cabinet de Berlin à l'égard de la politique de la Russie dans la question grecque.

Quand le comte Alopéus communiqua au comte de Bernstorff le protocole du 23 mars (4 avril) 1826, signé à St.-Pétersbourg par les plénipotentiaires d'Angleterre et de Russie, le ministre des affaires étrangères de Prusse exprima sa complète approbation des clauses du protocole, en ajoutant toutefois que l'Autriche et la France n'accéderaient probablement pas à cet acte. Pour ce qui est de la Prusse, elle n'a que fort peu d'intérêts dans les affaires d'Orient et en considération de sa position géographique, elle ne consentira jamais à accorder sa garantie au protocole de mars. Le comte Alopéus était persuadé que la Prusse ne refusait sa garantie que par crainte d'être entraînée dans une guerre—éventualité qu'elle voulait éviter à tout prix. Les Prussiens déclarent,—écrivait notre ministre, — qu'ils ne veulent pas faire la guerre, mais qu'ils

другой цѣли, какъ благоденствіе своего государства, другого руководящаго начала, какъ несомнѣнные интересы народовъ, ввѣренныхъ ему Провидѣніемъ". Государь всегда будетъ относиться съ полнымъ безпристрастіемъ къ спорнымъ между обѣими монархіями дѣламъ и „старательно будетъ избѣгать даже подавать видъ, что онъ дѣлаетъ какую нибудь уступку только изъ родственныхъ чувствъ. Въ особенности въ дѣлахъ Царства Польскаго Его Величество рѣшился неуклонно держаться такого образа дѣйствія".

Въ этомъ смыслѣ, кончаетъ вице-канцлеръ свое любопытное письмо, Государь соизволилъ высказываться ему въ первыя же минуты послѣ вступленія на престолъ и онъ поручилъ ему сообщить объ этомъ графу Алопеусу.

„Итакъ, постарайтесь", заключаетъ графъ Нессельроде, „немедленно разрушить всякія иллюзіи, которыя могутъ имѣть на этотъ счетъ въ Берлинѣ, и пользуйтесь съ этою цѣлью случаями, которые вамъ представятъ ваши конфиденціальные разговоры съ вліятельными особами при Дворѣ и въ Министерствѣ".

Естественно, что откровенныя объясненія, данныя графомъ Алопеусомъ прусскимъ министрамъ на счетъ твердаго рѣшенія Императора Николая не приносить никакихъ государственныхъ интересовъ въ жертву родственнымъ своимъ связямъ съ прусскимъ королевскимъ домомъ, не могли не охлаждать восторга, вызваннаго неожиданнымъ восшествіемъ на престолъ августѣйшаго супруга прусской принцессы. Это охлажденіе обнаружилось весьма скоро на отношеніи Берлинскаго кабинета къ русской политикѣ въ греческомъ вопросѣ.

Когда графъ Алопеусъ сообщилъ графу Бернсторфу протоколъ отъ 23-го марта (4-го апрѣля) 1826 года, подписанный въ С.-Петербургѣ уполномоченными Англіи и Россіи, прусскій министръ иностранныхъ дѣлъ выразилъ полное одобреніе постановленіямъ протокола, но только прибавилъ, что едва ли Австрія и Франція приступятъ къ этому акту. Что касается Пруссіи, то она мало заинтересована въ восточныхъ дѣлахъ и, въ виду географическаго своего положенія, она никогда не согласится дать свою гарантію на мартовскій протоколъ. Графъ Алопеусъ былъ убѣжденъ, что Пруссія не даетъ своей гарантіи изъ опасенія быть вовлеченною въ войну—чего она ни въ какомъ случаѣ не желаетъ. Пруссаки говорятъ, пишетъ посланникъ, что они воевать не желаютъ, но охранять Россію отъ нападеній со стороны Запад-

*

[illegible] 1826.

[illegible]

L'Empereur Nicolas I chargea le comte [illegible] au gouvernement prussien [illegible] une preuve d'amitié personnelle de la part du roi". (Dépêche du comte Nesselrode du 16 janvier 1827.)

Néanmoins, le Cabinet de Berlin crut devoir se ranger entièrement du côté de l'Autriche dans les affaires d'Orient et le représentant de la Prusse près de la Porte se mit à agir dans l'accord le plus complet avec l'internonce d'Autriche. A St. Pétersbourg on était fort étonné de cette „humiliation" que la Prusse s'infligeait elle même, „de cette renonciation complète à son ancien rôle de pacificatrice du monde". Le comte Alopéus fut chargé d'exprimer au ministre des affaires étrangères de Prusse ces sentiments de doute et d'étonnement. (Dépêche du vice-chancelier, en date du 11 mars 1827).

Mais Frédéric Guillaume III, malgré les réclamations pressantes de l'Empereur Nicolas I ne refusa pas moins de prendre part à la conférence de Londres sur la question grecque et de signer la convention qui y fut conclue entre la Russie, la France et l'Angleterre. (V. tome IV, I partie, introduction au № 132).

Ces pourparlers sur la crise orientale ne s'opposèrent toutefois pas à l'heureuse clôture des négociations relatives aux communications postales entre la Russie et la Prusse, qui aboutirent à la signature de la convention postale très détaillée reproduite ci-dessous.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne et S. M. le Roi de Prusse, animés d'un egal desir d'établir entre les Administrations de postes des deux Etats des relations qui puissent faciliter au gouvernement le service

[illegible] (Депеша [illegible] 1826 г.).

[illegible]

Императоръ Николай I поручилъ графу Алопеусу [illegible] (Депеша графа Нессельроде отъ 16-го января 1827 года).

Между тѣмъ Берлинскій кабинетъ открыто становился въ восточныхъ дѣлахъ на сторону Австріи, и представитель его при Портѣ сталъ дѣйствовать въ полнѣйшемъ согласіи съ австрійскимъ интернунціемъ. Въ С.-Петербургѣ сильно удивлялись такому „самоуниженію" Пруссіи и совершенному отказу отъ своей прежней роли миротворца. Графу Алопеусу было поручено высказать прусскому министру иностранныхъ дѣлъ всѣ эти чувства сомнѣнія и недоумѣнія. (Депеша вице-канцлера отъ 11-го марта 1827 г.).

Но Фридрихъ-Вильгельмъ III всетаки, не смотря на всѣ настоятельныя требованія Императора Николая I, отказался участвовать въ Лондонской конференціи по греческому вопросу и подписать заключенную на ней извѣстную конвенцію между Россіей, Франціей и Англіей. (Срав. т. IV, часть I, введеніе къ № 132).

Эти переговоры о восточномъ кризисѣ не помѣшали благополучному окончанію дѣловыхъ переговоровъ о почтовыхъ сообщеніяхъ между Россіей и Пруссіей, которые благополучно окончились подписаніемъ нижеслѣдующей весьма подробной почтовой конвенціи.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, и Е. В. Король Прусскій, побуждаемые одинаковымъ желаніемъ такого устройства сношеній между почтовыми учрежденіями своихъ государствъ, которое облегчая правительству службу

des postes, et garantir la sûreté et la commodité du public, ont nommé à cet effet pour leurs commissaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne:

le sieur Antoine Alexis Nowicki, commissaire de la direction générale des postes du royaume de Pologne, chevalier de l'ordre de St. Stanislas de la III classe et

S. M. le Roi de Prusse:

le sieur Henri Schmuckert, conseiller privé du département des postes, chevalier de la croix de fer de la I classe etc.,

lesquels ont arrêté et signé les articles suivants:

Résumé de la convention.

I. Détermination de la quantité et de la qualité des communications réciproques des postes et désignation des bureaux des postes situés aux frontières respectives des deux états (§ 1—§ 7).

II. Règles qui fixent le mode de l'expédition de la correspondance et de la comptabilité mutuelle, quant au chargement et au remboursement du port réciproque (§ 8—§ 33).

III. Principes adoptés:

a) pour le service des estafettes (§ 34—§ 38);

b) pour le service des courriers et des extrapostes (§ 39—§ 42);

c) pour les rétributions, que les voituriers payent à la poste (§ 43 et § 44).

IV. Instruction relative au mode de l'abonnement des journaux, ainsi que des payements qui en résultent (§ 45—§ 49).

V. Instruction relative à l'interprétation de la dite convention, à sa durée, ainsi qu'à sa ratification (§ 50 et § 51).

почтовую, въ тоже время представляло бы ручательство надежности и удобства для общества, назначили для достиженія сей цѣли своими коммиссарами, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій:

Антонія Алексѣя Новицкаго, коммиссара генеральной Дирекціи почтъ Царства Польскаго, кавалера ордена Св. Станислава 3-й степени,

а Е. В. Король Прусскій:

Генриха Шмукерта, тайнаго совѣтника Департамента почтъ, кавалера желѣзнаго креста первой степени и т. д.,

которые постановили и подписали нижеслѣдующія статьи:

Содержаніе конвенціи.

I. Постановленія о числѣ и родѣ взаимныхъ почтовыхъ сообщеній и росписаніе пограничныхъ почтовыхъ конторъ, въ обоихъ государствахъ находящихся (§ 1—§ 7).

II. Правила, касающіяся способа отправленія корреспонденціи и взаимныхъ расчетовъ по начисленію и платежу почтоваго порта (§ 8—§ 33).

III. Общія правила, относящіяся:

а) до службы эстафетной (§ 34—§ 38);

б) службы курьерской и экстра-почтъ (§ 39—§ 42);

в) платежей, взымаемыхъ почтовыми кассами съ ямщиковъ (§ 43—§ 44).

IV. О подпискѣ на журналы и о слѣдующихъ за оную платежахъ (§ 45—§ 49).

V. О толкованіи конвенціи, о срокѣ ея дѣйствія и о ратификаціи (§ 50 и § 51).

I.

Détermination de la quantité et de la qualité des communications réciproques des postes et désignation des bureaux des postes situés aux frontières respectives des deux états.

§ 1.

Communications des postes.

Pour l'entretien de la communication entre la Prusse et la Pologne il y aura des postes établies sur les points suivants:

1) Sur la route de Marienpol, à Gumbinnen entre Wirballen et Stallupönen:

a) de Wirballen à Stallupönen: une poste à cabriolet une fois la semaine, et une poste à cheval (malle-poste) une fois la semaine;

b) de Stallupönen à Wirballen: une poste à cabriolet deux fois la semaine;

2) Entre Grajewo et Lyck: une poste à cheval (malle-poste) deux fois la semaine, tour et retour;

3) Sur la route de Varsovie à Königsberg en Pr., entre Mlawa et Neidenbourg:

a) de Mlawa à Neidenbourg une diligence une fois la semaine et une poste à cheval (malle-poste) une foit la semaine;

b) de Neidenbourg à Mlawa: une diligence deux fois la semaine.

4) Sur la route de Lipno à Gollub, entre Dobrzyn et Gollub:

a) de Dobrzyn à Gollub: une diligence une fois la semaine et une poste à cheval (malle-poste) une fois la semaine.

b) de Gollub à Dobrzyn: une diligence deux fois la semaine.

I.

Постановленія о числѣ и родѣ взаимныхъ почтовыхъ сообщеній и росписаніе пограничныхъ почтовыхъ конторъ, въ обоихъ государствахъ находящихся.

§ 1.

Почтовыя сообщенія.

Для содержанія сообщеній между Польшею и Пруссіей будутъ устроены почты въ нижеслѣдущихъ мѣстахъ:

1) На трактѣ отъ Маріенполя до Гумбинена между Вержболовомъ и Сталупянами:

а) изъ Вержболова въ Сталупяны: одинъ разъ еженедѣльно почта въ повозкѣ и одинъ разъ еженедѣльно конная почта;

б) изъ Сталупянъ въ Вержболово: еженедѣльно два раза почта въ повозкѣ.

2) Между Граевомъ и Лыкомъ, туда и обратно: два раза еженедѣльно конная почта.

3) На трактѣ отъ Варшавы до Кенигсберга въ Пруссіи, между Млавой и Нейденбургомъ:

а) изъ Млавы въ Нейденбургъ: разъ еженедѣльно дилижансъ и разъ еженедѣльно конная почта;

б) изъ Нейденбурга въ Млаву: два раза въ недѣлю дилижансъ.

4) На трактѣ отъ Липно до Голлуба, между Добрциномъ и Голлубомъ:

а) изъ Добрцина въ Голлубъ: еженедѣльно дилижансъ и конная почта по одному разу;

б) изъ Голлуба въ Добрцинъ: два раза въ недѣлю дилижансъ.

5) Sur la route de Varsovie à Dantzic, entre Sluzewo et Thorn: une diligence une fois la semaine et une poste à cheval (malle-poste) deux fois la semaine, tour et retour.

6) Sur la route de Varsovie à Berlin, entre Slupce et Strzalkowo: une diligence une fois la semaine et une poste à cheval (malle-poste) deux fois la semaine, tour et retour.

7) Sur la route de Varsovie à Breslau, entre Kalisz et Ostrow: une diligence une fois la semaine et une poste à cheval (malle-poste) deux fois la semaine, tour et retour.

8) Entre Czenstochau et Lublinitz:

a) de Czenstochau à Lublinitz: une poste à cabriolet une fois la semaine et une poste à cheval (malle-poste) une fois la semaine;

b) de Lublinitz à Czenstochau: une poste à cabriolet deux fois la semaine.

L'arrivée et le départ de ces postes sur tous les points de leurs routes respectives sont marqués spécialement sur le tableau ad A.

Si à l'avenir on trouvait convenable d'augmenter, de diminuer, de changer ou d'annuller quelques unes de ces communications, les deux Directions s'entendront réciproquement à cet égard.

§ 2.

Dépenses pour les communications des postes aux frontières respectives des deux états.

Chacun des deux états contractans est obligé de faire transporter les postes

5) На трактѣ отъ Варшавы до Данцига, между Случевомъ и Торномъ: разъ въ недѣлю дилижансъ и два раза въ недѣлю конная почта, туда и обратно.

6) На трактѣ отъ Варшавы до Берлина, между Слупце и Стрзальковомъ: дилижансъ одинъ разъ въ недѣлю и конная почта два раза въ недѣлю, туда и обратно.

7) На трактѣ отъ Варшавы до Бреславля, между Калишемъ и Островомъ, туда и обратно: дилижансъ одинъ разъ въ недѣлю и конная почта еженедѣльно два раза.

8) Между Ченстоховомъ и Люблинцемъ:

а) отъ Ченстохова до Люблинца: еженедѣльно одна почта въ повозкѣ и одна конная почта;

б) отъ Люблинца до Ченстохова: еженедѣльно два раза почта въ повозкѣ.

Время прихода и отхода сихъ почтъ на всѣхъ станціяхъ обоюдныхъ трактовъ показано особо въ табели подъ лит. А.

Ежели впослѣдствіи будетъ найдено нужнымъ увеличить, уменьшить, измѣнить, либо отмѣнить какія либо изъ означенныхъ сообщеній, то сіе послѣдуетъ по соглашенію между обоюдными дирекціями почтъ.

§ 2.

Объ издержкахъ на пограничныя почтовыя сообщенія въ обоихъ государствахъ.

Каждое изъ договаривающихся государствъ принимаетъ на свой счетъ

à ses frais de son bureau frontière jusqu'au bureau frontière opposé. Dans le cas qu'on pourra à l'avantage des caisses respectives établir des postes de retour, les deux administrations conviendront entr'elles du mode de cet établissement et du remboursement des frais, qui en résulteront.

почтовую перевозку отъ своей пограничной конторы до пограничной конторы другой стороны. Въ случаѣ, ежели бы оказалось возможнымъ къ обоюдной выгодѣ устроить обратныя почты, то оба управленія не преминутъ войти между собой въ соглашеніе о способѣ сего устройства и о покрытіи имѣющихъ быть при семъ расходовъ.

§ 3.

Livrée des postillons.

Les postes doivent être transportées par des postillons portant la livrée de l'état, dont l'administration s'est chargée de faire mener les postes jusqu'au bureau frontière opposé.

§ 3.

О форменной одеждѣ почтальоновъ.

Почты будутъ отвозимы почтальонами, носящими форменную одежду той страны, на управленіи коей лежитъ обязанность доставки почтъ до пограничнаго почтоваго мѣста другой страны.

§ 4.

L'entretien des malles et des sacs aux lettres.

Les malles et les sacs aux lettres, dont on a besoin pour la communication réciproque seront ou entretenus séparément par les deux directions dans une quantité égale, ou payés conjointement.

§ 4.

О почтовыхъ чемоданахъ и сумкахъ.

Потребные для взаимныхъ почтовыхъ сообщеній чемоданы и сумки будутъ содержимы либо отдѣльно обѣими дирекціями въ равномъ числѣ, либо совмѣстно и на общій ихъ счетъ.

§ 5.

Les feuilles constatant l'heure de l'arrivée et du départ des postes (feuilles de route, Stundenzettel).

Les feuilles constatant l'heure du départ et de l'arrivée des postes (feuilles de route, Stundenzettel) finissent leur cours au bureau frontière opposé, et doivent être renvoyées chaque jour de poste au bureau expéditionnaire.

§ 5.

О путевыхъ листкахъ (подорожныхъ), въ коихъ записывается время прихода и отхода почтъ.

Путевые листки, въ коихъ записывается время прихода и отхода почты (подорожныя), дѣйствительны только до пограничной конторы другой стороны и съ каждою почтою должны быть отсылаемы обратно въ почтовую контору, ихъ выдавшую.

Afin de mieux contrôler l'expédition et le temps que s'arrêtent les postes aux stations de la frontière, les bureaux frontières devront envoyer au bureau frontière opposé un certificat séparé, dans lequel ils noteront, comme dans les feuilles de route, quel jour et à quelle heure la poste a été expédiée. Ce certificat, après que le temps de l'arrivée de la poste y aura été noté, sera annexé par le bureau frontière opposé à la nouvelle feuille de route, dont il munit la poste qu'il expédie plus loin.

Сверхъ сего, для лучшаго наблюденія за отправленіемъ и временемъ остановокъ почтъ на пограничныхъ станціяхъ, каждая пограничная контора обязана будетъ посылать въ подлежащую пограничную контору другой стороны особое свидѣтельство, въ коемъ она означитъ, какъ и на подорожныхъ, день и часъ отправленія почты. Сіе свидѣтельство, по вписаніи въ оное времени прихода почты, будетъ приложено пограничной конторой другой страны къ новой подорожной, которую она выдастъ почтѣ, отправляемой ею далѣе.

§ 6.

Bureaux des postes frontières.

Les bureaux suivants des postes frontières seront maintenus, savoir:

du côté de la Pologne:	du côté de la Prusse:
Wirballen.	Stallupönen.
Grajewo.	Lyck.
Mlawa.	Neidenbourg.
Dobrzyn.	Gollub.
Sluzewo.	Thorn.
Slupce.	Strzalkowo.
Kalisz.	Ostrow.
Czenstochau.	Lubliniec.

§ 6.

Росписаніе пограничныхъ почтовыхъ конторъ.

Пограничныя почтовыя конторы будутъ содержимы въ слѣдующихъ мѣстахъ:

на польской сторонѣ:	на прусской сторонѣ:
въ Вержболовѣ.	въ Сталлупянахъ.
„ Граевѣ.	„ Лыкѣ.
„ Млавѣ.	„ Нейденбургѣ.
„ Добрчинѣ.	„ Голлубѣ.
„ Случевѣ.	„ Торнѣ.
„ Слупцѣ.	„ Стржалковѣ.
„ Калишѣ.	„ Островѣ.
„ Ченстоховѣ.	„ Люблинцѣ.

§ 7.

Bureaux des postes, qui ont le droit d'expédier des cartes directes.

Non seulement les bureaux désignés dans le § précédent seront tenus d'entretenir des cartes directes (Postkarten) tous les jours de poste, mais aussi pour simplifier le mieux possible le travail

§ 7.

О почтовыхъ конторахъ, коимъ принадлежитъ право взаимной прямой пересылки почтовыхъ картъ.

Поименованныя въ предыдущемъ § конторы будутъ обязаны взаимно отсылать другъ къ другу съ каждою почтою прямыя почтовыя карты (Postkarten). Сверхъ сего, въ виду возможно

de ces bureaux frontières, ces cartes directes seront encore échangées tant par les courriers de la malle (poste à cheval), que par la diligence entre les bureaux de poste suivants:

entre	Wirballen	et	Gumbinnen.
„	Marienpol	„	Gumbinnen.
„	Varsovie	„	Königsberg.
„	Dobrzyn	„	Gollub.
„	Lipno	„	Gollub.
„	Varsovie	„	Dantzic.
„	Varsovie	„	Posen.
„	Varsovie	„	Berlin.
„	Varsovie	„	Breslau.
„	Kalisz	„	Breslau.
„	Czenstochau	„	Breslau.
„	Czenstochau	„	Oppeln.
„	Kalisz	„	Krotoszyn.

Les cartes directes échangées entre les bureaux ci-dessus désignés contiendront non seulement la correspondance locale, mais encore toutes les lettres, paquets et transports d'argent, qui sont expédiés à ces bureaux de plus loin, ou destinés à un transport ultérieur.

II.

Règles qui fixent le mode de l'expédition de la correspondance et de la comptabilité mutuelle, quant au chargement et au remboursement du port réciproque.

§ 8.

Quelle correspondance doit être expédiée dans les cartes réciproques.

On expédiera au moyen des cartes directes désignées dans le septième article immédiatement:

большаго упрощенія работы сихъ пограничныхъ конторъ, такая же непосредственная пересылка почтовыхъ картъ, какъ конною почтою, такъ и дилижансами, будетъ существовать между слѣдующими почтовыми конторами:

между	Вержболовомъ	и	Гумбинненомъ.
„	Маріенполемъ	„	Гумбинненомъ.
„	Варшавой	„	Кенигсбергомъ.
„	Добрчиномъ	„	Голлубомъ.
„	Липно	„	Голлубомъ.
„	Варшавой	„	Данцигомъ.
„	Варшавой	„	Позеномъ.
„	Варшавой	„	Берлиномъ.
„	Варшавой	„	Бреславлемъ.
„	Калишемъ	„	Бреславлемъ.
„	Ченстоховомъ	„	Бреславлемъ.
„	Ченстоховомъ	„	Оппельномъ.
„	Калишемъ	„	Кроточиномъ.

Пересылаемыя непосредственно между только что поименованными конторами почтовыя карты будутъ прилагаемы не только къ мѣстной корреспонденціи, но равнымъ образомъ ко всѣмъ письмамъ, посылкамъ и денежнымъ отправленіямъ, кои будутъ доставлены въ сіи конторы изъ болѣе далекихъ мѣстъ или слѣдуютъ къ дальнѣйшей пересылкѣ.

II.

Правила, касающіяся способа отправленія корреспонденціи и взаимныхъ расчетовъ по начисленію и платежу почтоваго порта.

§ 8.

О корреспонденціи, взаимно пересылаемой съ приложеніемъ прямыхъ почтовыхъ картъ.

Съ прямыми почтовыми картами, въ § 7 означенными, будутъ непосредственно отсылаемы:

a) de la part des postes prussiennes pour la Pologne:

1) Toute la correspondance, tous les envois d'argent, de marchandises et autres objets confiés aux postes prussiennes et destinés pour la Pologne.

2) Toutes les lettres, tous les transports d'argent et de marchandises ou autres effets arrivés en Prusse des pays étrangers et destinés pour le royaume de Pologne.

b) De la part des postes polonaises pour la Prusse:

1) Toutes les lettres, tous les transports d'argent, de marchandises et autres objets destinés pour le district des postes du royaume de Prusse et confiés aux postes polonaises.

2) Toutes les lettres, envois d'argent, de marchandises et autres objets rendus aux postes polonaises et destinés aux pays et aux villes de l'étranger, ainsi qu'il suit: pour l'Amérique, pour les états, les villes libres et leurs territoires constituantes la confédération Germanique, excepté l'Archiduché d'Autriche, pour le Danemarc, l'Angleterre, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et l'Espagne.

Les objets destinés pour la Bohème seront aussi expédiés aux postes prussienes, en autant que la proximité des lieux, selon la position géographique, indiquera que l'expédition par les dites postes du royaume de Prusse se fera le plus promptement, et dans le cas où la convention arrêtée avec la direction des postes de l'empire d'Autriche ne s'oppose pas à une pareille expédition.

а) прусскими почтами въ Польшу:

1) Всякаго рода корреспонденція, всѣ денежныя посылки, товары и другіе предметы, сданные на прусскія почты и слѣдующіе въ Польшу.

2) Всѣ письма, всѣ денежныя отправленія, товары и другія вещи, полученные въ Пруссіи изъ заграницы и слѣдующіе въ Царство Польское.

б) польскими почтами въ Пруссію:

1) Всѣ письма, отправленія денежныя, товары и другіе предметы, слѣдующіе въ почтовые округи королевства Прусскаго и сданные на польскія почты.

2) Всѣ письма, денежныя посылки, товары и другіе предметы, сданные на польскія почты и слѣдующіе въ иностранные земли и города, какъ то: въ Америку, въ государства и вольные города съ ихъ округами, входящіе въ составъ Германскаго союза (кромѣ эрцгерцогства австрійскаго), въ Данію, Англію, Францію, Норвегію, Нидерланды, Португалію, Швецію, Швейцарію и Испанію.

Слѣдующіе въ Богемію предметы будутъ равнымъ образомъ отсылаемы на прусскія почты, но только въ томъ случаѣ, если вслѣдствіе близости положенія мѣстъ, куда посылаются предметы, окажется, что почты Прусскаго королевства доставятъ оные въ наискорѣйшее время, и если подобное отправленіе не возбраняется конвенціей, заключенной съ Дирекціей почтъ Австрійской имперіи.

§ 9.

Envoi et direction des lettres et d'autres objets.

L'envoi et la direction des lettres et de l'argent auront lieu sur la route la plus droite, ou sur la route, qui offre le transport le plus prompt.

Les autres objets, destinés pour les diligences, en autant que leur importation est permise dans le royaume de Pologne suivront la direction que leur prescrivent les réglements de la douane polonaise.

§ 10.

Mode d'expédition et renvoi des cartes doubles.

Pour l'expédition (Encartirung) des postes on suivra la méthode usitée jusqu'à présent, c'est à dire, qu'on insérera dans les cartes spéciallement toutes les adresses. Les cartes seront dressées tant de la part des postes prussiennes que de la part des postes polonaises d'après la forme ci-jointe sous la lettre B.

Si une lettre ou un autre objet n'est pas destiné pour l'endroit sur lequel est dirigée la carte, le nom du lieu de la destination de cette lettre ou de cet objet sera marqué sur la dite carte.

Toutes les cartes sans exception seront expédiées doubles et le second exemplaire sera envoyé au plus tard le jour de la poste suivante. Le bureau des postes qui reçoit la carte, après l'avoir trouvée juste, est obligé de l'attester et de la renvoyer au bureau expéditionnaire par la première poste.

§ 9.

Отправка и направленіе писемъ и другихъ предметовъ.

Письма и денежныя посылки будутъ пересылаемы наиболѣе прямымъ трактомъ или по такому тракту, коимъ они дойдутъ въ наискорѣйшее время.

Предметы, слѣдующіе съ дилижансами и не воспрещенные къ ввозу въ Царство Польское, направляются по трактамъ, установленнымъ для оныхъ распоряженіями польской таможни.

§ 10.

О порядкѣ отправленія и обратной пересылкѣ дубликатовъ почтовыхъ картъ.

При отправкѣ почтъ будетъ соблюдаемъ дѣйствовавшій до сего времени порядокъ, а именно: на почтовыхъ картахъ будутъ записываемы отдѣльно всѣ адресы отправленій; самыя же карты будутъ составляемы, какъ прусскими, такъ и польскими почтовыми мѣстами, по формѣ, у сего приложенной, подъ лит. В.

Ежели письмо или какой либо иной предметъ должны быть доставлены не туда, куда отсылается карта, то названіе мѣста, въ которое слѣдуютъ письмо или предметъ, будетъ отмѣчаемо на картѣ.

Всѣ безъ изъятія карты почтовыя будутъ посылаться въ дубликатахъ, и второй экземпляръ долженъ быть отсылаемъ не позже, какъ со слѣдующею почтою. Получившее карту почтовое мѣсто, провѣривъ ее, обязано ее засвидѣтельствовать и съ ближайшею отходящею почтою препроводить обратно въ контору пославшую.

§ 11.

Port de frontière.

Afin d'égaliser la perception du port pour des lettres et autres objets qui passent réciproquement entre la Prusse et la Pologne, on ajoutera outre le port de progression évalué par le tarif jusqu'aux bureaux frontières respectifs, une portion du port, nommé port de frontière (Grenz-Porto), qui sera fixée de la manière suivante:

1) pour une simple lettre—1 gros d'argent de Prusse, ou 6 gros de cuivre de Pologne;

2) pour cent thalers (600 florins de Pologne) en argent blanc—4 gros d'argent de Prusse, ou 24 gr. de cuivre de Pologne;

3) pour cent thalers (600 florins de Pologne) en or—2 gros d'argent de Prusse, ou 12 gr. de cuivre de Pologne;

4) pour une livre d'effets quelconques—4 sols (fenins) d'argent de Prusse (1/3 Silbergroschen) ou 2 gros de cuivre de Pologne.

Comme le tarif général polonais du port aux lettres contient aussi le port de frontière polonais pour toutes les lettres, qui passent à l'étranger et qui en arrivent, le port de frontière fixé d'après la plus basse position à un gros d'argent quant aux lettres, reste au profit des caisses prussiennes pour toutes les lettres, qui entrent en Prusse ou qui en sortent.

Au nombre des lettres qui, au profit de la caisse des postes prussiennes, sont chargées tour et retour du port de fron-

§ 11.

О пограничномъ портѣ.

Для соблюденія равенства во взыманіи порта, причитающагося за письма и другіе предметы, взаимно между Пруссіей и Польшей отправляемые, слѣдуетъ добавлять къ опредѣленному тарифомъ за пересылку до обоюдныхъ пограничныхъ конторъ прогрессивному порту часть порта, именуемаго *пограничнымъ* (Grenz-Porto), размѣръ коего опредѣляется слѣдующимъ образомъ:

1) за одинакое письмо—1 сер. прусскій грошъ, или 6 мѣдныхъ польскихъ грошей.

2) за сто талеровъ (600 польскихъ злотыхъ) серебряной монеты—4 сер. прусскихъ гроша, или 24 польскихъ мѣдныхъ гроша;

3) за сто талеровъ (600 польскихъ злотыхъ) золотой монеты—2 сер. прусскихъ гроша, или 12 мѣдныхъ польскихъ грошей;

4) за фунтъ какого либо рода предметовъ—4 сер. прусскихъ пфенинга (1/3 зильбергроша), или 2 польскихъ мѣдныхъ гроша.

Такъ какъ общій дѣйствующій въ Польшѣ тарифъ порта составленъ со включеніемъ уже въ оный польскаго пограничнаго порта, слѣдующаго за всѣ письма, идущія заграницу или оттуда приходящія, то низшій размѣръ положеннаго за письма пограничнаго порта (1 сер. грошъ) взымается въ пользу почтовыхъ прусскихъ кассъ за всѣ письма, которыя приходятъ въ Пруссію или изъ оной отсылаются.

Къ числу такихъ писемъ, обложенныхъ въ пользу почтовыхъ прусскихъ кассъ вышеозначеннымъ пограничнымъ

tière ci-dessus désigné, seront comptées, outre les lettres simples, toutes les autres lettres contenant des écritures (Schriften) jusqu'au poids de 4 loths inclusivement, et les lettres qui renferment de petites sommes d'argent évaluées au dessous et jusqu'à cinq florins de Pologne ou 25 gr. d'argent de Prusse exclusivement.

Mais le port de frontière pour des envois d'argent, d'or et de tous autres effets sera partagé également pour tous les objets passant réciproquement en Prusse et en Pologne, tellement que la moitié de ce port reviendra aux caisses prussiennes et l'autre moitié aux caisses polonaises.

Les lettres, qui sont regardées comme une adresse, appartenantes à un envoi d'argent ou d'effets quelconques, en exceptant les paquets contenants des écritures (Schriften) ne seront pas chargées de la part des postes polonaises du port de frontière, quand même leur poids surpasserait celui d'une lettre simple. Le port de frontière sera levé seulement pour les paquets.

§ 12.

Formation du port.

Le port qui doit être compté pour la correspondance, les transports d'argent et de paquets, que les deux postes se remettent réciproquement, sera composé:

1) Quant à la correspondance intérieure, aux envois d'argent et d'effets destinés d'un état à l'autre:

a) du port qui se compte jusqu'au bureau frontière d'après le tarif du bureau des postes expéditionnaire;
b) du port de frontière même, d'après le § 11;

портомъ, при отправленіи ихъ въ Пруссію или изъ оной въ Польшу, принадлежатъ, сверхъ одинакихъ писемъ, всякаго рода другія письма (Schriften) вѣсомъ до 4 лотовъ включительно и письма съ денежными вложеніями на сумму менѣе 5 польскихъ злотыхъ, или 25 прусскихъ серебр. грошей.

Но пограничный портъ, причитающійся за посылки серебра, золота или другихъ предметовъ, при отправленіи таковыхъ обоюдно въ Пруссію и Польшу, будетъ дѣлиться по ровну; такимъ образомъ одна половина сего порта поступитъ въ прусскія кассы, а другая въ польскія.

Польскія почтовыя мѣста не должны облагать пограничнымъ портомъ письма, приложенныя къ денежнымъ посылкамъ или другимъ какого либо рода предметамъ въ видѣ адресовъ (за исключеніемъ пакетовъ со вложеніемъ собственно писемъ (Schriften)), хотя бы вѣсъ таковыхъ и превышалъ одинакое письмо. Пограничный портъ будетъ взыскиваться только за пакеты.

§ 12.

Изъ чего слагается портъ.

Въ счетъ порта, причитающагося за корреспонденцію и отправленія денежныя и пакетовъ, обоюдными почтами взаимно передаваемыя, будутъ входить:

1) Съ корреспонденціи внутренней, денежныхъ посылокъ и вещей, слѣдующихъ изъ одного государства въ другое:

а) портъ, причитающійся до пограничной конторы по тарифу отправляющаго почтоваго мѣста;
б) пограничный портъ, означенный въ § 11.

c) du port compté du bureau frontière opposé, jusqu'à l'endroit de distribution.

2) Quant à la correspondance et aux envois d'argent et d'effets qui, venant des états étrangers, passent la Prusse et sont destinés pour la Pologne, on comptera:

a) le port d'avance que la Prusse paye à l'état étranger qui amène aux postes prussiennes les lettres et autres objets confiés aux postes étrangères;

b) le port prussien de transit qui comprend aussi le port prussien de frontière (§ 22);

c) la moitié du port de frontière qui revient à la caisse des postes polonaises d'après le § 11;

d) le port intérieur polonais évalué d'après le tarif, depuis la frontière jusqu'au lieu même pour lequel les transports sont destinés.

3) Quant à la correspondance, aux envois d'argent et d'effets qui, venant de la Pologne et étant destinés pour des pays étrangers, passent en transit par le royaume de Prusse, la taxe sera composée:

a) du port intérieur polonais du lieu de départ jusqu'au bureau frontière;

b) de la moitié du port de frontière revenant à la caisse des postes polonaises, d'après le § 11;

c) du port de transit prussien, dans lequel le port de frontière se trouve comprise, (§ 22);

d) du port étranger compté du point de la sortie du transport de la frontière prussienne.

в) портъ, причитающійся отъ пограничной на другой сторонѣ находящейся почтовой конторы до мѣста назначенія.

2) Съ корреспонденціи и посылокъ денежныхъ и вещей, отправляемыхъ изъ иностранныхъ государствъ черезъ Пруссію въ Царство Польское:

а) портъ авансовый, который уплачиваетъ Пруссія иностранному государству, доставившему на прусскія почты письма и другіе предметы, изъ заграничныхъ мѣстъ посылаемые;

б) прусскій транзитный портъ, въ который входитъ также прусскій пограничный портъ (§ 22);

в) половина пограничнаго порта, поступающая согласно § 11 въ польскія почтовыя кассы;

г) внутренній польскій портъ, расчитанный по тарифу отъ границы до мѣста назначенія посылаемаго.

3) Съ корреспонденціи, денежныхъ посылокъ и вещей, отправляемыхъ изъ Царства Польскаго въ иностранныя земли черезъ Пруссію:

а) внутренній польскій портъ отъ мѣста отправленія до пограничной почтовой конторы;

б) половина пограничнаго порта, поступающая согласно § 11 въ польскія почтовыя кассы;

в) прусскій транзитный портъ, въ который входитъ также и портъ пограничный (§ 22);

г) иностранный портъ, по расчету отъ мѣста, въ коемъ посылаемое переходитъ за прусскую границу.

Comme le payement du port revenant aux postes prussiennes, doit être soldé en monnaye courante de Prusse, les bureaux des postes polonaises pour couvrir la perte qui résulte du change de la monnaye polonaise, seront libres de compter un certain appoint (agio) sur tous les objets qui, chargés de port, arrivent de la Prusse ou qui passent par la Prusse, ou qui enfin, étant affranchis, seront destinés pour la Prusse ou pour le transit en des pays étrangers.

La direction générale des postes du royaume de Pologne s'oblige de veiller strictement à ce qu'il ne se passe aucune malversation à cet égard et que l'appoint en question soit fixé annuellement d'après le cours du change.

L'arrangement actuel, d'après lequel les bureaux des postes prussiennes reçoivent le payement du port en monnaye polonaise et comptent un certain appoint (agio) sur chaque lettre destinée pour la Pologne, n'aura plus lieu.

Outre le port ci-dessus mentionné et l'appoint en question, il ne sera pas permis aux postes polonaises de rien percevoir de plus sur tous les objets, qui viennent de la Prusse ou qui y sont envoyés.

Les postes prussiennes devront pareillement n'exiger rien de plus que le port ci-dessus énoncé, pour tous les objets qui arrivent de la Pologne, ou qui y sont expédiés.

Si pour l'avantage du public on peut faire usage dans les envois réciproques d'autres communications, que celle qu'offre

Такъ какъ уплата порта, причитающагося прусскимъ почтовымъ кассамъ, должна быть производима монетою прусскою, то для покрытія потери, проистекающей отъ размѣна на оную польской монеты, польскія почтовыя конторы вольны начислять нѣкоторую прибавочную плату (agio) на всѣ предметы, кои приходятъ изъ Пруссіи или черезъ Пруссію съ наложеннымъ портомъ, или же, будучи франкированы, слѣдуютъ въ Пруссію или черезъ оную въ иностранныя земли.

Главная Дирекція почтъ Царства Польскаго обязывается имѣть строгое наблюденіе, чтобы при начисленіи означенной прибавочной платы не бралось ничего лишняго и чтобы таковая ежегодно устанавливалась по существующему денежному курсу.

Дѣйствовавшее до сего времени соглашеніе, по которому прусскія почтовыя конторы получали уплату порта польскою монетою и начисляли нѣкоторую надбавку (agio) на каждое слѣдующее въ Польшу письмо, отнынѣ отмѣняется.

Польскимъ почтовымъ конторамъ воспрещается взыскивать что либо лишнее, сверхъ вышеупомянутаго порта и добавочной платы, со всѣхъ предметовъ, которые слѣдуютъ изъ Пруссіи или туда посылаются.

Равнымъ образомъ и прусскимъ почтовымъ мѣстамъ предписывается ничего не требовать сверхъ означеннаго выше порта со всѣхъ предметовъ, приходящихъ изъ Польши или въ оную отправляемыхъ.

Ежели бы оказалось возможнымъ и для общества выгоднымъ производить взаимныя почтовыя пересылки по дру-

le cours ordinaire immédiat des postes, on ne manquera pas d'en profiter.

Dans ce cas le port aux lettres sera compté seulement d'après le tarif du cours des postes direct, quand même la lettre aurait fait un trajet plus long.

Par exemple, si entre Berlin et Varsovie on pouvait au moyen des postes, expédiées par Breslau ou Thorn, effectuer une nouvelle communication et qu'on en profitât, le port aux lettres serait cependant compté d'après le tarif, qui existe sur la route directe de Berlin par Strzalkowo et Slupce à Varsovie. Quant aux transports d'argent et autres objets différents, expédiés par la diligence, les deux états contractans sont libres de compter le port ou d'après le tarif du cours des postes, par lequel ces effets seront envoyés, ou d'après celui de la route directe.

§ 13.

Remboursemens réciproques.

Les deux administrations des postes se rembourseront réciproquement leur port intérieur, et la part du franc de port qui est perçue par leurs bureaux pour le transport sur le territoire de l'autre état et au delà. Ils se rembourseront aussi leurs avances intérieurs, savoir les avances d'argent, l'émolument connu sous le nom de Procura, les droits de douane, les payemens des reçus pour l'argent et les effets de prix qui arrivent chargés de port, pour le renouvellement de l'emballage et de la signature

гимъ. направленіямъ, для обыкновеннаго прямого почтоваго сообщенія не установленнымъ, то не преминутъ симъ воспользоваться.

Въ такомъ случаѣ портъ, причитающійся за письма, будетъ расчитываться всетаки по тарифу прямого почтоваго сообщенія, хотя бы новый путь былъ болѣе длинный.

Напримѣръ, еслибъ представилась возможность установить новое сообщеніе между Берлиномъ и Варшавой, отправляя почты чрезъ Бреславль или Торнъ, то при этомъ портъ, причитающійся за письма, взыскивался бы по тарифу, положенному для прямого почтоваго тракта изъ Берлина въ Варшаву чрезъ Стржалково и Слупце. Но что касается денежныхъ отправленій и различнаго рода другихъ предметовъ, отсылаемыхъ въ дилижансахъ, то оба договаривающіяся государства пользуются правомъ расчитывать портъ или по тарифу почтоваго пути, коимъ посылаются означенные предметы, или же по таксѣ прямого сообщенія.

§ 13.

О взаимныхъ платежахъ.

Почтовыя начальства обѣихъ сторонъ будутъ взаимно уплачивать причитающійся имъ какъ внутренній портъ, такъ и ту часть франкированнаго порта, которая получена ихъ конторами за пересылку по владѣніямъ другого государства и въ дальнѣйшія мѣста. Равнымъ образомъ будутъ обоюдно возмѣщаемы издержки внутренней пересылки, впередъ отправителемъ не уплаченныя, какъ то: портовыя деньги, коммиссіонные расходы (такъ называемые procura), таможенные сборы, платежи по

avariés pendant leur trajet, enfin les dépenses étrangères, dont sont chargés les envois arrivans des pays étrangers.

отсылкѣ росписокъ въ полученіи денегъ и цѣнныхъ вещей, приходящихъ съ наложеннымъ портомъ, расходы по исправленію попорченныхъ въ дорогѣ упаковки и надписей, наконецъ заграничные расходы, числящіеся къ платежу на посылкахъ, изъ иностранныхъ земель приходящихъ.

Quant à la réparation et à la signature des paquets, on veillera à ce que les employés des postes ne fassent éprouver à cet égard aucun surchargement au public.

Что касается исправленія и надписанія пакетовъ, то предписывается имѣть строгое наблюденіе, чтобы служащіе на почтахъ не причиняли публикѣ никакого по сему предмету отягощенія.

§ 14.

Dénomination de la monnaye dans laquelle doit être compté le port des lettres et doivent être tenus les régistres réciproques.

Le port intérieur, le port de frontière et le port étranger sera évalué dans les cartes de la part des postes prussiennes en gros et en fractions de gros d'argent de Prusse (Silbergroschen) et de la part des postes polonaises en gros de cuivre de Pologne et en fractions de ces mêmes gros.

Le saldo du résultat des cartes sera évalué réciproquement en gros d'argent de Prusse et en fractions de ces mêmes gros. Un gros d'argent de Prusse, dont on compte 30 par un thaler, vaut 6 gros de cuivre de Pologne, et cinq gros d'argent de Prusse valent un florin d'argent de Pologne. On compte deux sols (fenins) d'argent de Prusse (1/6 Silbergroschen) pour un gros de cuivre de Pologne.

C'est d'après cette évaluation que seront tenus les comptes réciproques du

§ 14.

О принятой для счета портовыхъ денегъ и для составленія взаимныхъ реестровъ монетъ.

Въ составляемыхъ прусскими почтовыми мѣстами реестрахъ счетъ внутренняго порта, порта пограничнаго и иностраннаго будетъ вестись на прусскіе серебряные гроши и части оныхъ (Silbergroschen), а въ реестрахъ польскихъ почтовыхъ мѣстъ — на польскіе мѣдные гроши и части оныхъ.

Общій итогъ показанныхъ въ реестрахъ суммъ будетъ взаимно высчитываться на серебряные прусскіе гроши и части оныхъ, при чемъ одинъ прусскій серебр. грошъ (считая 30 грошей въ талерѣ) принимается равнымъ 6 польскимъ мѣднымъ грошамъ, а 5 прусскихъ серебр. грошей — одному польскому злотому. Два серебр. прусскіе пфенига (1/6 зильбергроша) будутъ считаться равными одному польскому мѣдному грошу.

По сему расчету будетъ производима взаимная между почтовыми мѣ-

port des lettres entre les postes prussiennes et polonaises (Verlag-Porto-Conto).

§ 15.

Payement du port.

Le remboursement du port dû aux postes prussiennes et qui doit être payé dans la monnaye courante de Prusse, se fera de la manière suivante:

Les bureaux des postes qui sont en rélation immédiate, soit qu'ils ayent à payer ou à recevoir, se remettront réciproquement à la fin de chaque mois les comptes du port qui contiendront les prétentions exactement spécifiées, le bureau qui les reçoit, sera obligé de les confronter avec son régistre de contrôle, de les attester et de les renvoyer par la poste suivante. Chaque bureau, ayant reçu son compte de port dûment certifié, s'empressera de le présenter à la caisse générale des postes et lui mettra en ligne de compte ce qui lui revient, ou lui passera le montant de sa dette.

Comme les prétentions des postes prussiennes surpassent de beaucoup celles des postes du royaume de Pologne, la caisse générale des postes à Berlin formera d'après les comptes spéciaux un compte général, lequel sera présenté à la direction générale des postes à Varsovie, qui huit jours après le reçu du dit compte général remboursera la somme fixée par la caisse générale des postes à Berlin, en monnaye courante d'argent de Prusse.

стами прусскими и польскими уплата слѣдующихъ имъ за письма портовыхъ суммъ (Verlag-Porto-Conto).

§ 15.

Уплата порта.

Причитающіяся прусскимъ почтовымъ мѣстамъ портовыя деньги будутъ уплачиваться ходячею прусскою монетою нижеслѣдующимъ порядкомъ:

Почтовыя конторы, состоящія между собою въ прямыхъ сношеніяхъ — слѣдуютъ ли съ нихъ суммы къ платежу или причитаются имъ къ полученію— будутъ взаимно, въ концѣ каждаго мѣсяца, посылать портовые счеты съ точнымъ обозначеніемъ рода требованій; получающая ихъ контора должна сличить ихъ съ своимъ контрольнымъ реестромъ, скрѣпить и отослать обратно со слѣдующею почтою. Каждая почтовая контора, по полученіи своего портоваго счета, надлежащимъ образомъ засвидѣтельствованнаго, не замедлитъ представить оный въ главную почтовую кассу, обозначая, что̀ слѣдуетъ ей получить, или препровождая сумму числящагося на конторѣ долга.

Такъ какъ платежи, причитающіеся прусскимъ почтамъ, значительно превышаютъ суммы, слѣдующія къ уплатѣ почтовымъ мѣстамъ Царства Польскаго, то главная почтовая касса въ Берлинѣ составитъ, на основаніи отдѣльныхъ счетовъ, одинъ общій счетъ, который и препроводитъ въ Генеральную Дирекцію почтъ въ Варшавѣ; Дирекція же не позже 8 дней по полученіи сего счета уплатитъ показанную въ немъ сумму генеральной почтовой кассѣ въ Берлинѣ ходячею прусскою серебряною монетою.

§ 16.

Communication réciproque des tarifs des bureaux des postes situés à la frontière respective des deux états.

Afin que les postes des royaumes de Prusse et de Pologne soient mises à même de lever exactement le port pour les objets qui doivent être affranchis et de contrôler le port étranger pour les transports, qui sans être affranchis arrivent chargés du port d'un état à l'autre, on a dressé des tarifs réciproques du port aux lettres pour tous les bureaux des postes frontières, spécifiés nommément au § 6 et qui se trouvent ci-joints sous les lettres C et D. Ces tarifs seront portés à la connaissance de tous les bureaux des postes existans dans les deux états. Ces tarifs contiennent non seulement le port principal d'après la progression établie dans les deux pays, mais il s'y trouve aussi compris le port de frontière fixé par l'article 11 de la présente convention.

§ 16.

О взаимномъ сообщеніи тарифовъ, дѣйствующихъ въ обоихъ государствахъ для пограничныхъ почтовыхъ конторъ.

Дабы дать возможность почтовымъ мѣстамъ прусскимъ и польскимъ правильно взыскивать портъ съ предметовъ, подлежащихъ франкированію, а равно и повѣрять иностранный портъ за отправленія, кои, не будучи франкированы, приходятъ изъ одного государства въ другое съ наложеннымъ портомъ, было рѣшено составить обоюдно для всѣхъ поименованныхъ въ § 6 пограничныхъ почтовыхъ конторъ тарифы порта, приложенные къ настоящей конвенціи подъ лит. C и D. Эти тарифы должны быть сообщены для свѣдѣнія всѣмъ существующимъ въ обоихъ государствахъ почтовымъ мѣстамъ и заключаютъ въ себѣ не только главный портъ, исчисленный въ установленной въ обоихъ государствахъ прогрессіи, но и портъ пограничный, прибавленный къ главному, въ размѣрѣ, въ § 11 настоящей конвенціи означенномъ.

§ 17.

Règles générales pour la fixation du port.

Les règles générales concernant la progression du poids des lettres, la fixation du port pour les papiers (Schriften) et les dossiers (Acten), l'envoi des papiers imprimés fermés sous des bandes mises en croix, les échantillons de marchandises, les lettres recommandées, les effets de prix, les petits paquets, les transports d'argent au dessous de 100 thalers, le papier-monnaye etc. sont contenues quant aux postes prussiennes dans

§ 17.

Общія правила для исчисленія порта.

Общія правила, касающіяся прогрессіи въ вѣсѣ писемъ, а также опредѣленія порта, причитающагося собственно за письма (Schriften) и документы (Acten), посылки печатныхъ бумагъ подъ бандеролью, образцовъ товаровъ, страховыхъ писемъ, цѣнныхъ вещей, пакетовъ малыхъ, за отправленія денежныя менѣе 100 талеровъ, бумажныхъ денегъ и т. д. изложены для прусскихъ почтъ въ табели подъ лит.

le tableau marqué de la lettre E, et quant aux postes polonaises dans l'exposé marqué de la lettre F.

Les changemens généraux qui pourraient avoir lieu relativement au port dans l'un des états contractans, seront reconnues par l'autre, dès qu'il en sera dûment averti.

E, а для польскихъ въ росписи подъ лит. F.

Могущія послѣдовать въ одномъ изъ договаривающихся государствъ общія измѣненія правилъ, относящихся до порта, будутъ признаны другимъ со времени надлежащаго о томъ его извѣщенія.

§ 18.

Responsabilité des employés des postes quant à la stricte observation des tarifs fixés pour la fixation du port.

Les bureaux qui se trouvent en relation directe par l'échange immédiat des cartes sont responsables pour la fixation exacte du port d'après les tarifs existans. Si les objets, arrivant d'un état à l'autre, viennent franc de port jusqu'à l'endroit même de leur destination, et que l'affranchissement ne soit pas complet, on n'exigera jamais le payement du port qui manque, du correspondant qui reçoit l'objet, qui doit être entièrement affranchi, mais les deux bureaux se mettront en ligne de compte, au moyen d'une note, le franc de port qui manque et le bureau expéditionnaire sera tenu d'accepter cette note, lorsqu'elle sera conforme au tarif et qu'elle sera arrivée par la poste suivante.

Mais pour que le bureau expéditionnaire soit mis à même, de se faire payer le franc de port qui manque le bureau recevant sera tenu autant que pos-

§ 18.

Объ отвѣтственности почтовыхъ чиновниковъ за строгое соблюденіе установленныхъ для исчисленія порта тарифовъ.

Почтовыя конторы, находящіяся по пересылкѣ прямыхъ почтовыхъ картъ въ непосредственныхъ между собой сношеніяхъ, отвѣтственны за точное, на основаніи существующихъ тарифовъ исчисленіе порта. Въ случаѣ, ежели письма, вещи и т. п., посылаемыя изъ одного государства въ другое, придутъ съ унлаченнымъ до мѣста назначенія портомъ, но франкированы не въ полномъ размѣрѣ, то уплата недостающей части порта никогда не должна быть требуема съ лица, къ которому адресованъ подлежащій полному франкированію предметъ, но оба почтовыя мѣста войдутъ въ сношеніе и разочтутъ недочетъ между собой, при чемъ отправляющая контора обязана будетъ принять таковой на свой счетъ, коль скоро окажется, что согласно тарифу недоборъ дѣйствительно существуетъ и она увѣдомлена о семъ со слѣдующей почтой.

Но получающая контора обязана по возможности узнать отъ лица, къ которому адресованъ предметъ, объ имени, званіи и мѣстѣ жительства пославшаго

sible de demander au correspondant, auquel l'objet vient d'être adressé, le nom, l'état et le lieu de domicile de la personne, dont vient le transport en question et de communiquer cette notice au bureau expéditionnaire.

La responsabilité pour l'affranchissement exact des trasports cesse quant aux objets, qui viennent d'autres pays étrangers et qui ne passent qu'en transit.

Dans ce cas on ne peut acquitter que la somme du franc de port qu'on reçoit de plus loin et on est libre d'exiger que le correspondant qui reçoit l'objet paye le restant du franc de port qui manque pour l'entier affranchissement.

S'il arrivait que par erreur on aurait perçu et bonifié un franc de port surpassant le tarif fixé, le bureau recevant sera obligé de renvoyer le surplus du franc de port le jour de la poste suivante au bureau expéditionnaire, afinque ce surplus soit remboursé au correspondant.

En outre il notera dans sa carte le numéro de la lettre surchargée d'après la carte dans laquelle elle vient d'arriver. S'il arrive par exemple une lettre, surchargée de 5 gros d'argent de Prusse de Krotoszyn à Kalisz, ce dernier bureau renverra ces 5 gros à Krotoszyn et marquera cette remise dans sa première carte sur Krotoszyn de la manière suivante:

5 gros pour le № (11) de la carte de Krotoszyn du (8 avril) franc de port surchargé retour.

лица и сообщить эти свѣдѣнія отправляющей конторѣ, чтобы она могла взыскать съ кого слѣдуетъ недостающую часть порта.

Отвѣтственность за исправное франкированіе отправленій прекращается по отношенію къ вещамъ, которыя посылаются изъ заграницы и проходятъ только транзитомъ.

Въ такомъ случаѣ причитающійся портъ можетъ быть возмѣщенъ только въ размѣрѣ, въ какомъ получается отъ дальнѣйшихъ почтовыхъ мѣстъ; посему предоставляется требовать уплаты недостающей до полнаго франкированія суммы съ лица, получающаго предметъ.

Ежели по ошибкѣ случится взыскать и уплатить портовыя деньги въ размѣрѣ, превышающемъ установленную таксу, то получающая контора обязана со слѣдующею же почтою отослать обратно лишнюю сумму къ отправляющей конторѣ для возвращенія перебора подавателю.

Сверхъ сего, получающая контора должна отмѣтить на своей картѣ нумеръ излишне обложеннаго письма, значащійся въ картѣ, съ коимъ оно прибыло. Такъ напримѣръ, если письмо, обложенное 5 лишними прусскими серебр. грошами, пришло изъ Кроточина въ Калишъ, то Калишская почтовая контора отошлетъ эти 5 грошей въ Кроточинъ съ первою отправляемой туда почтовой картой, записавъ таковую передачу слѣдующимъ образомъ:

„излишне начтенные по № (11) почтовой карты изъ Кроточина отъ „(8 апрѣля) 5 грошей портовыхъ „при семъ возвращаются“.

En général les bureaux sont obligés de se rembourser réciproquement d'une manière prompte et réelle, ce que par erreur dans les comptes respectifs du port aux lettres ils pourraient avoir levé de trop, et en cas que la somme à bonifier soit jugée insuffisante, ils sont tenus de se mettre en compte la somme qui manque, dans la carte de la poste suivante.

§ 19.

Timbre des lettres et des adresses.

Afin d'avoir un moyen sûr de contrôler le port mis sur les adresses et de pouvoir renvoyer les lettres etc., qui ne sauraient être remises selon leurs adresses, les bureaux des postes expéditionnaires auront à opposer sur ces lettres d'une manière lisible le timbre de l'endroit d'où elles partent.

§ 20.

Les transports entre les deux états contractans peuvent être expédiés chargés de port ou affranchis.

Le public est libre d'envoyer les lettres, les paquets et l'argent dans les confins des deux états contractans, chargés du port ou affranchis, excepté les lettres adressées aux personnes désignées dans le § 21, les lettres chargées (recommandées), dont on fait mention dans le § 27 et celles adressées aux bureaux des postes mentionnés dans le § 33.

Si le transport est affranchi, l'affranchissement peut avoir lieu jusqu'à la fron-

Вообще, почтовыя мѣста обязаны взаимно уплачивать немедленно и въ точности, что слѣдуетъ, въ случаѣ ошибочнаго перебора портовыхъ денегъ; въ случаѣ же, если причитающаяся къ уплатѣ сумма этихъ денегъ найдена будетъ недостаточной, предписывается имъ производить расчетъ недоимки со слѣдующей отсылаемой ими почтовой картой.

§ 19.

О приложеніи къ письмамъ и адресамъ штемпеля.

Для того чтобы имѣть надежное средство контроля за портомъ, означаемымъ на адресахъ, а равно и имѣть возможность обратно отсылать письма, вещи и пр., которыя не могли быть доставлены по адресамъ, предписывается отправляющимъ почтовымъ конторамъ четко оттискивать на письмахъ штемпель, указывающій мѣсто, откуда они отправлены.

§ 20.

О посылкахъ, отправляемыхъ между договаривающимися государствами съ наложеннымъ портомъ и франкированными.

Частнымъ лицамъ предоставляется право посылать письма, пакеты и деньги во владѣнія договаривающихся государствъ съ наложеннымъ портомъ, или франкированными, за исключеніемъ писемъ, адресуемыхъ лицамъ, поименованнымъ въ § 21, писемъ страховыхъ (рекомендованныхъ), о коихъ упомянуто въ § 27, и писемъ, адресуемыхъ въ почтовыя конторы (§ 33).

Если посылка отправляется франкированною, то можно таковую франки-

tière ou jusqu'à l'endroit même où l'objet doit être rendu, mais jamais à une des postes intermédiaires. Quant l'objet est affranchi seulement jusqu'à la frontière, le correspondant doit l'indiquer de sa propre main sur l'adresse. Il est défendu aux fonctionnaires des postes de faire eux mêmes cette inscription ou de la faire mettre par une main étrangère, et si cela avait lieu, le bureau qui reçoit un pareil objet est libre de renvoyer le couvert et d'exiger le payement du franc de port de la frontière jusqu'au lieu qu'indique l'adresse même.

§ 21.

Affranchissement entier des lettres désignées ci-contre.

Les lettres expédiées de la Prusse et adressées à Sa Majesté l'Empereur de Russies, Roi de Pologne, et aux membres de la famille Impériale, au Vice-roi ou au Lieutenant du Roi de Pologne, à tous les ministres et leurs départements, à la cour des comptes, à tous les directeurs généraux aux ministères, au procureur général, à tous les présidens des commissions palatinales et aux généraux-commandans dans le Royaume de Pologne, ainsi que celles, expédiées de la Pologne et adressées à Sa Majesté le Roi de Prusse, aux membres de la famille royale de Prusse, aux Vice-roi du grand-Duché de Posnanie, aux ministres d'état, aux chefs des départements, directeurs généraux, premiers présidens, généraux-commandans, aides-de-camp-généraux et conseillers de cabinet, aux cours de justice et aux régences provinciales, devront être entièrement affranchies, jusqu'au lieu de leur destination. Le franc de port qui pourrait y

ровать до границы, или до самаго мѣста ея назначенія, но отнюдь не до промежуточныхъ почтовыхъ конторъ. Въ случаѣ франкированія посылки только до границы, подаватель оной долженъ собственноручно прописать это на адресѣ. Служащимъ на почтахъ воспрещается дѣлать таковую надпись самимъ или черезъ постороннихъ лицъ; въ противномъ случаѣ, почтовая контора получающая имѣетъ право отослать посылку обратно и требовать уплаты портовыхъ денегъ отъ границы до мѣста, означеннаго на адресѣ.

§ 21.

О письмахъ, подлежащихъ полному франкированію.

Подлежатъ полному франкированію до мѣста назначенія письма, посылаемыя изъ Пруссіи и адресованныя: Е. В. Императору Всероссійскому, Царю Польскому и членамъ Императорской фамиліи, намѣстнику Царства Польскаго, всѣмъ министрамъ и ихъ департаментамъ, счетной палатѣ, всѣмъ генеральнымъ директорамъ, министерствамъ, генералъ-прокурору, всѣмъ президентамъ воеводскихъ коммиссій и генералъ-комендантамъ Царства Польскаго, а равно и письма, посылаемыя изъ Польши и адресованныя къ Е. В. Королю Прусскому, членамъ королевско-прусской фамиліи, вице-королю гросъ-герцогства Познанскаго, статсъ-министрамъ, начальникамъ департаментовъ, генеральнымъ директорамъ, первымъ президентамъ, генералъ-комендантамъ, генералъ-адъютантамъ и кабинетнымъ совѣтникамъ, судебнымъ палатамъ и провинціальнымъ правленіямъ. При недостаточномъ франки-

manquer sera mis sur le compte du bureau expéditionnaire, sans qu'on ait besoin d'indiquer la personne, dont vient la lettre en question.

§ 22.

Envois dans les pays étrangers.

Le tableau marqué de la lettre G indique clairement, quelles lettres, passant en transit par le royaume de Prusse dans d'autres pays étrangers, peuvent ou doivent être affranchies et ce qu'on doit observer dans l'expédition d'une pareille correspondance. S'il survenait des changemens, la direction des postes prussiennes ne manquera pas de les communiquer à la direction des postes du royaume de Pologne, qui les portera à la connaissance de ses bureaux des postes.

Quant à la correspondance qui est expédiée franc de port de la Pologne pour les pays étrangers et qui passe seulement la Prusse en transit, et quant à celle qui chargée de port, arrive des pays étrangers en passant pareillement la Prusse en transit, la direction des postes du royaume de Pologne remboursera aux postes prussiennes le tarif fixé du port de transit pour chaque lettre simple et contenue dans la désignation, marquée de la lettre H, sans aucun égard aux points d'entrée ou de sortie, par lesquels passera la dite correspondance. Dans ce tarif du port de transit se trouve déjà compris le port de frontière qui revient aux postes prussiennes.

Le tableau ci-joint sous la lettre J contient les principes et les règles ayant force de loi dans les pays étrangers,

рованіи сихъ писемъ недоимка относится на счетъ отправляющей конторы, при чемъ не требуется поименованія лица подавателя.

§ 22.

О посылкахъ въ иностранныя земли.

Въ табели подъ лит. G въ точности указано, какія письма, проходящія транзитомъ чрезъ Прусское королевство въ другія иностранныя земли, могутъ или должны быть франкированы, и какой порядокъ надлежитъ соблюдать при отправленіи подобной корреспонденціи. О могущихъ быть по сему перемѣнахъ Дирекція почтъ прусскихъ не преминетъ увѣдомить Дирекцію почтъ польскихъ, которая, въ свою очередь, доведетъ о томъ до свѣдѣнія своихъ почтовыхъ конторъ.

Что касается корреспонденціи, посылаемой франкированною изъ Польши въ иностранныя земли и слѣдующей черезъ Пруссію транзитомъ, а равно корреспонденціи, приходящей съ наложеннымъ портомъ изъ иностранныхъ земель транзитомъ же черезъ Пруссію, то Дирекція почтъ Царства Польскаго повинна будетъ уплачивать прусскимъ почтамъ за каждое одинакое письмо транзитный портъ, опредѣленный значащимся подъ лит. H тарифомъ, не соображаясь, какими пунктами на границахъ прусскихъ могла бы слѣдовать упомянутая корреспонденція при ея прибытіи или уходѣ. Въ этомъ тарифѣ транзитнаго порта заключается также и причитающійся прусскимъ почтамъ пограничный портъ.

Въ табели подъ лит. J означены общія правила, имѣющія силу закона въ иностранныхъ государствахъ, для от-

d'après lesquels peuvent avoir lieu les transports en diligences de la Pologne, passant par la Prusse dans ces mêmes états étrangers. La direction des postes prussiennes aura soin de communiquer plus tard les tarifs du port étranger des endroits où se rendent habituellement aux postes étrangères les lettres et autres objets, destinés à un transport ultérieur.

§ 23.

Comparaison des poids, usités dans les deux états.

Comme il y a une différence essentielle entre le poids légal des deux états contractans, on communiquera à tous les bureaux des postes des deux pays le tableau ci-joint sous la lettre K, qui contient la comparaison des poids réciproques et qui servira à démontrer la différence en cas de manquemens ou de réclamations. Ce tableau servira seulement pour constater la différence du poids réciproque, mais ne saura préjudicier nullement à la perception du port dans les deux pays qui, principalement dans le cas d'affranchissement total des envois, doit être évalué et remboursé réciproquement par les bureaux des postes, d'après le poids respectif des deux états contractans.

Par exemple, si on reçoit au bureau des postes de Varsovie un paquet destiné pour Berlin du poids de 30 livres de Pologne, devant être affranchi totalement, le bureau des postes de Varsovie se fera payer le port revenant à la caisse des postes du royaume de Po-

правленія посылокъ, слѣдующихъ въ дилижансахъ изъ Польши черезъ Пруссію въ эти иностранныя государства. Дирекція прусскихъ почтъ озаботится впослѣдствіи сообщеніемъ тарифовъ иностраннаго порта тѣхъ мѣстъ, въ коихъ обыкновенно сдаются на иностранныя почты письма и другіе предметы, назначенные къ дальнѣйшему отправленію.

§ 23.

Сравненіе вѣса употребляемаго въ обоихъ государствахъ.

Такъ какъ существуетъ значительная разница въ установленномъ въ обоихъ договаривающихся государствахъ вѣсѣ, то всѣмъ почтовымъ мѣстамъ обоюдныхъ земель будетъ сообщена приложенная у сего подъ лит. К табель, въ которой опредѣлено отношеніе взаимнаго вѣса и которая можетъ служить для расчета разницы въ случаѣ потери, или посылки корреспонденціи не по назначенію. Но касаясь только опредѣленія разности во взаимномъ вѣсѣ, табель эта никоимъ образомъ не можетъ оказывать вліянія на взыманіе въ обоихъ государствахъ портовыхъ денегъ, которыя, особливо въ случаѣ полнаго франкированія посылокъ, должны быть взысканы и взаимно уплочены почтовыми конторами по расчету вѣса, принятаго въ обоихъ договаривающихся государствахъ.

Такъ напримѣръ, если въ Варшавскую почтовую контору подана посылка съ назначеніемъ въ Берлинъ вѣсомъ въ 30 польскихъ фунтовъ, то при полномъ ея франкированіи Варшавская контора взыщетъ въ пользу почтовой кассы Царства Польскаго

logne d'après le poids de 30 livres et celui appartenant à la caisse des postes prussiennes à raison de 26 livres de Prusse. Si au contraire on avait remis à la poste de Berlin un tel paquet du poids de 26 livres de Prusse, adressé à Varsovie et devant être pareillement affranchi jusqu'au lieu de sa destination, le bureau des postes de Berlin comptera son port à raison de 26 livres de Prusse et remboursera celui, revenant à la caisse des postes polonaises, d'après le poids de 30 livres de Pologne.

§ 24.

Ce qu'on doit observer relativement aux transports par la diligence et en cas de manquement quelconque.

Les envois par la diligence, de quelque genre qu'ils soient, auront lieu d'après les règles établies dans le district de chaque administration. Les bureaux des postes de chaque pays seront tenus d'exécuter strictement les principes qui ont force de loi dans le territoire opposé. S'il manque une pièce confiée à la diligence, ou si l'objet arrive entamé ou endommagé, on doit à l'instant envoyer à la suite de la feuille de route une circulaire ouverte sur la route, d'où la poste en question vient d'arriver. Chaque bureau situé sur la route, est obligé de noter sur cette circulaire, si la pièce qui manque s'y est réellement trouvée, si elle n'y est pas restée, ou si par erreur elle n'a pas été envoyée quelqu'autre part, enfin dans quel état s'est trouvée la pièce endommagée. S'il manque quelque objet dans le sac aux lettres, il en sera pareillement donné avis au bureau expéditionnaire, après qu'on aura fait une révision exacte de l'état

портъ съ 30 фунтовъ вѣса, а портъ, слѣдующій возврату почтовой Прусской кассѣ, съ вѣса въ 26 фунтовъ прусскихъ. Наоборотъ, если на Берлинскую почту сдана посылка вѣсомъ въ 26 фунтовъ прусскихъ и адресована въ Варшаву, то при франкированіи ея до мѣста назначенія точно также Берлинская почтовая контора разочтетъ свой портъ съ 26 фунт. прусскихъ и уплатитъ портовыя деньги, причитающіяся почтовой кассѣ Царства Польскаго, по вѣсу въ 30 фунт. польскихъ.

§ 24.

О порядкѣ почтовыхъ пересылокъ въ дилижансахъ и о случающихся на почтахъ пропажахъ.

Всякаго рода посылки, отправляемыя въ дилижансахъ, подчиняются правиламъ, подлежащею властью для ея владѣній установленнымъ. Почтовыя конторы каждой страны обязываются имѣть строгое наблюденіе за исполненіемъ существующихъ въ другомъ государствѣ законовъ. Въ случаѣ потери какой либо вещи, отправленной въ дилижансѣ, или въ случаѣ прибытія посланнаго не въ цѣлости или въ поврежденномъ видѣ, предписывается немедленно посылать при подорожной открытую записку на тотъ трактъ, которымъ почта пришла. Каждое находящееся на этомъ трактѣ почтовое мѣсто обязано отмѣтить на полученной запискѣ, дѣйствительно ли отъ него была отправлена пропавшая вещь, не осталась ли она у него, или по ошибкѣ не была ли послана въ какое нибудь другое мѣсто, а также въ какомъ видѣ находилась у него попорченная вещь. Если окажется, что

du sac, et après qu'on aura comparé le poids qu'il avait à son arrivée, avec celui au lieu de son départ; car ce procédé constituera la preuve, que l'objet manquait réellement avant que le sac fut ouvert. A chaque manquement, l'objet perdu ou égaré devra être constaté par un procès-verbal.

недостаетъ какой либо посылки въ почтовой сумкѣ, то объ этомъ точно также будетъ объявлено приславшей ее почтовой конторѣ, при чемъ сумка предварительно должна быть подробно осмотрѣна, и вѣсъ, который она имѣетъ по прибытіи, сравненъ съ вѣсомъ, какой у нея былъ на мѣстѣ отправленія, ибо такимъ способомъ можетъ быть доказано, что посланное отсутствовало дѣйствительно ранѣе вскрытія сумки. При каждой пропажѣ объ утраченномъ или затерявшемся отправленіи долженъ быть составленъ протоколъ.

§ 25.

Les circulaires doivent être exactement renvoyées.

Ces circulaires, comme aussi celles qui seraient expédiées à la demande d'un correspondant pour faire l'enquête d'une lettre ou de l'argent ou de quelque autre objet, devront contenir une notice complète par rapport à l'objet en question, et être renvoyées au plutôt libres de port. Le bureau qui oserait retenir ou retarder de pareilles circulaires, payera une amende proportionnée à son délit.

§ 25.

Открытыя записки должны быть въ исправности возвращаемы.

Означенныя выше открытыя записки, равно и описи, посылаемыя по просьбѣ корреспондентовъ о розысканіи недошедшихъ по назначенію писемъ, денегъ или другихъ вещей, должны содержать подробныя указанія на счетъ утерянныхъ предметовъ и будутъ обратно отсылаемы въ наискорѣйшее время безъ уплаты портовыхъ денегъ. Почтовая контора, задержавшая или промедлившая отсылку сказанныхъ записокъ, будетъ подвергнута соразмѣрному ея винѣ взысканію.

§ 26.

Garantie de la poste.

Tous les transports faits par les diligences, sitôt que la valeur des objets est déclarée, sont garantis réciproquement. En cas de la perte totale ou partielle d'un objet pareil, ayant lieu sur le territoire des deux états contractans, les administrations se garantissent la restitution du prix déclaré.

§ 26.

О почтовомъ страхованіи.

Всѣ посылки, отправляемыя въ дилижансахъ съ объявленною цѣнностью заключающихся въ оныхъ вещей, подлежатъ взаимному страхованію. Въ случаѣ пропажи предмета или части онаго во владѣніяхъ договаривающихся государствъ оба правительства взаимно обезпечиваютъ уплату объявленной цѣнности.

Si la perte devait avoir lieu sur le territoire d'un état voisin, elles joindront leurs efforts et leur intercession pour faire rembourser la valeur de l'objet perdu. Si un paquet est remis à son adresse sans aucune trace extérieure d'endommagement et qu'il a le poids constaté par les régistres du bureau de poste, on n'aura aucun égard à la réclamation du correspondant, comme s'il manquait quelque objet ou une partie de l'objet reçu. On ne garantit aussi nullement les liquides, qu'on expédierait en tonneaux, barils etc. Au contraire on ne recevra ces transports qu'au risque du correspondant et même sous la condition expresse de se faire indemniser par lui pour la perte qui pourrait arriver quant aux autres objets transportés par la diligence et endommagés par l'écoulement de ces liquides.

§ 27.

Lettres recommandées (chargées) et renvoi des contrereçus (récépissés) délivrés sur les dites lettres.

Les lettres chargées (recommandées) partant pour la Prusse, doivent être affranchies jusqu'à l'endroit qu'indique l'adresse; dans la carte on met sous le nom de l'adressat le mot recommandé (chargé, recommandirt) et dans la carte on mettra le signe NB devant la première ligne sous le numéro courant.

Si une pareille lettre recommandée vient à se perdre, le dédommagement s'en fera d'après les principes de l'ad-

Если пропажа произошла во владѣніяхъ сосѣдняго государства, то оба правительства соединенными усиліями постараются о возмѣщеніи онымъ стоимости утраченной вещи. Если посылка передана по адресу безъ всякаго видимаго слѣда поврежденія оной и имѣетъ вѣсъ, показанный въ реестрахъ почтовыхъ конторъ, то заявленіе корреспондента о пропажѣ какого либо предмета или части онаго изъ полученной посылки не будетъ принимаемо въ уваженіе. Почта не отвѣчаетъ равнымъ образомъ за исправное доставленіе жидкихъ веществъ, которыя отправляются въ бочкахъ, боченкахъ и пр.: подобнаго рода посылки принимаются почтами не иначе, какъ на страхъ отправителя и подъ непремѣннымъ условіемъ, чтобъ онъ удовлетворилъ ихъ за убытки, которые произошли бы отъ поврежденія этими жидкостями другихъ посылаемыхъ въ дилижансѣ предметовъ.

§ 27.

О письмахъ рекомендованныхъ (страховыхъ) и о возвращеніи росписокъ въ ихъ полученіи.

Отправленныя въ Пруссію страховыя (рекомендованныя) письма должны быть франкированы до мѣста, означеннаго на ихъ адресѣ; въ почтовой картѣ подъ фамиліей лица, къ которому адресовано такое письмо, вписывается слово: рекомендованное (страховое, recommandirt) и передъ первой строкой на картѣ ставится подъ текущимъ нумеромъ знакъ NB.

Если такое рекомендованное письмо пропадетъ, то вознагражденіе за оное послѣдуетъ согласно правиламъ, дѣй-

ministration du territoire, dans lequel la perte aura eu lieu.

Lorsqu'une pareille lettre manque à l'ouverture de la malle, il devra en être donné avis par la poste prochaine au bureau expéditionnaire; si non, on la regardera comme réellement arrivée au lieu de sa destination.

Les contre-reçus (récépissés) qui accusent la reception des lettres chargées, et qu'on expédie conjointement avec ces lettres mêmes, signés par le correspondant, auquel les lettres sont remises, doivent être renvoyés libres de port, par la poste prochaine.

§ 28.

Objets qui arrivent poste-restante.

Les lettres et autres objets adressés poste-restante, seront retenus aux bureaux des postes pendant 8 semaines à compter du jour de leur arrivée; passé ce temps, sitôt qu'on ne les retirera pas, ils seront renvoyés au bureau expéditionnaire avec la remarque mise au dos de l'adresse, qu'ils ont été gardés envain pendant huit semaines.

§ 29.

Objets dont on ne peut découvrir le propriétaire.

On ne comptera aucun port intérieur pour des lettres, qui ne sont pas retirées de la poste par leurs propriétaires (rebuts); elles seront renvoyées chargées seulement du port avec lequel elles étaient arrivées.

ствующимъ по сему предмету въ государствѣ, гдѣ случилась пропажа.

Когда такого письма не окажется при вскрытіи почтоваго чемодана, то объ этомъ со слѣдующею же почтою должна быть извѣщена пославшая почтовая контора; въ противномъ случаѣ оно считается исправно дошедшимъ до мѣста его назначенія.

Росписки (récépissés), коими удостовѣряется полученіе страховыхъ писемъ, отсылаются вмѣстѣ съ самими этими письмами, и по подписаніи ихъ лицомъ, коему письма доставлены, должны быть со слѣдующею почтою отосланы обратно безъ взысканія портовыхъ денегъ.

§ 28.

О посылкахъ до востребованія (poste-restante).

Посылаемые до востребованія (poste-restante) письма и др. предметы сохраняются въ почтовыхъ конторахъ въ продолженіи 8 недѣль со дня ихъ прибытія; по прошествіи же сего срока, если не будутъ востребованы, отсылаются обратно въ контору, изъ которой были отправлены, съ отмѣткой на другой сторонѣ адреса, что остались въ теченіи 8 недѣль невостребованными.

§ 29.

О посылкахъ, возвращаемыхъ за неотысканіемъ получателей.

Съ писемъ, не взятыхъ съ почты адресатами (rebuts), не взыскивается внутреннихъ портовыхъ денегъ; они отсылаются обратно съ начисленіемъ только того порта, съ которымъ пришли.

Quant aux objets envoyés par la diligence on comptera le port pour la distance qu'ils auront passée en arrivant et en retournant.

Des lettres et des effets pareils, sitôt qu'il est impossible de les rendre à leurs propriétaires, seront renvoyés huit semaines au plus tard à compter du jour de leur arrivée. La cause du renvoi doit être marquée exactement sur le dos de l'adresse.

Si quelque lettre est remise plus tard, ou ne porte pas l'indication de la cause du renvoi, ou enfin si le cachet s'est trouvé défectueux, elle ne sera pas acceptée, mais le bureau qui retarde le renvoi, ou qui ne marque pas la cause du renvoi, ou enfin qui permet d'ouvrir la lettre, sera obligé de payer le port dont la lettre est chargée.

La direction générale des postes polonaises reconnait l'obligation de veiller à ce que les paquets et autres objets dont l'entrée est défendue dans le royaume de Pologne soient renvoyés par la poste suivante et sans aucun droit de douane. De la part des postes prussiennes, la même chose aura lieu.

§ 30.

Avances.

Il est permis aux deux administrations de faire des avances sur des lettres et autres objets confiés à leurs postes, toujours à leur risque et péril. A cet égard on se reserve expressément que l'objet chargé d'une avance ne peut être rendu au propriétaire, qu'après le remboursement convenable de la somme avancée

Что касается предметовъ, пересылаемыхъ въ дилижансахъ, то портовыя деньги за оные расчитываются за пройденное ими разстояніе туда и обратно.

Письма и вещи, которыя нельзя будетъ доставить по адресу, должны быть не позже восьми недѣль по ихъ прибытіи возвращаемы обратно. Причина такого возвращенія въ точности указывается на другой сторонѣ адреса.

Если какое нибудь письмо будетъ возвращено позднѣе или безъ указанія причины его возвращенія, или, наконецъ, съ поврежденною на немъ печатью, то оно не будетъ принято, и контора, замедлившая его отсылку, или не указавшая причины отсылки, или допустившая вскрытіе письма, обязана будетъ уплатить портъ, коимъ письмо обложено.

Генеральная Дирекція польскихъ почтъ обязывается имѣть наблюденіе, чтобы пакеты и другіе предметы, запрещенные ко ввозу въ Царство Польское, со слѣдующею же почтою отсылались обратно, не подвергаясь никакимъ таможеннымъ сборамъ. Такую же обязанность принимаютъ на себя и прусскія почты.

§ 30.

Объ авансовыхъ почтовыхъ расходахъ.

Администраціямъ обоихъ государствъ предоставляется право, на свой страхъ и отвѣтственность, отсылать передаваемыя на ихъ почты письма и другіе предметы, съ возвратомъ расходовъ отъ получателя. Въ этомъ случаѣ непремѣнно требуется, чтобы получающая почтовая контора не сдавала та-

et des frais qui en résultent; dans le cas contraire, le bureau recevant sera tenu d'en restituer le montant. Si le remboursement est refusé, la lettre chargée de l'avance doit être ronvoyée immédiatement sans être ouverte. Si cependant on est encore en doute par rapport au payement, par exemple, si par hasard l'adressat ne se trouve pas présent à l'endroit indiqué sur l'adresse on en fera l'annonce au bureau expéditionnaire par une note particulière en dix jours après l'arrivée de la lettre.

Dans aucun cas une pareille lettre ne peut être retenue plus de vingt jours à compter du jour de son arrivée, mais sitôt que ce terme est échu, sans qu'on ait pu recouvrir les frais avancés, on est obligé de renvoyer la lettre.

Ces lettres seront renvoyées aux bureux expéditionnaires, auquel on ne mettra en compte que le montant de la somme dont elles étaient chargées en arrivant à leur adresse, sans que l'on exige aucun remboursement du port, du pro-cura et d'autre frais, qui pourraient résulter de ce renvoi.

§ 31.

Les abus ayant lieu au préjudice des caisses respectives doivent être communiqués réciproquement.

Les deux administrations s'engagent à se communiquer mutuellement les abus qui pourraient se faire au préjudice des caisses respectives et qu'elles auraient

кой предметъ адресату ранѣе уплаты имъ всѣхъ слѣдующихъ съ него издержекъ по пересылкѣ; въ противномъ случаѣ, получающая контора обязана будетъ уплатить эти расходы сама. Если же въ платежѣ отказано, то письмо, обложенное авансомъ, должно быть немедленно отослано обратно безъ вскрытія. Но если относительно платежа существуетъ сомнѣніе, напримѣръ, если случится, что адресатъ не находится на мѣстѣ, означенномъ на адресѣ, то объ этомъ извѣщается контора, изъ которой прислано такое письмо, особою запискою, не позже десяти дней по прибытіи письма.

Ни въ какомъ случаѣ, однако, такое письмо не можетъ сохраняться болѣе двадцати дней, считая со дня его прибытія; по истеченіи сего срока, когда платежа за сдѣланныя издержки не воспослѣдовало, предписывается отсылать его обратно.

Такія письма будутъ возвращаемы въ конторы, изъ коихъ они присланы, съ отнесеніемъ на счетъ сихъ конторъ только той суммы, которая числилась на письмахъ по прибытіи ихъ къ мѣсту назначенія, не требуя за нихъ уплаты портовыхъ денегъ, коммисіонныхъ (pro-cura) и другихъ могущихъ проистекать отъ ихъ обратной отсылки расходовъ.

§ 31.

О взаимномъ извѣщеніи о случаяхъ злоупотребленій, совершаемыхъ ко вреду подлежащихъ почтовыхъ кассъ.

Административныя начальства обѣихъ сторонъ обязываются взаимно сообщать о могущихъ быть открытыми ими злоупотребленіяхъ, которыя со-

eu l'occasion de découvrir, par exemple, l'envoi des lettres dans des paquets etc. afin que le correspondant, qui fait de pareils envois, puisse être mis sous responsabilité.

En général on veillera réciproquement à ce que les droits de la poste et les lois prohibitives existans dans les deux états soient observés le plus strictement possible.

вершались бы ко вреду обоюдныхъ почтовыхъ кассъ, какъ напримѣръ, о вложеніяхъ въ посылки писемъ и т. п., чтобы отправители подобнаго рода посылокъ могли быть подвергнуты законной отвѣтственности.

Вообще, почтовыя начальства будутъ взаимно имѣть наблюденіе за строжайшимъ соблюденіемъ существующихъ въ обоихъ государствахъ почтовыхъ правилъ и законовъ.

§ 32.

Défense aux employés de la poste de contrevenir aux droits de douane.

Les deux administrations veilleront pareillement, à ce que les employés des grades inférieurs, comme les conducteurs, les postillons et les messagers de poste (Post-Boten) lorsqu'ils arrivent en vertu de leur fonctions sur le territoire opposé, ne fraudent pas les droits de douane, et ne favorisent pas non plus la contravention de la part d'autres personnes.

§ 32.

Запрещеніе служащимъ на почтахъ нарушать таможенныя постановленія.

Начальства обѣихъ сторонъ равнымъ образомъ будутъ имѣть наблюденіе, чтобы почтовые служители низшихъ разрядовъ, какъ то: кондукторы, почтальоны и почтовые разсыльные (Post-Boten), по прибытіи ихъ по дѣламъ службы во владѣнія другой стороны, не нарушали таможенныхъ постановленій сами и не помогали другимъ лицамъ совершать подобныя нарушенія.

§ 33.

Liberté du port de la correspondance adressée aux bureaux des postes.

Les expéditions adressées par un des bureaux des postes à l'autre, fermées d'un cachet officiel et marquées au timbre „*affaires de poste*“ et qui concernent réellement le service des postes, seront affranchies du payement du port dans les deux états. Cette correspondance doit être officielle et on regarde comme y appartenant tous les comptes réciproques et l'envoi de l'argent dû pour le transport

§ 33.

Освобожденіе отъ уплаты порта корреспонденціи, адресованной на имя почтовыхъ конторъ.

Освобождаются отъ уплаты портовыхъ денегъ въ обоихъ государствахъ экспедиціи, адресуемыя почтовыми конторами другъ къ другу, съ приложеніемъ казенной печати и штемпеля со словами: *почтовая служба*, если такія посылки дѣйствительно относятся до почтовой службы. Такая корреспонденція почитается оффиціальной, и къ таковой принадлежатъ всѣ взаимные

des estafettes ou pour l'abonnement des journaux.

Les lettres cachetées, adressées par des particuliers aux bureaux des postes et autres correspondances, quand même elles seraient timbrées, comme service de poste (Post-Sachen) doivent être taxées sans aucune distinction.

Le correspondant qui apporte à la poste une pareille expédition fermée, est obligé de l'affranchir totalement, car si le bureau recevant refuse d'en payer le taux, on renverra cette expédition sans l'ouvrir et le bureau expéditionnaire sera tenu de payer le montant du port fixé.

III.

Principes adoptés

a) pour le service des estafettes;
b) pour le service des courriers et des extrapostes;
c) pour les rétributions, que les voituriers payent à la poste.

a) QUANT AU SERVICE DES ESTAFETTES.

§ 34.

Restrictions dans ces objets qui peuvent être expédiés par des estafettes.

L'expédition des estafettes destinées pour les deux pays, aura lieu d'après les principes ayant force de loi dans les deux états contractans. Les estafettes destinées pour l'étranger et passant par la Prusse seront expédiées pareillement d'après les règles établies par des conventions arrêtées avec les directions des postes respectives.

Les deux directions des royaumes de

счеты и посылки денегъ за возку эстафетъ и за подписку на журналы.

Запечатанныя письма, адресованныя въ почтовыя конторы частными лицами, а также всякаго рода другая корреспонденція, хотя бы она была заштемпелевана знакомъ почтовой службы (Post-Sachen), подлежатъ, безъ всякаго изъятія, сборамъ по таксѣ.

Отправитель, сдающій на почту подобнаго рода закрытую экспедицію, обязанъ полностью франкировать оную, такъ какъ если получающее мѣсто откажется уплатить стоимость ея пересылки, то она безъ вскрытія будетъ отослана обратно, и контора, ее пославшая, будетъ обязана заплатить сумму установленнаго порта.

III.

Общія правила, относящіяся:

а) до службы эстафетной;
б) службы курьерской и экстра-почтъ;
в) платежей, взымаемыхъ почтовыми кассами съ ямщиковъ.

а) ПЕРЕСЫЛКА ЭСТАФЕТЪ.

§ 34.

О предметахъ, которые можно посылать по эстафетамъ.

Экспедиція между обоими государствами эстафетъ будетъ производима по правиламъ, для сего установленнымъ въ законахъ сихъ государствъ. Посылки эстафетъ черезъ Пруссію заграницу равнымъ образомъ будутъ подчиняться правиламъ, установленнымъ въ конвенціяхъ, съ Дирекціями подлежащихъ почтъ заключенныхъ.

Дирекціи обоихъ договаривающихся

Prusse et de Pologne seront tenues de se communiquer réciproquement les règlements et les ordonnances qui existent à cet égard et les changements qui pourraient y survenir plus tard.

Il est défendu d'expédier, par les estafettes, des transports d'argent et du papier-monnaye.

Les estafettes des deux gouvernements seront expédiées sans aucune restriction par rapport au poids.

государствъ обязаны будутъ сообщить другъ другу существующіе у нихъ на этотъ предметъ положенія и указы, а равно и доводить до свѣдѣнія о могущихъ послѣдовать по сему перемѣнахъ.

Посылки съ эстафетами монеты и бумажныхъ денегъ воспрещаются.

Эстафеты обоихъ правительствъ будутъ посылаемы безъ всякихъ ограниченій касательно вѣса.

§ 35.

Les dépêches, envoyées par estafette, ne peuvent appartenir qu'à un seul correspondant.

Les lettres et autres objets, envoyés par une estafette ne doivent appartenir qu'à un seul correspondant, en cas de contravention, les amendes arrêtées contre ceux qui osent faire une collection de lettres recevront leur effet.

§ 35.

Отправляемыя по эстафетамъ посылки должны принадлежать одному лицу.

Отсылаемые по эстафетѣ письма и другіе предметы должны принадлежать одному отправителю; въ случаѣ нарушенія этого правила, виновныя лица будутъ подвергаемы взысканію, положенному за незаконный сборъ писемъ.

§ 36.

Jusqu'où doivent passer les feuilles de route, accompagnant les estafettes. (Estafetten-Pässe).

Les feuilles de route qui accompagnent l'estafette ne passent que jusqu'au bureau frontière opposé, et si l'estafette est adressée plus loin, elles seront échangées contre une nouvelle feuille, laquelle sera renvoyée, portera la récapitulation des frais qui y sont liquidés et sera remise au bureau qui a expédié l'estafette, comme un supplément de la feuille principale. Cette feuille principale doit être renvoyée aussitôt après son arrivée.

§ 36.

Объ эстафетныхъ подорожныхъ (Estafetten-Pässe).

Подорожныя, слѣдующія съ эстафетой, выдаются только до пограничной почтовой конторы сосѣдняго государства, такъ что если эстафета посылается далѣе, то старая подорожная обмѣнивается на новую. Послѣдняя должна быть возвращена съ обозначеніемъ на ней уплаченныхъ расходовъ и будетъ передана отправившей эстафету почтовой конторѣ въ дополненіе къ главной подорожной. Главная же подорожная должна быть обратно отослана немедленно по ея прибытіи.

§ 37.

Obligation du bureau expéditionnaire de payer les frais d'estafettes.

Comme toutes les estafettes ne peuvent être expédiées qu'affranchies, que le bureau recevant l'estafette paye toutes les stations, et que huit jours après la fin du mois, il est tenu de remettre au bureau expéditionnaire le compte des frais formé d'après la feuille de route accompagnant l'estafette qui vient de lui être renvoyée. Le bureau frontière, qui envoye l'estafette au bureau frontière opposé, est obligé, de payer au plus tard jusqu'au 24 du même mois, où le compte des frais arrive, le total de ces frais.

Ces frais de transport et d'expédition seront comptés d'après le tarif établi dans les deux pays.

§ 38.

La monnaye désignée pour le remboursement des frais d'estafettes.

Le payement se fait des deux parts en monnaye courante de Prusse. Les bureaux des postes polonaises seront libres de se faire payer d'après le § 12 par le correspondant qui expédie l'estafette, destinée pour la Prusse, un certain appoint (agio) sur les frais qui leur seront payés en monnaye polonaise et qu'ils seront obligés de rembourser aux postes prussiennes en monnaye courante de Prusse.

§ 37.

Объ обязанности отправляющей конторы уплачивать расходы по перевозкѣ эстафеты.

Такъ какъ эстафеты не могутъ быть отсылаемы иначе, какъ франкированными, и такъ какъ получающая эстафету контора производитъ платежи всѣмъ станціямъ, то она будетъ обязана въ теченіи 8 дней по окончаніи мѣсяца переслать въ контору, откуда была послана эстафета, счетъ издержкамъ, составленный на основаніи слѣдующей при эстафетѣ подорожной, отсылаемой ею обратно, а пограничная контора, пославшая эстафету въ пограничную контору другой стороны, обязана будетъ платить всѣ эти издержки не позже 24 числа того мѣсяца, когда прибылъ счетъ.

Издержки по пересылкѣ и отправленію эстафетъ исчисляются согласно дѣйствующему въ обоюдныхъ государствахъ тарифу.

§ 38.

О монетѣ, коей уплачиваются расходы по возкѣ эстафетъ.

Взаимные платежи производятся между обѣими сторонами прусскою ходячею монетою. Польскія почтовыя конторы, согласно § 12, будутъ имѣть право требовать отъ отправителя эстафеты по назначенію въ Пруссію извѣстной добавочной платы (agio) къ тѣмъ расходамъ, которые будутъ имъ уплачиваться польской монетой, но которые онѣ, съ своей стороны, обязаны возмѣщать прусскимъ почтамъ ходячею прусскою монетою.

b) QUANT AU SERVICE DES COURRIERS ET DES EXTRAPOSTES.

§ 39.

Règles à observer réciproquement quant au transport des courriers et des voyageurs. (Extraposten).

Comme ce genre de service intéresse particulièrement le public, il convient de s'entendre sur les points à l'égard desquels il serait à désirer, que des règles générales pussent être réciproquement admises.

§ 40.

Indication des relais de frontière et de leur distance respective.

Pour le présent on regardera comme relais de frontière, les stations indiquées ci-dessous et on comptera la distance, qui y est marquée pour le transport des estafettes, des extrapostes et des courriers:

Relais prussiens.	Relais polonais.	milles.
Pilkallen . . .	Wladislawow .	3
Stallupoenen. .	Wladislawow .	4
Stallupoenen. .	Wirballen . .	2¹/₄
Lyck	Grajewo . .	3
Neidenbourg. .	Mlawa . . .	4
Soldau. . . .	Mlawa . . .	2¹/₂
Gollub (per Dobrzyn s./Dr.) .	Rypin . . .	4
Gollub. . . .	Zboyno. . .	1¹/₂
Thorn (per Lubitsch) . . .	Zboyno. . .	4
Thorn. . . .	Sluszewo . .	2¹/₂
Gniewkowo . .	Sluszewo . .	2¹/₂
Gniewkowo . .	Radziejewo .	4
Inowraçlaw . .	Radziejewo .	4

б) О КУРЬЕРАХЪ И ЭКСТРА-ПОЧТАХЪ.

§ 39.

Взаимно-обязательныя правила, относящіяся до перевозки курьеровъ и проѣзжихъ лицъ (экстра-почты).

Такъ какъ этотъ родъ службы касается въ особенности интересовъ публики, то договаривающимся государствамъ надлежитъ войти въ соглашеніе по тѣмъ вопросамъ, относительно коихъ желательно было бы установить взаимно признаваемыя общія правила.

§ 40.

Росписаніе пограничныхъ станцій съ указаніемъ разстояній между ними.

Означенныя въ помѣщаемомъ ниже росписаніи станціи признаются пограничными; разстоянія же, при семъ указанныя, будутъ служить основаніемъ для расчета издержекъ по перевозкѣ эстафетъ, проѣзжихъ лицъ и курьеровъ.

Прусскія станціи:	Польскія станціи:	мили.
Пилькалленъ . .	Владиславовъ	3
Сталупяны . . .	Владиславовъ	4
Сталупяны . . .	Вержболово .	2¹/₄
Лыкъ	Граево. . .	3
Нейденбургъ . .	Млава . . .	4
Солдау	Млава . . .	2¹/₂
Голлубъ (чрезъ Добрчинъ на Др.)	Рыпинъ . .	4
Голлубъ	Збойно. . .	1¹/₂
Торнъ (чрезъ Любичъ)	Збойно. . .	4
Торнъ	Случево . .	2¹/₂
Гнѣвково . . .	Случево . .	2¹/₂
Гнѣвково . . .	Ражѣево . .	4
Иноврацлавъ . .	Ражѣево . .	4

Relais prussiens.	Relais polonais.	milles.
Strzalkowo . .	Slupce . . .	$^1/_2$
Pleschen . . .	Kalisch. . .	3
Ostrow . . .	Kalisch. . .	$3^1/_4$
Kempen (pour des extra-postes locales).	Wieruschau .	2
Lublinitz (per Herby) . .	Czenstochau .	5

Il sera permis aussi d'expédier les extrapostes (voyageurs):

1) d'Oletzko. . . . à Raczki.
2) d'Arys . . . . . „ Szczuczin.
3) de Biala . . . . . „ Szczuczin.
4) „ Willenberg . . „ Mysziniec.
5) „ Grabow . . . . „ Sieradz.
6) „ Tarnowitz . . „ Siewierz.
7) „ Koenigshütte . „ Czeladz.
8) „ Tarnowitz . . „ Czeladz.

Mais les extrapostes doivent être dirigées et nommément:

celles ad 1 sur Filipowo.
„ „ 2 et 3 „ Bogusze.
„ „ 4 „ Chorzellen.
„ „ 5 „ Podgrabowo.
„ „ 6 „ Niezdar.
„ „ 7 et 8 „ Niezdar ou sur Modrzejewo, auxquels endroits se trouvent établis les bureaux des douanes polonaises.

Pour qu'on puisse éviter de se faire payer différemment la distance des milles entre les relais de frontière, les deux administrations se communiqueront réciproquement les lieux où devront être établis de nouveaux relais et elles fixeront la distance au relais opposé.

Прусскія станціи:	Польскія станціи:	мили.
Стржалково . .	Слупце . .	$^1/_2$
Плешенъ. . .	Калишъ . .	3
Острово . . .	Калишъ . .	$3^1/_4$
Кемпенъ (для мѣстныхъ экстрапочтъ) .	Вѣрушово .	2
Люблинецъ (чрезъ Хербы) . .	Ченстохово .	5

Равнымъ образомъ дозволяется отправлять экстра-почты (проѣзжихъ лицъ):

1) изъ Олечка . . въ Рашки.
2) „ Арыса . . „ Щуцинъ.
3) „ Бялы . . „ Щуцинъ.
4) „ Вилленберга „ Мышинецъ.
5) „ Грабова. . „ Сіерадзъ.
6) „ Тарновицъ. „ Сіеверцъ.
7) „ Кенигсхютте „ Шеладцъ.
8) „ Тарновицъ. „ Шеладцъ.

Но сіи экстра-почты должны будутъ слѣдовать:

означенныя подъ 1 на Филипово
„ „ 2 и 3 „ Богусце
„ „ 4 „ Хорцелле
„ „ 5 „ Подграбово
„ „ 6 „ Ніездаръ
„ „ 7 и 8 „ Ніездаръ или на Модржейево, въ каковыхъ пунктахъ устроены польскія таможни.

Для избѣжанія разницы въ помильной платѣ за проѣздъ между пограничными станціями, начальства обѣихъ сторонъ будутъ взаимно сообщать о мѣстахъ, гдѣ имѣютъ быть устроены новыя станціи, и опредѣлять, въ какомъ разстояніи онѣ будутъ находиться отъ станцій сосѣдняго государства.

§ 41.

Défense de dépasser les relais de la frontière opposée.

Il est défendu de dépasser le relais opposé qui est indiqué comme le premier relais voisin. La station qui oserait y contrevenir au détriment. de la station opposée, sera punie d'une amende de dix thalers (60 florins) dont la moitié reviendra au dénonciateur. Outre cette amende, la station qui a faillé, indemnisera le relais opposé de la perte des frais pour les extrapostes ou courriers, qu'elle aurait conduits audelà de ce relais.

Le principe ayant force de loi en Prusse, d'après lequel il est permis de depasser le relais sitôt que le lieu indiqué par le voyageur n'est situé qu'à un mille au delà du premier relais voisin, ne saurait être appliqué au transport des extrapostes sur les deux frontières de la Pologne et de la Prusse.

§ 42.

Les ordonnances doivent être communiquées.

Toutes les ordonnances et tous les règlements concernant le service des courriers et des extrapostes seront communiqués réciproquement par les deux directions des postes.

c) QUANT AUX RÉTRIBUTIONS DES VOITURIERS.

§ 43.

Contrôle réciproque des voituriers.

Comme les voituriers des deux états sont soumis à des restrictions dans

§ 41.

О воспрещеніи объѣзда пограничныхъ станцій сосѣдняго государства.

Запрещается объѣзжать близь лежащую станцію, значащуюся первой въ сосѣдней странѣ. Виновная въ семъ нарушеніи станція, какъ наносящая ущербъ станціи другого государства, будетъ подвергнута штрафу въ 10 талеровъ (60 злот.), изъ которыхъ половина отдана будетъ въ пользу доносителя. Сверхъ сего штрафа, виновная станція должна будетъ уплатить станціи другого государства стоимость перевозки экстрапочтъ или курьеровъ, прослѣдовавшихъ далѣе этой послѣдней станціи.

Существующее въ Пруссіи постановленіе, согласно которому дозволяется миновать станцію, коль скоро мѣсто, куда ѣдетъ проѣзжее лицо, находится не далѣе, какъ въ одной мили за первой сосѣдней станціей, не будетъ примѣняемо къ перевозкѣ экстра-почтъ на обоюдныхъ границахъ польскихъ и прусскихъ.

§ 42.

О сообщеніи взаимныхъ распоряженій.

Всѣ относящіеся до перевозки экстрапочтъ и курьеровъ указы и распоряженія будутъ обоюдно сообщаемы дирекціями почтъ.

в) О ПЛАТЕЖАХЪ, ВЗЫМАЕМЫХЪ СЪ ЯМЩИКОВЪ.

§ 43.

О взаимномъ наблюденіи за ямщиками.

Такъ какъ ямщики подчинены въ обоихъ государствахъ извѣстнымъ ограни-

l'exercice de leur métier, afin de pouvoir assurer le service régulier des extra-postes, et qu'ils sont tenus de se faire délivrer par les bureaux des postes un billet qui leur permet le transport des voyageurs à la distance indiquée, les deux administrations enjoindront à leurs relais de frontière de ne délivrer aux voituriers leurs billets pour des voyageurs, qu'ils voudront faire passer au delà de la frontière du pays voisin qu'au premier relais opposé et nommément à la station des postes à laquelle d'après les §§ 40 et 41 peuvent être conduits les courriers et les extrapostes.

§ 44.

Procédure à l'égard des contraventions des voituriers.

Les stations des postes respectives seront pareillement instruites, de veiller à la plus stricte exécution des ordonnances touchant les voituriers de l'état voisin et de se faire délivrer le billet qu'ils ont dû acheter aux bureaux des postes de leur pays pour le transport des voyageurs. Si l'on découvre une contravention (pour laquelle le voiturier seul est responsable et jamais le voyageur, qui ne saurait être aussi retenu) le bureau ou la station des postes, où la découverte de la fraude a eu lieu, est obligé de dresser un procès-verbal qui contiendra le nom et le domicile du voiturier, l'attelage, le jour de l'arrivée et l'indication du relais où le billet a dû être acheté.

Le voiturier qui a fraudé les droits de la poste est obligé de déposer une

ченіямъ въ отправленіи своего промысла съ цѣлью лучшаго обезпеченія правильности перевозки экстра-почтъ, и получаютъ отъ почтовыхъ конторъ билеты, разрѣшающіе перевозить проѣзжающихъ на указанномъ разстояніи, то обоюдныя начальства дадутъ своимъ пограничнымъ станціямъ приказъ о выдачѣ ямщикамъ билетовъ на перевозку проѣзжихъ лицъ, ѣдущихъ заграницу сосѣдняго государства, не далѣе какъ до первой находящейся на другой сторонѣ станціи, а именно—до той почтовой станціи, до которой, согласно §§ 40 и 41, могутъ быть отвозимы курьеры и экстра-почты.

§ 44.

О производствѣ по проступкамъ ямщиковъ.

Равнымъ образомъ обоюдныя почтовыя станціи получатъ предписаніе о наблюденіи за строжайшимъ исполненіемъ распоряженій, относящихся до ямщиковъ сосѣдняго государства и о требованіи ими отъ ямщиковъ предъявленія билетовъ, которые они должны были купить у почтовыхъ конторъ своего государства для перевозки проѣзжающихъ. Если будетъ открыто какое либо нарушеніе (за таковое отвѣчаетъ только ямщикъ, но не проѣзжающій, который посему не можетъ быть задерживаемъ), то почтовая контора или станція, открывшая нарушеніе, обязана будетъ составить протоколъ, гдѣ укажетъ имя и мѣсто жительства ямщика, почтовую его упряжку, день прибытія и названіе станціи, на которой онъ долженъ былъ купить свой билетъ.

Нарушившій почтовыя правила ямщикъ обязанъ представить залогъ въ

caution de 10 thalers (60 florins); le procès-verbal et la caution seront présentés à l'autorité respective qui les renverra à la direction des postes du pays, dont les droits de poste ont été fraudés, pour continuer l'enquête et pour fixer l'amande. On aura soin d'indemniser convenablement le dénonciateur.

10 талеровъ (60 злот.); протоколы вмѣстѣ съ залогомъ должны быть препровождены къ подлежащему начальству, которое, въ свою очередь, перешлетъ ихъ, для производства дальнѣйшаго разслѣдованія и опредѣленія наказанія, въ Дирекцію почтъ того государства, почтовыя правила котораго были нарушены. При семъ не оставятъ наградить приличнымъ образомъ доносителя.

IV.

Instruction relative au mode de l'abonnement des journaux, ainsi que des payements qui en résultent.

§ 45.

Principes adoptés pour l'abonnement des journaux.

Pour obtenir une certaine uniformité dans le débit des feuilles périodiques, on est convenu de ne faire abonner aux gazettes et journaux que par les bureaux des postes correspondans et par l'intermédiaire des expéditions des gazettes respectives, qui les délivre à un prix fixe et égal pour tous les endroits.

Les deux administrations se communiqueront à cet effet le tarif indiquant le prix des feuilles publiques rédigées dans les deux états et abonnées aux bureaux des postes respectifs; elles surveilleront ses bureaux subordonnés pour que les journaux soient partout débités à un prix égal et fixe.

Le changement survenu dans le cours du trimestre, quant au prix ou à la ré-

IV.

Постановленія, относящіяся до подписки на журналы и взимаемыхъ при семъ платежей.

§ 45.

Общія правила для подписки на журналы.

Для соблюденія извѣстнаго однообразнаго порядка въ подпискѣ на періодическія изданія, состоялось соглашеніе, чтобы абонементъ журналовъ и газетъ былъ производимъ не иначе, какъ черезъ почтовыя конторы, находящіяся во взаимныхъ сношеніяхъ, и при посредствѣ подлежащихъ газетныхъ экспедицій, которыя и будутъ выдавать означенныя изданія за опредѣленную и одинаковую для всѣхъ мѣстностей цѣну.

Для сего обоюдныя начальства сообщатъ другъ другу свѣдѣнія о цѣнахъ на газеты и журналы, выходящіе въ ихъ государствахъ и выписываемые чрезъ подлежащія почтовыя конторы, и будутъ имѣть наблюденіе, чтобы подчиненныя имъ почтовыя мѣста вездѣ отпускали журналы за одинаковую установленную цѣну.

За четыре недѣли до начала новой подписки почтовыя конторы будутъ обяза-

daction des nouveaux journaux et de leur débit pour le trimestre suivant, devra être annoncé réciproquement par les bureaux correspondans 4 semaines avant le commencement du nouvel abonnement.

§ 46.

Commandes de journaux.

On ne peut demander l'abonnement aux journaux que pour l'espace du temps pour lequel le bureau qui les débite les peut avoir lui même. Ainsi l'on sera obligé de payer l'abonnement en entier pour tout le trimestre, pour une demi-année, ou pour un an, quand on fait la demande d'un journal ou d'une gazette pendant le cours du temps fixé pour l'abonnement.

Mais si dans le cours de l'abonnement le terme du payement était changé, par exemple, au lieu d'un trimestre à une demi-année, dans ce cas on n'est tenu qu'à payer l'abonnement antérieurement déterminé.

§ 47.

Remise et payement des comptes relatifs à l'abonnement des journaux.

Comme les bureaux ne délivrent les journaux aux abonnés que contre payement d'avance du prix de l'abonnement, ils seront tenus d'en payer promptement le montant au bureau ou à l'expédition d'où ils tirent leurs journaux. A cette fin le bureau livrant les gazettes sera obligé de former et de remettre son compte de l'abonnement pour le trimestre courant, le 15 mars, le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre et le bureau recevant s'acquittera du montant huit jours après avoir reçu le dit compte.

ны взаимно извѣстить другъ друга о перемѣнахъ, какія произойдутъ въ теченіи истекшей трети года относительно цѣны или выхода новыхъ журналовъ, равно и подписки на слѣдующую треть.

§ 46.

О подпискѣ на журналы.

Журналы могутъ быть абонированы только на тотъ срокъ, на который можетъ ихъ выписывать сама выдающая ихъ контора. Посему при заявленіи требованія на журналъ или на газету въ теченіи срока, опредѣленнаго для подписки, обязательно полностью уплачивать абонементъ за всю треть года, за полгода, или за цѣлый годъ.

Но если въ продолженіи абонемента срокъ платежа будетъ измѣненъ, напримѣръ, вмѣсто третнаго, сдѣлается полугодичнымъ, то въ семъ случаѣ обязательно уплатить только ранѣе назначенный абонементъ.

§ 47.

О подачѣ и платежѣ счетовъ подписки на журналы.

Такъ какъ почтовыя конторы не выдаютъ журналы подписчикамъ иначе, какъ по уплатѣ ими впередъ стоимости подписки, то сами онѣ будутъ обязаны безъ замедленія уплачивать всѣ собранныя ими подписныя деньги той конторѣ или экспедиціи, откуда онѣ выписываютъ журналы. Посему контора, доставляющая газеты, должна составить и подать свои счеты абонемента на текущую треть—15 марта, 15 іюня, 15 сентября и 15 декабря, а получающая контора должна произвести платежи по симъ счетамъ не позже 8 дней по ихъ представленіи.

S'il survient un retard dans l'envoi du compte ou dans l'acquittement de l'abonnement, il doit aussitôt en être donné avis à l'autorité préposée, afin que le bureau en retard puisse être mis à l'ordre.

Pour le maintien de l'ordre établi dans les comptes de l'abonnement il est défendu de transporter le payement d'un trimestre, d'une demi-année ou d'un an, au terme pareil suivant.

§ 48.

Manque de numéros des gazettes.

Si le nombre des exemplaires des journaux envoyés, n'était pas complet, le bureau recevant en avertira par la poste prochaine le bureau expéditionnaire, dans le cas contraire on regardera l'envoi comme étant arrivé sans aucun manquement.

Mais s'il y a impossibilité prouvée, que le bureau expéditionnaire puisse remettre le nombre complet des exemplaires ou des numéros d'un journal quelconque, on sera obligé de l'annoncer dans une note jointe au paquet des gazettes et de promettre un envoi subséquent, pour que le bureau distributeur puisse être mis à même de se justifier envers ses abonnés. Si les journaux demandés ne sont pas envoyés pendant la durée de l'abonnement, on ne sera pas obligé d'en payer le montant pour des feuilles aussi retardées, quand même elles seraient envoyées plus tard.

Si dans le courant du terme fixé pour l'abonnement, un journal cessait par une raison quelconque les deux administra-

Если въ отсылкѣ счета или въ уплатѣ абонемента произойдетъ замедленіе, то объ этомъ слѣдуетъ тотчасъ же доносить подлежащему начальству, дабы оное могло принять мѣры къ соблюденію со стороны виновной конторы порядка.

Для поддержанія установленнаго для счетовъ по абонементамъ порядка запрещается переносить уплату оныхъ съ одной трети, или съ полугодичнаго или годоваго срока на таковые же слѣдующіе сроки.

§ 48.

О пропажѣ нумеровъ газетъ.

Если число экземпляровъ посылаемыхъ журналовъ окажется не полнымъ, то получающая ихъ контора должна со слѣдующею же почтою увѣдомить о семъ контору, откуда они посылаются; въ противномъ случаѣ, посылка считается дошедшею въ цѣлости.

Но еслибъ посылающая контора не была въ состояніи одновременно отослать полное количество экземпляровъ или нумеровъ какого либо журнала, то обязана заявить объ этомъ въ запискѣ, прилагаемой къ посылкѣ съ газетами, обѣщая недостающее послать позднѣе, чтобы контора, выдающая газеты, могла оправдаться передъ своими подписчиками. Если требуемые журналы не посланы въ теченіи срока подписки, то уплата за столь запоздавшіе нумера не обязательна, хотя-бы позже таковые и были высланы.

Еслибъ въ теченіи установленаго для подписки срока какой либо журналъ почему нибудь прекратилъ свое суще-

tions auront soin de revendiquer le prix de l'abonnement, sans être cependant obligées à le rembourser de leurs propres fonds.

§ 49.

Monnaye déterminée pour le payement des gazettes.

Les comptes de l'abonnement dû aux postes des deux états seront évalués d'après l'argent de Prusse et payés dans la même monnaye.

V.

Instruction relative à l'interprétation de la dite convention, à sa durée, ainsi qu'à sa ratification.

§ 50.

Interprétation de la convention.

Quoiqu'on ait taché dans les articles précédens de règler définitivement et autant que possible d'une manière claire les relations réciproques, les deux parties contractantes déclarent cependant que si par suite d'autres circonstances, il était nécessaire de s'entendre à cet égard, ou si quelques doutes pouvaient avoir lieu sur l'explication des dispositions contenues dans la présente convention, on aura soin de récourir à cet effet à des communications ultérieures et à se tenir dans un cas pareil au principe d'une parfaite réciprocité, en ayant égard autant que possible à l'interêt des deux états.

ствованіе, то обоюдныя административныя начальства приложатъ стараніе къ возвращенію подписной платы, но не обязаны возмѣщать оную изъ собственныхъ средствъ.

§ 49.

О монетѣ, коей уплачивается подписка на газеты.

Счеты по подпискѣ на журналы и газеты между обоюдными почтовыми мѣстами двухъ государствъ будутъ производиться на прусскую серебряную монету и таковой же монетой будутъ уплачиваться.

V.

О толкованіи, срокѣ дѣйствія и ратификаціи настоящей конвенціи.

§ 50.

Толкованіе конвенціи.

Не смотря на приложенное въ предыдущихъ статьяхъ стараніе къ окончательному и насколько возможно ясному опредѣленію взаимныхъ сношеній, высокія договаривающіяся стороны объявляютъ однако, что еслибъ, вслѣдствіе какихъ либо непредвидѣнныхъ обстоятельствъ, представилась необходимость снова войти въ соглашеніе, или еслибъ возникли какія либо сомнѣнія, требующія изъясненія содержащихся въ настоящей конвенціи положеній, то онѣ не преминутъ обратиться для сей цѣли къ послѣдующимъ сообщеніямъ и будутъ руководствоваться въ семъ случаѣ началомъ совершенной взаимности, принимая сколь возможно въ уваженіе обоюдные интересы государствъ.

§ 51.

Durée et ratification de la présente convention.

La présente convention aura son effet à dater du 1-er juillet 1827 et les deux parties contractantes l'observeront strictement aussi longtemps qu'elles ne se seront pas entendues d'une autre manière.

Cette convention sera ratifiée par les Souverains respectifs et les actes de ratification seront échangés par les deux commissaires dans le terme de deux mois.

En vertu de quoi etc.

Fait à Berlin, 20 mars 1827.

(L. S.) Antoine Alexis Nowicki.
(L. S.) Henri Schmuckert.

Ratifiée le 3 mai 1827.

§ 51.

О срокѣ дѣйствія и ратификаціи настоящей конвенціи.

Настоящая конвенція войдетъ въ силу начиная съ 1 іюля 1827 года и будетъ строго соблюдаема обѣими договаривающимися сторонами, доколѣ не послѣдуетъ новаго соглашенія.

Конвенція сія будетъ ратификована обоюдными государями и акты ратификаціи будутъ размѣнены между двумя коммиссарами въ теченіи двухъ мѣсяцевъ.

Въ удостовѣреніе чего и пр.

Въ Берлинѣ, 20-го марта 1827 года.

(М. П.) Антоній Алексѣй Новицкій.
(М. П.) Генрихъ Шмукертъ.

Ратификована 3-го мая 1827 года.

№ 311.

1828, le 28 janvier (9 février). Déclaration relative à l'abolition du droit de détraction au profit d'Oldenburg.

Les Cours de Russie et d'Oldenbourg étant convenues d'étendre au Royaume de Pologne et aux sujets polonais les dispositions des déclarations échangées entre Elles le 28 janvier (9 février) 1828, relativement à l'abolition réciproque du droit de détraction, le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, déclare par la présente: que le droit de détraction, exercé au profit du trésor polonais sur l'exportation et le transfert hors du Royaume des héritages et autres biens appartenant à des étrangers est et de-

№ 311.

1828 г., января 28-го (февраля 9-го). Декларація относительно отмѣны права вычета въ пользу Ольденбурга.

Вслѣдствіе состоявшагося между дворами Россійскимъ и Ольденбургскимъ соглашенія о распространеніи на Царство Польское и на польскихъ подданныхъ постановленій деклараціи, обмѣненныхъ между сими дворами 28-го января (9-го февраля) 1828 года относительно обоюдной отмѣны права вычета, нижеподписавшійся чрезвычайный посланникъ и полномочный министръ Е. В. Императора Всероссійскаго, Царя Польскаго симъ объявляетъ, что производимый въ польскую казну вычетъ за вывозъ и переводъ за границу наслѣдственныхъ и другихъ

meure aboli en faveur des sujets d'Oldenbourg, et que l'abolition de ce droit aura son plein et entier effet non seulement dans tous les cas futurs, mais encore dans tous ceux où, jusqu'au jour de la signature de la présente déclaration, les droits abolis n'auront pas encore été effectivement et définitivement perçues.

En foi de quoi, le soussigné a muni de sa signature la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du Ministère d'Oldenbourg assurant une parfaite réciprocité aus sujets du Royaume de Pologne, et y a fait apposer le cachet de ses armes.

Fait à Dresde, le 28 janvier (9 février) 1828.

(L. S.) Canicof.

имѣній иностранцевъ на всегда отмѣняется въ пользу подданныхъ Ольденбургскихъ и что отмѣна сего вычета будетъ имѣть полное и совершенное свое дѣйствіе не только во всѣхъ будущихъ случаяхъ, но и во всякомъ такомъ случаѣ, когда отмѣненный вычетъ не произведенъ еще дѣйствительно и окончательно до дня подписанія настоящей декларацiи.

Въ увѣреніе чего нижеподписавшійся скрѣпилъ своею подписью настоящую декларацію, имѣющую быть размѣненною на таковую же со стороны Ольденбургскаго министерства, коею утверждается совершенное взаимство для подданныхъ Царства Польскаго, и повелѣлъ приложить къ оной печать своего герба.

Въ Дрезденѣ, 28-го января (9-го февраля) 1828 года.

(М. П.) Ханыковъ.

№ 312.

1828, 4 (16) septembre. Convention de liquidation avec la Saxe.

№ 312.

1828 г., сентября 4-го (16-го). Конвенція ликвидаціонная съ Саксоніей.

№ 313.

1828, 4 (16) septembre. Protocole explicatif concernant la même convention.

№ 313.

1828 г., сентября 4-го (16-го). Объяснительный протоколъ къ вышеприведенной конвенціи.

№ 312.

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et S. M. le Roi de Saxe considérant que le traité, signé à Vienne le 6 (18) mai 1815 entre les Cours de St.-Pétersbourg et de Dresde,

№ 312.

Во имя Пресвятой и Нераздѣлимой Троицы.

Е. В. Императоръ Всероссійскій Царь Польскій и Е. В. Король Саксонскій, принимая въ уваженіе, что трактатомъ, заключеннымъ между дворами С.-Петербургскимъ и Дрезденскимъ въ Вѣнѣ

avait réservé à la Saxe la faculté de faire régler ses comptes avec le Duché de Varsovie, par devant la Commission trilatérale de liquidation, établie à Varsovie, par suite des traités de Vienne conclus le 3 mai 1815 entre la Russie, l'Autriche et la Prusse;

6-го (18-го) мая 1815 года, Саксоніи предоставлено право привести въ извѣстность счеты ея съ герцогствомъ Варшавскимъ въ ликвидаціонной коммисіи, учрежденной изъ уполномоченныхъ отъ трехъ сторонъ въ Варшавѣ, на основаніи Вѣнскихъ трактатовъ 3-го мая 1815 года между Россіей, Австріей и Пруссіей;

que de nombreuses difficultés n'ayant pas permis à cette commission d'amener à fin ses travaux, relativement à la fixation et au partage de l'actif et du passif du ci-devant Duché de Varsovie, ont fait préférer à cette voie, celle de conventions separées avec l'Autriche et la Prusse;

что многочисленныя затрудненія, препятствовавшія сей коммисіи окончить ея труды по опредѣленію и раздѣлу исковъ и долговъ бывшаго герцогства Варшавскаго, побудили предпочесть этому способу расчета отдѣльныя соглашенія съ Австріей и Пруссіей;

que les conventions de Berlin du 10 (22) mai 1819 et de Vienne du 17 (29) juin 1821 ont constitué le Royaume de Pologne seul représentant le même Duché, vis-à-vis des créanciers intérieurs et des puissances étrangères,

что конвенціями Берлинскою 10-го (22-го) мая 1819 года и Вѣнскою 17-го (29-го) іюня 1821 года установлено почитать представляющимъ означенное герцогство въ отношеніи внутреннихъ кредиторовъ и иностранныхъ державъ одно Царство Польское;

et voulant consolider de plus en plus les relations d'amitié et d'union, qui subsistent, entre les deux Puissances;

желая, вмѣстѣ съ тѣмъ, еще болѣе укрѣпить связи дружбы и единодушія, существующія между обѣими державами,

ont résolu, d'un commun accord de règler définitivement, au moyen d'un arrangement en bloc, les prétentions réciproques que les deux Gouvernements de Pologne et de Saxe ont à faire valoir l'un contre l'autre.

рѣшились съ общаго согласія привести посредствомъ общей сдѣлки въ окончательную извѣстность взаимныя требованія, предъявляемыя правительствами Польскимъ и Саксонскимъ другъ къ другу.

A cet effet les deux hautes parties contractantes ont résolu de réunir à Varsovie une commission extraordinaire sous la direction de leurs Ministres respectifs, savoir:

На сей конецъ высокія договаривающіяся стороны постановили собрать въ Варшавѣ чрезвычайную коммисію подъ вѣдѣніемъ ихъ обоюдныхъ министровъ, а именно:

de la part de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne,

со стороны Е. В. Императора Всероссійскаго, Царя Польскаго

le sieur François Xavier Prince Drucki-Lubecki, Son Conseiller Privé, Ministre des Finances et du Trésor du Royaume

князя Франциска Ксаверія Друцкаго-Любецкаго, Его тайнаго совѣтника, министра финансовъ и казначейства Цар-

de Pologne, chevalier des ordres de l'Aigle blanc de Pologne, de St. Alexandre Nevski, etc., etc.

et de la part de S. M. le Roi de Saxe,

le sieur George Auguste Ernest Baron de Manteuffel, son Ministre de conférences et conseiller privé actuel, Président du collège intime des Finances, grand croix de l'ordre pour le mérite civil de Saxe.

En conséquence ont été nommés commissaires plénipotentiaires

par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne,

le sieur Adam Leski, Maître des requêtes au conseil d'Etat et Chambellan de la Cour Royale de Pologne, chevalier de l'ordre de St. Anne 2 classe avec des diamans, etc.

et par S. M. le Roi de Saxe

le sieur Frédéric Guillaume de Trautvetter, Son conseiller de cour, chevalier de l'ordre pour le mérite civil de Saxe, et de celui du faucon blanc de Saxe-Weimar.

Lesquels, après s'être réunis à Varsovie, et avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement Royal de Saxe rénonce à perpétuité, et sans aucune restriction, à toute prétention résultant, soit d'avances faites en numéraire, par les caisses saxonnes à celles du Duché de Varsovie, soit de dépenses effectuées pour le compte du dit Duché.

ства Польскаго, кавалера орденовъ: польскаго Бѣлаго Орла, св. Александра Невскаго и пр.

а со стороны Е. В. Короля Саксонскаго

барона Георга Августа Эрнеста Мантейфеля, его конференцъ-министра и дѣйствительнаго тайнаго совѣтника, президента тайной коллегіи финансовъ, кавалера саксонскаго ордена большаго креста за гражданскія заслуги.

Въ слѣдствіе сего полномочными коммисарами назначены:

отъ Е. В. Императора Всероссійскаго, Царя Польскаго

Адамъ Лескій, рекетмейстеръ въ Государственномъ Совѣтѣ и каммергеръ царскаго двора въ Польшѣ, кавалеръ ордена Св. Анны 2 степени съ алмазными украшеніями и пр.

а отъ Е. В. Короля Саксонскаго

Фридрихъ Вильгельмъ Траутфеттеръ, его надворный совѣтникъ, кавалеръ орденовъ: саксонскаго за гражданскія заслуги и саксенъ-веймарскаго Бѣлаго Сокола.

Кои собрались въ Варшавѣ и по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ должномъ порядкѣ, согласились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Королевское саксонское правительство отказывается на всегда отъ всѣхъ безъ исключенія исковъ какъ по денежнымъ выдачамъ, учиненнымъ саксонскими казначействами кассамъ герцогства Варшавскаго, такъ равно и по произведеннымъ за счетъ сего герцогства расходамъ.

Article II.

Le Royaume de Pologne est dégagé de toute charge ou obligation qui pourrait être élevée contre lui, du chef de l'entretien des troupes polonaises en Saxe, et de fournitures effectuées pour ces troupes, soit par le Gouvernement saxon, soit par ses sujets.

Article III.

Toute réclamation qui pourrait encore être élevée à la charge du ci-devant Duché de Varsovie par des sujets de S. M. Saxonne, de l'un des chefs mentionnés dans cette convention, sera réglée désormais par le Gouvernement de Saxe, sans qu'il puisse en résulter aucune charge pour le Royaume de Pologne.

Article IV.

Le Gouvernement royal de Saxe renonce également et conformément à l'article XXII du Traité du 6 (18) mai 1815, à tout titre ou prétention quelconque, domaniale ou autre, qui pourrait dériver de quelque manière que ce soit, de la possession du Duché de Varsovie par feu S. M. le Roi Frédéric-Auguste, et qui concernerait l'époque comprise entre la signature du Traité de Tilsit et celle des Traités de Vienne de 1815.

Article V.

Le Gouvernement du Royaume de Pologne dégage par contre celui de Saxe, de toute responsabilité, obligation ou charge quelconque qui pourrait résulter pour la Saxe, de la possession du Duché de Varsovie.

Статья II.

Царство Польское освобождается отъ всѣхъ долговъ и обязательствъ, могущихъ быть предъявленными къ нему вслѣдствіе содержанія польскихъ войскъ въ Саксоніи или сдѣланныхъ для сихъ войскъ правительствомъ саксонскимъ или его подданными поставокъ.

Статья III.

Всякаго рода требованія, кои могли бы быть еще заявлены къ бывшему герцогству Варшавскому подданными Его Саксонскаго Величества на какомъ-либо изъ основаній, въ сей конвенціи означенныхъ, долженствуютъ быть отнынѣ законно удовлетворяемы саксонскимъ правительствомъ, безъ всякихъ по сему обязанностей для Царства Польскаго.

Статья IV.

Равнымъ образомъ саксонское королевское правительство отказывается, на основаніи XXII статьи трактата 6-го (18-го) мая 1815 года, отъ всякихъ какого-либо рода правъ и исковъ по помѣстьямъ или чему-либо иному, кои могли бы какимъ-либо образомъ ему принадлежать въ силу владѣнія герцогствомъ Варшавскимъ покойнымъ Е. В. Королемъ Фридрихомъ-Августомъ въ промежутокъ времени между подписаніемъ Тильзитскаго трактата и заключеніемъ Вѣнскихъ трактатовъ 1815 г.

Статья V.

Съ своей стороны правительство Царства Польскаго соглашается, чтобъ саксонское правительство было свободно отъ всякаго рода отвѣтственности, обязанностей и платежей, которые могли бы падать на Саксонію вслѣдствіе владѣнія ею Варшавскимъ герцогствомъ.

Il renonce également à toute bonification qui pourrait être reclamée de la Saxe pour l'entretien des troupes saxonnes dans le Duché de Varsovie, ainsi que pour les denrées en nature transportées en 1814 des magasins du Duché de Varsovie et à ses frais, à Guben en Saxe.

Равнымъ образомъ оно отказывается отъ всякаго требованія съ Саксоніи уплаты за содержаніе войскъ саксонскихъ въ герцогствѣ Варшавскомъ, равно и за съѣстные припасы, перевезенные въ 1814 году изъ магазиновъ Варшавскаго герцогства въ Губенъ, въ Саксоніи, на счетъ герцогства.

Article VI.

Les réclamations qui pourraient être élevées de ce chef par des sujets du Royaume de Pologne contre celui de Saxe, seront désormais à la charge du Gouvernement polonais.

Статья VI.

Заявляемыя на семъ основаніи подданными Царства Польскаго требованія къ Саксонскому королевству будутъ отнынѣ законно удовлетворяемы польскимъ правительствомъ.

Article VII.

Pour compenser la différence qui résulte au détriment de la Saxe, de cette annulation de prétentions réciproques, le Gouvernement Royal de Pologne s'engage à payer à celui de Saxe, la somme de 3.500.000 florins de Pologne, en lettres de gage blanches de la société territoriale de crédit (Pfandbriefe des Königlich-Polnischen Landschaftlichen Creditvereins) établie par la loi du 1 (13) juin 1825, d'après le taux nominal de ces effets qui seront accompagnés de leurs coupons, à écheoir depuis le premier juillet de l'année courante.

Cette somme sera versée à Varsovie entre les mains et contre la quittance du plénipotentiaire de S. M. le Roi de Saxe, dans un délai qui ne pourra dépasser l'espace de quinze jours, à dater de celui de l'échange des ratifications de la présente convention.

Статья VII.

Для возмѣщенія убыточной для Саксоніи разницы, проистекающей изъ сего прекращенія обоюдныхъ исковъ, правительство Царства Польскаго принимаетъ на себя обязанность уплатить саксонскому правительству 3.500.000 польскихъ злотыхъ закладными листами общества поземельнаго кредита (Pfandbriefe des Königlich-Polnischen Landschaftlichen Creditvereins), учрежденнаго закономъ 1-го (13-го) іюня 1825 г., по номинальной стоимости сихъ листовъ, съ припадлежащими къ нимъ купонами на срокъ 1-го іюля текущаго года.

Сія сумма будетъ вручена въ Варшавѣ подъ росписку уполномоченному Е. В. Короля Саксонскаго не позже двухъ недѣль отъ размѣна ратификацій настоящей конвенціи.

Article VIII.

Les documens, bons, quittances, obligations, bordereaux et pièces justifica-

Статья VIII.

Бумаги, ассигновки, квитанціи, счеты и оправдательные документы, предъ-

tives produites à l'appui des prétentions de l'une des deux hautes parties contractantes, seront immédiatement après l'échange des ratifications, délivrés contre reçu au plénipotentiaire de l'autre.

Article IX.

Pour donner à la présente convention un développement plus complet, et prévenir le retour de tout malentendu entre les deux Gouvernements, il a été dressé un protocole explicatif séparé, qui aura la même force et valeur que s'il était inséré mot-à-mot dans le texte même de la convention. Ce protocole sera muni des signatures des plénipotentiaires respectifs, et devra être considéré en tout, comme partie intégrante et obligatoire de l'arrangement.

Article X.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, dans le terme de six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Varsovie le 4 (16) septembre de l'an de grâce 1828.

(L. S.) Leski.

(L. S.) de Trautvetter.

Nous soussignés déclarons donner notre pleine et entière accession aux stipulations, clauses et interpellations contenues dans la présente convention et le protocole explicatif qui y est annexé.

Varsovie, le 4 (16) septembre 1828.

(L. S.) Xavier Prince Drucki-Lubecki.

Dresde, le 19 septembre 1828.

(L. S.) Le Baron de Manteuffel.

явленные въ подтвержденіе правильности требованій высокими договаривающимися сторонами, будутъ немедленно, по обмѣнѣ ратификацій, сданы каждою подъ росписку уполномоченнаго другой стороны.

Статья IX.

Для подробнѣйшаго объясненія настоящей конвенціи и для предупрежденія всякаго недоразумѣнія между обоюдными правительствами составленъ отдѣльный протоколъ, долженствующій имѣть такую же силу и дѣйствіе, какъ еслибъ оный былъ помѣщенъ отъ слова до слова въ самой конвенціи. Сей протоколъ будетъ подписанъ обоюдными полномочными и долженъ быть почитаемъ во всемъ за нераздѣльную и обязательную часть настоящаго соглашенія.

Статья X.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи оной будутъ размѣнены въ теченіи шести недѣль, а если можно, и раньше.

Въ увѣреніе чего и т. д.

Въ Варшавѣ, 4-го (16-го) сентября 1828 года.

(М. П.) Лескій.

(М. П.) Траутфеттеръ.

Мы нижеподписавшіеся объявляемъ о нашемъ полномъ и совершенномъ присоединеніи къ обязательствамъ, условіямъ и требованіямъ настоящей конвенціи и приложеннаго къ оной объяснительнаго протокола.

Варшава, 4 (16) сентября 1828 г.

(М. П.) Ксаверій кн. Друцкій-Любецкій.

Дрезденъ, 19 сентября 1828 г.

(М. П.) Баронъ Мантейфель.

№ 313.

La mission des plénipotentiaires nommés d'une part par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et de l'autre par S. M. le Roi de Saxe, avait pour but d'arrêter un décompte général des prétentions réciproques du Royaume de Pologne et de celui de Saxe, et de terminer simultanément par un arrangement en bloc, toutes les discussions qui se sont élevées à ce sujet entre les deux Etats.

En conséquence, une convention nouvelle a été signée par les plénipotentiaires respectifs. Les conventions conclues avec la Prusse en 1819 et avec l'Autriche en 1821 ayant fait entrer le Royaume actuel de Pologne dans la plénitude des droits et des obligations du ci-devant Duché de Varsovie vis-à-vis de ses créanciers intérieurs, et des Puissances étrangères, les principales difficultés que les stipulations des Traités de Vienne de 1815, auraient pu opposer à un arrangement de cette nature avec la Saxe, se sont trouvées écartées. Cette circonstance, en simplifiant la nature des relations financières entre les deux Etats, a permis de réduire la convention, quant à sa forme, à celle d'un simple décompte, qui tranche, sans retour, toutes les questions, et applanit toutes les difficultés élevées de part et d'autre, et pendantes depuis tant d'années.

Cependant quelque claires que l'on ait taché de rendre chacune des dispositions du présent arrangement, elles ne sauraient être appréciées dans leurs motifs et leurs conséquences, que par ceux qui ont une connaissance plus particulière

№ 313.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій и Е. В. Король Саксонскій назначили уполномоченныхъ для установленія общаго расчета по обоюднымъ искамъ между Царствомъ Польскимъ и королевствомъ Саксонскимъ, а равно для окончанія посредствомъ общей сдѣлки всѣхъ возникавшихъ по этому предмету разногласій между договаривающимися государствами.

Вслѣдствіе сего взаимными полномочными была подписана новая конвенція. Главное затрудненіе, которое въ силу постановленій Вѣнскихъ трактатовъ 1815 года, могло препятствовать подобнаго рода соглашенію съ Саксоніей, было устранено тѣмъ, что на основаніи конвенцій, заключенныхъ съ Пруссіей въ 1819 году и съ Австріей въ 1821 году, на нынѣшнее Царство Польское были перенесены всѣ права и обязанности бывшаго Варшавскаго герцогства какъ по отношенію къ внутреннимъ его кредиторамъ, такъ и иностраннымъ державамъ. Это обстоятельство, упростивъ финансовыя между обоими государствами отношенія, позволило придать настоящей конвенціи видъ простого разочтенія, коимъ окончательно рѣшаются всѣ вопросы и прекращаются существовавшія въ продолженіи столькихъ лѣтъ между обѣими сторонами несогласія.

Однако, не смотря на приложенныя старанія выразить сколь возможно яснѣе постановленія настоящаго соглашенія, всё таки совершенное уразумѣніе какъ поводовъ, ихъ вызвавшихъ, такъ и проистекающихъ изъ нихъ слѣдствій, до-

des objets qu'elles concernent. Voulant donc rendre l'intelligence de ces dispositions plus complète, et faire en sorte qu'aucune des questions résolues ne puisse plus se reproduire à l'avenir, les plénipotentiaires des deux Hautes parties contractantes ont jugé convenable de joindre à la convention de ce jour un protocole explicatif de l'esprit qui a présidé à sa conclusion, et qui sera aussi obligatoire que la convention elle même.

Pour plus de clarté, on est convenu de mettre en regard chaque article de la convention et les éclaircissements dont il était susceptible.

Article I de la convention.

Les Traités conclus à Vienne en 1815 entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, en statuant sur le sort du ci-devant Duché de Varsovie, avaient fixé en même temps la proportion dans laquelle chacune de ces Puissances devait concourir au payement du passif de cet Etat. Une commission trilatérale de liquidation devait être réunie à Varsovie pour régler d'un commun accord tout ce qui concernait l'actif et le passif du dit Duché, et par l'article 24 du Traité du 6 (18) mai 1815 conclu à Vienne entre la Russie et la Saxe, il fut reservé à cette dernière Puissance de faire valoir les réclamations qu'elle pourrait avoir à la charge du Duché de Varsovie, par devant la commission trilatérale.

Toutefois, des difficultés de tout genre ayant entravé la conclusion définitive des travaux confiés à cette commission,

ступно только тому, кто близко знакомъ съ предметами, которыхъ они касаются. Посему желая сдѣлать эти постановленія болѣе понятными и тѣмъ предотвратить возможность новаго возбужденія рѣшенныхъ вопросовъ, уполномоченные высокодоговаривающихся сторонъ нашли нужнымъ присоединить къ настоящей конвенціи особый протоколъ, изъясняющій ея смыслъ и долженствующій имѣть такую же обязательную силу, какъ сама конвенція.

Для большей же ясности было рѣшено расположить статьи конвенціи и дѣлаемыя къ нимъ разъясненія въ послѣдовательномъ другъ за другомъ порядкѣ.

Статья I конвенціи.

Заключенные въ 1815 году въ Вѣнѣ между Россіей, Австріей и Пруссіей трактаты, постановляя о судьбѣ бывшаго Варшавскаго герцогства, вмѣстѣ съ тѣмъ опредѣлили, въ какой соразмѣрности каждая изъ этихъ державъ должна участвовать въ платежѣ долговъ сего государства. Дабы привести въ извѣстность все, что касается суммъ, причитающихся сказанному герцогству и съ него слѣдующихъ, въ Варшавѣ должна была собраться ликвидаціонная коммисія изъ представителей трехъ державъ, а статьей 24 трактата, заключеннаго въ Вѣнѣ 6-го (18-го) мая 1815 года между Россіей и Саксоніей, этой послѣдней предоставлено право предъявить въ означенной коммисіи тѣ требованія, которыя она могла имѣть на Варшавскомъ герцогствѣ.

Но разнаго рода препятствія помѣшали этой коммисіи довести до конца возложенныя на нее работы; посему

on adopta plus tard la voie de conventions particulières avec chacune des Puissances intéressées. C'est ainsi que fut négociée avec la Prusse la convention de Berlin du 10 (22) mai 1819, et avec l'Autriche, celle de Vienne du 17 (29) juin 1821.

En vertu de ces transactions, la totalité des passifs du ci-devant Duché de Varsovie, retomba à la charge du Royaume de Pologne, auquel furent abandonnés par contre les actifs que le dit Duché aurait à faire valoir contre d'autres Puissances. C'était donc désormais à la Pologne seule, qu'il appartenait de régler avec la Saxe les comptes qui étaient en litige, entre cette dernière et le ci-devant Duché de Varsovie. Les prétentions aux quelles la Saxe renonce par l'article 1-er proviennent soit d'avances en argent comptant faites par les caisses saxonnes à celles du Duché de Varsovie, soit de dépenses effectuées par la Saxe pour le compte du dit Duché. Elles s'expliquent par les charges énormes que cet Etat avait à supporter dans le cours de son existence orageuse, et par la pénurie dans laquelle se trouvait son Trésor, par suite de ces charges et des évènemens du temps.

Celles de ces prétentions qui ont été admises en compte à la Saxe, sont constatées par des preuves irréfragables et forment un actif réel à la charge du ci-devant Duché de Varsovie. Un arrangement en bloc ayant été jugé par les deux gouvernemens, le moyen le plus simple et le plus facile de régler les prétentions réciproques, cette voie a été adoptée pour la présente Convention.

позднѣе было рѣшено войти отдѣльно въ соглашеніе съ каждою изъ заинтересованныхъ державъ. Такъ состоялись конвенціи съ Пруссіей въ Берлинѣ 10-го (22-го) мая 1819 года и съ Австріей въ Вѣнѣ 17-го (29-го) іюня 1821 года.

На основаніи этихъ соглашеній всѣ долги на бывшемъ Варшавскомъ герцогствѣ отнесены на счетъ Царства Польскаго; взамѣнъ же того, въ его пользу оставлены всѣ суммы, слѣдовавшія герцогству съ другихъ державъ. Слѣдовательно, отнынѣ Польша одна должна была придти къ соглашенію съ Саксоніей по спорнымъ между этой державой и бывшимъ Варшавскимъ герцогствомъ счетамъ. На основаніи 1-й статьи конвенціи Саксонія отказывается отъ исковъ, которые возникли частью вслѣдствіе выдачъ изъ Саксонскаго казначейства казначейству Варшавскаго герцогства денежныхъ суммъ, частью вслѣдствіе произведенныхъ Саксоніей за счетъ сего герцогства расходовъ. Они объясняются чрезвычайными тягостями, которыя должно было нести это государство въ теченіи своего бурнаго существованія, и послѣдовавшимъ отъ этихъ тягостей и событій того времени недостаткомъ въ его казначействѣ денежныхъ средствъ.

Принятые къ разочтенію съ Саксоніей вышеупомянутые иски подтверждаются безспорными доказательствами и составляютъ дѣйствительный долгъ на бывшемъ Варшавскомъ герцогствѣ, а такъ какъ общая сдѣлка была признана обоими правительствами наиболѣе простымъ и легкимъ средствомъ для соглашенія относительно взаимныхъ претензій, то этотъ способъ и

Il résultait de ce mode de négocier, que les réclamations des deux Hautes parties contractantes, mutuellement reconnues valides, devaient être annulées et éteintes, moyennant une bonification stipulée en faveur de celle, dont les prétentions l'emporteraient dans la balance du décompte.

Voilà ce qui a donné naissance à l'article 1-er. En vertu de cet article et des trois suivans, toutes les questions qui pouvaient s'élever entre les deux gouvernemens, touchant le passif du ci-devant Duché de Varsovie, sont à jamais terminées et ne pourront plus être reproduites sous aucun prétexte. Il est toutefois à remarquer, que comme parmi les dépenses effectuées par la Saxe, pour le compte et en remplacement du Duché de Varsovie, il y en a qui étaient destinées à remplir des obligations contractées par ce Duché envers la France, en vertu de la convention passée à Bayonne le 10 mai 1808, obligations qui ont été annulées par les Traités de Paris de 1814, il est entendu que les prétentions provenant de ces dépenses, forment, en vertu de la présente convention, un actif que le Royaume de Pologne se réserve de faire valoir contre la France.

Article II de la convention.

Les prétentions élevées par la Saxe pour l'entretien de troupes polonaises, se composent de deux cathégories distinctes, l'une provient du séjour qu'a fait en Saxe le 4-me régiment de chas-

былъ примѣненъ къ настоящей конвенціи. Изъ такого способа соглашенія слѣдовало, что требованія обѣихъ высокодоговаривающихся сторонъ другъ къ другу, взаимно признанныя дѣйствительными, подлежатъ уничтоженію и погашенію посредствомъ добавочнаго вознагражденія, присуждаемаго въ пользу той стороны, исковъ которой при сведеніи разсчета оказалось бы больше.

Таково происхожденіе 1-й статьи. На основаніи этой и трехъ слѣдующихъ статей, всѣ вопросы, которые могли бы возникнуть между обоими правительствами относительно долговъ на бывшемъ герцогствѣ Варшавскомъ, почитаются на всегда оконченными и ни подъ какимъ видомъ не могутъ быть болѣе возобновляемы. Но слѣдуетъ замѣтить, что въ числѣ расходовъ, произведенныхъ Саксоніей за счетъ и вмѣсто Варшавскаго герцогства, есть и такіе, которые были сдѣланы для исполненія обязательствъ, заключенныхъ этимъ герцогствомъ съ Франціей по Байонской конвенціи 10-го мая 1808 года и отмѣненныхъ Парижскими трактатами 1814 года. Разумѣется само собою, что иски, изъ такихъ расходовъ проистекающіе, составляютъ, на основаніи настоящей конвенціи, долгъ, по отношенію къ которому Царство Польское сохраняетъ за собою право требованія платежа отъ Франціи.

Статья II конвенціи.

Предъявленные Саксоніей иски о платежѣ суммъ за содержаніе польскихъ войскъ суть двоякаго рода: одни относятся къ пребыванію въ Саксоніи 4-го коннаго стрѣлковаго герцогства

seurs à cheval du Duché de Varsovie, dans le courant des années 1809 et 1810; l'autre comprend l'entretien du corps d'armée du maréchal Prince Poniatowski, cantonné en Saxe pendant la campagne de 1813.

La première de ces deux cathégories, appuyée de documens et de preuves irrécusables, n'offrait aucune difficulté, et a pu être admise sans contestation. La seconde offrait une question plus difficile à résoudre.

D'abord, quant au titre même sur lequel se fondait cette prétention, le Duché de Varsovie ayant été en 1813 occupé en entier par les armées et au nom de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et le corps d'armée polonais aux ordres du Prince Poniatowski, ayant par un décret de l'Empereur Napoléon en date du 7 juin 1813, passé à la solde de la France, il semblait que les frais provenant de son entretien, à dater de cette époque, ne pouvaient retomber qu'à la charge de cette dernière Puissance. Ensuite, quant au montant de cette prétention, la succession rapide des évènemens de cette campagne, la confusion et le désordre qu'ils entraînèrent à leur suite, n'avaient pas permis de constater toujours, d'une manière officielle et légale, les fournitures qu'exigaient les besoins du corps polonais pendant son séjour en Saxe. On manquait donc de preuves et de documens nécessaires pour déterminer d'une manière absolue et précise, les frais dont la Saxe était en droit de réclamer le remboursement de ce chef.

Варшавскаго полка въ теченіи 1809 и 1810 годовъ; другіе же касаются содержанія расположеннаго въ Саксоніи, въ кампанію 1813 года, армейскаго корпуса маршала князя Понятовскаго.

Первый родъ исковъ, подтвержденный документами и неопровержимыми доказательствами, не представлялъ никакихъ затрудненій и могъ быть допущенъ безъ возраженія. Но второй представлялъ для разрѣшенія болѣе трудный вопросъ.

Прежде всего, что касается самаго права, на которомъ основывался этотъ родъ исковъ, то надо имѣть въ виду, что Варшавское герцогство въ 1813 г. все было занято войсками Е. В. Императора Всероссійскаго отъ Его имени, а польскій армейскій корпусъ, бывшій подъ начальствомъ князя Понятовскаго, перешелъ, вслѣдствіе декрета императора Наполеона отъ 7-го іюня 1813 года, на жалованье Франціи. Посему казалось бы, что издержки его содержанія, считая съ этого времени, не могли бы быть относимы ни на кого другого, кромѣ этой послѣдней державы. За симъ, что касается суммы этихъ исковъ, то быстрый ходъ событій въ эту кампанію, замѣшательства и безпорядки, отъ нихъ послѣдовавшіе, не всегда дозволяли оффиціально и законнымъ образомъ установить, какія именно поставки вызывались нуждами польскаго корпуса во время пребыванія его въ Саксоніи. Поэтому не оказалось доказательствъ и документовъ, необходимыхъ для рѣшительнаго и точнаго опредѣленія расходовъ этого рода, возмѣщенія коихъ въ правѣ была бы требовать Саксонія.

Quelque graves que fussent ces deux difficultés, on parvint cependant à les résoudre. L'obligation du Duché de Varsovie de bonifier les frais d'entretien d'une armée, qui avait évacué son territoire, qui n'était plus à sa solde, et qui ne combattait plus pour la défense de son pays, était à la vérité douteuse, et ne reposait sur aucune stipulation écrite; mais le droit de la refuser à la Saxe, l'était également par l'absence d'une stipulation contraire. Il se présentait un terme moyen que l'on adopta d'un commun accord. La Pologne reconnut à la Saxe le droit de faire valoir les prétentions provenant de l'entretien du corps polonais en 1813, et admit à sa charge leur montant reconnu liquide, en se réservant expressément de réclamer à son tour de la France le remboursement de la somme, dont elle aurait tenu compte à la Saxe. Le gouvernement saxon, d'accord avec cette stipulation, certifia que dans ses arrangemens de liquidation avec la France, la prétention provenant de ce chef n'avait pas été mise en ligne de compte par la Saxe.

Quant au montant de cette réclamation reconnue liquide, il a été déterminé approximativement, par un calcul appuyé sur les bases suivantes, savoir: la durée du séjour du corps polonais en Saxe; la force moyenne de ce corps en hommes et en chevaux, et les prix courans d'une portion de vivres et d'une ration de fourrage.

La durée du séjour en Saxe a été établie d'après les ordres du jour, et le journal d'un officier attaché à ce corps. La force effective en hommes et

Однако, какъ ни значительны оба указанныя затрудненія, ихъ удалось разрѣшить. Дѣйствительно, обязанность Варшавскаго герцогства взять на себя издержки содержанія арміи, которая ушла изъ его предѣловъ, не состояла болѣе на его жалованьѣ и не сражалась для защиты своей страны, представлялась сомнительною и не основывалась ни на какомъ письменномъ обязательствѣ; но также сомнительно было и право отказать въ требованіяхъ Саксоніи, по отсутствію противоположнаго обязательства. Съ общаго согласія былъ избранъ средній путь. Польша признала за Саксоніей право предъявить иски объ уплатѣ суммъ за содержаніе польскаго корпуса въ 1813 г. и приняла на себя ихъ удовлетвореніе въ количествѣ, признанномъ разочтеннымъ, но формально оговорила свое право потребовать, въ свою очередь, отъ Франціи возврата той суммы, которую она платила Саксоніи. Согласно сему рѣшенію правительство Саксонское удостовѣрило, что въ соглашеніяхъ между нимъ и Франціей по взаимнымъ ихъ счетамъ, искъ Саксоніи по сему предмету не подлежалъ разочтенію.

Сумма означеннаго требованія, признанная разочтенною, была опредѣлена приблизительно на основаніи слѣдующихъ данныхъ: продолжительности пребыванія польскаго корпуса въ Саксоніи, средняго числа людей и лошадей въ этомъ корпусѣ и рыночной цѣны припасовъ и фуража.

Продолжительность пребыванія въ Саксоніи польскаго корпуса была установлена по дневнымъ приказамъ и журналу одного офицера, состоявшаго при

en chevaux, qui d'après les données saxonnes, s'élevait à 22.000 soldats de toute arme, se réduisit, d'après les procès-verbaux de la réorganisation du corps d'armée à Zittau, à 12.000 hommes. Cependant, comme il fut ensuite constaté, que la légion de la Vistule et plusieurs autres corps détachés, qui passèrent ensuite sous les ordres du Prince Poniatowski, n'avaient pas été compris dans cette évaluation, et que beaucoup de prisonniers autrichiens avaient été après la bataille de Dresde incorporés dans les régimens polonais, on reconnut d'un commun accord, qu'en déduisant de ces augmentations les pertes journalières en morts et prisonniers, la force moyenne du corps du Prince Poniatowski pendant la campagne de 1813 pouvait être estimée à environ 16.000 hommes. Ces bases fixées ainsi, d'après des renseignemens et des données plus ou moins officielles, fournis de part et d'autre, ont permis d'apporter dans le calcul toute la précision que comportait la matière. Elles élèvent la prétention de la Saxe, reconnue liquide à la somme de 1.137.320 écus ou 7.096.876 florins de Pologne. C'est donc cette somme, admise en compte à la Saxe, qui forme pour la Pologne un actif réel à faire valoir contre la France.

этомъ корпусѣ. Что касается наличной его силы въ людяхъ и лошадяхъ, то на основаніи данныхъ, представленныхъ Саксоніей, она опредѣлялась въ 22.000 солдатъ всѣхъ родовъ оружія, но согласно протоколамъ о реорганизаціи армейскаго корпуса въ Циттау простиралась только до 12.000 человѣкъ. Однако, затѣмъ было доказано, что въ это число не были включены Привислянскій легіонъ и нѣкоторые другіе отдѣльные отряды, перешедшіе впослѣдствіи подъ начальство князя Понятовскаго, и что послѣ Дрезденской битвы много австрійскихъ плѣнныхъ взято было въ польскіе полки. Посему, съ общаго согласія и соображая съ сими увеличеніями ежедневныя потери мертвыми и плѣнными, было рѣшено, что среднюю силу корпуса князя Понятовскаго въ кампанію 1813 года можно считать въ 16.000 человѣкъ. По установленіи сихъ основаній, согласно свѣдѣніямъ и даннымъ болѣе или менѣе оффиціальнымъ, представленнымъ обѣими сторонами, явилась возможность придать разсчету всю точность, какую позволялъ предметъ. Согласно сему, искъ Саксоніи, признаваемый разочтеннымъ, оцѣнивается суммой въ 1.137.320 талеровъ или 7.096.876 польскихъ злотыхъ. Принятая къ платежу въ пользу Саксоніи сумма эта и представляетъ тотъ долгъ, который причитается Польшѣ къ полученію съ Франціи.

Article III de la convention.

Les plénipotentiaires respectifs n'ont jamais perdu de vue, que l'intention de leurs gouvernemens était de ne laisser aucune liquidation à terminer

Статья III конвенціи.

Уполномоченные договаривающихся сторонъ никогда не упускали изъ виду, что ихъ правительства имѣли намѣреніе не оставлять неоконченнымъ ни

entre la Pologne et la Saxe. C'est dans ce but qu'ils sont convenus d'insérer l'article 3 à la convention des particuliers pouvant être intéressés dans l'une ou l'autre des réclamations ou dans les décomptes arrêtés et jugés entre les deux gouvernemens par la présente convention.

Cet article anéantit à jamais les réclamations que des sujets de S. M. Saxonne, auraient encore à faire valoir de l'un des chefs compris dans cette transaction. C'est désormais le gouvernement de Saxe, qui reste chargé, sans la concurrence du Royaume de Pologne, de faire droit à ces sortes de réclamations, s'il s'en présente encore.

Article IV de la convention.

L'article 4 a trait aux prétentions provenant de l'arriéré de la liste civile, dont feu S. M. le Roi de Saxe jouissait comme Duc de Varsovie, et de dépenses supportées par la caisse des domaines de la couronne du Duché, en remplacement des caisses publiques de l'Etat, prétentions que la Saxe s'était crue en droit d'exercer contre le Royaume de Pologne. Mais aucune réservation ne se trouvant dans le traité de Vienne du 6 (18) mai 1815 à l'appui de ces prétentions, et le commissaire polonais n'ayant pu en conséquence les admettre, la Saxe est convenue de consigner dans la convention un abandon explicite et formel de ces titres.

одного разсчета между Польшей и Саксоніей. Съ этою цѣлью они согласились на внесеніе въ статью III конвенціи постановленія о частныхъ лицахъ, которыя могли бы быть заинтересованными въ томъ или другомъ требованіи или разочтеніи, опредѣленномъ и рѣшенномъ обоими правительствами посредствомъ настоящей конвенціи.

Этою статьей навсегда прекращаются тѣ иски, которые могли бы быть предъявлены подданными Его Саксонскаго Величества на одномъ изъ основаній, въ настоящемъ соглашеніи означенныхъ. Отнынѣ обязанность Саксонскаго правительства, безъ участія Царства Польскаго, сдѣлать справедливое удовлетвореніе по всѣмъ такого рода требованіямъ, еслибъ они еще представились.

Статья IV конвенціи.

Статья IV касается исковъ объ уплатѣ недоимокъ по гражданской росписи, которою пользовался Е. В. покойный король Саксонскій по званію Варшавскаго герцога, а также и о возмѣщеніи расходовъ, которые несло казначейство коронныхъ помѣстьевъ герцогства вмѣсто государственнаго казначейства,— каковые иски Саксонія считала себя въ правѣ предъявить къ Царству Польскому. Но принимая во вниманіе, что въ пользу такихъ исковъ не имѣется ни одного постановленія въ Вѣнскомъ трактатѣ 6-го (18-го) мая 1815 года, коммисаръ Польскій вслѣдствіе сего не могъ ихъ допустить, и Саксонія согласилась, чтобъ въ конвенціи постановлялось о положительномъ формальномъ ея отказѣ отъ этихъ требованій.

ARTICLE V DE LA CONVENTION.

La première partie de l'article 5 est une conséquence nécessaire de l'article précédent. C'est une renonciation réciproque à toute réclamation, que le gouvernement du Royaume de Pologne, comme successeur et ayant droit de celui du Duché de Varsovie, pourrait diriger contre le Roi de Saxe, comme ancien Souverain de cet Etat: renonciation corroborative de l'article 24 du traité de Vienne du 6 (18) mai 1815. Si la Saxe avait persisté à faire revivre des *droits* annulés par ce Traité, la Pologne se serait vue dans la nécessité de leur opposer des *obligations*, que le même Traité n'avait pas éteintes qu'à titre de compensations. Il importait donc, de ne laisser aucun doute sur cette question, et l'on a entendu y remédier suffisamment, par le contenu de ce paragraphe.

Les troupes saxonnes ont été entretenues dans le Duché de Varsovie à deux reprises différentes. Des corps détachés y avait séjourné dans le courant des années 1808 et 1809, et la campagne de Russie y conduisit en 1812 et 1813 les troupes qui composaient le 7-me corps de la Grande-Armée. Ces deux époques formaient dans la liquidation présentée de la part du Royaume de Pologne deux cathégories distinctes. La première, ayant déjà été l'objet d'un décompte arrêté entre le Duché de Varsovie et la Saxe en 1811, ne présentait aucune difficulté. Le montant de la seconde a été approximativement déterminé, d'après le mode adopté pour le corps d'armée du

СТАТЬЯ V КОНВЕНЦІИ.

Первая часть V статьи необходимо вытекаетъ изъ предыдущей статьи. Правительство Царства Польскаго, будучи преемникомъ въ правахъ Варшавскаго герцогства, сохраняетъ по отношенію къ королю Саксонскому, какъ старому государю этой страны, право возраженія, основывающагося на признаніи отреченія отъ всякаго рода исковъ, взаимнымъ. Такое признаніе подтверждается 24 статьей Вѣнскаго трактата 6-го (18-го) мая 1815 года. Еслибъ Саксонія пожелала вновь присвоить себѣ тѣ *права*, которыя были отмѣнены этимъ трактатомъ, то Польша оказалась бы вынужденною противопоставить имъ *обязанности*, прекращенныя на основаніи того же трактата лишь подъ условіемъ взаимности. Важно было не оставлять по этому вопросу никакого сомнѣнія, и содержаніе настоящей статьи достаточно удовлетворяетъ этому требованію.

Саксонскія войска содержались въ Варшавскомъ герцогствѣ два раза, а именно: отдѣльные отряды находились здѣсь въ теченіи 1808 и 1809 годовъ; затѣмъ въ русскую кампанію 1812 и 1813 годовъ сюда пришли войска, составлявшія 7-й корпусъ великой арміи. Соотвѣтственно сему Царствомъ Польскимъ были представлены къ разочтенію два различныхъ рода относящихся сюда исковъ. Первый, который уже былъ предметомъ разсчета между Варшавскимъ герцогствомъ и Саксоніей въ 1811 г., не представлялъ никакихъ затрудненій. Сумма исковъ второго рода была опредѣлена приблизительно, тѣмъ же самымъ способомъ и на тѣхъ же

Prince Poniatowski et sur les mêmes bases.

Il est entendu que les stipulations comprises dans ce paragraphe, ne peuvent porter aucun préjudice aux droits que peut avoir la Saxe, en vertu de Traités ou d'arrangemens spéciaux de réclamer le remboursement d'une partie des frais, dont elle a tenu compte à la Pologne pour l'entretien de troupes saxonnes dans le Duché de Varsovie, vis-à-vis de S. M. le Roi de Prusse, comme possesseur actuel du Grand-Duché de la Saxe Prussienne.

Les fournitures de denrées en nature, dont il est fait mention à la fin de cet article, ont été faites en 1814 des magasins du Duché de Varsovie et transportées à ses frais à Guben en Saxe. Elles ont servi à l'entretien de l'armée russe de réserve. Cette prétention, ayant été portée en ligne de compte, par le gouvernement du Royaume de Pologne, on ne pouvait la passer sous silence, et il a fallu libérer authentiquement la Saxe, de toute obligation qui pourrait en résulter.

Article VI de la convention.

L'article 3 ayant mis à la charge du gouvernement saxon toute prétention que des sujets du Royaume de Saxe auraient à diriger contre le Duché de Varsovie de l'un des chefs compris dans la présente transaction, il devenait indispensable d'insérer ici une stipulation réciproque. L'article 6 dégage le

основаніяхъ, какія были приняты при исчисленіи расходовъ по содержанію армейскаго корпуса князя Понятовскаго.

Само собою разумѣется, что внесенное въ эту часть V статьи постановленіе отнюдь не можетъ служить къ предосужденію въ чемъ-либо тѣхъ правъ, которыя имѣла бы Саксонія на основаніи трактатовъ или особенныхъ соглашеній касательно требованія платежа части издержекъ, разочтенныхъ между нею и Польшей по предмету содержанія саксонскихъ войскъ въ Варшавскомъ герцогствѣ, отъ Е. В. Прусскаго Короля, какъ нынѣшняго владѣтеля великаго герцогства Прусско-Саксонскаго.

Поставки въ натурѣ, о которыхъ упомянуто въ концѣ этой статьи, были сдѣланы въ 1814 году изъ магазиновъ Варшавскаго герцогства, откуда припасы на его счетъ были доставлены въ Губенъ, въ Саксонію: они были израсходованы на содержаніе русской резервной арміи. Искъ по этому предмету былъ поставленъ правительствомъ Царства Польскаго въ счетъ слѣдующихъ ему къ полученію суммъ, а потому нельзя было обойти его молчаніемъ и надо было формально освободить Саксонію отъ всякаго могущаго проистекать изъ сего обязательства.

Статья VI конвенціи.

Такъ какъ въ III статьѣ возложено на обязанность Саксонскаго правительства удовлетвореніе всякаго иска, который могли бы вчинить подданные королевства Саксонскаго противъ Варшавскаго герцогства на одномъ изъ упомянутыхъ въ настоящемъ соглашеніи основаній, то необходимо было по-

gouvernement de Saxe de l'obligation de faire droit à toute réclamation du même genre que des sujets du Royaume de Pologne auraient à faire valoir contre lui. Ces réclamations deviennent une dette du gouvernement de Pologne.

мѣстить здѣсь также постановленіе о соотвѣтствующемъ взаимномъ обязательствѣ Царства Польскаго. Статьей VI Саксонское правительство освобождается отъ обязанности удовлетворять какіе бы ни было иски, подобные вышеозначеннымъ, которые возбудили бы противъ него подданные Царства Польскаго. Отвѣтственность по этимъ искамъ возлагается на Польское правительство.

Article VII de la convention.

Le décompte général des prétentions réciproques, arrêté par les plénipotentiaires des deux Hautes parties contractantes ayant démontré un excédant dans le montant de celles de la Saxe, la compensation mentionnée au présent article, a été stipulée en bloc d'un commun accord, comme suffisante pour qu'elle puisse amener l'abandon entier et sans réserve de tous les titres et positions liquidées de part et d'autre.

Статья VII конвенціи.

Общій разсчетъ обоюдныхъ исковъ, сдѣланный уполномоченными высокихъ договаривающихся сторонъ, показалъ, что сумма исковъ саксонскихъ превышаетъ иски Царства Польскаго, вслѣдствіе чего въ настоящей статьѣ упомянуто о добавочномъ вознагражденіи Саксоніи, которое принято къ уплатѣ Царствомъ Польскимъ въ круглой суммѣ, достаточной для полнаго и совершеннаго отказа отъ всѣхъ правъ и требованій, обоюдно разочтенныхъ.

Article VIII de la convention.

Cette stipulation était d'autant plus indispensable, que quelques uns des documens présentés par la Saxe et notamment les bons émis par le gouvernement du Duché de Varsovie, comme débiteur de la France, et rachetés pour le compte de ce Duché, forment, ainsi que plusieurs autres documens, des titres dont la production sera nécessaire, lors de la liquidation à négocier avec la France. Il en est de même des pièces servant à constater le montant des liquidations saxonnes, pour lesquelles il y aurait recours à la Prusse.

Статья VIII конвенціи.

Это постановленіе было тѣмъ болѣе необходимо, что нѣкоторые изъ числа представленныхъ Саксоніей документовъ, какъ напримѣръ билеты, выпущенные правительствомъ Варшавскаго герцогства, какъ должникомъ Франціи, и выкупленные за счетъ сего герцогства, служатъ, наравнѣ со многими другими документами, такими доказательствами, предъявленіе коихъ будетъ необходимо при переговорахъ о разочтеніи съ Франціей. Тоже самое надо сказать о бумагахъ, удостовѣряющихъ сумму разочтенныхъ саксонскихъ исковъ, возмѣщеніе коихъ оказалось бы возможнымъ отнести на счетъ Пруссіи.

En résumé, la présente convention termine à jamais entre les deux gouvernemens toutes les questions qui pouvaient s'élever de part et d'autre, sur les droits et les obligations mutuelles, concernant l'époque de l'existence du ci-devant Duché de Varsovie. Moyennant l'arrangement en bloc qui a été stipulé, les réclamations que le Royaume de Saxe ou ses sujets avaient à faire valoir contre celui de Pologne, et vice-versa sont et demeurent à jamais anéanties et éteintes, sans nulle exception; et aucune prétention ne pourra plus être reproduite de ce chef, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

Fait et signé à Varsovie le 4 (16) septembre 1828.

(L. S.) Leski. (L. S.) de Trautvetter.

И такъ настоящею конвенціей навсегда прекращаются всѣ вопросы, которые могли бы возникнуть обоюдно между правительствами по поводу взаимныхъ ихъ правъ и обязанностей, относящихся ко времени существованія бывшаго Варшавскаго герцогства. Общее соглашеніе, нынѣ постановленное, навсегда отмѣняетъ и погашаетъ всѣ безъ исключенія требованія какъ королевства Саксонскаго и его подданныхъ на Царствѣ Польскомъ, такъ и наоборотъ; посему никакого рода иски, ни подъ какимъ видомъ и ни подъ какимъ наименованіемъ, не будутъ по этому предмету вновь возбуждаемы.

Учинено и подписано въ Варшавѣ, 4-го (16-го) сентября 1828 года.

(М. П.) Лескій. (М. П.) Траутфеттеръ.

№ 314.

1830, 17 (29) mars. Convention de cartel avec la Prusse.

№ 315.

1830, 17 (29) mars. Déclaration secrète au sujet d'extradition des criminels politiques.

La complication des affaires en Orient étant devenue de plus en plus grande, les relations entre la Russie et la Porte Ottomane prirent un caractère menaçant et une rupture entre les deux Puissances devint imminente. Plus cette rupture semblait évidente, plus la Prusse commençait à avoir peur de ses relations d'intimité avec la Russie, qui pouvaient l'obliger à se départir de sa neutralité. Le vénérable roi de Prusse prit en même temps la ferme résolution de ne s'engager dans aucune guerre et de faire à la conservation de la paix tous les sacrifices compatibles avec l'honneur et la dignité de son pays. Cette direction de la politique prussienne lui était conseillée par le prince Metternich,

№ 314.

1830 г., марта 17-го (29-го). Картельная конвенція съ Пруссіей.

№ 315.

1830 г., марта 17-го (29-го). Секретная декларація относительно выдачи политическихъ преступниковъ.

По мѣрѣ усложненія дѣлъ на Востокѣ, отношенія между Россіей и Оттоманскою Имперіей принимали угрожающій характеръ и разрывъ между обѣими державами дѣлался неминуемымъ. Съ другой стороны, по мѣрѣ приближенія этого разрыва Пруссія стала бояться своихъ дружескихъ отношеній къ Россіи, которыя могли заставить ее выдти изъ нейтральнаго положенія. Между тѣмъ престарѣлый прусскій король рѣшился ни въ какомъ случаѣ не участвовать въ какой бы ни было новой войнѣ и принести сохраненію мира всѣ жертвы, согласныя съ честью и достоинствомъ Пруссіи. Въ этомъ направленіи поддерживалъ прусскую политику австрійскій канцлеръ князь

chancelier d'Autriche, qui avait déjà réussi à convaincre le Cabinet de Berlin de la nécessité de ne participer d'aucune façon à la conférence de Londres, convoquée pour signer une convention d'alliance contre l'Empire Ottoman.

Le comte Zichy, ministre d'Autriche près la Cour de Berlin, s'étant rencontré avec le comte Alopéus chez le ministre des affaires étrangères de Prusse, cherchait à lui démontrer que la Porte ne pouvait exécuter les exigences de la Russie, parcequ'il lui était impossible d'admettre l'intervention de Puissances étrangères dans ses rapports avec ses sujets révoltés. Le comte Alopéus combattait cette manière de voir en laissant entendre que si une rupture entre un Souverain et ses sujets devenait un danger pour les Puissances voisines, il était impossible de nier à celles-ci leur droit d'intervention. (Dépêche du comte Alopéus du 8 (20) avril 1827).

Le comte de Bernstoff ne se rangea pas du côté du ministre de Russie et lui confirma au contraire la résolution que le Cabinet de Berlin avait prise de suivre l'exemple de l'Autriche en n'accédant pas à la convention de Londres. Dans le cas même où l'Autriche aurait été seule à agir de la sorte, le dèsaccord entre les cinq grandes Puissances n'en aurait pas moins été évident, selon lee ministre prussien, et la présence de la Prusse à la conférence de Londres n'aurait amené aucun changement dans la situation. Du reste, la France ne prenait part à la convention projetée que dans le but de garantir à la Turquie son inviolabilité; la Russie ne transformait le protocole de St.-Pétersbourg en convention que pour pouvoir lier plus facilement l'Angleterre qui, de son côté, s'efforçait d'enrayer la conclusion de la convention, dans l'espoir que l'on céderait à Constantinople sans qu'elle ait besoin d'intervenir.

„Comment voulez-vous",—demandait le comte de Bernstorff à Alopéus,—„que nous accordions confiance à une négociation, qui n'est entamée que par une méfiance mutuelle?" Jamais,—ajoutait le ministre prussien,—ce traité ne sera exécuté de bonne foi et chaque Puissance poursuivra toujours son propre but.

„Voilà notre profession de foi franche et loyale sur les négociations de Londres",—disait le comte de Bernstorff,—„mais n'allez pas croire pour cela que nous soyions moins vivement portés pour la cause, que l'Empereur Nicolas défend, ou que le Cabinet de Vienne soit parvenu à nous gagner pour ses opinions... L'Empereur

Меттернихъ, убѣдившій Берлинскій кабинетъ ни въ какомъ случаѣ не участвовать въ Лондонской конференціи, созванной для подписанія союзной конвенціи противъ Оттоманской Имперіи.

Графъ Зичи, австрійскій посланникъ при Берлинскомъ дворѣ, встрѣтившись съ графомъ Алопеусомъ у прусскаго министра иностранныхъ дѣлъ, доказывалъ, что Порта не можетъ исполнить требованія Россіи, потому что не можетъ допустить вмѣшательства иностранныхъ державъ въ отношенія свои къ подданнымъ-бунтовщикамъ. Графъ Алопеусъ оспаривалъ эту точку зрѣнія, доказывая, что если разрывъ между Государемъ и подданными его угрожаетъ опасностью сосѣднимъ державамъ, то нельзя отрицать за ними право вмѣшиваться. (Депеша гр. Алопеуса отъ 8-го (20-го) апрѣля 1827 г.).

Графъ Бернсторфъ не принялъ стороны русскаго посланника, но напротивъ, подтвердилъ рѣшеніе Берлинскаго кабинета послѣдовать примѣру Австріи и не участвовать въ лондонскомъ договорѣ. Если даже только одна Австрія не участвуетъ, доказывалъ прусскій министръ, то разладъ между пятью великими державами будетъ очевиденъ и присутствіе Пруссіи на Лондонской конференціи не измѣнитъ положеніе вещей. Притомъ, вѣдь Франція участвуетъ въ проектированномъ договорѣ, съ цѣлью оградить неприкосновенность Турціи; Россія превращаетъ С.-Петербургскій протоколъ въ конвенцію, чтобъ лучше связать Англію, которая, съ своей стороны, старается изо всѣхъ силъ тормозитъ заключеніе конвенціи въ надеждѣ, что въ Константинополѣ безъ нея уступятъ.

„Какимъ образомъ", спрашивалъ графъ Бернсторфъ Алопеуса, „Вы желаете, чтобъ мы относились съ довѣріемъ къ переговорамъ, вызваннымъ только взаимнымъ недовѣріемъ"? Никогда, прибавилъ прусскій министръ, этотъ договоръ не будетъ исполняться добросовѣстнымъ образомъ и каждая держава будетъ преслѣдовать свои собственные виды.

„Вотъ", закончилъ гр. Бернсторфъ свою рѣчь, „нашу откровенную и честную исповѣдь насчетъ лондонскихъ переговоровъ, но только не думайте, что мы менѣе искренно сочувствуемъ дѣлу, зажищаемому Императоромъ Николаемъ или чтобъ Вѣнскому кабинету удалось завоевать насъ въ пользу его взглядовъ... Государь

n'en trouvera pas moins dans le roi l'allié le plus zélé et le plus sincère. Je suis autorisé à vous déclarer que le roi est intimement persuadé que l'Empereur ne saurait plus s'arrêter et qu'il doit accomplir l'entreprise généreuse de rendre la paix à l'Orient. Tous les voeux du roi sont pour le succès de cette entreprise et si son exécution devait conduire à la guerre, l'Empereur peut compter sur l'appui nécessaire du roi pour prévenir qu'elle ne s'étende pas aux alliés ou pour contenir celui d'entre eux, qui méditerait de contrecarrer la Russie dans la marche ferme, sage et salutaire qu'elle suit". (Dépêche du comte Alopéus du 12 (24) mai 1827).

Императоръ всегда найдетъ въ королѣ наиболѣе ревностнаго и искренняго союзника, и я уполномоченъ вамъ объявить, что король глубоко убѣжденъ въ томъ, что Императоръ остановиться болѣе не можетъ и что онъ обязанъ исполнить свое великодушное рѣшеніе, возстановить миръ на востокѣ. Всѣ пожеланія короля за успѣхъ этого дѣла, и если исполненіе его поведетъ къ войнѣ, Государь можетъ разсчитывать на нужную поддержку короля для предупрежденія того, чтобъ она не распространилась на союзниковъ или для удержанія того изъ нихъ, который задумалъ бы остановить Россію на твердомъ, мудромъ и благодѣтельномъ пути, по которому она идетъ". (Депеша гр. Алопеуса отъ 12-го (24-го) мая 1827 года).

Telles étant les dispositions du gouvernement prussien, il n'y avait pas lieu de compter sur son accession à la convention de Londres. Aussi, quand à la fin de mai 1827, le comte Alopéus, d'accord avec le ministre de France, communiqua au comte de Bernstorff le texte de cette convention, en lui proposant d'y accéder, le ministre prussien répondit par un refus immédiat, „parceque la Prusse ne pouvait y prendre part qu'en commun avec l'Autriche". Dans ce cas, la convention aurait été une nouvelle confirmation de l'alliance des cinq grandes Puissances. Le comte de Bernstorff fit ressortir en même temps tout ce qu'il y avait d'offensant dans la conduite du ministre d'Angleterre à Berlin, qui aurait dû lui communiquer le texte de la convention de Londres, dont la signature avait eu lieu sur le territoire britannique. (Dépêche du comte Alopéus du 26 mai (7 juin) 1827).

При такомъ настроеніи прусскаго правительства нельзя было думать объ его приступленіи къ Лондонской конвенціи. Поэтому, когда въ концѣ мая 1827 года гр. Алопеусъ, вмѣстѣ съ французскимъ посланникомъ, сообщилъ конвенцію графу Бернсторфу, съ предложеніемъ приступить къ ней, прусскій министръ немедленно отказалъ, потому что „Пруссія могла бы въ ней участвовать только вмѣстѣ съ Австріей". Въ такомъ случаѣ конвенція послужила бы новымъ подтвержденіемъ союза между пятью великими державами. Кромѣ того гр. Бернсторфъ указалъ на оскорбительное поведеніе англійскаго посланника въ Берлинѣ, который долженъ былъ сообщить Лондонскую конвенцію, подписанную на англійской территоріи. (Депеша гр. Алопеуса отъ 26-го мая (7-го іюня) 1827 года).

Ce refus d'accéder à l'acte, auquel l'Empereur Nicolas I attribuait une importance toute particulière, fut un fait tellement significatif que le roi de Prusse crut devoir exposer dans une lettre, qu'il écrivit lui-même à l'Empereur le 19 juin 1827, les motifs qui l'avaient obligé à prendre cette décision.

L'unanimité désirable des Puissances alliées a fait défaut pour la signature de la convention de Londres et voilà pourquoi,—écrivait le roi,—„j'ai fort à coeur de donner à Votre Majesté Impériale la conviction que les scrupules, qui, à mon vif regret, se sont opposés à un concours formel de ma part, ne portent sur aucune divergence de but et de vues entre Elle et moi".

Такой отказъ приступить къ акту, которому Императоръ Николай I придавалъ совершенно исключительное значеніе, былъ такимъ значительнымъ фактомъ, что король прусскій призналъ необходимымъ изложить въ собственноручномъ письмѣ отъ 19-го іюня 1827 г. къ Государю мотивы, заставившіе его принять такое рѣшеніе.

Желательнаго единства между союзными державами не оказалось для подписанія Лондонской конвенціи и потому, пишетъ король, „мнѣ чрезвычайно хочется убѣдить Ваше Императорское Величество въ томъ, что опасенія, заставившія меня, къ искреннему моему сожалѣнію, отказаться отъ формальнаго съ моей стороны содѣйствія, никоимъ образомъ не основаны на какомъ либо различіи въ отношеніи цѣли и взглядовъ между вами и мною".

Le roi affirmait en même temps à l'Empereur qu'il serait toujours avec lui et resterait son

Но вмѣстѣ съ тѣмъ король увѣряетъ Императора въ томъ, что онъ всегда будетъ съ нимъ

fidèle allié, car, — ajoutait-il en terminant sa lettre,—„Vous ne sauriez avoir, Sire, d'allié plus fidèle, ni d'ami plus tendre que celui, qui cherche une partie très essentielle de son bonnheur dans le vôtre".

Comme de raison, l'Empereur Nicolas, en répondant à cette lettre le 26 juin 1827, exprima au roi le regret qu'il ressentait en voyant que Sa Majesté n'avait pas cru possible de se joindre à la convention de Londres; il constatait en même temps qu'il était heureux d'apprendre que le roi approuvait l'acte, qui venait d'être conclu et donnait à la Russie le droit de compter maintenant sur la Prusse comme à l'époque où ces deux Puissances concouraient toutes deux à la libération de l'Europe.

Entretemps, les événements se développèrent d'une manière à laquelle l'Europe ne s'attendait pas du tout: le combat de Navarin ayant eu lieu, il produisit une grande joie à Berlin et à la Cour du roi. Seuls, les ministres prussiens ne savaient qu'en penser. Le comte de Bernstorff était tout-à-fait „dérouté"; le prince Wittgenstein „haussait les épaules"; le général Knesebeck blâmait vivement cette bataille et Ancillon s'emportait, en se révoltant à l'idée de cette „violence inouïe". (Dépêche du comte Alopéus du 16 (28) novembre 1827).

D'autre part, l'autorité dont le chancelier d'Autriche jouissait à la Cour de Berlin commençait à faiblir. Le prince de Metternich avait toujours démontré que la convention de Londres ne pourrait être que la confirmation de l'insuccès complet des trois Puissances qui prenaient la défense des sujets révoltés du Sultan.

L'obstination de la Porte à ne pas exécuter les exigences de la Russie, convainquirent en même temps l'Empereur Nicolas, au commencement de 1828, de la nécessité d'une guerre avec l'Empire Ottoman. L'Empereur désirait que la Prusse, tout en n'ayant pas accédé à convention de Londres, n'en soit pas moins prête à se ranger ouvertement du côté de la Russie.

Dans ce but, le ministre de Russie près la Cour de Berlin fut chargé par le comte Nesselrode dans les premiers jours de mars 1827 de demander au roi une audience pour lui remettre une lettre personnelle de l'Empereur. Il devait entamer en même temps des négociations avec le gouvernement prussien sur les questions suivantes de la plus haute importance. Il y avait lieu démontrer d'abord que la Russie était absolu-

и останется вѣрнымъ его союзникомъ. „Потому что", заканчиваетъ свое письмо король, „Вы не можете, Государь, имѣть судьи болѣе справедливаго, ни союзника болѣе вѣрнаго, ни друга болѣе нѣжнаго, чѣмъ тотъ, кто ищетъ весьма существенную часть своего счастія въ Вашемъ".

Понятно, что Императоръ Николай, въ отвѣтномъ письмѣ отъ 26-го іюня 1827 года, выразилъ искреннее свое сожалѣніе, что король не считалъ возможнымъ присоединиться къ Лондонской конвенціи, но въ тоже время онъ выразилъ радость свою, что король одобряетъ заключенный актъ и даетъ Россіи право разсчитывать на Пруссію теперь, также какъ въ тѣ времена, когда обѣ державы вмѣстѣ освобождали Европу.

Между тѣмъ событія развивались неожиданнымъ для всей Европы образомъ: случилась Наваринская битва, которая вызвала большую радость въ Берлинѣ и при дворѣ королевскомъ. Только прусскіе министры не знали, что думать о ней. Графъ Бернсторфъ совершенно былъ озадаченъ; князь Витгенштейнъ пожималъ плечами; генералъ Кнезебекъ сильно осуждалъ эту битву и Ансильонъ выходилъ изъ себя, говоря съ возмущеніемъ объ этомъ „неслыханномъ насиліи". (Депеша гр. Алопеуса отъ 16 (28) ноября 1827 года).

Вмѣстѣ съ тѣмъ падалъ авторитетъ австрійскаго канцлера, князя Меттерниха, при Берлинскомъ дворѣ, постоянно доказывавшаго, что Лондонская конвенція только послужитъ подтвержденіемъ полнѣйшей неудачи трехъ союзныхъ державъ, защищавшихъ подданныхъ-бунтовщиковъ султана.

Между тѣмъ упорство Порты исполнить требованія Россіи привели Императора Николая I, въ началѣ 1828 года, къ убѣжденію въ неизбѣжности войны противъ Оттоманской Имперіи. Государь желалъ, чтобъ Пруссія, не приступившая къ Лондонской конвенціи, всетаки не отказалась открыто стать на сторону Россіи.

Въ виду этой цѣли графъ Нессельроде поручилъ, въ началѣ марта 1828 года, русскому посланнику при Берлинскомъ дворѣ, испросить у короля аудіенцію, вручить ему собственноручное письмо Государя и вступить съ прусскимъ правительствомъ въ переговоры насчетъ слѣдующихъ чрезвычайно важныхъ вопросовъ. Во-первыхъ, необходимо доказать неотложную для Россіи необходимость потребовать отъ Тур-

ment forcée d'exiger sans retard de la Turquie une réparation par les armes. Deuxièmement, il était très désirable que le Cabinet de Berlin déclare formellement aux autres Puissances qu'il reconnaissait la légalité des droits de la Russie et qu'il approuvait de tout point la politique russe. Enfin, le comte Alopéus devait s'attacher à obtenir de la Prusse „une promesse formelle de rester en alliance avec nous et de nous prêter son assistance contre les Etats qui essayeraient de nous attaquer sur le continent de l'Europe".

L'Empereur espérait enfin, que le ministre l'informerait en temps voulu des intentions du Cabinet de Berlin dans le cas où l'Angleterre et l'Autriche chercheraient à s'unir contre la Russie. (Dépêche du comte Nesselrode du 25 février 1828).

La lettre de l'Empereur Nicolas I au roi de Prusse, que le ministre devait lui remettre en personne, avait pour but de définir d'une manière exacte les rapports de la Russie et de la Prusse en cas de guerre avec la Turquie. Cette lettre, qui est datée du 28 février 1828, commence par la déclaration que l'Empereur, en un moment aussi solennel, éprouve le besoin d'ouvrir franchement son coeur à son beau-père couronné.

Le gouvernement turc ne discontinue pas d'opprimer les sujets russes et d'exciter les autres Puissances contre la Russie. Le roi comprendra que, dans ces circonstances, l'Empereur ne peut agir qu'avec énergie en insistant sur le rétablissement des droits violés.

„J'ose espérer", — poursuit l'Empereur, — „que Votre Majesté ne balancera point à reconnaître la justice de la cause que je soutiens et que surtout Elle énoncera aux autres Cours de l'Europe son opinion à cet égard... Toutes les lettres de Votre Majesté, et j'ajouterai sans crainte, l'appréciation des mutuels intérêts de la Russie et de la Prusse, jointe à notre attachement réciproque, m'ont persuadé que notre union devait être et serait à l'épreuve des événements. J'y mets aujourd'hui une valeur nouvelle, car j'y trouve une nouvelle garantie de la paix générale et quoique toutes mes explications avec mes alliés me démontrent qu'elle ne court aucun péril, je suis convaincu que les déclarations de Votre Majesté contribueront puissamment au résultat, qui fait l'objet de mes voeux et que tant qu'on verra la Russie et la Prusse former un tout indissoluble, la tranquillité européenne ne sera

ціи удовлетворенія силою оружія. Во-вторыхъ, весьма желательно, чтобъ Берлинскій кабинетъ формальнымъ образомъ объявилъ другимъ державамъ, что онъ признаетъ законность правъ Россіи, для защиты которыхъ Государь берется за оружіе, и что онъ вполнѣ одобряетъ русскую политику. Въ третьихъ, графъ Алопеусъ долженъ былъ добиваться отъ Пруссіи „формальнаго обѣщанія оставаться въ союзѣ съ нами и оказывать намъ помощь противъ тѣхъ державъ, которыя вознамѣрились бы аттаковать насъ на европейскомъ континентѣ".

Наконецъ, во всякомъ случаѣ Государь ожидаетъ отъ посланника, что онъ узнаетъ во время о намѣреніяхъ Берлинскаго кабинета, если Англія и Австрія соединятся вмѣстѣ противъ Россіи. (Депеша гр. Нессельроде отъ 25-го февраля 1828 г.).

Письмо Императора Николая I къ королю прусскому, которое посланникъ долженъ былъ самъ вручить, имѣло цѣлью точнымъ образомъ выяснить отношенія между Россіей и Пруссіей на случай войны съ Турціей. Письмо это отъ 28-го февраля 1828 года и начинается заявленіемъ Государя, что онъ чувствуетъ въ такое торжественное время потребность высказаться совершенно откровенно своему вѣнценосному тестю.

Турецкое правительство не прекращаетъ своихъ насилій противъ русскихъ подданныхъ и возбуждаетъ противъ Россіи другія державы. Король пойметъ, что при такихъ обстоятельствахъ Государь можетъ дѣйствовать только энергически и настаивать на возстановленіи нарушенныхъ правъ.

„Я льщу себя надеждою", продолжалъ Государь, „что Ваше Величество не задумается признать правоту дѣла, мною защищаемаго, и что Вы въ особенности объявите другимъ европейскимъ дворамъ Ваше объ этомъ мнѣніе... Всѣ письма Вашего Величества и, я прибавлю безъ боязни, взвѣшиваніе взаимныхъ интересовъ Россіи и Пруссіи, соединяемое съ нашею взаимною привязанностью, меня убѣдили въ томъ, что нашъ союзъ долженъ быть и будетъ стоять выше событій. Въ настоящее время я придаю этому союзу особенную цѣну, потому что я нахожу въ немъ новую гарантію всеобщему миру, и хотя всѣ объясненія съ моими союзниками мнѣ доказываютъ, что миру не угрожаетъ никакая опасность, я убѣжденъ, что заявленія Вашего Величества будутъ значительнымъ образомъ содѣйствовать достиженію результата, составляющаго цѣль моихъ желаній

*

point troublée, quelles que puissent être les chances de l'avenir".

Immédiatement après avoir reçu la dépêche de février du comte Nesselrode et la lettre de l'Empereur au roi de Prusse, le comte Alopéus s'adressa au comte Lottum pour le prier de faire savoir au roi que le ministre de Russie lui demandait une audience pour lui remettre en personne une lettre de son Souverain. Le comte Lottum n'ayant pas demandé au roi cette audience, Alopéus se décida à déranger le comte de Bernstorff, malade à ce moment, pour lui adresser la même requête. Notre ministre fut invité le jour même à une soirée donnée au palais royal pendant laquelle le roi, profitant d'un instant où le comte Alopéus était seul, s'en approcha pour lui dire qu'il était toujours heureux de le voir, mais que s'il venait à le recevoir en audience pour parler d'affaires politiques, les ministres des autres puissances ne manqueraient pas, l'un après l'autre, de lui demander aussi des audiences,—chose qu'il ne pouvait pas admettre.

Voilà pourquoi le roi lui fit savoir qu'il désirerait qu'Alopéus remit la lettre de l'Empereur Nicolas au comte de Bernstorff. N'ayant pas eu l'occasion de parler au roi de la mission dont il était chargé, le comte Alopéus s'adressa au général Witzleben, qui jouissait de la confiance toute particulière du roi et lui fit l'exposé de toutes les causes qui obligeaient la Russie à déclarer la guerre à la Turquie. Witzleben lui promit d'en parler à Sa Majesté. Plus tard, le comte Alopéus eut une entrevue avec le comte de Bernstorff, malgré sa maladie, et il lui démontra toute la nécessité d'une déclaration formelle de la Prusse aux grandes Puissances, par laquelle elle approuverait de tout point la manière d'agir du gouvernement russe. Ces arguments déplurent au ministre prussien, qui ne fit à notre ministre aucune réponse positive. (Dépêche du comte Alopéus du 17 (29) mars 1828).

Pour ce qui est du comte Alopéus, il était persuadé que le roi ne consentirait jamais à signer aucun engagement, qui obligerait la Prusse à se battre aux côtés de la Russie contre les autres Puissances de l'Europe, mais après une nouvelle et longue conversation avec le comte de Bernstorff, il en conclut que la Cour de Berlin ne refuserait pas de déclarer aux autres Puissances qu'elle reconnaissait la legalité du casus belli contre la Turquie et la justesse des exi-

и что пока будутъ видѣть, что Россія и Пруссія образуютъ неразрывный союзъ, спокойствіе Европы не будетъ нарушено, каковы бы ни были грядущія событія".

Немедленно послѣ полученія февральской депеши графа Нессельроде вмѣстѣ съ письмомъ Государя королю прусскому, графъ Алопеусъ обратился къ графу Лоттумъ съ просьбою доложить королю, что русскій посланникъ проситъ у него аудіенціи, чтобъ лично передать письмо своего Государя. Но гр. Лоттумъ не испросилъ аудіенціи. Тогда гр. Алопеусъ всетаки рѣшился безпокоить больного графа Бернсторфа съ тою же просьбою. Въ тотъ же самый день вечеромъ посланникъ былъ приглашенъ въ королевскій дворецъ на вечеръ, гдѣ король прусскій воспользовался минутою, когда гр. Алопеусъ былъ одинъ, чтобъ сказать ему, что онъ всегда радъ его видѣть, но если онъ его приметъ на аудіенціи для переговоровъ о политическихъ дѣлахъ, посланники другихъ державъ будутъ одинъ за другимъ безпокоить его просьбою принять ихъ также. Этого онъ допустить не можетъ.

Поэтому король высказалъ желаніе, чтобъ Алопеусъ передалъ письмо Императора Николая графу Бернсторфу. Не успѣвъ сказать королю о возложенномъ на него порученіи. гр. Алопеусъ обратился къ генералу Вицлебену, пользовавшемуся особеннымъ довѣріемъ короля, и изложилъ ему всѣ причины, побудившія Россію объявить войну Турціи. Вицлебенъ обѣщалъ доложить королю. Вслѣдъ затѣмъ графъ Алопеусъ видѣлъ больного гр. Бернсторфа, которому онъ представилъ всѣ доводы въ пользу открытаго заявленія со стороны Пруссіи другимъ державамъ, что она вполнѣ одобряетъ образъ дѣйствія русскаго правительства. Прусскому министру очень не понравилось такое требованіе посланника, и онъ не далъ ему никакого опредѣленнаго отвѣта. (Депеша гр. Алопеуса отъ 17-го (29-го) марта 1828 г.).

Самъ гр. Алопеусъ былъ убѣжденъ, что никогда король прусскій не согласится подписать обязательства, заставляющія Пруссію вмѣстѣ съ Россіею воевать противъ другихъ европейскихъ державъ, но послѣ новаго продолжительнаго разговора съ гр. Бернсторфомъ онъ заключилъ, что Берлинскій дворъ не откажется объявить другимъ державамъ, что онъ признаетъ законность casus belli противъ Турціи и справедливость русскихъ требованій. (Депе-

gences de la Russie. (Dépêche du comte Alopéus du 24 mars (5 avril) 1828).

La réponse du roi (du 12 avril) à la lettre de l'Empereur du 28 février, confirmait de tout point la ferme résolution du Cabinet de Berlin de ne pas se départir de la paix. Le roi émettait l'espoir que la guerre pourrait être prévenue d'une manière effective, si les trois Puissances alliées, signataires de la convention de Londres, adressaient à la Porte un ultimatum pour la sommer de se soumettre à leurs exigences et d'exécuter les clauses de l'acte de Londres. Dans le cas où la Porte n'y ferait pas droit, la guerre deviendrait inévitable et ce n'était pas à la Russie toute seule de la déclarer, mais aux trois Puissances alliées. Le Sultan aurait certainement peur d'une guerre générale et de cette manière il serait possible de prévenir une guerre isolée entre la Russie et la Turquie.

L'Empereur Nicolas I savait mieux à quoi s'en tenir sur l'obstination de la Porte et se rendait compte de la nécessité inévitable de commencer les hostilités. Aussi, ne croyait-il pas à l'efficacité d'un ultimatum. Mais la lettre du roi, ainsi que les dépêches du comte de Bernstorff du 23 mars et du 10 avril, n'en causèrent pas moins une vive satisfaction à l'Empereur, parcequ'elles démontraient d'une manière évidente les droits de la Russie et la justesse de ses réclamations. Le comte Alopéus fut informé que les déclarations de la Cour de Berlin et le résultat des négociations engagées par rapport à la guerre suffisaient entièrement à l'Empereur. (Dépêche du comte Nesselrode du 17 avril 1828).

La guerre de la Russie contre la Turquie amena un rapprochement encore plus étroit entre les deux Puissances précitées, parcequ'il fut impossible au gouvernement russe de ne pas reconnaître la bonne foi du Cabinet de Berlin dans la défense des intérêts de la Russie. Ce sentiment de reconnaissance est exprimé à plusieurs reprises dans les dépêches adressées au comte Alopéus. Entre autre, dans une dépêche secrète du comte Nesselrode, datée d'Odessa le 20 août 1828, le gouvernement russe dévoile franchement ses plans sur les buts de la guerre et charge le ministre de communiquer au Cabinet prussien le contenu des dépêches, envoyées par Berlin au représentant de la Russie à Londres, ainsi que celui d'autres documents. L'Empereur,—écrivait le vice-chancelier, — croit absolument à l'amitié de la Prusse et ni les intrigues du gouvernement anglais, ni les préparatifs de l'Autriche ne présentent aucun danger sérieux en présence de

ша гр. Алопеуса отъ 24-го марта (5-го апрѣля) 1828 г.).

Отвѣтное письмо короля отъ 12-го апрѣля, на письмо Государя отъ 28-го февраля 1828 года, вполнѣ подтверждаетъ рѣшимость Берлинскаго кабинета сохранять миръ во что бы ни стало. Король все еще надѣется, что война можетъ быть дѣйствительнымъ образомъ предупреждена, если три союзныя державы, подписавшія Лондонскую конвенцію, обратятся къ Портѣ съ ультиматумомъ подчиниться ихъ требованіямъ и исполнить постановленія Лондонскаго акта. Если Порта не исполнитъ такое требованіе, тогда война неизбѣжна, и въ ней должны участвовать всѣ три союзныя державы, но не одна только Россія. Но султанъ испугается этой общей войны, и война отдѣльная, между Россіей и Турціей, такимъ образомъ будетъ предупреждена.

Императоръ Николай I лучше понималъ упорство Порты и неотложную необходимость открытія военныхъ дѣйствій. Поэтому онъ не могъ ожидать никакой пользы отъ ультиматума. Но въ тоже время Государь былъ чрезвычайно доволенъ какъ письмомъ короля, такъ и депешею гр. Бернсторфа отъ 23-го марта и 10-го апрѣля 1828 года, въ которыхъ убѣдительнымъ образомъ доказываются права Россіи и справедливость ея требованій. Графу Алопеусу было объявлено, что Государь вполнѣ удовлетворенъ заявленіями Берлинскаго двора и результатомъ начатыхъ съ нимъ переговоровъ на случай войны. (Депеша гр. Нессельроде отъ 17-го апрѣля 1828 г.).

Война Россіи противъ Турціи привела еще къ бо́льшему сближенію обѣихъ державъ, потому что русское правительство не могло не признать добросовѣстности Берлинскаго кабинета въ защитѣ интересовъ Россіи. Это чувство признательности неоднократно высказывается въ депешахъ къ графу Алопеусу. Между прочимъ въ секретной депешѣ гр. Нессельроде отъ 20-го августа 1828 года изъ Одессы, русское правительство откровенно доказываетъ свои планы насчетъ цѣлей войны и уполномочиваетъ посланника сообщать прусскому кабинету содержаніе депешъ, отправляемыхъ чрезъ Берлинъ представителю Россіи въ Лондонѣ, равно и другіе акты. Государь, пишетъ вице-канцлеръ, безусловно вѣритъ въ дружбу Пруссіи, и ни интриги англійскаго правительства, ни приготовленія Австріи не представляютъ серьезной опасности въ виду той неопровержимой истины, что пока „Австрія и Англія

la vérité irréfutable „que tant que l'Autriche et l'Angleterre seront convaincues que la Prusse ne se déclarera dans aucune hypothèse contre l'Empereur et, loin de seconder, découragera toute coalition ou toute attaque contre lui, la paix de l'Europe ne saurait être troublée". L'Empereur croit de même à l'entière bonne foi du comte de Bernstorff, dont la parole est une garantie suffisante pour que le comte Alopéus puisse causer avec lui en toute confiance.

Quand plus tard, en 1828 dans le courant de l'automne, le Cabinet de Vienne fit aux grandes Puissances neutres la proposition d'intervenir dans la guerre de la Russie avec la Turquie (v. t. IV, 1-e partie, p. 402 et les suivantes), afin d'empêcher la ruine de la domination des Turcs en Europe, le Cabinet de Berlin refusa catégoriquement de se joindre à cette démarche. L'Empereur Nicolas I chargea le comte Alopéus d'exprimer au gouvernement prussien sa reconnaissance pour cet acte et de le prier en outre de déclarer à la France et aux autres Puissances que la Prusse approuvait complètement les plans de la Russie à l'égard de la Grèce. (Dépêche du comte Nesselrode du 22 décembre 1828).

Tous ces faits convainquirent l'Empereur Nicolas I et son représentant à la Cour de Berlin de la ferme décision du roi de Prusse de garder non seulement la neutralité vis-à-vis de la guerre russo-turque, qui traînait en longueur, en dépit de toutes les prévisions, mais d'accorder aussi un appui moral à l'une des parties belligérantes — la Russie. „Il résulte de ce que je viens d'avoir l'honneur d'exposer",—écrivait le comte Alopéus dans sa dépêche du 16 (28) novembre 1828,—„que de tous ses alliés, la Prusse est le plus intimement attachée à la Russie. Elle plaidera nos intérêts quand l'occasion s'en présentera, en tant qu'ils ne l'exposeront point au déploiement de ses forces ou à des sacrifices notables".

Ces paroles du ministre se confirmèrent de tout point en 1829 quand le traité de paix d'Andrinople fut conclu avec la participation directe du général Müffling, qui avait été envoyé à Constantinople par le roi de Prusse avec la mission de concourir à la prompte conclusion de de la paix entre la Russie et la Turquie. Par une dépêche, en date du 14 février 1829, le vice-chancelier avait chargé le comte Alopéus de proposer au gouvernement prussien l'envoi d'un officier prussien quelconque à l'armée russe des Balkans pour que cet officier puisse se rendre compte de visu de la situation respective des

убѣждены, что Пруссія ни въ какомъ случаѣ не объявитъ себя противъ Государя Императора и что она не только не согласна содѣйствовать, но напротивъ, будетъ противодѣйствовать всякой коалиціи или нападенію на него, миръ европейскій не можетъ быть нарушенъ". Равнымъ образомъ Государь вѣритъ также въ полную добросовѣстность графа Бернсторфа, слово котораго достаточная гарантія, чтобъ гр. Алопеусъ говорилъ съ нимъ съ совершенною откровенностью.

Когда затѣмъ осенью 1828 года Вѣнскій кабинетъ предложилъ великимъ нейтральнымъ державамъ вмѣшаться въ войну между Россіей и Турціей (см. т. IV, часть I, стр. 402 и слѣд.) съ цѣлью предупредить разрушеніе владычества турокъ въ Европѣ, Берлинскій кабинетъ категорически отказался участвовать въ этомъ дѣлѣ. Императоръ Николай I поручилъ гр. Алопеусу объявить прусскому правительству его благодарность за этотъ поступокъ и вмѣстѣ съ тѣмъ просить его, чтобъ оно объявило Франціи и другимъ державамъ о полномъ согласіи своемъ съ планами Россіи на счетъ Греціи. (Депеша гр. Нессельроде отъ 22-го декабря 1828 г.).

Всѣ эти факты убѣждали Императора Николая I и представителя его при Берлинскомъ дворѣ въ твердой рѣшимости короля прусскаго не только оставаться нейтральнымъ въ неожиданно затянувшейся русско-турецкой войнѣ, но также оказывать моральную поддержку одной изъ воюющихъ сторонъ—Россіи. „На основаніи всего только что мною изложеннаго", пишетъ гр. Алопеусъ въ депешѣ отъ 16-го (28-го) ноября 1828 года, „изъ числа всѣхъ союзниковъ Пруссія наиболѣе тѣсно связана съ Россіей. Она защититъ наши интересы, когда случай представится, если только не потребуютъ отъ нея употребленія ея силъ или значительныхъ жертвъ".

Эти слова посланника вполнѣ подтвердились въ 1829 году, когда былъ заключенъ Адріанопольскій мирный трактатъ при непосредственномъ участіи генерала Мюффлинга, посланнаго королемъ прусскимъ въ Константинополь съ порученіемъ содѣйствовать скорѣйшему заключенію мира между Россіей и Турціей. Депешею отъ 14-го февраля 1829 года вице-канцлеръ поручилъ графу Алопеусу предложить прусскому правительству отправить какого-нибудь прусскаго офицера въ дѣйствующую русскую армію на Балканскомъ полуостровѣ, который могъ бы собственными глазами убѣдиться, въ

armées russe et turque. Le roi ne consentit qu'avec difficulté à cette proposition, dans la crainte de sortir de la neutralité qu'il s'était imposée. Mais s'il envoya l'officier demandé, ce ne fut que dans l'espoir, comme le croyait Alopéus, qu'il pourrait contribuer au rétablissement de la paix. A cet effet, le major Staf de Reizenstein fut attaché à l'armée russe dans les premiers jours du mois d'avril.

Il est incontestable, d'après des informations puisées dans les archives, que la proposition russe précitée n'était provoquée que par le désir de recevoir par l'entremise de cet officier prussien des renseignements plus exacts sur la situation des affaires dans la capitale de l'Empire Ottoman. On supposait que l'officier prussien, attaché au quartier-général russe, se trouverait en correspondance avec le ministre de Prusse à Constantinople et que dans ce cas le commandant en chef de l'armée russe pourrait être au courant de l'état des affaires en Turquie, informations qui lui manquaient presque totalement.

Mais la mission du général Müffling eut une importance toute particulière. Dans les premiers jours de mai 1829, l'Empereur Nicolas I eut une entrevue avec le roi de Prusse. L'Empereur arriva à Varsovie et partit de cette ville à la rencontre du roi, qui, pour cause de maladie, ne put se rendre en Silésie, afin d'y recevoir Sa Majesté. Le roi y envoya à sa place son fils, le prince Guillaume et l'Empereur avec l'Impératrice partirent pour Berlin. Il n'existe pas de données exactes sur les entretiens qui prirent place entre les deux augustes Monarques des deux Puissances voisines et alliées, mais il y a lieu de croire qu'ils eurent pour résultat la mission des plus secrètes du général Müffling en Turquie.

Au commencement du mois de juillet, le général disparut d'une manière toute mystérieuse de Berlin, où l'on n'apprit son départ que lorsqu'il était déjà loin. Le secret put être gardé, entre autre, parceque les sentinelles, qui se trouvaient à la porte du général, y restèrent pendant plusieurs jours après son départ. Quand il fut avéré enfin qu'il avait quitté Berlin, on fit courir le bruit de son départ pour Gastein, dans le but d'y prendre les eaux. (Dépêche du comte Alopéus du 23 juin (5 juillet) 1829).

La part active que le général Müffling prit à la conclusion du traité de paix d'Andrinople est connue; mais il n'y a pas le moindre doute que les brillantes victoires du comte Diebitch-Zabal-

какомъ состояніи находятся русская и турецкая арміи. Король неохотно принялъ это предложеніе, опасаясь выйдти изъ нейтральнаго своего положенія. Но онъ согласился командировать офицера въ надеждѣ, какъ полагалъ гр. Алопеусъ, что послѣднему удастся содѣйствовать возстановленію мира. И дѣйствительно, въ началѣ апрѣля назначенъ былъ маіоръ Штафъ фонъ-Рейценштейнъ состоять при русской дѣйствующей арміи.

На основаніи архивныхъ источниковъ не подлежитъ сомнѣнію, что вышеизложенное русское предложеніе было вызвано желаніемъ получить чрезъ этого прусскаго офицера болѣе точныя свѣдѣнія относительно положенія дѣлъ въ турецкой столицѣ. Предполагалось, что находящійся при русской главной квартирѣ прусскій офицеръ будетъ состоять въ перепискѣ съ прусскимъ посланникомъ въ Константинополѣ, и въ такомъ случаѣ главнокомандующій русскою арміею могъ бы узнать подробности о состояніи турецкихъ дѣлъ — въ чемъ онъ очень нуждался.

Но совершенно исключительную важность получила миссія генерала Мюффлинга. Въ началѣ мая 1829 года имѣло мѣсто свиданіе Императора Николая I съ королемъ прусскимъ. Государь прибылъ въ Варшаву и оттуда выѣхалъ на встрѣчу королю, который однако не могъ по болѣзни пріѣхать въ Силезію на встрѣчу. Онъ послалъ вмѣсто себя своего сына, принца Вильгельма. Государь вмѣстѣ съ Императрицею поѣхалъ въ Берлинъ. Нѣтъ никакихъ точныхъ данныхъ относительно личныхъ переговоровъ между августѣйшими монархами обѣихъ сосѣднихъ и союзныхъ державъ, но можно думать, что результатомъ ихъ явилась секретнѣйшая командировка генерала Мюффлинга въ Турцію.

Въ началѣ іюля генералъ самымъ тайнымъ образомъ скрылся изъ Берлина, гдѣ объ отъѣздѣ его узнали, когда онъ былъ уже далеко отъ Берлина. Достигнуто было сохраненіе этой тайны, между прочимъ, тѣмъ, что у дома генерала оставался военный караулъ нѣсколько дней послѣ его отъѣзда. Потомъ, когда отъѣздъ его сдѣлался извѣстнымъ, стали распускать слухъ, что онъ уѣхалъ на воды, въ Гаштейнъ. (Депеша гр. Алопеуса отъ 23-го іюня (5-го іюля) 1829 года).

Дѣятельное участіе генерала Мюффлинга въ заключеніи Адріанопольскаго мирнаго трактата извѣстно. Но не подлежитъ ни малѣйшему сомнѣнію, что только блестящія побѣды графа

kansky eurent seules raison de l'obstination de la Porte et l'obligèrent à accepter les conditions de paix qui lui furent proposées.

L'impression produite en général par le brillant passage des Balkans par les Russes, fut immense à Berlin. Le roi, prenant à part le comte Alopéus à Sans-Souci après le déjeuner, lui déclara qu'il aurait fait célébrer avec plaisir un Te Deum en l'honneur des victoires russes, s'il n'avait pas craint de sortir de la neutralité. Parlant des opérations de l'armée russe, le roi „convint que sous les rapports militaires et sous celui de la gloire de M-r le comte Diebitch-Zabalkansky, on pouvait regretter si ce général arrêtait sa marche victorieuse pour conclure la paix, mais que d'un autre côté la commotion que produirait infailliblement la prise de Constantinople serait si forte, qu'il était difficile d'en calculer les suites". Les ministres prussiens craignaient aussi que les Russes ne fissent la conquête de Constantinople. Ancillon, qui dirigeait le Ministère des affaires étrangères pendant l'été de 1829, déclara au comte Alopéus que la prise de la capitale de l'Empire Ottoman provoquerait des conséquences les plus terribles; mais il eut la grandeur d'âme d'ajouter que personne ne s'opposerait à l'annexion par la Russie de la rive orientale de la mer Noire jusqu'à Trébizonde. (Dépêche du comte Alopéus du 1 (13) septembre 1829).

L'armée russe ne s'empara pas de Constantinople et la catastrophe, dont les ministres prussiens ne parlaient qu'avec terreur ne se produisit pas. Avant d'avoir reçu la nouvelle de la signature du traité de paix d'Andrinople, l'Empereur Nicolas I écrivit le 10 septembre 1829 une lettre au roi de Prusse pour lui exprimer sa reconnaissance sincère par rapport au succès de la mission du général Müffling.

„Je touche donc enfin",—écrivait l'Empereur,—„au but de mes efforts et des voeux les plus chers que je puisse former dans la grande crise de l'Orient. En apportant des actions de grâce à la divine Providence, qui a si visiblement béni nos travaux, j'éprouve aujourd'hui plus que jamais, le besoin de m'ouvrir à Votre Majesté et de Lui exprimer ma plus sincère gratitude pour les preuves d'amitié qu'Elle n'a cessé de me donner durant le cours de cette longue complication. De l'instant où je fus contraint de recourir à la force des armes pour obtenir le redressement de mes griefs et l'exécution des traités les plus solennels, Votre Majesté s'est

Дибича-Забалканскаго сломили упорство Порты и заставили ее подписать предложенныя ей условія мира.

Впечатлѣніе, произведенное блестящимъ переходомъ русской арміи чрезъ Балканы, было также въ Берлинѣ неотразимое. Послѣ завтрака въ Сан-суси, король отвелъ въ сторону графа Алопеуса и сказалъ ему, что онъ охотно велѣлъ бы пропѣть Te Deum по поводу русскихъ побѣдъ, еслибъ не боялся выйдти изъ нейтралитета. Говоря о военныхъ дѣйствіяхъ русской арміи, король согласился, что „съ точки зрѣнія военной и славы графа Дибича-Забалканскаго, нужно сожалѣть, что генералъ этотъ остановитъ свое побѣдоносное шествіе для заключенія мира, но что съ другой стороны, потрясеніе, которое произведетъ неминуемымъ образомъ взятіе Константинополя, будетъ настолько сильно, что трудно опредѣлить его послѣдствія". Прусскіе министры также опасались взятія русскими войсками Константинополя. Ансильонъ, управлявшій лѣтомъ 1829 года Министерствомъ Иностранныхъ Дѣлъ, также сказалъ графу Алопеусу, что взятіе турецкой столицы вызоветъ самыя ужасныя послѣдствія. Но онъ спѣшилъ великодушно прибавить, что никто не станетъ возражать противъ присоединенія Россіей восточнаго берега Чернаго моря до Требизонда. (Депеша гр. Алопеуса отъ 1-го (13-го) сентября 1829 г.).

Константинополь не былъ взятъ русскою арміею, и катастрофа, о которой съ ужасомъ говорили прусскіе министры, не случилась. Только еще до полученія извѣстія о подписаніи Адріанопольскаго мирнаго трактата Императоръ Николай обратился къ королю прусскому съ письмомъ отъ 10-го сентября 1829 года, въ которомъ выражаетъ искреннюю свою признательность за успѣхъ порученія, возложеннаго на генерала Мюффлинга.

„Итакъ я приближаюсь, наконецъ, писалъ Государь, къ цѣли моихъ стараній и самыхъ дорогихъ моихъ пожеланій, которыя я могъ питать на счетъ великаго кризиса на Востокѣ. Возсылая молитвы благодарности къ божественному Провидѣнію, такъ видимо благословлявшему наши труды, я чувствую сегодня больше чѣмъ когда либо потребность открыться Вашему Величеству и выразить Вамъ искреннѣйшую мою признательность за всѣ доказательства дружбы, которыя Вы не переставали давать мнѣ въ продолженіе этой длинной борьбы. Съ той минуты, когда я принужденъ былъ прибѣгнуть къ силѣ оружія, чтобъ добиться

plu à reconnaître la justice de ma cause. Depuis, le langage de son Cabinet, toujours dicté par une politique saine et loyale, a constamment déposé de l'étroite union qui subsiste entre nous et m'a offert ainsi l'appui le plus efficace et tout à la fois le plus utile au maintien de la paix générale".

Quelques jours après, et nommément le 17 septembre, l'Empereur Nicolas I envoya à Berlin le prince Troubetskoy, son aide-de-camp général, porteur d'une copie du traité de paix d'Andrinople et d'une nouvelle lettre pour le roi. L'Empereur y exprimait sa joie sincère par rapport à la conclusion de la paix, dont les conditions donnaient satisfaction aux intérêts légitimes du peuple russe et à la dignité de la Russie.

„Votre Majesté", — écrivait l'Empereur, — „s'associera à mon bonheur, mais Elle accueillera surtout l'expression de ma vive reconnaissance pour sa franche et loyale coopération. Je ne pourrais assez souvent répéter, Sire, combien ce sentiment est profondément gravé dans mon coeur".

Le roi de Prusse se réjouissait sincèrement de la conclusion de la paix et sa lettre à l'Empereur du 20 octobre 1829 en est la meilleure preuve. „De la paix d'Andrinople", — écrivait le roi, — „datera une nouvelle ère pour l'Europe, qui pourra enfin se flatter de parvenir à fermer les dernières plaies que lui avaient laissées de longues années de guerres et de troubles et à jouir paisiblement des fruits de sa civilisation".

La paix d'Adrinople fut accueillie avec joie par la Prusse, parcequ'elle eut pour effet d'empêcher la guerre de s'étendre au-delà des limites de l'Empire Ottoman. Mais, d'autre part, cette campagne fit comprendre à la Prusse, ainsi qu'aux autres Puissances de l'Europe que la Turquie serait incapable de résister à une nouvelle attaque de la Russie. Voilà pourquoi le Cabinet de Berlin se montra favorable à la proposition, faite par l'Angleterre, de proclamer l'inviolabilité de l'Empire Ottoman à titre de principe du droit international européen. Le gouvernement prussien se chargea même de communiquer à St.-Pétersbourg cette proposition de la Grande Bretagne et de la recommander à l'attention sérieuse du gouvernement impérial.

уваженія моихъ требованій и исполненія самыхъ торжественныхъ трактатовъ, Вашему Величеству угодно было признать справедливость моего дѣла. Затѣмъ образъ дѣйствія Вашего министерства, будучи всегда руководимъ здравою и честною политикою, постоянно подтверждалъ существующій между нами тѣсный союзъ и такимъ образомъ былъ мнѣ наиболѣе прочною опорою и въ то же время наиполезнымъ образомъ служилъ сохраненію общаго мира".

Черезъ нѣсколько дней, именно 17-го сентября, Императоръ Николай I отправилъ въ Берлинъ князя Трубецкаго, своего генералъ-адъютанта, съ копіею съ Адріанопольскаго мирнаго трактата и новымъ письмомъ къ королю. Въ письмѣ Государь выражаетъ сердечную радость по поводу заключенія мира, условія котораго удовлетворяютъ законные интересы русскаго народа и достоинство Россіи.

„Ваше Величество", пишетъ Государь, „будете раздѣлять мое счастіе, но вмѣстѣ съ тѣмъ, Вы въ особенности примете выраженіе живой моей признательности за Ваше искреннее и добросовѣстное содѣйствіе. Я не могу, Государь, достаточно часто повторять Вамъ, насколько это чувство глубоко запало въ моемъ сердцѣ".

Король прусскій совершенно искренно обрадовался заключенію мира, и письмо его къ Государю отъ 20-го октября 1829 года служитъ лучшимъ тому доказательствомъ. „Съ Адріанопольскаго мира", пишетъ король, „начнется новая эпоха для Европы, которая наконецъ можетъ радоваться тому, что ей удалось закрыть послѣднія раны, сдѣланныя во многіе годы войнъ и безпокойствъ, и она мирнымъ образомъ станетъ наслаждаться плодами своей цивилизаціи".

Адріанопольскій миръ обрадовалъ Пруссію, потому что предупредилъ распространеніе войны за предѣлы Оттоманской Имперіи. Но, съ другой стороны, какъ для Пруссіи, такъ и для другихъ западно-европейскихъ державъ, эта война обнаружила полную безпомощность Турціи въ случаѣ новаго столкновенія съ Россіей. Вотъ почему Берлинскій кабинетъ сочувственно отнесся къ предложенію Англіи провозгласить неприкосновенность Оттоманской Имперіи принципомъ европейскаго международнаго права. Прусское правительство даже взяло на себя сообщить это англійское предложеніе въ С.-Петербургъ и рекомендовать его серьезному вниманію императорскаго правительства.

Une dépêche supérieurement rédigée du comte Nesselrode au comte Alopéus, en date du 23 janvier 1830, répond en détail et d'une manière irréfutable à cette proposition. Le comte Nesselrode commence avant tout par remercier le Cabinet de Berlin de s'être borné à communiquer au gouvernement russe la proposition anglaise et d'avoir refusé de lui demander de l'accepter. Puis il démontre l'impossibilité absolue pour la Russie de consentir à cette proposition.

Les dangers, qui menacent l'Empire Ottoman,— est-il dit dans la dépêche,—sont de deux genres: les dangers intérieurs et les dangers extérieurs. Si les dangers sont intérieurs, comment la garantie de l'inviolabilité territoriale pourrait-elle les écarter? Pourrait elle empêcher le Sultan de mal administrer les affaires de son Empire ou les pachas turcs de se révolter? D'autre part, si le Sultan administre mal son pays, la garantie pourrait-elle l'obliger à améliorer son administration et de même si les pachas se révoltent, l'Europe doit-elle intervenir pour les mettre à la raison? Il est évident que dans le premier cas la garantie serait infructueuse et que dans le second, elle devrait aboutir à une ingérence permanente dans les affaires intérieures de la Turquie.

„Si les dangers sont extérieurs", — poursuivait le vice-chancelier, — „ils ne peuvent venir que de la Russie. C'est donc la Russie qu'on invite à prendre des précautions contre elle-même. C'est la Russie qu'on veut placer dans une combinaison, dont elle serait le véritable objet. L'Empereur ne consentira pas à déclarer ainsi juste et fondée la méfiance qu'on lui témoigne. Il ne consentira pas à s'allier d'autres Puissances contre son propre Empire".

Du reste, la Russie a déjà garanti l'inviolabilité de l'Empire Ottoman par le traité de paix d'Andrinople. Mais si la Turquie n'exécute point les engagements qu'elle a pris, personne ne peut exiger de la Russie qu'elle se conforme aux clauses de ce traité pour ne porter aucune atteinte à la garantie. En général la proposition de l'Angleterre se trouve en contradiction avec les principes de réciprocité et la Turquie n'a jamais rempli ses engagements vis-à-vis des Puissances chrétiennes que lorsqu'elle y a été absolument forcée.

Ces considérations amenèrent le gouvernement russe à repousser la proposition anglaise et le Cabinet de Berlin fut prié de transmettre à Londres tous les arguments précités.

Превосходно написанная депеша гр. Нессельроде къ графу Алопеусу отъ 23-го января 1830 г. даетъ подробный и неопровержимый отвѣтъ на это предложеніе. Прежде всего гр. Нессельроде благодаритъ Берлинскій кабинетъ за то, что онъ ограничился сообщеніемъ русскому правительству англійскаго предложенія и отказался просить объ его принятіи. Вслѣдъ затѣмъ доказывается полная невозможность для Россіи принять это предложеніе.

Опасности, которыя угрожаютъ Оттоманской Имперіи, говорится въ депешѣ, двоякаго рода: внутреннія и внѣшнія. Если опасности внутреннія, то спрашивается какимъ образомъ гарантія территоріальной неприкосновенности можетъ ихъ устранить? Развѣ она можетъ удержать султана отъ плохаго управленія дѣлами своего государства или турецкихъ пашей отъ бунта? Или, если султанъ плохо управляетъ, то развѣ эта гарантія заставитъ его лучше управлять? Или, если паши бунтуютъ, развѣ тогда должна она вызвать европейскаго вмѣшательства для ихъ усмиренія? Очевидно, что въ первомъ случаѣ гарантія будетъ безплодна; во второмъ же случаѣ она приведетъ къ постоянному вмѣшательству во внутреннія дѣла Турціи.

„Если же", продолжаетъ вице-канцлеръ, „опасности внѣшнія, то онѣ могутъ угрожать только со стороны Россіи. Стало быть Россію приглашаютъ принять мѣры предосторожности противъ самой себя. Стало быть хотятъ, чтобъ Россія участвовала въ комбинаціи, настоящей цѣлью которой является она сама. Государь не согласится признать справедливымъ и основательнымъ недовѣріе, которое къ нему питаютъ. Онъ не согласится присоединиться къ другимъ державамъ противъ своей собственной имперіи".

Къ тому же Россія уже гарантировала въ Адріанопольскомъ мирномъ трактатѣ неприкосновенность Оттоманской Имперіи. Но если послѣдняя не исполнитъ принятыхъ на себя обязательствъ, то никто не можетъ потребовать отъ Россіи, чтобъ она исполняла, въ виду гарантіи, постановленіе этого трактата. Вообще англійское предложенія противорѣчитъ началамъ взаимности, и всегда только крайняя необходимость могла побудить Турцію исполнять свои обязательства въ отношеніи христіанскихъ державъ.

Въ силу всѣхъ этихъ соображеній русское правительство отказалось принять англійское предложеніе, и Берлинскому кабинету было выражено желаніе, чтобъ онъ передалъ въ Лондонъ всѣ вышеприведенные доводы.

Au cours des négociations, provoquées par la question d'Orient, on crut devoir procéder à la conclusion d'une nouvelle convention de cartel entre la Russie et la Prusse. Par une dépêche, en date du 24 décembre 1827, le comte Nesselrode chargea le comte Alopéus de proposer au Cabinet de Berlin de prolonger pour douze années encore la durée de la convention de cartel de 1816 et des articles, annexés à cette convention en 1817 (№№ 280 et 282). Mais pendant près de deux ans, cette question ne donna lieu à aucune négociation, car toute l'attention des deux Etats était concentrée sur les complications dangereuses au sud-est de l'Europe.

Ce n'est qu'au mois d'octobre 1829 que le vice-chancelier renouvela ses anciennes instructions et rappela au ministre de Russie qu'il y avait lieu de négocier avec le gouvernement prussien pour la conclusion d'une nouvelle convention de cartel, vû que le terme de celle de 1816 était expiré et que d'autre part, les clauses de cet acte n'étaient pas tout-à-fait d'accord avec les lois criminelles du Royaume de Pologne. Cette proposition fut immédiatement acceptée par le gouvernement prussien, qui consentit même à nous remettre un projet de convention rédigé par lui. Sur la proposition du comte Alopéus les deux gouvernements nommèrent des délégués en second pour les négociations préliminaires. Notre ministre choisit à cet effet son conseiller d'ambassade, le baron Maltitz et le comte de Bernstorff — le conseiller privé Philipsborn. La plupart des changements, introduits par la Russie dans l'ancienne convention, furent acceptés par le gouvernement prussien et nommément: tout ce qui avait trait à la réduction du chiffre des paiements à effectuer pour l'entretien des déserteurs ou des criminels, au remboursement des frais, etc. D'autre part, la proposition prussienne d'instituer une commission mixte, pour l'instruction des cas de violation des frontières, fut acceptée par le comte Alopéus. Mais les vues des deux parties différaient sur d'autres points, comme par exemple sur la question de savoir de quel tribunal dépendraient les individus qui avaient violé la frontière, c'est à dire ceux qui l'avaient traversée pour poursuivre des fugitifs.

La question de l'extradition des criminels politiques fut celle qui souleva les plus grandes difficultés. „Pendant mes entretiens avec le comte de Bernstorff", écrivait Alopéus le 12 (24) janvier 1830,—„j'appuyais beaucoup sur l'extradition des criminels et des prévenus pour délits politiques, lui rappelant les événements de nos jours, qui

Въ продолженіи переговоровъ, вызванныхъ Восточнымъ вопросомъ, возникла также мысль о заключеніи новой картельной конвенціи между Россіей и Пруссіей. Депешею отъ 24-го декабря 1827 года, гр. Нессельроде поручилъ графу Алопеусу предложить Берлинскому кабинету продолжить еще на 12 лѣтъ силу картельной конвенціи 1816 года и дополнительныхъ къ оной статей 1817 г. (№№ 280 и 282). Но въ продолженіи почти двухъ лѣтъ никакихъ переговоровъ по этому вопросу не происходило, такъ какъ вниманіе обоихъ правительствъ было очевидно поглощено опасными замѣшательствами въ юго-восточной Европѣ.

Только въ октябрѣ 1829 года вице-канцлеръ возобновилъ свое прежнее распоряженіе вступить съ прусскимъ правительствомъ въ переговоры о заключеніи новой картельной конвенціи въ виду того, что срокъ конвенціи 1816 года истекъ. Кромѣ того, постановленія послѣдней не совсѣмъ были согласны съ уголовными законами Царства Польскаго. Это предложеніе немедленно было принято прусскимъ правительствомъ, которое даже согласилось представить свой проектъ конвенціи. По предложенію гр. Алопеуса оба правительства назначили лицъ подчиненныхъ для предварительныхъ переговоровъ: онъ назначилъ совѣтника посольства барона Мальтица, а гр. Бернсторфъ— тайнаго совѣтника Филипсборна. Большая часть русскихъ измѣненій прежней конвенціи была принята прусскимъ правительствомъ, какъ-то: относительно уменьшенія платы за содержаніе дезертировъ или преступниковъ, возмѣщенія издержекъ и т. п. Съ другой стороны, прусское предложеніе объ учрежденіи смѣшанной коммиссіи для разслѣдованія случаевъ нарушенія границъ было принято гр. Алопеусомъ. Но разногласіе существовало по другимъ вопросамъ, напр. по вопросу о подсудности лицъ, нарушившихъ границу, т. е. перешедшихъ ее для преслѣдованія бѣглыхъ.

Особенныя затрудненія вызвалъ вопросъ о выдачѣ политическихъ преступниковъ. „Въ разговорѣ съ графомъ Бернсторфомъ", пишетъ 12-го (24-го) января 1830 года гр. Алопеусъ, „я сильно настаивалъ на выдачѣ преступниковъ и обвиняемыхъ въ совершеніи политическихъ преступленій, напоминая ему современныя со-

pour la sûreté mutuelle des Etats, rendaient pareille stipulation indispensable. Le comte de Bernstorff ne contesta pas la justesse de mes observations, mais il m'avoua que cela ne dépendait pas de lui de faire entrer cet engagement dans un traité formel. La question avait été débattue dans un conseil des ministres sur des propositions de cette nature, faites par le gouvernement de Hanovre et tous les ministres les avaient jugées inadmissibles. „Du reste“,—ajoutait le ministre,—„le comte de Bernstorff s'en rapporta à ma propre expérience de l'empressement que le gouvernement prussien avait toujours mis à délivrer les sujets accusés de trames politiques, dès qu'on lui en avait adressé la demande et il me fit entendre qu'une déclaration ministérielle à la signature du traité pourrait même en exprimer l'assurance formelle“.

Le ministre de Russie passa ensuite à une autre question: celle de l'extradition des propres sujets de chaque partie contractante. Si la Prusse, disait à ce propos le comte Alopéus, ne veut pas consentir à l'extradition des criminels par le seul fait qu'ils sont ses sujets, il est évident que le criminel le plus dangereux pourra éviter les poursuites de la loi en déclarant qu'il est un sujet prussien.

Le comte de Bernstorff se plut à reconnaître que le refus de la Prusse de livrer ses sujets pouvait avoir des inconvénients, mais il fut obligé d'avouer en même temps, qu'il ne pouvait y remédier, parceque „depuis le règne du Grand Electeur le principe d'accueillir les individus, qui recherchent la qualité de sujets, avait été érigé en maxime d'Etat, dont aucun ministre n'osait se départir“.

Les pourparlers qu'il eut avec les ministres prussiens convainquirent le comte Alopéus de l'impossibilité d'obtenir l'introduction, dans la convention projetée, de clauses concernant l'extradition des criminels politiques et des propres sujets de la Prusse. En attendant, on pouvait compter sur la possibilité d'obtenir sans difficulté l'extradition des criminels d'Etat, tant que les relations étroites et amicales du moment continueraient entre les deux Etats et la déclaration ministérielle, que l'on avait promise, accordait en même temps une base formelle à toute demande de cette nature. Dans le cas enfin, où les rapports entre les deux Etats viendraient à changer, ni les déclarations, ni les clauses d'une convention quelconque pour l'extradition des criminels politiques ne pourraient rien y faire.

бытія, настоятельнымъ образомъ требующія подобнаго постановленія для обоюдной безопасности государствъ. Графъ Бернсторфъ не отрицалъ основательности моихъ доводовъ, но онъ признался, что не отъ него зависитъ включить подобное обязательство въ формальный трактатъ. Этотъ вопросъ разсматривался въ совѣтѣ министровъ по поводу подобнаго же предложенія, сдѣланнаго ганноверскимъ правительствомъ, и всѣ министры признали его не подлежащимъ принятію“. „Впрочемъ“, прибавляетъ посланникъ, „гр. Бернсторфъ сослался на мой собственный опытъ на счетъ всегдашней готовности прусскаго правительства выдавать лицъ, обвиняемыхъ въ политическихъ дѣлахъ, когда только ему представляемо было о томъ требованіе, и онъ далъ мнѣ понять, что министерская декларація могла бы при подписаніи трактата выразить формальное подтвержденіе такого положенія“.

Тогда русскій посланникъ перешелъ къ другому вопросу: о выдачѣ собственныхъ подданныхъ. Если, доказывалъ гр. Алопеусъ, Пруссія не согласится выдавать преступниковъ на томъ основаніи, что они ея подданные, въ такомъ случаѣ, самый тяжкій преступникъ можетъ предупредить судебное преслѣдованіе посредствомъ объявленія себя прусскимъ подданнымъ.

Графъ Бернсторфъ соглашался, что отказъ въ выдачѣ Пруссіей своихъ подданныхъ имѣетъ свои неудобства, но въ тоже время онъ долженъ былъ сознаться, что измѣнить этого онъ не можетъ, потому что „со временъ великаго курфюрста принципъ, въ силу котораго необходимо принимать лицъ, объявившихъ себя подданными, получилъ значеніе основного государственнаго закона, который не можетъ быть нарушенъ никакимъ министромъ“.

На основаніи всѣхъ переговоровъ съ прусскими министрами, гр. Алопеусъ пришелъ къ заключенію, что нельзя добиться включенія въ проектированную конвенцію постановленій о выдачѣ политическихъ преступниковъ и собственныхъ подданныхъ. Между тѣмъ, пока существуютъ между обоими правительствами нынѣшнія близкія и дружескія сношенія, всегда можно будетъ добиться выдачи государственныхъ преступниковъ. Кромѣ того, обѣщанная министерская декларація всегда дастъ формальное основаніе для такого требованія. Если же эти отношенія когда нибудь измѣнятся, то никакія деклараціи или постановленія конвенцій о выдачѣ политическихъ преступниковъ не помогутъ.

Pour ce qui est du deuxième point sur lequel les deux Etats ne parvenaient pas à s'entendre, il était impossible de ne pas reconnaître que les cas étaient rares où un criminel, qui est l'objet de poursuites, puisse avoir le temps de devenir sujet prussien. Pour obtenir la naturalisation en Prusse, il fallait accomplir diverses formalités et une demande d'extradition, faite à temps, devait suffire pour que la naturalisation devint impossible. La seule question non-résolue au point de vue du comte Alopéus était donc celle de la non-extradition des sujets prussiens, se trouvant dans cette condition avant d'avoir commis un crime. (Dépêche du comte Alopéus du 12 (24) janvier 1830).

Cette dépêche avait pour annexe une note prussienne du 7 janvier 1830, qui contenait l'exposé détaillé des réfutations du gouvernement prussien aux demandes précitées des délégués russes — réfutations qui étaient dirigées principalement contre les art. 14 et 15 du projet de convention rédigé à St.-Pétersbourg.

Quant au premier de ces articles, le gouvernement prussien insistait pour que l'on en rejette la clause, en vertu de laquelle tout individu, ayant fait des dettes, ne serait pas livré avant qu'il ne les ait payées. Il proposait au contraire de procéder à l'extradition immédiate du débiteur, dont les créanciers pourraient adresser leurs réclamations „à l'autorité compétente de l'Etat auquel appartient leur débiteur".

Pour ce qui concerne enfin l'art. 15, la note prussienne déclarait qu'en général le gouvernement prussien ne désirait pas la conclusion d'une convention de cartel pour l'extradition des criminels, parceque les lois de la Prusse différaient par trop de celles du Royaume de Pologne, pour qu'il ne soit pas fort difficile parfois de définir jusqu'à quel point tel ou tel acte devait être reconnu pour un acte criminel d'après les lois de deux pays. Voilà pourquoi, il importait d'énumérer d'une manière exacte tous les actes qui devaient être considérés comme des actes criminels. Le gouvernement prussien déclarait toutefois qu'il ne pouvait consentir à considérer comme des individus passibles d'extradition, ceux qui étaient prévenus de crimes politiques. Il ne pouvait reconnaître non plus comme un acte criminel la violation des lois financières c. à. d. le commerce de contrebande. Enfin, il se réservait le droit de décider si, aux termes des lois prussiennes, il y avait lieu de reconnaître comme un acte criminel celui qu'aurait commis un étranger cherchant

Что касается втораго пункта, относительно котораго не состоялось согласія между обоими правительствами, то нельзя не имѣть въ виду, что рѣдко представляется случай, когда преслѣдуемый преступникъ успѣетъ сдѣлаться прусскимъ подданнымъ. Для полученія натурализаціи въ Пруссіи требуется исполненіе различныхъ формальностей, и стоитъ только во-время требовать выдачи, чтобъ предупредить натурализацію. Только не разъясненнымъ остался со стороны гр. Алопеуса вопросъ о невыдачѣ прусскихъ подданныхъ, состоявшихъ въ этомъ подданствѣ до совершенія преступленія. (Депеша гр. Алопеуса отъ 12-го (24-го) января 1830 г.).

Къ этой депешѣ приложена была прусская нота отъ 7-го января 1830 года, въ которой подробнымъ образомъ излагаются возраженія прусскаго правительства противъ вышеприведенныхъ требованій русскихъ уполномоченныхъ и въ особенности противъ статей 14-й и 15-й проекта конвенціи, составленнаго въ С.-Петербургѣ.

Въ отношеніи первой изъ приведенныхъ статей прусское правительство настаивало на исключеніи изъ нея постановленія, въ силу котораго не выдается лицо, сдѣлавшее долги, до уплаты ихъ. Оно предложило постановить немедленную выдачу должника, предоставляя кредиторамъ предъявить свои претензіи „компетентной власти государства, которому принадлежитъ ихъ должникъ".

Наконецъ, относительно статьи 15-й прусская нота объявляетъ, что правительство прусское вообще не желаетъ заключать картельной конвенціи о выдачѣ преступниковъ, и уголовные законы Пруссіи настолько существенно отличаются отъ законовъ уголовныхъ Царства Польскаго, что представляется иногда чрезвычайно труднымъ сказать, насколько данное дѣйствіе должно считаться преступнымъ по законамъ обѣихъ странъ. Въ виду этого обстоятельства, необходимо точнымъ образомъ исчислить всѣ дѣйствія, которыя должны считаться преступными. Но при томъ прусское правительство не можетъ согласиться на включеніе въ число лицъ, подлежащихъ выдачѣ, обвиняемыхъ въ политическомъ преступленіи. Далѣе, оно не можетъ допустить включенія въ число преступныхъ дѣйствій нарушенія финансовыхъ законовъ, т. е. занятіе контрабандною торговлею. Наконецъ, оно предоставляетъ себѣ право, на основаніи прусскихъ законовъ, слѣдуетъ ли признать преступленіемъ дѣйствіе,

un refuge en Prusse et de décider de même s'il y avait lieu de le livrer à son gouvernement.

Et comme le gouvernement russe ne consentait pas à „l'énumération nominale des crimes", la note prussienne proposait de rejeter complètement l'art. 15 du projet de convention proposé par la Russie et de le remplacer par la déclaration ministérielle.

Le comte Alopéus admit la possibilité d'accepter ces propositions de la Prusse. Ayant modifié, conformément à la note prussienne, la rédaction primitive de la convention, il en remit le nouveau texte au comte de Bernstorff, qui, par une note en date du 20 janvier 1830, lui fit savoir qu'il était prêt à signer cet acte.

Enfin, par une dépêche du 26 février 1830, le vice-chancelier accorda au comte Alopéus l'autorisation de signer le projet de convention communiqué par ce ministre et d'accepter la déclaration relative à l'extradition des criminels politiques.

La convention et la déclaration furent signées le 17 (29) mars 1830.

совершенное иностранцемъ, который ищетъ убѣжища въ Пруссіи, и слѣдуетъ ли его выдать его правительству.

И такъ какъ русское правительство не согласно на „именное исчисленіе преступленій", то прусская нота предлагаетъ совершенно выпустить въ русскомъ проектѣ конвенціи статью 15-ю и замѣнить ее министерскою декларацiей.

Графъ Алопеусъ призналъ возможнымъ принять эти прусскія предложенія и, сообразно прусской нотѣ, онъ измѣнилъ первоначальный текстъ конвенціи и возвратилъ его, въ измѣненномъ видѣ, графу Бернсторфу, который, нотою отъ 20-го января 1830 г., выразилъ полное свое согласіе подписать конвенцію.

Наконецъ, депешею отъ 26-го февраля 1830 года вице-канцлеръ уполномочилъ посланника подписать сообщенный имъ проектъ конвенціи и принять декларацію относительно выдачи политическихъ преступниковъ.

Конвенція и декларація были подписаны 17-го (29-го) марта 1830 года.

№ 314.

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

La convention de cartel, conclue le 13 (25) mai 1816 entre S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et S. M. le Roi de Prusse, venant d'expirer, quelques unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développemens et de précision et d'autres ayant cessé d'être applicables aux rapports existans, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle convention de cartel et ont à cet effet, nommé des plénipotentiaires, savoir:

S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne:

Le sieur David Comte d'Alopeus, Son Conseiller privé actuel et cham-

№ 314.

Во имя Пресвятыя и Нераздѣльныя Троицы.

Поелику срокъ конвенціи, заключенной между Е. В. Императоромъ Всероссійскимъ, Царемъ Польскимъ, и Е. В. Королемъ Прусскимъ 13-го (25-го) мая 1816 года, о взаимной выдачѣ бѣглыхъ, минулъ; а при томъ оказалось, что нѣкоторыя статьи оной конвенціи требуютъ дополненія и большей ясности; другія же не соотвѣтствуютъ уже нынѣшнимъ отношеніямъ; то Ихъ Величества признали за нужное заключить новую конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, и на сей конецъ назначили полномочными своими, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій:

Графа Давыда Алопеуса, своего дѣйствительнаго тайнаго совѣтника и дѣй-

bellan actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse, chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky, de St. Wladimir de la première etc.

et S. M. le Roi de Prusse: Le sieur Chrétien Gonthier comte de Bernstorff, Son Ministre d'Etat, du Cabinet et des affaires étrangères, chevalier des grands ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la convention de cartel, dont la teneur suit ici mot à mot:

Article I.

La présente convention, qui sera mise en exécution à dater du jour de sa ratification, s'appliquera:

a) A tous les individus, qui déserteront le service actif des armées respectives, ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, comme chevaux, harnais, armes, habillemens;

b) Aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel, pour rentrer au service actif, et qui, en conséquence, appartiennent à la réserve;

c) à tous les individus qui, selon les lois de l'Etat, qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fût ce que dans la suite, au service militaire;

ствительнаго каммергера, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Королѣ Прусскомъ, орденовъ св. Александра Невскаго, св. Владиміра первой степени и т. д., кавалера.

а Е. В. Король Прусскій, графа Христіана Гюнтера Бернсторфа, государственнаго кабинетъ-министра и министра иностранныхъ дѣлъ, орденовъ Прусскихъ: Чернаго и Краснаго Орла 1-й степени; Россійскихъ: св. Андрея Первозваннаго, св. Александра Невскаго и т. д. кавалера,

которые, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащей формѣ, заключили и подписали конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, которая отъ слова до слова гласитъ тако:

Статья I.

Исполненіе по сей конвенціи начнется со дня ея ратификаціи, и она будетъ относиться:

а) Ко всѣмъ лицамъ, кои, находясь въ дѣйствительной службѣ, учинятъ побѣгъ изъ той или другой обоюдныхъ армій, а равномѣрно до военныхъ принадлежностей, кои при нихъ окажутся, какъ-то: лошадей, конской сбруи, оружія и аммуниціи;

b) Ко всѣмъ тѣмъ лицамъ, кои, хотя и получили увольненіе, но съ тѣмъ, чтобы опять явиться на службу, коль скоро потребованы будутъ, и кои потому принадлежатъ къ резерву;

с) Ко всѣмъ лицамъ, кои по законамъ государства, оставленнаго ими съ намѣреніемъ возвратиться или же съ тѣмъ, чтобы не возвращаться, обязаны, хотя бы то было впослѣдствіи, нести военную службу;

d) aux individus, qui ayant commis des crimes dans l'un des deux Etats, se sont enfuis sur le territoire de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Article II.

Si les individus mentionnés à l'article précédent sous la lettre *a*, sont saisis, en uniforme; si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service actif de l'autre Etat, ils seront sur le champ et sans réquisition préalable de cet Etat, arrêtés et conduits, avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux Etats, pour y être remis à l'autorité respective chargée de les recevoir. Quant aux individus, dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles, qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet et le communiqueront à l'autorité militaire provinciale de l'autre Etat, qui alors déclarera, si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur lui sera délivré de la manière sus-indiquée.

d) Ко всѣмъ тѣмъ лицамъ, кои, учинивъ преступленія въ одномъ изъ двухъ государствъ, бѣгутъ въ другое, чтобы укрыться отъ суда и отъ законнаго наказанія.

Статья II.

Если упомянутые въ предыдущей статьѣ подъ литерою *a* люди захвачены будутъ въ мундирѣ, и если у нихъ окажутся другія принадлежащія къ военной аммуниціи вещи, или вообще ежели не подвержено будетъ сомнѣнію, что они учинили побѣгъ изъ дѣйствительной службы другаго договаривающагося государства, то таковые люди имѣютъ быть немедленно и безъ предварительнаго требованія со стороны того государства задержаны и препровождены со всѣми найденными у нихъ военными вещами на границу, раздѣляющую оба государства, для передачи назначенному принимать ихъ начальству. Что же касается до тѣхъ, коихъ побѣгъ не явенъ, но сдѣлается вѣроятнымъ вслѣдствіе собственныхъ ихъ показаній, или по особеннымъ обстоятельствамъ, то военныя или гражданскія начальства, по полученіи свѣдѣнія о мѣстопребываніи кого-либо изъ таковыхъ людей, примутъ немедленно нужныя мѣры для воспрепятствованія дальнѣйшему его побѣгу. Послѣ сего они учинятъ ему допросъ и препроводятъ протоколъ онаго къ военному провинціальному начальству другаго договаривающагося государства, которое объявитъ тогда, точно ли подозрѣваемый учинилъ побѣгъ, или нѣтъ; вслѣдствіе чего, въ случаѣ побѣга, дезертиръ выданъ будетъ оному вышеизъясненнымъ образомъ.

Les individus mentionnés à l'article précédent, lettres *b* et *c*, ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse, qui dans chaque cas spécial sera faite par l'autorité compétente de l'Etat auquel ils appartiennent.

Къ задержанію и выдачѣ обозначенныхъ въ предыдущей статьѣ подъ литерами *b* и *c* людей, будетъ приступлено не иначе, какъ вслѣдствіе точнаго о томъ требованія, которое чинимо будетъ при всякомъ особенномъ случаѣ надлежащимъ начальствомъ того государства, которому они принадлежатъ.

Article III.

L'extradition des individus, appartenant aux classes *a*, *b* et *c*, de l'article I n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'Etat qu'ils ont quitté en dernier lieu ou avant d'y avoir pris service, ils ont été sujets de l'Etat, où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports, qui proviennent pour eux de cette qualité, n'ont pas été annulés suivant les formes prescrites par les lois de cet Etat. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et effets militaires, que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant. De même, si un individu appartenant à ces trois classes, s'est rendu coupable de quelque délit dans l'Etat où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine, que lui infligent les lois de cet Etat.

Статья III.

Однакожъ, ежели принадлежащіе къ означеннымъ подъ литерами *a*, *b* и *c*, первой статьи разрядамъ люди, прежде прихода ихъ въ государство, изъ котораго въ послѣднее время они выбыли, или до поступленія ихъ въ службу онаго, были подданными того государства, въ которомъ послѣ побѣга они скрываются, и если при томъ сопряженныя съ таковымъ ихъ качествомъ отношенія, по законнымъ формамъ сего государства, не уничтожились; то таковыхъ людей выдавать не слѣдуетъ. Но и въ семъ случаѣ, лошади, которыхъ при побѣгѣ они увели, и военныя принадлежности, унесенныя ими при побѣгѣ съ собою, должны быть возвращены. А также, если кто нибудь изъ принадлежащихъ къ симъ тремъ разрядамъ людей учинитъ какое-либо преступленіе въ томъ государствѣ, гдѣ послѣ побѣга онъ отыщется, то таковаго можно не выдавать до тѣхъ поръ, пока онъ по законамъ сего государства не накажется.

Enfin, dans le cas, où, suivant la teneur de l'article II, l'arrestation et l'extradition d'un individu n'auront lieu qu'à la suite d'une réquisition, si, depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion de cet individu, il s'est écoulé l'espace de cinq ans, celui des deux Etats, au-

Наконецъ, буде со времени побѣга или непозволенной отлучки тѣхъ людей, которые по силѣ II статьи не иначе подлежатъ задержанію и выдачѣ, какъ вслѣдствіе точнаго о томъ требованія, пройдетъ пять лѣтъ; то ни которое изъ обоихъ государствъ, къ

quel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera pas tenu d'y satisfaire.

Article VI.

Les communications, qui, d'après l'article II, auront par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des hautes Parties contractantes, seront adressées de la part de la Russie et de la Pologne au général commandant dans la province prussienne la plus proche; et de la part de la Prusse au commandant en chef et aux officiers préposés à l'extradition des déserteurs; les réquisitions relatives aux individus, mentionnés à l'article I, sous les lettres *b* et *c*, s'adresseront de la part de la Russie et de la Pologne, à la régence provinciale prussienne la plus à portée; et de la part de la Prusse aux autorités militaires et civiles de Russie ou de Pologne le plus à proximité.

Article V.

Comme il pourrait arriver qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des hautes Parties contractantes, eut déserté des troupes d'un autre Souverain, ou d'un autre Etat, avec lequel l'une des hautes Parties contractantes aurait conclu une convention de cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée, qu'il aura désertée en dernier lieu.

Article VI.

Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives d'engager au service militaire ou civil

коему поступило бы требованіе о выдачѣ таковыхъ людей, не обязано удовлетворять оному.

Статья IV.

Сношенія, на основаніи второй статьи, о людяхъ, подозрѣваемыхъ въ побѣгѣ изъ службы той или другой изъ высокихъ договаривающихся Державъ, будутъ производиться со стороны Россіи и Царства Польскаго, съ генераломъ начальствующимъ въ ближайшей прусской провинціи, а со стороны Пруссіи — съ главнымъ начальникомъ и съ чиновниками, коимъ поручена выдача дезертировъ; съ требованіями же касательно людей, упомянутыхъ въ I-й статьѣ подъ литерами *b* и *c*, относиться будутъ со стороны Россіи и Царства Польскаго къ ближайшему прусскому провинціальному правленію, а со стороны Пруссіи — къ ближайшимъ военнымъ и гражданскимъ начальствамъ россійскимъ или польскимъ.

Статья V.

Поелику можетъ случиться, что кто либо, до побѣга своего изъ службы той или другой высокой договаривающейся стороны, учинилъ побѣгъ изъ войскъ инаго государя или иной Державы, съ коими одна изъ высокихъ договаривающихся сторонъ имѣла бы конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, то и въ такомъ случаѣ дезертиръ выданъ будетъ въ ту армію, изъ которой онъ бѣжалъ въ послѣднее время.

Статья VI.

Запрещается въ особенности обоюднымъ военнымъ и гражданскимъ начальствамъ принимать въ военную или

de leur Souverain un individu, dont la désertion du service actif de l'autre Etat n'est pas douteuse ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer aux frontières, ni aucun sous-officier, ni aucun soldat de l'armée de l'Etat limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passeport et d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il prétend appartenir.

гражданскую службу своего Государя всякаго, коего побѣгъ изъ дѣйствительной службы другаго договаривающагося государства не подверженъ сомнѣнію, или даже только вѣроятенъ. Предписывается также не пропускать чрезъ границу никого изъ унтеръ-офицеровъ или солдатъ, принадлежащихъ къ арміи сопредѣльнаго государства, ежели онъ не будетъ имѣть паспорта или письменнаго вида отъ начальника или командующаго тѣмъ корпусомъ, къ которому онъ по его показанію принадлежитъ.

Tout individu qui sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera découvert par ses autorités, ou leur sera dénoncé par leurs subalternes et que des signes extérieurs ou d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre Etat, sera sur le champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

Всякій, таковаго паспорта или письменнаго вида не имѣющій, о которомъ начальства сіи получатъ свѣдѣніе или сами, или чрезъ своихъ подчиненныхъ, и который по наружнымъ признакамъ или по другимъ обстоятельствамъ, подастъ поводъ къ подозрѣнію, что онъ принадлежитъ къ войскамъ другаго договаривающагося государства, будетъ немедленно задержанъ со всѣми вещами, которыя при немъ окажутся, и по учиненіи допроса, будетъ поступлено на основаніи второй статьи.

Article VII.

Les hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions qui devront être adressées à leurs autorités, concernant les individus des classes *b* et *c* de l'article I. Si ces individus devaient avoir été engagés au service de l'Etat, sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Статья VII.

Обѣ высокія договаривающіяся стороны примутъ мѣры, чтобы неослабное было наблюденіе за немедленнымъ и добросовѣстнымъ исполненіемъ по всѣмъ требованіямъ, которыя къ начальствамъ ихъ поступать будутъ касательно людей въ I-й статьѣ подъ лит. *b* и *c* обозначенныхъ, и если бы оказалося, что симъ людямъ слѣдовало поступить въ службу того государства, на земляхъ котораго они находятся, то и въ таковомъ случаѣ взаимныя обязательства по сей статьѣ не подвергнутся ни малѣйшему измѣненію.

Article VIII.

S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance rapportée dans le réquisitoire, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés à l'article III exceptés, motiver un refus d'extradition.

Article IX.

Non seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire, devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal, qui aura été dressé relativement aux causes et aux circonstances de son arrestation; mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux, qui, d'après l'article II, doivent être livrés d'office, les effets militaires, qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront de suite restitués avec lui. Que si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux, qui ne sont livrés qu' à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'un réquisitoire spécial, alors, afin de lever toute espèce de doute que son extradition ne soit conforme aux principes établis dans la présente convention, le réquisitoire qui le concerne sera toujours produit en original lors de l'extradition.

Article X.

Les places frontières, fixées jusqu'ici pour l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, continueront à servir pour le même objet, aussi longtems que les autorités respectives

Статья VIII.

Ежели бы возникли сомнѣнія на счетъ точности какого либо приводимаго въ требованіи обстоятельства, то таковыя сомнѣнія, за исключеніемъ случаевъ, въ III-й статьѣ обозначенныхъ, не могутъ служить предлогомъ къ невыдачѣ.

Статья IX.

Выдача дезертира или всякаго подлежащаго военной службѣ, не только должна всегда и безъ исключенія быть сопровождаема протоколомъ о причинахъ и обстоятельствахъ его задержанія; но сверхъ того, если таковый человѣкъ принадлежитъ къ разряду тѣхъ, кои въ силу второй статьи должны быть выданы безъ востребованія, то вмѣстѣ съ нимъ имѣютъ быть возвращены немедленно и военныя вещи, послужившія къ открытію его побѣга. Ежели же напротивъ того онъ принадлежать будетъ къ разряду тѣхъ людей, коихъ выдача производится только въ слѣдствіе предварительныхъ сношеній между обоюдными военными начальствами или по особенному востребованію, то для отвращенія всякаго сомнѣнія въ томъ, что выдача его согласна съ постановленіями сей конвенціи, касающееся до него требованіе будетъ всегда представляемо въ подлинникѣ при выдачѣ.

Статья X.

Назначенныя доселѣ для постоянной выдачи дезертировъ и другихъ людей пограничныя мѣста будутъ тѣ же самыя, гдѣ таковая выдача прежде производилась, пока обоюдныя начальства

ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires, chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront, suivant que ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à l'état civil, dénommés par l'autorité militaire ou civile compétente à celle de l'autre Etat.

не условятся между собою о перемѣнѣ оныхъ. Назначеніе чиновниковъ для пріема въ сихъ мѣстахъ людей, подлежащихъ выдачѣ, смотря по принадлежности тѣхъ чиновниковъ къ военному, или гражданскому званію, будетъ зависѣть отъ военныхъ или гражданскихъ начальствъ, соотвѣтствующихъ уполномоченнымъ на то другою державою.

Article XI.

Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de quinze gros de Pologne ou deux gros courans de Prusse par jour, à compter du jour, où il aura été arrêté pour être livré, soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a pris avec lui un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire et ces fourages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours; à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté, ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au de-là de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si par suite de maladie du transfuge, il aurait été reçu dans un hôpital,

Статья XI.

За издержки на содержаніе каждаго дезертира, или каждаго человѣка, подлежащаго военной службѣ, назначается по пятнадцати грошей польскихъ или по два прусскихъ гроша курантовыхъ въ день, считая со дня его задержанія для выдачи по востребованію или безъ онаго. Ежели дезертиръ приведетъ съ собою казенную лошадь, то на кормъ оной будетъ отпускаться ежедневно и считая съ вышеозначеннаго времени по два метца овса и по восьми фунтовъ сѣна съ нужною соломою; платежъ таковой за фуражъ производиться будетъ всякій разъ по справочнымъ цѣнамъ, какія въ ближайшемъ городѣ будутъ состоять.

Выдача дезертира должна быть произведена въ дѣйствіе не позже, какъ чрезъ восемь дней послѣ его задержанія, которое имѣетъ послѣдовать тотчасъ по полученіи свѣдѣнія о мѣстѣ его укрывательства; а потому и счеты издержкамъ за содержаніе, съ той и другой стороны не могутъ быть свыше, какъ только за восемь дней, кромѣ тѣхъ случаевъ, когда бы по причинѣ отдаленности мѣста, гдѣ дезертиръ будетъ задержанъ, или по другимъ ясно доказаннымъ обстоятельствамъ, выдача она-

les frais qui en résulteront, seront acquittés par le gouvernement réclamant à raison de 21 gros (vingt et un) de Pologne par jour pour tout le tems pendant lequel son état de santé l'aura retenu dans l'hôpital.

го подлежащимъ начальствамъ необходимо должна была замедлиться долѣе вышеозначеннаго времени. Если бѣглый по болѣзни принятъ будетъ въ госпиталь, то за издержки, для него тамъ потребныя, правительство, требующее его выдачи, заплатитъ по двадцати одному польскому грошу въ день, за все время, которое по причинѣ болѣзни своей въ госпиталѣ онъ пробудетъ.

Article XII.

Celui qui découvrira un déserteur, quelle que soit l'espèce de troupes dont celui-ci fasse partie, ou bien un individu sujet au service militaire et réclamé, de sorte que ce déserteur ou cet individu puisse sur le champ être arrêté, obtiendra comme récompense de la part de l'Etat, auquel se fera l'extradition, la somme de vingt-sept florins de Pologne. Si l'on découvre en même tems le cheval de service emmené par lui et que le cheval est rendu à l'Etat auquel il appartient, cette récompense sera portée à quarante cinq florins de Pologne.

Статья XII.

Кто укажетъ мѣсто укрывательства дезертира, къ какому бы онъ роду войска ни принадлежалъ, или же подлежащаго военной службѣ человѣка, о коемъ послѣдуетъ требованіе, и если указаніе сіе сдѣлано будетъ такимъ образомъ, что сей дезертиръ, или подлежащій военной службѣ, можетъ быть немедленно задержанъ, тотъ получитъ въ награжденіе отъ государства, коему таковый имѣетъ быть выданъ, двадцать польскихъ злотыхъ. Ежели вмѣстѣ съ тѣмъ найдена будетъ уведенная имъ лошадь и ежели оная возвращена будетъ тому государству, которому она принадлежитъ, то награжденіе сіе увеличится до сорока пяти польскихъ злотыхъ.

Article XIII.

Afin de pouvoir acquitter sans délai, cette récompense, ainsi que les frais d'entretien mentionnés à l'article XI, lesquels dans aucun cas ne pourront être augmentés, les hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires, chargés dans les places frontières désignées pour cet effet de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent, au moyen de laquelle

Статья XIII.

Для немедленной выдачи сихъ награжденій и денегъ, слѣдующихъ за упомянутыя въ XI статьѣ издержки, которыя ни въ какомъ случаѣ не могутъ быть увеличены, обѣ высокія договаривающіяся стороны примутъ мѣры, чтобы у чиновниковъ, коимъ поручено будетъ принимать бѣглыхъ въ пограничныхъ мѣстахъ, для того назначенныхъ, находилась въ наличности нѣ-

ils payeront, lors de l'extradition faite à eux du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, ainsi que du cheval, et la récompense susmentionnée et les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires de la part de l'autorité de l'autre Etat chargée de l'extradition. Si l'on trouvait cette spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vû la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée et ce ne sera que plus tard qu'une réclamation à ce sujet sera prise en considération; le seul cas excepté, où il n'aurait pas été satisfait à la disposition de l'article IX, concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original du réquisitoire, dans lequel cas il ne sera payé ni récompense ni frais d'entretien.

которая денежная сумма, изъ которой они могли бы платить при самой сдачѣ дезертира или человѣка, подлежащаго военной службѣ, а также и за лошадь уведенную, что будетъ слѣдовать въ награжденіе и за издержки на содержаніе, по счетамъ, кои тѣмъ чиновникамъ будутъ представляемы со стороны начальствъ другой державы, производящей выдачу. Если въ таковомъ счетѣ оказалась бы какая либо погрѣшность, чего однакоже трудно ожидать при той ясности и точности, съ которыми опредѣлены награжденія и деньги на содержаніе, то и въ таковомъ случаѣ по оному счету платежъ произведется сполна; къ разсмотрѣнію же возраженія, учиненнаго по сему предмету, будетъ приступлено послѣ, исключая одинъ только случай, и именно, когда бы не послѣдовало исполненія по содержанію IX статьи, касательно того, чтобы вмѣстѣ съ дезертиромъ были выдаваемы и найденныя при немъ военныя принадлежности, или чтобы требованіе о его выдачѣ было представляемо въ подлинникѣ. Въ семъ только случаѣ денегъ, назначенныхъ въ награжденіе, а также за издержки на содержаніе, выдаваемо не будетъ.

Article XIV.

Les déserteurs et les individus sujets au service militaire ne pouvant contracter des dettes, que l'Etat auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter; ces dettes ne feront jamais, lors de l'extradition, un objet de discussion entre les autorités des deux Etats. Si un individu, durant son séjour dans l'Etat qui le délivre, a contracté envers des particuliers des obligations, que son

Статья XIV.

Поелику дезертиры и люди, подлежащіе военной службѣ, не могутъ входить въ долги, за которые то правительство, которому они принадлежатъ, было бы въ законной обязанности отвѣтствовать, то таковые долги ни въ какомъ случаѣ, при выдачѣ бѣглыхъ, не могутъ служить поводомъ къ какому либо разбирательству между обоюдными начальствами. Еслибы кто либо изъ

extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant l'autorité compétente de l'Etat auquel appartient son débiteur.

Pareillement, si un déserteur, ou un individu sujet au service militaire, se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagemens, qu'il aurait contractés envers des particuliers, l'Etat auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le délivrer sans retard.

Article XV.

Ceux, qui dans le pays de l'un des deux Souverains commettent un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre à la première réquisition, laquelle aura lieu de la manière indiquée ci-dessous à l'article XVI.

L'état ou la condition du coupable, accusé ou prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué de quel état ou de quelle condition qu'il soit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

таковыхъ людей, во время своей бытности въ государствѣ, которое выдаетъ его, далъ частнымъ людямъ обязательства, коихъ по причинѣ его выдачи онъ не можетъ выполнить, то противной сторонѣ предоставляется только отыскивать свое право у надлежащаго начальства того государства, которому принадлежитъ должникъ ея.

Равномѣрно, если дезертиръ, или человѣкъ, подлежащій военной службѣ, въ то время, когда его потребуютъ, будетъ находиться, за частные долги, подъ стражею; то и тогда правительство, къ которому поступитъ таковое требованіе, не освобождается отъ обязанности выдать его немедленно.

Статья XV.

Если кто нибудь, въ томъ или другомъ изъ обоихъ государствъ, учинитъ уголовное преступленіе, или въ таковомъ преступленіи обвиняемъ или подозрѣваемъ будетъ; а потомъ бѣжитъ и перейдетъ во владѣнія другаго изъ договаривающихся Государей, то всѣ таковые люди взаимно будутъ выдаваемы, по первому востребованію, которое послѣдуетъ на томъ основаніи, какъ ниже сего въ статьѣ XVI показано.

Сила сего постановленія остается непремѣнною, не смотря ни на званіе, ни на состояніе виновнаго, или обвиняемаго, или подозрѣваемаго; и таковые люди, къ какому бы званію или состоянію они ни принадлежали, дворяне, городскіе, или сельскіе жители, вольные или крѣпостные, военнаго или гражданскаго вѣдомства, равно будутъ выдаваемы.

Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis le dit délit criminel ou excès; le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

Но ежели окажется, что преступникъ, или подверженный обвиненію, есть подданный того Государя, во владѣнія котораго бѣжалъ онъ по учиненіи уголовнаго преступленія на земляхъ другой изъ договаривающихся державъ; то въ такомъ случаѣ онъ выданъ не будетъ; но Государь, коего онъ подданный, повелитъ предать его законному суду немедленно. Однакожъ, если кто либо задержанъ будетъ въ томъ самомъ государствѣ, гдѣ учинилъ онъ уголовное преступленіе, или иной какой противузаконный поступокъ, и при томъ задержанъ будетъ именно за таковое уголовное преступленіе или таковый поступокъ; то Государь, въ областяхъ коего послѣдовало задержаніе, воленъ отдавать таковыхъ людей у себя подъ судъ и подвергать ихъ наказанію, какое по законамъ будетъ слѣдовать, хотя бы виновные были подданные другаго изъ договаривающихся Государей.

Article XVI.

Dans les cas prévus par l'article précédent, le tribunal supérieur de la province, où le criminel doit être, ou a été, soumis à une information et où il subira sa peine, fera la réquisition nécessaire à cet égard, laquelle sera adressée au tribunal supérieur de la province, où le criminel sera présumé avoir cherché un asile.

Si toutefois, il ne s'agissait d'abord que de découvrir un individu et de s'assurer de sa personne par la voie de la police, les réquisitions à cet effet pourront être réciproquement adressées aux

Статья XVI.

Въ случаяхъ, предусмотрѣнныхъ въ предыдущей статьѣ, главный судъ той провинціи, гдѣ надлежитъ произвести, или было произведено слѣдствіе надъ преступникомъ, и гдѣ должно будетъ наказать его, составитъ надлежащее по сему предмету требованіе и отнесется съ онымъ въ главный судъ той провинціи, гдѣ преступникъ, по догадкамъ, долженъ имѣть укрывательство.

Если, впрочемъ, дѣло будетъ состоять только въ томъ, чтобы узнать, гдѣ какой либо человѣкъ укрывается, и задержать его посредствомъ полиціи; то съ таковыми требованіями можно

autorités provinciales de police des hautes Parties contractantes.

взаимно относиться къ установленнымъ въ обоюдныхъ владѣніяхъ провинціальнымъ полицейскимъ начальствамъ.

Mais dans tous les cas, où il est question de l'extradition effective d'un criminel, le réquisitoire émané à son égard devra entrer dans le détail des circonstances du crime, afin que l'on puisse se convaincre que le délit dont le criminel est accusé est tel, que suivant les lois de l'Etat même, auquel s'adresse la réclamation, le coupable se trouverait aussi soumis à une enquête criminelle.

Но какъ скоро настоять будетъ рѣчь о дѣйствительной выдачѣ преступника; то надлежитъ, чтобы во всякомъ о томъ требованіи были подробно показаны всѣ обстоятельства его преступленія, дабы можно было удостовѣриться, что преступленіе, въ которомъ преступникъ обвиняется, есть точно таково, что и по законамъ того государства, къ которому поступило требованіе о выдачѣ, виновный подвергается равномѣрно уголовному слѣдствію.

Quand ces conditions seront remplies, et que par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité de sa personne aura été reconnue, il devra être livré. A cet effet, il sera escorté jusqu'à la frontière et remis, contre le remboursement des frais, aux autorités compétentes de la partie réquérante.

Когда съ исполненіемъ сихъ условій, а также по допросу, который учиненъ будетъ подсудимому, окажется, что онъ точно тотъ, кого требуютъ; тогда должно будетъ выдать его. На сей конецъ онъ препроводится за конвоемъ до границы и съ полученіемъ денегъ за издержки, на него употребленныя, сданъ будетъ надлежащимъ начальствамъ той стороны, которая требовала его выдачи.

Article XVII.

A compter du jour de l'arrestation d'un criminel qui est poursuivi, il sera payé quinze gros de Pologne par jour pour son entretien, et vingt deux et demi gros de Pologne par jour pour frais de détention.

Статья XVII.

Со дня задержанія преслѣдуемаго преступника, будетъ производиться по пятнадцати польскихъ грошей въ день на его содержаніе и по двадцати по два польскихъ гроша съ половиною за ежедневное содержаніе подъ стражею.

Article XVIII.

Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels, ne pourront, de la part du Souverain qui les réclame, être poursuivis dans le pays de l'autre Souverain, soit par quelque acte de violence ou d'auto-

Статья XVIII.

Ни дезертиры, ни подлежащіе военной службѣ, ниже преступники, не могутъ со стороны требующаго выдачи ихъ Государя преслѣдуемы быть въ областяхъ другаго договаривающагося Государя какимъ либо насильственнымъ

rité propre, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quelqu'il soit, ou quelque émissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux Etats.

Si, de la part de la Puissance réclamante, la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux Etats. C'est à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée et s'adressera à l'autorité militaire ou civile compétente pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant les lettres réquisitoires de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards, que les deux gouvernemens se doivent mutuellement et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente convention.

или самоуправнымъ, или потаеннымъ образомъ. А потому всякой военной или гражданской командѣ, или кому либо тайно подосланному запрещается переходить съ таковымъ намѣреніемъ чрезъ обоюдную границу.

Ежели для поимки одного или многихъ дезертировъ, или людей, подлежащихъ военной службѣ, или же убѣжавшихъ преступниковъ, будетъ отправлена со стороны требующей Державы военная или гражданская команда, или употребится другое средство, то таковое преслѣдованіе не можетъ простираться далѣе, какъ только до границы, раздѣляющей оба государства. Здѣсь команда должна остановиться, и чрезъ границу дозволяется перейти одному только человѣку, которому воспретится употреблять какое либо насиліе или управляться самопроизвольно; но онъ долженъ отнестись о выдачѣ къ надлежащему военному или гражданскому начальству и представить оному письменное о томъ требованіе своей команды. Таковый посланный принятъ будетъ соразмѣрно съ тѣмъ уваженіемъ, которымъ обѣ Державы обязаны другъ другу; послѣ чего поступлено будетъ на основаніи сей конвенціи.

Article XIX.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et amenera les

Статья XIX.

Всякій, кто задержанъ будетъ въ той самой землѣ, на которую перешелъ онъ чрезъ границу непозволеннымъ образомъ, препроводится въ тамошній ближайшій судъ, въ коемъ производятся слѣдствія о военныхъ преступленіяхъ.

Означенный судъ разсмотритъ дѣло, и по выслушаніи свидѣтелей, доведетъ

actes au point, que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au général-en-chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays. La sentence sera communiquée au tribunal chargé de l'information, qui la publiera au prévenu retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette époque. Selon la teneur de cette sentence, le prévenu sera de suite mis en liberté ou délivré à l'autorité de l'autre Etat la plus voisine, pour lui faire subir la peine infligée.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accellérée le plus que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissemens seront fournis à la réquisition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

S'il s'élève des doutes sur cette violation de territoire ou sur les circonstances particulières du fait, il sera établie une commisson mixte, présidée par les commissaires de la partie lésée. Aussitôt que les décisions portées par cette commission, appelée seulement à déclarer si la violation de territoire a eu lieu ou non, auront été confirmées par les deux Souverains, la punition du coupable aura lieu aussi promptement que possible, selon les lois et par le ministère des autorités du gouvernement dont il se trouvera être sujet.

производство онаго до того, чтобы можно было сдѣлать приговоръ. Потомъ все дѣло препроводится къ главноуправляющему тѣми войсками, къ которымъ виновный принадлежитъ, для учиненія приговора по законамъ того государства. О семъ приговорѣ будетъ сообщено производившему слѣдствіе суду, а сей объявитъ оный подсудимому, котораго будетъ содержать до тѣхъ поръ подъ стражею. Въ силу сего приговора, подсудимый или освобожденъ будетъ немедленно, или выданъ ближайшему начальству другой договаривающейся Державы, для надлежащаго наказанія.

Слѣдствіе должно производиться безостановочно и со всею возможною скоростію. Если судъ, назначенный для произнесенія приговора, предварительно потребуетъ дальнѣйшихъ объясненій, то таковыя должны быть доставлены по требованію помянутаго суда отъ начальства, производившаго слѣдствіе.

Ежели на счетъ непозволеннаго перехода чрезъ границу, или какихъ особенныхъ обстоятельствъ, при томъ случившихся, произойдетъ сомнѣніе; то въ такомъ случаѣ назначится обоюдная коммиссія подъ предсѣдательствомъ коммиссаровъ той стороны, которая принесетъ жалобу. Обязанность сей коммиссіи будетъ состоять только въ томъ, чтобы рѣшить, дѣйствительно ли переходъ чрезъ границу сдѣланъ былъ непозволеннымъ образомъ, и какъ скоро рѣшеніе оной коммиссіи утверждено будетъ обоими Государями; то виновный накажется, поколику можно безъ замедленія, по законамъ и по распоряженію начальствъ того государства, котораго онъ подданный.

Article XX.

Il est défendu aux autorités et sujets des hautes Parties contractantes de recéler un déserteur, un individu soumis au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel propre à être livré, ou de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les gouvernemens respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes, qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux Etats se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignemens sur la manière dont les contrevenans auront été recherchés et punis.

Article XXI.

Il sera rigoureusement défendu aux sujets des hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu pour déserteur, ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'Etat. Ils seront avertis surtout de ne pas acheter le cheval, qu'un déserteur aura emmené avec lui. Il leur sera de plus sévèrement enjoint de se donner de garde de faire l'achat d'objets, qu'un criminel a emportés en se sauvant et dont il est possesseur illégitime. Les deux gouvernemens emploiront tous les moyens, que leur offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'un l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

Статья XX.

Всѣмъ начальствамъ и подданнымъ высокихъ договаривающихся сторонъ запрещается укрывать дезертировъ, также людей, подлежащихъ военной службѣ и о коихъ поступило уже требованіе, или преступниковъ, слѣдующихъ къ выдачѣ, и способствовать побѣгу ихъ въ другія дальнѣйшія мѣста, для устраненія ихъ отъ таковой выдачи.

Обоюдныя правительства поступятъ по мѣстнымъ законамъ государственнымъ съ тѣми, кои приличатся въ таковыхъ преступленіяхъ, и начальства обѣихъ державъ, для взаимнаго удовлетворенія, будутъ сообщать другъ другу свѣдѣнія о томъ, какія мѣры будутъ приняты для отысканія и какимъ образомъ наказаны нарушители сего постановленія.

Статья XXI.

Строжайше запрещено будетъ подданнымъ высокихъ договаривающихся сторонъ покупать у кого либо вещи, съ явнымъ признакомъ, что онѣ казенныя, хотя бы продавецъ еще не былъ признанъ дезертиромъ, или какъ таковый не былъ требованъ. Особенно подтверждено будетъ не покупать лошадей, приведенныхъ дезертирами. Строго сверхъ того будетъ предписано, чтобы никто не покушался на покупку у преступника вещей, унесенныхъ имъ при побѣгѣ, ибо онъ не могъ пріобрѣсти ихъ иначе, какъ беззаконнымъ образомъ. Оба правительства употребятъ всѣ способы по мѣстнымъ законамъ государственнымъ, чтобы таковыя вещи и помянутыя военныя принадлежности взаимно были возвращаемы безъ всякаго вознагражденія.

Article XXII.

Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas, où, d'après cette convention, elle aurait dû avoir lieu, et que le dit individu par une nouvelle fuite retourne dans le pays, auquel il aurait dû être délivré, le Souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Article XXIII.

Aucun individu, tombant à charge à l'un des deux Etats, lors même qu'il n'y serait pas né, ou domicilié suivant les lois du pays, ne pourra être transféré dans l'autre Etat, sans le consentement préalable et exprès de ce dernier, même dans le cas où cet individu ou ses parens, y seraient nés, ou qu'il eût existé précédemment entre lui et cet Etat des rapports de sujétion. Si donc, l'un des deux Etats avait l'intention de transférer dans l'autre un individu qui lui serait à charge, les autorités provinciales de ce dernier Etat, les plus proches, devront auparavant s'être déclarées prêtes à le recevoir. Sans un concert préalable à cet égard, les autorités frontières n'auront ni le droit, ni l'obligation, de recevoir un pareil individu.

Статья XXII.

Ежели кто нибудь изъ дезертировъ, или изъ людей, подлежащихъ военной службѣ, или изъ преступниковъ, подходящихъ подъ разряды выше сего означенные, не будетъ выданъ, когда бы по силѣ сей конвенціи, онъ подвергался выдачѣ; а между тѣмъ, учинивъ новый побѣгъ, онъ опять перейдетъ въ ту землю, въ которую возвратить его надлежало бы; то Государь сей земли не обязанъ уже обратно выдавать его.

Статья XXIII.

Людей, которые, въ томъ или другомъ изъ обоихъ государствъ будутъ признаны тягостными для общества, хотя бы таковые люди были не изъ уроженцевъ тамошнихъ, или не имѣли бы тамъ постояннаго жительства на законномъ основаніи, нельзя высылать во владѣнія другой изъ договаривающихся Державъ, безъ предварительнаго и точнаго съ ея стороны на то согласія, даже и въ такомъ случаѣ, когда бы человѣкъ, назначенный къ высылкѣ, или его родители были уроженцы той земли, куда онъ высылается, или, если бы прежде того онъ состоялъ съ тѣмъ государствомъ въ отношеніяхъ, какъ подданный онаго. А потому, когда которое либо изъ обоихъ государствъ вознамѣрится послать въ другое кого либо изъ людей, для него тягостныхъ; то нужно, чтобы ближайшія провинціальныя начальства сего послѣдняго государства, напередъ объявили, что они могутъ принять его; безъ предварительнаго же о томъ соглашенія, пограничныя начальства принимать таковыхъ людей не имѣютъ права и не обязаны.

Ce concert toutefois ne sera pas nécessaire, lorsque l'un des deux Etats jugera à propos de faire sortir de son territoire un individu, muni de la part de l'autre Etat d'un passeport expédié pour un tems déterminé; bien plus, les hautes Parties contractantes s'engagent à le recevoir sans difficulté, non seulement jusqu'à l'expiration du terme fixé dans le passeport, mais encore, si ce passeport n'a pas été renouvelé ou prolongé, pendant la moitié de sa durée primitive, pourvu que cette durée ne dépasse pas le terme de six mois. Mais si les deux parties s'accordent sur la réception d'un individu, l'Etat qui veut s'en défaire doit à ses propres frais le faire conduire à la frontière de son territoire. Si toutefois le gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu dont le transport dans sa patrie ne pourrait être effectué qu'à travers le territoire prussien, le gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport: pourvu que, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même temps:

1) Une déclaration certifiée du gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir.

2) Le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en

Не будетъ однакоже надобности въ ономъ соглашеніи, когда то или другое государство признаетъ за нужное выслать изъ своихъ владѣній человѣка, у котораго будетъ паспортъ отъ другаго изъ договаривающихся государствъ, выданный на срочное время; сверхъ того высокія договаривающіяся стороны обязуются принимать таковыхъ людей безъ затрудненія, не только до истеченія означеннаго въ паспортѣ срока, но и тогда, когда бы таковый паспортъ не былъ возобновленъ или отсроченъ въ продолженіе половины первоначальнаго срочнаго времени, если при томъ сіе срочное время будетъ не свыше шести мѣсяцовъ; но когда касательно пріема съ обѣихъ сторонъ будетъ соглашенось, то въ такомъ случаѣ, государство, изъ котораго послѣдуетъ высылка, обязано доставлять таковыхъ людей до границы своимъ иждивеніемъ, а при томъ когда правительство россійское или правительство Царства Польскаго пожелаютъ выслать людей, коихъ нельзя препроводить до ихъ отечества инымъ путемъ, какъ только чрезъ прусскія владѣнія, то прусское правительство никогда не откажется отъ принятія таковой пересылки на себя, съ тѣмъ однакоже, чтобы вмѣстѣ съ передачею кого либо изъ таковыхъ людей пограничному начальству прусскому, были доставлены оному:

1) Засвидѣтельствованное объявленіе того правительства, которому выпровождаемый человѣкъ принадлежитъ, о томъ, что оно согласно принять его.

2) Всѣ деньги сполна на издержки за пересылку таковаго человѣка и на

question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le gouvernement prussien, vu les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres Etats, ne pourra pas se prêter à recevoir un individu qui devra être adressé à un Etat tiers.

Article XXIV.

La durée de la présente convention, dont toutes les dispositions sont également applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze années.

Article XXV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Berlin, le 17 (29) mars 1830.

(L. S.) Le Comte Alopeus.
(L. S.) le Comte Bernstorff.

Ratifiée le 19 avril 1830.

№ 315.

Déclaration.

Les gouvernemens de Russie et de Prusse, vu la différence notable qui existe entre la législation criminelle des deux pays, ayant jugé à propos de ne pas faire mention expresse des crimes politiques dans la convention de cartel, conclue aujourd'hui entre leurs plénipotentiaires respectifs, mais voulant néanmoins s'entendre pour les cas où l'un de ces gouvernemens demanderait l'ex-

его содержаніе въ дорогѣ до самаго его отечества.

Безъ точнаго исполненія сихъ двухъ условій, прусское правительство, въ слѣдствіе заключенныхъ имъ по сему предмету конвенцій съ другими государствами, не можетъ принимать людей, слѣдующихъ къ передачѣ въ другія владѣнія.

Статья XXIV.

Всѣ постановленія сей конвенціи относятся въ полной мѣрѣ и до Царства Польскаго; срокъ ея кончится чрезъ двѣнадцать лѣтъ.

Статья XXV.

Сія конвенція будетъ ратификована и ратификаціи опой размѣнены въ Берлинѣ въ теченіи шести недѣль, или же, буде возможно и ранѣе.

Во увѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Берлинѣ 17-го (29-го) марта 1830 года.

(М. П.) Графъ Алопеусъ.
(М. П.) Графъ Бернсторфъ.

Ратификована 19-го апрѣля 1830 года.

№ 315.

Декларація.

Россійское и прусское правительства, имѣя въ виду существенное различіе между уголовными законами обоихъ государствъ, рѣшились не упоминать особенно о политическихъ преступленіяхъ въ картельной конвенціи, подписанной сегодня ихъ уполномоченными; но желая все таки согласиться между собою на счетъ случаевъ, когда одно изъ правительствъ будетъ

tradition d'un individu prévenu de ce genre de crimes, les soussignés sont convenus des points suivans, savoir:

1) que, bien que les deux gouvernemens n'ayent pas pris dans la susdite convention l'engagement formel de livrer des individus prévenus d'un crime politique, ils n'en auront pas moins égard, selon la nature de chaque cas particulier, aux demandes d'extradition pour des crimes de ce genre qui leur seront faites réciproquement par l'un d'entre eux;

2) que les contraventions aux lois financielles ne seront pas mises dans la catégorie des délits criminels;

3) qu'ils se réservent la faculté de décider, suivant leurs propres lois, la question de savoir:

si telle action, pour laquelle l'un d'eux demande l'extradition d'un individu, doit être, ou non, mise dans la classe des délits criminels.

La présente déclaration, expédiée et signée en double par les plénipotentiaires respectifs, aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée dans la convention de cartel de ce jour.

Fait à Berlin, 17 (29) mars 1830.

(L. S.) Le comte Alopeus.
(L. S.) Le comte Bernstorff.

требовать выдачи лица, обвиняемаго въ такого рода преступленіи, нижеподписавшіеся согласились на счетъ слѣдующихъ пунктовъ, а именно:

1) что хотя оба правительства не приняли на себя въ указанной конвенціи формальнаго обязательства выдавать лицъ, обвиняемыхъ въ совершеніи политическаго преступленія, они всетаки будутъ уважать, смотря по характеру каждаго отдѣльнаго случая, требованія о выдачѣ за совершеніе такого рода преступныхъ дѣяній, взаимно предъявляемыя одною державою другой;

2) что проступки противъ финансовыхъ законовъ не будутъ отнесены къ категоріи преступныхъ дѣяній;

3) что они оставляютъ за собою право, на основаніи своихъ собственныхъ законовъ, рѣшать вопросъ о томъ:

слѣдуетъ ли дѣяніе, за совершеніе котораго одна изъ сторонъ требуетъ выдачи какого нибудь лица, признавать уголовнымъ преступленіемъ, или не слѣдуетъ.

Настоящая декларація составлена и подписана въ двухъ экземплярахъ обоюдными уполномоченными и будетъ имѣть ту же силу и значеніе, какъ еслибъ она была отъ слова до слова внесена въ картельную конвенцію, сегодня подписанную.

Въ Берлинѣ, 17-го (29-го) марта 1830 года.

(М. П.) Графъ Алопеусъ.
(М. П.) Графъ Бернсторфъ.

№ 316.

1830, 17 (29) mai. Convention conclue avec la Prusse pour la cession de terres et de capitaux en Pologne.

La convention qui suit avait pour but de régler les difficultés qui découlaient du fait que le gouvernement prussien et certaines institutions de banque prussiennes possédaient des terres et des capitaux dans les limites du Royaume de Pologne. Ces possessions et cette propriété prussiennes provenaient de l'époque où certaines parties du Royaume de Pologne étaient encore incorporées au territoire de la Prusse. Des négociations avaient déjà été entamées par les deux gouvernements sous le règne de l'Empereur Alexandre I dans le but de définir les droits des propriétaires prussiens et à l'effet de racheter ces droits au compte du gouvernement polonais. Mais les prétentions de ces propriétaires furent telles à cette époque que le gouvernement de Varsovie supplia l'Empereur de ne pas donner suite au dit projet de convention. (Rapport du comte Nesselrode à S. M. l'Empereur pour les années 1827 et 1828).

Après l'avénement au trône de l'Empereur Nicolas I, les pourparlers furent repris à Varsovie où se rendirent les commissaires nommés par le gouvernement prussien, afin de résoudre cette affaire embrouillée de concert avec les commissaires polonais.

Mais ici, de même, les réclamations des deux parties s'accordèrent si peu que le gouvernement prussien fut sur le point d'appréhender que le gouvernement de Varsovie ne refuse d'acquérir les terres et les capitaux appartenant à la Prusse. Il y a lieu de faire observer ici que le gouvernement prussien lui-même était animé du profond désir de céder au Royaume de Pologne ses droits, mais, comme de raison, aux conditions les plus avantageuses pour lui.

L'Empereur Nicolas I chargea le comte Alopeus de déclarer au gouvernement prussien que les promesses faites par feu son frére étaient sacrées et inviolables pour lui. Mais il fallait que le gouvernement prussien puisse tempérer les prétentions de ceux de ses sujets, qui sont intéressés dans cette affaire et qu'il vienne à la rencontre des bonnes intentions du gouvernement Impérial.

Enfin, après des pourparlers qui durèrent de longues années, la convention ci-dessous et le protocole qui lui est annexé, furent signés à Varsovie.

№ 316.

1830 г., мая 17-го (29-го). Конвенція съ Пруссіей относительно уступки земель и капиталовъ въ Польшѣ.

Нижеслѣдующая конвенція имѣла цѣлью разрѣшить затрудненія, постоянно возникавшія, вслѣдствіе владѣнія прусскимъ правительствомъ и различными прусскими банковыми учрежденіями землями и капиталами въ предѣлахъ Царства Польскаго. Эти прусскія владѣнія и собственность возникли, большею частью, въ то время, когда части Царства Польскаго входили въ составъ прусской государственной территоріи. Еще въ царствованіе Императора Александра I происходили между обоими правительствами переговоры объ опредѣленіи правъ прусскихъ владѣльцевъ и выкупѣ ихъ за счетъ польскаго правительства. Но претензіи прусскихъ владѣльцевъ были настолько преувеличены, что Варшавское правительство просило Государя Императора отказать въ заключеніи проектированной конвенціи. (Изъ Высочайшаго отчета гр. Нессельроде за 1827 и 1828 гг.).

По вступленіи на престолъ Императора Николая I переговоры возобновились въ Варшавѣ, куда прибыли коммиссары, назначенные прусскимъ правительствомъ, для разрѣшенія сообща съ польскими коммиссарами этого запутаннаго дѣла.

Но и здѣсь взаимныя претензіи настолько значительно расходились, что прусское правительство стало опасаться окончательнаго отказа Варшавскаго правительства отъ пріобрѣтенія прусскихъ земель и капиталовъ. Необходимо замѣтить, что само прусское правительство очень желало уступить Царству Польскому свои права, но, само собою разумѣется, на условіяхъ наиболѣе для себя выгодныхъ.

Императоръ Николай I поручилъ графу Алопеусу заявить прусскому правительству, что обѣщаніе въ Бозѣ почившаго его брата для него свято и ненарушимо. Только необходимо, чтобъ прусское правительство умѣрило претензіи своихъ подданныхъ, заинтересованныхъ въ этомъ дѣлѣ, и пошло на встрѣчу добрымъ намѣреніямъ Императорскаго правительства.

Наконецъ, послѣ многолѣтнихъ переговоровъ были подписаны въ Варшавѣ нижеслѣдующая конвенція и приложенный къ ней протоколъ.

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies Roi de Pologne, et S. M. le Roi de Prusse, animés du désir de consolider de plus en plus les relations d'amitié et de bonne harmonie établies si heureusement entre leurs Etats, ayant résolu de conclure d'une part l'acquisition et de l'autre la cession de tous les biens-fonds et capitaux possédés dans le Royaume de Pologne par le gouvernement et des instituts prussiens, avaient autorisé:

le sieur Xavier Prince Drucki-Lubecki, Ministre des Finances et du Trésor du Royaume de Pologne,

et le sieur Frédéric de Schoeller, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Cour de Berlin,

à arrêter les bases qui doivent servir à la conclusion d'un arrangement définitif.

En conséquence de ces bases posées au protocole, signé à St.-Pétersbourg par ces Ministres le 8 (20) avril de l'année courante, les deux hautes Parties contractantes ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies Roi de Pologne

le sieur Louis comte Jetski, Conseiller d'Etat du Royaume de Pologne, Président de la Banque, chambellan, chevalier de l'Ordre de St. Wladimir de la 3-me classe etc;

et S. M. le Roi de Prusse

le sieur Jules Schmidt, son Consul-général dans le Royaume de Pologne,

Во имя Пресвятыя и Нераздѣлимыя Троицы.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій и Е. В. Король Прусскій, одушевляемые желаніемъ еще болѣе утвердить связи дружества и добраго согласія, столь благополучно между ихъ государствами существующія, рѣшились заключить сдѣлку съ одной стороны о пріобрѣтеніи, а съ другой — объ уступкѣ всѣхъ недвижимыхъ имуществъ и капиталовъ, владѣемыхъ въ Царствѣ Польскомъ правительствомъ и учрежденіями прусскими, посему уполномочили:

князя Ксаверія Друцкаго-Любецкаго, министра финансовъ и казначейства Царства Польскаго

и Фридриха Шёллера, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра Берлинскаго двора,

опредѣлить основанія, долженствующія служить руководствомъ при заключеніи окончательнаго по сему предмету соглашенія.

Въ послѣдствіе сихъ основаній, внесенныхъ въ протоколъ, подписанный сими министрами въ С.-Петербургѣ 8-го (20-го) апрѣля текущаго года, высокія договаривающіяся стороны назначили своими обоюдными полномочными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій

графа Людовика Жетскаго, статскаго совѣтника Царства Польскаго, президента Банка, каммергера, кавалера ордена св. Владиміра 3-й степени и др.;

а Е. В. Король Прусскій

Юлія Шмидта, своего генеральнаго консула въ Царствѣ Польскомъ, кава-

chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la 3-me classe etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Article I.

Le gouvernement prussien, tant en son nom qu'en celui des instituts prussiens propriétaires, fait pleine cession au gouvernement polonais, à dater du premier janvier 1830:

a) de tous les biens-fonds spécifiés dans le tableau coté A annexé à la présente convention et muni de la signature des plénipotentiaires respectifs;

b) de tous les capitaux hypothéqués sur des domaines situés dans le Royaume de Pologne ou non hypothéqués, qui se trouvent spécifiés dans les tableaux cotés B. C. D. E. F annexés à la présente convention et munis de la signature de ces mêmes plénipotentiaires.

Cette cession comprend naturellement toutes les attenances, usufruits, meubles, objets d'exploitation, revenus et arrérages des susdits biens-fonds, comme aussi tous les intérêts arriérés et courants des susdits capitaux.

Article II.

Le gouvernement polonais à dater de cette même époque se trouve donc entrer dans tous les titres, droits et obligations qui appartenaient à la partie cédante à l'égard de ces biens-fonds, capitaux, ou

лера ордена Краснаго Орла 3-й степени и др.,

которые, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ должномъ порядкѣ, согласились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Правительство прусское отъ своего имени и отъ имени прусскихъ учрежденій, владѣющихъ собственностью, уступаетъ въ полное распоряженіе польскаго правительства съ 1-го января 1830 года:

а) всѣ недвижимыя имущества, поименованныя въ приложенной къ настоящей конвенціи и подписанной обоюдными полномочными вѣдомости подъ лит. А;

б) всѣ записанные и незаписанные подъ ипотеки на находящіяся въ Царствѣ Польскомъ имѣнія и капиталы, означенные въ приложенныхъ къ настоящей конвенціи и подписанныхъ тѣми же уполномоченными вѣдомостяхъ подъ лит. B, C, D, E и F.

Сія уступка естественно простирается и на все, что составляетъ принадлежность вышеупомянутыхъ недвижимыхъ имуществъ, узуфрукты, движимыя вещи, предметы пользованія, доходы и недоимки, равно какъ и на всѣ неуплаченные за истекшее время и текущіе проценты на означенные выше капиталы.

Статья II.

Польское правительство съ того же самаго времени вступаетъ во владѣніе всѣми правооснованіями, и во всѣ права и обязанности, кои принадлежали, въ отношеніи сихъ недвижимыхъ иму-

prétentions: et le gouvernement prussien ne sera tenu à aucune bonification, responsabilité ou garantie, de quel titre que ce puisse être, envers le gouvernement de Pologne du chef de cette cession, dès que ce dernier aura reçu du gouvernement et des instituts prussiens tous les titres et documens possédés par eux.

Or, le gouvernement polonais se charge de toutes les dettes hypothéqués sur les dits biens-fonds, dettes, que la partie cédante était dans l'obligation de payer lors de l'acquisition de ces immeubles, et qu'elle n'a point encore acquittées.

Article III.

Quant aux dettes ou charges qui auraient pu être contractées hypothécairement depuis cette acquisition, et qui n'auraient point été employées à l'acquittement des dettes ou charges antérieures mentionnées à l'article deuxième, elles seront à la charge du gouvernement de Prusse: en outre il tiendra compte au gouvernement polonais de tous les revenus des domaines cédés, ainsi que des intérêts des capitaux qui se trouveraient avoir été perçus depuis le premier janvier 1830 ou antérieurement pour l'année courante ou les suivantes.

De même il bonifiera au gouvernement polonais les capitaux qui, bienque portés sur les tableaux mentionnés à l'article premier, auraient pu être réalisés jusqu' au 8 (20) avril dernier. Cette bonification s'effectuera en tenant compte des sommes qui auront été effectivement perçues.

ществъ, капиталовъ или требованій, уступающей сторонѣ, а прусское правительство не будетъ обязываемо по сей уступкѣ ни къ какому и на какомъ бы то ни было основаніи платежу, отвѣтственности или поручительству передъ Польскимъ правительствомъ, какъ только послѣднее получитъ отъ правительства и учрежденій прусскихъ всѣ владѣемые ими права и документы.

Посему Польское правительство принимаетъ на себя всѣ числящіеся на означенныхъ недвижимыхъ имуществахъ ипотечные долги, кои уступающая сторона обязана была уплатить во время пріобрѣтенія сихъ недвижимостей, но еще не уплатила.

Статья III.

Что же касается долговъ или обязательствъ, кои могли быть заключены подъ ипотеки послѣ сего пріобрѣтенія и кои не были употреблены на уплату прежнихъ долговъ или обязательствъ, упомянутыхъ во 2-ой статьѣ, то удовлетвореніе таковыхъ будетъ лежать на обязанности Прусскаго правительства; сверхъ сего, оно возмѣститъ правительству Польскому всѣ доходы съ уступленныхъ имѣній, а равно и проценты на капиталы, кои оказались бы полученными послѣ 1-го января 1830 года, или раньше въ счетъ текущаго или слѣдующихъ годовъ.

Равнымъ образомъ оно уплатитъ Польскому правительству и тѣ капиталы, кои хотя и внесены въ упомянутыя въ 1-й статьѣ вѣдомости, но могли быть реализованы до 8-го (20-го) прошлаго апрѣля. Сія уплата будетъ произведена въ сообразности съ суммами, кои въ дѣйствительности были получены.

Article IV.

En échange de toutes les valeurs indiquées à l'article premier, le gouvernement de Pologne s'engage à payer à la Prusse une somme aversionnelle de neuf millions de florins polonais en lettres de gage de la Société territoriale de crédit (Pfandbriefe des Polnischen Landschaftlichen Credit-Vereins) évaluées au taux nominal.

Ce payement aura lieu de la manière suivante: la première moitié, c'est-à-dire 4.500,000 florins de Pologne sera payée quatre semaines après l'échange des ratifications de la présente convention. Les lettres de gage seront délivrées avec leurs coupons à partir du premier janvier 1830.

La seconde moitié sera payée quatre semaines après que la remise totale des titres de propriété et documens indiqués plus haut aura été complètement effectuée: et si les coupons ont été détachés de l'une ou de l'autre de ces parties, un intérêt, calculé à raison de quatre pour cent, sera bonifié de ce chef, à la Prusse à dater également du premier janvier 1830.

Article V.

Afin de faciliter l'exécution de la présente convention, le plénipotentiaire prussien soussigné sera muni d'une procuration avec faculté de la transférer à un, ou plusieurs substituts à ce désignés par le gouvernement de Pologne.

En outre ce plénipotentiaire effectuera entre les mains du plénipotentiaire polo-

Статья IV.

Въ возмѣщеніе стоимости всѣхъ означенныхъ въ 1-ой статьѣ уступокъ Польское правительство обязуется заплатить Пруссіи закладными листами Земскаго Кредитнаго Общества Царства Польскаго (Pfandbriefe des Polnischen Landschaftlichen Credit-Vereins), по номинальной цѣнѣ оныхъ, сумму въ 9 мильоновъ польскихъ злотыхъ.

Сія уплата будетъ произведена слѣдующимъ способомъ: первая половина, т. е. 4.500,000 польскихъ злотыхъ будутъ уплачены черезъ четыре недѣли послѣ размѣна ратификацій настоящей конвенціи, при чемъ закладные листы будутъ выданы съ купонами на срокъ отъ 1-го января 1830 года.

Вторая половина будетъ уплачена черезъ четыре недѣли по совершеніи окончательной передачи всѣхъ правъ на собственность и документовъ, означенныхъ выше. Въ случаѣ, если купоны будутъ отрѣзаны отъ той или другой изъ сихъ частей, то причитающіеся Пруссіи проценты, считая по 4 на сто, будутъ выплачены оной равнымъ образомъ на срокъ отъ 1-го января 1830 года.

Статья V.

Дабы облегчить исполненіе настоящей конвенціи, нижеподписавшійся прусскій уполномоченный будетъ снабженъ довѣренностью съ правомъ передачи оной одному или нѣсколькимъ замѣстителямъ по выбору Польскаго правительства.

Сверхъ того на сего же уполномоченнаго будетъ возложена передача

nais, la remise de tous les titres, documens, plans, cartes, inventaires, obligations, transactions, arrêts et autres actes quelconques relatifs à la cession susmentionnée.

Cette remise devra être faite dans l'espace de six mois à dater de l'échange des ratifications, et plutôt si faire se peut.

De son côté le plénipotentiaire polonais versera les sommes, stipulées de la manière convenue à l'article IV au dit plénipotentiaire prussien, contre sa quittance en bonne et due forme.

Enfin, un protocole, tenu en double expédition par les deux plénipotentiaires, contiendra tout ce qui sera relatif à l'exécution successive de la présente convention.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1830.

(L. S.) Louis comte Jetski.
(L. S.) Jules Schmidt.

польскому уполномоченному всѣхъ грамотъ, документовъ, плановъ, картъ, инвентарей, обязательствъ, сдѣлокъ, приговоровъ и всякаго рода другихъ актовъ, до вышеупомянутой уступки относящихся.

Сія передача должна быть окончена въ 6 мѣсяцевъ со дня размѣна ратификацій, а если возможно, то и ранѣе.

Съ своей стороны польскій уполномоченный будетъ вносить сказанному прусскому уполномоченному положенныя суммы способомъ, опредѣленнымъ въ 4 статьѣ, подъ его росписки, въ должной формѣ составленныя.

Наконецъ, все относящееся до постепеннаго исполненія настоящей конвенціи, будетъ записано въ протоколъ, который обоюдные уполномоченные составятъ въ двухъ экземплярахъ.

Статья VI.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи оной будутъ размѣнены въ продолженіи 6 недѣль или и раньше, если окажется возможнымъ.

Въ увѣреніе чего и пр.

Въ Варшавѣ, 17-го (29-го) мая 1830 года.

(М. П.) Графъ Людовикъ Жетскій.
(М. П.) Юлій Шмидтъ.

TABLEAU A.

des biens-fonds appartenant à des instituts prussiens et cédés au gouvernement polonais par la convention du 17 (29) mai 1830.

№№	Dénomination des terres.	Palatinat dans lequel les terres sont situées.
	A. Propriétés de la Banque Royale de Berlin.	
1	Les seigneuries Biezuń et Zeromin	Plock.
2	Driegorzew, Woźnik, Mnichow, Sucha	Kalisch.
3	Kaniewo et Jerzmanowo	Masovie.
4	Kargoszyn, Kargoszynek et Szezurcyn	Plock.
5	Kosiny stare A. B. C.	Plock.
6	Krajevo Wierciochy.	Plock.
7	Łąkie wielkie	Masovie.
8	Lewickyn Zurza mała	Plock.
9	Losudzice	Kalisch.
10	Monice, Klocko et Jeziory	Kalisch.
11	La seigneurie Mordy	Podlachie.
12	La seigneurie Nasielsk	Plock.
13	Swiezcia	Kalisch.
14	Swiezawy Rogowo Koscielne C. Rogowko.	Plock.
15	La seigneurie Szreńsk avec Zawady et Siemiatkowo . .	Plock.
16	Umienino zelaski	Plock
17	Wola Lobodzka	Kalisch.
	B. Propriété de la caisse des veuves des militaires.	
18	Kletnia	Kalisch.
	C. Propriété de la caisse des veuves du civil.	
19	La maison à Kalisch	. . . . .

En tout dix-neuf propriétés.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1830.

Louis comte Jetski.
Joseph-Denis Winssowicz.
Jules Schmidt.
Louis Borck.
Titus Potocki.

ВѢДОМОСТЬ А.

недвижимымъ имуществамъ прусскихъ учрежденій, уступаемымъ, согласно конвенціи 17-го (29-го) мая 1830 года, польскому правительству.

№№	Наименованіе земель.	Воеводства, въ коихъ земли лежатъ.
	А. Собственность Королевскаго Берлинскаго банка.	
1	Помѣстья Бѣжунъ и Зероминъ	Плоцкое.
2	Дрѣгоржевъ, Возникъ, Мниховъ и Суха	Калишское.
3	Канѣво и Жержманово.	Мазовѣцкое.
4	Каргощинъ, Каргощинекъ и Шецурцинъ	Плоцкое.
5	Козины стары А. В. С.	Плоцкое.
6	Краево Вѣрціохи	Плоцкое.
7	Лонкіи велкіи	Мазовѣцкое.
8	Левицкинъ Зуржа мала.	Плоцкое.
9	Лозудзице	Калишское.
10	Монице, Клоцко и Жезіоры	Калишское.
11	Помѣстье Морды	Подляхье.
12	Помѣстье Насельское	Плоцкое.
13	Свѣчья	Калишское.
14	Свѣзавы, Рогово, Косціельне и с. Роговко	Плоцкое.
15	Помѣстье Шренскъ съ Завады и Сѣмятковымъ	Плоцкое.
16	Умѣнино Зеласки	Плоцкое.
17	Воля Лободзка	Калишское.
	В. Собственность кассы вдовъ военнаго вѣдомства.	
18	Клетніа	Калишское.
	С. Собственность кассы вдовъ гражданскаго вѣдомства.	
19	Домъ въ Калишѣ	. . . . .

Всего девятнадцать имѣній.

Въ Варшавѣ, 17-го (29-го) мая 1830 г.

Графъ Людовикъ Жетскій.
Іосифъ Денисъ Винссовичъ.
Юлій Шмидтъ.
Людовикъ Боркъ.
Титъ Потоцкій.

TABLEAU B.

des capitaux appartenant à la Banque Royale de Berlin et cédés au gouvernement polonais par la convention du 17 (29) mai 1830.

№№	Dénomination des terres sur lesquelles les capitaux sont hypothéqués.	MONTANT				
		En monnaye de Prusse.			En monnaye de Pologne.	
		Rthaler.	Silb.-grosch.	Den.	Florins.	Gros.
1	Arcellino et Kluczewo	57.508	20	—	345.052	—
2	Baszkow, Zyczyn et Goszcanów	20.000	—	—	120.000	—
3	Biernacice A. B. C.	18.166	20	—	109.000	—
4	Borzykowo	2.008	14	—	12.050	24
5	Brudzyn	62.321	15	—	373.929	—
6	Brzesk	4.000	—	—	24.000	—
7	Chayczyny et Jawor	6.500	—	—	39.000	—
8	Chocz	116.673	10	—	700.040	—
9	Chodaki A, Kraszyn et Zwiasly	20.000	—	—	120.000	—
10	Ciemniewo et Kobylino Jedyły	12.000	—	—	72.000	—
11	Czayki	6.000	—	—	36.000	—
12	Danków	11.833	10	—	71.000	—
13	Dulsk	47.666	20	—	286.000	—
14	Dziatyn	27.566	20	—	165.400	—
15	Giżyce et Ruszki	4.216	25	—	25.301	—
16	Gniewków	4.000	—	—	24.000	—
17	Głebokie, Debowice et Radoszewice	14.666	20	—	88.000	—
18	Grabie folwarkowie	8.000	—	—	48.000	—
19	Grabno, Zamoście, Siedlce et Korczysko	2.300	—	—	13.800	—
20	La maison Witt à Nieszawa	4.500	—	—	27.000	—
21	La maison Hinrichs à Plock	5.000	—	—	30.000	—
22	La maison Arnold à Plock	3.000	—	—	18.000	—
23	Hucisko	41.666	20	—	250.000	—
24	Janów et Zuraw	54.313	24	—	325.882	24
25	Kawenczyn	22.000	—	—	132.000	—
26	Kiedzyn	21.000	—	—	126.000	—
27	Kisiele	30.000	—	—	180.000	—
28	Kclobukowice, Rudnik et Lustawice	106.319	15	—	637.917	—
29	Kobiele małe	1.388	3	—	8.328	18
30	Kobyla tąka	15.166	20	—	91.000	—
31	Krzynowtoga mała	2.000	—	—	12.000	—
32	Zakno	7.500	—	—	45.000	—
33	Zesmierz	4.800	—	—	28.800	—
34	Leszcze	45.800	—	—	274.800	—
35	Magnusy E. et L.	1.690	—	—	10.140	—
36	Metelle et Simno	40.000	—	—	240.000	—

ВѢДОМОСТЬ В.

капиталамъ Королевскаго Берлинскаго Банка, уступаемымъ, согласно конвенціи 17-го (29-го) мая 1830 года, польскому правительству.

№№	Наименованіе имѣній, подъ ипотеки коихъ записаны капиталы.	СУММА.				
		Прусской монетой.			Польской монетой.	
		Пр. талеры.	Зильб.-гроши.	Ден.	Злоты.	Гроши.
1	Арцеллино и Ключево	57.508	20	—	345.052	—
2	Бащково, Зычинъ и Гощапово . . .	20.000	—	—	120.000	—
3	Біернацице А. В. С.	18.166	20	—	109.000	—
4	Боржиково	2.008	14	—	12.050	24
5	Брудзынъ	62.321	15	—	373.929	—
6	Бржескъ	4.000	—	—	24.000	—
7	Хайчины и Яворъ	6.500	—	—	39.000	—
8	Хочъ	116.673	10	—	700.040	—
9	Ходаки А, Кращинъ и Звяслы . .	20.000	—	—	120.000	—
10	Цѣмнѣво и Кобылино Жедилы . .	12.000	—	—	72.000	—
11	Чайки	6.000	—	—	36.000	—
12	Данково	11.833	10	—	71.000	—
13	Дульскъ	47.666	20	—	286.000	—
14	Дзятинъ	27.566	20	—	165.400	—
15	Гижице и Рущки	4.216	25	—	25.301	—
16	Гнѣвково	4.000	—	—	24.000	—
17	Глебокіе, Дебовицы и Радожевицы.	14.666	20	—	88.000	—
18	Грабіе фольварково	8.000	—	—	48.000	—
19	Грабно, Замосцье, Сѣдльце и Корчиско	2.300	—	—	13.800	—
20	Домъ Витта въ Нѣжавѣ	4.500	—	—	27.000	—
21	Домъ Гинрихса въ Плоцкѣ	5.000	—	—	30.000	—
22	Домъ Арнольда въ Плоцкѣ	3.000	—	—	18.000	—
23	Хуциско	41.666	20	—	250.000	—
24	Яновъ и Зуравъ	54.313	24	—	325.882	24
25	Кавенчинъ	22.000	—	—	132.000	—
26	Кѣджинъ	21.000	—	—	126.000	—
27	Кисѣле	30.000	—	—	180.000	—
28	Клобуковицы, Рудникъ и Лвоставицы	106.319	15	—	637.917	—
29	Кобѣлы малы	1.388	3	—	8.328	18
30	Кобыля тонка	15.166	20	—	91.000	—
31	Кржыновтога мала	2.000	—	—	12.000	—
32	Лакно	7.500	—	—	45.000	—
33	Лесмѣрцъ.	4.800	—	—	28.800	—
34	Лещи	45.800	—	—	274.800	—
35	Магнусы Е и L.	1.690	—	—	10.140	—
36	Метеллы и Симно	40.000	—	—	240.000	—

№№	Dénomination des terres sur lesquelles les capitaux sont hypothéqués.	MONTANT. En monnaye de Prusse. Rthaler.	Silb.-grosch.	Den.	En monnaye de Pologne. Florins.	Gros.
37	Modzele, Zelary et Nasierowo dolne.	4.000	—	—	24.000	—
38	Niepiekły	3.060	—	—	18.360	—
39	Nowa wieś	16.666	20	—	100.000	—
40	Nowy dwór	30.000	—	—	180.000	—
41	Opinogóra	134.065	15	—	804.393	—
42	Osiek mały	14.000	—	—	84.000	—
43	Paniewo	2.666	20	—	16.000	—
44	Pecherzew.	1.070	11	3	6.422	7½
45	Poczatkowo	120.004	20	—	720.028	—
46	Poniatki nosy	4.600	—	—	27.600	—
47	Przespolew	3.387	12	6	20.324	15
48	Kamienie Kmiece	47	18	—	285	18
49	Kwilin	21.600	12	9	7.110.854	16½
50	Racibory	14.400	—	—	86.400	—
51	Radzanowo et Ralowo	54.766	20	—	328.600	—
52	Regnów et Komorów.	23.070	19	—	138.423	24
53	Rozniatów	1.666	20	—	10.000	—
54	Russów et Zykadłow	792	1	6	4.752	9
55	Słodków et Szadłowice.	6.800	—	—	40.800	—
56	Szudliszeuwice et Kołdow	8.000	—	—	48.000	—
57	Swiniaky	22.000	—	—	132.000	—
58	Szadek et Przedzin	4.250	—	—	25.500	—
59	Sulislawice	12.813	27	—	76.883	12
60	Szulmierzyce et Osiny	21.800	—	—	130.800	—
61	Wolowo et Golanki	8.470	—	—	50.820	—
62	Zakrzewo	10.000	—	—	60.000	—
63 et 64	Zielún, Dlutow, Wawrowo, Wronka, Kozilas, Ruda, Strazewy litt. C, Marzewice, Zdrojka, Sarnowo, Gruszka, Szramka, Niechlanin, Jablonowo et Zalesie.	157.000 8.594	— 4	— —	942.000 51.564	— 24
	Total. . . .	1.561.166	14	3	9.366.998	25½

En tout soixante quatre capitaux formant la somme de neuf millions trois cent soixante six mille neuf cent quatre vingt dix huit florins de Pologne, vingt-cinq gros et demi.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1830.

Louis comte Jetski.
Joseph-Denis Winssowicz.
Jules Schmidt.
Louis Borck.
Titus Potocki.

№№	Наименованіе имѣній, подъ ипотеки коихъ записаны капиталы.	СУММА.				
		Прусской монетой.			Польской монетой.	
		Пр. талеры.	Зильб.-гроши.	Ден.	Злоты.	Гроши.
37	Модзелы, Зелары и Насѣрово дольне	4.000	—	—	24.000	—
38	Нѣпѣклы	3.000	—	—	18.360	—
39	Новавѣсь	16.666	20	—	100.000	—
40	Новыдворъ	30.000	—	—	180.000	—
41	Опиногора	134.065	15	—	804.393	—
42	Осѣкъ малы.	14.000	—	—	84.000	—
43	Панѣво	2.666	20	—	16.000	—
44	Пехержевъ	1.070	11	3	6.422	7½
45	Початково	120.004	20	—	720.028	—
46	Поніатки носы	4.600	—	—	27.600	—
47	Пржесполевъ	3.387	12	6	20.324	15
48	Каменные кмѣцы	47	18	—	285	18
49	Квилинъ	21.600	12	9	7.110.854	16½
50	Рациборы	14.400	—	—	86.400	—
51	Раджаново и Ралово	54.766	20	—	328.600	—
52	Регновъ и Коморовъ	23.070	19	—	138.423	24
53	Рожніатовъ	1.666	20	—	10.000	—
54	Руссовъ и Шикадловъ	792	1	6	4.752	9
55	Слодковъ и Шадловицы	6.800	—	—	40.800	—
56	Шулишевицы и Колдовъ.	8.000	—	—	48.000	—
57	Свиніяки	22.000	—	—	132.000	—
58	Шадекъ и Пржедзинъ	4.250	—	—	25.500	—
59	Сулиславицы	12.813	27	—	76.883	12
60	Шульмерчицы и Осины	21.800	—	—	130.800	—
61	Волово и Голянки	8.470	—	—	50.820	—
62	Закржево	10.000	—	—	60.000	—
63 и 64	Зеленъ, Длутовъ, Ваврово, Вронка, Козвласъ, Руда, Стражевы лит. С., Маржевицы, Здрожка, Сарново, Грушка, Шрамка, Нѣхланинъ, Яблоново и Залесье	157.000 8.594	— 4	— —	942.000 51.564	— 24
	Итого . . .	1.561.166	14	3	9.366.998	25½

Всего шестьдесятъ четыре капитала, составляющіе девять милліоновъ триста шестьдесятъ шесть тысячъ девятьсотъ девяносто восемь польскихъ злотыхъ двадцать пять съ половиною грошей.

Въ Варшавѣ, 17-го (29-го) мая 1830 года.

Графъ Людовикъ Жетскій. **Юлій Шмидтъ.**
Іосифъ Денисъ Винссовичъ. **Людовикъ Боркъ.**
Титъ Потоцкій.

TABLEAU C.

des capitaux appartenant à la caisse des veuves des employés civils de Berlin et cédés au gouvernement polonais par la convention du 17 (29) mai 1830.

№№	Noms des terres sur lesquelles les capitaux sont hypothéqués.	MONTANT. En monnaye de Prusse. Rthaler.	Silb.-grosch.	Den.	En monnaye de Pologne. Florins.	Gros.
1	Chwalecice	8.000	—	—	48.000	—
2	Glanizewo	3.888	22	6	23.332	15
3	Golina	20.000	—	—	120.000	—
4	Janiszewo	26.000	—	—	156.000	—
5	Ligota	8.000	—	—	48.000	—
6	Lagiewniki	16.000	—	—	96.000	—
7	Maciszewice	8.000	—	—	48.000	—
8	Pecherzew et Pecherzewec	1.703	—	—	10.218	—
9	Przereb	3.000	—	—	18.000	—
10	Raczin et Skrzynno	30.600	—	—	183.600	—
11	Rozniatów	1.425	25	—	8.555	—
12	Sedzimirowice	7.000	—	—	42.000	—
13	Soborzyce et Okolowice	12.000	—	—	72.000	—
14	Sromotka et Zelów	10.000	—	—	60.000	—
15	Szczylniki	780	9	—	4.681	24
16	Szuliszewice et Kołdów	36.000	—	—	216.000	—
17	Tłokinia	13.000	—	—	78.000	—
18	Wola Pszczolecka	826	13	9	4.958	22½
	Total	206.224	10	9	1.237.346	1½

En tout dix-huit capitaux formant la somme de: un million deux cent trente sept mille trois cent quarante six florins de Pologne un gros et demi.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1838.

Louis comte Jetski.
Joseph-Denis Winssowicz.
Jules Schmidt.
Louis Borck.
Titus Potocki.

ВѢДОМОСТЬ С.

капиталамъ Берлинской кассы вдовъ гражданскихъ чиновниковъ, уступаемымъ согласно конвенціи 17-го (29-го) мая 1830 года польскому правительству.

№№	Наименованіе имѣній, подъ ипотеки коихъ записаны капиталы.	СУММА.				
		Прусской монетой.			Польской монетой.	
		Пр. талеры.	Зильб.-гроши.	Ден.	Злоты.	Гроши.
1	Хвалецицы	8.000	—	—	48.000	—
2	Гланишево	3.888	22	6	23.332	15
3	Голина	20.000	—	—	120.000	—
4	Янишево	26.000	—	—	156.000	—
5	Льгота	8.000	—	—	48.000	—
6	Лагевники	16 000	—	—	96.000	—
7	Мацишевицы	8.000	—	—	48.000	—
8	Пехержевъ и Пехержевецъ	1.703	—	—	10.218	—
9	Пржеребъ	3.000	—	—	18.000	—
10	Рачинъ и Скржыно	30.600	—	—	183.600	—
11	Рознятовъ	1.425	25	—	8.555	—
12	Седзимировицы	7.000	—	—	42.000	—
13	Соборжицы и Околовицы	12.000	—	—	72.000	—
14	Сромотка и Зеловъ	10.000	—	—	60.000	—
15	Щилники	780	9	—	4.681	24
16	Шулишевицы и Колдовъ	36.000	—	—	216.000	—
17	Тлокинія	13.000	—	—	78.000	—
18	Воля Пщолецка	826	13	9	4.958	22½
	Итого	206.224	10	9	1.237.346	1½

Всего восемнадцать капиталовъ, составляющихъ одинъ милліонъ двѣсти тридцать семь тысячъ триста сорокъ шесть польскихъ злотыхъ полтора гроша.

Въ Варшавѣ, 17-го (29-го) мая 1830 года.

Графъ Людовикъ Жетскій.
Іосифъ Денисъ Винссовичъ.
Юлій Шмидтъ.
Людовикъ Боркъ.
Титъ Потоцкій.

TABLEAU D.

des capitaux appartenant à la caisse des veuves des militaires de Berlin et cédés au gouvernement polonais par la convention du 17 (29) mai 1830.

№№	Noms des terres sur lesquelles les capitaux sont hypothéqués.	MONTANT. En monnaye de Prusse. Rthaler.	Silb.-grosch.	Den.	En monnaye de Pologne. Florins.	Gros.
1	Brzeziny	27.000	—	—	162.000	—
2	Blaszki	54.000	—	—	324.600	—
3	Cieniewielkie	9.000	—	—	54.000	—
4	Cieletniki et Borzykowka	24.450	—	—	146.700	—
5	Dzierlin litt. B	5.000	—	—	30.000	—
6	Górki	6.000	—	—	36.000	—
7	Gołuchy, Lubno, Jakusy et Harlupia mała	8.000	—	—	48.000	—
8	Grabno et Zamoście	9.000	—	—	54.000	—
9	Kaweczyn	30.000	—	—	180.000	—
10	Kalinowa	17.000	—	—	102.000	—
11	Kisiele	13.333	10	—	80.000	—
12	Krobanów	183	10	—	1.100	—
13	Parzniewice	12.000	—	—	72.000	—
14	Piekary	20.000	—	—	120.000	—
15	Pielno	12.550	—	—	75.300	—
16	Podgorze et Swierczów litt. B	10.000	—	—	60.000	—
17	Redziny	1.100	—	—	6.600	—
18	Siedlee et Korczysko	8.000	—	—	48.000	—
19	Smilowo	19.550	—	—	117.300	—
20	Slawsk et Weglew	53.333	10	—	320.000	—
21	Szulmierzyce et Osiny	45.866	20	—	275.200	—
22	Wiewiorów	7.000	—	—	42.000	—
23	Wilkowiecko	23.000	—	—	138.000	—
24	Wrzaca	9.550	—	—	57.300	—
25	Zembowo	4.166	20	—	25.000	—
	Total	429.083	10	—	2.574.500	—

En tout vingt-cinq capitaux formant la somme de deux millions cinq-cents soixante quatorze mille cinq-cents florins de Pologne.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1830.

Louis comte Jetski.
Joseph-Denis Winssowicz.

Jules Schmidt.
Louis Borck.
Titus Potocki.

ВѢДОМОСТЬ D.

капиталамъ Берлинской кассы вдовъ военнаго вѣдомства, уступаемымъ, согласно конвенціи 17-го (29-го) мая 1830 года, польскому правительству.

№№	Наименованіе имѣній, подъ ипотеки коихъ записаны капиталы.	СУММА.				
		Прусской монетой.			Польской монетой.	
		Пр. талеры.	Зильб.-гроши.	Ден.	Злоты.	Гроши.
1	Бржезины	27.000	—	—	162.000	—
2	Блашки	54.000	—	—	324.000	—
3	Цѣнѣвелкіе	9.000	—	—	54.000	—
4	Цѣлетники и Борзыковка	24.450	—	—	146.700	—
5	Дѣрлинъ лит. В.	5.000	—	—	30.000	—
6	Горки	6.000	—	—	36.000	—
7	Голухи, Любно, Якузы и Харлупія малая	8.000	—	—	48.000	—
8	Грабно и Замосцье	9.000	—	—	54.000	—
9	Кавечинъ	30.000	—	—	180.000	—
10	Калинова	17.000	—	—	102.000	—
11	Кисѣле	13.333	10	—	80.000	—
12	Кробановъ	183	10	—	1.100	—
13	Паржневицы	12.000	—	—	72.000	—
14	Пекары	20.000	—	—	120.000	—
15	Пѣлно	12.550	—	—	75.300	—
16	Подгорже и Сверчовъ лит. В	10.000	—	—	60.000	—
17	Редзины	1.100	—	—	6.600	—
18	Сѣдльце и Корчиско	8.000	—	—	48.000	—
19	Смилово	19.550	—	—	117.300	—
20	Славскъ и Веглевъ	53.333	10	—	320.000	—
21	Шульмѣржице и Осины	45.866	20	—	275.200	—
22	Вѣвіоровъ	7.000	—	—	42.000	—
23	Вильковѣцко	23.000	—	—	138.000	—
24	Вржаца	9.550	—	—	57.300	—
25	Жембово	4.166	20	—	25.000	—
	Итого	429.083	10	—	2.574.500	—

Всего двадцать пять капиталовъ, составляющіе два милліона пятьсотъ семьдесятъ четыре тысячи пятьсотъ польскихъ злотыхъ.

Въ Варшавѣ 17-го (29-го) мая 1830 года.

Графъ Людовикъ Жетскій.
Іосифъ Денисъ Винссовичъ.
Юлій Шмидтъ.
Людовикъ Боркъ.
Титъ Потоцкій.

TABLEAU E.

des capitaux appartenant à la maison des orphelins des militaires à Potsdam et cédés au gouvernement polonais par la convention du 17 (29) mai 1830.

№№	Noms des terres sur lesquelles les capitaux sont hypothéqués.	MONTANT. En monnaye de Prusse. Rthaler.	Silb.-grosch.	Den.	En monnaye de Pologne. Florins.	Gros.
—	Budzislaw	36.000	—	—	216.000	—

Un capital formant la somme de deux cent seize mille florins de Pologne.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1830.

Louis comte Jetski.
Joseph-Denis Winssowicz.
Jules Schmidt.
Louis Borck.
Titus Potocki.

TABLEAU F.

des capitaux appartenant au trésor de Prusse et à la commission immédiate cédés au gouvernement polonais par la convention du 17 (29) mai 1830.

№№	Dénomination des terres sur lesquelles les capitaux sont hypothéqués.	MONTANT. En monnaye de Prusse. Rthaler.	Silb.-grosch.	Den.	En monnaye de Pologne. Florins.	Gros.
1	Lusławice, Rudnik et Kłobukowice .	19.000	—	—	114.000	—
2	Kraszyn, Chodaki, Zwiasly. . . .	20.000	—	—	120.000	—
3	Czaplice wielkie A et Czaplice Pitały B. C.	3.000	—	—	18.000	—
4	Przespolew	4.360	15	—	26.163	—
	Total . . .	46.360	15	—	278.163	—

En tout quatre capitaux formant la somme de deux cent soixante dix-huit mille cent soixante trois florins de Pologne.

Fait à Varsovie, le 17 (29) mai 1830.

Louis comte Jetski.
Joseph-Denis Winssowicz.
Jules Schmidt.
Louis Borck.
Titus Potocki.

1833, 25 février (9 mars). Convention relative à l'action commune dans la question belge, voir tome IV, première partie, № 134, p. 418 et suiv.

ВѢДОМОСТЬ Е.

капиталамъ дома сиротъ военнослужащихъ въ Потсдамѣ, уступаемымъ, согласно конвенціи 17-го (29-го) мая 1830 года, польскому правительству.

№№	Наименованіе имѣній, подъ ипотеки коихъ записаны капиталы.	СУММА.				
		Прусской монетой.			Польской монетой.	
		Пр. талеры.	Зильб.-гроши.	Ден.	Злоты.	Гроши.
—	Будзиславъ	36.000	—	—	216.000	—

Одинъ капиталъ, составляющій двѣсти шестнадцать тысячъ польскихъ злотыхъ.

Въ Варшавѣ, 17-го (29-го) мая 1830 года.

Графъ Людовикъ Жетскій.
Іосифъ Денисъ Винссовичъ.
Юлій Шмидтъ.
Людовикъ Боркъ.
Титъ Потоцкій.

ВѢДОМОСТЬ F.

капиталамъ Прусскаго казначейства и непосредственной коммиссіи, уступаемымъ, согласно конвенціи 17-го (29-го) мая 1830 года, польскому правительству.

№№	Наименованіе имѣній, подъ ипотеки коихъ записаны капиталы.	СУММА.				
		Прусской монетой.			Польской монетой.	
		Пр. талеры.	Зильб.-гроши.	Ден.	Злоты.	Гроши.
1	Люславицы, Рудникъ и Клобуковицы	19.000	—	—	114.000	—
2	Крашинъ, Ходаки, Звяслы.	20.000	—	—	120.000	—
3	Чаплицы велкіе А и Чаплицы Питалы В. С.	3.000	—	—	18.000	—
4	Пржесполевъ	4.360	15	—	26.163	—
	Итого . . .	46.360	15	—	278.163	—

Всего четыре капитала, составляющіе двѣсти семьдесятъ восемь тысячъ сто шестьдесятъ три польскихъ злотыхъ.

Въ Варшавѣ, 17-го (29-го) мая 1830 года.

Графъ Людовикъ Жетскій.
Іосифъ Денисъ Винссовичъ.
Юлій Шмидтъ.
Людовикъ Боркъ.
Титъ Потоцкій.

1833 г., февраля 25-го (марта 9-го). Конвенція относительно общихъ дѣйствій въ бельгійскомъ вопросѣ, см. т. IV, часть I, № 134, стр. 418 и слѣд.

№ 317—318.

1833, 4 (16) octobre. Convention conclue avec la Prusse à Berlin pour une action commune contre les Polonais.

La nouvelle de la révolution de juillet produisit, comme on le sait, une très forte impression en Allemagne et plus particulièrement encore à Berlin. Cette impression devint encore plus forte quand la révolte de Bruxelles viola les traités qui avaient fondé un ordre de choses que le congrès de Vienne avait considéré comme un rempart suffisant contre la France. Le succès de ces révolutions, ayant démontré aux peuples la force dont ils jouissaient, le gouvernement de l'Allemagne, où la population était fort mécontente de sa situation, en vint à appréhender sérieusement des désordres à l'intérieur du pays. Le gouvernement prussien était persuadé qu'une guerre européenne générale était inévitable, parceque ni la Prusse, ni les autres grandes Puissances ne pouvaient admettre l'introduction en Belgique d'institutions françaises et de l'influence exclusive de la France. (Dépêche du comte Alopéus du 28 septembre (10 octobre) 1830).

L'Empereur Nicolas I était fermément convaincu de la nécessité de mettre un terme aux progrès de l'influence de la révolution française. A son avis, il était impossible de faire la moindre concession aux gouvernements révolutionnaires de France et de Belgique. L'Empereur était persuadé que son auguste beau-pére partageait entièrement son opinion à ce sujet et pour mieux définir les mesures générales, que provoquaient les circonstances, il envoya à Berlin le feldmaréchal comte Diebitch-Zabalkansky avec la mission secrète de rédiger, par la voie de pourparlers personnels, un plan d'action commune. Le comte arriva à Berlin dans la nuit du 26 au 27 août 1830 et fut reçu en audience par le roi le lendemain à dix heures du matin. Le général Witzleben, qui assistait à cette entrevue, fut chargé par le roi de communiquer au comte Bernstorf, malade à cette époque, les décisions qui avaient été prises.

L'audience avait duré une heure et demie, mais le roi n'y prit aucune décision. Frédéric-Guillaume III déclara au comte Diebitch, „qu'il partageait entièrement les appréhensions de

№ 317—318.

1833 г., октября 4-го (16-го). Конвенція съ Пруссіей, заключенная въ Берлинѣ, относительно общихъ дѣйствій противъ Поляковъ.

Извѣстіе объ іюльской революціи произвело, какъ извѣстно, сильнѣйшее впечатлѣніе въ Германіи и, въ особенности, въ Берлинѣ. Это впечатлѣніе еще значительно усилилось, когда возстаніе въ Брюсселѣ нарушило трактаты, на которыхъ основывался порядокъ вещей, признанный на Вѣнскомъ конгрессѣ надежнымъ оплотомъ противъ Франціи. Кромѣ того, успѣхъ этихъ революцій показалъ народамъ присущую имъ силу, и потому, въ особенности въ Германіи, гдѣ народъ былъ весьма недоволенъ положеніемъ вещей, правительства серьезно опасались внутреннихъ смутъ. Прусское правительство было убѣждено, что общеевропейская война неизбѣжна, потому что ни Пруссія, ни другія великія державы не могутъ допустить водворенія въ Бельгіи французскихъ порядковъ и исключительнаго вліянія Франціи. (Депеша гр. Алопеуса отъ 28-го сентября (10-го октября) 1830 г.).

Въ неотложной необходимости положить предѣлъ распространенію вліянія французской революціи вполнѣ былъ убѣжденъ Императоръ Николай I, который находилъ невозможнымъ сдѣлать французскому и бельгійскому революціоннымъ правительствамъ какія либо уступки. Государь былъ увѣренъ, что августѣйшій его тесть вполнѣ раздѣляетъ эти убѣжденія, и для лучшаго опредѣленія общихъ мѣръ, вызываемыхъ обстоятельствами, онъ командировалъ въ Берлинъ фельдмаршала гр. Дибича-Забалканскаго съ секретнымъ порученіемъ установить, посредствомъ личныхъ переговоровъ, планъ общихъ дѣйствій. Графъ прибылъ въ Берлинъ въ ночь съ 26-го на 27-ое августа 1830 года и на другой же день утромъ въ 10 часовъ былъ принятъ королемъ въ аудіенціи, на которой присутствовалъ также генералъ Вицлебенъ. На послѣдняго король возложилъ обязанность сообщить больному графу Бернсторфу принятыя рѣшенія.

Полтора часа продолжалась аудіенція, но никакого рѣшенія не приняли. Фридрихъ Вильгельмъ III сказалъ гр. Дибичу, „что онъ совершенно раздѣляетъ опасенія Государя на счетъ

l'Empereur au sujet de la situation actuelle de la France et de l'imminence „d'une guerre générale, qu'on peut différer, mais qui éclatera malgré toutes les mesures pacifiques". Le roi était outré de la „prétention arrogante" du gouvernement français de défendre aux Puissances alliées d'avoir à se mêler des affaires de la Belgique. Mais, d'autre part, le roi était persuadé, en même temps, que l'Angleterre et l'Autriche, ayant reconnu Louis-Philippe comme roi des Français, il était impossible à la Prusse de ne pas suivre son exemple. Le roi chargea enfin le comte Diebitch de s'entendre avec les généraux Witzleben et Krausenek au sujet d'un plan d'action militaire commun contre la France. Ces délibérations eurent lieu dans le plus profond secret et n'eurent aucun résultat positif, parceque le gouvernement prussien avait peur non seulement de la guerre, mais même de la propagation de nouvelles ayant trait à des préparatifs effectués en vue d'une guerre.

Le comte Diebitch terminait son rapport à l'Empereur, en date du 29 août 1830, par la déclaration qu'aux termes de tous les renseignements qu'il avait pu recueillir à Berlin au sujet des mouvements révolutionnaires, il était impossible de pouvoir espérer „que la crise actuelle puisse se passer sans une guerre générale et sanglante entre le pouvoir légitime et la hydre révolutionnaire, qui sous le masque du salut public veut tout bouleverser pour bâtir son trône sanglant sur des tombeaux et des ruines" (sic!).

Le mémoire du Cabinet de Berlin sur la situation générale des affaires, que le comte Diebitch rapporta avec lui, plut à l'Empereur Nicolas, parcequ'il démontrait la nécessité d'une alliance entre les quatre grandes Puissances contre la révolution prêchée par la France. Le gouvernement prussien y faisait mention de la situation dangereuse des Etats de l'Allemagne, où la révolution de juillet avait trouvé de nombreux matériaux pour la sédition et les désordres. Les mesures, prises par la Diète de Francfort, ne pouvaient qu'arrêter les progrès du mal, mais n'étaient pas capables de le déraciner. Le roi de Prusse déclarait enfin qu'il était prêt à participer à toutes les mesures capables de sauver l'ordre de choses légal existant en Europe.

Mais le roi ne proposait lui-même à cet effet aucune mesure. Il avait concentré seulement à tout hasard une armée de 80 à 100 mille hommes dans les provinces du Rhin, mais il ne voulait consentir à rien qui puisse provoquer

нынѣшняго состоянія Франціи и неизбѣжности общей войны, которую можно отсрочить, но всетаки, вопреки всѣмъ миролюбивымъ мѣрамъ, она должна возникнуть". Король былъ возмущенъ „дерзкою претензіей" французскаго правительства запретить союзнымъ державамъ вмѣшательство въ дѣла Бельгіи. Но съ другой стороны, король былъ также убѣжденъ, что послѣ признанія Луи Филиппа королемъ французовъ со стороны Англіи и Австріи, Пруссія не можетъ не послѣдовать ихъ примѣру. Наконецъ, онъ поручилъ гр. Дибичу уговориться съ генералами Вицлебеномъ и Краузенэкъ на счетъ общаго плана военныхъ дѣйствій противъ Франціи. Эти совѣщанія происходили при соблюденіи глубочайшей тайны и не привели ни къ какому положительному результату, потому что прусское правительство боялось не только войны, но даже разглашенія извѣстій о приготовленіяхъ къ ней.

Гр. Дибичъ-Забалканскій заключаетъ свое донесеніе Государю отъ 29-го августа 1830 года заявленіемъ, что на основаніи всѣхъ собранныхъ имъ въ Берлинѣ свѣдѣній на счетъ революціонныхъ движеній, нельзя питать надежды, „что настоящій кризисъ можетъ кончиться безъ общей и кровопролитной войны между законною властью и революціонною гидрою, желающею подъ маскою общаго благополучія низвергнуть все и построить кровавый свой престолъ на могилахъ и развалинахъ" (sic!).

Приведенная гр. Дибичемъ записка Берлинскаго кабинета объ общемъ положеніи дѣлъ понравилась Николаю I, потому что въ ней проводилась мысль о необходимости союза между четырьмя великими державами противъ революціи, пропагандируемой Франціей. Прусское правительство указывало на опасное положеніе германскихъ государствъ, въ которыхъ іюльская революція нашла много матерьяла для смутъ и безпорядковъ. Принятыя франкфуртскимъ сеймомъ мѣры могли только пріостановить распространеніе зла, но не въ состояніи были вырвать его съ корнемъ. Наконецъ, король прусскій выражалъ полную свою готовность участвовать во всѣхъ мѣрахъ, способныхъ спасти существующій въ Европѣ законный порядокъ вещей.

Но король самъ не придумалъ никакихъ мѣръ. Онъ только сосредоточилъ, на всякій случай, въ Рейнской провинціи армію въ 80—100 тысячъ, но никакъ не желалъ вызвать чѣмъ либо нападеніе со стороны Фран-

d'une manière quelconque une attaque de la part de la France. Le comte de Nesselrode, dans son rapport du 8 octobre 1830, s'efforçait d'expliquer cette manière d'agir du Cabinet de Berlin, dont, en toute justice, il était impossible d'exiger qu'il prenne à lui tout seul l'initiative d'une action militaire contre la Belgique et par conséquent contre la France. D'après les renseignements reçus de Berlin, le gouvernement prussien n'était en état d'envoyer en Belgique qu'un corps d'armée de 25 mille hommes, parceque des symptômes d'une agitation dangereuse des esprits s'étaient fait jour parmi la population des provinces du Rhin et des autres parties du royaume de Prusse. Dans le cas où la Prusse se déciderait quand même à agir isolément, „elle compromettrait gravement",—comme le démontrait le vice-chancelier,—„le maintien de l'union entre les quatre Puissances, union qui est la seule ancre de salut dans les circonstances actuelles. En outre, elle risque de provoquer immédiatement une guerre avec la France et de fournir à l'Angleterre un prétexte de l'abandonner et de se détacher de l'alliance".

Mais le vice-chancelier ne croyait pas à la possibilité d'absoudre la Prusse pour n'avoir pas insisté avec plus de vigueur à Londres sur la nécessité d'une entente commune entre les quatre Puissances contre la France.

L'Empereur Nicolas I a mis de sa propre main la résolution suivante sur ce rapport du comte Nesselrode:

„Je regrette que la Prusse ne renforce pas la garnison de Luxembourg; si ce point important sera perdu à l'égal des autres places, ce sera un grave incident le plus contre nous; la Prusse en a le droit et peut-être même que l'occupation de Mästricht par le plus proche des alliés, à la demande du Souverain, eût été utile sans compromettre les rapports avec la France".

Le vice-chancelier n'était pas tout-à-fait du même avis que son Souverain dans la question belge, qui n'était exclusivement pour Nicolas I qu'une question de victoire de la révolution contre le gouvernement légal. „Ce n'est pas la Belgique",—écrivait ce Souverain sur le rapport du comte Nesselrode, du 8 octobre 1830,—„que je crois combattre là-bas, c'est la révolution générale, qui de proche au proche et plus vite qu'on ne le pense, nous menace nous-mêmes, si l'on nous voit trembler devant".

Le comte Nesselrode croyait au contraire qu'il était préférable pour la Russie de n'avoir pas à

ціи. Графъ Нессельроде, въ докладѣ отъ 8-го октября 1830 года, старался объяснить такой образъ дѣйствія Берлинскаго кабинета, отъ котораго, по справедливости, нельзя было требовать, чтобъ онъ одинъ началъ военныя дѣйствія противъ Бельгіи и, стало быть, также противъ Франціи. На основаніи полученныхъ изъ Берлина свѣдѣній прусское правительство могло выставить противъ Бельгіи не болѣе 25 тысячъ человѣкъ, потому что въ Рейнской провинціи и въ другихъ частяхъ прусскаго королевства стали обнаруживаться симптомы опаснаго волненія умовъ въ населеніи. Если же Пруссія, доказывалъ вице-канцлеръ, всетаки стала бы дѣйствовать одна, то „она серьезнымъ образомъ компрометировала бы сохраненіе союза между четырьмя державами, который остался при настоящихъ обстоятельствахъ единственнымъ якоремъ спасенія. Кромѣ того, Пруссія рисковала бы вызвать немедленно войну съ Франціей и дать Англіи предлогъ бросить ее и отказаться отъ союза".

Но вице-канцлеръ не считалъ возможнымъ оправдывать Пруссію въ томъ, что она не настаивала съ большею силою въ Лондонѣ на необходимости общаго соглашенія между четырьмя державами противъ Франціи.

На этомъ докладѣ графа Нессельроде Императоръ Николай I положилъ собственноручно слѣдующую резолюцію:

„Я сожалѣю, что Пруссія не усиливаетъ гарнизона въ Люксембургѣ; если эта важная крѣпость будетъ потеряна подобно другимъ, то это будетъ новою важною для насъ потерею; Пруссія имѣетъ право на это занятіе, и можетъ быть также занятіе Мастриха, по требованію суверена, наиболѣе близкимъ союзникомъ было бы полезно и не компрометировало бы отношенія къ Франціи".

Вице-канцлеръ не вполнѣ соглашался съ своимъ Государемъ въ бельгійскомъ вопросѣ, который для Николая I представлялся исключительно вопросомъ о побѣдѣ революціи надъ законнымъ правительствомъ. „Не Бельгію", писалъ Николай I на докладѣ гр. Нессельроде отъ 8-го октября 1830 г., „желаю я тамъ побороть, но всеобщую революцію, которая постепенно и скорѣе чѣмъ думаютъ, угрожаетъ намъ самимъ, если увидятъ, что мы трепещемъ предъ нею".

Гр. Нессельроде, напротивъ, полагалъ, что для Россіи лучше не втягиваться въ бельгій-

se mêler des affaires de la Belgique, qui n'avaient pour sa patrie qu'une importance secondaire. „C'est eux (les Alliés) qui ont besoin de nos secours", écrivait-il dans son rapport du 6 octobre,—„ce n'est pas nous qui sommes exposés aux premiers dangers. En les voyant venir, nous nous plaçons dans une attitude beaucoup plus favorable pour toutes les négociations dans lesquelles il s'agira de régler des intérêts essentiels, tels que les subsides, le passage et les subsistances de nos troupes et peut-être même des questions d'une haute importance politique que l'avenir peut amener. Nous perdrions gratuitement ces avantages en prenant nous-mêmes une initiative, qui, par leur position géographique, paraît réservée aux Puissances les plus immédiatement intéressées aux complications actuelles".

L'Empereur reconnut la justesse des arguments du comte de Nesselrode. Mais pour exposer avec toute la clarté voulue les vues de Nicolas I sur l'ensemble de la crise de l'Europe occidentale en 1830, nous reproduisons presqu'en entier un mémoire des plus remarquables que ce Souverain écrivit de sa propre main, du commencement jusqu'à la fin, dans les derniers jours de l'année 1830:

„La gravité des circonstances présentes, dans leur rapport avec les intérêts directs de la Russie, m'a amené à me rendre compte à moi-même des impulsions qu'elle me fait éprouver. Le résultat de cet examen, devant le tribunal de ma conscience, semble me tracer mes devoirs.

„La position géographique de la Russie est si heureuse qu'elle la rend presque indépendante quant à ses propres intérêts de ce qui se passe en Europe; elle n'a aucun besoin à chercher des alliés, car elle n'a rien à appréhender; ses frontières lui suffisent; elle ne peut rien désirer sous ce rapport et par conséquent elle ne devrait être inquiétante pour personne. Les circonstances qui ont amené la conclusion des traités existants datent d'une époque, où la Russie, après avoir vaincue et anéantie l'ambition inouie de Napoléon, venait en libératrice, aider l'Europe à secouer le joug qui l'oppressait. Mais le souvenir des bienfaits s'efface plus tôt que celui des injures. Déjà à Vienne la mauvaise foi faillit rompre l'union à peine cimentée, et il ne fallait rien moins qu'un nouveau danger commun pour rallier franchement les puissances à celui, qui

скія дѣла, имѣющія для нея только второстепенное значеніе. „Они, т. е. союзники", писалъ онъ въ своемъ докладѣ отъ 6-го октября, „нуждаются въ нашей помощи и не мы подвергаемся прежде всего опасности. Если мы будемъ наблюдать ихъ приближеніе, мы поставимъ себя въ гораздо болѣе выгодное положеніе для всѣхъ переговоровъ относительно опредѣленія самыхъ существенныхъ интересовъ, какъ-то: относительно субсидій, прохода и содержанія нашихъ армій и, можетъ быть, даже въ отношеніи вопросовъ высокой политической важности, которые могутъ возникнуть въ будущемъ". „Всѣ эти выгоды", заключаетъ вице-канцлеръ, „мы потеряемъ совершенно даромъ, если мы примемъ на себя иниціативу, которая въ виду географическаго положенія державъ кажется прежде всего должна быть предоставлена государствамъ, ближайшимъ образомъ заинтересованнымъ въ настоящемъ кризисѣ".

Государь согласился съ доводами гр. Нессельроде. Но съ цѣлью вполнѣ выяснить взгляды Императора Николая I на весь западно-европейскій кризисъ 1830 года, мы приводимъ здѣсь почти цѣликомъ крайне замѣчательную записку, написанную собственноручно, отъ начала до конца, Государемъ въ концѣ 1830 года.

„Серьезность настоящихъ обстоятельствъ", начинаетъ Императоръ Николай I, „въ связи съ непосредственными интересами Россіи, заставляетъ меня уяснить себѣ самому вліяніе, ими производимое на меня. Результатъ этого испытанія предъ судомъ моей совѣсти, кажется опредѣляетъ мои обязанности.

„Географическое положеніе Россіи настолько счастливо, что оно дѣлаетъ ее почти независимой, въ отношеніи своихъ собственныхъ интересовъ, отъ того, что происходитъ въ Европѣ; Россіи нѣтъ надобности искать союзниковъ, потому что ей нечего бояться; границами своими она довольна, и ей нечего желать въ этомъ отношеніи, и потому она ни въ комъ не должна вызывать безпокойства. Обстоятельства, вызвавшія заключеніе нынѣ дѣйствующихъ трактатовъ, относятся къ тому времени, когда Россія, послѣ рѣшительной побѣды надъ ненасытнымъ тщеславіемъ Наполеона, пришла, какъ освободительница, помочь Европѣ сбросить съ себя иго, подъ которымъ она томилась. Но память о благодѣяніяхъ скорѣе теряется, нежели забываютъ обиду. Уже въ Вѣнѣ вѣроломству почти удалось нарушить согласіе только-

déjà une fois leur libérateur, était toujours généreux.

„Durant les dix années qui suivirent, l'union paraît étroite entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; cependant plus d'une fois ces deux Puissances s'écartèrent du sens littéral ou des principes fondamentaux, sur lesquels étaient basés les traités d'alliance. Ce fut toujours la patience et la modération de l'Empereur qui ont su ramener à la vraie voye, ou cacher la divergence d'opinon par son inépuisable désir (?) de trouver l'apparence de l'intimité la plus parfaite.

„Lorsque la Providence l'enleva à la Russie, nous vimes bientôt qu'à côté des plus belles assurances l'Autriche trahissait des arriére-pensées; la Prusse nous fut plus longtemps fidèle, il est vrai, mais une différence notable se fit voir entre les rapports personnels avec le Roi, et ceux avec son Ministère. Toutefois faute d'occasion il n'y eut point de divergence éclatante, jusqu'à l'infâme révolution de Juillet.

„Nous avions dès longtemps prévu cet affreux événement et nous avions épuisé près de Charles X et de ses ministres, tous les moyens de persuasion que l'amitié et nos bons rapports admettaient. Tout fut en vain.—Dès lors nous n'hésitâmes pas à prononcer fortement le blâme contre les démarches illégales de Charles X;—mais pouvions nous en même temps, reconnaître un autre maitre légitime de la France que celui qui par tous les droits y devait être appelé? — C'était faire notre devoir, et rester fidéle aux principes qui avaient dirigés toutes les démarches des alliés depuis quinze ans. Cependant nos alliés, sans se consulter avec nous sur une démarche aussi grave, aussi décisive, s'empressèrent, par leur reconnaissance, de couronner la révolte et l'usurpation—démarche fatale, incompréhensible— et à laquelle il faut attacher le chaînon des désastres qui depuis cet instant n'ont cessé de pleuvoir sur l'Europe.

„Nous resistâmes, car nous le devions; je ne cédais que pour le seul motif de conserver l'union;—mais il était facile à prévoir qu'après un pareil exemple de lâcheté — la série d'événemens et de démarches en conséquence ne pouvait s'arrêter là, et en effet Bruxelles suivait bientôt l'exemple de Paris. Là l'autorité royale avait eu tort, car c'était elle qui avait donné prétexte à a révolte pour éclater; à Bruxelles au contraire, rien de ce genre n'avait eu lieu, sinon des

что утвердившееся, и нужна была новая общая опасность, чтобъ снова открыто соединить державы съ тѣмъ, который, будучи всегда великодушнымъ, былъ уже разъ ихъ освободителемъ.

„Въ продолженіи послѣдующихъ затѣмъ десяти лѣтъ союзъ между Россіей, Австріей и Пруссіей казался тѣснымъ; однако, неоднократно обѣ эти державы отступали отъ буквальнаго смысла и основныхъ принциповъ, на которыхъ были основаны союзные трактаты. Всегда терпѣніе и умѣренность покойнаго Государя снова укрѣпляли союзъ и поддерживали видъ совершенной интимности.

„Когда Провидѣніе отняло его у Россіи, мы скоро убѣдились, что рядомъ съ наилучшими увѣреніями Австрія питала заднія мысли; правда, Пруссія была намъ дольше вѣрна, но обнаружилось существенное различіе между личными сношеніями съ королемъ и сношеніями съ его министрами. Впрочемъ, благодаря недостатку поводовъ, не было явнаго разногласія до позорной іюльской революціи.

„Мы давно предвидѣли это страшное событіе и мы исчерпали при Карлѣ X и его министрахъ всѣ средства убѣжденія, допускаемыя дружбою и хорошими нашими сношеніями. Все было тщетно. Тогда мы не затруднились открыто осудить противозаконныя мѣропріятія Карла X. Но развѣ могли мы въ тоже время признать законнымъ Государемъ Франціи другого, а не того, кто имѣлъ на то всѣ права? Этого не допускалъ нашъ долгъ, который требовалъ оставаться вѣрнымъ началамъ, управлявшимъ въ продолженіи 15 лѣтъ всѣми дѣйствіями союзниковъ. Между тѣмъ наши союзники, не условившись съ нами насчетъ такого серьезнаго и рѣшительнаго шага, поспѣшили своимъ признаніемъ увѣнчать революцію и узурпацію. Это былъ шагъ роковой, непонятный, и съ него начинается цѣлый рядъ бѣдствій, непрерывно обрушивающихся съ того времени на Европу.

„Мы сопротивлялись, потому что были къ тому обязаны; я уступилъ исключительно для сохраненія союза; но легко было предвидѣть, что послѣ такого примѣра трусости рядъ событій и мѣропріятій естественно не могъ на этомъ остановиться; и дѣйствительно, въ Брюсселѣ послѣдовали скоро примѣру Парижа. Тамъ сама королевская власть была виновата, потому что она дала поводъ къ возмущенію; напротивъ, въ Брюсселѣ ничего по-

bienfaits de la part du Souverain. Cependant le même principe fut adopté—il fut dit *„le pays ne reconnait plus son ancien maitre, donc c'est un pays indépendant. Hâtons-nous de le reconnaitre pour tel et, constatons le en lui donnant un maitre"*.

„Mais le Souverain était encore maitre de son ancien patrimoine, qui ne pensant qu'à son honneur n'hésita pas à s'épuiser en efforts pour le soutenir,—exemple sublime, et qui eut mérité un meilleur sort. Ainsi qu'il fut fait pour la France, sans se consulter au préalable avec leur ancien allié, l'Autriche, et la Prusse se sont hâté de promettre leur accession. Mais nous avons dès le commencement suivi une voye plus noble, et seuls champions du principe de justice, nous avons su borner le courroux de l'Angleterre et de la France.—Pouvous nous sans nous dèshonorer, changer de conduite?

„Mais laissons là la question de l'honneur, et parlons seulement *intérêt*. Il y en a-t-il pour nous à consentir à ce nouvel acte d'iniquité? Est-ce conserver l'union antique que de travailler de commun à détruire notre propre ouvrage? L'antique alliance existe-t-elle encore, quand deux dispositions sont directement dans le sens contraire de ce qui motiva l'antique alliance? Existe-t-elle encore quand la *Prusse* nous fait pressentir, que même au cas d'une invasion française en Autriche, elle n'accordera que son *appui moral* à cette demande!

„Est-ce là, grand Dieu! l'alliance créée par l'immortel Empereur?

„Conservons ce feu sacré intact, et ne le déshonorons pas, par une concession muette aux actes de lâcheté et d'iniquité des Puissances; conservons, dis-je, le feu sacré pour le moment solennel, qu'aucune force humaine ne peut éviter, ne peut retarder, moment où la lutte entre la justice et le principe infernal doit éclater. Ce moment est proche, soyons pour lors, nous, la bannière à laquelle forcément et pour leur propre salut viendront se rallier une seconde fois ceux qui tremblent dans ces momens!

добнаго не случилось и отъ Государя исходили только благодѣянія. Однако, и здѣсь былъ принятъ тотъ же самый принципъ и было объявлено, что *„страна больше не признаетъ своего прежняго Государя и потому эта страна независима. Поспѣшимъ же признать эту независимость и утвердимъ ее, давъ странѣ Государя"*.

„Но Государь былъ еще хозяиномъ въ своей прежней землѣ и, имѣя въ виду только свою честь, неустанно старается поддержать ее — подавая высокій примѣръ, достойный лучшей участи. И какъ было поступлено относительно Франціи, не спросивъ предварительно согласія своего стараго союзника, Австрія и Пруссія поторопились объявить о своемъ одобреніи. Но мы съ самаго начала пошли по болѣе благородному пути и, будучи единственными борцами за справедливость, съумѣли поставить предѣлы гнѣву Англіи и Франціи. Развѣ мы могли, не обезчестивъ себя, измѣнить нашъ образъ дѣйствія?

„Но оставимъ въ сторонѣ вопросъ о чести и поведемъ рѣчь только объ *интересахъ*. Развѣ наши интересы требуютъ согласія на эту новую несправедливость? Развѣ значитъ сохранять старый союзъ, если мы стараемся общими силами разрушить собственное наше дѣло? Развѣ старый союзъ еще существуетъ, если существуютъ два прямо противоположныя цѣли стараго союза стремленія? Развѣ этотъ союзъ еще существуетъ, если Пруссія даетъ намъ чувствовать, что даже въ случаѣ нападенія французовъ на Австрію, она ограничится лишь заявленіемъ *нравственной своей поддержки!"*

„Развѣ это, Боже мой, великій союзъ, созданный безсмертнымъ Императоромъ?

„Сохранимъ же неприкосновеннымъ этотъ священный огонь и не будемъ его безчестить молчаливою уступчивостью передъ трусливыми и несправедливыми поступками державъ, ссылающихся на нашъ союзъ только въ томъ случаѣ, когда онѣ нуждаются въ нашемъ сообщничествѣ при совершеніи подобныхъ дѣлъ; сохранимъ этотъ священный огонь для той торжественной минуты, наступленіе которой предупредить и отсрочить не въ состояніи никакая человѣческая сила, когда борьба между справедливостью и адскимъ началомъ должна возникнуть. Эта минута близка, и пребудемъ мы тѣмъ знаменемъ, подъ которымъ, силою обстоятельствъ и для собственнаго ихъ спасенія, станутъ вторично тѣ, которые обуяются страхомъ въ такія минуты.

„Nous avons reconnu le fait de l'indépendance de la Belgique, parceque le Roi des Pays-Bas l'a reconnu lui-même (?), mais ne reconnaissons pas Léopold, car nous n'avons aucun droit de pouvoir le faire, tant que le Roi des Pays-Bas ne le reconnait pas. Mais en même temps ne cachons pas notre désapprobation manifeste de la conduite double et fausse du Roi, et retirons nous de la conférence.

„Si la France et l'Angleterre s'unissent pour tomber sur la Hollande, nous protesterons, car nous ne pouvons faire plus; mais du moins le nom Russe n'aura pas été avili par la complicité d'un pareil acte. Notre langage à l'Autriche et à la Prusse doit toujours être le même; il doit leur faire connaitre constamment le danger de la route qu'elles suivent, et leur démontrer que *c'est eux* qui s'éloignent des principes de l'alliance; que nous ne ferons *jamais* la même faute, car nous rénions la perte irréparable de la bonne cause. Qu'au moment du danger l'on nous verra toujours prêt à voler au secours de ceux de nos alliés qui reviendraient à nos anciens principes; mais que dans le cas contraire, jamais la Russie ne sacrifiera ni ses trésors, ni le sang précieux de ses soldats!

„Voilà ma confession;—elle est grave, elle nous place dans une position nouvelle, isolée, mais j'ose le dire, honorable et digne de nous.

„Qui oserait nous attaquer? Et si on l'osait, je serais sûr de l'appui de la nation, car elle apprécierait sa position, et saurait punir, avec l'aide de Dieu, l'audace des agresseurs!"

Nous retrouvons dans une dépêche détaillée du vice-chancelier de Russie au comte Alopéus, qui porte la date du 18 août 1830, ces mêmes principes fondamentaux, que l'Empereur Nicolas I exprimait ainsi avec tant d'énergie. En réponse à une nouvelle question du Cabinet de Berlin sur l'attitude de la Russie à l'égard de la révolution française, le comte Nesselrode déclarait que l'Empereur était fermément décidé à ne pas se mêler des affaires intérieures de la France, „mais que d'un autre côté il ne souffrirait point que le gouvernement français porte atteinte ni aux intérêts matériels de l'Europe, tels qu'ils sont établis et garantis par les transactions générales, ni à la paix intérieure des différents Etats". Voilà pourquoi la reconnaissance de Louis-Philippe comme roi des Français, ne

„Мы признали фактъ независимости Бельгіи, потому что его самъ король Нидерландовъ призналъ, но мы не признаемъ Леопольда, потому что не имѣемъ никакого права сдѣлать это до тѣхъ поръ, пока король нидерландскій не признаетъ его. Но въ тоже время не скроемъ наше открытое неодобреніе двуличнаго и фальшиваго поведенія короля и покинемъ конференцію.

„Если Франція и Англія соединятся для нападенія на Голландію, мы будемъ протестовать, потому что бо́льшаго сдѣлать не можемъ; по крайней мѣрѣ русское имя не будетъ опозорено соучастіемъ въ такомъ дѣлѣ. Нашъ образъ дѣйствія въ отношеніи Австріи и Пруссіи долженъ быть всегда одинаковъ; онъ долженъ постоянно напоминать имъ объ опасности того пути, по которому онѣ идутъ, и доказывать имъ, что *онѣ* забываютъ основныя начала союза; что мы *никогда* не совершимъ такой ошибки, потому что тогда подготовимъ неизбѣжную погибель добраго дѣла. Въ минуту опасности насъ всегда увидятъ готовыми придти на помощь тому изъ союзниковъ, который возвратится къ нашимъ старымъ началамъ, но въ противномъ случаѣ никогда Россія не пожертвуетъ ни своими деньгами, ни драгоцѣнною кровью своихъ солдатъ!

„Вотъ моя исповѣдь; она серьезна... она ставитъ насъ въ новое и изолированное положеніе, но, смѣю сказать, въ положеніе почетное и насъ достойное.

„Кто посмѣетъ на насъ напасть? Но если кто и осмѣлится, я увѣренъ въ поддержкѣ народа, потому что онъ оцѣнитъ свое положеніе и съумѣетъ, съ Божьею помощью, наказать смѣлость нападателей.".

Эти основныя мысли, высказанныя Николаемъ I съ такою энергіею, мы находимъ также въ подробной депешѣ русскаго вице-канцлера отъ 18-го августа 1830 года къ графу Алопеусу. На новый запросъ Берлинскаго кабинета объ отношеніи Россіи къ французской революціи, гр. Нессельроде объясняетъ, что Государь твердо рѣшился не вмѣшиваться во внутреннія дѣла Франціи, но, въ то же время, не допуститъ ни малѣйшаго посягательства французовъ ни на „матерьяльные интересы Европы, какъ они опредѣлены и гарантированы международными соглашеніями, ни на внутренній миръ различныхъ государствъ". Поэтому признаніе Луи Филиппа королемъ французовъ можетъ быть только результатомъ зрѣлаго обсужденія со стороны великихъ

pouvait être que le résultat d'une appréciation mûre et complète par les grandes Puissances de ses droits au trône de France. A ce point de vue, le duc de Bordeaux et non le duc d'Orléans, serait plutôt l'héritier légitime de Charles X. La reconnaissance de Louis-Philippe serait non-seulement la justification de la révolution de juillet, mais en même temps une violation flagrante des droits légitimes d'autrui.

Mais si les Puissances alliées considèrent la reconnaissance de Louis-Philippe comme l'unique moyen de sauver la France de sa perte, il devient nécessaire de ne faire cette concession à „l'esprit révolutionnaire" qu'avec la plus grande prudence.

Aux termes de ces considérations, l'Empereur Nicolas I fit savoir dans la dépêche du mois d'août qu'il consentait à remplir le désir du Cabinet de Berlin et à reconnaitre Louis-Philippe, à la condition expresse que les Puissances alliées déclareraient catégoriquement à la France qu'elle est tenue dans l'avenir d'exécuter fidèlement tous les engagements internationaux qui lui incombent en vertu des traités de 1815. Si le gouvernement de Louis-Philippe sait que les Puissances alliées n'admettent aucune tentative contre la paix intérieure des autres Etats de l'Europe ou contre les engagements internationaux existants, on peut espérer que la reconnaissance de Louis-Philippe n'aura aucune conséquence dangereuse.

Enfin, au mois de septembre 1830, la Russie consentit à admettre le fait accompli, c'est-à-dire à reconnaître Louis-Philippe comme roi des Français, parceque les autres Puissances l'avaient déjà reconnu comme tel. Mais Nicolas I fit preuve de beaucoup moins de condescendance à l'égard de la révolution belge. Quand dans le courant de l'automne de 1830, le roi des Pays-Bas exigea encore une fois avec beaucoup d'insistance qu'on lui fournisse des secours, afin de mettre à la raison la Belgique, l'Empereur fut de l'avis que les Puissances les plus intéressées, telles que la Prusse et l'Angleterre, étaient tenues avant tout de faire droit à cette exigence. Néanmoins, le comte Diebitch-Zabalkansky lui-même ne réussit pas à décider le roi de Prusse à une action séparée contre la Belgique. Alors, l'Empereur Nicolas I, malgré les représentations de son ministre des affaires étrangères, se décida à prendre des mesures énergiques isolément des autres Puissances alliées.

L'Empereur apposa de sa propre main la résolution suivante sur le rapport du vice-chance-

державъ его правъ на французскій престолъ. Съ этой точки зрѣнія скорѣе герцогъ Бордосскій, а не герцогъ Орлеанскій законный наслѣдникъ Карла X. Если такъ, то признаніе Луи Филиппа можетъ явиться не только оправданіемъ іюльской революціи, но вмѣстѣ съ тѣмъ явнымъ нарушеніемъ чужихъ законныхъ правъ.

Но если союзныя державы усматриваютъ въ признаніи Луи Филиппа единственное средство, чтобъ спасти Францію отъ погибели, то необходимо сдѣлать эту уступку „духу революціи" крайне осмотрительно.

На основаніи этихъ соображеній Императоръ Николай I изъявилъ въ августовской депешѣ о своемъ согласіи исполнить желаніе Берлинскаго кабинета и признать Луи Филиппа, если только союзныя державы категорически объявятъ Франціи, что она обязана добросовѣстнымъ образомъ исполнять и впредь всѣ международныя обязательства, возложенныя на нее трактатами 1815 года. Разъ правительство Луи Филиппа знаетъ, что союзныя правительства не допустятъ ни малѣйшаго посягательства на внутренній миръ другихъ европейскихъ государствъ, или на существующія международныя обязательства, то можно надѣяться, что признаніе Луи Филиппа никакихъ опасныхъ послѣдствій имѣть не будетъ.

Наконецъ, въ сентябрѣ 1830 года Россія согласилась признать совершившійся фактъ, т. е. Луи Филиппа королемъ французовъ, потому что другія союзныя державы уже раньше его признали. Но менѣе уступчивымъ былъ Николай I въ отношеніи бельгійской революціи. Когда осенью 1830 г. голландскій король опять настоятельнымъ образомъ просилъ о помощи для усмиренія Бельгіи, Государь находилъ, что наиболѣе заинтересованныя державы, какъ Пруссія и Англія, обязаны прежде всего исполнить это требованіе. Однако, даже графу Дибичу-Забалканскому не удалось подвинуть прусскаго короля на отдѣльныя дѣйствія противъ Бельгіи. Тогда Императоръ Николай I, вопреки доводамъ своего министра иностранныхъ дѣлъ, рѣшилъ независимо отъ другихъ союзныхъ державъ принять энергическія мѣры.

На докладѣ вице-канцлера отъ 30-го сентября 1830 г. о бельгійскихъ дѣлахъ Государь соб-

lier concernant les affaires de Belgique, qui porte la date du 30 octobre 1830: „Il n'y a plus de possibilité de reculer; il est de notre dignité de prendre l'initiative: il faut donc que vous prépariez une note aux trois gouvernements pour appuyer sur la nécessité de poser une barrière armée contre la révolution qui nous menace tous".

Mais cette décision de l'Empereur fut paralysée par des événements inattendus qui se produisirent dans le royaume de Pologne où éclata au mois de novembre 1830 une insurrection ouverte contre le gouvernement impérial de Russie.

Il est curieux de constater que la nouvelle de l'insurrection de Pologne parvint à Berlin d'une manière tout-à-fait inattendue et qu'elle y produisit une immense confusion. Le roi de Prusse ordonna immédiatement au général Grolmann d'entrer en Posnanie avec un corps de 6,000 hommes et fit mobiliser en outre quatre corps d'armée, qui furent placés sous le commandement général du feldmaréchal-général comte de Gneisenau.

En outre, le gouvernement prussien fit immédiatement droit à la demande du ministre de Russie d'avoir à empêcher toute espéce de communications entre les provinces de la Prusse et le royaume de Pologne insurgé. Enfin, tous les insurgés polonais, qui traversèrent la frontière de Prusse les armes à la main, y furent immédiatement arrêtés et même livrés dans certains cas aux autorités russes. (Dépêches du comte Alopéus du 23 novembre (5 décembre) et de 9 (21) décembre 1830).

En général, le gouvernement prussien prétait réellement un concours énergique à la Russie pour la répression de l'insurrection polonaise de 1830. Quand un certain Mostovsky fut envoyé à Berlin par le gouvernement révolutionnaire de Varsovie avec la mission de prier le roi de se charger du rôle de médiateur entre les insurgés et le gouvernement impérial de Russie, le roi prit immédiatement les mesures nécessaires pour que ce délégué des rebelles ne puisse arriver jusqu'à Berlin. Quand Mostovsky réussit quand même à traverser le cordon prussien et finit par atteindre cette capitale, ni le roi, ni ses ministres ne le reçurent. En même temps, sur la demande qui lui en fut faite par le comte Alopeus, le roi donna l'ordre de confisquer toutes les sommes que l'agent de la Banque de Varsovie à Berlin expédiait en Pologne. Quand enfin le ministère prussien n'exécuta pas immédiatement cette exigence du comte Alopéus,

ственноручно написалъ слѣдующую резолюцію: „Нѣтъ больше возможности идти назадъ; наше достоинство предписываетъ намъ взять на себя иниціативу; поэтому вамъ нужно приготовить ноту къ тремъ правительствамъ, въ которой укажете на необходимость положить военною силою предѣлъ революціи, всѣмъ угрожающей".

Но это рѣшеніе Государя было парализовано неожиданными событіями въ Царствѣ Польскомъ, гдѣ возникъ въ ноябрѣ 1830 г. открытый бунтъ противъ императорскаго русскаго правительства.

Любопытно, что даже въ Берлинъ извѣстіе о возстаніи въ Польшѣ пришло совершенно неожиданно и произвело величайшій переполохъ. Король прусскій немедленно отдалъ приказаніе генералу Грольману вступить съ корпусомъ въ 6,000 человѣкъ въ Познань и повелѣлъ, кромѣ того, мобилизовать четыре корпуса войскъ, которые были поставлены подъ главное командованіе генералъ-фельдмаршала гр. Гнейзенау.

Сверхъ того, прусское правительство немедленно исполнило требованіе русскаго посланника, чтобъ были прекращены всѣ сношенія между прусскими провинціями и возставшимъ Царствомъ Польскимъ. Наконецъ, всѣ польскіе инсургенты, перешедшіе съ оружіемъ въ рукахъ прусскую границу, были немедленно задерживаемы и иногда даже выдаваемы русскимъ властямъ. (Депеши гр. Алопеуса отъ 23-го ноября (15-го декабря) и 9-го (21-го) декабря 1830 года).

Вообще не подлежитъ сомнѣнію, что прусское правительство энергически содѣйствовало Россіи въ подавленіи польскаго возстанія 1830 года. Когда нѣкій Мостовскій былъ командированъ варшавскимъ революціоннымъ правительствомъ въ Берлинъ, съ порученіемъ просить короля о посредничествѣ между повстанцами и императорскимъ правительствомъ, король немедленно распорядился, чтобъ этого посланника бунтовщиковъ не пропускали до Берлина. Когда же Мостовскій всетаки успѣлъ проскользнуть чрезъ прусскій кордонъ и пріѣхалъ въ Берлинъ, ни король, ни министры прусскіе его не приняли. Далѣе, по требованію гр. Алопеуса король повелѣлъ конфисковать всѣ денежныя суммы, которыя агентъ Варшавскаго банка въ Берлинѣ отправлялъ въ Польшу. Когда же прусское министерство не исполнило немедленно требованіе посланника, Императоръ Николай I предписалъ гр. Алопеусу настаивать

l'Empereur Nicolas fit écrire à son ministre qu'il ait à exiger l'arrestation et la remise aux autorités russes de cet agent de la Banque de Varsovie. (Dépêche du comte Alopéus du 8 (20) janvier 1831).

Au mois de mai 1831, le comte Diebitch-Zabalkansky chargea le ministre de Russie à Berlin d'exiger du gouvernement prussien son consentement à l'entrée d'une armée russe sur le territoire de la Prusse, pour traverser le pont situé près de Thorn et pour prendre à revers les insurgés. Le comte Alopéus s'adressa dans ce sens au prince de Wittgenstein qui fit part de cette demande au roi. Frédéric Guillaume III en fut fort étonné et fit répondre au ministre de Russie, qu'il ne lui restait plus qu'à faire occuper le duché de Posen par 400,000 hommes de troupes pour prévenir les conséquences de l'entrée de l'armée russe ou qu'à faire semblant de ne rien savoir au sujet du passage des troupes russes par la frontière de Prusse. Cette dernière éventualité ne pourrait que paraître fort extraordinaire quand on sait quelle est l'amitié qui unit le roi à l'Empereur. Malgré ce qui précède, les autorités prussiennes ne prêtèrent que fort peu d'attention aux fréquentes atteintes faites à l'inviolabilité du territoire prussien par les autorités militaires russes. (Dépêche du comte Alopéus du 4 (16) mai 1831).

Il n'y eut de désaccord sérieux que par rapport aux exigences constantes du gouvernement russe d'avoir à arrêter les rebelles, qui s'étaient réfugiés sur le territoire prussien et d'avoir à les livrer à la Russie. L'Empereur Nicolas insistait surtout pour qu'on lui livre immédiatement les principaux chefs des insurgés et les membres du gouvernement provisoire, dont la liste avait été remise au gouvernement prussien. „L'Empereur, — écrivait le vice-chancelier le 9 mars 1831,—„apprendrait avec une vive peine que des individus coupables envers Lui de haute trahison et de tous les crimes que la rébellion traine à sa suite, eussent trouvé un asile et l'impunité sous la protection des lois prussiennes, ou qu'un faux principe d'humanité leur eut fourni les moyens de porter ailleurs leurs ressentiments et leurs projets de vengeance et de subversion". Conformément à cette exigence le gouvernement russe ajouta une déclaration secrète à la convention de cartel de 1830.

Mais le gouvernement prussien trouvait impossible pour lui l'exécution de cette dernière exigence. Par une note du 30 décembre 1830, il confirma les dispositions qu'il avait prises

на арестованіи и выдачѣ русскимъ властямъ этого агента. (Депеша гр. Алопеуса отъ 8-го (20-го) января 1831 г.).

Въ маѣ 1831 года гр. Дибичъ-Забалканскій поручилъ русскому посланнику въ Берлинѣ потребовать отъ прусскаго правительства согласія на вступленіе русской арміи на прусскую территорію, чтобъ перейти мостъ при Торнѣ и ударить въ тылъ повстанцамъ. Гр. Алопеусъ обратился съ этою просьбою къ князю Витгенштейну, который доложилъ ее королю. Фридрихъ Вильгельмъ III былъ озадаченъ этою просьбою и сказалъ, что онъ долженъ или выставить 400,000 человѣкъ войска въ Познанской области съ цѣлью предупредить послѣдствія вступленія русской арміи, или же долженъ сдѣлать видъ, что ничего не зналъ о переходѣ прусской границы русскими войсками. Всетаки прусскія власти смотрѣли сквозь пальцы на неоднократныя нарушенія неприкосновенности прусской территоріи со стороны русскихъ военныхъ властей. (Депеша гр. Алопеуса отъ 4-го (16-го) мая 1831 г.).

Весьма серьезное разногласіе вызывали постоянныя требованія русскаго правительства о задержаніи вступавшихъ на прусскую землю повстанцевъ и о выдачѣ ихъ Россіи. Въ особенности настаивалъ Императоръ Николай I на немедленной выдачѣ главныхъ коноводовъ и членовъ временнаго правительства, списокъ которыхъ былъ представленъ прусскому правительству. „Государь", писалъ вице-канцлеръ 9-го марта 1831 г. гр. Алопеусу, „съ глубокою болью узнаетъ, что лица, виновныя въ преступленіи государственной измѣны и во всѣхъ другихъ преступныхъ дѣяніяхъ, вытекающихъ изъ бунта, нашли убѣжище и безнаказанность подъ покровомъ прусскихъ законовъ или, что ложный принципъ гуманности далъ имъ возможность перенести въ другое мѣсто свою ненависть и замыслы о мести и бунтѣ!" Въ основаніе такого требованія русское правительство поставило секретную декларацію къ картельной конвенціи 1830 года.

Но прусское правительство не находило возможнымъ исполнить послѣднее требованіе. Нотою отъ 30-го декабря 1830 года оно подтвердило сдѣланныя имъ распоряженія относитель-

par rapport à l'isolation complète du royaume de Pologne: il fut ordonné très sévèrement à toutes les autorités prussiennes de ne pas laisser passer les munitions de guerre destinées aux insurgés, d'arrêter ceux d'entre eux qui mettraient le pied sur le territoire et de n'autoriser aucun rapport entre les insurgés polonais et leurs partisans hors des limites de la Pologne.

Toutefois, le gouvernement royal ne se décida pas à livrer tous les Polonais qui avaient trouvé un refuge sur le territoire prussien et la cause en fut aux sentiments qui prédominaient parmi la population du royaume de Prusse. L'Empereur Nicolas se plut à reconnaître du reste que sous ce rapport la position du gouvernement prussien était fort difficile. On en voit la preuve dans la dépêche confidentielle du 13 juillet 1831, adressée par le comte de Nesselrode au baron Maltitz, qui fut nommé chargé d'affaires de Russie près la Cour de Berlin dans le courant de l'été de l'année 1831 après la mort du comte Alopéus.

„Sa Majesté", – écrivait le vice-chancelier, – „ne voudrait point ajouter aux difficultés que la complication polonaise a déjà suscitée au Cabinet de Berlin. Il n'est donc pas de son intention d'insister péremptoirement sur la demande qu'elle se voit dans la nécessité de lui adresser aujourd'hui au sujet des rebelles polonais et lithuaniens réfugiés en Prusse. Au contraire, avec cette confiance que lui inspirent la politique franche et loyale du Cabinet prussien, ainsi que les sentiments personnels du roi, Notre Auguste Maître s'en remet entièrement aux résolutions que Sa Majesté prendra dans sa sagesse et sa justice à l'égard de ces individus". Ces individus étaient nommément: Khlapovsky, Gelgoud, Roland et plusieurs autres chefs de l'insurrection de 1830, dont le baron Maltitz devait exiger l'extradition aux termes d'une dépêche ouverte portant la même date du 13 juillet 1831. A la fin de la dépêche confidentielle, il était exprimé que l'Empereur Nicolas espérait que le gouvernement prussien prendrait des mesures efficaces en vue d'arrêter ces individus et de leur fixer un domicile sur le territoire de la Prusse.

Du reste, le gouvernement prussien lui-même ne savait que faire de la masse de réfugiés polonais qui avaient traversé la frontière prussienne. Dans le courant de l'été de l'année 1832, il leur déclara que s'ils ne quittaient pas la Prusse, ils seraient employés à l'exécution de travaux publics ou internés dans des forteresses. Quant au gouvernement russe, sachant jusqu'à

но полнаго изолированія Царства Польскаго. Всѣмъ прусскимъ властямъ было строжайше приказано не пропускать никакихъ военныхъ припасовъ для повстанцевъ, задерживать ихъ въ случаѣ перехода на прусскую территорію и не допускать никакихъ сношеній между польскими бунтовщиками и единомышленниками ихъ за предѣлами Польши.

Однако, выдать всѣхъ поляковъ, нашедшихъ убѣжище на прусской территоріи, королевское правительство не рѣшилось, въ виду настроенія общественнаго мнѣнія своего собственнаго народа. Впрочемъ, самъ Императоръ Николай I признавалъ затруднительность въ этомъ вопросѣ прусскаго правительства, какъ это видно изъ конфиденціальной депеши отъ 13-го іюля 1831 года гр. Нессельроде къ барону Мальтицу, назначенному лѣтомъ 1831 года, послѣ смерти гр. Алопеуса, русскимъ повѣреннымъ въ дѣлахъ при Берлинскомъ дворѣ.

„Его Величество", пишетъ вице-канцлеръ, „не желалъ бы увеличивать затрудненія, которыя іюльскія дѣла уже причинили Берлинскому кабинету. Поэтому онъ не намѣренъ рѣшительнымъ образомъ настаивать на своемъ требованіи, которое вынужденъ предъявить ему сегодня относительно польскихъ и литовскихъ бунтовщиковъ, скрывшихся въ Пруссію. Напротивъ, съ довѣріемъ, внушаемымъ ему честною и добросовѣстною политикою прусскаго кабинета, а равно личными чувствами короля, нашъ августѣйшій Государь вполнѣ будетъ доволенъ рѣшеніями, которыя приметъ король по своей мудрости и справедливости въ отношеніи этихъ лицъ". Эти лица были: Хлаповскій, Гѣлгудъ, Роландъ и другіе коноводы возстанія 1830 года, которыхъ выдачи долженъ былъ требовать баронъ Мальтицъ на основаніи открытой депеши отъ того же 13-го іюля 1831 года. Въ концѣ же конфиденціальной депеши выражается только надежда Императора Николая I, что прусское правительство приметъ дѣйствительныя мѣры для задержанія и водворенія этихъ лицъ въ предѣлахъ Пруссіи.

Впрочемъ, само прусское правительство тяготилось этою массою польскихъ выходцевъ, перешедшихъ прусскую границу. Лѣтомъ 1832 года оно объявило имъ, что если они не выѣдутъ изъ Пруссіи, то будутъ употреблены на общественныя работы или заключены въ крѣпости. Русское же правительство, зная насколько эти выходцы служатъ бременемъ для Пруссіи, не-

quel point ces réfugiés étaient un fardeau pour la Prusse, il lui proposa à plusieurs reprises différentes mesures pour s'en délivrer. Au mois de février 1832, le gouvernement russe se déclara prêt à partager tous les réfugiés polonais en trois groupes: 1) les sujets russes, ayant participé à l'insurrection sans s'être trouvés dans les rangs des insurgés; 2) les sujets russes, s'étant trouvés dans les rangs des insurgés et qui avaient traversé la frontière prussienne avec les rebelles, et 3) les Polonais, ayant pris part à l'insurrection. Notre gouvernement était prêt à gracier les premiers, pourvu qu'ils en fissent la demande; il demandait l'extradition des deuxièmes aux termes de la convention de cartel et pour ce qui est du troisième groupe d'insurgés, Nicolas I leur promit l'amnistie.

Huit jours plus tard, par une dépêche du 24 février 1832, le chargé d'affaires de Russie fut invité à exiger du gouvernement prussien qu'il force à quitter la Prusse tous les officiers polonais qui refusent de se soumettre au gouvernement russe et qu'il remette à la Russie tous les sous-officiers de la même nationalité. Enfin, au mois de juin 1832, l'Empereur Nicolas I chargea M. de Ribeaupierre, qui venait d'être nommé ministre de Russie près la Cour de Berlin, en remplacement de feu le comte Alopéus, de proposer au gouvernement prussien d'incorporer dans l'armée prussienne tous les réfugiés polonais, qui s'entêtaient à rester en Prusse et refusaient de rentrer dans le royaume de Pologne.

Ribeaupierre communiqua cette proposition au prince de Wittgenstein, qui se plut à reconnaître „les motifs généreux" de cette proposition et la considéra comme une preuve de „la bonne volonté du gouvernement Impérial envers celui du roi". Mais le prince de Wittgenstein refusa de lui dire comment cette proposition devait être acceptée par les ministres de Prusse. Ribeaupierre ne cachait pas lui-même les doutes qu'il nourrissait au sujet de la possibilité d'obtenir l'exécution de la demande de la Russie et effectivement le roi de Prusse refusa catégoriquement de faire entrer dans les rangs de ses troupes les insurgés polonais. (Dépêches de Ribeaupierre du 2 (14) juin et du 30 juin (12 juillet) 1832).

C'est ainsi que pendant la durée de l'insurrection polonaise de 1830 et après sa répression il y eut entre les deux Etats alliés un échange perpétuel d'idées et de services réciproques, provoqué par le mouvement révolutionnaire de 1830. Le gouvernement russe formulait souvent

однократно предлагало различные способы освободиться отъ нихъ. Въ февралѣ 1832 года русское правительство раздѣлило всѣхъ польскихъ выходцевъ на 3 группы: 1) русскіе подданные, участвовавшіе въ возстаніи, не бывъ въ рядахъ польскихъ войскъ; 2) русскіе подданные, бывшіе въ рядахъ войскъ и перешедшіе прусскую границу въ рядахъ повстанцевъ и 3) поляки, участвовавшіе въ бунтѣ. Первыхъ правительство готово было простить, если они объ этомъ будутъ просить; вторыхъ оно желало получить посредствомъ выдачи на основаніи картельной конвенціи, наконецъ, третьей группѣ бунтовщиковъ Николай I обѣщалъ амнистію.

Затѣмъ, черезъ недѣлю, депешею отъ 27-го февраля 1832 года, русскому повѣренному въ дѣлахъ было поручено потребовать отъ прусскаго правительства, чтобъ оно заставило польскихъ офицеровъ, не желающихъ покориться русскому правительству, выѣхать изъ Пруссіи, а унтеръ-офицеровъ выдало бы Россіи. Наконецъ, въ іюнѣ 1832 года Императоръ Николай I поручилъ Рибопьеру, назначенному посланникомъ при Берлинскомъ дворѣ на мѣсто покойнаго гр. Алопеуса, сдѣлать прусскому правительству предложеніе, включить въ прусскую армію всѣхъ польскихъ выходцевъ, остающихся упрямыми и не желающихъ возвратиться въ Царство Польское.

Рибопьеръ сообщилъ объ этомъ предложеніи князю Витгенштейну, который призналъ „великодушные мотивы" этого предложенія и увидѣлъ въ немъ „добрую волю императорскаго правительства въ отношеніи прусскаго правительства". Но князь Витгенштейнъ отказался сказать, какъ это предложеніе будетъ принято прусскими министрами. Самъ Рибопьеръ не скрылъ своихъ сомнѣній относительно возможности добиться исполненія русскаго требованія, и дѣйствительно король прусскій категорически отказался зачислить въ ряды своихъ войскъ поляковъ бунтовщиковъ. (Депеши Рибопьера отъ 2 (14) іюня и 30 іюня (12 іюля) 1832 года).

Такимъ образомъ, во время польскаго возстанія 1830 года и послѣ его усмиренія, между обоими союзными правительствами происходилъ постоянный обмѣнъ мыслей и взаимныхъ услугъ, вызванный революціоннымъ движеніемъ 1830 года. Русское правительство часто предъявляло

des exigences, dont il se dédisait plus tard en vue de l'impossibilité de leur exécution par le gouvernement prussien. Mais il est impossible de ne pas relever le fait que le roi de Prusse personnellement accueillait toujours avec beaucoup plus de bon-vouloir que ses ministres toutes les exigences légitimes de la Russie.

Il est vrai qu'à cette époque le gouvernement de la Prusse se composait d'un collège de vieillards très respectables, mais fort caducs, dont il était impossible d'exiger la rapidité et l'énergie nécessaires à l'exécution des decisions prises, ni le courage de défendre leur politique.

Le comte de Bernstorf était toujours malade et fut obligé de prendre sa retraite en 1831. Il fut remplacé, après le refus du baron Werther de se charger du portefeuille des affaires étrangères, par Ancillon, le premier conseiller du Ministère. Les autres ministres prussiens, comme le baron Alvensleben, le comte Lottum et Schukmann se trouvaient généralement pour cause de maladie et de caducité, dans l'impossibilité de travailler consciencieusement. (Dépêche du comte Alopéus du 8 (20) août 1830).

Le roi n'avait pas assez de confiance dans ses propres capacités, quoiqu'appréciant les événements avec une grande clarté. L'absence d'un premier ministre, quand le roi se trouvait constamment dans le doute et dans l'incertitude, était cause, selon le comte Alopéus, de ce qu'il était impossible de s'attendre de la part du Cabinet de Berlin à une politique ferme et conséquente. La maladie et la retraite du comte de Bernstorff furent un grand malheur dans ces circonstances. Quant à la nomination d'Ancillon, elle ne pouvait guère remédier d'une manière radicale à la marche générale des affaires, parceque ce vieux fonctionnaire, toutes bonnes que fussent ses intentions, ne jouissait pas d'une autorité suffisante dans les sphères gouvernementales, ni de toute la confiance du roi. Ancillon se laissait entraîner par des raisonnements abstraits sur les affaires les plus simples et n'avait pas la moindre idée de l'ordre à observer dans les affaires qui étaient de son ressort. (Dépêches du comte Alopéus du 9 (21) avril et du 4 (16) mai 1831).

Pour ce qui est de Frédéric Guillaume III lui-même, il approuvait entièrement les mesures énergiques de l'Empereur Nicolas contre les Polonais rebelles. Il était parfaitement d'accord avec son auguste beau-fils, quant à son avis que les Puissances étrangères n'avaient pas le droit de se mêler des affaires de la Pologne, mais il

такія требованія, отъ которыхъ оно впослѣдствіи само отказывалось въ виду невозможности ихъ исполненія со стороны прусскихъ властей. Но нельзя не замѣтить, что самъ король прусскій съ большею готовностью и расположеніемъ относился къ законнымъ требованіямъ Россіи, нежели его министры.

Правда, въ это время прусское правительство представляло собою коллегію весьма почтенныхъ, но большею частью дряхлыхъ старцевъ, отъ которыхъ нельзя было ожидать ни быстроты, ни энергіи въ исполненіи принятыхъ рѣшеній, ни мужества въ отстаиваніи своей политики.

Графъ Бернсторфъ былъ неизлѣчимо боленъ и вынужденъ былъ подать въ 1831 году въ отставку. На его мѣсто былъ назначенъ, послѣ отказа барона Вертера принять портфель министра иностранныхъ дѣлъ, старшій совѣтникъ министерства—Ансильонъ. Другіе прусскіе министры, какъ-то: баронъ Альвенслебенъ, графъ Лоттумъ и Шукманъ, обыкновенно не въ состояніи были, по болѣзни и дряхлости, заниматься надлежащимъ образомъ дѣлами. (Депеша гр. Алопеуса отъ 8 (20) августа 1830 года).

Король не имѣлъ достаточно довѣрія къ своимъ собственнымъ способностямъ, хотя онъ судилъ о событіяхъ съ большою ясностью. Отсутствіе перваго министра, при постоянныхъ сомнѣніяхъ и нерѣшительности короля, привело, по словамъ гр. Алопеуса, къ тому, что твердой и послѣдовательной политики нельзя было ожидать отъ Берлинскаго кабинета. Болѣзнь и отставка гр. Бернсторфа были, при такихъ обстоятельствахъ, большимъ несчастіемъ. Назначеніе же Ансильона не могло существеннымъ образомъ поправить общаго хода дѣлъ, потому что этотъ старый чиновникъ не имѣлъ, при самыхъ лучшихъ намѣреніяхъ, достаточно авторитета въ правительственныхъ сферахъ и необходимаго довѣрія короля. Ансильонъ увлекался абстрактными разсужденіями о самыхъ простыхъ дѣлахъ и совершенно не зналъ порядка въ своихъ дѣлахъ. (Депеши гр. Алопеуса отъ 9 (21) апрѣля и 4 (16) мая 1831 г.).

Самъ Фридрихъ Вильгельмъ III вполнѣ одобрялъ энергическія мѣры императора Николая I противъ возставшихъ поляковъ. Онъ совершенно соглашался съ своимъ августѣйшимъ зятемъ, что иностранныя державы не имѣютъ права вмѣшиваться въ польское дѣло, хотя опасался, что если Императоръ совершенно

n'en craignait pas moins que certaines Puissances européennes n'en vinssent à protester et à provoquer des complications sérieuses dans le cas où l'Empereur Nicolas I se déciderait à anéantir complètement les lois et institutions spéciales du royaume de Pologne. Le roi croyait qu'il serait de tout point préférable que la Russie accorde à la Pologne les mêmes droits que ceux dont jouissent la Hongrie et la Bohême sous le sceptre de l'empereur d'Autriche. (Dépêches du comte Alopéus du 11 (23) février 1831 et du baron Maltitz du 10 (22) juin 1831).

уничтожить особенные законы и порядки Царства Польскаго, нѣкоторыя европейскія державы могутъ протестовать и вызвать серьезныя затрудненія. По мнѣнію короля, лучше всего было, еслибъ Россія дала Польшѣ такія же права, какими пользуются Венгрія и Богемія, находясь подъ властью австрійскаго императора. (Депеша гр. Алопеуса отъ 11 (23) февраля 1831 г. и барона Мальтица отъ 10 (22) іюня 1831 г.).

Du reste, au mois de décembre de la même année M. d'Ancillon déclarait déjà au chargé d'affaires de Russie par une dépêche, en date du 7 (19) novembre, que le gouvernement prussien était complètement d'accord avec les vues du Cabinet impérial au sujet de la future organisation du royaume de Pologne, parceque l'Empereur Nicolas avait déclaré qu'il est fermément décidé à laisser le dit royaume dans son état actuel avec une administration spéciale et „des institutions nationales".

Впрочемъ, уже въ ноябрѣ того же года Ансильонъ, депешею отъ 7 (19) ноября, объявилъ русскому повѣренному въ дѣлахъ, что прусское правительство выражаетъ полное свое согласіе со взглядомъ императорскаго кабинета на счетъ будущаго устройства Царства Польскаго, потому что Императоръ Николай I заявляетъ о твердомъ своемъ рѣшеніи оставить Царство Польское въ такомъ видѣ, какъ оно существуетъ, „съ особеннымъ управленіемъ и національными учрежденіями".

Quelle était l'organisation que l'Empereur Nicolas I se proposait de donner au royaume de Pologne après l'insurrection de 1830?

Но какое устройство Императоръ Николай I намѣренъ былъ дать Царству Польскому послѣ бунта 1830 года?

La réponse à cette question se trouve dans un mémoire très détaillé, écrit au crayon en français par l'Empereur en personne, probablement en 1831 et exprimant le sentiment de profond chagrin que l'insurrection polonaise lui avait causé. Ce mémoire est complètement inconnu et présente un intérêt tout spécial, aussi croyons-nous devoir le reproduire *in extenso*.

На этотъ вопросъ даетъ отвѣтъ весьма подробная записка, написанная по французски Императоромъ собственноручно карандашемъ, по всей вѣроятности въ 1831 году, и обнаруживающая чувство величайшаго огорченія, возбужденное въ немъ польскимъ бунтомъ. Въ виду неизвѣстности этой записки и исключительнаго ея интереса мы приводимъ ее безъ пропусковъ.

„La Pologne", — écrivait l'Empereur, — „a été de tout tems la rivale et l'ennemie la plus implacable de la Russie. Lors de l'invasion de l'année 1812 aucun des peuples rangés sous les drapeaux de Napoléon n'a manifesté autant de haine et de vengeance, que les Polonais. Ces sentiments, qui les animaient dans toutes les guerres contre la Russie, ils les signalèrent encore dans celle-ci par d'horribles excès. Mais Dieu ayant béni notre sainte cause, nos armées conquirent la Pologne. Elles s'en rendirent maîtres sans le concours de nulle autre Puissance et dès l'année 1813 la Russie exerçoit sur ce pays tous les droits que donne la conquête. Ces faits sont incontestables. Diverses combinaisons se présentèrent alors pour régler le sort définitif du Duché de Varsovie.

„Польша", пишетъ Государь, „всегда была соперница и непримиримый врагъ Россіи. Во время нашествія 1812 года ни одинъ изъ народовъ, ставшихъ подъ знамена Наполеона, не обнаруживалъ столько ненависти и мести, какъ Поляки. Эти чувства, воодушевлявшія ихъ во время всѣхъ войнъ противъ Россіи, были ими обнаружены и въ продолженіи этой войны страшными звѣрствами. Но Господь благословилъ наше святое дѣло, и наши войска завоевали Польшу. Они заняли ее безъ всякой помощи какой либо другой державы, и съ 1813 года Россія осуществляла въ этой странѣ всѣ права, вытекающія изъ завоеванія. Факты эти неопровержимы. Тогда представились различныя комбинаціи для окончательнаго устройства Варшавскаго герцогства.

„L'Empereur Alexandre jugea qu'il assurerait le mieux les intérêts de la Russie, en recréant une Pologne, qui tout en formant une partie

„Императоръ Александръ полагалъ, что онъ лучше всего обезпечитъ интересы Россіи, возстановивъ Польшу, которая будучи неразрыв-

intégrante de l'Empire aurait le titre de Royaume, une administration et une armée distinctes. Il lui accorda même une constitution et payait ainsi par un bienfait spontané tous les maux que les Polonais n'avaient cessé de répandre sur la Russie. C'était la vengeance d'une belle âme.

„Mais le but de l'Empereur Alexandre a-t-il été atteint? Ce but était, comme il a été dit plus haut, d'assurer les intérêts de l'Empire en créant une Pologne heureuse et prospérant sous la protection de la Russie et par ses liens avec elle.

„Il est certain, que ce petit pays ruiné, abimé par des guerres continuelles, par une suite de révolutions, par le passage fréquent d'une domination à une autre, est parvenu dans quinze ans de tems à un haut degré de prospérité. Les revenus étaient non seulement suffisants pour couvrir les dépenses de l'Etat, mais ils permettaient de former au Trésor un fonds de réserve, qui suffit depuis pour alimenter la lutte actuelle. Enfin, une armée créée à l'instar de celle de l'Empire fut fournie de tout par la Russie, les arsenaux étaient richement dotés, sans que le pays ait eu aucune charge à supporter à cet effet. C'est encore par nos efforts, que l'armée a atteint une rare perfection et a été organisée de manière à former des cadres pour 100 m. hommes. C'est dans cet esprit que la création du Royaume de Pologne a été effectuée au prix des plus grands sacrifices imposés à l'Empire. Quel est en retour le bien que celui-ci a retiré de cette création?

„Des efforts soutenus et sanglants ont été faits en 1813 pour la conquête du Duché de Varsovie quoique liés aux autres opérations de la guerre.

„Pendant quinze ans la Russie n'a épargné aucun sacrifice pour entretenir l'armée polonaise, pour la doter, pour armer les places fortes du Royaume. C'est même à ses frais, que fut entretenu le noyau de troupes russes employé pour l'instruction des troupes polonaises.

„L'Empire était inondé des produits polonais au détriment de sa propre industrie. En un mot toutes les charges de cette nouvelle acquisition retombaient sur l'Empire. Il n'en retira d'autre avantage, que celui résultant d'un titre de plus ajouté à ceux de son Souverain. Le mal néanmoins était réel. Les provinces anciennement polonaises, voyant près d'elles les habitants du Royaume jouir d'une nationalité véritable et

ною частью Имперіи получить титулъ Королевства и отдѣльныя управленіе и войско. Онъ даровалъ ей даже конституцію и заплатилъ такимъ образомъ добровольно благодѣяніемъ за все зло, безпрерывно совершаемое Поляками противъ Россіи. Такова была месть благородной души.

„Но развѣ цѣль Императора Александра была достигнута? Эта цѣль, какъ было изложено выше, заключалась въ охраненіи интересовъ Имперіи посредствомъ созданія Польши счастливой и процвѣтающей подъ покровительствомъ Россіи и благодаря соединенію Польши съ нею.

„Извѣстно, что эта маленькая страна, будучи разорена и опустошена безпрерывными войнами, нѣсколькими революціями и частыми переходами изъ подъ одной власти подъ другую, достигла въ пятнадцать лѣтъ высокой степени процвѣтанія. Доходы были не только достаточны для покрытія расходовъ государства, но они дали казнѣ возможность составить резервный фондъ, который потомъ пригодился на поддержку нынѣшней борьбы. Наконецъ армія, организованная по образцу Императорской, была всѣмъ снабжена со стороны Россіи; арсеналы были богато надѣлены всѣми запасами безъ всякаго обремененія страны какими-либо жертвами на этотъ предметъ. Благодаря также нашимъ усиліямъ, армія достигла рѣдкаго совершенства и была организована настолько, что могла составить кадры для ста тысячъ человѣкъ. Въ такомъ духѣ было создано Царство Польское цѣною величайшихъ жертвъ со стороны Имперіи. Какую же пользу получила послѣдняя отъ этого своего созданія?

„Продолжительными и кровопролитными усиліями, бывшими въ связи съ другими военными дѣйствіями, совершилось въ 1813 году завоеваніе герцогства Варшавскаго.

„Въ продолженіе пятнадцати лѣтъ Россія не скупилась ни на какія жертвы для поддержанія польской арміи, для снабженія ея всѣмъ нужнымъ и для вооруженія крѣпостей Царства. Даже на ея иждевеніи содержались русскія войска, служившія для образованія польскихъ войскъ.

„Имперія была наводнена польскими произведеніями въ ущербъ ея собственной промышленности. Словомъ, все бремя этого новаго пріобрѣтенія падало на Имперію, которая получила единственную пользу, заключавшуюся въ прибавленіи новаго титула къ титуламъ своего Государя. Между тѣмъ зло было осязательное. Провинціи, бывшія прежде польскими, видя возлѣ себя жителей Царства Польскаго,

même abusive, songèrent plus que jamais à se soustraire à la domination de l'Empire.

„Aussi a-t-on vu à la première étincelle un vaste incendie s'allumer dans ces provinces, et leur soulèvement influer de la manière la plus désastreuse sur les opérations de l'armée. Un mal plus grave encore fut produit par l'exemple d'un ordre de choses, conforme aux idées du jour et, qui presque impraticable dans le Royaume, était impossible pour l'Empire. Il fit naitre des espérances qui portèrent un coup sensible à l'ordre public comme au respect dû à l'autorité souveraine et amenèrent pour la première fois les malheureuses circonstances découvertes à la fin de l'année 1825. Le coup porté, l'exemple donné, il est difficile de supposer, que dans un tems de troubles et de bouleversement universels, des idées aussi criminelles ne continuent à germer, malgré que l'expérience ait prouvé, combien elles étaient illusoires et leurs conséquences dangereuses.

„En un mot, un tel état de choses devait détruire, ce qui constituait la force de l'Empire c. à. d. la conviction, qu'il ne saurait être fort et grand que sous un gouvernement monarchique et un Souverain autocrate.

„Ce qui était faux dans la base ne pouvait se soutenir longtems. A la première secousse l'édifice a croulé. Les intérêts étant différemment compris dans les deux pays, il en résulta une divergence d'opinion sur une question vitale sur celle d'envisager et de juger les crimes contre la sûreté de l'Etat et la personne du Souverain. Ce qui fut regardé et puni comme tel dans l'Empire, fut justifié et trouva même des apologistes dans le Royaume. Des embarras inextricables s'en suivirent, les esprits s'aigrirent, les Polonais se fortifièrent dans leur dessein de se soustraire à la domination russe et cette coupable disposition amena enfin la catastrophe de l'année 1830.

„Néanmoins toutes les voyes de conciliation compatibles avec la dignité de la Russie furent encore tentées; mais en vain: les serments formels partout violés, la trahison devint générale et toute possibilité d'un accommodement disparut. Ce fut alors, que les armées russes s'ébranlèrent. Elles marchèrent pour venger l'honneur national blessé par la plus noire ingratitude,

пользующихся настоящею, даже слишкомъ большою независимостью, стали помышлять больше чѣмъ когда либо прежде, объ освобожденіи изъ подъ власти Имперіи.

„Поэтому одной искры достаточно было, чтобъ произвести огромный пожаръ въ этихъ областяхъ, и возстаніе ихъ повліяло прискорбнѣйшимъ образомъ на военныя дѣйствія. Еще большее зло было слѣдствіемъ того порядка вещей, согласнаго съ модными идеями, который, будучи почти не примѣнимъ въ Царствѣ Польскомъ, былъ невозможенъ для Имперіи. Онъ породилъ надежды, которыя нанесли чувствительный ударъ какъ общественному порядку, такъ и уваженію государственной власти, и вызвали въ первый разъ прискорбныя событія конца 1825 года. Разъ зло совершилось и примѣръ былъ данъ, трудно было думать, чтобъ въ эпоху общихъ смутъ и бунтовъ такія преступныя мысли не продолжали развиваться, несмотря на опытъ, доказавшій ихъ призрачность и опасныя послѣдствія.

„Словомъ, подобный порядокъ вещей долженъ былъ разрушить то, что составляетъ силу Имперіи, т. е. убѣжденіе, что она не будетъ ни могущественна, ни велика, иначе какъ подъ монархическимъ правленіемъ и самодержавнымъ Государемъ.

„То, что было ложно въ самомъ основаніи, не могло долго держаться. При первомъ сотрясеніи все зданіе развалилось. И такъ какъ интересы различно понимались въ обѣихъ странахъ, обнаружилось разногласіе мнѣнія по самому жизненному вопросу, а именно: какъ понимать и судить преступленія противъ безопасности государства и личности Государя. То, что разсматривалось и наказывалось какъ такое преступленіе въ Имперіи, оправдывалось и даже восхвалялось въ Царствѣ Польскомъ. Послѣдствіемъ всего этого были: неустранимыя затрудненія, злобное возбужденіе умовъ и укрѣпленіе Поляковъ въ ихъ намѣреніи освободиться изъ-подъ русской власти, и это преступное стремленіе привело наконецъ къ катастрофѣ 1830 года.

„Однако, все-таки всѣ примирительныя средства, допускаемыя честью Россіи, были еще разъ испробованы; но все было напрасно; торжественныя клятвы повсюду нарушались; измѣна сдѣлалась общею и всякая возможность соглашенія исчезла. Только тогда русскія войска двинулись. Они пошли чтобы отомстить за національную честь, оскорб-

dans ce qu'il y a de plus sacré. D'énormes sacrifices ont été faits et se font encore tous les jours pour atteindre ce but. Mais quand il aura été rempli et lorsque la question aura été tranchée par la voye des armes, quel sera le *résultat* auquel il faudra viser? ou plutôt quel sera dans cette grave circonstance le *véritable intérêt de la Russie?*

„Tout ce qui s'est fait et tout ce qui se passe encore en Pologne prouve évidemment que le moment de la générosité est passé; l'ingratitude des Polonais l'a rendue désormais impossible et dans les arrangements qui les concernent tout doit être subordonné à l'avenir aux vrais intérêts de la Russie. Ce point admis il est impossible de ne pas convenir que l'intérêt russe ne saurait se trouver dans la reconstruction d'un Royaume de Pologne tel qu'il fut créé en 1815 et conservant sa constitution. Il s'agit non seulement de mettre la Pologne matériellement hors d'état de nuire à la Russie, mais il faut encore considérer quel dédommagement elle peut obtenir pour ses pénibles sacrifices et quels avantages elle peut retirer de la possession de la Pologne.

„Rien il parait ne peut payer les sacrifices et les pertes que la Russie n'a faits que pour venger son honneur national. Quant à la seconde question il semble également que la Russie ne peut retirer de la Pologne, telle qu'elle existe aujourd'hui, *aucun avantage réel*; il y a plus, elle ne présente même aucune garantie qui puisse assurer à la Russie la paisible possession de ce pays.

„Fidèle donc au principe établi plus haut, celui de ne consulter *que les véritables intérêts de la Russie,* je pense que la seule manière d'envisager cette question et de s'en rendre compte avec vérité est la suivante:

„La Russie est une Puissance forte et heureuse par elle-même, elle ne doit jamais être menaçante pour ses voisins ni pour l'Europe. Mais sa position *défensive* doit être imposante telle à rendre toute agression impossible. En jetant les yeux sur la carte on est effrayé de voir la frontière du territoire polonais de l'Empire, toucher presque à l'Oder, tandis que les flancs se replient derrière le Niemen et le Boug pour s'appuyer à la Baltique près de Polangen et à la mer Noire près des bouches du Danube. Cette pointe contient une population essentiellement

ленную самою черною неблагодарностью въ томъ, что наиболѣе для нея свято. Огромныя жертвы были принесены и приносятся еще каждый день для достиженія этой цѣли. Но когда она будетъ достигнута и когда вопросъ силою оружія будетъ рѣшенъ, какой окончательный *результатъ* надо имѣть въ виду? Или, лучше сказать, въ чемъ будетъ заключаться въ этомъ важномъ дѣлѣ *истинная польза Россіи?*

„Все, что случилось и что теперь еще дѣлается въ Польшѣ, очевидно доказываетъ, что прошла пора великодушія; неблагодарность Поляковъ сдѣлала его отнынѣ невозможнымъ, и на будущее время все должно быть въ новыхъ порядкахъ, для нихъ устраиваемыхъ, подчинено истиннымъ интересамъ Россіи. Исходя изъ этого положенія, невозможно не согласиться, что интересы Россіи не допускаютъ ни возстановленія Царства Польскаго въ томъ видѣ, какъ оно было создано въ 1815 году, ни сохраненія его конституціи. Дѣло заключается не только въ томъ, чтобы лишить Польшу фактической возможности вредить Россіи, но требуется еще сообразить, какое вознагражденіе можно получить отъ нея за тяжкія жертвы и какія выгоды можетъ извлекать Россія изъ владѣнія Польшею.

„Ничто, кажется, не можетъ вознаградить за жертвы и потери, понесенныя Россіей только ради удовлетворенія своей національной чести. Что же касается другого вопроса, то также кажется, что Россія не можетъ извлечь изъ Польши, при нынѣшнемъ ея состояніи, *никакой осязательной пользы*; мало того: она даже не представляетъ никакого обезпеченія въ спокойномъ владѣніи Россіей этою страною.

„Оставаясь вѣрнымъ вышеуказанному началу, въ силу котораго слѣдуетъ сообразоваться исключительно *съ истинными интересами Россіи,* я полагаю, что единственный способъ разсмотрѣть этотъ вопросъ и дѣйствительно уяснить его себѣ, слѣдующій:

„Россія—держава могущественная и счастливая сама по себѣ; она никогда не должна быть угрозою ни для своихъ сосѣдей, ни для Европы. Но *оборонительное* ея положеніе должно быть настолько внушительно, чтобы сдѣлать всякое нападеніе невозможнымъ. Бросая взглядъ на карту, страшно становится, видя, что граница польской территоріи Имперіи доходитъ почти до Одера, между тѣмъ какъ на флангахъ она отступаетъ за Нѣманъ и Бугъ, чтобы упереться близъ Полангена въ Балтійское море и у устьевъ Дуная въ Черное

hostile à la Russie et exige, par conséquent, une armée pour la maintenir dans la soumission. Ce pays ne rapporte rien à l'Empire; il ne peut au contraire exister que par les sacrifices continuels, que l'Empire doit faire, pour qu'il puisse suffire aux besoins de son administration. Il est donc évident, que les avantages de cette incommode possession sont nuls, en revanche, les inconvénients sont graves et même menaçants. Reste à décider, comment y remédier.

„Je n'y vois qu'un seul moyen et le voici:

„Déclarer que l'honneur russe a été amplement satisfait par la conquête du Royaume,

„qu'elle n'a pas d'intérêt à posséder des provinces dont l'ingratitude a été si flagrante,

„que ses véritables intérêts lui commandent d'établir et de fixer ses frontières à la Vistule et au Narew,

„qu'elle abandonne le reste à ses alliés comme indigne de lui appartenir et en leur laissant le soin d'en faire l'usage qu'ils jugeront convenable,

„que fidèle à ses principes la Russie conserverait à la portion du Royaume, qui lui resterait, la jouissance de ses lois et institutions, autant qu'elles seront compatibles avec sa sûreté future,

„que le titre de Royaume de Pologne serait attaché à ce territoire, afin d'empêcher qu'il ne soit donné à aucun autre et qu'un nouvel état hostile à la Russie ne soit créé de nouveau".

La conclusion que nous trouvons à la fin du très remarquable mémoire de l'Empereur Nicolas n'a pas pu se réaliser, parceque ce Souverain s'est convaincu lui-même de l'impossibilité pratique pour la Russie de renoncer à une grande partie de la Pologne. Ce mémoire n'en est pas moins l'expression éloquente de la profonde impression qu'avoit produit sur lui l'insurrection ouverte des Polonais en 1830. C'est le sentiment de profonde indignation provoqué par l'ingratitude des Polonais qui a dicté le mémoire précité, que nous avons reproduit *in extenso* et ce mémoire doit être considéré avant tout comme la confession sincère de l'Auguste Monarque. Mais après avoir étudié de plus près les circonstances du moment, il se vit obligé de garder

море. Въ этой выдающейся части находится населеніе, существенно враждебное къ Россіи, и потому требуется армія для удержанія его въ подчиненіи. Эта страна ничего не приноситъ Имперіи; напротивъ, она не можетъ существовать иначе, какъ посредствомъ постоянныхъ жертвъ со стороны Имперіи, чтобы дать ей возможность содержать свое собственное управленіе. Такимъ образомъ ясно, что выгоды отъ этого безпокойнаго владѣнія ничтожны, между тѣмъ какъ неудобства велики и даже опасны. Остается рѣшить, какъ пособить этому.

„Я тутъ не вижу другого средства, кромѣ слѣдующаго:

„Объявить, что честь Россіи получила полное удовлетвореніе завоеваніемъ Царства Польскаго",

„что Россія не имѣетъ никакого интереса владѣть провинціями, неблагодарность которыхъ была такъ очевидна,

„что истинные ея интересы требуютъ установить и утвердить свою границу по Вислѣ и Нареву,

„что она предоставляетъ остальное, какъ недостойную принадлежать ему, своимъ союзникамъ, которые могутъ сдѣлать изъ него все что имъ покажется нужнымъ,

„что оставаясь вѣрною своимъ началамъ, Россія утвердила бы за тою частью Царства Польскаго, которая за нею осталась, пользованіе ея законами и учрежденіями настолько, насколько они были бы согласны съ ея безопасностью въ будущемъ,

„что титулъ Царства Польскаго будетъ связанъ съ этою страною съ цѣлью предупредить, чтобы онъ не былъ данъ кому-либо другому и чтобы не было создано новое государство, враждебное въ отношеніи Россіи".

Заключеніе, къ которому пришелъ въ своей чрезвычайно замѣчательной запискѣ, Императоръ Николай I, не получило осуществленія, потому что самъ Императоръ убѣдился въ практической невозможности для Россіи отказаться отъ значительной части Польши. Но эта записка служитъ краснорѣчивымъ выраженіемъ того глубочайшаго впечатлѣнія, которое произвелъ на него открытый бунтъ Поляковъ въ 1830 году. Чувство искреннѣйшаго негодованія, вызванное неблагодарностью Поляковъ, продиктовало вышеприведенную, безъ малѣйшихъ пропусковъ, записку, въ которой необходимо видѣть, прежде всего, откровенную исповѣдь августѣйшаго Государя. Но новое изученіе всѣхъ обстоятельствъ заставило его сохранить

sous son sceptre tout le Royaume de Pologne, auquel il ne pardonna jamais l'insurrection de 1830.

Si l'Empereur Nicolas était profondément indigné de l'ingratitude des Polonais, il appréciait d'autant plus l'assistance qui lui avait été prêtée pour avoir raison de leur insurrection. Sous ce rapport, il se plaisait surtout à reconnaître les services que la Prusse lui avait rendus. On en voit une preuve dans une instruction très détaillée, en date du 1 mars 1832, qui fut remise à M. de Ribeaupierre et qui démontre clairement jusqu'à quel point l'Empereur tenait à ses relations d'amitié avec le roi de Prusse et son gouvernement.

„En remettant entre vos mains",—disait cette instruction,—„la conservation des rapports intimes qui unissent la Russie à la Prusse, Sa Majesté daigne vous confier à la fois un des premiers intérêts de sa politique et l'un des soins les plus chers à ses affections personnelles. Heureux de concilier constamment les uns avec les autres, l'Empereur n'a d'autre voeu à former, d'autre volonté à émettre que de voir son représentant à Berlin maintenir indissolubles les liens qui établissent entre les deux pays une parfaite communauté de besoins, entre les Cabinets une identité absolue de principes et d'action.

„Cette union, qui a pris naissance au milieu des revers de 1806, qui a grandi avec les victoires de 1813 et 1814, qui a survécu à quinze années de sécurité et de paix, ne s'est point démentie à l'époque où la Russie et la Prusse, mises en présence de la révolution de juillet, ont dû s'armer pour leur défense commune. Dès ce moment, les Cabinets de St.-Pétersbourg et de Berlin n'ont eu qu'une *seule pensée*, n'ont suivi qu'un *même système*".

„Il est vrai,—poursuit l'instruction de mars,—que la Prusse fait preuve parfois d'une certaine inconséquence et qu'elle hésite souvent à appliquer les bases fondamentales du système de défense qui l'unit à la Russie. A l'intérieur du pays, le gouvernement prussien a peur du blâme du parti libéral et c'est pourquoi il n'a pas livré à la Russie les Polonais, criminels d'Etat. Ce manque de fermeté s'explique par les deux causes suivantes: 1) la Prusse, par sa position géographique, a peur d'une attaque de la part de la France, et 2) l'opinion publique exerce une

подъ своею властью все Царство Польское, которому онъ никогда не простилъ бунта 1830 г.

Насколько Императоръ Николай I былъ возмущенъ неблагодарностью Поляковъ, настолько же онъ цѣнилъ помощь, оказанную ему въ подавленіи этого возстанія. Въ этомъ отношеніи онъ въ особенности охотно признавалъ заслуги Пруссіи. Изъ весьма подробной инструкціи Рибопьеру отъ 1-го марта 1832 г. ясно видно, насколько Государь дорожилъ своими дружескими отношеніями съ прусскимъ королемъ и его правительствомъ.

„Передавая въ ваши руки", сказано въ инструкціи, „сохраненіе близкихъ отношеній, соединяющихъ Россію съ Пруссіею, Его Величество соизволяетъ довѣрить вамъ одновременно одинъ изъ первыхъ интересовъ своей политики, и одну изъ наиболѣе дорогихъ для его личныхъ чувствъ заботу. Будучи счастливъ въ постоянномъ примиреніи того и другого, Государь не можетъ ни выразить другого желанія, ни заявить иной воли, кромѣ той, чтобъ его представитель въ Берлинѣ поддерживалъ неразрывность узъ, которыя установились между обоими государствами совершенной общностью потребностей и между обоими правительствами абсолютной солидарностью принциповъ и дѣйствій.

„Этотъ союзъ, зародившійся во время пораженій 1806 года, развивавшійся вмѣстѣ съ побѣдами 1813 и 1814 годовъ и продолжавшійся въ теченіи пятнадцати лѣтъ безопасности и мира, вполнѣ подтвердился въ то время, когда Россія и Пруссія, поставленныя предъ іюльскою революціею, должны были вооружиться для общей обороны. Съ этого момента кабинеты С.-Петербургскій и Берлинскій имѣли только *одну мысль* и слѣдовали только *одной системѣ*".

„Правда", продолжаетъ мартовская инструкція, „Пруссія обнаруживаетъ иногда нѣкоторую непослѣдовательность и боязливость въ примѣненіи основныхъ началъ оборонительной системы, соединяющей ее съ Россіею. Внутри страны прусское правительство боится осужденія со стороны либеральной партіи и потому не выдало Россіи государственныхъ преступниковъ изъ Поляковъ. Такой недостатокъ твердости объясняется двумя причинами: во-1) Пруссія боится, въ виду географическаго положенія, нападенія со стороны Франціи и

grande influence sur le gouvernement prussien et cette opinion qui se prononce de plus en plus en faveur des idées révolutionnaires, se soulève contre l'alliance du gouvernement royal avec les Cabinets de St.-Pétersbourg et de Vienne,—défenseurs du principe monarchique".

Et pourtant la Prusse n'a rien à craindre, ni de la part de la France, ni de la part de ses ennemis à l'intérieur. „Nous demandons à la Prusse qu'elle soit fidèle à son système défensif, qui est le nôtre. Elle est fondée, de son côté, à considérer l'Empereur *comme son soutien, si elle est attaquée par la France*".

Pour ce qui est de l'opinion publique en Prusse, elle sympathise ouvertement avec la révolution. „Cette opinion, que partagent malheureusement plusieurs hauts fonctionnaires, se propage de plus en plus, tend à paralyser l'action du gouvernement et à relâcher les liens qui l'unissent à la Russie — celle des Puissances contre laquelle le parti libéral s'élève avec le plus d'animosité". Mais il est nécessaire d'agir avec la plus grande prudence en s'efforçant de réagir contre l'influence du parti libéral prussien, parceque „les hommes publics en Prusse craignent par dessus tout d'avoir l'air d'être influencés par la Russie et de suivre les impulsions, qui viennent de St.-Pétersbourg". La Russie a pour elle le Roi, les princes de la Maison Royale, quelques ministres et les officiers généraux, qui se rappellent encore de la guerre en commun contre Napoléon. „Mais nous ne saurions nous dissimuler que l'opinion généralement répandue dans les classes intermédiaires ne nous est pas favorable. Il s'agit de la rectifier, de la réconcilier graduellement avec nous, de prouver en toute occasion que la Prusse n'a rien à craindre, mais tout à gagner par son alliance avec la Russie, que le jour où cette dernière voudrait s'isoler, abandonner les grands intérêts de l'Europe, la Prusse serait livrée sans appui aux prétentions toujours croissantes de la France"...

L'Empereur Nicolas I ordonna enfin à Ribeaupierre de ne jamais oublier que pendant la dernière insurrection polonaise le gouvernement prussien avait fait preuve à son égard d'une „amitié et d'une loyauté" telles que l'Empereur se considérera toujours comme l'obligé de la Prusse. „Le poste de Berlin, est-il dit à la fin de l'instruction de mars, — est d'une grande importance, „car la Prusse est celle des

во-2) на прусское правительство имѣетъ вліяніе общественное мнѣніе, высказывающееся все болѣе и болѣе въ пользу революціонныхъ идей и возстающее противъ союза королевскаго правительства съ С.-Петербургскимъ и Вѣнскимъ кабинетами — этими защитниками монархическаго принципа".

Но Пруссіи нечего бояться ни со стороны Франціи, ни со стороны внутреннихъ враговъ. „Мы требуемъ отъ Пруссіи", продолжаетъ инструкція, „чтобъ она оставалась вѣрною своей системѣ обороны, которая есть и наша система. Она имѣетъ, съ своей стороны, основаніе разсчитывать на Государя, какъ *на свою опору, если на нее совершитъ нападеніе Франція*".

Что касается общественнаго мнѣнія Пруссіи, то оно явно симпатизируетъ революціи. „Это мнѣніе, раздѣляемое, къ несчастью, многими высшими должностными лицами, все болѣе распространяется, стремится парализовать дѣйствія правительства и порвать узы, соединяющіе его съ Россіей, т. е. съ тою державою, противъ которой либеральная партія возстаетъ съ наибольшею враждебностью". Но необходимо дѣйствовать съ большою осторожностью въ стараніяхъ противодѣйствовать вліянію прусской либеральной партіи, потому что „прусскіе общественные дѣятели болѣе всего боятся подавать видъ, что они находятся подъ вліяніемъ Россіи и слѣдуютъ внушеніямъ изъ С.-Петербурга". На сторонѣ Россіи самъ король, принцы дома, нѣкоторые министры и высшіе офицеры еще помнящіе общую войну противъ Наполеона. „Но мы не можемъ скрыть, что господствующее мнѣніе среднихъ классовъ нисколько намъ не благопріятно. Нужно опровергать это мнѣніе, мало по малу мирить его съ нами и при каждомъ случаѣ доказывать, что Пруссія ничего не можетъ потерять, но можетъ только выиграть отъ союза съ Россіей, и что въ тотъ самый день, когда послѣдняя захотѣла бы изолироваться и забыть о великихъ интересахъ Европы, Пруссія безъ опоры была бы предоставлена постоянно возрастающимъ притязаніямъ Франціи"...

Наконецъ, Императоръ Николай I поручилъ Рибопьеру постоянно помнить, что во время послѣдняго іюльскаго возстанія прусское правительство выказало такую „дружбу и добросовѣстность", за которую Государь всегда будетъ считать себя обязаннымъ въ отношеніи Пруссіи. „Берлинскій постъ", заключаетъ мартовская инструкція, „имѣетъ огромное значеніе, потому что Пруссія—континентальная дер-

grandes Puissances du continent, dont le rôle est assurément le plus difficile et le plus périlleux. Il est de la dignité de l'Empereur de ne point la laisser sans conseil, ni sans appui".

Telle était l'instruction qui fut remise à Ribeaupierre, quand il partit pour Berlin dans les premiers jours du mois d'avril 1832. Mais à part cette instruction générale, le nouveau ministre fut prévenu par une instruction supplémentaire spéciale qu'il devait se rappeler toujours „que les plus tendres liens et les plus chères affections unissaient Nos Augustes Maîtres à un allié qu'il importe de conserver dans nos rangs".

M. de Ribeaupierre devait avoir pour but spécial: de convaincre le Cabinet de Berlin des avantages qu'il recueillerait en se joignant „au système de secours et d'assistance mutuelle", que l'Empereur voulait fonder en y faisant entrer les trois Etats monarchiques du Nord: la Russie, l'Autriche et la Prusse.

M. de Ribeaupierre fut reçu le 13 (25) avril 1832 par le roi de Prusse, qui fut heureux d'apprendre de sa bouche que l'Empereur consentait à ratifier la convention de novembre concernant la Belgique. Le Roi n'en croyait pas moins toujours que la guerre était inévitable et que la Russie était l'unique ancre de salut de toute l'Europe.

Le nouveau ministre causa une grande joie à Frédéric-Guillaume III quand il lui répéta les paroles que lui avaient été adressées par l'Empereur à son audience de congé: „Regardez-vous non pas seulement comme un ministre auprès du roi de Prusse, mais comme mon homme de confiance auprès de mon beau-père". (Dépêche de Ribeaupierre du 14 (26) avril 1832).

Il était difficile de faire preuve d'une plus grande amitié à l'égard d'une Puissance étrangère, que celle dont nous voyons la preuve dans l'instruction précitée qui fut remise au nouveau ministre de Russie près la Cour de Berlin. Ribeaupierre fit de son mieux pour entretenir les relations d'amitié existantes, mais sa tâche n'était pas toujours facile à remplir. Dans la question belge, pour ce qui concernait les mesures à prendre contre le libéralisme et dans plusieurs autres questions de moindre importance, on voyait souvent poindre une différence d'avis notable entre le gouvernement russe et celui de Berlin. Entre autre, l'Empereur Nicolas I se fâcha sérieusement, quand les ministres prussiens ne se contentèrent pas d'une somme de près de 800.000 thalers, que le Trésor de l'Empire de l'Empire de Russie leur paya pour les insurgés

жава, роль которой, безъ сомнѣнія, наиболѣе трудная и опасная. Достоинство Государя требуетъ, чтобъ онъ не оставлялъ ее безъ совѣта или безъ помощи".

Такова инструкція, съ которою Рибопьеръ отправился, въ началѣ апрѣля 1832 г. въ Берлинъ. Но вмѣстѣ съ этою общею инструкціей Рибопьеру было внушено еще добавочною особенною инструкціею, чтобы онъ постоянно помнилъ о тѣхъ „самыхъ нѣжныхъ узахъ и самыхъ дорогихъ привязанностяхъ, которыя соединяютъ Государя съ союзникомъ, сохранить котораго въ нашихъ рядахъ необходимо".

Особенною же цѣлью своей дѣятельности Рибопьеръ долженъ былъ поставить: убѣдить Берлинскій кабинетъ въ необходимости вступить въ „систему взаимной помощи и защиты", которую Государь желаетъ устроить изъ трехъ сѣверныхъ монархическихъ государствъ, т. е. Россіи, Австріи и Пруссіи.

Рибопьеръ былъ принятъ 13 (25) апрѣля 1832 года королемъ прусскимъ, котораго онъ утѣшилъ извѣстіемъ о согласіи Государя Императора дать ратификацію на ноябрьскую конвенцію относительно Бельгіи. Но все-таки, по мнѣнію короля, война совершенно неизбѣжна, и единственный якорь спасенія для Пруссіи и всей Европы—Россія.

Новый посланникъ чрезвычайно обрадовалъ Фридриха Вильгельма III, повторивъ слова, сказанныя ему Императоромъ Николаемъ I при прощаніи: „Смотрите на себя", сказалъ Государь, „не только какъ на посланника при королѣ прусскомъ, но какъ на довѣренное лицо при моемъ тестѣ". (Депеша Рибопьера отъ 14 (26) апрѣля 1832 г.).

Трудно доказать большее расположеніе къ иностранной державѣ, нежели доказываютъ вышеприведенныя инструкціи новому русскому посланнику при Берлинскомъ дворѣ. Рибопьеръ добросовѣстнымъ образомъ старался поддерживать существующія дружескія отношенія, но не всегда эта задача была легко исполнима. Въ бельгійскомъ вопросѣ, въ мѣрахъ противъ либерализма и въ другихъ менѣе важныхъ дѣлахъ обнаруживалось иногда довольно значительное разногласіе между русскимъ и прусскимъ правительствами. Между прочимъ, Императоръ Николай I серьезно разсердился, когда прусскіе министры не удовольствовались суммою почти въ 800,000 талеровъ, которую русская казна уплатила за польскихъ бунтовщиковъ, нашедшихъ убѣжище въ Пруссіи. Государь былъ въ негодованіи отъ прусскихъ

ais, qui avaient trouvé un refuge en Prusse. pereur était indigné des prétentions prus- s „qui sont tellement contraires à tout sen- t de justice, je dirai même de délicatesse" répugnait à l'Empereur de croire qu'elles it été approuvées par le gouvernement (Dépêche de Ribeaupierre du 1-r sep- e 1832).

formément à ses instructions, le nouveau re crut devoir réagir contre toute espèce idances libérales, quelle que soit la forme aquelle elles se produisaient. Ribeaupierre ignait, dans sa dépêche du 24 juin (5 juil- 832, de ce que les feuilles libérales de e ne cessaient pas de se lamenter sur le de la Pologne pacifiée. Ce n'est pas par thie pour les insurgés polonais, ni par haine ard de la Russie,—écrivait le ministre,— es libéraux prussiens prennent le parti s rebelles, mais les „coryphées du parti itionnaire" sont pénétrés du désir de noircir néral chaque mesure prise par la Puissance reconnaissent avec raison „comme le repré- it et le plus ferme appui de la légitimité". le Ribeaupierre était de l'avis que l'on devait vant tout sur l'opinion publique de l'Alle- e en employant à cet effet la presse alle- e elle-même. Il invita chez lui le professeur e, rédacteur d'un des journaux de Berlin ner Politisches Wochenblatt) et se convain- après s'être entretenu avec lui, de ce qu'il un homme bien-intentionné. Ce rédacteur ntit à accepter des articles, dont la prove- serait inconnue à tout le monde, à l'ex- n de lui-même et du ministre de Russie. e 7 juillet suivant, la feuille précitée fit re une correspondance de Varsovie réfutant écits sur des cruautés commises en Pologne s cosaques.

sympathies du gouvernement prussien fu- omplètement acquises à cette campagne e contre le libéralisme. Ancillon, dans un ien avec le ministre de Russie, émit même ir que les Puissances alliées prissent les es les plus décisives contre le „soi-disant libéral", qui doit être persuadé „que les de St.-Pétersbourg, de Berlin et de Vienne rderont aucun espèce de concessions ou de gements à l'esprit révolutionnaire quelque endroit où il viendrait à manifester sa e influence". (Dépêche de Ribeaupierre du ril (6 mai) 1832).

s l'Empereur Nicolas I n'avait pas du 'intention de se borner dans la lutte contre

претензій, „которыя до такой степени противны всякому чувству справедливости и даже деликатности", что онъ не могъ допустить мысли, будто онѣ одобрены королевскимъ правительствомъ. (Депеша Рибопьера отъ 1-го сентября 1832 года).

Согласно своей инструкціи, новый посланникъ счелъ также долгомъ своимъ противодѣйствовать всякимъ либеральнымъ стремленіямъ, въ чемъ бы они ни проявлялись. Рибопьеръ жалуется, въ депешѣ отъ 24 іюня (5 іюля) 1832 года, на прусскія либеральныя газеты, не перестающія оплакивать судьбу усмиренной Польши. Не изъ сочувствія къ польскимъ повстанцамъ или изъ ненависти къ Россіи, пишетъ посланникъ, прусскіе либералы защищаютъ бунтовщиковъ, но „корифеи революціонной партіи" проникнуты желаніемъ очернить вообще каждое мѣропріятіе державы, которую они основательно признаютъ „представительницей и наиболѣе крѣпкою опорою законности".

Рибопьеръ находилъ цѣлесообразнымъ дѣйствовать на общественное мнѣніе Германіи, прежде всего, посредствомъ германской же печати. Онъ пригласилъ къ себѣ проф. Ярке, редактора одной берлинской газеты („Berliner Politisches Wochenblatt"), изъ бесѣды съ которымъ убѣдился, что это человѣкъ очень благонамѣренный. Этотъ редакторъ согласился принимать статьи, происхожденіе которыхъ никому, кромѣ посланника и редактора, не будетъ извѣстно. Уже 7-го іюля появилась въ этой газетѣ корреспонденція изъ Варшавы съ опроверженіемъ разсказовъ о жестокостяхъ казаковъ въ Польшѣ.

Прусское правительство вполнѣ сочувствовало этому походу противъ либерализма. Ансильонъ высказалъ русскому посланнику желаніе, чтобы союзныя державы приняли самыя рѣшительныя мѣры противъ „такъ называемой либеральной партіи", которая должна быть увѣрена, что „дворы С.-Петербургскій, Берлинскій и Вѣнскій не сдѣлаютъ ни малѣйшей уступки или поблажки духу революціи, все-равно, въ какомъ мѣстѣ онъ обнаружитъ пагубное свое вліяніе". (Депеша Рибопьера отъ 24 апрѣля (6 мая) 1832 года).

Но Императоръ Николай I не намѣренъ былъ ограничить борьбу противъ либераловъ и

les libéraux et contre les révolutionnaires à une pression platonique sur l'opinion publique de l'Allemagne. Il voulait, après la pacification de la Pologne, prendre des mesures générales et positives contre les Polonais avant tout et ensuite contre les libéraux et les révolutionnaires dans leur ensemble. Pour ce qui est de la Pologne, il s'en tenait aux principes suivants: „1) ne jamais transiger avec les rebelles; 2) isoler la révolte en maintenant l'union la plus intime avec les Puissances limitrophes de la Pologne; 3) fermer l'accès à toute intervention étrangère; 4) se borner à instruire les Cabinets de la marche de nos opérations militaires", mais ne rien leur communiquer au sujet de la future organisation de la Pologne. (Rapport à l'Empereur pour l'année 1831).

Après la répression de l'insurrection de 1830, il devint nécessaire de prendre des mesures en vue d'empêcher qu'elle ne se reproduise. On eut à Vienne l'idée de conclure une convention spéciale entre les trois Puissances du Nord en vue d'une lutte en commun contre les Polonais et en même temps contre tous les ennemis de l'ordre public. (Voir l'avant-propos historique des №№ 136 et 137, tome IV, p. I, page 449 et les suivantes).

En se rendant à Münchengrätz, l'Empereur Nicolas I se rencontra dans la ville de Schwedt avec le roi de Prusse et les deux Souverains s'entendirent définitivement et complètement dans cet endroit au sujet des points principaux de la convention d'octobre, qui est reprodnite ci-dessous. Par ordre suprême, Ribeaupierre communiqua au prince Lieven, à Londres, et au comte Pozzo di Borgo, à Paris, les décisions qui furent prises à Schwedt. Dans cette dépêche, qui porte la date du 28 août (9 septembre) 1833, nous lisons entre autre ce qui suit:

„Pénétrée de la nécessité de se concerter avec ses Augustes Alliés sur les moyens les plus efficaces pour décourager par une résistance réciproque et ouverte les progrès effrayants que l'esprit révolutionnaire fait malheureusement en Europe et d'offrir de nouvelles garanties au maintien de l'ordre légitime et de l'indépendance des Souverains et des peuples, Sa Majesté Impériale n'a pu voir qu'avec une véritable satisfaction que les dispositions de Sa Majesté Prussienne allaient au devant des moyens que l'Empereur était venu lui proposer. L'entente la plus parfaite s'étant établie à ce sujet entre Leurs Majestés, Elles ont arrêté d'un commun accord les résolutions suivantes, destinées à être com-

революціонеровъ только платоническимъ воздѣйствіемъ на общественное мнѣніе Германіи и Европы. Онъ желалъ, послѣ усмиренія Польши, принять общія и положительныя мѣры прежде всего противъ Поляковъ, а затѣмъ также противъ либераловъ и революціонеровъ вообще. Въ отношеніи Польши онъ руководствовался слѣдующими началами: „1) никогда не вступать въ сдѣлки съ бунтовщиками; 2) изолировать возстанія, поддерживая самый тѣсный союзъ съ пограничными съ Польшею державами; 3) закрыть всякую возможность какому-либо иностранному вмѣшательству; 4) ограничиться сообщеніемъ иностраннымъ дворамъ только свѣдѣній о ходѣ военныхъ дѣйствій", но не дѣлать никакихъ сообщеній относительно будущаго устройства Польши. (Высочайшій отчетъ за 1831 годъ).

Послѣ усмиренія бунта 1830 года слѣдовало озаботиться о мѣрахъ для предупрежденія новаго возстанія. Въ Вѣнѣ возникла мысль о заключеніи особенной конвенціи между тремя сѣверными державами для общей борьбы противъ Поляковъ и, вмѣстѣ съ тѣмъ, противъ всѣхъ враговъ общественнаго порядка. (Срав. историческое введеніе къ №№ 136 и 137, т. IV, ч. I, стр. 449 и слѣд.).

На пути въ Мюнхенгрецъ, въ городѣ Шведтѣ, Императоръ Николай I встрѣтился съ королемъ прусскимъ, и здѣсь состоялось между обоими монархами полное соглашеніе относительно главныхъ пунктовъ нижеприведенной октябрьской конвенціи. По Высочайшему повелѣнію Рибопьеръ сообщилъ князю Ливену въ Лондонѣ и гр. Поццо-ди-Борго въ Парижѣ рѣшенія, принятыя въ Шведтѣ. Въ этой депешѣ отъ 28 августа (9 сентября) 1833 года говорится, между прочимъ, слѣдующее:

„Будучи убѣжденъ въ необходимости согласиться съ августѣйшими своими союзниками на счетъ мѣръ наиболѣе дѣйствительныхъ для пріостановленія, посредствомъ общаго и открытаго противодѣйствія, страшныхъ успѣховъ, дѣлаемыхъ, къ несчастію, революціоннымъ духомъ въ Европѣ, и съ цѣлью создать новыя опоры для сохраненія законнаго порядка и независимости Государей и народовъ, Его Императорское Величество могъ видѣть только съ истиннымъ удовольствіемъ, что намѣренія Его Прусскаго Величества идутъ еще дальше мѣръ, которыя Государь пріѣхалъ ему предложить. И такъ какъ полнѣйшее согласіе установилось въ этомъ отношеніи между Ихъ Величествами,

muniquées à la Cour d'Autriche avec invitation de concourir à leur exécution".

Aux termes de ces résolutions, les trois Puissances alliées devaient faire comprendre d'abord au gouvernement français le danger de sa propre situation et celui qui menaçait toute l'Europe, grâce à l'esprit révolutionnaire qui régnait par toute la France. Dans ce but elles devaient exiger du gouvernement français, par un manifeste solennel, „la suppression la plus prompte de cette propagande révolutionnaire, qui ne cesse de tramer de nouveaux complots contre l'ordre établi, le maintien des trônes et la tranquillité des peuples".

En seconde ligne, les trois Cours alliées devaient faire savoir par une déclaration solennelle, qu'elles se proposaient de rétablir en Europe „les vrais principes du droit d'intervention, qui n'est que celui de se prêter mutuellement aide et assistance dans les crises politiques". Aux termes de ce droit d'intervention, chaque Souverain jouit du droit indéniable d'appeler à son secours ses alliés, s'il lui est impossible de maintenir avec ses propres forces la tranquillité intérieure ou extérieure de ses Etats.

Une convention spéciale (№ 317), conforme à ces principes fondamentaux, fut signée à Berlin: elle fut signée au nom de la Russie par le vice-chancelier comte de Nesselrode, qui se rendit à Berlin en revenant de Münchengrätz et par Ribeaupierre. Un protocole spécial (№ 318) a trait à la question de l'extradition des criminels politiques. Pour bien apprécier dans leur ensemble ces deux documents, il importe d'avoir en vue les actes conclus en 1833 à Münchengrätz entre la Russie et l'Autriche. (Voir les №№ 134—137, tome IV, première partie).

то они приняли, по общему соглашенію, нижеслѣдующія рѣшенія, которыя будутъ сообщены австрійскому двору, съ приглашеніемъ содѣйствовать ихъ исполненію".

На основаніи этихъ рѣшеній три союзныя правительства должны: во-первыхъ, выяснить французскому правительству опасности его собственнаго положенія и всей Европы, благодаря господствующему во Франціи революціонному духу. Съ этою цѣлью они потребуютъ отъ французскаго правительства торжественнымъ манифестомъ „немедленнаго прекращенія этой революціонной пропаганды, которая не перестаетъ устраивать новые заговоры противъ установленнаго порядка, сохраненія престоловъ и спокойствія народовъ".

Во-вторыхъ, три союзные двора объявятъ въ торжественной декларацiи, что они намѣрены возстановить въ Европѣ „истинныя начала права вмѣшательства, заключающагося только въ правѣ оказывать другъ другу помощь и содѣйствіе въ политическихъ кризисахъ". На основаніи этого права вмѣшательства, каждый Государь имѣетъ неопровержимое право призывать своихъ союзниковъ на помощь, если онъ собственными своими силами не въ состояніи поддерживать внутреннее или внѣшнее спокойствіе своего государства.

Согласно этимъ основнымъ идеямъ была подписана въ Берлинѣ особенная конвенція (№ 317). Отъ имени Россіи ее подписали: вице-канцлеръ гр. Нессельроде, заѣхавшій изъ Мюнхенгреца въ Берлинъ и Рибопьеръ. Особенный протоколъ (№ 318) касается вопроса о выдачѣ политическихъ преступниковъ. Для вѣрной оцѣнки этихъ двухъ актовъ необходимо имѣть въ виду акты, заключенные въ 1833 году въ Мюнхенгрецѣ между Россіей и Австріей. (Срав. №№ 134—137, т. IV, ч. I).

№ 317.

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et S. M. le Roi de Prusse, animés du désir de resserrer encore davantage les liens d'amitié et d'alliance intime qui les unissent si heureusement et dont les effets salutaires se sont manifestés surtout durant les

№ 317.

Во имя Пресвятой и Нераздѣлимой Троицы.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій и Е. В. Король Прусскій, одушевленные желаніемъ еще болѣе скрѣпить узы дружбы и тѣснаго союза, которыя ихъ столь счастливымъ образомъ соединяютъ и спасительное дѣйствіе которыхъ обнаружилось въ осо-

derniers évènemens en Pologne; convaincus, qu'ils ont un égal intérêt au maintien de l'autorité légitime, du repos et de l'ordre légal dans toutes les provinces polonaises, soumises à leurs dominations respectives, ainsi que dans la ville libre de Cracovie, et résolus d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour préserver de toute atteinte la sûreté et la tranquillité intérieure de leurs Etats, ont reconnu l'utilité de convenir à cet effet entre eux d'un système de secours et d'assistance réciproque, basé sur le principe d'une parfaite solidarité et de régler dans une convention spéciale les droits et les obligations qui en résultent pour chacune des Hautes parties contractantes.

En conséquence leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne

le sieur Charles Robert comte de Nesselrode, son Vice-Chancelier, chevalier des ordres de Russie, de ceux de l'aigle noir et de l'aigle rouge de Prusse et de plusieurs autres, etc. etc.

Et, le sieur Alexandre de Ribeaupierre, son Conseiller privé actuel et chambellan actuel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse, chevalier de l'ordre de St. Alexandre Nevsky en diamans et de plusieurs autres; et

S. M. le Roi de Prusse

le sieur Frédéric Ancillon, son Ministre

бенности во время послѣднихъ событій въ Польшѣ; убѣжденные въ томъ, что они имѣютъ одинаковый интересъ въ поддержаніи законной власти, спокойствія и установленнаго порядка во всѣхъ польскихъ провинціяхъ, имъ подчиненныхъ, равно и въ вольномъ городѣ Краковѣ, и рѣшаясь употребить всѣ находящіяся въ ихъ власти средства къ предохраненію отъ всякаго нарушенія безопасности и внутренняго спокойствія своихъ владѣній, признали полезнымъ придти въ этомъ отношеніи къ соглашенію между собою о способахъ помощи и взаимнаго содѣйствія, основанныхъ на принципѣ полной солидарности, и опредѣлить въ спеціальной конвенціи тѣ права и обязанности, которыя вытекаютъ изъ сего для каждой изъ высокихъ договаривающихся сторонъ.

Вслѣдствіе сего Ихъ реченныя Величества назначили уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій

графа Карла Роберта Нессельроде, своего вице-канцлера, кавалера Россійскихъ орденовъ и Прусскихъ Чернаго Орла и Краснаго Орла и др.

и Александра Рибопьера, своего дѣйствительнаго тайнаго совѣтника и дѣйствительнаго каммергера, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Прусскомъ Королѣ, кавалера ордена св. Александра Невскаго съ алмазными украшеніями и др.,

а Е. В. Король Прусскій

Фридриха Ансильона, своего госу-

d'Etat et du Cabinet, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge 2-de classe, etc. etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Article I.

Les Cours de Russie et de Prusse, unies entre elles par les transactions générales des années 1814, 1815, 1818 et 1819, reconnaissent que la garantie mutuelle qui en découle pour leurs Etats respectifs et qui a surtout été consacrée par le traité signé à Vienne le 21 avril (3 mai) 1815, est plus spécialement applicable aux provinces dont se composait la Pologne en 1772. En conséquence Elles se garantissent réciproquement la tranquille et paisible possession de ces provinces.

Article II.

Par suite de la garantie stipulée dans l'article précédent, les hautes Puissances contractantes s'engagent à se prêter mutuellement aide et assistance au besoin.

Article III.

Dans le cas où contre toute attente les forces de chacune des deux Puissances, stationnées dans la partie de la Pologne, qui leur appartient, ne suffiraient pas pour comprimer l'insurrection qui y aurait éclaté, chacune d'elles pourra, si la nécessité l'exige, demander du secours à l'autre qui le lui accordera, pour peu que la sûreté de ses propres possessions le permette et qu' elle ait des troupes disponibles dans le voisinage.

дарственнаго и кабинетнаго министра, кавалера ордена Краснаго Орла 2-й степени и др.,

которые, по размѣнѣ ихъ полномочій, найденныхъ въ должномъ порядкѣ, постановили и подписали нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Дворы Россійскій и Прусскій, будучи соединены между собой общими соглашеніями 1814, 1815, 1818 и 1819 годовъ, признаютъ, что обоюдная гарантія, вытекающая изъ сего для ихъ владѣній и особливо утвержденная трактатомъ, подписаннымъ въ Вѣнѣ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года, болѣе спеціально примѣнима къ провинціямъ, изъ коихъ состояла Польша въ 1772 году. Вслѣдствіе сего они обоюдно гарантируютъ спокойное и мирное владѣніе сими провинціями.

Статья II.

Въ силу гарантіи, постановленной въ предыдущей статьѣ, высокія договаривающіяся державы обязываются, въ случаѣ нужды, доставлять обоюдно помощь и содѣйствіе.

Статья III.

Въ случаѣ, еслибъ противъ всякаго ожиданія силы каждой изъ обѣихъ Державъ, расположенныя въ принадлежащей имъ части Польши, оказались недостаточными для подавленія вспыхнувшаго тамъ мятежа, то каждая изъ нихъ, если потребуетъ того необходимость, можетъ просить у другой помощи, которая и будетъ ею оказана, насколько позволятъ это безопасность ея собственныхъ владѣній и нахожденіе въ сосѣдствѣ свободныхъ войскъ.

grandes Puissances du continent, dont le rôle est assurément le plus difficile et le plus périlleux. Il est de la dignité de l'Empereur de ne point la laisser sans conseil, ni sans appui".

Telle était l'instruction qui fut remise à Ribeaupierre, quand il partit pour Berlin dans les premiers jours du mois d'avril 1832. Mais à part cette instruction générale, le nouveau ministre fut prévenu par une instruction supplémentaire spéciale qu'il devait se rappeler toujours „que les plus tendres liens et les plus chères affections unissaient Nos Augustes Maîtres à un allié qu'il importe de conserver dans nos rangs".

M. de Ribeaupierre devait avoir pour but spécial: de convaincre le Cabinet de Berlin des avantages qu'il recueillerait en se joignant „au système de secours et d'assistance mutuelle", que l'Empereur voulait fonder en y faisant entrer les trois Etats monarchiques du Nord: la Russie, l'Autriche et la Prusse.

M. de Ribeaupierre fut reçu le 13 (25) avril 1832 par le roi de Prusse, qui fut heureux d'apprendre de sa bouche que l'Empereur consentait à ratifier la convention de novembre concernant la Belgique. Le Roi n'en croyait pas moins toujours que la guerre était inévitable et que la Russie était l'unique ancre de salut de toute l'Europe.

Le nouveau ministre causa une grande joie à Frédéric-Guillaume III quand il lui répéta les paroles que lui avaient été adressées par l'Empereur à son audience de congé: „Regardez-vous non pas seulement comme un ministre auprès du roi de Prusse, mais comme mon homme de confiance auprès de mon beau-père". (Dépêche de Ribeaupierre du 14 (26) avril 1832).

Il était difficile de faire preuve d'une plus grande amitié à l'égard d'une Puissance étrangère, que celle dont nous voyons la preuve dans l'instruction précitée qui fut remise au nouveau ministre de Russie près la Cour de Berlin. Ribeaupierre fit de son mieux pour entretenir les relations d'amitié existantes, mais sa tâche n'était pas toujours facile à remplir. Dans la question belge, pour ce qui concernait les mesures à prendre contre le libéralisme et dans plusieurs autres questions de moindre importance, on voyait souvent poindre une différence d'avis notable entre le gouvernement russe et celui de Berlin. Entre autre, l'Empereur Nicolas I se fâcha sérieusement, quand les ministres prussiens ne se contentèrent pas d'une somme de près de 800.000 thalers, que le Trésor de l'Empire de l'Empire de Russie leur paya pour les insurgés

жава, роль которой, безъ сомнѣнія, наиболѣе трудная и опасная. Достоинство Государя требуетъ, чтобъ онъ не оставлялъ ее безъ совѣта или безъ помощи".

Такова инструкція, съ которою Рибопьеръ отправился, въ началѣ апрѣля 1832 г. въ Берлинъ. Но вмѣстѣ съ этою общею инструкціей Рибопьеру было внушено еще добавочною особенною инструкціею, чтобы онъ постоянно помнилъ о тѣхъ „самыхъ нѣжныхъ узахъ и самыхъ дорогихъ привязанностяхъ, которыя соединяютъ Государя съ союзникомъ, сохранить котораго въ нашихъ рядахъ необходимо".

Особенною же цѣлью своей дѣятельности Рибопьеръ долженъ былъ поставить: убѣдить Берлинскій кабинетъ въ необходимости вступить въ „систему взаимной помощи и защиты", которую Государь желаетъ устроить изъ трехъ сѣверныхъ монархическихъ государствъ, т. е. Россіи, Австріи и Пруссіи.

Рибопьеръ былъ принятъ 13 (25) апрѣля 1832 года королемъ прусскимъ, котораго онъ утѣшилъ извѣстіемъ о согласіи Государя Императора дать ратификацію на ноябрьскую конвенцію относительно Бельгіи. Но все-таки, по мнѣнію короля, война совершенно неизбѣжна, и единственный якорь спасенія для Пруссіи и всей Европы—Россія.

Новый посланникъ чрезвычайно обрадовалъ Фридриха Вильгельма III, повторивъ слова, сказанныя ему Императоромъ Николаемъ I при прощаніи: „Смотрите на себя", сказалъ Государь, „не только какъ на посланника при королѣ прусскомъ, но какъ на довѣренное лицо при моемъ тестѣ". (Депеша Рибопьера отъ 14 (26) апрѣля 1832 г.).

Трудно доказать большее расположеніе къ иностранной державѣ, нежели доказываютъ вышеприведенныя инструкціи новому русскому посланнику при Берлинскомъ дворѣ. Рибопьеръ добросовѣстнымъ образомъ старался поддерживать существующія дружескія отношенія, но не всегда эта задача была легко исполнима. Въ бельгійскомъ вопросѣ, въ мѣрахъ противъ либерализма и въ другихъ менѣе важныхъ дѣлахъ обнаруживалось иногда довольно значительное разногласіе между русскимъ и прусскимъ правительствами. Между прочимъ, Императоръ Николай I серьезно разсердился, когда прусскіе министры не удовольствовались суммою почти въ 800.000 талеровъ, которую русская казна уплатила за польскихъ бунтовщиковъ, нашедшихъ убѣжище въ Пруссіи. Государь былъ въ негодованіи отъ прусскихъ

ais, qui avaient trouvé un refuge en Prusse. pereur était indigné des prétentions prus- s „qui sont tellement contraires à tout sen- t de justice, je dirai même de délicatesse" répugnait à l'Empereur de croire qu'elles ıt été approuvées par le gouvernement (Dépêche de Ribeaupierre du 1-r sep- e 1832).

ıformément à ses instructions, le nouveau tre crut devoir réagir contre toute espèce ıdances libérales, quelle que soit la forme aquelle elles se produisaient. Ribeaupierre ıignait, dans sa dépêche du 24 juin (5 juil- 832, de ce que les feuilles libérales de e ne cessaient pas de se lamenter sur le de la Pologne pacifiée. Ce n'est pas par ıthie pour les insurgés polonais, ni par haine ;ard de la Russie,—écrivait le ministre,— les libéraux prussiens prennent le parti s rebelles, mais les „coryphées du parti ıtionnaire" sont pénétrés du désir de noircir néral chaque mesure prise par la Puissance reconnaissent avec raison „comme le repré- ıt et le plus ferme appui de la légitimité". le Ribeaupierre était de l'avis que l'on devait ıvant tout sur l'opinion publique de l'Alle- e en employant à cet effet la presse alle- e elle-même. Il invita chez lui le professeur e, rédacteur d'un des journaux de Berlin ner Politisches Wochenblatt) et se convain- après s'être entretenu avec lui, de ce qu'il un homme bien-intentionné. Ce rédacteur ntit à accepter des articles, dont la prove- ı serait inconnue à tout le monde, à l'ex- ın de lui-même et du ministre de Russie. e 7 juillet suivant, la feuille précitée fit re une correspondance de Varsovie réfutant écits sur des cruautés commises en Pologne s cosaques.

sympathies du gouvernement prussien fu- complètement acquises à cette campagne e contre le libéralisme. Ancillon, dans un ien avec le ministre de Russie, émit même ir que les Puissances alliées prissent les es les plus décisives contre le „soi-disant libéral", qui doit être persuadé „que les de St.-Pétersbourg, de Berlin et de Vienne ırderont aucun espèce de concessions ou de gements à l'esprit révolutionnaire quelque endroit où il viendrait à manifester sa e influence". (Dépêche de Ribeaupierre du ril (6 mai) 1832).

is l'Empereur Nicolas I n'avait pas du 'intention de se borner dans la lutte contre

претензій, „которыя до такой степени противны всякому чувству справедливости и даже деликатности", что онъ не могъ допустить мысли, будто онѣ одобрены королевскимъ правительствомъ. (Депеша Рибопьера отъ 1-го сентября 1832 года).

Согласно своей инструкціи, новый посланникъ счелъ также долгомъ своимъ противодѣйствовать всякимъ либеральнымъ стремленіямъ, въ чемъ бы они ни проявлялись. Рибопьеръ жалуется, въ депешѣ отъ 24 іюня (5 іюля) 1832 года, на прусскія либеральныя газеты, не перестающія оплакивать судьбу усмиренной Польши. Не изъ сочувствія къ польскимъ повстанцамъ или изъ ненависти къ Россіи, пишетъ посланникъ, прусскіе либералы защищаютъ бунтовщиковъ, но „корифеи революціонной партіи" проникнуты желаніемъ очернить вообще каждое мѣропріятіе державы, которую они основательно признаютъ „представительницей и наиболѣе крѣпкою опорою законности".

Рибопьеръ находилъ цѣлесообразнымъ дѣйствовать на общественное мнѣніе Германіи, прежде всего, посредствомъ германской же печати. Онъ пригласилъ къ себѣ проф. Ярке, редактора одной берлинской газеты („Berliner Politisches Wochenblatt"), изъ бесѣды съ которымъ убѣдился, что это человѣкъ очень благонамѣренный. Этотъ редакторъ согласился принимать статьи, происхожденіе которыхъ никому, кромѣ посланника и редактора, не будетъ извѣстно. Уже 7-го іюля появилась въ этой газетѣ корреспонденція изъ Варшавы съ опроверженіемъ разсказовъ о жестокостяхъ казаковъ въ Польшѣ.

Прусское правительство вполнѣ сочувствовало этому походу противъ либерализма. Ансильонъ высказалъ русскому посланнику желаніе, чтобы союзныя державы приняли самыя рѣшительныя мѣры противъ „такъ называемой либеральной партіи", которая должна быть увѣрена, что „дворы С.-Петербургскій, Берлинскій и Вѣнскій не сдѣлаютъ ни малѣйшей уступки или поблажки духу революціи, все-равно, въ какомъ мѣстѣ онъ обнаружитъ пагубное свое вліяніе". (Депеша Рибопьера отъ 24 апрѣля (6 мая) 1832 года).

Но Императоръ Николай I не намѣренъ былъ ограничить борьбу противъ либераловъ и

les libéraux et contre les révolutionnaires à une pression platonique sur l'opinion publique de l'Allemagne. Il voulait, après la pacification de la Pologne, prendre des mesures générales et positives contre les Polonais avant tout et ensuite contre les libéraux et les révolutionnaires dans leur ensemble. Pour ce qui est de la Pologne, il s'en tenait aux principes suivants: „1) ne jamais transiger avec les rebelles; 2) isoler la révolte en maintenant l'union la plus intime avec les Puissances limitrophes de la Pologne; 3) fermer l'accès à toute intervention étrangère; 4) se borner à instruire les Cabinets de la marche de nos opérations militaires", mais ne rien leur communiquer au sujet de la future organisation de la Pologne. (Rapport à l'Empereur pour l'année 1831).

Après la répression de l'insurrection de 1830, il devint nécessaire de prendre des mesures en vue d'empêcher qu'elle ne se reproduise. On eut à Vienne l'idée de conclure une convention spéciale entre les trois Puissances du Nord en vue d'une lutte en commun contre les Polonais et en même temps contre tous les ennemis de l'ordre public. (Voir l'avant-propos historique des №№ 136 et 137, tome IV, p. I, page 449 et les suivantes).

En se rendant à Münchengrätz, l'Empereur Nicolas I se rencontra dans la ville de Schwedt avec le roi de Prusse et les deux Souverains s'entendirent définitivement et complètement dans cet endroit au sujet des points principaux de la convention d'octobre, qui est reprodnite ci-dessous. Par ordre suprême, Ribeaupierre communiqua au prince Lieven, à Londres, et au comte Pozzo di Borgo, à Paris, les décisions qui furent prises à Schwedt. Dans cette dépêche, qui porte la date du 28 août (9 septembre) 1833, nous lisons entre autre ce qui suit:

„Pénétrée de la nécessité de se concerter avec ses Augustes Alliés sur les moyens les plus efficaces pour décourager par une résistance réciproque et ouverte les progrès effrayants que l'esprit révolutionnaire fait malheureusement en Europe et d'offrir de nouvelles garanties au maintien de l'ordre légitime et de l'indépendance des Souverains et des peuples, Sa Majesté Impériale n'a pu voir qu'avec une véritable satisfaction que les dispositions de Sa Majesté Prussienne allaient au devant des moyens que l'Empereur était venu lui proposer. L'entente la plus parfaite s'étant établie à ce sujet entre Leurs Majestés, Elles ont arrêté d'un commun accord les résolutions suivantes, destinées à être com-

революціонеровъ только платоническимъ воздѣйствіемъ на общественное мнѣніе Германіи и Европы. Онъ желалъ, послѣ усмиренія Польши, принять общія и положительныя мѣры прежде всего противъ Поляковъ, а затѣмъ также противъ либераловъ и революціонеровъ вообще. Въ отношеніи Польши онъ руководствовался слѣдующими началами: „1) никогда не вступать въ сдѣлки съ бунтовщиками; 2) изолировать возстанія, поддерживая самый тѣсный союзъ съ пограничными съ Польшею державами; 3) закрыть всякую возможность какому-либо иностранному вмѣшательству; 4) ограничиться сообщеніемъ иностраннымъ дворамъ только свѣдѣній о ходѣ военныхъ дѣйствій", но не дѣлать никакихъ сообщеній относительно будущаго устройства Польши. (Высочайшій отчетъ за 1831 годъ).

Послѣ усмиренія бунта 1830 года слѣдовало озаботиться о мѣрахъ для предупрежденія новаго возстанія. Въ Вѣнѣ возникла мысль о заключеніи особенной конвенціи между тремя сѣверными державами для общей борьбы противъ Поляковъ и, вмѣстѣ съ тѣмъ, противъ всѣхъ враговъ общественнаго порядка. (Срав. историческое введеніе къ №№ 136 и 137, т. IV, ч. I, стр. 449 и слѣд.).

На пути въ Мюнхенгрецъ, въ городѣ Шведтѣ, Императоръ Николай I встрѣтился съ королемъ прусскимъ, и здѣсь состоялось между обоими монархами полное соглашеніе относительно главныхъ пунктовъ нижеприведенной октябрьской конвенціи. По Высочайшему повелѣнію Рибопьеръ сообщилъ князю Ливену въ Лондонѣ и гр. Поццо-ди-Борго въ Парижѣ рѣшенія, принятыя въ Шведтѣ. Въ этой депешѣ отъ 28 августа (9 сентября) 1833 года говорится, между прочимъ, слѣдующее:

„Будучи убѣжденъ въ необходимости согласиться съ августѣйшими своими союзниками на счетъ мѣръ наиболѣе дѣйствительныхъ для пріостановленія, посредствомъ общаго и открытаго противодѣйствія, страшныхъ успѣховъ, дѣлаемыхъ, къ несчастію, революціоннымъ духомъ въ Европѣ, и съ цѣлью создать новыя опоры для сохраненія законнаго порядка и независимости Государей и народовъ, Его Императорское Величество могъ видѣть только съ истиннымъ удовольствіемъ, что намѣренія Его Прусскаго Величества идутъ еще дальше мѣръ, которыя Государь пріѣхалъ ему предложить. И такъ какъ полнѣйшее согласіе установилось въ этомъ отношеніи между Ихъ Величествами,

muniquées à la Cour d'Autriche avec invitation de concourir à leur exécution".

Aux termes de ces résolutions, les trois Puissances alliées devaient faire comprendre d'abord au gouvernement français le danger de sa propre situation et celui qui menaçait toute l'Europe, grâce à l'esprit révolutionnaire qui régnait par toute la France. Dans ce but elles devaient exiger du gouvernement français, par un manifeste solennel, „la suppression la plus prompte de cette propagande révolutionnaire, qui ne cesse de tramer de nouveaux complots contre l'ordre établi, le maintien des trônes et la tranquillité des peuples".

En seconde ligne, les trois Cours alliées devaient faire savoir par une déclaration solennelle, qu'elles se proposaient de rétablir en Europe „les vrais principes du droit d'intervention, qui n'est que celui de se prêter mutuellement aide et assistance dans les crises politiques". Aux termes de ce droit d'intervention, chaque Souverain jouit du droit indéniable d'appeler à son secours ses alliés, s'il lui est impossible de maintenir avec ses propres forces la tranquillité intérieure ou extérieure de ses Etats.

Une convention spéciale (№ 317), conforme à ces principes fondamentaux, fut signée à Berlin: elle fut signée au nom de la Russie par le vice-chancelier comte de Nesselrode, qui se rendit à Berlin en revenant de Münchengrätz et par Ribeaupierre. Un protocole spécial (№ 318) a trait à la question de l'extradition des criminels politiques. Pour bien apprécier dans leur ensemble ces deux documents, il importe d'avoir en vue les actes conclus en 1833 à Münchengrätz entre la Russie et l'Autriche. (Voir les №№ 134—137, tome IV, première partie).

то они приняли, по общему соглашенію, нижеслѣдующія рѣшенія, которыя будутъ сообщены австрійскому двору, съ приглашеніемъ содѣйствовать ихъ исполненію".

На основаніи этихъ рѣшеній три союзныя правительства должны: во-первыхъ, выяснить французскому правительству опасности его собственнаго положенія и всей Европы, благодаря господствующему во Франціи революціонному духу. Съ этою цѣлью они потребуютъ отъ французскаго правительства торжественнымъ манифестомъ „немедленнаго прекращенія этой революціонной пропаганды, которая не перестаетъ устраивать новые заговоры противъ установленнаго порядка, сохраненія престоловъ и спокойствія народовъ".

Во-вторыхъ, три союзные двора объявятъ въ торжественной декларацiи, что они намѣрены возстановить въ Европѣ „истинныя начала права вмѣшательства, заключающагося только въ правѣ оказывать другъ другу помощь и содѣйствіе въ политическихъ кризисахъ". На основаніи этого права вмѣшательства, каждый Государь имѣетъ неопровержимое право призывать своихъ союзниковъ на помощь, если онъ собственными своими силами не въ состояніи поддерживать внутреннее или внѣшнее спокойствіе своего государства.

Согласно этимъ основнымъ идеямъ была подписана въ Берлинѣ особенная конвенція (№ 317). Отъ имени Россіи ее подписали: вице-канцлеръ гр. Нессельроде, заѣхавшій изъ Мюнхенгреца въ Берлинъ и Рибопьеръ. Особенный протоколъ (№ 318) касается вопроса о выдачѣ политическихъ преступниковъ. Для вѣрной оцѣнки этихъ двухъ актовъ необходимо имѣть въ виду акты, заключенные въ 1833 году въ Мюнхенгрецѣ между Россіей и Австріей. (Срав. №№ 134—137, т. IV, ч. I).

№ 317.

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et S. M. le Roi de Prusse, animés du désir de resserrer encore davantage les liens d'amitié et d'alliance intime qui les unissent si heureusement et dont les effets salutaires se sont manifestés surtout durant les

№ 317.

Во имя Пресвятой и Нераздѣлимой Троицы.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій и Е. В. Король Прусскій, одушевленные желаніемъ еще болѣе скрѣпить узы дружбы и тѣснаго союза, которыя ихъ столь счастливымъ образомъ соединяютъ и спасительное дѣйствіе которыхъ обнаружилось въ осо-

derniers évènemens en Pologne; convaincus, qu'ils ont un égal intérêt au maintien de l'autorité légitime, du repos et de l'ordre légal dans toutes les provinces polonaises, soumises à leurs dominations respectives, ainsi que dans la ville libre de Cracovie, et résolus d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour préserver de toute atteinte la sûreté et la tranquillité intérieure de leurs Etats, ont reconnu l'utilité de convenir à cet effet entre eux d'un système de secours et d'assistance réciproque, basé sur le principe d'une parfaite solidarité et de régler dans une convention spéciale les droits et les obligations qui en résultent pour chacune des Hautes parties contractantes.

En conséquence leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne

le sieur Charles Robert comte de Nesselrode, son Vice-Chancelier, chevalier des ordres de Russie, de ceux de l'aigle noir et de l'aigle rouge de Prusse et de plusieurs autres, etc. etc.

Et, le sieur Alexandre de Ribeaupierre, son Conseiller privé actuel et chambellan actuel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse, chevalier de l'ordre de St. Alexandre Nevsky en diamans et de plusieurs autres; et

S. M. le Roi de Prusse

le sieur Frédéric Ancillon, son Ministre

бенности во время послѣднихъ событій въ Польшѣ; убѣжденные въ томъ, что они имѣютъ одинаковый интересъ въ поддержаніи законной власти, спокойствія и установленнаго порядка во всѣхъ польскихъ провинціяхъ, имъ подчиненныхъ, равно и въ вольномъ городѣ Краковѣ, и рѣшаясь употребить всѣ находящіяся въ ихъ власти средства къ предохраненію отъ всякаго нарушенія безопасности и внутренняго спокойствія своихъ владѣній, признали полезнымъ придти въ этомъ отношеніи къ соглашенію между собою о способахъ помощи и взаимнаго содѣйствія, основанныхъ на принципѣ полной солидарности, и опредѣлить въ спеціальной конвенціи тѣ права и обязанности, которыя вытекаютъ изъ сего для каждой изъ высокихъ договаривающихся сторонъ.

Вслѣдствіе сего Ихъ реченныя Величества назначили уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій

графа Карла Роберта Нессельроде, своего вице-канцлера, кавалера Россійскихъ орденовъ и Прусскихъ Чернаго Орла и Краснаго Орла и др.

и Александра Рибопьера, своего дѣйствительнаго тайнаго совѣтника и дѣйствительнаго каммергера, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Прусскомъ Королѣ, кавалера ордена св. Александра Невскаго съ алмазными украшеніями и др.,

а Е. В. Король Прусскій

Фридриха Ансильона, своего госу-

d'Etat et du Cabinet, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge 2-de classe, etc. etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Article I.

Les Cours de Russie et de Prusse, unies entre elles par les transactions générales des années 1814, 1815, 1818 et 1819, reconnaissent que la garantie mutuelle qui en découle pour leurs Etats respectifs et qui a surtout été consacrée par le traité signé à Vienne le 21 avril (3 mai) 1815, est plus spécialement applicable aux provinces dont se composait la Pologne en 1772. En conséquence Elles se garantissent réciproquement la tranquille et paisible possession de ces provinces.

Article II.

Par suite de la garantie stipulée dans l'article précédent, les hautes Puissances contractantes s'engagent à se prêter mutuellement aide et assistance au besoin.

Article III.

Dans le cas où contre toute attente les forces de chacune des deux Puissances, stationnées dans la partie de la Pologne, qui leur appartient, ne suffiraient pas pour comprimer l'insurrection qui y aurait éclaté, chacune d'elles pourra, si la nécessité l'exige, demander du secours à l'autre qui le lui accordera, pour peu que la sûreté de ses propres possessions le permette et qu' elle ait des troupes disponibles dans le voisinage.

дарственнаго и кабинетнаго министра, кавалера ордена Краснаго Орла 2-й степени и др.,

которые, по размѣнѣ ихъ полномочій, найденныхъ въ должномъ порядкѣ, постановили и подписали нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Дворы Россійскій и Прусскій, будучи соединены между собой общими соглашеніями 1814, 1815, 1818 и 1819 годовъ, признаютъ, что обоюдная гарантія, вытекающая изъ сего для ихъ владѣній и особливо утвержденная трактатомъ, подписаннымъ въ Вѣнѣ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года, болѣе спеціально примѣнима къ провинціямъ, изъ коихъ состояла Польша въ 1772 году. Вслѣдствіе сего они обоюдно гарантируютъ спокойное и мирное владѣніе сими провинціями.

Статья II.

Въ силу гарантіи, постановленной въ предыдущей статьѣ, высокія договаривающіяся державы обязываются, въ случаѣ нужды, доставлять обоюдно помощь и содѣйствіе.

Статья III.

Въ случаѣ, еслибъ противъ всякаго ожиданія силы каждой изъ обѣихъ Державъ, расположенныя въ принадлежащей имъ части Польши, оказались недостаточными для подавленія вспыхнувшаго тамъ мятежа, то каждая изъ нихъ, если потребуетъ того необходимость, можетъ просить у другой помощи, которая и будетъ ею оказана, насколько позволятъ это безопасность ея собственныхъ владѣній и нахожденіе въ сосѣдствѣ свободныхъ войскъ.

Article IV.

L'entretien des troupes étrangères, appelées par l'une des Puissances contractantes à coopérer chez elle à la répression d'un mouvement séditieux, sera tout entier à la charge de la Puissance requérante. Elle prendra les mesures nécessaires pour que les vivres et fourages leur soient fournis d'après le mode suivi pour l'approvisionnement de ses propres troupes. Mais en ce qui concerne les quantités de vivres et fourages à fournir, on se conformera aux règlemens en vigueur dans l'armée à laquelle le corps auxiliaire appartient.

Article V.

Aucun individu qui se sera rendu coupable dans les Etats de l'une des deux Puissances contractantes du crime de haute trahison, de lèze-Majesté, de rébellion à main armée, ou qui aura conspiré contre la sûreté du Trône et le gouvernement légitime, ne pourra trouver protection, ni asile dans les Etats de l'autre. Les deux Cours s'engagent au contraire, à ordonner l'extradition immédiate de tout individu prévenu des crimes indiqués ci-dessus, s'il était reclamé par le Gouvernement auquel il appartient.

Article VI.

La stipulation de l'article précédent s'applique également aux sujets mixtes. Toutefois, dans le cas où l'individu ré-

Статья IV.

Содержаніе иноземнаго войска, призваннаго одною изъ договаривающихся державъ къ совмѣстному съ оной дѣйствію въ подавленіи мятежнаго движенія, будетъ во всемъ объемѣ отнесено на счетъ державы, ихъ потребовавшей. Со стороны ея будутъ приняты необходимыя мѣры къ тому, чтобы съѣстные припасы и фуражъ доставлены были имъ способомъ, принятымъ для продовольствія ея собственныхъ войскъ. Что же касается количества требуемыхъ припасовъ и фуража, то въ этомъ отношеніи будутъ соображаться съ дѣйствующими положеніями той арміи, къ которой принадлежитъ вспомогательный корпусъ.

Статья V.

Ни одно изъ лицъ, оказавшихся виновнымъ во владѣніяхъ одной изъ договаривающихся державъ въ государственной измѣнѣ, оскорбленіи Величества, вооруженномъ возстаніи, или въ заговорѣ противъ безопасности престола и законнаго правительства, не должно находить ни покровительства, ни убѣжища во владѣніяхъ другой державы. Оба двора, напротивъ, обязываются сдѣлать распоряженіе о немедленной выдачѣ всякаго лица, обвиняемаго въ вышеуказанныхъ преступленіяхъ, еслибъ оно было потребовано правительствомъ, которому оно принадлежитъ.

Статья VI.

Постановленіе предыдущей статьи равнымъ образомъ примѣняется къ смѣшаннымъ подданнымъ. Но въ томъ слу-

clamé se trouvera être sujet de la Puissance réclamante et de celle qui sera requise de le livrer, celle-ci aura l'option d'en ordonner l'extradition ou de le faire juger elle-même sur les chefs d'accusation, produits contre lui. Dans ce dernier cas, il en sera fait bonne et prompte justice.

чаѣ, если обвиняемое лицо окажется смѣшаннымъ подданнымъ какъ державы потребовавшей его выдачи, такъ и державы, отъ которой оная требуется, то сей послѣдней предоставляется на выборъ: или сдѣлать распоряженіе о выдачѣ такого лица, или распорядиться преданіемъ его собственному ея суду по обвинительнымъ пунктамъ, противъ него предъявленнымъ. Въ семъ послѣднемъ случаѣ произведенъ будетъ строгій и скорый судъ.

Article VII.

Les hautes Puissances contractantes s'engagent en outre à soumettre à une surveillance particulière les individus qui ont pris part aux derniers troubles en Pologne ou dont les menées dangereuses pourraient leur être signalées par la suite, à ne pas tolérer chez elles la formation de sociétés soi-disant patriotiques ou d'autres, qui sous des noms différens, poursuivent le même but, à tenir la main à ce que les facilités accordées par le Traité de Vienne aux habitans limitrophes pour leurs pratiques journalières (Gränz-Verkehr) ne servent à favoriser des correspondances illicites, un trafic clandestin d'armes ou de munitions, ou le recèlement de fugitifs. Enfin elles s'engagent à se communiquer réciproquement tous les renseignemens qui pourraient intéresser la sûreté ou la tranquillité de leurs Etats respectifs.

Статья VII.

Высокія договаривающіяся державы, сверхъ того, обязываются подчинить особенному надзору лицъ, участвовавшихъ въ послѣднихъ смутахъ въ Польшѣ, равно и такихъ, которыхъ гибельные происки могли бы быть обнаружены ими впослѣдствіи; не дозволять у себя образованія такъ называемыхъ патріотическихъ обществъ и иныхъ, кои подъ различными наименованіями преслѣдовали бы ту же цѣль; употреблять старанія къ тому, чтобы льготы, предоставленныя Вѣнскимъ трактатомъ въ пользу пограничныхъ жителей для ихъ ежедневныхъ сношеній (Gränz-Verkehr), не послужили бы способомъ для недозволенныхъ сношеній, тайной торговли оружіемъ и снарядами, или укрывательства бѣглецовъ. Наконецъ, онѣ обязываются сообщать обоюдно всѣ свѣдѣнія, которыя могли бы касаться интересовъ безопасности и спокойствія ихъ владѣній.

Article VIII.

Le traité additionnel du 21 avril (3 mai) 1815, ayant garanti la stricte neutralité de la ville libre de Cracovie et de son

Статья VIII.

Такъ какъ дополнительнымъ трактатомъ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года гарантированъ строгій нейтрали-

territoire, il est entendu, que les hautes Puissances contractantes, en leur qualité de Puissances protectrices de Cracovie, ont le droit de veiller à ce que, à la faveur de cette neutralité, il n'y soit rien entrepris qui puisse troubler l'ordre de choses à peine rétabli dans cette ville libre sous les auspices des trois Puissances, ou compromettre la sûreté ou la tranquillité des Etats voisins. Tout acte public ou clandestin, ayant un pareil but, ou toute participation à un acte de cette nature, doit être considéré comme une violation de la neutralité de Cracovie; et si le gouvernement de la ville libre, sur les remontrances ou les plaintes qui lui seraient adressées, ne se montrait pas disposé à réprimer les menées qui lui auraient été signalées, ou n'avait pas les moyens d'en poursuivre les auteurs, les hautes Puissances contractantes se réservent, toutes les fois qu'elles le jugeront nécessaire à leur propre sûreté, de procéder à l'occupation militaire de la ville libre et de son territoire.

Cette occupation s'effectuera par les troupes réunies des trois Puissances, et en leur nom collectif. Elles se réservent, le cas échéant, de s'entendre sur la durée d'une telle occupation temporaire, et sur les mesures à prendre pour prévenir le retour des circonstances qui en auront amené la nécessité.

тетъ для вольнаго города Кракова и для его территоріи, то, разумѣется, что высокія договаривающіяся державы, въ качествѣ державъ покровительницъ Кракова, имѣютъ право наблюдать за тѣмъ, чтобы, во вниманіе къ сему нейтралитету, тамъ не было ничего предпринимаемо такого, что бы могло нарушить порядокъ вещей, едва возстановленный въ этомъ городѣ подъ покровительствомъ трехъ державъ, или же потревожить безопасность или спокойствіе сосѣдственныхъ государствъ. Всякое публичное или тайное дѣйствіе, имѣющее подобную цѣль, или же принятіе участія въ поступкѣ подобнаго свойства, должны быть почитаемы нарушеніемъ нейтралитета Кракова; и еслибы правительство вольнаго города на представленія и жалобы, къ нему адрессованныя, не обнаружило бы готовности къ подавленію сихъ происковъ, ему указанныхъ, или не имѣло бы средствъ къ преслѣдованію виновныхъ, то высокія договаривающіяся державы предоставляютъ себѣ, въ случаѣ, если сочтутъ необходимымъ для собственной безопасности, приступить къ военному занятію вольнаго города и его территоріи.

Занятіе это будетъ выполнено соединенными войсками трехъ державъ и отъ общаго ихъ имени. Онѣ предоставляютъ себѣ, въ случаѣ надобности, войти въ соглашеніе относительно срока такого временнаго занятія, а также относительно мѣръ, которыя должны быть приняты для предупрежденія возобновленія обстоятельствъ, вызвавшихъ оное.

Article IX.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin, dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Berlin, le 4 (16) octobre, 1833.

(L. S.) Le comte de Nesselrode. (L. S.) Ancillon.

(L. S.) Ribeaupierre.

Статья IX.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи оной будутъ обмѣнены въ Берлинѣ въ продолженіи шести недѣль или же и ранѣе, если окажется возможнымъ.

Въ увѣреніе чего и т. д.

Въ Берлинѣ, 4 (16) октября 1833 г.

(М. П.) Графъ Нессельроде. (М. П.) Ансилльонъ.

(М. П.) Рибопьеръ.

№ 318.

Protocole.

En signant la convention de ce jour, qui établit entre les Cours de Russie et de Prusse un système de secours et d'assistance mutuelle pour le maintien de la tranquillité dans les provinces polonaises, soumises à leurs dominations respectives, les hautes Puissances contractantes s'engagent à donner aussitôt après l'échange des ratifications de cette convention, toute la publicité nécessaire aux articles V et VI, relatifs à l'extradition réciproque des individus prévenus des crimes qui sont spécifiés dans le premier de ces articles et à munir les autorités compétentes, civiles et militaires, des ordres les plus précis pour leur exécution scrupuleuse.

Il est entendu, au reste, que les dits articles V et VI, n'auront d'effet que pour des cas postérieurs à la date de leur publication.

Fait à Berlin, le 4 (16) octobre 1833.

(L. S.) Le comte de Nesselrode. (L. S.) Ancillon.

(L. S.) Ribeaupierre.

№ 318.

Протоколъ.

Подписывая настоящую конвенцію, устанавливающую между дворами Россійскимъ и Прусскимъ систему взаимной помощи и содѣйствія для поддержанія спокойствія въ Польскихъ провинціяхъ, обоюдной ихъ власти подчиненныхъ, высокія договаривающіяся стороны обязываются немедленно по размѣнѣ ратификацій этой конвенціи, сдѣлать распоряженія о приданіи возможной гласности V и VI статьямъ оной, относительно взаимной выдачи лицъ, обвиняемыхъ въ означенныхъ въ первой изъ сихъ статей преступленіяхъ, и о наистрожайшемъ предписаніи подлежащимъ военнымъ и гражданскимъ властямъ на счетъ неукоснительнаго оныхъ статей соблюденія.

При семъ разумѣется, однако, что означенныя V и VI статьи получатъ примѣненіе только къ случаямъ, кои будутъ имѣть мѣсто послѣ обнародованія сихъ статей.

Въ Берлинѣ, 4 (16) октября 1833 г.

(М. П.) Графъ Нессельроде. (М. П.) Ансилльонъ.

(М. П.) Рибопьеръ.

№ 319.

1834, 28 juin (10 juillet). Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction à l'égard du Duché Saxe-Meiningen-Hildbourghausen.

S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant décrété par un oukase, donné au Sénat dirigeant, le 2 juin 1823: „que le droit de détraction, exercé au profit du Trésor Impérial sur l'exportation et le transfert hors de l'Empire des héritages et autres biens, appartenant à des étrangers, serait aboli en faveur des sujets de celles des autres Puissances, qui auraient réciproquement arrêté dans leurs états une abolition semblalbe en faveur des sujets russes".

Le soussigné, Conseiller intime actuel de S. A. R. le Grand Duc de Saxe-Weimar-Eisenach et de Leurs Altesses Sérénissimes les Ducs régnants de Saxe, leur envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Diète de la S. Confédération Germanique, afin de rendre cette disposition immédiatement applicable aux sujets des Duchés de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, déclare par la présente, d'après l'autorisation et au nom du gouvernement de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, que le droit de détraction, tel qu'il a été défini ci-dessus, n'est et ne sera pas exercé dans les Etats de S. A. S. le Duc régnant de Saxe-Meiningen-Hildbourghausen, sur les héritages et autres biens, échus ou appartenant à des sujets russes, et que l'abolition de ce droit en faveur de ceux-ci aura son plein et entier effet non seulement dans tous les

№ 319.

1834, 28-го іюня (10-го іюля). Декларація относительно отмѣны droit de détraction въ пользу Саксенъ-Мейнингенъ-Гильбурггаузенскаго герцогства.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, указомъ, даннымъ Правительствующему Сенату во 2-й день іюня 1823 года, Высочайше повелѣть соизволилъ: „производимый въ казну Государственную вычетъ за вывозъ и переводъ заграницу наслѣдственныхъ и другихъ имѣній иностранцевъ, отмѣнить въ пользу подданныхъ тѣхъ Державъ, которыя взаимно постановятъ во владѣніяхъ своихъ таковую же отмѣну въ пользу россійскихъ подданныхъ".

Дабы дѣйствіе сего указа простиралось отнынѣ и на подданныхъ герцогствъ Саксенъ-Мейнингенъ-Гильдбурггаузенъ, нижеподписавшійся дѣйст. тайный совѣтникъ Е. К. В. Великаго Герцога Саксенъ-Веймаръ-Эйзенахскаго и Ихъ Св. владѣтельныхъ герцоговъ Саксонскихъ, Ихъ чрезвычайный посланникъ и полномочный министръ при Сеймѣ Свѣтлѣйшаго Германскаго Союза, симъ объявляетъ, въ силу уполномочія и именемъ правительства Саксенъ-Мейнингенъ-Гильдбурггаузенскаго, что вышеозначенный вычетъ не производится и не будетъ производимъ во владѣніяхъ Его Св. владѣтельнаго герцога Саксенъ-Мейнингенъ-Гильдбурггаузенскаго, съ наслѣдственныхъ и другихъ имѣній, доставшихся или принадлежащихъ россійскимъ подданнымъ, и что отмѣна онаго въ пользу ихъ будетъ имѣть полное и совершенное свое дѣй-

cas futurs, mais encore dans tous ceux où, jusqu'au jour de la signature de la présente déclaration, les droits abolis n'auront pas encore été effectivement perçus.

En foi de quoi, le soussigné a muni de sa signature la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part de Son Exc. M. le Baron d'Anstett, Conseiller intime actuel de S. M. L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sérénissime Confédération Germanique, assurant une parfaite réciprocité aux sujets des Duchés de Saxe-Meiningen-Hildboughausen, et y a fait apposer le cachet de ses armes.

Fait à Francfort sur Mein, le 10 juillet 1834.

(L. S.) Le comte de Beust.

ствіе не только во всѣхъ будущихъ случаяхъ, но даже и во всякомъ такомъ случаѣ, когда отмѣненный вычетъ не произведенъ еще дѣйствительно до дня подписанія сей декларацiи.

Въ удостовѣреніе чего настоящая декларація, имѣющая быть размѣненною на таковую же со стороны Его Высокопр. барона Анстета, дѣйств. тайнаго совѣтника, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра Е. В. Императора Всероссійскаго, Царя Польскаго, при Свѣтлѣйшемъ Германскомъ Союзѣ, коею утверждается совершенное взаимство для подданныхъ герцогствъ Саксенъ-Мейнингенъ-Гильдбурггаузенъ, подписана нижеподписавшимся съ приложеніемъ печати гербаего.

Франкфуртъ на Майнѣ, 10-го іюля 1834 года.

(М. П.) Графъ Бейстъ.

№ 320.

1835, 20 février (4 mars). Acte de démarcation définitif, conclu avec la Prusse.

Malgré l'entente complète, qui régnait en général sur toutes les questions politiques les plus importantes entre les Cabinets de St.-Pétersbourg et de Berlin, il ne leur en arrivait pas moins d'avoir très souvent un point de vue fort différent sur une question quelconque. Le gouvernement de Berlin manquait en outre de la conséquence et de l'énergie extraordinaires qui distinguaient tous les actes de la diplomatie russe. L'Empereur Nicolas I était le seul et unique guide de la politique russe et ne se soumettait à aucune influence étrangère, tandis que le roi de Prusse, par son caractère personnel d'abord et ensuite par l'organisation intérieure de son royaume, se trouvait dans l'impossibilité de ne pas se laisser influencer par l'opinion publique de son pays et par la position toute particulière qui était faite à la Prusse, au centre de l'Europe.

№ 320.

1835 г., февраля 20-го (марта 4-го). Окончательный демаркаціонный актъ съ Пруссіей.

Несмотря на полное согласіе С.-Петербургскаго и Берлинскаго кабинетовъ по всѣмъ главнѣйшимъ политическимъ вопросамъ, всетаки съ разнородныхъ точекъ зрѣнія разсматривали они весьма часто одинъ и тотъ же вопросъ. Кромѣ того, Берлинскому правительству недоставало той удивительной послѣдовательности и энергіи, которая направляла всѣ дѣйствія русской дипломатіи. Императоръ Николай I былъ единственнымъ руководителемъ русской политики и никакому постороннему вліянію не подчинялся. Прусскій же король, ни по личному характеру, ни по внутреннимъ порядкамъ королевства, не могъ не поддаваться вліянію общественнаго мнѣнія и особеннаго положенія Пруссіи, въ центрѣ Европы.

En effet, à cette époque, tous les soins du gouvernement prussien étaient consacrés à l'amélioration des forces armées d'Allemagne. La Prusse ne cessait pas d'appréhender une attaque de la part de la France, quoiqu'il n'y eut aucun motif sérieux de craindre une éventualité de ce genre.

„Les hommes lesplus marquants ont ici l'idée“,— écrivait de Berlin le baron Maltitz, à la date du 8 (20) août 1831,—„qu'il ne faut risquer une guerre contre la France que lorsqu'elle sera devenue entièrement populaire. Mais comment le deviendra-t-elle? Elle ne le sera que lorsque la France aura occupé les provinces allemandes, situées sur la rive gauche du Rhin, lorsqu'en possession de cet immense avantage, elle menacera déjà l'intérieur de l'Allemagne“.

„Peut-être que même alors“,—ajoutait le chargé d'affaires de Russie,—„il y aura encore assez de voix faibles et perfides qui plaideront la cause d'une paix maintenue à tout prix et aux dépens de l'honneur national. Peut-être que la prévoyance funeste des révolutionnaires d'Allemagne a marqué déjà l'arrivée des Français sur le Rhin, comme le signal dont l'apparition fera éclater sur différents points de l'Allemagne des rébellions semblables à celle, qui a renversé le trône de Charles X“.

Il existe en Prusse „un parti de libéraux, de juifs et de raisonneurs“, qui nourrit une grande sympathie à l'égard de la France et n'a que de la haine pour la Russie. Mais en même temps l'idée est fort répandue en Allemagne que la Prusse est du nombre des Etats „purement monarchiques“, comme l'Autriche et la Russie, où les idées constitutionnelles ne recevront jamais aucune application. Le gouvernement prussien est obligé de montrer une certaine sympathie pour les tendances libérales et démocratiques qui règnent au sein d'une notable partie de la nation allemande. Afin de conserver sa position prédominante en Allemagne, il doit protéger tous les intérêts sages et légaux de ce pays. A ce point de vue, on comprendra l'énergie avec laquelle le gouvernement prussien poursuit son idée d'une Union douanière qui réunirait en eux tous les Etats de l'Allemagne. La solidarité des intérêts matériels servirait de lien à toute la nation allemande et consoliderait sur des bases inébranlables l'influence politique de la Prusse. (Dépêche du baron Maltitz du 31 janvier (12 février) 1832).

И дѣйствительно, въ это именно время заботливость прусскаго правительства была, въ значительной степени, поглощена лучшею организаціею военныхъ силъ Германіи. Пруссія постоянно опасалась нападенія со стороны Франціи, хотя положительныхъ основаній для такихъ опасеній было весьма немного.

„Наиболѣе выдающіеся государственные люди Пруссіи“, писалъ баронъ Мальтицъ 8 (20) августа 1831 года изъ Берлина, „того мнѣнія, что не слѣдуетъ рисковать войною съ Франціею раньше, чѣмъ она сдѣлается вполнѣ популярною. Но когда она сдѣлается популярною? Только съ той минуты, когда Франція заняла бы нѣмецкія земли на лѣвомъ берегу Рейна и когда, владѣя этою превосходною позиціею, она будетъ уже угрожать внутреннимъ областямъ Германіи“.

Но, прибавляетъ русскій повѣренный въ дѣлахъ, „можетъ быть и тогда еще найдется много трусливыхъ и коварныхъ голосовъ, которые будутъ поддерживать миръ во что бы то ни стало и во вредъ національной чести. Можетъ быть преступная прозорливость нѣмецкихъ революціонеровъ уже назначила прибытіе Французовъ на Рейнѣ какъ сигналъ для возбужденія въ различныхъ пунктахъ Германіи бунтовъ на подобіе революціи, опрокинувшей престолъ Карла X“.

Въ Пруссіи существуетъ „партія либераловъ, евреевъ и резоннеровъ“, которая питаетъ большую симпатію къ Франціи и съ ненавистью относится къ Россіи. Но вмѣстѣ съ тѣмъ, въ Германіи весьма распространено мнѣніе, что Пруссія принадлежитъ къ числу такихъ же „чисто-монархическихъ государствъ“, какъ Австрія и Россія, въ которыхъ конституціонныя идеи никогда не получатъ примѣненія. Берлинское правительство должно было относиться съ нѣкоторымъ сочувствіемъ къ либеральнымъ и демократическимъ тенденціямъ, которыя господствовали въ значительной части германскаго народа. Оно должно было, для сохраненія своего первенствующаго положенія въ Германіи, покровительствовать всѣмъ разумнымъ и законнымъ ея интересамъ. Съ этой точки зрѣнія понятна будетъ теорія, съ которою прусское правительство преслѣдовало свою идею объ объединеніи всей Германіи въ одномъ Таможенномъ Союзѣ. Солидарность матеріальныхъ интересовъ должна была связать весь германскій народъ и утвердить политическое вліяніе Пруссіи на самомъ незыблемомъ фундаментѣ. (Депеша бар. Мальтица отъ 31-го января (12-го февраля) 1832 г.).

Plus loin, le mémoire prussien développe l'idée que l'alliance existant entre les trois Puissances du Nord est tellement solide, qu'il est inutile de la sceller par un traité d'alliance formel. Toute alliance de ce genre parviendrait, dans ses traits généraux, à la connaissance de la France et de l'Angleterre, qui cimenteraient alors encore plus l'amitié qui les unit aujourd'hui.

L'Empereur Nicolas I était d'un tout autre avis, qu'il exprima dans les termes suivants en marge du mémoire prussien: „Je ne puis partager cette opinion; si elle avait été *exacte*, la révolution de juillet et plus encore celle de Belgique aurait dû nous trouver *en amis*, pour soutenir les droits de la légitimité et la conservation des créations de 1815; — **j'étais prêt** — cela n'eut pas lieu; la révolution de Pologne éclata, à l'exemple des autres, mais la Providence permit de l'étouffer, comme j'eus le désir de voir étouffer les autres. Tout ce qui se passa en Belgique et entre la France et l'Angleterre me parait démontrer à l'évidence que si le courage de professer hautement la rébellion et le renversement de toute stabilité existe chez ces deux Puissances, le droit et le courage de soutenir le *droit divin* doit exister *chez nous*, qui ne l'avons pas renié; c'est donc dans une alliance solennelle, hautement professée et déclarée, que je vois notre *devoir du moment*, et en lui le salut du monde et la conservation de la paix".

Le roi de Prusse croyait aussi que la conclusion à cette époque d'un traité d'alliance quelconque entre les trois Puissances du Nord ne pourrait avoir que les „conséquences les plus fâcheuses". „Je ne vois pas ces conséquences",— répondait Nicolas I,—„et j'y crois encore moins". Si le roi croyait pouvoir affirmer, que les relations d'alliance unissant la Prusse aux deux gouvernements impériaux, ne formaient pas l'unique garantie de paix, l'Empereur Nicolas I était de l'avis que „chaque jour on s'efforce de persuader à nos trois nations que cette union n'est plus que de nom; il faut par un acte solennel rassurer et éclairer nos peuples".

D'après le memorandum prussien, la meilleure garantie de paix pour l'Allemagne consistait dans l'organisation la plus parfaite des forces militaires de tous les Etats de l'Allemagne en général et de la Prusse en particulier. „Fasse le ciel!"—écrivit l'Empereur Nicolas en regard de cette phrase.

Далѣе прусская записка развиваетъ мысль, что существующій между тремя сѣверными державами союзъ настолько проченъ, что нѣтъ надобности подтверждать его какимъ нибудь формальнымъ союзнымъ договоромъ. Такой договоръ навѣрное сдѣлался бы, въ общихъ чертахъ, извѣстнымъ Франціи и Англіи, которыя вслѣдствіе этого еще болѣе укрѣпили бы соединяющую ихъ дружбу.

Императоръ Николай I былъ совершенно другого мнѣнія, которое онъ выразилъ, въ слѣдующихъ словахъ, на полѣ прусской записки: „Я не могу раздѣлить этого мнѣнія; еслибъ оно было *основательно*, іюльская революція, а еще болѣе революція бельгійская должны были застать насъ *друзьями*, готовыми поддерживать права *законности* и сохраненіе твореній 1815 года. **Я былъ готовъ** (въ подл.),—но этого не было; возникло польское возстаніе по примѣру другихъ, но Провидѣніе позволило его усмирить какъ я желалъ бы видѣть усмиренными другія революціи. Все что происходило въ Бельгіи и между Франціей и Англіей казалось бы доказало очевиднымъ образомъ, что если у этихъ двухъ державъ существуетъ мужество открыто провозглашать революцію и сокрушеніе всего установившагося; — *у насъ* должны быть право и мужество поддерживать *право божественное*, отъ котораго мы не отреклись. Вотъ почему въ *настоящее время нашъ долгъ* заключить новый и торжественный союзъ и провозгласить его открыто. Въ немъ—спасеніе міра и сохраненіе мира".

Король прусскій также полагалъ, что если между тремя сѣверными державами будетъ теперь заключенъ какой-нибудь союзный трактатъ, то отъ него можно ожидать только самыхъ „прискорбныхъ послѣдствій". „Я не вижу этихъ послѣдствій", возразилъ Николай I, „и еще меньше вѣрю я въ нихъ". Если король полагалъ возможнымъ утверждать, что гарантію мира составляютъ не только союзныя отношенія, соединяющія Пруссію съ двумя императорскими правительствами, то, по мнѣнію, Николая I „каждый день стараются убѣдить наши три народа въ томъ, что отъ этого союза осталось только одно названіе и потому нужно торжественнымъ актомъ увѣрить и просвѣтить народы".

Гарантіею мира для Германіи должна была служить, по словамъ прусскаго меморандума, лучшая организація военныхъ силъ всѣхъ германскихъ государствъ вообще и Пруссіи въ особенности. „Дай Богъ!" написалъ Императоръ Николай I противъ этихъ словъ,

Le Cabinet de Berlin, du reste, ne manquait jamais de faire ressortir sa situation centrale chaque fois qu'il lui fallait expliquer les concessions perpétuelles qu'il faisait à la France et à l'Angleterre — soit dans la question belge, soit en général à l'égard de Louis-Philippe. Quand le roi de Prusse consentit à signer la convention de Londres de 1831, malgré l'avis contraire de ses deux alliés, l'Empereur de Russie et l'Empereur d'Autriche, il expliqua sa décision par le danger qui menaçait la Prusse de la part des Puissances maritimes. Plus tard, il trouva même une autre excuse: le roi des Pays-Bas ayant renoncé de lui-même aux provinces belges, „les alliés", — disait-il, — „rentrent dans leurs droits primitifs et sont appelés à statuer de nouveau sur le sort futur des provinces belges, à tâcher de résoudre le problème en question de manière à concilier avec les droits du roi des Pays-Bas et les prétentions des Belges les intérêts généraux de l'Europe". (Extrait d'une lettre du roi de Prusse à Nicolas I, en date du 1 (13) janvier 1832).

L'Empereur Nicolas fit en marge de l'explication qui précède la juste observation que voici: „En admettant ce principe, il ne faudrait plus *du tout* se soucier de l'assentiment du roi des Pays-Pas et établir de fait tel ordre qu'il conviendrait aux cinq Puissances seules entre elles".

Tout en s'étant ouvertement séparé dans la question belge des deux Cours impériales, le Cabinet de Berlin n'en cessait pas moins de protester de sa complète entente avec la Russie et l'Autriche. „L'union entre les trois puissances continentales",—disait un memorandum prussien du 21 janvier 1833,—„est tellement incohérente au caractère des trois Souverains, à l'identité de leurs principes, à la fusion de leurs intérêts, à leurs besoins, comme à leurs inclinations, qu'il est impossible de la considérer autrement *qu'indissoluble*. Cette union ne peut ni gagner, ni perdre en solidité; son activité, son application, ses effets dépendent, il est vrai, des circonstances, mais elle-même en est entièrement indépendante".

L'Empereur Nicolas I, ayant souligné ces derniers mots, écrivit en regard ce qui suit: „Il me paraît que les circonstances ne peuvent amener aucune différence dans la manière de les envisager, en coordonnant cette opinion avec les principes qui font la base de notre union intime; l'application de ces principes est toute tracée; elle repose dans notre droit et dans notre dignité".

Въ особе
ство—на це
ралъ Берли
свои посто
какъ въ Бе
въ отношеніи
скій согласе
цію 1831 го
союзниковъ
Австрійскаг
ступокъ опе
сіи отъ мо
было найде
какъ самъ н
бельгійскихъ
въ свои пе
снова опред
провинцій и
ный вопрос
вать съ пр
претензіями
ропы". (Изъ
колаю I от
Противъ
поставилъ с
дя изъ этог
добности
ландскаго,
вить тако
угоденъ бу
Хотя Б
отдѣлился
въ Бельги
валъ до
сіе. „Сою
доказыва
21-го янв
ственъ х
ности их
совъ, их
нельзя н
не мож
ея; его
ствія,
самъ с
Имп
нія сл
„Мнѣ
стоян
образ
мнѣні
ваніе
прин
ся на

la Russie a combattu, versé son sang et remporté la victoire pour elles et avec elles". La Prusse enfin „s'adressera à son magnanime Souverain pour concerter avec lui, pour préparer, régler et exécuter tout ce que commandera le but à atteindre en commun".

En regard de ce passage du mémoire prussien, l'Empereur Nicolas écrivit les paroles suivantes: „J'ai à répondre en revanche à cette flatteuse et noble confiance que la Russie sera toujours prête à voler *avec tous ses moyens* au secours de son ancien et fidèle allié; mais ce sera aussi longtemps *qu'un même principe* guidera les deux nations".

Toutefois, si la Prusse avait pleinement le droit de compter sur le concours de la Russie à titre d'alliée, en cas d'attaque de la part de la France, elle ne pouvait pas oublier sa position géographique, grâce à laquelle, elle devait subir avant tout les terribles conséquences d'une invasion par l'ennemi. C'est en vertu de ces considérations que le roi de Prusse se réserva le droit de fixer le moment quand la guerre devrait commencer. Enfin, d'après le mémoire de janvier, on ne pouvait pas faire un crime à la Prusse de s'efforcer d'empêcher la guerre d'éclater, en cherchant à entretenir des relations pacifiques avec la France et l'Angleterre.

„Le Roi de Prusse",—dit le mémoire en question,—„a donné à l'Empereur tant de preuves de ses principes et de ses sentiments que ce dernier ne saurait nourrir un instant des doutes sérieux sur les motifs qui guident les actions et la conduite du Roi".

En regard de cette phrase, l'Empereur Nicolas mit les remarquables paroles suivantes: „Le Roi connait mes sentiments pour lui; ils font depuis 20 ans ma vie et mon bonheur; c'est *mon père* et je suis *son fils;* voilà dans un seul mot tout ce que je puis lui exprimer de plus fort et de plus sincère".

Toutefois, l'Empereur n'en resta pas moins de l'avis qu'il était nécessaire de définir d'une manière précise le plan d'action en commun contre la France, et d'arrêter, avec beaucoup plus d'exactitude, les devoirs réciproques des Puissances alliées.

„En résumé",—disait l'Empereur en concluant ses observations sur le mémoire prussien de 1833,—„je crois toujours devoir revenir sur la nécessité d'une *entente militaire préalable,* non pour convenir d'un plan de campagne, impossible

ройствомъ Россія сражалась, проливала свою кровь и побѣждала за нихъ и съ ними". Пруссія въ особенности „будетъ обращаться къ великодушному Государю (Россіи), чтобъ согласиться съ нимъ и подготовить, опредѣлить и исполнить все, чего потребуетъ цѣль, которую надлежитъ достигнуть общими силами".

Противъ этихъ словъ прусской записки Императоръ Николай I написалъ слѣдующія слова: „Я отвѣчу на такое лестное и благородное довѣріе, что Россія всегда будетъ готова поспѣшить *всеми своими силами* на помощь своему старому и вѣрному союзнику. Но это будетъ только до тѣхъ поръ, пока *одинъ и тотъ же принципъ* будетъ управлять обоими народами".

Однако, если Пруссія имѣла полное право разсчитывать на союзную помощь Россіи, въ случаѣ нападенія со стороны Франціи, то, съ другой стороны, она не должна была забыть свое географическое положеніе, благодаря которому она, прежде всего, должна подвергнуться всѣмъ ужаснымъ послѣдствіямъ непріятельскаго вторженія. Въ виду этихъ соображеній, прусскій король оставляетъ за собою право опредѣлить моментъ, когда война должна начаться. Согласно январьскому меморандуму нельзя поставить Пруссіи въ вину, если она старается предупредить возникновеніе войны, посредствомъ поддержанія мирныхъ сношеній и обмѣна мыслей съ Франціей и Англіей.

„Король прусскій", говорится въ меморандумѣ", далъ Императору столько доказательствъ своихъ принциповъ и чувствъ, что послѣдній не можетъ питать ни одной минуты серьозныхъ сомнѣній насчетъ побужденій, руководящихъ дѣйствіями и поведеніемъ короля".

Противъ этихъ словъ Государь написалъ слѣдующія замѣчательныя слова: „Король знаетъ мои къ нему чувства; они составляютъ въ продолженіи двадцати лѣтъ мою жизнь и мое счастіе; онъ *мой отецъ* и *я его сынъ*. Вотъ въ одномъ словѣ все, что я могу сказать ему наиболѣе сильнаго и наиболѣе искренняго".

Наконецъ, Государь всетаки остался при своемъ мнѣніи, что необходимо точнѣе опредѣлить планъ общихъ дѣйствій противъ Франціи и установить, болѣе точнымъ образомъ, взаимныя обязанности союзныхъ державъ.

„Въ концѣ концовъ", окончилъ Государь свои замѣчанія на прусскую записку 1833 года, „я считаю нужнымъ постоянно возвращаться къ необходимости *предварительнаго военнаго соглашенія*, не съ цѣлью согласиться на счетъ

, quand on n'a pas d'objet devant les yeux, our faciliter le cas échéant l'entrée d'une de 200 m. hommes dans un pays étranger, du centre de la Russie de plus de 400 —opération qui exige impérieusement des aisons faites avec toute la prudence pos- ; non avec la hâte qui résulterait immanent, si tout était remis au dernier mo-

плана кампаніи, котораго нельзя составить, не имѣя предъ собою непріятеля; но для того, чтобъ облегчить, въ случаѣ надобности, вступленіе арміи въ 200.000 человѣкъ въ чужую землю, отдаленную болѣе чѣмъ на 400 миль отъ центра Россіи. Это операція, требующая настоятельнымъ образомъ соображеній, сдѣланныхъ со всею возможною осторожностью и не съ поспѣшностью, которая навѣрно имѣла бы мѣсто, еслибъ все было отложено до послѣдней минуты".

écision prise par l'Empereur Nicolas I as permettre à l'Angleterre et à la France oser à leur guise des provinces belges, ıulait non-seulement par les déclarations . Berlin et à Vienne, mais par une pro- ı de prendre des mesures effectives contre ıx grandes Puissances. Quand les troupes ses durent entrer en Belgique, l'Empereur , immédiatement à ses alliés de signer ıvention, en vertu de laquelle les troupes ınes devaient, le cas échéant, occuper, au s trois Puissances du Nord, Limbourg et d duché de Luxembourg. Le projet de ɔnvention fut communiqué au Cabinet de (Dépêche du comte Nesselrode à Ribeau- du 3 novembre 1832).

ıois de mars 1833 fut signé à Berlin le onclu entre la Russie, l'Autriche et la qui définissait, comme on le sait, le plan ı générale des trois Puissances alliées. e IV, I partie, № 134).

ré cette entente, la politique du Cabinet in ne s'en distinguait pas moins par une imité et par une hésitation évidentes. La avait peur de tout mais, en même temps, ıe désistait pas du désir de jouer le rôle ·ande Puissance européenne. Ainsi, le mi- es affaires étrangères de Prusse, M. d'An- ıe cessait de revenir, dans ses entretiens ministre de Russie, à son idée favorite entrer à Berlin toutes les négociations tiques qui avaient lieu, par rapport à la ı belge, entre les plénipotentiaires de le Prusse et d'Autriche. M. de Ribeaupierre ersuadé qu'Ancillon était „l'homme du le moins propre à présider une réunion tique dont les résolutions devraient être 'omptes qu'énergiques". Ribeaupierre ne ıit pas toutefois la proposition du mi- russien, mais il ajoutait qu'une confé- ɔ ce genre, réunie à Berlin, ne serait vrai- ile que dans le cas, où elle siégerait

Рѣшимость Императора Николая I не дозволять Англіи и Франціи распоряжаться по усмотрѣнію бельгійскими провинціями выражалась не только въ заявленіяхъ, сдѣланныхъ въ Берлинѣ и Вѣнѣ, но также въ предложеніи положительныхъ мѣръ противъ этихъ великихъ державъ. Когда французскія войска должны были вступить въ Бельгію, Государь немедленно предложилъ своимъ союзникамъ подписать конвенцію, въ силу которой прусскія войска должны, въ такомъ случаѣ, занять, именемъ трехъ сѣверныхъ державъ, Лимбургъ и великое герцогство Люксембургское. Проектъ конвенціи былъ сообщенъ Берлинскому кабинету. (Депеша гр. Нессельроде къ Рибопьеру отъ 3-го ноября 1832 года).

Въ мартѣ 1833 года состоялось въ Берлинѣ подписаніе извѣстнаго соглашенія между Россіей, Австріей и Пруссіей, которымъ былъ установленъ общій планъ дѣйствій трехъ союзныхъ державъ. (См. томъ IV, часть I, № 134).

Но, несмотря на это соглашеніе, всетаки политика Берлинскаго кабинета отличалась явною боязливостью и нерѣшительностью. Пруссія всего боялась; но въ то же время не отказывалась отъ желанія играть роль великой европейской державы. Такъ прусскій Министръ Иностранныхъ Дѣлъ Ансильонъ неоднократно возвращался, въ разговорахъ съ русскимъ посланникомъ, къ любимой своей мысли, чтобъ въ Берлинѣ было сосредоточеніе всѣхъ дипломатическихъ переговоровъ по Бельгійскому вопросу между уполномоченными Россіи, Пруссіи и Австріи. Рибопьеръ былъ того убѣжденія, что Ансильонъ „человѣкъ наименѣе въ мірѣ способный, чтобъ предсѣдательствовать въ дипломатическомъ собраніи, рѣшенія котораго должны быть настолько же скоры, насколько энергичны". Рибопьеръ, однако, соглашался на предложеніе прусскаго министра, прибавляя только, что подобная конференція въ Берлинѣ принесетъ надлежащую пользу лишь

ouvertement et où ses décisions seraient immédiatement portées à la connaissance générale.

M. d'Ancillon, effrayé de ce qui précède, répondit au ministre qu'il ne voulait pas du tout faire croire aux autres Puissances qu'une coalition avait été conclue contre elles à Berlin. Aussi, lui demanda-t-il le secret le plus absolu à ce sujet. (Dépêche de Ribeaupierre du 4 (16) décembre 1832).

L'Empereur Nicolas I chargea toutefois M. de Ribeaupierre de déclarer à M. d'Ancillon qu'il consentait à la concentration à Berlin des négociations relatives à la Belgique. Il ne faisait du reste cette concession à l'ambition du ministre prussien, parcequ'il était persuadé d'avance que le gouvernement prussien lui-même ne voudrait pas en profiter. L'Empereur, en agissant ainsi, se proposait en même temps de se garantir le bon vouloir de la Prusse pour une concession du même genre dans l'avenir.

Quand, par exemple en 1833, le Sultan demanda à l'Empereur Nicolas de lui prêter son concours contre Méhémet-Ali, Ribeaupierre fut chargé de déclarer au Cabinet de Berlin que l'Empereur espérait que la Prusse s'empresserait de se porter garante de la pureté et de l'honnêteté de ses intentions, comme elle l'avait fait déjà en 1828. „Notre Auguste Monarque", — écrivait le vice-chancelier à Ribeaupierre le 15 février 1833,—„a la conscience, d'avoir pleinenement justifié alors la confiance, que S. M. le Roi de Prusse plaçait dans la loyauté de sa politique".

M. de Ribeaupierre posa à M. d'Ancillon et au prince Wittgenstein la question suivante: que pensent-ils au sujet de la situation de la Prusse, dans le cas d'une guerre de la Russie avec l'Angleterre en Orient? Les deux ministres prussiens répondirent fort évasivement et le ministre de Russie en conclut, que la Prusse garderait une „neutralité absolument passive". Ancillon démontrait qu'une guerre entre la Russie et l'Angleterre ne pouvait être qu'une guerre maritime, à laquelle la Prusse ne pouvait prendre aucune part, parcequ'elle n'a pas de flotte militaire. En général, notre ministre laissait entender qu'il était bon de ne pas trop se fier „à l'énergie et à la bienveillance" des personnes qui entourent le roi. Rien ne pourrait être mieux que si l'Empereur s'adressait directement au roi pour lui poser la même question. (Dépêche de Ribeaupierre du 3 (15) décembre 1833).

въ томъ случаѣ, если она будетъ засѣдать открыто и если ея рѣшенія немедленно будутъ доведены до всеобщаго свѣдѣнія.

Тогда Ансильонъ испугался и сказалъ, что онъ нисколько не желалъ навести другія державы на мысль, что въ Берлинѣ заключена коалиція противъ нихъ. Поэтому онъ настаивалъ на сохраненіи глубочайшей тайны. (Депеша Рибопьера отъ 4-го (16-го) декабря 1832 года).

Но Императоръ Николай I всетаки поручилъ Рибопьеру заявить Ансильону о согласіи его сосредоточить въ Берлинѣ переговоры по Бельгійскому дѣлу. Эту уступку онъ сдѣлалъ тщеславію прусскаго министра, съ одной стороны, потому что впередъ зналъ, что самое прусское правительство не пожелаетъ ею воспользоваться. Съ другой же стороны, Государь находилъ нужнымъ обезпечить за собою уступчивость Берлинскаго кабинета на будущее время.

Когда, напримѣръ, въ 1833 году султанъ просилъ помощи у Императора Николая I противъ Мегемета-Али, Рибопьеру было поручено заявить Берлинскому кабинету, что Государь надѣется, что Пруссія не замедлитъ сдѣлаться поручительницею чистоты и безкорыстія намѣреній его, какъ она это сдѣлала въ 1828 году. „Нашъ августѣйшій Государь", писалъ вице-канцлеръ 15-го февраля 1833 года Рибопьеру, „добросовѣстнымъ образомъ убѣжденъ, что онъ тогда вполнѣ оправдалъ довѣріе Е. В. Короля Прусскаго, съ которымъ онъ относился къ честности его политики".

Рибопьеръ поставилъ Ансильону и князю Витгенштейну вопросъ: что они думаютъ насчетъ положенія Пруссіи, въ случаѣ войны Россіи съ Англіей на Востокѣ? Оба прусскіе министра отвѣтили весьма уклончиво и посланникъ пришелъ къ заключенію, что Пруссія сохранитъ вполнѣ „пассивный нейтралитетъ". Ансильонъ доказывалъ, что война Россіи съ Англіей можетъ быть только морскою войною въ которой Пруссія никакого участія принять не можетъ, потому что не имѣетъ военнаго флота. Вообще посланникъ совѣтовалъ не слишкомъ полагаться на „энергію и благосклонность" лицъ, окружающихъ короля. Лучше всего, если Государь лично обратится къ королю съ поставленнымъ вопросомъ. (Депеша Рибопьера отъ 3-го (15-го) декабря 1833 года).

moment même où ces pourparlers diplo-
nes s'échangeaient entre St.-Pétersbourg et
, les gouvernements russe et prussien ter-
ent la rédaction du nouvel acte de démar-
, qui fut signé à Berlin, par M. de Ribeau-
et par M. d'Ancillon.

Въ то время, когда между С.-Петербургомъ и Берлиномъ происходили вышеприведенные дипломатическіе переговоры, коммиссары, назначенные русскимъ и прусскимъ правительствами, составляли новый демаркаціонный актъ, который былъ подписанъ Рибопьеромъ и Ансильономъ.

M. l'Empereur de toutes les Rus-
Roi de Pologne, et S. M. le Roi
russe ayant résolu de terminer par
cord à l'amiable les différends terri-
ux qui existent sur la frontière entre
logne et la Silésie, et de faire tracer
terminer définitivement la frontière
sépare les deux pays, ont nommé
leurs plénipotentiaires, savoir:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій и Е. В. Король Прусскій, возымѣвъ намѣреніе положить конецъ, посредствомъ дружественнаго соглашенія, земельнымъ спорамъ по границѣ между Польшей и Силезіей и сдѣлать распоряженіе о проведеніи и окончательномъ опредѣленіи границы, раздѣляющей эти области, назначили своими уполномоченными, а именно:

M. l'Empereur de toutes les Rus-
Roi de Pologne,
sieur Alexandre de Ribeaupierre,
Conseiller privé actuel, chambellan,
yé extraordinaire et ministre plé-
entiaire près S. M. le Roi de
se et près S. A. R. M. le Grand
de Mecklembourg-Schwerin, che-
r grand croix des ordres de St.-Ale-
re Newsky, en diamants, de St.-Wla-
de la 2-me classe,

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій,

Александра Рибопьера, Своего дѣйствительнаго тайнаго совѣтника, дѣйствительнаго каммергера, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Королѣ Прусскомъ и Е. К. Высочествѣ Государѣ Великомъ Герцогѣ Мекленбургъ-Шверинскомъ, кавалера орденовъ Св. Александра Невскаго, бриллiантами украшеннаго, Св. Владиміра второй степени и пр.,

S. M. le Roi de Prusse:
sieur Frédéric Ancillon, son Mi-
d'Etat et du Cabinet, chevalier
ordre de l'Aigle Rouge de la pre-
classe et de celui de la croix de
e Prusse de la seconde classe.
squels, après avoir échangé leurs
pouvoirs, trouvés en bonne et dûe
, pris connaissance du travail pré-
oire et entendu conjointement les
rts des commissaires nommés ad
avoir de la part de la Pologne: le

а Е. В. Король Прусскій:

Фридриха Ансильона, своего государственнаго и кабинетнаго министра, кавалера орденовъ: Краснаго Орла первой степени и прусскаго Желѣзнаго Креста второй степени и пр.,

кои, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащемъ порядкѣ, и освѣдомясь о подготовительныхъ работахъ и выслушавъ совмѣстно рапорты назначенныхъ для сего коммисаровъ, а именно: отъ Польши—Викентія Прад-

sieur Vincent de Pradzynski et de la part de la Prusse: le sieur Jean Ferdinand Neigebaur, conseiller intime de justice; considérant que la commission, nommée en 1808 pour fixer les limites entre le Duché de Varsovie et les Etats prussiens, n'a pas déterminé la frontière sur tous les points où des territoires étaient réclamés d'une part ou de l'autre; considérant que toutes les mesures prises par les gouvernements des deux pays à diverses époques pour mettre fin à des réclamations continuelles (dont quelques unes remontent au 14-me et 15 siècle) n'ont amené aucun résultat définitif et que le traité conclu à Vienne le 21 avril (3 mai) 1815 n'a tracé que la frontière entre le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Posen; ayant enfin examiné les réclamations et pièces justificatives présentées de part et d'autre, et discuté les différentes questions et argumens, sont convenus des articles suivans:

Article I.

Les dispositions du présent traité détermineront la frontière entre la Pologne et la Silésie, à partir de l'endroit où cette frontière touche celle du Grand Duché de Posen, telle qu'elle a été définie par le traité, conclu à Varsovie entre la Russie et la Prusse le 12 (24) avril 1823, jusqu'à celui où elle touche la frontière de la république de Cracovie, telle que cette dernière a été déterminée par le Recès de Vienne du 21 avril (3 mai) 1815.

зинскаго и отъ Пруссіи — тайнаго совѣтника юстиціи Іоганна Фердинанда Нейгебауера; принявъ въ соображеніе, что коммисія, назначенная въ 1808 г. для установленія границъ между Варшавскимъ герцогствомъ и прусскими владѣніями, не опредѣлила границы на всѣхъ пунктахъ, гдѣ были заявлены требованія на земли съ той и другой стороны; принявъ также въ соображеніе, что всѣ мѣры, принятыя обоими правительствами въ разныя времена для окончанія давнихъ споровъ (изъ коихъ нѣкоторые восходятъ къ 14 и 15 вѣкамъ), не привели ни къ какому рѣшительному результату и что заключеннымъ въ Вѣнѣ 21 апрѣля (3 мая) 1815 г. трактатомъ опредѣлена лишь граница между Царствомъ Польскимъ и Великимъ Герцогствомъ Познанскимъ; наконецъ, войдя въ разсмотрѣніе требованій и представленныхъ той и другой стороной оправдательныхъ документовъ, равно и обсудивъ разнаго рода вопросы и доказательства, согласились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Постановленіями настоящаго трактата будетъ опредѣлена граница между Польшей и Силезіей, начиная отъ того мѣста, гдѣ она соприкасается съ границей Великаго Герцогства Познанскаго, какъ таковая установлена въ трактатѣ, заключенномъ между Россіей и Пруссіей въ Варшавѣ 12 (24) апрѣля 1823 года, и кончая мѣстомъ, гдѣ она примыкаетъ къ границѣ Краковской республики, какъ опредѣлена эта граница Вѣнскимъ соглашеніемъ 21 апрѣля (3 мая) 1815 года.

Article II.

La frontière déjà marquée sur toute cette ligne par des poteaux plantés en 1808, sera maintenue d'après les procès-verbaux et d'après les plans signés par les commissaires, général Kosinski et comte de Dankelmann, et quant aux lacunes qui n'ont point été délimitées à cette époque, la frontière sera tracée comme suit.

Article III.

Entre le village polonais de Chroscin et le village silésien de Kostau, en partant du point où les derniers poteaux entre le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Posen étaient plantés en 1823, la frontière entre la Pologne et la Silésie suivra le Thalweg de la Prosna, en la remontant et en laissant à la Silésie une prairie, située sur la rive gauche de la Prosna et possédée par le village silésien de Kostau, prairie qui a été en contestation.

Article IV.

Entre Chroscin, village polonais et Neudorff (Ciecierzin) village silésien, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Prosna, de manière que les deux prairies contestées entre les villages de Chroszin et de Neudorff, nommées Sterki et Pastviska ou Partwy, situées sur la rive gauche, resteront sous la domination prussienne.

Article V.

Entre Gole (Pologne) et Golkowitz (Silésie) le Thalweg de la Prosna, sur

Статья II.

На всемъ этомъ протяженіи будетъ оставлена безъ измѣненій та граница, которая уже обозначена поставленными въ 1808 г. столбами, согласно протоколамъ и планамъ, подписаннымъ коммисарами генераломъ Косинскимъ и графомъ Данкельманомъ; что же касается промежуточныхъ мѣстъ, въ то время не разграниченныхъ, то граничная линія оныхъ будетъ идти въ нижеслѣдующемъ направленіи.

Статья III.

Между польскимъ селеніемъ Хросциномъ и силезскимъ селеніемъ Коштау, начиная отъ того мѣста, гдѣ были поставлены въ 1823 послѣдніе столбы между Царствомъ Польскимъ и Великимъ Герцогствомъ Познанскимъ, граница между Польшею и Силезіей пойдетъ по тальвегу Просны въ верхъ по ея теченію, оставляя въ Силезіи лежащее на лѣвомъ берегу Просны луговое мѣсто, принадлежащее силезскому селенію Коштау и бывшее спорнымъ.

Статья IV.

Между польскимъ селеніемъ Хросциномъ и силезскимъ селеніемъ Нейдорфомъ (Цѣцѣрзинъ) пограничная линія будетъ идти по тальвегу Просны, при чемъ два спорныхъ между селеніями Хросциномъ и Нейдорфомъ луга, называемые Стерки и Паствиска или Партвы, которые лежатъ на лѣвомъ берегу, останутся во владѣніи Пруссіи.

Статья V.

Между Голой (Польша) и Голковицемъ (Силезія) границею будетъ таль-

lequel est situé le moulin de Gole, est reconnu comme frontière, et les prairies en litige à présent, situées sur la gauche de cette rivière, resteront sous la domination prussienne, à l'exception d'une petite île, possédée maintenant par le village de Gole, laquelle restera sous la domination polonaise.

Article VI.

Entre les villages polonais de Gole et de Woycin et le village silésien de Golkowitz, ainsi que la ville silésienne de Pitschen, la frontière suivra les traces d'un ancien lit de la Prosna, en laissant sous la domination prussienne la prairie, possédée par le nommé Nibisch, de même, que la prairie appartenant à la maison du garde-forêt de la ville de Pitschen.

Article VII.

Entre le village polonais de Woycin et la ville silésienne de Pitschen, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Prosna, sur lequel est situé le moulin de Woycin, de sorte que les prairies en contestation jusqu'à présent, situées sur la rive gauche, resteront sous la souveraineté da la Prusse.

Par contre le gouvernement de Prusse payera à celui de Pologne une somme de 3.480 écus de Prusse, formée par la capitalisation de la moitié du produit de la fénaison annuelle de ces prairies. Ce payment sera effectuée à Berlin six semaines après l'échange des ratifications du présent Traité, par le plénipotentiaire de S. M. Prussienne, contre un acte de cession, en vertu duquel le domaine de Woycin abandonnera au fisc de S. M. Prussienne les droits invoqués jusqu'à

вегъ Просны, на коемъ находится мельница Голы; спорные нынѣ луга на лѣвомъ берегу этой рѣки останутся въ прусскомъ владѣніи, за исключеніемъ маленькаго острова, принадлежащаго въ настоящее время селенію Голѣ, который останется въ польскомъ владѣніи.

Статья VI.

Между польскими селеніями Голой и Войциномъ и силезскимъ селеніемъ Гольковицемъ и городомъ Питшеномъ граница будетъ идти по старому руслу Просны, оставляя въ прусскомъ владѣніи лугъ, принадлежащій нѣкоему Нибишу, равно и лугъ, принадлежащій дому лѣсной стражи города Питшена.

Статья VII.

Между польскимъ селеніемъ Войциномъ и силезскимъ городомъ Питшеномъ граничная черта пойдетъ по тальвегу Просны, на которомъ находится Войцинская мельница, причемъ лежащіе на лѣвомъ берегу спорные луга останутся въ прусскомъ владѣніи.

Взамѣнъ сего, Прусское правительство уплатитъ Польскому 3.480 прусскихъ талеровъ, которые составляютъ капитализованную половину стоимости ежегоднаго покоса на этихъ лугахъ. Эта сумма будетъ уплачена въ Берлинѣ черезъ шесть недѣль по размѣнѣ ратификацій сего трактата уполномоченнымъ Его Прусскаго Величества одновременно съ актомъ передачи, въ силу коего Войцинское помѣстье уступитъ въ пользу прусской казны всѣ

présent par ce domaine sur les prairies en question.

права, до настоящаго времени принадлежавшія этому помѣстью на упомянутые луга.

Article VIII.

Entre le village de Lubnice (Pologne) et le village de Pollanowitz (Silésie) la frontière remontera la Prosna et nommément le bras qui se trouve du côté de la Pologne sur la ligne de la possession actuelle, et les prairies litigieuses resteront sous la domination prussienne.

Статья VIII.

Между селеніемъ Любнице (въ Польшѣ) и селеніемъ Полляновицъ (въ Силезіи) граница пойдетъ въ верхъ по Проснѣ, а именно по рукаву, который находится на польской сторонѣ, по чертѣ нынѣшняго владѣнія, оставляя спорные луга во владѣніи Пруссіи.

Article IX.

Entre le village polonais de Mokrsko (Krolewska Grobla) et le village silésien d'Uschütz la frontière suivra la Prosna, en remontant cette rivière jusqu'au point où commencent les biensfonds appartenant au moulin de Krolewska Grobla, et de ce point la frontière, en abandonnant le Thalweg de la Prosna, suivra la ligne de la démarcation entre les propriétés particulières, laissant les terres du dit moulin sous la domination polonaise et les terres en possession du village d'Uschütz sous la domination prussienne, jusqu'à l'ancienne route de Mokrsko à Uschütz et jusqu'au point placé sur le fossé de la papéterie du dit Uschütz. La ligne de démarcation suivra ce fossé jusqu'à la digue du Krolewska Grobla ou du Königsdamm; de là la ligne de frontière, abandonnant ce fossé, suivra la limite des possessions particulières entre Krolewska Grobla et Uschütz jusqu'au point où commencent les prairies de Seichwitz, village silésien.

Статья IX.

Между польскимъ селеніемъ Мокрско (Кролевская Гробла) и силезскимъ селеніемъ Ушюцъ граница пойдетъ по Проснѣ, въ верхъ по этой рѣкѣ, до мѣста, гдѣ начинаются имѣнія, принадлежащія мельницѣ Кролевской Гроблы, а отъ этого мѣста, оставя тальвегъ Просны, граница пойдетъ по чертѣ, отдѣляющей частныя имѣнія, такъ что земли упомянутой мельницы останутся въ польскомъ владѣніи, а земли селенія Ушюца во владѣніи прусскомъ, до старой дороги изъ Мокрско въ Ушюцъ и до мѣста на канавѣ бумажной фабрики Ушюца. Пограничная черта пойдетъ по этой канавѣ до плотины Кролевской Гроблы или Кенигсдамма; отсюда, оставя эту канаву, пойдетъ по границѣ частныхъ владѣній между Кролевской Гроблой и Ушюцемъ до мѣста, гдѣ начинаются луга силезскаго селенія Сейхвицъ.

Article X.

Entre le village polonais de Wroblew et le village silésien de Nieder-Seichwitz

Статья X.

Между польскимъ селеніемъ Вроблевомъ и силезскимъ селеніемъ Нидеръ-

(nizsze-Zdziechowice) une prairie, située entre les deux bras de la Prosna, en possession de Nieder-Seichwitz, restera sous la souveraineté de la Prusse, et la ligne de démarcation remontera le Thalweg du bras de la Prosna, qui fait les limites de la possession particulière actuelle, jusqu'à un îlot près le moulin de Kick, réclamé par le propriétaire de ce moulin; de là abandonnant cet îlot à la Pologne, la frontière suit le canal du côté de la Prusse. De là la ligne de démarcation rentre dans le Thalweg de la Prosna jusqu'au dit moulin, et puis abandonnant également à la Pologne une île, située vis-à-vis du moulin, elle suit le canal principal qui entoure les deux parties de cette île, rentre dans le Thalweg près le poteau de frontière, planté l'an 1808.

Зейхвицъ (ниже-Здзеховице) лугъ между двумя рукавами Просны, принадлежащій Нидеръ-Зейхвицу, останется въ прусскомъ владѣніи, пограничная же линія пойдетъ въ верхъ по тальвегу рукава Просны, образующаго границу нынѣшняго частнаго имѣнія, до островка у мельницы Кикъ, на который заявляетъ права собственникъ этой мельницы; отсюда, оставляя упомянутый островокъ въ Польшѣ, граница будетъ идти по каналу на прусской сторонѣ. Отъ этого мѣста пограничная черта войдетъ опять въ тальвегъ Просны и дойдетъ до упомянутой мельницы; засимъ, оставляя въ Польшѣ же островъ, лежащій насупротивъ мельницы, она направляется по главному каналу, обходящему этотъ островъ, и входитъ въ тальвегъ у пограничнаго столба, поставленнаго въ 1808 году.

Article XI.

Entre le village polonais de Przedmosć et le village silésien d'Ober-Seichwitz, la frontière suivra un ancien cours de la Prosna jusqu'au point où il touche la limite des propriétés particulières entre Ober-Seichwitz et Przedmosć, de ce point la frontière suivra la dite limite jusqu'au point où elle atteint le Thalweg de la Prosna, de sorte que trois prairies, réclamées par la Prusse, resteront à la Pologne et une prairie, possédée par le village de Seichwitz restera sous la domination prussienne.

Статья XI.

Между польскимъ селеніемъ Пржедмощемъ и силезскимп селеніемъ Оберъ-Зейхвицемъ, граница пойдетъ по старому теченію Просны до мѣста, гдѣ оно сходится съ граничной чертой частныхъ имѣній между Оберъ-Зейхвицемъ и Пржедмощемъ; отъ этого мѣста граница пойдетъ по сказанной чертѣ до мѣста, гдѣ сойдется съ тальвегомъ Просны, такъ что три луга, на которые заявляетъ требованія Пруссія, останутся въ Польшѣ; лугъ же, принадлежащій селенію Зейхвицъ, останется въ прусскомъ владѣніи.

Article XII.

Entre la ville polonaise de Praschke (Praszka) et le village silésien de Krzyzan-

Статья XII.

Между польскимъ городомъ Прашке (Пражка) и селеніемъ силезскимъ

ce la frontière, en remontant la na, suivra le Thalweg par l'écluse ı digue de l'étang de la ville de chke, laissant en Silésie un petit rage possédé maintenant par Pras-, ainsi que la forme de Zawisno. partant de l'écluse, la ligne de dé-ation passera par l'étang pour re-re le Thalweg de la Prosna, lais-les prairies possédées par Pras-à la Pologne et les prairies possé-par Krzyzankovice à la Prusse.

Кржызанковице граница, подымаясь по Проснѣ, пойдетъ по тальвегу шлюзомъ плотины городской запруды Прашке, оставляя въ Силезіи небольшой выгонъ, принадлежащій въ настоящее время Прашке, а также кузницу Завизно. Отъ шлюза пограничная черта пройдетъ по запрудѣ до соединенія съ тальвегомъ Просны, оставляя принадлежащіе Прашке луга въ Польшѣ, а луга, принадлежащіе Кржызанковице, въ Пруссіи.

Article XIII.

ıtre le village polonais de Szyszkow , ville silésienne de Landsberg, en ntant la Prosna, la frontière sera ée par le bras de cette rivière, sur l se trouve le premier pont du côté zyszkow, et les poteaux de frontière ıt plantés aux deux extrémités de ont, savoir le poteau polonais sur ve droite de la Prosna et le poteau sien sur la rive gauche. Et de là en ntant un bras de la Prosna, de ma-à la laisser à la Pologne deux pe-îles situées entre les deux bras de vière, la frontière suivra de nouveau rivière jusqu'aux dernieres maisons ırdins de Szyszkow et nommément ı'à l'endroit qui sépare les posses-particulières du dit village de zkow d'avec celles de la ville de lsberg sur la rive droite de la Prosna, à cette ligne servira de frontière ı'au point où commence la banlieue de zkowitz et les terres du moulin de l (Jagello) en laissant une prairie de lsberg (Gorzew) à la Prusse, de même ne prairie fauchée alternativement le propriétaire de la ville de Lands-et celui du village de Szyszkow.

Статья XIII.

Между польскимъ селеніемъ Шишковомъ и силезскимъ городомъ Ландсбергомъ граница, подымаясь по Проснѣ, пойдетъ по тому рукаву этой рѣки, на коемъ находится первый мостъ со стороны Шишкова, причемъ пограничные столбы будутъ поставлены на концахъ этого моста, а именно: польскій столбъ на правомъ берегу Просны, а прусскій на лѣвомъ. Отсюда, подымаясь по рукаву Просны и оставляя въ Польшѣ два небольшихъ острова, лежащихъ между двумя рукавами рѣки, граница опять пойдетъ по этой рѣкѣ до послѣднихъ домовъ и садовъ Шишкова, а именно — до черты, отдѣляющей частныя владѣнія упомянутаго селенія Шишкова отъ частныхъ владѣній города Ландсберга на правомъ берегу Просны; засимъ эта линія будетъ составлять границу до пункта, съ котораго начинается округъ Винцковицкій и земли мельницы Ягелъ (Ягелло), оставляя въ Пруссіи лугъ Ландсбергскій (Горзевъ), равно и лугъ, на коемъ производятъ косьбу по очереди владѣлецъ города Ландсберга и владѣлецъ селенія Шишкова.

Article XIV.

Entre le village polonais de Szyszkow et le village silésien de Winzkowitz, et nommément depuis le point ci-dessus indiqué, la ligne de démarcation suivra celle qui sépare les terres du moulin de Jagel (Jagello) qui reste à la Prusse, d'avec les prairies du village de Szyszkow, qui restent à la Pologne, jusqu'au point où cette dernière ligne touche la rive droite de la Prosna dont le Thalweg continue à servir de frontière jusqu'au point indiqué ci-après.

Article XV.

Entre le village polonais de Wygieldow et le village silésien de Jastrzygowitz, et nommément à l'endroit où un bras de la Prosna commence à former la ligne de démarcation des prairies du moulin de Wygieldow, la frontière suivra le bras susmentionné jusqu'à sa jonction avec l'autre bras de la rivière, et de là la ligne de démarcation suivra le bras de la Prosna qui passe par l'écluse, située sur la digue de l'étang en laissant à la Pologne une prairie et un champ réclamés par la Silésie; à partir de l'écluse, la ligne de démarcation passera par l'étang, en laissant à la Silésie un pâturage en litige jusqu'à présent. Au-dessus de l'étang, en remontant la Prosna, le Thalweg de la rivière servira de frontière jusqu'au point où elle touche une prairie en possession du village de Wygieldow, située sur la rive gauche de cette rivière. La frontière suivra la limite de la possession actuelle jusqu'au point où cette dernière ligne aboutit à la Prosna, dans laquelle le Thalweg continuera à faire la ligne de démarcation.

Статья XIV.

Между польскимъ селеніемъ Шишковомъ и силезскимъ селеніемъ Винцковицемъ, и именно отъ пункта вышеозначеннаго пограничная черта пойдетъ по линіи, отдѣляющей земли мельницы Ягелъ (Ягелло), остающейся въ Пруссіи, отъ луговъ селенія Шишкова, остающихся въ Польшѣ, до мѣста, въ которомъ эта линія доходитъ до праваго берега Просны, тальвегъ которой снова будетъ служить границей до пункта, ниже сего означеннаго.

Статья XV.

Между польскимъ селеніемъ Выгіелдовомъ и силезскимъ селеніемъ Ястрзыговицемъ, и именно отъ того мѣста, съ котораго рукавъ Просны образуетъ пограничную черту луговъ мельницы Выгіелдова, граница пойдетъ по упомянутому рукаву до соединенія его съ другимъ рукавомъ рѣки, а отсюда пограничная черта пойдетъ по рукаву Просны, который проходитъ шлюзомъ, находящимся на плотинѣ запруды, оставляя въ Польшѣ лугъ и поле, на которые заявляетъ требованіе Силезія; отъ шлюза же пограничная черта будетъ идти по запрудѣ, оставляя въ Силезіи спорный до сего времени выгонъ. Выше запруды, подымаясь по Проснѣ, границею будетъ служить тальвегъ рѣки до мѣста, въ коемъ она доходитъ до луга, принадлежащаго селенію Выгіелдову, на лѣвомъ берегу этой рѣки. Засимъ граница пойдетъ по линіи нынѣшняго владѣнія до мѣста, въ коемъ она доходитъ до Просны, тальвегъ которой снова будетъ составлять граничную черту.

Article XVI.

Entre le village polonais de Zitniow et le village silésien de Kostelitz, la frontière remontera le Thalweg de la Prosna, jusqu'à l'écluse de l'étang du moulin Kuznica, en laissant ce moulin avec les prairies y appartenant à la Pologne et un petit pâturage au-dessous de la digue, à la Prusse. De là la ligne de démarcation traverse l'étang et suivra ensuite le Thalweg de la Prosna, tel qu'il existait en 1827, et puis la ligne de démarcation de l'année 1808.

Статья XVI.

Между польскимъ селеніемъ Зитніовомъ и силезскимъ селеніемъ Костеличемъ граница подымется по тальвегу Просны до шлюза запруды мельницы Кузница, оставя сію мельницу съ принадлежащими къ ней лугами въ Польшѣ, а небольшой выгонъ выше плотины въ Пруссіи. Отсюда пограничная черта пересѣчетъ запруду и пойдетъ по тальвегу Просны, какъ было въ 1827 году, и затѣмъ по границѣ 1808 г.

Article XVII.

Le territoire litigieux entre les villages de Stare Krzepice (Pologne) et de Sternalitz (Silésie) sera partagé à parties égales, et il sera tracé une ligne délimitant une moitié pour le village de Krzepice et l'autre pour le village de Sternalitz, mais de manière que le terrain de Trepka tombe dans la moitié silésienne.

Статья XVII.

Спорная территорія между селеніями Старе Кржепице (въ Польшѣ) и Стерналицъ (въ Силезіи) будетъ раздѣлена на двѣ равныя части, и пограничная линія отдѣлитъ половину въ пользу селенія Кржепице, а другую половину въ пользу селенія Стерналицъ, но такъ, чтобы земля Трепка осталась въ половинѣ силезской.

Article XVIII.

Entre le village polonais de Stare Krzepice et le village silésien de Wichrow, en partant du point dont parle l'article précédent, il sera tracé une ligne aussi droite que possible, vers les poteaux érigés en 1808 sur le chemin de Wichrow à Stare Krzepice, de manière que le terrain en litige sera partagé par nombre égal d'arpens, laissant une moitié à la Pologne et l'autre moitié à la Silésie, de sorte que la prairie du curé de Krzepice tombe dans la moitié polonaise.

Статья XVIII.

Между польскимъ селеніемъ Старе Кржепице и силезскимъ селеніемъ Вихровомъ, начиная отъ пункта, означеннаго въ предыдущей статьѣ, будетъ проведена сколь возможно прямая линія до столбовъ, поставленныхъ въ 1808 г. на дорогѣ изъ Вихрова до Старе Кржепице, такъ чтобъ спорная земля была раздѣлена на равное число десятинъ, изъ коихъ одна половина отойдетъ къ Польшѣ, а другая къ Силезіи, и чтобъ лугъ ксендза Кржепице остался въ польской половинѣ.

Article XIX.

Entre le village polonais de Stare Krzepice et le village silésien de Bodzanowitz, la frontière en partant des poteaux, mentionnés à l'article précédent, plantés sur le chemin de Wichrow à Krzepice, sera déterminée par une ligne droite tirée depuis ces poteaux jusqu'aux sources (Czarnystok) et de ce point par une ligne droite tirée jusqu'aux poteaux sur le chemin, qui conduit de Bodzanowitz à Stare Krzepice.

Article XX.

En partant de ces poteaux la frontière suivra une ligne droite, tirée vers l'est et aboutissant à la rivière de Lisvarta, savoir au point où l'on avait érigé les poteaux de 1808 qui seront rétablis au même endroit.

Article XXI.

Entre Podlezc (Pologne) et Bodzanowitz (Silésie) la ligne de démarcation remontera le Thalweg de la Liswarta, laissant la première île à sa droite à la Silésie, et en suivant le bras qui sépare actuellement les possessions des deux villages susmentionnés jusqu'au troisième pont, que l'on rencontre en partant de Bodzanowitz pour la douane de Podlezc. Depuis ce pont la frontière suivra le Thalweg de la Liswarta formant la ligne de démarcation de l'état de possession actuel.

Article XXII.

Entre Kuznica, en Pologne, et Kiken, en Silésie, la ligne de démarcation suivra la limite des possessions des deux villages; mais partout où cette limite

Статья XIX.

Между польскимъ селеніемъ Старе Кржепице и силезскимъ селеніемъ Бодзановицъ, отъ столбовъ, упомянутыхъ въ предыдущей статьѣ, на дорогѣ изъ Вихрова въ Кржепице, граница означается прямою линіей, проведенной отъ этихъ столбовъ до источниковъ (Царнистокъ), и отсюда по прямой линіи до столбовъ на дорогѣ изъ Бодзановица въ Старе Кржепице.

Статья XX.

Начиная отъ этихъ столбовъ, граница пойдетъ прямою линіей къ востоку до рѣки Лизварты и именно до пункта, гдѣ были поставлены въ 1808 г. столбы, которые будутъ снова поставлены на томъ же самомъ мѣстѣ.

Статья XXI.

Между Подлещъ (Польша) и Бодзановицъ (Силезія) пограничная линія подымется по тальвегу Лизварты, оставляя первый островъ на правой своей сторонѣ въ Силезіи, и слѣдуетъ по рукаву, отдѣляющему нынѣ владѣнія вышеупомянутыхъ двухъ селеній, до третьяго моста, который находится на пути изъ Бодзановицъ къ таможнѣ въ Подлещъ. Отъ этого моста граница пойдетъ по тальвегу Лизварты, разграничивая нынѣ существующія владѣнія.

Статья XXII.

Между Кузницей, въ Польшѣ, и Кикенъ, въ Силезіи, пограничная черта направится по границѣ между владѣніями обоихъ этихъ селеній, но гдѣ

abandonne le courant de la Liswarta, des canaux seront creusés pour changer le courant de la rivière d'après la frontière établie par cet article; de cette manière la frontière rejoindra les poteaux plantés en 1808 près Piaskowa-Gora (Sandberg), en laissant à la Prusse deux îles, situées entre les deux bras de la rivière.

сія граница отходитъ отъ теченія Лизварты, тамъ будутъ прокопаны каналы, чтобы измѣнить теченіе рѣки согласно границѣ, опредѣленной въ настоящей статьѣ; засимъ пограничная линія дойдетъ до столбовъ, поставленныхъ въ 1808 году, при Пяскова-Гора (Sandberg), оставляя въ Польшѣ два острова, находящіеся между двумя рукавами рѣки.

Article XXIII.

Entre Kuznica et Kutzoben la ligne de démarcation remontera le bras de la Liswarta, qui marque l'état de possession constaté l'an 1827, jusqu'à la banlieue des villages de Stani et de Boreck.

Статья XXIII.

Между Кузницей и Кутцобенъ пограничная черта подымется по рукаву Лизварты, составляющему границу между владѣніями, подтвержденными въ 1827 г., до округа селеній Станы и Борецкъ.

Article XXIV.

Entre Stani en Pologne et Boreck en Silésie, la ligne de démarcation suivra la frontière des prairies, adjugées au village de Stani d'après la carte de Windisch, situées sur la rive gauche de la Liswarta, en laissant ces prairies à la Pologne, et à la Prusse les pâturages jusqu'à présent en litige, jusqu'au point où les prairies susmentionnées touchent la rivière de la Liswarta. A partir de cet endroit la ligne de démarcation suivra la frontière marquée l'an 1808.

Статья XXIV.

Между Станы, въ Польшѣ, и Борецкомъ, въ Силезіи, пограничная линія пойдетъ по границѣ между лугами, принадлежащими, согласно картѣ Виндиша, селенію Станы, и находящимися на лѣвомъ берегу Лизварты, оставляя эти луга въ Польшѣ, а въ Пруссіи выгоны, бывшіе до сего спорными, до мѣста, въ коемъ вышеозначенные луга доходятъ до рѣки Лизварты. Отъ этого мѣста пограничная линія пойдетъ по чертѣ, проведенной въ 1808 году.

Article XXV.

La forêt litigieuse entre le village polonais de Krzepice et le village silésien d'Olschin restera sous la domination polonaise, et la frontière suivra une ligne déjà marquée par des bornes de terre, (Grenzhaufen), selon la possession actuelle, et de là la ligne de frontière suivra la démarcation de l'an 1808.

Статья XXV.

Спорный лѣсъ между польскимъ селеніемъ Кржепице и силезскимъ селеніемъ Ольшинъ останется въ польскомъ владѣніи; граница же пойдетъ по чертѣ, означенной земляными насыпями (Grenzhaufen), раздѣляя существующія владѣнія, а отсюда по границѣ 1808 года.

Article XXVI.

Entre le village polonais de Poczesna et le village silésien de Kaminiecz, la frontière suivra, en partant des poteaux plantés en 1808 près la maison de Grzybow, la ligne de possession de 1827 jusqu'à la colonie de Niven en Silésie; de là elle se dirigera en ligne droite vers le pont qui conduit à l'auberge de Zimna-Woda jusqu'à ce qu'elle touche la petite rivière de Zinna (Zimne). Et du point où cette ligne droite touchera la dite rivière de Zinna, cette rivière formera la frontière jusqu'à son embouchure dans la rivière de Kamienica (Kamienitza) de sorte que les villages de Starcza, de Wlazna et de Klepaczka restent sous la souveraineté polonaise.

Статья XXVI.

Между польскимъ селеніемъ Почесна и силезскимъ селеніемъ Каминѣцъ граница пойдетъ отъ столбовъ, поставленныхъ въ 1808 г. у дома Грзыбова, по чертѣ владѣній 1827 г. до колоніи Нивенъ въ Силезіи; отсюда направится прямою линіей къ мосту, ведущему къ харчевнѣ Зимна-Вода, до мѣста, гдѣ она сходится съ рѣчкой Зинна (Зимне). Отъ мѣста, гдѣ эта прямая линія сходится съ рѣчкой Зинна, границу будетъ составлять эта рѣчка до впаденія ея въ рѣку Камѣницу, причемъ селенія Старча, Влязна и Клепачка останутся въ польскомъ владѣніи.

Article XXVII.

Entre les villages polonais de Rudnik-Wielki et de Rudnik-Maly et le village silésien de Lubschau et la ville silésienne de Woischnick, la frontière, partant du point ci-dessus indiqué, suivra la rivière de Kamienica, en la remontant jusqu'au point de jonction des territoires de Lubschau, de Rudnick et de Woischnick, selon la possession actuelle, et de ce point elle suivra la ligne de cette même possession, en laissant les terres de Rudnick à la Pologne et les terres de Lubschau et de Woischnick à la Prusse.

Статья XXVII.

Между польскими селеніями Рудникъ-Велки и Рудникъ-Малы и силезскимъ селеніемъ Любшау и силезскимъ городомъ Войшникъ граница отъ вышеозначеннаго мѣста пойдетъ по рѣкѣ Камѣницѣ, подымаясь по ней до соединенія земель Любшау, Рудникъ и Войшникъ, оставляя безъ измѣненія существующія владѣнія, и отсюда пойдетъ до границы между этими владѣніями, оставляя земли Рудника въ Польшѣ, а земли Любшау и Войшникъ въ Пруссіи.

Article XXVIII.

Entre les villages polonais de Gniazdow et de Mzyki et la ville silésienne de Woischnick, la frontière, en partant du point de jonction des territoires de Rudnik-Maly, Gniazdow et Woischnick,

Статья XXVIII.

Между польскими селеніями Гняздовъ и Мзыки силезскимъ городомъ Войшникъ, отъ пункта, въ которомъ сходятся земли Рудникъ-Малы, Гняздова и Войшника, граница пойдетъ по

suivra une ligne à fixer par des experts, de manière à abandonner à la Prusse une étendue de terre de 2.361 arpens de Magdebourg, mesure rhénane, à prendre sur ce territoire litigieux entre les villages polonais et la ville prussienne susmentionnés. En conséquence, la frontière suivra à peu près la ligne de possession du village de Rudnik jusqu'à l'établissement de Mateya, qui restera à la Pologne et de là vers le gué, dit Koslowitz (litt. D). De ce point la frontière suivra une ligne aussi droite que possible vers l'établissement de Pataschnik, en laissant ce dernier à la Pologne, et de là la frontière sera tracée par une ligne droite jusqu'au point indiqué sur la ligne de prétention polonaise par le Duck Stock, le tout de manière à délimiter pour la Prusse le susdit nombre d'arpens.

Article XXIX.

Du point où cette ligne, qui sera le résultat d'un travail géométrique, rejoindra la ligne de possession de 1827 près le village de Mzyki, la frontière suivra cette possession entre les villages polonais de Mzyki et Gniazdow et le village silésien de Glosawka jusqu'aux poteaux, érigés en 1808 sur le chemin de Woischnik au dit village de Gniazdow.

Article XXX.

Entre le village polonais de Niéradowa et la ville silésienne de Moischnik, la ligne de démarcation suivra la possession de 1827, en partant des poteaux plantés en 1808, jusqu'au point où cette ligne de possession touche l'enclos de la maison, qui l'an 1827,

линіи, которую установятъ эксперты, такимъ образомъ, чтобы къ Пруссіи отошло пространство земли въ 2.361 магдебургскую десятину рейнской мѣры, на счетъ спорной земли между вышеозначенными польскими селеніями и прусскимъ городомъ. Вслѣдствіе сего граница пойдетъ близъ черты владѣній селенія Рудника до заведенія Матейя, которое останется въ Польшѣ, а отсюда къ броду, именуемому Козловицъ (лит. D). Отсюда граница пойдетъ сколь возможно въ прямомъ направленіи къ заведенію Паташникъ, оставляя его въ Польшѣ, а отсюда будетъ проведена прямою линіей до мѣста, означеннаго на чертѣ польской претензіи Дюкъ Стокомъ, подъ условіемъ отмежеванія изъ сего въ пользу Пруссіи означеннаго числа десятинъ.

Статья XXIX.

Отъ мѣста, гдѣ эта линія, опредѣленная геометрическимъ способомъ, сойдется съ чертой владѣній 1827 г. у селенія Мзыки, граница пойдетъ по этимъ владѣніямъ между польскими селеніями Мзыки и Гняздово и силезскимъ селеніемъ Глосавкой до столбовъ, поставленныхъ въ 1808 году на дорогѣ изъ Войшника къ сказанному селенію Гняздово.

Статья XXX.

Между польскимъ селеніемъ Нѣрадова и силезскимъ городомъ Войшникомъ пограничная черта пойдетъ по границѣ владѣній 1827 г., начиная отъ столбовъ, поставленныхъ въ 1808 г., до мѣста, гдѣ эта граница доходитъ до ограды дома, въ которомъ жилъ въ

était habitée par le nommé Wcisto fils, et qui reste sous la souveraineté polonaise.

1827 г. нѣкто Вцисто сынъ и который (домъ) останется въ польскомъ владѣніи.

Article XXXI.

Entre le village polonais de Cinkow et la ville silésienne de Woischnik, en partant du point susmentionné il sera tracé une ligne aussi droite que possible, qui servira de frontière entre les deux pays, jusqu'à un point à fixer sur la limite de la forêt de Bibiella, en conformité de la stipulation comprise dans l'article suivant et qui délimitera 3.219 arpens de Magdebourg, mesure rhénane, à la Prusse.

Статья XXXI.

Между польскимъ селеніемъ Цинковъ и силезскимъ городомъ Войшникъ, отъ вышеозначеннаго мѣста граница будетъ проведена сколь возможно въ прямомъ направленіи и будетъ пограничной чертой между двумя странами до мѣста, которое имѣетъ быть опредѣлено на границѣ лѣса Бибѣлла, согласно постановленію нижеслѣдующей статьи, съ отмежеваніемъ въ пользу Пруссіи 3.219 магдебургскихъ десятинъ рейнской мѣры.

Article XXXII.

Entre le village polonais de Zendek et le village silésien de Georbenberg, la frontière, en décrivant une ligne aussi droite que possible, traversera la partie de la forêt de Bibiella qui avait été adjugée au domaine de Cinkow et de Zendek, et aboutira aux bornes érigées en 1806 sur la Brinica, en vertu del'adjudication susmentionnée, de manière à abandonner à la Prusse une étendue de 3.548 arpens de Magdebourg, mesure rhénane, et à fixer le point sur la forêt de Bibiella mentionné à l'article précédent, qui servira de point de départ à la dite ligne.

Статья XXXII.

Между польскимъ селеніемъ Зендекъ и силезскимъ селеніемъ Георгенбергъ, граница, образуя сколь возможно прямую линію, пересѣчетъ часть лѣса Бибѣлла, присужденнаго въ пользу имѣнія Цинковъ и Зендекъ, и дойдетъ до пограничныхъ знаковъ, устроенныхъ въ 1806 г. на Брыницѣ въ силу упомянутаго присужденія, отдѣляя для Пруссіи пространство въ 3.548 магдебургскихъ десятинъ рейнской мѣры, съ опредѣленіемъ мѣста на землѣ лѣса Бибѣлла, упомянутаго въ предыдущей статьѣ, какъ начальнаго, откуда пойдетъ сказанная линія.

Article XXXIII.

Entre les villages polonais de Zendek et d'Ozarowice et les villages silésiens de Bibiella et Neudeck, le Thalweg de la Brinica, à partir du point susmentionné, fera la frontière, en traversant l'étang du moulin de Lubos et suivant

Статья XXXIII.

Между польскими селеніями Зендекъ и Озаровице и силезскими селеніями Бибѣлла и Нейдекъ границей будетъ служить отъ вышеупомянутаго мѣста тальвегъ Брыницы, засимъ она пересѣчетъ запруду мельницы Любосъ и

ensuite le bras qui en découle du côté de la Silésie et qui marque l'état de possession actuel jusqu'à l'usine de Brinica.

направится по рукаву, который отдѣляется со стороны Силезіи и служитъ границей нынѣшнимъ владѣніямъ до Брыницкаго завода.

Article XXXIV.

La ligne de démarcation entre Ozarowice en Pologne et Neudeck en Silésie, suivra le Thalweg de la Brinica, passera par l'étang de l'usine du même nom et ensuite par le bras qui en fait aller les roues, en laissant cette usine en Silésie, avec ses dépendances. Rentrant dans le bras principal, elle continue à suivre le Thalweg de la Brinica.

Статья XXXIV.

Пограничная линія между Озаровице въ Польшѣ и Нейдекомъ въ Силезіи пойдетъ по тальвегу Брыницы, направляясь по запрудѣ у завода того же имени, и засимъ слѣдуетъ рукавомъ, приводящимъ заводъ въ движеніе, оставляя заводъ съ его угодьями въ Силезіи. Войдя въ главный рукавъ, она снова будетъ идти по тальвегу Брыницы.

Article XXXV.

Entre Niezdara (Pologne) et Bysice (Silésie) la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Brinica et passera ensuite par l'étang de l'usine de Niezdara et par l'écluse et le pont, en laissant cette usine à la Pologne et descendant jusqu'à la jonction de ce bras avec celui qui coule en Pologne, elle continuera à suivre le Thalweg de la Brinica.

Статья XXXV.

Между Нѣждара (Польша) и Бызице (Силезія) пограничная линія пойдетъ по тальвегу Брыницы и засимъ запрудой завода Нѣждара, шлюзомъ и мостомъ, оставляя сей заводъ въ Польшѣ, и спускаясь до соединенія этого рукава съ рукавомъ, который течетъ въ Польшѣ, продолжаетъ слѣдовать по тальвегу Брыницы.

Article XXXVI.

Entre les villages de Dobieszdowice en Pologne et de Koslowagura en Silésie, la ligne de démarcation, en maintenant l'état de possesion actuel, continuera de suivre le Thalweg de la Brinica, en laissant les prairies et pâturages, possédés par Dobieszowice, sous la domination polonaise

Статья XXXVI.

Между селеніями Добѣшовице въ Польшѣ и Козловагура въ Силезіи пограничная линія, не измѣняя нынѣшнія владѣнія, будетъ продолжать слѣдовать по тальвегу Брыницы, оставляя луга и выгоны, принадлежащіе Добѣшовице, въ польскомъ владѣніи.

Article XXXVII.

Entre le village de Dobieszowice en Pologne et le village de Josephthal en

Статья XXXVII.

Между селеніемъ Добѣшовице въ Польшѣ и селеніемъ Іозефталь въ Си-

Silésie, la ligne de démarcation suivra la Brinica jusqu'à une ancienne écluse, et de là dans le Thalweg de la Brinica, en laissant les prairies du côté droit sous la souveraineté de la Silésie et celles du côté gauche sous la souveraineté de la Pologne.

лезіи пограничная линія пойдетъ по Брыницѣ до старой плотины и отсюда по тальвегу Брыницы, оставляя луга на правой сторонѣ во владѣніи Силезіи, а луга лѣвой стороны во владѣніи Польши.

Article XXXVIII.

Entre Bobrowniki en Pologne et Kamin en Silésie la ligne de démarcation, en quittant le Thalweg de la Brinica à l'endroit où il touche une petite prairie appartenant au nommé Jendrzeiczak, suivra les limites de cette possession, qui reste à la Pologne, sur la rive droite, rejoindra le Thalweg de la Brinica avec la dite limite à l'endroit où elle touche de nouveau le bras principal de la Brinica; de là la ligne de démarcation suivra le Thalweg de cette rivière et passera par l'étang du moulin de Kamin en maintenant l'état de possession actuel.

Статья XXXVIII.

Между Бобровники въ Польшѣ и Каминъ въ Силезіи пограничная линія, отходя отъ тальвега Брыницы къ мѣсту, въ коемъ онъ доходитъ до небольшаго луга, принадлежащаго нѣкоему Жендрзейчакъ, пойдетъ по границамъ этого владѣнія, остающагося въ Польшѣ, на правомъ берегу, и сойдется съ тальвегомъ Брыницы, вмѣстѣ съ сказанною границею, въ томъ пунктѣ, гдѣ она снова соединяется съ главнымъ рукавомъ Брыницы; отсюда пограничная черта пойдетъ по тальвегу этой рѣки и направится запрудою мельницы Каминской, не измѣняя положенія существующихъ владѣній.

Article XXXIX.

Entre les banlieues des susdits villages la ligne de démarcation suivra le Thalweg du bras principal de la Brinica, passera par l'étang du moulin d'Opara, en laissant ce moulin à la Prusse et rejoindra le Thalweg par l'écluse principale placée dans la digue du moulin.

Статья XXXIX.

Между округами вышеупомянутыхъ селеній пограничная линія пойдетъ по тальвегу главнаго рукава Брыницы, направится по запрудѣ мельницы Опары, оставляя сію мельницу въ Пруссіи, и соединится съ тальвегомъ чрезъ главный шлюзъ мельничной плотины.

Article XL.

Entre le village polonais de Woikowice et le village silésien de Grosse Dombrowka la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Brinica, et passera par l'étang du moulin du dit vil-

Статья XL.

Между польскимъ селеніемъ Войковице и силезскимъ селеніемъ Большая Домбровка пограничная линія пойдетъ по тальвегу Брыницы и пройдетъ запруду у мельницы сказаннаго

lage, de là au-dessous de la digue pour l'écluse actuellement en pratique jusqu'au confluent de ce bras avec celui qui coule du côté de la Pologne, et jusqu'à la réunion de ce dernier avec le fossé du dit moulin, d'où le Thalweg de la rivière continuera à former la ligne de démarcation.

селенія; отсюда ниже плотины дѣйствующаго нынѣ шлюза до сліянія этого рукава съ тѣмъ, который протекаетъ въ польской сторонѣ, и до соединенія сего послѣдняго съ каналомъ означенной мельницы; отъ этого же мѣста границей будетъ служить опять тальвегъ рѣки.

Article XLI.

Entre la ville polonaise de Czeladz et le village silésien de Przelaïka, la frontière suivra le Thalweg de la Brinica et passera par l'étang et par l'écluse du moulin de Przelaika. De l'écluse de ce moulin elle suivra le bras qui marque l'état de possession actuel jusqu'au point où ce cours d'eau se réunit avec le bras venant du moulin et suivra de ce point le Thalweg de la Brinica, de manière à abandonner à la Prusse le dit moulin et ses dépendances.

Статья XLI.

Между польскимъ городомъ Челадзъ и силезскимъ селеніемъ Прзелаика граница пойдетъ по тальвегу Брыницы и пройдетъ по запрудѣ и шлюзу мельницы Прзелаика. Отъ шлюза сей мельницы она пойдетъ по рукаву, опредѣляющему положеніе нынѣшнихъ владѣній, до мѣста, въ коемъ этотъ рукавъ соединяется съ рукавомъ, идущимъ отъ мельницы, и направляется отъ сего пункта по тальвегу Брыницы, оставляя сказанную мельницу съ ея угодьями въ Пруссіи.

Article XLII.

Entre la ville polonaise de Czeladz et le village silésien de Baingow, la frontière suivra le Thalweg de la Brinica jusqu'au point où il touche un pâturage nommé Przelak, et en laissant ce pâturage en Pologne elle suivra la limite des possessions actuelles jusqu'aux bornes de terre, erigées près un ravin dit Krzywy-dol sur la route de Baingow à Czeladz.

Статья XLII.

Между польскимъ городомъ Челадзъ и силезскимъ селеніемъ Байнговъ граница идетъ по тальвегу Брыницы до мѣста, гдѣ она доходитъ до выгона, называемаго Прзелякъ, и оставляя сей выгонъ въ Польшѣ, слѣдуетъ по границѣ существующихъ владѣній до межевыхъ знаковъ, устроенныхъ близъ оврага, именуемаго Кржывы-долъ, на пути изъ Байнгова въ Челадзъ.

Article XLIII.

Entre la ville polonaise de Czeladz et le village silésien de Schimanowitz, la frontière, en partant du point mentionné dans l'article précédent, se dirigera par une ligne droite sur la pre-

Статья XLIII.

Между польскимъ городомъ Челадзъ и силезскимъ селеніемъ Шнмановицъ граница, отъ мѣста, упомянутаго въ предыдущей статьѣ, направится по прямой линіи на первый межевой знакъ,

mière borne placée sur la rive droite du Krzywy-dol et suivra de cette borne la ligne de démarcation tracée par le procès-verbal du 21 août 1804, et à partir de l'endroit où cette ligne cesse d'être marquée par des bornes, la frontière suivra, en maintenant l'état de possession actuel, la ligne de démarcation entre les propriétés des bourgeois, du domaine et du curé de Czeladz d'un côté, et celles des terres de Schimanowitz et du Klein-Dombrowka de l'autre, jusqu'au Thalweg de la Brinica, qui depuis ce point servira de nouveau de frontière.

находящійся на правомъ берегу Кржывы-дола, и пойдетъ отъ этого знака по пограничной чертѣ, опредѣленной протоколомъ 21-го августа 1804 года, а отъ мѣста, гдѣ черта эта не означается болѣе межевыми знаками, будетъ идти, сохраняя существующее положеніе владѣній, по пограничной линіи между владѣніями горожанъ, города и ксендза Челадза съ одной стороны, и землями Шимановицъ и Малой Домбровки съ другой, до тальвега Брыницы, который отъ этого мѣста опять составляетъ границу.

Article XLIV.

Entre le village polonais de Milowice et le village silésien de Klein-Dombrowka la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Brinica et passera par l'étang du moulin de Milowice; de l'étang, la frontière suivra un ancien écoulement d'eau partant de cet étang, et passant entre les poteaux de démarcation placés l'an 1808, qui seront replantés au même endroit, jusqu'au point où cet écoulement rejoint le Thalweg de la Brinica, qui servira de frontière entre les deux Etats jusqu'au point où cette frontière atteint le territoire de la ville libre de Cracovie.

Статья XLIV.

Между польскимъ селеніемъ Миловице и силезскимъ селеніемъ Малая Домбровка пограничная линія пойдетъ по тальвегу Брыницы и пройдетъ запруду мельницы Миловице, отъ запруды граница пойдетъ по старому истоку сей запруды, и пройдетъ между пограничными столбами 1808 г., которые будутъ вновь поставлены на томъ же самомъ мѣстѣ, до пункта, въ коемъ сей истокъ входитъ въ тальвегъ Брыницы; сей послѣдній будетъ составлять границу между обоими государствами до мѣста, гдѣ эта граница доходитъ до территоріи вольнаго города Кракова.

Article XLV.

La ligne de frontière dans les étangs sera déterminée par une ligne aussi droite que possible, qui, partant du point où le Thalweg de la rivière est absorbé par l'étang, rejoindra le Thalweg au point où il recommence. Cette ligne (qui, à la demande d'une des parties intéressées, sera marquée par des po-

Статья XLV.

Пограничная линія въ запрудахъ будетъ опредѣляема сколь возможно прямою чертой, которая, направляясь отъ мѣста, гдѣ тальвегъ рѣки входитъ въ запруду, дойдетъ опять до тальвега въ томъ мѣстѣ, въ которомъ онъ снова начинается. Эта черта (которая по ходатайству заинтересованныхъ сторонъ

teaux à demeure, et qui sera tracée sur les cartes à dresser par les commissaires démarcateurs) divisera toute la superficie de l'eau de l'étang en deux parties égales, dont l'une restera sous la domination polonaise et l'autre sous la domination prussienne. Il est entendu entre les hautes parties contractantes que la pêche exercée dans les dits étangs par les sujets des deux pays, ne sera grevée d'aucun impôt à moins du consentement unanime des deux parties contractantes.

Article XLVI.

Les stipulations renfermées dans les articles précédents n'ayant trait qu'à la délimitation de la frontière entre les deux pays, ces stipulations ne pourront porter aucune espéce de préjudice aux droits de propriété exercés par le fisc domanial ou les particuliers de l'un ou de l'autre pays. Au contraire la possession des territoires détachées par l'établissement de la nouvelle frontière du pays, auquel ils ont appartenu jusqu'à présent, est garantie par le présent traité aux possesseurs actuels, en laissant aux parties intéressées la faculté de poursuivre leurs réclamations par devant les tribunaux compétens du pays, qui exerceront dorénavant le droit de souveraineté et de juridiction sur le terrain cédé, et qui formeront ainsi dans tous les cas de cette nature le for compétent (forum rei sitae).

Article XLVII.

Tous les priviléges, accordés par le traité, conclu à Vienne le 21 avril (3 mai) 1815 (Art. XVIII et XIX), aux propriétaires du Royaume de Pologne

можетъ быть обозначена постоянными столбами и будетъ нанесена на картахъ, имѣющихъ быть составленными коммиссарами по разграниченію) раздѣлитъ всю водную площадь на двѣ равныя части, изъ коихъ одна останется въ польскомъ, а другая въ прусскомъ владѣніи. Высокія договаривающіяся стороны согласились, чтобъ рыболовство въ сказанныхъ запрудахъ, коимъ пользуются обоюдные подданные, не облагались никакимъ налогомъ безъ согласія обѣихъ сторонъ.

Статья XLVI.

Постановленія, изложенныя въ предыдущихъ статьяхъ, какъ относящіяся исключительно къ разграниченію между обѣими странами, не должны служить ни въ чемъ къ поврежденію правъ собственности казны или частныхъ лицъ той и другой страны. Напротивъ, владѣніе земельными угодьями, отдѣленными при проведеніи новой границы отъ той страны, коей до сего они принадлежали, обезпечивается настоящимъ договоромъ за нынѣшними ихъ владѣльцами, и заинтересованнымъ сторонамъ предоставляется право предъявлять свои иски въ подлежащія судебныя мѣста страны, которыя отъ сего времени будутъ пользоваться на уступленной землѣ правами верховной судебной власти, являясь во всѣхъ случаяхъ подобнаго рода единственнымъ компетентнымъ судомъ (forum rei sitae).

Статья XLVII.

На владѣющихъ собственностью въ Польшѣ и Силезіи будутъ въ полномъ объемѣ распространены всѣ привиллегіи, кои дарованы по договору, за-

et du Grand Duché de Posen, dont les possessions seraient coupées par la frontière (propriétaires mixtes) trouveront leur application pleine et entière, quant aux propriétaires de Pologne et de Silésie.

Article XLVIII.

Il est convenu entre les hautes parties contractantes que les habitans des terrains cédés par la Pologne à la Prusse, en vertu du présent traité, ne sont point compris dans cette cession et que nommément ceux des établissements forestiers dit Zemela et Duda pourront être reclamés par le Gouvernement polonais. Jusque là, il va sans dire, qu'ils seront soumis aux lois prussiennes.

Article XLIX.

Les moulins, digues, écluses, décharges, etc., existant actuellement sur les rivières qui servent de limites, seront conservés et maintenus dans l'état où ils se trouvent, et pour mettre les propriétaires à même d'effectuer les réparations nécessaires, ils auront le droit d'entreprendre les travaux servant à cette fin sur l'une ou l'autre rive. Si quelques sujets de l'une ou de l'autre Puissance jugeaient à propos de construire des digues sur les rives appartenant à leurs pays respectifs, ou d'y élever des moulins et d'établir des écluses ou décharges, ils seront tenus de s'adresser préalablement à l'administration des deux Gouvernements, afin d'en obtenir l'agrément, après quoi on chargera de part et d'autre des experts de l'examen de l'emplacement choisi pour les dites

ключенному въ Вѣнѣ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 г. (ст. XVIII и XIX) собственникамъ Царства Польскаго и Великаго Герцогства Познанскаго, владѣнія коихъ пересѣкаются пограничной линіей (смѣшанные подданные).

Статья XLVIII.

Высокія договаривающіяся стороны согласились, чтобъ уступка на основаніи настоящаго договора Польшею Пруссіи земель отнюдь не касалась населенія оныхъ; въ особенности Польское правительство сохраняетъ за собою право предъявить требованія по отношенію къ людямъ, живущимъ въ лѣсничествахъ Земела и Дуда. Само собою разумѣется, что до того времени они будутъ подчиняться прусскимъ законамъ.

Статья XLIX.

Существующіе въ настоящее время на рѣкахъ, составляющихъ границу, мельницы, плотины, шлюзы, стоки и пр. останутся въ томъ положеніи, въ какомъ находятся; собственникамъ же оныхъ, для производства необходимыхъ поправокъ, предоставляется право предпринимать нужныя для сего работы на томъ или другомъ берегу. Въ случаѣ, еслибъ кто изъ подданныхъ той или другой державы пожелалъ устроить плотины на берегахъ, принадлежащихъ его странѣ, или же выстроить мельницы, устроить шлюзы или стоки, то обязанъ предварительно обратиться къ начальству своего государства за разрѣшеніемъ; послѣ чего съ той и другой стороны будетъ возложено на экспертовъ разслѣдованіе о выбранномъ для означенныхъ сооруженій

constructions, et on autorisera l'établissement projété dans le cas où il ne porterait aucun préjudice, ni aux terres voisines, ni aux autres établissements hydrauliques déjà existants.

мѣстѣ, и только тогда дано будетъ позволеніе устроить предположенное сооруженіе, когда оно не причинитъ никакого ущерба ни сосѣднимъ владѣніямъ, ни другимъ существующимъ водянымъ сооруженіямъ.

Article L.

La hauteur de l'eau dans les rivières formant la frontière, étant déjà actuellement la cause de disputes entre les habitants limitrophes, cet objet a été pareillement examiné sur les lieux, et l'on est convenu de conserver le status quo de l'année 1827 pour les moulins et usines placés sur la frontière. De cette disposition sont exceptés les établissements mentionnés à l'article suivant.

Pour prévenir dorénavant tout objet de dispute à cet égard, les autorités locales de part et d'autre seront tenues de faire planter sur la demande des intéressés des poteaux, qui marqueront l'élévation convenable des eaux.

Статья L.

Въ отношеніи высоты воды въ пограничныхъ рѣкахъ, о которой уже и въ настоящее время возбуждаются споры между пограничными жителями, по изслѣдованіи сего вопроса на мѣстѣ, состоялось соглашеніе, чтобъ сохранить для мельницъ и заводовъ, находящихся на границѣ, положеніе, существовавшее въ 1827 году. Постановленіе это не распространяется на заведенія, о которыхъ будетъ упомянуто въ слѣдующей статьѣ.

Дабы предотвратить отнынѣ всякій споръ по этому предмету, обоюдныя мѣстныя начальства обязаны, по требованіямъ заинтересованныхъ лицъ, сдѣлать распоряженія о постановкѣ столбовъ, имѣющихъ показывать надлежащій уровень воды.

Article LI.

Dans le but d'écarter toute difficulté qui pourrait s'élever par suite d'un procès, que le domaine polonais de Kowale pourrait éventuellement intenter à la terre de Krzyzankowitz en Silésie, en vertu d'un contrat emphytéotique, conclu le 23 mai 1804 entre le fisc du pays et le propriétaire de la dite terre, le Gouvernement prussien s'engage à payer six semaines après l'échange des ratifications du présent traité la somme de sept cent cinquante écus de Prusse au fisc polonais, moyennant la cession

Статья LI.

Для устраненія всякихъ недоразумѣній, могущихъ возникнуть вслѣдствіе процесса, который въ правѣ, при случаѣ, возбудить польское казенное управленіе помѣстья Ковале противъ имѣнія Кржизанковичъ въ Силезіи по долгосрочному контракту, состоявшемуся 23 мая 1804 г. между казной польской и владѣльцемъ названнаго имѣнія, прусское правительство обязуется уплатить черезъ шесть недѣль по обмѣнѣ ратификацій настоящаго договора 750 прусскихъ талеровъ въ

d'une redevance annuelle de trente-sept écus, dix silbergros 7¹/₄ fennings, que le susdit contrat assurait jusqu'à present au fisc polonais.

Entre le village polonais de Radly et le village silésien de Wendzin un canal creusé par le propriétaire du village silésien sera fermé à frais communs, à moins que le propriétaire du Radly, ne consente au maintien de ce canal.

Entre le domaine polonais de Krzepice et le village silésien de Ponoschau il sera érigé, à la demande d'une des parties intéressées, une écluse destinée à partager les eaux réunies de la Liswarta et du canal qui découle du grand four de Zborowski. Cette écluse érigée à frais communs au point de jonction des territoires de Zborowski, de Ponoschau et de Krzepice partagera le courant (Wassergefälle), de sorte qu'une moitié entrera dans le canal de Ponoschau pour le service des établissements silésiens et l'autre moitié, en suivant cette rivière, servira exclusivement aux établissements polonais. Il est entendu toutefois que par cet arrangement les droits appartenant aux établissements de Zborowski ne pourront être lésés en aucune manière.

Article LII.

Pour obvier à l'avenir à des différends de cette nature, il ne sera plus permis de faire la moindre innovation par rapport aux rivières servant de frontières et à la hauteur des eaux. Les reconstructions nécessaires tomberont à la charge de celui dans l'intérêt duquel elles seront entreprises. Il est bien entendu que les réparations des rivages

польскую казну за уступку ежегоднаго дохода въ 37 талеровъ 10 зильбергр. 7¹/₄ пфен., кои до сего обезпечивались польской казнѣ упомянутымъ контрактомъ.

Между польскимъ селеніемъ Радлы и силезскимъ селеніемъ Вендзинъ каналъ, вырытый владѣльцемъ силезскаго селенія, будетъ зарытъ на общій счетъ, если только владѣлецъ селенія Радлы не согласится его содержать.

Между польскимъ казеннымъ имѣніемъ Кржепице и силезскимъ селеніемъ Поношау будетъ устроенъ, по просьбѣ заинтересованныхъ сторонъ, шлюзъ для раздѣленія водъ Лизварты и канала, выходящаго съ завода Зборовскаго. Шлюзъ этотъ, устраиваемый на общій счетъ въ мѣстѣ соединенія владѣній Зборовскихъ, Поношау и Кржепице, раздѣлитъ теченіе (Wassergefälle) такимъ образомъ, что половина онаго пойдетъ въ каналъ Поношау на потребности заведеній силезскихъ, а другая половина, направляясь по рѣкѣ, будетъ исключительно служить польскимъ заведеніямъ. При семъ разумѣется, что соглашеніе это никоимъ образомъ не будетъ нарушать правъ, принадлежащихъ Зборовскимъ заведеніямъ.

Статья LII.

Для предупрежденія на будущее время споровъ, не дозволяется дѣлать никакихъ нововведеній какъ на пограничныхъ рѣкахъ, такъ и въ отношеніи высоты водъ. Необходимыя перестройки отнесутся на счетъ того, въ интересахъ коего будутъ предприняты. Разумѣется, что исправленія береговъ и всѣ перестройки водяныхъ

et toutes les reconstructions des établissements hydrauliques ne pourront être entreprises sans le consentement mutuel des deux parties et la surveillance des autorités administratives. Il en sera de même des fossés, chemins et haies, ou d'autres objets quelconques qui marqueront la frontière; de manière que ces objets appartiendront aux deux Etats en commun et que leur *status quo* actuel ne pourra être changé que du consentement des deux parties, excepté le cas où il existerait des stipulations contraires entre les particuliers.

сооруженій могутъ быть предпринимаемы не иначе, какъ по взаимному соглашенію обѣихъ сторонъ и подъ надзоромъ начальства. Тоже самое относится ко рвамъ, дорогамъ и изгородямъ и всякимъ другимъ предметамъ, обозначающимъ границу: предметы эти будутъ въ общемъ владѣніи обоихъ государствъ, и существующее ихъ положеніе не должно быть измѣняемо иначе, какъ съ согласія обѣихъ сторонъ, кромѣ тѣхъ случаевъ, когда будутъ существовать противныя сему обязательства между частными лицами.

Article LIII.

Tout individu qui se permettrait d'altérer la ligne de la frontière établie entre les deux pays, en abattant les poteaux ou les bornes, ou en commettant dans ce but des actes arbitraires, ou des voies de fait quelconques en violation des stipulations de ce traité, sera puni d'après toute la sévérité des lois qui existent dans les pays respectifs, et pour prévenir chaque excuse on procédera immédiatement après la ratification de ce traité à sa publication formelle dans les communes limitrophes.

Статья LIII.

Всякое лицо, дозволившее себѣ попортить разграничительную черту, установленную между двумя странами, поваливъ столбы или пограничные знаки, или совершивъ съ тою же цѣлью недозволенныя дѣйствія, или какія либо насилія въ нарушеніе постановленій сего трактата, будетъ подлежать наказанію по всей строгости существующихъ въ обоюдныхъ странахъ законовъ; для предупрежденія же всякихъ отговорокъ немедленно по ратификаціи этого договора онъ будетъ по формѣ обнародованъ въ пограничныхъ общинахъ.

Article LIV.

Dans l'espace de trois mois après l'échange des ratifications du présent traité, ou plus tôt si faire se peut, les commissaires démarcateurs nommés *ad hoc* de part et d'autre, se rendront sur les lieux pour fixer la frontière, pour planter les poteaux, pour désigner les angles de relèvement et pour dresser un tableau topographique, afin qu'à l'avenir

Статья LIV.

Черезъ три мѣсяца по размѣнѣ ратификацій настоящаго договора или, если возможно, и ранѣе, особо назначенные отъ той и другой стороны коммиссары по разграниченію прибудутъ на мѣсто для установленія границы, постановки столбовъ, опредѣленія угловъ склоненія и составленія топографической карты, дабы въ от-

il ne puisse naitre le moindre doute, ni la moindre difficutlé quant au résultat du travail des dits commissaires.

ношеніи результатовъ работъ сихъ коммисаровъ не могло на будущее время зародиться никакого сомнѣнія и ни малѣйшаго недоразумѣнія.

Article LV.

La frontière telle qu'elle a été jalonnée en 1808, étant maintenue par l'article II du présent traité sur tous les points où elle n'a pas été autrement définie par ce même traité, et le travail de la commission de démarcation de l'année précitée n'ayant point été terminé, il sera ordonné aux commissaires chargés de l'exécution du présent traité, de compléter la démarcation de 1808 selon les indications de l'article précédent, en constatant sur toute la ligne la distance entre les poteaux et les angles du Nord, en replantant les poteaux de 1808 et en plaçant des poteaux intermédiaires où il sera jugé nécessaire.

Статья LV.

Въ виду того, что граница, проложенная въ 1808 г. подлежитъ, согласно статьи II настоящаго договора, сохраненію на всѣхъ мѣстахъ, гдѣ она не опредѣлена симъ договоромъ въ иномъ видѣ, и такъ какъ работы пограничной коммисіи означеннаго года не были окончены, то коммисарамъ, на коихъ возложено исполненіе настоящаго договора, будетъ предписано дополнить разграниченіе 1808 г., соображаясь съ постановленіями предыдущей статьи, посредствомъ опредѣленія на всей линіи разстоянія между столбами и угловъ склоненія, постановки столбовъ 1808 г. и установки промежуточныхъ столбовъ, гдѣ окажется нужнымъ.

Article LVI.

Dans tous les cas où les propriétaires respectifs des deux pays seront d'accord par rapport aux limites de leurs possessions particulières, ces propriétaires auront la faculté d'ériger des bornes de terre intermédiaires, sous l'inspection de la dite commission.

Статья LVI.

Во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда собственники имѣній въ обоюдныхъ странахъ будутъ согласны на счетъ границъ ихъ частныхъ владѣній, собственники эти будутъ имѣть право установить, подъ наблюденіемъ упомянутой коммиссіи, промежуточные межевые знаки.

Article LVII.

Dans tous les cas où la frontière devra suivre les limites des possessions particulières, on est convenu de maintenir le *status quo* du premier janvier 1828, époque où les commissaires des deux gouvernements étaient sur les lieux; et les plans dressés sous la direction de

Статья LVII.

Въ тѣхъ случаяхъ, когда граница должна идти по пограничной чертѣ между частными владѣніями, рѣшено сохранить существовавшее 1 января 1828 года положеніе владѣній, когда коммисары обоихъ правительствъ находились на мѣстахъ, такъ что планы,

ces commissaires, savoir sous celle des sieurs Vincent de Pradzinski et Jean Ferdinand Neigebaur, serviront de base à l'exécution du présent traité.

исполненные подъ руководствомъ сихъ коммиссаровъ, а именно Викентія Прадзинскаго и Іоганна Фердинанда Нейгебаура, будутъ приняты за основаніе при исполненіи настоящаго договора.

ARTICLE LVIII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Berlin, le 20 février (4 mars) 1835.

(L. S.) Ribeaupierre. (L. S.) Ancillon.

СТАТЬЯ LVIII.

Настоящій договоръ будетъ ратификованъ и ратификаціи онаго будутъ размѣнены черезъ три мѣсяца, или и ранѣе, если окажется возможнымъ.

Въ увѣреніе чего и пр.

Въ Берлинѣ, 20 февраля (4 марта) 1835 года.

(М. П.) Рибопьеръ. (М. П.) Ансильонъ.

№ 321.

1835, 19 (31) décembre. Déclaration avec la Prusse concernant les sujets mixtes.

La correspondance diplomatique entre les Cours de St.-Pétersbourg et de Berlin ne se bornait pas à cette époque aux négociations sur les questions soulevées par les événements de 1830; elle avait trait aussi à la situation intérieure de la Confédération Germanique en général et de la Prusse en particulier. Il est vrai que l'Empereur Nicolas I avait adopté pour principe dirigeant de sa politique la règle de ne pas se mêler des affaires intérieures de l'Allemagne; mais la communauté d'intérêts des Puissances conservatrices,—qui étaient évidemment la Russie, la Prusse et l'Autriche,—l'obligèrent à plus d'une reprise de s'écarter de ce principe. Pour ce qui est surtout des Polonais, cette solidarité des trois Puissances exigeait d'une manière catégorique qu'elles prissent des mesures en commun contre les ennemis de l'ordre de choses existant.

C'est ainsi que certaines contradictions devinrent inévitables dans la politique de l'Empereur Nicolas I à l'égard de l'Allemagne.

Quand, vers la fin de 1833, la Cour de Berlin pria l'Empereur Nicolas I d'amener le prince

№ 321.

1835 г., декабря 19-го (31-го). Декларація съ Пруссіей относительно смѣшанныхъ подданныхъ.

Дипломатическая переписка между С.-Петербургскимъ и Берлинскимъ дворами за это время не исчерпывалась только переговорами по поводу политическихъ вопросовъ, возбужденныхъ событіями 1830 года, но касалась также внутренняго положенія дѣлъ въ Германскомъ Союзѣ вообще и въ Пруссіи въ особенности. Правда, Императоръ Николай I постоянно выставлялъ, какъ руководящее начало своей политики: невмѣшательство во внутреннія дѣла Германіи. Но общность интересовъ консервативныхъ державъ, которыми были безъ сомнѣнія Россія, Пруссія и Австрія, заставляла его неоднократно отступать отъ провозглашеннаго принципа. Въ особенности въ отношеніи Поляковъ эта солидарность выступала категорическимъ требованіемъ принятія общихъ мѣръ противъ враговъ существующаго порядка вещей.

Такимъ образомъ нѣкоторыя самопротиворѣчія въ политикѣ Императора Николая въ отношеніи Германіи явились совершенно неизбѣжными.

Когда въ концѣ 1833 года Берлинскій дворъ просилъ Императора Николая I, чтобъ онъ

de Nassau á se désister de ses droits sur le Luxembourg et de concourir par là à la solution de la question belge, il lui fut opposé un refus catégorique, motivé par le fait que l'Empereur ne pouvait pas s'écarter du principe général de la politique, qui consistait: „à s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures de l'Allemagne". (Dépêche confidentielle du comte Nesselrode du 18 février 1834).

убѣдилъ герцога Нассаускаго согласиться на отказъ отъ своихъ правъ на Люксембургъ и содѣйствовать такимъ образомъ улаженію Бельгійскаго вопроса, онъ получилъ формальный отказъ, на томъ основаніи, что Государь не можетъ отказаться отъ общаго начала своей политики: „воздерживаться отъ всякаго вмѣшательства во внутреннія дѣла Германіи". (Конфиденціальная депеша гр. Нессельроде отъ 18-го февраля 1834 года).

Mais si ces affaires intérieures offraient le moindre danger pour „l'ordre et le pouvoir légitimes", l'indifférence du gouvernement russe cédait la place à des conseils et à des instructions les plus énergiques. Nous verrons bientôt quelle était l'opinion de l'Empereur Nicolas I à l'égard des „idées constitutionnelles" du roi Frédéric-Guillaume IV. Mais la communauté d'intérêts dans la lutte contre les Polonais et contre les ennemis de l'ordre existant obligèrent toujours les gouvernements russe et prussien à procéder à un échange d'idées sur le danger commun qui les menaçait.

Но если эти внутреннія дѣла представляли малѣйшую опасность для „законнаго порядка и власти", то равнодушіе русскаго правительства уступало мѣсто самымъ энергическимъ совѣтамъ и наставленіямъ. Мы скоро увидимъ, какъ относился Императоръ Николай I къ „конституціоннымъ идеямъ" короля Фридриха Вильгельма IV. Но общность интересовъ въ борьбѣ противъ Поляковъ и враговъ существующаго положенія вещей всегда заставляла русское и прусское правительства обмѣниваться мыслями насчетъ угрожающихъ имъ общихъ опасностей.

C'est ainsi qu'au mois de mars 1832 le vice-chancelier comte Nesselrode écrivit au chargé d'affaires de Russie pour le charger de proposer au gouvernement prussien l'établissement, à proximité de la frontière russe, d'un „bureau de haute police" auquel on confierait le soin de surveiller l'agitation des révolutionnaires polonais, qui font entrer dans le Royaume de Pologne de la poudre, des armes et autres objets de contrebande de guerre. Les insurgés polonais, disait le vice-chancelier, sont étroitement liés aux révolutionnaires de tous les pays de l'Europe et trouvent une assistance spéciale en Allemagne. Il est de l'intérêt des deux gouvernements de surveiller cette agitation et de prévenir l'exécution des complots qui se trament. Voilà pourquoi, le gouvernement prussien doit fonder ce bureau, près duquel devra se trouver un employé, délégué par le gouvernement russe, pour les relations avec les autorités de Russie et de Prusse.

Такъ, въ мартѣ 1832 года вице-канцлеръ гр. Нессельроде поручилъ русскому повѣренному въ дѣлахъ сдѣлать прусскому правительству предложеніе объ учрежденіи близь русской границы особеннаго „бюро высшей полиціи" съ назначеніемъ слѣдить за агитаціей польскихъ революціонеровъ, которые провозятъ въ Царство Польское порохъ, оружіе и другіе предметы военной контрабанды. Польскіе бунтовщики, писалъ вице-канцлеръ, находятся въ тѣсномъ союзѣ съ революціонерами всѣхъ европейскихъ странъ и находятъ особенную поддержку въ Германіи. Слѣдить за этою агитаціей и предупредить исполненіе подготовляемыхъ заговоровъ, въ интересахъ обоихъ правительствъ. Поэтому прусское правительство должно учредить это бюро, при которомъ долженъ находиться командированный русскимъ правительствомъ чиновникъ для сношеній съ русско-польскими властями.

Le gouvernement prussien refusa catégoriquement d'accéder à ce désir du gouvernement russe et le bureau en question ne fut pas organisé. Mais au cours de l'automne de 1833 la Cour de Berlin consentit à signer une convention aux termes de laquelle elle s'engageait, entre autre, vis-à-vis des autres cosignataires „à se communiquer réciproquement tous les renseignements qui pourraient intéresser la sûreté ou la tranquillité de leurs Etats respectifs". En gé-

Прусское правительство положительно отказалось исполнить это желаніе русскаго правительства, и бюро не было учреждено. Но осенью 1833 года Берлинскій дворъ подписалъ соглашеніе, въ силу котораго онъ обязался между прочимъ „сообщать всѣ свѣдѣнія, которыя могли бы имѣть интересъ по отношенію къ безопасности и спокойствію ихъ владѣній." Да, вообще Мюнхенгрецкая конвенція 1833 года установила полную взаимную солидарность трехъ

néral, la convention de Munchengrätz de 1833 établissait la solidarité complète des trois Puissances du Nord pour la répression de tout acte de rébellion. (V. №№ 136 et 137, tome IV, I partie).

Voilà pourquoi, après 1833, les affaires intérieures de l'Allemagne attirèrent l'attention toute spéciale du gouvernement russe, qui déclara à plusieurs reprises à Berlin qu'il était toujours prêt, à la première requête du gouvernement prussien, à voler à son secours pour lutter contre les insurgés. Le gouvernement prussien, toutefois n'eut pas recours à l'assistance de la Russie, mais il reconnut l'utilité de porter constamment à la connaissance du gouvernement de St.-Pétersbourg tout ce qui avait trait à des désordres sérieux en Prusse et toutes les mesures prises pour les réprimer.

Ainsi, au printemps de 1834, Ribeaupierre envoya à St.-Pétersbourg l'instruction détaillée d'un procès concernant le mouvement révolutionnaire en Prusse et en Allemagne en général. Cette instruction avait été communiquée au ministre par le prince Wittgenstein lui-même et elle contenait l'interrogatoire d'étudiants allemands, qui en leur qualité de membres de corporations d'étudiants (Burschenschaften) aspiraient à un but „des plus criminels" et voulaient nommément „parvenir à l'unité de l'Allemagne".

En effet, aux termes de l'acte d'accusation communiqué par le ministre de Russie, les corporations d'étudiants allemandes, dans la personne des meneurs arrêtés, étaient traduites devant les tribunaux „ pour avoir ouvertement le but de créer la liberté et la vie nationale (volksthümliches) de toute la patrie allemande et de consommer l'unité de tout le peuple allemand (das deutsche Volk zu einem Ganzen zu vereinigen). Le ministre de Russie se convainquit, aux termes de cet acte d'accusation fort curieux, que les corporations en question poursuivaient réellement un but on ne peut plus criminel. (Dépêche de Ribeaupierre du 11 (23) mars 1834).

En 1834, comme on le voit par ce qui précède, on considérait donc comme un crime les aspirations du peuple allemand à l'unité et en 1871 cette unité est devenue un fait accompli et glorifié. En 1834, on dressait des actes d'accusation contre les défenseurs „de la liberté et de la vie nationale de la patrie allemande", aujourd'hui on élève de leur vivant des monuments aux créateurs de cette unité de l'Allemagne.

Pour ce qui est de la déclaration ci-dessous conclue avec la Prusse et concernant les sujets

сѣверныхъ державъ для подавленія всякихъ мятежныхъ дѣйствій. (Срав. №№ 136 и 137 т. IV, части I).

Понятно поэтому, что послѣ 1833 года внутреннія дѣла въ Германіи обращали на себя особенное вниманіе русскаго правительства, которое неоднократно заявляетъ въ Берлинѣ, что оно во всякое время готово, по первому же требованію прусскаго правительства, придти ему на помощь для борьбы противъ мятежниковъ. Но прусское правительство этой помощи не потребовало. Только оно признавало полезнымъ постоянно доводить до свѣдѣнія С.-Петербургскаго правительства о серьезныхъ безпорядкахъ и мѣрахъ, принятыхъ противъ нихъ въ Пруссіи.

Такъ, весною 1834 года Рибопьеръ препроводилъ въ С.-Петербургъ весьма объемистое слѣдственное дѣло относительно революціонаго движенія въ Пруссіи и вообще въ Германіи. Это дѣло посланникъ получилъ отъ самого князя Витгенштейна, и въ немъ заключаются допросы нѣмецкихъ студентовъ, которые, въ качествѣ членовъ студенческихъ обществъ (Burschenschaften), стремились къ весьма „преступной" цѣли, т. е. „къ объединенію всей Германіи".

Дѣйствительно, въ сообщенномъ прусскимъ министромъ русскому посланнику обвинительномъ актѣ нѣмецкія студенческія общества, въ лицѣ арестованныхъ коноводовъ, призываются въ уголовный судъ за то, что они „ставили себѣ открытою цѣлью создать свободную и національную (volksthümliches) жизнь всего германскаго отечества и соединить весь германскій народъ въ одно цѣлое" (das deutsche Volk zu einem Ganzen zu vereinigen). Посланникъ также пришелъ къ глубокому убѣжденію, на основаніи этого любопытнаго слѣдственнаго дѣла, что эти общества въ самомъ дѣлѣ преслѣдуютъ весьма преступную цѣль. (Депеша Рибопьера отъ 11-го (23-го) марта 1834 г.).

Такимъ образомъ въ 1834 году считались преступными стремленія германскаго народа къ единству, а въ 1871 году это единство обратилось въ прославленный совершившійся фактъ. Въ 1834 году противъ „свободной и народной жизни германскаго отечества" сочинялись обвинительные акты; въ настоящее время творцамъ этого единства ставятся при жизни памятники объединенною Германіей.

Обращаясь къ нижеслѣдующему соглашенію съ Пруссіей относительно смѣшанныхъ под-

mixtes, il importe de faire observer qu'elle a été motivée par les difficultés essentielles que rencontrait l'application de l'art. XX du traité de Vienne du 21 avril (3 mai) 1815, conclu entre la Russie et la Prusse (v. t. III, № 81, p. 333). En vertu de cet article, „la juridiction du domicile sera aussi celle qui décidera entre particuliers des questions provenant du chef de ces territoires. Mais c'est le *forum* du territoire dans lequel est située la propriété en litige, qui fera exécuter la sentence".

Cette disposition était obligatoire pour une durée de dix ans, mais avant l'expiration de ce terme oin dut se convaincre des inconvénients essentiels de son application. On se trouva très souvent en présence de l'impossibilité absolue de définir la résidence permanente d'un sujet mixte, motif qui provoquait constamment des discussions pour définir de quel tribunal il était passible. Cet nconvénient était beaucoup plus sensible dans le Royaume de Pologne qu'en Prusse. Aussi, en 1824, c'est-à-dire un an avant l'expiration du terme de dix ans, le chargé d'affaires de Prusse à St.-Pétersbourg proposa-t-il à notre gouvernement de prolonger l'action de l'art. XX du traité de Vienne pour un terme indéfini. Le prince Paskiévitch, lieutenan du Royaume de Pologne, n'y consentit pas et proposa à l'encontre de remplacer la compétence du tribunal d'après le lieu de résidence par la compétence du tribunal du pays où se trouve „le principal immeuble du propriétaire". (Rapport du prince Paskiévitch au vice-chancelier du 12 (24) octobre 1832).

Les négociations furent suspendues, grâce à l'insurrection polonaise de 1830 et ne furent reprises qu'en 1832. Elles furent consacrées nonseulement à la question de la compétence des tribunaux pour les sujets mixtes, mais à celle de l'exécution des jugements, du contenu des régistres d'hypothèques, etc... Enfin, sans attendre le consentement du prince Paskiévitch, Ribeaupierre se décida à signer le 19 (31) décembre 1835 le projet de déclaration rédigé après de longues négociations.

Les soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Prusse considérant:

que l'article 20 du traité, signé à Vienne le 21 avril (3 mai) 1815, entre

данныхъ, нобходимо замѣтить, что оно вызвано было весьма существенными затрудненіями при примѣненіи ст. XX Вѣнскаго трактата отъ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года, заключеннаго между Россіей и Пруссіей (см. томъ III № 81, стр. 333). Въ силу этой статьи „споры частныхъ лицъ о земляхъ будутъ рѣшимы судомъ мѣста постояннаго ихъ жительства, но исполнять приговоръ имѣетъ судъ того округа, гдѣ находится имѣніе, состоящее въ спорѣ".

Это постановленіе было обязательно въ продолженіи десяти лѣтъ, но гораздо раньше истеченія этого срока обнаруживало существенныя неудобства въ своемъ примѣненіи. Оказывалось весьма часто совершенно невозможнымъ опредѣлить постоянное мѣстожительство смѣшаннаго подданнаго и, слѣдовательно, постоянно возникали споры о подсудности. Но эти неудобства болѣе чувствовались въ Царствѣ Польскомъ, нежели въ Пруссіи. Поэтому въ 1824 году, т. е. до истеченія десятилѣтняго срока, прусскій повѣренный въ дѣлахъ въ С.-Петербургѣ предложилъ продолжить дѣйствіе ст. XX Вѣнскаго трактата на неопредѣленное время. Съ этимъ не согласился намѣстникъ Царства Польскаго, князь Паскевичъ, который предложилъ замѣнить компетенцію суда мѣстожительства подсудностью суду страны, въ которой находится „главное имѣніе владѣльца". (Отношеніе кн. Паскевича къ вице-канцлеру отъ 12-го (24-го) октября 1832 года).

Переговоры были пріостановлены польскимъ возстаніемъ 1830 года и возобновились только въ 1832 году. Они касались не только вопроса о судимости смѣшанныхъ подданныхъ, но также исполненія постановленныхъ рѣшеній, содержанія гипотечныхъ книгъ и т. п. Наконецъ, не дождавшись согласія князя Паскевича, Рибопьеръ рѣшился подписать 19-го (31-го) декабря 1835 года составленный, послѣ продолжительныхъ переговоровъ, проектъ деклараціи.

Нижеподписавшіеся уполномоченные Е. В. Императора Всероссійскаго и Е. В. Короля Прусскаго, принимая въ соображеніе,

что согласно 20-й статьѣ трактата, заключеннаго въ Вѣнѣ 21 апрѣля

la Russie et la Prusse, attribue au forum du domicile la connaissance des contestations relatives aux propriétés immobiliaires, coupées par la ligne frontière;

considérant en outre:

que le terme de dix ans, stipulé pour la durée de ce principe, est expiré et que les hautes Parties contractantes se sont reservées par l'article précité de convenir au bout de ce terme, d'une autre règle, s'il y a lieu, ont arrêté les dispositions suivantes:

Règlement du Forum.

§ 1.

La propriété principale des biens, coupés par la ligne frontière, qui sépare le Grand Duché Posen du Royaume de Pologne, soit que ces biens appartiennent à des particuliers, soit à des communes, instituts ou établissements publics, servira de base à déterminer le forum, dans l'un des deux pays pour la décision des contestations relatives à ces mêmes biens.

Ce qu'on doit entendre par propriété principale.

§ 2.

Sera regardée comme propriété principale cette portion du bien immeuble coupé par la frontière, sous le nom de laquelle sont comprises toutes les autres dépendances et attenances qui en font partie intégrante à raison des rapports d'économie rurale ou autres.

(3 мая) 1815 года между Россіей и Пруссіей, разбирательство исковъ о недвижимыхъ имѣніяхъ, пересѣкаемыхъ граничною чертою, подлежитъ вѣдомству суда мѣста постояннаго жительства тяжущихся;

принимая далѣе въ соображеніе,

что десятилѣтній срокъ, установленный для силы этого правила, истекъ, и что высокія договаривающіяся стороны предоставили себѣ вышеупомянутой статьей, по прошествіи срока, буде нужно, войти въ соглашеніе на счетъ иныхъ для сего положеній, постановили нижеслѣдующія правила.

Опредѣленіе вѣдомства суда.

§ 1.

Главная собственность въ имѣніяхъ, пересѣкаемыхъ граничною чертою между великимъ герцогствомъ Познанскимъ и Царствомъ Польскимъ, кому бы ни принадлежали эти имѣнія, частнымъ людямъ, общинамъ, учрежденіямъ или заведеніямъ публичнымъ, будетъ принимаема за основаніе для опредѣленія суда той или другой области, вѣдомству коего будетъ подлежать рѣшеніе о спорахъ, касающихся этихъ имѣній.

Что слѣдуетъ разумѣть подъ главною собственностью.

§ 2.

Главною собственностью будетъ почитаема та часть недвижимаго имѣнія, пересѣкаемаго границею, подъ именемъ которой разумѣются всѣ другія принадлежащія къ ней угодья, составляющія въ сельскохозяйственномъ или иномъ отношеніи нераздѣльную съ нею часть.

Si le bienfonds coupé par la frontière est une propriété principale, celle des parties où sont situées l'habitation du maître et les bâtiments d'exploitation sera regardée comme la propriété principale.

Des hypothèques.

§ 3.

Les livres hypothécaires seront tenus d'après les règles suivantes:

A. Lorsque des possessions, composées de plusieurs terres ou de seigneuries entières sont coupées par la ligne frontière, de manière que des villages entiers ou des fermes domaniales (Vorwerke) appartenant à une propriété principale se trouvent dans le territoire de l'autre Etat, les livres d'hypothèque de ce bienfonds, seront tenus par les tribunaux polonais et prussiens par chacun pour les villages ou métairies qui se trouvent enclavés dans le territoire de sa jurisdiction.

B. Quand des possessions de moindre importance, tels que moulins, colonies, champs, prairies, paturâges, forêts, bergeries, cabarets, maisons et établissements des gardes forestiers et champêtres, briquetries, verreries, goudronneries et papetries, sont détachés de leur chef-lieu par la ligne de la frontière, de sorte qu'ils se trouvent enclavés dans le territoire de l'Etat, sous la domination duquel la terre à laquelle ils appartiennent n'est point située, les tribunaux du pays dans le territoire duquel ces dépendances se trouvent, ne sont pas obligés d'ouvrir, pour ces enclaves détachées, un livre d'hypothèque particulier, mais

Если главную собственность составляетъ имѣніе, пересѣкаемое границею, то будетъ считаться за главную собственность та изъ ея частей, въ которой находятся домъ хозяина и зданія хозяйственныя.

О ипотекахъ.

§ 3.

Веденіе ипотечныхъ книгъ будетъ подлежать нижеслѣдующимъ правиламъ:

А. Если владѣнія состоятъ изъ нѣсколькихъ земель или цѣлыхъ помѣстьевъ и пересѣкаются пограничною чертою такимъ образомъ, что цѣлыя селенія или фермы казенныя (Vorwerke), принадлежащія къ одной главной собственности, находятся на территоріи другого государства, то ипотечныя книги для такого имѣнія будутъ содержимы судами польскими и прусскими, каждымъ для селеній или мѣстъ, которыя находятся въ предѣлахъ его вѣдомства.

В. Когда менѣе значительныя владѣнія, какъ-то: мельницы, поселки, поля, луга, выгоны, лѣса, овчарни, корчмы, дома и заведенія лѣсныхъ и полевыхъ сторожей, кирпичные, стеклянные, смолегонные и бумажные заводы отдѣляются пограничною чертою отъ главнаго своего мѣста, такъ что находятся на территоріи государства, подъ властью котораго не состоитъ земля, къ которой они принадлежатъ, то судебныя мѣста страны, въ предѣлахъ которой находятся эти угодья, не обязаны заводить для этихъ чрезполосныхъ владѣній особую ипотечную книгу, но

C. Il sera du devoir du tribunal du lieu de tenir des livres hypothécaires pour les dépendances de ce genre dans les cas où elles sont concédées à des possesseurs particuliers à titre de propriété.

D. Dans tous les cas où, d'après les dispositions ci-dessus, le livre hypothécaire d'une propriété composée de plusieurs terres, villages ou fermes, est tenu, partie par les tribunaux polonais, partie par ceux de la Prusse, le créancier qui a acquis une hypothèque sur toute la propriété, doit en provoquer l'inscription auprès des tribunaux des deux Etats, mais si une partie de la propriété lui a été donnée en hypothèque, dans ce cas il ne s'adresse qu'à celui des tribunaux qui a la tenue des livres hypothécaires de la partie territoriale grévée de l'hypothèque.

Règlement des hypothèques.

§ 4.

Les hypothèques dont suivant le § 3 les livres doivent être tenus dans les deux Etats, seront réglées conformément aux lois respectives de chacun d'eux. Le règlement d'hypothèques n'aura lieu que pour les bienfonds des particuliers et de ceux, qui, depuis l'établissement du Royaume de Pologne, n'ont pas encore constaté leurs titres de propriété conformément aux règlements hypothécaires, décrétés par les Diètes de 1818 et de 1825.

Il en sera de même des bienfonds des sujets prussiens qui se trouvent dans un cas semblable, savoir, que le nouveau règlement des hypothèques n'aura également lieu que pour les bienfonds, dont

C. Мѣстный судъ обязанъ содержать ипотечныя книги для угодьевъ такого рода въ томъ случаѣ, когда они уступлены частнымъ владѣльцамъ на правѣ собственности.

D. Во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда согласно вышеизложеннымъ постановленіямъ, ипотечная книга имѣнія, состоящаго изъ земель, селеній или фермъ, ведется частью польскими судами, частью прусскими, кредиторъ, который пріобрѣтетъ право ипотеки на всю собственность, обязывается озаботиться о вписаніи оной судами обоихъ государствъ; но если онъ получилъ право ипотеки на часть собственности, то въ такомъ случаѣ обращается только къ тому судебному мѣсту, которое завѣдуетъ ипотечными книгами части земли, на которую наложена ипотека.

Правила объ ипотекахъ.

§ 4.

Ипотеки, книги коихъ, согласно § 3, должны вестись въ обоихъ государствахъ, будутъ опредѣляемы законами каждаго изъ сихъ государствъ. Правила объ ипотекахъ будутъ относиться только къ помѣстьямъ частныхъ лицъ и тѣхъ лицъ, которыя со времени учрежденія Царства Польскаго не доказали еще своихъ правъ собственности согласно съ положеніями объ ипотекахъ, предписанными сеймами 1818 и 1825 годовъ.

Тоже самое относится къ помѣстьямъ прусскихъ подданныхъ, которые находятся въ подобномъ же положеніи, а именно — новыя правила объ ипотекахъ получатъ примѣненіе равнымъ

les propriétaires n'auraient point encore constaté leurs titres de propriété, conformément aux lois de la Prusse.

Forum pour les contestations.

§ 5.

Toutes les fois où il s'agit de connaitre des contestations relatives aux immeubles coupés par la frontière ou de procéder à leur expropriation, les tribunaux des deux pays seront tenus de suivre les règles ci-après.

a. Les contestations qui ont pour objet la totalité du bienfonds, seront décidées par le tribunal dans la jurisdiction duquel est située la propriété principale.

b. Le même tribunal connaitra aussi des différends qui se seront élevés relativement au bienfonds même, coupé par la frontière.

c. Quant aux contestations élevées au sujet d'une propriété immobiliaire, qui n'étant qu'une partie d'un bienfonds coupé par la frontière, se trouve exclusivement située dans les limites de l'un ou de l'autre des deux Etats, elles seront décidées par le forum du territoire, dans lequel la propriété en litige est enclavée.

d. Les contestations provenant des hypothèques seront jugées par les tribunaux qui tiennent les livres hypothécaires.

Forum pour l'exécution de la sentence.

§ 6.

Le tribunal du pays où est située la propriété foncière sera chargé de l'exé-

образомъ только къ такимъ имѣніямъ, собственники коихъ не доказали еще своихъ правъ собственности на основаніи законовъ прусскихъ.

О судѣ для разбирательства споровъ.

§ 5.

При разсмотрѣніи споровъ, о недвижимыхъ имуществахъ, пересѣкаемыхъ границею, или въ случаѣ ихъ экспропріаціи, обоюдные суды будутъ соблюдать слѣдующія правила:

a. Споры, имѣющіе своимъ предметомъ все помѣстье, будутъ разрѣшаемы тѣмъ судебнымъ мѣстомъ, въ вѣдомствѣ коего находится главная собственность.

b. Вѣдѣнію того же суда будутъ подлежать споры, которые возникли бы относительно самаго имѣнія, пересѣкаемаго границею.

c. Что касается споровъ о недвижимой собственности, которая, будучи частью недвижимаго имѣнія, пересѣкаемаго границею, находится исключительно въ предѣлахъ того или другого государства, то такіе споры будутъ разрѣшаемы судомъ той страны, въ предѣлахъ которой находится спорная собственность.

d. Споры, возникающіе по ипотекамъ, подлежатъ разбирательству судовъ, завѣдующихъ ипотечными книгами.

Объ исполненіи судебныхъ рѣшеній.

§ 6.

Судъ страны, гдѣ находится недвижимая собственность, принимаетъ мѣры

cution de l'arrêt, d'après les formes en vigueur dans ce pays.

L'exécution en cas semblable sera admise par les tribunaux compétents, en tant que les arrêts rendus ne seront pas contraires aux lois du pays, dans le territoire duquel il s'agit de les mettre à exécution.

Disposition transitoire.

§ 7.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux causes déjà pendantes, lesquelles seront poursuivies par devant le tribunal qui en est saisi.

Terme de la durée de la présente disposition.

§ 8.

L'arrangement présent sera obligatoire aussi longtemps que les deux Cours respectives ne jugent pas nécessaire de convenir de nouveaux principes.

Publication.

§ 9.

Cet arrangement, dressé et signé en double expédition, sera, après échange réciproque, publié dans les deux Etats.

Berlin, 19 (31) décembre 1835.

(L. S.) Ribeaupierre.

(L. S.) Ancillon.

къ исполненію судебнаго рѣшенія, по правиламъ, дѣйствующимъ въ этой странѣ.

Въ семъ случаѣ исполненіе будетъ допущено подлежащими судами, насколько постановленныя рѣшенія не противорѣчатъ законамъ страны, въ предѣлахъ которой они должны быть исполнены.

Временное правило.

§ 7.

Вышеизложенныя правила не примѣняются къ дѣламъ, которыя уже находятся въ производствѣ и которыя будутъ разсмотрѣны судами, въ вѣдѣніе коихъ они поступили.

Срокъ дѣйствія настоящаго соглашенія.

§ 8.

Настоящій договоръ будетъ сохранять обязательную силу, пока обоюдные Дворы не признаютъ необходимымъ войти въ соглашеніе о новыхъ правилахъ.

Обнародованіе.

§ 9.

Настоящее соглашеніе, составленное и подписанное въ двухъ экземплярахъ, будетъ обнародовано въ обоихъ государствахъ, по размѣнѣ онаго между сторонами.

Въ Берлинѣ, 19 (31) декабря 1835 г.

(М. П.) Рибопьеръ.

(М. П.) Ансильонъ.

Déclarations concernant la suppression du droit de détraction, conformes à l'acte sub № 319 furent conclues:

En 1835, le 9 (21) octobre, avec la ville libre de Brême.

En 1836, le 18 février (1 mars), avec la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen (2 Recueil des lois, № 9.178).

En 1842, le 7 (19) janvier, avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolphstadt.

En 1842, le 6 août, avec la Principauté de Waldeck (2 Rec. des lois № 16.139).

En 1842, le 13 novembre, avec la Hesse-Cassel.

En 1859, le 26 novembre, avec le Brunswick-Lunebourg.

En 1859, le 26 novembre, avec le Brunswick, le Hanovre et l'Oldenbourg. (2 Rec. des lois, № 36.898).

En 1860, le 8 (20) décembre, avec Lübeck.

En 1860, le 10 (22) décembre, avec Hambourg (2 Rec. des lois, № 36.721).

En 1862, le 26 décembre, avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha (2 Rec. des lois, № 39.323).

Декларацiи относительно отмѣны вычета (droit de détraction), подобныя акту подъ № 319, были заключены:

1835 г., октября 9-го (21-го), съ вольнымъ городомъ Временомъ;

1836 г., февраля 18-го (марта 1-го), съ княжествомъ Шварцбургъ - Зондерзгаузенъ, (2-е П. С. З. № 9.178);

1842 г., января 7-го (19-го), съ княжествомъ Шварцбургъ-Рудольфштадтъ;

1842 г., августа 6-го, съ княжествомъ Вальденъ (2-е П. С. З. № 16.139);

1842 г., ноября 13-го, съ Гессенъ-Касселемъ;

1859 г., ноября 26-го съ Брауншвейгъ-Люнебургомъ.

1859 г., ноября 26-го, съ Брауншвейгомъ, Ганноверомъ и Ольденбургомъ (2-е П. С. З. № 36.898).

1860 г., декабря 8-го (20-го), съ Любекомъ.

1860 г., декабря 10 (22-го) съ Гамбургомъ (2-е П. С. З. № 36.721).

1862 г., декабря 26-го, съ Саксенъ - Кобургъ - Готскимъ Герцогомъ. (2-е П. С. З. № 39.323).

№ 322.

1837, 8 (20) décembre. Traité de démarcation, conclu avec la Prusse à Gumbinnen.

№ 322.

1837 г., декабря 8-го (20-го). Демаркацiонный трактатъ съ Пруссiей, заключенный въ Гумбинненѣ.

№ 323.

1839, 20 novembre (4 décembre). Articles supplémentaires au traité reproduit plus haut sub № 322.

№ 323.

1839 г., ноября 20-го (декабря 4-го). Дополнительныя статьи къ вышеприведенному акту подъ № 322.

№ 324.

1840, 8 (30) août. Déclaration prussienne ratifiant l'acte sub № 322.

№ 324.

1840 г., августа 8-го (20-го). Прусская декларацiя, утверждающая актъ подъ № 322.

En étudiant la correspondance diplomatique, échangée entre la Russie et la Prusse à l'époque qui nous occupe, on s'étonne involontairement en voyant l'entente complète qui règne entre

Изучая дипломатическую переписку между Россiей и Пруссiей за разсматриваемое время, невольно удивляешься полному согласiю между обоими правительствами во всѣхъ значитель-

les deux gouvernements sur toutes les questions politiques d'importance. S'il se produit quelques divergences de vue, elles sont écartées par des entrevues personnelles ou par des lettres écrites par les Monarques régnants des deux pays, ou bien enfin par la voie ordinaire d'un échange de vues entre les Ministres des affaires étrangères et les représentants diplomatiques des deux Etats.

Les divergences de vue les plus sérieuses sont provoquées par les négociations relatives aux rapports commerciaux mutuels et aux traités de commerce. Dans cette sphère, la diversité d'avis des deux gouvernements, dans leur point de départ et dans les buts qu'ils poursuivaient, est telle que leur entente sur les questions commerciales devient tout-à-fait impossible. Les intérêts commerciaux et industriels de la Russie et de la Prusse paraissent à un tel point irréconciliables, que les liens de parenté les plus proches et l'amitié politique la plus sincère ne sont pas en état de convaincre les deux gouvernements de la nécessité d'en arriver à une entente quelconque.

Voilà pourquoi toutes les négociations ayant trait à une question politique quelconque aboutissent à l'entente complète des Cabinets de St.-Pétersbourg et de Berlin, tandis que tous les pourparlers diplomatiques concernant un traité de commerce amènent les gouvernements russe et prussien à se convaincre de l'impossibilité où ils se trouvent de s'entendre à ce sujet. Le sentiment d'irritation que provoque cette issue des négociations commerciales se fait ressentir parfois dans la marche des pourparlers sur les questions politiques courantes.

En vue de ce fait, qui nous est démontré par l'histoire, on peut affirmer que le contraste de la politique et des intérêts commerciaux de la Russie et de la Prusse aboutissait inévitablement à un certain refroidissement dans les relations politiques, qui était d'autant plus durable et profond quand l'une des parties était fermement persuadée que l'autre faisait preuve d'entêtement et de mauvais vouloir. Le commerce et la politique étaient les deux facteurs qui définissaient depuis longtemps déjà tous les rapports mutuels de la Russie et de la Prusse. Si, d'après l'opinion du peuple et du gouvernement prussiens, les intérêts commerciaux de la Prusse étaient plus ou moins pris en considération par le gouvernement russe, il n'y avait aucun motif naturel pour la collision des intérêts politiques réciproques de la Russie et de la Prusse. Par

ныхъ политическихъ вопросахъ. Если нѣкоторое разногласіе обнаруживается, то оно или сглаживается путемъ личныхъ свиданій или собственноручныхъ писемъ царствующихъ въ обѣихъ странахъ Государей, или же, оно устраняется обыкновеннымъ путемъ обмѣна мыслей между Министрами Иностранныхъ Дѣлъ и дипломатическими представителями обоихъ государствъ.

Но несравненно серьезнѣе разногласія, вызванныя переговорами о взаимныхъ коммерческихъ отношеніяхъ и трактатахъ. Въ этой области разногласіе въ точкахъ отправленія обоихъ правительствъ и въ цѣляхъ, которыя они себѣ ставятъ, до такой степени существенно, что соглашеніе по торговымъ вопросамъ становится совершенно невозможнымъ. Коммерческіе и промышленные интересы Россіи и Пруссіи кажутся настолько непримиримыми, что самая тѣсная родственная связь и самая искренняя политическая дружба не въ состояніи убѣдить оба правительства въ необходимости придти къ какому нибудь соглашенію.

Поэтому результатомъ переговоровъ по какому либо текущему политическому вопросу обыкновенно является полное согласіе С.-Петербургскаго и Берлинскаго кабинетовъ. Результатомъ же дипломатическихъ переговоровъ по заключенію какого нибудь торговаго трактата представляется убѣжденіе русскаго и прусскаго правительствъ въ невозможности согласиться имъ между собою. Вызванное такимъ исходомъ переговоровъ чувство раздраженія отзывается нерѣдко на ходѣ переговоровъ по текущимъ политическимъ вопросамъ.

На основаніи этого историческаго опыта можно сказать, что противоположность торговой политики и интересовъ Россіи и Пруссіи приводила неизбѣжнымъ образомъ къ нѣкоторому политическому охлажденію, которое было тѣмъ продолжительнѣе и тѣмъ глубже, чѣмъ непоколебимѣе была увѣренность одной стороны въ упорствѣ и недоброжелательствѣ другой. Торговля и политика были тѣ два фактора, которыми уже давно опредѣлялись всѣ взаимныя отношенія Россіи и Пруссіи. Еслибъ торговые интересы Пруссіи были, по мнѣнію прусскаго народа и правительства, болѣе или менѣе уважены русскимъ правительствомъ, то не было бы никакихъ естественныхъ поводовъ къ столкновеніямъ обоюдныхъ политическихъ интересовъ Россіи и Пруссіи. Наоборотъ, неуваженіе торговыхъ или промышленныхъ интересовъ одной

contre, si d'une part ou de l'autre on méconnaissait les intérêts commerciaux ou industriels de l'un des Etats en question, on était sûr de provoquer de la part de l'autre un sentiment d'inimitié qui ne pouvait s'adoucir que par la conception profonde d'intérêts supérieurs communs aux deux Empires ou par le sentiment d'amitié personnelle qui unissaient leurs deux Souverains.

L'Empereur Nicolas I et les rois de Prusse se rendant compte non-seulement des intérêts supérieurs d'ordre et de bien-être des peuples qu'ils gouvernaient, mais étant unis par des sentiments d'amitié et d'attachement personnels, il est évident que jamais le contraste des intérêts commerciaux ne put exercer une influence sérieuse sur leur politique internationale commune.

Cette idée trouve une confirmation toute particulière dans les rapports diplomatiques, qui ont existé entre la Russie et la Prusse dans les années trente et quarante du siècle actuel. Nous pouvons nous convaincre de l'entente presque complète qui a régné entre les deux gouvernements sur toutes les questions politiques courantes.

Quand, au mois de novembre 1834, l'Empereur Nicolas I se rendit encore une fois auprès de son auguste beau-père, il donna l'ordre à M. de Ribeaupierre d'expédier à toutes les ambassades de Russie une dépêche-circulaire portant que l'Empereur n'était exclusivement arrivé à Berlin que pour des affaires de famille. Les ententes survenues à Schwedt et à Münchengrätz, disait cette dépêche de novembre, ont complètement défini les vues des Puissances alliées sur toutes les questions politiques les plus importantes. Sa Majesté l'Empereur est décidé plus que jamais „à s'abstenir comme par le passé de toute intervention directe ou indirecte dans les affaires intérieures des Etats de l'Europe". Sa politique aura pour base „la triple alliance" de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse.

Mais sans intervenir dans les affaires intérieures des autres Etats, Nicolas I n'en était pas moins obligé de surveiller avec la plus grande attention la situation intérieure et les mesures prises par les gouvernements des Puissances étrangères. Il était nécessaire de les connaître à fond afin de pouvoir atteindre les buts que poursuivait la politique de la Russie. Comme de raison, l'attention de l'Empereur se concentrait tout particulièrement sur l'état des

державы обыкновенно вызывало непріязненное чувство въ другой, которое могло смягчаться только или глубокимъ сознаніемъ высшихъ общихъ интересовъ, или чувствомъ личной дружбы Государей.

И такъ какъ Императоръ Николай I и короли прусскіе не только сознавали высшіе интересы порядка и пользы народовъ, ими управляемыхъ, но также были связаны чувствами личной дружбы и привязанности, то понятно, что никогда противоположность коммерческихъ интересовъ не могла существеннымъ образомъ повліять на ихъ общую международную политику.

Эти мысли находятъ себѣ особенное подтвержденіе въ дипломатическихъ сношеніяхъ Россіи и Пруссіи въ тридцатыхъ и сороковыхъ годахъ нынѣшняго столѣтія. По всѣмъ политическимъ текущимъ вопросамъ мы видимъ почти полное согласіе обоихъ правительствъ.

Когда Императоръ Николай I, въ ноябрѣ 1834 года, опять посѣтилъ августѣйшаго своего тестя, онъ повелѣлъ Рибопьеру отправить во всѣ русскія посольства циркулярную депешу, въ которой было объяснено, что Государь прибылъ въ Берлинъ исключительно по семейнымъ обстоятельствамъ. Соглашенія, состоявшіяся въ Шведтѣ и Мюнхенгрецѣ, говорится въ этой ноябрьской депешѣ, вполнѣ установили взгляды „союзныхъ державъ" насчетъ всѣхъ главнѣйшихъ политическихъ вопросовъ. Государь Императоръ болѣе чѣмъ когда либо рѣшился „воздерживаться, какъ въ прошедшемъ, отъ всякаго непосредственнаго или косвеннаго вмѣшательства во внутреннія дѣла европейскихъ государствъ". Основаніемъ же политики его будетъ и впредь „тройственный союзъ" Россіи, Австріи и Пруссіи.

Но не вмѣшиваясь во внутреннія дѣла другихъ государствъ, Николай I не могъ однако не слѣдить съ большимъ вниманіемъ за внутреннимъ состояніемъ и правительственными порядками иностранныхъ державъ. Ближайшее съ ними знакомство было необходимо для достиженія преслѣдуемыхъ русскою политикою цѣлей. Понятно, что въ особенности обращало на себя вниманіе Государя положеніе вещей въ сосѣднихъ дружескихъ державахъ, и потому

choses à l'Intérieur des pays voisin et amis et c'est pourquoi les rapports des ministres de Russie près les Cours de Berlin et de Vienne sont une riche source de matériaux pour l'histoire intérieure de la Prusse et de l'Autriche.

Ainsi, dans une dépêche confidentielle de M. de Ribeaupierre, en date du 21 décembre 1838 (2 janvier 1839), on trouve des données très curieuses sur le gouvernement de la Prusse dans les dernières années du règne du roi Frédéric Guillaume III. Le fameux Rochow se plaignait au ministre de Russie de l'absence de toute espèce d'ordre et de fermeté dans les affaires intérieures de la Prusse. Il avait proposé entre autre au roi d'envoyer dans les provinces du Rhin une armée prussienne de 16 mille hommes pour intimider les catholiques belges. Tous les autres ministres prussiens avaient approuvé ce projet, le roi seul refusait de le mettre à exécution. „Que faire", — s'écriait Rochow, en racontant ce qui précède à Ribeaupierre —„avec un roi de 68 ans, qui a pris pour règle de conduite de ne rien faire". En général, le tableau que faisait cet homme d'Etat prussien de la situation intérieure de la Prusse n'était guère attrayant. A l'entendre, le ministre comte Lottum „n'élevait jamais la voix, le secrétaire de cabinet Müller était un honnête homme, mais superficiel et sans lumières; Lindheim en avait encore moins que lui et était naturellement très borné. Voilà, ajoutait Rochow, de quoi se compose le Conseil du Roi, qui ne voit personne, ne parle à personne, n'échange pas ses idées avec celles des autres".

Cette confession d'un ministre prussien, dont le dévouement sans limites au roi et au peuple ne fait pas l'ombre du moindre doute, est la meilleure preuve de la situation toute particulière que le représentant de la Russie occupait à la Cour de Berlin. Il était l'homme de confiance du roi et de ses ministres: on se disculpait souvent devant lui pour les mesures prises par le gouvernement et on lui demandait encore plus souvent aide et conseil dans les circonstances difficiles.

Quand au mois de février 1839, M. de Ribeaupierre fut appelé à siéger au Conseil de l'Empire et quand on eut nommé à sa place près la Cour de Berlin le baron Meyendorf, qui se trouvait jusqu'alors à Stuttgard, ce dernier se convainquit fort rapidement de tous les défauts susmentionnés de l'administration prussienne. Dans une

донесенія русскихъ посланниковъ при Берлинскомъ и Вѣнскомъ дворахъ представляютъ богатѣйшій матерьялъ для внутренней исторіи Пруссіи и Австріи.

Такъ, въ конфиденціальной депешѣ Рибопьера отъ 21-го декабря 1838 г. (2-го января 1839 г.) находятся весьма любопытныя данныя относительно прусскаго правительства въ самомъ концѣ царствованія короля Фридриха-Вильгельма III. Извѣстный Роховъ жаловался посланнику на отсутствіе всякаго твердаго порядка во внутреннихъ дѣлахъ Пруссіи. Онъ, между прочимъ, предложилъ королю выставить въ Рейнской провинціи прусскую армію въ 16 тысячъ человѣкъ, для устрашенія бельгійскихъ католиковъ. Всѣ другіе прусскіе министры одобрили этотъ проектъ, но только король отказался привести его въ исполненіе. „Что же подѣлаешъ", воскликнулъ Роховъ, разсказывая объ этомъ дѣлѣ Рибопьеру,—„съ королемъ 68 лѣтъ, который принялъ за правило ничего не дѣлать"? Вообще картина внутренняго состоянія Пруссіи, нарисованная этимъ прусскимъ государственнымъ мужемъ, была не особенно увлекательна. Министръ графъ Лоттумъ, по его словамъ, „никогда ничего не говоритъ; кабинетъ-секретарь Мюллеръ—человѣкъ честный, но поверхностный и мало свѣдущій; Линдгеймъ еще меньше свѣдущъ и отъ природы весьма ограниченный. Вотъ, прибавилъ Роховъ, изъ кого состоитъ совѣтъ короля, который самъ никого не видитъ, ни съ кѣмъ не говоритъ и не обмѣнивается своими мыслями съ другими".

Такая исповѣдь прусскаго министра, безпредѣльная преданность котораго къ своему королю и народу стоитъ выше всякихъ сомнѣній, служитъ лучшимъ доказательствомъ въ пользу совершенно особеннаго положенія, которое занималъ при Берлинскомъ дворѣ представитель Россіи. Онъ былъ довѣреннымъ лицомъ и короля, и его министровъ: предъ нимъ не рѣдко оправдывались за принятыя правительственныя мѣры, и у него часто искали совѣта и помощи въ затруднительныхъ обстоятельствахъ.

Когда, въ февралѣ 1839 года, Рибопьеръ былъ назначенъ членомъ Государственнаго Совѣта, и на его мѣсто при Берлинскомъ дворѣ былъ переведенъ изъ Штутгардта баронъ Мейендорфъ, послѣдній весьма скоро убѣдился въ вышеприведенныхъ недостаткахъ прусскихъ правительственныхъ порядковъ. Секретная де-

dépêche secrète du 23 décembre 1839 (4 janvier 1840), le baron Meyendorf fait une description remarquable et détaillée de la situation intérieure de la Prusse. Le roi, écrit le nouveau ministre, par la nature même de son caractère n'aime pas à prendre des décisions importantes quelconques. Il préfère „souffrir d'un mal connu plutôt que s'exposer, pour s'en délivrer, à des inconvénients difficiles à apprécier d'avance. Ces dispositions augmentent avec l'âge; personne ici n'espère qu'elles puissent changer". Néanmoins, „l'administration fonctionne avec une exactitude et une fermeté qui préviennent les abus—la machine bien conçue et bien montée marche d'elle-même—la justice est prompte et impartiale—l'économie et l'ordre régnent dans les finances, l'agriculture, l'industrie et le commerce".

„On a d'ailleurs personnellement pour le roi un attachement respectueux tel qu'on craindrait de troubler sa vieillesse—on approuve son amour de justice, son équité, sa douceur—les ennemis de l'ordre redoutent la popularité dont il jouit dans toutes les classes".

Passant ensuite à la caractéristique des personnes qui entourent le roi, le baron Meyendorf s'arrête avant tout sur la personne du prince Wittgenstein qui jouit, plus que tout autre de la confiance du roi. Le prince „s'emploie principalement à écarter de Sa Majesté toute impression pénible, à lui éviter la nécessité de toute résolution énergique et à le maintenir dans cette tranquillité d'âme et d'esprit qui, à certain âge, est l'équivalent du bonheur. Ami intime du prince Metternich, il a été l'agent le plus actif de l'influence autrichienne". C'est aussi au prince de Wittgenstein qu'il faut attribuer le fait que depuis plus de vingt ans tous les projets proposant d'octroyer à la Prusse une constitution sont tombés à l'eau. Mais tout le monde est persuadé que le système, qui existe actuellement et qui est fondé sur le maintien du *status quo*, ne pourra pas durer sous le règne suivant.

Les hommes nouveaux sont nécessaires et Bunsen, Herlach, Groeben et Radowitz jouissent de la confiance toute particulière du futur roi. Rochow, en sa qualité d'ami du Kronprinz, jouira de la plus grande influence—sa vie entière et son caractère sont irréprochables.

Le gouvernement du futur roi Frédéric Guillaume IV sera accusé, d'après le baron Meyen-

пеша барона Мейендорфа отъ 23-го декабря 1839 г. (4-го января 1840 г.) представляетъ замѣчательную и подробную характеристику внутренняго положенія Пруссіи. Король, пишетъ новый посланникъ, по своему характеру, не любитъ принимать какихъ либо важныхъ рѣшеній. Онъ предпочитаетъ „страдать отъ извѣстнаго зла, нежели вызвать, изъ желанія отъ него избавиться, неудобства, которыя трудно предвидѣть. Это настроеніе развивается со старостью, и никто здѣсь не надѣется, что оно можетъ измѣниться". Но все-таки „администрація дѣйствуетъ съ точностью и твердостью, которыя предупреждаютъ злоупотребленія, это—машина, хорошо придуманная и хорошо управляемая. Правосудіе отправляется скоро и безпристрастно; экономія и порядокъ господствуютъ въ финансахъ, земледѣліи, промышленности и торговлѣ".

Сверхъ того, „къ самому королю всѣ чувствуютъ такую почтительную преданность, что боятся потревожить его старость. Всѣ почитаютъ его любовь къ правосудію, его справедливость и его мягкосердечіе. Враги порядка боятся его популярности, которою онъ пользуется во всѣхъ классахъ".

Переходя затѣмъ къ характеристикѣ приближенныхъ къ королю лицъ, баронъ Мейендорфъ останавливается прежде всего на князѣ Витгенштейнѣ, который пользуется наибольшимъ довѣріемъ короля. Князь въ особенности „старается удалить отъ короля всякое непріятное впечатлѣніе, предупредить необходимость принимать какое либо энергическое рѣшеніе и сохранить въ немъ то спокойствіе души и ума, которое въ извѣстномъ возрастѣ замѣняетъ счастіе. Будучи близкимъ другомъ князя Меттерниха, онъ всегда былъ наиболѣе дѣятельнымъ агентомъ австрійскаго вліянія". Князю Витгенштейну слѣдуетъ также приписать, что въ продолженіи болѣе чѣмъ двадцати лѣтъ всѣ проекты о дарованіи Пруссіи конституціи канули въ воду. Но всѣ убѣждены въ томъ, что нынѣ существующая система, основанная на сохраненіи status quo, не можетъ продолжаться въ будущее царствованіе.

Нужны новые люди, и Бунзенъ, Герлахъ, Гребенъ и Радовицъ пользуются особеннымъ довѣріемъ новаго короля. Роховъ, другъ кронпринца, будетъ пользоваться наибольшимъ вліяніемъ, и вся его жизнь и характеръ безукоризненны.

Правительство новаго короля Фридриха-Вильгельма IV будетъ обвиняемо, по мнѣнію ба-

dorf, d'avoir des tendances rétrogrades, mais „les gens sages et patriotes reconnaissent qu'il est impossible d'introduire une constitution en Prusse sans la précipiter dans le désordre et l'anarchie; mais ils veulent en même temps qu'elle marche libre de toute entrave à la tête de l'Allemagne protestante, qu'elle soit, comme du temps de Frédéric le Grand, l'arbitre de la paix de l'Europe et le bouclier de l'indépendance des Etats allemands de second ordre".

Ce n'est qu'à cette condition que la Prusse sera capable de soutenir le premier choc de la France. La Prusse devra „tôt ou tard se rapprocher de la Russie, bien plus qu'elle ne l'est maintenant et en proportion de la probabilité d'une agression française".

Pour ce qui est de l'influence personnelle de Sa Majesté l'Empereur sur le futur roi, elle sera immense, selon le ministre de Russie, et dans les moments décisifs elle aura raison de tout.

„Je résume ce long rapport", — écrivait le baron Meyendorf,—„par deux mots: On veut être ici ni Autrichien, ni Russe, mais Prussien— l'on croit que la Prusse, pour résister à la France et au danger des révolutions, doit être gouvernée comme un Etat jeune et fort, et non comme une Monarchie décrépite, et avoir un système à elle pour sa politique étrangère, comme pour son gouvernement intérieur".

Cette caractéristique intéressante de l'administration et de la politique prussiennes était juste et les prédictions du baron Meyendorf, comme nous le verrons, se réalisèrent sous plus d'un rapport. Seule, la politique de la Cour de Berlin, ne devint pas de sitôt assez „prussienne" pour devenir complètement indépendante. Pendant de longues années encore l'influence de l'Empereur Nicolas I sur cette politique fut écrasante.

Quand, grâce à Méhémet-Ali d'Egypte, la question d'Orient à la fin des années trente fut de nouveau placée à l'ordre du jour et quand le baron Brunnow provoqua l'entente de la Russie et de l'Angleterre aux termes de la convention de Londres de 1840, le Cabinet de Berlin se réjouissait de cette solution si heureuse des difficultés qui s'étaient produites. Au mois d'août 1839, le baron Brunnow se trouvant de passage à Berlin réussit à convaincre complètement le roi et le baron Werther, Ministre des Affaires Etrangères de Prusse, de la légalité des buts poursuivis par la politique russe. Le Cabi-

рона Мейендорфа, въ ретроградствѣ, но „люди разумные и патріоты признаютъ, что невозможно ввести въ Пруссіи конституцію, не ввергая ее въ неурядицу и анархію, однако они въ то же время желаютъ, чтобъ Пруссія шла свободною отъ всякихъ препонъ во главѣ протестантской Германіи, чтобъ она была, какъ во времена Фридриха В., рѣшительницею европейскаго мира и щитомъ независимости германскихъ второстепенныхъ государствъ".

Только такимъ образомъ Пруссія въ состояніи будетъ выдержать первый ударъ Франціи. Пруссія должна будетъ „раньше или позже сблизиться съ Россіею еще больше, чѣмъ она въ настоящее время близка съ ней, въ виду вѣроятности нападенія со стороны французовъ".

Личное же вліяніе Государя Императора на будущаго короля, по мнѣнію посланника, будетъ весьма значительно и въ рѣшительные моменты оно все побѣдитъ.

„Я резюмирую это длинное донесеніе", пишетъ баронъ Мейендорфъ, „двумя словами: здѣсь не желаютъ быть ни Австрійцами, ни Русскими, но Пруссаками. Здѣсь убѣждены въ томъ, что Пруссія для борьбы съ Франціею и опасными революціями должна быть управляема какъ молодое и сильное государство, а не какъ разлагающаяся монархія. Она должна имѣть свою собственную систему, какъ для внѣшней своей политики, такъ и для внутренняго управленія".

Эта интересная характеристика прусскаго правительства и политики была вѣрна, и предсказанія барона Мейендорфа, какъ мы увидимъ, во многихъ отношеніяхъ оправдались. Только политика Берлинскаго двора еще не скоро сдѣлалась „прусскою" настолько, чтобъ утвердить полную ея независимость. Вліяніе на нее Императора Николая I было еще много лѣтъ подавляющее.

Когда въ концѣ тридцатыхъ годовъ, благодаря Мегемету-Али египетскому, опять былъ поставленъ на очередь Восточный вопросъ, и баронъ Брунновъ устроилъ соглашеніе Россіи съ Англіей на основаніи Лондонской конвенціи 1840 года, Берлинскій кабинетъ радовался такому удачному разрѣшенію возникшихъ затрудненій. Баронъ Брунновъ былъ въ августѣ 1839 года проѣздомъ въ Берлинѣ и вполнѣ убѣдилъ короля и барона Вертера, прусскаго Министра Иностранныхъ Дѣлъ, въ законности преслѣдуемыхъ русскою политикою цѣлей. Берлинскій кабинетъ безпокоился только объ од-

net de Berlin ne s'inquiétait que d'une chose: du maintien de l'alliance entre la Russie et l'Autriche, qu'il considérait comme „la base de la paix et de la civilisation du monde". Quand le Cabinet de Vienne vint à agir contre les vues de la politique russe dans la question turco-égyptienne et quand il se sépara de la Russie, la Cour de Berlin formula le désir de voir l'alliance des trois Puissances se confirmer de nouveau par un acte solennel quelconque. (Dépêches du baron Brunnow du 26 août (7 septembre) et du baron Meyendorf du 2 (14) septembre et du 4 (16) novembre 1839).

La même entente existait entre les deux gouvernements sur d'autres questions courantes, telles que les affaires de Belgique et d'Espagne.

Mais il y avait contradiction complète d'intérêts et de vues dans tous les pourparlers concernant les rapports commerciaux de la Russie et de la Prusse, qui formaient, à la fin des années trente, tout l'intérêt des négociations diplomatiques de cette époque. Nous allons tenter d'esquisser brièvement ces négociations fort longues et très compliquées, qui ne prirent fin qu'en 1842 après la signature d'une entente temporaire.

En 1825, on procéda à la conclusion d'une convention de commerce avec la Prusse (v. № 308), qui, aux termes de l'art. XXIII, devait avoir une durée de neuf ans. A l'expiration de ce terme, „les deux parties contractantes devaient convenir de sa prolongation s'il y avait lieu".

Avant l'expiration du terme de la convention, le gouvernement russe proposa à celui de la Prusse d'en prolonger l'action pour une année de plus et de nommer des délégués en vue de procéder à des négociations à St.-Pétersbourg, où devait se trouver aussi le commissaire polonais. Le comte Nesselrode croyait devoir ajouter à ce qui précède que le désir, formulé par le gouvernement prussien, de voir le Royame de Pologne se joindre à l'Union douanière de l'Allemagne, ne pouvait pas être pris en considération par le gouvernement russe. (Dépêche du comte Nesselrode à Ribeaupierre du 18 février 1834).

Le gouvernement prussien consentit à la proposition russe: la force obligatoire de la convention fut prolongée pour un an de plus et M. de Forkenbeck fut nommé délégué de la Prusse pour négocier une nouvelle convention de commerce à St.-Pétersbourg. M. de Forkenbeck s'étant

номъ: о сохраненіи союза между Россіей и Австріей, усматривая въ этомъ союзѣ „основу мира и цивилизаціи міра". Когда же Вѣнскій кабинетъ сталъ противодѣйствовать видамъ русской политики въ турецко-египетскомъ вопросѣ и отдѣлился отъ Россіи, Берлинскій дворъ выразилъ желаніе, чтобы союзъ между всѣми тремя державами былъ подтвержденъ какимъ нибудь новымъ торжественнымъ актомъ. (Депеши барона Бруннова отъ 26-го августа (7 сентября) и бар. Мейендорфа отъ 2 (14) сентября и 4 (16) ноября 1839 года).

Такое же согласіе установилось между обоими правительствами по другимъ текущимъ вопросамъ, какъ напр. по бельгійскимъ и испанскимъ дѣламъ.

Но полная противоположность интересовъ и взглядовъ обнаружилась въ переговорахъ по торговымъ сношеніямъ между Россіей и Пруссіей, на которыхъ, однако, въ концѣ тридцатыхъ годовъ сосредоточивался весь интересъ дипломатическихъ переговоровъ. Постараемся представить здѣсь самый краткій очеркъ этихъ весьма продолжительныхъ и сложныхъ переговоровъ, окончившихся только въ 1842 году подписаніемъ временнаго соглашенія.

Въ 1825 году была заключена коммерческая конвенція съ Пруссіей (см. № 308), которая, въ силу статьи XXIII, должна была дѣйствовать въ продолженіи девяти лѣтъ. По истеченіи же этого срока „обѣ договаривающіяся стороны условятся о продолженіи оной, ежели почтутъ сіе за нужное".

До истеченія срока конвенціи, русское правительство предложило прусскому продолжить дѣйствіе ея на одинъ годъ и назначить уполномоченныхъ для веденія переговоровъ въ С.-Петербургѣ, гдѣ также будетъ находиться польскій коммиссаръ. При этомъ гр. Нессельроде считалъ нужнымъ прибавить, что заявленное прусскому правительству желаніе о присоединеніи Царства Польскаго къ Германскому Таможенному Союзу не можетъ быть уважено русскимъ правительствомъ. (Депеша гр. Нессельроде къ Рибопьеру отъ 18 февр. 1834 г.).

Прусское правительство приняло русское предложеніе: обязательная сила конвенціи 1825 года была продолжена на одинъ годъ, и Форкенбекъ былъ назначенъ прусскимъ уполномоченнымъ для переговоровъ о новомъ торговомъ соглашеніи въ С.-Петербургѣ. Когда же

trouvé dans l'impossibilité de quitter Berlin, il fut remplacé par M. Westphalen.

Mais cette prévenance de la part du Cabinet de Berlin n'avait pour but que de masquer la décision qu'il avait déjà prise de ne pas consentir au renouvellement de la convention de commerce de 1825 dans sa rédaction primitive. „Cette convention",—déclarait Ancillon dans une note du 3 (15) juin 1835,—„a eu pour la Prusse des résultats si peu satisfaisants que les autorités compétentes du royaume ont déclaré préférer ne pas conclure un nouveau traité qui ne différât pas de la convention déchue".

Форкенбекъ не могъ покинуть Берлинъ, на его мѣсто былъ назначенъ Вестфаленъ.

Но такая предупредительность со стороны Берлинскаго кабинета имѣла только цѣлью замаскировать принятое имъ рѣшеніе ни въ какомъ случаѣ не соглашаться на возобновленіе коммерческой конвенціи 1825 года въ томъ видѣ, какъ она существуетъ. „Эта конвенція", объявилъ Ансильонъ въ нотѣ отъ 3 (15) іюня 1835 г., „имѣла для Пруссіи настолько невыгодныя послѣдствія, что всѣ компетентныя власти королевства объявили лучше совсѣмъ не заключать новаго трактата, нежели заключить такой, который не отличался бы отъ старой конвенціи".

Но въ продолженіи 1835 года переговоры совсѣмъ не начались. Поэтому русское правительство предложило продолжить дѣйствіе конвенціи 1825 года еще на одинъ годъ.

Les négociations n'ayant même pas commencé pendant toute la durée de l'année 1835, le gouvernement russe crut devoir proposer à la Prusse de prolonger l'action de la convention de 1825 pour une année de plus encore.

Quelles étaient les causes de cette divergence de vues qui s'opposait à l'heureuse issue des pourparlers?

Dans leurs appréciations sur leurs relations commerciales, les deux gouvernements avaient chacun une opinion diamétralement opposée. Dans une lettre, écrite par le roi le 10 décembre 1835, nous trouvons l'expression de l'idée suivante: „je sens qu'un traité pareil (de commerce) ne peut reposer que sur la réciprocité et sur une juste compensation d'avantages et de sacrifices". D'après l'opinion du roi la convention de 1825 n'établissait pas cette réciprocité d'avantages et de sacrifices.

„L'expérience de tous les temps a prouvé",—était-il dit dans le mémoire annexé à la lettre du roi,—„que ce sont les intérêts matériels qui agissent le plus sur les masses", et selon que ceux-ci sont lésés ou respectés par les deux parties, leur éloignement ou leur rapprochement devient de plus en plus sensible. „Or, à cet égard, il reste beaucoup de choses à faire dans les relations de la Prusse et de la Russie. Il est tout naturel que les systèmes de douanes diffèrent entre eux, étant conformes à l'état du commerce et de l'industrie dans les deux pays, mais „le grand art et l'objet des négociations de ce genre est de concilier ce qui paraît constituer des extrêmes, sans l'être en effet". Il y a surtout lieu de souhaiter, d'après l'avis du roi, une amélioration des relations quotidiennes sur la frontière—relations qui pour le moment, portent atteinte aux intérêts les plus légaux des habitants des deux pays domiciliés à proximité de cette frontière.

Въ чемъ же заключались причины такого разногласія, которое тормозило благополучное окончаніе переговоровъ?

Взгляды обоихъ правительствъ на взаимныя торговыя сношенія были совершенно различны. Въ письмѣ короля прусскаго отъ 10-го декабря 1835 года высказывается слѣдующее положеніе: „я сознаю, что подобный (торговый) трактатъ можетъ основываться только на взаимности и справедливомъ распредѣленіи выгодъ и жертвъ". Между тѣмъ, по мнѣнію прусскаго короля такой взаимности выгодъ и жертвъ не установила конвенція 1825 года.

„Опытъ всѣхъ временъ доказалъ", говорится въ приложенной къ королевскому письму запискѣ, „что матерьяльные интересы наиболѣе дѣйствуютъ на массы", и смотря потому, насколько они нарушаются или уважаются обѣими сторонами, удаляютъ ихъ другъ отъ друга или сближаютъ. „Въ этомъ же отношеніи еще остается многое сдѣлать для взаимныхъ отношеній Пруссіи и Россіи". Совершенно естественно, что таможенныя системы должны быть различны, смотря по положенію торговли и промышленности государствъ, но „великое искусство и задача подобныхъ дипломатическихъ переговоровъ о торговыхъ оборотахъ и заключается въ примиреніи кажущихся крайностей". Въ особенности же желательно, по мнѣнію короля, улучшить условія пограничныхъ ежедневныхъ сношеній, которыя въ настоящее время нарушаютъ самые законные интересы пограничныхъ жителей обоихъ государствъ.

*

L'Empereur Nicolas I, dans une lettre écrite le 25 janvier 1836, en réponse à la précédente, exprimait au roi son empressement à venir à la rencontre de tous les vœux légaux du gouvernement prussien et reconnaissait parfaitement que les relations de frontière actuelles exigeaient absolument une amélioration essentielle. Il y avait lieu surtout de prendre des mesures contre le commerce de contrebande sur la frontière, qui s'opérait dans des proportions tout-à-fait extraordinaires. L'Empereur exigeait en même temps que le gouvernement prussien veuille bien formuler ses exigences de la manière la plus exacte.

Le ministre de Prusse Liebermann, qui avait remplacé le général Schöler, fut longtemps avant de répondre à ce désir du gouvernement russe. Au lieu de lui soumettre des propositions bien définies, il se borna d'abord à faire une déclaration demandant le rétablissement de la force obligatoire du traité de Vienne de 1815, en tant que ses clauses avaient trait au commerce de la Prusse avec le Royaume de Pologne. Cette exigence masquait le désir de la Prusse d'en revenir à la convention du mois de décembre 1818 (№ 297, t. VII).

Le gouvernement impérial ne pouvait que s'étonner de cette exigence de la Prusse. Les négociations qui précédèrent la conclusion de la convention de 1825 et qui durèrent plusieurs années (v. la préface du № 308), étaient de nature, d'après le juste avis de notre gouvernement, à prévenir à tout jamais l'idée d'un retour à des traités dont l'exécution était tout à fait impossible pour la Russie — fait, qui avait été démontré à plusieurs reprises au Cabinet prussien. Toutefois, malgré toutes les preuves qui avaient pu être données à cette époque au gouvernement de la Prusse pour lui démontrer l'impossibilité d'exécuter les traités de 1815 et de 1818, le Cabinet de St.-Pétersbourg fut obligé d'y revenir encore une fois en 1835 et de démontrer à son allié l'inanité de ses exigences. Le gouvernement russe ne pouvait pas consentir au transfert de sa frontière de douane au-delà de la frontière polonaise de 1772, ni détacher du reste de l'Empire des provinces russes, qui faisaient à cette époque partie du territoire polonais. Il ne pouvait pas ouvrir toutes ses provinces aux produits polonais, prussiens et autrichiens à la seule condition pour eux de payer 10 % de leur valeur à titre de droit d'entrée. Cette exigence du traité de 1815 était inexécutable et le gouvernement russe fut obligé en

Императоръ Николай I, отвѣтнымъ письмомъ отъ 25-го Января 1836 г., выразилъ королю полную готовность придти на встрѣчу всѣмъ законнымъ желаніямъ прусскаго правительства, вполнѣ соглашаясь, что нынѣшнія пограничныя сношенія настоятельно требуютъ существеннаго улучшенія. Въ особенности требуется принять мѣры противъ контрабандной торговли на границѣ, которая достигла небывалыхъ размѣровъ. Но Государь вмѣстѣ съ тѣмъ заявилъ желаніе, чтобъ прусское правительство точнымъ образомъ формулировало свои требованія.

Прусскій посланникъ Либерманъ, занявшій мѣсто генерала Шёлера, не скоро исполнилъ желаніе русскаго правительства сдѣлать точныя предложенія, но ограничился въ началѣ заявленіемъ требованія о возстановленіи обязательной силы Вѣнскаго трактата 1815 года, насколько его постановленія касаются прусской торговли съ Царствомъ Польскимъ. Такое требованіе скрывало въ себѣ желаніе Пруссіи возвратиться къ декабрьской конвенціи 1818 года (№ 297, т. VII).

Императорское правительство не могло не удивиться этому прусскому требованію. Многолѣтніе переговоры, предшествовавшіе заключенію конвенціи 1825 года (см. введеніе къ № 308), должны были, по справедливому мнѣнію правительства, навсегда устранить мысль о возвращеніи къ договорамъ, полнѣйшая невозможность которыхъ для Россіи была неоднократно доказана прусскому кабинету. Но несмотря на всѣ доводы и факты, уже въ двадцатыхъ годахъ сообщенные прусскому правительству въ доказательство неисполнимости договоровъ 1815 и 1818 годовъ, русское правительство снова принялось въ 1836 году убѣждать своего союзника въ невозможности его требованія. Русское правительство не можетъ согласиться на перенесеніе своей таможенной границы за польскую границу 1772 года и отдѣлить отъ остальной части Имперіи русскія области, входившія въ то время въ составъ польской территоріи. Оно не можетъ открыть, подъ условіемъ уплаты 10% въ видѣ пошлинъ, всѣ свои владѣнія для польскихъ, прусскихъ и австрійскихъ произведеній. Такія требованія трактата 1815 года оказались неисполнимыми, и русское правительство вынуждено было согласиться въ 1818 году предоставить прусской торговлѣ, и въ особенности транзитной, совер-

1818 d'accorder des avantages tout à fait exclusifs au commerce de la Prusse et surtout à son commerce de transit, dans le but d'écarter à tout jamais les clauses de 1815.

Mais ces concessions, faites en faveur du commerce prussien, étant par trop désavantageuses pour la Russie, elles furent rapportées en partie par la convention de 1825, qui toutefois accordait de grandes facilités au commerce d'importation de la Prusse. La Russie en attendant aurait pu se contenter de cette convention, quoique le commerce de transit de la Prusse par Odessa lui ait fait subir de grandes pertes. Mais la Pologne jetait les hauts cris, parce que la Prusse frappait de droits d'entrée énormes les produits polonais qui la traversaient en transit. Il se produisait en outre en Prusse même une forte agitation contre la convention de 1825, qui avait soi-disant tué le commerce prussien tant en Russie qu'en Prusse.

Telles sont les circonstances, — continuait le comte Nesselrode, dans une dépêche détaillée, adressée à M. de Ribeaupierre le 10 juillet 1836,— dans lesquelles on a entamé les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce. „La Prusse veut pouvoir concourir avec nos fabricants sur nos propres marchés en Russie, comme en Chine et en Perse. Elle demande à participer aux avantages que des réglements intérieurs accordent au commerce polonais dans l'Empire. Elle signale comme une contravention au traité de 1825 l'organisation des douanes polonaises qui existaient déjà en 1825".

Des exigences de ce genre ne peuvent pas être prises en considération par le gouvernement russe. Il est prêt à réduire les droits d'entrée qui frappent certains produits prussiens, tels que la toile, le drap et le demi-drap; il est prêt à consentir à l'installation de nouveaux bureaux de douane à Tauroggen et sur d'autres points de la frontière, mais en échange, le gouvernement russe exige que les droits dont est frappé le commerce de transit soient justement réduits et que le gouvernement prussien prête son concours aux autorités russes de la frontière dans leur lutte avec les contrebandiers. „La question du transit est une question vitale pour le Royaume de Pologne", disait le comte Nesselrode en terminant sa dépêche. Si la contrebande ne cesse pas sur la frontière, Sa Majesté l'Empereur se propose d'y échelonner des forces militaires importantes.

Le gouvernement prussien ne crut pas devoir admettre les exigences de la Russie. Il refusa

шенно исключительныя преимущества, съ цѣлью устранить навсегда постановленія 1815 г.

Но эти уступки въ пользу прусской торговли оказались вскорѣ слишкомъ убыточными, и конвенція 1825 года отчасти ихъ отмѣнила. Однако всетаки послѣдній актъ признаетъ за прусскою привозною торговлею значительныя облегченія. Россія могла бы пока удовольствоваться иною конвенціею, хотя прусская транзитная торговля чрезъ Одессу весьма для нея убыточна. Но Польша вопіяла, потому что съ польскихъ транзитныхъ продуктовъ въ Пруссіи стали взимать огромныя пошлины. Къ тому же въ самой Пруссіи поднялась сильная агитація противъ конвенціи 1825 года, которая, будто бы, уничтожила прусскую торговлю и въ Россіи, и въ Пруссіи.

Вотъ при какихъ обстоятельствахъ, продолжаетъ гр. Нессельроде въ подробной депешѣ къ Рибопьеру отъ 10-го іюля 1836 г., открылись переговоры по заключеніи новаго торговаго соглашенія. „Пруссія желаетъ имѣть возможность конкурировать съ нашими фабрикантами на нашихъ собственныхъ рынкахъ въ Россіи, какъ въ Китаѣ и въ Персіи. Она претендуетъ на выгоды, предоставляемыя внутренними распоряженіями польской торговлѣ въ Имперіи. Она указываетъ на устройство польскихъ таможенъ, уже существовавшихъ въ 1825 году, какъ на нарушеніе конвенціи 1825 года".

Но такого рода требованія не могутъ быть уважены со стороны русскаго правительства. Оно готово уменьшить пошлины на нѣкоторыя прусскія издѣлія, какъ холстъ, сукно и полусукно; оно согласно открыть новыя таможни въ Таурогенѣ и въ другихъ пунктахъ на границѣ. Но за то русское правительство требуетъ, чтобъ пошлины по транзитной торговлѣ были справедливымъ образомъ уменьшены и чтобъ прусское правительство содѣйствовало русскимъ пограничнымъ властямъ въ борьбѣ съ контрабандистами. „Вопросъ о транзитѣ — жизненный вопросъ для Польши", заключаетъ свою депешу графъ Нессельроде. Если же контрабанда на границѣ не прекратится, Государь Императоръ намѣренъ выставить вдоль границы значительныя военныя силы.

Но прусское правительство не считало возможнымъ согласиться на русскія требованія.

même de prolonger pour la seconde fois et pour une année de plus l'action de la convention de 1825 et ne consentit à sa prolongation que jusqu'au 19 (31) août 1836, en invoquant à l'appui de ce procédé le fait qu'aux termes des lois prussiennes, tout tarif n'était valable que pour une durée de trois ans et qu'un nouveau tarif devait entrer en vigueur au mois d'octobre 1836. (Lettre de M. de Liebermann au comte Nesselrode du 10 mai (28 avril) 1836).

Au mois d'août de la même année, le roi de Prusse déclara franchement que la convention de 1825 ne serait plus renouvelée du tout et M. d'Ancillon donna à entendre que cette décision du roi produirait à St-Pétersbourg une très vive impression. Ribeaupierre n'en prévint pas moins le Ministre des Affaires Etrangères de Prusse de ne pas se laisser aller à des espérances par trop couleur de rose. (Dépêche de Ribeaupierre du 27 août (8 sept.) 1836).

L'Empereur Nicolas I n'en répugnait pas moins à prendre des mesures répressives immédiates contre le commerce prussien. Au mois de juin 1836, les délégués russes: le baron Osten-Sacken et Tuskul communiquèrent aux délégués prussiens Liebermann et Westphalen le projet d'un nouveau réglement pour les relations de frontière, qui, à leur avis, devait être tout particulièrement avantageux pour les sujets de la Prusse. En outre, quand au mois de juillet 1836, les représentants de la Prusse déclarèrent non-seulement que les négociations étaient rompues, mais que l'action de la convention de 1825 n'était prolongée que jusqu'au 19 (31) août 1836, le gouvernement russe déclara que, pour ce qui concerne, il conservait à l'avenir aux sujets prussiens le droit de jouir du bénéfice des clauses de l'acte de 1825, à la condition que les autorités prussiennes n'opposeraient pas de trop grands obstacles au commerce de transit polonais par Dantzig et par les autres ports de la Prusse. (Dépêche à Ribeaupierre du 27 septembre 1836).

Malgré tout le gouvernement prussien n'en était pas moins persuadé que la Russie ne faisait aucune concession aux intérêts légaux du commerce de la Prusse et que la convention de 1825 lui était par trop désavantageuse au point de vue commercial. Aussi, le ministre de Prusse à St.-Pétersbourg ne discontinuait-il pas de démontrer que son pays avait légalement le droit de revenir au traité de Vienne de 1815. D'autre part, disait-il, toutes les propositions faites par lui au nom du gouvernement prus-

Оно отказалось даже продолжить дѣйствіе конвенціи 1825 года еще разъ на одинъ годъ и согласилось продолжить ее только до 19-го (31-го) августа 1836 года на томъ основаніи, что по прусскимъ законамъ таможенный тарифъ издается на три года, и въ октябрѣ 1836 года долженъ вступить въ силу новый тарифъ. (Письмо Либермана къ гр. Нессельроде отъ 10-го мая (28-го апрѣля) 1836 г.).

Въ августѣ же того же года король прусскій откровенно высказался въ томъ смыслѣ, что конвенція 1825 года болѣе возобновлена не будетъ, и Ансильонъ полагалъ, что такое рѣшеніе короля произведетъ въ С.-Петербургѣ сильнѣйшее впечатлѣніе. Но Рибопьеръ предостерегалъ прусскаго министра иностранныхъ дѣлъ не предаваться слишкомъ розовымъ надеждамъ (Депеша Рибопьера отъ 27-го августа (8-го сентября) 1836 г.).

Императоръ Николай I не желалъ, однако, принять немедленно какія-либо репрессивныя мѣры противъ прусской торговли. Въ іюнѣ 1836 года русскіе уполномоченные: баронъ Остенъ-Сакенъ и Тускулъ сообщили прусскимъ уполномоченнымъ Либерману и Вестфалену проектъ новаго регламента для пограничныхъ сношеній, который, по ихъ мнѣнію, особенно выгоденъ для прусскихъ подданныхъ. Кромѣ того, когда въ іюлѣ 1836 года представители Пруссіи объявили какъ о прекращеніи переговоровъ, въ виду отсутствія, со стороны Россіи, какихъ либо серьезныхъ уступокъ, такъ и о прекращеніи дѣйствія конвенціи 1825 года послѣ 19-го (31-го) августа 1836 года, русское правительство заявило, что оно, съ своей стороны, предоставитъ и на будущее время прусскимъ подданнымъ право пользоваться постановленіями акта 1825 года, если только прусскія власти не станутъ тормозить польскую транзитную торговлю чрезъ Данцигъ и другіе прусскіе порты. (Депеша къ Рибопьеру отъ 27-го сентября 1836 г.).

Однако прусское правительство не отказалось отъ своего убѣжденія, что Россія уступокъ никакихъ не дѣлаетъ законнымъ интересамъ прусской торговли и что конвенція 1825 года слишкомъ раззорительна для прусскихъ торговыхъ интересовъ. Поэтому прусскій посланникъ въ С.-Петербургѣ не уставалъ доказывать, что Пруссія имѣетъ законное право возвратиться къ Вѣнскому трактату 1815 года. Къ тому же всѣ сдѣланныя имъ, отъ имени Пруссіи, предложенія были отвергнуты обоими

sien, ont été repoussées par les deux délégués de la Russie. Le gouvernement prussien, démontrait ce ministre dans une note adressée au comte Nesselrode le 9 (21) décembre 1836, demande une réduction des droits d'entrée de quelques marchandises prussiennes telles que: le fer, le lin, les produits de soie, de laine et de coton; le gouvernement russe, de son côté, consent à une réduction de 20% sur les droits d'entrée de la toile, etc. en laissant subsister pour ces marchandises les taxes existantes, qui équivalent à 234% de leur valeur. Le gouvernement prussien demande une augmentation du nombre des bureaux de douane polonais, ainsi que l'augmentation de leurs pouvoirs, et le gouvernement russe lui propose de créer deux nouveaux bureaux de douane de 1-re classe, qui ne peuvent pas contribuer au développement des opérations commerciales.

D'autre part, la Prusse ouvre sa frontière sur toute sa longueur à tous ceux qui veulent la traverser, tandis que la Russie ne permet de passer par la sienne que sur quelques points fort peu nombreux. Le tarif de douane prussien admet à l'importation toute espèce de marchandises, à l'exception du sel et des cartes à jouer; par contre, celui de la Russie se distingue par un caractère exclusivement prohibitif.

En considération de ce qui précède le représentant de la Prusse crut devoir déclarer, qu'à son avis, il était inutile de poursuivre les négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention de commerce et il ajouta qu'à partir de ce moment le commerce russo-polonais serait soumis en Prusse à l'action du tarif prussien, qui est plus avantageux que la convention de 1825.

L'Empereur Nicolas I ne fut guère affligé de cette rupture des négociations. Pour prouver une fois de plus sa complète indépendance dans le domaine de la politique commerciale, il décréta, par un oukase du 6 décembre 1836, le changement de certains articles du tarif de douane tout au profit, du reste, du commerce prussien. Il fit volontairement à la Prusse et sans exiger de réciprocité des concessions essentielles, afin de démontrer jusqu'à quel point sa manière d'agir différait de celle du gouvernement prussien, qui cherchait à inventer de nouvelles restrictions pour le commerce russe. (Dépêche du comte Nesselrode du 9 janvier 1837).

Quand Ribeaupierre eut communiqué à M. d'Ancillon un extrait de l'oukase de décembre, celui-ci en fut enthousiasmé. „Comment pouvions nous

уполномоченными Россіи. Прусское правительство, доказывалъ посланникъ въ нотѣ къ гр. Нессельроде отъ 9 (21) декабря 1836 г., просило уменьшить пошлины съ нѣкоторыхъ прусскихъ товаровъ, какъ-то: желѣза, льна, шерстяныхъ, шелковыхъ и бумажныхъ издѣлій; русское правительство соглашается сбавить на 20% пошлину съ холста, т. е. оставляетъ на этомъ товарѣ уже существующую пошлину, составляющую 234% его стоимости. Прусское правительство проситъ объ увеличеніи числа польскихъ таможенъ и увеличеніи ихъ власти; русское— предлагаетъ прибавить двѣ таможни 1-го класса, которыя не могутъ содѣйствовать развитію торговыхъ оборотовъ.

Кромѣ того, Пруссія открываетъ всю свою границу для прохода лицъ; русское правительство разрѣшаетъ переходъ чрезъ границу только въ немногихъ пунктахъ. Прусскій таможенный тарифъ, за исключеніемъ соли и игральныхъ картъ, допускаетъ привозъ всѣхъ родовъ товаровъ; русскій же тарифъ отличается вполнѣ запретительнымъ характеромъ.

На основаніи всѣхъ этихъ соображеній представитель Пруссіи объявилъ, что признаетъ дальнѣйшіе переговоры о заключеніи новой коммерческой конвенціи излишними, прибавляя, что отнынѣ русско-польская торговля въ Пруссіи будетъ подлежать дѣйствію прусскаго тарифа, который выгоднѣе конвенціи 1825 года.

Императоръ Николай I не особенно соболѣзновалъ о прекращеніи переговоровъ. Съ цѣлью подтвердить полную свою самостоятельность въ области торговой политики, онъ измѣнилъ указомъ 6-го декабря 1836 г. нѣкоторыя статьи таможеннаго тарифа, и притомъ въ пользу прусской торговли. Онъ добровольно и безъ условія взаимности сдѣлалъ Пруссіи существенныя уступки, желая показать огромную разницу въ его образѣ дѣйствія, въ сравненіи съ поведеніемъ прусскаго правительства, которое старалось придумывать новыя стѣсненія для русской торговли. (Депеша гр. Нессельроде отъ 9-го января 1837 г.).

Когда Рибопьеръ сообщилъ Ансильону выписку изъ новаго декабрьскаго указа, онъ пришелъ въ восторгъ. „Какъ же мы могли угадать",

deviner",—s'écria le ministre prussien,—„qu'après avoir déclaré que toute modification serait impossible, votre gouvernement, à notre insu, travaillerait à notre avantage".

Néanmoins, cette joie du Ministre des Affaires Etrangères de Prusse au sujet de la manière d'agir magnanime de l'Empereur Nicolas I, ne fit pas faire un pas de plus à la question de la conclusion d'un nouveau traité de commerce. Au contraire, l'Empereur donna l'ordre à son représentant à Berlin de garder un profond silence sur cette affaire et de ne jamais en parler avec les ministres prussiens. Dans le cas où il serait amené à donner des explications, il n'avait qu'à déclarer franchement que le gouvernement russe était justement irrité de ce qu'on lui rappelait sans cesse le traité de 1815, dont une amère expérience a démontré que les clauses étaient inexécutables, qu'il a étendu à la Prusse aussi l'action du nouveau tarif, parce qu'il ne voulait pas avoir recours à des représailles, mais qu'il reprenait les propositions avantageuses qu'il avait faites pour les relations de frontière et qui consistaient à créer un nouveau bureau de douane, à fixer de nouvelles dates pour les foires ouvertes sur la frontière, etc... M. de Ribeaupierre était chargé en même temps, si l'occasion s'en présentait, de déclarer aux ministres prussiens que le gouvernement russe, étant libre de ne pas observer la convention de 1825, se considérait en droit d'adopter toutes les mesures qui pourraient être utiles au commerce russe, tout en étant peut-être nuisibles aux opérations commerciales de la Prusse. (Dépêche du comte Nesselrode à Ribeaupierre du 22 février 1837).

Du reste, le governement russe n'avait pas besoin du tout d'avoir recours à des représailles pour provoquer en Prusse de fortes appréhensions au sujet de l'avenir du commerce de ce pays avec la Russie. Toute mesure sage, prise par le gouvernement russe en vue du développement de l'indépendance du commerce et de l'industrie russes, jetait l'alarme dans la société prussienne intéressée à cette question. C'est ainsi qu'au commencement de l'année 1840, l'opinion publique de la Prusse fut violemment surexcitée par la nouvelle que le gouvernement russe avait consenti à la construction d'un chemin de fer depuis le Niémen jusqu'à Libau et qu'il avait même accordé sa garantie à cette entreprise. De l'avis de tous les Prussiens,— écrivait de Berlin le baron Meyendorf, le 8 (20) février 1840,—cette ligne tuera complètement le commerce de la Prusse orientale et c'est pourquoi on a déjà

воскликнулъ прусскій министръ, „что послѣ того, какъ вы объявили о невозможности какого-либо измѣненія, ваше правительство помимо насъ печется о нашей пользѣ".

Однако, эта радость прусскаго Министра Иностранныхъ Дѣлъ по поводу великодушнаго образа дѣйствія Императора Николая I нисколько не подвинула впередъ вопроса о заключеніи новой коммерческой сдѣлки. Напротивъ, Императоръ предписалъ своему представителю въ Берлинѣ сохранять глубокое молчаніе объ этомъ дѣлѣ и никогда не заговаривать о немъ съ прусскими министрами. Но если онъ будетъ вызванъ на объясненіе, то долженъ откровенно заявить, что русское правительство справедливымъ образомъ негодуетъ на безпрестанныя ссылки на трактатъ 1815 года, невозможность исполненія котораго доказана горькимъ опытомъ, что оно распространило дѣйствіе новаго тарифа также на Пруссію, не желая принять какія либо репрессаліи, но что оно беретъ назадъ предложенныя имъ льготы для пограничныхъ сношеній, какъ-то: учрежденіе новой таможни, установленіе новыхъ дней для ярмарокъ на границѣ и т. п. Вмѣстѣ съ тѣмъ Рибопьеру поручено было, при случаѣ, объявить прусскимъ министрамъ, что русское правительство, будучи свободно отъ соблюденія конвенціи 1825 года, считаетъ себя въ правѣ принимать всѣ мѣры, которыя будутъ полезны для русской торговли, но могутъ быть невыгодны для прусскихъ торговыхъ оборотовъ. (Депеша гр. Нессельроде къ Рибопьеру отъ 22-го февраля 1837 г.).

Впрочемъ, не требовалось никакихъ репрессалій со стороны русскаго правительства, чтобъ возбудить въ Пруссіи сильныя опасенія насчетъ будущности своей торговли съ Россіей. Каждая разумная мѣра, принятая правительствомъ для развитія самостоятельности русской торговли и промышленности, производила тревогу въ прусскомъ заинтересованномъ обществѣ. Такъ въ началѣ 1840 года общественное мнѣніе Пруссіи было сильно возбуждено извѣстіемъ о томъ, что русское правительство разрѣшило постройку желѣзной дороги отъ Нѣмана до Либавы и даже дало свою гарантію. Эта дорога, по мнѣнію всѣхъ пруссаковъ, пишетъ баронъ Мейендорфъ изъ Берлина 8-го (20-го) февраля 1840 г. — совершенно убьетъ торговлю Восточной Пруссіи, и потому въ Берлинѣ уже рѣшено не котировать на биржѣ облигацій этой дороги. Посланникъ былъ очень

pris à Berlin la résolution de ne pas coter à la Bourse les obligations du chemin de fer en question. Le ministre de Russie était très affligé de cette mesure, et à son avis, en prenant en considération des intérêts politiques de haute importance, il aurait été bon de ne pas attacher tant de prix à des avantages purement matériels.

Le gouvernement impérial exprima l'étonnement qu'il ressentait en apprenant que le Cabinet de Berlin se proposait de prohiber à la Bourse de cette ville la cote des obligations du chemin de fer projeté dans le cas même où l'on aurait eu besoin de conclure un emprunt à Berlin. La construction de cette ligne est exigée par la nécessité impérieuse d'ouvrir une voie directe vers la mer Baltique aux produits du Royaume de Pologne, afin qu'ils puissent éviter le territoire prussien, maintenant que les droits de transit imposés par la Prusse, rendent presqu'impossible le passage en transit des marchandises par ce dernier pays. Il est vrai, disait le comte Nesselrode en terminant sa dépêche du 6 mars 1840, que le gouvernement prussien a légalement le droit de prohiber la cote des valeurs russes à la Bourse de Berlin, mais que dira toute l'Europe, quand elle verra que l'alliance „des Puissances conservatrices" se manifeste par une lutte ouverte dans le domaine de leurs opérations commerciales réciproques?

Il est évident qu'il n'était ni dans l'intérêt de la Russie, ni dans celui de la Prusse d'ébranler la conviction des Etats de l'Europe en la solidité de leur alliance et de leur amitié, une fois que la politique de ces deux Puissances avait précisément pour base cette alliance et cette amitié. Aussi, l'Empereur Nicolas I était-il prêt à profiter de toute occasion pour arriver à une entente avec la Prusse sur les rapports commerciaux, pourvu qu'on n'exige pas de lui qu'il sacrifie les intérêts légaux du commerce et de l'industrie russes.

Le Ministre des Finances, comte Kankrine, se trouvant de passage à Berlin dans le courant de l'été de l'année 1840, l'Empereur Nicolas I lui donna l'ordre d'entrer en relations avec le Ministre des Finances de Prusse, comte Alvensleben, à l'effet de définir les bases d'un nouveau traité de commerce. Le comte Kankrine exécuta la volonté de son Souverain et dans un rapport adressé à Sa Majesté, en date du 10 (22) juin 1840, lui fit savoir que certaines exigences de la Prusse concernant l'adoucissement des formalités de douane, le réglement des relations entre

опечаленъ этими мѣропріятіями и полагалъ, что въ виду высшихъ политическихъ интересовъ слѣдовало бы менѣе дорожить чисто матерьяльными интересами.

Императорское правительство выразило свое удивленіе, какъ Берлинскому кабинету могла придти мысль запретить котировку на берлинской биржѣ облигацій проектированной желѣзной дороги, еслибъ даже понадобилось заключить заемъ въ Берлинѣ. Постройка этой дороги вызвана настоятельною необходимостью открыть для произведеній изъ Царства Польскаго прямой путь въ Балтійское море, минуя прусскую территорію, потому что высокія транзитныя пошлины, установленныя прусскимъ правительствомъ, дѣлаютъ транзитъ чрезъ Пруссію почти невозможнымъ. Правда, заключаетъ гр. Нессельроде депешу отъ 6-го марта 1840 г., прусское правительство имѣетъ законное право запретить котировку русскихъ бумагъ на берлинской биржѣ; но что скажетъ вся Европа, если она увидитъ, что союзъ между „консервативными державами" обнаруживается въ открытой борьбѣ въ области ихъ взаимныхъ торговыхъ оборотовъ.

Понятно, что не въ интересахъ ни Россіи, ни Пруссіи было колебать убѣжденіе европейскихъ державъ въ прочности ихъ союза и дружбы, если въ основаніе всей политики обѣихъ державъ были положены этотъ союзъ и дружба. Поэтому Императоръ Николай I готовъ былъ воспользоваться всякимъ случаемъ, чтобъ придти къ соглашенію съ Пруссіей насчетъ торговыхъ сношеній, если только отъ него не потребуютъ пожертвовать законными интересами русской торговли и промышленности.

Когда лѣтомъ 1840 года министръ финансовъ, графъ Канкринъ, былъ проѣздомъ въ Берлинѣ, Императоръ Николай I повелѣлъ ему вступить съ прусскимъ министромъ финансовъ, графомъ Альвенслебеномъ, въ сношеніе для опредѣленія основаній новаго торговаго трактата. Графъ Канкринъ исполнилъ волю Государя и донесеніемъ на Высочайшее имя отъ 10-го (22-го) іюня 1840 года доложилъ, что нѣкоторыя требованія Пруссіи относительно облегченія таможенныхъ формальностей, сношеній пограничныхъ жителей, установленія взаимства относи-

les habitants de la frontière, la réciprocité en fait de navigation sur mer, pouvaient être satisfaites par de simples mesures administratives, mais que pour ce qui est du reste des exigences de la Prusse, il était nécessaire de leur faire subir un examen plus détaillé.

Le gouvernement prussien, ayant constaté avec joie que le comte Kankrine était animé d'un esprit conciliateur, le Ministre des Finances de Prusse s'empressa de communiquer le 19 juin 1840 au ministre de Russie un mémoire, accompagné d'une lettre, contenant un exposé précis de toutes les principales exigences de la Prusse. Le comte Kankrine inscrivit ses objections sur le texte même de ce mémoire.

Les principales demandes de la Prusse consistaient en ce qui suit: „1) l'admission en Russie de certains produits de la Prusse en soie, laine, coton, lin, fer et acier contre le paiement d'un droit de douane modéré".

Le comte Kankrine fit observer, en marge de ce qui précède, que l'exécution de cette demande provoquerait un changement radical de tout le système de douane russe, qui ne pourrait se réaliser qu'en passant par le Conseil de l'Empire. Du reste, la Prusse ne proposait rien en échange.

„2) Concessions à faire, aux trois douanes principales sur la frontière russo-prussienne, en faveur des marchandises non-prohibées".

D'après le comte Kankrine, cette demande, si seulement elle n'avait pas trait à une réduction des droits de douane, surtout sur les draps, pouvait être satisfaite de par l'autorité du Comité des Ministres, soit par voie administrative.

3) Des adoucissements analogues sont désirables sur la frontière russo-polonaise; 4) il serait bon de créer deux nouveaux bureaux de douane russes; 5) une entente est nécessaire au sujet des droits du pavillon prussien dans les eaux russes et 6) il serait à désirer que l'on favorise la fondation d'une société de navigation à vapeur entre St.-Pétersbourg et Stettin.

Le comte Kankrine était de l'avis que ces dernières demandes du gouvernement prussien pouvaient être satisfaites par voie administrative et qu'en général, à son avis, il serait possible, à partir du 1-er janvier 1841: 1) de définir les relations de frontière et 2) d'instituer une réciprocité complète pour la navigation dans les ports russes. Pour ce qui est des autres questions, elles devaient être réservées jusqu'aux futures négociations. Le Ministre des Finances faisait

тельно мореплаванія могли бы найти удовлетвореніе путемъ административныхъ мѣропріятій. Что же касается другихъ требованій Пруссіи, то необходимо подвергнуть ихъ болѣе подробному изученію.

Но прусское правительство, очевидно, обрадовалось примирительному образу мыслей графа Канкрина, и прусскій министръ финансовъ препроводилъ, при письмѣ къ посланнику отъ 19-го іюня 1840 года, записку, въ которой были точнымъ образомъ изложены всѣ главнѣйшія прусскія требованія. На этой запискѣ графъ Канкринъ собственноручно отмѣтилъ свои возраженія.

Главныя прусскія требованія были слѣдующія: 1) допущеніе къ привозу въ Россію нѣкоторыхъ прусскихъ произведеній, какъ-то: шелковыхъ, полотняныхъ, бумажныхъ, льняныхъ, желѣзныхъ и стальныхъ съ уплатою умѣренной таможенной пошлины".

Противъ этого требованія графъ Канкринъ замѣтилъ, что исполненіе его вызвало бы существенное измѣненіе всей русской таможенной системы, и только чрезъ Государственный Совѣтъ оно могло бы осуществиться. Притомъ Пруссія взамѣнъ ничего не представляетъ.

2) „Уступки слѣдовало бы сдѣлать на трехъ главныхъ таможняхъ на русско-прусской границѣ въ пользу незапрещенныхъ товаровъ".

Графъ Канкринъ замѣтилъ, что если это требованіе не касается уменьшенія пошлинъ, въ особенности на сукна, то чрезъ комитетъ министровъ, т. е. административнымъ путемъ, оно можетъ быть удовлетворено.

3) Такія же облегченія желательны на русско-польской границѣ. 4) Желательно, чтобъ были учреждены двѣ новыя русскія таможни. 5) Необходимо соглашеніе насчетъ правъ прусскаго флага въ русскихъ водахъ и 6) желательно содѣйствіе учрежденію общества пароходства между С.-Петербургомъ и Штеттиномъ.

Графъ Канкринъ находилъ, что всѣ послѣднія требованія прусскаго правительства могутъ быть удовлетворены въ порядкѣ административномъ, и вообще, по его мнѣнію, съ 1-го января 1841 года можно бы устроить: во-1-хъ, пограничныя сношенія, и во-2-хъ, установить полную взаимность для судоходства въ русскихъ портахъ. Что же касается остальныхъ вопросовъ, то они должны быть оставлены для будущихъ переговоровъ. Къ такимъ вопросамъ

entrer dans cette dernière catégorie: 1) la diminution des droits de douane; 2) l'augmentation de l'autorité des douanes sur la frontière russo-prussienne et 3) la réciprocité dans les ports de la Finlande.

Ces conclusions du comte Kankrine furent communiquées au Ministre de Finances prussien, qui s'empressa de déclarer que si la proposition du comte Kankrine, par rapport aux mesures administratives qu'il projetait, venait à être ratifiée par le gouvernement russe, la Prusse était prête à réduire immédiatement et conformément à la convention de 1825, les droits des marchandises de transit transportées par eau.

Sur la dépêche détaillée du baron Meyendorf du 15 (27) juin 1840, qui rendait compte de ces pourparlers entre les comtes Kankrine et Alvensleben, l'Empereur apposa la résolution suivante: Créer pour l'examen des propositions prussiennes une commission spéciale se composant des personnes suivantes: le baron Osten-Sacken, Vrontchenko et Tuskul.

Les négociations avec la Prusse pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce s'arrêtèrent pour un certain temps à cette décision prise par Sa Majesté.

Pendant que les négociations précitées se poursuivaient, on s'occupait en même temps de la recherche des mesures les plus propres à mettre un terme au commerce de contrebande et de celles qu'il y aurait lieu d'adopter pour la régularisation des relations-frontière. Le gouvernement russe insistait de la manière la plus énergique en vue de l'adoption de mesures décisives contre les contrebandiers, venant de la Prusse, qui traversaient sans cesse la frontière russe et attaquaient ouvertement la garde douanière russe.

En raison de cette insistance du Cabinet de St.-Pétersbourg, le gouvernement prussien consentit à la nomination sur la frontière russe d'un commissaire prussien y résidant en permanence et chargé de poursuivre les contrebandiers. De son côté, l'Empereur Nicolas nomma, immédiatement après la décision précitée, un commissaire russe qui devait élire son domicile au même endroit que le commissaire prussien, c'est à dire à Mémel.

Mais le nouveau Ministre des Affaires Etrangères de Prusse, le baron Werther accueillit la nouvelle de cette nomination d'un commissaire russe dans une ville prussienne avec un „mécontentement marqué“, trouvant qu'il était tout-à fait impossible qu'un fonctionnaire étranger soit

министръ финансовъ отнесъ: 1) объ уменьшеніи таможенныхъ пошлинъ; 2) увеличеніи власти таможенъ на русско-прусской границѣ, и 3) о взаимности въ финляндскихъ портахъ.

Это заключеніе графа Канкрина было сообщено прусскому министру финансовъ, который поспѣшилъ объявить, что если предложеніе Канкрина насчетъ проектированныхъ имъ административныхъ распоряженій будетъ одобрено его высшимъ правительствомъ, то Пруссія готова немедленно убавить пошлины съ транзитныхъ товаровъ, провозимыхъ водою, сообразно трактату 1825 года.

На подробную депешу барона Мейендорфа отъ 15-го (27) іюня 1840 г., въ которой сообщено объ этихъ переговорахъ между графами Канкринымъ и Альвенслебеномъ, Государь положилъ резолюцію: учредить для разсмотрѣнія прусскихъ предложеній особенную коммисію изъ слѣдующихъ лицъ: барона Остенъ-Сакена, Вронченко и Тускулы.

На этомъ рѣшеніи Его Величества, остановились временно переговоры съ Пруссіей о заключеніи новаго коммерческаго трактата.

Но рядомъ съ вышеизложенными переговорами, происходило обсужденіе мѣръ, необходимыхъ для прекращенія контрабандной торговли и лучшаго регулированія пограничныхъ сношеній. Русское правительство настаивало самымъ энергическимъ образомъ на принятіи рѣшительныхъ мѣръ противъ контрабандистовъ, которые постоянно переходятъ изъ Пруссіи чрезъ русскую границу, и вступаютъ въ открытый бой съ русскою таможенною стражею.

Въ виду настояній С.-Петербургскаго кабинета прусское правительство изъявило свое согласіе на назначеніе постояннаго прусскаго коммисара на русскую границу для наблюденія и преслѣдованія контрабандистовъ. Тогда Императоръ Николай I немедленно назначилъ отъ себя коммисара, который долженъ былъ жить тамъ, гдѣ живетъ прусскій коммисаръ, т. е. въ Мемелѣ.

Но новый прусскій министръ иностранныхъ дѣлъ баронъ Вертеръ принялъ извѣстіе о такомъ назначеніи русскаго коммисара въ прусскій городъ съ „явнымъ неудовольствіемъ“, находя совершенно невозможнымъ, чтобы иностранное должностное лицо распоряжалось на

autorisé à donner des ordres sur le territoire prussien. Le commissaire fut alors rappelé de Memel et cette question ne reçut aucune solution.

Du reste, le ministre de Prusse à St.-Pétersbourg déclara en toute franchise que le développement du commerce de contrebande était le résultat naturel de la politique douanière prohibitive de la Russie et qu'une Puissance étrangère n'avait pas „à assurer l'exécution du système de douanes d'un Etat voisin". Il résulte de ce qui précède qu'on ne peut pas exiger des autorités prussiennes qu'elles prennent des mesures contre un commerce qui n'atteint exclusivement que les intérêts de la Russie. Ce n'était pas tout: le ministre de Prusse crut devoir même déclarer que les autorités russes participaient au commerce de contrebande ou que, pour le moins, elles faisaient preuve de connivence à son égard. L'Empereur trouva que ces „insinuations" étaient fort déplacées et que la meilleure réponse à faire au ministre de Prusse consistait à lui proposer d'installer le commissaire prussien sur le territoire de la Russie.

Mais, par une note de M. de Liebermann, en date du 16 (28) février 1838, le gouvernement prussien refusa d'accepter cette offre de la Russie et déclara en même temps qu'il prendrait des mesures pour l'extirpation du commerce de contrebande.

Cette phrase, conçue en termes généraux, ne pouvait pas satisfaire l'Empereur Nicolas I, qui, sous l'impression de la note précitée, écrivit au crayon et en français le billet suivant à l'adresse du comte Nesselrode:

„Ayant encore relu la note prussienne, je ne puis me convaincre, que nous puissions nous regarder comme satisfaits.

„Effectivement, de quoi s'agit-il? Depuis nombre d'années nous ne cessons pas d'avoir de graves griefs à la frontière, qui, loin de diminuer, ne font qu'augmenter. Il n'y a pas de mois que ces désordres ne coûtent la vie à quelques fonctionnaires, victimes du simple exercice de leurs fonctions. Nous n'avons cessé de nous en plaindre vivement. Ayant épuisé tous les arguments, nous fûmes obligés de renforcer le cordon de quatre bataillons de troupes de ligne. Au commencement, cette mesure parut effrayer, mais dans peu de temps les mêmes excès ont recommencé, de véritables combats ont lieu entre les sujets prussiens et nos contrebandiers et la troupe de ligne. Déjà quelques officiers et soldats ont été victimes.

прусской территоріи. Тогда русскій коммиссаръ былъ вызванъ обратно изъ Мемеля, и вопросъ остался нерѣшеннымъ.

Впрочемъ, прусскій посланникъ въ С.-Петербургѣ совершенно откровенно объявилъ, что развитіе контрабандной торговли есть естественный результатъ русской запретительной таможенной политики, и не дѣло иностранной державы „обезпечивать исполненіе таможенной системы сосѣдняго государства". Отсюда слѣдуетъ, что отъ прусскихъ властей нельзя даже требовать принятія мѣръ противъ торговли, которая исключительно нарушаетъ интересы Россіи. Этого мало: прусскій посланникъ даже заявилъ, что сами русскія власти участвуютъ въ контрабандной торговлѣ и, по меньшей мѣрѣ, ей потворствуютъ. Тогда Государь нашелъ, что эти „инсинуаціи" весьма неумѣстны, и лучшимъ отвѣтомъ прусскому посланнику можетъ быть предложеніе, чтобъ прусскій коммиссаръ имѣлъ бы пребываніе въ Россіи.

Но нотою Либермана отъ 16-го (28-го) февраля 1838 года прусское правительство отказывается воспользоваться этимъ предложеніемъ и, съ своей стороны, заявляетъ, что оно приметъ мѣры къ искорененію контрабандной торговли.

Такая общая фраза не могла удовлетворить Императора Николая I, который, подъ впечатлѣніемъ указанной ноты, набросалъ карандашемъ, на французскомъ языкѣ, слѣдующую записку къ графу Нессельроде:

„Прочитавъ еще разъ прусскую ноту, я не могъ убѣдиться, что мы можемъ считать себя удовлетворенными.

„Дѣйствительно, въ чемъ же дѣло? Въ теченіи многихъ лѣтъ мы не перестаемъ имѣть на границѣ серьезныя неудобства, которыя нисколько не уменьшаются, но увеличиваются. Не проходитъ мѣсяца, въ продолженіи котораго эти безпорядки не стоили бы жизни нѣсколькимъ должностнымъ лицамъ, дѣлающимся жертвами прямого исполненія своихъ обязанностей. Мы не переставали горько жаловаться на такое положеніе вещей. Истощивъ всѣ доводы, мы принуждены были увеличить пограничный кордонъ четырьмя батальонами армейскихъ войскъ. Въ началѣ эта мѣра казалось навела страхъ, но чрезъ короткое время возобновились тѣ же безпорядки, и настоящія сраженія происходили между прусскими подданными и нашими, контрабандистами и линейными войсками. Уже пало нѣсколько офицеровъ и солдатъ".

„Pouvais-je souffrir un scandale pareil? Il s'offrait un moyen encore, qui n'avait pas été essayé et qui fut suggéré pour détruire les doutes et dénégations des autorités prussiennes: ce fut la délégation de part et d'autre de commissaires *ad hoc*, qui, réunis et étrangers à l'administration, en juges impartiaux, échangeraient leurs griefs et auraient le droit de demander immédiatement des autorités les mesures nécessaires pour réprimer les excès et poursuivre les coupables.

„Bien que convaincu que ce moyen, comme tous les autres, ne mènerait à rien, car le mal existait dans la malveillance générale des autorités locales, je consentis à déléguer le commissaire, mais ne le fis que quand le Prussien fut rendu sur les lieux. Et ne voilà-t-il pas (sic) que l'on nous fait un crime de la réalisation d'un projet qui nous a été suscité il y a trois ans. Maintenant, dans la note, l'on joue la générosité, en disant que puisque nous avons retiré notre commissaire, l'on veut bien regarder la chose comme non avenue et que les mêmes mesures d'énergie seront poursuivies, que l'on nous promet depuis un an! — avons-nous de quoi être satisfaits? quelle garantie de plus avons-nous acquis que ce scandale sera terminé?

„Il suffit d'ajouter que, malgré que le commissaire prussien soit sur les lieux, les désordres ne cessent pas, et loin de là, commencent à se propager sur la côte vers Libau, où jusqu'à présent tout avait été tranquille.

„Il me parait donc qu'il faut que nous adressions une note énergique au gouvernement prussien pour lui dire que puisqu'il repousse toutes nos propositions, même celle *de nous envoyer son commissaire sur notre territoire*, que les désordres ne cessent pas, nous devions lui demander, quelles étaient les nouvelles mesures énergiques qu'il voulait prendre pour faire cesser des excès que nous ne pouvons plus tolérer.

„Faites-moi une note là-dessus que Vous me porterez demain soir".

En exécution de cette volonté de S. M. l'Empereur, le comte Nesselrode expédia à Berlin deux notes portant la date du 23 février 1838, dans lesquelles il insistait énergiquement sur l'adoption de mesures effectives pour l'extirpation du commerce de contrebande qui s'opère sous les yeux des autorités prussiennes. Mais, demandait

„Развѣ я могъ терпѣть подобный скандалъ? Осталось еще одно средство, еще не употребляемое и предложенное съ цѣлью уничтожить сомнѣнія и отрицанія со стороны прусскихъ властей, а именно: назначеніе съ обѣихъ сторонъ коммиссаровъ ad hoc, которые, будучи вмѣстѣ и не находясь въ администраціи, могли бы, въ качествѣ безпристрастныхъ судей, обмѣниваться взаимными жалобами и пользоваться правомъ немедленно требовать отъ властей принятія необходимыхъ мѣръ для усмиренія безпорядковъ и наказанія виновныхъ.

„Хотя я былъ убѣжденъ, что это средство, какъ всѣ другія, не поведетъ ни къ чему, потому что зло коренится во всеобщемъ недоброжелательствѣ мѣстныхъ властей, я согласился назначить коммиссара, но только тогда, когда прусскій уже былъ на мѣстѣ. И въ настоящее время намъ ставятъ въ вину, какъ преступленіе, осуществленіе проекта, намъ предложеннаго три года тому назадъ. Теперь же, въ (прусской) потѣ играютъ въ великодушіе, утверждая, что такъ какъ мы вызвали нашего коммиссара, они готовы разсматривать все дѣло, какъ небывшее, и что тѣ же энергическія мѣры будутъ приняты, которыя намъ обѣщаютъ цѣлый годъ. Развѣ мы можемъ быть довольны? Какія же новыя гарантіи получили мы въ томъ, что эти безчинства кончатся?"

„Достаточно прибавить, что хотя прусскій коммиссаръ на мѣстѣ, безпорядки не только не прекращаются, но, мало того, даже начинаютъ распространяться на морской берегъ близь Либавы, гдѣ до сихъ поръ все было спокойно.

„Поэтому мнѣ кажется, что необходимо отправить энергическую ноту къ прусскому правительству, чтобъ ему сказать, что такъ какъ оно отвергаетъ всѣ наши предложенія, *даже предложеніе о присылкѣ его коммисара на нашу территорію*, и что безпорядки не прекращаются, мы должны его спросить, какія новыя энергическія мѣры оно намѣрено принять съ цѣлью прекратить безчинства, которыя мы далѣе терпѣть не можемъ".

„Напишите мнѣ подходящую ноту, которую мнѣ принесите завтра вечеромъ".

Во исполненіе такой Высочайшей воли, графъ Нессельроде отправилъ въ Берлинъ двѣ ноты отъ 23-го февраля 1838 года, въ которыхъ онъ энергическимъ образомъ настаиваетъ на принятіи дѣйствительныхъ мѣръ для прекращенія контрабандной торговли на глазахъ самихъ прусскихъ властей. Но что, спрашиваетъ вице-

le vice-chancelier, quelles sont es mesures que le gouvernement prussien compte prendre pour satisfaire les justes réclamations de la Russie?

Il me semble qu'il n'en prendra aucune, car le ministre de Prusse à St.-Pétersbourg déclare que l'on ne fait passer en contrebande que les marchandises qui manquent à la localité sur laquelle elles sont dirigées. Ce n'est pas tout: à son avis, on ne peut pas exiger du gouvernement prussien qu'il „entrave la liberté commerciale que les lois assurent à ses propres sujets, comme si la répression d'un commerce frauduleux, qui démoralise les populations, n'était pas un de ces services qu'il est dans les devoirs de deux pays voisins et amis de se rendre mutuellement". En outre, ajoutait le vice-chancelier, dans une dépêche confidentielle du 23 février 1838, le gouvernement prussien reconnait bien, par rapport aux membres de l'Union douanière, le droit de poursuite mutuelle (sic!), pourquoi donc ne se reconnait-il pas le même devoir à l'égard de la Russie?

Il n'était pas difficile au gouvernement prussien de répondre à cette dépêche que la Prusse n'était pas obligée de poursuivre un commerce de contrebande désavantageux pour la Russie, comme elle était obligée de le faire pour les membres de l'Union douanière, parce que la Russie ne faisait pas partie de cette Union.

C'est ainsi que même jusqu'à la fin de l'année 1840, les négociations sur les mesures à prendre en commun n'aboutirent à aucun résultat positif, quoique dans le courant de l'été de l'année 1838, le comte Benkendorf et le secrétaire d'Etat prince Golitsyne eussent été envoyés à Berlin pour les mener à bonne fin.

C'est pendant ces longues négociations diplomatiques sur les relations commerciales mutuelles que furent signés les trois actes suivants qui ont trait à la délimitation de la Russie et de la Prusse.

канцлеръ, намѣрено предпринять прусское правительство для удовлетворенія законныхъ требованій Россіи?

Кажется — ничего, потому что прусскій посланникъ въ С.-Петербургѣ объявляетъ, что привозятся въ видѣ контрабанды только такіе товары, въ которыхъ нуждаются жители мѣстности, куда они направляются. Мало того: по этому мнѣнію нельзя требовать отъ прусскаго правительства, чтобъ оно стѣсняло „свободу торговли, которую законы предоставляютъ своимъ собственнымъ подданнымъ, какъ будто уничтоженіе недозволенной торговли, деморализующей населеніе, не есть услуга, которую обязаны оказывать другъ другу два сосѣднія и дружескія государства". Да, кромѣ того, прибавляетъ вице-канцлеръ въ конфиденціальной депешѣ отъ 23 февраля 1838 г., вѣдь въ отношеніи членовъ таможеннаго союза прусское правительство признаетъ же обязанность взаимнаго преслѣдованія (sic!), почему же въ отношеніи Россіи она этой обязанности не признаетъ?

На эту депешу прусскому правительству не трудно было отвѣчать, что Пруссія не обязана преслѣдовать контрабандную торговлю, невыгодную для Россіи, подобно тому, какъ она обязана это дѣлать въ отношеніи членовъ Германскаго таможеннаго союза, потому что Россія не входитъ въ составъ этого союза.

Такимъ образомъ до конца 1840 года переговоры объ общихъ мѣрахъ также не привели къ положительному результату, хотя лѣтомъ 1838 г. графъ Бенкендорфъ и статсъ-секретарь князь Голицынъ прибыли въ Берлинъ для успѣшнаго ихъ окончанія.

Во время этихъ продолжительныхъ дипломатическихъ переговоровъ о взаимныхъ торговыхъ сношеніяхъ состоялось подписаніе нижеслѣдующихъ трехъ актовъ относительно разграниченія Россіи и Пруссіи.

№ 322.

Les Ministres plénipotentiaires de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne et de S. M. le Roi de Prusse, dans le but de terminer par un accord à l'amiable les différends territoriaux qui existaient sur la frontière entre la Pologne et la Prusse, du côté de la

№ 322.

Полномочные министры Е. В. Императора Всероссійскаго, царя Польскаго и Е. В. Короля Прусскаго, съ цѣлью окончить дружественнымъ соглашеніемъ поземельные споры, существовавшіе на границѣ между Польшею и Пруссіей со стороны восточной Прус-

Prusse orientale, étant convenus de la nécessité d'envoyer des commissaires sur les lieux pour régler définitivement toutes les questions, faire tracer et déterminer cette partie de la frontière qui sépare les deux pays; ce travail a été confié aux commissaires respectifs, savoir:

De la part de la Pologne, au sieur Vincent de Pradzynski, chevalier de l'ordre de St. Stanislas de la 3-me classe et de l'ordre de l'Aigle rouge de la 3-me classe, et

De la part de la Prusse, au sieur August Koch, Conseiller de la Régence de Gumbinnen, chevalier de l'ordre de St. Wladimir de la 3-me classe,

lesquels après avoir pris connaissance des travaux antérieurs exécutés à diverses époques, considérant que la commission nommée en 1808 pour fixer les limites entre le Duché de Varsovie et les Etats Prussiens n'a pas déterminé la frontière, sur tous les points où des territoires étaient réclamés d'une part ou de l'autre, considérant que la frontière jalonnée en 1808, par la plantation des poteaux présentait une incertitude et donnait lieu à des contestations; considérant que des commissaires délégués à diverses époques, ont laissé sur les points réclamés une frontière litigieuse et incertaine, ayant examiné les réclamations présentées de part et l'autre, réuni toutes les preuves de conviction, ayant exécuté et fait exécuter les différentes opérations que la nature de l'objet exigeait, sont convenus des articles suivants:

сіи, нашли необходимымъ послать на мѣсто коммиссаровъ для окончательнаго рѣшенія всѣхъ вопросовъ, для проведенія и опредѣленія этой части границы, раздѣляющей обѣ страны,—каковой трудъ возложенъ былъ на обоюдныхъ коммиссаровъ, а именно:

Со стороны Польши, на Викентія Прадзинскаго, кавалера ордена Св. Станислава третьей степени и ордена Краснаго Орла третьей степени, и

Со стороны Пруссіи, на совѣтника Гумбинненскаго Правленія Августа Коха, кавалера ордена Св. Владиміра 3-й степени,

Кои, по приведеніи въ извѣстность ранѣе въ разное время исполненныхъ работъ, и принявъ во вниманіе, что коммиссія, назначенная въ 1808 году для установленія границъ между Герцогствомъ Варшавскимъ и Прусскими владѣніями, не опредѣлила пограничной черты на всѣхъ тѣхъ мѣстахъ, въ отношеніи коихъ были заявлены требованія поземельныя съ той или другой стороны; принявъ во вниманіе, что пограничная черта, проложенная въ 1808 г. посредствомъ установки столбовъ, возбуждала сомнѣнія и подавала поводъ къ спорамъ; принявъ во вниманіе, что уполномоченные въ разныя времена коммиссары оставили на спорныхъ мѣстахъ пограничную черту не рѣшенной и сомнительной; по разсмотрѣніи заявленныхъ съ той и другой стороны требованій и собраніи всѣхъ необходимыхъ для сужденія доказательствъ, исполнивъ и повелѣвъ исполнить разнаго рода требуемыя свойствомъ дѣла работы, согласились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Article I.

Les dispositions du présent traité détermineront définitivement la frontière entre la Pologne et la Prusse, à partir de la rivière de Niemen jusqu'à l'embouchure de la rivière de Vincenta dans la rivière de Pisek (Pissa).

Article II.

La frontière déjà marquée sur toute cette ligne par des poteaux plantés en 1808, renouvelée en 1823—1826—1830 et 1832, et complétée par des plans levés sur les lieux, et par des bornes de terre érigées partout où la nécessité s'était présentée de les ériger, est maintenue et confirmée; et sur les points litigieux remis à la décision de deux gouvernemens, la frontière a été réglée par les commissaires signataires du présent comme suit.

Article III.

Entre le village polonais de Mattewki, dépendance de Wyszłynsic, et le village prussien de Romoyki, le cours d'eau de la rivière de Lepona formera la frontière entre la Pologne et la Prusse, et une prairie située sur la rive droite de la Lepona et possédée par le village polonais de Mattewki restera sous la domination polonaise.

Article IV.

Entre le village polonais de Grabowo et les villages prussiens de Turowen, de Kilen et de Gingen, la frontière a été tracée d'après la possession, en laissant aux particuliers la liberté de

Статья I.

Постановленія настоящаго договора опредѣляютъ окончательно пограничную черту между Польшей и Пруссіей, начиная отъ рѣки Нѣмана до впаденія рѣки Винценты въ рѣку Писекъ (Писсу).

Статья II.

Пограничная черта, которая уже на всей этой линіи означена столбами, поставленными въ 1808 г., которая была возобновлена въ 1823, 1826, 1830 и 1832 г. и дополнена снятыми на мѣстѣ планами и установленными, гдѣ представлялась въ томъ надобность, пограничными знаками, сохраняется и подтверждается; что же касается спорныхъ мѣстъ, предоставленныхъ рѣшенію обоюдныхъ правительствъ, то граница таковыхъ опредѣлена нижеподписавшимися коммиссарами въ слѣдующемъ видѣ.

Статья III.

Между польскимъ селеніемъ Маттевки, принадлежащимъ Вышлинсцу, и прусскимъ селеніемъ Ромойки границу между Польшей и Пруссіей будетъ составлять теченіе рѣки Лепоны, при чемъ лугъ, находящійся на правомъ берегу Лепоны и принадлежащій польскому селенію Маттевки, останется въ польскомъ владѣніи.

Статья IV.

Между польскимъ селеніемъ Грабово и прусскими селеніями Туровенъ, Киленъ и Гингенъ пограничная черта была проведена по границѣ существующаго владѣнія съ предоставленіемъ

poursuivre leurs réclamations par devant les tribunaux compétens.

частнымъ лицамъ права обратиться съ своими требованіями въ подлежащія судебныя мѣста.

Article V.

Les différends qui existaient par rapport au lac de Raygrod sont applanis, de sorte que la frontière traverse le lac dans une direction droite depuis les poteaux 83 jusqu'aux poteaux 83, B. Des poteaux intermédiaires ne pouvant être plantés à cause de la profondeur du lac, une borne (Grenzhaufen, kopiec) érigée sur le point où la ligne frontière touche le territoire du village prussien de Lisewo, servira de marque intermédiaire entre les deux poteaux.

Du côté prussien de cette ligne, la pêche d'hiver appartenant au propriétaire du village polonais de Podliszevo, et la pêche d'été aux habitans des villages prussiens, pour prévenir toutes questions qui pourraient s'élever à l'avenir, les autorités administratives des arrondissemens respectifs, dès que la glace couvrira le lac, marqueront chaque année les deux lignes par des rames. Ces deux lignes sont plus spécialement indiquées dans le Tableau topographique.

Статья V.

Споры, существовавшіе въ отношеніи озера Райгрода, разрѣшены проведеніемъ пограничной черты черезъ озеро въ прямомъ направленіи отъ столбовъ 83 до столбовъ 83, В. За невозможностью вслѣдствіе глубины озера поставить промежуточные столбы, будетъ служить промежуточнымъ знакомъ между двумя столбами пограничный знакъ (Grenzhaufen, kopiec), устроенный на мѣстѣ, гдѣ линія границы доходитъ до земли прусскаго селенія Лисево.

На прусской сторонѣ этой черты, для предупрежденія на будущее время всѣхъ могущихъ возникнуть вопросовъ относительно права зимняго рыболовства, которое принадлежитъ владѣльцу польскаго селенія Подлизцево, и лѣтняго, принадлежащаго жителямъ прусскихъ селеній, административныя начальства обоюдныхъ округовъ ежегодно, какъ только озеро покроется льдомъ, будутъ обозначать обѣ линіи жердями. Эти двѣ линіи указаны болѣе подробно въ топографической табели.

Article VI.

Entre le village polonais de Konopki et les deux villages prussiens Sokolken et de Gorczycen, les propriétaires ayant, sous la médiation des commissaires, déterminé les limites territoriales par un accord à l'amiable, cette ligne a été acceptée pour frontière des deux pays.

Статья VI.

Между польскимъ селеніемъ Копопки и двумя прусскими селеніями Соколненъ и Горчиценъ была принята за пограничную черту между двумя странами та линія, которую опредѣлили полюбовной сдѣлкой владѣльцы при посредствѣ коммиссаровъ.

Article VII.

Entre Cyprki, village polonais, et Gorczycen, village prussien, la frontière

Статья VII.

Между польскимъ селеніемъ Ципрки и прусскимъ селеніемъ Горчиценъ по-

suit les limites territoriales conformément aux sentences des tribunaux de 1800—1804 et 1806, et conformément à la carte de Modzelewski de 1798; en conséquence un territoire litigieux a été partagé en deux parties égales.

граничная черта направляется по границамъ земельныхъ владѣній, согласно рѣшеніямъ судебныхъ мѣстъ 1800, 1804 и 1806 г. и картѣ Модзелевскаго 1798 г.; вслѣдствіе сего спорная земля была раздѣлена на двѣ равныя части.

Article VIII.

Entre les villages polonais de Cyprki, de Kureywy et de Kurki, et les villages prussiens de Marchewkon, de petit Rogallen et de Kurzontken, la frontière suit la petite rivière d'Olszowka en formant les limites territoriales.

Статья VIII.

Между польскими селеніями Ципрки, Курейви и Курки и прусскими селеніями Маршевконъ, малый Рогалленъ и Курзонткенъ, пограничная черта слѣдуетъ по рѣчкѣ Ольшовкѣ, составляя границу земельныхъ владѣній.

Article IX.

Entre les villages polonais de Tarachy et de Kurki, et le village prussien de Kurzontken le partage d'un territoire litigieux en deux parties égales, exécuté conformément aux sentences des tribunaux de Bialistok et de Berlin de 1800—1804 et 1806 et conformément à la carte de Modzelewski de 1798, ayant déterminé les limites territoriales, cette ligne forme en même tems la frontière des deux pays.

Статья IX.

Между польскими селеніями Тарахи и Курки и прусскимъ селеніемъ Курзонткенъ пограничную линію между обѣими странами составляетъ та черта, которая опредѣлена, какъ граница земельныхъ владѣній, раздѣломъ спорной земли на двѣ равныя части, совершеннымъ согласно съ опредѣленіями судовъ Бѣлостокскаго и Берлинскаго 1800, 1804 и 1806 г. и картой Модзелевскаго 1798 года.

Article X.

Entre les deux villages polonais de Bezkowo et de Tarachy, et les deux villages prussiens de Sokollen et de Woytellen, la frontière suit la limite territoriale, telle que l'ont adoptée les propriétaires par un accord signé en 1818. En arrivant près du territoire du village de Zacieczki la frontière quitte cette limite, pour suivre une ligne dessignée dans l'article suivant.

Статья X.

Между двумя польскими селеніями Безково и Тарахи и двумя прусскими селеніями Соколленъ и Войтелленъ пограничная черта направляется по границѣ земель въ томъ видѣ, какъ она была принята владѣльцами по сдѣлкѣ, заключенной въ 1818 г. Дойдя до земли селенія, Заціечки, пограничная черта отходитъ отъ сей границы и слѣдуетъ по линіи, обозначенной въ слѣдующей статьѣ.

Article XI.

Entre Zacieczki, village polonais, et Sokollen, village prussien, depuis le point ci-dessus indiqué, la frontière nouvellement déterminée, restitue à la Pologne, autant de territoire, que les sentences des tribunaux de Bialistok et de Berlin de 1800—1804 et 1806, adjugeaient au village polonais. Des lignes droites ont été tracées en observant autant que possible une exacte compensation. Les réclamations des particuliers contre les sentences sont renvoyées devant les tribunaux compétens.

Article XII.

Entre le même village polonais de Zacieczki et le village prussien de grand Rogallen, la frontière suit les limites territoriales déterminées en partie par les sentences ci-dessus indiquées, en partie par un accord à l'amiable, signé en 1824, en laissant aux particuliers la faculté de poursuivre leurs réclamations par devant les tribunaux compétens.

Article XIII.

Entre le village polonais de Rakowo, et le village prussien de grand Rogallen, les propriétaires ayant sous la médiation des commissaires, fait un accord à l'amiable relativement à un territoire litigieux, et les sentences définitives, alléguées dans les articles précédens, ayant déterminé l'autre partie de la limite territoriale, ces limites ont été acceptées pour frontière.

Статья XI.

Между польскимъ селеніемъ Заціечки и прусскимъ селеніемъ Соколленъ отъ мѣста, выше сего означеннаго, вновь опредѣленная пограничная черта оставляетъ въ польскомъ владѣніи столько земли, сколько оной присудили въ пользу польскаго селенія приговоры судовъ Бѣлостокскаго и Берлинскаго 1800, 1804 и 1806 г. При проведеніи прямыхъ линій соблюдалось, насколько оказывалось возможнымъ, начало справедливой компенсаціи. Частнымъ лицамъ, оспаривающимъ судебные приговоры, предоставлено обратиться въ подлежащія судебныя мѣста.

Статья XII.

Между польскимъ селеніемъ Заціечки и прусскимъ селеніемъ большой Рогалленъ, пограничная черта идетъ по границамъ земель, опредѣленнымъ частью вышеозначенными судебными приговорами, частью полюбовнымъ соглашеніемъ, состоявшимся въ 1824 г., при чемъ частнымъ лицамъ предоставлено право предъявить свои иски въ подлежащія судебныя мѣста.

Статья XIII.

Между польскимъ селеніемъ Раково и прусскимъ селеніемъ большой Рогалленъ приняты за пограничную черту тѣ границы, кои опредѣлены владѣльцами, при посредствѣ коммиссаровъ, полюбовнымъ соглашеніемъ относительно спорной земли и означенными въ предшествующихъ статьяхъ окончательными судебными рѣшеніями, опредѣляющими другую часть земельной границы.

Article XIV.

Entre Chaïewo, dépendance de Szczaczyn, et le village prussien de grand Rogallen, la frontière est marquée d'après la possession de 1808.

Article XV.

Entre Choynowo, village polonais, Wlosten et Scharzinnen, villages prussiens, la frontière a été tracée conformément aux sentences et à la carte ci-dessus à l'article 9 alléguées.

Article XVI.

Entre Czarnowek, Zaluski et Petozyn, villages polonais, et Swiddern, village prussien, les sentences des tribunaux de Bialistok et de Berlin de 1800—1804 et 1806, ayant déterminé les limites territoriales, conformément à la carte de Modzelewski de 1798, une ligne nouvellement tracée, formera la frontière, en restituant à la Pologne et à la Prusse autant des territoires, que les sentences adjugeaient aux villages polonais ou prussiens; bien entendu qu'une équitable compensation indiquait la direction de la nouvelle frontière.

Article XVII.

Entre Niedzwiadna, village polonais, et Swiddern, village prussien, d'après les principes et considérations exposés à l'article précédent, une ligne nouvellement tracée forme la frontière.

Article XVIII.

Le thalweg de la rivière actuelle de Vincenta formera la frontière et une

Статья XIV.

Между Хаево, принадлежащимъ Шачину, и прусскимъ селеніемъ большой Рогалленъ пограничная черта обозначена по владѣнію 1808 г.

Статья XV.

Между польскимъ селеніемъ Хойново и прусскими селеніями Влостенъ и Шарзиненъ граница проведена согласно судебнымъ приговорамъ и картѣ, означеннымъ выше въ статьѣ 9-ой.

Статья XVI.

Такъ какъ рѣшеніями судовъ Бѣлостокскаго и Берлинскаго 1800—1804 и 1806 г. границы земель между польскими селеніями Чарновекъ, Залуски и Петозинъ и прусскимъ селеніемъ Свиддернъ опредѣлены согласно картѣ Модзелевскаго 1798 г., то линія, составляющая пограничную черту, будетъ вновь проведена такъ, что къ Польшѣ и къ Пруссіи отойдетъ столько земли, сколько судебными рѣшеніями присуждено польскимъ и прусскимъ селеніямъ; при чемъ разумѣется, что направленіе новой пограничной черты будетъ соображено съ справедливой компенсаціей.

Статья XVII.

Между польскимъ селеніемъ Нѣдзвіадна и прусскимъ селеніемъ Свиддернъ пограничную черту составляетъ вновь проведенная линія, согласно началамъ и соображеніямъ, изложеннымъ въ предъидущей статьѣ.

Статья XVIII.

Тальвегъ нынѣшней рѣки Винценты будетъ составлять границу, при чемъ

île qui a été en contestation, entre Vincenta, village polonais, et Dlottowen, village prussien, située sur la rive droite de cette rivière, restera sous la domination prussienne.

островъ, находящійся на правой сторонѣ этой рѣки, бывшій спорнымъ между польскимъ селеніемъ Винцента и прусскимъ селеніемъ Длоттовенъ, останется въ прусскомъ владѣніи.

Article XIX.

Sur tous les points désignés dans les articles précédens, depuis l'art. III la frontière, déterminée par les commissaires, a été de suite marquée sur les lieux par des poteaux et par des bornes de terre. Les ingénieurs ont levé des plans, tracé cette frontière sur ces plans, désigné des angles de relèvement et la distance entre les poteaux et entre les bornes de terre, de manière qu'aucun doute ne puisse s'élever à l'avenir.

Статья XIX.

Опредѣленная коммиссарами пограничная черта на всѣхъ мѣстахъ, означенныхъ въ предшествующихъ статьяхъ (начиная съ 3-й ст.), была затѣмъ обозначена на мѣстѣ столбами и пограничными знаками. Инженеры сняли планы, на коихъ нанесли эту пограничную черту, обозначили углы склоненія и разстоянія между столбами и пограничными знаками, чтобы на будущее время не могло возникнуть никакого сомнѣнія.

Article XX

Des petites portions de prairies étant coupées par les rivières de Lepona, de Zenapa et de Szyrwenta, elles resteront à leurs possesseurs actuels, et les habitans limitrophes auront pleine liberté d'échanger entre eux les petites portions de territoires de leurs chefs-lieux par le courant de ces rivières.

Toutefois, dans tous les cas, désignés plus spécialement dans le tableau descriptif, la frontière entre les deux pays suivra le thalweg de ces rivières et les propriétaires des prairies, coupées par la frontière, jouiront des privilèges, stipulés par les dispositions de l'article XXVII.

Статья XX.

Небольшія части луговыхъ мѣстъ, пересѣкаемыя рѣками Лепоной, Зенапой и Ширвентой, останутся за нынѣшними ихъ владѣльцами, и пограничные обыватели будутъ имѣть полное право произвести между собой обмѣнъ маленькихъ частей земель, принадлежащихъ къ главнымъ ихъ владѣніямъ по теченію означенныхъ рѣкъ.

Но во всѣхъ случаяхъ, болѣе подробно означенныхъ въ описательной табели, пограничная черта между обоюдными странами будетъ идти по тальвегу этихъ рѣкъ, и владѣльцы луговъ, пересѣкаемыхъ пограничною чертою, будутъ пользоваться привиллегіями, установленными въ ст. XXVII.

Article XXI.

La frontière, depuis la rivière de Niemen jusqu'à l'embouchure de la rivière

Статья XXI.

По окончательномъ опредѣленіи пограничной черты отъ рѣки Нѣмана до

de Vincenta dans la rivière de Pisek (Pissa) étant réglée définitivement, et cette frontière étant marquée sur les lieux (art. II et XIX) pour donner un ensemble à tous les travaux exécutés à diverses époques, réunir tous les résultats de ces travaux et compléter ainsi la démarcation, les commissaires ont rédigé le tableau descriptif. Ce tableau signé par MM. les ingénieurs Etienne Linda et Frédéric Hechern et par les commissaires, et la carte divisée en quarante huit № 48 sections levées en 1823—1830—1832 et 1837, indiquent la ligne de la frontière, l'emplacement des poteaux et des bornes intermédiaires, les angles de relèvement et les distances entre les poteaux et les bornes de terre, et toutes ces pièces sont considérées: la carte comme si elle était jointe au présent acte, et le tableau comme s'il y était inséré mot à mot.

впаденія рѣки Винценты въ рѣку Пизекъ (Писсу) и обозначеніи оной на мѣстѣ (ст. II и XIX), коммиссары составили описательную табель съ цѣлью согласовать всѣ исполненныя въ различныя времена работы, объединить всѣ результаты этихъ работъ и такимъ образомъ дополнить разграниченіе. Эта табель, подписанная инженерами Степаномъ Линдой и Фридрихомъ Гехерномъ и коммиссарами, и карта, раздѣленная на 48 секцій, снятыхъ въ 1823, 1830, 1832 и 1837 г., обозначаютъ пограничную черту, размѣщеніе столбовъ и промежуточныхъ пограничныхъ знаковъ, углы склоненія и разстоянія между столбами и пограничными знаками. Изъ числа сихъ документовъ будутъ почитаться: карта—приложенною къ настоящему акту, а табель—включенною въ оный отъ слова до слова.

Article XXII.

Les poteaux respectifs, marques de la frontière entre le Royaume de Pologne et les Etats de Prusse, placés vis-à-vis les uns des autres, sont numérotés dans une série depuis № 1 jusqu'au № 117, de sorte que les premiers poteaux sont plantés sur la rive gauche de la rivière de Niemen vis-à-vis du village de Smalemingen (Smolniki) et les derniers № 117 près de l'embouchure de la rivière de Vincenta dans la rivière de Pisek (Pissa). Les bornes de terre sont numérotées dans une série depuis № 1 jusqu'au № 927.

Статья XXII.

Находящіеся на той и другой сторонѣ столбы, обозначающіе пограничную линію между Царствомъ Польскимъ и прусскими владѣніями, разставлены другъ противъ друга и занумерованы подъ рядъ отъ № 1 до № 117, такъ что первые столбы поставлены на лѣвомъ берегу рѣки Нѣмана противъ селенія Смалемингенъ (Смольники), а послѣдніе (№ 117) при впаденіи рѣки Винценты въ рѣку Пизекъ (Писсу). Пограничные же знаки занумерованы подъ рядъ отъ № 1 до № 927.

Article XXIII.

Dans tous les cas, où la nécessité se présenterait de restituer quelques mar-

Статья XXIII.

Во всѣхъ случаяхъ, когда представится необходимымъ возстановить какіе

ques de la frontière déterminée par le présent traité, les autorités locales de part et d'autre seront tenues de le faire conjointement, afin que la frontière entre les deux pays reste visible, précise et invariable.

либо знаки пограничной черты, опредѣленной въ настоящемъ договорѣ, обоюдныя мѣстныя начальства обязаны будутъ сдѣлать это сообща, чтобъ пограничная черта между обѣими странами всегда оставалось ясной, точной и неизмѣнной.

Article XXIV.

Le droit de construire un moulin polonais sur le découlement de l'eau du lac de Wyszlyniec étant reconnu, dans le but d'écarter toute difficulté qui pourrait s'élever à l'avenir, on est convenu de céder à la Prusse une libre et entière disposition du courant (Wassergefälle, Wasserkraft) avec le droit de construire un moulin ou autre établissement hydraulique sur le courant polonais de la rivière de Pissa.

Le gouvernement de Prusse payera à celui de Pologne pour le droit cédé, une somme de 2363 écus, 19 silbergros et 8 pfs preuss., formée par la capitalisation du revenu que rapportait le moulin polonais. Ce payement sera effectué à Berlin trois mois après l'échange des ratifications au Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne. Le procès-verbal, signé à Gumbinnen par les commissaires respectifs le 3 (15) décembre 1837, contient l'acte de cession et doit être envisagé comme faisant partie du présent.

Статья XXIV.

Такъ какъ было признано право устроить польскую мельницу на истокѣ воды изъ озера Вышлинецъ, то для предупрежденія всякаго могущаго возникнуть въ будущемъ затрудненія рѣшено уступить Пруссіи въ свободное и полное распоряженіе теченіе (Wassergefälle, Wasserkraft) съ правомъ постройки мельницы, или другаго водянаго сооруженія, на польской сторонѣ рѣки Писсы.

Прусское правительство уплатитъ Польскому въ вознагражденіе за уступленное право 2363 прусск. талера 19 зильбергрошей 8 пф., каковая сумма составляетъ капитализованный доходъ, который приносила польская мельница. Уплата послѣдуетъ въ Берлинѣ черезъ три мѣсяца по размѣнѣ ратификацій и будетъ сдѣлана полномочному министру Е. В. Императора Всероссійскаго, Царя Польскаго. Актъ уступки занесенъ въ протоколъ, который подписанъ въ Гумбинненѣ обоюдными коммиссарами 3-го (15-го) декабря 1837 года и долженъ быть почитаемъ частью настоящаго договора.

Article XXV.

Ceux qui oseraient changer ou altérer la frontière établie et marquée, en commettant dans ce but des actes arbitraires

Статья XXV.

Всѣ тѣ лица, которыя осмѣлились бы измѣнить или повредить установленную означенную пограничную черту,

ou des voies de fait quelconques, en violation des stipulations de ce traité, seront mis en accusation par devant le juge du domicile et punis d'après les lois.

совершивъ для сего своевольныя или какія либо насильственныя дѣйствія, въ нарушеніе постановленій сего договора, будутъ преслѣдуемы судомъ мѣста ихъ постояннаго жительства и наказаны по законамъ.

Article XXVI.

Dans tous les cas où la frontière ne forme pas en même temps les limites territoriales, les stipulations renfermées dans les articles précédens, ne pourront porter aucun préjudice au droit de propriété exercé par le fisc domanial ou les particuliers de l'un ou de l'autre pays. Au contraire, la possession des territoires détachés de leurs chefs-lieux par l'établissement de la frontière, est garantie par le présent traité aux possesseurs actuels, en laissant aux parties intéressées la faculté de poursuivre leurs réclamations par devant les tribunaux compétens des pays, qui exerceront dorénavant le droit de souveraineté et de juridiction sur le terrain détaché et qui formeront ainsi dans tous les cas de cette nature, le for compétent (forum rei sitae).

Статья XXVI.

Во всѣхъ случаяхъ, когда пограничная черта не составляетъ одновременно съ симъ границъ земельныхъ владѣній, постановленія предыдущихъ статей не могутъ ни въ чемъ повреждать права собственности, принадлежащаго казеннымъ имѣніямъ или частнымъ лицамъ той или другой страны. Напротивъ, владѣніе землями, отдѣленными отъ ихъ главныхъ имѣній установленной пограничной чертой, обезпечивается настоящимъ договоромъ за нынѣшними ихъ владѣльцами, съ предоставленіемъ заинтересованнымъ частнымъ лицамъ права обращаться съ исковыми своими требованіями къ подлежащимъ судебнымъ мѣстамъ страны, которымъ отнынѣ будетъ принадлежать право верховной власти и суда на отдѣленной территоріи и которыя такимъ образомъ будутъ представлять во всѣхъ такого рода случаяхъ судъ компетентный (forum rei sitae).

Article XXVII.

Tous les privilèges, accordés par le traité conclu à Vienne le 25 avril (5 mai) 1815 pour les propriétaires du Grand Duché de Posen et du Royaume de Pologne, dont les possessions sont coupées par la frontière, auront leur application pleine et entière, quant aux propriétaires de la Pologne et de la Prusse orientale, qui se trouvent dans des cas semblables.

Статья XXVII.

Всѣ преимущества, дорованныя Вѣнскимъ трактатомъ 25 апрѣля (5 мая) 1815 года владѣльцамъ великаго герцогства Познанскаго и Царства Польскаго, имѣнія коихъ пересѣкаются пограничною чертою, получатъ полное и совершенное примѣненіе также къ владѣльцамъ имѣній въ Польшѣ и въ восточной Пруссіи, кои находятся въ подобномъ же положеніи.

Article XXVIII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le terme de trois mois, ou plus tôt si faire se pourra.

En foi de quoi etc.

Fait à Gumbinnen, le 8 (20) décembre 1837.

Pradzynski. Koch.

Статья XXVIII.

Настоящій договоръ будетъ ратификованъ и ратификаціи онаго будутъ размѣнены черезъ три мѣсяца или ранѣе, если это окажется возможнымъ.

Въ увѣреніе чего и т. д.

Въ Гумбинненѣ, 8 (20) декабря 1837 года.

Прадзинскій. Кохъ.

№ 323.

Articles additionnels au traité de démarcation entre la Pologne et la Prusse, signé à Gumbinnen le 8 (20) décembre 1837.

Les commissaires, signataires du présent acte, après avoir terminé la démarcation de la frontière entre la Pologne et la Prusse, depuis la rivière de Niemen jusqu'à la rivière de Vincenta, après avoir rédigé et signé à Gumbinnen le 8 (20) décembre 1837 le traité et le tableau descriptif, étant chargés par les gouvernements respectifs du même travail depuis les poteaux 117 jusqu'aux poteaux 181; savoir de régler définitivement toutes les questions, de tracer et de déterminer cette partie de la frontière, ayant terminé le travail qui leur a été confié, sont convenus d'ajouter au traité du 8 (20) décembre 1837 les articles suivans, vu les mêmes considérations qui se trouvent exposées dans le dit traité.

Article I.

Les dispositions du présent acte détermineront définitivement la frontière entre la Pologne et la Prusse, depuis l'embouchure de la rivière de Vincenta

№ 323.

Дополнительныя статьи къ договору о разграниченіи между Польшей и Пруссіей, заключенному въ Гумбинненѣ 8 (20) декабря 1837 года.

Подписавшіе настоящій актъ коммиссары, окончивъ проведеніе границы между Польшей и Пруссіей отъ рѣки Нѣмана до рѣки Винценты, составивъ и подписавъ въ Гумбинненѣ 8 (20) декабря 1837 г. договоръ и описательную табель, будучи уполномочены обоюдными правительствами къ исполненію такого же рода работы, начиная отъ столбовъ 117 до столбовъ 181, а именно: къ окончательному рѣшенію всѣхъ вопросовъ, проведенію и опредѣленію этой части границы,—по совершеніи возложеннаго на нихъ дѣла, согласились о дополненіи договора 8 (20) декабря 1837 года нижеслѣдующими статьями, руководствуясь при семъ соображеніями, въ томъ договорѣ изложенными.

Статья I.

Постановленіями настоящаго акта окончательно опредѣляется граница между Польшей и Пруссіей, начиная отъ впаденія рѣки Винценты въ рѣку

dans la rivière de Pissa, jusqu'au point de réunion des territoires de la Pologne, de la Prusse et du Grand Duché du Posen, déterminé par l'acte définitif de démarcation, signé à Varsovie le 12 (24) avril 1823.

Article II.

La frontière ci-dessus est indiquée et marquée sur les lieux par des poteaux et par des bornes de terre, érigées partout où la nécessité s'était présentée de les ériger. Les poteaux respectifs, marques de la frontière entre le Royaume de Pologne et les Etats de Prusse, placés vis-à-vis les uns des autres, sont numérotés dans une série depuis le № 117 jusqu'au № 181, de sorte que les poteaux 117 sont plantés près de l'embouchure de la rivière de Vincenta dans la rivière de Pissa (Pisek), et les derniers 181 poteaux à la rédoute suédoise, entre le village polonais de Biernaty et les villages prussiens de Neuhoff et de gros Lentzk, au point où les premiers poteaux entre le Grand Duché de Posen et la Pologne ont été plantés conformément à la teneur de l'acte définitif de démarcation, signé à Varsovie le 12 (24) avril 1823. Les bornes de terre sont numérotées dans une série depuis le № 1 jusqu'au № 568.

Article III.

Le tableau descriptif, signé par MM. les ingénieurs Etienne Linda et Gustav Weiss et par les commissaires, et la carte divisée en quarante-trois sections, levée en 1838 et 1839, indiquent la ligne de la frontière, l'emplacement des poteaux et des bornes de terre intermédiaires, les angles de relèvement et les

Писсу до мѣста соединенія владѣній Польскихъ, Прусскихъ и великаго герцогства Познанскаго, которое означено въ окончательномъ актѣ о разграниченіи, подписанномъ въ Варшавѣ 12 (24) апрѣля 1823 года.

Статья II.

Вышеозначенная граница показана и отмѣчена на мѣстѣ столбами и пограничными знаками, которые были поставлены, гдѣ представилась въ томъ надобность. Обозначающіе границу между Царствомъ Польскимъ и Прусскими владѣніями столбы, разставленные другъ противъ друга, помѣчены номерами по порядку отъ № 117 до № 181, такъ что столбы 117 поставлены у мѣста впаденія рѣки Винценты въ рѣку Писсу (Писекъ), а послѣдніе 181 столбы въ шведскомъ редутѣ, между польскимъ селеніемъ Бернаты и прусскими селеніями Нейхофомъ и большимъ Лентцкомъ, на томъ мѣстѣ, гдѣ были поставлены первые столбы между великимъ герцогствомъ Познанскимъ и Польшею, согласно содержанія окончательнаго акта о разграниченіи, заключеннаго въ Варшавѣ 12 (24) апрѣля 1823 года. Пограничные же знаки занумерованы по порядку отъ № 1 до № 568.

Статья III.

Описательная табель, подписанная г.г. инженерами Степаномъ Линдой и Густавомъ Вейссомъ и коммиссарами, и раздѣленная на 43 секціи карта, снятая въ 1838 и 1839 годахъ, показываютъ пограничную линію, размѣщеніе промежуточныхъ столбовъ и пограничныхъ знаковъ, углы склоненія и раз-

distances entre les poteaux et entre les bornes de terre, de manière qu'aucun doute ne puisse s'élever à l'avenir; et toutes ces pièces sont considérées, la carte comme si elle était jointe au présent acte, et le tableau comme s'il y était inséré mot-à-mot.

Article IV.

Les différends territoriaux qui existaient sur cette partie de la frontière, étant terminés à l'amiable, le tableau descriptif contient tous les détails, en indiquant le dernier résultat et la manière dont ces différends ont été applanis.

Article V.

Les dispositions des articles XXIII, XXV, XXVI et XXVII du traité, signé à Gumbinnen le 8 (20) décembre 1837, auront leur application pleine et entière pour cette partie de la frontière qui est déterminée par le présent acte.

En foi de quoi etc.

Fait à Neidenburg, le 22 novembre (4 décembre) 1839.

Pradzynski. Koch.

№ 324.

Déclaration.

S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies ayant résolu d'un commun accord de régler définitivement tous les points litigieux qui existaient encore sur la frontière entre la Prusse et le Royaume de Pologne, les commissaires nommés à cet effet de part et d'autre, savoir, du côté de la Prusse: le sieur Auguste Koch, conseiller de la Régence de Gumbinnen,

стоянія между столбами и между пограничными знаками такимъ образомъ, чтобъ на будущее время не могло возникнуть никакого сомнѣнія; изъ этихъ документовъ почитаются: карта приложенною къ настоящему акту, а табель внесенною въ оный отъ слова до слова.

Статья IV.

Такъ какъ споры о земляхъ, существовавшіе на этой части границы, были полюбовно окончены, то описательная табель содержитъ въ себѣ всѣ подробности, относящіяся къ послѣднему результату и способу, коимъ означенные споры были рѣшены.

Статья V.

Къ части границы, опредѣленной настоящимъ актомъ вполнѣ и безъ изъятій примѣняются постановленія статей XXIII, XXV, XXVI и XXVII договора, подписаннаго въ Гумбинненѣ 8 (20) декабря 1837 года.

Въ увѣреніе чего и пр.

Въ Нейденбургѣ, 22 ноября (4 декабря) 1839 года.

Прадзинскій. Кохъ.

№ 324.

Декларація.

Е. В. король Прусскій и Е. В. Императоръ Всероссійскій, рѣшивъ съ общаго согласія опредѣлить окончательнымъ образомъ всѣ спорные вопросы, которые оставались еще на границѣ между царствомъ Польскимъ и Пруссіей, назначили для сей цѣли обоюдно коммиссаровъ, а именно: со стороны Пруссіи совѣтника Гумбинненскаго Правленія, Августа Коха, а со стороны Россіи

et du côté de la Russie: le sieur Vincent de Pradzynski, après avoir examiné sur les lieux et décidé les différens points qui étaient jusqu'à présent restés indécis, après avoir exécuté et fait exécuter les différentes opérations que la nature de l'objet exigeait, ont conclu et signé deux actes, savoir: une convention, faite à Gumbinnen le 8 (20) décembre 1837 qui détermine définitivement la frontière entre la Prusse et la Pologne à partir de la rivière du Niemen jusqu'à l'embouchure de la rivière de Vincenta dans la rivière de Pisek (ou Pissa), et des articles additionnels, signés à Neidenbourg le 22 novembre (4 décembre) 1839, lesquels déterminent la frontière entre la Prusse et la Pologne à partir de l'embouchure de la rivière de Vincenta dans la rivière de Pisek (ou Pissa) jusqu'au point de réunion des territoires de Prusse et du grand-duché de Posen et de Pologne, déterminé par l'acte définitif de démarcation signé à Varsovie le 12 (24) avril 1823.

En conséquence le soussigné Ministre d'Etat et du Cabinet de Sa Majesté le Roi de Prusse, déclare par la présente et conformément à l'autorisation qu'il en a reçue, que Sa Majesté le Roi de Prusse approuve et confirme dans toute leur teneur les actes mentionnés ci-dessus du 8 (20) décembre 1837 et du 22 novembre (4 décembre) 1839, ainsi que les tableaux descriptifs et cartes qui s'y trouvent mentionnés et qui en font partie, et qu'il est de l'intention de Sa Majesté Royale que toutes les clauses et stipulations de ces divers actes soient fidèlement exécutés et maintenues inviolablement.

Викентія Прадзинскаго, кои, по изслѣдованіи и рѣшеніи на мѣстѣ различныхъ вопросовъ, которые до настоящаго времени оставались не разрѣшенными, а также исполнивъ и сдѣлавъ распоряженія, чтобъ были исполнены различнаго рода работы, требуемыя самымъ родомъ дѣла, заключили и подписали два акта: конвенцію въ Гумбинненѣ 8 (20) декабря 1837 года, коей окончательно установляется граница между Пруссіей и Польшею, начиная отъ рѣки Нѣмана до впаденія рѣки Винценты въ рѣку Писекъ (или Писсу), и дополнительныя статьи въ Нейденбургѣ 22-го ноября (4-го декабря) 1839 года, опредѣляющія окончательную границу между Пруссіей и Польшей отъ впаденія рѣки Винценты въ рѣку Писекъ (или Писсу) до мѣста соединенія владѣній Пруссіи и великаго герцогства Познанскаго и Польши, опредѣленнаго окончательнымъ актомъ о разграниченіи, подписаннымъ въ Варшавѣ 12-го (24-го) апрѣля 1823 года.

Вслѣдствіе сего нижеподписавшійся статсъ и кабинетъ-министръ Е. В. Короля Прусскаго симъ объявляетъ, согласно даннаго ему уполномочія, что Е. В. Король Прусскій принимаетъ и утверждаетъ во всей цѣлости вышеупомянутые акты отъ 8 (20) декабря 1837 года и 22 ноября (4 декабря) 1839 года, равно и упоминаемыя въ оныхъ и составляющія часть оныхъ описательныя табели и карты, и что намѣреніе Его Королевскаго Величества, чтобъ всѣ условія и постановленія сихъ различныхъ актовъ въ точности были исполнены и сохранялись ненарушимо.

La présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies près S. M. le Roi de Prusse, tiendra lieu d'une ratification formelle de la part de S. M. le Roi de Prusse, donnée aux actes sus-mentionnés et elle aura la même force et valeur.

En foi de quoi le soussigné l'a munie de sa signature et du cachet de ses armes.

Fait à Berlin, le 20 août 1840.

(L. S.) Werther.

Настоящая декларація, которая будетъ обмѣнена на таковую же декларацію чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра Е. В. Императора Всероссійскаго при Е. В. Королѣ Прусскомъ, замѣнитъ формальную со стороны Е. В. Короля Прусскаго ратификацію вышеупомянутыхъ актовъ и будетъ имѣть ту же силу и дѣйствіе.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся оную подписалъ съ приложеніемъ печати своихъ гербовъ.

Въ Берлинѣ, 20 августа 1840 года.

(М. П.) Вертеръ.

1841, 8 (20) décembre. Convention conclue à Londres avec l'Autriche, l'Angleterre, la France et la Prusse par rapport à la traite des nègres. (Voir les traités avec la Grande Bretagne).

1841 г., декабря 8-го (20-го). Конвенція, заключенная въ Лондонѣ, съ Австріей, Англіей, Франціей и Пруссіей относительно торга неграми. (См. отдѣлъ трактатовъ съ Англіею).

№ 325.

1842, 2 (14) juillet. Acte de commerce délivré en faveur de la Prusse et signé à Péterhof.

Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III mourut au mois de juin 1840. Par une dépêche du 23 mai (4 juin), le baron Meyendorf faisait déjà savoir que sa fin prochaine était inévitable. A son lit de mort se trouvaient l'Empereur Nicolas I, Sa Majesté l'Impératrice et le Grand Duc héritier Césarévitch Alexandre Nicolaevitch. Le roi rendit le dernier soupir le 26 mai (7 juin) à trois heures et quart d'après-midi.

Immédiatement après avoir pris possession du trône, le nouveau roi Frédéric-Guillaume IV déclara que son règne serait la suite du précédent et qu'il n'introduirait aucun changement dans le système adopté. Le testament du roi défunt était accompagné d'une lettre qui faisait un devoir au nouveau Souverain „de maintenir en toute circonstance l'alliance la plus étroite avec la Russie et l'Autriche, comme formant la base du repos et de la paix du monde".

№ 325.

1842 г., іюля 2-го (14-го). Торговый актъ, выданный въ пользу Пруссіи и подписанный въ Петергофѣ.

Въ іюнѣ 1840 года скончался король прусскій Фридрихъ-Вельгельмъ III. Уже депешею отъ 23-го мая (4-го іюня) баронъ Мейендорфъ извѣстилъ о предстоящей неизбѣжной кончинѣ короля. У смертнаго его одра стояли Императоръ Николай I, Государыня Императрица и Наслѣдникъ Цесаревичъ Александръ Николаевичъ. Въ 3¼ часа пополудни 26-го мая (7-го іюня) король скончался.

Немедленно по вступленіи на престолъ новый король Фридрихъ-Вильгельмъ IV объявилъ, что его царствованіе будетъ продолженіемъ предшествовавшаго, и никакихъ перемѣнъ онъ не сдѣлаетъ. Но къ завѣщанію короля было приложено письмо его къ наслѣднику, въ которомъ ему вмѣняется въ обязанность „поддерживать во всѣхъ обстоятельствахъ наитѣснѣйшій союзъ съ Россіей и Австріей, составляющій основаніе спокойствія и тишины міра".

Il est toujours de coutume,– disait le ministre de Russie,—de se livrer aux suppositions et aux conjectures les plus contradictoires quand un nouveau monarque monte sur le trône, aussi la politique que l'on attribuait à Berlin au roi Frédéric-Guillaume IV a-t-elle donné naissance aux espérances les plus diverses. On affirmait qu'il n'aime ni la guerre, ni la noblesse et qu'il est en proie à un mysticisme religieux; mais on a pu se convaincre presqu'immédiatement après son avénement au trône qu'il aime l'armée et qu'il est prêt à défendre les droits de la noblesse. On prétendait en outre que le nouveau roi se proposait d'octroyer une constitution à la Prusse. En effet, on pouvait croire au commencement de son règne que le roi nourrissait de profondes sympathies pour le parti libéral, et le „parti monarchique" commençait même à désespérer de l'existence de l'ancien ordre des choses. Ce dernier parti craint que le roi ne se laisse entraîner par son „imagination mobile", vivant comme il le fait sans sortir de Sans-Souci, ne s'entretenant presque jamais avec les ministres et recevant et écoutant tout le monde. Heureusement que le roi est entouré de gens fidèles et dévoués, qui ne se gênent pas pour lui dire la vérité. Mais, vû l'absence d'un ministère „homogène", le gouvernement prussien manque d'énergie et de conséquence dans ses actes. Voilà pourquoi, d'après le ministre de Russie, le parti libéral compte sur des concessions.

Du reste „une guerre nationale et glorieuse semblerait le moyen le plus sûr d'échapper à ce danger; mais comme elle ne saurait être que défensive et que la France aura grand soin de choisir le moment qui lui semblera le plus opportun et qui sera le plus défavorable aux alliés, ce moyen ne saurait être la base d'un calcul. Nulle part, les libéraux n'osent se prononcer en faveur des Français, en présence du sentiment national qui a éclaté dans toute l'Allemagne". (Dépêche du baron Meyendorf du 12 (24) octobre 1840).

En général dans les premiers mois du règne de Frédéric-Guillaume IV la situation intérieure de la Prusse paraissait assez favorable aux yeux du ministre de Russie. Elle ne pouvait devenir dangereuse à son avis que si le roi faisait des concessions quelconques au parti libéral, ou s'il se livrait entièrement aux mains des piétistes, qui cherchent à écarter de son entourage, tous ceux qui ne partagent pas leurs croyances religieuses. Mais le premier de ces dangers n'est pas à craindre, car après plusieurs mois de règne,

Какъ относительно всякаго новаго монарха распространяются самыя противорѣчивыя догадки и предположенія, такъ и на счетъ политики короля Фридриха Вильгельма IV были распространены въ Берлинѣ самыя разнообразныя ожиданія. Говорили, что онъ не любитъ ни военнаго дѣла, ни дворянства и проникнутъ религіознымъ мистицизмомъ. Между тѣмъ вскорѣ оказалось, что онъ любитъ армію и готовъ защищать сословныя права дворянства. Утверждали также, что новый король дастъ Пруссіи конституцію. И дѣйствительно, въ началѣ казалось, что король питаетъ большія симпатіи къ либеральной партіи, и „монархическая партія" уже стала бояться за сохраненіе прежняго порядка управленія. Послѣдняя партія боялась, что король увлечется своимъ „подвижнымъ воображеніемъ": живя постоянно въ Сансуси и почти не совѣщаясь съ министрами, онъ принимаетъ всѣхъ и выслушиваетъ всѣхъ. Къ счастію, у короля вѣрные и преданные люди, которые не стѣсняясь говорятъ ему правду. Однако, при отсутствіи „однороднаго" министерства, нѣтъ достаточно энергіи и послѣдовательности въ дѣйствіяхъ прусскаго правительства. Вотъ почему, по мнѣнію русскаго посланника, либеральная партія надѣется на уступки.

Впрочемъ, „національная и славная война была бы лучшимъ средствомъ избѣгнуть этой опасности, но такъ какъ она можетъ быть только оборонительною, а Франція приложитъ всѣ старанія, чтобы выбрать время наиболѣе для нея благопріятное и наименѣе выгодное для союзниковъ, то на это средство разсчитывать нельзя. Нигдѣ либералы не смѣютъ высказываться въ пользу французовъ, въ виду національнаго чувства, проявившагося во всей Германіи". (Депеша бар. Мейендорфа отъ 12-го (24-го) октября 1840 г.).

Вообще внутреннее положеніе Пруссіи, въ самомъ началѣ царствованія Фридриха-Вильгельма IV, представлялось русскому посланнику довольно удовлетворительнымъ. Только оно могло бы сдѣлаться опаснымъ, еслибъ король, во-первыхъ, сдѣлалъ какія нибудь уступки либеральной партіи и, во-вторыхъ, еслибъ онъ совершенно предался піитистамъ, которые стараются устранить всѣхъ лицъ, не раздѣляющихъ ихъ религіозныя убѣжденія. Между тѣмъ первой опасности нечего было

le roi acquiert de plus en plus la conviction que la constitution est impossible pour la Prusse. Pour ce qui est de l'influence des piétistes, elle est paralysée par plusieurs personnes faisant partie de l'entourage immédiat du roi. (Dépêche du baron Meyendorf du 24 décembre 1840 (5 janvier 1841)).

Toutefois, le roi ne s'opposa pas à la réunion des „Etats provinciaux", trouvant nécessaire que la population ait la possibilité de se prononcer sur ses affaires et ses besoins locaux. Il admettait en même temps l'urgence de convoquer les „Etats généraux" pour qu'ils étudient le projet d'un nouvel emprunt à réaliser par l'Etat.

Cette contradiction entre les actes et les intentions du nouveau roi de Prusse trouve son explication dans une dépêche très-secrète envoyée par le baron de Meyendorf au vice-chancelier le 20 avril (2 mai) 1841.

„Les causes intérieures et secrètes" qui exercent de l'influence sur les décisions du roi, ainsi que sur le prince Guillaume et qui les obligent à refuser la moindre concession au libéralisme, ont pour source un „testament politique" secret du roi Frédéric-Guillaume III, qui lui a été inspiré par l'Empereur Nicolas I et a été écrit en entier par le prince Wittgenstein. Ce testament politique n'est en réalité que „l'ébauche d'un projet de loi de famille" qui contient les trois points suivants: 1) l'auguste testateur exige que l'on conserve à l'église protestante la position dont elle jouit; 2) un fidei-commis de famille est institué et 3) „le Roi énonce sa ferme intention de conserver dans leur intégrité les droits de souveraineté qu'il a hérité de ses ancêtres et de les transmettre intacts à ses descendants". La convocation des Etats généraux (Reichsstände) n'est nécessaire qu'en cas de conclusion d'un emprunt; les Etats généraux se composeront de 32 membres auxquels il sera adjoint 32 membres du Conseil d'Etat.

Le roi a sérieusement étudié cet acte et est arrivé à la conclusion qu'il est obligatoire pour lui, malgré ses défauts de formalité. „L'existence de ce document, quoique non-signé", — poursuit le ministre, — „mais connu de la famille et des conseillers de la couronne, donne assurément aux princes, appelés à succéder au trône, un certain droit de protester contre toute aliéna-

бояться послѣ нѣсколькихъ мѣсяцевъ царствованія новаго короля, который все болѣе и болѣе утверждается въ убѣжденіи, что конституція для Пруссіи невозможна. Что же касается вліянія пiитистовъ, то оно парализуется нѣкоторыми приближенными къ королю лицами. (Депеша бар. Мейендорфа отъ 24-го декабря 1840 года (5-го января 1841 г.).

Но въ тоже самое время прусскій король не отказалъ въ собраніи провинціальныхъ чиновъ, находя нужнымъ дать населенію возможность высказываться о своихъ мѣстныхъ дѣлахъ и потребностяхъ. Въ тоже время онъ признавалъ необходимымъ, для заключенія новаго государственнаго займа, созвать первоначально „генеральные штаты" для обсужденія проекта закона о займѣ.

Такое самопротиворѣчіе въ дѣйствіяхъ и намѣреніяхъ новаго прусскаго короля баронъ Мейендорфъ объясняетъ въ весьма секретной депешѣ на имя вице-канцлера отъ 20-го апрѣля (2-го мая) 1841 года слѣдующими обстоятельствами.

„Внутреннія и секретныя причины", вліяющія на рѣшенія короля, а равно и принца Вильгельма, и заставляющія ихъ отказывать въ малѣйшей уступкѣ либерализму, коренятся въ секретномъ „политическомъ завѣщаніи" короля Фридриха-Вильгельма III, которое написано было по мысли Императора Николая I и рукою князя Витгенштейна. Но это политическое завѣщаніе въ дѣйствительности есть только „наброски проекта семейнаго закона" и состоитъ это завѣщаніе изъ трехъ пунктовъ: 1) предписывается августѣйшимъ завѣщателемъ сохраненіе положенія протестантской церкви; 2) утверждается семейный фидеикоммисъ и 3) выражаетъ „король свое твердое рѣшеніе сохранить неприкосновенность правъ суверенитета, унаслѣдованныхъ отъ предковъ, съ тѣмъ, чтобъ передать ихъ неприкосновенными преемникамъ". Только въ случаѣ необходимости заключить заемъ требуется созваніе собранія генеральныхъ штатовъ (Reichsstände) изъ 32 членовъ, къ которымъ должны быть присоединены 32 члена отъ Государственнаго Совѣта.

Король внимательно изучилъ этотъ актъ и пришелъ къ убѣжденію, что онъ для него обязателенъ, несмотря на формальные его недостатки. „Существованіе этого документа", продолжаетъ посланникъ, „хотя не подписаннаго, но извѣстнаго семейству и совѣтникамъ короны, несомнѣнно даетъ принцамъ, призваннымъ занять престолъ, извѣстное право

tion de la souveraineté; ce droit, le roi — si je ne me trompe fort — le leur reconnait et cette circonstance est une restriction qu'il s'impose, une garantie morale de l'ordre des choses actuel, telle que le défunt roi l'avait voulue".

En effet, Frédéric-Guillaume IV trouvait qu'il n'avait pas le droit d'octroyer une constitution à son peuple, ni de limiter les droits de souveraineté dont il avait hérité. Mais d'autre part, il n'était pas moins pénétré du caractère obligatoire de la disposition du „testament politique" aux termes de laquelle, il était nécessaire d'écouter la voix des représentants du peuple chaque fois qu'il y avait lieu de conclure des emprunts d'état ou de décréter une nouvelle augmentation d'impôts. C'est en vue de ce qui précède que le roi manifesta l'intention de convoquer dès le mois de mars 1842 „les comités permanents des Etats provinciaux", pour qu'ils étudient les projets de nouveaux impôts. Certains des conseillers les plus proches du roi, comme par exemple le très influent Rochow, voyaient dans cette intention de Sa Majesté une atteinte portée au „principe monarchique", mais, — écrivait le baron Meyendorf, — „le roi est très éclairé et très passionné pour le bien de son pays et s'il n'est pas facile de le faire renoncer tout d'abord à une idée, que peut-être, il a nourrie et caressée dans son intérieur pendant des années, on serait injuste envers le roi, si on le croyait sourd à la raison et aveugle à l'expérience". Dans de nombreuses questions le roi a fait preuve de la plus grande énergie et ne s'est laissé guider que par ses propres lumières, aussi commence-t-on de plus en plus à croire en l'heureuse étoile de ce Souverain. (Dépêche secrète, adressée au vice-chancelier le 20 mars (1-r avril) 1842).

Dans tous les cas, Frédéric-Guilaume IV était tout aussi profondément pénétré que feu son père de la nécessité d'entretenir les rapports les plus amicaux et les plus étroits avec la Russie et l'Autriche. De ces deux Puissances, la première lui tenait plus à coeur que la dernière, grâce aux liens de proche parenté qui l'unissaient à la Maison Impériale.

L'entente complète des gouvernements russe et prussien sur toutes les questions politiques les plus importantes s'est manifestée dès les premiers mois du règne de Frédéric-Guillaume IV, malgré les fréquents changements de Ministres des Affaires Etrangères en Prusse.

протестовать противъ всякаго отчужденія суверенитета. Это право, если я не сильно ошибаюсь, король за ними признаетъ, и оно является ограниченіемъ, которое онъ самъ на себя налагаетъ, и такою нравственною гарантіею нынѣшняго положенія вещей, каковою ее желалъ покойный король".

И дѣйствительно, Фридрихъ-Вильгельмъ IV не считалъ себя въ правѣ дать конституцію своему народу и ограничить унаслѣдованныя имъ верховныя права. Но, съ другой стороны, онъ не менѣе былъ проникнутъ обязательностью постановленія „политическаго завѣщанія", въ силу котораго для заключенія государственныхъ займовъ или увеличенія налоговъ необходимо выслушать голосъ представителей народа. Такъ, уже въ мартѣ 1842 года, онъ выразилъ намѣреніе созвать „постоянные комитеты провинціальныхъ чиновъ", для обсужденія проектовъ о новыхъ налогахъ. Нѣкоторые изъ ближайшихъ совѣтниковъ короля, какъ напр., вліятельный Роховъ, усматривали въ такомъ намѣреніи посягательство на „монархическій принципъ", но, пишетъ баронъ Мейендорфъ, „король весьма просвѣщенъ и весьма страстно преданъ благу своей страны, и если не легко заставить его отказаться сразу отъ идеи, которую онъ можетъ быть многіе годы лелѣялъ и развивалъ въ своей душѣ, то было бы несправедливо въ отношеніи короля, еслибъ считали его глухимъ къ голосу разума и слѣпымъ въ отношеніи опыта". Во многихъ вопросахъ король выказывалъ большую энергію и руководствовался только собственнымъ своимъ пониманіемъ, и потому все болѣе распространяется вѣра въ счастливую звѣзду короля. (Секретная депеша къ вице-канцлеру отъ 20-го марта (1-го апрѣля) 1842 г.).

Во всякомъ случаѣ Фридрихъ-Вильгельмъ IV не менѣе покойнаго отца былъ проникнутъ сознаніемъ необходимости поддерживать самыя близкія и дружескія отношенія къ Россіи и Австріи. Изъ этихъ двухъ державъ первая, казалось, была еще ближе къ сердцу, нежели послѣдняя, благодаря тѣсному родству, соединявшему его съ русскимъ Императорскимъ домомъ.

Полное согласіе русскаго и прусскаго правительствъ по всѣмъ важнѣйшимъ политическимъ вопросамъ обнаруживается немедленно, въ самомъ началѣ царствованія Фридриха-Вильгельма IV, не смотря на частыя перемѣны прусскихъ министровъ иностранныхъ дѣлъ.

Après la mort d'Ancillon en 1837, la direction de ce ministère passa pour un certain temps aux mains du baron Werther, qui fut remplacé en 1841 par le comte Maltzan. Le dernier, dans une lettre au ministre de Prusse Liebermann, en date du 21 octobre (n. s.) 1841, lui exposait ses vues sur les questions politiques courantes et le comte Nesselrode faisait savoir au baron Meyendorf, par une dépêche du 29 octobre 1841, que l'Empereur approuvait en général les vues du nouveau ministre des affaires étrangères de Prusse, mais que le baron n'en devait pas moins attirer l'attention du comte Maltzan sur quelques nuances qui lui avaient échappé.

Ainsi, le rapprochement de la Russie et de l'Angleterre ne devait nullement porter le Cabinet prussien à croire que l'Empereur est prêt, en cas de besoin, à sacrifier à ce rapprochement l'alliance des deux grandes puissances allemandes. „Loin de là",—écrivait le vice-chancelier,—„je vous autorise et vous invite à dire tout haut et sans hésiter que l'Empereur adopte de cœur et d'âme le système d'alliance et d'union intime avec la Prusse et l'Autriche dans la vue de former avec ces deux puissances et la Confédération Germanique une masse compacte assez imposante et assez forte pour défendre les principes d'ordre et de conservation que nous avons toujours professés et soutenus en commun".

Mais expliquez „à nos bons Prussiens",—poursuivait le vice-chancelier,—que l'on peut se rapprocher de l'Angleterre et chercher à l'écarter de l'étreinte de la France, sans sacrifier ni ses principes, ni l'alliance de la Prusse. Voilà ce que l'Empereur Nicolas I écrivait au vice-chancelier en lui renvoyant la lettre du comte Maltzan: „On ne peut que gagner à recevoir l'Angleterre dans notre union, à la rattacher à notre système. Ceci n'implique pas qu'il faille courir après l'alliance anglaise, qui est désirable et utile, sans croire que l'on soit perdu, si elle s'y refuse".

Le rapprochement de la Russie et de la Grande-Bretagne ne devait donc amener aucun changement, ni dans les rapports de la Russie avec la Prusse, ni dans les relations réciproques des deux grandes puissances allemandes. L'alliance de ces trois Etats devait subsister à l'avenir et, comme le faisait judicieusement observer le comte Maltzan, „servir de boulevard le plus fort du maintien des principes conservateurs du bon droit et de la légitimité". Quand, par conséquent, le roi de Prusse se rencontra à Dresde avec le prince Metternich et

После смерти Ансильона въ 1837 году недолго управлялъ этимъ вѣдомствомъ баронъ Вертеръ, на мѣсто котораго былъ назначенъ въ 1841 году графъ Мальцанъ. Послѣдній, въ письмѣ къ прусскому посланнику Либерману отъ 21-го октября (нов. ст.) 1841 г., изложилъ свои взгляды на текущіе политическіе вопросы, и гр. Нессельроде, депешею отъ 29-го октября 1841 г. извѣщаетъ барона Мейендорфа, что Государь вообще одобряетъ взгляды новаго прусскаго министра иностранныхъ дѣлъ, но баронъ все таки долженъ обратить его вниманіе на нѣкоторыя оттѣнки, упущенныя изъ виду графомъ Мальцаномъ.

Такъ, близость Россіи къ Англіи нисколько не должна наводить прусскій кабинетъ на мысль, что Государь готовъ, въ случаѣ надобности, пожертвовать въ пользу этой близости союзомъ съ обѣими великими германскими державами. „Нисколько",—пишетъ вице-канцлеръ, „я васъ уполномочиваю и приглашаю сказать громко и твердо, что Государь всѣмъ сердцемъ и всею душою принялъ систему союза и тѣснаго единенія съ Пруссіей и Австріей, съ цѣлью образовать съ этими двумя державами и Германскимъ Союзомъ сплошную силу, достаточно внушительную и могущественную, чтобъ защищать принципы порядка и охраненія, которые мы всегда вмѣстѣ провозглашали и поддерживали".

Но объясните „нашимъ добрымъ Пруссакамъ"—продолжаетъ вице-канцлеръ, что можно сблизиться съ Англіей и стараться отвлечь ее отъ объятій Франціи, не жертвуя своими принципами и союзомъ съ Пруссіей. Вотъ что Императоръ Николай I, возвращая письмо графу Мальцану, написалъ вице-канцлеру: „Можно только выиграть принятіемъ Англіи въ нашъ союзъ и включеніемъ ея въ нашу систему. Но изъ этого не слѣдуетъ, что нужно бѣгать за англійскимъ союзомъ, который желателенъ и полезенъ; однако никто не думаетъ, что мы пропали, если Англія отъ него откажется".

Слѣдовательно, сближеніе Россіи съ Великобританіей не должно было нисколько измѣнить ни отношеній Россіи къ Пруссіи, ни взаимныхъ отношеній обѣихъ великихъ германскихъ державъ. Союзъ этихъ трехъ державъ долженъ и на будущее время, какъ справедливо замѣтилъ графъ Мальцанъ, „служить наиболѣе крѣпкимъ оплотомъ консервативнымъ принципамъ права и законности". Когда поэтому, король прусскій видѣлся въ Дрезденѣ съ княземъ Меттернихомъ и увѣрялъ послѣд-

l'assura de son désir de consacrer tous ses efforts à amener l'Autriche à s'occuper d'une manière plus effective des affaires allemandes, ces intentions du roi reçurent à St.-Pétersbourg une entière approbation. (Dépêche du baron Meyendorf du 1 (13) décembre 1840).

C'est ainsi que ni l'accession au trône de Prusse d'un nouveau roi, ni les réquents changements de ministres, n'exercèrent aucune influence sur les meilleurs rapports d'amitié et d'alliance de la Russie et de la Prusse. L'Empereur Nicolas I était toujours prêt à défendre les intérêts prussiens, pourvu qu'ils soient conformes à l'intérêt général du système politique qu'il avait adopté. Mais il ne pouvait pas accepter toutes les propositions de son auguste beau-frère et les intérêts de la Russie ne s'accordaient pas toujours avec les aspirations de la politique de la Prusse.

Quand, par exemple, au commencement de 1841, le roi de Prusse, se laissant entraîner par ses idées religieuses, proposa à Nicolas I de prendre en commun des mesures pour la défense de l'église et de la religion chrétiennes en Orient et quand il lui exposa le projet de transformer Jérusalem en ville libre de la Chrétienté, l'Empereur lui déclara franchement que ce projet était tout à fait irréalisable.

„L'Empereur", — écrivait le comte Nesselrode le 12 mars 1841, — „dont tout le monde connait la profonde et sincère piété" et la vénération qu'il professe pour toutes les églises orthodoxes de l'Orient, trouve néanmoins „que dans les circonstances actuelles, il y a lieu de renoncer à l'idée de voir le seul étendard de la Croix flotter sur les murs sacrés de Jérusalem". Le gouvernement russe se trouve dans l'impossibilité de ne pas reconnaître les droits légaux de la Turquie sur la Palestine et il ne peut qu'insister pour que les autorités turques respectent les droits qui sont reconnus à la religion chrétienne.

De même, l'Empereur Nicolas ne pouvait pas admettre la tolérance dont le gouvernement prussien faisait preuve à l'égard des Polonais de Posen. Quand le député polonais Ratchinsky prononça à l'assemblée provinciale de Posen un discours dans lequel il exprimait toutes les espérances des Polonais pour l'avenir, le baron Meyendorf, devinant les sentiments de l'Empereur, protesta de la manière la plus énergique contre l'admission de pareilles tendances si dangereuses. Il démontrait aux ministres prussiens „que la tolérance de la Prusse avait été poussée trop loin et, en général, que le gouvernement

няго, что онъ употребитъ всѣ усилія съ цѣлью заставить Австрію болѣе дѣйствительнымъ образомъ заниматься германскими дѣлами, то такія намѣренія находили въ С.-Петербургѣ полное одобреніе. (Депеша барона Мейендорфа отъ 1-го (13-го) декабря 1840 года).

Такимъ образомъ, ни вступленіе на прусскій престолъ новаго короля, ни частыя перемѣны министровъ, нисколько не повліяли на самыя дружескія и союзныя отношенія Россіи и Пруссіи. Императоръ Николай I всегда готовъ былъ защищать прусскіе интересы, если они были согласны съ общею пользою политической системы, имъ принятой. Но не всегда могъ онъ согласиться на всѣ предложенія своего августѣйшаго зятя, и не всегда интересы Россіи сходились съ видами прусской политики.

Когда, напримѣръ, въ началѣ 1841 года, прусскій король, увлекаясь своимъ религіознымъ настроеніемъ, предложилъ Николаю I принять общія мѣры для защиты христіанской церкви и религіи на Востокѣ и когда онъ проектировалъ обратить городъ Іерусалимъ въ вольный христіанскій городъ, Государь откровенно объявилъ, что этотъ проектъ совершенно неосуществимъ.

„Государь", пишетъ графъ Нессельроде отъ 12-го марта 1841 года, „котораго глубокая и искренняя набожность извѣстна всему міру" и который питаетъ чувство почитанія ко всѣмъ православнымъ церквамъ Востока, находитъ, однако, „при настоящихъ обстоятельствахъ необходимымъ отказаться отъ мысли видѣть только знамя креста на священныхъ мѣстахъ Іерусалима". Русское правительство не можетъ не признать законныхъ правъ Турціи на Палестину и можетъ только настаивать на уваженіи со стороны турецкихъ властей признанныхъ за христіанскою религіею правъ.

Равнымъ образомъ Императоръ Николай I не могъ пропустить поблажки, дѣлаемой прусскимъ правительствомъ познанскимъ полякамъ. Когда польскій депутатъ Рачинскій произнесъ въ познанскомъ провинціальномъ собраніи рѣчь, въ которой высказывалъ всѣ надежды поляковъ на будущее время, баронъ Мейендорфъ, предугадывая мысли Государя, протестовалъ самымъ энергическимъ образомъ противъ допущенія такихъ опасныхъ тенденцій. Онъ доказывалъ прусскимъ министрамъ, что „прусское правительство пошло въ своей терпимости слишкомъ далеко и что вообще оно не могло, не

prussien ne pouvait, sans manquer à la foi engagée à Münchengrätz et même à l'équité naturelle, souffrir à Posen des provocations tendant à réunir en un faisceau les vœux et les intérêts de tous les sujets polonais des trois puissances".

L'Empereur Nicolas I se montra très satisfait de l'énergie de son ministre et apposa de sa propre main la résolution suivante sur le texte même de la dépêche du baron Meyendorf, expédiée le 17 (29) mars 1841: „Je crois qu'il vaut mieux, sans attendre la dépêche par Liebermann, de faire une démarche pareille à celle de Meyendorf et adressée par son entremise au gouvernement prussien pour approuver de tout point ce qu'il a dit et prouver que dès que nous avons eu connaissance de ce qui s'est passé à Posen et qui a fait un détestable effet à Varsovie, nous avons de mille prétextes, parce que nous avons le *droit* et le *devoir*".

нарушая слова, даннаго въ Мюнхенгрецѣ, и даже естественной справедливости, допустить въ Познани стремленія, направленныя къ объединенію желаній и интересовъ всѣхъ польскихъ подданныхъ трехъ державъ".

Императоръ Николай I остался весьма доволенъ энергіею посланника и написалъ собственноручно на депешѣ барона Мейендорфа отъ 17-го (29-го) марта 1841 г. слѣдующую резолюцію: „Я полагаю, что лучше, не дожидаясь депеши отъ Либермана, сдѣлать представленіе, подобное тому, какое сдѣлалъ Мейендорфъ, и обращенное чрезъ его посредство къ прусскому правительству, съ цѣлью подтвердить по всѣмъ пунктамъ все имъ сказанное и доказать, что съ самаго начала мы были поставлены въ извѣстность о происходившемъ въ Познани и произведшемъ самое отвратительное дѣйствіе въ Варшавѣ. У насъ тысяча предлоговъ, потому что съ нашей стороны не только *право*, но и *обязанность*".

Le vice-chancelier s'empressa d'exécuter l'ordre de son Souverain et par une dépêche du 29 mars 1841, il engagea encore une fois le ministre de Russie à prêter une attention sérieuse à toutes les déclarations de cette nature faites par les Polonais dans un esprit directement contraire à l'entente de Münchengrätz.

Le baron Meyendorf protestait de son côté, au nom de l'Empereur, d'une manière tout aussi énergique contre les attaques de certains organes de la presse prussienne contre le gouvernement russe et contre sa politique. Au mois de mars 1842, le vice-chancelier chargea le ministre de se plaindre officiellement de la Gazette de Königsberg, qui avait publié sur les fortifications prussiennes de la Prusse orientale un article des plus injurieux à l'égard de la Russie.

„Le gouvernement russe", — écrivait le comte Nesselrode dans sa dépêche du 7 mars, — „sait se mettre au-dessus des calomnies qui n'ont souvent d'autre motif que le besoin de flatter d'injustes préventions. Mais ce qui doit nous surprendre, M. le Baron, c'est que des articles de ce genre puissent paraître en Prusse, sous les yeux d'un gouvernement que tant de liens unissent si intimement au nôtre et avec l'autorisation d'une censure qui peut permettre une critique bienveillante et mesurée des actes du gouvernement, mais qui ne devrait pas tolérer des diatribes contre un gouvernement étranger".

„Si chez nous", — faisait observer avec justesse le vice-chancelier, — „un censeur était assez mal

Понятно, что вице-канцлеръ поспѣшилъ исполнить приказаніе своего Государя, и депешею отъ 29-го марта 1841 г. онъ поручаетъ посланнику еще разъ обратить серьезное вниманіе на такія заявленія поляковъ, которыя прямо противорѣчатъ Мюнхенгрецкимъ соглашеніямъ.

Не менѣе энергически протестовалъ баронъ Мейендорфъ, именемъ Государя, противъ нападеній нѣкоторыхъ органовъ прусской печати на русское правительство и его политику. Въ мартѣ 1842 года вице-канцлеръ поручилъ посланнику формальнымъ образомъ жаловаться на Кенигсбергскую газету, напечатавшую статью о прусскихъ укрѣпленіяхъ въ Восточной Пруссіи, которая весьма оскорбительна для Россіи.

„Прусское правительство" — пишетъ въ депешѣ 7 марта графъ Нессельроде, „съумѣетъ стать выше клеветъ, часто не имѣющихъ другихъ мотивовъ, какъ потребность льстить несправедливымъ предубѣжденіямъ. Но вотъ что, баронъ, должно насъ удивлять, — что такія статьи могутъ появляться въ Пруссіи, на глазахъ правительства, связаннаго столькими тѣсными узами съ нашимъ, и съ разрѣшенія цензуры, которая могла бы позволять доброжелательную и умѣренную критику правительственныхъ дѣйствій, но которая не должна бы терпѣть ругательныхъ статей противъ иностраннаго правительства".

„Если-бъ у насъ", мѣтко продолжаетъ вице-канцлеръ, „какой нибудь цензоръ былъ на-

conseillé pour laisser passer un seul article injurieux contre la Prusse ou son gouvernement, il n'échapperait certainement pas à toute la rigueur des lois".

Le baron Meyendorf devait attirer d'une manière confidentielle toute l'attention du ministère prussien sur la nécessité immédiate de mettre un terme aux excès de la presse périodique. Le vice-chancelier répétait en outre à la fin de cette longue dépêche que le gouvernement impérial ne pouvait pas s'offenser des calomnies répandues à son sujet par les journaux prussiens, mais que celles-ci avaient évidemment pour but „de faire croire que les liens, qui unissent les deux gouvernements, commencent à se relâcher, et ce qui confirme une telle croyance, c'est que de si perfides insinuations paraissent sous les yeux du gouvernement et demeurent impunies".

Le baron Meyendorf exécuta immédiatement la mission dont il avait été chargé et présenta à qui de droit une plainte officielle par rapport aux journaux prussiens. Il démontrait avec éloquence aux ministres prussiens l'entière fausseté des accusations de la presse prussienne, qui reprochait à la Russie de vouloir élever „une muraille de Chine" entre son territoire et la Prusse dans le but d'enrayer la liberté des relations commerciales. Sous l'impression de cette protestation énergique du ministre de Russie, le gouvernement prussien s'engagea à rendre un arrêté défendant aux journaux d'apprécier les rapports des deux gouvernements, surtout dans tout ce qui pouvait concerner les affaires de commerce. (Dépêche du baron Meyendorf du 21 mars (2 avril) 1842).

Ce curieux épisode, qui s'est répété du reste assez souvent dans l'histoire des relations mutuelles de la Russie et de la Prusse, démontre jusqu'à quel point l'opinion publique en Prusse était fatiguée de la pression exercée par la politique russe sur le gouvernement prussien, et était encore plus irritée de la politique commerciale du comte Kankrine. Le gouvernement prussien lui-même ne pouvait se défaire de l'idée que le traité de 1815 était obligatoire et que la Prusse avait le droit de transporter en toute liberté ses produits en Pologne.

Le gouvernement russe, de son côté, reconnaissait aussi tout le désavantage du manque de formes légales pour la définition des relations commerciales avec la Prusse, sa voisine, et il regrettait la rupture des négociations engagées en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

столько неосторожень, что пропустилъ хоть одну ругательную противъ Пруссіи или его правительства статью, то навѣрно не избѣгъ бы всей строгости законовъ".

Барону Мейендорфу поручается обратить конфиденціальнымъ образомъ серьезнѣйшее вниманіе прусскаго министерства на безотлагательную необходимость положить предѣлъ безобразіямъ періодической прессы. При этомъ вице-канцлеръ еще разъ повторяетъ, въ концѣ своей длинной депеши, что распространяемыя прусскими газетами клеветы не могутъ оскорбить Императорское правительство; но онѣ имѣютъ очевидною цѣлью „заставить думать, что узы, соединяющія оба правительства, начинаютъ ослабѣвать, и подкрѣпляетъ такое убѣжденіе то, что такія низкія инсинуаціи публикуются на глазахъ правительства и остаются безнаказанными".

Баронъ Мейендорфъ немедленно исполнилъ данное ему порученіе и предъявилъ формальную жалобу на прусскія газеты. Онъ краснорѣчиво доказывалъ прусскимъ министрамъ полную неосновательность обвиненій Россіи прусской печать въ томъ, что она будто старается установить „китайскую стѣну" между собою и Пруссіей, съ цѣлью тормозить свободу торговыхъ сношеній. Подъ вліяніемъ энергическаго протеста русскаго посланника, прусское правительство обязалось издать распоряженіе, запрещающее газетамъ обсуждать отношенія между обоими правительствами, въ особенности по коммерческимъ дѣламъ. (Депеша бар. Мейендорфа отъ 21-го марта (2-го апр.) 1842 г.)

Этотъ любопытный эпизодъ, повторявшійся, впрочемъ, весьма часто въ исторіи взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи, доказываетъ, насколько общественное мнѣніе Пруссіи не только тяготилось давленіемъ русской политики на прусское правительство, но не менѣе было озлоблено торговою политикою графа Канкрина. Само прусское правительство не могло отказаться отъ мысли объ обязательности трактата 1815 года и о правѣ Пруссіи свободно привозить въ Польшу свои произведенія.

Съ своей стороны русское правительство также сознавало всю невыгоду отсутствія всякихъ опредѣленныхъ порядковъ для торговыхъ оборотовъ съ сосѣднею Пруссіей и сожалѣло о прекращеніи переговоровъ для заключенія новаго коммерческаго трактата.

Nous avons vu plus haut (v. № 323—324) que les pourparlers à ce sujet mirent en évidence l'impossibilité complète d'une entente entre les deux gouvernements et que par conséquent ces pourparlers prirent fin d'eux-mêmes. Toutefois, l'Empereur Nicolas I, reconnaissant tous les inconvénients d'un pareil désordre dans les relations commerciales et de frontière avec un Etat voisin et ami, fit, dans le courant de l'été 1841, une nouvelle tentative pour arriver à une entente quelconque.

Par une dépêche du 5 juin 1841, le baron Meyendorf reçut une instruction détaillée pour avoir à reprendre les négociations suspendues. Kankrine avait été à Berlin en 1839; il avait fourni aux ministres prussiens toutes les preuves de nature à convaincre les ministres prussiens de l'impossibilité où se trouvait le gouvernement russe de consertir à une réduction de taxes pour les marchandises indiquées dans les propositions de la Prusse. Elles appartenaient précisément à la catégorie des marchandises pour la production desquelles on avait construit en Russie des usines et des fabriques ayant droit à la protection de l'Etat.

Le gouvernement russe n'en était pas moins prêt à faciliter par tous les moyens possibles les relations-frontière. Il consentait en même temps à faire les concessions suivantes pour le bien du commerce de l'Empire: 1) l'établissement „de la réciprocité quant aux droits de navigation et de douane": les navires prussiens ne devaient pas être soumis à des droits spéciaux, comparativement aux navires nationaux; 2) la fondation de deux nouvelles douanes sur la frontière russo-prussienne; 3) l'augmentation jusqu'à douze, au lieu de sept, du nombre des points où la frontière pouvait être franchie, et 4) il demandait en faveur du commerce de transit russe par la Prusse le retour aux clauses du traité de 1825.

Le ministre était charge d'insister avec une vigueur toute particulière sur ce dernier point, en se référant à l'oukase du 6 décembre 1836, aux termes duquel le gouvernement russe avait grandement facilité le transport des produits étrangers et prussiens par le territoire russe.

Pour ce qui est du commerce avec le Royaume de Pologne, le Lieutenant de Varsovie consentait à créer plusieurs nouvelles douanes et à ouvrir plusieurs nouveaux points pour le passage de la frontière. Tout en consentant de même à plusieurs autres exigences de la Prusse, le gouvernement russe ne pouvait pas admettre que

Выше (см. № 323—324) мы видѣли, что переговоры по этому предмету обнаружили полную невозможность какого бы то ни было соглашенія между обоими правительствами, и потому они прекратились сами собою. Однако, сознавая всѣ неудобства такого безпорядка въ торговыхъ и пограничныхъ сношеніяхъ съ сосѣднею и дружескою державою, Императоръ Николай I сдѣлалъ лѣтомъ 1841 года новую попытку придти къ какому нибудь соглашенію.

Депешею отъ 5-го іюня 1841 года барону Мейендорфу была сообщена подробная инструкція для возобновленія прекратившихся переговоровъ. Когда графъ Канкринъ былъ лѣтомъ 1839 года въ Берлинѣ, онъ представилъ прусскимъ министрамъ всѣ доказательства, убѣждающія въ невозможности для русскаго правительства согласиться на сбавку пошлинъ съ товаровъ, обозначенныхъ въ прусскихъ предложеніяхъ. Это именно такіе товары, для производства которыхъ учреждены въ Россіи заводы и фабрики, имѣющіе право на покровительство со стороны правительства.

Но русское правительство охотно готово облегчить всѣми способами пограничныя сношенія. Мало того, оно согласно сдѣлать слѣдующія уступки и поставить требованія для торговли Имперіи: 1) установить „взаимность въ отношеніи судоходныхъ и таможенныхъ пошлинъ": прусскія суда не должны подлежать особеннымъ пошлинамъ въ сравненіи съ національными; 2) учредить двѣ новыя таможни на русско-прусской границѣ; 3) увеличить до 12 (съ 7) пункты для перехода границъ и 4) требуется въ пользу русской транзитной торговли чрезъ Пруссію возвращеніе къ порядку 1825 года.

На этомъ послѣднемъ требованіи посланнику было поручено настаивать съ особенною силою, ссылаясь на указъ 6-го декабря 1836 года, на основаніи котораго русское правительство значительно облегчило провозъ иностранныхъ и прусскихъ продуктовъ по русской территоріи.

Что же касается торговли съ Царствомъ Польскимъ, то намѣстникъ Варшавскій согласенъ учредить нѣсколько новыхъ таможень и открыть новые переходные пункты. Соглашаясь также на нѣкоторыя другія прусскія требованія, русское правительство однако не можетъ согласиться, чтобъ „товары, вывезенные изъ

„les marchandises exportées de Pologne pour une foire en Prusse, puissent rentrer en franchise dans le Royaume, lorsqu'elles n'avaient pas été vendues". Pareille autorisation n'aurait pu provoquer que trop d'abus.

Le gouvernement russe ne pouvait pas donner droit non plus à une autre exigence de la Prusse concernant l'abolition des „douanes de consommation". Dans le Royaume de Pologne, une partie des taxes douanières se prélevait au moment du passage par la frontière (droits d'entrée) et l'autre—à l'intérieur du pays, au moment de la mise en vente des marchandises (droits de consommation). Toutefois, si le gouvernement prussien venait à consentir à un retour au traité de 1825 pour le commerce de transit, le Royaume de Pologne serait prêt à subir cet énorme sacrifice et à abolir ses douanes intérieures.

Telles étaient les nouvelles bases, qui furent communiquées au ministre de Russie pour la reprise des négociations. A tout ce qui précède il était ajouté, pour ce qui concernait la forme de la nouvelle entente commerciale, que le gouvernement russe croyait inutile de lui donner celle d'un traité et qu'il lui préférait un simple protocole ayant force obligatoire pour une durée de six ans.

Ce ne fut qu'une année plus tard que le gouvernement prussien répondit aux propositions précitées de la Russie. Il s'excusait de ce retard en invoquant la nécessité où il s'était trouvé d'exiger des autorités provinciales des conclusions à ce sujet et en rappelant que des changements de personnes s'étaient produits au ministère des finances de Prusse. Toutes les autorités provinciales, disait-il, déclarent à l'unanimité que les propositions russes ne pouvaient être acceptées comme bases des nouveaux pourparlers et elles engagent le gouvernement à ne pas renouveler avec la Russie la convention de cartel, afin d'obliger cette puissance à faire des concessions.

Le baron Meyendorf était du reste de l'avis que les propositions de la Prusse pour les relations-frontière méritaient d'être prises sérieusement en attention, mais que les plaintes ayant trait aux infractions du traité de 1815 étaient inadmissibles, parce que la Prusse le violait constamment elle-même.

Ce qui constituait à son avis la plus grande difficulté pour arriver à une entente, c'étaient les exigences du gouvernement prussien pour la réduction des droits d'entrée sur les fabrications en coton, laine, lin, soie, fer et verre. La Prusse

Польши на ярмарку въ Пруссію, могли бы затѣмъ безпошлинно быть привозимы обратно, если они остались непроданными". Такое правило вызвало бы слишкомъ много злоупотребленій.

Наконецъ, нельзя правительству также удовлетворить другое прусское требованіе объ отмѣнѣ „таможень потребленія". Въ Царствѣ Польскомъ часть таможенныхъ пошлинъ взималась при привозѣ на границѣ (ввозныя пошлины); другая же часть взималась внутри страны въ моментъ поступленія товаровъ на продажу (пошлины потребленія). Впрочемъ, если прусское правительство возвратится для транзита къ правиламъ 1825 года, то Царство Польское согласно принести эту огромную жертву и упразднить свои внутреннія таможни.

Таковы новыя основанія, сообщенныя русскому посланнику въ Берлинѣ для возобновленія переговоровъ. Ко всему вышеизложенному было еще прибавлено относительно формы новаго торговаго соглашенія, что русское правительство считаетъ неудобною форму трактата и отдаетъ предпочтеніе простому протоколу съ обязательною силою на 6 лѣтъ.

Не раньше, какъ черезъ годъ, прусское правительство отвѣтило на вышеприведенныя русскія предложенія. Оно извиняло такое замедленіе необходимостью потребовать заключеній провинціальныхъ властей и личными перемѣнами въ прусскомъ министерствѣ финансовъ. Всѣ провинціальныя власти единодушно объявили, что русскія предложенія не могутъ быть приняты за основаніе для новыхъ переговоровъ и предложили высшему правительству не возобновлять картельной конвенціи съ Россіей, съ цѣлью понудить ее на уступки.

Впрочемъ, баронъ Мейендорфъ полагалъ, что прусскія предложенія о пограничныхъ сношеніяхъ заслуживаютъ серьезнаго вниманія, но жалобы на нарушеніе трактата 1815 года неумѣстны, потому что сама Пруссія постоянно его нарушаетъ.

Но главное затрудненіе для соглашенія заключалось въ требованіи прусскаго правительства объ уменьшеніи таможенныхъ пошлинъ съ прусскихъ мануфактурныхъ издѣлій изъ хлопка, полотна, льна, шелку, желѣза и стекла. Сверхъ того

voulait en outre que l'on réduise de même les droits d'entrée de tous les vins importés en Russie par la l'Union douanière germanique. Dans le cas où l'on aurait fait droit à toutes ces exigences, le gouvernement prussien déclarait qu'il consentirait à une diminution des droits de transit pour toutes les marchandises de la Pologne transportées par la Prusse. (Dépêche du baron Meyendorf du 5 (17) juin 1842).

Le ministre de Russie reconnaissait lui-même qu'en présence d'un contraste „d'intérêts et de système" tel que celui qui existait entre les deux pays, une entente devenait tout-à-fait impossible ou pour le moins fort peu probable.

Le gouvernement russe en vint à la même conclusion. „L'examen des dernières communications prussiennes et des contre-propositions qu'elles renferment", écrivait le comte Nesselrode le 9 juin 1842,—„ayant dû convaincre le Cabinet Impérial qu'elles n'offraient aucune base, sur laquelle il fut possible de négocier, et puisque toutes les communications échangées jusqu'à présent entre les deux Cabinets au sujet de leurs relations commerciales et limitrophes n'ont servi qu'à faire ressortir de plus en plus l'extrême divergence de leurs vues et de leurs intérêts respectifs... Sa Majesté Impériale résolut de faire ajourner toute négociation et même toute discussion". Dans les circonstances présentes, des négociations de ce genre n'auraient pu aboutir du reste qu'au refroidissement des relations amicales que l'Empereur désire entretenir avec la Prusse.

„Mais par un mouvement spontané de son coeur",—poursuivait le vice-chancelier,—„Sa Majesté décida en même temps que sans traité, sans aucun arrangement bilatéral quelconque, dans le seul intérêt de nos rapports de bonne intelligence et de bon voisinage avec la Prusse, il lui fut accordé purement et simplement non-seulement toutes les concessions que l'année dernière vous étiez chargé de lui offrir dans le projet d'arrangement, mais encore quelques concessions nouvelles, que, de concert avec M. le Maréchal Prince de Varsovie et M. le Ministre des Finances, nous trouverions possible d'y ajouter".

Quand, au mois de juin 1842, le roi de Prusse arriva à Péterhof, le comte Nesselrode communiqua, par ordre de l'Empereur, aux deux conseillers de Cabinet qui l'accompagnaient, M. M. Müller et Uhden, cette décision de l'Empereur, en ajoutant au nom de Sa Majesté Impériale, „que pour ce qui concerne les droits pré-

оно желало, чтобъ пошлина была также сбавлена со всѣхъ винъ, привозимыхъ въ Россію изъ Германскаго Таможеннаго Союза. Если всѣ эти требованія будутъ уважены, Пруссія соглашалась уменьшить транзитную пошлину съ товаровъ, вывозимыхъ чрезъ Пруссію изъ Польши. (Депеша бар. Мейендорфа отъ 5-го (17-го) іюня 1842 г.).

Самъ посланникъ сознавалъ, что при такой противоположности „интересовъ и системъ" обѣихъ странъ, соглашеніе представляется совершенно невозможнымъ или, по меньшей мѣрѣ, весьма мало вѣроятнымъ.

Къ этому же самому заключенію пришло также русское правительство. „Изученіе послѣднихъ прусскихъ сообщеній и контръ-предложеній, которыя въ нихъ содержатся", пишетъ графъ Нессельроде отъ 9-го іюня 1842 г., „должно было убѣдить Императорскій кабинетъ, что они не даютъ никакой почвы, на которую можно бы стать для веденія переговоровъ. И такъ какъ всѣ сообщенія, которыми обмѣнялись до сихъ поръ оба кабинета по вопросамъ о коммерческихъ и пограничныхъ сношеніяхъ, только послужили для еще бо̀льшаго оттѣненія полнѣйшаго несогласія ихъ обоюдныхъ видовъ и интересовъ... Его Величество рѣшилъ пріостановить всѣ переговоры и даже всякій обмѣнъ мыслей". Вѣдь при данныхъ обстоятельствахъ такіе переговоры привели бы только къ охлажденію дружескихъ отношеній, которыя Государь желаетъ поддерживать съ Пруссіей.

„Но, слѣдуя добровольному влеченію своего сердца", продолжаетъ Вице-Канцлеръ, „Государь въ тоже время рѣшилъ, чтобъ безъ трактата, безъ всякаго двусторонняго какого нибудь обязательства, исключительно въ интересахъ нашихъ отношеній съ Пруссіей, основанныхъ на добромъ согласіи и сосѣдствѣ, ей были просто предоставлены не только всѣ уступки, которыя вы въ прошломъ году были уполномочены ей сдѣлать въ проектѣ соглашенія, но еще нѣкоторыя новыя уступки, которыя по взаимному соглашенію фельдмаршала князя Варшавскаго съ Министромъ Финансовъ, мы въ состояніи прибавить".

Когда въ іюнѣ 1842 года прусскій король прибылъ въ Петергофъ, гр. Нессельроде, по Высочайшему повелѣнію, сообщилъ обоимъ кабинетъ-совѣтникамъ его сопровождавшимъ, Мюллеру и Удену, рѣшеніе Государя, прибавляя, именемъ Его Величества, „что касается до пошлинъ, взимаемыхъ въ Пруссіи съ русскаго

levés en Prusse sur le transit russe et polonais, ainsi que le renouvellement du cartel, l'Empereur s'en remettait à l'équité du roi et à ses sentiments d'amitié".

Cette adroite manoeuvre prit au dépourvu le roi et ses conseillers. Etant revenus de leur première surprise, ceux-ci commencèrent à marchander pour obtenir encore plus, mais le vice-chancelier déclina catégoriquement toute espèce de négociations.

Après une conférence entre le comte Nesselrode, le comte Kankrine et le prince de Varsovie, il fut procédé à la rédaction d'un acte portant le titre de: „Concessions définitives" que l'on remit aux plénipotentiaires prussiens. „Aux termes de cet acte, écrivait le chancelier dans la même dépêche de juillet citée plus haut,— „nous ne demandons rien à la Prusse, si ce n'est une juste réciprocité quant au traitement des pavillons respectifs et à l'imposition des marchandises et denrées qui font l'objet du commerce d'exportation des deux pays, car sans cette condition il eut été impossible de promettre à la Prusse que son pavillon sera traité chez nous à l'égal du pavillon russe et que ses marchandises et denrées ne seront pas plus fortement imposées en Russie et dans le Royaume de Pologne, que les marchandises de même nature provenant d'autres pays".

Toutes les autres concessions, telles que la réforme des bureaux de douane, conformément aux désirs de la Prusse, l'extension des droits des sujets mixtes, l'abolition de quelques taxes de navigation, etc... furent faites à la Prusse sans réciprocité aucune.

Le vice-chancelier remit le 2 (14) juillet à M.M. Müller et Uhden l'acte russe en question et ce ne fut „seulement" que le 3 (15) juillet dans la soirée que les deux plénipotentiaires prussiens transmirent au comte Nesselrode une lettre dans laquelle ils acceptaient avec magnanimité les propositions de la Russie et consentaient en échange, au nom du roi, au renouvellement pour un an de la convention de cartel! A leur avis, des négociations pouvaient prendre place pendant l'année courante pour la conclusion d'une nouvelle convention de commerce. Comme si le renouvellement de la convention de cartel pouvait être le juste dédommagement des concessions faites à la Prusse! Aussi l'Empereur, afin d'éviter des pourparlers inutiles, fit-il à la Prusse toutes ses concession „à titre gratuit".

и польскаго транзита, а равно и возобновленія картельной конвенціи, то Его Императорское Величество разсчитываетъ въ этомъ отношеніи на справедливость короля и дружескія его чувства".

Этотъ искусный маневръ озадачилъ прусскаго короля и его совѣтниковъ. Но опомнившись отъ перваго удивленія, послѣдніе всетаки стали торговаться, чтобъ получить больше. Но Вице-Канцлеръ категорически отклонилъ всякіе переговоры.

Послѣ совѣщанія гр. Нессельроде съ графомъ Канкринымъ и княземъ Варшавскимъ, былъ составленъ актъ, подъ заглавіемъ: „Окончательныя уступки", и врученъ прусскимъ уполномоченнымъ. На основаніи этого акта, пишетъ Вице-Канцлеръ все въ той же іюльской депешѣ, „мы ничего не требуемъ отъ Пруссіи, за исключеніемъ развѣ справедливой взаимности въ отношеніи положенія обоюдныхъ флаговъ и взиманія пошлинъ съ товаровъ и сырья, составляющихъ предметъ вывоза изъ обоихъ государствъ. Потому что безъ этого условія было бы невозможно обѣщать Пруссіи, что флагъ ея будетъ имѣть одинаковыя съ русскимъ флагомъ права и что ея товары и сырье не будуть сильнѣе обложены въ Россіи и въ Царствѣ Польскомъ, чѣмъ товары того же рода, привозимые изъ другихъ странъ".

Всѣ другія уступки были сдѣланы Пруссіи безъ взаимности, какъ-то: преобразованіе таможень, согласно прусскимъ желаніямъ; расширеніе правъ смѣшанныхъ подданныхъ; отмѣна нѣкоторыхъ судоходныхъ пошлинъ и т. д.

Вице-Канцлеръ вручилъ 2-го (14-го) іюля Гг. Мюллеру и Удену русскій актъ и „только" 3-го (15-го) іюля вечеромъ оба прусскіе уполномоченные вручили гр. Нессельроде письмо, въ которомъ они великодушнымъ образомъ принимаютъ русскія предложенія и взамѣнъ ихъ соглашаются, именемъ короля,—на возобновленіе на одинъ годъ картельной конвенціи! Въ продолженіи же текущаго года могли бы происходить, по ихъ мнѣнію, переговоры о заключеніи новой коммерческой конвенціи. Какъ будто возобновленіе картельной конвенціи могло быть справедливымъ вознагражденіемъ за сдѣланныя Пруссіи уступки! Между тѣмъ, для предупрежденія излишнихъ переговоровъ Государь „безвозмездно" сдѣлалъ свои уступки.

„Et sur quoi",—se demandait le vice-chancelier,—„roulerait une négociation ultérieure? La Russie ne peut rien offrir de plus à la Prusse. Elle ne lui demande rien en retour". Et si le gouvernement prussien se décidait de lui-même à réduire le droit de transit des marchandises russes, il ne ferait que suivre l'exemple, qui lui a été donné par l'Empereur.

Enfin, en terminant sa longue dépêche de juillet, le vice-chancelier répétait encore une fois que l'Empereur était fermement décidé à ce que „les concessions qu'il vient de faire à la Prusse soient tout à fait désintéressées; qu'elles ont été offertes dans la vue de mettre un terme à toute négociation, désormais sans objet, et qu'à cet égard la détermination de Sa Majesté est invariable". L'Empereur remercia le roi d'avoir consenti au renouvellement de la convention de cartel, mais il déclara qu'il ne pouvait, ni accepter cette concession, ni entrer en négociation pour la conclusion d'une nouvelle convention de commerce.

L'Empereur Nicolas I s'en tint à cette décision inébranlable. Conformément à la parole donnée, il ordonna au Sénat dirigeant de publier sous forme de deux oukases, portant les dates des 9 et 16 août 1842, les concessions faites à la Prusse, qui avaient été communiquées primitivement par le vice-chancelier aux deux plénipotentiaires prussiens sous la forme de „concessions définitives".

On trouvera ci-dessous la reproduction de cet acte curieux qui n'a pas le caractère d'un acte international bilatéral, mais a plutôt l'air d'un décret rendu par S. M. l'Empereur en faveur du commerce prussien.

Nous le reproduisons, parce qu'il a pour la Russie la signification d'un engagement volontaire pris à l'égard de la Prusse.

L'acte textuel, qui est déposé aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, n'est suivi d'aucune signature.

„И насчетъ чего", спрашиваетъ Вице-Канцлеръ, „могли бы происходить дальнѣйшіе переговоры? Россія ничего больше предложить Пруссіи не можетъ. Она ничего взамѣнъ не требуетъ". Но если прусское правительство само рѣшится убавить транзитную пошлину съ русскихъ товаровъ, тогда оно только послѣдуетъ примѣру, поданному Государемъ.

Въ концѣ этой длиннѣйшей іюльской депеши Вице-Канцлеръ повторяетъ, что Государь твердо рѣшилъ, „что уступки, сдѣланныя имъ Пруссіи, совершенно безкорыстны; что онѣ сдѣланы съ цѣлью положить конецъ всякимъ на будущее время переговорамъ объ этомъ предметѣ и что на этотъ счетъ рѣшеніе Его Величества безповоротно". Государь благодаритъ за согласіе короля возобновить картельную конвенцію, но ни принять этой уступки онъ не можетъ, ни вступить въ переговоры о заключеніи новой коммерческой конвенціи.

При этомъ непоколебимомъ рѣшеніи остался Императоръ Николай I. Согласно данному слову, онъ повелѣлъ Правительствующему Сенату опубликовать, въ формѣ двухъ указовъ отъ 9-го и 16-го августа 1842 года, сдѣланныя Пруссіи уступки, которыя первоначально были сообщены Вице-Канцлеромъ двумъ прусскимъ уполномоченнымъ, въ видѣ „окончательныхъ уступокъ".

Ниже напечатанъ этотъ весьма любопытный актъ, который не имѣетъ характера двусторонняго международнаго договора, а является скорѣе грамотою, пожалованною Государемъ Императоромъ на пользу прусской торговли.

Мы печатаемъ его на томъ основаніи, что онъ получилъ для Россіи значеніе добровольнаго обязательства, принятаго относительно Пруссіи.

На подлинномъ актѣ, хранящемся въ Архивѣ Министерства Иностранныхъ Дѣлъ, никакихъ подписей не имѣется.

Concessions définitives accordées par la Russie à la Prusse.

Pour la Russie.

1. Le pavillon prussien sera traité à l'égal du pavillon russe, dans les ports de l'Empire et ceux du Grand Duché de Finlande, *sauf réciprocité* pour le pa-

Окончательныя уступки, дѣлаемыя Россіей въ пользу Пруссіи.

По отношенію къ Россіи.

1. Въ портахъ Имперіи и Великаго Княжества Финляндскаго прусскій флагъ будетъ пользоваться одинаковыми правами съ россійскимъ флагомъ, *подъ*

villon russe dans les ports prussiens (selon le § 1 de l'arrangement proposé).

2. Deux nouvelles douanes seront établies à Kröttingen et à Neustadt, avec les mêmes attributions que la douane de Garsden (§ 2 du projet d'arrangement).

3. Trois nouveaux points de passage seront ouverts sur la même frontière (§ 3 ibid.).

Dans le cas où ce nombre se trouverait être insuffisant, le Gouvernement Impérial serait prêt à s'entendre sur une augmentation des points de passage (concession nouvelle).

4. Les habitants limitrophes pourront librement passer et repasser la frontière, tant par douanes que par les points de passage, sauf les restrictions de police et de douanes indispensables (§ 4 du projet d'arrangement).

A cet effet les commissaires d'arrondissement (капитанъ-исправникъ) seront autorisés à délivrer des cartes de légitimation valables pour trois jours, gratis et sur papier ordinaire (concession nouvelle, conforme à la proposition prussienne).

5. Le Gouvernement russe est prêt à s'entendre avec celui de Prusse sur l'établissement de jours de marchés à des endroits rapprochés de la frontière (§ 5 du projet d'arrangement).

Les droits de douane payés à l'entrée des marchandises qui auront été apportées aux marchés, seront restitués dans le cas où ces marchandises ne seraient pas vendues. A cet effet ces droits resteraient déposés à la douane pendant toute la durée du marché et un jour de

условіемъ взаимности для россійскаго флага въ прусскихъ портахъ (согласно § 1 предложеннаго соглашенія).

2. Будутъ устроены двѣ новыя таможни въ Креттингенѣ и Нейштадтѣ съ такими же правами и обязанностями, какъ и таможня Гарзденская (§ 2 проекта соглашенія).

3. На той же границѣ будутъ открыты три новыхъ пункта сообщеній (тамъ же, § 3).

Въ случаѣ, еслибъ это число оказалось недостаточнымъ, Императорское правительство выражаетъ готовность войти въ соглашеніе объ увеличеніи пунктовъ сообщеній (новая уступка).

4. Пограничные жители могутъ свободно переходить границу туда и обратно, какъ черезъ таможни, такъ и черезъ пункты сообщеній, подчиняясь необходимымъ полицейскимъ и таможеннымъ ограниченіямъ (§ 4 проекта соглашенія).

Для сего капитанъ-исправникамъ будетъ разрѣшено выдавать безплатно и на простой бумагѣ свидѣтельства о личности, дѣйствительныя въ продолженіи трехъ дней (новая уступка по предложенію Пруссіи).

5. Россійское правительство готово войти въ соглашеніе съ прусскимъ на счетъ установленія базарныхъ дней на ближнихъ мѣстахъ по границѣ (§ 5 проекта соглашенія).

Уплаченныя при прибытіи товаровъ, назначенныхъ для базаровъ, таможенныя пошлины, будутъ возвращены въ томъ случаѣ, еслибъ эти товары не были проданы. На сей конецъ пошлины эти будутъ сохраняться депозитомъ въ таможнѣ во все продолженіе базара и

plus (concession nouvelle conforme à la proposition prussienne).

On s'entendrait avec le Gouvernement prussien sur la spécification des marchandises qu'il conviendrait d'admettre aux marchés (nouvelle).

6. Diminutions des droits de douane pour les articles spécifiés dans le tableau qui se trouve annexé au § 6 du projet d'arrangement.

A cette concession serait ajoutée une nouvelle réduction des droits sur l'ambre jaune, produit essentiellement prussien (nouvelle).

7. En Russie les marchandises et denrées venant de Prusse, ne seront pas plus fortement imposées, que les marchandises de même nature venant d'un autre pays quelconque, le Royaume de Pologne excepté, bien entendu que la Prusse observera le même principe à l'égard de la Russie. Cette disposition ne s'appliquerait point aux vins d'Autriche et de Hongrie.

8. Les douanes de Polangen, Tauroggen et Jourbourg seront autorisées à laisser passer en importation avec le droit d'entrepôt et acquittement des droits dans l'espace de 6 à 8 mois, à l'instar de la douane de St. Pétersbourg, toute marchandise dont l'entrée n'est pas prohibée d'après le tarif général d'Europe. Sont exceptés le sucre brut, le rhum, l'arrac, l'eau de vie de France, les châles turcs et de Cachemire (§ 7 du projet d'arrangement).

Toutefois l'entrée du sucre brut, par ces douanes, sera permise, à des quantités déterminées, aussitôt qu'il se sera formée une seule raffinerie de sucre dans les districts avoisinant cette partie de la frontière (concession nouvelle).

еще одинъ день (новая по предложенію Пруссіи уступка).

Будетъ опредѣлено, по соглашенію съ прусскимъ правительствомъ, какіе виды товаровъ надлежало бы допускать на базары (новая уступка).

6. Пониженіе таможенныхъ пошлинъ на статьи, означенныя въ приложенной къ § 6 проекта соглашенія табели.

Къ этой уступкѣ прибавляется новая сбавка пошлины на янтарь, какъ продуктъ преимущественно прусскій (новая уступка).

7. Въ Россіи товары и припасы, привозимые изъ Пруссіи, не будутъ подлежать болѣе высокому обложенію сравнительно съ товарами того же рода, привозимыми изъ какой либо другой страны, за исключеніемъ Царства Польскаго, разумѣя при семъ, что Пруссія будетъ соблюдать такое же правило относительно Россіи. Постановленіе это не распространяется на австрійскія и венгерскія вина.

8. Таможнямъ Полангенской, Таурогенской и Юрбургской будетъ разрѣшено пропускать ко ввозу съ правомъ склада и уплаты пошлинъ въ теченіи отъ 6 до 8 мѣсяцевъ, по примѣру С.-Петербургской таможни, всякій товаръ, ввозъ коего не запрещенъ, по общему европейскому тарифу, за исключеніемъ необработаннаго сахара, рома, аррака, французской водки, шалей турецкихъ и кашемирскихъ (§ 7 проекта соглашенія).

Но ввозъ чрезъ эти таможни необработаннаго сахара будетъ допущенъ въ опредѣленномъ размѣрѣ, какъ только устроится хоть одинъ заводъ для рафинада сахара въ округахъ, смежныхъ съ этою частью границы (новая уступка).

9. La douane de Brzest-Litoffsky recevra les mêmes attributions que celles de Polangen, Tauroggen et Jourbourg (concession nouvelle).

Elle laissera passer en transit à Odessa, moyennant les cautions légales, toute marchandise venant de Prusse par le Royaume de Pologne (§ 9 du projet d'arrangement).

10. Il sera fait droit en Russie à toutes les plaintes et réclamations concernant des vexations ou abus de la part des autorités de douanes. Il faudra seulement que les cas soient dûement spécifiés, les griefs que renferme le mémoire prussien n'étant exprimés qu'en termes généraux (nouveau).

11. Après l'expiration du privilège de la Compagnie de Lubeck, les sujets prussiens seront admis, à l'égal des sujets russes aux entreprises de la navigation à vapeur entre les ports des deux pays (concession ancienne étendue à tous les ports prussiens, conformément à la demande de la Prusse).

Pour le Royaume de Pologne.

12. L'administration du Royaume consent à réorganiser son système de douanes, en supprimant les douanes de consommation, et en établissant en conséquence le long de la frontière, des douanes de première et de seconde classe, en nombre suffisant (conforme aux dernières contrepropositions prussiennes)

13. Les dispositions mentionnées ci-dessus pour la Russie, savoir:

au § 3 concernant les points de passage.

9. Брестъ-Литовская таможня получитъ такія же права и обязанности, какія имѣютъ таможни Полангенская, Таурогенская и Юрбургская (новая уступка).

Она будетъ пропускать транзитомъ въ Одессу, по представленіи законнаго обезпеченія, всякій товаръ, идущій изъ Пруссіи чрезъ Царство Польское (§ 8 проекта соглашенія).

10. Въ Россіи будутъ принимаемы къ справедливому разсмотрѣнію всѣ жалобы и иски, касающіеся вымогательствъ или злоупотребленій со стороны таможенныхъ начальствъ. Требуется только, чтобы случаи этого рода были достаточно опредѣлены, такъ какъ въ прусскомъ мемуарѣ жалобы выражены лишь общимъ образомъ (новая уступка).

11. По истеченіи срока привиллегіи Любекской компаніи, прусскіе подданные будутъ допущены наравнѣ съ подданными русскими къ участію въ устройствѣ пароваго судоходства между портами обѣихъ странъ (старая уступка, распространенная, по просьбѣ Пруссіи, на всѣ прусскіе порты).

По отношенію къ Царству Польскому.

12. Администрація Царства соглашается реорганизоватъ свою таможенную систему, уничтожить таможенныя пошлины съ потребленія и устроить вдоль границы таможни перваго и второго разряда въ достаточномъ числѣ (согласно послѣднимъ контрпредложеніямъ прусскимъ).

13. Вышеизложенныя постановленія, относящіяся къ Россіи, а именно:

въ § 3 о пунктахъ сообщеній,

au § 4 pour la libre pratique des habitants limitrophes.

au § 5 relativement aux jours de marché, et

au § 6 pour la réduction des droits de douanes, seront communes au Royaume de Pologne.

En Pologne, ce sont les commissaires d'arrondissement (obodowy komissarz) qui délivreront les cartes de légitimation.

14. Les propriétaires dont les possessions sont coupées par la frontière, seront traités, relativement à ces possessions, d'après les principes les plus libéraux.

Ces propriétaires mixtes, leurs domestiques et les habitans auront le droit de passer et repasser avec leurs instruments aratoires, leurs bestiaux, leurs outils etc. etc. d'une partie de la possession ainsi coupée par la frontière dans l'autre, sans égard à la différence de souveraineté, de transporter de même d'un endroit à l'autre leurs moissons, toutes les productions du sol, leurs bestiaux et tous les produits de leur fabrication, sans avoir besoin de passeport et moyennant de simples cartes de légitimation, valables au moins pour un an, sans empêchement, sans redevance et sans payer de droit quelconque.

Cette faveur est restreinte toutefois aux productions naturelles ou industrielles dans le territoire ainsi coupé par la ligne de démarcation. De même elle ne s'étend qu'aux terres appartenantes au même propriétaire dans l'espace déterminé d'un mille, de quinze au degré, de part et d'autre, et qui aurait été coupé par la ligne de frontière.

въ § 4 о свободныхъ сношеніяхъ пограничныхъ жителей,

въ § 5 о базарныхъ дняхъ и

въ § 6 о пониженіи таможенныхъ пошлинъ, распространяются также на Царство Польское.

Въ Польшѣ будутъ выдаваемы свидѣтельства о личности окружными коммиссарами (obodowy komissarz).

14. Владѣльцы, имѣнія коихъ пересѣкаются границею, будутъ пользоваться въ отношеніи сихъ владѣній самой широкой свободой.

Эти обоюдные владѣльцы, ихъ служители и поселяне, будутъ имѣть право свободно переходить границу съ своими земледѣльческими орудіями, скотомъ, утварью и пр. изъ одной части владѣнія, такимъ образомъ пересѣкаемаго границею, въ другую, несмотря на различіе ихъ подданства, равнымъ образомъ перевозить съ одной земли на другую жнитво, всѣ произведенія земли, ихъ скотъ и всѣ собственныя издѣлія, не обязываясь къ взятію паспортовъ, но имѣя лишь свидѣтельства о личности, кои будутъ сохранять силу по крайней мѣрѣ на одинъ годъ, не подлежа никакимъ стѣсненіямъ и не уплачивая никакой поземельной подати, ни какой-либо другой пошлины.

Но эти преимущества распространяются только на естественныя произведенія и на издѣлія того помѣстья, которое такимъ образомъ пересѣкается граничною чертою, и только на тѣ принадлежащія одному помѣщику земли, пересѣкаемыя границею, которыя простираются съ той и другой стороны не далѣе, какъ на разстояніе одной мили, считая по 15 миль въ градусѣ.

Il est entendu que les barrières à doubles clefs, dont l'une entre les mains du douanier, l'autre chez le propriétaire mixte, ne sauraient être envisagées comme un empêchement.

Tout retard de la part du douanier à qui une des clefs des barrières se trouve confiée sera envisagé comme vexation et donnera lieu à des poursuites contre le douanier prévaricateur. Le gouvernement du Royaume s'engage à augmenter le nombre des douaniers, de manière à ce qu'il y en ait toujours un de présent à la barrière depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

15. Le transit par le Royaume de Pologne sera maintenu libre de tout droit, tel que l'a stipulé l'art. 19 de la convention de 1825 (§ 3 du projet d'arrangement pour la Pologne).

16. Les produits de la Prusse ne seront pas plus fortement imposés dans le Royaume, que les produits de même nature, provenant d'autres pays, l'Empire de Russie excepté, bien entendu que la Prusse observera le même principe à l'égard du Royaume de Pologne (§ 4 du projet d'arrangement pour la Pologne).

En conséquence de ce principe la surtaxe sur le sucre raffiné, venant de Prusse sera supprimée.

Toutefois, ne seront pas censés déroger à ce principe les arrangements existans avec Cracovie, ni le dégrèvement accordé aux vins d'Autriche et de Hongrie (§ 4 du projet d'arrangement pour la Pologne).

17. L'administration du Royaume fera droit à toute plainte et réclamation concernant des vexations ou abus de la

При семъ разумѣется, что заставы на два ключа, изъ коихъ одинъ будетъ въ рукахъ таможеннаго надсмотрщика, другой — у обоюднаго помѣщика, не должны считаться препятствіями для сношеній.

Всякое замедленіе со стороны таможеннаго надсмотрщика, которому ввѣренъ одинъ изъ ключей отъ заставы, будетъ разсматриваемо, какъ притѣсненіе, и вызоветъ преслѣдованіе виновнаго. Правительство Царства Польскаго обязуется увеличить число таможенныхъ досмотрщиковъ, такъ чтобы одинъ изъ нихъ всегда былъ при заставѣ отъ восхода до заката солнечнаго.

15. Транзитъ черезъ Царство Польское останется свободнымъ отъ всякаго налога, какъ объ этомъ постановлено въ 19 ст. конвенціи 1825 г. (§ 3 проекта соглашенія относительно Польши).

16. Произведенія прусскія не будутъ обложены въ Царствѣ Польскомъ выше продуктовъ такого же рода, привозимыхъ изъ другихъ земель, за исключеніемъ Россійской имперіи, разумѣя при этомъ, что Пруссія будетъ соблюдать то же правило въ отношеніи Царства Польскаго (§ 4 проекта соглашенія относительно Польши).

Вслѣдствіе сего прибавочный налогъ на привозимый изъ Пруссіи рафинированный сахаръ будетъ отмѣненъ.

Но не будутъ считаться нарушающими это правило ни существующія соглашенія съ Краковомъ, ни облегченія въ пошлинахъ, дарованныя австрійскимъ и венгерскимъ винамъ (§ 4 проекта соглашенія относительно Польши).

17. Администрація Царства Польскаго не откажется отъ справедливаго удовлетворенія всякой жалобы и тре-

part des autorités de douanes Polonaises (comme au § 10).

18. L'administration du Royaume vient de réduire les droits de communication, perçus sur les chausées, en tant qu'ils concernent les voyageurs étrangers qui ne s'éloignent pas au delà d'une distance de trois milles de la frontière, ou ne se rendent directement qu'aux chef-lieux des gouvernements. Dans le premier cas, le droit se trouve réduit au quart du taux primitif, fixé par le tarif de 1838, dans le second, à la moitié. L'administration admettra le taux perçu en Prusse sur les chemins, dits *Sand-Chauseen*, pour les chemins de la même catégorie qui existent dans le Royaume.

Les droits de communication perçus sur les fleuves et les canaux seront supprimés le 1 (13) septembre 1842.

19. Les *droits de flottage* seront abolis dans le Royaume de Pologne, en faveur de la navigation des sujets prussiens.

Péterhoff, le 2 juillet 1842.

№ 326.

1843, le 27 mars (8 avril). Articles additionnels au traité définitif de démarcation entre le Royaume de Pologne et les Etats de Prusse, conclu le 12 (24) avril 1823. V. № 305.

№ 327.

1845, le 5 (17) novembre. Déclaration prussienne confirmant les Articles additionnels sub № 326.

№ 326.

La frontière entre le Royaume de Pologne et les Etats de Prusse sur

бованія, вызванныхъ притѣсненіями или злоупотребленіями польскихъ таможенныхъ властей (какъ въ § 10).

18. Администрація Царства уменьшитъ шоссейные сборы съ путешествующихъ иностранцевъ, въ случаѣ если они отъѣзжаютъ отъ границы не далѣе трехъ милей, или ѣдутъ прямо въ столицы. Въ первомъ случаѣ налогъ сбавляется на четверть первоначальной таксы, утвержденной тарифомъ 1838 г., во второмъ — на половину. Администрація можетъ установить налогъ, взимаемый въ Пруссіи на дорогахъ, называемыхъ *Sand-Chauseen*, для существующихъ въ Царствѣ такого же рода дорогъ.

Судоходныя пошлины по рѣкамъ и каналамъ будутъ отмѣнены 1 (13) сентября 1842 года.

19. Сборы съ лѣсныхъ гоновъ будутъ отмѣнены въ Царствѣ Польскомъ въ пользу прусскихъ подданныхъ.

Петергофъ, 2 іюля 1842 года.

№ 326.

1843 г., марта 27-го (апрѣля 8-го). Дополнительныя статьи къ демаркаціонному акту, заключенному между Россіей и Пруссіей въ 1823 году, апрѣля 12-го (24-го). См. № 305.

№ 327.

1845 г., ноября 5-го (17-го). Прусская декларація, утверждающая вышеприведенныя дополнительныя статьи.

№ 326.

Пограничная черта между Царствомъ Польскимъ и прусскими владѣніями со

l'étendue du Grand-Duché de Posen, déterminée par l'acte définitif de démarcation du 12 (24) avril 1823 étant devenue tantôt par la durée du tems, tantôt par l'irruption des eaux de la rivière Prosna, tellement endommagée et douteuse, qu'elle donnait souvent lieu à des contestations parmi les habitans limitrophes; pour obvier à cet incovénient, les Gouvernements des deux Etats respectifs sont convenus de faire renouveler et déterminer à demeure la frontière en question, et l'exécution de ce travail a été confiée aux Commissaires délégués, notamment:

de la part du Gouvernement de Pologne, au Sr. Charles Wierzbolowiez, maître des requêtes au ci-devant Conseil d'Etat du Royaume de Pologne, décoré des ordres de S-te Anne et de St.-Stanislas de la 2-e classe, et

de la part du Gouvernement Prussien, au Sr. Ferdinand de Gréveniz, Landrath de Gnesen, décoré de l'ordre de St.-Stanislas de la 2-e classe et de celui de l'Aigle rouge de la 4-e classe.

Cette régularisation et fixation de la frontière ont provoqué la nécessité de faire quelques modifications dans l'acte définitif de démarcation et dans les cartes de l'année 1823, modifications que les Commissaires signataires du présent acte, ont effectuées de la manière ci-après.

Article I.

L'acte définitif de démarcation du 12 (24) avril 1823 reste intact dans toute sa vigueur en tant qu'il ne sera pas contraire aux stipulations des articles suivants.

стороны великаго герцогства Познанскаго, установленная окончательнымъ актомъ о разграниченіи 12-го (24-го) апрѣля 1823 года, какъ отъ времени такъ и вслѣдствіе разлива водъ рѣки Просны до такой степени повреждена и сдѣлалась сомнительной, что часто вызываетъ споры между пограничными жителями. Для устраненія сего неудобства, правительства обоюдныхъ государствъ согласились о возобновленіи и твердомъ установленіи означенной пограничной черты и возложили исполненіе сего дѣла на уполномоченныхъ коммиссаровъ, а именно:

отъ Польскаго правительства на ректмейстера бывшаго Государственнаго Совѣта въ Царствѣ Польскомъ, Карла Вержболовича, кавалера орденовъ св. Анны и св. Станислава 2-й степени и др., а

отъ правительства Прусскаго на ландрата Гнѣзненскаго, Фердинанда Гревеница, кавалера орденовъ св. Станислава 2-й степени и Краснаго Орла 4-й степени.

Предположенное приведеніе въ порядокъ и установленіе пограничной черты вызвало необходимость произвести нѣкоторыя измѣненія въ окончательномъ актѣ о разграниченіи и картахъ 1823 года, каковыя перемѣны сдѣланы подписавшими настоящій актъ коммиссарами въ слѣдующемъ видѣ.

Статья I.

Окончательный актъ о разграниченіи 12-го (24-го) апрѣля 1823 года остается неизмѣнно во всей своей силѣ, за исключеніемъ постановленій, въ нижеслѣдующихъ статьяхъ изложенныхъ.

Article II.

es dispositions de l'acte présent n'ont qu'à la fixation de la frontière e le Royaume de Pologne et les s de Prusse, quant au Grand-Duché Posen; or cette frontière conserve cours à partir du point de contact lit Duché et de la province faisant ie de la Prusse occidentale jusqu'au t où la frontière de la Silésie touche du Grand-Duché de Posen, ainsi a été stipulé dans le 1-er article traité définitif de démarcation du 24) avril 1823. Il s'en suit que les fications nouvellement effectuées ont econnues indispensables pour réunir ettre en harmonie la frontière des s avec les limites territoriales qui uchent.

Article III.

ı ligne de démarcation désignée à cle II est marquée sur les lieux 222 poteaux plantés en général aux es endroits où, selon le tableau iptif de l'an 1823, et plus tard les ıux intermédiaires avaient été érigés, ar les 765 bornes de terre. Les ıux, comme des marques distinctives a frontière entre le Royaume de gne et le Grand-Duché de Posen, nt les armes et la couleur de leurs s respectifs, sont plantés vis-à-vis ns des autres dans la direction qui ıge l'angle que la frontière forme e point.

s premiers poteaux sont érigés au de jonction des limites du Grand-

Статья II.

Постановленія настоящаго акта касаются единственно установленія пограничной черты между Царствомъ Польскимъ и прусскими владѣніями со стороны Великаго Герцогства Познанскаго; посему сія пограничная черта сохраняетъ свое направленіе начиная отъ мѣста, гдѣ сходится сказанное герцогство съ областью, входящей въ составъ западной Пруссіи, до того мѣста, гдѣ сходятся границы Силезіи и Великаго Герцогства Познанскаго, какъ опредѣлено въ I ст. окончательнаго акта о разграниченіи 12-го (24-го) апрѣля 1823 года. Вслѣдствіе сего вновь вводимыя перемѣны признаны необходимыми для соединенія и приведенія въ соотвѣтствіе пограничной черты государства съ границами примыкающихъ къ оной земельныхъ владѣній.

Статья III.

Пограничная линія, означенная во II ст., отмѣчена на мѣстѣ 222 столбами, разставленными вообще на тѣхъ же самыхъ мѣстахъ, въ коихъ были поставлены, согласно описательной табели 1823 года и въ позднѣйшее время, промежуточные столбы, и 765 пограничными знаками. Будучи отличительными знаками пограничной черты между Царствомъ Польскимъ и Великимъ Герцогствомъ Познанскимъ, столбы съ гербами и цвѣтомъ ихъ обоюдныхъ государствъ, установлены другъ противъ друга въ направленіи, раздѣляющемъ уголъ, который образуетъ пограничная черта въ семъ мѣстѣ.

Первые столбы поставлены на мѣстѣ, гдѣ соединяются границы Великаго

Duché de Posen et de la Régence de Marienwerder, où, d'après la teneur de l'acte de démarcation de l'année 1823, avaient été plantés les poteaux № 80, lesquels, par suite des nouvelles dispositions des gouvernements respectifs, portent à présent le № 1. Les poteaux suivants sont marqués des numéros dans l'ordre successif des chiffres, jusqu'aux derniers poteaux plantés sur les confins de la Silésie et marqués d'après le tableau descriptif de l'an 1823 par le № 255, lesquels ont maintenant obtenu le № 222.

Герцогства Познанскаго и Маріенвердерскаго округа и гдѣ, согласно содержанію акта о разграниченіи 1823 года, были поставлены столбы № 80, кои, вслѣдствіе новыхъ распоряженій обоюдныхъ правительствъ, носятъ въ настоящее время № 1. Слѣдующіе столбы обозначены нумерами въ послѣдовательномъ порядкѣ цифръ до послѣднихъ столбовъ, установленныхъ на границахъ Силезіи и обозначенныхъ, по описательной табели 1823 года № 255, а теперь получившихъ № 222.

Article IV.

Le changement de numéros sur les poteaux désignés dans l'article précédent, fit disparaître des poteaux intermédiaires marqués par des lettres initiales *a*, *b*, *c*, *d*, etc., sans que pour cela l'article 2 du dernier acte de démarcation ait subi un changement quelconque.

Статья IV.

Перемѣна нумеровъ на столбахъ, упомянутыхъ въ предыдущей статьѣ, отмѣняетъ промежуточные столбы, обозначенные заглавными буквами a, b, c, d и т. д.; но чрезъ это статья II послѣдняго акта о разграниченіи не подвергается ни малѣйшему измѣненію.

Article V.

Partout, où la ligne frontière est directe, on a eu soin d'élever des bornes de terre éloignées les unes des autres de 50 verges du Rhin et placées dans un ordre suivi, là où la frontière forme un angle. La dimension de ces bornes rondes est en raison de diamètre qui a une verge du Rhin à la base et la hauteur en est de six pieds. Là, où les rivières et les ruisseaux désignent la frontière, on n'a point élevé des bornes. La ligne frontière n'a point de largeur déterminée. Les poteaux placés vis-a-vis les uns des autres à six pieds de distance, en désignent le milieu, qui forme une espèce d'arête de terre, dont la largeur varie

Статья V.

Во всѣхъ мѣстахъ, гдѣ пограничная черта идетъ въ прямомъ направленіи, сдѣлано распоряженіе о постановкѣ пограничныхъ знаковъ на разстояніи другъ отъ друга въ 50 рейнскихъ жердей и въ послѣдовательномъ порядкѣ, гдѣ граница образуетъ уголъ. Размѣръ сихъ пограничныхъ овальной формы знаковъ принятъ въ діаметрѣ при основаніи въ одну рейнскую жердь и въ высоту 6 футовъ. Пограничные знаки не сооружались въ тѣхъ мѣстахъ, гдѣ пограничной чертой служатъ рѣки и ручьи. Пограничная черта не имѣетъ опредѣленной ширины. Поставленные другъ противъ друга въ разстояніи на

selon la largeur de celles des possessions privées.

6 футовъ, столбы опредѣляютъ ея середину, которая составляетъ предѣльную линію, ширина коей измѣняется соотвѣтственно протяженію частныхъ владѣній.

Article VI.

Le nouveau tableau descriptif signé par les commissaires, ainsi que la carte de la frontière, divisée en neuf sections, dessinée par les ingénieurs et signée par eux et les commissaires, indiquent distinctement la ligne de la frontière, l'emplacement des poteaux et celui des bornes de terre, les angles des relèvements et les distances entre les poteaux et les bornes, de manière qu'aucun doute ne puisse s'élever à l'avenir, et toutes ces pièces sont considérées, la carte comme si elle était jointe au présent acte, et le tableau comme s'il y était inséré mot à mot.

Статья VI.

Новая описательная табель, подписанная коммиссарами, и карта границы, раздѣленная на 9 отдѣловъ, начертанная инженерами и подписанная ими и коммиссарами, содержитъ подробное обозначеніе пограничной линіи, размѣщеніе столбовъ и пограничныхъ знаковъ, углы склоненія и разстоянія между столбами и знаками, такъ что никакое сомнѣніе не можетъ возникнуть на будущее время, и изъ сихъ документовъ почитаются: карта — приложенною къ настоящему акту, а табель — включенною въ оный отъ слова до слова.

Article VII.

Les différends territoriaux, qui existaient parmi les habitants limitrophes sur cette partie de la frontière, étant terminés à l'amiable, le tableau descriptif et les protocoles de conférence y relatifs, qui seront déposés aux gouvernements respectifs, contiennent tous les détails, en indiquant le dernier résultat et le mode dont ces différends ont été aplanis.

Статья VII.

Такъ какъ несогласія земельныя, существовавшія между сосѣдними жителями на этой части пограничной черты, были окончены полюбовно, то описательная табель и относящіеся сюда протоколы конференціи, кои будутъ храниться у обоюдныхъ правительствъ, заключаютъ въ себѣ подробности съ означеніемъ достигнутаго результата и способа, коимъ эти несогласія были устранены.

Article VIII.

L'ancien tableau descriptif et les cartes de l'année 1823, n'étant pas d'accord sur tous les points avec la ligne de la frontière nouvellement tracée, ne peuvent pas non plus à l'avenir être

Статья VIII.

Старая описательная табель и карты 1823 года, будучи не во всѣхъ пунктахъ согласны съ линіей вновь проведенной черты, не могутъ болѣе почитаться обязательными и, какъ истори-

obligatoires et seront, comme des effets historiques, déposés aux archives.

Article IX.

Le présent acte additionnel sera ratifié et la ratification en sera échangée dans l'espace de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Posen le 27 mars (8 avril) 1843.

Wierzbolowiez. de Greveniz.

№ 327.

Déclaration.

S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant jugé à propos de régler la frontière entre le Grand-Duché de Posen et le Royaume de Pologne, devenue douteuse par suite des changements que le temps et l'irruption des eaux y avaient amenés, les commissaires nommés pour cet effet de part et d'autre, savoir: du côté de la Prusse le Sr. Ferdinand de Greveniz, Conseiller Provincial du cercle de Gnesen, et du côté de la Russie le Sr. Charles Wierzbolowiez, maître des requêtes au ci-devant Conseil d'Etat du Royaume de Pologne, après avoir exécuté et fait exécuter sur les lieux les différentes opérations que leur mission rendait nécessaires, ont conclu et signé à Posen, le 8 avril (27 mars) 1843, neuf articles additionnels au traité de démarcation du 12 (24) avril 1823.

En conséquence le soussigné, le Ministre d'Etat et de Cabinet de S. M.

ческіе документы, будутъ сданы въ архивъ.

Статья IX.

Настоящій дополнительный актъ будетъ ратификованъ и ратификаціи онаго будутъ обмѣнены черезъ три мѣсяца или ранѣе, если окажется возможнымъ.

Въ увѣреніе чего и пр.

Въ Познани, 27-го марта (8-го апрѣля 1843 г.

Вержболовичъ. Гревеницъ.

№ 327.

Декларація.

Е. В. Король Прусскій и Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, находя нужнымъ опредѣлить границу между Великимъ Герцогствомъ Познанскимъ и Царствомъ Польскимъ, сдѣлавшуюся неясной вслѣдствіе измѣненій, причиненныхъ временемъ и разливомъ водъ, назначили для сей цѣли обоюдно коммиссаровъ, а именно: со стороны Пруссіи—провинціальнаго совѣтника Гнѣзненскаго округа, Фердинанда Гревеница, а со стороны Россіи—рекетмейстера бывшаго Государственнаго Совѣта Царства Польскаго, Карла Вержболовича, которые, исполнивъ и сдѣлавъ распоряженія, чтобъ были исполнены на мѣстѣ разнаго рода работы, требуемыя возложеннымъ на нихъ порученіемъ, заключили и подписали въ Познани 8-го апрѣля (27-го марта) 1843 года девять дополнительныхъ статей къ договору о разграниченіи 24-го (12-го) апрѣля 1823 года.

Въ послѣдствіе сего, нижеподписавшійся государственный и кабинетный

le Roi de Prusse pour les affaires étrangères, déclare, en vertu de l'autorisation qu'il en a reçue, que S. M. le Roi de Prusse approuve et confirme dans toute leur teneur les neuf articles additionnels précités du 27 mars (8 avril) 1843, ainsi que le nouveau tableau descriptif et la carte qui en fait partie, et qu'il est de l'intention de S. M. que les stipulations consignées dans cet acte additionnel soient scrupuleusement maintenues et exécutées.

La présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable du chargé d'affaires de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, tiendra lieu d'une ratification formelle donnée par S. M. le Roi de Prusse aux neuf articles additionnels ci-dessus mentionnés et à leurs annexes, et elle en aura la même force et valeur.

En foi de quoi, etc.

Fait à Berlin, le 17 nov. 1845.

(L. S.) Canitz.

министръ Е. В. Прусскаго короля по иностраннымъ дѣламъ, въ силу полученнаго имъ полномочія, объявляетъ, что Е. В. Прусскій король принимаетъ и утверждаетъ во всей цѣлости девять вышеупомянутыхъ дополнительныхъ статей отъ 8-го апрѣля (27-го марта) 1843 года, равно и новую описательную табель и карту, къ нимъ относящіяся, и что намѣреніе Его Величества соблюсти и исполнить въ точности постановленія сего дополнительнаго акта.

Настоящая декларація, которая будетъ обмѣнена на таковую же декларацію со стороны повѣреннаго въ дѣлахъ Е. В. Императора Всероссійскаго, должна замѣнять собою формальную ратификацію, данную Е. В. Прусскимъ королемъ девяти вышеупомянутымъ дополнительнымъ статьямъ и ихъ приложеніямъ, и будетъ имѣть ту же силу и значеніе.

Въ увѣреніе чего и т. д.

Въ Берлинѣ, 17-го ноября 1845 года.

(М. П.) Каницъ.

№ 328.

1843, le 21 mai (2 juin). Convention additionnelle postale avec la Prusse, conclue à St. Pétersbourg. (2-de Col. des lois № 17.263).

S. M. der Kaiser von Rußland, König von Polen, und S. M. der König von Preußen von dem Wunsche beseelt, die durch den Post-Vertrag vom 12 (24) December 1821 zwischen den beiderseitigen Post-Verwaltungen festgestellten Verhältnisse auf eine dem gegenwärtigen Bedürfnisse entsprechende Weise anderweit ordnen, und zu dem Behufe, so wie in

№ 328.

1843 г., мая 21-го (іюня 2-го). Дополнительная почтовая конвенція съ Пруссіей, заключенная въ С.-Петербургѣ. (2-е П. С. З. № 17.263).

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, и Е. В. Король Прусскій, желая измѣнить, соотвѣтственно настоящимъ потребностямъ времени постановленныя почтовою конвенціею 12-го (24-го) декабря 1821 г., обоюдныя отношенія ихъ почтовыхъ управленій и пополнить означенную конвенцію не-

Ergänzung des gedachten Vertrages, über diejenigen postdienstlichen Beziehungen, worüber letzterer noch keine Verabredungen enthält, einen Additional-Vertrag unterhandeln und abschliessen zu lassen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt und zwar:

S. M. der Kaiser von Rußland, König von Polen, Allerhöchst Ihren Geheimen Rath, Director des Post-Departements und St. Petersburgischen Post-Director Theodor Prianischnikoff, Ritter des St. Annen-Ordens erster Classe, Großkreuz des St. Wladimir-Ordens zweiter Classe etc.

S. M. der König von Preußen, Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Post-Rath, Heinrich Schmückert, Ritter des eisernen Kreuzes erster Classe etc.

Welche nach geschehener Auswechselung der in bester Form befundenen Vollmachten, unter Vorbehalt der beiderseitigen Allerhöchsten Ratification, nachstehenden Additional-Vertrag abgeschlossen haben.

I. Von den gegenseitigen Briefpost-Verbindungen.

Artikel I.

Die Briefpost-Verbindung zwischen Rußland und Preußen soll bewirkt werden:

a) durch eine wöchentlich fünfmal coursirende Courier-Post zwischen St. Petersburg und Berlin über Riga, Mitau, Tauroggen, Tilsit und Königsberg in Pr.;

b) durch eine wöchentlich zweimal coursirende Briefpost zwischen Mitau und Memel über Libau, Polangen und Immersatt;

c) durch eine wöchentlich zweimal coursirende Briefpost zwischen Libau und Memel über Polangen und Immersatt;

d) durch eine Botenpost wöchentlich zweimal zwischen Georgenburg und Schmalleningken;

вошедшими въ оную постановленіями, до почтовой части относящимися, положили заключить дополнительныя условія и на сей конецъ назначили своими полномочными:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, Своего Тайнаго Совѣтника, Директора Почтоваго Департамента и С.-Петербургскаго Почтъ-Директора Ѳедора Прянишникова, кавалера орденовъ: Св. Анны первой степени, Св. Владиміра 2-й степени Большаго креста, и др.

Е. В. Король Прусскій, Своего Тайнаго Оберъ-Почтъ-Совѣтника Генриха Шмюкерта, кавалера прусскаго желѣзнаго Креста первой степени и др.

которые, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй формѣ, заключили нижеслѣдующій дополнительный актъ, имѣющій быть поднесеннымъ на Высочайшее утвержденіе обоихъ Государей.

I. О обоюдной пересылкѣ писемъ.

Статья I.

Письма между Россіею и Пруссіею будутъ пересылаться чрезъ ходящія:

a) по пяти разъ въ недѣлю экстрапочту между С.-Петербургомъ и Берлиномъ на Ригу, Митаву, Таурогенъ, Тильзитъ и Кенигсбергъ;

b) по два раза въ недѣлю легкую почту между Митавой и Мемелемъ, на Либаву, Полангенъ и Иммерзатъ;

c) по два раза въ недѣлю легкую почту между Либавой и Мемелемъ, на Полангенъ и Иммерзатъ;

d) по два раза въ недѣлю одноконную почту между Юрбургомъ и Шмалленингкеномъ;

e) durch die Polnischen Posten, welche zur Beförderung der verschlossenen, zwischen den Rußischen Postanstalten in Wladimir und Schitomir einer- und den Preußischen Post-Anstalten in Strzalkowo, Posen, Berlin und Thorn andererseits, zu wechselnden Briefpakete dienen, und endlich

f) durch die Dampfschiffe, welche zur Post-Verbindung zwischen Rußland und Preußen mitbenutzt werden.

Artikel II.

Der Gang der vorstehend unter Lit. a, b, c und d gedachten Posten wird folgendermaßen Statt finden:

a) Der Courier-Post zwischen St. Petersburg und Berlin:

Abgang aus St. Petersburg:
Montag, Dienstag, Donnerstag, Freitag, Sonnabend, Abends;

Einlieferungen in Laugszargen:
Donnerstag, Freitag, Sonntag, Montag, Dienstag, 7 Uhr Abends;

Ankunft in Berlin:
Sonntag, Montag, Mittwoch, Donnerstag, Freitag, Morgens;

Abgang aus Berlin:
Sonntag, Dienstag, Mittwoch, Donnerstag, Sonnabend, Abends;

Einlieferung in Tauroggen:
Mittwoch, Freitag, Sonnabend, Sonntag, Dienstag, 6 Uhr Morgens;

Ankunft in St. Petersburg:
Sonnabend, Montag, Dienstag, Mittwoch, Freitag, Morgens.

e) Польскія почты, съ которыми пересылаются письма въ закрытыхъ постъ-пакетахъ между россійскими почтовыми мѣстами во Владимірѣ и Житомірѣ и прусскими почтовыми мѣстами въ Стржалковѣ, Познанѣ, Берлинѣ и Торнѣ, и наконецъ

f) пароходы, на которыхъ также пересылаются письма между Россіею и Пруссіею.

Статья II.

Почты, поименованныя выше подъ лит. a, b, c, и d, будутъ ходить слѣдующимъ образомъ:

a) Экстра-почта между С.-Петербургомъ и Берлиномъ будетъ:

Отходить изъ С.-Петербурга:
по понедѣльникамъ, вторникамъ, четвергамъ, пятницамъ и субботамъ, вечеромъ.

Передаваться въ Лаугсцаргенѣ:
по четвергамъ, пятницамъ, воскресеньямъ, понедѣльникамъ, и вторникамъ, въ 7 часовъ вечера.

Приходить въ Берлинъ:
по воскресеньямъ, понедѣльникамъ, средамъ, четвергамъ и пятницамъ, утромъ.

Отходить изъ Берлина:
по воскресеньямъ, вторникамъ, средамъ, четвергамъ и субботамъ, вечеромъ.

Передаваться въ Таурогенѣ:
по средамъ, пятницамъ, субботамъ, воскресеньямъ и вторникамъ, въ шесть часовъ утра.

Приходить въ С.-Петербургъ:
по субботамъ, понедѣльникамъ, вторникамъ, средамъ и пятницамъ, утромъ.

b) Der Briefpost zwischen Mitau und Memel:

Abgang aus Mitau:
Montag, Freitag, 8 Uhr Abends, nach Ankunft der Personen-Post (leichten Post) und der Güter-Post (schweren Post) aus St. Petersburg;

Einlieferung in Immersatt:
Mittwoch, Sonntag, 2—3 Uhr früh;

Ankunft in Memel:
dieselben Tage, Morgens;
Abgang aus Memel:
Sonntag, Mittwoch, 8 Uhr Abends;

Einlieferung in Polangen:
dieselben Tage, 11—12 Uhr Abends;

Ankunft in Mitau:
Dienstag, Freitag, früh, zum Anschluß an die Personen- und Güter-Post nach St. Petersburg.

b) Легкая почта между Митавою и Мемелемъ будетъ:

Отходить изъ Митавы:
по понедѣльникамъ и пятницамъ въ 8 часовъ вечера, по прибытіи изъ С.-Петербурга почты съ пассажирами (легкой почты) и почты съ посылками (тяжелой почты);
Передаваться въ Иммерзатѣ:
по средамъ и воскресеньямъ въ 2 и 3 часа по полуночи:
Приходить въ Мемель:
по тѣмъ же днямъ утромъ;
Отходить изъ Мемеля:
по воскресеньямъ и средамъ, въ 8 часовъ вечера;
Передаваться въ Полангенѣ:
по тѣмъ же днямъ, въ 11—12 часовъ вечера;
Приходить въ Митаву:
по вторникамъ и пятницамъ утромъ, для присоединенія къ отправляющимся въ С.-Петербургъ легкой (съ пассажирами) и тяжелой почтамъ.

c) Der Briefpost zwischen Libau und Memel:

Abgang aus Libau:
Montag, Donnerstag, 6 Uhr Abends;

Einlieferung in Immersatt:
Dienstag, Freitag, 2—3 Uhr früh;

Ankunft in Memel:
dieselben Tage, Morgens;
Abgang aus Memel:
Dienstag, Freitag, 8 Uhr Abends;

c) Легкая почта между Либавой и Мемелемъ будетъ:

Отходить изъ Либавы:
по понедѣльникамъ и четвергамъ, въ 6 часовъ вечера;
Передаваться въ Иммерзатѣ:
по вторникамъ и пятницамъ въ 2—3 часа утра;
Приходить въ Мемель:
по тѣмъ же днямъ, утромъ;
Отходить изъ Мемеля:
по вторникамъ и пятницамъ, въ 8 часовъ вечера;

Einlieferung in Polangen:
dieselben Tage, 11—12 Uhr Abends;

Ankunft in Libau:
Mittwoch, Sonnabend, Morgens.

Der Botenpost zwischen Georgenburg und Schmalleningken:

Abgang aus Georgenburg:
Dienstag, Freitag, 5 Uhr Nachmittags;

Ankunft in Schmalleningken:
dieselben Tage, 8 Uhr Abends;

Abgang aus Schmalleningken:
Dienstag, Freitag, 10 Uhr Vormittags;

Ankunft in Georgenburg:
dieselben Tage, 1 Uhr Nachmittags.

Die durch Polen transitirenden Briefpakete rden von den Russischen Post-Anstalten der- stalt abgefertigt werden, daß sie in Warschau n Anschluß an die nach Strzalkowo und Thorn gehenden Posten erreichen. Aus Preußen wird e Abfertigung in der Art erfolgen, daß die riefpakete mit der aus Warschau nach Wladi- ir abgehenden Post baldigst ihre Weiter- förderung erhalten können.

Artikel III.

Die Preussische Post-Verwaltung wird die iefposten, welche von Berlin nach dem Westen d Süden Europa's gehen, und von dorther Berlin eintreffen, mit der St. Petersburger urier-Post in bester Verbindung erhalten und nüht sein, solche Einrichtungen zu treffen, die Russischen Briefe nach und aus dem

Передаваться въ Поллангенѣ:
по тѣмъ же днямъ, въ 11 — 12 часовъ вечера;
Приходить въ Либаву:
по средамъ и субботамъ, утромъ.

d) Легкая почта между Юрбургомъ и Шмалленингкеномъ будетъ:

Отходить изъ Юрбурга:
по вторникамъ и пятницамъ, въ 5 часовъ по полудни;
Приходить въ Шмалленингкенъ:
по тѣмъ же днямъ, въ 8 часовъ вечера;
Отходить изъ Шмалленингкена:
по вторникамъ и пятницамъ, въ 10 часовъ утра;
Приходить въ Юрбургъ:
по тѣмъ же днямъ, въ часъ пополудни.

Пересылаемые транзитомъ чрезъ Царство Польское постъ-пакеты будутъ посылаться Россійскими почтовыми мѣстами въ Варшаву такимъ образомъ, чтобы они могли быть отправляемы съ отходящими оттуда въ Стржалково и Торнъ почтами. Изъ Пруссіи же таковые постъ-пакеты будутъ отправляться въ Варшаву такимъ образомъ, чтобы они немедленно могли быть оттуда отправляемы далѣе съ отходящими во Владиміръ почтами.

Статья III.

Прусское почтовое начальство обязывается, отправляемыя изъ Берлина въ Западную и Южную части Европы и оттуда въ Берлинъ приходящія почты, содержать въ ближайшей связи съ С.-Петербургскою экстра-почтою и сдѣлать распоряженіе, чтобы пересылка

b) Der Briefpost zwischen Mitau und Memel:

Abgang aus Mitau:
Montag, Freitag, 8 Uhr Abends, nach Ankunft der Personen-Post (leichten Post) und der Güter-Post (schweren Post) aus St. Petersburg;

Einlieferung in Immersatt:
Mittwoch, Sonntag, 2—3 Uhr früh;

Ankunft in Memel:
dieselben Tage, Morgens;
Abgang aus Memel:
Sonntag, Mittwoch, 8 Uhr Abends;

Einlieferung in Polangen:
dieselben Tage, 11—12 Uhr Abends;

Ankunft in Mitau:
Dienstag, Freitag, früh, zum Anschluß an die Personen- und Güter-Post nach St. Petersburg.

b) Легкая почта между Митавою и Мемелемъ будетъ:

Отходить изъ Митавы:
по понедѣльникамъ и пятницамъ въ 8 часовъ вечера, по прибытіи изъ С.-Петербурга почты съ пассажирами (легкой почты) и почты съ посылками (тяжелой почты);
Передаваться въ Иммерзатѣ:
по средамъ и воскресеньямъ въ 2 и 3 часа по полуночи:
Приходить въ Мемель:
по тѣмъ же днямъ утромъ;
Отходить изъ Мемеля:
по воскресеньямъ и средамъ, въ 8 часовъ вечера;
Передаваться въ Полангенѣ:
по тѣмъ же днямъ, въ 11 — 12 часовъ вечера;
Приходить въ Митаву:
по вторникамъ и пятницамъ утромъ, для присоединенія къ отправляющимся въ С.-Петербургъ легкой (съ пассажирами) и тяжелой почтамъ.

c) Der Briefpost zwischen Libau und Memel:

Abgang aus Libau:
Montag, Donnerstag, 6 Uhr Abends;

Einlieferung in Immersatt:
Dienstag, Freitag, 2—3 Uhr früh;

Ankunft in Memel:
dieselben Tage, Morgens;
Abgang aus Memel:
Dienstag, Freitag, 8 Uhr Abends;

c) Легкая почта между Либавой и Мемелемъ будетъ:

Отходить изъ Либавы:
по понедѣльникамъ и четвергамъ, въ 6 часовъ вечера;
Передаваться въ Иммерзатѣ:
по вторникамъ и пятницамъ въ 2—3 часа утра;
Приходить въ Мемель:
по тѣмъ же днямъ, утромъ;
Отходить изъ Мемеля:
по вторникамъ и пятницамъ, въ 8 часовъ вечера;

Einlieferung in Polangen:
dieselben Tage, 11—12 Uhr Abends;

Ankunft in Libau:
Mittwoch, Sonnabend, Morgens.

d) Der Botenpost zwischen Georgenburg und Schmalleningken:

Abgang aus Georgenburg:
Dienstag, Freitag, 5 Uhr Nachmittags;

Ankunft in Schmalleningken:
dieselben Tage, 8 Uhr Abends;

Abgang aus Schmalleningken:
Dienstag, Freitag, 10 Uhr Vormittags;

Ankunft in Georgenburg:
dieselben Tage, 1 Uhr Nachmittags.

Die durch Polen transitirenden Briefpakete werden von den Russischen Post-Anstalten dergestalt abgefertigt werden, daß sie in Warschau den Anschluß an die nach Strzalkowo und Thorn abgehenden Posten erreichen. Aus Preußen wird die Abfertigung in der Art erfolgen, daß die Briefpakete mit der aus Warschau nach Wladimir abgehenden Post baldigst ihre Weiterbeförderung erhalten können.

Передаваться въ Поллангенѣ:
по тѣмъ же днямъ, въ 11 — 12 часовъ вечера;
Приходить въ Либаву:
по средамъ и субботамъ, утромъ.

d) Легкая почта между Юрбургомъ и Шмалленингкеномъ будетъ:

Отходить изъ Юрбурга:
по вторникамъ и пятницамъ, въ 5 часовъ по полудни;
Приходить въ Шмалленингкенъ:
по тѣмъ же днямъ, въ 8 часовъ вечера;
Отходить изъ Шмалленингкена:
по вторникамъ и пятницамъ, въ 10 часовъ утра;
Приходить въ Юрбургъ:
по тѣмъ же днямъ, въ часъ пополудни.

Пересылаемые транзитомъ чрезъ Царство Польское постъ-пакеты будутъ посылаться Россійскими почтовыми мѣстами въ Варшаву такимъ образомъ, чтобы они могли быть отправляемы съ отходящими оттуда въ Стржалково и Торнъ почтами. Изъ Пруссіи же таковые постъ-пакеты будутъ отправляться въ Варшаву такимъ образомъ, чтобы они немедленно могли быть оттуда отправляемы далѣе съ отходящими во Владиміръ почтами.

Artikel III.

Die Preussische Post-Verwaltung wird die Briefposten, welche von Berlin nach dem Westen und Süden Europa's gehen, und von dorther in Berlin eintreffen, mit der St. Petersburger Courier-Post in bester Verbindung erhalten und bemüht sein, solche Einrichtungen zu treffen, daß die Russischen Briefe nach und aus dem

Статья III.

Прусское почтовое начальство обязывается, отправляемыя изъ Берлина въ Западную и Южную части Европы и оттуда въ Берлинъ приходящія почты, содержать въ ближайшей связи съ С.-Петербургскою экстра-почтою и сдѣлать распоряженіе, чтобы пересылка

westlichen Europa noch um einen ganzen Tag beschleunigt werden.

Artikel IV.

Wenn in der Folge von Seiten des einen oder des anderen Staats neue Cours-Einrichtungen beabsichtigt werden, welche in der Zahl der Posttage, oder in der Zeit der Einlieferung auf den Grenz-Stationen Abänderungen wünschenswerth erscheinen lassen, so werden die beiderseitigen Ober-Post-Behörden darüber in Communication treten, und so weit es ohne Nachtheil für die eigene Verwaltung und für das Publicum geschehen kann, in der diesfälligen Vereinigung sich willfährig beweisen.

Artikel V.

Sämmtliche Beförderungs-Kosten der Art. 1. sub Lit. a, b, c und d gedachten Posten werden von Russischer Seite bis zur ersten Preussischen und von Preussischer Seite bis zur ersten Russischen Grenz-Station des Courses getragen werden. Die Russischen Grenz-Stationen bleiben in Polangen, Tauroggen und Georgenburg, die Preussischen aber in Immersatt, Laugszargen und Schmalleningken aufgestellt. Eine Verlegung derselben kann nur mit beiderseitigem Einverständnisse Stat finden.

Die Kosten für den See-Transport der gegenseitigen Briefpakete, welche ihre Beförderung durch Dampfschiffe erhalten, werden in Gemeinschaft von Rußland und Preußen zu gleichen Theilen getragen. Die Kosten des Land-Transports dieser Briefpakete zwischen der ersten

писемъ изъ Россіи въ Западную Европу и обратно ускорилась еще однимъ днемъ.

Статья IV.

Если въ послѣдствіи времени которое-либо изъ договаривающихся государствъ вознамѣрится сдѣлать перемѣны въ нынѣшнемъ ходѣ почтъ и для сего представится нужнымъ измѣнить число дней отправленія почтъ, или время передачи оныхъ на пограничныхъ станціяхъ, то обоюдныя главныя почтовыя начальства войдутъ о томъ между собою въ сношеніе и изъявятъ готовность къ соглашеніямъ по сему предмету, поколику оныя не будутъ противны пользамъ собственныхъ управленій и публики.

Статья V.

Издержки по перевозкѣ почтъ, поименованныхъ въ статьѣ 1-й, подъ лит. a), b), c) и d) будутъ уплачиваемы: Россійскимъ Правительствомъ за все разстояніе по Россіи до первой прусской пограничной станціи; Прусскимъ же Правительствомъ за разстояніе по Пруссіи до первой россійской пограничной станціи. Россійскія пограничныя станціи остаются въ Полангенѣ, Таурогенѣ и Юрбургѣ, а Прусскія въ Иммерзатѣ, Лаугсцаргенѣ и Шмалленингкенѣ. Онѣ могутъ быть переведены въ другія мѣста не иначе, какъ по обоюдному на то согласію.

Издержки за перевозку моремъ обоюдныхъ постъ-пакетовъ, отправляемыхъ съ пароходами, будутъ уплачиваемы Россіею и Пруссіею вмѣстѣ по равнымъ частямъ. Издержки же за перевозку сихъ постъ-пакетовъ сухимъ путемъ,

Preussischen Post-Anstalt und dem Punkte der Küste, wo die Dampfschiffe an- und abfahren, fallen der Preussischen Post-Casse allein zur Last.

Für die durch Polen gehenden Briefpakete wird kein Transit-Porto bezahlt.

Artikel VI.

Die Stundenzettel, so wie die Verzeichnisse der Briefbeutel und Briefpakete werden nur bis zu derjenigen Post-Anstalt gehen, bis zu welcher jeder Theil die Post befördert. Nachdem sie mit dem nöthigen Vermerke über die Ankunft und über die Empfangnahme der Post versehen worden sind, sollen sie durch den zurückkehrenden Postillion sogleich zurück gesandt werden.

II. Von der Auslieferung der Correspondenz und der Spedition derselben.

Artikel VII.

Ausser der Correspondenz nach den Preussischen Staaten und denjenigen Orten Deutschlands, in denen sich Preussische Post-Anstalten befinden, wird Russischer Seits auch die Correspondenz nach den übrigen Deutschen Bundesstaaten (mit Ausnahme der zu Österreich gehörigen Länder) nach Dänemark, der Schweiz, den Niederlanden, Belgien, Frankreich, der pyrenäischen Halbinsel, nach Großbritanien und Irland, nach den Kolonien dieser Länder und nach Amerika, an Preußen ausgeliefert werden, insofern dieselbe auf anderen Wegen nicht schneller und billiger befördert werden kann.

между тѣмъ пунктомъ морскаго берега, гдѣ пристаютъ и отправляются пароходы, и первымъ прусскимъ почтовымъ мѣстомъ, имѣютъ быть уплачиваемы изъ прусской почтовой казны.

За пересылку постъ-пакетовъ чрезъ Царство Польское транзитнаго порта платиться не будетъ.

Статья VI.

Подорожныя и реестры почтовымъ сумкамъ и постъ-пакетамъ будутъ посылаемы каждымъ изъ договаривающихся государствъ до того только пограничнаго почтоваго мѣста, до котораго они взаимно обязаны перевозить почты. Сіи подорожныя и реестры, по учиненіи на нихъ надлежащихъ отмѣтокъ о времени прибытія и принятія почты, будутъ немедленно отсылаться обратно съ сопровождавшимъ почту почталіономъ.

II. О передачѣ и пересылкѣ корреспонденціи.

Статья VII.

Кромѣ корреспонденціи, слѣдующей въ прусскія владѣнія и въ тѣ мѣста Германіи, въ которыхъ учреждены прусскія почтовыя конторы, Россія будетъ передавать Пруссіи и ту корреспонденцію, которая адресована въ другія земли Германскаго Союза (исключая принадлежащія Австріи), а также въ Данію, въ Швейцарію, въ Нидерландское Королевство, въ Бельгію, во Францію, на Пиренейскій полуостровъ, въ Великобританію и Ирландію, въ колоніи сихъ государствъ и въ Америку, если корреспонденцію сію нельзя будетъ пересылать скорѣе и дешевле другими путями.

Sämmtliche nach Rußland bestimmte Correspondenz, welche in dem Preussischen Post-Verwaltungsbezirke zur Post kömmt, oder den Preussischen Posten aus fremden Ländern zugeht, wird von Preußen an Rußland ausgeliefert.

Пруссія будетъ передавать Россіи всю адресованную въ сіе послѣднее государство корреспонденцію, какъ подаваемую въ прусскія почтовыя мѣста, такъ и получаемую въ оныхъ изъ другихъ иностранныхъ государствъ.

Artikel VIII.

Neben den Posten, welche die Verbindung zu Lande bewirken, werden auch die Dampfschiffe zur Versendung der im vorhergehenden Artikel gedachten Correspondenz aus und nach Rußland benutzt werden, insofern dadurch die Überkunft derselben beschleunigt wird, oder insofern die Beförderung mittelst Dampfschiffes durch einen Vermerk auf der Adresse des Briefes von dem Absender ausdrücklich verlangt worden ist.

Findet die Beförderung durch Dampfschiffe statt, welche zwischen der Russischen Küste und einem Deutschen oder Schleswigschen Ostsee-Hafen fahren, so wird die Auswechselung der gedachten Correspondenz ebenfalls unmittelbar zwischen den Russischen und Preussischen Post-Anstalten erfolgen. Dagegen hat Preußen weder auf die Auslieferung noch auf einen Portogenuß von solchen Briefen Anspruch, welche mit Dampfschiffen befördert werden, die nicht zur Verbindung zwischen Rußland und einem Deutschen oder Schleswigschen Ostsee-Hafen dienen, namentlich also auch nicht auf diejenige Correspondenz, welche ihre Beförderung mit Dampfschiffen erhält, die aus den Russischen Häfen direct nach Kopenhagen oder nach der Nordsee gehen, oder von daher nach Rußland kommen.

Статья VIII.

Поименованная въ предыдущей статьѣ корреспонденція, какъ въ Россію слѣдующая, такъ и изъ Россіи отправляемая, будетъ пересылаться не только съ сухопутными почтами, но и съ пароходами, если симъ способомъ она будетъ доставляться скорѣе или же подаватели писемъ, дѣлаемою на нихъ надписью, будутъ именно требовать отправленія оныхъ съ пароходами.

Корреспонденція, посылаемая на пароходахъ между россійскими и нѣмецкими или шлезвигскими портами въ Балтійскомъ морѣ, будетъ также непосредственно передаваться Россійскими почтовыми мѣстами прусскимъ почтовымъ конторамъ и обратно. Но во взаимство сего, Пруссія не будетъ требовать передачи ей такихъ писемъ, которыя посылаются на пароходахъ, не служащихъ для сообщеній между Россіею и которымъ-либо изъ нѣмецкихъ или шлезвигскихъ портовъ въ Балтійскомъ морѣ, а именно корреспонденціи пересылаемой съ пароходами изъ россійскихъ портовъ прямо въ Копенгагенъ или Нѣмецкое море и обратно, отказываясь отъ требованія всякой за корреспонденцію сію платы.

Artikel IX.

Die Beförderung der landwärts gehenden Correspondenz findet durch die Posten statt, welche die unmittelbare Verbindung zwischen

Статья IX.

Пересылка корреспонденціи сухимъ путемъ будетъ производиться съ почтами, служащими для непосредствен-

Rußland und Preußen bewirken, und es erfolgt die Auslieferung von Russischer Seite resp. in Immersatt, Laugszargen und Schmalleningken und von Preussischer Seite resp. in Polangen, Tauroggen und Georgenburg. Eine Ausnahme hiervon macht jedoch die Correspondenz nach und aus den Gouvernements: Wolhynien, Podolien, Bessarabien, Cherson, Taurien und Kiew, welche, in so weit dadurch eine beschleunigte Überkunft erreicht wird, in verschlossenen Briefpaketen durch das Königreich Polen befördert werden soll.

Die Correspondenz, welche die Russischen und Preussischen Post-Anstalten seewärts sich zusenden, erhält ihre Beförderung mit den zur Zeit zwischen der Russischen Ostsee-Küste und Travemünde fahrenden Dampfschiffen. Sollte in der Folge eine Dampfschiff-Verbindung zwischen der gedachten Küste und einem anderen Deutschen oder Schleswigschen Ostsee-Hafen eröffnet werden, so wird diese neue Verbindung nach Maßgabe der in Art. 8 enthaltenen Bestimmung ebenfalls zur gegenseitigen Correspondenz-Auswechselung benutzt werden, von welchen jedoch die Dänische Correspondenz aus und nach Rußland in dem Falle, daß der Deutsche Hafen ein Dänischer (Holsteinscher oder Schleswigscher) selbst ist, ausgeschlossen wird, und die unmittelbaren Auslieferung zwischen den Russischen und Dänischen Post-Anstalten vorbehalten bleibt.

Artikel X.

Zum Zwecke der Zusendung der Correspondenz soll ein Kartenwechsel Statt finden:

ныхъ сообщеній между Россіею и Пруссіею. Россія будетъ передавать корреспонденцію свою Пруссіи въ Иммерзаттѣ, Лаугсцаргенѣ и Шмаленингкенѣ; Пруссія же будетъ передавать свою корреспонденцію Россіи въ Полангенѣ, Таурогенѣ и Юрбургѣ. Изъ сего изъемлется однако корреспонденція, слѣдующая въ губерніи: Волынскую, Подольскую, Херсонскую, Таврическую и Кіевскую, а также въ Бессарабскую Область, и изъ всѣхъ этихъ мѣстъ въ чужіе края посылаемая, которая будетъ отправляема въ закрытыхъ постъ-пакетахъ чрезъ Царство Польское, если доставка оной отъ сего ускорится.

Корреспонденція, отправляемая моремъ изъ россійскихъ почтовыхъ мѣстъ въ Пруссію и обратно, будетъ посылаться съ паровыми судами, ходящими нынѣ между россійскими берегами Балтійскаго моря и Травемюнде. Если же въ послѣдствіи времени откроется пароходное сообщеніе между помянутыми берегами и какимъ-либо другимъ нѣмецкимъ или шлезвигскимъ портомъ въ Балтійскомъ морѣ, въ такомъ случаѣ и по сему новому направленію будетъ взаимно пересылаться корреспонденція на изложенныхъ въ VIII статьѣ основаніяхъ. Изъ сего изъемлется Датская корреспонденція, которая, въ случаѣ если помянутый портъ будетъ датскій (Голстинскій или Шлезвигскій), имѣетъ передаваться непосредственно между Россійскими и Датскими почтовыми мѣстами.

Статья X.

Для взаимной пересылки корреспонденціи установляется размѣнъ почтовыхъ реестровъ:

a) mittelst der Landposten:

1. zwischen St. Petersburg und Riga einer-, Tilsit, Memel, Berlin, Hamburg, Aachen und Emmerich andererseits,

2. zwischen Moskau und Tilsit,
3. zwischen Narwa und Tilsit,
4. zwischen Libau und Memel,
5. zwischen Mitau einer-, Memel und Tilsit andererseits,

6. zwischen Polangen und Memel,

7. zwischen Tauroggen einer-, Laugszargen und Tilsit andererseits,

8. zwischen Wilna und Tilsit,
9. zwischen Georgenburg einer-, Schmalleningken und Tilsit andererseits,

10. zwischen Wladimir und Schitomir einer-, Strzalkowo, Posen, Berlin und Thorn andererseits.

b) mittelst der Dampfschiffe:

1. zwischen St. Petersburg einer-, Lübeck und Hamburg andererseits,

2. von Kronstadt nach Lübeck und Hamburg.

Die Kartenschlüsse, welche mit den Landposten ihre Beförderung erhalten, werden regelmäßig posttäglich abgesandt, und müssen, im Falle an einem Posttage keine Briefe abzufertigen sind, Vacat-Karten mitgegeben werden. Die mit den Dampfschiffen befördert werdenden Kartenschlüsse werden ebenfalls regelmäßig an den Tagen, wo die Schiffe abgehen, abgesandt, und findet

а) При отправленіи корреспонденціи съ сухопутными почтами:

1) Между С.-Петербургомъ и Ригою съ одной стороны и Тильзитомъ, Мемелемъ, Берлиномъ, Гамбургомъ, Ахеномъ и Эммерихомъ съ другой,
2) Между Москвою и Тильзитомъ,
3) Между Нарвою и Тильзитомъ,
4) Между Либавою и Мемелемъ,
5) Между Митавою съ одной и Мемелемъ и Тильзитомъ съ другой стороны,
6) Между Полангеномъ и Мемелемъ,
7) Между Таурогеномъ съ одной и Лаугсцаргеномъ и Тильзитомъ съ другой стороны,
8) Между Вильною и Тильзитомъ,
9) Между Юрбургомъ съ одной стороны и Шмаленингкеномъ и Тильзитомъ съ другой,
10) Между Владиміромъ и Житоміромъ съ одной стороны и Стржалково, Познанью, Берлиномъ и Торномъ съ другой.

б) При отправленіи корреспонденціи на пароходахъ:

1) Между С.-Петербургомъ съ одной и Любекомъ и Гамбургомъ съ другой стороны,
2) Изъ Кронштадта въ Любекъ и Гамбургъ.

Почтовые реестры, посылаемые съ сухопутными почтами, отправляются регулярно каждую почту и, въ случаѣ неимѣнія писемъ для отправленія въ какой-либо почтовый день, имѣютъ быть посылаемы реестры съ пробѣлами (Vacat-Karten). Пересылаемые съ пароходами почтовые реестры отсылаются

auch hier eventualiter die Mitgabe von Vacat-Karten statt.

Die Russischen Post-Anstalten werden sich bei Anfertigung der Karten der Deutschen oder Lateinischen Schriftzeichen bedienen.

Eine Vermehrung oder Verminderung der Kartenschlüsse, welche von den Umständen bedingt wird, bleibt vorbehalten.

Artikel XI.

Zur Vermeidung unrichtiger Spedition werden Tabellen angefertigt werden, aus denen ersichtlich ist, welche Correspondenz mit einem jeden Kartenschlusse abzusenden ist, und sollen diese Tabellen den betheiligten Post-Anstalten zur Richtschnur mitgetheilt werden.

Wird durch veränderten Postenlauf im Innern des Landes eine andere Spedition erforderlich, so werden sich die beiderseitigen Postbehörden davon in Kenntniß setzen.

III. Von den Briefporto-Taxen, den gegenseitigen Vergütungen, der Frankirung und der Abrechnung.

Artikel XII.

Das Grenzporto, welches bisher dem Haupt-Porto zugeschlagen worden ist, soll wegfallen, und soll von jedem Theile das Porto nur von und resp. bis zu seiner Grenz-Station berechnet werden.

также постоянно въ назначенныя для отправленія пароходовъ дни, съ тѣмъ же условіемъ, чтобы, въ случаѣ неимѣнія писемъ, также посылались реестры съ пробѣлами.

Россійскія почтовыя мѣста будутъ писать реестры нѣмецкими или латинскими буквами.

Число почтовыхъ мѣстъ, между которыми установляется пересылка почтовыхъ реестровъ, можетъ быть увеличено и уменьшено, соображаясь съ обстоятельствами.

Статья XI.

Въ отвращеніе неправильнаго направленія корреспонденціи, заготовлены и сообщены будутъ подлежащимъ почтовымъ конторамъ, для руководства, таблицы, объясняющія, въ какія почтовыя мѣста, съ какою именно корреспонденціею адресовать постъ-пакеты.

Если отъ измѣненія хода почтъ внутри обоихъ государствъ понадобится измѣнить направленіе присылаемой въ оное изъ-за границы корреспонденціи, въ такомъ случаѣ обоюдныя почтовыя управленія обязываются взаимно извѣщать о томъ другъ друга.

III. О письменной таксѣ, взаимныхъ платежахъ, о франкированіи и о разсчетахъ.

Статья XII.

Пограничный портъ, который до селѣ взимался сверхъ главнаго, уничтожается, и каждая изъ договаривающихся сторонъ будетъ расчитывать плату за письма только за разстояніе по своимъ предѣламъ, до и отъ послѣдней пограничной своей станціи.

Artikel XIII.

Damit zwischen einer jeden Russischen und Preussischen Post-Anstalt immer nur ein und derselbe Porto-Satz in Anwendung komme, gleichviel, ob die Beförderung des Briefes auf diesem oder jenem Wege, zu Lande oder zur See Statt findet, soll die Porto-Berechnung für die gesammte Correspondenz zwischen Rußland und dem Preussischen Post-Bezirke, die Local-Correspondenz der Grenz-Post-Anstalten allein ausgenommen, in der Art bewirkt werden, daß ohne alle Rücksicht auf die Spedition:

das Preussische Porto bis und von Laugszargen und das Russische Porto bis und von Tauroggen in Ansatz kommt.

Artikel XIV.

Das Russische Porto bis und von Tauroggen soll nach denjenigen Porto-Tarif, welcher jetzt für die inländische Correspondenz besteht oder für letztere künftig gegeben werden möchte, erhoben und berechnet werden.

Der einfache Briefportosatz findet bis incl. 1 Loth Preussisches Gewicht Anwendung. Bei schwererem Gewicht kommt für jedes fernere halbe Loth Preussisches Gewicht halbfaches Porto mehr in Ansatz mit der Maßgabe, daß das geringste Übergewicht für die Anwendung der höheren Tarstufe entscheidet.

Es ist also zu erheben für Briefe bis zur Schwere:

von 1 Loth (Preussisches Gewicht) incl. einfaches Porto.
über 1 bis 1½ Loth 1½ faches Porto.
„ 1½ „ 2 „ 2 „ „

Статья XIII.

Дабы всѣ почтовыя мѣста въ Россіи и въ Пруссіи, при исчисленіи платы за пересылаемыя другъ другу письма, принимали въ расчетъ всегда одинаковыя портовыя деньги, несмотря на то, по какому тракту письма отправляются, сухимъ путемъ или водою, постановляется, чтобы портовыя деньги за всю корреспонденцію, пересылаемую между Россіею и прусскими почтовыми мѣстами, за изъятіемъ только мѣстной корреспонденціи между пограничными почтовыми конторами, расчитывались при всякомъ образѣ отправленія:

со стороны Пруссіи, за разстояніе до и отъ Лаугсцаргена, а со стороны Россіи, за разстояніе до и отъ Таурогена.

Статья XIV.

Слѣдующія Россіи портовыя деньги за перевозку писемъ до и отъ Таурогена имѣютъ быть расчитываемы и взимаемы по нынѣ существующей тамъ или впредь имѣющей быть изданной таксѣ для внутренней корреспонденціи.

За письма, вѣсомъ до одного прусскаго лота включительно, имѣютъ быть взимаемы одинакія вѣсовыя деньги. За письма же бо̀льшаго вѣса будутъ прибавляться за каждый лишній прусскій полулотъ половинныя вѣсовыя; при чемъ постановляется, что малѣйшій перевѣсъ возвышаетъ степень платы.

Такимъ образомъ будетъ взиматься за письма вѣсомъ:

До одного лота включительно (прусскаго вѣса) одинакія вѣсовыя.
Отъ 1 до 1½ лота. . 1½ вѣсов.
„ 1½ „ 2 „ . 2 „

über 2 bis 2½ Loth 2½-faches Porto.
„ 2½ „ 3 „ 3 „ „
u. s. f., für jedes halbe Loth Mehrgewicht ein halbfacher Portosatz mehr.

Die Erhebung und Berechnung des Preussischen Portos bis und von Laugszargen soll in der Art bewirkt werden, daß für den einfachen Brief auf eine Entfernung

		bis	2	Meilen	1	Sgr.
über	2	„	4	„	1½	„
„	4	„	7	„	2	„
„	7	„	10	„	2½	„
„	10	„	20	„	3	„
„	20	„	40	„	4	„
„	40	„	60	„	5	„
„	60	„	80	„	6	„
„	80	„	100	„	7	„
„	100	„	120	„	8	„
„	120	„	140	„	9	„
„	140			„	10	„

in Ansatz kömmt.

Das Gewicht des einfachen Briefes soll eben so wie bei dem Russischen Porto zu 1 Loth (Preussisches Gewicht) inclusive angenommen und für schwerere Briefe auf jedes fernere halbe Loth ein halber Briefportosatz mehr erhoben werden, also

bis 1 Loth incl. . . . einfaches Briefporto
über 1 bis 1½ Loth 1½-faches „
„ 1½ „ 2 „ 2 „ „
„ 2 „ 2½ „ 2½ „ „
„ 2½ „ 3 „ 3 „ „
u. s. w., für jedes halbe Loth Mehrgewicht ein halbfacher Briefporto-Satz mehr. Im Übrigen finden die bei der Preussischen Briefpost geltenden allgemeinen Tarirungs-Normen Anwendung.

От 2 до 2½ лота. 2½ вѣсов.
„ 2½ „ 3 „ 3 „
(и т. д.) прибавляя на каждый лишній полулотъ половинныя вѣсовыя.

Слѣдующія Пруссіи портовыя деньги за перевозку писемъ до и отъ Лаугсцаргена будутъ расчитываемы и взымаемы за одинакія письма, смотря по разстояніямъ мѣстъ, на слѣдующемъ основаніи:

За разстояніе до		2	миль	1	сер.	грош.
свыше	2	„ 4	„	1½	„	„
„	4	„ 7	„	2	„	„
„	7	„ 10	„	2½	„	„
„	10	„ 20	„	3	„	„
„	20	„ 40	„	4	„	„
„	40	„ 60	„	5	„	„
„	60	„ 80	„	6	„	„
„	80	„ 100	„	7	„	„
„	100	„ 120	„	8	„	„
„	120	„ 140	„	9	„	„
„	140	„ —	„	10	„	„

Вѣсъ одинакаго письма опредѣляется, какъ и при взиманіи россійскихъ вѣсовыхъ денегъ, до одного прусскаго лота, включительно. За письма же большаго вѣса плата будетъ также увеличиваться половинными портовыми за каждый лишній полулотъ.

Такимъ образомъ будутъ взиматься за письма:

До 1 лота, включ. одинакія портовыя
свыше 1 до 1½ . 1½ „
„ 1½ „ 2 . 2 „
„ 2 „ 2½ . 2½ „
„ 2½ „ 3 . 3 „
и т. д., прибавляя за каждый лишній полулотъ половинныя портовыя. Впрочемъ соблюдаемы будутъ правила, существующія въ Пруссіи для взиманія портовыхъ денегъ за письма.

Nach denselben wird das Briefporto lediglich nach dem Gesammtgewichte eines jeden Briefes erhoben, und es dürfen daher etwaige Einlagen, sie mögen versiegelt sein oder nicht, wenn sie von einem und demselben Absender an einen oder verschiedene Empfänger gerichtet sind, in keinem Falle einzeln mit der Briefporto-Taxe belegt werden.

По симъ правиламъ плата за письма взимается по гуртовому вѣсу каждаго письма; а потому если въ таковыхъ письмахъ будутъ находиться вложенія запечатанныя или незапечатанныя, адресованныя отъ одного и того же подавателя на имя одного или нѣсколькихъ получателей, то сіи вложенія ни въ какомъ случаѣ не облагаются платою отдѣльныхъ портовыхъ денегъ.

Dagegen ist nicht erlaubt, Einlagen an die Post-Anstalten zum Vertheilen zu adressiren. Geschieht solches dennoch, so wird jede Einlage besonders austarirt.

При семъ не дозволяется однакожъ адресовать въ какое-либо почтовое мѣсто пакеты со вложеніемъ писемъ для раздачи. Въ подобныхъ случаяхъ каждое изъ вложенныхъ въ тѣ пакеты писемъ облагается отдѣльно платою портовыхъ и вѣсовыхъ денегъ.

Hiernach modificiren sich die Bestimmungen des Art. XV des Vertrages vom 12. (24.) December 1821.

Симъ измѣняются постановленія статьи XV конвенціи 12 (24) декабря 1821 года.

Artikel XV.

Jede der beiden Post-Verwaltungen bezieht das Porto von dem inländischen Abgangs-Orte bis zu dem oben festgesetzten inländischen Grenz-Punkte, und von diesem Punkte bis zu dem inländischen Bestimmungsorte.

Статья XV.

Каждое изъ обоихъ почтовыхъ начальствъ взимаетъ въ свою пользу слѣдующія за письма деньги за разстояніе отъ мѣста отправленія письма внутри государства до приведеннаго выше туземнаго пограничнаго пункта и обратно отъ сего пункта до внутренняго мѣста назначенія.

Artikel XVI.

Sollte während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages der allgemeine Preussische Porto-Tarif eine solche Ermäßigung erleiden, daß danach das Porto niedriger, als nach der vorstehenden Skala zu stehen kömmt, so wird diese Ermäßigung auch der Correspondenz nach und aus Rußland zu gut kommen, insofern man Russischer Seits zur Annahme der Gewichts-Normen geneigt ist, welche dieser neue Briefporto-Tarif feststellt.

Статья XVI.

Если въ продолженіе дѣйствія сего дополнительнаго акта общая письменная такса въ Пруссіи будетъ понижена до такой стенени, что плата за письма по новой таксѣ уменьшится противу изъясненнаго выше размѣра, то сіе уменьшеніе распространено будетъ и на корреспонденцію, посылаемую въ Россію и обратно, ежели со стороны Россіи изъявлено будетъ согласіе принять постановленныя новою письменною таксою прогрессіи вѣса.

Umgekehrt soll eine etwaige Ermäßigung des Russischen Porto-Tarifs für die inländische Correspondenz auch auf die Russischen Briefe nach und aus Preußen, so wie auf die durch Preußen transitirenden Russischen Briefe Anwendung finden.

Равнымъ образомъ могущее послѣдовать въ Россіи пониженіе внутренней письменной таксы распространится и на письма, посылаемыя изъ Россіи въ Пруссію и чрезъ Пруссію въ другія государства и обратно.

Artikel XVII.

Für die Local-Correspondenz von Polangen nach Memel, von Tauroggen nach Laugszargen und von Georgenburg nach Schmalleningken soll das Porto mit 3 Kopeken Silber, für die Local-Correspondenz von Memel nach Polangen, von Laugszargen nach Tauroggen und von Schmalleningken nach Georgenburg aber mit 1 Silbergroschen für den einfachen Brief berechnet werden und zwar unter Anwendung der allgemeinen Tarirungs-Grundsätze, welche für die übrige Correspondenz zwischen Rußland und dem Preussischen Post-Bezirke gelten. Das Porto für diese Local-Correspondenz, mag sie frankirt oder unfrankirt abgesandt werden, wird ungetheilt von der absendenden Post-Anstalt bezogen.

Zur Vermeidung eines jeden Mißverständnisses wird hiermit bestimmt, daß unter obiger Local-Correspondenz nur diejenigen Briefe verstanden werden, welche in einer der gedachten Grenz-Post-Anstalten aufgegeben und nach der gegenüberliegenden fremden Grenz-Post-Anstalt gerichtet sind, und nicht über diese hinaus nach einer anderen Post-Anstalt gehen.

Статья XVII.

За мѣстную корреспонденцію изъ Полангена въ Мемель, изъ Таурогена въ Лаугсцаргенъ и изъ Юрбурга въ Шмалленингкенъ имѣетъ быть взимаемо съ каждаго одинакого письма — по 3 копѣйки серебромъ, а за мѣстную корреспонденцію изъ Мемеля въ Поллангенъ, изъ Лаугсцаргена въ Таурогенъ и изъ Шмалленингкена въ Юрбургъ — по 1 серебряному грошу, съ соблюденіемъ общихъ правилъ о прогрессіи вѣса, установленныхъ для прочей корреспонденціи между Россіею и прусскими почтовыми конторами. Плата за сію мѣстную корреспонденцію, не смотря на то, франкирована она или нѣтъ, остается сполна въ пользу того почтоваго мѣста, изъ котораго сія корреспонденція отправлена будетъ.

Для отвращенія всякаго недоразумѣнія симъ постановляется, что подъ названіемъ вышеупомянутой мѣстной корреспонденціи надлежитъ разумѣть тѣ только письма, которыя будутъ подаваемы въ одно изъ поименованныхъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ для отправленія въ противулежащее иностранное пограничное почтовое мѣсто, а не въ какое-либо дальнѣйшее.

Artikel XVIII.

Für die durch Preußen transirende Correspondenz nach und aus Rußland werden für die Beförderung durch Preußen folgende Sätze

Статья XVIII.

За перевозку по прусскимъ владѣніямъ корреспонденціи, проходящей транзитомъ чрезъ Пруссію въ Россію

für den einfachen Brief in Ansatz gebracht werden.

Für die Correspondenz nach und aus:

1. Baden . . . . . 9 Sgr.
2. Bayern, Würtemberg und den Hohenzollernschen Fürstenthümer 8 „
3. Belgien . . . . . 10 „
4. Braunschweig . . . . . 8 „
5. Den Dänischen Staaten und dem Fürstenthum Lübeck . . . 8 „
6. Frankreich und der pyrenäischen Halbinsel . . . . . 10 „
7. Hannover . . . . . 8 „
8. Dem Königreich der Niederlande 10 „
9. Mecklenburg-Strelitz . . . . 7 „
10. Mecklenburg-Schwerin . . . 8 „
11. Oldenburg, exclusive Lübeck und Birkenfeld . . . . . 9 „
12. Königreich Sachsen . . . . 7 „
13. Der Schweiz . . . . . 9 „
14. Dem Fürstlich Thurn und Tarischen Post-Bezirk . . . . . 8 „
15. Großbritanien und Irland, so wie Amerika und den Colonien sowohl bei der Spedition über Hamburg, als auch bei der Spedition über Rotterdam und Ostende . . . . . 9 „

и обратно, будетъ взиматься за каждое одинакое письмо слѣдующая плата.

За корреспонденцію изъ Россіи въ нижепоименованныя земли и обратно, а именно:

1) Въ Баденъ . . . по 9 сер. гр.
2) Въ Баварію, Виртембергъ и Гогенцоллернскія княж. „ 8 „ „
3) Въ Бельгію. . . „ 10 „ „
4) Въ Брауншвейгъ . „ 8 „ „
5) Въ Датскія владѣнія и княжество Любское. . . . „ 8 „ „
6) Во Францію и на Пиренейскій полуостровъ . . . . „ 10 „ „
7) Въ Ганноверъ . . „ 8 „ „
8) Въ королевство Нидерландское . . „ 10 „ „
9) Въ Мекленбургъ-Стрелицъ . . . „ 7 „ „
10) Въ Мекленбургъ-Шверинъ . . . „ 8 „ „
11) Въ Ольденбургъ, исключая Любекъ и Биркенфельдъ . „ 9 „ „
12) Въ королевство Саксонское. . . „ 7 „ „
13) Въ Швейцарію . „ 9 „ „
14) Въ княж. Турнъ-Таксійскій почтовый округъ . . „ 8 „ „
15) Въ Великобританію и Ирландію, а также въ Америку и Колоніи, при отправленіи туда корреспонденціи какъ чрезъ Гамбургъ, такъ и чрезъ Ротердамъ и Остенде „ 9 „ „

Auf diese Transitporto-Sätze finden die allgemeinen Preussischen Tarirungs-Grundsätze Anwendung, jedoch mit der Modification, daß auch hier das Gewicht des einfachen Briefes zu einem vollen Preussischen Lothe angenommen wird, und die schwereren Briefe nur derjenigen Tarirung unterworfen sein werden, welche für die Preussische Correspondenz nach und aus Rußland Art. 14 stipulirt worden ist.

Wenn der Preussische Porto-Tarif eine solche Herabsetzung erfahren sollte, daß danach das Porto von einem Preussischen Grenzpunkte zum andern weniger als die vorstehend angegebenen Sätze betragen sollte, so wird die transitirende Russische Correspondenz an dieser Ermäßigung unter der im Art. 16 enthaltenen Bedingung ebenfalls Theil nehmen.

Außer dem Preussischen Transit-Porto wird Russischer Seits das fremde Porto vergütet werden, welches auf den durch Preußen nach Rußland gehenden unfrankirten Briefen haftet. Ebenso wird Russischer Seits für die Briefe aus Rußland, welche über Preußen hinaus frankirt sind, oder frankirt werden müssen, außer dem Preussischen Transit-Porto auch derjenige Betrag, welcher als Weiter-Franko erforderlich ist, vergütet werden.

Damit die Erhebung dieses Porto's von den Russischen Correspondenten und die Vergütung desselben an die Preussische Post-Verwaltung möglichst vereinfacht werde, soll für jeden fremden Staat (den Fürstlich Thurn und Tarischen Post-Bezirk gleichfalls als einen Staat betrachtet) Ein Portosatz unter Anwendung des im Art. 14 bestimmten Brief- und Progressions-

Сія транзитная плата имѣетъ быть исчисляема по существующимъ въ Пруссіи общимъ правиламъ о прогрессіи вѣса, съ тѣмъ однако измѣненіемъ, что и тутъ вѣсъ одинакого письма полагается въ полный прусскій лотъ, и плата за письма, имѣющія болѣе этого вѣса, будетъ увеличиваема только въ томъ размѣрѣ, какой постановленъ въ статьѣ 14-й для прусской корреспонденціи въ Россію и обратно.

Если прусская письменная такса уменьшена будетъ, такъ что плата за письма отъ одного прусскаго пограничнаго пункта до другаго составлять будетъ менѣе противъ того, что означено выше, то сіе уменьшеніе распространено будетъ и на проходящую транзитомъ чрезъ Пруссію русскую корреспонденцію согласно съ условіемъ, заключающимся въ статьѣ 16-й.

За пересылаемыя чрезъ Пруссію въ Россію нефранкированныя письма изъ другихъ иностранныхъ государствъ Россія будетъ платить Пруссіи, кромѣ слѣдующаго ей транзитнаго порта, и причитающіяся тѣмъ государствамъ портовыя деньги. Равномѣрно за письма изъ Россіи, которыя франкированы или должны быть франкированы чрезъ Пруссію далѣе, Россія обязывается платить, сверхъ прусскаго транзитнаго порта, и то, чего будетъ стоить дальнѣйшее франкированіе тѣхъ писемъ.

Дабы по возможности упростить взиманіе означенныхъ платежей съ русскихъ корреспондентовъ и переводъ оныхъ прусскому почтовому начальству, уставленъ будетъ, по взаимному обоюдныхъ почтовыхъ начальствъ соглашенію, одинъ портъ за письма для каждаго изъ иностранныхъ госу-

Gewichts von beiden Postverwaltungen gemeinschaftlich festgestellt und in Rußland öffentlich bekannt gemacht werden.

Nach einjähriger Anwendung dieser Sätze soll eine Revision derselben nach geführten Notizen und die definitive Feststellung derselben durch Verständigung der beiderseitigen Ober-Post-Behörden in der Art Statt finden, daß dadurch die Beträge im Ganzen vollständig gedeckt werden, welche den fremden Staaten nach ihren Spezial-Tarifen für die Russische Correspondenz von Preußen wirklich zufließen.

Wenn die Brief-Taxe des einen oder des anderen fremden Staats so verändert — erhöhet oder herabgesetzt — wird, daß der auf obige Weise festgestellte Briefporto-Satz nicht mehr paßt, so wird der neue Porto-Satz nach den veränderten Verhältnissen gemeinschaftlich ermittelt und festgestellt werden.

Artikel XIX.

Die beiderseitigen Post-Verwaltungen werden sich die nach Maßgabe der vorstehenden Festsetzungen anzufertigenden Briefporto-Taxen spätestens acht Wochen vor Einführung derselben mittheilen. Beide Ober-Post-Behörden verpflichten sich die Einhaltung dieser Taxen auf das Strengste zu überwachen.

дарствъ (считая княжескій Турнъ-Таксійскій почтовый округъ также за одно отдѣльное государство). О количествѣ сего порта, который будетъ взиматься съ соблюденіемъ постановленныхъ въ статьѣ 14-й правилъ о прогрессіи вѣса писемъ, объявится въ Россіи во всеобщее свѣдѣніе.

Черезъ годъ по введеніи этого порта приступлено будетъ къ его повѣркѣ по полученнымъ ближайшимъ свѣдѣніямъ и къ окончательному его утвержденію по соглашенію обоюдныхъ главныхъ почтовыхъ начальствъ въ такомъ размѣрѣ, чтобы сей портъ вполнѣ покрывалъ дѣйствительныя издержки Пруссіи на удовлетвореніе другихъ иностранныхъ государствъ, по ихъ особымъ таксамъ, за перевозку русской корреспонденціи.

Если письменная такса въ которомъ либо изъ сихъ государствъ измѣнится, т. е. будетъ возвышена или уменьшена, такъ что опредѣленный вышесказаннымъ образомъ портъ для каждаго иностраннаго государства не будетъ болѣе соотвѣтствовать своей цѣли, то, по обоюдному соглашенію, будетъ назначенъ другой портъ, сообразный измѣнившимся обстоятельствамъ.

Статья XIX.

Оба почтовыя начальства взаимно обязываются составить, на основаніи изложенныхъ выше постановленій, вѣсовыя письменныя таксы и сообщить ихъ другъ другу не позже, какъ за восемь недѣль до приведенія ихъ въ дѣйство. Оба главныя почтовыя управленія принимаютъ на себя строжайшій надзоръ за соблюденіемъ сихъ таксъ.

Artikel XX.

Die Russischen Post-Anstalten setzen das Russische Porto in Silber-Kopeken an und vergüten in dem Falle, wenn die Briefe frankirt sind, das Porto für Preußen und über die Preussische Grenze hinaus in Silbergroschen, wovon 30 Stück einen Preussischen Thaler betragen. Die Preussischen Post-Anstalten hingegen setzen das Preussische Porto und die etwaigen Auslagen in Silbergroschen an und vergüten in Franco-Fällen das Russische Porto in Silber-Kopeken. In gleicher Art werden die Porto-Auslage und Franco-Beträge auf den Adressen der Briefe vermerkt.

Die bisherige Berechnungsweise nach sogenannten Preussischen Groschen, von denen 90 Stück zu einem Thaler angenommen wurden, hört ganz auf.

Artikel XXI.

Die Reduction der Preussischen Silbergroschen in Russische Silber-Kopeken Behufs der von den Russischen Correspondenten zu zahlenden, an die Preussische Post in Silbergroschen zu leistenden Porto-Vergütungen auf die frankirt aus Rußland abgehenden und unfrankirt nach Rußland kommenden Briefe wird in der Art Statt finden, daß $3^1/_4$ Silber-Kopeken für einen Silbergroschen vom Russischen Publico erhoben werden.

Artikel XXII.

So weit als es die Verhältnisse zu den fremden Staaten gestatten, soll es freigestellt sein, die Correspondenz unfrankirt, ganz fran-

Статья XX.

Россійскія почтовыя мѣста будутъ расчитывать россійскія внутреннія вѣсовыя деньги на серебряныя копѣйки; за отправляемыя же въ Пруссію франкированныя письма Россія будетъ платить портовыя деньги, какъ за прохожденіе писемъ чрезъ Пруссію, такъ и далѣе за прусскую границу, серебряными грошами, которыхъ считается 30 въ одномъ Прусскомъ талерѣ. Прусскія же почтовыя мѣста будутъ расчитывать прусскій портъ и другіе расходы на серебряные гроши, а въ случаѣ франкированія писемъ, платить россійскія вѣсовыя деньги серебряными копѣйками. Сообразно съ симъ будутъ отмѣчаемы на наружной сторонѣ писемъ портовыя и вѣсовыя деньги и прочіе расходы.

Существовавшее доселѣ исчисленіе талера въ девяносто такъ называемыхъ прусскихъ грошей, совершенно прекращается.

Статья XXI.

При взиманіи съ русскихъ корреспондентовъ портовыхъ денегъ, слѣдующихъ прусской почтовой казнѣ за франкированныя изъ Россіи и не франкированныя въ Россію письма, прусскій серебряный грошъ будетъ считаться въ $3^1/_4$ россійскихъ серебряныхъ копѣекъ.

Статья XXII.

Корреспондентамъ будетъ предоставлено на волю посылать письма не франкированными, франкированными до мѣс-

kirt oder theilweise frankirt abzusenden. Diese Freiheit findet statt bei Absendung der Russischen Correspondenz nach und aus dem Preussischen Postbezirke, den Deutschen Bundesstaaten (mit Ausnahme der zu Oesterreich gehörigen Länder), den Dänischen Staaten und der Schweiz, und zwar können die Briefe:

1. aus Rußland nach dem Preussischen Post-Bezirke unfrankirt, bis Tauroggen frankirt, oder ganz frankirt, und umgekehrt nach Rußland unfrankirt, bis Laugszargen frankirt, oder ganz frankirt;

2. aus Rußland nach den Deutschen Bundesstaaten (excl. Oesterreich) unfrankirt, bis Tauroggen frankirt, oder ganz frankirt, und umgekehrt nach Rußland unfrankirt, bis zum Preussischen Eingangspunkte frankirt, oder ganz frankirt;

3. aus Rußland nach den Dänischen Staaten und umgekehrt wie ad 2; und

4. aus Rußland nach der Schweiz unfrankirt, bis Tauroggen frankirt, oder ganz frankirt, und umgekehrt nach Rußland unfrankirt, bis zur Schweizerisch-Teutschen Grenze frankirt oder ganz frankirt, abgefertigt werden.

та назначенія или франкированными только на извѣстное разстояніе, сколько это окажется возможнымъ по отношеніямъ къ другимъ иностраннымъ державамъ. Такою свободою корреспонденты будутъ пользоваться при отправленіи писемъ изъ Россіи въ нижеслѣдующія земли и обратно, а именно: во всѣ мѣста гдѣ находятся прусскія почтовыя конторы, въ земли Германскаго Союза (исключая принадлежащія къ Австріи), въ Датскія владѣнія и въ Швейцарію. Такимъ образомъ письма могутъ быть посылаемы:

1) Изъ Россіи въ мѣста, гдѣ находятся прусскія почтовыя конторы не франкированными, франкированными до Таурогена или франкированными до самаго мѣста назначенія, и обратно въ Россію не франкированными, франкированными до Лаугсцаргена или франкированными до мѣста назначенія.

2) Изъ Россіи въ земли Германскаго Союза (исключая Австрію) не франкированными, франкированными до Таурогена или франкированными до мѣста назначенія; и обратно въ Россію нефранкированными, франкированными до перваго прусскаго пограничнаго пункта, или франкированными до мѣста назначенія.

3) Изъ Россіи въ Датскія владѣнія и обратно, какъ опредѣлено во 2-мъ пунктѣ; и

4) Изъ Россіи въ Швейцарію нефранкированными, франкированными до Таурогена или франкированными до мѣста назначенія, и обратно въ Россію—нефранкированными, франкированными до границы Швейцаріи съ Германіею или франкированными до мѣста назначенія.

Artikel XXIII.

In Betreff der Correspondenz aus Rußland nach Frankreich und zurück wird Preussischer Seits ein auf Gegenseitigkeit gegründetes Arrangement in der Art bewirkt werden, daß die Briefe aus Rußland vom Tage der Ausführung dieses Vertrages an nach der Wahl des Absenders unfrankirt, bis Tauroggen frankirt, oder ganz frankirt, und jene aus Frankreich nach Rußland unfrankirt, bis zur Französischen Grenze frankirt, oder ganz frankirt, abgesandt werden können.

Artikel XXIV.

Die Correspondenz aus Rußland nach dem Königreich der Niederlande unterliegt dem Francozwange bis Tauroggen. Wünscht ein Absender in Rußland seine Briefe bis zur Preussisch-Niederländischen Grenze oder bis zum Niederländischen Bestimmungsorte zu frankiren, so ist solches gestattet. Umgekehrt unterliegt die Correspondenz aus dem gedachten Königreiche nach Rußland dem Francozwange bis zur Niederländisch-Preussischen Grenze. Die Frankirung über diese Grenze hinaus bis zur Preussisch-Russischen Grenze oder bis zum Russischen Bestimmungsorte ist gestattet.

Sobald die Niederländischen Posten bereit sein werden, die Briefe aus Rußland ganz unfrankirt anzunehmen, und bis zum Russischen Bestimmungsorte frankirt abzusenden, hört für diese Correspondenz jede Beschränkung auf.

Artikel XXV.

Für die Correspondenz aus Rußland nach Belgien und zurück, soll ein gleiches Verfahren

Статья XXIII.

Относительно корреспонденціи изъ Россіи во Францію и обратно, Пруссія заключитъ съ Франціею основанное на взаимствѣ условіе о томъ, чтобы со дня приведенія въ дѣйство сего дополнительнаго акта, письма изъ Россіи, по волѣ подавателя, могли быть посылаемы нефранкированными, франкированными до Таурогена или франкированными до мѣста назначенія, и обратно, письма изъ Франціи въ Россію нефранкированными, франкированными до французской границы или франкированными до мѣста назначенія.

Статья XXIV.

Корреспонденція изъ Россіи въ королевство Нидерландское должна быть франкирована до Таурогена. По желанію же подавателей въ Россіи дозволяется франкировать письма и до границы Пруссіи съ Нидерландами, или до мѣста назначенія въ Нидерландахъ. И обратно корреспонденція изъ вышепоименованнаго королевства въ Россію должна быть франкирована до границы Нидерландовъ съ Пруссіею; при чемъ дозволяется франкировать письма и далѣе до прусско-россійской границы или до мѣста назначенія въ Россіи.

Когда Нидерландское почтовое управленіе изъявитъ готовность принимать вовсе нефранкированныя изъ Россіи письма и отсылать письма франкированными до мѣста назначенія въ Россіи, то всякое ограниченіе по сей корреспонденціи прекратится.

Статья XXV.

Корреспонденія изъ Россіи въ Бельгію и обратно пересылаема будетъ, со

wie für die Russische Correspondenz nach und aus den Deutschen Bundesstaaten vom Beginne dieses Vertrages an, eintreten.

вступленія сего акта въ дѣйство, на томъ же основаніи какъ и русская корреспонденція въ земли Германскаго Союза и обратно.

Artikel XXVI.

Die nach Großbritanien und Irland, der pyrenäischen Halbinsel, den Kolonien und Amerika aus Rußland abgehenden Briefe müssen bis zur Nordseeküste und resp. bis zur Französisch-Spanischen Grenze frankirt abgesandt werden. Wie viel für diese dem Francozwange unterworfene Correspondenz außer dem Preussischen Transit-Porto von Russischer Seite zu vergüten ist, wird in der, der Kaiserlich-Russischen Post-Verwaltung mitzutheilenden Porto-Taxe genau angegeben werden.

Статья XXVI.

Письма изъ Россіи въ Великобританію и Ирландію, на Пиренейскій полуостровъ, въ колоніи и Америку должны быть франкированы до береговъ Нѣмецкаго моря или до границы Франціи съ Испаніею. Сколько, кромѣ транзитнаго порта, Россія обязана будетъ платить Пруссіи за сію корреспонденцію, подлежащую принужденному франкированію, объ этомъ будетъ показано опредѣлительно въ портовой таксѣ, которая сообщится Императорскому Россійскому почтовому начальству.

Artikel XXVII.

Die Preussische Post-Verwaltung wird möglichst bemüht sein, die Erschwerung, welche die Russische Correspondenz nach und von Großbritanien und Irland dadurch erleidet, daß solche noch zur Zeit dem alten Großbritanischen Porto-Tarife und dem Francozwange bis zur Meeresküste unterworfen ist, zu beseitigen.

Wenn in Frankreich ein niedrigerer als der jetzige Porto-Tarif emanirt werden sollte, so verspricht die Preussische Post-Verwaltung zu vermitteln, daß solcher auch der Correspondenz zwischen Rußland und Frankreich zu gut komme.

Статья XXVII.

Прусское почтовое управленіе озаботится устраненіемъ затрудненій, существующихъ по пересылкѣ россійской корреспонденціи въ Великобританію и Ирландію и обратно, и состоящихъ въ томъ, что сія корреспонденція облагается портомъ по прежней великобританской таксѣ и подлежитъ принужденному франкированію до морскаго берега.

Въ случаѣ уменьшенія портовой таксы во Франціи, прусское почтовое начальство употребитъ посредство, чтобы дѣйствіе сей таксы распространено было и на корреспонденцію между Россіею и Франціею.

Artikel XXVIII.

Die Abrechnung über das gegenseitig zu vergütende Porto und Franco, so wie über die Auslagen, soll nicht zwischen den einzelnen, in

Статья XXVIII.

Расчеты по причитающимся обоюднымъ почтовымъ управленіямъ портовымъ деньгамъ и по прочимъ издерж-

Kartenwechsel stehenden Post-Anstalten, sondern zwischen den Post-Aemtern in St. Petersburg und Tilsit in der bisherigen Art gepflogen werden, jedoch mit dem Unterschiede, daß die Preussische Forderung in Preussischen Thalern und die Russische in Silber-Rubeln aufgestellt und gegenseitig resp. in Berlin und St. Petersburg vergütet wird, bis die Erfahrung einen einfacheren Vergütungs-Modus durch Ausgleichung nach richtigem Verhältnisse an die Hand gegeben hat.

IV. Von den gegenseitigen Fahrpost-Verbindungen.

Artikel XXIX.

Zur Verbindung der sogenannten schweren und leichten Post zwischen St. Petersburg und Tauroggen mit den zwischen Tilsit und Königsberg in Pr. resp. Berlin bestehenden Güter- und Personen-Posten soll zwischen Tauroggen und Tilsit, ausser der Art. 1 gedachten Courier-Post, das ganze Jahr hindurch eine, zur Personen- und Päckerei-Beförderung eingerichtete, Fahrpost mit folgendem Gange bestehen:

Abgang aus Tauroggen:
Dienstag und Sonnabend, 10 Uhr Vormittags nach Ankunft der schweren und leichten Post aus St. Petersburg,

Ankunft in Tilsit:
dieselben Tage, Nachmittags,

Abgang aus Tilsit:
Sonnabend und Dienstag, 12 Uhr Mittags,

камъ будутъ производиться не отдѣльно между тѣми почтовыми мѣстами, между которыми установленъ непосредственый размѣнъ почтовыхъ реестровъ, но по прежнему порядку между С.-Петербургскимъ и Тильзитскимъ Почтамтами, съ тою только разницею, что суммы, доводящіяся Пруссіи, будутъ показываемы прусскими талерами, а доводящіяся Россіи серебряными рублями, и платежъ будетъ производиться въ С.-Петербургѣ и въ Берлинѣ, пока опытъ не укажетъ болѣе упрощеннаго и сообразнаго съ обстоятельствами способа для взаимныхъ платежей.

IV. О взаимной пересылкѣ тяжелыхъ почтъ.

Статья XXIX.

Для содержанія въ связи ходящихъ между С.-Петербургомъ и Таурогеномъ тяжелыхъ и легкихъ почтъ съ проходящими между Тильзитомъ, Кенигсбергомъ (въ Пруссіи) и Берлиномъ почтами посылочными и пассажирскими, имѣетъ быть учреждена между Таурогеномъ и Тильзитомъ, кромѣ приведенной въ 1-й статьѣ экстра-почты, еще тяжелая, постоянно въ продолженіи цѣлаго года отправляемая, почта для перевозки пассажировъ и посылокъ.

Почта сія будетъ:

Отходить изъ Таурогена:
по вторникамъ и субботамъ въ 10 часовъ утра, по полученіи тяжелой и легкой почтъ изъ С.-Петербурга.

Приходить въ Тильзитъ:
по тѣмъ же днямъ, послѣ обѣда.

Отходить изъ Тильзита:
по субботамъ и вторникамъ въ 12 часовъ дня.

Ankunft in Tauroggen:
dieselben Tage, Nachmittags, zum Anschluß an die schwere Post nach St. Petersburg.

Durch diesen Gang wird in Tauroggen die nöthige Zeit gewonnen, damit die zollämtliche Behandlung der von Tilsit in Tauroggen angekommene Fahrpost-Sendungen vor dem Abgange der schweren Post nach St. Petersburg bewirkt werden kann.

Außerdem wird von der Preussischen Post-Verwaltung für zweckmäßige und billige Post-Beförderungsmittel von Tilsit nach Tauroggen für die Reisenden aus Preußen gesorgt werden, welche mit der leichten oder schweren Post, ingleichen mit der Courier-Post, so weit diese zur Personen-Beförderung dient, von Tauroggen ab, ohne daselbst einen längeren Aufenthalt zu haben, als zur zollämtlichen Revision ihrer Effecten nöthig ist, weiter gehen wollen.

In gleicher Weise wird die Preussische Post-Verwaltung für die unverzügliche Weiterbeförderung derjenigen Reisenden von Laugszargen nach Tilsit sorgen, welche im ersterem Orte mit der Courier-Post aus Tauroggen ankommen.

Artikel XXX.

Die Beförderung der vorstehenden Verbindungs-Posten wird

von Tauroggen bis Laugszargen für Russische Rechnung,

von Laugszargen bis Tilsit und von Tilsit bis Tauroggen für Preussische Rechnung bewirkt werden.

Приходить въ Таурогенъ:
по тѣмъ же днямъ, послѣ обѣда, для присоединенія къ отправляемой въ С.-Петербургъ тяжелой почтѣ.

При таковомъ ходѣ означенной почты между Тильзитомъ и Таурогеномъ, Таурогенская таможня будетъ имѣть достаточное время для досмотра получаемыхъ съ почтою изъ Тильзита посылокъ, до отправленія тяжелой почты въ С.-Петербургъ.

Сверхъ того прусское почтовое начальство озаботится удобнымъ и дешевымъ отправленіемъ по почтѣ изъ Тильзита въ Таурогенъ путешественниковъ изъ Пруссіи, которые пожелаютъ слѣдовать далѣе изъ Таурогена съ легкою или тяжелою почтою, а также и съ экстра-почтою, сколько сія послѣдняя можетъ служить для перевозки пассажировъ, не останавливаясь въ Таурогенѣ долѣе, чѣмъ нужно для осмотра въ таможнѣ ихъ вещей.

Прусское почтовое начальство сдѣлаетъ также надлежащія распоряженія для немедленнаго отправленія изъ Лаугсцаргена въ Тильзитъ путешественниковъ, которые будутъ пріѣзжать въ Лаугсцаргенъ съ экстра-почтою изъ Таурогена.

Статья XXX.

Перевозка упомянутыхъ въ предыдущей статьѣ почтъ будетъ производиться:

Изъ Таурогена въ Лаугсцаргенъ на счетъ Россіи,

изъ Лаугсцаргена въ Тильзитъ и изъ Тильзита въ Таурогенъ на счетъ Пруссіи.

Das Personengeld und das Ueberfracht-Porto bezieht jeder Theil für seine Beförderungsstrecke.

Die Stunden-, Personen- und Frachtzettel sollen von Tauroggen bis Tilsit und von Tilsit bis Tauroggen durchgehen und mit der ersten Gelegenheit dem Amte, welches sie ausgestellt hat, zurückgesandt werden.

Обѣ Стороны будутъ пользоваться денежнымъ сборомъ съ пассажировъ и посылокъ за то протяженіе, по которому каждая изъ нихъ перевозитъ почты на свой счетъ.

Подорожныя и реестры съ означеніемъ пассажировъ и ихъ вещей будутъ пересылаться изъ Таурогена до Тильзита и изъ Тильзита до Таурогена. Они будутъ возвращаемы при первомъ случаѣ въ то почтовое мѣсто, изъ котораго получены.

Artikel XXXI.

Die nach Preußen und über Preußen hinaus bestimmten Pakete und Gelder, welche in Rußland zur Post kommen, so wie die nach Rußland bestimmten Pakete und Gelder, welche in Preußen zur Post kommen oder von weiterher eingehen, werden ihre Beförderung mit der Fahrpost zwischen Tauroggen und Tilsit erhalten.

Behufs der Auswechselung dieser Fahrpost-Gegenstände werden zwischen Tauroggen einer-, Laugszargen und Tilsit andererseits Fahrpost-Kartenschlüsse unterhalten werden.

Статья XXXI.

Посылки и деньги, подаваемыя на почту въ Россіи для отправленія въ Пруссію и далѣе, а равно денежныя и другія посылки, подаваемыя на почту въ Пруссіи, или приходящія туда изъ другихъ земель и слѣдующія въ Россію, будутъ отправляться съ тяжелою почтою чрезъ Таурогенъ и Тильзитъ.

Сіи предметы будутъ взаимно передаваться при реестрахъ, размѣнъ коихъ имѣетъ производиться между Таурогеномъ съ одной и Лаугсцаргеномъ и Тильзитомъ съ другой стороны.

Artikel XXXII.

Russischer Seits wird das Porto für alle über Tauroggen und Laugszargen aus- und eingehenden Fahrpost-Sendungen nur bis und von Tauroggen, und Preussischer Seits nur bis und von Laugszargen, berechnet und bezogen werden. Ein Grenz-Porto wird also nicht in Ansatz kommen. Für die Local-Fahrpost-Sendungen zwischen Tauroggen und Laugszargen soll das Porto Russischer Seits unter Zugrundlegung des Art. 17 stipulirten Briefporto-Satzes, Preussischer Seits aber nach der geringsten Tarstufe berechnet und von jedem Theile für

Статья XXXII.

За всѣ вообще посылки, пересылаемыя съ тяжелыми почтами чрезъ Таурогенъ и Лаугсцаргенъ въ другія иностранныя государства и обратно, Россія будетъ взимать вѣсовыя деньги только за разстояніе до и отъ Таурогена, а Пруссія за разстояніе до и отъ Лаугсцаргена. Пограничнаго порта за посылки взимаемо не будетъ. Но за отправляемыя по тяжелой почтѣ между Таурогеномъ и Лаугсцаргеномъ мѣстныя посылки будутъ расчитывать-

die von ihm abgesandten Fahrpost-Gegenstände bezogen werden.

Die Erhebung und Berechnung des Porto's erfolgt für die Russische Beförderungsstrecke nach dem Landesgewichte und nach den Bestimmungen des Russischen, und für die Preussische Beförderungsstrecke nach dem Landesgewichte und nach den Bestimmungen des Preussischen Fahrpost-Tarifs.

Auf die durch Preußen transitirenden Sendungen nach und aus Rußland finden die vorstehenden Tarirungs-Bestimmungen ebenfalls Anwendung.

Hinsichtlich der Porto-Ansätze und der gegenseitigen Vergütungen bei der Fahrpost finden die im Art. 20 und 21 enthaltenen Bestimmungen Anwendung.

Die Art. 28 gedachte Abrechnung erstreckt sich auch auf die Fahrpost-Verbindung.

Artikel XXXIII.

Die Taxen für die Fahrpost werden nach Maßgabe vorstehender Bestimmungen entworfen und gegenseitig zugleich mit den Briefpost-Taxen mitgetheilt.

Hinsichts deren Einhaltung gelten die für letztere Art. 19 getroffenen Verabredungen.

Artikel XXXIV.

Ein Frankirungszwang soll bei der Fahrpost nicht Statt finden, es vielmehr der Wahl des

ся и взиматься: Россіею, постановленная въ статьѣ XVII-й плата за мѣстную письменную корреспонденцію, а Пруссіею самая низшая по тамошней таксѣ плата. Обѣ стороны будутъ оставлять въ свою пользу сборъ за отправляемыя каждою изъ нихъ мѣстныя денежныя и другія посылки.

Взиманіе и расчетъ вѣсовыхъ денегъ имѣютъ быть производимы: за отправляемыя изъ Россіи посылки, по заключающемуся въ нихъ россійскому вѣсу на основаніи россійской посылочной таксы; за отправляемыя же изъ Пруссіи, по тамошнему вѣсу и посылочной таксѣ.

На семъ же основаніи имѣетъ быть взимаема плата и за проходящія транзитомъ чрезъ Пруссію посылки.

Во взиманіи причитающихся за посылки портовыхъ денегъ и взаимномъ ими удовлетвореніи слѣдуетъ руководствоваться условіями, заключающимися въ XX-й и XXI-й статьяхъ.

Постановленный въ статьѣ XXVIII-й порядокъ для взаимныхъ расчетовъ, распространяется также и на платежи за тяжелыя почты.

Статья XXXIII.

Оба почтовыя начальства составятъ на вышеприведенномъ основаніи посылочныя таксы и сообщатъ ихъ другъ другу вмѣстѣ съ письменными таксами.

Постановленное въ статьѣ XIX-й условіе о надзорѣ за соблюденіемъ письменныхъ таксъ распространяется и на посылочныя.

Статья XXXIV.

На отправителей денежныхъ и другихъ посылокъ не будетъ возлагаемо

Absenders in Rußland sowohl, als auch in dem Preussischen Post-Bezirke überlassen werden, seine Päckereien und Gelder unfrankirt, bis zur Russisch-Preussischen, resp. Preussisch-Russischen Grenze frankirt, oder ganz frankirt zur Post zu geben.

Die Russischen über Preußen hinausgehenden Fahrpost-Gegenstände können ebenfalls unfrankirt abgesandt werden. Wünscht der Absender dieselben zu frankiren, so soll vorerst nur eine Frankirung bis Tauroggen oder bis zu derjenigen Preussischen Station, von welcher ab die Sendung in's Ausland geht, zuläßig sein.

Die aus dem Auslande durch Preußen nach Rußland gehenden Sendungen können ebenfalls unfrankirt, bis zum Preussischen Ein- oder Ausgangs-Punkte frankirt, oder auch ganz frankirt abgefertigt werden.

Artikel XXXV.

Wenn die Verhältnisse vermehrte Fahrpost-Verbindungen zwischen beiden Staaten wünschenswerth machen, so werden die Post-Verwaltungen sich darüber verständigen, und deren Einrichtung unter Zugrundlegung der in diesem Vertrag festgesetzten Normen stattfinden lassen.

V. Von der Extrapost-, Courier- und Estafetten-Beförderung.

Artikel XXXVI.

Eine Beförderung von Extraposten und Courieren wird nur zwischen Tauroggen und

обязанности франкировать оныя; но предоставится собственному ихъ произволу, какъ при отправленіи сихъ предметовъ изъ Россіи, такъ и изъ прусскихъ почтовыхъ конторъ, подавать оныя на почту нефранкированными, франкированными только до границы Пруссіи съ Россіею, или франкированными до самаго мѣста назначенія.

Отправляемыя изъ Россіи чрезъ Пруссію въ другія иностранныя государства денежныя и другія посылки могутъ также посылаться не франкированными. Но если подаватели пожелаютъ ихъ франкировать, то, на первый случай, допускается франкированіе до Таурогена или до прусской станціи, пограничной съ другимъ иностраннымъ государствомъ.

Слѣдующія изъ другихъ земель чрезъ Пруссію въ Россію посылки могутъ также быть не франкированы, франкированы до начальнаго или послѣдняго пункта прусской границы, или же франкированы до самаго мѣста назначенія.

Статья XXXV.

Если по обстоятельствамъ признано будетъ полезнымъ увеличить число тяжелыхъ почтъ между обѣими договаривающимися державами, то обоюдныя ихъ почтовыя начальства войдутъ о томъ въ сношеніе и учредятъ новыя почты на условленныхъ въ семъ дополнительномъ актѣ началахъ.

V. О ѣдущихъ на почтовыхъ лошадяхъ, курьерахъ и эстафетахъ.

Статья XXXVI.

Ѣдущіе на почтовыхъ лошадяхъ и курьеры будутъ перевозимы только

Laugszargen und zwischen Georgenburg und Kassigkehmen Statt finden. Diese Grenzstationen werden angewiesen werden, in dem Begleitzettel, welcher einem jeden Extrapost-Reisenden und Courier mitgegeben wird, die Ankunftszeit zu bemerken und den Begleitzettel demnächst dem Postillon oder Postknecht zurückzugeben.

Reisende aus dem jenseitigen Gebiete mit Extrapost- oder Courier-Pferden abzuholen, ist nicht gestattet. Wünscht ein Reisender mit den Pferden der Grenz-Station, mit welchen er auf der gegenüber liegenden Grenz-Station angekommen ist, zurückzufahren, so soll dies innerhalb der ersten sechs Stunden nach der Ankunft gestattet sein. Vor der Rückfahrt muß sich jedoch der Postillon oder Postknecht bei der Orts-Post-Anstalt melden und die Abfahrtsstunde im Begleitzettel bemerken lassen.

Artikel XXXVII.

Die zwischen Rußland und Preußen vorkommenden Estafetten müssen nach Maßgabe ihrer Bestimmung entweder über Tauroggen und Laugszargen, über Polangen und Immersatt oder über Georgenburg und Kassigkehmen geleitet werden.

Auf dem Grenz-Postamte wird für alle von jenseits eingehenden Estafetten ein neuer Estafetten-Paß ausgefertigt, für welchen die reglementsmäßigen Gebühren in Ansatz kommen. Die neu ausgefertigten Pässe sollen zur Controlirung der liquidirten Kosten den Rechnungen beigefügt werden.

между Таурогеномъ и Лаугсцаргеномъ и между Юрбургомъ и Кассигкеменомъ. Находящимся въ сихъ мѣстахъ пограничнымъ почтовымъ станціямъ вмѣнено будетъ въ обязанность въ даваемыхъ всѣмъ проѣзжающимъ и курьерамъ ярлыкахъ означать время прибытія ихъ на станцію и возвращать таковые ярлыки привезшимъ проѣзжающаго или курьера почтарямъ или ямщикамъ.

Запрещается посылать почтовыхъ или курьерскихъ лошадей изъ одного государства въ другое для перевозки оттуда путешественниковъ. Но если путешественникъ, прибывшій съ пограничной станціи одного изъ обоихъ государствъ на противоположную пограничную станцію другаго, пожелаетъ возвратиться на тѣхъ же лошадяхъ, то сіе будетъ дозволяемо въ теченіи первыхъ шести часовъ послѣ его прибытія. Почтарь или ямщикъ обязанъ, однако, до отъѣзда обратно явиться на мѣстную почтовую станцію и просить объ отмѣткѣ въ ярлыкѣ времени его отъѣзда.

Статья XXXVII.

Эстафеты между Россіею и Пруссіею имѣютъ быть отправляемы, смотря по мѣсту ихъ назначенія, или чрезъ Таурогенъ и Лаугсцаргенъ, или чрезъ Полангенъ и Иммерзатъ, или же чрезъ Юрбургъ и Кассигкеменъ.

Пограничныя почтовыя конторы каждаго изъ обоихъ государствъ будутъ выдавать отъ себя получаемымъ изъ другаго государства эстафетамъ новыя подорожныя, за которыя будутъ ставиться на счетъ установленныя пошлины. Сіи подорожныя для повѣрки исчисляемыхъ за нихъ платежей будутъ пріобщаемы къ обоюднымъ счетамъ.

Die eingegangenen Pässe, so wie die Stundenzettel, in denen die Ankunftszeit genau anzugeben ist, werden an das Absendungs-Amt remittirt.

Получаемыя съ эстафетами подорожныя, равно какъ и ярлыки, по точной отмѣткѣ въ сихъ послѣднихъ времени прихода эстафеты, имѣютъ быть возвращаемы въ то почтовое мѣсто, изъ котораго эстафета отправлена.

Die Rechnungen über die Estafetten-Beförderungs-Kosten werden durch die Haupt-Abrechnung, welche die Post-Ämter in St. Petersburg und Tilsit zu führen haben, saldirt.

Издержки по перевозкѣ эстафетъ будутъ уплачиваемы при общихъ расчетахъ С.-Петербургскимъ или Тильзитскимъ почтамтами.

Artikel XXXVIII.

Für Briefe, Schriften und sonstige Gegenstände, welche in Privat-Angelegenheiten mittelst Estafette versendet werden und das Gewicht von zwei Pfunden überschreiten, muß für die Preussische Beförderungsstrecke von dem Absender, ausser der Rittgebühr, noch ein besonderes Porto bezahlt werden. Dasselbe beträgt bei Briefen und Schriften für jedes Loth über zwei Pfund schwer, das einfache Briefporto. Für andere Gegenstände wird das zwei Pfunde überschreitende Gewicht mit der Fahrpost-Taxe belegt.

Baares Geld oder kostbare Gegenstände werden, wenn der Werth declarirt ist, zur Beförderung mittelst Estafette nicht angenommen. Nur ohne Declaration des Werthes und mit Verzichtleistung auf Garantie ist die Absendung zulässig.

In Rußland findet die Beförderung der Estafetten, mit Rücksicht auf den Inhalt des zu versendenden Gegenstandes, entweder mit einem Pferde oder mit zwei Pferden statt, und zwar werden:

1. Briefe ohne Geld, ohne Geldeswerth und Documente mit einem Pferde für den $1^1/_2$ fachen Betrag der Progone eines Extrapostpferdes.

Статья XXXVIII.

За пересылаемыя съ эстафетами отъ частныхъ лицъ письма, рукописи и другіе предметы вѣсомъ болѣе двухъ фунтовъ, имѣютъ быть взимаемы съ отправителей, за перевозку оныхъ по Прусскимъ владѣніямъ, кромѣ прогоновъ за одну лошадь, еще особый портъ; а именно: за письма и рукописи, съ каждаго лота свыше двухъ фунтовъ, одинакій портъ по письменной таксѣ, а за другіе предметы съ вѣса выше двухъ фунтовъ, портовыя деньги по посылочной таксѣ.

Наличныя деньги или драгоцѣнныя вещи, когда цѣна ихъ объявлена, для отправленія по эстафетѣ принимаемы не будутъ. Онѣ могутъ быть посылаемы по эстафетѣ лишь въ такомъ случаѣ, когда цѣна ихъ не означена, и отправители откажутся отъ требованія вознагражденія въ случаѣ утраты означенныхъ предметовъ.

Въ Россіи эстафеты отправляются, смотря по присылаемымъ съ ними предметамъ, на одной лошади или на двухъ. Именно:

1) Письма безъ вложенія денегъ, денежныхъ цѣнностей и документовъ на одной лошади за полуторные прогоны.

2. Briefe mit Geld, Sachen von Werth und Documenten, desgleichen Briefe an die Kaiserliche Familie, Depeschen in Angelegenheiten des Staats an die Ministerien, an die General- und Civil-Gouverneurs, an die Post-Directoren und Gesandten auswärtiger Höfe nicht anders als mit zwei Pferden unter Begleitung eines besonderen Postillons (Conducteurs) und gegen Zahlung der Progone für drei Extrapostpferde, befördert.

Die Päckereien unterliegen auch bei Beförderung mittelst Estafette der zollämtlichen Revision und der Versteuerung.

VI. Allgemeine Bestimmungen.

Artikel XXXIX.

Zur Erleichterung der Controlirung des Porto-Ansatzes und der richtigen Absendung werden alle aus dem Preussischen Post-Bezirk abgehende Briefe und Adressen mit dem Stempel der Abgangs-Post-Anstalt, die aus fremden Staaten eingehenden aber, falls sie keinen Stempel tragen, mit der Angabe des Landes, aus dem sie kommen, bezeichnet werden.

Die in Rußland zur Post kommenden Briefe und Adressen werden ebenfalls bei der Aufgabe mit dem Post-Stempel versehen werden. In Ermangelung eines solchen soll Ort und Datum mit der Feder bemerkt werden.

Artikel XL.

Die post-restante adressirten Briefe und Fahrpost-Gegenstände sollen drei Monate vom Tage der Ankunft gerechnet, Behufs der Abforderung aufbewahrt, nach Ablauf dieser Frist aber, mit der Bemerkung: „wegen nicht er-

2) Письма съ деньгами, цѣнными вещами и документами, также письма къ особамъ Императорской фамиліи, депеши по дѣламъ государственнымъ на имена министровъ, генералъ-губернаторовъ, почтъ-директоровъ и иностранныхъ посланниковъ, не иначе какъ на двухъ лошадяхъ и въ сопровожденіи особаго почталіона (кондуктора) со взиманіемъ прогоновъ за три лошади.

Посылки, по эстафетѣ отправляемыя, будутъ также досматриваемы и облагаемы пошлинами.

VI. Общія постановленія.

Статья XXXIX.

Для облегченія повѣрки портоваго сбора и удостовѣренія въ правильной пересылкѣ корреспонденціи, на всѣ отправляемыя изъ прусскихъ почтовыхъ конторъ письма и адресы налагаемъ будетъ штемпель отправляющаго почтоваго мѣста, а на получаемыхъ въ Пруссіи изъ другихъ иностранныхъ государствъ письмахъ, если на нихъ не будетъ штемпелей, будетъ означаемо то государство, изъ котораго они присланы.

Въ Россіи на всѣ письма и адресы, при самой подачѣ ихъ на почту, будетъ также налагаемъ почтовой штемпель, за неимѣніемъ коего дозволяется надписывать мѣсто и число подачи письма.

Статья XL.

Письма и посылки съ надписью poste-restante будутъ оставляемы въ обоюдныхъ почтовыхъ мѣстахъ до востребованія, въ продолженіи трехъ мѣсяцевъ со дня полученія. По истече-

folgter Abnahme" zurückgesandt werden. Der Ankunftstag muß auf der Rückseite des Briefes oder der Adresse bemerkt werden.

Bei Zurücksendung der Briefe wird nur derjenige Porto-Betrag zurückgerechnet, für welchen die Briefe eingegangen sind. Das vergütete Franco wird jedoch nicht zurückerstattet.

Für zurückgehende Fahrpost-Sendungen kömmt außer dem Porto bis zum Bestimmungs-Orte, dem Betrage der Auslagen und der etwaigen Zollgefälle auch noch das Porto für die Rücksendung in Ansatz. In Fällen, wo der Absender nicht auszumitteln ist, oder der Inhalt der Sendung zur Deckung des Porto's nicht ausreicht, soll der jenseitige Porto-Antheil ganz oder theilweise niedergeschlagen werden. Ein gleiches Verfahren findet bei denjenigen Fahrpost-Sendungen statt, welche aus irgend einer Ursache nicht anzubringen sind, und spätestens nach Verlauf von vier Wochen zurückgesandt werden müssen.

Bei Zurücksendung solcher Fahrpost-Gegenstände, deren Weiterbeförderung von der Grenze ab nach den Zoll-Vorschriften nicht gestattet ist, wird das für die Beförderung über die Grenze hinaus etwa vergütete Franco dem betreffenden Grenz-Postamte zurückerstattet.

Artikel XLI.

Die den recommandirten Briefen und Paketen beigefügten Recepisse sollen dem Adressaten

нiи же сего срока они будутъ возвращаемы съ надписью: «*за непринятіемъ*» и съ означеніемъ на оборотѣ сихъ писемъ или адресовъ дня ихъ полученія.

За обратно отсылаемыя письма будетъ ставиться на счетъ только тотъ портъ, который былъ выставленъ на тѣхъ письмахъ при передачѣ ихъ на границѣ.

Заплаченныя за франкированныя письма деньги возвращаемы не будутъ. За обратно отсылаемыя же посылки, кромѣ портовыхъ денегъ до мѣста назначенія, другихъ расходовъ и таможенныхъ пошлинъ, будутъ ставиться на счетъ и портовыя деньги за обратную отсылку. Въ случаѣ неотысканія подавателей или недостаточной цѣнности возвращенной посылки для выручки портовыхъ денегъ съ продажею ея, причитающійся въ пользу иностраннаго почтоваго мѣста портъ слагается вовсе или частію. Сей же порядокъ будетъ наблюдаемъ и въ отношеніи къ тѣмъ посылкамъ, которыя, по какой-либо причинѣ, не могли быть доставлены по адресу. Таковыя посылки должны быть возвращаемы не позже, какъ чрезъ четыре недѣли послѣ полученія.

При возвращеніи тѣхъ посылокъ, которыя, по таможеннымъ правиламъ одного изъ обоихъ государствъ, не могутъ быть допущены въ предѣлы онаго, заплаченныя за франкированіе ихъ деньги будутъ возвращаемы подлежащему пограничному почтовому мѣсту.

Статья XLI.

Слѣдующія при страховыхъ письмахъ и посылкахъ росписки будутъ

zur Vollziehung vorgelegt und nach erfolgter Unterzeichnung mit nächster Post zurückgesandt werden.

Für die Zurücksendung dieser Recepisse wird gegenseitig kein Porto angesetzt.

предъявляемы получателямъ для подписи и, по исполненіи сего, съ первою же почтою возвращаемы въ то почтовое мѣсто, изъ котораго онѣ были присланы.

За обратную пересылку сихъ росписокъ взаимно не будетъ ставиться портовыхъ денегъ на счетъ.

Artikel XLII.

Die beiderseitigen Post-Anstalten sollen angewiesen werden, die Laufzettel über den Verbleib recommandirter Briefe, so wie über den von Fahrpost-Sendungen, ohne Aufenthalt zu erledigen und über die Grenz-Post-Anstalt, über welche der reclamirte Gegenstand eingegangen ist, ungesäumt zurückzusenden. Auch über den Verbleib nicht recommandirter, unbeschwerter Briefe, soll die verlangte Auskunft, so weit als irgend thunlich, gegeben werden.

Статья XLII.

Почтовымъ конторамъ обоихъ государствъ будетъ предписано, по полученіи другъ отъ друга цидулъ о доставленіи свѣдѣній о страховыхъ письмахъ, посылкахъ или деньгахъ, немедленно приступать къ учиненію надлежащихъ о нихъ справокъ и, надписавъ объ оказавшемся на тѣхъ же цидулахъ, отсылать ихъ обратно чрезъ тѣ пограничныя почтовыя мѣста, чрезъ которыя страховыя письма или посылки присланы были. Равномѣрно и всякое требуемое свѣдѣніе о незастрахованныхъ простыхъ письмахъ будетъ взаимно доставляемо по мѣрѣ возможности.

Artikel XLIII.

Jede Post-Verwaltung hat nach Maßgabe der deshalb erlassenen landesherrlichen Verordnungen nur bis zum Orte der Uebergabe der Post, d. h. so weit die Post-Behörden den Transport auf ihre Kosten zu besorgen hat, Garantie zu leisten, wobei jeder Theil für die Untreue, Schuld oder Nachlässigkeit seiner Post-Beamten oder der sonst bei der Post beschäftigten Personen verantwortlich bleibt.

Статья XLIII.

Оба почтовыя начальства будутъ отвѣтствовать за цѣлость почтъ, сообразно съ существующими на сей предметъ въ обоихъ государствахъ правилами, только до мѣста передачи почтъ, т. е. на томъ протяженіи, на которомъ каждое изъ означенныхъ начальствъ обязано перевозить почты на свой счетъ. При чемъ условлено, что сіи начальства отвѣтствуютъ также за противозаконныя дѣйствія, ошибки и небрежность чиновниковъ и другихъ лицъ своего вѣдомства.

Artikel XLIV.

Diejenigen Bestimmungen des Post-Vertrages vom 12 (24) December 1821, welche durch den gegenwärtigen Additional-Vertrag eine Abänderung erleiden, treten während der Dauer des letzteren ausser Wirksamkeit.

Artikel XLV.

Auf die Verhältnisse in Betreff des Post-Verkehrs zwischen Preußen und dem Königreiche Polen, welche durch eine besondere Uebereinkunft geordnet sind, finden die Festsetzungen dieses Additional-Vertrages keine Anwendung.

VII. Von dem Anfange und der Dauer des Additional-Vertrages und der Ratification.

Artikel XLVI.

Die Dauer des gegenwärtigen Additional-Vertrages, welcher mit dem ersten November alten Styls d. J. beginnt, wird auf zehn Jahre festgesetzt. Bei nicht erfolgter Kündigung bleibt dieser Vertrag auf fernere zehn Jahre, und so fort von zehn zu zehn Jahren in Kraft. Wenn von einem oder dem anderen Theile Modificationen desselben zum Zwecke weiterer möglichster Vervollkommnung, Ausdehnung und Erleichterung des gegenseitigen Postverkehrs gewünscht werden, so soll die Kündigung ein Jahr vor dem Ablaufe stattfinden und zu anderweitiger Verständigung von beiden Theilen bereitwillig die Hand geboten werden. Ist diese neue Verständigung im Laufe des Kündigungs-Jahres nicht thunlich gewesen, so soll auch über diesen Termin hinaus bis dahin, daß solche Statt gefunden hat, der gegenwärtige Additional-Vertrag Gültigkeit behalten.

Статья XLIV.

Постановленія почтовой конвенціи 12-го (24-го) декабря 1821 года, измѣненныя симъ дополнительнымъ актомъ, не будутъ имѣть силы во время дѣйствія сего послѣдняго.

Статья XLV.

Постановленія сего дополнительнаго акта не распространяются на почтовыя сношенія Пруссіи съ Царствомъ Польскимъ, которыя опредѣлены особымъ условіемъ.

VII. О вступленіи въ дѣйствіе, срокѣ дополнительнаго акта и ратификаціи онаго.

Статья XLVI.

Срокъ сего дополнительнаго акта, начинающійся съ перваго ноября стараго стиля сего года, назначается на десять лѣтъ. Если, по истеченіи сего срока, ни одна изъ договаривающихся сторонъ не объявитъ желанія прекратить дѣйствіе сего акта, въ такомъ случаѣ онъ будетъ оставаться въ силѣ еще десять лѣтъ и такъ далѣе, отъ десяти до десяти лѣтъ.

Буде же та или другая сторона пожелаетъ измѣнить условія сего акта для возможнаго улучшенія, распространенія и облегченія взаимныхъ ихъ почтовыхъ сношеній, то объявленіе о томъ должно быть сдѣлано за годъ до истеченія срока, при чемъ обѣ стороны изъявятъ готовность приступить къ другому соглашенію. Если же таковое соглашеніе не состоится въ теченіи означеннаго года, то сей дополнительный актъ сохранитъ силу и далѣе десятилѣтняго срока до заключенія новаго договора.

Artikel XLVII.

Die Ratificationen des gegenwärtigen Additional-Vertrages werden innerhalb acht Wochen in St. Petersburg ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen etc.

So geschehen zu St. Petersburg am 21 Mai (2 Juni) 1843.

(L. S.) Theodor v. Prianischnikoff.

(L. S.) Heinrich Schmückert.

Ratifiée a Craskoé-Sséło 11 juillet 1843.

Статья XLVII.

Ратификаціи сего дополнительнаго акта будутъ размѣнены въ С.-Петербургѣ въ продолженіи восьми недѣль.

Въ увѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ 21-го мая (2-го іюня) 1843 года.

(М. П.) Өедоръ Прянишниковъ.

(М. П.) Генрихъ Шмюкертъ.

Ратификована въ Красномъ Селѣ 11-го іюля 1843 года.

№ 329.

1843, le 19 juin (1 juillet). Convention conclue avec la Prusse concernant la course des bateaux à vapeur, faisant le service de la poste, entre St. Pétersbourg et Stettin. (2-de Col. des lois, № 17.596).

S. M. der Kaiser von Rußland, König von Polen, und S. M. der König von Preußen wollen dem gegenseitigen Post-Reise- und Handelsverkehr Allerhöchst Ihrer Staaten diejenigen Erleichterungen zu Theil werden lassen, welche zur See die Benutzung von Dampfschiffen gewährt und haben zur Regulierung dieses Gegenstandes ernannt, nämlich:

S. M. der Kaiser von Rußland, König von Polen,

Allerhöchst Ihren Geheimen Rath, Director des Post-Departements und St. Petersburgischen Post-Director Theodor Prianischnikoff, Ritter des St. Annen-Ordens erster Classe, u. s. w.

S. M. der König von Preußen,

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Post-Rath Heinrich Schmückert, Ritter des eisernen Kreuzes erster Classe, des rothen Adler-Ordens dritter Classe mit der Schleife u. s. w.,

№ 329.

1843 г., іюня 19-го (іюля 1-го). Конвенція, заключенная съ Пруссіей, относительно почтоваго пароходства между С.-Петербургомъ и Штетиномъ. (2-ое П. С. З. № 17.596).

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій, и Е. В. Король Прусскій, желая доставить взаимнымъ между ихъ государствами почтовымъ и торговымъ сношеніямъ тѣ облегченія, какія представляетъ на морѣ употребленіе пароходовъ, назначили для устройства этого предмета:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій,

Өедора Прянишникова, Своего Тайнаго Совѣтника, Директора Почтоваго Департамента и С.-Петербургскаго Почтъ-Директора, кавалера орденовъ: Св. Анны первой степени, и т. д., а

Е. В. Король Прусскій,

Генриха Шмюкерта, Своего Тайнаго Оберъ-Почтъ-Совѣтника, кавалера желѣзнаго креста первой степени, орденовъ: Краснаго Орла третьей степени съ бантомъ, и т. д.,

welche auf Grund ihrer Instructionen über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Es soll eine regelmäßige Post-Communication mittelst Dampfschiffen zwischen St. Petersburg (Kronstadt) und Stettin (Swinemünde) zur Beförderung von Personen, Briefen, baaren Geldern, Postpäckereien, Kaufmannsgütern und sonstigen zum Transport durch Dampfschiffe geeigneten Gegenständen, nach dem Grundsatze vollkommener Reciprocität eingerichtet werden.

Artikel II.

Zu diesem Zwecke wird von jeder Regierung der beiden hohen contrahirenden Mächten Ein Dampfschiff mit einer Maschinenkraft von wenigstens 250 Pferden angeschafft und unterhalten.

Artikel III.

Die Fahrt der Post-Dampfschiffe soll wo möglich bis St.Petersburg und Stettin sich ausdehnen.

Wenn aber das Fahrwasser zwischen Kronstadt und St. Petersburg und zwischen Swinemünde und Stettin für diese großen Post-Dampfschiffe Schwierigkeiten darbieten sollte, so werden die beiden Regierungen, jede auf der Strecke ihres Fahrwassers, Sorge tragen, daß zwischen gedachten Punkten kleinere Dampfschiffe den Anschluß unterhalten.

Artikel IV.

Die Post-Dampfschiffe und Ihre Maschinen sollen in den vorzüglichsten Fabriken Englands, deren Wahl jedem Theile überlassen bleibt, gebaut und in möglichster Vollkommenheit aus-

которые, на основаніи данныхъ имъ инструкцій, постановили нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Имѣетъ быть учреждено на началахъ совершенной взаимности правильное почтовое сообщеніе посредствомъ пароходовъ между С.-Петербургомъ (Кронштадтомъ) и Штетиномъ (Свинемюнде) для перевозки пассажировъ, писемъ, наличныхъ денегъ, посылокъ, товаровъ и прочихъ предметовъ, удобоперевозимыхъ на пароходахъ.

Статья II.

На этотъ конецъ каждое правительство обѣихъ высокихъ договаривающихся Державъ пріобрѣтетъ и будетъ содержать по одному пароходу не менѣе какъ въ 250 силъ.

Статья III.

Пароходы должны, если окажется возможнымъ, доходить до С.-Петербурга и Штетина.

Если же фарватеры между Кронштадтомъ и С.-Петербургомъ, и между Свинемюнде и Штетиномъ представятъ затрудненія для плаванія такихъ большихъ пароходовъ, то оба правительства озаботятся, чтобы на протяженіи обоюдныхъ фарватеровъ сообщеніе между упомянутыми пунктами производилось посредствомъ меньшихъ пароходовъ.

Статья IV.

Почтовые пароходы съ ихъ машинами должны быть построены на лучшихъ фабрикахъ Англіи, выборъ которыхъ предоставляется каждой изъ договари-

geführt werden. Es darf bei dem Baue nichts unberücksichtigt bleiben, was zu vollkommener Sicherheit und möglichster Schnelligkeit der Fahrt beiträgt. Die Schiffe müssen für die Reisenden bequeme Cajüten und Schlafstätten, auch ausreichende Räume für Güter und für die nöthigen Steinkohlen haben.

Im Uebrigen bleibt jeder der hohen contrahirenden Regierungen freigestellt, ihr Post-Dampfschiff so construiren zu lassen, daß es nöthigen Falls zu einer bewaffneten Dampf-Fregatte umgestaltet werden kann.

Jeder Theil trägt ganz selbstständig sowohl die Kosten der Anschaffung und Unterhaltung des einzustellenden Schiffes, als der für dessen Dienst nöthigen Bemannung.

Wenn Reparaturen an den Maschinen eines Post-Dampfschiffes während dessen Aufenthalts im Hafen des anderen Staats nöthig werden, die von der eigenen Besatzung ausgeführt werden können, so soll dazu die in der Nähe des Landungspunktes befindliche Staats-Werkstätte und deren Werkzeug benutzt werden dürfen. Ist für dergleichen Reparaturen aber fremde Hülfe nöthig, so wird auf Verlangen des Schiffsführers von der Orts-Post-Anstalt für deren Beschaffung bereitwillig und auf die möglichst billigste Weise gesorgt, der Kostenaufwand vorgeschossen und der Postbehörde des Staats, welchem das Dampfschiff gehört, angerechnet.

вающихся сторонъ, и отдѣланы въ возможнѣйшемъ совершенствѣ. При построеніи должно сообразить все, что только можетъ способствовать къ совершенной безопасности и возможнѣйшей скорости плаванія. Въ пароходахъ должны быть для пассажировъ спокойныя каюты и койки и достаточныя помѣщенія для товаровъ и для каменнаго угля.

Впрочемъ каждому изъ высокихъ договаривающихся правительствъ предоставляется устроить свой почтовый пароходъ такимъ образомъ, чтобы онъ, въ случаѣ надобности, могъ быть обращенъ въ вооруженный пароходъ-фрегатъ.

Каждая сторона, совершенно самостоятельнымъ образомъ, принимаетъ на себя издержки, какъ на заведеніе и содержаніе своего парохода, такъ и на содержаніе экипажа, для него потребнаго.

Если въ машинахъ почтоваго парохода одной Державы, во время его пребыванія въ портѣ другой, потребуются починки, которыя можно сдѣлать собственнымъ экипажемъ, то онѣ имѣютъ производиться въ находящейся близъ гавани казенной мастерской и ея инструментами. Но если для таковыхъ починокъ понадобится посторонняя помощь, то мѣстное почтовое начальство, по требованію командира парохода, озаботится доставленіемъ оной сколько можно выгоднѣйшимъ образомъ, заплатитъ издержки и поставитъ ихъ на счетъ почтоваго начальства того государства, которому принадлежитъ пароходъ.

Artikel V.

Diese Seepost-Communication beginnt mit dem Jahre 1847, sobald die Schiffahrt im Finnischen Meerbusen im gedachten Jahre eröffnet wird.

Wenn den hohen contrahirenden Regierungen aber möglich werden sollte, gedachte Communication schon zu einem früheren Termin in's Leben zu rufen, so wird den beiderseitigen Post-Verwaltungen vorbehalten, sich über diesen früheren Termin zu verständigen.

Artikel VI.

Die Fahrten der Post-Dampfschiffe sollen in jedem Jahre anfangen, sobald die Rhede von Kronstadt vom Eise frei geworden ist und sollen so lange währen, bis deren Fortsetzung durch Winterzeit unthunlich gemacht wird.

Der Termin des Anfangs und des Schlusses dieser Fahrten haben die beiderseitigen Post-Verwaltungen zu verabreden und jährlich frühzeitig zur öffentlichen Kenntniß zu bringen.

Artikel VII.

So lange dem öffentlichen Bedürfnisse damit genügt wird, soll wöchentlich Eine Fahrt von St. Petersburg nach Stettin und Eine Fahrt von Stettin nach St. Petersburg an bestimmten Tagen und Stunden stattfinden. Wie die Abgangs-Tage und Stunden am zweckmäßigsten festzustellen sind, darüber haben sich die beiderseitigen Post-Verwaltungen zu verständigen.

Artikel VIII.

Bei der Vollkommenheit, welche die Post-Dampfschiffe erhalten sollen, wird vorausgesetzt,

Статья V.

Такое морское почтовое сообщеніе возъимѣетъ начало съ 1847 г., съ открытія въ томъ году навигаціи въ Финскомъ заливѣ.

Если же высокія договаривающіяся правительства найдутъ возможность открыть означенное сообщеніе прежде того времени, то предоставляется обоюднымъ почтовымъ начальствамъ условиться о семъ между собою.

Статья VI.

Отправленія почтовыхъ пароходовъ имѣютъ начинаться въ каждомъ году, какъ скоро Кронштадтскій рейдъ очистится совершенно отъ льда, и продолжаться до закрытія навигаціи.

Обоюдныя почтовыя начальства должны условиться между собою о времени начала и прекращенія оныхъ отправленій, и ежегодно объявлять о томъ заблаговременно для общаго свѣдѣнія.

Статья VII.

Въ опредѣленные дни и часы будутъ отходить пароходы по одному разу въ недѣлю изъ С.-Петербурга въ Штетинъ, и по одному же разу въ недѣлю изъ Штетина въ С.-Петербургъ, пока такое отправленіе ихъ будетъ признано достаточнымъ для удовлетворенія общественнымъ потребностямъ. Обоюдныя почтовыя начальства условятся между собою о томъ, какіе дни и часы удобнѣе назначить для отправленій.

Статья VIII.

При совершенствѣ, какое должны имѣть почтовые пароходы, предпола-

daß zwei Schiffe für den Zweck Einer wöchentlichen Fahrt von beiden Verbindungspunkten, genügen werden.

Sollte durch die Erfahrung sich aber dennoch das Bedürfniß eines Reserve-Schiffes herausstellen, so soll solches auf gemeinschaftliche Kosten beider paciscirenden Staaten angeschafft werden. Die desfallsige nähere Vereinbarung bleibt für diesen Fall den beiderseitigen Postbehörden vorbehalten.

Artikel IX.

Wenn die Frequenz der Route in dem Maße sich steigert, daß es nöthig erscheint die regelmäßigen Fahrten öfter als einmal wöchentlich Statt finden zu lassen, so sollen sich die beiderseitigen Post-Verwaltungen darüber und über die zu diesem Zwecke erforderliche Vermehrung der Post-Dampfschiffe, nach den, in diesem Vertrage festgestellten Grundsätzen, verständigen.

Artikel X.

Für den Transport der Briefe, welche die Kaiserlich-Russischen und Königlich-Preussischen Post-Anstalten durch die Post-Dampfschiffe sich gegenseitig zusenden, wird keine besondere Vergütung geleistet. Der Ansatz und Bezug des Porto's für diese Correspondenz geschieht nach den Stipulationen der Post-Convention vom 21 Mai (2 Juni) dieses Jahres.

Die Preise für die Beförderung der Personen, so wie aller Päckereien und sonstiger Gegenstände werden zwischen den beiderseitigen Post-Verwaltungen verabredet und festgestellt, wobei der Gesichtspunkt festgehalten werden soll, daß bei dieser dem allgemeinen Wohle gewidmeten Anstalt es nicht auf wesentlichen Gewinn,

гается, что будетъ достаточно двухъ судовъ для еженедѣльнаго по одному разу сообщенія между обоими вышеозначенными пунктами.

Но еслибы опытъ указалъ необходимость имѣть еще запасный пароходъ, то онъ долженъ быть пріобрѣтенъ на общій счетъ обѣихъ договаривающихся Державъ. Ближайшее по сему предмету соглашеніе предоставляется обоюднымъ почтовымъ начальствамъ.

Статья IX.

Если потребность въ таковыхъ отправленіяхъ увеличится до такой степени, что будетъ признано необходимымъ учредить правильныя сообщенія болѣе одного раза въ недѣлю, то обоюдныя почтовыя начальства, на опредѣленныхъ въ этомъ договорѣ основаніяхъ, должны согласиться между собою какъ объ учащеніи отправленій, такъ и о потребномъ для того умноженіи числа почтовыхъ пароходовъ.

Статья X.

За перевозку писемъ, взаимно пересылаемыхъ россійскими и прусскими почтовыми мѣстами на почтовыхъ пароходахъ, не будетъ полагаться особаго вознагражденія. Опредѣленіе и взиманіе портовыхъ денегъ за таковую корреспонденцію производится на основаніи почтовой конвенціи, заключенной 21 мая (2 іюня) сего года.

Плата за перевозку пассажировъ, а также клади и другихъ предметовъ, будетъ опредѣлена по взаимному соглашенію обоихъ почтовыхъ начальствъ; при чемъ должно постоянно наблюдать, что при этомъ учрежденіи, предпринятомъ для общей пользы, имѣются

sondern zunächst nur auf Deckung der Kosten ankommt.

Artikel XI.

Die gesammte Einnahme, welche jede Fahrt für den Transport von Personen und Gegenständen, mit Ausschluß der Briefe, einbringt, wird von der Post-Anstalt desjenigen Ortes berechnet, von welchem das Post-Dampfschiff abgefertigt wird, ohne Rücksicht darauf, ob das Schiff dem Russischen oder Preussischen Staate gehört.

Nach dem Schlusse der Dampfschiffahrt eines jeden Jahres wird die Einnahme, welche dieselbe auf jeder Seite gebracht hat, zusammengerechnet und der Gesammtbetrag wird zwischen den Post-Verwaltungen beider paciscirenden Staaten halbscheidlich getheilt.

Die Ausgleichung und Abrechnung erfolgt durch die Post-Aemter in St. Petersburg und Tilsit.

Artikel XII.

Die Post-Dampfschiffe der beiden contrahirenden hohen Mächte verrichten ihre Fahrten unter der eigenen Staatsflagge und geniessen gegenseitig völlige Hafengelderfreiheit.

Die Ladung derselben ist den Zollgesetzen beider Staaten unterworfen.

Artikel XIII.

Dieser Vertrag bleibt bis zum Schlusse des Jahres 1856 in Kraft.

Wenn der eine oder der andere Theil denselben über diesen Termin hinaus nicht sofort setzen will, so soll die Kündigung zwei Jahre vor dem Ablaufe Statt finden. Nach Verlauf des Kündigungs-Termins wird der Vertrag

въ виду не существенныя денежныя выгоды, а на первый случай одно покрытіе издержекъ.

Статья XI.

Весь сборъ, получаемый при каждомъ отправленіи за перевозку пассажировъ и вещей, исключая писемъ, расчитывается почтовымъ вѣдомствомъ того мѣста, откуда почтовый пароходъ отправляется, безъ всякаго различія, принадлежитъ ли пароходъ россійскому или прусскому правительству.

Ежегодно по окончаніи пароходства, весь доходъ, съ онаго полученный каждою изъ обѣихъ договаривающихся сторонъ, сосчитывается вмѣстѣ и вся сумма дѣлится на двѣ равныя части между почтовыми начальствами обѣихъ договаривающихся Державъ.

Заключеніе счетовъ и расчетъ производятся чрезъ С.-Петербургскій и Тильзитскій почтамты.

Статья XII.

Почтовые пароходы обѣихъ высокихъ договаривающихся Державъ совершаютъ плаванія каждый подъ флагомъ своего государства и пользуются взаимно совершеннымъ освобожденіемъ отъ гаванныхъ пошлинъ.

Грузъ ихъ подлежитъ таможеннымъ правиламъ обоихъ государствъ.

Статья XIII.

Этотъ договоръ остается въ силѣ до конца 1856 года.

Если та или другая сторона не пожелаетъ продлить этотъ договоръ далѣе означеннаго срока, то имѣетъ объявить о томъ за два года до истеченія онаго. По минованіи извѣсти-

als auf drei Jahre verlängert betrachtet und so fort von drei zu drei Jahren bis dessen Kündigung zwei Jahre vor dem Ablaufe erfolgt.

Artikel XIV.

Die Bestätigung des gegenwärtigen Vertrages soll innerhalb acht Wochen gegenseitig beigebracht werden.

Zu Urkund dessen etc.

So geschehen zu St.Petersburg, am 19 Juni (1 Juli) 1843.

(L. S.) Theodor v. Prianischnikoff.

(L. S.) Heinrich Schmückert.

Ratifiée a Péterhof le 19 août 1843.

№ 330.

1844, 8 (20) mai. Convention de cartel conclue avec la Prusse. (2-e Col. des lois, № 18.200).

№ 331.

Déclaration de la même date.

Comme de raison, l'acte de commerce de l'année 1842 (№ 325) ne pouvait être considéré par le gouvernement prussien comme un résultat satisfaisant des négociations diplomatiques en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce. Le roi de Prusse lui-même était fort désappointé de la tournure que ces négociations avaient prises pendant son séjour à Péterhof. Quoiqu'ayant obtenu du gouvernement russe des concessions inattendues, le Cabinet de Berlin n'hésita pas à demander bientôt que ces mêmes concessions soient étendues à tous les Etats de l'Allemagne faisant partie de l'Union douanière germanique.

Le gouvernement russe repoussa ces exigences en laissant entendre qu'il n'avait fait les concessions de 1842 qu'uniquement en faveur du commerce de la Prusse et qu'en lui demandant de

тельнаго срока, договоръ считается продолженнымъ еще на три года, и такъ далѣе отъ трехъ лѣтъ, пока не послѣдуетъ за два года до истеченія срока объявленіе о прекращеніи договора.

Статья XIV.

Ратификаціи этого договора имѣютъ быть доставлены съ обѣихъ сторонъ въ продолженіи восьми недѣль.

Въ увѣреніе чего и т. д.

С.-Петербургъ, 19 іюня (1 іюля) 1843 года.

(М. П.) Ѳедоръ Прянишниковъ.

(М. П.) Генрихъ Шмюкертъ.

Ратификована въ Петергофѣ 19 августа 1843 г.

№ 330.

1844 г., 8-го (20-го) мая. Картельная конвенція съ Пруссіей (2-е П. С. З. № 18.200).

№ 331.

Декларація отъ того же числа.

Торговый актъ 1842 года (№ 325), само собою разумѣется, не могъ считаться въ глазахъ прусскаго правительства удовлетворительнымъ окончаніемъ дипломатическихъ переговоровъ о новомъ коммерческомъ трактатѣ. Самъ прусскій король былъ очень озадаченъ оборотомъ, который приняли эти переговоры во время его пребыванія въ Петергофѣ. Но получивъ отъ русскаго правительства неожиданныя уступки, Берлинскій кабинетъ не затрудняся немедленно изъявить желаніе, чтобъ онѣ были также распространены на всѣ германскія государства, вошедшія въ составъ германскаго Таможеннаго Союза.

Русское правительство отклонило это требованіе на томъ основаніи, что только въ пользу одной прусской торговли сдѣланы уступки 1842 года и распространить ихъ на весь Тамо-

les étendre à toute l'Union douanière on exigerait de sa part de nouveaux sacrifices qu'il n'avait pas l'intention de faire. (Dépêche du comte Nesselrode au baron Meyendorf du 18 décembre 1842).

D'autre part, il était impossible au gouvernement prussien de ne pas répondre à l'acte de juillet 1842 par des immunités quelconques en faveur du commerce russe. En effet, par une disposition prise le 3 mars 1843, les droits de transit à payer par les blés russes, transportés par la Vistule ou le Niémen, furent abaissés jusqu'au chiffre fixé par la convention de commerce du 27 février 1825. C'est ainsi qu'il fut fait droit à l'une des exigences les plus impérieuses du gouvernement impérial.

Aussi ce dernier s'empressa-t-il de satisfaire le désir du Cabinet de Berlin en consentant à la nomination d'une commission mixte pour l'examen des affaires provoquées par les conflits de frontière. Le gouvernement prussien se plaignait constamment des vexations dont les sujets de la Prusse, à proximité de la frontière, étaient l'objet de la part des autorités russes, qui, en général, disait-il, traitaient avec cruauté les sujets d'une puissance voisine et amie.

Dans la note prussienne du 22 (10) juin 1843, qui fut communiquée au ministre de Russie, on cherchait à démontrer que la Prusse avait toujours observé le principe, „de ne jamais refuser, à la réquisition des gouvernements voisins et amis, la réception d'un sujet prussien renvoyé d'un territoire étranger, qu'il soit muni de papiers ou non, pourvu qu'il soit constaté seulement que l'individu dont il s'agit, n'a pas perdu sa qualité de sujet prussien. Ce principe est si naturel et découle si nécessairement des relations amicales qui existent entre deux pays que, selon l'opinion du gouvernement du roi, il n'a pas besoin d'être consacré formellement par une convention".

Le gouvernement prussien ne s'est jamais départi de ce principe à l'égard de la Russie et quand les autorités russes manifestent l'intention de se débarrasser d'un sujet prussien quelconque, il les reçoit toujours immédiatement sur la frontière de Prusse, quand sa qualité de sujet prussien est positivement démontrée.

Et pourtant le gouvernement russe aurait pris une disposition en vertu de laquelle tous les sujets prussiens, qui n'ont pas de passeports sont

женный Союзъ, значитъ требовать отъ Россіи новыхъ жертвъ, которыхъ она принести не желаетъ. (Депеша гр. Нессельроде къ бар. Мейендорфу отъ 18-го декабря 1842 г.).

Но, съ своей стороны, прусское правительство не могло не отвѣтить какими нибудь льготами въ пользу русской торговли за іюльскій актъ 1842 года. И дѣйствительно, 3 марта 1843 года оно сдѣлало распоряженіе, въ силу котораго транзитныя пошлины съ русскаго хлѣба, вывозимаго по Вислѣ или Нѣману, уменьшаются до размѣра, установленнаго коммерческою конвенціею отъ 27-го февраля 1825 г. Такимъ образомъ получило удовлетвореніе одно изъ настоятельнѣйшихъ требованій императорскаго правительства.

За то послѣднее поспѣшило исполнить желаніе Берлинскаго кабинета о назначеніи смѣшанной коммисіи для разбирательства дѣлъ о пограничныхъ столкновеніяхъ. Прусское правительство постоянно жаловалось на притѣсненія, которымъ подвергаются пограничные прусскіе подданные со стороны русскихъ властей, которыя вообще жестоко обращаются съ подданными сосѣдней союзной державы.

Такъ, въ прусской нотѣ отъ 22-го(10-го) іюня 1843 г., сообщенной русскому посланнику, доказывается, что Пруссія всегда придерживалась общаго принципа „никогда не отказывать, по требованію сосѣднихъ и дружескихъ правительствъ, въ пріемѣ прусскаго подданнаго, высланнаго изъ иностранной территоріи, всеравно, снабженъ ли онъ бумагами или нѣтъ, если только можно было констатировать, что подлежащее лицо не потеряло права прусскаго подданства. Этотъ принципъ до такой степени естественъ и настолько необходимымъ образомъ вытекаетъ изъ дружескихъ отношеній, существующихъ между двумя странами, что, по мнѣнію королевскаго правительства, нѣтъ даже надобности освящать его формальною конвенціею".

Этого принципа прусское правительство постоянно придерживалось въ отношеніи Россіи, и потому, когда русскія власти желали освободиться отъ какого нибудь прусскаго подданнаго, его немедленно принимали на прусской границѣ, если только прусское подданство его было положительно выяснено.

Между тѣмъ русское правительство сдѣлало распоряженіе, чтобъ всѣ прусскіе подданные, не имѣющіе паспортовъ, были отправляемы въ

expédiés en Sibérie. Le Cabinet de Berlin refuse de croire à l'existence d'une disposition de ce genre, mais il ne s'en adresse pas moins au ministre pour le prier d'éclaircir ses doutes à ce sujet.

Le baron Meyendorf n'eut même pas besoin d'écrire à St.-Pétersbourg pour obtenir les éclaircissements demandés. Il déclara immédiatement au baron Bülow, le nouveau Ministre des affaires étrangères de Prusse, que jamais aucune mesure de ce genre n'avait été prise par le gouvernement russe et que la déportation en Sibérie ne menaçait exclusivement que les individus arrêtés pour vagabondage et dont il est impossible de définir la nationalité. (Dépêche du baron Meyendorf du 14 (26) juin 1843).

Le baron Bülow accepta avec reconnaissance cette explication du ministre de Russie et n'insista plus sur ce sujet; il lui exprima en même temps le plaisir qu'il ressentait d'avoir appris que le gouvernement russe consentait à la nomination d'une commission mixte de frontière.

En général, ce nouveau chef du service diplomatique en Prusse se montrait prêt à se laisser complètement guider dans son activité par les principes élevés dont l'Empereur Nicolas I faisait preuve dans ses rapports avec la Prusse et avec l'Autriche. Le vice-chancelier chargea le baron Meyendorf de lui manifester, à chaque occasion, la complète satisfaction de l'Empereur, dont le système, comme le sait le baron Bülow, consiste dans le maintien de la paix, de la situation politique existante et l'ordre social en Europe. Pour atteindre ce but, l'Empereur est prêt à tous les sacrifices. (Dépêche du comte Nesselrode du 12 mai 1842).

Cette approbation de la manière d'agir du gouvernement prussien était d'autant plus opportune que celui-ci faisait preuve de beaucoup moins de fermeté dans sa politique intérieure et extérieure. „De l'aveu de tous les gens bien informés", — écrivait le baron Meyendorf le 30 octobre (11 novembre) 1842, — „le mal radical du gouvernement prussien est une absence complète de système arrêté et de principes fixes. Et quand les déclarations du jour sont contredites par les mesures du lendemain, le langage des hommes du gouvernement doit suivre ces variations ou cesser de couvrir de leur responsabilité morale celle du chef de l'Etat".

Voilà pourquoi les ministres prussiens eux-mêmes se montraient désireux, au commence-

Сибирь. Берлинскій кабинетъ не можетъ вѣрить, чтобъ такое распоряженіе могло быть издано, но онъ всетаки просилъ посланника разъяснить его недоумѣніе.

Барону Мейендорфу даже не нужно было сноситься съ С.-Петербургомъ для разъясненія этого дѣла. Онъ немедленно объяснилъ барону Бюлову, новому министру иностранныхъ дѣлъ Пруссіи, что никогда подобная мѣра не была принята его правительствомъ, но что ссылка на житье въ Сибирь угрожаетъ исключительно такимъ субъектамъ, которы задерживаются за бродяжничество и подданство которыхъ оказалось бы невозможнымъ опредѣлить. (Депеша бар. Мейендорфа отъ 14-го (26-го) іюня 1843 года).

Баронъ Бюловъ принялъ съ благодарностью такое объясненіе со стороны русскаго посланника и не настаивалъ на своемъ заявленіи. Но вмѣстѣ съ тѣмъ выразилъ удовольствіе по поводу согласія русскаго правительства на назначеніе смѣшанной пограничной комиссіи.

Вообще этотъ новый начальникъ прусскаго дипломатическаго вѣдомства высказывалъ полную свою готовность руководствоваться въ своей дѣятельности возвышенными принципами, которыхъ придерживался Императоръ Николай I въ отношеніяхъ къ Пруссіи и Австріи. Вице-Канцлеръ поручилъ барону Мейендорфу изъявлять ему, при всякомъ случаѣ, полное удовольствіе Государя, котораго система, какъ это знаетъ баронъ Бюловъ, заключается въ сохраненіи мира, существующаго политическаго положенія и соціальнаго порядка въ Европѣ. Для достиженія этой цѣли Государь готовъ принести всѣ требуемыя жертвы. (Депеша графа Нессельроде отъ 12-го мая 1842 г.).

Такое одобреніе образа дѣйствій прусскаго правительства было тѣмъ болѣе умѣстно, чѣмъ менѣе устойчиво оно было въ своей внутренней и внѣшней политикѣ. „По мнѣнію всѣхъ свѣдущихъ людей", писалъ 30-го октября (11-го ноября) 1842 г. баронъ Мейендорфъ, „коренной недугъ прусскаго правительства состоитъ въ полномъ недостаткѣ опредѣленной системы и положительныхъ началъ. Если сегодняшнія заявленія завтра опровергаются принятыми мѣрами, то рѣчи правительственныхъ лицъ должны сообразоваться съ такою измѣнчивостью, или же послѣдніе должны перестать покрывать своею нравственною отвѣтственностью отвѣтственность Государя".

Вотъ почему сами прусскіе министры высказывали, въ началѣ новаго царствованія, жел-

ment du nouveau règne, de s'unir entre eux et de former une unité se basant sur la solidarité commune des principes et des actes de l'Etat. Malheureusement les tentatives de Rochow, d'Alvensleben et de Maltzan en vue de former un „ministère compact" n'aboutirent qu'à un échec complet. Le baron Meyendorf n'en reconnaissait pas moins à ce ministère le mérite de jouir de l'entière confiance du roi et de ne pas donner pleine et entière carrière à „l'imagination ardente" de Sa Majesté Royale.

L'Empereur Nicolas I rendait toute justice à ce mérite des ministres prussiens qui était d'autant plus remarquables que les „tendances constitutionnelles et démocratiques" se faisaient jour de plus en plus énergiquement en Prusse. Il est très désirable que les ministres prussiens puissent se pénétrer profondément de la nécessité de former un gouvernement fort et uniforme. Cela devient d'autant plus nécessaire que la presse périodique en Prusse se permet beaucoup de libertés et que ses attaques contre le gouvernement russe deviennent tout-à-fait insupportables. (Dépêche du comte Nesselrode du 14 novembre 1842).

En effet, le ministre de Russie ne cessait pas de se plaindre des organes de la presse prussienne pour la moindre inexactitude dans la publication des nouvelles concernant la Russie. Le gouvernement prussien obligeait à chaque instant les journaux à publier de démentis des fausses nouvelles publiées sur le compte de la Russie et il leur fit même payer à plus d'une reprise des amendes fort sensibles. Enfin, au mois de novembre 1842, le baron Meyendorf annonçait triomphalement à son gouvernement que l'on projetait en Prusse l'introduction de nouveaux réglements fort sévères à l'égard de la presse et qu'ils seraient même, appliqués sous peu.

Quand l'aide de camp du ministre de la guerre Zimmermann, publia un livre sur la campagne des Anglais en Afghanistan, dans lequel il parlait de l'armée russe en termes qui n'étaient pas tout-à-fait amicaux, le ministre de Russie s'adressa immédiatement au ministre des affaires etrangères de Prusse pour lui demander si le général Boyen, ministre de la guerre, partageait les opinions de son aide-de-camp, dont l'ouvrage avait été publié sous ses auspices?

Le lendemain même le ministre de la guerre de Prusse en personne se rendit auprès du ministre de Russie pour lui présenter ses excuses au sujet des passages du livre de son aide-de-camp qui lui avaient déplu. Le général Boyen lui fit entendre en outre qu'il avait infligé une sévère

ніе сплотиться и составить одно цѣлое, основанное на общей солидарности принциповъ и правительственныхъ дѣйствій. Однако попытки Рохова, Альвенслебена и Мальцана составить „однородное министерство" окончились, къ сожалѣнію, полною неудачею. Впрочемъ, баронъ Мейендорфъ признаетъ за настоящимъ министерствомъ всетаки ту заслугу, что оно пользуется довѣріемъ короля и не даетъ полной свободы „пылкому воображенію" Его Королевскаго Величества.

Императоръ Николай I вполнѣ признавалъ эту заслугу за прусскими министрами, которая тѣмъ болѣе знаменательна, чѣмъ настойчивѣе обнаруживаются въ Пруссіи, „конституціонныя и демократическія тенденціи". Весьма желательно, чтобъ прусскіе министры вполнѣ прониклись сознаніемъ необходимости составить однородное и сильное правительство. Это въ особенности необходимо въ виду вольностей прусской періодической печати, которой нападенія на русское правительство сдѣлались совершенно нестерпимыми. (Депеша гр. Нессельроде отъ 14-го ноября 1842 года).

И дѣйствительно, русскій посланникъ не уставалъ постоянно приносить жалобы на органы прусской печати за малѣйшую неточность въ передачѣ какого-нибудь извѣстія о Россіи. Прусское правительство постоянно заставляло газеты печатать опроверженія принесенныхъ насчетъ Россіи ложныхъ извѣстій и даже неоднократно налагало чувствительныя взысканія. Наконецъ, въ ноябрѣ 1842 года, баронъ Мейендорфъ, торжествуя, извѣстилъ свое правительство, что проектированы новыя строгія правила относительно прусской печати, которыя въ скоромъ времени будутъ введены въ дѣйствіе.

Когда адъютантъ военнаго министра, Циммерманъ, издалъ сочиненіе о походѣ Англичанъ въ Афганистанъ, въ которомъ не совсѣмъ дружелюбно отзывался о русской арміи, посланникъ немедленно спросилъ прусскаго министра иностранныхъ дѣлъ: не раздѣляетъ ли военный министръ, генералъ Бойенъ, мнѣнія своего адъютанта, книга котораго издана подъ его покровительствомъ?

На другой же день явился къ посланнику самъ прусскій военный министръ съ извиненіями за мѣста въ сочиненіи его адъютанта, вызвавшія неудовольствіе барона Мейендорфа. Къ этому генералъ Бойенъ прибавилъ, что онъ далъ строгій выговоръ автору и даже намѣ-

remontrance à l'auteur, qu'il se proposait même de le renvoyer dans son régiment et qu'il espérait que le gouvernement impérial ne doutait pas de son attachement à la Russie et de ses sentiments d'admiration pour l'armée russe. Le ministre remercia le général des sentiments qu'il lui exprimait, mais ne fit rien pour prévenir le renvoi de Zimmerman, qui perdit sa place d'aide-de-camp. (Dépêches du baron Meyendorf du 2 (14) novembre 1842 et du 2 (14) février 1843).

Le gouvernement prussien fit preuve des mêmes prévenances pendant toute la durée des négociations diplomatiques pour le renouvellement de la convention de cartel de 1830 (v. plus haut les №№ 314 et 315). Cette convention avait été conclue pour douze ans et sa force obligatoire cessait par conséquent le 17 (29) mars 1842. L'expérience a prouvé, écrivait le vice-chancelier au baron Meyendorf, le 20 janvier 1842, que les articles de la convention de 1830 soulèvent beaucoup de difficultés; ils doivent par conséquent être modifiés. Il serait surtout désirable de garantir l'extradition des fugitifs militaires et des conscrits.

Le gouvernement prussien n'en fit pas moins savoir à St.-Pétersbourg par l'entremise du général Rauch, que l'opinion publique en Prusse protestait si catégoriquement contre le renouvellement de la convention, conclue en 1830 avec la Russie, qu'il lui semblait fort intempestif de procéder à la révision de cet acte et d'y introduire de nouvelles clauses. Si encore le gouvernement russe avait voulu consentir à de nouvelles facilités pour les relations de frontière, les autorités prussiennes auraient pu expliquer d'une manière plausible devant l'opinion publique du pays leurs concessions à la Russie. Mais le gouvernement russe ne voulait rien céder sous ce rapport. Aussi fut-il recommandé au baron Meyendorf de ne pas insister sur la révision des clauses de la convention de cartel de 1830 et de se borner à exiger le simple renouvellement de cet acte, sans aucun changement.

C'est ainsi que commencèrent au début de l'année 1842 les négociations pour le renouvellement de l'acte de 1830, qui ne prirent fin qu'au mois de mai 1844 par la conclusion d'une nouvelle convention de cartel. On aurait pu croire que le désir manifesté par la Russie de se borner au simple renouvellement de la convention de 1830 devait suffire à écarter tout retard pour la solution de cette question.

ренъ былъ возвратить его въ полкъ, но онъ надѣется, что императорское правительство нисколько не сомнѣвается въ привязанности его къ Россіи и въ чувствахъ удивленія къ русской арміи. Посланникъ благодарилъ за чувства, выраженныя военнымъ министромъ, но не предупредилъ отставки, данной всетаки г. Циммерману. (Депеши барона Мейендорфа отъ 2-го (14-го) ноября 1842 года и отъ 2-го (14-го) февраля 1843 года).

Такую же предупредительность обнаружило прусское правительство во время дипломатическихъ переговоровъ о возобновленіи картельной конвенціи 1830 года (см. выше №№ 314 и 315). Эта конвенція была заключена на 12 лѣтъ и потому должна была прекратить свою обязательную силу 17-го (29-го) марта 1842 года. Опытъ показалъ, какъ писалъ вице-канцлеръ барону Мейендорфу 20-го января 1842 года, что статьи конвенціи 1830 года вызываютъ много затрудненій и потому должны быть измѣнены. Въ особенности было бы желательно лучше обезпечить выдачу военныхъ бѣглыхъ и рекрутовъ.

Однако прусское правительство сообщило чрезъ генерала Рауха въ С.-Петербургъ, что общественное мнѣніе Пруссіи настолько категорически высказывается противъ возобновленія конвенціи 1830 года съ Россіей, что она считаетъ весьма неудобнымъ заняться пересмотромъ этого акта и включить въ него какія либо новыя постановленія. Еслибъ русское правительство еще согласилось дать новыя облегченія для пограничныхъ сношеній, въ такомъ случаѣ прусскія власти могли бы скорѣе оправдать свои уступки Россіи предъ общественнымъ мнѣніемъ страны. Но русское правительство не признало возможнымъ сдѣлать въ этомъ отношеніи какія бы то ни было уступки. На этомъ основаніи барону Мейендорфу было поручено не настаивать на пересмотрѣ постановленій картельной конвенціи 1830 года и ограничиться требованіемъ о простомъ возобновленіи этого акта, безъ всякихъ измѣненій.

Такимъ образомъ въ самомъ началѣ 1842 г. начались переговоры о возобновленіи акта 1830 года, но только въ маѣ 1844 года они кончились благополучно заключеніемъ новой картельной конвенціи. Казалось бы, что желаніе Россіи о простомъ возобновленіи конвенціи 1830 года должно бы было предупредить всякую проволочку въ разрѣшеніи этого вопроса

En réalité, il en fut autrement. L'opinion publique et les autorités locales des provinces orientales de la Prusse se prononçaient avec tant d'énergie contre le renouvellement de la convention de 1830, que le gouvernement de Berlin craignait de prendre une décision irréfléchie. Il consentit d'abord à prolonger pour six mois l'action de l'ancienne convention, puis pour un an encore, mais il ne croyait pas pouvoir signer une autre convention. Il soumit enfin au ministre de Russie le projet d'une nouvelle convention, dont l'examen exigea beaucoup de temps.

Ce projet contenait entre autres deux articles qui soulevèrent surtout de sérieuses protestations de la part du gouvernement russe. Aux termes de l'art. XVI du projet prussien, toutes les demandes d'extradition de déserteurs et de criminels devaient être adressées par les tribunaux supérieurs des provinces russes aux tribunaux supérieurs des provinces prussiennes. Cette exigence était conforme à l'esprit de la convention de 1830, mais dans la pratique on fut obligé de reconnaître qu'il était fort incommode de charger les tribunaux de la correspondance à échanger pour les affaires de ce genre avec les autorités judiciaires de la Prusse. Aussi jusqu'aux derniers temps la coutume s'était-elle établie de charger les gouverneurs-généraux de ce soin.

Voilà pourquoi, en considération de ce qui précède, le baron Meyendorf fut chargé d'insister sur la modification de l'article XVI du projet dans le sens de la coutume qui s'était établie d'elle-même en Russie.

Le § 3 de l'article XXIII présentait une autre difficulté. Le gouvernement prussien exigeait que tout Juif russe ou polonais, arrêté sur le territoire prussien sans être muni d'un passeport ou en général d'une légitimation quelconque, puisse être immédiatement remis entre les mains des autorités russes les plus proches de la frontière, sans qu'il y ait besoin d'avoir recours à la correspondance exigée par la convention de cartel pour l'extradition des déserteurs ou des criminels.

Le gouvernement russe ne pouvait consentir à cette demande pour les deux considérations suivantes:

1) Accorder aux autorités prussiennes le droit de renvoyer en Russie tous les Juifs russes ou polonais, qui n'avaient pas de passeport, équivalait à les autoriser à faire passer en Russie tous les vagabonds en géné dontral le séjour sur le territoire prussien pouvait leur paraître incommode.

Но на дѣлѣ вышло иначе. Общественное мнѣніе и мѣстныя власти восточныхъ провинцій Пруссіи высказывались настолько энергично противъ возобновленія конвенціи 1830 года, что Берлинское правительство боялось принять какое нибудь опрометчивое рѣшеніе. Оно согласилось продолжить дѣйствіе старой конвенціи сперва на 6 мѣсяцевъ, а потомъ еще на годъ, но немедленно подписать новую конвенцію не находило возможнымъ. Наконецъ, прусское правительство даже согласилось представить русскому посланнику проектъ новой конвенціи, обсужденіе котораго требовало не мало времени.

Въ этомъ проектѣ были въ особенности двѣ статьи, которыя вызвали серьезныя возраженія со стороны русскаго правительства. На основаніи статьи XVI прусскаго проекта, всѣ требованія о выдачѣ дезертировъ и преступниковъ должны быть обращаемы высшими судебными мѣстами въ русскихъ губерніяхъ къ высшимъ судебнымъ мѣстамъ въ прусскихъ провинціяхъ. Это постановленіе было согласно съ духомъ конвенціи 1830 года. Однако, на практикѣ оказалось весьма неудобнымъ поручить судебнымъ мѣстамъ вести переписку по такимъ дѣламъ съ прусскими судебными властями. Поэтому выработался обычай, въ силу котораго генералъ-губернаторы исполняли эту обязанность до самаго послѣдняго времени.

На основаніи этихъ соображеній бар. Мейендорфу было поручено настаивать на измѣненіи статьи XVI проекта конвенціи въ смыслѣ установившагося обычнаго порядка.

Другое затрудненіе вызывалось § 3 ст. XXIII. Прусское правительство требовало, чтобъ каждый русскій или польскій еврей, застигнутый на прусской территоріи безъ паспорта, или вообще легитимаціи, былъ немедленно передаваемъ русской ближайшей пограничной власти, помимо всякой переписки, установленной картельною конвенціею для выдачи перебѣжчиковъ, или преступниковъ.

На такое требованіе не могло согласиться русское правительство по двумъ соображеніямъ:

1) Предоставить прусскимъ властямъ право высылать въ Россію всѣхъ русскихъ и польскихъ евреевъ, неимѣющихъ паспортовъ, значитъ дать имъ возможность выпроводить въ Россію всѣхъ вообще бродягъ, пребываніе которыхъ въ Пруссіи признано неудобнымъ.

2) D'autre part, aux termes d'un avis du Conseil de l'Empire, approuvé par l'Empereur le 24 janvier 1844, tous les Juifs qui quittaient la Russie sans s'être munis de passeports perdaient de par celà-même leur qualité de sujet russe et n'avaient plus le droit de rentrer en Russie. Il n'avait été fait qu'une seule exception, en faveur du gouvernement autrichien, à cette disposition de la législation russe (art. 261 du t. XIV du Code des lois, éd. de 1842), en ce sens que les Juifs sans passeports, dont il est question plus haut, pouvaient être autorisés à rentrer en Russie, sur la demande de l'Autriche, s'il était possible au préalable de prouver d'une manière irréfutable leur qualité de sujet russe. En considération de cet avis du Conseil de l'Empire, les autorités russes pouvaient consentir, sans correspondance préalable, à la rentrée en Russie des Juifs dont les passeports n'étaient échus qu'un an avant le moment de leur extradition. Pour ce qui est des Juifs qui n'avaient aucun passeport ou de ceux qui se trouvaient en possession de passeports échus de plus d'un an, ils ne pouvaient être autorisés à rentrer en Russie qu'après avoir fourni des preuves de leur qualité de sujet russe. (Dépêche du comte Nesselrode au baron Meyendorf du 22 février 1844).

Le baron Meyendorf ne réussit qu'en partie à vaincre la répugnance des plénipotentiaires prussiens à conclure une nouvelle convention de cartel. Ils consentirent à accepter la redaction russe de l'article XVI, mais refusèrent catégoriquement de rien changer à l'article XXIII concernant les Juifs. D'après leur propre déclaration le renvoi des Juifs était considéré par la population des provinces orientales de la Prusse comme l'unique compensation du renouvellement de la convention de cartel.

Enfin, sur la proposition de l'un des plénipotentiaires prussiens, il fut décidé que l'on exclurait complétement l'article relatif aux Juifs et qu'on les abandonnerait ainsi à l'action des lois générales.

Le ministre de Russie crut devoir accepter cette proposition, d'autant plus qu'elle était de tout point conforme à la convention de 1830 et qu'on ne l'avait chargé tout d'abord que d'obtenir le simple renouvellement de cet acte. Voilà pourquoi il se décida à signer la convention, étant persuadé qu'une prompte solution de cette affaire ne pouvait qu'être avantageuse à la Russie et consolider encore plus à l'avenir les relations d'amitié et d'alliance avec la Prusse. (Dépêche du baron Meyendorf au vice-chancelier du 8 (20) mai 1844).

2) На основаніи Высочайше утвержденнаго 24 января 1844 года мнѣнія Государственнаго Совѣта евреи, покинувшіе Россію безъ паспортовъ, потеряли право русскаго гражданства и не имѣютъ права возвратиться въ Россію. Только по желанію австрійскаго правительства такое постановленіе русскаго законодательства (ст. 261 т. XIV св. зак. изд. 1842 г.) было измѣнено въ томъ смыслѣ, что евреи, безъ паспортовъ, могутъ быть приняты обратно въ Россію, по требованію австрійскихъ властей, если предварительно русское ихъ подданство неопровержимымъ образомъ могло быть опредѣлено. Имѣя въ виду упомянутое мнѣніе Государственнаго Совѣта, русскія власти могутъ принимать обратно евреевъ, срокъ паспортамъ которыхъ истекъ только за годъ до момента ихъ выдачи, безъ всякой предварительной переписки. Что же касается до евреевъ, неимѣющихъ паспортовъ или съ паспортами просроченными болѣе чѣмъ на годъ, то таковые могутъ быть приняты обратно въ Россію только послѣ выясненія ихъ русскаго подданства. (Депеша гр. Нессельроде къ бар. Мейендорфу отъ 22-го февраля 1844 г.).

Барону Мейендорфу только отчасти удалось побѣдить сопротивленіе прусскихъ уполномоченныхъ заключенію новой картельной конвенціи. Они согласились принять русскую редакцію статьи XVI, но наотрѣзъ отказались измѣнить статью XXIII касательно евреевъ. По заявленію прусскихъ уполномоченныхъ, изгнаніе евреевъ считается въ глазахъ населенія прусскихъ восточныхъ провинцій единственнымъ вознагражденіемъ за возобновленіе картельной конвенціи.

Наконецъ, по предложенію одного изъ прусскихъ уполномоченныхъ, было рѣшено совершенно исключить статью объ евреяхъ, предоставивъ ихъ такимъ образомъ дѣйствію общихъ законовъ.

Посланникъ считалъ себя въ правѣ принять это предложеніе въ виду того, что оно было совершенно согласно съ конвенціею 1830 года, и простое возобновленіе послѣдней было ему первоначально поставлено въ обязанность. Вотъ почему онъ рѣшился подписать конвенцію, будучи увѣренъ, что скорѣйшее окончаніе этого дѣла можетъ быть только выгодно Россіи и укрѣпитъ на будущее время еще болѣе дружескія и союзныя отношенія къ Пруссіи. (Депеша барона Мейендорфа къ вице-канцлеру отъ 8-го (20-го) мая 1844 года).

№ 330.

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

La convention de cartel conclue le 17 (29) mars 1830 entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne et S. M. le Roi de Prusse, étant expirée, et quelques unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développement et de précision tandis que d'autres ont cessé d'être applicables aux rapports existans, Leur Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle convention de cartel, et ont à cet effet, nommé des plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne:

Le sieur Pierre Baron de Meyendorff, son Conseiller privé et chambellan, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, chevalier grand'croix des ordres de Russie de l'Aigle Blanc, de St. Wladimir de la 2-de classe etc.,

et S. M. le Roi de Prusse le sieur Henri Ulric-Guillaume baron de Bülow, son Ministre du Cabinet et des Affaires Etrangères, grand' croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, chevalier des ordres de St. Alexandre Newsky, de S-te Anne de la 1-ère classe, etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la convention de cartel, dont la teneur suit ici mot-à-mot:

№ 330.

Во имя Пресвятыя и Нераздѣльныя Троицы.

Поелику срокъ конвенціи, заключенной между Е. В. Императоромъ Всероссійскимъ, Царемъ Польскимъ, и Е. В. Королемъ Прусскимъ 17 (29) марта 1830 года о взаимной выдачѣ бѣглыхъ, минулъ; а при томъ оказалось, что нѣкоторыя статьи оной конвенціи требуютъ дополненія и большей ясности; другія же не соотвѣтствуютъ уже нынѣшнимъ отношеніямъ; то Ихъ Величества признали за нужное заключить новую конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, и на сей конецъ назначили полномочными своими, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій:

Барона Петра Мейендорфа, своего тайнаго совѣтника и камергера, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Королѣ Прусскомъ и Е. К. В. Великомъ герцогѣ Мекленбургъ-Шверинскомъ, орденовъ: россійскихъ Бѣлаго орла, Св. Владиміра 2-й степени и др. кавалера,

а Е. В. Король Прусскій: барона Генриха Ульрика Вильгельма Бюлова, своего Кабинетъ Министра и Министра Иностранныхъ Дѣлъ, орденовъ: прусскаго Краснаго Орла большаго креста, Россійскихъ: Св. Александра Невскаго, Св. Анны 1-й степени, и др. кавалера,

которые, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащей формѣ, заключили и подписали конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, которая отъ слова до слова гласитъ тако:

Article I.

La présente convention sera mise à exécution quatre semaines après l'échange des ratifications s'opérera:

a) à tous les individus qui *déserteront le service actif des armées respectives*, ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, tels que chevaux, harnais, armes, habillements, en outre aux individus qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

b) à tous les individus, qui, selon les lois de l'Etat qu'ils ont quitté, avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fut-ce que dans la suite, au service militaire;

c) aux individus qui, ayant commis des crimes dans l'un des deux Etats, se sont enfuis sur le territoire de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Article II.

Si les individus mentionnés dans l'article précédent, sous la lettre *a*, sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service militaire de l'autre Etat, ils seront sur le champ et sans réquisition préalable de cet Etat, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux Etats,

Статья I.

Исполненіе по сей конвенціи начнется чрезъ четыре недѣли по размѣнѣ ратификацій, и она будетъ относиться:

a) Ко всѣмъ лицамъ, кои, находясь въ дѣйствительной службѣ, учинятъ побѣгъ изъ той или другой обоюдныхъ армій, а равномѣрно до военныхъ принадлежностей, кои при нихъ окажутся, какъ то: до лошадей, конской сбруи, оружія и аммуниціи, сверхъ того ко всѣмъ тѣмъ лицамъ, кои хотя и получили увольненіе, но съ тѣмъ, чтобы опять явиться на службу, коль скоро потребованы будутъ, и кои потому принадлежатъ къ резерву.

b) Ко всѣмъ лицамъ, кои по законамъ государства, оставленнаго ими съ намѣреніемъ возвратиться или же съ тѣмъ, чтобы не возвращаться, обязаны, хотя бы то было въ послѣдствіи, нести военную службу.

c) Ко всѣмъ тѣмъ лицамъ, кои, учинивъ преступленія въ одномъ изъ двухъ государствъ, бѣгутъ въ другое, чтобы укрыться отъ суда и отъ законнаго наказанія.

Статья II.

Если упомянутые въ предъидущей статьѣ, подъ литерою *a*, люди захвачены будутъ въ мундирѣ, если у нихъ окажутся другія принадлежащія къ военной аммуниціи вещи, или вообще, ежели не подвержено будетъ сомнѣнію, что они учинили побѣгъ изъ дѣйствительной службы другого договаривающагося государства, то таковые люди имѣютъ быть немедленно и безъ предварительнаго требованія со стороны

pour y être remis aux autorités respectives chargées de les recevoir. Quant aux individus dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet, et le communiqueront aux autorités militaires provinciales de l'autre Etat, qui, alors déclareront si le prévenu a affectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur leur sera livré de la manière sus-indiquée.

Les individus mentionnés dans l'article précédent, lettre *b*, ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une requisition expresse, qui, dans chaque cas spécial, sera faite par les autorités compétentes de l'Etat auquel ces individus appartiennent.

Article III.

L'extradition des individus appartenant aux classes *a* et *b* de l'article I, n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'Etat qu'ils ont quitté en dernier lieu, ou avant d'y avoir pris service, ces individus ont été sujets de l'Etat où ils se sont retirés lors de leur

того государства задержаны и препровождены со всѣми найденными у нихъ военными вещами на границу, раздѣляющую оба государства, для передачи назначенному принимать ихъ начальству. Что же касается до тѣхъ, коихъ побѣгъ не явенъ, но сдѣлается вѣроятнымъ въ слѣдствіе собственныхъ ихъ показаній, или по особеннымъ обстоятельствамъ, то военныя или гражданскія начальства, по полученіи свѣдѣнія о мѣстопребываніи кого либо изъ таковыхъ людей, примутъ немедленно нужныя мѣры для воспрепятствованія дальнѣйшему его побѣгу. Послѣ сего они учинятъ ему допросъ и препроводятъ протоколъ онаго къ военному провинціальному начальству другого договаривающагося государства, которое объявитъ тогда, точно ли подозрѣваемый учинилъ побѣгъ, или нѣтъ; въ слѣдствіе чего, въ случаѣ побѣга, дезертиръ выданъ будетъ оному вышеизъясненнымъ образомъ.

Къ задержанію и выдачѣ обозначенныхъ въ предъидущей статьѣ подъ литерою *b* людей, будетъ приступлено не иначе, какъ въ слѣдствіе точнаго о томъ требованія, которое чинимо будетъ при всякомъ особенномъ случаѣ надлежащимъ начальствомъ того государства, которому они принадлежатъ.

Статья III.

Однако жъ, ежели принадлежащіе къ означеннымъ подъ литерами *a* и *b* первой статьи разрядамъ люди, прежде прихода ихъ въ государство, изъ котораго въ послѣднее время они выбыли, или до поступленія ихъ въ службу онаго, были подданными того государ-

désertion, et que les rapports résultant pour eux de cette qualité n'aient pas été annullés suivant les formes prescrites par les lois de cet Etat. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et les effets militaires que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant.

De même, si un individu appartenant à ces deux classes s'est rendu coupable de quelque délit dans l'Etat où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée, jusqu'à ce qu'il ait subi la peine que lui infligent les lois de cet Etat.

Enfin si, dans les cas où l'arrestation et l'extradition d'un individu ne devront s'effectuer qu'à la suite d'une réquisition (ainsi que cela est stipulé dans l'article II, notamment à l'égard des déserteurs qui ne sont pas reconnaissables comme tels), il s'est écoulé l'espace de deux ans depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion d'un individu de cette catégorie, celui des deux Etats auquel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera point tenu d'y satisfaire.

Article IV.

Les communications qui, d'après l'article II, auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées de la part de la Russie et de la Pologne, au général commandant dans la province prus-

ства, въ которомъ послѣ побѣга они скрываются, и если притомъ сопряженныя съ таковымъ ихъ качествомъ отношенія, по законнымъ формамъ сего государства не уничтожились, то таковыхъ людей выдавать не слѣдуетъ. Но и въ семъ случаѣ, лошади, которыхъ при побѣгѣ они увели, и военныя принадлежности, унесенныя ими при побѣгѣ съ собою, должны быть возвращены.

А также, если кто нибудь изъ принадлежащихъ къ симъ двумъ разрядамъ людей учинитъ какое либо преступленіе въ томъ государствѣ, гдѣ послѣ побѣга онъ отъищется, то таковаго можно не выдавать до тѣхъ поръ, пока онъ по законамъ сего государства не накажется.

Наконецъ, буде со времени задержанія и выдачи тѣхъ людей, которые не иначе подлежатъ задержанію и выдачѣ, какъ въ слѣдствіе точнаго о томъ требованія (какъ о томъ постановлено въ статьѣ II, а именно относительно бѣглыхъ, которыхъ нельзя признать за таковыхъ) пройдетъ два года, со времени побѣга принадлежащихъ къ сему разряду людей, то ни которое изъ обоихъ государствъ, къ коему поступило бы требованіе о выдачѣ таковыхъ людей, не обязано удовлетворять оному.

Статья IV.

Сношенія, на основаніи второй статьи, о людяхъ, подозрѣваемыхъ въ побѣгѣ изъ службы той или другой изъ высокихъ договаривающихся Державъ, будутъ производиться со стороны Россіи и Царства Польскаго, съ генераломъ, начальствующимъ въ ближайшей прус-

sienne la plus proche, et de la part de la Prusse au commandant en chef et aux officiers chargés de l'extradition des déserteurs; les réquisitions relatives aux individus mentionnés dans l'article I, sous la lettre *b*, s'adresseront de la part de la Russie et de la Pologne à la régence provinciale prussienne la plus à portée, et de la part de la Prusse, aux autorités militaires et civiles de la Russie ou de la Pologne les plus proches.

Article V.

S'il arrivait qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes eut déserté les troupes d'un autre Souverain ou d'un autre Etat, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclu une convention de cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée qu'il aura désertée en dernier lieu.

Article VI.

Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives, d'engager au service militaire ou civil de leur Souverain un individu dont la désertion du service militaire de l'autre Etat n'est pas douteuse, ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer la frontière à aucun sous-officier ni soldat de l'armée de l'Etat limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il appartient.

ской провинціи, а со стороны Пруссіи съ главнымъ начальникомъ и съ чиновниками, коимъ поручена выдача дезертировъ; съ требованіями же касательно людей, упомянутыхъ въ I-й статьѣ, подъ лит. *b*, относиться будутъ со стороны Россіи и Царства Польскаго къ ближайшему прусскому провинціальному правленію, а со стороны Пруссіи къ ближайшимъ военнымъ и гражданскимъ начальствамъ россійскимъ или польскимъ.

Статья V.

Если бы случилось, что кто либо, до побѣга своего изъ службы той или другой Высокой договаривающейся стороны учинилъ побѣгъ изъ войскъ иного государя или иной державы, съ коими одна изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ имѣла бы конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, то въ такомъ случаѣ дезертиръ выданъ будетъ въ ту армію, изъ которой онъ бѣжалъ въ послѣднее время.

Статья VI.

Запрещается въ особенности обоюднымъ военнымъ и гражданскимъ начальствамъ принимать въ военную или гражданскую службу своего государя всякаго, коего побѣгъ изъ дѣйствительной службы другого договаривающагося государства не подверженъ сомнѣнію, или даже только вѣроятенъ. Предписывается также не пропускать чрезъ границу никого изъ унтеръ-офицеровъ или солдатъ, принадлежащихъ къ арміи сопредѣльнаго государства, ежели онъ не будетъ имѣть паспорта или письменнаго вида отъ начальника или командующаго тѣмъ корпусомъ, къ которому онъ принадлежитъ.

sition de l'article IX, concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original ou de la copie vidimée de l'acte de réquisition, dans lequel cas il ne sera payé ni d'entretien, ni récompense.

одному счету платежъ произведется сполна; къ разсмотрѣнію же возраженія, учиненнаго по сему предмету, будетъ приступлено послѣ, исключая одинъ только случай, и именно: когда бы не послѣдовало исполненія по содержанію II-й статьи, касательно того, чтобы вмѣстѣ съ дезертиромъ были выдаваемы и найденныя при немъ военныя принадлежности, или чтобы требованіе о его выдачѣ было представляемо въ подлинникѣ, или въ засвидѣтельствованной копіи. Въ семъ только случаѣ денегъ, назначаемыхъ въ награжденіе, а также за издержки на содержаніе, выдаваемо не будетъ.

Article XIV.

Les déserteurs et les individus sujets au service militaire ne pouvant contracter de dettes que l'Etat auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, les dettes, qu'ils pourraient avoir, ne feront jamais, lors de l'extradition, un objet de discussion entre les autorités des deux Etats. Si un individu, durant son séjour dans l'Etat qui le livre, a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant les autorités compétentes de l'Etat auquel appartient son débiteur.

Pareillement si un déserteur ou un individu sujet au service militaire se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagemens qu'il aurait contractés envers des

Статья XIV.

Поелику дезертиры и люди, подлежащіе военной службѣ, не могутъ входить въ долги, за которые то правительство, которому они принадлежатъ, было бы въ законной обязанности отвѣтствовать, то таковые долги ни въ какомъ случаѣ, при выдачѣ бѣглыхъ не могутъ служить поводомъ къ какому либо разбирательству между обоюдными начальствами. Если бы кто либо изъ таковыхъ людей, во время своей бытности въ государствѣ, которое выдаетъ его, далъ частнымъ людямъ обязательства, кои по причинѣ его выдачи онъ не можетъ выполнить, то противной сторонѣ представляется только отъискивать свое право у надлежащаго начальства того государства, которому принадлежитъ должникъ ея.

Равномѣрно, если дезертиръ, или человѣкъ, подлежащій военной службѣ, въ то время, когда его потребуютъ, будетъ находиться за частные долги подъ стражею; то и тогда правительство, къ

particuliers, l'Etat auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le livrer sans retard.

которому поступитъ такое требованіе, не освобождается отъ обязанности выдать его немедленно.

Article XV.

Ceux qui dans le pays de l'un des deux Souverains commettent un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un et qui, ensuite, prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre sur une réquisition qui aura lieu de la manière indiquée ci-dessous dans l'article XVI.

L'état ou la condition du coupable, de l'accusé ou du prévenu, ne changera rien à cette disposition et il sera restitué, à quelque état ou à quelque condition qu'il appartienne, qu'il soit noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays du quel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet, fera administrer contre lui bonne et prompte justice, selon les lois du pays. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis le dit délit criminel ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite fera administrer justice contre lui et lui

Статья XV.

Если кто нибудь, въ томъ или въ другомъ изъ обоихъ государствъ, учинитъ уголовное преступленіе, или въ таковомъ преступленіи обвиняемъ или подозрѣваемъ будетъ, а потомъ бѣжитъ и перейдетъ во владѣнія другого изъ договаривающихся Государей, то всѣ таковые люди взаимно будутъ выдаваемы, по востребованію, которое послѣдуетъ на томъ основаніи, какъ ниже сего въ статьѣ XVI показано.

Сила сего постановленія остается непремѣнною, не смотря ни на званіе, ни на состояніе виновнаго, или обвиняемаго, или подозрѣваемаго; и таковые люди, къ какому бы званію или состоянію они ни принадлежали, дворяне, городскіе, или сельскіе жители, вольные или крѣпостные, военнаго или гражданскаго вѣдомства, равно будутъ выдаваемы.

Но ежели окажется, что преступникъ, или подверженный обвиненію, есть подданный того Государя, во владѣнія котораго бѣжалъ онъ, по учиненіи уголовнаго преступленія на земляхъ другой изъ договаривающихся Державъ, то въ такомъ случаѣ онъ выданъ не будетъ; но Государь, коего онъ подданный, повелитъ предать его суду немедленно по законамъ государства. Однако жъ если кто либо задержанъ будетъ въ томъ самомъ государствѣ, гдѣ учинилъ онъ уголовное преступленіе, или иной какой противузаконный поступокъ, и при томъ задержанъ будетъ

fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

именно за такое уголовное преступленіе или таковой поступокъ, то Государь, въ областяхъ коего послѣдовало задержаніе, воленъ отдавать таковыхъ людей у себя подъ судъ и подвергать ихъ наказанію, какое по законамъ будетъ слѣдовать, хотя бы виновные были подданные другого изъ договаривающихся Государей.

Article XVI.

L'arrestation d'un criminel qui doit être livré de la part d'un Etat à l'autre, aura lieu à la réquisition d'un bureau de police ou d'un tribunal du pays où le prévenu aura commis le crime qui lui est imputé et cette réquisition sera adressée à un bureau de police ou à un tribunal de l'autre pays. Les autorités respectives sont tenues, lors même qu'elles seraient incompétentes pour faire droit à la réquisition qui leur est adressée, de l'accepter et de la faire tenir sans délai aux fonctionnaires compétens.

L'extradition effective ne se fera toutefois de la part de la Russie et du Royaume de Pologne, qu'à la réquisition du tribunal supérieur de la province prussienne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire, laquelle réquisition sera adressée au gouverneur-général de la province de l'Empire de Russie ou au tribunal supérieur de la province du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

De la part de la Prusse, l'extradition aura lieu à la réquisition du gouverneur général de la province de l'Empire de

Статья XVI.

Задержаніе преступника, который долженъ быть выданъ однимъ государствомъ другому, будетъ производиться по требованію полицейскаго начальства или суда того государства, гдѣ будетъ совершено преступленіе, и съ этимъ требованіемъ должно относиться къ полицейскому начальству или суду другого изъ тѣхъ государствъ. Обоюдныя начальства, если бы даже оныя не имѣли права входить въ разбирательство поступившаго къ нимъ требованія, обязаны принять и немедленно передать оное надлежащимъ чиновникамъ.

Однако жъ дѣйствительная выдача будетъ производиться со стороны Россіи и Царства Польскаго не иначе, какъ по требованію главнаго суда той прусской провинціи, гдѣ преступникъ или подверженный обвиненію уже былъ или долженъ быть подвергнутъ судебному слѣдствію, и съ таковымъ требованіемъ слѣдуетъ обращаться къ генералъ-губернатору тѣхъ губерній Россійской Имперіи, или въ главный судъ той губерніи Царства Польскаго, гдѣ преступникъ или подверженный обвиненію предположительно укрывается.

Со стороны Пруссіи выдача будетъ производиться по требованію генералъ-губернатора тѣхъ губерній Россійской

Russie ou à la réquisition du tribunal supérieur de la province du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire. Dans l'un et l'autre cas, la réquisition sera adressée au tribunal supérieur de la province de la Monarchie Prussienne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

Les deux gouvernemens se communiqueront réciproquement la liste des tribunaux supérieurs du Royaume de Pologne et de la Monarchie Prussienne, qui sont chargés d'expédier ces réquisitions.

Dans tous les cas précités, soit que la demande d'extradition ait été faite par un des gouverneurs-généraux russes, soit qu'elle provienne d'un tribunal supérieur du Royaume de Pologne ou de la Prusse, la réquisition doit être accompagnée d'une expédition, soit de la sentence, si elle a déjà été prononcée, soit de l'arrêt de mise en accusation, spécifiant en détail les circonstances du crime.

La demande d'extradition et les pièces à l'appui devront être présentées dans les six mois, à compter du jour où l'annonce de l'arrestation du criminel ou du prévenu aura été expédiée au fonctionnaire ou au tribunal qui aura demandé cette arrestation. En cas de retard, l'obligation de livrer le criminel ou prévenu cessera.

L'extradition elle-même aura lieu, lorsque, par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité

Имперіи, или по требованію главнаго суда той губерніи Царства Польскаго, гдѣ преступникъ или подверженный обвиненію уже былъ или долженъ быть подвергнутъ судебному слѣдствію. Въ обоихъ случаяхъ съ таковымъ требованіемъ слѣдуетъ обращаться въ главный судъ той провинціи Прусскаго Королевства, гдѣ преступникъ или подверженный обвиненію предположительно укрывается.

Оба правительства будутъ взаимно сообщать другъ другу списки главнымъ судамъ Царства Польскаго и Королевства Прусскаго, на которыхъ возложена обязанность относиться съ сими требованіями.

Во всѣхъ вышеозначенныхъ случаяхъ, получится ли требованіе о выдачѣ отъ одного изъ россійскихъ генералъ-губернаторовъ, или отъ одного изъ главныхъ судовъ Царства Польскаго или Королевства Прусскаго, при требованіи должна быть приложена копія или съ приговора, если таковой уже состоялся, или съ рѣшенія о преданіи суду, со всѣми подробностями преступленія.

Требованіе о выдачѣ и слѣдующіе къ оному документы должны быть предъявлены въ теченіи шести мѣсяцевъ, считая со дня отправленія объявленія о задержаніи преступника или подверженнаго обвиненію, къ чиновнику или въ судъ, которые требовали таковаго задержанія. Въ случаѣ замедленія, обязанность выдать преступника, или подверженнаго обвиненію, прекращается.

Самая выдача будетъ производиться тогда, когда по допросу, которому будетъ подвергнутъ обвиняемый, ока-

de sa personne aura été reconnue, et si l'action qui lui est imputée, est telle que, suivant les lois de l'Etat, auquel s'adresse la réclamation, le coupable devrait également être soumis à une enquête criminelle.

Pour être livré, le criminel sera escorté jusqu'à la frontière, et remis contre le remboursement des frais aux autorités de l'Etat requérant.

Article XVII.

Il sera payé:

a) pour l'entretien du criminel, à compter du jour de son arrestation, sept kopeks et demi ($7^1/_2$) d'argent de Russie (deux gros et demi ($2^1/_2$) d'argent de Prusse) par jour.

b) pour frais de détention tant que celle-ci dure, neuf kopeks et trois quarts ($9^3/_4$) d'argent de Russie, (trois gros et un quart d'argent de Prusse) par jour, et en outre

c) les déboursés à liquider dans chaque cas particulier pour le transport du criminel jusqu'à la frontière, et pour la fourniture des pièces d'habillement dont il avait besoin.

Article XVIII.

Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part de l'Etat qui les réclame, être poursuivis sur le territoire de l'autre Etat soit par quelque acte de violence ou d'autorité arbitraire, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit,

жется, что онъ точно тотъ, кого требуютъ, и если дѣйствіе, въ которомъ его обвиняютъ, такого рода, что и по законамъ того государства, къ которому поступило требованіе о выдачѣ, виновный долженъ бы подвергнуться уголовному слѣдствію.

Преступника, назначеннаго къ выдачѣ, надлежитъ препроводить за конвоемъ до границы и сдать требовавшему его государству, по полученіи денегъ за употребленныя на него издержки.

Статья XVII.

Будетъ платиться:

a) за содержаніе преступника, со дня его задержанія, по семи съ половиною россійскихъ копѣекъ серебромъ ($7^1/_2$): по два съ половиною прускихъ серебр. гроша ($2^1/_2$) въ день;

b) за издержки на содержаніе во все время бытности подъ стражею девять и три четверти россійскихъ копѣекъ серебр. ($9^3/_4$): три съ четвертью прусскихъ серебр. гроша въ день и, сверхъ того:

c) издержки, подлежащія платежу, во всякомъ особенномъ случаѣ, за пересылку преступника до границы, и за поставку необходимой для него одежды.

Статья XVIII.

Ни дезертиры, ни подлежащіе военной службѣ, ниже преступники, не могутъ со стороны требующаго выдачи ихъ государства преслѣдуемы быть на землѣ другого договаривающагося государства какимъ либо насильственнымъ или самоуправнымъ, или потаеннымъ образомъ. А потому всякой военной или гражданской командѣ,

ou quelque émissaire secret passe dans ce but la frontière des deux Etats.

Si de la part de la Puissance réclamante, la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels, qui se sont sauvés a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux Etats. Là le détachement devra s'arrêter, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée, et s'adressera au fonctionnaire militaire ou civil compétent, pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant l'acte de réquisition de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards que les deux gouvernemens se doivent mutuellement, et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente convention.

или какому либо тайно подосланному запрещается переходить съ таковымъ намѣреніемъ чрезъ обоюдную границу.

Ежели для поимки одного или многихъ дезертировъ, или людей, подлежащихъ военной службѣ, или же убѣжавшихъ преступниковъ, будетъ отправлена со стороны требующей Державы военная или гражданская команда, или употребится другое средство, то таковое преслѣдованіе не можетъ простираться далѣе, какъ только до границы, раздѣляющей оба государства. Здѣсь команда должна остановиться, и чрезъ границу дозволяется перейти одному только человѣку, которому воспретится употреблять какое либо насиліе или управляться самопроизвольно; но онъ долженъ отнестись о выдачѣ къ надлежащему военному или гражданскому начальству и представить оному письменное о томъ требованіе своей команды. Таковый посланный принятъ будетъ соразмѣрно съ тѣмъ уваженіемъ, которымъ обѣ Державы обязаны другъ другу; послѣ чего поступлено будетъ на основаніи сей конвенціи.

Article XIX.

Tout acte d'autorité qu'un employé civil ou militaire de l'un des deux Etats, exercera sur le territoire de l'autre, sans y avoir été expressément autorisé par les fonctionnaires militaires ou civils compétens de ce dernier Etat, sera considéré comme une violation de territoire et puni en conséquence.

S'il s'élève des doutes sur le fait même de la violation de territoire, ou sur les

Статья XIX.

Всякое дѣйствіе власти, учиненное гражданскимъ или военнымъ чиновникомъ одного изъ обоихъ государствъ на землѣ другого изъ сихъ государствъ безъ особеннаго разрѣшенія надлежащихъ военныхъ или гражданскихъ чиновниковъ сего послѣдняго государства, будетъ почитаться за нарушеніе границы, и виновный наказанъ будетъ по законамъ.

Ежели на счетъ сего нарушенія границы или какихъ особенныхъ обстоя-

circonstances particulières qui l'ont accompagnée, il sera établi une commission mixte présidée par le commissaire de la partie lésée. Les commissaires perpétuels, désignés d'avance pour cet effet, seront pour la Russie, les commissaires spéciaux qui sont chargés, tant sur la frontière de l'Empire, que sur celle du Royaume de Pologne, de veiller au maintien des relations de bon voisinage et pour la Prusse, le conseiller provincial du cercle sur la frontière duquel la violation du territoire doit avoir eu lieu.

Dans des cas particuliers, il sera loisible aux deux gouvernemens de confier ces enquêtes à des employés envoyés ad hoc.

Les commissaires auront le droit de s'adjoindre dans des cas particuliers, un employé de justice, pour entendre et assermenter les témoins. Leur mission est de bien éclaircir les faits, pour constater si effectivement une violation de territoire a eu lieu et qui en est l'auteur. Si la commission est d'accord à ce sujet, les pièces du procès seront transmises au tribunal compétent de l'Etat auquel le prévenu appartient. afin que la peine soit prononcée et incessament portée à la connaissance de l'Etat, dont le territoire aura été violé.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, soit militaire, soit civil, selon que le coupable appartiendra à l'état militaire ou

тельствъ при томъ случившихся произойдетъ сомнѣніе; то въ такомъ случаѣ назначится обоюдная коммиссія, подъ предсѣдательствомъ коммиссара той стороны, которая принесетъ жалобу. Непремѣнными коммиссарами, назначаемыми на сей конецъ заблаговременно, будутъ со стороны Россіи особые коммиссары, на которыхъ, какъ на границѣ Имперіи, такъ и Царства Польскаго, возложено наблюденіе за сохраненіемъ добрыхъ сосѣдственныхъ сношеній, а со стороны Пруссіи провинціальный совѣтникъ того округа, гдѣ послѣдовало нарушеніе границы.

Въ особенныхъ случаяхъ оба правительства могутъ поручить сіи слѣдствія нарочно командируемымъ для сего чиновникамъ.

Коммиссары будутъ имѣть право въ особенныхъ случаяхъ приглашать къ содѣйствію имъ чиновника юстиціи, для отобранія допроса отъ свидѣтелей и приведенія ихъ къ присягѣ. Ихъ обязанность состоитъ въ надлежащемъ раскрытіи происшествій для удостовѣренія, дѣйствительно ли послѣдовало нарушеніе границы и кто въ томъ виновенъ. Если въ коммиссіи не будетъ разногласія по сему предмету, то все дѣло препровождается въ надлежащій судъ того государства, которому обвиненный принадлежитъ, для немедленнаго присужденія къ наказанію и сообщенія этого приговора тому государству, на границѣ котораго послѣдовало нарушеніе.

Всякій, кто будетъ задержанъ въ той самой землѣ, гдѣ учинено имъ нарушеніе границы, препроводится въ тамошній ближайшій военный или гражданскій судъ, смотря по тому, будетъ ли виновный принадлежать военному

civil. Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et instruira le procés jusqu'au point où la sentence pourra être prononcée. Les pièces de la procédure seront transmises alors, soit au général-en-chef des troupes auxquelles appartient le coupable, soit, lorsque celui-ci est un employé civil, à son supérieur compétent, afin de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée autant que possible. Si le tribunal, chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissements seront fournis à la réquisition du dit tribunal par les commissaires chargés de l'information du délit.

Article XX.

Il est défendu aux autorités et aux sujets des Hautes Parties contractantes, soit de récéler un déserteur, un individu sujet au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel passible d'extradition, soit de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les gouvernemens respectifs procéderont, d'après les lois du pays, contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux Etats se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignemens sur la manière dont les contrevenans auront été recherchés et punis.

или гражданскому вѣдомству. Означенный судъ разсмотритъ дѣло и по выслушаніи свидѣтелей доведетъ производство онаго до того, чтобы можно было сдѣлать приговоръ. Потомъ все дѣло препроводится или къ главнокомандующему тѣми войсками, къ которымъ виновный принадлежитъ, или, если онъ гражданскаго вѣдомства, къ надлежащему его начальнику, для учиненія приговора по законамъ того государства.

Слѣдствіе должно производиться безостановочно и со всею возможною скоростью. Если судъ, назначенный для произнесенія приговора, предварительно потребуетъ дальнѣйшихъ объясненій, то таковыя должны быть доставлены по требованію помянутаго суда отъ коммиссаровъ, производившихъ слѣдствіе.

Статья XX.

Всѣмъ начальствамъ и подданнымъ высокихъ договаривающихся сторонъ запрещается укрывать дезертировъ, также людей подлежащихъ военной службѣ и о коихъ поступило уже требованіе, или преступниковъ, слѣдующихъ къ выдачѣ, и способствовать побѣгу ихъ въ другія дальнѣйшія мѣста, для устраненія ихъ отъ таковой выдачи.

Обоюдныя правительства поступятъ по мѣстнымъ законамъ государственнымъ съ тѣми, кои приличатся въ таковыхъ преступленіяхъ и начальства обѣихъ Державъ, для взаимнаго удовлетворенія, будутъ сообщать другъ другу свѣдѣнія о томъ, какія мѣры будутъ приняты для отысканія и какимъ образомъ наказаны нарушители сего постановленія.

Article XXI.

Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu être un déserteur ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'Etat. Il leur sera surtout interdit d'acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui, ou de faire l'acquisition d'objets qu'un criminel aura emportés en se sauvant, et dont il se trouvera possesseur illégitime. Chacun des deux gouvernemens emploiera tous les moyens que lui offrent les lois du pays pour faire gratuitement rentrer l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

Статья XXI.

Строжайше запрещено будетъ подданнымъ высокихъ договаривающихся сторонъ покупать у кого либо вещи съ явнымъ признакомъ, что онѣ казенныя, хотя бы продавецъ еще не былъ признанъ дезертиромъ, или какъ таковый не былъ требованъ. Особенно подтверждено будетъ не покупать лошадей, приведенныхъ дезертирами. Строго сверхъ того будетъ предписано, чтобы никто не покушался на покупку у преступника вещей, унесенныхъ имъ при побѣгѣ, и коихъ онъ не могъ приобрѣсти иначе, какъ беззаконнымъ образомъ. Оба правительства употребятъ всѣ способы по мѣстнымъ законамъ государственнымъ, чтобы таковыя вещи и помянутыя военныя принадлежности взаимно были возвращены безъ всякаго вознагражденія.

Article XXII.

Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas où, d'après cette convention, elle aurait dû avoir lieu, et que le dit individu, par une nouvelle fuite, retourne dans le pays auquel il aurait dû être livré, le Souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Статья XXII.

Ежели кто нибудь изъ дезертировъ или изъ людей, подлежащихъ военной службѣ, или изъ преступниковъ, подходящихъ подъ разряды, выше сего означенные, не будетъ выданъ, когда по силѣ сей конвенціи онъ подвергался выдачѣ; а между тѣмъ, учинивъ новый побѣгъ, онъ опять перейдетъ въ ту землю, въ которую возвратить его надлежало бы, то Государь сей земли не обязанъ уже обратно выдавать его.

Article XXIII.

Chacun des deux Etats s'oblige à reprendre ceux de ses propres sujets, dont l'autre Etat voudrait se débarasser, parcequ'ils lui sont à charge par une raison quelconque. Cette obligation

Статья XXIII.

Каждое изъ обоихъ государствъ обязывается брать обратно тѣхъ изъ своихъ подданныхъ, отъ которыхъ другое изъ сихъ государствъ пожелало бы избавиться, считая ихъ по какой либо

cessera toutefois, si l'individu, qu'on veut renvoyer, a séjourné à l'étranger pendant dix ans, sans passeport ou Heimathschein (certificat d'origine) délivré par les autorités compétentes de son pays natal, ou si ce passeport ou Heimathschein (certificat d'origine) est expiré depuis dix ans.

Les individus dont les passeports, certificats d'origine ou autres pièces de légitimation sont encore valables, ou ne sont expirés que depuis un an, pourront, s'ils sont sujets de l'un des deux Etats, y être transférés sans correspondance préalable avec les autorités compétentes de cet Etat.

La remise et l'admission des personnes ci-dessus désignées, se feront:

a) de la part de la Russie, par intermédiaire des commissaires spéciaux qui sont chargés, tant sur la frontière de l'Empire que sur celle du Royaume de Pologne, de veiller au maintien des relations de bon voisinage;

b) de la part de la Prusse, par l'intermédiaire des conseillers provinciaux des cercles limitrophes.

Ces cas exceptés, tout individu se disant sujet de l'une des Hautes Parties ne pourra être transféré sur le territoire de l'autre, qu'à la suite d'une entente préalable entre les fonctionnaires susmentionnés des deux pays, et lorsqu'il aura été constaté que l'individu en question est effectivement sujet de l'Etat qui doit le recevoir.

причинѣ для себя тягостными. Однако же эта обязанность прекращается, если человѣкъ, котораго хотятъ отослать, провелъ уже въ иностранной землѣ десять лѣтъ безъ паспорта или свидѣтельства о происхожденіи (Heimathsschein), выданнаго надлежащими начальствами его родины, или если срокъ таковаго паспорта или свидѣтельства уже прошелъ за десять лѣтъ предъ тѣмъ.

Тѣ люди, коихъ паспорты, свидѣтельства о происхожденіи или другіе подобные документы еще дѣйствительны, или которые просрочены одинъ только годъ, могутъ, если они подданные одного изъ обоихъ государствъ, быть пересланы безъ предварительной переписки съ надлежащими начальствами сего государства.

Сдача и пріемъ вышеозначенныхъ лицъ будутъ производиться:

a) Со стороны Россіи чрезъ посредство особыхъ коммисаровъ, на которыхъ какъ на границѣ Имперіи, такъ и Царства Польскаго, возложено наблюденіе за сохраненіемъ добрыхъ сосѣдственныхъ отношеній.

b) Со стороны Пруссіи чрезъ посредство провинціальныхъ совѣтниковъ, пограничныхъ округовъ.

За исключеніемъ сихъ случаевъ ни одного человѣка, называющаго себя подданнымъ одной изъ высокихъ сторонъ, нельзя будетъ переслать на землю другой иначе, какъ въ слѣдствіе предварительнаго соглашенія между чиновниками обоихъ государствъ и когда доказано будетъ, что тотъ человѣкъ дѣйствительно подданный того государства, которое должно его принять.

Dans tous les cas susmentionnés, les frais quels qu'ils soient, resultant d'une translation de cette catégorie, resteront à la charge de l'Etat qui l'aura opérée.

Si toutefois, le gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu dont le transport dans sa patrie ne pourrait être effectué qu'à travers le territoire prussien, le gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvu que lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même tems:

1) une déclaration certifiée du gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir;

2) le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complétement remplies, le gouvernement prussien, vû les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres Etats, ne pourra se prêter à recevoir un individu qui devra être transporté dans un Etat tiers. Dans le cas où de pareils individus appartenant à un Etat tiers, auraient néanmoins été admis dans les Etats prussiens, en vertu d'un passeport délivré par des autorités russes ou polonaises, et que leur prétendu pays natal refusât de les recevoir, les autorités prussiennes pourront les renvoyer en Russie ou en Pologne pendant la durée d'un an, à dater de leur entrée de l'un de ces pays en Prusse, en con-

Во всѣхъ вышеупомянутыхъ случаяхъ издержки, какія бы онѣ ни были, сопряженныя съ пересылкою такого рода, обращаются на счетъ государства, отъ котораго та пересылка послѣдуетъ.

Если однако жъ россійское правительство или правительство Царства Польскаго пожелаетъ сбыть человѣка, коего препровожденіе на его родину не могло бы быть произведено иначе, какъ чрезъ прусскія владѣнія, то прусское правительство никогда не будетъ отказывать въ согласіи своемъ на подобное препровожденіе, если только при выдачѣ таковаго человѣка прусскимъ пограничнымъ начальствамъ имъ вручено будетъ:

1) Засвидѣтельствованное объявленіе правительства, къ которому сей человѣкъ принадлежитъ, съ означеніемъ согласія онаго на его принятіе.

2) Полный итогъ издержекъ на пересылку и содержаніе помянутаго человѣка за весь путь до его родины.

Въ случаѣ несовершеннаго выполненія сихъ двухъ условій, прусское правительство, по уваженію конвенцій, существующихъ на сей предметъ между онымъ и другими государствами, не будетъ имѣть возможности принимать людей, слѣдующихъ къ пересылкѣ въ третье государство. Если подобные люди, принадлежащіе третьему государству, были не менѣе того допущены въ прусскія владѣнія по паспорту, выданному россійскими или польскими начальствами, и если откажутся принять ихъ въ той землѣ, которую они выдаютъ за свое отечество, то прусскія начальства будутъ вправѣ отослать ихъ обратно въ Россію или въ Польшу

signant dans leurs passeports le motif de ce renvoi.

Article XXIV.

La durée de la présente convention dont toutes les dispositions sont également applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze ans.

Article XXV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Berlin, le 8 (20) mai 1844.

(L. S.) Le Baron de Meyendorff. (L. S.) Bülow.

Ratifié a Czarskoé-Sselo le 10 juin 1844.

№ 331.

Déclaration.

Les gouvernemens de Russie et de Prusse ayant contracté, par la convention de cartel conclue aujourd'hui entre leurs plénipotentiaires respectifs, l'obligation réciproque de se livrer les criminels fugitifs, et les Hautes parties contractantes, en considération de la différence notable qui existe entre la législation criminelle des deux pays, n'ayant pas jugé à propos de faire mention expresse dans la convention des divers genres de crimes, en raison desquels l'extradition pourra être deman-

въ продолженіи одного года со дня выхода ихъ изъ одного изъ сихъ государствъ въ Пруссію, съ означеніемъ на ихъ паспортахъ причины таковой обратной высылки.

Статья XXIV.

Всѣ постановленія сей конвенціи относятся въ полной мѣрѣ и до Царства Польскаго; срокъ ея кончится чрезъ двѣнадцать лѣтъ.

Статья XXV.

Сія конвенція будетъ ратификована и ратификаціи оной размѣнены въ Берлинѣ въ теченіи шести недѣль, или же буде возможно и ранѣе.

Въ увѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Берлинѣ 8-го (20-го) мая 1844 года.

(М. П.) Баронъ Мейендорфъ. (М. П.) Бюловъ.

Ратификована въ Царскомъ Селѣ 10-го іюня 1844 года.

№ 331.

Декларація.

Принимая во вниманіе, что правительства Россійское и Прусское приняли на себя въ картельной конвенціи, сего дня заключенной между обоюдными ихъ уполномоченными, взаимную обязанность выдачи другъ другу бѣглыхъ преступниковъ, и что высокія договаривающіяся стороны, въ виду существеннаго различія между уголовными законодательствами обоихъ государствъ, не нашли удобнымъ обозначить въ конвенціи, за какіе именно роды преступленій можетъ быть предъ-

dée, les soussignés sont convenus des points suivants, savoir:

1) que la convention précitée ne s'étendra pas aux criminels politiques, dont l'extradition a fait l'objet de dispositions particulières;

2) que les contraventions aux lois financières ne seront pas envisagées comme des délits criminels;

3) que les deux gouvernements se réservent la faculté de décider, suivant leurs propres lois, la question de savoir, si telle action, pour laquelle l'un d'eux demande l'extradition d'un individu, devra être, ou non, rangée dans la catégorie des délits criminels.

La présente déclaration expédiée et signée en double par les plénipotentiaires respectifs, aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée dans la convention de cartel de ce jour.

Fait à Berlin, le 8 (20) mai 1844.

(L. S.) B. de Meyendorff. (L. S.) Bülow.

явлено требованіе о выдачѣ, нижеподписавшіеся согласились на счетъ слѣдующихъ пунктовъ, а именно:

1) что вышеупомянутая конвенція не будетъ распространяться на политическихъ преступниковъ, выдача коихъ составляетъ предметъ особыхъ постановленій;

2) что нарушенія финансовыхъ законовъ не будутъ считаться уголовными преступленіями;

3) что оба правительства предоставляютъ себѣ право рѣшать, соображаясь съ собственными законами, вопросъ о томъ, относится ли дѣйствіе, за которое одно изъ нихъ требуетъ выдачи лица, къ числу уголовныхъ преступленій, или нѣтъ.

Настоящая декларація, составленная и подписанная обоюдными уполномоченными въ двухъ экземплярахъ, будетъ имѣть ту же силу и значеніе, какъ бы таковая дословно была вписана въ сегодняшнюю картельную конвенцію.

Въ Берлинѣ, 8 (20) мая 1844.

(М. П.) Баронъ Мейендорфъ. (М. П.) Бюловъ.

№ 332.

1851, 24 décembre (5 janvier 1852). Convention postale conclue avec la Prusse. (2-de Col. des lois № 26,132).

Par la conclusion de la convention de cartel de 1844, on ne parvint pas à prévenir tous les malentendus qui ne cessaient de se produire entre les gouvernements de Russie et de Prusse quant à la question de l'extradition des criminels. Le premier exigeait sans cesse l'extradition d'individus que le gouvernement prussien

№ 332.

1851 г., декабря 24-го (янв. 5-го 1852 г.). Почтовая конвенція, заключенная съ Пруссіей. (2-ое П. С. З. № 26.132).

Заключеніемъ картельной конвенціи въ 1844 году не были предупреждены постоянныя недоразумѣнія между русскимъ и прусскимъ правительствами по вопросу о выдачѣ преступниковъ. Первое постоянно требовало выдачи такихъ лицъ, которыхъ Берлинское правительство не считало себя обязаннымъ выдавать. Такими

ne se croyait pas obligé de lui livrer. C'étaient pour la plupart des émigrés politiques, que le gouvernement Impérial accusait d'avoir commis des crimes d'Etat.

Au mois de juin 1846, le prince Paskiévitch, lieutenant du Royaume de Pologne, saisit le Chancelier d'une plainte formelle contre le gouvernement prussien qui refusait toujours de livrer à la simple demande, qui lui en était faite par la légation Impériale à Berlin, les individus ayant commis des crimes d'Etat. Et pourtant „les chefs mystérieux" des conspirations se trouvent à l'étranger et tant qu'ils ne sont pas entre les mains de la justice il est impossible d'être tranquille pour la sécurité du système politique existant. L'ordre établi pour l'extradition par la convention de cartel présente, comme le déclarait le prince de Varsovie, de grands inconvénients.

En vue de ce qui précède, le prince Paskiévitch adressait une lettre au Chancelier de l'Empire le 17 (29) juin 1846, afin de le prier de proposer au gouvernement prussien le mode suivant pour l'extradition des criminels politiques. Si l'on a des soupçons quelconques à l'égard d'un émigré politique, se trouvant en Prusse, le lieutenant de Pologne peut exiger qu'on l'arrête par l'entremise de la légation de Berlin. Cette réquisition peut être adressée de même au président de la province prussienne où se trouve l'individu désigné. La commission d'enquête, instituée à Varsovie, examinera ensuite le dossier de l'accusé et communiquera sa décision au tribunal supérieur de la province prussienne dont il dépend. La commission de Varsovie procédera à l'instruction dans les six mois et l'accusé devra se trouver en état d'arrestation pendant toute la durée de ce terme.

Le gouvernement prussien était de l'avis que cette proposition était digne d'être étudiée d'une manière sérieuse. Mais il refusait catégoriquement de livrer, à titre de criminels politiques, tous les individus dont la culpabilité n'avait été démontrée par aucun acte judiciaire. Quand au mois d'avril 1846, le prince Paskiévitch exigea l'extradition de 23 Polonais, qui devaient être livrés, à son avis, en vertu de la convention de Münchengrätz de 1833, le gouvernement prussien lui opposa un refus, en s'appuyant sur le fait que „l'Etat auquel la réquisition s'adresse n'est tenu à y faire droit qu'en tant qu'elle est accompagnée de pièces de conviction du crime

лицами являлись разные политическіе выходцы, обвиняемые Императорскимъ правительствомъ въ совершеніи государственныхъ преступленій.

Въ іюнѣ 1846 года намѣстникъ Царства Польскаго, князь Паскевичъ, обратился къ Государственному Канцлеру съ формальною жалобою на прусское правительство, которое постоянно отказывается выдавать, по одному требованію Императорской миссіи въ Берлинѣ, лицъ, совершившихъ политическія преступленія. Между тѣмъ, „таинственные коноводы" заговоровъ находятся заграницею, и пока они не въ рукахъ правосудія, нельзя успокоиться насчетъ безопасности существующаго государственнаго порядка. Установленный же картельною конвенціею порядокъ выдачи представляетъ, по мнѣнію князя Варшавскаго, большія неудобства.

Въ виду этого обстоятельства, князь Паскевичъ, письмомъ отъ 17-го (29-го) іюня 1846 года, проситъ Государственнаго Канцлера предложить прусскому правительству слѣдующій новый порядокъ выдачи политическихъ преступниковъ. Если имѣется какое нибудь подозрѣніе противъ политическаго выходца, находящагося въ Пруссіи, намѣстникъ Царства Польскаго требуетъ, чрезъ посредство Берлинской миссіи, его арестованія. Впрочемъ, такое требованіе можетъ быть также предъявлено президенту прусской провинціи, въ которой находится требуемое лицо. Потомъ слѣдственная коммиссія въ Варшавѣ разсмотритъ самое дѣло и сообщитъ свое рѣшеніе высшему суду прусской провинціи, въ вѣдомствѣ котораго находится обвиняемый. Для производства предварительнаго слѣдствія Варшавскою коммиссіею полагается шестимѣсячный срокъ, въ продолженіи котораго обвиняемое лицо должно пребывать подъ арестомъ.

Прусское правительство находило это предложеніе заслуживающимъ серьезнаго изученія. Оно наотрѣзъ отказывалось выдавать какъ политическихъ преступниковъ такихъ лицъ, виновность которыхъ не доказана никакими судебными актами. Когда въ апрѣлѣ 1846 года князь Паскевичъ потребовалъ выдачи 23 поляковъ, которые, по его мнѣнію, должны быть выданы на основаніи Мюнхенгрецкой конвенціи 1833 года, прусское правительство отказало на томъ основаніи, что „государство, къ которому обращаются съ требованіемъ выдачи, не обязано его исполнить, если оно не сопровождается актами, свидѣтельствующими о виновности тре-

dont l'individu réclamé est accusé ou pour lequel il a été condamné", et que le prince Paskiévitch n'avait fourni aucune preuve de la culpabilité des individus dont il demandait l'extradition. (Lettre de Fonton, en date de Berlin le 4 (16) mai 1846).

Enfin, au mois de janvier 1847, le gouvernement prussien remit au baron Meyendorf une note par laquelle il reconnaissait que la commission d'enquête à Varsovie avait le droit de procéder à l'instruction des affaires concernant les individus dont on réclamait l'extradition et que ces accusés devaient être mis en état d'arrestation préventive à la demande des autorités provinciales de l'Empire ou de celles du Royaume de Pologne. Mais le gouvernement prussien refusait de partager l'opinion de ceux qui affirmaient que par rapport aux criminels politiques il n'y avait pas lieu d'observer les formalités ordinaires de la procédure judiciaire. Voilà pourquoi, en se référant à l'article 16 de la convention de cartel, le gouvernement prussien exigeait la communication de l'arrêt du tribunal ou de l'acte d'accusation, exposant en détail la culpabilité de l'individu réclamé. (Dépêche du baron Meyendorf du 19 (31) janvier 1847).

L'Empereur Nicolas I reconnaissait au contraire la nécessité absolue d'anéantir par des mesures décisives et sans aucune perte de temps les ennemis politiques de l'ordre de choses existant. D'après toutes les informations qui lui parviennent, écrivait-il au roi de Prusse le 6 mars 1846, l'émigration polonaise n'a pas du tout renoncé à ses plans criminels. Aussi les trois Puissances alliées sont-elles tenues „de neutraliser une fois pour toutes leurs criminelles tentatives".

En présence de l'énergie des réclamations du gouvernement impérial, le Cabinet de Berlin consentit à adopter le nouveau mode d'extradition des criminels politiques, proposé en 1846 par le lieutenant du Royaume de Pologne.

Les malentendus étaient encore plus grands entre les deux gouvernements par rapport à leurs relations commerciales. En 1847, le gouvernement russe résolut d'introduire dans le Royaume de Pologne le tarif de l'Empire. Quand le Cabinet de Berlin eut connaissance de cette décision, il chargea le baron Otterstedt (qui dirigeait à titre de chargé d'affaires la légation de Prusse en l'absence du ministre, le général Rochow), de représenter au gouvernement russe que cette mesure équivaudrait à une violation

буемаго лица или о состоявшемся обвинительномъ приговорѣ". Между тѣмъ князь Паскевичъ никакихъ доказательствъ въ пользу виновности требуемыхъ лицъ не предъявилъ. (Письмо Фонтона изъ Берлина отъ 4-го (16-го) мая 1846 года.)

Наконецъ, въ январѣ 1847 года прусское правительство вручило барону Мейендорфу ноту, въ которой оно признаетъ, что слѣдственная коммиссія въ Варшавѣ въ правѣ производить слѣдствіе надъ лицами, выдача которыхъ требуется, и что обвиняемыя лица, по требованію губернскаго начальства въ Имперіи или въ Царствѣ Польскомъ, могутъ быть подвергнуты предварительному задержанію. Но прусское правительство не могло согласиться съ мнѣніемъ, что въ отношеніи политическихъ преступниковъ не должны быть соблюдаемы формальности обыкновеннаго судебнаго порядка. Поэтому, ссылаясь на ст. 16 картельной конвенціи, прусское правительство требовало или сообщенія обвинительнаго приговора, или обвинительнаго акта, подробно излагающаго виновность требуемаго лица. (Депеша бар. Мейендорфа отъ 19-го (31-го) января 1847 г.).

Императоръ Николай I признавалъ, напротивъ, крайне необходимымъ самыми рѣшительными мѣрами и безъ всякой проволочки времени, уничтожить политическихъ враговъ созданнаго законами порядка вещей. На основаніи всѣхъ полученныхъ имъ свѣдѣній, писалъ онъ королю прусскому 6-го марта 1846 года, польская эмиграція нисколько не отказалась отъ своихъ преступныхъ плановъ. Потому обязанность трехъ союзныхъ державъ—„нейтрализировать разъ навсегда ихъ преступные замыслы".

Въ виду такихъ настоятельныхъ требованій Императорскаго правительства, Берлинскій кабинетъ согласился принять предложенный намѣстникомъ Царства Польскаго въ 1846 году новый порядокъ выдачи политическихъ преступниковъ.

Еще болѣе серьезно было недоразумѣніе между обоими правительствами по коммерческимъ сношеніямъ. Въ 1847 году русское правительство рѣшило ввести имперскій тарифъ въ Царствѣ Польскомъ. Когда объ этомъ узналъ Берлинскій кабинетъ, онъ немедленно поручилъ повѣренному въ дѣлахъ, барону Оттерштедту, завѣдывавшему за отсутствіемъ посланника, генерала Рохова, дѣлами прусской миссіи, представить русскому правительству, что такая мѣра будетъ нарушеніемъ Вѣнскаго

du traité de Vienne de 1815. Il résulte de la dépêche du chancelier de l'Empire au baron Meyendorf du 30 décembre 1847 que le mémoire du chargé d'affaires de Prusse produisit sur l'Empereur une impression très pénible. Dans le mémoire russe, écrit en réponse au précédent, nous voyons la répétition des preuves que l'on avait déjà mises en avant pour démontrer la nécessité de faire entrer le Royaume de Pologne dans le système général douanier de l'Empire de Russie. Le droit du gouvernement Impérial à soumettre le commerce extérieur du Royaume au tarif de douanes russe ne pouvait faire l'objet du moindre doute.

Aussi ne pouvait-il être question de la réalisation du désir du gouvernement prussien, qui demandait qu'on lui communique au préalable le projet de tarif général, afin de pouvoir, en vertu du traité de Vienne de 1815, y faire ses observations critiques.

„Communiquer un projet de tarif à un gouvernement étranger pour lui fournir l'occasion d'émettre ses observations et ses voeux, ce serait",—écrivait le comte Nesselrode dans sa dépêche de décembre,—„lui reconnaître le droit de prononcer sur une question dont le gouvernement russe est seul juge compétent". Dans ce cas tout changement à introduire dans le tarif existant deviendrait impossible sans le consentement du gouvernement étranger. La Russie ne consentira jamais à une exigence de ce genre et, par conséquent, le tarif de l'Empire sera introduit dans le Royaume de Pologne sans demander au gouvernement prussien son consentement.

Du reste, bientôt après se produisirent des circonstances qui reculèrent définitivement au second plan toutes les questions de politique commerciale réciproque. Les affaires intérieures de la Prusse provoquaient des inquiétudes sérieuses et faisaient douter du maintien de l'ancien ordre des choses, établi après 1815, et le roi de Prusse lui-même pria l'Empereur Nicolas I de vouloir bien se prononcer sur le nouveau système de gouvernement créé par Frédéric-Guillaume IV.

Malgré la réaction du gouvernement prussien contre les tendances constitutionnelles, elles ne s'en manifestaient pas moins dans la presse, ainsi qu'aux séances des Etats provinciaux. Mais „la cause monarchique pourrait encore être sauvée",—écrivait le baron Meyendorf le 20 avril (2 mai) 1845,—„si on voulait employer le degré de fermeté nécessaire". Aussi, tous les gens compétents en Prusse étaient-ils persuadés qu'une

трактата 1815 года. Изъ депеши Государственнаго канцлера къ барону Мейендорфу отъ 30 декабря 1847 года видно, что записка прусскаго повѣреннаго въ дѣлахъ произвела весьма тяжелое впечатлѣніе на Государя. Въ отвѣтной русской запискѣ повторяются прежнія доказательства въ пользу необходимости включить Царство Польское въ общую таможенную систему Россійской Имперіи. Право Императорскаго правительства распространить русскій таможенный тарифъ на внѣшнюю торговлю Царства Польскаго не можетъ подлежать ни малѣйшему сомнѣнію.

Потому не можетъ быть рѣчи объ исполненіи желанія королевскаго правительства, чтобъ ему былъ предварительно сообщенъ проектъ общаго тарифа для того, чтобъ оно могло, въ силу Вѣнскаго трактата 1815 года, сдѣлать свои критическія замѣчанія.

„Сообщить проектъ тарифа", пишетъ графъ Нессельроде въ декабрьской депешѣ, „иностранному правительству, чтобъ дать ему возможность высказать свои замѣчанія и пожеланія, это было бы равносильно признанію за нимъ права высказаться о вопросѣ, въ которомъ одно русское правительство компетентный судья". Въ такомъ случаѣ нельзя было бы также измѣнить дѣйствующій тарифъ безъ согласія иностраннаго правительства. Но соглашаться на такого рода требованія русское правительство никогда не будетъ, и потому имперскій тарифъ будетъ введенъ въ Царство Польское помимо согласія королевско-прусскаго правительства.

Впрочемъ, весьма скоро наступили обстоятельства, отодвинувшія совершенно на второй планъ вопросы взаимной торговой политики. Внутреннія дѣла прусской монархіи вызывали серьезнѣйшія опасенія за сохраненіе прежняго порядка вещей, установленнаго послѣ 1815 г., и Императору Николаю I самимъ прусскимъ королемъ было предложено высказаться о новыхъ государственныхъ порядкахъ, созданныхъ Фридрихомъ Вильгельмомъ IV.

Несмотря на противодѣйствіе прусскаго правительства конституціоннымъ тенденціямъ, онѣ все-таки обнаруживались какъ въ печати, такъ и въ собраніяхъ провинціальныхъ чиновъ. Но „монархическій принципъ еще могъ бы быть спасенъ",писалъ баронъ Мейендорфъ 20 апрѣля (2 мая) 1845 года, „еслибъ желали употребить надлежащую твердость". Однако всѣ свѣдущія лица въ Пруссіи были убѣждены, что разъ

fois que le roi s'engagerait dans la voie des concessions constitutionnelles, il ne pourrait plus s'arrêter.

Il est impossible toutefois de ne pas reconnaître que la situation intérieure de la Prusse laisse fort à désirer: à Königsberg, les idées constitutionnelles prédominent; sur le Rhin ce sont les tendances démocratiques; en Silésie on déteste la noblesse; „la bourgeoisie est révolutionnaire et les paysans sont gangrenés de communisme"; le parti conservateur enfin est en complet désarroi et a perdu toute présence d'esprit. Dans cette situation, le gouvernement prussien doit changer de manière d'agir et s'attacher à rétablir avant tout son autorité partout où elle est compromise. Il doit grouper autour de lui tous les „hommes monarchiques" et agir avec unanimité et système. Mais le baron Meyendorf ne croyait pas que „l'individualité du roi puisse être compatible avec l'existence d'un Ministère homogène", appelé à agir dans une seule et même direction. (Dépêche du baron Meyendorf du 19 juillet (1 août) 1845).

Dès 1845, il devint de plus en plus évident que Frédéric-Guillaume IV avait l'intention d'aller à la rencontre de l'opinion publique de son peuple et de toute l'Allemagne en augmentant les droits des Landtags provinciaux et en les réunissant en assemblée générale. Mais avant d'avoir réalisé cette idée de la convocation à Berlin des représentants d'un Landtag uni ayant un caractère purement consultatif, le roi de Prusse crut devoir exposer à son auguste beau-frère et ami, l'Empereur Nicolas I, tous les arguments qui parlaient en faveur d'une aussi importante réforme de l'organisation gouvernementale de la Prusse.

La veille du premier jour de l'an 1846, le roi de Prusse envoya le général Rauch en mission extraordinaire à St.-Pétersbourg et lui remit pour l'Empereur Nicolas une lettre datée du 31 décembre 1845 et écrite de sa propre main depuis le commencement jusqu'à la fin. Dans cette lettre, très détaillée et fort curieuse, Frédéric-Guillaume IV s'attache à prévoir toutes les objections qu'aurait pu faire Sa Majesté l'Empereur aux réformes projetées. Le roi le prévient qu'il est la première personne à qui il exprime ouvertement ses idées. Du reste, en 1838 déjà, le roi les avait communiquées à l'Empereur pendant leur voyage entre Magdebourg et Brandenbourg et il lui en avait reparlé plus tard à Schönhausen en 1843, mais il n'en croyait pas moins

король вступилъ на путь конституціонныхъ учрежденій, онъ не въ состояніи будетъ остановиться на полпути.

Но нельзя не сознаться, что внутреннее положеніе Пруссіи весьма незавидное: въ Кенигсбергѣ господствуютъ конституціонныя идеи; на Рейнѣ демократическія стремленія; въ Силезіи ненавидятъ дворянство; „среднее сословіе революціонно и крестьяне пропитаны коммунизмомъ"; наконецъ, вся консервативная партія совершенно разстроена и лишена бодрости духа. Въ виду такого положенія вещей прусское правительство должно измѣнить свой образъ дѣйствій и возстановить, прежде всего, свой авторитетъ тамъ, гдѣ оно его потеряло. Оно должно сгруппировать около себя всѣхъ „монархистовъ" и дѣйствовать единодушно и систематически. Но баронъ Мейендорфъ сомнѣвается, чтобъ „индивидуальность короля могла помириться съ существованіемъ солидарнаго министерства", которое дѣйствовало бы въ одномъ и томъ же направленіи. (Депеша барона Мейендорфа отъ 19 іюля (1 августа) 1845 года).

Съ 1845 года все болѣе и болѣе явственно обнаруживалось намѣреніе Фридриха Вильгельма IV идти на встрѣчу общественному мнѣнію своего народа и всей Германіи посредствомъ расширенія правъ провинціальныхъ ландтаговъ и соединенія ихъ въ одно общее собраніе. Но раньше чѣмъ осуществить эту мысль о созваніи въ Берлинѣ представителей соединеннаго ландтага съ чисто совѣщательнымъ характеромъ, король прусскій призналъ необходимымъ изложить своему августѣйшему зятю и другу, Императору Николаю I, всѣ доводы, оправдывающіе такую крупную реформу въ государственномъ устройствѣ Пруссіи.

Наканунѣ новаго 1846 года король отправилъ въ С.-Петербургъ съ чрезвычайнымъ порученіемъ генерала Рауха, которому онъ вручилъ письмо къ Императору Николаю отъ 31 декабря 1845 года, написанное съ начала до конца собственною его рукою. Въ этомъ весьма подробномъ и чрезвычайно любопытномъ письмѣ Фридрихъ-Вильгельмъ IV старается предусмотрѣть всѣ возраженія, которыя могъ бы сдѣлать Государь Императоръ противъ проектированнаго имъ преобразованія. Король предупреждаетъ его, что онъ первое лицо, которому онъ откровенно высказываетъ свои мысли. Впрочемъ, уже въ 1838 году, на пути между Магдебургомъ и Бранденбургомъ король сообщилъ Государю свои мысли и еще

devoir lui indiquer les motifs qui l'obligeaient à prendre une mesure aussi décisive et aussi dangereuse.

D'abord, le roi „déclare solennellement et fait une confession de foi formelle de ce qu'il ne veut, ni ne permettra *jamais:* 1) ni une charte, 2) ni une constitution, 3) ni des états généraux périodiques, 4) ni des élections pour des états généraux". Mais je veux,—ajoutait le roi,—„achever l'édifice commencé par Papa, qui sans un plus toit menace ruine". Le roi se considère comme lié, non pas par les „soi-disantes promesses" de 1815 et de 1823, mais en partie seulement par la loi de 1820 sur les dettes de l'état. Cette loi „contient la promesse solennelle de ne jamais faire un nouvel emprunt sans la participation et la coopération des états généraux". La promulgation de cette loi a été une grande faute et un grand malheur, qui a eu pour résultat immédiat—„une maladie de la société prussienne". Le parti libéral sent qu'il s'appuie sur le terrain solide et légal d'une loi positive. Le moment est venu de traiter d'un manière radicale la maladie de la société prussienne, en procédant à une opération chirurgicale.

„Il faut pour cela",—continue le roi,—„un acte en bonne et due forme qui désillusionne tous les partis, qui déclare mort et enterré tout ce qui n'est pas tenable de cette législation Hardenberg. Mais la sagesse exige que je donne quelque chose en échange et encore quelque chose qui ne soit pas illusoire". Aussi le roi était-il décidé à rapporter la loi de 1815 et en partie celle de 1820, puis à procéder à la réunion en une seule assemblée des 8 assemblées des états provinciaux. „Cette assemblée réunie des 8 diètes provinciales — je ne la fais *point périodique*",—ajoute le roi.

Plus loin, Frédéric-Guillaume IV fait ressortir d'une manière détaillée tous les avantages qu'il retirera de cette mesure gouvernementale. „D'abord",—écrivait-il,—„je gagne ce que chaque mortel gagne en faisant un acte de justice". Il est obligé en outre de reconnaître le droit indéniable des „états allemands" à participer à la fixation des impôts, des contributions et de toute espèce de taxes. On aura rapporté à tout jamais les „malheureuses lois" de 1815, qui de-

позже, въ 1843 году, въ Шёнгаузенѣ, опять къ нимъ возвратился; все таки онъ считаетъ необходимымъ еще разъ указать на причины, заставляющія его принять такую рѣшительную и опасную мѣру.

Прежде всего король торжественнымъ образомъ объявляетъ, что онъ „не желаетъ и не допуститъ *никогда*: 1) ни хартіи, 2) ни конституціи, 3) ни періодическихъ собраній земскихъ чиновъ, 4) ни выборовъ для собраній земскихъ чиновъ". Но я хочу, продолжаетъ прусскій король, „вѣнчать зданіе, заложенное отцомъ, которое безъ хорошей крыши можетъ разрушиться". Король признаетъ себя связаннымъ не „такъ называемыми обѣщаніями" 1815 и 1823 годовъ, но только отчасти закономъ 1820 года о государственныхъ долгахъ. Въ этомъ законѣ содержится „торжественное обѣщаніе никогда не заключать новаго займа безъ участія и содѣйствія земскихъ чиновъ". Изданіе этого закона было великою ошибкою и большимъ несчастіемъ, которое имѣло непосредственнымъ послѣдствіемъ —„болѣзненное состояніе прусскаго общества". Либеральная партія чувствуетъ подъ собою твердую юридическую почву положительнаго закона. Настала минута для радикальнаго врачеванія болѣзни прусскаго общества, посредствомъ совершенія хирургической операціи.

„Для этого необходимо", продолжаетъ король, „изданіе въ установленной и должной формѣ такого акта, который уничтожилъ бы заблужденія всѣхъ партій и объявилъ бы мертвымъ и погребеннымъ все, что осталось несостоятельнаго изъ законодательства Гарденберга. Но благоразуміе требуетъ, чтобъ взамѣнъ я бы далъ что нибудь и такое, что не является призрачнымъ". Потому король рѣшился отмѣнить законъ 1815 года и отчасти также законъ 1820 года и „соединить въ одно собранія восьми провинціальныхъ чиновъ". Это соединенное собраніе восьми провинціальныхъ сеймовъ „*нисколько не будетъ періодическимъ*"—прибавляетъ король.

Вслѣдъ затѣмъ Фридрихъ-Вильгельмъ IV подробно доказываетъ всѣ выгоды, которыя онъ извлечетъ изъ этой государственной мѣры. „Прежде всего", пишетъ онъ, „я выигрываю то, что выигрываетъ каждый смертный, совершая справедливое дѣло". Но, кромѣ того, онъ долженъ признать неопровержимое право „германскихъ чиновъ" участвовать въ установленіи налоговъ, податей и всевозможныхъ сборовъ. Затѣмъ, навсегда будутъ отмѣнены „несчастные

puis trente ans entretiennent dans un état de fièvre tout le peuple prussien. Enfin, en réunissant dans une seule assemblée tous les états provinciaux, le roi écarte par cela même la réunion des états généraux.

Il est impossible de citer à cette place tout le contenu de cet acte historique d'une importance toute particulière, qui prouve jusqu'à l'évidence l'honnêteté et la noblesse remarquables du roi de Prusse. Mais d'autre part, il est impossible de ne pas se convaincre à la lecture de cette même pièce des contradictions et des erreurs qui hantaient l'esprit du roi au moment où il ouvrit son âme à son ami et allié couronné, au dernier jour de l'année 1845.

Dans la lettre, qu'il écrivit en réponse à celle du roi le 2 (14) janvier 1846, l'Empereur Nicolas s'attache précisément à faire ressortir avec la plus grande franchise l'inanité des illusions de son auguste beau-frère. „Plus d'une fois", — écrivait l'Empereur,—„vous m'avez ouvert votre coeur, vous m'avez entretenu de vos intentions. Vous vous souviendrez que *toujours*, tout en rendant justice à votre coeur et à la noblesse de vos sentiments, je me suis permis de révoquer en doute l'utilité pratique de vos projets; plus que cela, *dépositaire des volontés sacrées et des intentions de votre père de glorieuse mémoire*, je me suis efforcé de vous prouver qu'elles étaient *complètement contraires* à ce que vous méditez". L'Empereur s'efforçait avec une grande éloquence de démontrer au roi qu'il ne voyait pas l'abîme où devait périr la Prusse et avec elle toute l'Europe dans le cas où il ne réaliserait pas son plan d'une assemblée des diètes provinciales réunies. Partout le feu de la révolution couve sous la tranquillité apparente de l'Europe; partout la propagande révolutionnaire fait de nouvelles conquêtes et le nombre des ennemis de l'ordre public augmente avec une rapidité terrible.

„Fidèle à des principes que j'ai hérité de feu mon Frère et de votre Père",— déclare solennellement l'Empereur,—„je ne les renierai jamais et je combattrai sur la brèche jusqu'à mon dernier souffle. Dieu nous jugera!"

Cette lettre de l'Empereur Nicolas, dont le brouillon était écrit au crayon de sa main du commencement jusqu'à la fin, comme toutes ses autres lettres au roi de Prusse, ne pouvait que produire sur celui-ci une très vive impression. Le roi fut frappé surtout de l'allusion par laquelle l'Empereur lui laissait entendre que l'in-

законы" 1815 года, которые въ продолженіи тридцати лѣтъ держатъ въ лихорадочномъ состояніи весь прусскій народъ. Наконецъ, соединяя въ одно собраніе провинціальные чины, король устраняетъ собраніе генеральныхъ земскихъ чиновъ.

Здѣсь нельзя привести всего содержанія этого чрезвычайно важнаго историческаго акта, изъ котораго можно только вынести чувство удивленія къ замѣчательно честной и благородной личности прусскаго короля. Но, съ другой стороны, нельзя также не видѣть тѣхъ противорѣчій и заблужденій, въ которыхъ находился король, когда онъ открывалъ въ послѣдній день 1845 г. свою душу вѣнценосному своему другу и союзнику.

На эти самообольщенія указываетъ съ полною откровенностью Императоръ Николай I въ отвѣтномъ письмѣ отъ 2 (14) января 1846 года. „Много разъ", пишетъ Государь, „Вы мнѣ открывали Ваше сердце и говорили о Вашихъ намѣреніяхъ. Вы припомните, что, отдавая полную справедливость Вашему сердцу и благородству Вашихъ чувствъ, я *всегда* позволялъ себѣ сомнѣваться въ практической пользѣ Вашихъ проектовъ. Мало того: *въ качествѣ хранителя священной воли и намѣреній Вашего блаженной памяти отца*, я старался убѣдить Васъ, что они *совершенно* противорѣчатъ тому, что Вы затѣваете". Съ большимъ краснорѣчіемъ Государь старается доказать королю, что онъ не видитъ пропасти, въ которой погибнетъ Пруссія съ нею вся Европа, если онъ осуществитъ свой планъ собранія соединенныхъ провинціальныхъ сеймовъ. Вездѣ огонь революціи тлѣетъ подъ наружнымъ спокойствіемъ Европы; вездѣ революціонная пропаганда дѣлаетъ новыя завоеванія, и съ ужасающею скоростью увеличивается число враговъ общественнаго порядка.

„Оставаясь вѣрнымъ", торжественно заявляетъ Императоръ, „началамъ, унаслѣдованнымъ мною отъ моего брата и Вашего отца, я отъ нихъ никогда не отрекусь и буду сражаться на бреши до послѣдняго моего вздоха. Господь Богъ будетъ намъ судьею".

Это письмо Императора Николая I, написанное имъ въ чернѣ карандашемъ съ начала до конца, какъ и всѣ другія его письма къ прусскому королю, не могло не произвести на послѣдняго весьма сильное впечатлѣніе. Въ особенности весьма сильно подѣйствовалъ на короля намекъ Государя, что введеніе пред-

troduction d'institutions représentatives en Prusse pourrait avoir de l'influence sur les relations d'amitié existant entre la Russie et la Prusse.

„Vous me dites",—écrivait le roi le 12 décembre 1847, après la convocation du premier Landtag uni (Vereinigter Landtag),—„que notre amitié est d'une origine trop solennelle et trop bien fondée pour jamais pouvoir être altérée, mais que les institutions, que j'avais trouvé bon de donner à mon pays, avaient changé nos relations politiques, *qu'elles n'étaient plus les mêmes!!* J'y réponds: *Non! Non! Non!* Dieu sait que je dis vrai; je n'ai rien fait qui vous autorise à changer vos relations politiques avec la Prusse. Je n'ai ni affaibli ma couronne, ni altéré ma souveraineté; je n'ai pas *changé* l'ancienne constitution naturelle et patrimoniale de mon pays; je n'ai *pas* donné une constitution moderne, ni une promesse de constitution, ni une promesse quelconque qui me lie les mains". Mon père,—ajoutait le roi,—aurait plutôt pu reprocher à l'Empereur Alexandre I „d'avoir trouvé bon de régaler l'héroïque Pologne d'une constitution toute nouvelle, toute moderne, toute française, du style de Louis XVIII. Tout cela était fort contre les principes de Papa et les miens".

„Eh bien! Papa a-t-il jamais cru que cela devait changer ses relations „d'amitié politique", d'union, de véritable entente cordiale"... avec l'Empereur Alexandre I?

L'Empereur Nicolas I crut ne pas devoir laisser sans réponse cette dernière observation du roi de Prusse. Dans une lettre, écrite le 6 (18) janvier 1848, il protestait catégoriquement contre l'opinion du roi que l'Empereur Alexandre I se trouvait dans une situation analogue à celle de Frédéric-Guillaume IV au moment de la convocation du „Landtag uni".

„Vous faites l'observation",—écrivait l'Empereur,—„que l'Empereur Alexandre a le premier donné une *constitution à la Pologne* et que malgré la gêne pour les voisins, personne ne s'en est plaint. C'est incontestable; mais si je ne me trompe, c'est à peu près à la même époque que feu le Roi *en promit* une à la Prusse. Si donc la première fut une déplorable réalité, l'autre fut une déplorable promesse suivie de tout aussi déplorables attentes, espérances et

ставительныхъ учрежденій въ Пруссіи могло бы повліять на дружескія отношенія между Россіей и Пруссіей.

„Вы мнѣ говорите", пишетъ король 12 декабря 1847 года, послѣ созванія имъ въ апрѣлѣ этого года перваго „соединеннаго ландтага" (Vereinigter Landtag), „что наша дружба происхожденія слишкомъ торжественнаго и слишкомъ хорошо основаннаго, чтобъ когда либо могла измѣниться, но что учрежденія, которыя я призналъ полезнымъ даровать моему народу, измѣнили наши политическія отношенія, и *что они уже не прежнія!!* На что я отвѣчу: *Нѣтъ! Нѣтъ! Нѣтъ!* Вѣдаетъ Богъ, что я говорю правду; я ничего не сдѣлалъ, что могло бы дать Вамъ право измѣнить Ваши политическія отношеніи къ Пруссіи. Я не ослабилъ моей короны, я не измѣнилъ своего суверенитета; я не *перемѣнилъ* стараго, естественнаго и „патримоніальнаго" устройства моего государства; я не далъ ни современной конституціи, ни обѣщанія дать конституцію, ни вообще обѣщанія, которое связывало бы мои руки". Вѣдь скорѣе отецъ мой, продолжаетъ король, „могъ бы упрекнуть Императора Александра I въ томъ, что онъ нашелъ полезнымъ надѣлить героическую Польшу конституціею, совершенно новой, совершенно модной, совершенно французской, стиля Людовика XVIII. Все это очень противорѣчило принципамъ отца и моимъ".

„Но развѣ отецъ когда либо думалъ, что это можетъ измѣнить его отношенія „политической дружбы", союза и дѣйствительнаго сердечнаго согласія"... съ Императоромъ Александромъ I?

Императоръ Николай I не находилъ возможнымъ оставить безъ возраженія послѣднее замѣчаніе прусскаго короля. Въ письмѣ отъ 6-го (18-го) января 1848 года онъ категорически протестуетъ противъ мнѣнія короля, что Императоръ Александръ I находился въ такомъ же положеніи, въ какомъ находится Фридрихъ-Вильгельмъ IV въ моментъ созданія „соединеннаго ландтага".

„Вы замѣчаете", пишетъ Государь, „что Императоръ Александръ первый далъ *конституцію Польшѣ*, и не смотря на неудобства, которыя она вызывала для сосѣдей, никто на это не жаловался. Это безспорно; но если я не ошибаюсь, вѣдь около того же самаго времени покойный король *обѣщалъ* конституцію Пруссіи. Если такимъ образомъ первая была плачевнымъ фактомъ, то другая была плачевнымъ обѣщаніемъ, вызвавшимъ такія же плачевныя

suivie pour bien des gens d'une déception dans laquelle ils ne se tiennent pas pour battus".

„Nous avons racheté l'erreur commise chez nous par notre sang",—poursuivait l'Empereur,— „et ce problème est résolu sur les remparts de Wola. Vos convictions, cher ami, vos résolutions sont-elles comprises par tous vos sujets? Ont-elles fermé toutes les fausses espérances, c'est un problème, que je désire voir résolu dans le sens que vous y donnez... La Prusse est entrée dans une ère toute nouvelle..."

L'Empereur Nicolas I prédisait en outre avec une perspicacité étonnante le mouvement révolutionnaire de 1848, qui, à son avis, n'avait été provoqué en grande partie que par l'hésitation et la faiblesse des gouvernements eux-mêmes. Il prédisait que de „terribles désastres" devaient se produire dans un avenir prochain et il était convaincu que l'Europe ne pourrait être sauvée que par des „actions" et non par des „paroles".

L'Empereur exprima avec une franchise complète toutes ces appréhensions à son „ami de 32 ans" dans sa lettre du mois de janvier 1848. „Dites-moi de me taire et mon silence sera imperturbable, — mais parler, je parlerai toujours vrai".

L'Empereur Nicolas I avait agi avec la même franchise en 1846 quand les désordres de Cracovie provoquèrent l'occupation de cette ville par les troupes russes et autrichiennes. Il fit alors déclarer immédiatement au gouvernement prussien, que l'ancien ordre des choses ne pouvait pas être rétabli dans la république de Cracovie et que le traité secret de 1835 (v. № 138, tome IV, I partie) devait être mis à éxécution. (Dépêche du chancelier de l'Empire à Fonton, à Berlin, du 28 février 1846).

Prévoyant que la Prusse s'opposerait d'une manière sérieuse à la réunion du territoire de Cracovie aux possessions autrichiennes, l'Empereur envoya l'aide-de-camp général Berg à Berlin en le chargeant d'une mission secrète, consistant à obtenir du gouvernement de Berlin la suppression des libertés de Cracovie. Aux termes d'une instruction, qui lui fut remise le 6 mars 1846 par le Chancelier de l'Empire, l'aide-de-camp général Berg devait rappeler au gouvernement prussien non seulement l'acte de Toeplitz de 1835, mais encore le fait que depuis 1842, le territoire de Cracovie faisait déjà partie du système douanier de l'Autriche.

ожиданія и надежды, и соединеннымъ для весьма многихъ съ разочарованіемъ, отъ котораго они не считаютъ нужнымъ отдѣлаться".

„Мы выкупили сдѣланную нами ошибку", продолжаетъ Государь, „нашею кровью, и эта задача была разрѣшена подъ стѣнами Воли. Но Ваши убѣжденія, любезный другъ, Ваши рѣшенія, поняты ли они всѣми Вашими подданными? Оставили ли они всѣ ложныя надежды—это загадка, которую я желалъ бы видѣть рѣшенною въ смыслѣ, который Вы ей даете... Пруссія вступила въ совершенно новую эру"...

Наконецъ Императоръ Николай I съ удивительною прозорливостью предсказываетъ революціонное движеніе 1848 года, которое, по его мнѣнію, въ значительной степени было вызвано нерѣшительностью и безсиліемъ самихъ правительствъ. Онъ предсказывалъ наступленіе „страшныхъ бѣдствій" въ ближайшемъ будущемъ и былъ того убѣжденія, что не „словами", но „дѣйствіями" можно спасти Европу.

Всѣ эти опасенія высказалъ Государь въ январскомъ письмѣ 1848 г. съ полною откровенностью своему „другу 32 лѣтъ". „Скажите мнѣ", заключилъ свое письмо Государь, „чтобъ я молчалъ, и мое молчаніе будетъ ненарушимо, — но если говорить, то я буду говорить всегда правду".

Съ такою же откровенностью поступилъ Императоръ Николай I въ 1846 году, когда безпорядки въ Краковѣ вызвали занятіе этого города русскими и австрійскими войсками. Тогда онъ немедленно повелѣлъ объявить прусскому правительству, что прежніе порядки не могутъ быть возстановлены въ Краковской республикѣ и что секретный договоръ 1835 года (см. № 138, т. IV, ч. I) долженъ получить исполненіе. (Депеша Государственнаго Канцлера къ Фонтону въ Берлинѣ отъ 28-го февраля 1846 года).

Предвидя серьезное сопротивленіе со стороны Пруссіи присоединенію Краковской области къ Австрійскимъ владѣніямъ, Государю угодно было отправить генералъ-адъютанта Берга въ Берлинъ съ секретнымъ порученіемъ добиться согласія Берлинскаго кабинета на отмѣну вольности Кракова. На основаніи полученной отъ Государственнаго Канцлера инструкціи отъ 6-го марта 1846 года генералъ-адъютантъ Бергъ долженъ былъ напомнить прусскому правительству не только Теплицкій актъ 1835 года, но еще тотъ фактъ, что съ 1842 года Краковская область уже включена въ составъ австрійской таможенной системы.

Berg arriva à Berlin le 15 mars et fut reçu très gracieusement par le roi le lendemain même. Mais il remarqua immédiatement que „le Roi et Canitz (Ministre des Affaires Etrangères) étaient très effrayés de l'idée d'une incorporation de Cracovie... Le prince de Prusse (plus tard l'empereur Guillaume d'Allemagne), déjà informé de l'objet de mon envoi" — ajoutait Berg, — „m'a promis son appui, mais, a-t-il ajouté, „j'ai peu d'influence".

Le Cabinet de Berlin craignait d'une part, que la suppression de la république de Cracovie ne devint l'objet d'une protestation de la part de l'Angleterre et de la France et de l'autre— il ne voyait qu'avec déplaisir ce nouvel agrandissement des possessions autrichiennes. Mais le roi ne pouvait pas méconnaître le traité de Tœplitz et quand arriva en outre à Berlin le comte Ficquelmont, en qualité d'envoyé extraordinaire de l'Autriche, le gouvernement prussien céda graduellement sous la pression amicale des plénipotentiaires des deux Empires voisins.

Dans une lettre à l'Empereur Nicolas du 30 mars 1846, Frédéric-Guillaume IV lui déclare qu'il est convaincu de l'impossibilité de maintenir à Cracovie un foyer de révolution en permanence; mais il ne veut pas s'en tenir à l'acte de Toeplitz de 1835 et exige la signature d'un acte complétement nouveau ayant trait à l'annexion du territoire de Cracovie par l'Autriche.

On procéda en effet à Berlin le 3 (15) avril 1846 à la signature d'une convention spéciale à cet effet. (V. le tome IV, I partie, № 141).

Il y a lieu de faire mention à cette place d'un détail tout-à-fait inconnu et ayant trait aux négociations concernant la réunion de la république de Cracovie aux possessions autrichiennes. Avant la signature du protocole relatif à cette question, l'aide-de-camp-général Berg adressa, de sa propre initiative une lettre au comte Ficquelmont, le 27 mars (8 avril) 1846 pour exiger du plénipotentiaire autrichien qu'il introduise dans le protocole un article, en vertu duquel l'Autriche s'engagerait à tout jamais *à ne pas fortifier la ville de Cracovie.* L'Empereur, — écrivait Berg, — par sa grandeur d'âme chevaleresque, „n'hésite pas à placer un point stratégique de cette importance entre les mains de son plus ancien et plus fidèle allié". Mais en cherchant à détruire un nid de révolutionnaires, il ne peut pas „vouloir créer à ses Etats un nouvel embarras militaire pour l'avenir". Aussi

Бергъ прибылъ въ Берлинъ 15-го марта и былъ принятъ на другой день королемъ весьма милостиво. Но онъ тотчасъ же замѣтилъ, что „король и Каницъ (министръ иностранн. дѣлъ) весьма испугались идеи присоединенія Кракова"... „Принцъ прусскій" (недавно умершій императоръ Вильгельмъ I), прибавилъ Бергъ, „уже извѣщенъ о предметѣ моей миссіи и обѣщалъ мнѣ свою поддержку, но онъ прибавилъ: „у меня мало вліянія".

Берлинскій кабинетъ, съ одной стороны, серьезно опасался протеста Англіи и Франціи противъ уничтоженія Краковской республики, и съ другой, онъ не особенно охотно видѣлъ новое расширеніе австрійскихъ владѣній. Но король не могъ отказаться отъ Теплицкаго договора, и когда еще пріѣхалъ въ Берлинъ чрезвычайный австрійскій посланникъ гр. Фикельмонъ, то сопротивленіе прусскаго правительства постепенно уступило предъ дружнымъ натискомъ уполномоченныхъ двухъ сосѣднихъ имперій.

Въ письмѣ отъ 30-го марта 1846 года Фридрихъ-Вильгельмъ IV объявляетъ Императору Николаю I, что онъ убѣдился въ невозможности сохранить въ Краковѣ на будущее время очагъ революціи. Но онъ не призналъ возможнымъ ограничиться Теплицкимъ актомъ 1835 года и требовалъ, чтобъ былъ подписанъ совершенно новый актъ о присоединеніи Краковской области къ Австріи.

И дѣйствительно, 3-го (15-го) апрѣля 1846 г. состоялось въ Берлинѣ подписаніе особенной конвенціи по этому предмету (см. т. IV, ч. I, № 141).

Нельзя не указать здѣсь на одну подробность, совершенно неизвѣстную, относящуюся до этихъ переговоровъ о присоединеніи Краковской республики къ австрійскимъ владѣніямъ. Раньше чѣмъ подписать протоколъ по этому вопросу, генералъ-адъютантъ Бергъ, по собственной иниціативѣ, обратился къ гр. Фикельмону съ письмомъ отъ 27-го марта (8-го апрѣля) 1846 года, въ которомъ требовалъ отъ австрійскаго уполномоченнаго включенія въ протоколъ статьи, на основаніи которой Австрія обязывается на вѣчныя времена *не укрѣплять города Кракова.* Государь, писалъ Бергъ, изъ рыцарскаго великодушія „не задумывается передать во власть своего старѣйшаго и наиболѣе вѣрнаго союзника стратегическій пунктъ такой важности". Но онъ не можетъ изъ желанія уничтожить притонъ революціонеровъ „создать на будущее время для своихъ владѣній новую

dois-je avouer à Votre Excellence,—ajoutait Berg, „que je signerai plutôt mon trépas qu'un acte qui pût dans cette grave question, donner le moindre embarras à ma patrie".

Cette sage proposition ne fut pas acceptée par le comte Ficquelmont, parcequ'il ne se trouvait aucun engagement de ce genre dans l'acte de 1835 et parcequ'il manquait lui-même d'instructions nécessaires à cet effet. Il y a lieu de croire toutefois que si le plénipotentiaire russe avait insisté à ce sujet, la Cour de Vienne aurait probablement cédé.

L'aide-de camp général Berg, par ordre de l'Empereur, fut obligé de retirer sa proposition. Nicolas I remercia Berg d'avoir fait preuve de sentiments patriotiques et déclara en même temps „qu'il n'avait jamais eu l'intention, en parlant de la cession de Cracovie à l'Autriche, de demander à cette Puissance qu'elle ne la transformât pas en point fortifié". C'est l'Empereur qui a eu l'idée de la nouvelle combinaison relative au territoire de Cracovie et jamais il n'a songé à y introduire une condition dans le genre de celle qui a été proposée par Berg. (Dépêches du chancelier de l'Empire à l'aide-de-camp-général Berg du 6 et 9 avril 1846).

Dans ces circonstances, il fut impossible à l'aide-de-camp-général Berg d'insister pour l'adoption de sa proposition et il fut obligé de la retiver.—

La nouvelle de la révolution de février 1848 produisit une profonde impression par toute l'Allemagne et surtout à Berlin. Au commencement, le gouvernement prussien fit preuve d'une grande dignité. Le baron Canitz, Ministre des Affaires Etrangères, communiqua au baron Meyendorf un mémoire détaillé contenant l'exposé des causes de la chûte de Louis-Philippe. L'auteur de ce mémoire arrivait à la conclusion suivante: „Les gouvernements, qui, dans notre temps, perdent courage et font des concessions, quand le peuple est dans la rue, se perdent irrévocablement". „C'est sûr", inscrivit l'Empereur Nicolas en marge de ce mémoire, qui était joint à la dépêche du baron Meyendorf du 24 février (7 mars) 1848.

Mais bientôt après le gouvernement prussien lui-même fit preuve d'un manque complet de courage et se mit à faire des concessions au peuple qui s'ameutait dans les rues. „Le roi est au pouvoir des bourgeois",—écrivait le ministre le 8 (20) mars 1848, — „s'il peut échapper et

военную опасность". „Потому я признаюсь вашему превосходительству", продолжаетъ Бергъ, „что скорѣе согласился бы подписать свой смертный приговоръ, нежели актъ, который въ такомъ серьезномъ вопросѣ можетъ вызвать малѣйшую опасность моему отечеству".

Но это разумное предложеніе не было принято гр. Фикельмономъ за отсутствіемъ подобнаго обязательства въ актѣ 1835 года и по недостатку необходимыхъ инструкцій. Впрочемъ, еслибъ русскій уполномоченный настаивалъ на своемъ предложеніи, то Вѣнскій дворъ, по всей вѣроятности, уступилъ бы.

Однако, самъ генералъ-адъютантъ Бергъ долженъ былъ, по предписанію Государя, взять назадъ свое предложеніе. Императоръ Николай I благодарилъ Берга за патріотическія его чувства, но объявилъ, что „онъ никогда не имѣлъ намѣренія соединить съ предоставленіемъ Кракова Австріи условія, чтобъ Австрія не обратила его въ укрѣпленный пунктъ". Самъ Государь придумалъ новую комбинацію на счетъ Краковской области и никогда не соединялъ съ нею проектированнаго Бергомъ условія. (Депеши Государственнаго Канцлера къ генералъ-адъютанту Бергу отъ 6-го и 9-го апрѣля 1846 г.).

При такихъ обстоятельствахъ генералъ-адъютантъ Бергъ не смѣлъ настаивать на своемъ предложеніи и взялъ его назадъ.—

Извѣстіе о февральской революціи 1848 года произвело громадное впечатлѣніе во всей Германіи и въ частности въ Берлинѣ. Въ началѣ прусское правительство отнеслось съ большимъ достоинствомъ къ этому событію. Прусскій министръ иностранныхъ дѣлъ, баронъ Каницъ, сообщилъ барону Мейендорфу подробную записку, въ которой излагаются причины паденія Луи-Филиппа. Заключеніе, къ которому пришелъ авторъ, слѣдующее: „правительства, которыя въ наше время теряютъ мужество и дѣлаютъ уступки, когда народъ на улицѣ, пропали безповоротно". „Это навѣрно!"—написалъ Императоръ Николай I на этой запискѣ, приложенной къ депешѣ барона Мейендорфа отъ 24-го февраля (7-го марта) 1848 года.

Но весьма скоро само прусское правительство обнаружило полное отсутствіе мужества и стало дѣлать уступки народу, бунтующему на улицѣ. Въ самомъ Берлинѣ начались въ мартѣ весьма серьезные безпорядки. „Король" писалъ посланникъ 8-го (20-го) марта 1848 г., „нахо-

réunir vingt mille hommes autour de lui à Potsdam, le trône et la dynastie peuvent encore être sauvés". „Mais, ajoutait le baron Meyendorf, — „toute démonstration militaire de notre part serait dans ce moment dangereuse et amenerait la république. Il faut publier que nous n'attaquons pas, mais que nous voulons seulement nous défendre".

Le ministre s'empressait du reste, quelques jours plus tard, d'affirmer à son gouvernement que ni le gouvernement prussien, ni l'armée, ni le peuple en général ne désiraient une guerre avec la Russie et qu'ils la désiraient encore moins si elle devait avoir les Polonais pour cause. „Mais la force des choses amènera la guerre... Adam Czartoryski est ici..." écrivait le ministre le 17 (29) mars 1848.

En effet, d'abord les affaires de Pologne et plus tard la question du Danemark provoquèrent une crise très aigue dans les relations réciproques de la Russie et de la Prusse en 1848 et 1849. Les Polonais de Posen commencèrent à exiger la séparation de Posen de la Prusse. Le roi leur répondit: dans ce cas la guerre avec la Russie est inévitable. Mais le gouvernement prussien n'en concentra pas moins ses troupes sur le territoire de Posen et y envoya même le général Willisen, qui était connu à St.-Pétersbourg pour ses tendances polonophiles.

Alors, le baron Meyendorf crut devoir déclarer franchement au gouvernement prussien qu'il provoquait lui-même la Russie à la guerre. „Prenez garde", — disait-il au comte Arnim, le nouveau Ministre des Affaires Etrangères de cette époque, — „de sanctionner par aucun acte officiel un tel état de choses en Posnanie; ne compromettez pas votre gouvernement envers le mien, qui ne voudra pas à la longue rester spectateur indifférent de toutes ces excitations à la révolte, qui partent de Posen. Si vous n'avez pas la force d'empêcher que ce foyer des révolutions s'y établisse, vous pouvez nous le dire et nous verrons ce que nous avons à faire, — mais si vous le prenez sous votre protection, vous en faites un sujet de discussion et peut-être de guerre entre la Russie et la Prusse".

L'Empereur inscrivit en tête de la dépêche du baron Meyendorf du 2 (14) avril, qui contenait les paroles précitées: „Parfaitement parlé".

Si la nouvelle de la révolution française produisit une immense impression à Berlin, l'Empereur Nicolas en ressentit une tout aussi grande.

дится во власти бюргеровъ. Если онъ можетъ уйти и соединить 20,000 человѣкъ около себя въ Потсдамѣ, престолъ и династія еще могутъ быть спасены". „Но", прибавляетъ баронъ Мейендорфъ, „всякая военная демонстрація съ нашей стороны была бы въ настоящее время опасна и привела бы къ республикѣ. Необходимо объявить, что мы не намѣрены аттаковать и что только желаемъ обороняться".

Впрочемъ, посланникъ спѣшилъ черезъ нѣсколько дней подтвердить своему правительству, что „ни прусское правительство, ни армія, ни народъ не желаютъ войны съ Россіей и менѣе всего изъ-за Поляковъ Но сила вещей приведетъ къ войнѣ... Адамъ Чарторыжскій здѣсь..." пишетъ посланникъ 17-го (29-го) марта 1848 г.

И дѣйствительно, сперва польское дѣло, а впослѣдствіи датскій вопросъ привели къ весьма острому кризису во взаимныхъ отношеніяхъ Россіи и Пруссіи въ 1848 и 1849 годахъ. Поляки познанскіе стали требовать отдѣленія Познани отъ Пруссіи. Король имъ отвѣтилъ: тогда война съ Россіей неизбѣжна. Но всетаки прусское правительство стало сосредоточивать войска въ Познани, командировало туда генерала Виллизена, котораго полоно-фильскія мнѣнія были извѣстны въ С.-Петербургѣ.

Тогда баронъ Мейендорфъ призналъ своимъ долгомъ сказать совершенно откровенно прусскому правительству, что оно само вызываетъ войну съ Россіей. „Берегитесь", сказалъ онъ гр. Арниму, новому министру иностранныхъ дѣлъ, „утвердить какимъ либо оффиціальнымъ актомъ такое положеніе вещей въ Познани; не компрометируйте ваше правительство предъ моимъ, которое не пожелаетъ долго оставаться равнодушнымъ зрителемъ всѣхъ этихъ возбужденій къ бунту, исходящихъ изъ Познанской провинціи. Если у васъ нѣтъ силы препятствовать тому, чтобъ тамъ утвердился очагъ революціи, вы можете это сказать, и тогда мы увидимъ, что намъ дѣлать. Но если вы берете его подъ ваше покровительство, вы дѣлаете изъ этого предметъ обсужденія и можетъ быть войны между Россіей и Пруссіей".

Государь надписалъ на депешѣ бар. Мейендорфа отъ 2-го (14-го) апрѣля съ приведенными словами: „Отлично сказано".

Если извѣстіе о французской революціи произвело въ Берлинѣ громадное впечатлѣніе, то не менѣе сильно было это впечатлѣніе и на Им-

Dans une lettre qu'il écrivit de sa propre main au roi de Prusse le 24 février (8 mars) 1848, l'Empereur disait: „le moment que je prédis depuis 18 ans est venu; la révolution a surgi de ses cendres et Louis Philippe perd son trône usurpé, de la même façon, sinon plus terrible encore, qu'il n'y était parvenu". „Notre commune existence"—poursuivait l'Empereur, —„est menacée d'un danger imminent", en face duquel il faut agir d'après un plan général et avec des ressources en commun. L'Empereur proposait par conséquent à son beau-frère de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement révolutionnaire de la France et de prendre immédiatement des mesures en vue de la concentration sur le Rhin d'une forte armée, qui puisse s'opposer énergiquement à une invasion des Français. L'Empereur voulait mettre dans le courant de trois mois sur le pied de guerre une armée de 350,000 hommes, qui devait être prête à voler immédiatement au secours du roi de Prusse.

„Courage", — disait l'Empereur en terminant sa lettre,—„agissez et Dieu sera avec nous, car nous défendons la plus sainte des causes et nous sommes Chrétiens".

Le roi partageait complètement l'avis de l'Empereur et reconnaissait la nécessité de l'union de tous les Etats monarchiques contre un ennemi général et dangereux. Mais les deux Monarques firent preuve, dès le commencement du mouvement révolutionnaire de 1848, d'une différence d'opinion radicale, quant aux moyens à employer pour la lutte. Selon le roi, son devoir l'obligeait „à arracher des mains des démagogues allemands l'arme dangereuse et fatale de la nationalité germanique" et à se placer à la tête des tendances légales de tous les peuples germaniques en vue d'une unification meilleure et plus puissante. Dans ce but, il envoya à Vienne une personne de confiance, le général Radowitz, avec la proposition de réunir dans la capitale de l'Autriche un congrès de tous les souverains de l'Allemagne en vue de la réorganisation de la Confédération germanique. (Lettre du roi Frédéric-Guillaume IV du 17 (29) février 1848).

Nicolas I désirait aussi que le roi de Prusse puisse sauver l'Allemagne de la révolution. „Soyez, cher ami", — écrivait-il au roi le 29 février (12 mars) 1848, — „le sauveur de l'Allemagne et de la bonne cause; mettez-vous hardiment à la hauteur des circonstances et ne reculez pas devant la tâche que la Providence vous

ператора Николая. Въ собственноручно написанномъ письмѣ къ королю прусскому отъ 24-го февраля (8-го марта) 1848 года Государь говоритъ, что „наступила торжественная минута, которую я предсказывалъ въ продолженіи 18 лѣтъ; революція воскресла изъ пепла, и Луи-Филиппъ лишился захваченнаго престола тѣмъ же путемъ, если только, еще не болѣе страшнымъ, чѣмъ какимъ онъ достигъ престола". „Нашему общему существованію", продолжаетъ Государь, „угрожаетъ неминуемая опасность", въ виду которой необходимо дѣйствовать по общему плану и общими средствами. Поэтому Государь предлагаетъ своему зятю не признавать новаго революціоннаго правительства во Франціи и принять немедленно мѣры для сосредоточенія на Рейнѣ сильной арміи, которая была въ состояніи дать отпоръ нашествію Французовъ. Въ три мѣсяца Государь поставитъ на военную ногу армію въ 350,000 человѣкъ, которая готова будетъ идти немедленно на помощь прусскому королю.

„Мужайтесь", оканчиваетъ свое письмо Государь, „дѣйствуйте, и Богъ будетъ съ нами, потому что мы защищаемъ самое святое дѣло и мы христіане".

Король совершенно раздѣлялъ убѣжденіе Императора Николая о необходимости соединиться всѣмъ монархическимъ правительствамъ противъ общаго опаснаго врага. Только въ отношеніи средствъ борьбы оба монарха обнаружили уже въ началѣ революціоннаго движенія 1848 года радикальное различіе во взглядахъ. По мнѣнію короля, онъ обязанъ „вырвать изъ рукъ нашихъ демагоговъ опасное и фатальное оружіе германской національности" и стать во главѣ законныхъ стремленій всѣхъ германскихъ народовъ къ лучшему и болѣе могущественному объединенію. Поэтому онъ послалъ въ Вѣну свое довѣренное лицо, генерала Радовица, съ предложеніемъ собрать въ австрійской столицѣ конгрессъ всѣхъ германскихъ Государей для преобразованія Германскаго Союза. (Письмо короля Фридриха-Вильгельма IV отъ 17-го (29-го) февраля 1848 года).

Николай I также желалъ, чтобъ король прусскій спасъ Германію отъ революціи. „Будьте, дорогой другъ", писалъ онъ королю 29-го февраля (12 марта) 1848 года, "спасителемъ Германіи и добраго дѣла; станьте смѣло въ уровень съ обстоятельствами и не отступайте отъ задачи, указанной Вамъ Провидѣніемъ". Только,

désigne". Mais, au commencement du mois de mars, l'Empereur était convaincu du fait que l'Empereur d'Autriche, en considération des événements bien-connus de Vienne, ne pourrait se charger d'aucun rôle dans les affaires de l'Allemagne et que tout dépendait de l'énergie du roi de Prusse.

L'Empereur Nicolas I n'en insistait pas moins pour que l'on prenne les mesures les plus énergiques contre les insurgés.

Il suspendit, de son côté, toutes les relations-frontières, qui avaient été facilitées en dernier ressort par l'acte de 1842 (№ 325) et il procédait à la mise sur pied, pour le mois de juillet, de l'armée de 350,000 hommes qu'il avait promise. Mais il ne pouvait pas comprendre pourquoi le roi graciait-il des criminels dont la culpabilité était évidente, pourquoi autorisait-il le prince Czartoryski à résider en Prusse et pourquoi n'avait-il pas immédiatement arrêté le mouvement polonais en Posnanie?

Frédéric-Guillaume IV envoya au mois de juin 1848 le général Pfuel à St.-Pétersbourg, porteur d'une lettre autographe de sa part et écrite le 21 (9) juin. Dans cette lettre, le roi disculpait longuement la manière d'agir des autorités prussiennes en Posnanie et le général prussien devait faire à l'Empereur un rapport détaillé sur les affaires polonaises dans les mêmes termes que s'il avait dû le faire à son roi. L'Empereur se convaincra alors, — écrivait le roi, — de ce que le gouvernement prussien ne fait pas preuve d'indulgence à l'égard des aspirations nationales des Polonais et qu'il ne désire qu'une réforme de l'administration de la province de Posen dans le but exclusif de l'unir plus étroitement encore au Royaume de Prusse.

Mais l'Empereur Nicolas I, après le „rapport" du général Pfuel n'arriva pas à se convaincre complètement du fait que le gouvernement prussien était devenu plus énergique dans sa lutte contre les menées révolutionnaires ou „nationales" des Polonais. Il était satisfait de voir que le gouvernement prussien avait refusé son autorisation à la formation d'une armée polonaise spéciale; mais il se convainquit en même temps, d'après ce qui lui fut communiqué par le général prussien „que les Polonais, tout en étant les plus infâmes instruments de la révolte et de l'anarchie, ne cessaient pas d'être soutenus et protégés dans leur soi-disante nationalité et que l'impunité leur paraissait assurée à tout jamais". Aussi l'Empereur déclara-t-il qu'il ne croirait à la condamnation de Mieroslavsky que lorsqu'il

въ началѣ марта, Государь былъ убѣжденъ, что въ виду извѣстныхъ событій въ Вѣнѣ императоръ австрійскій не можетъ принять на себя никакой роли въ германскихъ дѣлахъ и что все зависитъ отъ рѣшимости прусскаго короля.

Однако, въ то же время Императоръ Николай I настаивалъ на принятіи самыхъ энергическихъ мѣръ противъ бунтовщиковъ.

Онъ, съ своей стороны, прекратилъ всякія пограничныя сношенія, облегченныя въ послѣдній разъ актомъ 1842 года (№ 325) и готовилъ къ іюлю мѣсяцу обѣщанную армію въ 350,000 человѣкъ. Но онъ не могъ понять, какимъ образомъ король миловалъ явныхъ преступниковъ, разрѣшилъ князю Чарторыжскому жить въ Пруссіи и не остановилъ немедленно движенія Поляковъ въ Познани.

Фридрихъ-Вильгельмъ IV командировалъ въ іюнѣ 1848 года генерала Пфуля въ С.-Петербургъ, съ собственноручнымъ письмомъ отъ 21 (9) іюня, въ которомъ подробно оправдывается образъ дѣйствія прусскихъ властей въ Познани. Прусскій генералъ долженъ былъ сдѣлать Государю подробный докладъ о польскомъ дѣлѣ, какъ еслибъ онъ его сдѣлалъ своему королю. Тогда Императоръ убѣдится, что прусское правительство нисколько не потворствуетъ національнымъ стремленіямъ Поляковъ и только желаетъ преобразовать управленіе Познанскою областью, съ единственною цѣлью связать ее еще болѣе съ Прусскимъ королевствомъ.

Но Императоръ Николай I не вполнѣ убѣдился изъ „доклада" генерала Пфуля, что прусское правительство сдѣлалось болѣе энергическимъ въ преслѣдованіи революціонныхъ или „національныхъ" замысловъ Поляковъ. Онъ былъ доволенъ, что прусское правительство не разрѣшило образованія особенной польской арміи. Но вмѣстѣ съ тѣмъ онъ убѣдился изъ словъ прусскаго генерала, что не смотря на то что „Поляки самыя низкія орудія революціи и анархіи", всетаки „они не перестаютъ пользоваться поддержкою и покровительствомъ въ своей такъ называемой національности, и что безнаказанность, кажется, признана за ними на вѣчныя времена". Поэтому Государь объявилъ, что онъ только тогда повѣритъ наказанію Мѣрославскаго, когда онъ узнаетъ,

apprendrait qu'il avait été pendu. (Lettre de l'Empereur Nicolas I au roi Frédéric Guillaume IV du 3 (15) juillet 1848).

En vue de dissiper à Berlin tous les doutes que l'on pouvait avoir au sujet de l'empressement de la Russie à défendre l'ordre de choses existant d'après les traités, l'Empereur énumérait exactement dans la même lettre toutes les forces militaires qu'il avait concentrées dans les provinces-frontières. En tout, il avait mobilisé 420,000 hommes et 100,000 hommes en outre se trouvaient en réserve.

„La destination de cette armée" — écrivait l'Empereur, — „est de garder intacte l'intégrité de nos frontières et de déjouer les misérables ou les fous, qui rêvent la possibilité de rétablir une Pologne autre que celle que les armes russes ont glorieusement acquise et assurée à l'Empire. *Je ne toucherai jamais personne, mais gare à qui nous touchera. Amen"!*

L'Empereur Nicolas I fut encore moins satisfait des explications du général Pfuel par rapport à *l'affaire du Danemark.* On sait que les troupes prussiennes étaient entrées dans le Holstein, qu'elles avaient occupé le Schleswig et qu'elles se proposaient même de se porter sur le territoire du Jutland. Dans ses lettres à l'Empereur, le roi de Prusse s'efforçait longuement et avec conviction de lui démontrer la légalité de la guerre entreprise contre le Danemark, vû que le roi Frédéric VII, par son décret du mois de février 1848, avait incorporé le duché de Schleswig aux possessions du royaume de Danemark. Le roi affirmait, par sa lettre du 21 juin 1848, qu'il n'aspirait qu'au rétablissement du *status quo ante* et qu'il dépendait de l'Empereur de se charger du rôle „d'ange de la paix", en obligeant le roi de Danemark à respecter les droits de la Confédération germanique et du duc d'Augustenborg sur le duché de Schleswig.

L'Empereur Nicolas I trouvait que cette attaque contre le Danemark n'était nullement justifiée. A son avis, le gouvernement prussien, en prenant fait et cause pour les habitants du Holstein, s'interposait au fond en faveur de rebelles, qui s'étaient soulevés à main armée contre leur souverain légal - le roi de Danemark. La Prusse enfin, en s'appuyant sur la Confédération germanique, exige en outre l'annexion du Schleswig à cette même Confédération. Cette exigence est tout-à-fait illégale et se trouve, selon l'Empereur, en contradiction complète avec l'acte du Congrès de Vienne de 1815. Sa

что его дѣйствительно повѣсили. (Изъ письма Императора Николая I къ Фридриху-Вильгельму IV отъ 3 (15) іюля 1848 г.).

Съ цѣлью устранить въ Берлинѣ всякія сомнѣнія на счетъ готовности Россіи къ защитѣ существующаго на основаніи трактатовъ порядка вещей, Государь въ томъ же письмѣ точнымъ образомъ исчисляетъ военныя силы, собранныя имъ въ пограничныхъ губерніяхъ. Всего было мобилизовано 420,000 человѣкъ и въ резервѣ находилось еще 100,000 человѣкъ.

„Назначеніе этой арміи", пишетъ Государь, „охранять неприкосновенность нашихъ границъ и парализовать замыслы злодѣевъ или сумасшедшихъ, мечтающихъ о возможности возстановить другую Польшу, кромѣ той, которую русское оружіе со славою пріобрѣло и закрѣпило за Имперіею. *Я никогда никого не задѣну, но бѣда тому, кто насъ задѣнетъ. Аминь*".

Еще менѣе былъ удовлетворенъ Императоръ Николай I объясненіями генерала Пфуля по *Датскому* дѣлу. Извѣстно, что прусскія войска вступили въ Голштинію, заняли Шлезвигъ и даже намѣрены были вступить въ предѣлы Ютландіи. Король прусскій старался въ своихъ письмахъ къ Государю подробнымъ и убѣдительнымъ образомъ доказать законность войны противъ Даніи, такъ какъ король Фридрихъ VII, февральскимъ декретомъ 1848 года, включилъ герцогство Шлезвигское въ составъ Датскаго королевства. Въ письмѣ отъ 21 іюня 1848 года король утверждаетъ, что онъ только желаетъ возстановленія status quo ante и что отъ Государя зависитъ принять на себя роль „ангела мира" и заставить датскаго короля уважать права Германскаго Союза и герцога Аугустенбургскаго на Шлезвигское герцогство.

Императоръ Николай I не находилъ никакихъ оправданій для такого нападенія на Данію. По его мнѣнію, прусское правительство, заступаясь за Голштинцевъ, собственно говоря заступалось за бунтовщиковъ, возставшихъ съ оружіемъ въ рукахъ противъ законнаго своего Государя—короля датскаго. Мало того: Пруссія, опираясь на Германскій Союзъ, требуетъ еще присоединенія Шлезвига къ Германскому Союзу. Такое требованіе было вполнѣ незаконно и совершенно противорѣчило, по мнѣнію Государя, акту Вѣнскаго конгресса 1815 года. Онъ поручилъ барону Мейендорфу выразить

Majesté chargea le baron Meyendorf d'exprimer le regret qu'il éprouvait en voyant cette injuste attaque contre le Danemark et de déclarer en même temps que la Russie ne pouvait pas être indifférente à cette guerre. Et comme le Danemark implorait la médiation de la Russie, l'Empereur exprimait l'espoir que l'armée prussienne suspendrait son mouvement et se retirerait sur le territoire prussien. (Dépêche du chancelier de l'Empire au baron Meyendorf du 15 avril 1848).

Mais quand l'armée prussienne continua à avancer et vint à se rapprocher de la frontière du Jutland, le ministre fut chargé de déclarer au Cabinet de Berlin „que l'invasion, étendue au Jutland, porterait une grave atteinte aux intérêts de toutes les Puissances riveraines de la Baltique et tendrait par ses conséquences à rompre dans tout le Nord de l'Europe l'équilibre politique, établi par les traités. La Russie ne saurait admettre une telle éventualité".

Aux termes de ce qui précède, le chancelier de l'Empire était de l'avis „qu'il y avait donc à la fois pour nous et *obligation* et *droit* à demander au gouvernement prussien la cessation d'une lutte qui ne saurait se fonder sur aucun principe de justice". Voilà pourquoi l'Empereur Nicolas I exigea formellement de la Prusse „la suspension immédiate des hostilités", en la prévenant que si elle ne faisait pas droit à cette exigence et si elle voulait persister à entrer dans le Jutland, elle prouverait, en agissant ainsi, qu'elle avait l'intention d'anéantir le Danemark et alors la rupture avec la Russie devenait inévitable.

„Dans ce cas",—écrivait le comte Nesselrode le 26 avril 1848,—„liés que nous sommes par nos actes de garantie, nous nous voyons dès aujourd'hui dans la nécessité de lui faire connaître que cette conduite de sa part devra infailliblement amener une rupture entre la Russie et la Prusse".

En présence de déclarations aussi catégoriques le gouvernement prussien se vit obligé de conclure à Malmoë au mois d'août 1848 un armistice avec le Danemark et quand la nouvelle en parvint à l'Empereur Nicolas il ne put s'empêcher desécrier: „Ouf, en voilà un de moins!"

La situation des affaires en Allemagne n'en causait pas moins toujours à l'Empereur Nicolas les plus sérieuses inquiétudes. Malheureusement, la place nous manque ici pour nous servir des matériaux on ne peut plus précieux qui se trouvent à notre disposition aux Archives du

сожалѣніе по поводу такого несправедливаго нападенія на Данію и, вмѣстѣ съ тѣмъ, объявить, что Россія не можетъ относиться равнодушно къ этой войнѣ. И такъ какъ Данія просила посредничества Россіи, то Государь выразилъ надежду, что прусская армія остановится въ своемъ движеніи и возвратится въ предѣлы Пруссіи. (Депеша Госуд. Канцлера барону Мейендорфу отъ 15 апрѣля 1848 г.).

Но когда прусская армія не останавливалась и подошла къ границамъ Ютландіи, тогда посланнику было поручено объявить Берлинскому кабинету, что вторженіемъ въ Ютландію Пруссія „нанесетъ тяжелый ударъ интересамъ всѣхъ прибрежныхъ на Балтійскомъ морѣ державъ и нарушитъ послѣдствіями вторенія политическое равновѣсіе, установленное трактатами на всемъ Сѣверѣ Европы. Россія не можетъ допустить такой случайности".

На основаніи этихъ соображеній, по мнѣнію Государственнаго Канцлера, „для насъ существуетъ въ одно и то же время *обязанность* и *право* потребовать отъ прусскаго правительства прекращенія борьбы, которая не можетъ быть оправдываема никакимъ началомъ справедливости". Поэтому Императоръ Николай I формальнымъ образомъ потребовалъ отъ Пруссіи „немедленной пріостановки военныхъ дѣйствій", предупреждая, что если Пруссія не исполнитъ этого требованія, но вступитъ въ Ютландію и обнаружитъ такимъ образомъ явное намѣреніе уничтожить Данію, разрывъ между Россіей и Пруссіей неизбѣженъ.

„Въ такомъ случаѣ", писалъ гр. Нессельроде 26-го апрѣля 1848 г. барону Мейендорфу, „будучи связанны актами гарантіи, мы принуждены нынѣ же объявить прусскому правительству, что такое его поведеніе приведетъ неминуемымъ образомъ къ разрыву между Россіей и Пруссіей".

Въ виду такихъ серьезныхъ заявленій прусское правительство должно было заключить въ августѣ 1848 г. перемиріе съ Даніею въ Мальмё, извѣстіе о которомъ вырвало у Императора Николая слова: „Уфъ! однимъ меньше"!

Но постоянныя и самыя серьезныя опасенія вызывало въ Императорѣ Николаѣ I положеніе вещей въ Германіи. Къ сожалѣнію, мѣсто не позволяетъ намъ воспользоваться здѣсь чрезвычайно интересными матерьялами, которые мы имѣемъ въ распоряженіи изъ Архива

Ministère des Affaires Etrangères. Du reste le temps n'est pas encore venu de publier la très intéressante correspondance échangée à cette époque entre l'Empereur Nicolas et le roi de Prusse. Cette correspondance a un caractère tout intime et certainement le contenu de la plus grande partie de ces lettres n'a jamais été connu des conseillers les plus proches des deux Souverains.

Nous ne reproduirons ici que les fragments les plus intéressants de ces lettres, en tant qu'ils concernent les affaires d'Allemagne, sans y ajouter le moindre commentaire. Ce sont des faits assez éloquents par eux-mêmes.

La situation des affaires en Allemagne devint à ce point sérieuse dans le courant de l'automne 1848 que l'on appréhendait en Prusse, au Wurtemberg et dans le Grand Duché de Bade la proclamation de la république et le règne d'une anarchie complète. Les désordres dans les rues et la résistance à main armée aux autorités étaient devenus chose si ordinaire que chaque gouvernement se croyait obligé de compter avec ces anomalies.

„La glorieuse révolution allemande",—écrivait ironiquement en septembre 1848 le roi de Prusse à l'Empereur Nicolas I,—„est entrée dans une phase où il s'agit sans autres (sic) de l'existence d'une couronne en Prusse ou plutôt de l'existence de la Prusse, de l'Allemagne. Les représentants de la république „rouge" qui par toute l'Allemagne (et plus loin) ne forment qu'un seul corps, bien discipliné pour leur but, ont porté le 7 du mois courant l'assemblée de la Singacademie de Berlin (les cris de la populace aidant) à décider *„qu'elle a le droit de donner des ordres à mes ministres"*. Or c'est la république et si vous voulez même davantage, c'est *l'anarchie"*.

Le roi ajoutait qu'il n'admettrait pas un pareil désordre et qu'il était décidé à annuler la décision prise par la Chambre le 7 septembre. Et si elle ne se soumet pas à la volonté royale, le roi est décidé dans ce cas à l'obliger par la force des armes à exécuter ses ordres. Il reconnaît, il est vrai que cette mesure peut provoquer une insurrection générale et une lutte entre „la bonne, loyale et vieille Prusse", d'une part et „la révolution allemande", de l'autre.

Dans ce cas,—demandait le roi à son auguste beau-frére,—„et si, contre toute attente, je me verrais forcé de me retirer de Berlin devant une révolte générale, viendrez-vous à mon secours si je l'implore?" Si „le parti de la populace" au

Министерства Иностранныхъ Дѣлъ. Къ тому жъ еще не пришло время для обнародованія интереснѣйшей переписки, происходившей за эти годы между Императоромъ Николаемъ и прусскимъ королемъ. Эта переписка отличается исключительно интимнымъ характеромъ, и содержаніе многихъ писемъ, которыми обмѣнялись оба Государя, навѣрно не было извѣстно ихъ ближайшимъ совѣтникамъ.

Мы приведемъ здѣсь только нѣкоторыя наиболѣе любопытныя данныя, насколько они касаются германскихъ дѣлъ, не прибавляя отъ себя никакихъ комментаріевъ, они сами по себѣ достаточно краснорѣчивы.

Положеніе вещей въ Германіи стало осенью 1848 года настолько серьезно, что въ Пруссіи, въ Виртембергѣ, въ Великомъ герцогствѣ Баденскомъ опасались провозглашенія республики и водворенія полной анархіи. Постоянные уличные безпорядки и открытое сопротивленіе властямъ становились настолько обыденными явленіями, что каждое правительство считало себя обязаннымъ съ ними считаться.

„Славная нѣмецкая революція", съ ироніею писалъ въ сентябрѣ 1848 года король прусскій Императору Николаю I, „вступила въ тотъ фазисъ, когда уже рѣчь идетъ о существованіи прусской короны, или скорѣе существованіи самой Пруссіи и Германіи. Приверженцы „красной" республики, составляющіе во всей Германіи (и еще дальше) одно цѣлое, хорошо дисциплинированное для своей цѣли, заставили 7-го числа собраніе въ Singakademie въ Берлинѣ (при крикахъ толпы) постановить, что *„оно имѣетъ право давать приказанія моимъ министрамъ"*. И такъ, это республика или, если хотите, еще болѣе, это—*анархія"*.

Но, говорить король, онъ не допуститъ такого безпорядка и рѣшился уничтожить постановленіе палаты отъ 7-го сентября. Если же оно не подчинится королевской волѣ, то въ такомъ случаѣ король рѣшился силою оружія заставить исполнять свои приказанія. Только онъ сознаетъ, что въ послѣднемъ случаѣ можетъ возгорѣться общее возстаніе и борьба между „доброю, лояльною и старою Пруссіей", съ одной стороны, и „германскою революціею", съ другой.

Но въ такомъ случаѣ, спрашиваетъ король своего августѣйшаго зятя, можетъ ли онъ разсчитывать на его помощь, если онъ вынужденъ будетъ просить о ней?—„И если", спрашиваетъ король, „вопреки всякому ожиданію, я буду при-

Parlement de Francfort venait aussi à déclarer la guerre à la Prusse avec l'aide de la France— la Russie volerait elle au secours de la Prusse?

L'Empereur Nicolas I répondit à ces questions avec une entière franchise dans une lettre datée du 14 (26) septembre 1848. Il ne cachait pas du tout le mécontentement sérieux qu'il éprouvait en présence des trop nombreuses concessions faites par le roi de Prusse à l'agitation populaire et du manque d'énergie du gouvernement prussien.

„Savoir", — écrivait l'Empereur, — „l'ancienne Monarchie prussienne, notre intime alliée et son Roi réduits à telle extrémité, que ce n'est plus qu'au moyen d'une lutte sanglante et intestine qu'il est possible peut-être de les sauver—c'est une de ces terribles vérités, qui bouleversent l'âme".

Mais l'Empereur prévoyait ce terrible résultat de la politique du roi „depuis que la Prusse a dû renoncer, par votre volonté, aux traditions qui durant des siècles avaient fait sa gloire, sa force et sa prospérité". L'Empereur n'a plus connaissance de cette „vieille Prusse", à moins qu'elle ne ressuscite.

Cette „vieille Prusse *a cessé d'être* pour se fondre dans l'Allemagne et notre antique intime union a disparu avec elle. La Russie ne peut venir au secours d'une Puissance qui a renié ses traditions, qui doit désormais se débattre dans tous les embarras des formes constitutionnelles,— d'une Puissance enfin qui se trouve sous l'empire d'institutions révolutionnaires".

„Mais", — ajoutait l'Empereur, — „la Russie sera toujours l'alliée fidèle de sa vieille amie, de la *bonne, vieille et loyale Prusse*, comme vous l'appelez, quand elle renaîtra. Si donc jamais l'ancienne bannière *Prussienne* ralliait à elle les vieux Prussiens et non des Allemands sous la bannière des barricades, l'aigle russe se trouvera à ses côtés, car la Russie sait oublier les injures, elle ne rompt pas ses traités et ne renie pas ses traditions. Dieu sait seul, si jamais encore ce bonheur nous est réservé".

Dans le cas enfin où l'autorité royale en Prusse serait remplacée par la république, le gouvernement Impérial devrait se borner à prendre des mesures en vue de garantir l'inviolabilité

нужденъ оставить Берлинъ", въ виду общаго возстанія, придете ли Вы мнѣ на помощь, если я Васъ о томъ попрошу? Если „партія толпы" во Франкфуртскомъ парламентѣ также объявитъ Пруссіи войну, съ помощью Франціи, то пойдетъ ли Россія на помощь Пруссіи?

На эти вопросы отвѣчаетъ Императоръ Николай I съ полною откровенностью письмомъ отъ 14-го (26-го) сентября 1848 г. Онъ нисколько не скрываетъ своего серьезнаго неудовольствія, вызваннаго какъ многими уступками, сдѣланными прусскимъ королемъ народному движенію, такъ и явнымъ безсиліемъ и нерѣшительностью прусскаго правительства.

„Знать", пишетъ Государь, „что старая прусская монархія, наша ближайшая союзница и ея король приведены въ такую крайность, что только посредствомъ кровавой и внутренней борьбы можно будетъ, можетъ быть, ее спасти—это одна изъ тѣхъ страшныхъ истинъ, которыя всамущаютъ душу".

Но Государь предвидѣлъ этотъ страшный результатъ политики короля, „съ тѣхъ поръ какъ Пруссія должна была отречься, по Вашей волѣ, отъ традицій, которыя въ продолженіи вѣковъ составляли ея славу, силу и благоденствіе". Государь болѣе не знаетъ „старой Пруссіи"—если она не воскреснетъ.

„Но этой старой Пруссіи *больше не существуетъ*", продолжаетъ Императоръ Николай I; „она исчезла въ Германіи, и нашъ древній близкій союзъ исчезъ вмѣстѣ съ нею. Россія не можетъ придти на помощь державѣ, которая отреклась отъ своихъ традицій и которая отнынѣ должна биться во всей путаницѣ конституціонныхъ формъ,—наконецъ, державѣ, находящейся подъ господствомъ революціонныхъ учрежденій".

Но, прибавляетъ Государь, „Россія всегда будетъ вѣрной союзницей своего стараго друга— *доброй, старой* и *лояльной Пруссіи*, — какъ Вы ее называете, — когда она воскреснетъ. Если когда нибудь подъ старое *прусское* знамя опять станутъ старые Пруссаки, но не Нѣмцы подъ знаменемъ баррикадъ, русскій орелъ будетъ возлѣ него, потому что Россія умѣетъ забывать оскорбленія, она не нарушаетъ своихъ трактатовъ и не отрекается отъ своихъ традицій. Вѣдаетъ Богъ, удастся ли намъ еще когда нибудь увидѣть это счастье"!

Наконецъ, если въ Пруссіи королевская власть будетъ замѣнена республикою, Императорское правительство только сочтетъ долгомъ принять мѣры для обезпеченія неприкос-

des frontières de l'Empire. Si l'armée russe était obligée de passer la frontière, il va de soi, comme de raison, qu'elle ne marcherait pas en vue de la restauration d'une Prusse constitutionnelle, „mais *pour rétablir la Prusse telle qu'elle fut* sous le règne glorieux de vos ancêtres, telle que feu votre adoré Papa vous l'a transmise". Tel est le langage que l'Empereur Nicolas tenait au roi Frédéric Guillaume IV en terminant la lettre qu'il lui adressait au mois de septembre.

Il est facile de se rendre compte de la vive impression que cette lettre dut produire sur le roi de Prusse, qui était animé du plus profond respect pour l'Empereur Nicolas. L'effet de la franchise de l'Empereur ne se fit pas attendre. A partir du mois d'octobre 1848, Frédéric-Guillaume IV céda peu à peu à l'influence de principes plus conservateurs et au mois de novembre de la même année le fameux ministère „réactionnaire" du comte Brandenbourg fut enfin constitué.

Le jour de la fête de l'Empereur Nicolas I, le roi donna un grand dîner-gala à Potsdam et après le dîner il s'approcha du baron Meyendorf pour lui dire jusqu'à quel point il se réjouissait de l'apaisement des esprits en Allemagne et de la probabilité d'une entente complète avec l'Autriche. A la fête de l'Ordre, en janvier 1849, le roi leva son verre pendant le dîner et s'adressant au ministre de Russie lui dit en russe: „Dieu protège le Tzar". Après dîner, il cherchait à prouver au baron Meyendorf que toute l'Allemagne serait complètement tranquille, non pas dans deux mois, comme le croyait le ministre, mais dans quinze jours. (Dépêche du baron Meyendorf du 7 (19) janvier 1849).

Le ministre profita de cette occasion pour rappeler encore une fois à Sa Majesté Royale que, d'après la conviction de l'Empereur, la Prusse devait vivre en paix avec l'Autriche, car il ne pouvait pas y avoir „d'Allemagne sans Autriche". Quand le roi de Prusse fut élu Empereur d'Allemagne par le parlement de Francfort, la population de Berlin accueillit avec enthousiasme cette nouvelle. Mais le roi ne voulut même pas recevoir la députation venue de Francfort pour soumettre solennellement au roi la décision du parlement. Ce n'est que sur l'instance de ses ministres qu'il consentit à la laisser paraître en sa présence.

On sait que la réponse du roi déplut fort à la députation. Le roi lui-même n'était pas satisfait de son discours. „J'aurais voulu répondre en roi",—disait Frédéric-Guillaume IV au baron

новенности границъ Имперіи. Еслибъ русская армія была вынуждена перейти границу, то, само собою разумѣется, она не возстановила бы конституціонной Пруссіи, но только „*возстановила бы Пруссію какой она была* въ славныя царствованія Вашихъ предковъ и какою она была передана Вамъ Вашимъ покойнымъ обожаемымъ отцомъ" — говоритъ въ заключеніе своего сентябрскаго письма Государь королю Фридриху Вильгельму IV.

Не трудно себѣ представить, какое огромное впечатлѣніе это письмо должно было произвести на прусскаго короля, который питалъ самое искреннее почтеніе къ Императору Николаю. Весьма скоро обнаружилось дѣйствіе откровенныхъ заявленій Государя. Начиная съ октября 1848 года, Фридрихъ Вильгельмъ IV мало по малу поддавался вліянію болѣе консервативныхъ началъ, и въ ноябрѣ 1848 г. было образовано извѣстное „реакціонное" министерство графа Бранденбурга.

Въ день тезоименитства Императора Николая I, король далъ въ Потсдамѣ торжественный обѣдъ и послѣ обѣда подошелъ къ барону Мейендорфу, чтобъ сказать ему, насколько онъ радуется успокоенію умовъ въ Германіи и вѣроятности полнаго соглашенія съ Австріею. На орденскомъ праздникѣ, въ январѣ 1849 года, король поднялъ, во время обѣда, бокалъ и, обращаясь къ русскому посланнику, сказалъ по русски: „Боже Царя храни"! Послѣ же обѣда онъ доказывалъ барону Мейендорфу, что не въ два мѣсяца,—какъ полагалъ послѣдній,—но въ двѣ недѣли вся Германія будетъ совершенно спокойна. (Денеша бар. Мейендорфа отъ 7-го (19-го) января 1849 г.).

Посланникъ воспользовался этимъ случаемъ, чтобъ вновь подтвердить Его Королевскому Величеству, что по убѣжденію Государя Императора Пруссія должна жить въ мирѣ съ Австріею, ибо „нѣтъ Германіи, безъ Австріи". Когда прусскій король былъ избранъ Франкфуртскимъ парламентомъ въ Германскіе Императоры, населеніе Берлина съ энтузіазмомъ приняло это извѣстіе. Но король даже не пожелалъ принять депутаціи, прибывшей изъ Франкфурта съ цѣлью торжественнымъ образомъ поднести королю рѣшеніе парламента. Только по настояніямъ своихъ министровъ онъ согласился ее принять.

Извѣстно, что отвѣтъ короля депутаціи очень не понравился послѣдней. Да и самъ король не былъ доволенъ своей ролью. „Я желалъ бы", сказалъ Фридрихъ Вильгельмъ IV барону Мей-

Meyendorf,—„on m'oblige à parler en Geheimrath". Le roi ajouta enfin qu'il lui était venu l'idée de se charger temporairement de la direction supérieure centrale de l'Allemagne. „C'est une idée qui m'est venue cette nuit", — disait-il. „L'archiduc veut quitter à tout prix son poste. L'Allemagne ne peut pas rester sans pouvoir central, mais qu'en dira l'Empereur?"

Le ministre ne pouvait pas répondre à cette question, mais il laissa entendre, à titre d'opinion personnelle, que si le roi, grâce à ce pouvoir central, réussissait à rétablir l'ordre en Allemagne, *„sans amener de rupture avec l'Autriche"*, le gouvernement Impérial ne pourrait très probablement qu'approuver le projet du roi. „Ah, dit le roi, voilà la grande difficulté et le plus grand chagrin que j'aie eu à souffrir de ma vie". (Dépêche du baron Meyendorf du 26 mars (7 avril) 1849).

On sait toutefois que les mesures prises par Frédéric-Guillaume IV en vue de la nouvelle organisation de l'Allemagne, provoquèrent de la part de l'Autriche une résistance ouverte. Quand le roi de Prusse, en suivant le conseil du général Radowitz, qui jouissait de sa confiance illimitée, déclara à l'archiduc Jean d'Autriche qu'il se chargerait du pouvoir central sur l'Allemagne, quand il fonda „l'Union des trois rois" et quand il promulgua une nouvelle constitution pour toute l'Allemagne, l'Autriche prit ouvertement une attitude hostile à l'égard de la Prusse. Au mois d'août 1849, le baron Budberg, en qualité de chargé d'affaires, fit savoir à son gouvernement que le roi était pleinement convaincu de la nécessité absolue de faire de l'Allemagne un Etat fédéral et de ce que l'Autriche devait se rendre compte de cette nécessité. Quant au parti militaire prussien, il était unanime à déclarer hautement que l'unification effective de l'Allemagne n'était possible qu'à la suite d'une guerre sanglante avec l'Autriche. (Dépêche du baron Budberg du 30 juillet (11 août) 1849).

L'Empereur Nicolas I n'en était pas moins fermement décidé à ne pas admettre l'éloignement de l'Autriche de l'Allemagne et à s'opposer par des mesures énergiques à l'unification de l'Allemagne sous le sceptre du roi de Prusse, parcequ'il voyait dans cette combinaison une concession évidente faite aux révolutionnaires. Et comme le prince Félix de Schwarzenberg avait

ендорфу за нѣсколько часовъ до пріема членовъ депутаціи, „отвѣчать, какъ подобаетъ королю, но меня заставляютъ говорить какъ Geheimrath". При этомъ король прибавилъ, что ему пришла мысль принять временно на себя верховное центральное управленіе Германіей. „Эта идея", пояснилъ король, „пришла мнѣ въ послѣднюю ночь. Эрцгерцогъ во всякомъ случаѣ намѣренъ покинуть свой постъ. Германія не можетъ оставаться безъ центральной власти. Но что скажетъ Государь Императоръ"?

Посланникъ не могъ отвѣтить на этотъ вопросъ, но выразилъ только свое личное мнѣніе, что если король съ помощью этой центральной власти возстановитъ порядокъ въ Германіи и *„не вызоветъ разрыва съ Австріею"*, Императорское правительство, по всей вѣроятности, только одобритъ проектъ короля. „Да", воскликнулъ король, „въ этомъ то и заключается великое затрудненіе и наибольшее горе, которое я когда либо испытывалъ въ моей жизни". (Депеша бар. Мейендорфа отъ 26-го марта (7-го апрѣля) 1849 г.).

Между тѣмъ извѣстно, что принятыя Фридрихомъ Вильгельмомъ IV мѣры по новому устройству Германіи вызвали открытое противодѣйствіе со стороны Австріи. Когда прусскій король, по совѣту генерала Радовица, пользовавшагося неограниченнымъ его довѣріемъ, объявилъ австрійскому эрцгерцогу Іоганну, что онъ приметъ на себя центральную власть надъ Германіею, когда онъ учредилъ „союзъ трехъ королей" и издалъ новую конституцію для всей Германіи, Австрія приняла открыто враждебное положеніе въ отношеніи Пруссіи. Въ августѣ 1849 г. баронъ Будбергъ, въ качествѣ повѣреннаго въ дѣлахъ, сообщилъ своему правительству, что король вполнѣ убѣжденъ въ неотложной необходимости создать изъ Германіи союзное государство и что Австрія не можетъ не видѣть этой необходимости. Вся же прусская военная партія открыто высказывалась въ томъ смыслѣ, что дѣйствительное объединеніе Германіи мыслимо только послѣ ожесточенной войны съ Австріей. (Депеша бар. Будберга отъ 30-го іюля (11-го августа) 1849 г.).

Но Императоръ Николай I твердо рѣшился не допустить удаленія Австріи изъ Германіи и препятствовать энергическими мѣрами объединенію Германіи подъ властью прусскаго короля, усматривая въ этомъ явную уступку революціонерамъ. И такъ какъ князю Феликсу Шварценбергу удалось возстановить въ Австріи и Венгріи порядокъ, при содѣйствіи рус-

réussi à rétablir l'ordre en Autriche et en Hongrie avec le concours de l'armée russe, commandée par le prince Paskiévitch, le Cabinet de Vienne pouvait compter sur la complète sympathie de l'Empereur, et c'est pourquoi, dans le litige entre la Prusse et l'Autriche, la Russie prit ouvertement le parti de cette dernière puissance.

En présence de cette situation, les représentants de la Russie près la Cour de Berlin insistaient le plus énergiquement possible en vue d'amener la réconciliation de la Prusse et de l'Autriche. Le baron Meyendorf représentait à maintes reprises au roi que l'Empereur ne pouvait pas comprendre comment le roi „qui est le défenseur le plus zélé du principe monarchique et de l'alliance conservatrice entre la Prusse et l'Autriche", avait pu rédiger „un plan de constitution et un système d'alliances pour la Prusse qui sont le contraire exact de ce qu'il a défendu toute sa vie". Le roi répondit à ce qui précède que si l'Autriche n'acceptait pas les propositions prussiennes, elle ne pouvait que provoquer sa propre perte, qui serait causée par les aspirations centrifuges des nationalités dont elle se compose. (Dépêche du baron Meyendorf du 8 (20) septembre 1849).

Le ministre s'expliquait encore plus franchement avec le comte de Brandenbourg au sujet de toutes les conséquences de la rupture avec l'Autriche. „La Prusse", — démontrait le baron Meyendorf, — „n'avait pas le droit de se mettre à la tête de l'Allemagne et c'était au fond une prétention insoutenable, en droit comme en fait et contraire aux intérêts-mêmes de la Prusse, qui n'exigent autre chose qu'une influence dans le nord de l'Allemagne, assez forte pour en tenir éloignée la révolution". (Dépêche du baron Meyendorf du 27 novembre (7 décembre) 1849).

Mais le roi Frédéric-Guillaume IV et ses ministres comprenaient autrement les intérêts de la Prusse: ils refusaient de convenir avec le ministre de Russie que l'idée de l'unité allemande n'était qu'une chimère et le produit de l'esprit révolutionnaire. Le général Radowitz que l'on considérait à juste titre comme étant l'âme de tous les plans de Frédéric Guillaume IV pour la transformation de la Confédération germanique, devint une cible pour les attaques violentes et répétées du ministre de Russie. Les explications personnelles entre le ministre et cet homme d'Etat prussien prenaient souvent un caractère ouvertement hostile. Quand Radowitz fut

ской арміи подъ начальствомъ князя Паскевича, то на его сторонѣ было полное сочувствіе Государя. Поэтому въ спорѣ между Пруссіей и Австріей Россія открыто стала на сторону послѣдней державы.

Сообразно съ такимъ положеніемъ вещей представители Россіи при Берлинскомъ дворѣ самымъ энергическимъ образомъ настаивали на примиреніи Пруссіи съ Австріей. Баронъ Мейендорфъ неоднократно доказывалъ самому королю, что его Государь не можетъ понять, какъ король, „будучи самымъ ревностнымъ защитникомъ монархическаго принципа и консервативнаго союза между Пруссіей и Австріей", могъ сочинить „конституцію и систему союзовъ для Пруссіи, которые совершенно противорѣчатъ тому, что онъ защищалъ въ продолженіи всей своей жизни". На это король возразилъ, что если Австрія не приняла прусскихъ предложеній, то она сама вызываетъ свою погибель, благодаря центробѣжному стремленію національностей, изъ которыхъ она состоитъ (Депеша бар. Мейендорфа отъ 8-го (20-го) сентября 1849 г.).

Графу Бранденбургу посланникъ еще болѣе откровенно объяснялъ всѣ послѣдствія разрыва съ Австріей. „Пруссія", доказывалъ баронъ Мейендорфъ, „не имѣетъ права стать во главѣ Германіи, и такая претензія въ сущности совершенно несостоятельна какъ по праву, такъ и фактически, и даже противна собственнымъ интересамъ Пруссіи, которые только требуютъ такого вліянія на сѣверѣ Германіи, которое было бы достаточно сильно для предупрежденія революціи". (Депеша бар. Мейендорфа отъ 27-го ноября (7-го декабря) 1849 г.).

Но прусскіе король и его министры иначе понимали интересы Пруссіи и никакъ не могли согласиться съ русскимъ посланникомъ, что идея германскаго единства есть химера и исчадіе духа революціи. Мишенью постоянныхъ и самыхъ ожесточенныхъ нападеній со стороны представителя Россіи сдѣлался генералъ Радовицъ, который справедливо считался душою всѣхъ плановъ Фридриха-Вильгельма IV о преобразованіи Германскаго Союза. Личныя объясненія между посланникомъ и прусскимъ государственнымъ человѣкомъ принимали часто открыто враждебный характеръ. Когда Радовицъ былъ назначенъ Министромъ Иностран-

nommé Ministre des Affaires Etrangères le baron Meyendorf se montra fort satisfait de cette nomination, dans l'espoir que „cet homme odieux au pays" tout entier se rendrait enfin impossible et obligerait tous les partis à s'unir contre lui. „Le général Radowitz", — disait-il, — „est constamment sous l'empire de la phrase et d'une indomptable vanité". (Dépêches du baron Meyendorf du 23 février (7 mars) et du 15 (27) septembre 1850).

Le ministre ne cachait pas en outre à Radowitz „qu'il dépendait de l'Autriche de nous (la Russie) entraîner sur la voie qu'elle suivra à l'égard de la Prusse et que l'intervention de la Russie dans les affaires de l'Allemagne était une éventualité qu'il devait avoir en vue". Dans le cas contraire, on préparait à la Prusse une surprise tout aussi inattendue que la campagne des troupes russes en Hongrie l'a été pour beaucoup de Hongrois.

Le baron Meyendorf et après lui le baron Budberg (quand Meyendorf fut transféré à Vienne) développèrent toujours cette idée devant le roi, ainsi que devant tous ses autres ministres. Ainsi, le baron Meyendorf déclara au baron Manteuffel que la Russie devait se ranger ouvertement du côté de l'Autriche, parceque cette dernière Puissance „s'était placée sur le terrain des traités, tandis que la Prusse se plaçait sur celui de la révolution". (Dépêche du baron Meyendorf du 15 (27) septembre 1850).

Toutes ces déclarations du ministre de Russie, ainsi que les lettres très catégoriques de l'Empereur Nicolas étaient de nature a exercer une très grande influence sur la politique prussienne. Quand l'Empereur ne cessait de répéter qu'il ne reconnaissait pas „d'autre base légale pour l'ordre européen que celle qui avait été ratifiée par les traités de 1815," quand il déclarait au roi qu'il se considérait comme obligé de défendre „cet héritage sacré" de feu le père du roi, de l'Empereur Alexandre et de l'Empereur François,—il devient évident qu'il fut impossible à Frédéric Guillaume IV d'insister outre mesure en faveur de ses plans de réforme.

En mai 1850, l'Empereur Nicolas I se rendit à Varsovie, où arrivèrent aussi de Berlin: le prince Guillaume de Prusse, le baron Manteuffel, le baron Meyendorf et de Vienne — le prince de Schwarzenberg. Dans les premiers jours de mai le roi de Prusse fit mander à Charlottenbourg le ministre de Russie et il lui fit part de son intention d'envoyer le prince Guillaume à Varsovie pour s'y rencontrer avec

ныхъ Дѣлъ, баронъ Мейендорфъ обрадовался этому назначенію, полагая, что теперь этотъ „ненавистный всей странѣ" человѣкъ наконецъ-то сдѣлается невозможнымъ и соединитъ противъ себя всѣ партіи. Вѣдь генералъ Радовицъ „всегда находится по вліяніемъ фразы" и отличается „несокрушимымъ тщеславіемъ". (Депеша бар. Мейендорфа отъ 23 февраля (7 марта) и 15 (27) сентября 1850 г.).

Кромѣ того, посланникъ не скрывалъ отъ Радовица, что „отъ Австріи зависитъ увлечь насъ (Россію) на путь, которому она будетъ слѣдовать по отношенію къ Пруссіи, и что вмѣшательство Россіи въ дѣла Германіи—такой случай, который она должна имѣть въ виду". Въ противномъ случаѣ для Пруссіи приготовятъ такой же сюрпризъ, какимъ былъ походъ русскихъ войскъ въ Венгрію для многихъ Венгерцевъ.

Эту же самую мысль баронъ Мейендорфъ и, послѣ его переѣзда въ Вѣну, баронъ Будбергъ, постоянно развивали какъ предъ самимъ королемъ, такъ и предъ его другими министрами. Такъ барону Мантейфелю сказалъ баронъ Мейендорфъ, что Россія должна открыто стать на сторону Австріи, потому что послѣдняя держава „стоитъ на почвѣ трактатовъ, а Пруссія стала на почву революціи". (Депеша Мейендорфа отъ 15-го (27-го) сентября 1850 г.).

Всѣ эти заявленія представителя Россіи, вмѣстѣ съ весьма категорическими письмами Императора Николая I, не могли не произвести сильнѣйшаго впечатлѣнія на прусскую политику. Если Государь постоянно повторялъ, что онъ не признаетъ „другого законнаго базиса для европейскаго порядка, кромѣ утвержденнаго трактатами 1815 года", если онъ объявлялъ королю, что онъ сочтетъ долгомъ своимъ охранять „это священное наслѣдство" почившаго отца короля, Императора Александра и императора Франца,—то понятно будетъ, что Фридрихъ-Вильгельмъ IV не могъ долго отстаивать свои реформаторскіе планы.

Въ маѣ 1850 года прибылъ въ Варшаву Императоръ Николай I и туда же пріѣхали изъ Берлина принцъ прусскій Вильгельмъ, баронъ Мантейфель, баронъ Мейендорфъ и изъ Вѣны князь Шварценбергъ. Въ началѣ мая король прусскій пригласилъ къ себѣ въ Шарлоттенбургъ русскаго посланника и объявилъ ему о намѣреніи поручить принцу Вильгельму встрѣтить Императора въ Варшавѣ. „Я пошлю", ска-

l'Empereur. „Je vais envoyer le prince de Prusse à Varsovie",—lui dit le roi,—„parceque le moment est venu où je dois en appeler à une décision de l'Empereur entre l'Autriche et moi". (Mémoire du baron Meyendorf du 10 (22) mai 1850).

A Varsovie, l'Empereur Nicolas I se prononça encore plus catégoriquement contre la politique prussienne et en faveur de la manière d'agir du prince Schwarzenberg, qui fut de sa part l'objet d'une attention toute particulièrement gracieuse. Le premier ministre d'Autriche s'attaquait à la Prusse avec la plus grande vivacité et déclarait en même temps qu'il était prêt à se réconcilier avec elle, si le gouvernement prussien se décidait à envoyer à la Diète de Francfort un plénipotentiaire qui devait reconnaître au plénipotentiaire de l'Autriche le droit de présidence. Le prince de Schwarzenberg exigeait en outre pour son pays le droit de participation au pouvoir central de la Confédération germanique, au même degré que la Prusse; il déclarait en même temps qu'il ne reconnaîtrait jamais l'Union particulière fondée par le gouvernement prussien. (Mémoire du baron Meyendorf du 17 (29) mai 1850).

Après le retour du baron Meyendorf à Berlin, celui-ci fit savoir avec joie à son gouvernement, qu'aux termes d'informations complètement dignes de foi, le prince Guillaume était fort satisfait du résultat de son voyage à Varsovie et qu'à la Cour de Berlin, on commençait à comprendre de plus en plus „que la vraie politique de la Prusse la porte nécessairement à l'alliance avec la Russie". (Dépêche du baron Meyendorf du 9 (21) juin 1850).

Mais quelques jours plus tard, le ministre dut avouer qu'il s'était trompé: le roi de Prusse accusait ouvertement le prince de Schwarzenberg de trahison. „Le prince de Schwarzenberg",—disait-il avec animation au ministre de Russie,—„au retour de Varsovie semblait avoir complètement oublié tout ce qu'il y avait promis et sa mémoire ne lui revint que lorsqu'il apprit que j'envoyais Manteuffel à Vienne avec lequel il s'était expliqué personnellement sur les 4 points qui devaient faire la base de la négociation pour le rétablissement d'un interim. Alors il les admit sans discussion". (Dépêche du baron Meyendorf du 7 (19) juillet 1850).

En automne 1850, la guerre paraissait inévitable entre la Prusse et l'Autriche et dans la Hesse un détachement de troupes prussiennes,

залъ король, „принца прусскаго въ Варшаву, потому что наступила минута, когда я долженъ просить Государя рѣшить между Австріей и мною". (Записка бар. Мейендорфа отъ 10-го (22-го) мая 1850 г.).

Въ Варшавѣ Императоръ Николай I еще болѣе категорически высказался противъ прусской политики и въ пользу образа дѣйствія князя Шварценберга, который удостоился особенно милостиваго вниманія. Австрійскій первый министръ сильнѣйшимъ образомъ нападалъ на Пруссію, но вмѣстѣ съ тѣмъ изъявилъ готовность помириться, если прусское правительство назначитъ на франкфуртскій сеймъ своего уполномоченнаго, который долженъ будетъ признать право предсѣдательства за представителемъ Австріи. Кромѣ того, князь Шварценбергъ требовалъ для Австріи участія въ верховной центральной власти Германскаго Союза, на ряду съ Пруссіей. Но устроеннаго прусскимъ правительствомъ особеннаго Союза (Union) кн. Шварценбергъ на отрѣзъ отказался признать когда либо. (Изъ записки бар. Мейендорфа отъ 17-го (29-го) мая 1850 г.).

Послѣ возвращенія бар. Мейендорфа въ Берлинъ, онъ съ радостью доносилъ, что на основаніи самыхъ достовѣрныхъ свѣдѣній, принцъ прусскій Вильгельмъ остался очень доволенъ результатомъ своей поѣздки въ Варшаву, и что при Берлинскомъ дворѣ получаетъ явное преобладаніе убѣжденіе, что „истинная политика Пруссіи заставляетъ ее искать союза съ Россіей". (Депеша бар. Мейендорфа отъ 9-го (21-го) іюня 1850 г.).

Но чрезъ нѣсколько дней посланникъ долженъ былъ сознаться, что онъ ошибся: прусскій король прямо сталъ обвинять князя Шварценберга въ явномъ вѣроломствѣ. „Князь Шварценбергъ", сказалъ онъ съ жаромъ русскому посланнику, „возвратившись изъ Варшавы, кажется, уже совершенно все забылъ, что онъ обѣщалъ, и память возвратилась къ нему только когда онъ узналъ, что я послалъ въ Вѣну Мантейфеля, съ которымъ онъ лично велъ переговоры о 4-хъ пунктахъ, которые должны были лечь въ основаніе переговоровъ о возстановленіи временнаго порядка. Тогда только онъ ихъ принялъ безъ возраженій". (Депеша бар. Мейендорфа отъ 7-го (19-го) іюля 1850 г.).

Осенью 1850 года война между Австріею и Пруссіей казалась неизбѣжною, и въ Гессенѣ отрядъ изъ прусской арміи, подъ начальствомъ

commandé par le général Gröben, avait déjà échangé des coups de feu avec un détachement se composant de soldats autrichiens et bavarois. Le baron Budberg, par ordre de son gouvernement, exigea catégoriquement de Radowitz qu'il donnât immédiatement à Gröben l'ordre de rentrer sur le territoire prussien et de ne pas avancer dans la direction de la Hesse. Le ministre prussien répondit avec indignation au ministre de Russie que „c'était réellement fouler la Prusse aux pieds que de lui poser des conditions aussi déshonorantes; que la Prusse ne pouvait se laisser dicter des lois sans qu'on consentit même à l'écouter; que ses propositions les plus équitables n'avaient pas même été honorées d'une réponse et qu'elle aimait mieux être anéantie que de subir de pareilles humiliations". (Dépêche du baron Budberg du 19 (31) octobre 1850).

Les dispositions belliqueuses de Radowitz et du roi ne se dissipèrent même pas après l'entrevue qui eut lieu au mois d'octobre à Varsovie entre l'Empereur Nicolas et l'Empereur François-Joseph. Le comte de Brandenbourg et le prince de Schwarzenberg assistaient à cette entrevue. L'Empereur exigea avec plus d'énergie encore du ministre prussien le retour aux traités de 1815, tant en ce qui concerne l'Allemagne, que le Holstein. A son retour à Berlin, le comte de Brandenbourg se mit à démontrer la nécessité de se réconcilier avec l'Autriche et de suspendre la marche des troupes prussiennes dans la direction de la Hesse, sans quoi la guerre devenait inévitable non-seulement avec l'Autriche, mais avec la Russie elle-même.

L'Empereur Nicolas, par un rescrit en date du 31 octobre 1850, adressé de St. Pétersbourg au comte de Brandenbourg, lui conféra l'ordre de St. André pour reconnaître ses „efforts zélés en vue d'amener une politique de conciliation" après sa rentrée à Berlin. C'est ainsi „que se maintient la possibilité d'une entente avec l'Autriche — entente sans laquelle rien de stable ne saurait s'opérer pour les destinées futures du Corps Germanique. Ce n'est que par cette voie qu'il deviendra possible de conserver l'antique union qui règne entre la Russie et la Prusse". „Vous savez, M. le comte", — ajoutait l'Empereur, — „à quel point cette union m'est chère et par quels liens de sympathie, de confraternité militaire et d'intime parenté elle est cimentée".

En effet, le comte de Brandenbourg réussit en 1850 à prévenir une rupture des plus dangereuses entre la Prusse et l'Autriche. Pendant la

генерала Гребена, уже обмѣнялся выстрѣлами съ наступающимъ отрядомъ изъ баварскихъ и австрійскихъ солдатъ. Баронъ Будбергъ, по предписанію своего правительства, категорически потребовалъ отъ Радовица, чтобъ немедленно отдано было приказаніе генералу Гребену возвратиться въ прусскіе предѣлы и не наступать на Гессенъ. Прусскій министръ съ жаромъ и негодованіемъ отвѣтилъ посланнику, что „по истинѣ это значитъ попирать Пруссію ногами, ставя ей такія унизительныя условія; что Пруссія не можетъ позволить, чтобъ ей диктовали законы, даже не соглашаясь ее выслушать; что ея самыя справедливыя предложенія, не были даже удостоены отвѣта; что она скорѣе предпочтетъ быть уничтоженной, нежели терпѣть такія униженія". (Депеша бар. Будберга отъ 19-го (31-го) октября 1850 г.).

Воинственное настроеніе Радовица и короля не исчезло даже послѣ Варшавскаго свиданія Императора Николая I съ императоромъ Францемъ-Іосифомъ въ октябрѣ. На этомъ свиданіи присутствовали гр. Бранденбургъ и князь Шварценбергъ. Государь еще болѣе настоятельно потребовалъ отъ прусскаго министра возвращенія къ трактатамъ 1815 года, какъ въ отношеніи Германіи, такъ и Голштиніи. По возвращеніи въ Берлинъ, гр. Бранденбургъ дѣйствительно сталъ доказывать, что необходимо примириться съ Австріей и остановить движеніе прусскихъ войскъ въ Кургессенъ, иначе неминуема война не только съ Австріей, но и съ Россіей.

Императоръ Николай, рескриптомъ отъ 31-го октября 1850 г. изъ С.-Петербурга на имя гр. Бранденбурга, пожаловалъ ему орденъ Св. Андрея Первозваннаго, въ воздаяніе „ревностныхъ усилій", сдѣланныхъ имъ, по возвращеніи въ Берлинъ, „для торжества примирительной политики". Такимъ образомъ „поддерживается возможность соглашенія съ Австріею, безъ котораго ничего прочнаго нельзя создать для будущей судьбы Германскаго Союза". Только этимъ путемъ можно будетъ сохранить „древній союзъ, соединяющій Россію и Пруссію". „Вы знаете, графъ", продолжаетъ Государь, „насколько этотъ союзъ мнѣ дорогъ и на какихъ узахъ сочувствія, военнаго братства и близкаго родства онъ зиждется".

Дѣйствительно гр. Бранденбургъ предупредилъ въ 1850 г. опаснѣйшій разрывъ между Пруссіей и Австріей. Въ бурномъ засѣданіи

séance orageuse du conseil des ministres de Prusse, tenue le 2 novembre (n. st.) sous la présidence du roi et quand Radowitz insistait énergiquement pour que l'on mobilise toute l'armée prussienne, parcequ'une armée autrichienne de 100 mille hommes était concentrée en Bohême, le comte de Brandenbourg s'opposa de toutes ses forces à l'adoption de cette dangereuse mesure. Le roi lui-même et le prince Guillaume penchaient d'abord pour la motion de Radowitz, mais à la fin des fins l'opinion du premier ministre de Prusse eut le dessus et Radowitz donna immédiatement sa démission.

Pour se convaincre jusqu'à quel point Frédéric-Guillaume IV était affecté de voir que l'Empereur Nicolas I approuvait la manière d'agir du Cabinet de Vienne et prenait ouvertement parti pour celui-ci contre la Prusse, il suffit de lire les lettres qu'il adressait à son auguste beau-frère au mois de novembre 1850. Il ne pouvait pas se rendre compte de cette protection accordée aux intérêts de l'Autriche et de l'hostilité montrée à l'égard de la Prusse dont le Monarque était l'objet de la plus sincère amitié de la part de l'Empereur de Russie. Dans ses lettres de novembre, le roi de Prusse exprimait non-seulement les sentiments de profond désenchantement et d'amertume morale qu'il ressentait, mais on comprend qu'il avait versé des larmes en voyant que la Prusse devait s'abaisser devant l'Autriche-Hongrie, son ennemie séculaire.

Voilà ce qu'écrivait entre autre de Sans-Souci le roi de Prusse à l'Empereur le 4 novembre 1850: „Les intentions pacifiques avec lesquelles le comte Brandenbourg est retourné de Varsovie l'ont emporté dans mon ministère. M. de Radowitz a pris sa démission des affaires étrangères. Le comte de Bernstorff est nommé à sa place. Mon Cabinet donne à celui d'Autriche les garanties nécessaires sur l'abandon de la constitution de l'Union. En Hesse il demande des garanties pour la sûreté de nos étapes militaires et mes troupes se borneront à les occuper. La lieutenance de Holstein a été sommée de retirer ses troupes; sinon mon Cabinet abandonne le pays à l'intervention de qui a envie d'intervenir".

„Et tout cela se fait *parceque Brandenbourg a une foi entière dans les promesses du prince Schwarzenberg. Moi, cher ami, je n'y crois pas*".

Le prince de Schwarzenberg, immédiatement après son retour à Vienne, pourtant donna l'ordre aux troupes austro-bavaroises d'entrer sur

совѣта прусскихъ министровъ 2-го ноября (н. ст.), подъ предсѣдательствомъ короля, когда Радовицъ энергически настаивалъ на мобилизаціи всей прусской арміи въ виду сосредоточенія въ Богеміи стотысячной австрійской арміи, графъ Бранденбургъ сопротивлялся самымъ энергическимъ образомъ принятію этого опаснаго предложенія. За него высказались самъ король и принцъ Вильгельмъ. Но въ концѣ концовъ одержало верхъ мнѣніе перваго прусскаго министра, и Радовицъ подалъ въ отставку.

До какой степени было тяжело Фридриху-Вильгельму IV видѣть, что Императоръ Николай I безусловно одобряетъ образъ дѣйствій Вѣнскаго кабинета и открыто беретъ его сторону противъ Пруссіи, видно въ особенности изъ писемъ его къ августѣйшему своему зятю за ноябрь 1850 года. Онъ не могъ понять такого заступничества за австрійскіе интересы и такого враждебнаго отношенія къ Пруссіи, къ монарху которой Русскій Императоръ питалъ чувства искреннѣйшей дружбы. Въ ноябрьскихъ письмахъ прусскаго короля не только выражаются чувства глубокаго разочарованія и душевной горечи, но въ нихъ явно чувствуются слезы, вызванныя униженіемъ Пруссіи предъ вѣковымъ ея врагомъ—Австріею.

Вотъ что писалъ, между прочимъ, король прусскій Императору 4-го ноября 1850 года изъ Сансуси: „Мирное настроеніе, съ которымъ гр. Бранденбургъ возвратился изъ Варшавы, одержало верхъ въ моемъ министерствѣ. Радовицъ оставилъ постъ Министра Иностранныхъ Дѣлъ. Графъ Бернсторфъ назначенъ на его мѣсто. Мой кабинетъ даетъ австрійскому правительству нужныя гарантіи въ томъ, что устройство Союза будетъ оставлено. Въ Гессенѣ онъ требуетъ гарантій для безопасности военныхъ этаповъ, и мои войска ограничатся ихъ занятіемъ. Намѣстничеству Голштиніи было предписано вывести войска; если оно этого не сдѣлаетъ, мои министры предоставятъ эту страну всякому, кому угодно будетъ вмѣшаться"

„И все это дѣлается *потому, что Бранденбургъ питаетъ неограниченное довѣріе въ обѣщанія князя Шварценберга. Я* же, дорогой другъ, *никакого довѣрія къ нимъ не имѣю*".

Вѣдь кн. Шварценбергъ, немедленно по возвращеніи въ Вѣну, отдалъ австрійско-баварскимъ войскамъ приказъ вступить въ предѣлы

le territoire de l'électorat de Hesse et il a exigé d'elles, qu'elles ouvrent les hostilités contre les troupes prussiennes dans le cas où celles-ci ne se retireraient pas à la première sommation. En outre, 130.000 hommes de troupes autrichiennes sont concentrées en Bohême sur les frontières de la Prusse et de la Saxe.

Voilà pourquoi le roi croyait devoir exiger la mobilisation de l'armée prussienne, mais les ministre refusèrent d'exécuter cet ordre royal. „Alors", — s'écrie le roi, — „les destinées de la Prusse étaient décidées!!" Frédéric-Guillaume IV et le prince Guillaume de Prusse avaient quitté la séance du conseil des ministres, ayant les yeux pleins de l'armes.

„Mon Cabinet",—concluait le roi,—„veut la paix à tout prix et marche, privé de sa seule tête, de son seul caractère (Radowitz), car ce noble ami de la Prusse et du Roi a d'abord donné sa démission et je la lui ai accordé sur le champs en le louant et en le remerciant".

Deux jours plus tard et nommément le 6 novembre 1850, le roi de Prusse écrivait une nouvelle lettre à l'Empereur pour lui annoncer la mort subite du comte de Brandenbourg. „Notre brave et noble Brandenbourg est mort ce matin",— écrivait le roi,—„le coup est terrible et irréparable! Et la cause de sa mort!!! Je sais positivement que la perfidie de Schwarzenberg l'a tué. Dans la trop fameuse séance du conseil, le 2, l'opinion de Brandenbourg l'emporta parcequ'il se faisait garant de la vérité des promesses, de la bonne foi des paroles de cet homme. Le soir, à 11 heures, il eut en main les preuves du contraire, la certitude que c'était Schwarzenberg qui avait commandé la halte des troupes bavaroises pendant son séjour à Varsovie et *leur entrée dans l'Electorat au moment de son retour à Vienne*... C'était mon meilleur ami, mon plus fidèle et courageux serviteur".

Le roi rappelait, non sans amertume, que toutes les concessions faites à l'Autriche jusqu'à la complète humiliation de la Prusse, n'avaient été décidées que sur le conseil de l'Empereur. Le roi n'avait eu raison de son sentiment de juste défiance à l'égard du Cabinet de Vienne, que parceque Sa Majesté l'Empereur l'avait voulu. Pour le moment, disait-il, je ne dois compter que sur mes propres forces et c'est pourquoi j'ai signé le décret de mobilisation de toute l'armée prussienne.

L'Empereur Nicolas dans ses réponses du 31 octobre et du 7 novembre (v. st.) 1850 regrettait

Гессенскаго курфиршества и этимъ войскамъ отдано приказаніе начать военныя дѣйствія противъ прусскихъ войскъ, если они не отступятъ по первому же требованію. Кромѣ того 130.000 человѣкъ австрійскихъ войскъ собраны на границахъ Пруссіи и Саксоніи, въ Богеміи.

Поэтому король потребовалъ мобилизаціи всей прусской арміи, но министры отказались исполнить королевское повелѣніе. „И такъ", восклицаетъ король: „судьба Пруссіи рѣшена!!!" Со слезами на глазахъ Фридрихъ-Вильгельмъ IV и прусскій принцъ Вильгельмъ вышли изъ засѣданія совѣта министровъ.

„Мой Кабинетъ", заключаетъ король, „желаетъ мира во что бы то ни стало и идетъ впередъ, лишившись своей единственной головы и единственнаго своего характера (Радовица), потому что этотъ благородный другъ Пруссіи и ея короля немедленно подалъ въ отставку, на которую я тотчасъ же согласился, высказывая ему и похвалу и признательность мою".

Черезъ два дня, т. е. 6-го ноября 1850 г., прусскій король пишетъ новое письмо Государю съ извѣстіемъ о кончинѣ гр. Бранденбурга. „Нашъ храбрый и благородный Бранденбургъ", пишетъ король, „скончался сегодня утромъ. Этотъ ударъ ужасенъ, непоправимъ! И причина его смерти!!! Я положительно знаю, что вѣроломство Шварценберга его убило. Въ слишкомъ извѣстномъ засѣданіи совѣта 2-го числа, мнѣніе Бранденбурга одержало верхъ, потому что онъ поручился за правдивость обѣщаній и добросовѣстность словъ этого человѣка. Въ 11 часовъ вечера онъ имѣлъ въ рукахъ доказательства противнаго и удостовѣреніе въ томъ, что Шварценбергъ остановилъ баварскія войска, когда онъ былъ въ Варшавѣ, и *двинулъ ихъ въ курфиршество въ моментъ возвращенія въ Вѣну*... Это былъ мой лучшій другъ и наиболѣе вѣрный и мужественный слуга".

Король, не безъ горечи, напоминаетъ, что всѣ уступки, сдѣланныя до самоуниженія Пруссіей въ пользу Австріи, были сдѣланы по совѣту Государя. Если король побѣдилъ свое чувство справедливаго недовѣрія къ Вѣнскому кабинету, то только потому, что этого желалъ Государь Императоръ. Въ настоящую же минуту Фридрихъ-Вильгельмъ IV долженъ положиться на свои собственныя силы и онъ подписалъ приказъ о мобилизаціи всей прусской арміи.

Императоръ Николай, въ отвѣтныхъ письмахъ отъ 31-го октября и 7-го ноября (ст. ст.)

vivement que le roi ait cru devoir céder aux exhortations de Brandenbourg et n'ait pas mobilisé l'armée comme il le voulait et le croyait nécessaire. „Je n'ai certes pas besoin de vous dire", — écrivait l'Empereur dans sa première lettre,—„que je ne partage nullement ni votre manière de voir, ni vos craintes, je l'espère chimériques, de la mauvaise foi du Cabinet de Vienne... Je fonde mon espoir sur des *assurances écrites* que l'on ne peut renier et sur la simple observation que l'Autriche ne peut vouloir se mettre dans son tort et *me voir tourner contre elle,* tandis qu'en persévérant à rester *dans ses droits* et en usant, comme elle l'a fait, des voies de modération, *elle est sûre de me voir l'appuyer*". Voilà pourquoi il dépend exclusivement du roi de Prusse de prévenir de nouvelles complications.

L'Empereur enfin répétait dans sa seconde lettre qu'il „n'avait aucun motif de douter de la bonne foi du Cabinet de Vienne". Pour ce qui est de la mobilisation de l'armée prussienne, l'Empereur trouvait qu'elle était par trop en retard et qu'on aurait dû la décréter quelques semaines plus tôt. Enfin, il conseillait encore une fois au roi de s'attacher à ne pas attirer sur la Prusse des dangers qu'elle n'est pas état de braver.

Dans ces circonstances, l'Empereur trouvait néanmoins qu'il avait lieu de profiter de tous les moyens pour prévenir l'éventualité d'une guerre entre les deux grandes puissances allemandes. Les représentants de la Russie à Berlin et à Vienne furent chargés d'agir le plus énergiquement possible dans cette direction. Le nouveau premier ministre de Prusse, le baron Manteuffel, céda aux conseils du ministre de Russie et à la force des circonstances. Il s'adressa au prince de Schwarzenberg pour lui proposer de se rencontrer avec lui, afin d'élaborer un nouveau plan de réconciliation. Le prince de Schwarzenberg, — écrivait d'Olmütz le baron Meyendorf, à la date du 17 (29) novembre 1850,—s'y refusait d'abord, mais il céda ensuite aux instances de son Souverain et choisit la ville d'Olmütz comme lieu de cette entrevue. Le ministre autrichien proposa au ministre de Russie de s'y rendre avec lui. Ils partirent ensemble de Vienne le 15 (27) novembre et arrivèrent à Olmütz le lendemain 16 (28) dans la soirée. „Par suite d'un mésentendu" le baron Manteuffel tarda de douze heures.

1850 г., чрезвычайно сожалѣетъ, что король уступилъ убѣжденіямъ гр. Бранденбурга не мобилизировать, вопреки своему собственному желанію и убѣжденію. „Мнѣ, разумѣется, нѣтъ надобности", пишетъ въ первомъ письмѣ Государь, „говорить Вамъ, что я нисколько не раздѣляю ни Вашихъ возрѣній, ни Вашихъ опасеній, которыя, я надѣюсь, плодъ воображенія,—насчетъ недобросовѣстности Вѣнскаго кабинета... Я основываю свою надежду на *письменныхъ удостовѣреніяхъ,* отъ которыхъ отрекаться нельзя, и на томъ простомъ соображеніи, что Австрія не можетъ желать быть виноватою и видѣть меня *противъ себя;* между тѣмъ какъ пребывая *въ своемъ правѣ* и пользуясь, какъ она это сдѣлала, умѣренными средствами, *она можетъ разсчитывать видѣть во мнѣ свою поддержку*". Поэтому исключительно отъ короля прусскаго зависитъ предупредить новыя замѣшательства.

Наконецъ во второмъ письмѣ Государь еще разъ повторяетъ, что онъ „не имѣетъ никакого основанія сомнѣваться въ добросовѣстности Вѣнскаго кабинета". Что же касается до мобилизаціи прусской арміи, то Государь признаетъ ее слишкомъ запоздалою: это нужно было сдѣлать нѣсколькими недѣлями раньше. Наконецъ онъ еще разъ горячо убѣждаетъ короля не вызывать для Пруссіи опасностей, съ которыми справиться она не будетъ въ состояніи.

При такихъ обстоятельствахъ Императоръ Николай I находилъ, однако, необходимымъ воспользоваться всѣми средствами, чтобъ предупредить возникновеніе войны между обѣими великими германскими державами. Представителямъ Россіи въ Берлинѣ и Вѣнѣ было предписано самымъ энергическимъ образомъ дѣйствовать въ этомъ направленіи. Новый первый прусскій министръ, баронъ Мантейфель, уступилъ увѣщаніямъ русскаго посланника и силѣ обстоятельствъ. Онъ обратился къ кн. Шварценбергу съ предложеніемъ встрѣтиться съ нимъ для обсужденія новаго плана примиренія. Князь Шварценбергъ, пишетъ бар. Майендорфъ отъ 17-го (29-го) ноября 1850 г. изъ Ольмюца, сперва отказывался, но потомъ уступилъ настояніямъ своего Государя и выбралъ городъ Ольмюцъ, какъ мѣсто свиданія. Австрійскій министръ предложилъ русскому посланнику поѣхать вмѣстѣ съ нимъ. Изъ Вѣны выѣхали оба вмѣстѣ 15-го (27-го) ноября и 16-го (28-го) числа вечеромъ прибыли на мѣсто. Баронъ Мантейфель, „по недоразумѣнію", опоздалъ на 12 часовъ.

Le baron Monteuffel remit au baron Meyendorf une lettre de Gerlach du 25 novembre 1850 lui annonçant que le roi était prêt à proposer à l'Autriche d'organiser de concert avec elle la Hesse et d'y rétablir l'électeur. Le roi était de l'avis que c'était l'unique moyen de prévenir une guerre à laquelle la France prendrait part pour sûr. Il y a lieu de croire que la Russie ne désire pas la domination des Français en Allemagne. Enfin, par ordre du roi Gerlach priait à deux reprises le baron Meyendorf de vouloir bien soutenir les propositions de la Prusse devant le Cabinet de Vienne.

Le baron Meyendorf présenta le ministre prussien au prince de Schwarzenberg qui le reçut d'une manière fort polie. Pour écarter „la méfiance qui restait au fond des convictions du prince de Schwarzenberg contre les ministres prussiens", le baron Meyendorf prit immédiatement congé des deux hommes d'Etat.

Trois heures plus tard, le baron Meyendorf revint chez le prince de Schwarzenberg et put se convaincre qu'il n'avait pas encore pu s'entendre avec le ministre prussien. Le prince de Schwarzenberg insistait pour que l'évacuation de Cassel par les troupes prussiennes soit *la condition* expresse de l'entente. Manteuffel, de son côté, voulait que cette évacuation n'en soit que le *résultat*. Alors, le ministre de Russie proposa les trois points suivants comme base de l'entente:

1) La Prusse reconnaît le droit de l'Autriche de faire son entrée dans la Hesse et dans le Holstein; 2) la Prusse déclare, qu'en envoyant ses troupes en Hesse, elle ne se proposait pas d'entraver l'action de la Confédération germanique, mais qu'elle ne voulait que concourir à la réalisation du but commun — le rétablissement du souverain légal; 3) la Prusse enverra un plénipotentiaire *ad hoc* à Francfort pour s'occuper des affaires de la Hesse et du Holstein, mais elle ne se désistera pas de ses protestations contre la légalité de la Diète en général.

Le dernier point souleva des protestations de la part du prince de Schwarzenberg et de la part du baron Manteuffel. Le lendemain de bonne heure, le ministre prussien soumit à son collègue d'Autriche un projet d'entente se composant de quatre points, qu'il avait rédigé lui-même et au grand étonnement et contentement du baron Meyendorf, ce projet fut adopté sans aucun changement.

Après son retour à Berlin, le baron Manteuffel se rendit immédiatement à Potsdam et soumit au roi le projet de convention. Le roi l'ap-

Баронъ Мантейфель передалъ барону Мейендорфу письмо отъ Герлаха, отъ 25-го ноября 1850 г., въ которомъ говорится, что король согласенъ предложить Австріи вмѣстѣ съ нимъ устроить Кургессенъ и возстановить тамъ курфирста. По мнѣнію короля, это единственное средство предупредить войну, въ которую навѣрно также вмѣшается Франція. Едва ли Россія можетъ желать господства Французовъ въ Германіи. Наконецъ, по порученію короля, Герлахъ два раза проситъ бар. Мейендорфа поддержать прусскія предложенія предъ Вѣнскимъ кабинетомъ.

Баронъ Мейендорфъ представилъ прусскаго министра князю Шварценбергу, который принялъ послѣдняго весьма учтивымъ образомъ. Чтобъ удалить „недовѣріе, которое оставалось въ душѣ кн. Шварценберга ко всѣмъ прусскимъ министрамъ", бар. Мейендорфъ простился съ обоими государственными людьми.

Черезъ 3 часа бар. Мейендорфъ возвратился къ кн. Шварценбергу и убѣдился, что соглашеніе съ прусскимъ министромъ еще не состоялось: кн. Шварценбергъ настаивалъ, чтобъ очищеніе Касселя отъ прусскихъ войскъ было бы *условіемъ* соглашенія; Мантейфель же требовалъ, чтобъ это было *результатомъ* соглашенія. Тогда русскій посланникъ предложилъ слѣдующіе три пункта, какъ основаніе соглашенія:

1) Пруссія признаетъ право Австріи вступить въ Гессенъ и Голштинію; 2) Пруссія объявляетъ, что посылая свои войска въ Гессенъ, она не желала помѣшать дѣйствіямъ Германскаго Союза, но только содѣйствовать достиженію общей цѣли: возстановленію законнаго Государя; 3) Пруссія пошлетъ своего уполномоченнаго ad hoc во Франкфуртъ для обсужденія дѣлъ Гессенскаго и Голштинскаго, не отказываясь отъ своихъ возраженій противъ законности Сейма вообще.

Послѣдній пунктъ вызвалъ возраженія со стороны кн. Шварценберга и бар. Мантейфеля. Но на другое утро прусскій министръ представилъ свой собственный проектъ конвенціи изъ четырехъ пунктовъ, который, къ великому удивленію и удовольствію бар. Мейендорфа, былъ принятъ безъ всякихъ измѣненій.

По возвращеніи бар. Мантейфеля въ Берлинъ, онъ немедленно отправился въ Потсдамъ и доложилъ королю конвенцію. Король одобрилъ

prouva et après lui tous les ministres, à l'exception de Ladenberg. Pour ce qui est des Chambres prussiennes, elles accueillirent la communication de la convention d'Olmütz avec la plus grande indignation et à cette occasion les orateurs prononcèrent des discours orageux.

„M. Bismarck seul", — écrivait le baron Budberg, le 21 novembre (3 décembre) 1850, — „a essayé dans un brillant discours de combattre la fausseté des opinions, portées à la tribune par des députés de la gauche et du centre de la Chambre. La voix de la raison n'a cependant point eu d'empire sur ces esprits exaltés et l'on s'est séparé dans la plus grande agitation".

On sait, toutefois, que l'entente survenue à Olmütz entre l'Autriche et la Prusse a réellement prévenu en 1850 la guerre qui était sur le point d'éclater entre ces deux puissances, parcequ'elle fut exécutée de bonne foi par le gouvernement prussien.

Die Einführung eines neuen ermäßigten Portotarifs in Preußen, die in Folge der Errichtung des Deutschen Post-Vereins eingetretenen Veränderungen in den gegenseitigen Beziehungen der deutschen Post-Verwaltungen zu einander und der Uebergang der Verwaltung des Postwesens im Königreiche Polen auf das Kaiserlich-Russische Post-Departement, machen eine anderweite Regulirung der in dem Postvertrage vom 20. März 1827 hinsichtlich der Post-Verhältnisse zwischen Preußen und Polen und in dem Additional-Postvertrage vom 21. Mai (2. Juni) 1843 hinsichtlich der Post-Verhältnisse zwischen Preußen und Rußland getroffenen Bestimmungen erforderlich.

S. M. der Kaiser von Rußland und S. M. der König von Preußen haben daher beschlossen, unter Aufhebung dieser beiden Verträge einen neuen Vertrag über die bezüglichen Verhältnisse vereinbaren zu lassen und haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

ее и вслѣдъ затѣмъ также всѣ министры, за исключеніемъ Ладенберга. За то прусскія палаты приняли сообщеніе объ Ольмюцкой конвенціи съ величайшимъ негодованіемъ. Были произнесены громовыя рѣчи.

„Только одинъ г. Бисмаркъ", пишетъ бар. Будбергъ отъ 21-го ноября (3-го декабря) 1850 г., „попытался въ блестящей рѣчи опровергнуть ложность мнѣній, защищаемыхъ съ трибуны депутатами лѣвой стороны и центра палаты. Однако голосъ разума не могъ одержать верха въ этихъ депутатахъ, дошедшихъ до изступленія, и они разошлись въ величайшемъ волненіи".

Но извѣстно, что соглашеніе, состоявшееся такимъ образомъ въ Ольмюцѣ между Австріею и Пруссіей, дѣйствительно предупредило въ 1850 году войну между этими державами, потому что было добросовѣстнымъ образомъ приведено въ исполненіе со стороны прусскаго правительства.

Введеніе въ Пруссіи новой уменьшенной портовой таксы, измѣненія взаимныхъ отношеній германскихъ почтовыхъ управленій, послѣдовавшія отъ учрежденія германскаго Почтоваго Союза, и переходъ польскаго почтоваго управленія въ вѣдомство Императорскаго Россійскаго Почтоваго Департамента, потребовали измѣненія правилъ, постановленныхъ какъ въ почтовой конвенціи 20-го марта 1827 г. касательно почтовыхъ сообщеній между Царствомъ Польскимъ и Пруссіею, такъ и въ дополнительномъ почтовомъ договорѣ 21 мая (2-го іюня) 1843 г. по предмету почтовыхъ сообщеній между Россіею и Пруссіею.

Посему Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Король Прусскій положили замѣнить вышеупомянутыя двѣ конвенціи новымъ договоромъ, касательно почтовыхъ сообщеній между обоюдными государствами и на сей конецъ назначили своими полномочными:

S. M. der Kaiser von Rußland:

Allerhöchst Ihren Geheimen Rath und Director des Post-Departements so wie des St. Petersburger Post-Amts Theodor von Prianischnikoff, Ritter des St. Alexander Newsky und des weißen Adler-Ordens; u. s. w. und:

S. M. der König von Preußen:

Allerhöchst Ihren General-Post-Director Heinrich Schmückert, Ritter des eisernen Kreuzes erster Klasse und des rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit dem Sterne und Eichenlaub; u. s. w.

welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind.

I. Die gegenseitigen Postverbindungen betreffend.

Artikel I.

Zwischen dem Kaiserlich Russischen Reiche und den Königlich Preussischen Staaten sollen Behufs der Zuführung der Brief- und Fahrpostsendungen, welche die beiderseitigen Postanstalten sich gegenseitig auszuliefern haben, so wie zur Beförderung der Reisenden regelmäßige Postverbindungen unterhalten werden.

Die zur Zeit bestehenden Verbindungen, so wie die jetzigen Grenz-Post-Stationen, bleiben vorläufig unverändert. Den beiderseitigen Postverwaltungen bleibt vorbehalten, wegen deren anderweiter Regulirung, sobald solche zweckmäßig erscheint, sich zu verständigen.

Zur größeren Deutlichkeit wird bemerkt, daß unter der Bezeichnung: Kaiserlich Russisches Reich, so wie unter der in den nachfolgenden Artikeln gebrauchten allgemeinen Bezeichnung:

Е. В. Императоръ Всероссійскій

своего Тайнаго Совѣтника, Директора Почтоваго Департамента и С.-Петербургскаго Почтъ-директора Ѳедора Прянишникова, кавалера орденовъ: Св. Александра Невскаго и Бѣлаго Орла и т. д. и

Е. В. Король Прусскій

своего генералъ-Почтъ-Директора Генриха Шмюкерта, кавалера орденовъ: желѣзнаго креста 1-й степени и Краснаго Орла 2-й степени со звѣздою и дубовымъ вѣнкомъ и проч.,

которые, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, условились въ нижеслѣдующихъ статьяхъ:

I. Объ обоюдныхъ почтовыхъ сообщеніяхъ.

Статья I.

Для пересылки между Россійскою Имперіею и Королевско-Прусскими владѣніями письменной и посылочной корреспонденціи, которая отъ обоюдныхъ почтовыхъ мѣстъ имѣетъ быть взаимно передаваема, равно какъ и для перевозки пассажировъ, будутъ поддерживаемы правильныя почтовыя сообщенія.

Существующія теперь сообщенія и пограничныя почтовыя станціи остаются предварительно въ настоящемъ положеніи. По измѣненіямъ, которыя въ послѣдствіи оказались бы въ оныхъ нужными, предоставляется почтовымъ управленіямъ обоихъ государствъ право обоюднаго соглашенія.

Для большей ясности слѣдуетъ замѣтить, что подъ вышезначащимся словомъ Россійская Имперія, равно какъ и подъ общимъ названіемъ Россія,

Rußland, stets das Königreich Polen und das Großherzogthum Finnland mit zu verstehen sind.

употребляемыхъ въ слѣдующихъ статьяхъ, должно разумѣть: Россійское Государство со включеніемъ Царства Польскаго и Великаго Княжества Финляндскаго.

Artikel II.

Jede Postverwaltung sorgt für die sichere und rechtzeitige Beförderung der Posten und der dazu gehörigen Beiwagen und Beichaisen bis zur gegenüberliegenden Grenz-Post-Station und trägt die Kosten für diese Beförderung.

Die Kosten für den Seetransport der gegenseitigen Briefpackete, die ihre Beförderung durch Privat-Dampfschiffe erhalten, welche zwischen Russischen und Preussischen, resp. anderen Deutschen Häfen, oder zwischen Russischen und Schleswigschen Häfen gehen, werden von beiden Postverwaltungen zu gleichen Theilen getragen.

Die Kosten für den Land-Transport dieser Briefpackete von dem Landungshafen jener Dampfschiffe bis zur Preussischen Empfangs-Post-Anstalt, so wie von der Preussischen Absendungs-Post-Anstalt bis zum Einschiffungspunkte, sind von der Preussischen Post-Casse allein zu bestreiten.

Im Falle, daß die Eisenbahnroute über Mazki, Szczakowo und Myslowitz zur Beförderung gegenseitiger Brief- und Fahrpostsendungen benutzt werden sollte, wird die der Kaiserlich Oesterreichischen Post-Casse zu leistende Transit-Vergütung von beiden Post-Verwaltungen zu gleichen Theilen getragen werden.

Статья II.

Каждое почтовое управленіе заботится о вѣрномъ и своевременномъ отправленіи почтъ и дополнительныхъ къ нимъ повозокъ и экипажей до противулежащей пограничной почтовой станціи и принимаетъ на себя издержки за это доставленіе.

Издержки за перевозку моремъ обоюдныхъ постъ-пакетовъ съ письменною корреспонденціею, пересылаемыхъ на частныхъ пароходахъ между русскими и прусскими или другими германскими портами или между русскими и шлезвигскими портами, будутъ уплачиваемы обоюдными почтовыми управленіями по равнымъ частямъ.

Издержки же за перевозку сихъ постъ-пакетовъ сухимъ путемъ отъ порта, въ который приходятъ сказанные пароходы, до прусскаго пріемнаго почтоваго мѣста, равно какъ и отъ прусскаго отправочнаго почтоваго мѣста до пункта, отъ котораго отправляются тѣ пароходы, будутъ уплачиваемы исключительно прусскою почтовою казною.

Если обоюдныя легкія и тяжелыя почты будутъ перевозимы по желѣзной дорогѣ чрезъ Мацки, Щаково и Мысловицы, то транзитная плата, причитающаяся императорской австрійской почтовой казнѣ, будетъ уплачиваема Россіею и Пруссіею по равнымъ частямъ.

Artikel III.

Die erforderlichen Felleisen, Botentaschen und Briefbeutel, so wie die etwa nöthigen Coursuhren, hat jede der beiden Postverwaltungen für ihre Beförderungsstrecke auf eigene Kosten zu beschaffen und zu unterhalten.

Статья III.

Нужное число чемодановъ, сумокъ и мѣшковъ, а въ случаѣ надобности, и кондукторскихъ часовъ, каждое почтовое управленіе обязано пріобрѣтать и поддерживать на свой счетъ на всемъ подвѣдомственномъ ему протяженіи тракта.

Artikel IV.

Die Stunden-, Personen- und Frachtzettel, so wie die Verzeichnisse der Briefbeutel und Briefpackete werden nur bis zu derjenigen Grenz-Post-Anstalt gehen, bis zu welcher jeder Theil die Post zu befördern hat. Nachdem sie mit dem nöthigen Vermerk über die Ankunft und über die Empfangnahme der Post versehen worden sind, sollen sie durch den zurückkehrenden Conducteur, Postillon oder Postboten sogleich zurückgesandt werden.

Статья IV.

Подорожныя, списки пассажировъ и реестры почтовымъ сумкамъ и постъ-пакетамъ, будутъ посылаемы каждымъ изъ договаривающихся государствъ до того только пограничнаго почтоваго мѣста, до котораго они взаимно обязаны перевозить почты.

Сіи подорожныя, списки и реестры, по учиненіи на нихъ надлежащихъ отмѣтокъ о времени прибытія и принятія почты, будутъ немедленно отсылаться обратно съ сопровождавшимъ почту кондукторомъ или почтальономъ.

Artikel V.

Das Personengeld und Ueberfrachtporto bezieht jede Verwaltung nach ihrem eigenen Tarife bis zur gegenüberliegenden Grenz-Post-Station, d. i. bis so weit, als dieselbe die Beförderungskosten trägt. Das Freigewicht an Passagiergepäck bestimmt jede Verwaltung für ihre Beförderungsstrecke.

Статья V.

Плату за мѣста пассажировъ и свышельготный вѣсъ ихъ клади, взимаетъ каждое почтовое управленіе по своей таксѣ до противулежащей пограничной почтовой станціи, т. е. до того мѣста, до котораго оно несетъ издержки за перевозку почтъ. Льготный вѣсъ пассажирской клади опредѣляется каждымъ управленіемъ для подвѣдомственной ему дистанціи.

Artikel VI.

Die Brief- und Fahrposten, so wie das dazu gehörige Nebenfuhrwerk, desgleichen die ledig zurückkehrenden Postpferde und Postfuhrwerke sind gegenseitig von Erlegung des Wege- und

Статья VI.

Легкія и тяжелыя почты, принадлежащіе къ нимъ добавочные экипажи, а также возвращающіяся порожнемъ почтовыя лошади и экипажи, обоюдно

Brückengeldes, so wie sonstiger Communikations-Abgaben befreit.

II. Die Ueberlieferung der Brief- und Fahrpost-Sendungen betreffend.

Artikel VII.

Von Preussischer Seite werden den Russischen Posten alle bei den Preussischen Postanstalten zur Post kommende, desgleichen alle diesen Postanstalten aus fremden Ländern zugehende Briefe und Fahrpost-Sendungen, welche nach dem Russischen Reiche bestimmt sind, unmittelbar zugefügt werden. Von Seiten der Russischen Postanstalten werden dagegen den Preussischen Posten alle in dem Russischen Reiche zur Post kommende, nach dem Preussischen Postbezirke bestimmte Brief- und Fahrpost-Sendungen unmittelbar ausgeliefert werden, zur Zeit also außer den Sendungen nach den acht Provinzen des Preussischen Staates und den Hohenzollernschen Landen, auch diejenigen nach den Herzogthümern Anhalt-Bernburg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Cöthen, dem Fürstenthume Waldeck und Pyrmont, den Fürstlich-Schwarzburgischen Unterherrschaften, dem Großherzoglich Sächsischen Amte Allstädt, dem Großherzoglich Oldenburgischen Fürstenthume Birkenfeld und den freien Hansestädten Hamburg und Bremen nebst Gebiet. Außerdem werden den Preussischen Posten auch die Brief- und Fahrpostsendungen nach den übrigen Deutschen Staaten (mit Ausnahme der zu Oesterreich gehörenden Ländern), nach der Schweiz, dem Königreiche der Niederlande, Belgien, Frankreich, der pyrenäischen Halbinsel, Großbritanien und Irland und dem Königlich Dänischen Staate, ferner nach den Colonien dieser Länder und nach Amerika in so weit stückweise und unmittelbar zugeführt werden, als solche nicht durch Ueberlieferung an andere Posten eine

освобождаются отъ платежа шоссейныхъ и мостовыхъ денегъ, равно какъ и отъ иныхъ дорожныхъ сборовъ.

II. О передачѣ письменной и посылочной корреспонденціи.

Статья VII.

Со стороны Пруссіи непосредственно будутъ передаваться русскимъ почтовымъ мѣстамъ всѣ письма и посылки, въ Россію адресованныя, какъ подаваемыя въ прусскія почтовыя мѣста, такъ и полученныя въ оныхъ изъ другихъ иностранныхъ земель. Со стороны Россіи непосредственно будутъ передаваться прусскимъ почтовымъ мѣстамъ всѣ письма и посылки, подаваемыя въ Россійской Имперіи и назначенныя въ тѣ мѣста, гдѣ учреждены прусскія почтовыя конторы, находящіяся теперь, сверхъ восьми провинцій Прусскаго государства и Гогенцоллернскихъ земель, также въ герцогствахъ: Ангальтъ-Бернбургскомъ, Ангальтъ-Дессаускомъ, Ангальтъ-Кетенскомъ, въ княжествѣ Вальдекъ-Пирмонтскомъ, во владѣніяхъ князей Шварцбургскихъ, въ Великогерцогско-Саксонской Альштедской волости, въ Великогерцогско-Ольденбургскомъ княжествѣ Биркенфельдъ и вольныхъ Ганзеатическихъ городахъ Гамбургѣ и Бременѣ съ ихъ округами. Кромѣ того Россія будетъ передавать Пруссіи непосредственно и поштучно письма и посылки, которыя адресованы въ прочія германскія государства (исключая земель, принадлежащихъ Австріи); а также: въ Швейцарію, Нидерландское королевство, Бельгію, Францію, на Пиринейскій полуостровъ, въ Велико-

schnellere oder auch billigere Beförderung erlangen.

Der Kaiserlich Russischen Postverwaltung bleibt vorbehalten, die Preussischen Posten auch zur Beförderung von Brief- und Fahrpost-Sendungen nach Schweden und Norwegen benutzen zu lassen, in welchem Falle auf diese Sendungen hinsichtlich der Portoberechnung dieselben Bestimmungen Anwendung finden sollen, welche für die übrigen durch Preußen transitirenden Sendungen aus Rußland verabredet worden sind.

Bei Benutzung der Eisenbahnroute über Mazki, Szczakowo und Myslowitz zur Beförderung gegenseitiger Brief- und Fahrpost-Sendungen soll die Auslieferung ebenfalls unmittelbar mittelst durch das Oesterreichische Gebiet transitirender Brief- und Fahrpost-Kartenschlüsse stattfinden.

Artikel VIII.

Neben den Posten, welche die Verbindung zu Lande bewirken, werden auch die Staats- und Privat-Dampfschiffe zur Versendung der im vorhergehenden Artikel gedachten Correspondenz nach und aus Rußland benutzt werden, in sofern dadurch die Ueberkunft dieser Correspondenz beschleunigt wird.

Findet die Beförderung durch Dampfschiffe statt, welche nur zwischen der Russischen Küste und einem Post-Vereins-Hafen fahren, so wird die Auswechselung der gedachten Correspondenz zwischen den Russischen und Preussischen Post-Anstalten erfolgen. Ist jedoch das Endziel der Fahrten jener Dampfschiffe ein nicht zum Deutschen Post-Verein gehöriger Hafen, so bleibt

британію и Ирландію и Королевско-Датскія владѣнія, въ колоніи сихъ государствъ и въ Америку, если пересылка этой корреспонденціи другимъ путемъ не окажется выгоднѣе въ отношеніи времени и дешевизны.

Россійскому почтовому управленію предоставляется пользоваться прусскими почтами для пересылки писемъ и посылокъ въ Швецію и Норвегію. Въ такомъ случаѣ исчисленіе портовыхъ денегъ за сію пересылку будетъ производиться на тѣхъ же правилахъ, которыя установлены для прочихъ отправленій, слѣдующихъ изъ Россіи транзитомъ чрезъ Пруссію.

Въ случаѣ обоюдной пересылки письменной и посылочной корреспонденціи по желѣзной дорогѣ чрезъ Мацки, Щаково и Мысловицы, передача оной будетъ производима непосредственно въ постъ-пакетахъ и при реестрахъ транзитомъ чрезъ Австрійскія владѣнія.

Статья VIII.

Поименованная въ предъидущей статьѣ корреспонденція, какъ въ Россію слѣдующая, такъ и изъ Россіи отправляемая, будетъ пересылаться не только сухимъ путемъ почтою, но и на казенныхъ и частныхъ пароходахъ, если такимъ образомъ она можетъ скорѣе достигнуть мѣста своего назначенія.

Когда корреспонденція будетъ отправляема на пароходахъ, совершающихъ свои рейсы исключительно между русскими берегами и портами Почтоваго Союза, то размѣнъ сей корреспонденціи будетъ производиться между россійскими и прусскими почтовыми мѣстами. Если же рейсы таковыхъ

es der Russischen Postverwaltung vorbehalten, die nicht nach dem Postvereins-Gebiet gehörige Correspondenz mit der Postbehörde des Endziel-Hafens auszuwechseln. Auf die Auslieferung und auf einen Portogenuß von dieser letzteren Correspondenz hat die Preussische Postverwaltung keinen Anspruch.

пароходовъ не имѣютъ конечнымъ назначеніемъ портъ, принадлежащій къ германскому Почтовому Союзу, то россійскому почтовому начальству предоставляется размѣнъ корреспонденціи, слѣдующей въ мѣста не принадлежащія къ Почтовому Союзу, производить безъ участія прусскаго почтоваго начальства, которое не будетъ требовать ни передачи сей корреспонденціи, ниже портовой за нее платы.

Artikel IX.

Zu den Briefpost-Sendungen gehören:

a) alle Briefe ohne Werthsangabe bis zum Gewichte von 4 Loth Preussisch,

b) diejenigen schwereren Briefe, ohne Werthsangabe, deren Beförderung vermittelst der Briefpost durch einen Vermerk des Absenders auf der Adresse ausdrücklich verlangt wird, oder die den Preussischen Posten vom Auslande mit der Briefpost ohne einen solchen Vermerk zugehen,

c) die Kreuz- oder Streifband-Sendungen (siehe Art. 16).

d) die Waarenproben- und Mustersendungen bis zum Gewichte von 3 Loth Preussisch (siehe Art. 17) und

e) die Zeitungen.

Zu den Fahrpostsendungen sind dagegen zu rechnen:

a) alle Briefe, welche das Gewicht von 4 Loth Preussisch überschreiten, insofern nicht die Beförderung mit der Briefpost ausdrücklich verlangt ist,

b) alle Briefe, auf deren Adressen ein bestimmter Werth angegeben ist, und

Статья IX.

Къ письменнымъ отправленіямъ принадлежатъ:

a) всѣ письма безъ означенія цѣнности, вѣсомъ до 4-хъ прусскихъ лотовъ;

b) письма вѣсомъ и свыше 4-хъ лотовъ, безъ означенія цѣнности, если подаватели писемъ, сдѣланною на нихъ надписью будутъ именно требовать отправленія оныхъ по легкой почтѣ, или если таковыя письма получены въ прусскомъ почтовомъ мѣстѣ изъ чужихъ краевъ по легкой почтѣ и безъ такой надписи.

c) Бандерольныя отправленія (см. ст. 16).

д) Образчики товаровъ вѣсомъ до 3-хъ прусскихъ лотовъ (см. ст. 17).

e) Газеты.

Къ посылочной корреспонденціи принадлежатъ:

a) всѣ письма вѣсомъ свыше 4-хъ прусскихъ лотовъ, если подаватель не требуетъ отправки ихъ по легкой почтѣ;

b) всѣ письма съ означеніемъ цѣнности;

c) alle Geld- und Packet-Sendungen nebst den dazu gehörigen Begleit-Adressen.

Artikel X.

Beide Postverwaltungen sind verpflichtet, zur Beförderung der Postsendungen die schnellsten ihnen zu Gebote stehenden Beförderungsmittel zu benutzen.

Die einer Zoll-Behandlung unterliegenden Sendungen folgen der Leitung, welche die Zollgesetze vorschreiben.

Zwischen welchen Preussischen und Russischen Post-Anstalten Behufs der Auswechselung der Brief- und Fahrpost-Sendungen Kartenschlüsse zu unterhalten sind, bleibt der Verständigung der beiderseitigen Postverwaltungen vorbehalten.

Die Kartenschlüsse, welche mit den Landposten ihre Beförderung erhalten, werden regelmäßig posttäglich abgesandt und müssen, im Falle an einem Posttage keine Brief- oder Fahrpostsendungen abzufertigen sind, Vacat-Karten mitgegeben werden. Die mit den Dampfschiffen befördert werdenden Kartenschlüsse werden ebenfalls regelmäßig an den Tagen, an welchen die Schiffe abgehen, abgesandt und findet auch hier event. die Mitgabe von Vacat-Karten statt.

Ueber die Form der Karten und über die Art der Encartirung haben sich die beiden Postverwaltungen zu verständigen. Die Russischen Post-Anstalten werden sich bei Anfertigung aller Karten auf Preussische Post-Anstalten der deutschen oder der lateinischen Schriftzeichen bedienen.

Artikel XI.

Zur Vermeidung unrichtiger Speditionen werden Tabellen angefertigt werden, aus denen

c) вся денежная и посылочная корреспонденція съ сопроводительными адресами.

Статья X.

Обоюдныя почтовыя начальства обязаны пересылать всѣ почтовыя отправленія наискорѣйшимъ зависящимъ отъ нихъ образомъ.

Съ посылками, подлежащими таможенной очисткѣ, поступаемо будетъ согласно таможеннымъ правиламъ.

Соглашенію обоюдныхъ почтовыхъ начальствъ предоставляется опредѣлить: между которыми россійскими и прусскими почтовыми мѣстами долженъ производиться размѣнъ почтовыхъ реестровъ, сопровождающихъ всѣ почтовыя отправленія.

Почтовые реестры, посылаемые съ сухопутными почтами, отправляются регулярно каждую почту, и въ случаѣ неимѣнія писемъ или посылокъ для отправленія въ какой либо почтовый день, реестры будутъ посылаемы съ пробѣлами (Vacatcarten). Пересылаемые съ пароходами почтовые реестры отсылаются также въ назначенные для отправленія пароходовъ дни, съ тѣмъ же условіемъ, чтобы въ случаѣ неимѣнія писемъ или посылокъ реестры были бы посылаемы съ пробѣлами.

Форма реестровъ и порядокъ составленія оныхъ предоставляются соглашенію обоюдныхъ почтовыхъ начальствъ. Россійскія почтовыя мѣста будутъ писать реестры, отправляемые въ Пруссію нѣмецкими или латинскими буквами.

Статья XI.

Въ отвращеніе неправильнаго направленія корреспонденціи заготовлены

ersichtlich ist, welche Brief- und Fahrpost-Sendungen mit einem jeden Kartenschlusse abzusenden sind und sollen diese Tabellen den betheiligten Post-Anstalten zur Richtschnur mitgetheilt werden.

Wird durch veränderten Postenlauf eine andere Spedition erforderlich, so werden sich die beiderseitigen Postbehörden davon in Kenntniß setzen.

III. Die in Anwendung zu bringenden Portotaxen betreffend.

A. Für die Briefpost-Sendungen.

I. Nach und aus dem Preussischen Postbezirk.

Artikel XII.

Das Porto für die Correspondenz zwischen dem Kaiserlich Russischen Reiche und dem Königlich Preussischen Postbezirke bildet sich aus dem Russischen und aus dem Preussischen Porto.

Das Russische Porto soll betragen für die Correspondenz:

1. nach und aus allen Russischen Grenz-Post-Anstalten gegen Preußen 1 Sgr.

2. nach und aus allen übrigen Orten des Russischen Reiches 3 Sgr.

Das Preussische Porto wird dagegen festgesetzt:

A. Für die Correspondenz nach und aus Rußland, mit Ausschluß des Königreiches Polen:

1. nach und aus den Preussischen Grenzkreisen Memel, Heidekrug, Niederung,

и сообщены будутъ надлежащимъ почтовымъ конторамъ для руководства таблицы, объясняющія—въ какія почтовыя мѣста, съ какою именно корреспонденціею слѣдуетъ отправлять постъ-пакеты.

Если отъ измѣненія хода почтъ понадобится измѣнить направленіе иностранной корреспонденціи, то обоюдныя почтовыя управленія обязываются извѣщать о томъ другъ друга.

III. О портовыхъ таксахъ.

А. За письменную корреспонденцію.

1) Адресованную въ прусскія почтовыя конторы и обратно.

Статья XII.

Въ составъ портовыхъ денегъ, взимаемыхъ за корреспонденцію, пересылаемую изъ Россіи въ прусскія почтовыя конторы и обратно, входятъ: портовыя деньги, слѣдующія Россіи, и портовая плата, причитающаяся Пруссіи.

Портовыхъ денегъ, слѣдующихъ Россіи будетъ взимаемо за корреспонденцію, адресованную:

1) Во всѣ россійскія пограничныя къ Пруссіи почтовыя мѣста и обратно по 1 сер. гр.

2) Во всѣ прочія мѣста Россійской Имперіи и обратно по 3 сер. гр.

Портовыхъ же денегъ, причитающихся Пруссіи, положено взимать:

А. За корреспонденцію, адресованную въ Россію и обратно, за исключеніемъ Царства Польскаго:

1) Въ прусскіе пограничные уѣзды Мемель, Гейдекругъ, Нидерунгъ,

Tilsit, Ragnit und Pilkalleu auf 1 Sgr.

2. nach und aus den Regierungsbezirken Königsberg und Gumbinnen, mit Ausschluß, der ad 1 genannten Grenzkreise, auf 2 Sgr. und

3. nach und aus allen übrigen Theilen des Preussischen Postbezirks auf 3 Sgr.

B. Für die Correspondenz nach und aus dem Königreiche Polen.

1. nach und aus den Preussischen Grenzkreisen gegen Polen, nämlich: Pilkallen, Stallupönen, Goldap, Oletzko, Lyck, Johannisburg, Ortelsburg, Neidenburg, Straßburg, Thorn, Inowraclaw, Mogilno, Gnesen, Wreschen, Pleschen, Ostrowo, Schildburg, Kreuzburg, Rosenberg, Lublinitz und Beuthen auf 1 Sgr.

2. nach und aus den Regierungs-Bezirken Gumbinnen, Königsberg, Marienwerder, Bromberg, Posen, Breslau und Oppeln mit Ausnahme der ad 1 genannten Grenzkreise auf 2 Sgr. und

3. nach und aus allen übrigen Theilen des Preussischen Postbezirks auf 3 Sgr.

Die gegenseitige Vergütung erfolgt nach Maßgabe vorstehender Portosätze ausschließlich in Silbergroschen. Die nach obigen Festsetzungen sich bildenden Gesammtportosätze von 2, 3, 4, 5 und 6 Sgr. werden Kaiserlich Russischer Seits von den dortseitigen Correspondenten mit resp. 7, 10, 14, 17 und 20 Kopeken Silber erhoben.

Тильзитъ, Рагнитъ и Пилькалленъ и обратно по 1 сер. гр.

2) Въ правительственные округи Кенигсбергскій и Гумбиненскій, за исключеніемъ пограничныхъ уѣздовъ, означенныхъ подъ цифрою 1, и обратно по 2 сер. гр.

3) Во всѣ прочія прусскія почтовыя конторы и обратно по 3 сер. гр.

В. За корреспонденцію, адресованную въ Царство Польское и обратно:

1) Во всѣ пограничные къ Царству Польскому прусскіе уѣзды, а именно: Пилькалленъ, Сталлупененъ, Гольданъ, Олешко, Лыкъ, Іоганисбургъ, Ортельсбургъ, Нейденбургъ, Страсбургъ, Торнъ, Иноврацлавъ, Могильно, Гнѣзенъ, Врешенъ, Плешенъ, Острово, Шильдбургъ, Крейцбургъ, Розенбергъ, Люблинецъ и Бейтенъ и обратно по 1 сер. гр.

2) Въ правительственные округи Гумбиненскій, Кенигсбергскій, Маріенвердерскій, Бромбергскій, Познанскій, Бреславскій и Оппельнскій, за исключеніемъ пограничныхъ уѣздовъ, помѣщенныхъ подъ цифрою 1, и обратно по 2 сер. гр.

3) Во всѣ прочія прусскія почтовыя конторы и обратно по 3 сер. гр.

Взаимный переводъ портовыхъ денегъ будетъ производиться на основаніи вышеозначенной таксы исключительно серебряными грошами. Въ замѣнъ вышеозначенныхъ совокупныхъ портовыхъ платежей въ 2, 3, 4, 5 и 6 серебряныхъ грошей, Россійскія почтовыя мѣста будутъ взимать съ кор-

Die vorstehenden Portosätze gelten für den einfachen Brief (siehe Art. 15).

Artikel XIII.

Für die Local-Correspondenz zwischen den sich gegenüberliegenden gegenseitigen Grenz-Postanstalten soll das Gesammtporto nur 1 Sgr. für den einfachen Brief betragen und von dem Staate, dessen Postanstalt die Correspondenz absendet, ungetheilt bezogen werden. Für die unfrankirte Correspondenz dieser Gattung wird daher 1 Sgr. für den einfachen Brief gegenseitig vergütet werden.

Unter Local-Correspondenz werden nur diejenigen Briefe verstanden, welche in einer der Grenz-Postanstalten aufgegeben und nach der gegenüberliegenden Grenz-Postanstalt gerichtet sind, nicht aber über die gegenüberliegende Grenz-Postanstalt hinausgehen.

Artikel XIV.

Die in den vorhergehenden Artikeln festgesetzten Portosätze und Portovergütungen kommen ohne alle Rücksicht auf die Spedition der Correspondenz und ohne Rücksicht darauf, ob die Beförderung zu Lande oder zur See, mit Staats- oder Privat-Dampfschiffen stattfindet, zur Anwendung.

Artikel XV.

Als ein einfacher Brief wird ein solcher angesehen, welcher nicht mehr als 1 Loth Preussisch wiegt.

Bei schwererem Gewichte steigt das Porto ohne Rücksicht auf den Inhalt der Briefe in der Art, daß für einen Brief

респондентовъ за каждое одинакое письмо (см. статью 15) по 7, 10, 14, 17 и 20 копѣекъ серебромъ.

Статья XIII.

За мѣстную корреспонденцію между обоюдными противулежащими пограничными почтовыми мѣстами будетъ взимаема портовая плата по 1 сер. грошу за каждое одинакое письмо и оставляема сполна въ пользу того почтоваго мѣста, изъ котораго корреспонденція отправлена. На семъ основаніи за таковую корреспонденцію, когда она нефранкирована, будетъ переводимо по 1 сер. грошу за одинакое письмо.

Подъ названіемъ мѣстной корреспонденціи надлежитъ разумѣть тѣ только письма, которыя будутъ подаваемы въ одно изъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ для отправленія въ противулежащее иностранное пограничное почтовое мѣсто, а не въ какое либо дальнѣйшее.

Статья XIV.

На основаніи опредѣленныхъ въ предъидущей статьѣ портовыхъ таксъ и взаимныхъ платежей, слѣдуетъ единообразно исчислять портовыя деньги, не различая, были ли письма отправлены сухимъ путемъ или моремъ, на казенномъ или на частномъ пароходѣ.

Статья XV.

Вѣсъ одинакого письма долженъ быть не болѣе одного лота прусскаго. За письма большаго вѣса плата будетъ увеличиваться, не смотря на вложенія въ письмахъ, въ слѣдующей прогрессіи:

über 1 bis 2 Loth Preussisch der 2-fache
„ 2 „ 3 „ „ „ 3 „
„ 3 „ 4 „ „ „ 4 „
u. s. w. von Loth zu Loth ein einfacher Briefportosatz mehr erhoben wird.

Das Briefporto wird hiernach lediglich nach dem Gesammtgewicht eines jeden Briefes erhoben und es dürfen daher etwaige Einlagen, sie mögen versiegelt sein oder nicht, wenn sie von einem und demselben Absender an einen oder verschiedene Empfänger gerichtet sind, in keinem Falle einzeln mit der Briefporto-Taxe belegt werden. Dagegen ist es nicht erlaubt, Einlagen an die Postanstalten zum Vertheilen zu adressiren.

Artikel XVI.

Zeitungen, Journale, Preis-Courante, gedruckte Circulare und gedruckte Empfehlungsschreiben unter Kreuz- oder Streifband, welche außer der Adresse, dem Datum und der Namens-Unterschrift, nichts Geschriebenes enthalten, sollen, wenn solche frankirt abgesandt werden, eine Portomoderation in der Art genießen, daß an Preussischem Porto ohne Unterschied der Entfernung nur 1/2 Sgr. für jedes Loth, an Russischem Porto aber bis zum Gewichte von 3 Loth Preussisch nur der einfache Russische Briefportosatz (resp. 1 und 3 Sgr.) und bei schwererem Gewichte 1 Sgr. für jedes Loth Preussisch berechnet wird.

Sollten später für dergleichen Sendungen im innern Verkehr Rußlands Portosätze bestimmt werden, welche niedriger sind, als die obigen für Rußland stipulirten Sätze, so sollen erstere auch auf die zwischen Rußland und Preußen

свыше 1 до 2-хъ будетъ взим. 2 порт.
„ 2 „ 3-хъ „ „ 3 „
„ 3 „ 4-хъ „ „ 4 „
и т. д., прибавляя за каждый лишній лотъ одинакія портовыя деньги.

По симъ правиламъ плата за письма взимается по общему вѣсу каждаго письма, а потому если въ какихъ нибудь письмахъ будутъ находиться вложенія запечатанныя или незапечатанныя, адресованныя отъ одного и того же подавателя на имя одного или нѣсколькихъ получателей, то сіи вложенія ни въ какомъ случаѣ не облагаются платою отѣльныхъ портовыхъ денегъ. Однакоже не дозволяется адресовать въ какое либо почтовое мѣсто пакеты со вложеніемъ писемъ для раздачи.

Статья XVI.

За подаваемые на почту франкированными въ бандероляхъ газеты, журналы, прейсъ-куранты, печатные циркуляры и печатныя рекомендательныя письма, не содержащія въ себѣ кромѣ адреса и подписи ничего писаннаго, допускается пониженіе портовыхъ, а именно: за таковыя отправленія будетъ взимаемо прусскихъ портовыхъ безъ различія разстоянія по 1/2 сер. гр. за каждый лотъ; русскихъ же портовыхъ съ вѣса до 3-хъ прусскихъ лотовъ включительно, одинакій письменный портъ по 1 или 3 сер. гр., прибавляя за каждый лишній прусскій лотъ по 1 сер. грошу.

Если въ послѣдствіи въ Россіи внутренняя для таковыхъ отправленій такса будетъ понижена противъ вышеозначенныхъ платежей, то таковое пониженіе распространится и на пересы-

zur Auswechselung kommenden Kreuzband-Sendungen in Anwendung gebracht werden.

Unfrankirte Kreuz- oder Streifband-Sendungen sollen nicht befördert werden.

лаемую изъ Россіи въ Пруссію и обратно бандерольную корреспонденцію.

Пересылка нефранкированной бандерольной корреспонденціи вовсе запрещается.

Artikel XVII.

Waarenproben und Muster dürfen nur bis zum Gewichte von 3 Loth Preussisch mit der Briefpost befördert werden. Dieselben zahlen, wenn sie in erkennbarer Weise verpackt sind, bis zum Gewichte von 2 Loth das einfache und bis zum Gewichte von 3 Loth das doppelte Briefporto. Dergleichen Sendungen darf, wenn die Portoermäßigung Anwendung finden soll, nur ein einfacher, bis ein Loth schwerer Brief angehängt sein, welcher bei der Austarirung mit den Proben oder Mustern zusammen zu wiegen ist.

Статья XVII.

Образчики товаровъ тогда только могутъ быть отправляемы по легкой почтѣ, если вѣсъ образчиковъ не превышаетъ 3 прусскихъ лотовъ. Если образчики такимъ образомъ посылаются, что можно ихъ усмотрѣть, то взимаютъ съ вѣса до двухъ лотовъ включительно, одинакія портовыя, а за вѣсъ свыше двухъ и до трехъ лотовъ двойныя портовыя. Подавателю, желающему отправить образчики по сей уменьшенной таксѣ, дозволяется привѣшивать къ нимъ одинакое письмо не свыше лота, которое, при исчисленіи портовыхъ, взвѣшивается вмѣстѣ съ образчиками.

Artikel XVIII.

Briefe, hinsichtlich deren der Absender den Nachweis der richtigen Auflieferung zur Post und nach Umständen auch den Nachweis der richtigen Beförderung an den Adressaten zu erlangen wünscht, können recommandirt werden, und werden alsdann mit einem, die Recommandation bezeichnenden Vermerke des Absenders versehen sein. — Das Preussische Porto für derartige Briefe, welche frankirt sein müssen, wird nach denselben Sätzen, wie das Porto für gewöhnliche Briefe, neben demselben aber noch eine Recommandations-Gebühr von 2 Sgr. erhoben. Für Rußland wird dagegen das vertragsmäßige Briefporto doppelt erhoben.

Wenn die recommandirten Briefe im innern Landesverkehr Rußlands mit geringerem, als

Статья XVIII.

Письма, въ вѣрной подачѣ которыхъ на почту, а смотря по обстоятельствамъ и въ вѣрной доставкѣ коихъ по адресу, подаватель желаетъ имѣть удостовѣреніе, могутъ быть застрахованы; въ такомъ случаѣ подаватель выставляетъ на нихъ слово: „Recommandirt“.

За таковыя письма, которыя должны быть франкированы, взимаются въ пользу Пруссіи портовыя по обыкновенной письменной таксѣ, съ приплатою страховой пошлины по 2 сер. гроша, въ пользу же Россіи взимаются установленныя въ сей конвенціи портовыя деньги вдвойнѣ.

Если въ Россіи послѣдуетъ понижеиіе внутренней таксы для страховыхъ

jem doppelten Porto belegt werden, dann en diese ermäßigten Sätze auch auf den rrespondenz-Verkehr, welcher durch die Posten beiden paciscirenden Regierungen vermittelt d, zur Anwendung kommen.

Die mit der nächsten Post zu bewirkende rücksendung der von dem Empfänger beinigten Recepisse geschieht gegenseitig ohne rtoansatz.

Artikel XIX.

Mit Ausnahme der Kreuz- oder Streifd-Sendungen, der recommandirten Briefe der Laufzettel (s. Art. 37) kann die Correndenz zwischen dem Preussischen Postbezirk dem Russischen Reiche unfrankirt oder bis dem Bestimmungsorte frankirt zur Post eben werden. Eine theilweise Frankirung nicht stattfinden.

I. Nach und aus fremden Staaten.

Artikel XX.

Bei der durch den Preussischen Postebzirk nsitirenden Russischen Correspondenz nach aus fremden Staaten ist in Bezug auf Porto zu unterscheiden:

a) ob dieselbe nach solchen Staaten bestimmt, resp. in solchen Staaten entsprungen ist, welche zu dem deutschen Postvereine gehören, oder

b) ob die Bestimmungs- resp. Absendungsorte in Staaten belegen sind, welche zu diesem Vereine nicht gehören.

писемъ, и будетъ за нихъ взимаемо менѣе вышеозначенныхъ двойныхъ портовыхъ, то такое пониженіе будетъ распространено и на страховыя письма, пересылаемыя изъ одного договаривающагося государства въ другое.

За пересылку подписанныхъ получателемъ росписокъ, которыя должны быть возвращаемы по первой отходящей почтѣ, не будетъ взаимно ставиться на счетъ портовыхъ денегъ.

Статья XIX.

Корреспонденція, адресованная изъ Россійской Имперіи въ прусскія почтовыя конторы и обратно, за исключеніемъ бандерольныхъ отправленій, страховыхъ писемъ и цидулъ (см. ст. 37-ю), можетъ быть подаваема на почту нефранкированною или франкированною до мѣста назначенія. Частнаго франкированія не допускается.

II. Въ иностранныя земли и обратно.

Статья XX.

При исчисленіи и взиманіи портовыхъ за корреспонденцію изъ Россіи приходящую транзитомъ чрезъ прусскія почтовыя конторы въ иностранныя государства, и обратно, должно принимать въ соображеніе:

a) находится ли мѣсто назначенія сей корреспонденціи или же мѣсто, въ которомъ она подана на почту, во владѣніяхъ, составляющихъ германскій Почтовый Союзъ;

b) состоятъ ли вышепомянутыя мѣста во владѣніяхъ, къ тому Союзу непринадлежащихъ.

zur Auswechselung kommenden Kreuzband-Sendungen in Anwendung gebracht werden.

Unfrankirte Kreuz- oder Streifband-Sendungen sollen nicht befördert werden.

лаемую изъ Россіи въ Пруссію и обратно бандерольную корреспонденцію.

Пересылка нефранкированной бандерольной корреспонденціи вовсе запрещается.

Artikel XVII.

Waarenproben und Muster dürfen nur bis zum Gewichte von 3 Loth Preussisch mit der Briefpost befördert werden. Dieselben zahlen, wenn sie in erkennbarer Weise verpackt sind, bis zum Gewichte von 2 Loth das einfache und bis zum Gewichte von 3 Loth das doppelte Briefporto. Dergleichen Sendungen darf, wenn die Portoermäßigung Anwendung finden soll, nur ein einfacher, bis ein Loth schwerer Brief angehängt sein, welcher bei der Austarirung mit den Proben oder Mustern zusammen zu wiegen ist.

Статья XVII.

Образчики товаровъ тогда только могутъ быть отправляемы по легкой почтѣ, если вѣсъ образчиковъ не превышаетъ 3 прусскихъ лотовъ. Если образчики такимъ образомъ посылаются, что можно ихъ усмотрѣть, то взимаютъ съ вѣса до двухъ лотовъ включительно, одинакія портовыя, а за вѣсъ свыше двухъ и до трехъ лотовъ двойныя портовыя. Подавателю, желающему отправить образчики по сей уменьшенной таксѣ, дозволяется привѣшивать къ нимъ одинакое письмо не свыше лота, которое, при исчисленіи портовыхъ, взвѣшивается вмѣстѣ съ образчиками.

Artikel XVIII.

Briefe, hinsichtlich deren der Absender den Nachweis der richtigen Auflieferung zur Post und nach Umständen auch den Nachweis der richtigen Beförderung an den Adressaten zu erlangen wünscht, können recommandirt werden, und werden alsdann mit einem, die Recommandation bezeichnenden Vermerke des Absenders versehen sein. — Das Preussische Porto für derartige Briefe, welche frankirt sein müssen, wird nach denselben Sätzen, wie das Porto für gewöhnliche Briefe, neben demselben aber noch eine Recommandations-Gebühr von 2 Sgr. erhoben. Für Rußland wird dagegen das vertragsmäßige Briefporto doppelt erhoben.

Wenn die recommandirten Briefe im innern Landesverkehr Rußlands mit geringerem, als

Статья XVIII.

Письма, въ вѣрной подачѣ которыхъ на почту, а смотря по обстоятельствамъ и въ вѣрной доставкѣ коихъ по адресу, подаватель желаетъ имѣть удостовѣреніе, могутъ быть застраховываемы; въ такомъ случаѣ подаватель выставляетъ на нихъ слово: „Recommandirt“.

За таковыя письма, которыя должны быть франкированы, взимаются въ пользу Пруссіи портовыя по обыкновенной письменной таксѣ, съ приплатою страховой пошлины по 2 сер. гроша, въ пользу же Россіи взимаются установленныя въ сей конвенціи портовыя деньги вдвойнѣ.

Если въ Россіи послѣдуетъ пониженіе внутренней таксы для страховыхъ

diesem doppelten Porto belegt werden, dann sollen diese ermäßigten Sätze auch auf den Correspondenz-Verkehr, welcher durch die Posten der beiden paciscirenden Regierungen vermittelt wird, zur Anwendung kommen.

Die mit der nächsten Post zu bewirkende Zurücksendung der von dem Empfänger bescheinigten Recepisse geschieht gegenseitig ohne Portoansatz.

Artikel XIX.

Mit Ausnahme der Kreuz- oder Streifband-Sendungen, der recommandirten Briefe und der Laufzettel (s. Art. 37) kann die Correspondenz zwischen dem Preussischen Postbezirk und dem Russischen Reiche unfrankirt oder bis zu dem Bestimmungsorte frankirt zur Post gegeben werden. Eine theilweise Frankirung soll nicht stattfinden.

II. Nach und aus fremden Staaten.

Artikel XX.

Bei der durch den Preussischen Postebzirk transitirenden Russischen Correspondenz nach und aus fremden Staaten ist in Bezug auf das Porto zu unterscheiden:

a) ob dieselbe nach solchen Staaten bestimmt, resp. in solchen Staaten entsprungen ist, welche zu dem deutschen Postvereine gehören, oder

b) ob die Bestimmungs- resp. Absendungsorte in Staaten belegen sind, welche zu diesem Vereine nicht gehören.

писемъ, и будетъ за нихъ взимаемо менѣе вышеозначенныхъ двойныхъ портовыхъ, то такое пониженіе будетъ распространено и на страховыя письма, пересылаемыя изъ одного договаривающагося государства въ другое.

За пересылку подписанныхъ получателемъ росписокъ, которыя должны быть возвращаемы по первой отходящей почтѣ, не будетъ взаимно ставиться на счетъ портовыхъ денегъ.

Статья XIX.

Корреспонденція, адресованная изъ Россійской Имперіи въ прусскія почтовыя конторы и обратно, за исключеніемъ бандерольныхъ отправленій, страховыхъ писемъ и цидулъ (см. ст. 37-ю), можетъ быть подаваема на почту нефранкированною или франкированною до мѣста назначенія. Частнаго франкированія не допускается.

II. Въ иностранныя земли и обратно.

Статья XX.

При исчисленіи и взиманіи портовыхъ за корреспонденцію изъ Россіи приходящую транзитомъ чрезъ прусскія почтовыя конторы въ иностранныя государства, и обратно, должно принимать въ соображеніе:

a) находится ли мѣсто назначенія сей корреспонденціи или же мѣсто, въ которомъ она подана на почту, во владѣніяхъ, составляющихъ германскій Почтовый Союзъ;

b) состоятъ ли вышепомянутыя мѣста во владѣніяхъ, къ тому Союзу непринадлежащихъ.

Für die frankirten Brief-Post-Sendungen aus dem Russischen Reiche nach den fremden Staaten, so wie für die unfrankirten Briefpost-Sendungen aus den fremden Staaten nach dem Russischen Reiche, werden zur Vergütung des fremden Portos unter Zugrundelegung der Art. 15 stipulirten Briefgewichts-Progression, Durchschnittssätze bestimmt werden, über deren Höhe nach Maßgabe der Tarife der fremden Staaten sich die beiderseitigen Postverwaltungen verständigen werden.

Wenn die Brieftare des einen oder des andern fremden Staates eine Veränderung in der Art erleiden sollte, daß der bestimmte Durchschnittssatz der veränderten Tare nicht mehr entspräche, so wird ein neuer Durchschnittssatz nach den veränderten Verhältnissen gemeinschaftlich ermittelt und festgestellt werden.

Для исчисленія и взиманія иностранныхъ портовыхъ за франкированную письменную корреспонденцію, адресованную изъ Россійской Имперіи въ иностранныя государства, равно какъ и за нефранкированную письменную корреспонденцію, слѣдующую изъ иностранныхъ государствъ въ Россійскую Имперію, будутъ установлены, на основаніи принятой въ статьѣ 15 прогрессіи вѣса, средніе пропорціональные портовые платежи, о цифрѣ которыхъ, соотвѣтственно таксамъ, существующимъ въ иностранныхъ государствахъ, послѣдуетъ соглашеніе между обоюдными почтовыми начальствами.

Если письменная такса, въ которомъ либо изъ тѣхъ иностранныхъ государствъ, измѣнится такъ, что опредѣленный средній пропорціональный портъ не будетъ болѣе соотвѣтствовать измѣненной таксѣ, то по обоюдному соглашенію будетъ назначенъ другой, средній пропорціональный портъ, сообразный измѣнившимся обстоятельствамъ.

Artikel XXIII.

Die Bestimmungen im Art. 16 über die Taxirung und Frankirung der Kreuz- und Streifband-Sendungen, im Art. 17 über die Taxirung der Waarenproben und Muster und im Art. 18 über die Behandlung der recommandirten Briefe, so wie in den Artikeln 34, 35 und 37 enthaltenen Bestimmungen über die Behandlung der unbestellbaren Briefpost-Sendungen und der Laufzettel, werden auch auf die durch den Preußischen Postbezirk transitirenden Briefpost-Gegenstände aus und nach dem Russischen Reiche mit der Maßgabe ausgedehnt, daß dieselben gleichmäßig für den

Статья XXIII.

Правила, постановленныя въ статьѣ 16-й, касательно исчисленія портовыхъ за бандерольную корреспонденцію и франкированія оной; въ статьѣ 17-й касательно исчисленія портовыхъ за образчики; въ статьѣ 18-й касательно страховыхъ писемъ, въ статьяхъ 34, 35 и 37 касательно письменной корреспонденціи, которой нельзя было доставить по адресу и цидулъ, всѣ сіи правила однообразно распространяются и на письменную корреспонденцію, пересылаемую изъ Россіи транзитомъ

ganzen Umfang des deutschen Postvereins-Gebietes Anwendung finden sollen.

Artikel XXIV.

Für sämmtliche durch Preußen stückweise transitirende Correspondenz nach und aus Rußland sollen an Russischem Porto dieselben Sätze zur Erhebung und Vergütung kommen, welche für die Preußisch-Russische Correspondenz bestimmt worden sind. (Art. 12).

Artikel XXV.

Die in dem Art. 19 enthaltenen Bestimmungen über die Frankirungsfreiheit bei der Correspondenz nach und aus dem Preußischen Postbezirk finden auch auf die Correspondenz nach und aus den Postvereins-Staaten Anwendung. Bei der Correspondenz nach und aus den fremden Staaten wird gleichfalls als Regel angenommen, daß solche, entweder unfrankirt oder bis zum Bestimmungsorte frankirt abzusenden ist.

In wie weit zur Zeit eine Frankatur nothwendig ist, darüber wird die Königlich Preußische Postverwaltung der Kaiserlich Russischen specielle Mittheilung machen.

Artikel XXVI.

Sollte während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages der allgemeine Preußische oder der allgemeine Deutsche Vereins-Portotarif eine Ermässigung erleiden, so soll solche auch der

чрезъ Пруссію во всѣ мѣста, состоящія въ областяхъ германскаго Почтоваго Союза и обратно.

Статья XXIV.

За корреспонденцію, поштучно пересылаемую транзитомъ чрезъ Пруссію изъ Россіи и обратно, будетъ взимаемъ и переводимъ русскій портъ по той же самой таксѣ, которая установлена для Прусско-россійской корреспонденціи (см. ст. 12-ю).

Статья XXV.

Правила, постановленныя въ статьѣ 19-й, о свободномъ франкированіи корреспонденціи, адресованной изъ Россіи въ прусскія почтовыя конторы и обратно распространяются и на корреспонденцію, адресованную изъ Россіи въ государства, принадлежащія къ германскому Почтовому Союзу и обратно. Относительно корреспонденціи, слѣдующей изъ Россіи въ иностранныя государства и обратно, равномѣрно принимается за правило, что оная должна быть отправляема не иначе, какъ вовсе не франкированною или франкированною до мѣста назначенія.

По какимъ именно трактамъ въ настоящее время корреспонденція должна быть франкирована, о томъ прусское почтовое начальство сообщитъ россійскому почтовому управленію подробныя свѣдѣнія.

Статья XXVI.

Если въ продолженіи дѣйствія сего дополнительнаго акта, общая письменная такса въ Пруссіи, или общая письменная такса германскаго Почто-

Correspondenz nach und aus Rußland zu Gute kommen.

Umgekehrt soll eine Ermäßigung des Russischen Portotarifs für die inländische Correspondenz auch auf die Russischen Briefe nach und aus Preußen und dem Deutschen Postvereins-Gebiete, so wie auf die durch Preußen transitirende Russische Correspondenz, Anwendung finden.

B. Für die Fahrpost-Sendungen.

I. Nach und aus dem Preußischen Bezirk.

Artikel XXVII.

Das Porto für die Fahrpostsendungen aus dem Preußischen Postbezirk nach dem Russischen Reiche und umgekehrt, setzt sich zusammen:

1. aus dem Preussischen Porto vom Absendungsorte im Preußischen Bezirk bis zur betreffenden Preußischen Grenz-Post-Station gegen das Russische Reich und umgekehrt von dieser Grenz-Post-Station bis zum Bestimmungsorte im Preußischen Bezirk

   nach dem Tarife, welcher für die internen Preußischen Fahrpost-Sendungen gilt und

2. aus dem Russischen Porto von der betreffenden Russischen Grenz-Post-Station gegen Preußen bis zum Bestimmungsorte im Russischen Reiche, und umgekehrt von dem Absendungsorte im Russischen Reiche bis zu der betreffenden Russischen Grenz-Post-Station gegen Preußen

ваго Союза, будутъ понижены, то такое пониженіе распространено будетъ и на корреспонденцію, изъ Россіи получаемую и въ Россію отправляемую.

Равнымъ образомъ могущее послѣдовать въ Россіи пониженіе внутренней письменной таксы, распространится и на письма, посылаемыя изъ Россіи въ Пруссію или государства, составившія германскій Почтовый Союзъ, а также и чрезъ Пруссію въ другія государства и обратно.

В. За посылочную корреспонденцію.

I. Слѣдующую изъ Россіи въ прусскія почтовыя конторы и обратно.

Статья XXVII.

Въ составъ портовыхъ платежей за посылочную корреспонденцію, отправляемую изъ прусскихъ почтовыхъ конторъ въ Россійскую Имперію и обратно входятъ:

1. Прусскій портъ отъ мѣста подачи посылки на почту въ прусскомъ почтовомъ округѣ и до подлежащаго прусскаго пограничнаго въ Россіи почтоваго мѣста, и на оборотъ, отъ сего послѣдняго пограничнаго мѣста до мѣста назначенія въ прусскомъ почтовомъ округѣ, исчисляется по внутренней прусской посылочной таксѣ.
2. Русскія вѣсовыя отъ подлежащаго россійскаго пограничнаго къ Пруссіи почтоваго мѣста до мѣста назначенія въ Россійской Имперіи и на оборотъ, отъ мѣста, въ которомъ въ Россіи посылка была подана на почту, до подлежащаго россійскаго пограничнаго

nach dem Tarife, welcher für die internen Russischen Fahrpostsendungen gilt.

Ein Grenzporto wird daher, in soweit die Sendungen nicht nach einer der gegenseitigen Grenz-Post-Stationen bestimmt oder in einer solchen entsprungen sind, nicht in Ansatz kommen.

Für die in einer der beiderseitigen Grenz-Post-Stationen entsprungenen und über die gegenüberliegende Grenz-Station hinausgehenden Sendungen, ingleichen für die nach einer der beiderseitigen Grenz-Poststationen bestimmten Sendungen, welche nicht in der gegenüberliegenden Grenz-Station entsprungen sind, wird das Porto für die Beförderung zwischen den beiden Grenz-Stationen gegenseitig nach den niedrigsten Sätzen des Fahrpost-Portotarifs berechnet, und für die Sendungen der Preußischen Grenz-Poststationen nach Rußland von Preußen, für die Sendungen der Russischen Grenz-Poststationen nach Preußen aber von Rußland bezogen.

Artikel XXVIII.

Für die Local-Fahrpostsendungen zwischen den beiderseitigen Grenz-Post-Stationen soll das Porto Russischer Seits unter Zugrundelegung des Briefportosatzes von 3 Kopeken Silber, Preußischer Seits aber nach der niedrigsten Tarstufe des Preußischen Tarifs berechnet und von jedem Theile für die von ihm abgesandten Fahrpostgegenstände bezogen werden.

къ Пруссіи почтоваго мѣста, исчисляются по внутренней россійской посылочной таксѣ.

Пограничный портъ за посылочную корреспонденцію будетъ взимаемъ въ такомъ только случаѣ, если оная адресована въ которое либо изъ обоюдныхъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ, или же въ таковомъ подана на почту.

За посылочную корреспонденцію, поданную на почту въ какомъ либо изъ обоюдныхъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ, но адресованную далѣе противулежащаго пограничнаго почтоваго мѣста, а равно и за адресованную въ какое либо изъ обоюдныхъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ, но поданную на почту не въ противулежащемъ пограничномъ почтовомъ мѣстѣ, будетъ съ обѣихъ сторонъ расчитываема и взимаема за отправленіе оной между обоими пограничными почтовыми мѣстами, самая низшая по тамошней посылочной таксѣ плата. Обѣ стороны будутъ оставлять въ свою пользу сборъ за отправляемыя каждою изъ нихъ денежныя и другія посылки.

Статья XXVIII.

За мѣстную посылочную корреспонденцію, отправляемую между обоюдными пограничными почтовыми мѣстами, Россіею будетъ расчитываема постановленная за мѣстную письменную корреспонденцію плата по 3 к. сер., а Пруссіею самая низшая по тамошней таксѣ плата, и обѣ стороны будутъ оставлять въ свою пользу сборъ за доставленіе каждою изъ нихъ мѣстную посылочную корреспонденцію.

II. Nach und aus den postvereinsländischen und fremden Staaten.

Artikel XXIX.

Das Porto für die durch den Preußischen Postbezirk transitirenden Fahrpostsendungen nach und aus dem Russischen Reiche bildet sich:

1. aus dem fremden Porto,
2. aus dem Preußischen Porto von der Grenze des Preußischen Postbezirks bis zur betreffenden Preußischen Grenz-Post-Station gegen das Russische Reich et vice versa

   nach dem Tarife, welcher auf die Fahrpostsendungen der betreffenden fremden Staaten nach und aus Preußen selbst Anwendung findet,
3. aus dem Russischen Porto von der betreffenden Grenz-Poststation gegen Preußen bis zum Bestimmungsorte im Russischen Reiche und umgekehrt, von dem Absendungsorte im Russischen Reiche bis zur betreffenden Russischen Grenz-Poststation gegen Preußen nach dem Tarife, welcher für die internen Russischen Fahrpostsendungen gilt.

Ein Grenz-Porto zwischen Preußen und dem Russischen Reiche wird demnach auch für die transitirenden Fahrpostsendungen, insoweit solche nicht nach einer Russischen Grenz-Poststation bestimmt oder in einer solchen entsprungen sind, nicht in Rechnung kommen.

Für die Sendungen nach und aus den Russischen Grenz-Poststationen wird das Porto für die Beförderung zwischen den beiderseitigen Grenz-Stationen nach den niedrigsten Sätzen

II. Въ государства, состоящія въ Почтовомъ Союзѣ, и въ иностранныя государства и обратно.

Статья XXIX.

Въ составъ порта за посылочную корреспонденцію, пересылаемую изъ Россійской Имперіи транзитомъ чрезъ прусскія почтовыя конторы и обратно, входятъ:

1. Иностранный портъ.
2. Прусскій портъ отъ границы прусскаго почтоваго округа до надлежащаго россійскаго пограничнаго въ Пруссіи почтоваго мѣста и обратно, по таксамъ, существующимъ въ подлежащихъ иностранныхъ государствахъ для посылочной корреспонденціи, отправляемой въ Пруссію и обратно.
3. Россійскія вѣсовыя отъ подлежащаго россійскаго пограничнаго въ Пруссіи почтоваго мѣста до мѣста назначенія въ Россію, и на оборотъ: отъ мѣста, въ которомъ въ Россіи посылочная корреспонденція подана на почту, до подлежащаго россійскаго пограничнаго въ Пруссіи почтоваго мѣста, по внутренней россійской посылочной таксѣ.

За тѣмъ пограничный между Россіею и Пруссіею посылочный портъ будетъ расчитываемъ въ такомъ только случаѣ, если посылочная корреспонденція слѣдуетъ въ россійское пограничное почтовое мѣсто или же въ таковомъ подана на почту.

Плата за пересылку между обоюдными пограничными станціями посылочной корреспонденціи, изъ россійскаго пограничнаго почтоваго мѣста

des Russischen Fahrpost-Porto-Tarifs berechnet und von Rußland bezogen.

или же въ таковое слѣдующей, исчисляется самая низшая по россійской посылочной таксѣ и предоставляется въ пользу Россіи.

Artikel XXX.

Ein Frankirungszwang soll bei den Russischen Fahrpost-Sendungen nach und aus dem Preußischen Postbezirk nicht stattfinden, es vielmehr der Wahl des Absenders im Russischen Reiche sowohl, als auch in dem Preußischen Postbezirk überlassen werden, seine Päckereien und Gelder entweder

1. unfrankirt,
2. bis zur betreffenden Grenz-Post-Station oder
3. ganz frankirt

zur Post zu geben.

Die über Preußen hinausgehenden Fahrpost-Sendungen aus dem Russischen Reiche können ebenfalls unfrankirt abgesandt werden. Wünscht der Absender dieselben zu frankiren, so soll vorerst nur eine Frankirung bis zur Russischen Grenz-Post-Station gegen Preußen zulässig sein, in soweit nicht die Fahrpost-Tarife zur Erhebung des ganzen Franko von der Preußischen Grenze ab mitgetheilt werden können, in welchem Falle die Frankirung bis zum Bestimmungsorte stattfinden kann.

Die aus dem Auslande durch Preußen nach dem Russischen Reiche gehenden Sendungen können unfrankirt, bis zum Preußischen Ein- oder Ausgangspunkt frankirt oder auch ganz frankirt abgesandt werden.

Статья XXX.

На подателей посылочной корреспонденціи, адресованной изъ Россіи въ прусскія почтовыя конторы или обратно, не будетъ возлагаемо обязанности франкировать оную; но предоставится собственному ихъ произволу, какъ при отправленіи сихъ посылокъ изъ Россіи, такъ и изъ прусскихъ почтовыхъ конторъ подавать оныя на почту: 1) нефранкированными, 2) франкированными только до подлежащаго пограничнаго почтоваго мѣста или 3) франкированными до самаго мѣста назначенія.

Высылаемая изъ Россіи чрезъ Пруссію въ другія иностранныя государства посылочная корреспонденція можетъ также быть нефранкированною. Но если подаватели посылокъ пожелаютъ оную франкировать, то, на первый случай, допускается франкированіе только до россійскаго пограничнаго къ Пруссіи почтоваго мѣста, а когда прусское почтовое начальство сообщитъ посылочныя таксы, по которымъ должно будетъ расчитывать полныя портовыя отъ прусской границы до мѣста назначенія, тогда будетъ разрѣшено и франкированіе до мѣста назначенія.

Слѣдующая изъ другихъ земель чрезъ Пруссію въ Россію посылочная корреспонденція можетъ также быть нефранкированною до начальнаго или послѣдняго пункта прусской границы, или же франкированною до самаго мѣста назначенія.

Artikel XXXI.

Die nach Maßgabe der vorstehenden Festsetzungen anzufertigenden Portotaxen, sowohl für die Briefpost, als für die Fahrpost, werden sich die beiderseitigen Postverwaltungen vier Wochen vor Einführung derselben mittheilen.

Beide Ober-Post-Behörden verpflichten sich, die Einhaltung dieser Taxen auf das Strengste zu überwachen.

IV. Sonstige Bestimmungen in Betreff der Brief- und Fahrpost-Sendungen, der Abrechnung u. s. w.

Artikel XXXII.

Um den Porto-Ansatz und die rechtzeitige Absendung controlliren, auch nöthigenfalls die Zurücksendung an den Abfertigungsort bewirken zu können, werden alle aus dem Preussischen Postbezirk abgehenden Briefe und Adressen mit dem Orts- und Tagesstempel der Abgangs-Postanstalt, die aus fremden Staaten eingehenden aber falls sie keinen Ortsstempel tragen, mit der Angabe des Landes, aus dem sie kommen, bezeichnet werden.

Die im Russischen Reiche zur Post kommenden Briefe und Adressen werden ebenfalls bei der Aufgabe mit dem Orts- und Tagesstempel der Abgangs-Post-Anstalt versehen werden. In Ermangelung eines solchen, soll Ort und Datum mit der Feder bemerkt werden. Bei Briefen, welche das Gewicht des einfachen Briefes überschreiten, muß das Gewicht derselben auf der Adresse deutlich bemerkt werden.

Статья XXXI.

Оба почтовыя начальства составятъ, на основаніи изложенныхъ выше постановленій, письменныя и посылочныя таксы и сообщатъ ихъ другъ другу не позже, какъ за четыре недѣли до приведенія ихъ въ дѣйствіе.

Оба главныя почтовыя управленія принимаютъ на себя строжайшій надзоръ за точнымъ взысканіемъ сихъ таксъ.

IV. Общія постановленія относительно письменной и посылочной корреспонденціи, расчетовъ и проч.

Статья XXXII.

Для повѣрки портоваго сбора и удостовѣренія въ своевременной пересылкѣ корреспонденціи, а въ случаѣ надобности для обратной отсылки оной въ мѣсто отправленія, на всѣ отправляемые изъ прусскихъ почтовыхъ конторъ письма и адресы налагаемъ будетъ штемпель отправляющаго почтоваго мѣста, съ означеніемъ мѣста и дня отправленія, а на получаемыхъ въ Пруссіи изъ другихъ иностранныхъ государствъ письмахъ, если на нихъ не будетъ штемпелей, имѣетъ быть означено то государство, изъ котораго они присланы.

Въ Россіи на всѣ письма и адресы, при самой подачѣ ихъ, будетъ также налагаемъ штемпель отправляющей почтовой конторы, съ означеніемъ мѣста и дня отправленія; за неимѣніемъ же такого штемпеля дозволяется надписывать мѣсто и число подачи письма. На письмахъ вѣсомъ свыше одного лота, настоящій вѣсъ ихъ долженъ быть четко обозначенъ на адресѣ.

Artikel XXXIII.

In Bezug auf die Behandlung der Brief- und Fahrpost-Sendungen bei der Auf- und Abgabe und in Bezug auf die Verpackung und Versiegelung derselben, gelten die in jedem Staate bestehenden Vorschriften.

Bei der Briefpost werden die Gewichts-Ansätze sowohl von den Preußischen, als von den Russischen Postanstalten nach Preußischem Gewichte gemacht werden. Bei der Fahrpost bedienen sich die Russischen Postanstalten aber desjenigen Gewichts, welches bei den internen Preußischen Fahrpostsendungen in Anwendung kommt.

Artikel XXXIV.

Brief- und Fahrpostsendungen, welche am Bestimmungsorte aus irgend einem Grunde nicht bestellt werden können, werden auf dem Wege, auf welchem sie eingegangen sind, nach dem Abgangsorte zurückgesandt werden.

Hat der Adressat die Annahme verweigert, so wird die Rücksendung ohne Verzug erfolgen. Hat dagegen die Bestellung deshalb Anstand gefunden, weil der Adressat nicht zu ermitteln gewesen ist, so wird ein Termin von zwei Monaten nach der Ankunft am Bestimmungsorte die äußerste Zeitgrenze bilden, innerhalb welcher die Rücksendung geschehen darf.

Bei Sendungen, welche mit poste-restante bezeichnet sind, wird der obige Termin auf drei Monate nach der Ankunft ausgedehnt. Der Tag der Ankunft solcher Sendungen soll gleich beim Eingange derselben auf der Rückseite des Briefes oder auf der Begleit-Adresse bemerkt werden. In allen Fällen wird der Grund der unterbliebenen Bestellung auf der Adresse angegeben werden.

Статья XXXIII.

Пріемъ и выдача писемъ и посылокъ, задѣлка и запечатаніе оныхъ производится въ обоихъ государствахъ на основаніи существующихъ тамъ правилъ.

При пріемѣ писемъ вѣсъ ихъ, какъ въ россійскихъ, такъ и въ прусскихъ почтовыхъ мѣстахъ, выставляется по прусскому вѣсу. Посылки же въ Россіи взвѣшиваются на русскій вѣсъ, а въ Пруссіи на вѣсъ, установленный для внутреннихъ прусскихъ тяжелыхъ почтъ.

Статья XXXIV.

Письменная и посылочная корреспонденція, которая, бывъ получена въ мѣстѣ назначенія, по какой либо причинѣ не могла быть выдана получателямъ,—тѣмъ же путемъ, коимъ получена, будетъ отправлена въ то мѣсто, изъ котораго поступила.

Если получатель отказался отъ принятія письма или посылки, то возвращеніе послѣдуетъ немедленно. Если же выдача письма или посылки пріостановлена за неотысканіемъ получателя, то они должны быть возвращаемы не позже какъ въ теченіи двухъ мѣсяцевъ, считая со дня полученія ихъ въ мѣстѣ назначенія.

Для писемъ и посылокъ съ надписью (poste restante) срокъ этотъ продолжается до трехъ мѣсяцевъ, считая со дня полученія. Число, въ которое получатся такія письма или посылки, въ самый день полученія выставляется на оборотѣ письма или на сопроводительномъ адресѣ. Во всякомъ случаѣ причина недоставленія будетъ означаема на адресѣ.

Artikel XXXV.

Bei der Rücksendung unbestellbarer Briefpost-Gegenstände wird ein besonderes Retourporto nicht in Ansatz kommen. Sind dieselben bei der Hinsendung frankirt gewesen, so wird die Rücksendung ohne Anrechnung irgend einer Auslage geschehen. Sind dieselben dagegen bei der Einsendung nicht frankirt gewesen, so wird bei der Rücksendung nur dasjenige Porto angerechnet werden, welches diejenige Postverwaltung, in deren Bezirk der Absendungsort liegt, der anderen Postverwaltung bei der Einsendung in Rechnung gestellt hat.

Bei der Rücksendung unbestellbarer Fahrpost-Gegenstände wird dagegen das gesammte Porto, welches für die Beförderung nach dem Bestimmungsorte von dem Adressaten einzuziehen gewesen sein würde, nebst den etwaigen Zollbeträgen wieder angerechnet, auch für die Rückbeförderung nach dem Absendungsorte volles Porto in Anwendung gebracht.

In denjenigen Fällen, wo der Absender nicht auszumitteln ist und wo der Werth der Sendung zur Deckung des Porto und der etwaigen Zollbeträge nicht ausreicht, so daß der fehlende Betrag der Postverwaltung, zu deren Bereich der Absendungsort gehört, zur Last fallen würde, wird der Porto-Antheil der anderen Postverwaltung nach vorheriger Einigung ganz oder theilweise niedergeschlagen werden.

Bei Zurücksendung solcher Fahrpost-Gegenstände, deren Weiterbeförderung von der Grenze ab nach den Zollvorschriften nicht stattfinden darf und daher von den Zollbehörden inhibirt

Статья XXXV.

За обратную отсылку письменной корреспонденціи, которую нельзя было доставить получателямъ, не будутъ ставиться на счетъ особыя за то портовыя деньги. Если таковыя письма были при отправленіи франкированы, то за обратную ихъ отсылку никакой платы не расчитывается; если же они при отправленіи не были франкированы, то при обратной отсылкѣ ихъ ставится на счетъ только тотъ портъ, который почтовое управленіе, въ вѣдомствѣ коего состоитъ отправившая ихъ почтовая контора, поставило при ихъ отправленіи на счетъ другаго почтоваго управленія.

Но за обратно отсылаемыя посылки, коихъ нельзя было доставить получателю, ставится на счетъ полный портъ до мѣста назначенія, слѣдовавшій бы съ получателя, и таможенныя пошлины, и сверхъ того полныя портовыя деньги за обратную отсылку до мѣста отправленія.

Въ случаѣ неотысканія подавателей или недостаточной цѣнности возвращенной посылки для выручки портовыхъ денегъ и таможенныхъ пошлинъ продажею ея, такъ что недостающія деньги пали бы на счетъ того почтоваго управленія, въ вѣдомствѣ котораго состоитъ мѣсто отправленія посылки, портъ, причитающійся въ пользу иностраннаго почтоваго управленія, по предварительному взаимному соглашенію, слагается вовсе или частію.

При возвращеніи франкированныхъ до заграничнаго мѣста посылокъ, которыя по таможеннымъ правиламъ одного изъ обоихъ государствъ не могутъ

wird, soll das für die Beförderung über die Grenze hinaus etwa vergütete Franko zurückerstattet werden.

Artikel XXXVI.

Brief- und Fahrpostsendungen, welche irrig instradirt worden sind, sollen ohne Verzug nach dem wahren Bestimmungsorte befördert werden, woselbst nur dasjenige Porto zu erheben ist, welches sich bei der richtigen Instradirung ergeben hätte.

Artikel XXXVII.

Offene Laufschreiben, welche auf Veranlassung von Absendern recommandirter Briefe oder Fahrpost-Gegenstände als Rückfragen über die richtige Beförderung und Bestellung abgesandt werden, sollen für Rechnung der Reclamanten mit dem einfachen Briefporto bis zum Bestimmungsorte frankirt werden. — Wird durch solche Laufschreiben, deren pünktliche Erledigung und Rücksendung Seitens der betheiligten Post-Anstalten gegenseitig zugesichert wird, jedoch ermittelt, daß bei Beförderung der in Frage gestellten Sendungen Unregelmäßigkeiten vorgekommen sind, so wird diejenige Postverwaltung, in deren Bezirk die Unregelmäßigkeiten stattgefunden haben, das bezahlte Franko erstatten lassen.

Die Rücksendung der Laufzettel wird in allen Fällen unter der Bezeichnung „Postsache" portofrei geschehen.

Alle Laufzettel, welche ex officio erlassen werden, sind ebenfalls ohne Aufenthalt, zu erledigen und zurückzusenden. Dieselben gehen auf dem Hin- und dem Rückwege portofrei.

Artikel XXXVIII.

Die Correspondenz zwischen Sr. Majestät dem Kaiser von Rußland und den Mitglie-

быть допущены въ предѣлы онаго и за тѣмъ таможнею не пропускаются, будетъ возвращаемъ заграничный портъ.

Статья XXXVI.

Письма и посылки, засланныя по ошибкѣ, должны немедленно быть отправляемы въ настоящее мѣсто ихъ назначенія, въ которомъ за нихъ будутъ взимаемы только тѣ портовыя деньги, кои бы причитались за безошибочную пересылку.

Статья XXXVII.

За открытыя цидулы, отправляемыя по просьбѣ подавателей страховыхъ писемъ или посылокъ для полученія свѣдѣній о вѣрной пересылкѣ и доставкѣ сихъ послѣднихъ, взимается съ просителей полный одинакій письменный портъ до мѣста назначенія. Если вслѣдствіе такихъ цидулъ, въ точномъ исполненіи и обратной отсылкѣ которыхъ подлежащія почтовыя мѣста взаимно ручаются, обнаружится, что при пересылкѣ предметовъ, о которыхъ сдѣланъ запросъ, произошли неправильности, то почтовое управленіе, въ вѣдомствѣ котораго случились сіи неправильности, возвратитъ заплаченныя за отправленіе цидулы портовыя деньги.

Отсылка обратно сихъ цидулъ во всякомъ случаѣ производится безъ взысканія портовыхъ денегъ, съ надписью „Postsache".

Оффиціальныя цидулы должны также немедленно быть исполнены и отправлены обратно. За пересылку ихъ въ оба конца портовыхъ денегъ не взимается.

Статья XXXVIII.

Корреспонденція Е. В. Императора Всероссійскаго и членовъ Августѣйшей

dern des Kaiserlich Russischen Regentenhauses einerseits und Sr. Majestät dem Könige von Preußen, den Mitgliedern des Königlich Preußischen Regentenhauses und den Regenten-Familien derjenigen Staaten, welche zu dem Preußischen Post-Verwaltungs-Bezirk gehören, andererseits, wird portofrei befördert.

Die dienstlichen Mittheilungen Russischer Regimenter an ihre Preußischen, und Preußischer Regimenter an ihre Russischen Ehren-Inhaber genießen ebenfalls die Portofreiheit.

Ferner wird die Correspondenz in reinen Staats-Dienst-Angelegenheiten zwischen den beiderseitigen Behörden, so wie zwischen den Kaiserlich Russischen Behörden und den Behörden derjenigen Staaten, welche zu dem Preußischen Postverwaltungs-Bezirk gehören, portofrei befördert werden. Jedes Dienstschreiben, für welches Portofreiheit in Anspruch genommen wird, muß als Dienstsache bezeichnet und mit dem Dienstsiegel verschlossen sein, auch auf der Adresse die Benennung der absendenden Behörde enthalten.

Artikel XXXIX.

Bei allen zwischen Russischen und Preußischen Post-Anstalten zur Auswechselung kommenden Briefpostsendungen erfolgt die gegenseitige Zutarirung resp. Vergütung des Portos, und zwar sowohl des Preussischen und Russischen, als auch des fremden Portos, ausschließlich in Silbergroschen.

Bei der Auswechselung der Fahrpostsendungen haben die Preußischen Postanstalten ihr Porto und ihre Auslagen in Silbergro-

Его Фамиліи, съ одной стороны, и Е. В. Короля Прусскаго, членовъ Королевско-Прусской фамиліи и Владѣтельныхъ фамилій тѣхъ государствъ, которыя принадлежатъ къ округу прусскаго почтоваго управленія съ другой стороны, пересылаема будетъ безъ взиманія портовыхъ денегъ.

Служебная переписка россійскихъ полковъ съ ихъ прусскими почетными шефами, а также прусскихъ полковъ съ ихъ россійскими почетными шефами равнымъ образомъ освобождается отъ взиманія портовыхъ.

Кромѣ того чисто оффиціальная корреспонденція между обоюдными присутственными мѣстами или между Императорскими Россійскими присутственными мѣстами и присутственными мѣстами государствъ, въ которыхъ находятся прусскія почтовыя конторы, отправляется безъ взиманія портовыхъ денегъ. Но каждый отправляемый безплатно казенный пакетъ, долженъ быть запечатанъ казенною печатью и на адресѣ, кромѣ означенія, что пакетъ оффиціальный, должно быть выставлено названіе того присутственнаго мѣста, изъ котораго онъ слѣдуетъ.

Статья XXXIX.

За легкопочтную корреспонденцію, передаваемую россійскими почтовыми мѣстами прусскимъ и наоборотъ, портовыя деньги, за прохожденіе писемъ, по Россіи и Пруссіи, также и далѣе за прусскую границу, расчитываются и переводятся исключительно серебряными грошами.

За посылочную корреспонденцію, прусскія почтовыя мѣста будутъ расчитывать прусскій портъ и другіе

schen (30 = 1 Thaler Preußisch Courant) anzusetzen und das der Russischen Post-Verwaltung zustehende Franko in Silber-Kopeken (100 = 1 Silber-Rubel) zu vergüten, die Russischen Post-Anstalten dagegen ihr Porto und ihre Auslagen in Silber-Kopeken anzusetzen, das Franko aber in Silbergroschen zu vergüten. In gleicher Weise sollen auch die Porto-Auslage- und Franko-Beträge auf den zu den Fahrpost-Gegenständen gehörigen Adressen bemerkt werden.

In soweit eine Reduction der einen Währung in die andere Behufs der Erhebung des Porto oder Franko erforderlich ist, wird solche möglichst genau nach dem wahren Werthe des zu reducirenden Betrages bewirkt werden.

расходы на серебряные гроши, которыхъ считается 30 въ одномъ прусскомъ талерѣ, а въ случаѣ франкированія посылокъ платить россійскія вѣсовыя деньги серебряными копѣйками, которыхъ считается 100 въ одномъ рублѣ; напротивъ того россійскія почтовыя мѣста будутъ расчитывать россійскія вѣсовыя деньги и другіе расходы на серебряныя копѣйки, а въ случаѣ франкированія посылокъ платить прусскія портовыя серебряными грошами. Сообразно съ симъ будутъ отмѣчаемы на сопроводительныхъ адресахъ, при посылкахъ находящихся, портовыя и вѣсовыя деньги и прочіе расходы.

Если для взиманія вѣсовыхъ или портовыхъ потребуется переложеніе серебряныхъ грошей на серебряныя копѣйки, или на оборотъ, то такое переложеніе производимо будетъ съ возможною точностію, согласно дѣйствительной цѣнности перелагаемой суммы.

Artikel XL.

Die Abrechnung über Porto, Auslage und Franko soll vierteljährlich durch das Kaiserliche Postamt in St. Petersburg und die Königliche Ober-Post-Direction in Gumbinnen bewirkt werden. Die Saldirung wird spätestens vier Wochen nach Empfang der Rechnung erfolgen. Bei Feststellung des Saldo soll wie bisher der jedesmalige Börsen-Cours zu Grunde gelegt werden.

Статья XL.

Расчеты по причитающимся обоюднымъ почтовымъ управленіямъ портовымъ деньгамъ и по прочимъ издержкамъ, будутъ производиться чрезъ каждые три мѣсяца между Императорскимъ С.-Петербургскимъ Почтамтомъ и Королевскою Гумбиненскою Оберъ-Почтдирекціею. Платежъ будетъ производиться не позже какъ чрезъ четыре недѣли по полученіи счетовъ. Переложеніе доводящагося платежа будетъ, по прежнему порядку, производиться на основаніи настоящаго биржеваго курса.

Artikel XLI.

Eine Werths-Angabe ist bei allen Briefpost-Sendungen, gleichviel ob sie recomman-

Статья XLI.

Означеніе цѣнности какъ на простыхъ, такъ и на страховыхъ письмахъ

dirt oder nicht recommandirt abgefertigt werden, unzulässig. Die Postverwaltung, in deren Bereich ein recommandirter Brief aufgegeben worden ist, soll, wenn derselbe verloren geht, gehalten sein, dem Reclamanten, sobald der Verlust constatirt ist, eine Entschädigung von einer Mark Silber (14 Thaler Preußisch Courant oder 13 Rubel Silber) zu bezahlen, vorbehaltlich des Regresses an diejenige Postverwaltung, in deren Bereich der Verlust erweislich stattgefunden hat. Die Reclamation muß innerhalb eines Jahres nach dem Tage der Aufgabe angebracht werden, widrigenfalls jede Verpflichtung zur Entschädigung aufhört.

Bei etwaigem Verluste oder bei Beschädigung einer Fahrpostsendung hat jede Postverwaltung nach Maßgabe der dieserhalb bestehenden oder noch zu erlassenden landesherrlichen Verordnungen bis zum Orte der Uebergabe der Post, d. h., so weit sie den Transport auf ihre Kosten zu besorgen hat, Garantie zu leisten, wobei jeder Theil für die Untreue, Schuld oder Nachlässigkeit seiner Postbeamten oder der sonst bei der Post beschäftigten Personen verantwortlich bleibt.

Artikel XLII.

Die beiden Postverwaltungen werden darüber wachen, daß Seitens der Postbeamten dem Sammeln und Couvertiren von Briefen nicht die Hand geboten und daß überhaupt von diesen Beamten, so wie von den Unterbeamten, Postillonen und Postboten, nicht minder von den Eisenbahnbeamten, Fuhrleuten und Schiffern die bestehenden Gesetze und Verordnungen

не допускается. Въ случаѣ пропажи страховаго письма почтовое управленіе, въ вѣдомствѣ котораго то письмо было подано на почту, платитъ просителю, коль скоро пропажа будетъ дознана, одинъ маркъ серебра (т. е. 14 прусскихъ курантныхъ талеровъ или 13 рублей серебромъ) вознагражденія, предоставляя себѣ полученіе возмездія сихъ денегъ отъ того почтоваго управленія, въ вѣдомствѣ котораго, по сдѣланному розысканію, окажется, что таковая пропажа случилась. Прошеніе о вознагражденіи должно быть представлено въ теченіи года, считая со дня подачи письма на почту; въ противномъ случаѣ подаватель лишается права на полученіе вознагражденія.

Въ случаѣ потери или поврежденія какой либо посылки, каждое почтовое начальство будетъ отвѣтствовать сообразно съ существующими на сей предметъ въ обоихъ государствахъ правилами, только до мѣста передачи почтъ, т. е. на томъ протяженіи, на которомъ каждое изъ означенныхъ начальствъ обязано перевозить почты на свой счетъ. При чемъ условлено, что сіи начальства отвѣтствуютъ также за противузаконныя дѣйствія, ошибки и небрежность чиновниковъ и другихъ лицъ своего вѣдомства.

Статья XLII.

Оба почтовыя управленія будутъ наблюдать за тѣмъ, чтобы почтовые чиновники не способствовали собиранію писемъ для отправленія въ одномъ общемъ кувертѣ и чтобы вообще почтовые чиновники, нижніе служители, почтальоны и почтари, а также чиновники желѣзныхъ дорогъ, ямщики и шкипера

zur Aufrechthaltung des Postregals befolgt werden.

исполняли существующіе для охраненія почтоваго интереса законы и правила.

Defraudationen, welche von Unterthanen des einen Staats ausgegangen und in dem anderen Staate entdeckt worden sind, werden, Behufs Einleitung der Bestrafung nach den Gesetzen eines jeden Landes sogleich zur Kenntniß der betreffenden Postverwaltung gebracht werden.

О подлогахъ, учиненныхъ подданными одного государства и обнаруженныхъ въ другомъ государствѣ, для наказанія виновнаго по законамъ своего государства, немедленно будетъ доводимо до свѣдѣнія подлежащаго почтоваго управленія.

Artikel XLIII.

Die beiderseitigen Postverwaltungen werden mit gleicher Strenge darauf halten, daß die Postbeamten, Conducteure, Postillone und Postboten, wenn ihr Beruf sie auf das jenseitige Gebiet führt, die dort bestehenden Steuer- und Zollgesetze nicht verletzen, auch eine Verletzung derselben durch andere nicht begünstigen.

Статья XLIII.

Оба почтовыя управленія будутъ строго наблюдать за тѣмъ, чтобы почтовые чиновники, кондукторы, почтальоны и почтари, если они по должности будутъ находиться въ предѣлахъ смежнаго государства, не нарушали мѣстныхъ таможенныхъ правилъ и не способствовали бы другимъ къ нарушенію оныхъ.

V. Die Extrapost „Courier" und Estafetten-Beförderung betreffend.

Artikel XLIV.

Die Zuführung der Extraposten und Couriere erfolgt durch die beiderseitigen Grenz-Post-Stationen. Letztere werden angewiesen werden, in dem Begleitzettel, welcher einem jeden Extrapost-Reisenden und Courier mitgegeben wird, die Ankunftszeit zu bemerken und den Begleitzettel demnächst dem Postillon zurückzugeben. Keine Station darf über die gegenüberliegende Grenz-Poststation hinausfahren oder dieselbe geflissentlich auf einem Nebenwege umfahren.

Reisende aus dem jenseitigen Gebiete mit Postpferden abzuholen, ist nicht gestattet.

V. О ѣдущихъ на почтовыхъ лошадяхъ, курьерахъ и эстафетахъ.

Статья XLIV.

Ѣдущіе на почтовыхъ лошадяхъ и курьеры будутъ доставляемы до противулежащей пограничной почтовой станціи. Пограничнымъ почтовымъ станціямъ вмѣнено будетъ въ обязанность въ даваемыхъ всѣмъ проѣзжающимъ и курьерамъ ярлыкахъ, означать время прибытія ихъ на станцію и возвращать таковые ярлыки привезшимъ проѣзжающаго или курьера почтарямъ или ямщикамъ.

Воспрещается съ пограничной станціи возить далѣе противулежащей пограничной станціи, или же съ намѣреніемъ объѣзжать таковую проселочными дорогами.

Wünscht der Reisende mit den Pferden der Grenz-Poststation, mit welchen er auf der gegenüberliegenden Grenz-Poststation angekommen ist, zurück zu fahren, so soll dieses innerhalb der ersten sechs Stunden nach der Ankunft gestattet sein. Vor der Zurückfahrt muß sich jedoch der Postillon bei der Orts-Postanstalt melden und die Abfahrtsstunde im Begleitzettel bemerken lassen.

Запрещается посылать почтовыхъ или курьерскихъ лошадей изъ одного государства въ другое, для перевозки оттуда путешественниковъ. Но если путешественникъ, прибывшій съ пограничной станціи одного государства на противоположную пограничную станцію другаго, пожелаетъ возвратиться на тѣхъ же лошадяхъ, то это будетъ дозволяемо въ теченіи первыхъ шести часовъ послѣ его прибытія. Почтарь или ямщикъ обязанъ однако, до отъѣзда обратно, явиться на мѣстную почтовую станцію и просить объ отмѣткѣ въ ярлыкѣ времени его отъѣзда.

Artikel XLV.

Die Zuführung der Estafetten geschieht durch die beiderseitigen Grenz-Post-Stationen.

Beide Verwaltungen werden sich die gegenseitigen Tarifsätze für die Estafettenbeförderung mittheilen und danach die Estafettenkosten berichtigen lassen. Jede Verwaltung vertritt die Bezahlung der von ihren Postanstalten abgesandten Estafetten, doch muß die Schuld der betreffenden Postanstalt binnen sechs Monaten der vorgesetzten Behörde derselben angezeigt werden. Die Rechnungen über die Estafetten-Beförderungskosten werden durch die Haupt-Abrechnung (Art. 40) saldirt.

Jeder Estafette wird ein Paß nebst Stundenzettel mitgegeben. Um von der richtigen und rechtzeitigen Ablieferung der Depesche an die jenseitige Grenz-Poststation Überzeugung zu erlangen, muß dem zurückkehrenden Postillon von derselben ein Rückschein ausgefertigt werden, in welchem die Stunde der Ankunft anzu-

Статья XLV.

Перевозка эстафетъ производится чрезъ пограничныя почтовыя станціи обоихъ государствъ.

Оба управленія сообщатъ одно другому существующія у нихъ эстафетныя таксы, на основаніи которыхъ будутъ расчитывать эстафетныя деньги. Каждое управленіе ручается за платежъ денегъ, причитающихся за отправленныя подвѣдомственными ему почтовыми мѣстами эстафеты, но о числящейся въ долгу на подлежащемъ почтовомъ мѣстѣ суммѣ за эстафету должно доводить до свѣдѣнія начальства того мѣста въ теченіи шести мѣсяцевъ. Издержки за перевозку эстафетъ будутъ уплачиваемы при общемъ расчетѣ (см. ст. 40).

Каждая эстафета будетъ снабжаема подорожною и ярлыкомъ. Для удостовѣренія въ вѣрной и своевременной доставкѣ пакетовъ на противулежащую пограничную станцію, сія послѣдняя должна выдать возвращающемуся почтарю росписку, съ означеніемъ

geben und die richtige Abgabe der Depesche zu bescheinigen ist.

Die Estafetten-Pässe laufen nur bis zur jenseitigen Grenz-Post-Station, und werden dort, wenn die Estafette weiter geht, durch neue ersetzt, welche nach erfolgter Rückkunft mit einer Recapitulation der Kosten versehen, an die Postanstalt, von welcher die Estafette ausgegangen ist, als Nachtrag zu dem Hauptpasse gesandt werden.

Der Hauptpaß ist gleich nach dem Eingange zurückzusenden.

Das Zusammenpacken und gemeinschaftliche Befördern von Estafetten-Depeschen verschiedener Absender ist nicht gestattet.

Werths-Declarationen sollen bei Estafettensendungen nicht zugelassen werden. Für den Verlust einer Estafettensendung wird dieselbe Vergütung geleistet, welche für den Verlust eines recommandirten Briefes festgesetzt ist.

Päckereien, welche in Privat-Angelegenheiten mittelst Estafette befördert werden, unterliegen der zollamtlichen Behandlung.

Artikel XLVI.

Die Kaiserlich Russischen Staats-Couriere sind in Preußen von Erlegung des Wege- und Brückengeldes und sonstiger Communikations-Abgaben befreit. Die Königlich Preußischen Staats-Couriere werden in Rußland mit einer Krons-Podoroschna versehen und erlangen dadurch eine gleiche Befreiung.

VI. Schluß-Bestimmungen.

Artikel XLVII.

Die Bestimmungen des zwischen der Kaiserlich Russischen und der Königlich Preußi-

времени прибытія эстафеты и исправнаго полученія пакетовъ.

Эстафетныя подорожныя дѣйствительны только до противулежащей пограничной почтовой станціи; а если эстафета слѣдуетъ далѣе, то ей выдается тамъ новая подорожная, которая, по обратномъ полученіи и по отмѣткѣ на ней перечня издержекъ, отсылается въ то почтовое мѣсто, изъ коего эстафета была отправлена, въ дополненіе къ первоначальной подорожной.

Первоначальная подорожная отсылается обратно немедленно по полученіи оной.

Соединеніе и совокупное отправленіе эстафетныхъ пакетовъ различныхъ подавателей воспрещается.

Объявленіе цѣны предметовъ, отправляемыхъ по эстафетѣ, не допускается. Въ случаѣ потери таковаго предмета, выдается тоже самое вознагражденіе, которое опредѣлено за утраченное страховое письмо.

Посылки, отправляемыя съ эстафетою по частнымъ дѣламъ, подлежатъ таможеннымъ правиламъ.

Статья XLVI.

Императорско-Россійскіе курьеры освобождаются въ Пруссіи отъ платежа дорожныхъ, мостовыхъ денегъ и прочихъ дорожныхъ сборовъ. Королевско-прусскіе курьеры снабжаются въ Россіи казенною подорожною и такимъ образомъ пользуются такою же льготою.

VI. Окончательныя постановленія.

Статья XLVII.

Постановленія почтовой конвенціи, заключенной между Императорско Рос-

schen Regierung unterm 12. (24.) December 1821 abgeschlossenen Postvertrages bleiben, so weit solche nicht durch diesen Additional-Vertrag aufgehoben oder verändert werden, ferner in Kraft.

Artikel XLVIII.

Der gegenwärtige Additional-Vertrag zu dem vorgedachten Post-Vertrage vom 12. (24.) December 1821 soll mit dem ersten April 1852 alten Styls in Wirksamkeit treten. Die Dauer desselben wird vorerst bis zum Schlusse des Jahres 1860 neuen Styls, bis zu welcher Zeit der Vertrag über den Deutschen Postverein abgeschlossen worden ist, festgesetzt. Wird während dieser Zeit und spätestens ein Jahr vor Ablauf der Frist gegenwärtiger Additional-Vertrag nicht gekündigt, so soll er auf ein Jahr und so fort von Jahr zu Jahr als verlängert angesehen werden.

Artikel XLIX.

Gegenwärtiger Vertrag wird ratificirt, und sollen die Ratifications-Urkunden innerhalb sechs Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

Urkundlich haben die beiden Bevollmächtigten denselben unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen zu St. Petersburg, am 24. December 1851 alten Styls und zu Berlin am 24. December 1851 neuen Styls.

(L. S.) Theodor Prianischnikoff.

(L. S.) Heinrich Schmückert.

сійскимъ и Королевско-Прусскимъ Правительствами 12-го (24-го) декабря 1821 года, остаются въ своей силѣ во всѣхъ тѣхъ пунктахъ, которые не отмѣняются или не измѣняются симъ дополнительнымъ актомъ.

Статья XLVIII.

Настоящій дополнительный актъ къ помянутой почтовой конвенціи 12-го (24-го) декабря 1821 г. возымѣетъ свое дѣйствіе съ 1-го апрѣля 1852 года стараго стиля. Срокъ его назначается предварительно до конца 1860 г. новаго стиля, т. е. до окончанія срока договора о германскомъ Почтовомъ Союзѣ. Если въ продолженіи сего времени, и не позже какъ за годъ до истеченія срока сего дополнительнаго акта, та или другая сторона не объявитъ желанія прекратить дѣйствія онаго, то актъ сей остается въ своей силѣ еще на одинъ годъ, и такъ далѣе отъ одного до одного года.

Статья XLIX.

Актъ сей будетъ ратификованъ и ратификаціи онаго должны быть размѣнены въ Берлинѣ въ продолженіи шести недѣль.

Въ увѣреніе чего обоюдные полномочные подписали сей актъ и приложили гербовъ своихъ печати.

Учинено въ С.-Петербургѣ 24-го декабря 1851 года ст. ст. и въ Берлинѣ 24-го Декабря 1851 года н. стиля.

(М. П.) Ѳедоръ Прянишниковъ.

(М. П.) Генрихъ Шмюкертъ.

№ 333.

1853, 18 (30) juin. Déclaration, conclue avec la Bavière et ayant trait à la navigation sur le Danube. (2-e Col. des lois, № 27.495).

Malgré tout le mécontentement, que provoqua d'abord la nouvelle de l'entente survenue à Olmütz, l'opinion publique n'en arriva pas moins en Prusse à se calmer graduellement. Le gouvernement prussien lui-même se consola plus vite encore du résultat de cette entente, surtout après la démission de Ladenberg, le président du conseil des ministres de Prusse, et quand on eut nommé à sa place le baron Manteuffel.

A un dîner solennel, donné à Charlottenbourg en l'honneur de l'Empereur Nicolas I, le 6 décembre 1850, le baron Budberg fut à même de constater jusqu'à quel point le roi et les membres de la famille royale étaient satisfaits de la réconciliation avec l'Autriche. Le roi en personne et tout le parti conservateur se réjouissaient sincèrement de la consolidation de l'alliance avec la Russie et, comme le baron Budberg le faisait entendre, Frédéric-Guillaume IV était heureux d'être libéré de l'influence de Radovitz, son dangereux conseiller.

Pendant ce même dîner, la reine de Prusse exprima au ministre de Russie les sentiments de sincère gratitude qu'elle ressentait à l'égard de cet Empire qui avait su prévenir une rupture avec l'Autriche. La reine se plut à reconnaître les services tout particuliers que le baron Meyendorf avait rendus à cette occasion, en disant „qu'il s'était acquis de nouveaux titres à la reconnaissance sincère de la Prusse et de l'Allemagne par son action conciliante" à Olmütz. (Dépêche du baron Budberg du 8 (20) décembre 1850).

Du reste, le baron Budberg reconnaissait en même temps que les mesures militaires, prises par le gouvernement royal en vue de l'éventualité d'une rupture avec l'Autriche, avaient considérablement relevé le moral des Prussiens. La mobilisation de l'armée prussienne, exécutée pour la première fois depuis 1813, avait démontré son excellente organisation. En quelques semaines on avait mis sur le pied de guerre une armée de 375,000 hommes pourvue de 865 bouches à feu. On craignait d'abord que les réglements mili-

№ 333.

1853 г., іюня 18-го (30-го). Декларація, заключенная съ Баваріею, относительно судоходства по Дунаю. (2-ое П. С. З. № 27.495).

Несмотря на сильное неудовольствіе, вызванное въ началѣ извѣстіемъ о соглашеніи, состоявшемся въ Ольмюцѣ, всетаки мало по малу общественное мнѣніе Пруссіи стало успокаиваться. Еще скорѣе примирилось съ результатомъ Ольмюцкаго соглашенія само прусское правительство, въ особенности послѣ выхода въ отставку предсѣдателя кабинета прусскихъ министровъ — Ладенберга, на мѣсто котораго былъ вскорѣ назначенъ баронъ Мантейфель.

Насколько самъ король и члены королевской семьи были довольны примиреніемъ съ Австріей, баронъ Будбергъ могъ констатировать во время торжественнаго въ честь Императора Николая обѣда, бывшаго въ Шарлоттенбургѣ 6-го декабря 1850 г. Самъ король и вся консервативная партія искренно радовались укрѣпленію союза съ Россіей и, по словамъ барона Будберга, самъ Фридрихъ-Вильгельмъ IV былъ радъ, что освободился изъ подъ вліянія своего опаснаго совѣтника, Радовица.

На этомъ же обѣдѣ, прусская королева высказала русскому посланнику свои чувства искренней признательности къ Россіи за то, что она предупредила разрывъ съ Австріей и, вмѣстѣ съ тѣмъ, она признала особенныя заслуги въ этомъ дѣлѣ барона Мейендорфа, „пріобрѣвшаго новыя права на искреннюю благодарность Пруссіи и Германіи примирительными дѣйствіями" въ Ольмюцѣ. (Депеша бар. Будберга отъ 8-го (20-го) декабря 1850 г.)

Впрочемъ, баронъ Будбергъ вмѣстѣ съ тѣмъ не отрицалъ, что военныя мѣры, принятыя королевскимъ правительствомъ въ виду возможнаго разрыва съ Австріей, значительно подняли духъ самосознанія Пруссаковъ. Произведенная, въ первый разъ послѣ 1813 года, мобилизація прусской арміи доказала ея превосходную организацію. Въ теченіи нѣсколькихъ недѣль была приведена на военное положеніе армія въ 375,000 человѣкъ, съ 865 орудіями. Сперва опасались, что военныя учрежденія 1813 года

ſchen ... insuffisantes, mais on ber... de la Prusse se trou- ... rissant. Toutes ces ... ribuèrent à rendre ... ons que pouvait ... uerre avec l'Autriche ... Allemagne. (Dépêche du ... g du 9 (21) novembre 1850).

...pereur Nicolas chargea le baron Budberg ... exprimer au roi le sentiment de joie sincère qu'il ressentait en voyant que la réconciliation s'était effectuée avec l'Autriche; il le félicitait en même temps du résultat de l'entrevue d'Olmütz. Le roi, de son côté, écrivait ce qui suit de Charlottenbourg, le 11 (23) décembre 1850, à son auguste beau-frère: „Je m'applaudis doublement de l'accord actuel entre mon Cabinet et celui de Vienne, parceque ce résultat heureux est en même temps l'accomplissement du voeu légitime que je formais depuis deux ans de voir l'Autriche entrer franchement dans la voie de la reconstruction de l'Allemagne par une coopération libre de tous ses gouvernements. En acceptant cette maxime fondamentale de ma politique, l'Autriche m'a fourni les moyens de prendre les décisions qui ont obtenu le suffrage flatteur de Votre Majesté".

Dans tous les cas, l'entente survenue à Olmütz sous la très énergique pression de l'Empereur Nicolas, ne changea en rien les rapports d'amitié réciproques existant entre le Tsar de Russie et le roi de Prusse. A l'occasion du jubilé de vingt-cinq années de règne de l'Empereur Nicolas le roi en fournit la meilleure preuve en confirmant une fois de plus la solidité des liens qui l'unissaient au Tsar et à la Russie.

L'Empereur Nicolas envoya à Berlin, au mois de décembre 1850 l'aide-de-camp général Grünwald, qui était porteur d'une lettre écrite le 20 décembre 1850, de la propre main du Tsar et dans laquelle Sa Majesté Impériale faisait ressortir tout le prix, que possède aux yeux de la Russie, l'amitié et l'alliance de la Prusse.

Parlant des 25 années, qui venaient de s'écouler, l'Empereur s'exprimait ainsi: „Si durant cette époque quelque bien a pu être obtenu pour ma patrie, et que la posterité en juge ainsi, je serait amplement récompensé des pénibles moments d'une vie passablement laborieuse. Dès mon début, appelé à mon insu à remplir des fonctions auxquelles je ne m'étais jamais préparé et placé dans une position tout-à-fait anormale, comment aurais-je jamais pu m'en tirer, si Dieu ne m'avait évi-

окажутся недостаточными,—но ошиблись. Кромѣ того, прусскіе финансы въ самомъ цвѣтущемъ положеніи. Всѣ эти обстоятельства не вызывали въ Пруссіи особенныхъ опасеній на счетъ войны съ Австріей и ея союзниками въ Германіи. (Депеша барона Будберга отъ 9-го (21-го) ноября 1850 г.).

Императоръ Николай поручилъ барону Будбергу выразить королю чувство искренней радости по поводу примиренія съ Австріей и поздравить его съ результатомъ Ольмюцкаго свиданія. Король же, съ своей стороны, писалъ 11-го (23-го) декабря 1850 года изъ Шарлоттенбурга своему зятю слѣдующее: „Я вдвойнѣ радуюсь настоящему соглашенію между моимъ кабинетомъ и Вѣнскимъ, потому что этотъ счастливый результатъ есть въ то же время исполненіе законнаго моего желанія, лелѣяннаго мною въ продолженіи двухъ лѣтъ, а именно видѣть, что Австрія открыто вступила на путь преобразованія Германіи, при свободномъ содѣйствіи всѣхъ германскихъ правительствъ. Принимая это основное положеніе моей политики, Австрія дала мнѣ средства принять рѣшенія, удостоенныя лестнаго одобренія Вашего Величества".

Во всякомъ случаѣ соглашеніе, состоявшееся въ Ольмюцѣ подъ сильнѣйшимъ давленіемъ Императора Николая, нисколько не измѣнило взаимныхъ дружескихъ отношеній между русскимъ Царемъ и прусскимъ королемъ. Ближайшимъ тому доказательствомъ послужилъ 25 лѣтній юбилей царствованія Императора Николая I, когда король прусскій снова подтвердилъ неразрывность узъ, соединяющихъ его съ Царемъ и Россіей.

Императоръ Николай послалъ въ декабрѣ 1850 года въ Берлинъ своего генералъ-адъютанта Грюнвальда, съ собственноручнымъ письмомъ отъ 20-го декабря, въ которомъ подтверждается, съ точки зрѣнія Россіи, вся цѣнность дружбы и союза съ Пруссіей.

Говоря объ истекшихъ 25 годахъ, Государь пишетъ: „Если въ продолженіи этого времени я въ состояніи былъ доставить моему отечеству какое либо благо и если это подтвердитъ потомство, то я щедро буду вознагражденъ за всѣ тяжелыя минуты моей довольно трудовой жизни. Съ самаго начала моего царствованія, будучи безъ моего вѣдома призванъ исполнять обязанности, къ которымъ я никогда не приготовлялся, и будучи поставленъ въ положеніе

demment conduit et si ce n'était sur Lui seul que j'avais mis tout mon espoir?"

„Fidèle aux principes de feu mon frère l'Empereur Alexandre et de son fidèle ami le roi, votre père, j'ai tâché de suivre exactement leurs préceptes, toujours vivants à ma mémoire. C'est donc à eux que doit revenir le tribut de la reconnaissance de ceux qui apprécient les bienfaits qui en sont résultés pour ma patrie, car je n'ai fait que *continuer*. Combien suis-je heureux que cette époque-ci de ma vie va se confondre à une nouvelle ère dans nos relations, qui semble voir revivre les traditions du passé, si cher à mon coeur".

Et en effet, jusqu'à sa mort, l'Empereur Nicolas I n'eut aucune déception à subir ni par rapport à la politique prussienne, ni au sujet des relations personnelles de Frédéric-Guillaume IV à son égard. Même à l'époque de la guerre d'Orient de 1853—1856, quand l'Autriche, qui n'avait pas cessé de jouir de la confiance toute particulière et de la protection de l'Empereur, se rangea ouvertement du côté des ennemis de la Russie, la Prusse resta fidèle à sa vieille amitié. L'Empereur Nicolas I le constata lui-même à son lit de mort avec un sentiment de sincère gratitude. Mais jusqu'à 1853 le Tsar accordait encore son entière confiance au Cabinet de Vienne et rappelait sans cesse au gouvernement prussien qu'il devait vivre en paix et bonne entente avec l'Autriche.

Le roi de Prusse déféra de tout point à ce conseil. Au mois de mai 1851, le baron Manteuffel communiqua à Varsovie au chancelier de l'Empire le texte d'une convention d'alliance secrète conclue à Dresde le 4 (16) mai 1851 entre la Prusse et l'Autriche, aux termes de laquelle les deux Puissances allemandes s'engageaient à se prêter mutuellement concours en cas d'attaque, n'importe de quel côté. Cet acte avait été signé au nom de l'Autriche par le baron de Prokesch-Osten.

Malgré cette réconciliation aussi complète des deux grandes Puissances allemandes, il ne pouvait pas être question entre elles d'une complète confiance. Aux conférences de Dresde de 1850—1851 les deux Puissances firent preuve d'une divergence d'opinion telle qu'elles ne purent arriver à aucun résultat positif. La Prusse ne

совершенно ненормальное, какимъ же образомъ я могъ бы когда либо выйдти изъ него, еслибъ Господь видимымъ образомъ не руководилъ мною и еслибъ не на Него одного я возложилъ всѣ мои надежды?"

„Оставаясь вѣрнымъ началамъ въ Бозѣ почившаго моего брата Императора Александра и его вѣрнаго друга, покойнаго короля — Вашего отца, — я старался точно слѣдовать ихъ принципамъ, оставшимся навсегда свѣтлыми въ моей памяти. Поэтому имъ принадлежитъ дань признательности со стороны всѣхъ, которые цѣнятъ благодѣянія, исшедшія отъ нихъ для моей родины, потому что я ничего болѣе не сдѣлалъ, какъ только—*продолжалъ*. Какъ я счастливъ, что этотъ періодъ моей жизни сольется съ новою эрою нашихъ сношеній, которая, кажется, увидитъ воскресеніе традицій прошлаго, столь дорогихъ моему сердцу".

И дѣйствительно, вплоть до самой своей кончины Императору Николаю I не приходилось вновь разочаровываться на счетъ прусской политики и личныхъ отношеній къ нему Фридриха-Вильгельма IV. Даже во время Восточной войны 1853—1856 года, когда Австрія, постоянно пользовавшаяся совершенно особеннымъ довѣріемъ и покровительствомъ Императора, открыто стала на сторону враговъ Россіи, Пруссія оставалась вѣрна старой дружбѣ. Это засвидѣтельствовалъ съ чувствомъ искренней признательности самъ Императоръ Николай I на смертномъ своемъ одрѣ. Но до 1853 года Императоръ Николай еще имѣлъ полное довѣріе къ Вѣнскому кабинету и постоянно напоминалъ прусскому правительству его долгъ жить въ мирѣ и согласіи съ Австріей.

Этому совѣту вполнѣ подчинился прусскій король. Въ Варшавѣ, въ маѣ 1851 г., баронъ Мантейфель сообщилъ Государственному Канцлеру секретную союзную конвенцію, заключенную въ Дрезденѣ 4-го (16-го) мая 1851 г. между Пруссіей и Австріей, въ силу которой обѣ германскія державы обязываются оказывать другъ другу союзную помощь, въ случаѣ нападеній съ чьей бы то ни было стороны. Отъ имени Австріи подписалъ этотъ актъ баронъ Прокешъ-Остенъ.

Но несмотря на такое полное примиреніе обѣихъ великихъ германскихъ державъ, всетаки совершенной откровенности и довѣрія между ними утвердиться не могло. На Дрезденскихъ конференціяхъ 1850—1851 года обѣ державы разошлись настолько, что не могли придти ни къ какому положительному результату. Пруссія

voulait consentir ni à l'incorporation de toutes les possessions autrichiennes dans l'ensemble de la Confédération germanique, ni au projet de réforme de l'autorité de cette Confédération. Mais en même temps elle s'était empressée de déclarer à St.-Pétersbourg qu'elle „était décidée à agir comme par le passé (sic!) de concert avec l'Autriche dans toutes les questions allemandes et d'éviter vis-à-vis de cette Puissance toute démonstration brusque, hostile ou offensante". (Extrait d'une lettre du baron Manteuffel au comte Henckel de Donnersmark, chargé d'affaires de Prusse, écrite en mars 1851).

Toutefois, le baron Manteuffel, premier ministre de Prusse, profitait de chaque occasion pour faire passer à St. Pétersbourg des preuves de la perfidie de la manière d'agir du Cabinet de Vienne et de ses organes. C'est ainsi que par une lettre du 20 juillet 1852, il fit part au chancelier de l'Empire de la curieuse découverte que voici. Dans le but „de mettre l'ordre dans la presse périodique", le ministre prussien chargea le maître de police de Berlin de faire des perquisitions dans les rédactions des journaux de cette capitale. Dans celle du plus „infâme" journal, publié par un „sale juif", nommé Hersch, la police trouva des articles en manuscrits, écrits de la propre main du baron Prokesch-Osten, ministre d'Autriche à Berlin. Le rédacteur de la feuille en question avoua qu'il avait déjà reçu de Son Excellence plusieurs articles de ce genre, hostiles au gouvernement prussien et qu'il les recopiait avant de les faire imprimer dans son journal. „La confiance provoque la confiance", concluait avec ironie le ministre prussien, en terminant sa lettre.

L'Empereur Nicolas n'en trouvait pas moins nécessaire de soutenir de toutes ses forces l'alliance étroite des trois Puissances du Nord. Les événements qui s'accomplirent en France en 1851 et 1852 convainquirent encore plus l'Empereur de la nécessité de poursuivre ce but sacré.

Quand Louis-Napoléon se proclama président de la république française, après le coup d'état du 2 décembre 1851, l'Empereur était persuadé qu'il ne tarderait pas à aller plus loin et à se proclamer Empereur des Français. Voilà pourquoi Nicolas I crut devoir définir d'avance l'attitude que la Russie et ses deux alliés les plus intimes avaient à prendre en présence de ces faits.

Il résulte d'un mémoire écrit en 1852 de la propre main de l'Empereur, que ce souverain

не желала согласиться ни на включеніе въ составъ Германскаго Союза всѣхъ австрійскихъ владѣній, ни на проектъ преобразованія союзной власти. Но она, вмѣстѣ съ тѣмъ, спѣшила заявить въ С.-Петербургѣ, что „рѣшилась дѣйствовать вмѣстѣ съ Австріей, какъ прежде (sic!) во всѣхъ германскихъ дѣлахъ и предупредить въ отношеніи этой державы всякую грубую, враждебную или оскорбительную демонстрацію". (Изъ письма барона Мантейфеля къ гр. Генкель-фонъ-Доннерсмарку, прусскому повѣренному въ дѣлахъ отъ марта 1851 года).

Однако прусскій первый министръ, баронъ Мантейфель, не упускалъ случая сообщать въ С.-Петербургъ о всякомъ доказательствѣ вѣроломнаго образа дѣйствія Вѣнскаго кабинета и его органовъ. Такъ онъ сообщилъ Государственному Канцлеру, письмомъ отъ 20-го іюля 1852 года, о слѣдующемъ любопытномъ открытіи. Съ намѣреніемъ „привести въ порядокъ періодическую печать," прусскій министръ приказалъ берлинскому полиціймейстеру произвести обыски въ редакціяхъ берлинскихъ газетъ. Въ редакціи самой „гнусной" газеты, издаваемой „грязнымъ евреемъ-прощалыгою", по имени Гершъ, полиція находитъ подлинныя статьи, написанныя собственноручно австрійскимъ посланникомъ, барономъ Прокешъ-Остеномъ. Редакторъ сознался, что онъ уже нѣсколько такихъ статей противъ прусскаго правительства получалъ отъ Его Превосходительства и переписывалъ ихъ для напечатанія въ своей газетѣ. „Довѣріе вызываетъ довѣріе!"—заключаетъ съ ироніею прусскій министръ свое письмо.

Всетаки Императоръ Николай находилъ нужнымъ поддерживать всѣми силами тѣсный союзъ между тремя сѣверными державами. Событія, совершившіяся въ 1851 и 1852 годахъ во Франціи, еще съ большею силою утвердили Государя въ преслѣдованіи этой завѣтной цѣли.

Когда Луи Наполеонъ провозгласилъ себя, посредствомъ государственнаго переворота 2-го декабря 1851 года, президентомъ французской республики, Государь былъ убѣжденъ, что онъ не замедлитъ идти еще дальше и провозгласитъ себя Императоромъ Французовъ. Въ виду этого обстоятельства, Николаю I казалось должнымъ впередъ выяснить положеніе, которое слѣдовало занять Россіи и двумъ ближайшимъ ея союзницамъ.

Изъ одной собственноручно написанной записки 1852 года видно, что Государь вполнѣ

se rendait parfaitement compte de la situation, créée par la proclamation de l'Empire en France. „Il ne nous reste rien à faire", écrivait-il,—„qu'à donner à la *reconnaissance de l'Empire* une tournure, qui ne fasse ressortir que la reconnaissance du fait en lui-même. Quant à une promesse de maintenir les traités, je ne la demanderai pas à Louis Napoléon; il promet beaucoup, mais ne tient rien; on pourrait cependant exprimer, qu'on s'attend à ce que le gouvernement Impérial en France respectera les traités. Peut-être y aurait-il moyen d'ajouter, que les puissances, par égard pour la personne de Louis-Napoléon, ont cru devoir déroger aux traités, en tant que le fait de son avénement au trône Impérial l'a rendu nécessaire, mais qu'on aime à croire que son gouvernement, précisément par sa raison d'être, sera non-seulement assez sage, mais aussi assez fort, pour rendre impossible toute altération ultérieure des traités".

Partant de ce point, l'Empereur Nicolas engageait le roi de Prusse à donner à son représentant à Paris des instructions analogues à à celles qu'avait reçu le ministre de Russie. A son avis, il était nécessaire de ménager „la susceptibilité française" et de ne pas provoquer sans raison l'hostilité des Français contre les peuples voisins. Aussi l'Empereur ne consentait-il pas à la proposition de la Prusse, qui voulait que l'on déclare solennellement au peuple français que les Puissances alliées l'obligeraient par la force des armes à ne pas menacer la paix. L'Empereur Nicolas I trouvait qu'une déclaration de ce genre était tout-à-fait inutile, parcequ'elle n'aurait pu provoquer que des appréhensions pour le maintien des traités existants.

Il y avait encore entre les deux gouvernements une autre divergence de vues par rapport aux affaires de France. Le roi de Prusse attachait une telle importance à l'entrée de l'Angleterre dans l'alliance défensive des trois Puissances du Nord, qu'il croyait à la nécessité absolue de ne prendre aucune mesure contre la France sans la participation de l'Anglettere. D'après le Cabinet de Berlin, cette Puissance devait être complètement informée des intentions de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse.

L'Empereur Nicolas I etait d'un tout autre avis. Il reconnaissait que la situation de la reine d'Angleterre était „fort triste", parceque son autorité dans le pays était presque nulle. Aussi était-il difficile de croire que le Cabinet de

ясно представлялъ себѣ положеніе вещей послѣ провозглашенія во Франціи имперіи. „Намъ ничего не остается сдѣлать", писалъ онъ, „какъ придать *признанію имперіи* такое значеніе, изъ котораго можно заключить о признаніи только самаго факта. Что же касается обѣщанія уважать трактаты, то я такого обѣщанія отъ Луи Наполеона не потребую; онъ много обѣщаетъ, но ничего не держитъ; развѣ можно только выразить надежду, что французское императорское правительство будетъ уважать трактаты. Можетъ быть окажется возможнымъ прибавить, что державы, изъ уваженія къ одной личности Луи-Наполеона, считали нужнымъ измѣнить трактаты, насколько это потребовалось фактомъ вступленія его на императорскій престолъ, но что онѣ впередъ надѣются, что его правительство, въ виду собственнаго своего происхожденія, будетъ не только достаточно разумнымъ, но также достаточно сильнымъ, чтобъ сдѣлать невозможнымъ всякое дальнѣйшее отступленіе отъ трактатовъ".

Исходя изъ такого положенія, Императоръ Николай убѣждалъ короля прусскаго дать своему представителю въ Парижѣ такія же инструкціи, какія получилъ русскій посланникъ. По его мнѣнію, необходимо было уважать „французскую щепетильность" и не вызывать понапрасну Французовъ на враждебныя дѣйствія противъ сосѣднихъ народовъ. Поэтому Государь не соглашался съ прусскимъ предложеніемъ, состоявшимъ въ торжественномъ предостереженіи французскаго народа, что союзныя державы заставятъ его силою оружія сохранять миръ. Такую декларацію Николай I призналъ совершенно излишнею, потому что она только вызывала бы опасенія за сохраненіе существующихъ трактатовъ.

Кромѣ того было еще другое разногласіе между обоими правительствами по поводу французскихъ дѣлъ. Прусскій король придавалъ такое важное значеніе приступленію Англіи къ охранительному союзу трехъ сѣверныхъ державъ, что признавалъ совершенно необходимымъ не принимать никакихъ мѣръ противъ Франціи, безъ участія Англіи. Эта держава должна была быть поставлена, по мнѣнію Берлинскаго кабинета, въ полную извѣстность насчетъ намѣреній Россіи, Австріи и Пруссіи.

Императоръ Николай I придерживался совершенно другаго мнѣнія. Онъ признавалъ положеніе англійской королевы „весьма печальнымъ", потому что авторитетъ ея въ странѣ низведенъ почти до нуля. Поэтому трудно себѣ

Londres puisse prendre des engagements quelconques en vue d'une violation éventuelle de la paix par les Français. Les Anglais, disait-il, ne prendront les armes que le jour où les Français se proposeront d'envahir la Belgique et cela, parceque la Belgique présente un „intérêt immédiat" pour l'Angleterre.

„En résumé",—disait l'Empereur en terminant la lettre qu'il écrivait à Frédéric-Guillaume IV le 21 février (4 mars) 1852,—„je pense qu'il faut rester tranquille, éviter avec soin toute provocation envers Louis Napoléon, tout en faisant sonner fort à ses oreilles, à chaque occasion opportune, notre respect et *notre résolution inébranlable de ne pas nous en départir* et préparer assidûment nos moyens, pour que, si Dieu nous inflige la guerre, elle soit conduite avec entente commune et toute l'énergie désirable".

Ce point de vue fut complètement approuvé, d'abord par le premier ministre de Prusse et plus tard par le roi lui-même, qui arriva graduellement à se convaincre que Louis-Napoléon n'avait pas du tout l'intention d'attaquer aucun des pays voisins de la France. De même, la politique égoïste du gouvernement anglais ne put naturellement que produire de l'effet sur la politique du Cabinet de Berlin. Le baron Manteuffel refusa catégoriquement de chercher en Angleterre „un ferme appui" pour sa politique et s'efforça au contraire d'établir „avec l'Autriche des rapports aussi solides que possibles". (Lettre du baron Manteuffel au chancelier de l'Empire du 7 février 1852).

Si la situation politique générale de l'Europe provoquait après 1850 l'attention toute spéciale des gouvernements de Russie et de Prusse, il y a lieu de reconnaître en même temps qu'il y avait toujours entre ces deux Puissances un échange d'idées permanent sur toutes les autres questions courantes. Leurs rapports commerciaux par exemple, étaient toujours l'objet de malentendus sans fin.

Dans le courant de l'été, en 1852, le comte Henckel de Donnersmark, chargé d'affaires de Prusse se présenta au Ministère des Affaires Etrangères pour s'entendre avec le baron R. Th. d'Osten-Sacken, premier conseiller du ministère, sur les relations commerciales réciproques de la Russie et de la Prusse. Il résulte du compte rendu détaillé de cette conférence, rédigé d'une

представить, что Лондонскій кабинетъ вступилъ бы въ какія нибудь обязательства насчетъ возможнаго нарушенія Франціей европейскаго мира. Только если бы французы вступили въ Бельгію, англичане вмѣшались бы вооруженною рукою, потому что Бельгія представляетъ для Англіи „непосредственный интересъ".

„Въ концѣ-концовъ", заключаетъ свое письмо отъ 21-го февраля (4-го марта) 1852 г. Императоръ Николай I къ Фридриху Вильгельму IV, „я думаю, что нужно оставаться спокойнымъ, старательно предупреждать всякій вызовъ въ отношеніи Луи-Наполеона, не переставая однако, при всякомъ удобномъ случаѣ, напоминать ему осязательнымъ образомъ наше уваженіе къ трактатамъ *и наше несокрушимое рѣшеніе не отступать отъ нихъ* и ревностно приготовлять наши средства, чтобъ война,— если Господь ее ниспошлетъ — была ведена общимъ согласіемъ и со всею желательною энергіею".

Эта точка зрѣнія была вполнѣ принята сперва первымъ прусскимъ министромъ, а впослѣдствіи получила также одобреніе со стороны самого короля, который мало по малу убѣдился въ отсутствіи въ Луи-Наполеонѣ намѣренія совершить нападеніе на какую либо сосѣднюю съ Франціею страну. Равнымъ образомъ, эгоистическая политика англійскаго правительства должна была произвести свое естественное дѣйствіе на политику Берлинскаго кабинета. Баронъ Мантейфель прямо отказался искать въ Англіи „твердую опору" для своей политики, но, напротивъ, старался установить съ Австріею „насколько возможно прочныя отношенія". (Письмо бар. Мантейфеля къ Государственному Канцлеру отъ 7-го февраля 1852 г.).

Если общее политическое положеніе Европы вызывало особенное вниманіе русскаго и прусскаго правительствъ въ самомъ началѣ 50-хъ годовъ, то нельзя, однако, также не сказать, что по другимъ текущимъ вопросамъ происходилъ между ними постоянный обмѣнъ мыслей. Такъ, между прочимъ, взаимныя торговыя сношенія вызывали постоянныя недоразумѣнія.

Лѣтомъ 1852 года прусскій повѣренный въ дѣлахъ, гр. Генкель фонъ-Доннерсмаркъ явился въ Министерство Иностранныхъ Дѣлъ на совѣщаніе съ старшимъ совѣтникомъ барономъ Р. Ѳ. Остенъ-Сакеномъ о взаимныхъ торговыхъ сношеніяхъ между Россіей и Пруссіей. Изъ замѣчательно подробнаго и яснаго отчета, составленнаго барономъ Остенъ-Сакеномъ объ

manière remarquablement claire par M. le baron d'Osten-Sacken, que pendant le séjour du comte de Nesselrode à Berlin, au mois de mai 1852, le ministre des Affaires Etrangères de Prusse lui avait remis un mémoire détaillé contenant des réclamations au sujet du nouveau tarif de douanes russe. A cette occasion, le ministre prussien lui exprima le regret qu'il ressentait, en voyant quece tarif modifiait d'une manière notable et allait même jusqu'à annuler les avantages accordés au commerce prussien en 1842 (№ 325).

Au cours de sa conférence avec le baron Osten-Sacken, — le chargé d'affaires de Prusse commença par répéter la déclaration précitée et nommément que soi-disant „par notre tarif", écrivait le baron d'Osten-Sacken, „nous avions retiré ce qui avait été accordé en 1842 par les „concessions définitives". Le baron Osten-Sacken lui démontra, sans qu'il lui fut possible de le réfuter, en citant des faits positifs et en se référant à des documents, qu'il n'y avait positivement rien de fondé dans l'affirmation du gouvernement prussien que les „concessions" de 1842 avaient été violées par le nouveau tarif russe. Il rappela au représentant de la Prusse les faits précités, relatifs aux négociations qui précedèrent la promulgation de l'acte du 2 juillet 1842 (v. l'introduction historique au № 325) et lui déclara catégoriquement que l'Empereur Nicolas I avait décrété de sa propre volonté et sans aucune réciprocité l'oukase du sénat du 9 juillet 1842, qui reconnaissait au commerce de la Prusse les avantages énumérés dans l'acte № 325 et que ce ne fut que par le décret du 3 mars 1843 que le roi de Prusse crut possible de faire quelques concessions en faveur du commerce de blés russes en transit sur la Vistule et le Niémen. Ces concessions avaient été provoqués par l'acte de 1842, mais elles n'avaient pas été statuées et, par conséquent, „on ne saurait dire",—disait le baron Osten-Sacken à la fin de son compte-rendu, — „comme le soutient le comte de Henckel, qu'il y a *corrélation* entre les dispositions de notre oukase et celles de l'ordonnance prussienne".

Ces arguments du représentant du Ministère des Affaires Etrangères réussirent à convaincre le diplomate prussien et plein de confusion, il dut avouer qu'il ne savait rien des circonstances, dans lesquelles les avantages, accordés au commerce prussien, lui avaient été donnés en 1842.

C'est ainsi que prirent fin en 1852 les négociations ayant trait aux relations commerciales de la Russie et de la Prusse.

этомъ совѣщаніи, видно, что во время пребыванія гр. Нессельроде въ Берлинѣ, въ маѣ 1852 года, прусскій министръ иностранныхъ дѣлъ вручилъ ему подробную записку съ жалобами на новый русскій таможенный тарифъ. При этомъ прусскій министръ выразилъ сожалѣніе о томъ, что этотъ тарифъ значительно измѣняетъ и даже отмѣняетъ льготы, предоставленныя въ 1842 году (№ 325) въ пользу прусской торговли.

На совѣщаніи съ барономъ Остенъ-Сакеномъ, прусскій повѣренный въ дѣлахъ началъ съ того, что повторилъ это послѣднее положеніе, а именно „будто нашимъ тарифомъ", пишетъ баронъ Остенъ-Сакенъ, „мы взяли назадъ то, что было имъ предоставлено въ 1842 году „окончательными уступками". Баронъ Остенъ-Сакенъ неопровержимо доказалъ, на основаніи положительныхъ фактовъ и документовъ, что утвержденіе прусскаго правительства о нарушеніи новымъ русскимъ тарифомъ „концессій" 1842 года совершенно неосновательно. Онъ напомнилъ представителю Пруссіи вышеизложенные факты о переговорахъ, предшествовавшихъ акту отъ 2-го іюля 1842 года (см. историческое введеніе къ № 325) и категорически заявилъ, что Императоръ Николай I совершенно добровольнымъ образомъ и безъ всякаго взаимства пожаловалъ въ 1842 году, сенатскимъ указомъ отъ 9-го іюля, изложенныя въ актѣ подъ № 325 льготы. Не раньше какъ декретомъ 3-го марта 1843 года прусскій король призналъ возможнымъ сдѣлать нѣкоторыя уступки въ пользу транзитной торговли русскимъ хлѣбомъ по Вислѣ и Нѣману. Эти уступки были вызваны актомъ 1842 года, но онѣ не были постановлены и потому, заключаетъ свой отчетъ баронъ Остенъ-Сакенъ, „нельзя утверждать, какъ это сдѣлалъ гр. Генкель, что существовала *связь* между постановленіями нашего указа и постановленіями прусскаго декрета".

Эти доводы представителя Министерства Иностранныхъ Дѣлъ убѣдили прусскаго дипломата, и онъ, сконфуженный, долженъ былъ сознаться, что ничего не зналъ объ обстоятельствахъ, при которыхъ были даны прусской торговлѣ льготы 1842 года.

На этомъ кончились въ 1852 году переговоры о торговыхъ оборотахъ между Россіей и Пруссіей.

L'acte ci-dessous, conclu avec la Bavière, accorde aux bâtiments bavarois, naviguant sur le Danube les mêmes droits que ceux qui étaient accordés aux navires de l'Autriche. (Comparer au № 139. tome IV, I partie).

S. M. L'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Bavière, voulant assurer à leurs sujets respectifs les avantages qu'un plus grand développement de la libre navigation du Danube peut procurer aux relations commerciales des deux pays, ont autorisé les soussignés à convenir des points suivants:

1-o.) Sur toute la partie inférieure du Danube, à partir du point où il touche le territoire russe, jusqu'à son embouchure dans la mer Noire, et vice versâ, les navires marchands bavarois seront assimilés en tout point aux navires marchands autrichiens et ils jouiront des mêmes avantages qui sont ou qui seront concédés à ces derniers tant sous le rapport de la libre navigation que pour ce qui concerne les mesures sanitaires.

2-o.) En réciprocité les bâtimens marchands russes remontant ou descendant le Danube, seront traités sur tout le cours de ce fleuve à travers le territoire bavarois et sur ses affluens, absolument sur le même pied que les navires autrichiens, et tous les avantages résultant pour ces derniers du traité de navigation conclu le 2 Décembre 1851 entre la Bavière et l'Autriche, ou qui pourraient leur être accordés par la suite, seront également applicables aux bâtimens russes.

3-o.) L'arrangement résultant des dispositions qui précèdent restera en vi-

Нижеслѣдующій актъ, заключенный съ Баваріею, предоставляетъ баварскимъ судамъ, плавающимъ по Дунаю, одинаковыя права съ австрійскими судами. (Срав. № 139, т. IV, ч. I).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Король Баварскій, желая доставить своимъ подданнымъ выгоды, которыя могутъ произойти для торговыхъ сношеній обоихъ государствъ отъ большаго развитія свободнаго судоходства по Дунаю, уполномочили нижеподписавшихся постановить слѣдующее:

1) По всей нижней части Дуная, начиная съ того мѣста, гдѣ сія рѣка касается Россійскихъ владѣній, до впаденія ея въ Черное море, и на оборотъ, Баварскія купеческія суда будутъ во всемъ сравнены съ купеческими судами Австрійскими, и пользоваться тѣми же выгодами, какія нынѣ предоставлены или впредь могутъ быть дарованы симъ послѣднимъ, какъ относительно свободнаго плаванія, такъ и мѣръ для охраненія народнаго здравія.

2) И взаимно, Россійскія купеческія суда, идущія вверхъ или внизъ по Дунаю, на цѣломъ протяженіи сей рѣки и ея притоковъ, въ предѣлахъ Баварскаго Королевства, будутъ сравнены во всемъ съ судами Австрійскими, и всѣ выгоды, предоставленныя симъ послѣднимъ въ силу трактата о судоходствѣ, заключеннаго между Баваріею и Австріею 2-го декабря 1851 г. или какія могутъ быть дарованы имъ впредь, будутъ равнымъ образомъ распространены и на Россійскія суда.

3) Заключающіяся въ вышеизложенныхъ статьяхъ условія сохранятъ силу

gueur pendant cinq ans à dater de la signature de la présente déclaration.

Fait en double expédition à Munich, le 18 (30) juin 1853.

Le Conseiller privé, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. L'Empereur de toutes les Russies près S. M. le Roi de Bavière — Sévérin.

Le Ministre de la Maison Royale et des Affaires Etrangères — Von-der-Pfordten.

въ продолженіе пяти лѣтъ, со дня подписанія сей деклараціи.

Составлено въ двухъ экземплярахъ, въ Мюнхенѣ, 18-го (30-го) іюня 1853.

Чрезв. посланникъ и полномочный министръ Е. В. Императора Всероссійскаго при Баварскомъ Дворѣ, Тайный Совѣтникъ Сѣверинъ.

Министръ Королевскаго Двора и Иностранныхъ Дѣлъ — фонъ-деръ-Пфортенъ.

№ 334.

1854, 14 (26) septembre. Convention, conclue avec la Prusse, pour l'établissement de communications télégraphiques. (2-me Col. des lois, № 28.930).

En juillet 1853, les troupes russes traversent le Pruth et occupent les Principautés Danubiennes; le 4 octobre, la Turquie déclare la guerre à la Russie; le 27 novembre, l'Angleterre et la France concluent avec la Turquie une alliance offensive et défensive contre la Russie; le 3 janvier 1854, la flotte anglo-française traverse le Bosphore et entre dans la mer Noire.

Tels furent les événements, qui servirent de prologue au grand drame historique, dont l'épilogue se déroula sous les murs de Sévastopol et qui eut pour apothéose la bravoure légendaire et la mort glorieuse des défenseurs de cette place.

Quelle fut l'attitude de la Prusse et en même temps celle de l'Allemagne en présence de cette guerre grandiose? Telle est l'unique question, dont nous aurons à nous occuper à cette place. Les opinions qui ont été émises jusqu'à présent en réponse à cette question dans la littérature historique ne sont pas exemptes de certaines tendances et se contredisent entre elles. La solution de cette question ne présente aucune difficulté, si l'on prend connaissance des documents authentiques des Archives du Ministère des Affaires Etrangères. A plusieurs reprises dans les lettres, qu'il écrivait de sa propre main à son ami le roi Frédéric-Guillaume IV et même à son lit de mort, l'Empereur Nicolas I exprimait la reconnaissance sincère qu'il éprouvait en voyant que la Prusse restait fidèle à son amitié et à

№ 334.

1854 г., 14-го (26-го) сентября. Конвенція, заключенная съ Пруссіей, объ установленіи телеграфныхъ сношеній. (2-ое П. С. З. № 28.930).

Въ іюлѣ 1853 года русскія войска переходятъ черезъ Прутъ и занимаютъ Дунайскія Княжества; 4-го октября Турція объявляетъ войну Россіи; 27-го ноября Англія и Франція заключаютъ съ Турціей наступательный и оборонительный союзъ противъ Россіи; 3-го января 1854 года англо-французскій флотъ проходитъ черезъ Босфоръ и вступаетъ въ Черное море.

Таковы были событія, которыми открылась великая историческая драма, финалъ которой былъ разыгранъ подъ стѣнами Севастополя и апоѳеозомъ которой является беззавѣтная храбрость и славная смерть защитниковъ этой крѣпости.

Какъ отнеслась Пруссія и вмѣстѣ съ нею Германія къ этой великой войнѣ?—вотъ единственный вопросъ, который здѣсь подлежитъ нашему разсмотрѣнію. Весьма противорѣчивы и часто тенденціозны мнѣнія, высказанныя до сихъ поръ въ исторической литературѣ въ отвѣтъ на выше поставленный вопросъ. На основаніи подлинныхъ актовъ архива Министерства Иностранныхъ Дѣлъ разъясненіе этого вопроса не представляетъ ни малѣйшаго затрудненія. Императоръ Николай I неоднократно въ собственноручныхъ письмахъ къ своему другу, королю Фридриху-Вильгельму IV, и еще на смертномъ одрѣ, выражалъ искреннѣйшую свою признательность за то, что Пруссія оставалась вѣрною дружбѣ и союзу съ Россіей, несмотря на всѣ угрозы со стороны

son alliance avec la Russie, malgré toutes les menaces de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France. Ce sentiment de reconnaissance fut solennellement confirmé par l'Empereur Alexandre II dès son avénement au trône.

Aux termes d'actes *positifs*, déposés aux Archives, il est hors de doute que malgré le caractére irrésolu du roi de Prusse, dont l'indécision était entretenue jusqu'à un certain point par la situation difficile, où se trouvait la Prusse pendant cette guerre et malgré toutes les intrigues auxquelles se livraient les différents partis du pays et les diplomates étrangers à Berlin même, la Prusse ne se départit pas le moins du monde de sa neutralité „souveraine" et „bienveillante" à l'égard de la Russie. C'est ainsi que pendant toute la durée de la guerre, quand tous les ports de la Russie furent bloqués par les flottes des alliés, le commerce de cet Empire put continuer par terre ferme, en passant par la Prusse, et le gouvernement russe put recevoir de ce même pays toutes les matières premières dont il avait besoin pour les opérations militaires. Il n'est pas difficile de comprendre les motifs qui poussaient „le parti libéral" de la Cour de Berlin à exiger avec énergie que la Prusse prenne part à la guerre et à démontrer que la fermeture de la frontière de terre du côté de la Prusse suffirait à paralyser, d'une manière plus qu'importante, toutes les opérations militaires des armées russes.

Malheureusement, le manque de place nous empêche de nous servir de tous les riches matériaux, dont nous disposons, pour faire un tableau complet des relations réciproques de la Russie et de la Prusse depuis 1853 jusqu'à 1856. La source d'informations la plus précieuse se trouve dans les lettres autographes des deux souverains régnants qui y exprimaient leurs idées les plus secrètes. Le temps n'est pas encore venu de les publier; mais nous emprunterons à cette correspondance tout ce qui peut servir à une appréciation plus équitable des relations mutuelles de la Russie et de la Prusse, ainsi que tout ce qui peut contribuer à contrôler et à compléter les recherches historiques qui ont été faites sur cette époque dans ces derniers temps.

„Nous avons vu en 1854", était-il dit dans le compte-rendu de cette même année soumis à S. M. l'Empereur par le chancelier de l'Empire,— „nos ports bloqués, notre territoire envahi et *notre plus intime allié*, oubliant les services si récents, que nous lui avons rendus, paralyser nos opérations, nous réduire à la défensive et

Австріи, Англіи и Франціи. Эта признательность была торжественнымъ образомъ подтверждена Императоромъ Александромъ II, въ самый моментъ своего вступленія на престолъ.

Стало быть, на основаніи *положительныхъ* архивныхъ актовъ не подлежитъ ни малѣйшему сомнѣнію, что не смотря на нерѣшительный характеръ прусскаго короля, находившій значительную опору въ крайне трудномъ положеніи самой Пруссіи во время этой войны, и несмотря на всѣ происки внутреннихъ партій и иностранныхъ дипломатовъ въ Берлинѣ,—все таки Пруссія не вышла изъ своего „суверенного" и „доброжелательнаго" нейтралитета. Такимъ образомъ, въ продолженіи всей войны, когда всѣ русскіе порты и гавани были блокированы союзными флотами, русская торговля свободно могла продолжаться сухимъ путемъ чрезъ Пруссію, и русское правительство могло получать всѣ матерьялы, необходимые для военныхъ дѣйствій. Не трудно себѣ представить, почему „либеральная партія" при Берлинскомъ дворѣ такъ настоятельно требовала вступленія Пруссіи въ войну, доказывая, что закрытія сухопутной прусской границы достаточно, чтобъ значительнѣйшимъ образомъ парализовать всѣ военныя дѣйствія русскихъ армій.

Къ сожалѣнію, недостатокъ мѣста не позволяетъ намъ воспользоваться всѣми богатыми источниками, которые мы имѣемъ для полной характеристики взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи за 1853 по 1856 годъ. Наиболѣе драгоцѣнный матерьялъ представляютъ собственноручныя письма обоихъ царствовавшихъ Государей, въ которыхъ выражались самыя сокровенныя ихъ мысли. Еще не наступило время ихъ обнародованія. Но мы извлечемъ изъ этой переписки то, что можетъ служить для болѣе вѣрной оцѣнки какъ взаимныхъ отношеній Россіи и Пруссіи, такъ и для провѣрки и дополненія появившихся за послѣднее время историческихъ изслѣдованій объ этой эпохѣ.

„Мы видѣли въ 1854 году", говорится во всеподданнѣйшемъ отчетѣ Государственнаго Канцлера за 1854 годъ, „наши порты въ блокадѣ, нашу территорію занятою, и нашего *наиболѣе близкаго союзника*, забывшаго услуги еще недавно ему оказанныя, парализующимъ наши военныя дѣйствія, поставившимъ насъ въ поло-

s'unir enfin à nos adversaires par un traité d'alliance".

Cet *„allié le plus intime"* était pour l'Empereur Nicolas—*l'Autriche,* dont il avait défendu avec abnégation les intérêts en Hongrie, en 1849 et en Allemagne, à Olmütz, en 1850. Comment se comporta par contre la Prusse en présence des complications, qui provoquèrent la première guerre d'Orient?

Quand la rupture entre la Russie et la Turquie fut consommée, le Cabinet de Berlin employa tous ses efforts pour que le conflit soit réglé entre ces deux Puissances elles seules. Le roi était persuadé que la Grande Bretagne „avait peur de la guerre" et qu'elle se serait servie avec plaisir de n'importe quel prétexte pour tranquilliser l'opinion publique de l'Angleterre au sujet des intentions de la Russie. Il croyait, à la fin de septembre 1853 qu'il aurait suffi au chancelier de l'Empire de Russie de paraître à Londres pour écarter tous les malentendus.

Au mois d'avril 1854, „le Katzenjammer aura remplacé l'ivresse d'islamisme et le Sultan et son divan feront alors tout ce qu'il plaira à l'Empereur de leur prescrire". Pour ce qui est de Napoléon III, il ne peut avoir qu'un allié — la révolution. (Extrait de la lettre, écrite par le roi de Prusse le 28 septembre 1853).

Quand enfin l'Empereur Nicolas I, après son entrevue avec l'Empereur François-Joseph à Olmütz, invita le roi de Prusse à venir à Varsovie, où l'Empereur d'Autriche devait se rendre aussi, Frédéric-Guillaume IV déclara à son auguste ami dans sa lettre du 28 septembre, que l'opinion publique en Prusse, appréhendait fort que son pays ne soit entraîné dans les complications orientales. Des considérations d'une double nature s'opposent à son voyage à Varsovie; elles appartiennent d'une part au domaine de la politique extérieure et de l'autre—à celui de la politique intérieure. Au point de vue de la politique extérieure, une entrevue des trois Empereur de Russie, d'Autriche et de Prusse à Varsovie n'aurait pu que cimenter plus fortement encore l'alliance de l'Angleterre et de la France. Pour ce qui est des causes intérieures, elles consistent dans la nécessité absolue, pour le gouvernement prussien, de ménager l'opinion publique de son pays à un moment où il se propose par de nouvelles mesures de libérer la Prusse du „constitutionalisme français, qui l'afflige et compromet son avenir, autant que l'avenir de l'Allemagne entière". Il suffirait que le

женіе обороны, и заключившимъ, наконецъ, союзный трактатъ съ нашими врагами".

Этотъ „наиболѣе близкій союзникъ" была для Императора Николая I—*Австрія,* которой интересы онъ самоотверженно защищалъ въ 1849 году въ Венгріи и въ 1850 году въ Германіи—въ Ольмюцѣ. Какъ же отнеслась Пруссія къ замѣшательствамъ, приведшимъ къ первой Восточной войнѣ?

Когда произошелъ разрывъ между Россіей и Турціей, Берлинскій кабинетъ сдѣлалъ всѣ усилія, чтобъ ограничить это столкновеніе единоборствомъ между двумя державами. Король былъ убѣжденъ, что Англія „боится войны" и охотно воспользовалась бы каждымъ поводомъ, чтобъ успокоить свое общественное мнѣніе на счетъ намѣреній Россіи. Онъ полагалъ, въ концѣ сентября 1853 г., что стоитъ только русскому Государственному Канцлеру появиться въ Лондонѣ, чтобъ устранить всѣ недоразумѣнія.

Въ апрѣлѣ же 1854 года долженъ наступить въ Константинополѣ „Katzenjammer на мѣсто опьяненія исламизмомъ, и султанъ и его диванъ сдѣлаютъ тогда все", что Императоръ пожелаетъ имъ предписать. Что же касается Наполеона III, то онъ можетъ имѣть только одного союзника—революцію. (Изъ письма короля прусскаго отъ 28-го сентября 1853 г.).

Когда затѣмъ Императоръ Николай I, послѣ свиданія съ императоромъ Францомъ-Іосифомъ въ Ольмюцѣ, пригласилъ короля прусскаго въ Варшаву, куда долженъ былъ также пріѣхать австрійскій императоръ, Фридрихъ-Вильгельмъ IV чистосердечно объясняетъ своему августѣйшему другу въ письмѣ отъ 28 октября, что общественное мнѣніе боится видѣть Пруссію втянутою въ восточныя замѣшательства. Двоякаго рода соображенія говорятъ, по мнѣнію короля, противъ его поѣздки въ Варшаву: во 1) изъ области внѣшней политики и во 2) изъ внутренней политики. Съ первой точки зрѣнія свиданіе трехъ Государей: Россіи, Австріи и Пруссіи въ Варшавѣ можетъ еще болѣе скрѣпить союзъ между Англіей и Франціей. Что же касается внутреннихъ причинъ, то онѣ заключаются въ неотложной необходимости для прусскаго правительства пощадить общественное мнѣніе своей страны въ такое время, когда оно рѣшилось новыми мѣрами освободить Пруссію отъ „французскаго конституціонализма, который надъ нею тяготѣетъ и компрометтируетъ ея будущность настолько же, какъ будущность всей Германіи". Если же король поѣдетъ въ

roi se rende à Varsovie et adopte ensuite les mesures projetées pour que tout le monde ne manque pas de s'écrier: „C'est Varsovie qui l'a dicté".

Le roi priait en outre l'Empereur de se rappeler „que leur union trilatérale subsiste plus forte qu'elle n'a été depuis l'an 30. Elle se manifestera telle au moment du danger".

Malgré toutes ces objections, Frédéric-Guillaume IV ne s'en rendit pas moins à Varsovie où l'Empereur Nicolas se rencontra le 4 octobre 1853 avec l'Empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Il y a lieu de croire que le dernier eut l'occasion de se convaincre à Varsovie même du peu de fondement de sa conviction dans la solidité de la triple alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'Empereur d'Autriche faisait preuve d'une grande réserve à Varsovie et c'est ce qui amena l'Empereur Nicolas à craindre pour l'avenir le plus proche de leurs relations réciproques.

Ces appréhensions devaient malheureusement se réaliser plus complètement encore que ne le prévoyait l'Empereur. Aux conférences de décembre 1853 à Vienne l'Autriche passait ouvertement du côté des ennemis de la Russie et la Prusse cédait à des influences qui l'amenèrent à prendre des résolutions, qui provoquèrent le juste mécontentement de l'Empereur Nicolas I. „Ainsi a été rompue", — était-il dit dans le compte-rendu de 1854,—„cette triple alliance des trois grandes puissances du Nord, qui avait fait, durant 40 années, le salut de l'ordre politique et social européen, le salut de l'Autriche elle-même et élevé au plus haut point l'autorité morale de la Russie dans toutes les questions générales".

Quand la guerre éclata, la politique russe eut à poursuivre l'unique but que voici: „prévenir la coalition générale qu'on cherchait à ameuter contre la Russie, retenir dans l'immobilité, s'il est possible, d'abord l'Autriche, puis la Prusse et le reste de l'Allemagne, et, comme conséquence naturelle, les deux Monarchies scandinaves". (Extrait du compte-rendu de 1854).

Dans ce but, après les conférences de 1853, le gouvernement Impérial n'eut plus qu'à s'attacher à empêcher la Prusse et la Confédération germanique,—l'Autriche exceptée, — de tomber dans le piége, qui leur était tendu par cette dernière Puissance, ainsi que par la France et

Варшаву и затѣмъ приметъ проектируемыя мѣры, то всѣ скажутъ: „Это Варшава продиктовала!"

Кромѣ того, король проситъ Государя помнить, что „нашъ тройственный союзъ существуетъ болѣе непоколебимо, чѣмъ онъ когда либо былъ послѣ 1830 года. Онъ таковымъ обнаружится въ моментъ опасности".

Но несмотря на всѣ эти возраженія, Фридрихъ-Вильгельмъ IV всетаки отправился въ Варшаву, гдѣ 4-го октября 1853 г. встрѣтились Императоръ Николай съ императоромъ австрійскимъ и королемъ прусскимъ. Однако, можно думать, что уже въ Варшавѣ прусскій король могъ убѣдиться, насколько неосновательна его увѣренность въ прочность тройственнаго союза между Россіей, Австріей и Пруссіей. Австрійскій императоръ выказывалъ въ Варшавѣ большую сдержанность и заставилъ Императора Николая опасаться за ближайшую будущность ихъ взаимныхъ отношеній.

Эти опасенія должны были, къ сожалѣнію, оправдаться еще въ большей мѣрѣ, чѣмъ это предвидѣлъ Государь. На декабрьскихъ конференціяхъ 1853 года въ Вѣнѣ, Австрія открыто переходитъ въ лагерь враговъ Россіи, и Пруссія поддается вліяніямъ, которыя привели ее къ рѣшеніямъ, вызвавшимъ справедливыя неудовольствія Императора Николая. „Такимъ образомъ", говорится въ отчетѣ за 1854 годъ, „былъ разорванъ этотъ тройственный союзъ великихъ сѣверныхъ державъ, который въ продолженіи сорока лѣтъ служилъ устоемъ для политическаго и соціальнаго порядка Европы и былъ спасеніемъ для самой Австріи и поднялъ на самую высокую степень нравственный авторитетъ Россіи во всѣхъ общихъ дѣлахъ".

Когда же возникла война, русской политикѣ была поставлена слѣдующая единая цѣль: „предупредить составленіе общей коалиціи, которую желали составить противъ Россіи; удерживать въ неподвижности, если возможно, прежде всего Австрію, а потомъ Пруссію и остальную Германію и, какъ естественное послѣдствіе, обѣ Скандинавскія монархіи". (Изъ отчета за 1854 г.).

Въ виду этой цѣли, послѣ декабрьскихъ конференцій 1853 г. Императорскому правительству осталось только предупредить, чтобъ Пруссія и Германскій союзъ, исключая Австріи, не попали въ разставленныя послѣднею державою и Франціею и Англіею сѣти. Императоръ Ни-

par l'Angleterre. L'Empereur Nicolas était persuadé qu'en faisant preuve à l'égard du roi de Prusse d'une confiance sans limites, il réussirait à paralyser toutes les intrigues dirigées contre la Russie. D'autre part, il croyait aussi à la nécessité d'écarter toute espèce de doutes au sujet de sa ferme résolution de ne provoquer d'aucune façon par des projets de conquête, les soupçons de l'Autriche et des deux autres Puissances occidentales. Sous ce rapport, l'Empereur donnait au roi les assurances les plus formelles en se disant avec justesse qu'elles seraient accueillies à Berlin avec la plus entière confiance.

Quand la France et l'Angleterre signèrent le protocole du 9 avril 1854, qui garantissait l'inviolabilité de l'Empire ottoman et quand ces deux Puissances parvinrent à convaincre l'Autriche et la Prusse d'y adhérer, l'Empereur Nicolas I demanda à son ami le roi de Prusse — contre qui était dirigé cet acte? Le plus grand danger qui menace la Turquie ne provient-il pas des soulévements intérieurs de la population chrétienne opprimée par la Porte? Ces quatre Puissances chrétiennes se proposent-elles de devenir les bourreaux de la population chrétienne des provinces turques et veulent-elles par la force des armes y rétablir le pouvoir des pachas turcs?

Le roi de Prusse était persuadé qu'en reconnaissant l'inviolabilité de l'Empire ottoman, il garantissait en même temps la neutralité et l'inviolabilité de l'Allemagne. Voilà pourquoi le roi refusa de signer, au mois de janvier 1854, „l'acte de neutralité" projeté par le gouvernement russe, dans la crainte que cet acte ne puisse provoquer immédiatement, de la part de l'empereur des Français, une attaque contre les possessions de la Prusse.

„C'est la mission de paix",—écrivait le roi à l'Empereur Nicolas le 29 janvier 1854, — „dont Dieu charge la Prusse évidemment; mission que je n'oserais compromettre pour l'avenir, si même elle restait infructueuse dans ce moment... Si j'avais le bonheur d'être auprès de vous, je n'hésiterais pas... de vous dire, les larmes aux yeux: Au nom du Dieu de paix, que nous confessons tous les deux, ne repoussez pas les propositions de la conférence de Vienne!.. Rendez la guerre impossible et vous la rendrez *impossible* en acceptant les propositions que l'Empereur d'Autriche vous a fait parvenir... *C'est le salut de l'Europe*".

„Ma neutralité", — poursuivait le roi,—„n'est et ne sera ni incertaine, ni vacillante, mais

колай I былъ убѣжденъ, что безпредѣльнымъ довѣріемъ къ прусскому королю онъ въ состояніи будетъ парализовать всѣ направленныя противъ Россіи козни. Съ другой же стороны, ему казалось также необходимымъ устранить малѣйшее сомнѣніе въ своемъ рѣшеніи не вызывать завоевательными замыслами подозрительности Австріи и двухъ другихъ западно-европейскихъ державъ. Въ этомъ отношеніи Императоръ давалъ королю самыя положительныя обѣщанія, справедливо разсчитывая на то, что они найдутъ полное довѣріе въ Берлинѣ.

Когда Франція и Англія подписали между собою протоколъ 9-го апрѣля 1854 г., гарантирующій неприкосновенность Оттоманской имперіи, и успѣли убѣдить Австрію и Пруссію приступить къ нему, тогда Императоръ Николай I спросилъ своего друга—короля прусскаго, — противъ кого же направленъ этотъ актъ? Вѣдь главная опасность угрожаетъ Турціи отъ внутреннихъ возстаній угнетаемаго христіанскаго населенія. Развѣ эти четыре христіанскія державы намѣрены сдѣлаться палачами для христіанскаго населенія турецкихъ провинцій и силою оружія возстановить надъ ними власть турецкихъ пашей?

Король прусскій былъ убѣжденъ, что признавая неприкосновенность Оттоманской имперіи, онъ вмѣстѣ съ тѣмъ обезпечиваетъ нейтралитетъ и неприкосновенность Германіи. Вотъ почему король отказался подписать, въ январѣ 1854 года, проектированный русскимъ правительствомъ „актъ о нейтралитетѣ", опасаясь, что такимъ актомъ онъ немедленно вызоветъ нападенія на прусскія владѣнія со стороны императорской Франціи.

„Богъ очевидно возложилъ на Пруссію", писалъ король Императору Николаю 29-го января 1854 г., „миссію мира, которую я не осмѣлюсь компрометтировать въ будущемъ, еслибъ она даже оказалась въ настоящую минуту безплодною... Еслибъ я имѣлъ счастье быть съ Вами, то я не задумался бы... со слезами на глазахъ Васъ умолять: Во имя Бога мира, которому мы оба молимся, не отклоняйте предложенія Вѣнской конференціи!.. Сдѣлайте войну невозможною, и Вы можете ее сдѣлать *невозможною*, принявъ предложенія, переданныя Вамъ императоромъ австрійскимъ... Въ *этомъ спасеніе Европы*".

„Мой нейтралитетъ", продолжаетъ король, „не есть и не будетъ ни неопредѣленный, ни

souveraine". „C'est ce qu'il faut à la Prusse, autant qu'à l'Autriche et à l'Allemagne entière, selon ma conviction. Cette neutralité souveraine vous garantit vos frontières occidentales; elle vous garantit la liberté d'action et préserve de toutes entraves vos opérations militaires".

Au mois de mars (le 20) 1854, le roi de Prusse faisait savoir à l'Empereur avec un enthousiasme sincère qu'un grand événement venait de se produire en Turquie, de par l'initiative du sultan lui-même. „Le sultan",—disait-il, — „a affranchi ses sujets chrétiens". Quoique cela soit contraire aux lois fondamentales de la Turquie et même aux principes du Coran—ce n'en est pas moins un fait accompli. Le roi conseillait à la Russie d'en profiter, vû que l'affranchissement des chrétiens ne pouvait que consolider le pouvoir et le prestige du Tsar de Russie sur toute la presqu'île des Balkans.

En vue de ce qui précède Frédéric-Guillaume IV insistait énergiquement auprès de l'Empereur, dans sa lettre du 20 mars, pour qu'il s'adresse aux Puissances occidentales de l'Europe, en leur tenant le langage que voici. „Messieurs! il n'y a plus de sujet de brouillerie entre nous. Vous avez fait ma besogne. Ce que vous avez obtenu du sultan pour tous les rites chrétiens est *plus* que ce que j'ai prétendu de lui pour le *mien*. Vous avez dépassé mes justes désirs. Donc, entendons-nous, retirons-nous du Bosphore et du Danube. Je vous donne d'abord le bon exemple; renouons incessamment les négociations de Vienne. C'est mon affaire de les mener à bonne fin; rien de plus facile, si vous voulez y mettre un peu de ma bonne volonté".

La Prusse et l'Autriche se rangeront aussitôt du côté de la Russie; la France abandonnera immédiatement l'Angleterre, qui restée seule, sera tout-à-fait incapable d'agir. Le roi suppliait son fidèle ami l'Empereur Nicolas, dans les termes les plus touchants de profiter du moment et de prévenir une guerre, qui embrasserait toute l'Europe. Il a déjà refusé aux Puissances occidentales belligérantes de conclure avec elles une alliance et il espère qu'il pourra écarter ce danger de l'Autriche. L'Allemagne, l'Autriche et la Prusse forment au centre de l'Europe une force immense qui, s'appuyant sur un million de soldats et sur une population de 70 millions, est capable de faire respecter sa volonté. Le but de cette alliance au centre de l'Europe doit consister: à défendre les intérêts de l'Allemagne.

шаткій, но „*суверенный*". Это необходимо какъ для Пруссіи, такъ и для Австріи и всей Германіи—по моему убѣжденію. Этотъ суверенный нейтралитетъ будетъ охранять Вашу западную границу... Онъ обезпечитъ за Вами свободу дѣйствія и предупредитъ отъ всякихъ торможовъ Ваши военныя дѣйствія".

Въ мартѣ (20-го) 1854 года прусскій король съ неподдѣльнымъ восторгомъ извѣщаетъ Императора, что въ Турціи совершилось, иниціативою самого султана, великое событіе: „султанъ освободилъ своихъ подданныхъ — христіанъ". Хотя это противорѣчитъ основнымъ законамъ Турціи и даже противно корану—но это совершившійся фактъ. Имъ король совѣтовалъ Россіи воспользоваться, въ виду того, что освобожденіе христіанъ можетъ только утвердить власть и престижъ русскаго Царя на всемъ Балканскомъ полуостровѣ.

Въ виду этого обстоятельства Фридрихъ Вильгельмъ IV настоятельно просилъ Государя, въ письмѣ отъ 20-го марта, обратиться къ западно-европейскимъ державамъ съ слѣдующею рѣчью: „Господа! Нѣтъ болѣе причины для ссоры между нами. Вы сдѣлали мое дѣло. Вы достигли отъ султана для всѣхъ христіанскихъ исповѣданій *болѣе*, чѣмъ я требовалъ отъ него для *моего* исповѣданія. Вы превзошли мои справедливыя желанія. Поэтому сговоритесь—пойдемте назадъ отъ Босфора и Дуная. Я подамъ вамъ прежде всего добрый примѣръ; возобновите немедленно бывшіе въ Вѣнѣ переговоры. Мое будетъ дѣло привести ихъ къ благополучному концу; ничего не будетъ легче, если вы пожелаете положить въ дѣло немного моей доброй воли".

Пруссія и Австрія немедленно объявляютъ себя за Россію, Франція немедленно оставитъ Англію, которая одна совершенно безпомощна. Въ самыхъ трогательныхъ выраженіяхъ проситъ король своего вѣрнаго друга, Императора Николая, воспользоваться минутою и предупредить общеевропейскую войну. Онъ уже отказалъ западно-европейскимъ воюющимъ державамъ вступить съ ними въ союзъ и надѣется удержать Австрію отъ этой же опасности. Германія, Австрія и Пруссія должны составить великую силу въ центральной Европѣ, которая, опираясь на одинъ милліонъ солдатъ и 70 милліоновъ подданныхъ, можетъ заставить уважать свою волю. Цѣль же этого центрально-европейскаго союза должна быть: охрана интересовъ Германіи. Интересы же

„Les intérêts de l'Allemagne et de l'Autriche et l'intérêt de la Prusse, comme leur allié, ne permettent pas l'incorporation des rives du Danube dans l'Empire de Russie".

Le roi terminait ainsi cette lettre longue et chaleureuse: „Je prie Dieu sur mes genoux le matin et le soir, de bénir cette lettre et vos résolutions. Notre Seigneur a dit: „Bien heureux sont ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés enfants de Dieu"!

L'Empereur Nicolas, dans sa réponse, en date du 15 (27) mars 1854, se déclarait prêt à partager la joie du roi au sujet de la liberté de religion, accordée par le sultan à ses sujets chrétiens; il consentait même à se déclarer complètement satisfait. Il manifestait en même temps l'intention de retirer ses troupes des Principautés Danubiennes aussitôt qu'on lui dira: „quelles sont les garanties, obtenues par les puissances (au profit des chrétiens) et dès qu'il sera convenu, d'un commun accord, à quel terme simultané les flottes alliées quitteront, non-seulement la mer Noire, mais aussi le Bosphore et les Dardanelles".

L'Empereur remerciait aussi le roi d'être persuadé qu'il n'avait pas l'intention de s'annexer la rive gauche du Danube. Le moindre soupçon à cet égard aurait été „une offense gratuite".

Puis l'Empereur écrivait: „Je vous félicite, cher ami, et cela de toute mon âme de la noble détermination (établir une ligue de paix au centre de l'Europe), qui a de suite décidé de notre politique future en Europe; à côté de la reconnaissance générale de tous les hommes de bien, *elle vous place à la tête de l'Allemagne conservatrice,* position que j'ai rêvé pour vous depuis 6 ans, avant 1848 et à laquelle enfin je vous vois élever, à votre gloire, à votre honneur et à la prospérité de la Prusse".

Enfin, pour ce qui est de l'éxigence de l'Autriche que la Russie réponde à l'avenir du maintien du *status quo* dans les provinces de la Turquie d'Europe, l'Empereur déclarait catégoriquement qu'il ne pouvait pas donner une garantie de ce genre, parceque l'ordre des choses en Turquie ne dépendait pas de lui. Mais l'Empereur proposait à l'Autriche une garantie beaucoup plus essentielle et nommément „pour le cas où *les provinces slaves,* à l'exemple des Grecs, s'affranchiraient de la puissance turque. *Dans*

Германіи и Австріи, вмѣстѣ съ интересами Пруссіи, какъ ихъ союзницы, не позволяютъ присоединенія къ Россіи лѣваго берега Дуная".

Оканчиваетъ это длинное и горячее письмо король слѣдующими словами: „Утромъ и вечеромъ я молю на колѣнахъ Бога благословить это письмо и Ваши рѣшенія. Нашъ Спаситель сказалъ: „Блаженны миротворцы: они будутъ наречены сынами Божьими".

Императоръ Николай I, въ отвѣтномъ письмѣ отъ 15-го (27-го) марта 1854 года, заявилъ, что готовъ раздѣлять радость короля по поводу дарованія султаномъ свободы вѣроисповѣданія своимъ христіанскимъ подданнымъ и признать себя совершенно удовлетвореннымъ. Онъ также изъявляетъ готовность вывести свои войска изъ Дунайскихъ княжествъ въ тотъ самый моментъ, когда ему скажутъ, „какія гарантіи получены державами (на пользу христіанъ) и когда по общему соглашенію будетъ опредѣлено, въ какой срокъ единовременно союзные флоты покинутъ не только Черное море, но также Босфоръ и Дарданеллы".

Государь благодаритъ также короля за то, что онъ не сомнѣвается въ отсутствіи у него намѣренія присоединить лѣвый берегъ Дуная. Малѣйшее подозрѣніе въ этомъ отношеніи было бы „ничѣмъ не вызваннымъ оскорбленіемъ".

Но вслѣдъ затѣмъ Государь пишетъ: „Я Васъ поздравляю, дорогой другъ, и отъ всей души Васъ поздравляю по поводу Вашего благороднаго рѣшенія (составить центрально-европейскую лигу мира), тотчасъ же опредѣлившаго нашу будущую политику въ Европѣ. Кромѣ общей благодарности со стороны всѣхъ добрыхъ людей, *она поставитъ Васъ во главѣ консервативной Германіи*—положеніе, о которомъ я мечталъ для Васъ уже шесть лѣтъ, раньше 1848 года, и на которое я вижу Вы поднимаетесь, къ Вашей славѣ, чести и къ благу Пруссіи".

Наконецъ, относительно требованія Австріи, чтобъ Россія поручилась за сохраненіе на будущее время status quo въ турецкихъ провинціяхъ въ Европѣ, Государь категорически заявляетъ, что такого поручительства дать не можетъ, потому что не отъ него зависитъ положеніе вещей въ Турціи. Но Государь предложилъ Австріи гораздо болѣе существенное поручительство, а именно: „на случай, если *славянскія провинціи,* по примѣру Грековъ, освободятся отъ турецкаго владычества; — въ

*

ce cas je m'engage pour moi et mes descendants de garantir à l'Autriche que jamais la Russie ne souffrira aucune tentative de ces provinces de s'étendre ou de s'agrandir aux dépens de l'Autriche. Il me semble que ceci est plus important que le reste et cette garantie là, je n'hésite pas de la donner et elle devrait être appréciée, il me semble, au lieu de nous soupçonner!"

Enfin, si les négociations sont encore possibles, il faut qu'elles prennent place à Berlin, car, écrivait l'Empereur au roi, „vous êtes-seul hors de question et juge impartial".

L'Angleterre et la France insistaient entretemps de plus en plus auprès de la Prusse pour qu'elle adhère au projet de convention, en vertu de laquelle les quatre puissances occidentales devaient sommer la Russie d'évacuer les Principautés Danubiennes. Mais plus on insistait à ce sujet, plus le roi de Prusse se raffermissait dans la décision qu'il avait prise de ne pas adhérer à la convention et de garder la neutralité. (Voir *Jomini*. Etude diplomatique sur la guerre de Crimée. Paris 1874, t. II, p. 230). L'énergie de sa résistance était grande surtout à l'égard de l'Autriche, qui avait recours à tous les moyens possibles pour lier son propre sort à celui de la Prusse et de toute l'Allemagne.

Il est vrai que le roi consentit à conclure avec l'Autriche le fameux traité du 20 avril 1854, en vertu duquel les deux parties contractantes se garantissaient réciproquement l'inviolabilité de leurs possessions. Frédéric-Guillaume IV était persuadé que cet acte serait approuvé par l'Empereur Nicolas, parceque, grâce à cet acte, la Prusse pouvait obliger l'Autriche à ne pas provoquer la Russie à la guerre et à ne pas trop s'avancer sur la voie où la poussait la France. Cet acte contenait en outre la définition de deux *casus belli*, qui, selon le roi, étaient tout-à-fait impossibles et nommément: „l'incorporation des rives du Danube dans l'Empire russe et une marche Zabalkanska (sic) sur Constantinople".

„Si vous trouvez, cher et excellent ami"—écrivait le roi à l'Empereur le 29 avril 1854,—„que par l'alliance et son „appendice", j'ai mieux soigné les intérêts de la Prusse et de l'Allemagne que les intérêts russes, je dirais: oui! Vous avez raison; mais je pourrais le dire avec une conscience pure et avec une fort bonne contenance, car, grâce à Dieu, je sais que vous

такомъ случаѣ, я обязуюсь за себя и моихъ преемниковъ дать Австріи гарантію въ томъ, что никогда Россія не допуститъ никакой попытки этихъ областей расшириться или увеличиться во вредъ Австріи. Мнѣ кажется, что это гораздо важнѣе, чѣмъ все остальное, и эту гарантію я не задумываюсь ей дать, и ее слѣдовало бы цѣнить, мнѣ кажется, вмѣсто того чтобъ имѣть противъ насъ подозрѣнія!"

Наконецъ, если переговоры еще возможны, то они должны происходить въ Берлинѣ, потому что, пишетъ королю Государь, „Вы одни стоите въ сторонѣ и судья безпристрастный".

Чѣмъ сильнѣе Англія и Франція стали напирать на Пруссію и требовать отъ нея приступленія къ проектированной конвенціи, въ силу которой четыре западно-европейскія державы должны были потребовать отъ Россіи немедленнаго очищенія Дунайскихъ княжествъ, тѣмъ больше утверждалось рѣшеніе короля прусскаго отказать въ подписаніи этого акта и сохранить свое нейтральное положеніе. (Срав. *Jomini*. Etude diplomatique sur la guerre de Crimée, Paris 1874, t. II, p. 230). Въ особенности сильно стало его сопротивленіе въ отношеніи Австріи, которая пользовалась всѣми средствами, чтобъ связать съ своею собственною судьбою будущность какъ Пруссіи, такъ и всей Германіи.

Правда, король прусскій согласился заключить съ Австріей извѣстный договоръ отъ 20-го апрѣля 1854 года, въ силу котораго обѣ договаривающіяся державы гарантировали другъ другу неприкосновенность своихъ владѣній. Но Фридрихъ-Вильгельмъ IV былъ убѣжденъ, что этотъ актъ будетъ одобренъ Императоромъ Николаемъ I, потому что посредствомъ него Пруссія можетъ заставить Австрію не вызывать войны съ Россіей и не слишкомъ идти впередъ по пути, на который ее толкаетъ Франція. Кромѣ того, въ этомъ апрѣльскомъ актѣ указаны два casus belli, которые, по убѣжденію короля, совершенно невозможны, а именно: „включеніе въ составъ Россійской Имперіи береговъ Дуная и походъ черезъ Балканы въ Константинополь".

„Если Вы находите", писалъ король Государю 29-го апрѣля 1854 г., „дорогой и превосходный другъ, что посредствомъ союза (съ Австріей) и его „приложеніемъ" я лучше оберегалъ интересы Пруссіи и Германіи, чѣмъ интересы Россіи, то я скажу: да! Вы правы. Но я это могу сказать съ спокойною совѣстью и съ большою твердостью, потому что, слава

seriez le premier à me blâmer sévèrement si j'agissais autrement".

Le roi fut profondément touché en même temps des honneurs, que l'Empereur Nicolas I fit rendre à l'enterrement du général Rochow, qui avait occupé pendant de longues années le poste de ministre de Prusse près la Cour de St. Pétersbourg. Il exprima à l'Empereur sa très profonde reconnaissance pour cette nouvelle preuve d'amitié et de bonnes dispositions à l'égard de la Prusse et de son roi.

„Vous avez déclaré Rochow votre ami à la face du monde",—écrivait le roi à l'Empereur le 2 mai 1854,—„et *pour moi* et pour tous les bien-pensants en Prusse, vous avez *renouvelé* notre *vieille alliance*. Il a plû à Dieu d'étendre son bras entre nous et de nous empêcher pour quelque temps de monter à cheval l'un à côté de l'autre, l'épée à la main. *Mais attendons in sancta patientia. Le jour viendra!*" Pour ce qui est de l'Autriche, le roi affirmait encore une fois que l'Empereur d'Autriche lui-même ne voulait pas du tout provoquer la Russie ou se brouiller avec elle, mais que le comte de Buol se trouvait tout-à-fait sous l'influence de la France. Aussi, le roi se proposait-il de supplier l'Empereur d'Autriche de suivre l'exemple du Tzar de Russie, qui est son propre Ministre des Affaires Etrangères.

L'Empereur Nicolas I ne cachait pas au roi de Prusse le déplaisir qu'il avait ressenti, en apprenant qu'il avait signé le traité d'avril avec l'Autriche. Il ne pouvait pas comprendre comment on aurait pu sauver l'Empire Ottoman d'une décomposition intérieure inévitable, en ayant recours à une garantie internationale de son inviolabilité territoriale. Mais il ne ressort pas du tout des lettres de l Empereur que la signature du traité d'avril l'ait mis „presque en fureur". (Voir *Geffcken*. Zur Geschichte des Orientalischen Krieges 1853—1856. Berlin 1881, S. 76 etc.). Après tout ce qui s'était passé, l'Empereur Nicolas I croyait seulement qu'il était inutile de poursuivre des négociations avec les puissances occidentales. A son avis, les opérations militaires devaient seules décider dorénavant de inutile de cette grande guerre.

L'Empereur n'adressait au roi qu'une seule et unique prière: de maintenir sa neutralité pour le bien de l'Allemagne et au profit de la Russie. „Maintenez-vous, mon cher ami", — écrivait-il ou roi le 29 avril (v. st.) 1854,—„dans une *position forte et indépendante* envers les puissances occidentales et vous servirez mieux la cause de

Богу, я знаю, что еслибъ я дѣйствовалъ иначе, Вы первый меня строго осудили бы".

Король былъ также глубоко тронутъ почестями, оказанными Императоромъ Николаемъ I при похоронахъ генерала Рохова, бывшаго много лѣтъ прусскимъ посланникомъ при С.-Петербургскомъ дворѣ. Онъ выразилъ Императору глубочайшую свою признательность за это новое доказательство дружбы и расположенія къ Пруссіи и ея королю.

„Вы объявили Рохова предъ всѣмъ свѣтомъ вашимъ другомъ", писалъ король Государю 2-го мая 1854 года, „и *для меня* и для всѣхъ благомыслящихъ Пруссаковъ, Вы *возобновили нашъ старый союзъ* (въ подл. подчеркнуто). Богу угодно было разъединить насъ и воспрепятствовать намъ сѣсть на коней и съ саблею въ рукѣ стать другъ подлѣ друга. *Но подождемъ in sancta patientia. Наступитъ день!*" Что же касается Австріи, то король еще разъ увѣряетъ Императора, что самъ австрійскій императоръ нисколько не желаетъ вызвать Россію или ссориться съ нею. Но что гр. Буоль совершенно подчинился вліянію Франціи. Потому король намѣренъ былъ просить австрійскаго императора, чтобъ онъ послѣдовалъ примѣру русскаго Царя, который—свой собственный министръ иностранныхъ дѣлъ.

Императоръ Николай I не скрывалъ отъ прусскаго короля своего неудовольствія по поводу подписанія имъ апрѣльскаго договора съ Австріей. Онъ не понималъ, какимъ образомъ можно было спасти Оттоманскую Имперію отъ неминуемаго внутренняго разложенія посредствомъ международной гарантіи ея территоріальной неприкосновенности. Но изъ писемъ Государя нисколько не видно, чтобъ извѣстіе о подписаніи апрѣльскаго договора привело его „почти въ ярость" (Срав. *Geffcken*. Zur Geschichte des Orientalischen Krieges 1853—1856. Berlin 1881, S. 76 etc.). Для Императора Николая I казалось только, послѣ всего случившагося, излишнимъ продолжать еще переговоры съ западными союзными державами. Отнынѣ военныя дѣйствія должны были рѣшить исходъ этой великой войны.

Но къ королю прусскому Государь обратился съ одною просьбою: поддерживать свой нейтралитетъ на благо Германіи и на пользу Россіи. „Сохраните за собою, любезный другъ", писалъ онъ королю 29 апрѣля (ст. ст.) 1854 года въ письмѣ, въ которомъ упоминается объ апрѣльскомъ соглашеніи съ Австріей, „*сильное и неза-*

la paix qu'en vous rendant auprès de moi l'avocat de leurs injustes prétentions. C'est le voeu que je vous offre, cher ami, d'autant plus que je le crois conforme à votre honneur, à vos intérêts bien entendus, comme à ceux de *l'Allemagne que vous avez en cette occasion, à représenter en Europe.* Nulle attitude ne sera plus d'accord en même temps avec cette vieille et bonne amitié qui existe entre nous depuis tant d'années".

Cette conviction de l'Empereur Nicolas que toutes négociations diplomatiques étaient inutiles est exprimée d'une manière très claire dans un remarquable mémoire, écrit, de la propre main de l'Empereur, à l'époque de la conclusion du traité d'avril précité entre la Prusse et l'Autriche. L'Empereur y répète encore une fois de la manière la plus catégorique qu'il ne peut pas être question de conquêtes de la part de la Russie. La Russie n'a qu'un but à atteindre — l'affranchissement des chrétiens, et si l'Autriche se propose d'entrer sur le territoire turc, afin de s'opposer à la réalisation de ce but, la guerre avec la Russie est inévitable. Est-ce que la Prusse s'unirait à l'Autriche contre les chrétiens et la Russie? L'Empereur voulait que le roi de Prusse se rendit compte de sa position et à cet effet il lui posa les conditions suivantes; 1) que le roi déclare que la Prusse ne garantit pas l'intégrité de la Turquie contre ses sujets chrétiens; 2) que le roi ne prenne jamais part à des mesures contre les chrétiens affranchis du joug de la Turquie; 3) qu'il consente à s'unir à la Russie, à l'Angleterre et à la France contre l'Autriche dans le cas où celle-ci voudrait s'opposer à l'affranchissement des chrétiens: 4) que ces conditions soient communiquées à toutes les puissances et aux Turcs et 5) que l'évacuation du territoire et des eaux de la Turquie soit effectuée simultanément sur tous les points.

Les idées fondamentales de ce mémoire furent communiquées au roi de Prusse par le baron Budberg, qui insistait en même temps auprès du gouvernement prussien pour qu'il définisse plus clairement l'attitude qu'il comptait prendre pendant la guerre qui venait de commencer. Mais si le ministre de Russie et le duc Georg de Mecklembourg ne réussirent pas à empêcher la

висимое положеніе въ отношеніи западныхъ державъ, и Вы лучше будете служить дѣлу мира, нежели сдѣлавшись предо мною защитникомъ ихъ несправедливыхъ претензій. Вотъ желаніе, которое я Вамъ, дорогой другъ, высказываю, тѣмъ болѣе, что его считаю согласнымъ съ Вашею честью, съ разумно-понятыми Вашими интересами, какъ и съ пользою *Германіи, которую, при настоящихъ обстоятельствахъ, Вамъ надлежитъ представлять въ Европѣ.* Никакое другое поведеніе не будетъ до такой степени въ тоже время согласно съ старою и доброю дружбою, которая насъ соединяетъ уже столько лѣтъ".

Это убѣжденіе Императора Николая въ безполезности всѣхъ дальнѣйшихъ дипломатическихъ переговоровъ вполнѣ опредѣленнымъ образомъ выражено также въ замѣчательной собственноручно написанной запискѣ, относящейся ко времени заключенія вышеупомянутаго апрѣльскаго договора между Пруссіей и Австріей. Государь вновь подтверждаетъ самымъ категорическимъ образомъ, что о завоеваніяхъ со стороны Россіи не можетъ быть рѣчи. Россія желаетъ только достиженія одной цѣли— освобожденія христіанъ. Если же Австрія вступаетъ на турецкую территорію съ намѣреніемъ препятствовать достиженію этой цѣли, то война съ Россіей неизбѣжна. Развѣ тогда Пруссія соединится съ Австріей противъ христіанъ и Россіи? Государь писалъ, чтобъ прусскій король выяснилъ себѣ свое положеніе, и потому онъ поставилъ ему, между прочимъ, слѣдующіе вопросы: 1) чтобъ король объявилъ, что Пруссія не гарантируетъ цѣлости Турціи противъ христіанскихъ ея подданныхъ; во 2) что король никогда не приметъ участія въ мѣрахъ противъ освобожденныхъ изъ подъ турецкаго владычества христіанъ; въ 3) что онъ согласенъ соединиться съ Россіей, Англіей и Франціей противъ Австріи, если послѣдняя пожелаетъ воспрепятствовать освобожденію христіанъ; въ 4) что эти положенія будутъ сообщены всѣмъ державамъ и Туркамъ, и въ 5) эвакуація турецкой территоріи и водъ должна совершиться одновременно на всѣхъ пунктахъ.

Основныя мысли этой записки были сообщены королю прусскому также барономъ Будбергомъ, который настаивалъ на лучшемъ уясненіи себѣ прусскимъ правительствомъ своего дѣйствительнаго положенія во время начатой войны. Но насколько ни посланнику, ни герцогу Георгію Мекленбургъ-Стрелицкому не удалось остановить подписанія апрѣльскаго

signature du pacte d'avril, il leur fut encore plus difficile de convaincre immédiatement le Cabinet de Berlin du fait qu'en agissant ainsi, il n'empêchait pas l'Autriche de prendre part à la guerre, mais se laissait entraîner de plus en plus à s'en mêler lui-même.

Il est vrai que le roi déclarait catégoriquement, dans sa lettre du 6 juin 1854 à l'Empereur, qu'il ne soutiendrait pas l'Autriche dans le cas où elle marcherait contre les populations chrétiennes de la Turquie. Mais l'entrée des troupes autrichiennes en Serbie, dans l'Herzégovine, ou dans le Monténégro, c'est-à-dire dans des provinces „vassales" de la Turquie n'a rien de commun avec les „idées anti-chrétiennes" et ne peut pas être considérée par le Cabinet de Berlin comme un acte d'hostilité dirigé contre la Russie. Il en serait autrement si les troupes autrichiennes entraient dans les Principautés Danubiennes ou dans l'Epire. Dans le premier cas surtout l'hostilité d'une pareille manière dàgir vis-à-vis de la Russie serait évidente; mais l'Autriche n'y aurait évidemment recours que pour faire évacuer les Principautés Danubiennes par les armées belligérantes et non pas pour faire la guerre à la Russie.

Le roi était enfin de l'avis que dans le cas même où l'Autriche se déciderait à prendre cette dernière mesure et entrerait avec ses troupes dans les Principautés Danubiennes, la Russie n'avait pas à lui déclarer la guerre. „Il faut",— écrivait le roi le 6 juin,—„que je vous implore de toutes les facultés de mon âme de vouloir bien penser que vous avez affaire avec un *malade*. C'est là malheureusement le mot pour exprimer l'état de l'Autriche! Par un traitement médical, dicté par la sagesse hippocratique, vous préserverez le malade de tomber dans la rage. Mais le malade entre en crise et c'est là le moment décisif". Aussi le roi suppliait-il encore une fois l'Empereur d'accepter les trois points du protocole d'avril 1854, afin de faire enrager le comte de Buol, dont la politique se trouverait dans une situation fort difficile, par suite de cette condescendance de la part de la Russie.

L'Empereur Nicolas acquiesça au désir du roi et accepta le protocole du 9 avril. Ce ne fut pas tout: quand, après avoir eu une nouvelle entrevue à Teschen avec l'Empereur d'Autriche, le roi envoya le lieutenant-colonel Edwin Manteuffel à St. Pétersbourg pour supplier l'Empereur de consentir à l'évacuation des Principautés Danu-

договора, настолько же не удалось немедленно убѣдить Берлинскій кабинетъ въ томъ, что онъ не удерживаетъ Австріи отъ вмѣшательства въ войну, но самъ все болѣе и болѣе втягивается ею въ войну.

Правда, король категорически объявилъ, въ письмѣ отъ 6-го іюня 1854 г. къ Государю, что онъ не будетъ поддерживать Австріи въ томъ случаѣ, если она пойдетъ противъ христіанскаго населенія Турціи. Но вступленіе австрійскихъ войскъ въ Сербію, Герцеговину или Черногорію, т. е. въ области „вассальныя" (sic!) въ отношеніи Турціи, ничего не имѣетъ общаго съ „анти-христіанскими идеями" и никакъ не можетъ считаться, со стороны Берлинскаго кабинета, враждебнымъ дѣйствіемъ противъ Россіи. Другое дѣло, еслибъ австрійскія войска вступили въ Дунайскія княжества или въ Эпирскую область. Въ особенности въ первомъ случаѣ, враждебность такого дѣйствія въ отношеніи Россіи несомнѣнна, но Австрія предприняла бы его только для очищенія Дунайскихъ Княжествъ отъ воюющихъ армій, но не для войны съ Россіей.

Но, по мнѣнію короля, если Австрія даже приметъ послѣднюю мѣру и вступитъ съ своими войсками въ Дунайскія княжества, то Россія всетаки не должна объявлять ей войны. „Необходимо", пишетъ король 6-го іюня, „чтобъ я умолялъ Васъ всѣми силами моей души вспомнить хорошенько, что Вы имѣете дѣло съ *больнымъ*. Къ несчастію, таково слово, которымъ можно опредѣлить положеніе Австріи. Посредствомъ медицинскаго леченія, предписаннаго мудростью Гиппократа, Вы можете предупредить, чтобъ больной не перешелъ въ состояніе бѣшенства. Но больной вступаетъ въ кризисъ и вотъ когда рѣшительный моментъ". Поэтому король еще разъ умоляетъ Государя принять извѣстные три пункта апрѣльскаго протокола 1854 года и такимъ образомъ „привести въ бѣшенство" гр. Буоля затруднительнымъ положеніемъ, въ которое была бы поставлена его политика вслѣдствіе уступчивости Россіи.

Императоръ Николай I исполнилъ желаніе короля прусскаго и принялъ протоколъ 9-го апрѣля. Этого мало: когда послѣ новаго свиданія съ императоромъ австрійскимъ въ Тешенѣ, король прусскій послалъ въ С.-Петербургъ подполковника Эдвина Мантейфеля умолять Государя согласиться на эвакуацію сво-

biennes par les troupes russes — ce désir de la Prusse fut accompli aussi.

„Je rends parfaitement justice aux intentions du roi",—écrivait l'Empereur dans un mémoire, rédigé au mois de juin 1854,—„il ne peut exister de doutes là-dessus. Mais il est permis de demander si le résultat répond au but proposé?"

L'Empereur Nicolas croyait qu'il faudrait repondre à cette question par la négative tant que la Prusse ne consentirait pas à déclarer d'une manière formelle qu'elle était satisfaite des concessions de la Russie et que, par conséquent, elle ne reconnaitrait pas pour un *casus foederis* l'agression de l'Autriche contre la Russie. Le roi craignait qu'une déclaration de ce genre de sa part ne soit de nature à provoquer une rupture, non-seulement entre la Prusse et l'Autriche, mais entre la Prusse, la France et l'Angleterre. Le roi de Prusse faisait savoir en même temps au Cabinet de Vienne qu'il ne pouvait pas admettre que l'on fasse abus du traité d'alliance de 1854 et qu'il ne considérerait pas comme un *casus foederis* toute action de l'Autriche, entreprise les armes à la main en vue d'obliger la Russie à accepter les 4 points, adoptés par la conférence de Vienne de décembre 1853.

En général, dès le printemps de l'année 1854, il y avait déjà lutte ouverte entre la Prusse et l'Autriche et cette lutte avait plus particulièrement pour arène la Diète de Francfort. La Cour de Vienne voulait entraîner toute la Confédération germanique dans une guerre contre la Russie et elle voulait par conséquent que la Diète de Francfort se décide à accepter ouvertement les 4 points précités. Le gouvernement prussien, de son côté, insistait pour que la Diète n'en accepte que deux, qui avaient trait à l'Allemagne jusqu'à un certain point et qui concernaient nommément la liberté de navigation sur le Danube, ainsi que l'établissement d'un protectorat de toute l'Europe en général sur les Principautés Danubiennes. Le représentant de l'Autriche à la Diète de Francfort eut beaucoup de peine à avoir raison de la longue résistance que lui opposa le jeune diplomate prussien qui représentait la Prusse à la Diète — le baron de Bismarck-Schönhausen.

Il résulte des rapports que le chancelier actuel de l'Empire d'Allemagne faisait à son gouvernement pendant son séjour à Francfort,—rapports, qui ont été publiés sur son ordre (*Poschinger*, Preussen im Bundestag 1851—1859, Lpz. 1882—1883 4 vls.),—que le représentant de la Prusse

ихъ войскъ изъ Дунайскихъ княжествъ,—и это желаніе Пруссіи было исполнено.

„Я отдаю полную справедливость намѣреніямъ короля", писалъ Императоръ Николай I въ одной запискѣ въ іюнѣ 1854 года, „и въ этомъ отношеніи не можетъ быть никакого сомнѣнія. Но можно себя спросить: отвѣчаетъ ли результатъ предположенной цѣли?"

Императоръ Николай полагалъ, что на этотъ вопросъ слѣдуетъ отвѣчать отрицательно до тѣхъ поръ, пока Пруссія не согласится объявить формальнымъ образомъ, что она удовлетворена уступками, сдѣланными Россіей, и потому не признаетъ за casus foederis нападеніе Австріи на Россію. Король боялся, что такая декларація съ его стороны вызоветъ разрывъ Пруссіи не только съ Австріей, но также съ Франціей и Англіей. Но, съ другой стороны, прусскій король предупреждалъ также Вѣнскій кабинетъ, что онъ не можетъ допустить злоупотребленія союзнымъ договоромъ 1854 года и не сочтетъ за casus foederis, если Австрія силою оружія вознамѣрилась бы принудить Россію принять всѣ 4 пункта, выставленные Вѣнскою конференціею декабря 1853 года.

Вообще, съ весны 1854 года между Пруссіей и Австріей начинается открытая борьба, ареною которой служилъ, ближайшимъ образомъ, франкфуртскій Союзный Сеймъ. Вѣнскій дворъ желалъ увлечь весь Германскій Союзъ въ войну противъ Россіи и потому требовалъ, чтобъ франкфуртскій сеймъ открыто принялъ вышеупомянутые 4 пункта. Прусское же правительство настаивало на принятіи сеймомъ только двухъ пунктовъ, которые отчасти касаются Германіи, а именно: о свободномъ судоходствѣ по Дунаю и объ установленіи обще-европейскаго протектората надъ Дунайскими княжествами. Весьма долго представитель Австріи въ Германскомъ Сеймѣ не могъ побороть противодѣйствія, оказываемаго ему со стороны молодаго прусскаго дипломата, представлявшаго Пруссію—барона Бисмарка-Шёнгаузена.

Изъ обнародованныхъ, по распоряженію самого нынѣшняго канцлера Германской Имперіи, донесеній его своему правительству за время своего пребыванія во Франкфуртѣ-на-Майнѣ (*Poschinger*. Preussen im Bundestag 1851 — 1859, Lpz. 1882 — 1883, 4 тома) видно,

luttait d'une manière très énergique contre l'influence autrichienne et qu'il ne cessait de défendre les intérêts de la Russie. Les rapports non publiés jusqu'à présent de M. de Glinka, chargé d'affaires de Russie près la Diète de Francfort en 1854, ainsi que ceux du baron Brunnow confirment de tout point ce fait positif.

„Je me suis toujours trouvé dans de bons rapports avec M. de Bismarck", — écrivait de Francfort M. de Glinka au Chancelier de l'Empire le 12 (24) février 1854, — „mais depuis peu il me témoigne une prévenance toute particulière, à laquelle naturellement je m'empresse de répondre. M. de Bismarck est sincèrement porté pour l'alliance russe, comme la plupart des hommes de son parti. Il m'a dit qu'il concevait parfaitement que la Prusse eut décliné des engagements positifs, comme ceux qui lui ont été proposés par le Cabinet Impérial en dernier lieu, mais il condamne sans détour M. de Mantouffel, d'avoir laissé ébruiter cette négociation. Car jusqu'à présent, M. de Bismarck n'a pas renié la franchise de gentilhomme-campagnard, un peu rude, mais loyale. Il m'a dit: „que nous importe que la Russie fasse des conquêtes en Turquie, nous ne sommes pas l'Autriche. Nous n'avons qu'un intérêt — celui de conserver la la neutralité".

Il ne reste qu'à savoir, ajoutait Glinka, jusqu'à quel point Bismarck est autorisé à dire de pareilles choses. „Mais on peut être convaincu en tout cas que sciemment il ne dira pas de fausseté ou des choses contraires au sentiment intime de son gouvernement et d'un autre côté, M. de Bismarck est trop haut placé dans la confiance de son roi et de son gouvernement, il a trop d'esprit pour se tromper sur une question de cette importance. D'ailleurs, la politique traditionelle de la Prusse lui indique cette ligne de conduite, tous les Etats secondaires de l'Allemagne étant fortement portés pour la paix et neutralité".

Maintenant, l'Autriche se désiste de sa neutralité et veut obliger la Confédération germanique à marcher avec elle, mais, ajoute le chargé d'affaires de Russie en terminant son intéressante dépêche,—„je répéterai avec M. de Bismarck que la Prusse ne le souffrira jamais".

Il était tout naturel que les Etats de l'Allemagne, en voyant que l'Autriche sortait de plus en plus de sa neutralité, en fussent venu à

что представитель Пруссіи энергическимъ образомъ боролся противъ австрійскаго вліянія и поддерживалъ постоянно интересы Россіи. Необнародованныя донесенія Д. Гр. Глинки, бывшаго въ 1854 году русскимъ повѣреннымъ въ дѣлахъ при Германскомъ Сеймѣ, а также барона Бруннова, вполнѣ подтверждаютъ этотъ положительный фактъ.

„Я всегда находился", писалъ Д. Гр. Глинка Государственному Канцлеру изъ Франкфурта 12 (24-го) февраля 1854 года, „въ хорошихъ отношеніяхъ къ бар. Бисмарку, но съ нѣкотораго времени онъ выказываетъ мнѣ особенную предупредительность, на которую я, само собою разумѣется, спѣшу отвѣчать тѣмъ же. Бисмаркъ искренно стоитъ за союзъ съ Россіей, какъ большинство людей его партіи. Онъ мнѣ сказалъ, что совершенно понимаетъ почему Пруссія не подписала положительныхъ обязательствъ, предложенныхъ ей недавно Императорскимъ правительствомъ. Но онъ безъ обиняковъ осуждаетъ барона Мантейфеля за то, что онъ разгласилъ эти переговоры. До сихъ поръ бар. Бисмаркъ не отказался отъ откровенности, немного грубой, но честной, которая свойственна этому сельскому - дворянину. Онъ мнѣ сказалъ: „какое намъ дѣло до завоеваній Россіи насчетъ Турціи. Мы не Австрія. У насъ нѣтъ другого интереса, кромѣ одного—сохранять нейтралитетъ".

Остается только спросить, продолжаетъ Глинка, насколько Бисмаркъ уполномоченъ говорить такія вещи. „Но можно быть во всякомъ случаѣ совершенно увѣреннымъ, что умышленно онъ не скажетъ неправды или вещей, противныхъ интимному чувству своего правительства. Съ другой же стороны Бисмаркъ слишкомъ высоко стоитъ въ довѣріи своего короля и своего правительства и слишкомъ уменъ, чтобъ находиться въ заблужденіи въ вопросахъ такой важности. Къ тому же традиціонная политика Пруссіи указываетъ ему на такой образъ дѣйствій, и всѣ второстепенныя германскія государства сильнѣйшимъ образомъ стоятъ за миръ и нейтралитетъ".

Теперь Австрія отказывается отъ своего нейтралитета и желаетъ заставить Германскій Союзъ идти съ нею. „Но я буду повторять съ Бисмаркомъ", заключаетъ свою интересную депешу русскій повѣренный въ дѣлахъ, „что этого Пруссія никогда не позволитъ".

Было совершенно естественно, что по мѣрѣ того какъ Австрія стала выходить изъ своего нейтральнаго положенія, германскія державы

craindre qu'on ne veuille les forcer aussi à combattre la Russie. C'est pourquoi, ils arrivèrent naturellement à pencher vers la Prusse. Le prince Emile de Hesse disait avec émotion au ministre d'Autriche: „Vous nous poussez dans la gueule de la Prusse!" (Dépêche de Glinka, du 3 (15) mars 1854).

En mars 1854, le baron de Bismarck se rendit à Berlin pour affaires de service et c'est alors que se produisit dans la politique de la Prusse un complet revirement en faveur du maintien de la neutralité pendant toute la durée de la guerre, qui suivait son cours. A son retour à Francfort sur le Mein, le diplomate prussien raconta à Glinka ce qui s'était passé à Berlin. A son arrivée dans cette capitale, il trouva le Cabinet prussien prêt à se joindre à la convention projetée par les trois Puissances occidentales et à laquelle, sur la proposition de l'Autriche, on avait ajouté un article, aux termes duquel les quatre puissances contractantes s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée avec la Russie. La note, contenant l'adhésion de la Prusse à cette convention, était déjà prête.

„Le Roi seul était opposé à cette fatale détermination". Bismarck s'attacha à convaincre les ministres prussiens du fait qu'aucune des Puissances ne réaliserait jamais les menaces qu'elles faisaient à la Prusse, parceque cette Puissance ne voulait pas sortir de sa neutralité. Ce n'est qu'alors, que le Cabinet prussien se décida enfin à faire savoir au Cabinet de Vienne qu'il refusait de signer la convention.

„M. de Bismarck m'a raconté",—faisait savoir Glinka par une dépêche secrète du 26 mars (7 avril) 1854,—„que lorsqu'il vint annoncer au Roi que le Ministère s'était décidé à écarter les propositions de 3 autres Puissances, Sa Majesté lui dit en l'embrassant: „mon cher Bismarck, nous sommes peut-être les seuls à nous réjouir sincèrement de cet événement. C'est une plaisanterie (pourquoi ?) sans doute", ajoutait Glinka,—„mais les dispositions, que montre le public allemand, ont permis au roi de la faire".

M. de Bismarck, pendant son séjour à Berlin considéra comme son devoir de contribuer à dissiper les appréhensions que faisait naitre la presse périodique (qui n'aimait pas la Russie) en affirmant qu'une guerre était inévitable entre la Prusse d'une part et la France, l'Autriche et l'Angleterre—de l'autre. Mais après son refus de signer la convention, la Prusse se propose, comme il

стали опасаться, что ихъ также хотятъ заставить воевать съ Россіей. Поэтому онѣ естественнымъ образомъ болѣе стали склоняться въ сторону Пруссіи. Гессенскій принцъ Эмиль съ грустью сказалъ австрійскому посланнику: „Вы насъ толкаете въ пасть Пруссіи"! (Депеша Глинки отъ 3-го (15-го) марта 1854 года).

Въ мартѣ 1854 г. бар. Бисмаркъ былъ по дѣламъ службы въ Берлинѣ, и тогда же совершился въ прусской политикѣ окончательный поворотъ въ пользу сохраненія полнаго нейтралитета во время начатой войны. По возвращеніи во Франкфуртъ-на-Майнѣ, прусскій дипломатъ разсказалъ Глинкѣ, что случилось въ Берлинѣ. По своемъ прибытіи въ Берлинъ, онъ нашелъ прусскій кабинетъ склоннымъ приступить къ конвенціи, проектированной тремя западно-европейскими державами, къ которой, по предложенію Австріи, была прибавлена статья, въ силу которой всѣ четыре договаривающіяся державы обязались не заключать отдѣльнаго мира съ Россіей. Нота, объявляющая о согласіи Пруссіи присоединиться къ этой конвенціи, была уже изготовлена.

„Только одинъ король былъ противъ этого роковаго рѣшенія". Бисмаркъ старался убѣдить прусскихъ министровъ въ томъ, что ни одна держава не приведетъ въ исполненіе угрозъ своихъ противъ Пруссіи, если она не выйдетъ изъ своего нейтральнаго положенія. Тогда наконецъ прусскій кабинетъ сообщилъ Вѣнскому двору, что отказывается подписать конвенцію.

„Баронъ Бисмаркъ мнѣ разсказалъ", сообщаетъ Глинка секретною депешею отъ 26-го марта (7 апр.) 1854 года, „что когда онъ пришелъ объявить королю, что министерство постановило отклонить предложенія трехъ другихъ державъ, то Его Величество, обнимая его, сказалъ ему: „дорогой Бисмаркъ, мы, можетъ быть, одни только искренно радуемся этому событію". „Это безъ сомнѣнія", продолжаетъ Глинка, „шутка (почему?), но настроеніе германскаго общества позволило ему ее сдѣлать".

Бисмаркъ счелъ своимъ долгомъ, будучи въ Берлинѣ, уменьшить боязнь, распространяемую періодическою печатью, нелюбящею Россію, на счетъ неминуемости войны противъ Пруссіи со стороны Австріи, Англіи и Франціи. Послѣ же отказа Берлинскаго кабинета отъ конвенціи, Пруссія, кажется, желаетъ идти за Австріей до тѣхъ поръ, пока она окончательно не втянулась

parait, de suivre l'Autriche jusqu'au moment où elle sera définitivement entraînée dans la guerre contre la Russie et où elle compromettra de tout point son avenir.

Cette conviction de notre chargé d'affaires trouvait une confirmation dans les entretiens qu'il ne cessait d'avoir avec le représentant de la Prusse près la Diète de Francfort. Pour ce qui est du traité d'alliance du mois d'avril, conclu entre l'Autriche et la Prusse, le baron de Bismarck était de l'avis „que c'était comme une voûte à laquelle la clef manque encore". Mais cela n'empêchait pas l'Autriche et la Prusse de proposer à la Diète de Francfort d'adhérer à cet acte.

Quand plus tard les Etats secondaires de l'Allemagne décidèrent à la conférence de Bamberg, qu'ils considéraient le maintien de la neutralité comme une nécessité absolue, le baron de Bismarck affirmait que cette décision avait la complète approbation de la Prusse, mais qu'elle craignait de le déclarer ouvertement. (Dépêche de Glinka du 29 mai (10 juin) 1854).

Enfin, quand le roi de Prusse en vint à conseiller à l'Empereur Nicolas de retirer ses troupes des Principautés Danubiennes, le baron de Bismarck, laissait entendre à Glinka qu'à son point de vue, si l'armée russe se retirait au-delà du Pruth, la position de l'Autriche deviendrait très fausse. Elle aurait fait alors d'immenses dépenses pour se trouver isolée non-seulement des Puissances occidentales, mais de tous les Etats de l'Allemagne.

La confiance du représentant de la Prusse à l'égard du chargé d'affaires de Russie en arriva à ce point qu'il lui lut un mémoire tout-à-fait confidentiel, qu'il envoyait à Berlin. Glinka put se convaincre encore une fois en lisant ce mémoire qu'il avait affaire „à un homme d'Etat véritablement supérieur".

D'après l'auteur du mémoire en question, il était impossible que le Cabinet de Berlin puisse être indifférent à l'occupation des Principautés Danubiennes par les troupes autrichiennes, parceque toute augmentation des possessions de l'Autriche ne pouvait que diminuer la force de la Prusse. Et pourtant, il y avait lieu de croire que les Puissances occidentales étaient portées à consentir à l'annexion des Principautés Danubiennes par l'Autriche, à la condition que celle-ci se désiste de la Galicie, qui devrait être annexée à la Pologne rétablie. Pour ce qui est de l'Autriche elle ne s'oppose pas avec autant d'énergie que la Russie et la Prusse à la restauration de la Pologne.

въ войну противъ Россіи и не компрометтировала совершенно свою будущность.

Это убѣжденіе нашего повѣреннаго въ дѣлахъ находило подтвержденіе въ постоянныхъ бесѣдахъ съ прусскимъ уполномоченнымъ при Сеймѣ. Относительно апрѣльскаго союзнаго договора между Австріею и Пруссіею бар. Бисмаркъ полагалъ, что это—„замокъ, къ которому еще не найдено ключа". Но это не мѣшало Австріи и Пруссіи предложить франкфуртскому сейму приступить къ апрѣльскому союзному акту.

Когда затѣмъ второстепенныя германскія державы рѣшили на конференціи въ Бамбергѣ, что онѣ считаютъ безусловно необходимымъ поддерживать нейтралитетъ, бар. Бисмаркъ утверждалъ, что Пруссія вполнѣ одобряетъ это рѣшеніе, но только боится высказать это открыто. (Депеша Глинки отъ 29-го мая (10-го іюня) 1854 г.).

Наконецъ, когда прусскій король сталъ убѣждать Императора Николая I вывести свои войска изъ Дунайскихъ княжествъ, бар. Бисмаркъ съ своей точки зрѣнія, доказывалъ Глинкѣ, что если русская армія возвратится за Прутъ, то положеніе Австріи будетъ весьма фальшивое. Она сдѣлала бы тогда совершенно напрасно огромныя затраты и была бы изолирована какъ отъ великихъ западныхъ державъ, такъ и отъ германскихъ государствъ.

Довѣріе прусскаго посланника въ отношеніи представителя Россіи дошло до того, что онъ ему прочелъ совершенно конфиденціальную записку, отправленную имъ въ Берлинъ. Изъ этой записки Глинка еще разъ убѣдился, что имѣетъ дѣло „съ дѣйствительно выдающимся государственнымъ человѣкомъ".

По мнѣнію автора записки, Пруссія не можетъ относиться равнодушно къ занятію австрійскими войсками Дунайскихъ княжествъ, потому что всякое расширеніе австрійскихъ владѣній убавляетъ силу Пруссіи. Между тѣмъ, весьма возможно, что западныя державы могутъ согласиться на присоединеніе къ Австріи Дунайскихъ княжествъ, подъ условіемъ отказа отъ Галиціи, которая должна быть присоединена къ возстановленной Польшѣ. Сама Австрія не противится столь энергично, какъ Россія и Пруссія, возстановленію прежней Польши.

Le baron de Bismarck attribuait une grande importance à toutes ces circonstances et selon lui, si elles venaient à se produire, la Prusse serait peut-être obligée de sortir de sa neutralité. (Dépêche de Glinka du 27 juillet (8 août) 1854).

Il est évident que ces rapports de M. de Glinka attirèrent toute l'attention de l'Empereur Nicolas sur le plénipotentiaire de la Prusse près la Diète de Francfort. L'Empereur chargea Glinka d'exprimer au baron de Bismarck sa sincère reconnaissance pour sa manière d'agir et pour sa franchise.

Quand Glinka eut accompli la volonté de son Souverain, le baron de Bismarck manifesta une joie sincère.

„Je suis heureux",—dit-il à son collègue de Russie,—„que tout en remplissant mes devoirs à l'égard de mon souverain, je puisse, en même temps, servir la cause du vôtre et que Sa Majesté m'en sache gré". Glinka lui fit observer à cette occasion que les intérêts de la Russie et de la Prusse étaient identiques et qu'il fallait espérer que le jour viendrait où une troisième grande Puissance, la France, reconnaîtrait que sa véritable place n'était pas à côté de l'Angleterre, mais à côté de la Russie et de la Prusse.

„M. de Bismarck",—écrivait Glinka dans une lettre qu'il adressait au Chancelier de l'Empire le 28 septembre (5 octobre) 1854,—„releva cette phrase avec la plus grande vivacité et il ajouta: „Alliance entre la Russie, la Prusse et la France,—c'est là effectivement l'idéal politique que je rêve depuis longtemps et la seule combinaison qui puisse satisfaire aux nécessités politiques des trois pays. Eh bien, imaginez-vous que pour avoir exprimé cette pensée, trop tôt peut-être, j'ai manqué d'encourir la disgrâce du Prince de Prusse. Je lui en ai parlé, il y a de cela environ 6 mois et le Prince l'a trouvée tellement déraisonnable qu'il a écrit à M. de Manteuffel qu'il était fâché de voir les intérêts de la Prusse à Francfort confiés à un homme qui avait des idées d'écolier".

Du reste, comme l'affirmait le baron de Bismarck, le Prince de Prusse était encore mécontent de lui, parcequ'il avait empêché la Prusse de s'unir aux Puissances occidentales contre la Russie. D'après le Prince, cette coalition aurait été le meilleur moyen de prévenir la guerre. Selon le baron de Bismarck, elle n'aurait pu provoquer au contraire qu'une guerre générale en Europe.

Всѣ эти обстоятельства бар. Бисмаркъ считалъ настолько важными, что наступленіе ихъ было бы въ состояніи заставить Пруссію немедленно отказаться отъ занимаемаго ею нейтральнаго положенія. (Депеша Глинки отъ 27-го іюля (8 августа) 1854 г.).

Понятно, что такія донесенія Глинки обратили серьозное вниманіе Императора Николая I на прусскаго уполномоченнаго при франкфуртскомъ сеймѣ. Государь поручилъ Глинкѣ выразить бар. Бисмарку искреннюю признательность за его образъ дѣйствія и откровенность.

Когда Глинка исполнилъ эту Высочайшую волю, бар. Бисмаркъ выказалъ искреннюю радость.

„Я счастливъ", сказалъ онъ своему русскому коллегѣ, „что исполняя долгъ свой въ отношеніи моего Государя, я могу въ тоже время служить Вашему дѣлу, и что Его Императорскому Величеству благоугодно это признать". На это Глинка замѣтилъ, что интересы Россіи и Пруссіи тождественны, и нужно надѣяться, что наступитъ день, когда еще третья великая держава—Франція—придетъ къ сознанію, что ея настоящее мѣсто не подлѣ Англіи, но Россіи и Пруссіи.

„Бисмаркъ съ величайшимъ жаромъ", пишетъ Глинка въ письмѣ къ Государственному Канцлеру отъ 28-го сентября (5-го октября) 1854 г., „ухватился за послѣднюю фразу и сказалъ: „Союзъ между Россіею, Пруссіею и Франціею—вотъ мой истинный политическій идеалъ, о которомъ я мечтаю уже давно, и вотъ единственная комбинація, которая могла бы удовлетворять всѣмъ политическимъ потребностямъ трехъ государствъ. И вотъ, представьте себѣ, что за слишкомъ раннее, можетъ быть, выраженіе этой мысли, я почти вызвалъ немилость принца прусскаго. Я ему объ этой идеѣ говорилъ около 6 мѣсяцевъ тому назадъ, и принцъ находилъ ее настолько безразсудною, что написалъ бар. Мантейфелю, что ему досадно видѣть интересы Пруссіи во Франкфуртѣ въ рукахъ человѣка, имѣющаго идеи школьника".

Впрочемъ, по словамъ бар. Бисмарка, принцъ прусскій былъ также недоволенъ Бисмаркомъ за то, что онъ остановилъ Пруссію соединиться съ западными державами и Австріею противъ Россіи. По мнѣнію принца, такая коалиція была бы лучшимъ средствомъ предупредить войну; по мнѣнію же бар. Бисмарка она вызвала бы всеобщую европейскую войну.

Toutefois, les idées politiques du baron de Bismarck, furent graduellement et définitivement adoptées par le premier ministre de Prusse—le baron Manteuffel, et furent appréciées bientôt comme elles le méritaient par le Prince de Prusse lui-même, qui en passant en 1854 par Francfort sur le Mein, s'arrêta même dans la maison de Bismarck. Jusqu'alors, aucun ministre de Prusse près la diète de Francfort n'avait été l'objet d'un pareil honneur.

Se. Majestät der Kaiser von Rußland und Se. Majestät der König von Preußen im Allerhöchst eigenen Namen und Namen der übrigen Mitglieder des Deutsch-Oesterreichischen Telegraphen-Vereins, als: Ihrer Majestäten des Kaisers von Oesterreich, des Königs von Bayern, des Königs von Sachsen, des Königs von Hannover, des Königs von Würtemberg, und des Königs der Niederlande, so wie Ihrer Königlichen Hoheiten des Großherzogs von Meklenburg-Schwerin und des Großherzogs von Baden, in der Absicht, ihren resp. Staaten die Vortheile einer geregelten telegraphischen Verbindung zuzuwenden, haben Behufs der hierüber zu pflegenden Verhandlungen zu Commissarien ernannt und zwar:

Se. Majestät der Kaiser von Rußland den Herrn Ludwig von Gerhard, Kaiserlich-Russischer Oberst des Ingenieur-Corps, Ritter des St. Annen-Ordens 2-ter Classe mit der Krone und des St. Wladimir-Ordens 4-ter Classe.

Se. Majestät der König von Preußen den Herrn Friedrich Wilhelm Nottebohm, Königlich-Preussischer Regierungs- und Bau-Rath und commissarischer Vorstand der Königlichen Telegraphen-Direction, Ritter des Rothen Adler-Ordens 4-ter Classe und des Königlich-Belgischen Leopold-Ordens,

welche Commissarien nach Auswechselung ihrer, in gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Artikel vereinbart haben.

Однако, мало по малу политическія идеи бар. Бисмарка окончательно принимаются прусскимъ первымъ министромъ, барономъ Мантейфелемъ, и находятъ также болѣе справедливую оцѣнку въ самомъ принцѣ прусскомъ, который, будучи лѣтомъ 1854 года проѣздомъ во Франкфуртѣ на Майнѣ, даже остановился въ домѣ бар. Бисмарка. Подобной чести еще не удостоивался ни одинъ прусскій посланникъ при франкфуртскомъ сеймѣ.

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Король Прусскій, дѣйствующій какъ отъ собственнаго своего имени, такъ и отъ имени прочихъ членовъ Германско-Австрійскаго Телеграфическаго Союза, именно: Ихъ Величествъ Императора Австрійскаго, Королей: Баварскаго, Саксонскаго, Гановерскаго, Виртембергскаго и Нидерландскаго и Ихъ Королевскихъ Высочествъ Великихъ Герцоговъ Мекленбургъ-Шверинскаго и Баденскаго, побуждаемые желаніемъ взаимно упрочить своимъ государствамъ выгоды благоустроеннаго телеграфическаго сообщенія, назначили коммиссаровъ для вступленія въ надлежащіе по этому предмету переговоры, и именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій инженеръ-полковника Лудвига Гергарда, кавалера орденовъ Св. Анны 2-й ст., Императорскою короною украшеннаго, и Св. Владиміра 4-й степени,

Е. В. Король Прусскій Фридриха Вильгельма Ноттебома, совѣтника правленія и строительныхъ дѣлъ, состоящаго въ должности начальника Дирекціи королевскихъ телеграфовъ, кавалера ордена Краснаго Орла 4-я ст. и Бельгійскаго ордена Леопольда;

каковые коммиссары, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащей формѣ, условились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Artikel I.

Die Telegraphen-Linien der contrahirenden Regierungen sollen an den, von den betreffenden Verwaltungen noch näher zu bestimmenden Grenzpunkten, so mit einander verbunden werden, daß die internationalen Depeschen ohne Absetzung an den Grenzen direct von jeder Station des einen zu jeder Station des anderen Staates befördert werden können.

Zur Erreichung dieses Zweckes werden für die internationale Correspondenz gleiche Telegraphen-Apparate in Anwendung gebracht.

Artikel II.

Die Benutzung der Telegraphen-Linien der contrahirenden Staaten steht Jedermann ohne Ausnahme zu.

Artikel III.

Die Grundsätze, nach welchen der Betrieb der Telegraphen-Linien der contrahirenden Staaten in Bezug auf die internationale Correspondenz geregelt werden soll, unterliegen den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages.

Internationale Depeschen sind solche, welche von einer Telegraphen-Linie des einen Staats auf eine Telegraphen-Linie des anderen Staats übergehen.

Artikel IV.

Jede Regierung behält sich das Recht vor, den internationalen telegraphischen Verkehr auf unbestimmte Zeit zu sistiren, sei es für die gesammte Correspondenz oder nur für gewisse

Статья I.

Телеграфическія линіи договаривающихся правительствъ будутъ соединены между собою на пограничныхъ пунктахъ, которые будутъ опредѣлены обоюдными управленіями, такимъ образомъ, чтобы заграничныя депеши могли быть отправляемы непосредственно и безостановочно съ каждой станціи одного государства на каждую станцію другаго.

Для достиженія этой цѣли, съ той и съ другой стороны будутъ употребляемы для заграничной корреспонденціи телеграфическіе аппараты одинаковаго устройства.

Статья II.

Каждому безъ изъятія предоставляется право пользоваться телеграфическими линіями договаривающихся государствъ.

Статья III.

Правила, которыми должно руководствоваться при передачѣ заграничной корреспонденціи на телеграфическихъ линіяхъ договаривающихся государствъ, будутъ основаны на постановленіяхъ, въ настоящемъ договорѣ изложенныхъ.

Подъ названіемъ заграничныхъ депешъ разумѣются тѣ, которыя переходятъ съ телеграфической линіи одного государства на телеграфическую линію другаго.

Статья IV.

Каждое правительство предоставляетъ себѣ право прекращать заграничныя телеграфическія сношенія на неопредѣленное время, по всей вообще

Arten derselben, entweder auf allen oder nur auf einzelnen ihrer Linien. Sobald eine der contrahirenden Regierungen eine solche Maßregel getroffen hat, ist dieselbe verpflichtet, der anderen Regierung davon unverzüglich Mittheilung zu machen.

корреспонденціи или только по нѣкоторымъ видамъ оной, на всѣхъ своихъ линіяхъ или только на нѣкоторыхъ. Какъ скоро одно изъ договаривающихся правительствъ приметъ таковую мѣру, оно обязано немедленно сообщить о томъ другому правительству.

Artikel V.

Eine Gewähr für die richtige Ueberkunft einer Depesche oder für ihre Ueberkunft in einer gewissen Zeit wird nicht geleistet.

Jedoch soll eine Depesche mindestens früher ihren Bestimmungsort erreichen, als dies bei ihrer Beförderung mittelst der Post oder mittelst der Eisenbahn möglich gewesen sein würde. Ausgenommen ist jedoch der Fall einer eingetretenen Störung oder Unterbrechung der telegraphischen Verbindung.

Статья V.

Правительства не ручаются ни въ точномъ достиженіи депеши до мѣста ея назначенія, ни въ доставленіи оной въ опредѣленный срокъ.

Впрочемъ, всякая депеша должна достигать мѣста своего назначенія по крайней мѣрѣ скорѣе, чѣмъ могла бы быть доставлена по почтѣ или по желѣзной дорогѣ, за исключеніемъ тѣхъ случаевъ, когда встрѣтится на телеграфической линіи препятствіе, или сообщеніе на оной будетъ прервано.

Artikel VI.

Die Depeschen werden nach folgender Rangordnung classificirt:

1. Staats-Depeschen, d. h. diejenigen Depeschen, welche von dem Oberhaupte des Staats, den Ministern und den Staats-Behörden der contrahirenden Regierungen und den Staaten des Deutsch-Oesterreichischen Telegraphen-Vereins, so wie von den Regierungen der Staaten, denen der Deutsch-Oesterreichische Verein vertragsmäßig eine gleiche Rangordnung zugesichert hat, ausgehen.

2. Dienst- oder Amts-Depeschen, d. h. solche Depeschen, welche ausschließlich den internationalen Telegraphendienst betreffen.

3. Privat-Depeschen.

Die Beförderung der Depeschen erfolgt in

Статья VI.

Депеши раздѣляются на слѣдующіе разряды:

1) Государственныя депеши, то есть тѣ, которыя идутъ отъ Главы государства, отъ министровъ и отъ прочихъ властей договаривающихся правительствъ и государствъ, составляющихъ Германско-Австрійскій телеграфическій союзъ, а также отъ правительствъ тѣхъ государствъ, которымъ этотъ союзъ по конвенціи предоставилъ пользованіе преимуществами того же разряда.

2) Депеши, относящіяся исключительно къ дѣйствіямъ и распоряженіямъ телеграфическихъ управленій касательно заграничныхъ сношеній.

3) Частныя депеши.

Отправленіе депешъ производится,

Bezug auf ihre Richtung alternirend und nach Maßgabe der Rangordnung nach der Reihefolge, in welcher dieselben aufgegeben sind.

относительно ихъ назначенія, поочередно въ тотъ и другой конецъ, съ соблюденіемъ разрядовъ и порядка подачи.

Artikel VII.

Die Aufgabe der Depeschen kann nur bei den Staats-Telegraphen-Stationen erfolgen. Die Stationen sind befugt, Depeschen auch für solche Orte anzunehmen, welche über die Telegraphen-Linien hinaus oder seitwärts derselben gelegen sind.

Статья VII.

Депеши могутъ быть подаваемы только на государственныхъ телеграфическихъ станціяхъ. Этимъ станціямъ предоставляется право принимать также депеши, назначаемыя въ мѣста, находящіяся далѣе телеграфической линіи, или въ сторонѣ отъ оной.

Artikel VIII.

Um der telegraphischen Correspondenz die möglichste Beschleunigung angedeihen zu lassen, sollen die Central- und Anschluß- resp. Uebertragungs-Stationen ohne Unterbrechung bei Tag und bei Nacht zur Annahme der Depeschen verpflichtet sein. Die übrigen Telegraphen-Stationen sind jedoch täglich mit Einschluß der Sonn- und Festtage nur während der festgesetzten Dienststunden für die Aufgabe der Depeschen offen zu halten.

Статья VIII.

Для возможнаго ускоренія телеграфической корреспонденціи, центральныя станціи, равно какъ и тѣ, на которыхъ депеши переходятъ съ одной линіи на другую или съ одного аппарата на другой, обязаны принимать депеши днемъ и ночью безъ малѣйшей остановки. Прочія же станціи будутъ открыты для принятія депешъ каждодневно, не исключая воскресныхъ и праздничныхъ дней, но только въ назначенные по положенію часы.

Artikel IX.

Staats-Depeschen können nach der Wahl des Absenders in jeder Sprache abgefaßt werden, deren Buchstabenzeichen sich in deutschen und lateinischen Buchstaben durch den Apparat wiedergeben lassen. Auch ist bei denselben die Anwendung von Chiffern zuläßig, jedoch nur von solchen, welche in den angegebenen Buchstaben oder Ziffern bestehen. Diese Depeschen sind gebührenpflichtig; ihr Inhalt unterliegt aber keiner Controlle Seitens der Stationen.

Статья IX.

Государственныя депеши могутъ излагаться, по избранію подателя, на всякомъ языкѣ, который можетъ быть переданъ приборомъ посредствомъ буквъ нѣмецкихъ или латинскихъ. Можно также употреблять шифры, лишь бы только они состояли изъ буквъ означеннаго рода или изъ цыфръ. За такія депеши платится по таксѣ, но содержаніе ихъ не подлежитъ разсмотрѣнію со стороны станцій.

Artikel X.

Dienst- und Privat-Depeschen dürfen nicht in Chiffern geschrieben sein. Dagegen ist die Beförderung der Börsencourse, Getreidepreise etc. in bloßen Zahlen unter denjenigen Beschränkungen gestattet, welche die einzelnen Regierungen zur Abwendung von Mißbräuchen für nöthig erachten sollten. Die Privat-Depeschen dürfen nach der Wahl des Absenders in deutscher oder französischer Sprache abgefaßt sein. Zur Annahme von Depeschen in englischer Sprache sind dagegen nur einzelne Stationen ermächtigt, welche die beiderseitigen Regierungen sich gegenseitig näher mittheilen werden.

Artikel XI.

Privat-Depeschen, deren Inhalt gegen die Gesetze verstößt oder welche aus Rücksichten für das öffentliche Wohl und die Sittlichkeit zur Mittheilung für nicht geeignet erachtet werden, sind von der Beförderung auszuschließen. In allen Fällen haben die Telegraphen-Central-Verwaltungen eines jeden Staates die Befugniß, die Weiterbeförderung einer jeden, ihnen gefährlich erscheinenden Depesche zu inhibiren, aber auch zugleich die Verpflichtung, der Aufgabestation hiervon per Telegraph Mittheilung zu machen.

Artikel XII.

Die contrahirenden Regierungen verpflichten sich, alle zur Sicherung des Depeschen-Geheimnisses erforderlichen Maaßregeln zu treffen.

Artikel XIII.

Bei Bildung des internationalen Tarifs ist die Wortzahl, so wie die Entfernung, welche die Depesche in jedem Staate zu durchlaufen

Статья X.

Депеши, относящіяся до телеграфическаго управленія, равно какъ и частныя депеши, не могутъ быть шифрованныя. Дозволяется однако сообщать цыфрами биржевые курсы, цѣны на хлѣбъ и проч. съ тѣми ограниченіями, какія каждое правительство признаетъ нужными для предупрежденія злоупотребленій. Частныя депеши могутъ быть излагаемы, по избранію подателя, на нѣмецкомъ или на французскомъ языкѣ. Что же касается до депешъ на англійскомъ языкѣ, то пріемъ ихъ будетъ дозволенъ только на нѣкоторыхъ станціяхъ, о коихъ оба правительства взаимно условятся.

Статья XI.

Частныя депеши, коихъ содержаніе противно законамъ или найдено будетъ несовмѣстнымъ съ общественнымъ благомъ и нравственностью, подлежатъ устраненію. Вообще центральнымъ телеграфическимъ управленіямъ предоставляется право воспрещать дальнѣйшую передачу всякой депеши, которой содержаніе будетъ найдено вреднымъ; но въ такомъ случаѣ они обязаны увѣдомить о томъ по телеграфу ту станцію, на которой депеша подана.

Статья XII.

Договаривающіяся правительства обязуются принимать всѣ надлежащія мѣры для сохраненія депешъ втайнѣ.

Статья XIII.

Число словъ и пространство, которое депеша должна проходить въ каждомъ государствѣ, будутъ вообще слу-

hat, im Allgemeinen maßgebend, und soll in dieser Beziehung und bei Feststellung der Tarifsätze selbst, eine möglichst vollkommene Uebereinstimmung erstrebt werden.

жить основаніемъ для составленія заграничнаго тарифа; при чемъ приложено будетъ все стараніе для сохраненія возможнаго единства какъ въ этомъ отношеніи, такъ и въ самомъ опредѣленіи платы.

Artikel XIV.

Privat-Depeschen dürfen in der Regel nicht mehr als 100 Worte enthalten; solche von mehr als 100 Worte können nur dann zur Beförderung zugelassen werden, wenn die Apparate nicht anderweitig in Anspruch genommen sind. Ein und derselbe Correspondent kann nur dann die Beförderung mehrerer Depeschen nach einander verlangen, wenn der Apparat nicht von anderen Personen in Anspruch genommen wird. Auf Staats-Depeschen findet diese Einschränkung keine Anwendung.

Статья XIV.

Частныя депеши обыкновенно должны заключать не болѣе ста словъ. Заключающія большее число будутъ принимаемы въ такихъ только случаяхъ, когда аппараты не будутъ требоваться для другихъ занятій. Одинъ и тотъ же корреспондентъ можетъ тогда только требовать передачи нѣсколькихъ депешъ, одной вслѣдъ за другою, когда телеграфическій аппаратъ не требуется другими лицами. Это ограниченіе не распространяется на депеши государственныя.

Artikel XV.

Jeder Depeschen-Aufgeber kann verlangen, daß die Empfangsstation seine Depesche für mehrere Adressaten ausfertige oder die Depesche zurücktelegraphire, eben so daß dieselbe die richtige Ankunft der Depesche zurückmelde. Ferner steht es jedem Aufgeber zu, die Identität seiner Person nachzuweisen, und daß dies geschehen, als dienstliche Bemerkung durch die Aufgabestation seiner Depesche hinzufügen zu lassen.

Статья XV.

Каждый податель депеши можетъ требовать, чтобы на станціи, на которую она назначена, было снято съ нея нѣсколько копій для разныхъ лицъ, или чтобы она была обратно передана по телеграфу, или, наконецъ, чтобы станція извѣстила о исправномъ полученіи депеши. Сверхъ того подателю депеши предоставляется право представить доказательства своей личности и требовать, чтобы принявшею станціею было о томъ офиціально упомянуто въ депешѣ.

Artikel XVI.

In allen Fällen, wo nach Maßgabe der bestehenden Bestimmungen eine Rückerstattung der, von dem Aufgeber entrichteten Telegraphen-Gebühren stattfinden muß, ist derjenige Staat

Статья XVI.

Во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, въ которыхъ, согласно существующимъ постановленіямъ, деньги, заплаченныя подателемъ депеши, должны быть ему

zum Ersatz verpflichtet, auf dessen Linien die Rückerstattung der Gebühren verschuldet worden ist.

возвращены, эта отвѣтственность обращается на то государство, которому принадлежитъ телеграфическая линія, подавшая поводъ къ возврату денегъ.

Artikel XVII.

Sämmtliche Gebühren für internationale Staats- und Privat-Depeschen sind bei der Aufgabe zu bezahlen. Die Depeschen des Telegraphendienstes werden frei befördert.

Статья XVII.

Плата, какъ за государственныя, такъ и за частныя депеши, вносится при подачѣ оныхъ. Депеши, относящіяся до телеграфическаго управленія, отправляются безплатно.

Artikel XVIII.

Der gegenwärtige Vertrag ist für die Kaiserlich-Russischen Staaten, den Königlich-Preußischen Staaten und alle Staaten des Deutsch-Oesterreichischen Telegraphen-Vereins bindend.

Статья XVIII.

Настоящій договоръ имѣетъ обязательную силу для владѣній Е. В. Императора Россійскаго, Е. В. Короля Прусскаго и всѣхъ государствъ, составляющихъ Германско - Австрійскій Телеграфическій Союзъ.

Artikel XIX.

Dieser Vertrag tritt mit dem 15-ten November 1854 n. St. in Kraft, und bleibt auf unbestimmte Zeit und bis derselbe von einem der contrahirenden Staaten ausdrücklich gekündigt wird, in Kraft. Erfolgt eine solche Kündigung, so verliert der Vertrag ein Jahr nach derselben seine Gültigkeit.

Статья XIX.

Онъ войдетъ въ силу съ 15-го ноября 1854 года н. ст. и останется въ дѣйствіи на неопредѣленное время, пока одно изъ договаривающихся государствъ не сдѣлаетъ положительнаго объявленія о прекращеніи онаго. Въ такомъ случаѣ договоръ утратитъ свою силу и дѣйствіе чрезъ годъ послѣ объявленія.

Artikel XX.

Ueber die Einzelnheiten des Betriebes, die Wortzählung und Tarirung der Depeschen, so wie über das Abrechnungswesen, wird von den Telegraphen-Verwaltungen beider contrahirenden Staaten ein besonderer Ausführungs-Vertrag vereinbart.

Статья XX.

Телеграфическія управленія обоихъ договаривающихся государствъ постановятъ между собою особенную конвенцію о всѣхъ частностяхъ самаго сообщенія, о исчисленіи словъ въ депешахъ, опредѣленіи платы, а также о способахъ взаимнаго расчета.

Artikel XXI.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratificirt und die resp. Ratificationen werden längstens innerhalb von 6 Wochen nach deren Vollziehung ausgewechselt.

Zur Urkunde dessen etc.

So geschehen zu Berlin, am 26-ten September n. St. 1854.

(L. S.) Ludwig Gerhard.

(L. S.) Friedrich-Wilhelm Nottebohm.

Ratifiée a Gatschino le 16 octobre 1854.

Статья XXI.

Настоящій договоръ будетъ ратификованъ и ратификаціи размѣнены въ теченіи не болѣе шести недѣль.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Берлинѣ, сентября 26-го дня н. ст. 1854 года.

(М. П.) Лудвигъ Гергардъ.

(М. П.) Фридрихъ Вильгельмъ Ноттебомъ.

Ратификована въ Гатчинѣ 16-го октября 1854 года.

№ 335.

1856, 25 décembre (6 janvier 1857). Déclaration conclue avec la Prusse concernant les successions. (2-me Col. des lois, № 31.507).

Dans le courant des derniers six mois de 1854, la résolution, prise par la Prusse de garder la neutralité et de ne pas céder à la pression des puissances occidentales, devint de plus en plus forte. Toutefois, en présence des menaces de l'Angleterre et de la France, ainsi que de l'indécision de plusieurs Etats de second ordre de l'Allemagne, le roi de Prusse continuait à supplier l'Empereur Nicolas I de vouloir bien accepter les 4 points bien-connus. L'Empereur accéda au désir du roi et cette résolution de Sa Majesté Impériale fut notifiée à l'Autriche le 28 novembre 1854. Mais quatre jours plus tard, l'Autriche signait avec la France et l'Angleterre une alliance formelle, dirigée contre la Russie.

La Prusse refusa catégoriquement de participer au traité d'alliance du 2 décembre et encourut à ce propos non-seulement l'animosité de l'Autriche, mais celle de la France et de l'Angleterre. Celle de l'Autriche à l'égard de la Prusse se faisait ressentir surtout à la Diète de Francfort. L'Autriche avait pour plénipotentiaire à Francfort le baron de Prokesch-Osten, diplomate ardent et manquant souvent de tact. Mais la Prusse y était représentée mieux que partout ailleurs et la lutte personnelle et politique, qui s'engagea entre le baron de Prokesch-Osten et le

№ 335.

1856 г., декабря 25-го (1857 г., янв. 6-го). Декларація, заключенная съ Пруссіей, относительно выдачи наслѣдствъ. (2-ое П. С. З. № 31.507.).

Со второй половины 1854 года рѣшимость Пруссіи сохранять нейтралитетъ и не поддаваться давленію со стороны западныхъ державъ утверждалась все болѣе и болѣе. Однако, въ виду угрозъ со стороны Англіи и Франціи и возрастающихъ колебаній нѣкоторыхъ второстепенныхъ германскихъ государствъ, король прусскій умолялъ Императора Николая I объявить, что онъ принимаетъ извѣстные 4 пункта. Государь исполнилъ желаніе короля, и 28-го ноября 1854 г. было объявлено объ этомъ рѣшеніи Австріи. Но 4 дня спустя Австрія заключила формальный союзъ съ Франціей и Англіей противъ Россіи.

Пруссія наотрѣзъ отказалась приступить къ союзному трактату 2-го декабря и вызвала противъ себя враждебное настроеніе не только Австріи, но и Англіи и Франціи. Особенно сильно давала себя чувствовать непріязнь Вѣнскаго кабинета къ Пруссіи на франкфуртскомъ сеймѣ, гдѣ уполномоченнымъ его былъ пылкій и часто безтактный баронъ Прокешъ-Остенъ. Однако, здѣсь Пруссія была представлена лучше, чѣмъ гдѣ бы то ни было, и единоборство, какъ личное, такъ и политическое между барономъ Прокешъ-Остеномъ и баро-

baron de Bismarck-Schönhausen se termina par la brillante victoire de celui-ci.

En janvier 1855, M. de Bismarck soumit à la Diète de Francfort au nom du roi de Prusse, une déclaration, par laquelle le gouvernement prussien manifestait sa ferme résolution de continuer à garder dans l'avenir la neutralité la plus complète. Le baron de Bismarck introduisit de sa propre initiative dans le projet de cette déclaration quelques changements dans un sens on ne peut plus favorable à la Russie. A chaque occasion, il faisait ressortir devant la Diète toute la modération dont la politique de la Russie avait fait preuve aux conférences de Vienne. Quand le plénipotentiaire d'Autriche lui fit observer que le gouvernement prussien, n'ayant pas participé à ces conférences, ne pouvait pas savoir ce qui s'y passait,—le baron de Bismarck lui répondit qu'il était informé de tout, grâce aux communications du Cabinet de St. Pétersbourg, au sujet desquelles la Prusse avait une confiance sans bornes.

Quand l'Autriche proposa à la Diète d'ordonner la mobilisation de toutes les troupes de la Confédération Germanique, le plénipotentiaire de Prusse réussit à faire échouer cette proposition et à démontrer aux membres de la Diète qu'il suffisait parfaitement d'ordonner que l'armée de la Confédération soit prête en cas de guerre (Kriegsbereitschaft).

Il est tout naturel, par conséquent, que tous les diplomates russes de cette époque, qui faisaient un sejour plus ou moins long à Francfort, n'eussent qu'une voix pour constater que le baron de Bismarck était „un ami utile et tout dévoué" pour la Russie. Ce fait était constaté par le prince Gortchakow, par Glinka, par Titow, par le baron Brunnow, etc.

Il est curieux de constater que le plénipotentiaire de Prusse fit part entre autre à D. G. Glinka de l'idée suivante. Aux termes de l'article XXXVI de l'Acte du Congrès de Vienne de 1815, toute puissance étrangère, ayant eu à souffrir, de par le fait de l'un des membres de la Confédération Germanique, avait le droit de saisir la Diète d'une plainte formelle. „Le baron de Bismarck pense",—écrivait Glinka de 21 janvier (2 février) 1855,—„que la Russie devrait, aux termes de cet article, réclamer l'intervention de la Diète contre l'Autriche".

Cette idée plut à l'Empereur Nicolas, qui reconnut à son tour la justesse de cette observation et l'utilité qu'il pourrait y avoir à en appeler à la Diète pour être juge de la manière d'agir de l'Autriche

номъ Бисмаркомъ окончилось блестящею побѣдою послѣдняго.

Бисмаркъ внесъ, въ январѣ 1855 года, въ франкфуртскій сеймъ декларацію отъ имени короля прусскаго, въ которой объявляется твердое рѣшеніе Пруссіи соблюдать также на будущее время полный нейтралитетъ. Проектъ этой декларацiи бар. Бисмаркъ измѣнилъ самовластно въ смыслѣ наиболѣе выгодномъ для Россіи. При всякомъ случаѣ онъ доказывалъ на сеймѣ полную умѣренность русской политики на Вѣнскихъ конференціяхъ. Когда австрійскій уполномоченный замѣтилъ, что прусское правительство, не участвуя въ этихъ конференціяхъ, ничего не можетъ знать о томъ, что на нихъ происходило, баронъ Бисмаркъ возразилъ, что онъ все знаетъ, благодаря сообщеніямъ С.-Петербургскаго кабинета, къ которымъ Пруссія имѣетъ неограниченное довѣріе.

Когда Австрія предложила на сеймѣ мобилизацію всѣхъ войскъ Германскаго Союза, прусскому уполномоченному удалось провалить это предложеніе и убѣдить членовъ сейма въ томъ, что достаточно, если будетъ постановлено о военной готовности (Kriegsbereitschaft) союзной арміи.

Совершенно естественно, что всѣ русскіе дипломаты, которые въ это время пріѣзжали на болѣе или менѣе продолжительное время во Франкфуртъ-на-Майнѣ, единогласно свидѣтельствуютъ, что баронъ Бисмаркъ „полезный и вполнѣ преданный другъ Россіи". Объ этомъ свидѣтельствуютъ: кн. Горчаковъ, Глинка, Титовъ, баронъ Брунновъ и др.

Любопытно, что прусскій уполномоченный сообщилъ, между прочимъ, Д. Г. Глинкѣ слѣдующую мысль. На основаніи ст. 36 акта Вѣнскаго конгресса 1815 года, всякая иностранная держава, потерпѣвшая отъ дѣйствій какого нибудь члена Германскаго Союза, имѣетъ право внести въ сеймъ формальную на него жалобу. „Баронъ Бисмаркъ думаетъ", пишетъ Глинка 21 янв. (2 февр.) 1855 года, „что Россія должна бы воспользоваться этою статьею, чтобъ требовать вмѣшательства сейма противъ Австріи".

Императору Николаю понравилась эта мысль, и онъ также призналъ полезнымъ и справедливымъ призвать франкфуртскій сеймъ въ судьи образа дѣйствій Австріи.

En général, Glinka en arrivait à se convaincre de plus en plus de la „haine“ du plénipotentiaire de Prusse pour l'Autriche. Ayant rappelé au baron de Bismarck qu'il avait parlé dans le temps de la nécessité d'une alliance entre la Russie, la France et la Prusse et lui ayant demandé ce que le roi pensait de cette combinaison: „Oui“,—lui répondit M. de Bismarck,— „je me rappelle parfaitement cette conversation. Le roi pourrait être amené à approuver cette combinaison,—mais il faudrait s'y prendre avec beaucoup de prudence. Cependant, si votre gouvernement voulait me confier le soin de l'y préparer,—je m'en chargerais et je réponds du succès. (Ich stehe gut dafür — étaient ses propres termes). Mais il faudrait que le Cabinet de St.-Pétersbourg soit prêt au plus tôt à une décision à ce sujet. Nous allons être pressés et sollicités de tous côtés et il faudra bien prendre un parti définitif sous très peu de temps“.

„D'ailleurs“,—ajoutait le baron de Bismarck,— „si nous prévoyons la nécessité de faire la guerre à l'Autriche, il faudra que nous puissions l'attaquer à l'improviste et avant qu'elle ait concentré ses troupes sur nos frontières“.

Quand le chargé d'affaires de Russie lui fit observer qu'une alliance avec la France pourrait obliger la Russie à renier les principes qui servaient jusqu'à présent de base à la politique russe, le baron de Bismarck répondit laconiquement: „La nécessité vous y oblige“.

L'Empereur Nicolas I inscrivit en marge de la dépêche de Glinka du 9 (21) octobre 1854, qui rendait compte de cette conversation: „C'est aussi triste que possible“...

Les plans et les combinaisons du jeune homme d'Etat prussien étaient déjà très vastes à cette époque et il en parlait avec une franchise étonnante avec les représentants de la Russie qui lui inspiraient une confiance toute particulière. C'est ainsi que le baron Mengden écrivait de Francfort sur le Mein au prince A. M. Gortchakow le 15 (27) novembre 1856 que le baron Desjardins, diplomate belge, qui revenait de Paris, lui avait laissé entendre que la guerre de Crimée n'avait pas du tout contribué au rapprochement de la France et de l'Angleterre et qu'elle les avait même éloignées l'une de l'autre. Les Français n'avaient acquis pendant cette guerre qu'un sentiment de haine pour les Anglais et celui d'une grande estime pour les Russes. Le diplomate belge allait jusqu'à affirmer que lord Palmerston méditait une attaque contre la flotte française, afin d'anéantir son dernier rival.

Вообще Глинка все болѣе убѣждался въ „ненависти“ прусскаго уполномоченнаго къ Австріи. Онъ возвратился разъ къ идеѣ бар. Бисмарка о необходимости союза между Россіей, Франціей и Пруссіей и спросилъ его: что думаетъ король объ этой комбинаціи? „Да“, отвѣчалъ бар. Бисмаркъ, „я отлично помню этотъ разговоръ, и короля можно будетъ убѣдить одобрить эту комбинацію, но необходимо взяться за это дѣло съ большою осторожностью. Впрочемъ, еслибъ Ваше правительство мнѣ поручило приготовить короля къ тому, то онъ взялся бы за это дѣло, и я отвѣчаю за успѣхъ. (Ich stehe gut dafür — были его подлинныя слова). Но необходимо, чтобъ С.-Петербургскій кабинетъ скорѣе принялъ въ этомъ вопросѣ опредѣленное рѣшеніе. Къ намъ будутъ приставать и насъ будутъ просить со всѣхъ сторонъ, и необходимо рѣшиться окончательно весьма скоро“.

„Впрочемъ“, прибавилъ бар. Бисмаркъ, „когда мы предвидимъ необходимость воевать съ Австріею, то нужно, чтобъ мы могли на нее напасть неожиданнымъ образомъ и раньше, чѣмъ она въ состояніи будетъ сосредоточить свои войска на нашихъ границахъ“.

Когда же русскій повѣренный въ дѣлахъ замѣтилъ, что союзъ съ Франціей заставитъ Россію отказаться отъ началъ, служившихъ до сихъ поръ основаніемъ русской политики, бар. Бисмаркъ отвѣтилъ лаконически: „Необходимость васъ принуждаетъ къ этому“.

Императоръ Николай I, на депешѣ Глинки отъ 9-го (21-го) октября 1854 года, сообщившей этотъ разговоръ, написалъ: „Это столько же печально, сколько возможно“...

Планы и замыслы молодого прусскаго государственнаго дѣятеля были уже въ это время весьма широкіе, и онъ высказывалъ ихъ съ удивительною откровенностью представителямъ Россіи, которые внушали ему совершенно особенное довѣріе. Такъ, баронъ Менгденъ писалъ князю А. М. Горчакову изъ Франкфурта на Майнѣ, отъ 15-го (27-го) ноября 1856 года, что бельгійскій дипломатъ, баронъ Дюжарденъ, возвратившись изъ Парижа, ему сообщилъ свое впечатлѣніе, что Крымская война нисколько не сблизила Англію и Францію, но скорѣе еще ихъ удалила другъ отъ друга. Французы вынесли изъ этой войны ненависть къ Англичанамъ и уваженіе къ Русскимъ. По словамъ бельгійскаго дипломата, лордъ Пальмерстонъ даже замышляетъ нападеніе на французскій флотъ, чтобъ уничтожить послѣдняго соперника.

Le baron Mengden, ayant fait part de cet entretien au baron de Bismarck, celui-ci lui répondit: „Je crois cette attaque non-seulement possible, mais même vraisemblable". Après quelque réflexion, il aurait ajouté: „Je crois même que si j'étais à la place de lord Palmerston, je n'aurais pas manqué d'exécuter cette idée, car une partie de la flotte française détruite, l'Angleterre est inattaquable en Europe".

„C'est à vous de briser sa puissance en l'attaquant aux Indes",—continuait M. de Bismarck avec animation,—„que des officiers russes et français aillent former et discipliner une armée persane et la conduisent à Herat et au-delà. Vous pourrez diriger toutes vos forces de ce côté, car nous et la France, nous aurons bon marché de l'Autriche". Ces dernières paroles furent prononcées avec un sourire mystérieux, que le baron Mengden considéra comme une nouvelle preuve „de la haine implacable contre l'Autriche" du diplomate prussien.

En tout cas il est hors de doute et c'est un fait positif que le plénipotentiaire de Prusse défendit toujours à la Diète de Francfort de la manière la plus énergique et avec habileté la neutralité de la Prusse et avec elle — celle de toute la Confédération Germanique. Dans le but de paralyser toutes les intrigues du comte de Buol, le baron de Bismarck s'adressa à plusieurs reprises aux représentants de la Russie pour les prier de lui prêter leur concours pour la solution de ce problème, en lui communiquant toutes les données nécessaires et en faisant preuve d'une certaine condescendance dans les questions de second ordre. Si la Confédération germanique a gardé la neutralité, la Russie le doit aussi en grande partie au roi de Wurtemberg, qui se déclarait en faveur de la Russie avec une remarquable énergie et s'opposait à toute participation de l'Allemagne à la guerre.

On peut se convaincre entre autre de la satisfaction que l'on ressentait à Berlin en voyant que les choses avaient ainsi tourné, si l'on prend connaissance de deux lettres écrites à la fin de 1854 par deux des membres de la famille royale. Le prince Frédéric-Charles de Prusse, en remerciant l'Empereur Nicolas pour les félicitations qu'il lui avait adressées à l'occasion de son mariage, lui écrivait le 3 décembre 1854, qu'il s'empressait de lui souhaiter, en son nom et au nom de toute l'armée prussienne, une brillante victoire sur ses ennemis. Le prince ajoutait en-

Баронъ Менгденъ сообщилъ объ этомъ разговорѣ бар. Бисмарку, который сказалъ: „Я считаю это охлажденіе не только возможнымъ но даже вѣроятнымъ". Послѣ нѣкотораго размышленія онъ прибавилъ: „Я даже думаю, что еслибъ я былъ на мѣстѣ лорда Пальмерстона, то не задумался бы исполнить этотъ планъ, потому что если часть французскаго флота будетъ уничтожена, то Англія будетъ въ Европѣ неуязвима".

„На васъ лежитъ обязанность", съ жаромъ продолжалъ потомъ бар. Бисмаркъ, „уничтожить могущество Англіи посредствомъ нападенія на Индію. Пусть только русскіе и французскіе офицеры образуютъ и дисциплинируютъ персидскую армію и поведутъ ее на Гератъ и дальше. Вы можете всѣ ваши силы бросить туда, потому что мы и Франція скоро справимся съ Австріею". Эти послѣднія слова были произнесены съ таинственною улыбкою, въ которой баронъ Менгденъ читалъ новое подтвержденіе „непримиримой ненависти къ Австріи" прусскаго дипломата.

Во всякомъ случаѣ не подлежитъ ни малѣйшему сомнѣнію тотъ положительный фактъ, что на франкфуртскомъ сеймѣ прусскій уполномоченный защищалъ самымъ энергическимъ и искуснымъ образомъ нейтральное положеніе Пруссіи и вмѣстѣ съ нею всего Германскаго Союза. Съ цѣлью парализовать всѣ происки гр. Буоля, бар. Бисмаркъ неоднократно обращался къ представителямъ Россіи съ просьбою помогать ему въ разрѣшеніи этой задачи посредствомъ сообщенія ему всѣхъ требуемыхъ данныхъ и извѣстною уступчивостью во второстепенныхъ вопросахъ. Въ сохраненіи Германскимъ Союзомъ нейтралитета Россія также многимъ обязана королю Виртембергскому, который съ замѣчательною энергіею высказывался за Россію и противодѣйствовалъ вмѣшательству Германіи въ войну.

Наконецъ, насколько въ высшихъ сферахъ въ Берлинѣ были довольны такимъ оборотомъ дѣлъ видно, между прочимъ, изъ двухъ писемъ конца 1854 года, принадлежащихъ членамъ королевской семьи. На поздравленіе Императора Николая I принца прусскаго Фридриха-Карла по поводу его бракосочетанія, послѣдній отвѣтилъ благодарственнымъ письмомъ отъ 3-го декабря 1854 г., въ которомъ онъ заявляетъ, что вмѣстѣ со всею прусскою арміею искренно желаетъ Государю блестящей побѣды надъ его врагами. Мало того, принцъ объявляетъ, что вся

fin que toute l'armée prussienne attend impatiemment avec lui le moment de prouver „par des actes et en versant son sang toute la sincérité de son admiration".

Le comte de Benkendorf envoyait en même temps de Berlin le compte-rendu d'un entretien, dont le prince Guillaume de Prusse l'avait honoré. L'Empereur Nicolas en concluait que l'amitié, qui les unissait depuis quarante ans, n'avait rien perdu de son intimité. „Quant à moi, mon cher ami",— écrivait l'Empereur,— „je puis dire avec vérité que chaque fois que nous nous sommes retrouvés ensemble, j'ai toujours rencontré en vous l'ancien ami Guillaume, que j'aimais si tendrement depuis ma première connaissance avec vous". (Extrait d'une lettre de l'Empereur Nicolas au prince Guillaume du 9 (21) décembre 1854).

La mort innattendue de l'Empereur Nicolas I produisit partout une immense impression et affligea tout particulièrement le roi de Prusse, qui,— comme le constatait l'Empereur Alexandre II dans la première lettre qu'il écrivit à Frédéric-Guillaume IV le 19 février 1855,— avait toujours été, pendant les 30 années de règne de l'Empereur défunt „son ami le plus constant et dans les circonstances les plus graves". Le nouvel Empereur déclarait au roi qu'il considérerait „comme un legs sacré les sentiments d'amitié" que le père du roi ressentait pour les Empereurs Alexandre I et Nicolas I.

„J'ai l'intime conviction",—écrivait l'Empereur Alexandre II, — „que tant que nos deux pays resteront amis, l'Europe entière pourra encore être sauvée d'un bouleversement général, sinon, malheur à elle, car c'est le dernier frein de l'hydre révolutionnaire".

En exprimant ensuite sa sincère reconnaissance au roi pour les immenses services rendus par la Prusse à la Russie pendant la guerre, qui durait encore, l'Empereur Alexandre II exprimait la conviction que le roi saurait garder „la position si forte et si digne", qu'il avait su garantir à la Prusse pendant toute la durée de la crise actuelle.

Les lettres du roi Frédéric-Guillaume IV à son auguste neveu respirent l'amour le plus sincère, un attachement incontestable et une „profonde vénération". Mais, en même temps, le roi suppliait l'Empereur de se prêter aux concessions les plus extrêmes à l'égard de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France pour en finir avec

прусская армія, вмѣстѣ съ нимъ, жаждетъ минуты, чтобъ „доказать дѣломъ и кровью своею искренность нашего почитанія".

Гр. Бенкендорфъ сообщилъ изъ Берлина отчетъ о разговорѣ, которымъ его удостоилъ наслѣдный принцъ Вильгельмъ. Изъ этого разговора Императоръ Николай вывелъ заключеніе, что дружба, соединявшая ихъ уже 40 лѣтъ, нисколько не измѣнилась въ своей интимности. „Что касается меня, дорогой другъ", писалъ Государь, „то я могу по правдѣ сказать, что всякій разъ, когда мы были вмѣстѣ, я всегда находилъ въ Васъ моего стараго друга Вильгельма, котораго я такъ нѣжно полюбилъ съ самаго начала моего знакомства съ Вами". (Изъ письма Государя къ принцу Вильгельму отъ 9-го (21-го) декабря 1854 г.).

Неожиданная кончина Императора Николая I произвела сильнѣйшее впечатлѣніе во всемъ мірѣ и въ особенности тронула короля прусскаго, который, говоря словами перваго письма Императора Александра II къ Фридриху Вильгельму IV отъ 19-го февраля 1855 г., былъ „въ продолженіи 30 лѣтняго царствованія покойнаго Государя его наиболѣе постояннымъ другомъ и въ самыхъ тяжелыхъ обстоятельствахъ". Вновь воцарившійся на Всероссійскомъ престолѣ Государь заявилъ королю, что онъ будетъ разсматривать, „какъ священное наслѣдство чувства искренней дружбы", которыя отецъ короля питалъ къ Императорамъ Александру I и Николаю I.

„Я глубоко убѣжденъ, писалъ Императоръ Александръ II, что пока наши государства останутся дружны, вся Европа еще можетъ быть спасена отъ всеобщаго разрушенія; если нѣтъ, то горе Европѣ, потому что это послѣдній тормазъ въ отношеніи революціонной гидры".

Выражая затѣмъ искреннюю признательность королю за великія услуги, оказанныя Пруссіей во время еще продолжавшейся войны Россіи, Императоръ Александръ II высказалъ увѣренность, что король съумѣетъ сохранить столь „сильное и достойное положеніе", которое онъ обезпечилъ за Пруссіей въ продолженіи настоящаго кризиса.

Письма короля Фридриха-Вильгельма IV къ августѣйшему своему племяннику дышатъ чувствами искреннѣйшей любви, неподдѣльной привязанности и „глубокаго почитанія". Но вмѣстѣ съ тѣмъ король умолялъ Государя идти до крайнихъ предѣловъ уступчивости въ отношеніи Англіи, Австріи и Франціи и кончить

cette guerre des plus désastreuses. Il ne cachait pas les inquiétudes qu'il ressentait au sujet de l'Autriche, qui pouvait devenir un danger pour la Prusse, contre qui les trois puissances „soi-disant chrétiennes" nourrissaient certainement les projets les plus hostiles. La France veut avoir le Rhin, l'Autriche — la Silésie et l'Angleterre aspire à ruiner le commerce et l'industrie de la Prusse. Pour que la Prusse ne soit pas „le dindon de la fête" le roi aspirait de toute son âme à une conclusion de la paix aussi prompte que possible. (Extrait de la lettre du roi de Prusse du 25 décembre 1855).

Du reste, ce désir de la paix n'exerça pas la moindre influence sur „la neutralité bienveillante" de la Prusse, malgré toutes les menaces, dont elle était l'objet de la part des trois puissances occidentales et malgré le danger de sa position en Allemagne-même. L'exclusion de la Prusse de la conférence de Vienne de 1855 révolta le Cabinet de Berlin. Le gouvernement russe profita de cette circonstance pour chercher à rendre plus solides encore les liens qui attachaient la Prusse à la Russie, en l'amenant à conclure un acte spécial par lequel la Prusse aurait reconnu d'une manière formelle qu'elle se désistait définitivement du traité d'avril de 1854.

Mais quand Frédéric-Guillaume IV demanda que l'on ait confiance dans „sa parole royale", le gouvernement russe s'en contenta étant persuadé que les dispositions amicales du roi lui étaient acquises. En général, l'insuccès des négociations à la conférence de Vienne ne contribua qu'à rendre plus étroites encore les relations de la Russie et de la Prusse.

Aussi le gouvernement russe s'empressa-t-il de confirmer lui-même „qu'on ne saurait assez rendre hommage à la fidélité des sentiments qu'a manifesté au milieu de cette crise Sa Majesté le Roi" et pour ce qui est de la Prusse,— écrivait le vice-chancelier dans le courant de l'été de 1855,— „nous lui devons des obligations réelles. Elle est la seule de toutes les grandes puissances, dont l'amitié nous soit restée fidèle jusqu'à ce jour".

En prenant en considération cette manière d'agir de la Prusse, il devient impossible de comprendre comment on a pu croire qu'à la fin de 1855, quand on procéda sérieusement à des négociations pacifiques, le roi de Prusse ait pu, comme on l'a affirmé, menacer l'Empereur Alexandre II de rompre toutes relations diplomatiques et de rappeler immédiatement son mi-

эту раззорительнѣйшую войну. Онъ не скрывалъ своихъ опасеній за будущую судьбу самой Пруссіи, противъ которой три „такъ называемыя христіанскія державы" навѣрно питаютъ самые враждебные замыслы. Франція желаетъ имѣть Рейнъ; Австрія — Силезію, а Англія желаетъ разорить прусскую торговлю и промышленность. Для того чтобъ Пруссія не сдѣлалась „индѣйкою на праздникѣ" король жаждалъ скорѣйшаго заключенія мира. (Изъ письма короля прусскаго отъ 25 дек. 1855 г.).

Впрочемъ, эта жажда мира нисколько не повліяла на „доброжелательный нейтралитетъ" Пруссіи, несмотря на угрозы трехъ западно-европейскихъ державъ и опасность ея положенія въ самой Германіи. Исключеніе Пруссіи изъ Вѣнской конференціи 1855 г. сильно возмутило Берлинскій кабинетъ. Этимъ обстоятельствомъ воспользовалось русское правительство, чтобъ еще лучше связать Пруссію съ Россіей, посредствомъ заключенія особеннаго акта, которымъ формальнымъ образомъ подтвердился бы окончательный отказъ Пруссіи отъ апрѣльскаго договора 1854 г.

Но когда Фридрихъ-Вильгельмъ IV просилъ вѣрить его „королевскому слову", то этого было достаточно для увѣренности русскаго правительства въ томъ, что онъ не откажется отъ отъ своего дружескаго расположенія. Вообще, неудачный исходъ переговоровъ на Вѣнской конференціи еще болѣе укрѣпилъ дружескія отношенія между Россіею и Пруссіею.

Поэтому русское правительсто само подтвердило, что „нельзя достаточно превозносить вѣрность чувствъ, обнаруженныхъ Е. В. королемъ прусскимъ въ продолженіи этого кризиса", и въ отношеніи Пруссіи, писалъ Государственный Канцлеръ лѣтомъ 1855 г., „мы имѣемъ положительный долгъ. Она одна изъ всѣхъ великихъ державъ, дружба которой намъ не измѣнила вплоть до сегодняшняго дня".

Имѣя въ виду такой образъ дѣйствій Пруссіи, представляется совершенно непонятнымъ мнѣніе, будто король прусскій, въ концѣ 1855 года, когда возникли серьезные переговоры о мирѣ, угрожалъ Императору Александру II, что онъ прекратитъ всякія дипломатическія сношенія и отзоветъ немедленно своего посланника, если предложенныя запад-

nistre s'il n'acceptait pas les conditions de paix préliminaires, proposées par les puissances occidentales. (Voir *Rothan*. La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée, Paris 1888, p. 240). On ne rencontre aucune menace de ce genre, ni dans la correspondance personnelle, échangée entre l'Empereur Alexandre II et le roi de Prusse, ni dans les autres actes déposés aux Archives. Des menaces de ce genre auraient été de tout point contraires aux relations réciproques qui existaient en réalité entre les deux monarques et par des menaces on n'aurait certes rien pu obtenir de l'Empereur Alexandre II.

De même, il est tout-à-fait incompréhensible que l'on ait pu croire que la Russie ne voulait pas du tout de la présence du plénipotentiaire de la Prusse au congrès de paix de Paris de 1856. Si le baron Manteuffel a été admis au congrès, ce n'est, selon les uns, que grâce à la protection de Napoléon III, à qui le Cabinet de Berlin s'était adressé. (Voir *Rothan*, loc. cit. p. 256, etc.). Il était au contraire dans les intérêts de la Russie, comme l'a compris du reste l'Empereur Alexandre II, de voir assister aux séances du congrès le représentant de l'unique grande puissance occidentale qui avait conservé des rapports d'amitié avec la Russie pendant toute la durée de la guerre. Aussi avait on prescrit au comte Orlow d'insister pour que le représentant de la Prusse soit invité à siéger au congrès et, par conséquent, le roi Frédéric-Guillaume IV était parfaitement fondé quand, dans sa lettre du 14 (26) mars 1856, il remerciait l'Empereur Alexandre II pour le concours qu'il avait prêté à la Prusse dans cette circonstance. Le roi lui transmettait „ses plus tendres remerciements" pour l'empressement dont l'Empereur avait fait preuve „en vue de procurer un fauteuil à la Prusse au congrès de paix à Paris".

Cette manière d'agir de l'Empereur Alexandre II était la seule qui fut conforme aux intérêts de la Russie et aux sentiments personnels de ce Monarque. Il tenait tout particulièrement aux bons rapports avec la Prusse et ne voulait pas entendre parler du rétablissement de l'ancienne triple alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Il refusa catégoriquement au roi Frédéric-Guillaume IV d'y revenir parceque cette alliance s'était trouvée incapable de résister à la première épreuve sérieuse — pendant la guerre d'Orient.

„Puissions-nous rester toujours amis", — écrivait l'Empereur le 7 (19) janvier 1856, — „et

ными державами предварительныя условія мира имъ не будутъ приняты. (Срав. *Rothan*. La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée, Paris 1888, p. 240). Никакихъ подобныхъ угрозъ не встрѣчается ни въ личной перепискѣ между Императоромъ Александромъ II и королемъ прусскимъ, ни въ другихъ актахъ Архива. Подобныя угрозы были бы совершенно противны дѣйствительнымъ взаимнымъ отношеніямъ обоихъ монарховъ, и угрозами нельзя было добиться чего бы то ни было отъ Императора Александра II.

Равнымъ образомъ, совершенно непонятнымъ представляется мнѣніе, что Россія нисколько не желала присутствія уполномоченнаго Пруссіи на Парижскомъ мирномъ конгрессѣ 1856 г. Если же баронъ Мантейфель былъ допущенъ на конгрессъ, то только благодаря покровительству Наполеона III, къ которому обратился Берлинскій кабинетъ. (См. также *Rothan*, loc. cit. p. 256 etc.). Въ интересахъ Россіи — какъ ихъ и понялъ Императоръ Александръ II — могло быть участіе въ засѣданіяхъ конгресса представителя единственной великой западно-европейской державы, которая въ продолженіи всей войны сохраняла дружественныя отношенія къ Россіи. Поэтому гр. Орлову и было предписано настаивать на приглашеніи представителя Пруссіи на конгрессъ и король прусскій, письмомъ отъ 14-го (26-го) марта 1856 г., имѣлъ основаніе благодарить Императора Александра II за поддержку, оказанную Пруссіи въ этомъ случаѣ. Король выражаетъ свою „самую искреннюю благодарность" за старанія Государя предоставить „Пруссіи кресло на мирномъ конгрессѣ въ Парижѣ".

Такой образъ дѣйствія Императора Александра II былъ единственно согласный съ интересами Россіи и съ личными его чувствами. Онъ исключительно дорожилъ добрыми отношеніями къ Пруссіи и слышать не хотѣлъ о возстановленіи прежняго тройственнаго союза между Россіею, Австріею и Пруссіею. Онъ категорически отказалъ королю прусскому возвратиться къ этому старому союзу, который оказался совершенно несостоятельнымъ въ продолженіи перваго серьезнаго испытанія — во время Восточной войны.

„Да останемся мы", писалъ Государь 7-го (19-го) января 1856 г., „навсегда друзьями и

appelons la bénédiction céleste sur notre *double alliance*. Soyez persuadé, cher oncle, que je vous serai éternellement reconnaisant pour la position si belle, que vous avez su faire garder à la Prusse pendant toute cette crise et qui nous a été si utile".

„Que Dieu vous en récompense!"

Telles étaient les relations d'étroite amitié et d'entente parfaite qui existaient entre la Russie et la Prusse, quand on procéda le 18 (30) mars 1856 à la signature du traité de paix de Paris.

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement de Prusse, voulant régler l'intervention de leurs consulats respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets russes dans la Monarchie Prussienne, ou de sujets prussiens dans l'Empire de Russie et le Grand Duché de Finlande, sont convenus des points suivans:

En cas de décès de leurs nationaux, les consuls, vice-consuls et agents commerciaux respectifs auront le droit de croiser, soit à la réquisition des parties intéressées, soit d'office, avec le sceau du consulat les scellés apposés par l'autorité locale compétente aux effets, meubles et papiers appartenants à la succession. Ces doubles scellés ne pourront être levés que par ordre de l'autorité locale et en présence du consul que cela concerne.

Aussitôt les scellés levés, il sera procédé à l'inventaire de la succession. Le consul y assistera, et copie de l'inventaire ainsi que de l'acte de dernière volonté, s'il en existe, lui sera délivré.

да испросимъ благословеніе Всевышняго на нашъ *двойственный союзъ*. Будьте, дорогой дядя, увѣрены, что я на вѣчныя времена останусь Вамъ признателенъ за столь блестящее положеніе, которое Вы съумѣли сохранить для Пруссіи въ продолженіи всего этого кризиса и которое было намъ столь полезно".

„Да воздастъ Вамъ за это Богъ!"

При такихъ взаимныхъ между Россіею и Пруссіею отношеніяхъ тѣснѣйшей дружбы и согласія былъ заключенъ Парижскій мирный трактатъ 18-го (30-го) марта 1856 г.

Императорское Россійское и Королевское Прусское Правительства, желая постановить правила для участія ихъ консульствъ въ дѣлахъ о наслѣдствахъ, могущихъ возникнуть въ случаѣ смерти россійскихъ подданныхъ во владѣніяхъ Королевства Прусскаго и прусскихъ подданныхъ въ Россійской Имперіи и въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, заключили между собою условіе о нижеслѣдующемъ:

Въ случаѣ смерти подданныхъ договаривающихся Державъ, ихъ консуламъ, вице-консуламъ и торговымъ агентамъ предоставляется право, какъ по ходатайству участвующихъ лицъ, такъ и прямо отъ себя, прилагать печать консульства вмѣстѣ съ печатями подлежащаго мѣстнаго начальства къ пожиткамъ, движимости и бумагамъ, принадлежащимъ къ оставшемуся наслѣдству. Эти двоякія печати могутъ быть сняты не иначе, какъ по распоряженію мѣстнаго начальства и въ присутствіи подлежащаго консула.

По снятіи печатей должно быть немедленно приступлено къ описи наслѣдства. Консулъ будетъ при семъ присутствовать, и ему должны быть выданы копіи какъ съ учиненной описи, такъ и духовнаго завѣщанія, когда таковое существуетъ.

Si les consuls, vice-consuls et agents commerciaux sont munis de pouvoirs en forme légale par les héritiers dûment légitimés, la succession devra leur être remise de suite, le cas d'une opposition excepté, qui serait formée par quelque créancier national ou étranger.

Если консулы, вице-консулы и торговые агенты снабжены законными довѣренностями отъ надлежащимъ образомъ признанныхъ наслѣдниковъ, то наслѣдство должно быть выдано имъ, если только не будетъ противъ сего объявлено спора со стороны какого либо кредитора, отечественнаго или иностраннаго.

En attendant son envoi en possession, le consul aura soin de prendre, conjointement avec l'autorité locale compétente, toutes les mesures conservatoires de la succession. Le consul, vice-consul et agent commercial, une fois mis en possession de la succession conformément à ce qui vient d'être statué, aura le droit de remplir, en ayant soin d'en informer l'autorité locale, toutes les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers, de liquider la succession et de l'administrer soit personnellement, soit par des délégués nommés sous sa responsabilité.

До выдачи ему наслѣдства, консулъ долженъ озаботиться принятіемъ, совокупно съ подлежащимъ мѣстнымъ начальствомъ, всѣхъ необходимыхъ для сохраненія наслѣдства мѣръ. Консулъ, вице-консулъ и торговый агентъ, по выдачѣ ему наслѣдства согласно изложенному выше, долженъ, по предварительномъ сообщеніи о томъ мѣстному начальству, исполнить всѣ надлежащія формальности для огражденія пользы наслѣдниковъ, сдѣлать ликвидацію наслѣдству и онымъ управлять, лично или чрезъ повѣренныхъ, имъ для сего назначенныхъ подъ собственною его отвѣтственностію.

Le présent arrangement sera maintenu en vigueur pendant six ans et même au delà de ce terme, si aucun des deux gouvernements n'annonce à l'autre par une notification officielle son intention d'en faire cesser l'effet; et dans ce cas jusqu'à l'expiration d'une année après que cette notification aura éte faite.

Настоящее условіе будетъ оставаться въ дѣйствіи въ продолженіе шести лѣтъ, и даже по прошествіи сего срока, если ни которое изъ двухъ правительствъ не объявитъ другому оффиціальною нотою о желаніи своемъ прекратить дѣйствіе онаго; въ послѣднемъ же случаѣ,—въ продолженіе еще одного года послѣ того какъ послѣдуетъ таковая нотификація.

En foi de quoi le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de M. le Président du Conseil et Ministre

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся, Министръ Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Императора Всероссійскаго, подписалъ, съ приложеніемъ печати своего герба, настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на подобную же декларацію Г. Пред-

des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Prusse.

Fait à St.-Pétersbourg, le 25 décembre 1856 (6 janvier 1857).

Pr. Gortchakow.

сѣдателя Совѣта и Министра Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Прусскаго.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 25 декабря 1856 г. (6 января 1857 г.)

Кн. Горчаковъ.

№ 336.

1857, 2 (14) février. Convention, conclue avec la Prusse, concernant la construction du chemin de fer de St. Pétersbourg-Varsovie et son raccordement avec celui de Berlin-Koenigsberg. (2-me Col. des lois, № 32.015).

Au nom de Dieu Tout Puissant.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse, désirant que le chemin de fer de Berlin à Koenigsberg soit réuni à celui qui est en construction entre St. Pétersbourg et Varsovie, ont nommé des plénipotentiaires à l'effet de régler d'un commun accord les questions relatives à cet objet, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

le sieur Stanislas de Kerbedz, son général-major du Corps des Ingénieurs des voies de communication,

et S. M. le Roi de Prusse:

le sieur Auguste Louis Baron de Reck, son Conseiller supérieur intime de régence, le sieur Frédéric Guillaume Alexandre Scheele, son Conseiller intime des finances, et le sieur Jules Alexandre Aloyse Saint-Pierre, son Conseiller actuel de légation,

lesquels, après s'être concertés, sous réserve de la ratification, sont convenus des dispositions suivantes:

№ 336.

1857 г., февраля 2-го (14-го). Конвенція, заключенная съ Пруссіею, о соединеніи С.-Петербургско-Варшавской желѣзной дороги съ Берлино-Кенигсбергскою. (2-е П. С. З. 32.015).

Во Имя Бога Всемогущаго.

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Король Прусскій, желая соединить Берлино-Кенигсбергскую желѣзную дорогу со строющеюся желѣзною дорогою между С.-Петербургомъ и Варшавою, назначили, для разрѣшенія по взаимному соглашенію всѣхъ вопросовъ, относящихся къ сему предмету, уполномоченныхъ, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій

своего генералъ-маіора корпуса Инженеровъ Путей Сообщенія, Станислава Кербедза,

а Е. В. Король Прусскій

своего Тайнаго Правительственнаго Оберъ-Совѣтника Бар. Августа-Лудвига фонъ-деръ-Река, своего Тайнаго Финансъ-Совѣтника Фридриха-Вильгельма Александра Шееле и своего Дѣйствительнаго Легаціоннаго Совѣтника Юлія Александра Алоизія Сенъ-Пьера,

которые по общему совѣщанію и подъ условіемъ окончательнаго утвержденія, постановили нижеслѣдующее:

Article I.

Le gouvernement russe s'engage à faire construire sur son territoire un embranchement du chemin de fer de St. Pétersbourg à Varsovie, qui ira par Kowno à la frontière prussienne près d'Eydkounen. De son côté, le gouvernement prussien s'engage à faire construire sur son territoire, en prolongement de la ligne russe ci-dessus définie, un chemin de fer qui, depuis la frontière russe près d'Eydkounen, ira jusqu'à Koenigsberg, où il se reliera au chemin de fer de Berlin à Koenigsberg.

Article II.

Le point de jonction à Eydkounen des deux sections des chemins russe et prussien et les raccordements de ces sections, soit en plan, soit en profil, seront déterminés par les deux gouvernements d'après les projets rédigés de concert par les ingénieurs des deux pays.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire, demeurent réservées à l'appréciation et à la décision de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article III.

Les voies de fer et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés de part et d'autre de manière à assurer l'exploitation avec des locomotives.

Article IV.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails, sera, sur le terri-

Статья I.

Россійское правительство обязывается построить на своей землѣ вѣтвь отъ С.-Петербурго - Варшавской желѣзной дороги, чрезъ Ковно до прусской границы у Эйдкунена. Прусское же правительство, съ своей стороны, обязывается построить на своей землѣ, для продолженія вышеозначенной россійской линіи, желѣзный путь, отъ русской границы у Эйдкунена, до Кенигсберга, гдѣ онъ соединится съ Берлино - Кенигсбергскою желѣзною дорогою.

Статья II.

Точка соединенія обоихъ участковъ дорожныхъ: россійскаго и прусскаго у Эйдкунена и сопряженіе сихъ участковъ, какъ въ планѣ такъ и въ профили, будутъ опредѣлены обоими правительствами по проэктамъ, составленнымъ по взаимному соглашенію инженерами обоихъ государствъ.

Всѣ прочія распоряженія касательно начертанія дороги и размѣщенія станцій въ предѣлахъ каждаго государства, предоставляются усмотрѣнію и рѣшенію каждой изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ.

Статья III.

Желѣзныя дороги и ихъ принадлежности, равно какъ средства перевозочныя, будутъ устроены съ той и другой стороны такимъ образомъ, чтобы обезпечено было движеніе по онымъ посредствомъ паровозовъ.

Статья IV.

Ширина колеи между внутренними краями рельсовъ будетъ, въ Россіи, въ

toire russe, de cinq pieds, mesure anglaise, sur le territoire prussien, de quatre pieds huit pouces et demi, mesure anglaise.

пять англійскихъ футовъ, а въ Пруссіи въ четыре фута восемь съ половиною дюймовъ, англійской же мѣры.

Article V.

Les acquisitions de terrains, les terrassements et les travaux d'art, seront effectués et exécutés immédiatement pour deux voies; mais la pose de la seconde voie pourra être ajournée jusqu 'à ce que la nécessité en aura été reconnue par les gouvernements respectifs.

Статья V.

Пріобрѣтеніе земель, полотно земляное и искуственныя сооруженія будутъ сдѣланы неотлагательно для двухъ путей; но устройство втораго пути можетъ быть отложено до тѣхъ поръ, пока надобность въ ономъ не будетъ признана подлежащимъ правительствомъ.

Article VI.

Les travaux de construction seront autant que possible poussés de manière à arriver en même tems à l'achèvement du chemin de fer et à sa mise en exploitation sur chacune des deux sections.

Le gouvernement prussien cependant ne sera pas obligé de terminer la section de Koenigsberg jusqu'à Eydkounen avant le terme de l'achèvement du chemin de fer de St. Pétersbourg jusqu'au point de départ de l'embranchement russe.

A cet effet le gouvernement russe préviendra celui de Prusse au moins deux ans d'avance du terme de l'achèvement de l'embranchement russe et de ladite partie du chemin de fer de St. Pétersbourg.

Статья VI.

Работы по устройству дороги будутъ по возможности ведены такимъ образомъ, чтобы окончаніе оной и движеніе по ней послѣдовали на обоихъ участкахъ одновременно.

Прусское правительство не обязывается однако кончить участокъ отъ Кенигсберга до Эйдкунена ранѣе окончанія желѣзной дороги отъ С.-Петербурга до начальнаго пункта россійской вѣтви къ Эйдкунену.

Для сего Россійское правительство увѣдомитъ прусское правительство, по крайней мѣрѣ за два года впередъ, о срокѣ окончанія россійской вѣтви и означенной части С.-Петербурго-Варшавской желѣзной дороги.

Article VII.

Le changement d'exploitation se fera à la frontière de manière que l'administration de chemins de fer russe et l'administration de chemins de fer prussienne établissent chacune de son côté, sur son territoire, immédiatement près de la frontière, une station, et que les

Статья VII.

Перемѣна движенія съ одной дороги на другую должна совершаться на границѣ, и для сего какъ россійское такъ и прусское управленія желѣзныхъ дорогъ выстроятъ, каждое съ своей стороны и на своей землѣ, станцію у самой границы, такимъ образомъ, чтобы

convois russes, sur la voie plus large russe, entrent dans la station prussienne, et les convois prussiens sur la voie plus étroite prussienne, entrent dans la station russe.

Article VIII.

La construction, l'entretien et la surveillance de la voie plus étroite sur le territoire russe, entre la station russe et la frontière, sera à charge de l'administration russe, la construction, l'entretien et la surveillance de la voie plus large sur le territoire prussien, entre la frontière et la station prussienne, sera à charge de l'administration prussienne. Pour le parcours et l'usage de ces deux parties de chemin de fer, les administrations russe et prussienne ne payeront l'une à l'autre aucune indemnité pour le droit d'exploitation.

Le pont sur la Lipona sera construit et entretenu à frais communs, c'est-à-dire par moitié entre les deux administrations russe et prussienne.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes auront soin, qu'aux stations frontières les arrangements nécessaires soient faits pour pouvoir effectuer avec la moindre perte de tems et aux moindres frais possibles les déchargements et rechargements des waggons à marchandises, nécessités par la différence de la largeur de la voie.

Article X.

Un réglement uniforme pour les signaux et tous les détails du service

россійскіе поѣзды, требующіе болѣе широкой русской колеи, могли входить въ прусскую станцію, а прусскіе поѣзды, требующіе болѣе узкой прусской колеи, входили въ россійскую станцію.

Статья VIII.

Устройство и содержаніе болѣе узкаго пути на россійской землѣ, между россійскою станціею и границею, а также присмотръ за онымъ, будутъ на обязанности россійскаго управленія, устройство же и содержаніе болѣе широкаго пути на прусской землѣ, между границею и прусскою станціею, равно какъ присмотръ за онымъ, будутъ на обязанности прусскаго управленія. За проѣздъ по симъ двумъ частямъ желѣзныхъ дорогъ и за пользованіе оными россійское и прусское управленія не будутъ платить одно другому никакого вознагражденія.

Мостъ чрезъ р. Липону будетъ построенъ и содержимъ на общемъ иждивеніи, то есть по равной половинѣ на счетъ каждаго управленія, россійскаго и прусскаго.

Статья IX.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся принятіемъ на пограничныхъ станціяхъ всѣхъ надлежащихъ мѣръ для того, чтобы выгрузка и перегрузка товарныхъ вагоновъ, необходимыя по причинѣ различной ширины путей могли производиться съ возможно меньшею тратою времени и меньшими издержками.

Статья X.

Относительно сигналовъ и всѣхъ подробностей движенія, собственно для

d'exploitation, nommément pour les stations près d'Eydkounen, sera concerté entre les administrations des deux chemins de fer, sauf l'approbation des autorités territoriales respectives.

станціи у Эйдкунена имѣютъ быть постановлены однообразныя правила по взаимному соглашенію управленій обѣихъ желѣзныхъ дорогъ, и съ утвержденія подлежащихъ съ каждой стороны властей.

Article XI.

Les deux administrations du chemin de fer se concerteront pour régler, sous l'approbation des autorités compétentes territoriales, de la manière la plus convenable, le service des convois, surtout de ceux qui font tout le parcours.

Статья XI.

Оба управленія желѣзныхъ дорогъ установятъ, по взаимному между собою соглашенію и съ утвержденія подлежащихъ съ каждой стороны властей, удобнѣйшее распредѣленіе поѣздовъ, особенно же тѣхъ, которые имѣютъ слѣдовать по всему протяженію пути.

Article XII.

Le tarif des prix, pour le transport des personnes et des marchandises, sera arrêté par chacune des deux administrations sur son territoire et communiqué à l'autre.

Статья XII.

Тарифъ провозной платы съ пассажировъ и товаровъ будетъ опредѣленъ каждымъ изъ двухъ управленій въ своихъ предѣлахъ и взаимно сообщенъ.

Article XIII.

Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des Etats, soit pour le prix des transports, soit pour le tems d'expédition, sauf les délais nécessités par les réglements de douane; il est entendu que l'application de ces réglements sera la même pour les habitants des deux pays.

Статья XIII.

Между жителями обоихъ государствъ не будетъ дѣлаемо никакого различія ни относительно платы за провозъ, ни относительно времени отправленія, за исключеніемъ остановокъ, необходимыхъ по таможеннымъ правиламъ; само собою разумѣется, что правила эти будутъ одинаково примѣняемы къ жителямъ обоихъ государствъ.

Article XIV.

Dans le cas où l'un des deux gouvernements préférerait ne point se charger lui-même de la construction et de l'exploitation du chemin de fer sur son territoire, mais d'en faire la concession à une société particulière, il prendra les mesures nécessaires pour assurer

Статья XIV.

Еслибы которое либо изъ обоихъ правительствъ не пожелало принять на себя постройку желѣзной дороги въ своихъ предѣлахъ и содержаніе по оной движенія, а предпочло передать это частной компаніи, то въ такомъ случаѣ оно приметъ надлежащія мѣры

l'exécution ponctuelle des dispositions de la présente convention, et pour se réserver les moyens d'action suffisants sur les réglements d'exploitation.

къ обезпеченію точнаго исполненія условій настоящей конвенціи и къ сохраненію достаточнаго вліянія на порядокъ движенія по дорогѣ.

Article XV.

Toutes les mesures de police et de douane, auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente convention, sont réservées à chacun des gouvernements, et seront, autant que possible, concertées préalablement.

Pour ce qui est des formalités de visite et d'expédition en douane des bagages et des marchandises importées ou exportées, et de la vérification des passeports, les deux gouvernements s'engagent mutuellement à ne pas traiter moins favorablement le chemin de fer de St. Pétersbourg à Koenigsberg que tout autre chemin de fer traversant la frontière, et à accorder dans l'intérêt et en faveur du commerce, au dit chemin de fer, toute facilité et simplification de service, compatibles avec les lois des deux pays.

Статья XV.

Всѣ полицейскія и таможенныя мѣры, какія могутъ оказаться нужными по случаю открытія дороги, составляющей предметъ настоящей конвенціи, предоставляются усмотрѣнію каждаго изъ правительствъ и будутъ, по возможности, опредѣляемы по предварительному взаимному соглашенію.

Относительно же формальностей осмотра и отправленія таможнею пассажирской клади и товаровъ, привозимыхъ и вывозимыхъ, а также свидѣтельствованія паспортовъ, оба правительства взаимно обязываются благопріятствовать С.-Петербурго-Кенигсбергской желѣзной дорогѣ не менѣе всякой другой желѣзной дороги, переходящей границу, и оказывать этой дорогѣ, въ видахъ поощренія и пользы торговли, всѣ облегченія и упрощенія, какія могутъ быть допущены по законамъ обоихъ государствъ.

Article XVI.

Avant l'ouverture des deux chemins de fer, les gouvernements s'entendront au sujet des changements que le nouveau mode de communication pourrait apporter dans le service et le transport des correspondances postales et dans le service des télégraphes.

Статья XVI.

До открытія обѣихъ желѣзныхъ дорогъ, оба правительства войдутъ въ соглашеніе о тѣхъ измѣненіяхъ, которыя сей новый способъ сообщенія потребуетъ въ пересылкѣ почтовой корреспонденціи и въ сношеніяхъ телеграфныхъ.

Article XVII.

Dans tous les cas où les administrations de chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourraient pas s'enten-

Статья XVII.

Во всѣхъ случаяхъ, когда управленія желѣзныхъ дорогъ того и другаго государства не успѣютъ согласиться

dre sur les différents points prévus dans la présente convention, et en général sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et la prospérité du commerce de transit, les gouvernements interviendront d'office et se concerteront pour prescrire toutes les mesures nécessaires.

между собою по различнымъ пунктамъ, упомянутымъ въ настоящей конвенціи, и вообще относительно способовъ обезпеченія непрерывнаго между обѣими границами движенія и удобства транзитной торговли, правительства примутъ на себя разрѣшеніе дѣла, и по взаимномъ соглашеніи предпишутъ надлежащія мѣры.

Article XVIII.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Berlin dans le cours d'une année, à compter du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se pourra.

En foi de quoi etc.

Fait à Berlin, le 2 (14) février 1857.

(L. S.) de Kerbedz.
(L. S.) v. d. Reck.
(L. S.) Scheele.
(L. S.) Saint-Pierre.

Статья XVIII.

Настоящая конвенція будетъ окончательно утверждена и ратификаціи будутъ размѣнены въ Берлинѣ въ теченіи одного года со дня подписанія, или ранѣе, буде возможно.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Берлинѣ, 2 (14) февраля 1857 года.

(М. П.) Кербедзъ.
(М. П.) Фонъ-деръ Рекъ.
(М. П.) Шееле.
(М. П.) Сенъ-Пьеръ.

№ 337.

1857, le 27 juillet (8 août). Convention de cartel, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois, № 32.247).

№ 338.

Déclaration de la même date.

№ 337.

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

La convention de cartel, conclue le 8 (20) mai 1844 entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne et S. M. le Roi de Prusse, étant expirée, et quelques unes de ses dis-

№ 337.

1857 г., іюля 27-го (августа 8-го). Картельная конвенція съ Пруссіей. (2-е П. С. З. № 32.247).

№ 338.

Декларація отъ того же числа.

№ 337.

Во имя Пресвятыя и Нераздѣльныя Троицы.

Такъ какъ срокъ конвенціи, заключенной 8 (20) мая 1844 года между Е. В. Императоромъ Всероссійскимъ, Царемъ Польскимъ и Е. В. Королемъ Прусскимъ о взаимной выдачѣ бѣглыхъ,

positions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développement et de précision, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle convention de cartel et ont à cet effet nommé des plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne:

le sieur Philippe Baron de Brunnow, son Conseiller privé actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse et Leurs Altesses Royales les Grands Ducs de Mecklenbourg-Schwerin et de Mecklenbourg - Strélitz, chevalier grand-croix des ordres de Russie de St. Wladimir de 1-ère classe, de St. Alexandre Newsky en diamants etc.

S. M. le Roi de Prusse:

le sieur Othon Théodore Baron de Manteuffel, Président de son conseil et son Ministre des affaires étrangères, chevalier des ordres de Prusse de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge avec feuilles de chêne, couronné et sceptre etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la convention de cartel, dont la teneur suit ici mot à mot:

Article I.

La présente convention, qui sera mise à exécution quatre semaines après l'échange des ratifications, s'appliquera:

a) à tous les individus qui déserteront le service actif des armées respec-

минулъ, а при томъ оказалось, что нѣкоторыя статьи этой конвенціи могутъ быть дополнены и яснѣе опредѣлены, то Ихъ Величества признали нужнымъ и полезнымъ заключить новую конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ и на сей конецъ назначили полномочными своими, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Царь Польскій:

Барона Филиппа Бруннова, своего Дѣйств. Тайнаго Совѣтника, чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Королѣ Прусскомъ и при Ихъ Королевскихъ Высочествахъ Великихъ Герцогахъ Мекленбургъ-Шверинскомъ и Мекленбургъ-Стрелицкомъ, кавалера россійскихъ орденовъ: Св. Владиміра 1-й степени, Св. Александра Невскаго съ алмазными украшеніями и проч.

а Е. В. Король Прусскій:

Барона Оттона Ѳеодора Мантейфеля, предсѣдателя своего Совѣта и своего Министра Иностранныхъ Дѣлъ, кавалера прусскихъ орденовъ Чернаго Орла и Краснаго Орла, съ украшеніемъ дубовыми листьями, короною и скипетромъ и проч.

Которые, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащей формѣ, заключили и подписали конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, которой содержаніе отъ слова до слова слѣдующее:

Статья I.

Исполненіе по этой конвенціи начнется чрезъ четыре недѣли по размѣнѣ ратификацій и она будетъ относиться:

а) Ко всѣмъ лицамъ, которыя, находясь въ дѣйствительной службѣ, учи-

tives, ainsi qu'aux effets militaires, qu'ils auront emportés, tels que chevaux, harnais, armes et habillements; en outre, aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif, et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

b) à tous les individus, qui selon les lois de l'Etat, qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fut-ce que dans la suite, au service militaire;

c) aux individus, qui ayant commis des crimes ou délits dans l'un des deux Etats, se sont enfuis sur le territoire de l'autre pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine, qu'ils ont encourue.

Article II.

Si les individus, mentionnés dans l'article précédent sous la lettre *a*, sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou en général, s'il est hors de doute, qu'ils ont déserté le service militaire de l'autre Etat, ils seront sur le champ et sans réquisition préalable de cet Etat, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux Etats, pour y être remis aux autorités respectives, chargées de les recevoir.

нятъ побѣгъ изъ той или другой обоюдныхъ армій, а равномѣрно до всѣхъ военныхъ принадлежностей, которыя будутъ ими взяты съ собою, какъ то: до лошадей, конской сбруи, оружія и амуниціи; сверхъ того ко всѣмъ тѣмъ лицамъ, которыя хотя и получили увольненіе, но съ тѣмъ, чтобы опять явиться на службу, коль скоро потребованы будутъ, и которые по тому принадлежатъ къ резерву.

b) Ко всѣмъ лицамъ, которыя по законамъ государства, оставленнаго ими съ намѣреніемъ возвратиться или же съ тѣмъ, чтобы не возвращаться, обязаны, хотя бы въ послѣдствіи, нести военную службу.

c) Ко всѣмъ тѣмъ лицамъ, которыя, учинивъ преступленія или проступки въ одномъ изъ двухъ государствъ, бѣгутъ въ другое, чтобы укрыться отъ суда и отъ надлежащаго наказанія.

Статья II.

Если упомянутые въ предъидущей статьѣ подъ литерою *a*, люди захвачены будутъ въ мундирѣ, если у нихъ окажутся другія принадлежащія къ военной амуниціи вещи, или вообще, ежели не подвержено будетъ сомнѣнію, что они учинили побѣгъ изъ дѣйствительной службы другаго договаривающагося государства, то таковые люди должны быть немедленно и безъ предварительнаго требованія со стороны того государства задержаны и препровождены со всѣми найденными при нихъ военными вещами на границу, раздѣляющую оба государства, для передачи начальству, назначенному принимать ихъ.

Quant aux individus, dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles, qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet, et le communiqueront aux autorités militaires provinciales de l'autre Etat, qui alors déclareront, si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur leur sera livré de la manière susindiquée.

Les individus mentionnés dans l'article précédent lettre *b*, ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse qui, dans chaque cas spécial, sera faite par les autorités compétentes de l'Etat auquel ces individus appartiennent.

Article III.

1) L'extradition des individus appartenant aux classes *a* et *b* de l'article I n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'Etat qu'ils ont quitté en dernier lieu, ou avant d'y avoir pris service, ces individus ont été sujets de l'Etat où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports résultant pour eux de cette qualité n'aient pas été annulés suivant les formes prescrites par les lois de cet Etat. Mais même dans ce cas on rendra les

Что касается до тѣхъ лицъ, которыя не будутъ явно бѣглыми, но въ слѣдствіе собственныхъ ихъ показаній, или по особеннымъ обстоятельствамъ, могутъ съ вѣроятностью быть приняты за таковыхъ, то военныя или гражданскія начальства, по полученіи свѣдѣнія о мѣстѣ пребыванія подобнаго человѣка, примутъ немедленно нужныя мѣры для воспрепятствованія дальнѣйшему его побѣгу. Послѣ этого они сдѣлаютъ ему допросъ и препроводятъ протоколъ онаго къ военнымъ провинціальнымъ властямъ другаго договаривающагося государства, которыя объявятъ тогда, точно-ли подозрѣваемый учинилъ побѣгъ, или нѣтъ; въ слѣдствіе чего, въ случаѣ побѣга, дезертиръ выданъ будетъ онымъ вышеизъясненнымъ образомъ.

Къ задержанію и выдачѣ людей, обозначенныхъ въ предъидущей статьѣ подъ лит. *б*, будетъ приступлено не иначе, какъ въ слѣдствіе точнаго о томъ требованія, которое сдѣлано будетъ при всякомъ особенномъ случаѣ надлежащимъ начальствомъ того государства, которому они принадлежатъ.

Статья III.

1) Не должны быть однако выдаваемы люди, принадлежащіе къ разрядамъ, означеннымъ подъ литерами *а* и *б* первой статьи, въ томъ случаѣ, если прежде прихода въ государство, изъ котораго эти люди въ послѣднее время выбыли, или до поступленія ихъ въ службу онаго, они были подданными того государства, въ которомъ, послѣ побѣга, скрываются, и если при томъ сопряженныя съ таковымъ ихъ качествомъ отношенія, по законнымъ фор-

chevaux et les effets militaires, que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant.

2) De même si un individu appartenant à l'une ou l'autre de ces deux classes s'est rendu coupable de quelque crime ou délit dans l'Etat où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine que lui infligent les lois de cet Etat.

3) Dans le cas où l'arrestation et l'extradition d'un individu ne devront s'effectuer qu'à la suite d'une réquisition (ainsi que cela est stipulé dans l'article II notamment à l'égard des déserteurs qui ne sont pas reconnaissables comme tels), il s'est écoulé l'espace de deux ans depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion d'un individu de cette catégorie, celui des deux Etats auquel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera point tenu d'y satisfaire. Si toutefois un réfractaire ou un déserteur avait commis un crime ou délit avant sa fuite, ou s'il était prévenu d'en avoir commis un, son extradition se fera d'après les règles, établies dans les articles XV et XVI ci-dessous, quand même il se serait écoulé un espace de deux ans depuis l'époque de son évasion ou de sa désertion.

Article IV.

Les communications, qui d'après l'article II, auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées, de la

мамъ сего государства, не уничтожились; но и въ этомъ случаѣ должны быть возвращены лошади и военныя принадлежности, взятыя сказанными людьми при побѣгѣ.

2) А также, если кто нибудь изъ принадлежащихъ къ симъ двумъ разрядамъ людей совершитъ преступленіе или проступокъ въ томъ государствѣ, куда онъ удалился, то въ выдачѣ его можетъ быть отказано до тѣхъ поръ, пока онъ не выдержитъ наказанія по законамъ сего государства.

3) Если со времени побѣга для уклоненія отъ службы тѣхъ людей, которые не иначе подлежатъ задержанію и выдачѣ, какъ въ слѣдствіе точнаго о томъ требованія (какъ о томъ постановлено въ статьѣ II-й, а именно относительно бѣглыхъ, которыхъ нельзя признать за таковыхъ), пройдетъ два года, то государство, къ коему поступило бы требованіе о выдачѣ таковыхъ людей, не обязано удовлетворять оному. Еслибъ однакоже укрывающійся отъ воинской службы или дезертиръ совершилъ преступленіе или проступокъ до своего побѣга или былъ обвиненъ въ совершеніи таковыхъ, то въ такомъ случаѣ онъ будетъ выданъ по правиламъ, постановленнымъ въ нижеизложенныхъ статьяхъ XV и XVI, хотя бы даже со времени его побѣга для уклоненія отъ службы прошло два года.

Статья IV.

Сношенія, на основаніи второй статьи, о людяхъ, подозрѣваемыхъ въ побѣгѣ изъ службы той или другой изъ высокихъ договаривающихся Державъ, будутъ производиться со стороны Россіи

part de la Russie et de la Pologne, au général commandant dans la province prussienne la plus proche, et de la part de la Prusse au commandant en chef et aux officiers chargés de l'extradition des déserteurs; les réquisitions relatives aux individus mentionnés dans l'article I, sous la lettre *b*, seront adressées, de la part de la Russie et de la Pologne à la régence provinciale prussienne la plus à portée, et de la part de la Prusse, aux autorités militaires et civiles de la Russie ou de la Pologne les plus proches.

Dans l'Empire de Russie le commissaire spécial, qui a pour mission de veiller au maintien des relations de bon voisinage sur la frontière, sera également autorisé, comme par le passé, à faire et à recevoir les communications et réquisitions prévues dans le présent article.

и Царства Польскаго, съ генераломъ, начальствующимъ въ ближайшей прусской провинціи, а со стороны Пруссіи съ главнымъ начальникомъ и чиновниками, коимъ поручена выдача дезертировъ; съ требованіями же касательно людей, упомянутыхъ въ I-й статьѣ, подъ лит. *б*, относиться будутъ со стороны Россіи и Царства Польскаго къ ближайшему прусскому провинціальному правленію, а со стороны Пруссіи къ ближайшимъ военнымъ и гражданскимъ начальствамъ россійскимъ или польскимъ.

Въ Россійской Имперіи особенный коммисаръ, на котораго возложено заботиться о соблюденіи отношеній добраго сосѣдства на границѣ, будетъ равнымъ образомъ уполномоченъ, какъ и прежде, дѣлать и получать сообщенія и требованія, о коихъ упоминается въ настоящей статьѣ.

Article V.

S'il arrivait qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eut déserté les troupes d'un autre Souverain, ou d'un autre Etat, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclue une convention de cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée qu'il aura désertée en dernier lieu.

Статья V.

Еслибъ случилось, что кто либо до побѣга своего изъ службы той или другой высокой договаривающейся стороны учинилъ побѣгъ изъ войскъ инаго государя или иной державы, съ коими одна изъ высокихъ договаривающихся сторонъ имѣла бы конвенцію о выдачѣ бѣглыхъ, то въ такомъ случаѣ дезертиръ выданъ будетъ въ ту армію, изъ которой онъ бѣжалъ въ послѣднее время.

Article VI.

Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives, d'engager au service militaire ou civil de leur Souverain un individu dont la désertion du service militaire de l'autre

Статья VI.

Запрещается въ особенности обоюднымъ военнымъ и гражданскимъ начальствамъ принимать въ военную или гражданскую службу своего Государя всякаго, коего побѣгъ изъ дѣйстви-

Etat n'est pas douteuse, ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer la frontière à aucun sous-officier, ni soldat de l'armée de l'Etat limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il appartient.

Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subordonnés, et que des signes extérieurs ou d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre Etat, sera sur le champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

Article VII.

Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions d'extradition qui seront adresseés à leurs autorités. Dans le cas même où les individus réclamés auraient été entre-temps engagés au service de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Article VIII.

S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rap-

тельной службы другаго договаривающагося государства не подверженъ сомнѣнію, или даже только вѣроятенъ. Предписывается также не пропускать чрезъ границу никого изъ унтеръ-офицеровъ или солдатъ, принадлежащихъ къ арміи сопредѣльнаго государства, ежели онъ не будетъ имѣть паспорта или письменнаго вида отъ начальника или командующаго тою частью войска, къ которому онъ принадлежитъ.

Всякій, таковаго паспорта или письменнаго вида не имѣющій, о которомъ начальства сіи получатъ свѣдѣнія или сами или чрезъ своихъ подчиненныхъ, и который по наружнымъ признакамъ или по другимъ обстоятельствамъ подастъ поводъ къ подозрѣнію, что онъ принадлежитъ къ войскамъ другаго договаривающагося государства, будетъ немедленно задержанъ со всѣми вещами, которыя при немъ окажутся, и по учиненіи допроса будетъ поступлено на основаніи второй статьи.

Статья VII.

Высокія договаривающіяся стороны примутъ мѣры, чтобы неослабно было наблюденіе за немедленнымъ и добросовѣстнымъ исполненіемъ по всѣмъ требованіямъ о выдачѣ, которыя поступятъ къ назначеннымъ отъ нихъ властямъ. Еслибы даже оказалось, что требуемые люди вступили между тѣмъ въ службу того государства, на землѣ котораго они находятся, то и въ такомъ случаѣ это обстоятельство не подвергаетъ взаимныхъ обязательствъ по сей статьѣ ни малѣйшему измѣненію.

Статья VIII.

Еслибы возникли сомнѣнія относительно точности какого либо приводи-

portée dans l'acte de réquisition, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés dans l'article III exceptés, motiver un refus d'extradition.

маго въ требованіи обстоятельства, то таковыя сомнѣнія, за исключеніемъ случаевъ въ III-й статьѣ обозначенныхъ, не могутъ служить предлогомъ къ отказу въ выдачѣ.

Article IX.

Non seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal qui aura été dressé pour constater les causes et les circonstances de son arrestation, mais encore s'il appartient à la catégorie de ceux qui, d'après l'article II, doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront aussitôt restitués avec lui. Si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux qui ne doivent être livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'une réquisition spéciale, dans ce cas, afin de mettre hors de doute que son extradition est conforme aux principes établis dans la présente convention, l'acte de réquisition qui le concerne devra, lors de l'extradition, être produit en original ou en copie vidimée.

Статья IX.

Кромѣ того, что при сдачѣ дезертира, или всякаго подлежащаго военной службѣ, долженъ всегда и безъ всякаго исключенія быть препровождаемъ протоколъ о причинахъ и обстоятельствахъ его задержанія, вмѣстѣ съ нимъ имѣютъ быть возвращены немедленно и военныя вещи, послужившія къ открытію его побѣга, если таковой человѣкъ принадлежитъ къ разряду тѣхъ, которые въ силу второй статьи должны быть выданы безъ востребованія. Ежели же, напротивъ того, онъ будетъ принадлежать къ разряду тѣхъ людей, коихъ выдача производится только вслѣдствіе предварительныхъ сношеній между обоюдными военными начальствами, или по особенному востребованію, то въ этомъ случаѣ, для отвращенія всякаго сомнѣнія, что выдача его согласна съ постановленіями сей конвенціи, касающееся до него требованіе будетъ, при выдачѣ, всегда представляемо въ подлинникѣ, или въ засвидѣтельствованной копіи.

Article X.

Les points de la frontière où l'extradition régulière des déserteurs et autres individus avait lieu précédemment, continueront à servir pour le même objet aussi longtemps que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de re-

Статья X.

Назначенныя доселѣ для постоянной выдачи дезертировъ и другихъ людей пограничныя мѣста сохранятъ это назначеніе до тѣхъ поръ, пока обоюдныя начальства не условятся между собою о перемѣнѣ оныхъ. Назначеніе чиновниковъ для пріема въ сихъ мѣстахъ людей, подлежащихъ выдачѣ,

cevoir les individus qui devront être livrés, seront, suivant que ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à l'état civil, indiqués par les autorités militaires ou civiles compétentes, à celles de l'autre Etat.

смотря по принадлежности тѣхъ чиновниковъ къ военному или гражданскому званію, будетъ зависѣть отъ военныхъ или гражданскихъ начальствъ, которыя по сему предмету должны сноситься съ соотвѣтствующими начальствами другой державы.

Article XI.

1) Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de douze (12) copeks argent de Russie ou de quatre (4) gros d'argent de Prusse, par jour à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré, soit d'office soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a emmené un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour, et à compter de l'époque susindiquée deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

2) La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté, ou d'autres circonstances bien constatées ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si, par suite de maladie, le transfuge se trouvait avoir été reçu à un hôpital, les frais qui en résulteront, seront acquittés par le gouvernement réclamant, à raison de quinze (15) copeks

Статья XI.

1) За издержки на содержаніе каждаго дезертира, или каждаго человѣка, подлежащаго военной службѣ, будетъ платиться по двѣнадцати (12) россійскихъ копѣекъ серебромъ или по четыре (4) прусскихъ серебряныхъ гроша въ день, считая со дня его задержанія для выдачи по востребованію или безъ онаго. Ежели дезертиръ уведетъ съ собою казенную лошадь, то на кормъ оной будетъ отпускаемо ежедневно и считая съ вышеозначеннаго времени по два метца овса и по восьми фунтовъ сѣна съ потребною соломою; платежъ за фуражъ производиться будетъ всякій разъ по справочнымъ цѣнамъ, какія въ ближайшемъ городѣ будутъ состоять.

2) Выдача дезертира должна быть приведена въ дѣйствіе не позже, какъ чрезъ восемь дней послѣ его задержанія, которое имѣетъ послѣдовать немедленно по открытіи мѣста его укрывательства; издержки на его содержаніе, съ той и другой стороны, должны быть исчисляемы за тотъ же восьмидневный срокъ, кромѣ тѣхъ случаевъ, когда бы по причинѣ отдаленности мѣста, гдѣ дезертиръ будетъ задержанъ, или по другимъ ясно доказаннымъ обстоятельствамъ, выдача его надлежащимъ начальствамъ необходимо должна была замедлиться далѣе вышеозначеннаго времени. Если бѣглый

argent de Russie ou de cinq (5) gros d'argent de Prusse, par jour, pour tout le temps pendant lequel son état de santé l'aura retenu à l'hôpital.

по болѣзни принятъ будетъ въ госпиталь, то за происходящія отъ сего издержки правительство, требующее его выдачи, заплатитъ по пятнадцати (15) россійскихъ копѣекъ серебромъ, или по пяти (5) прусскихъ серебряныхъ гроша въ день, за все время, которое онъ по причинѣ болѣзни своей пробудетъ въ госпиталѣ.

Article XII.

Si outre le déserteur lui-même, l'on parvient encore à découvrir le cheval de service emmené par lui, et que ce cheval soit rendu à l'Etat auquel il appartient, la personne qui par son avis aura amené la saisie du cheval, obtiendra de l'Etat auquel se fera l'extradition une récompense de six roubles 75 copeks argent de Russie (sept écus et demi de Prusse).

Статья XII.

Ежели, кромѣ самого дезертира, найдена будетъ уведенная имъ казенная лошадь и если она будетъ возвращена тому государству, которому она принадлежитъ, въ такомъ случаѣ то лицо, по доносу котораго схвачена будетъ лошадь, получитъ въ награжденіе отъ государства, коему таковая имѣетъ быть выдана, шесть рублей 75 копѣекъ серебромъ россійскими деньгами (семь съ половиною прусскихъ талеровъ).

Article XIII.

Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense, ainsi que les frais d'entretien mentionnés dans l'article XI, lesquels dans aucun cas ne pourront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires chargés sur les points d'extradition de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent au moyen de laquelle ils payeront, lors de l'extradition du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, et du cheval, les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires par les fonctionnaires de l'autre Etat, chargés de l'extradition, ainsi que la récompense pour la saisie du cheval. Si l'on trouvait la dite spécification dé-

Статья XIII.

Для немедленной выдачи сего награжденія, а равно и денегъ, слѣдующихъ за упомянутыя въ статьѣ XI издержки, которыя ни въ какомъ случаѣ не могутъ быть увеличены, обѣ высокія договаривающіяся стороны распорядятся доставкою чиновникамъ, коимъ поручено будетъ принимать бѣглыхъ, въ мѣстахъ, для того назначенныхъ, извѣстной денежной суммы, изъ которой они могли бы платить при выдачѣ дезертира, или человѣка подлежащаго военной службѣ или лошади, за издержки содержанія, по счетамъ, представленнымъ имъ чиновниками, которымъ поручена выдача со стороны другой державы, а равно и въ награжденіе за поимку лошади. Если въ та-

euse, ce qui toutefois pourra difficiat avoir lieu, vu la détermination se du taux de la rémunération et rais d'entretien, elle n'en devra moins être soldée, et ce ne sera plus tard qu'une réclamation à ce sera prise en considération, le cas excepté où il n'aurait pas été ait à la disposition de l'article IX, ernant la restitution simultanée des militaires trouvés sur le déser- ou l'exhibition de l'original ou de pie vidimée de l'acte de réquisition, lequel cas il ne sera payé ni frais retien, ni récompense.

ковомъ счетѣ оказалась бы какая либо погрѣшность, чего впрочемъ трудно ожидать, при той ясности и точности, съ которыми опредѣленъ размѣръ награжденія и издержекъ на содержаніе, то и въ такомъ случаѣ платежъ по счету произведется сполна; къ разсмотрѣнію же возраженія, учиненнаго по сему предмету, будетъ приступлено послѣ, за исключеніемъ одного только случая, а именно: если бы не было выполнено постановленіе IX статьи касательно одновременной выдачи съ дезертиромъ найденныхъ при немъ военныхъ принадлежностей, или о томъ, чтобы требованіе о его выдачѣ было предъявляемо въ подлинникѣ, или въ засвидѣтельствованной копіи; въ семъ только случаѣ денегъ, назначенныхъ за издержки на содержаніе, а также въ награжденіе, выдаваемо не будетъ.

Article XIV.

s déserteurs et les individus sujets ervice militaire ne pouvant con- er de dettes que l'Etat auquel ils rtiennent eût l'obligation légale uitter, les dettes qu'ils pourraient , ne feront jamais, lors de l'extra- n, un objet de discussion entre les ités des deux Etats. Si un indivi- durant son séjour dans l'Etat qui vre, a contracté envers des parti- rs des obligations que son extra- n l'empêche de remplir, il ne reste partie lésée que de faire valoir droits par devant les autorités com- ntes de l'Etat auquel appartient son eur.

Статья XIV.

Такъ какъ дезертиры и люди, подлежащіе военной службѣ, не могутъ входить въ долги, за кои то правительство, которому они принадлежатъ, было бы въ законной обязанности отвѣтствовать, то таковые долги ни въ какомъ случаѣ, при выдачѣ бѣглыхъ, не могутъ служить поводомъ къ какому либо разбирательству между обоюдными начальствами. Если бы кто либо изъ таковыхъ людей, во время своей бытности въ государствѣ, которое выдаетъ его, далъ частнымъ людямъ обязательства, кои по причинѣ его выдачи онъ не можетъ выполнить, то сторонѣ потерпѣвшей убытокъ предоставляется только отъискивать свое право у надлежащаго начальства того государства, которому принадлежитъ должникъ.

Pareillement, si un déserteur ou un individu, sujet au service militaire, se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagements qu'il aurait contractés envers des particuliers, l'Etat auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le livrer sans retard.

Равномѣрно, если дезертиръ, или человѣкъ, подлежащій военной службѣ, въ то время, когда его потребуютъ, будетъ находиться за частные долги подъ стражею, то и тогда правительство, къ которому поступитъ такое требованіе, не освобождается отъ обязанности выдать его немедленно.

Article XV.

1) Ceux, qui, dans le pays de l'un des deux Souverains, commettent un crime ou délit ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un et qui ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre sur une réquisition, qui aura lieu de la manière indiquée ci-dessous dans l'article XVI.

2) L'état ou la condition du coupable, de l'accusé ou du prévenu ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué, à quelque état ou à quelque condition qu'il appartienne, qu'il soit noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

3) Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un crime ou délit dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice selon les lois du pays.

Статья XV.

1) Если кто нибудь во владѣніяхъ или того или другого Государя совершитъ преступленіе, или проступокъ, или въ таковыхъ будетъ обвиняемъ или подозрѣваемъ, а потомъ бѣжитъ и перейдетъ во владѣнія другого изъ договаривающихся Государей, то всѣ таковые люди будутъ взаимно выдаваемы, по востребованію, которое послѣдуетъ на томъ основаніи, какъ ниже сего въ статьѣ XVI показано.

2) Сила сего постановленія остается непремѣнною, не смотря ни на званіе, ни на состояніе виновнаго, или обвиняемаго, или подозрѣваемаго; и таковые люди будутъ выдаваемы, къ какому бы званію или состоянію они ни принадлежали, будутъ ли они дворяне, городскіе или сельскіе жители, свободные или крѣпостные, военнаго или гражданскаго вѣдомства.

3) Но ежели окажется, что преступникъ или обвиняемый, есть подданный того Государя, во владѣнія котораго онъ бѣжалъ, по учиненіи преступленія или проступка на земляхъ другой изъ договаривающихся державъ, то въ такомъ случаѣ онъ выданъ не будетъ, но Государь, коего онъ подданный, повелитъ предать его суду немедленно по законамъ государства.

Il est surtout convenu, que lorsqu'un ndividu passe du territoire d'un Etat ur celui de l'autre, y commet un crime u délit, et rentre ensuite dans l'Etat, l'où il était venu, les autorités de cet Etat (quoique l'extradition d'un pareil ndividu soit inadmissible d'après les lispositions précitées) n'en prêteront as moins, si elles en sont réquises, ux autorités compétentes de l'Etat, sur e territoire duquel le crime ou délit à été commis, toute aide et assistance que es lois du pays leur permettront pour constater les faits et découvrir les coupables, appartenant à l'autre Etat, dès que l'action commise est telle, qu'elle est punissable aussi d'après la législation de l'Etat requis. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un crime, délit ou un excès quelconque et ce pour avoir commis le dit crime, délit ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

En aucun cas l'individu arrêté dans le pays même où il s'est rendu coupable d'un crime, délit ou excès quelconque, ne pourra être livré ni ne sera reçu dans l'autre pays avant d'avoir été condamné par jugement formel.

Article XVI.

1) L'arrestation d'un criminel, qui doit être livré de la part d'un Etat à

Въ особенности постановляется, что если кто либо, перешедъ изъ владѣній одного государства во владѣнія другого, совершитъ тамъ преступленіе или проступокъ и потомъ возвратится въ то государство, откуда приходилъ, то начальства сего послѣдняго (хотя выдача такого человѣка не можетъ имѣть мѣста на основаніи предъидущихъ постановленій) будутъ содѣйствовать, въ случаѣ требованія, надлежащимъ начальствамъ того государства, на землѣ котораго совершено преступленіе, всѣми способами, предоставленными имъ мѣстными законами, къ разслѣдованію событія и къ открытію виновныхъ, принадлежащихъ другому государству, какъ скоро учиненное дѣйствіе подлежитъ наказанію и по законодательству того государства, у котораго просятъ содѣйствія. Если однакоже кто либо будетъ задержанъ въ томъ государствѣ, гдѣ онъ совершилъ преступленіе, проступокъ или безчинство, и именно за учиненіе таковыхъ, то Государь, во владѣніяхъ коего виновный былъ задержанъ, можетъ повелѣть предать его суду и подвергнуть заслуженному наказанію, хотя бы это былъ подданный другого договаривающагося Государя.

Ни въ какомъ случаѣ человѣкъ, задержанный въ томъ самомъ государствѣ, гдѣ онъ содѣлался виновнымъ въ преступленіи, проступкѣ или безчинствѣ, не можетъ быть выданъ и не будетъ принятъ въ другое государство, до произнесенія надъ нимъ формальнаго приговора.

Статья XVI.

1) Задержаніе преступника, который долженъ быть выданъ однимъ государ-

l'autre, aura lieu à la réquisition d'un bureau de police ou d'un tribunal du pays où le prévenu aura commis le crime, qui lui est imputé, et cette réquisition sera adressée à un bureau de police ou à un tribunal de l'autre pays. Auront en outre le droit de faire une semblable réquisition: dans l'Empire de Russie le commissaire spécial chargé de veiller le long de la frontière au maintien des relations de bon voisinage; dans le Royaume de Pologne les chefs de district limitrophes, ayant pour le maintien de ces relations les mêmes attributions et les mêmes droits que le commissaire spécial russe; dans les Etats de S. M. le Roi de Prusse, le procureur du Roi.

Les autorités respectives sont tenues, lors même qu'elles seraient incompétentes pour faire droit à la réquisition qui leur est adressée, de l'accepter et de la faire tenir sans délai aux fonctionnaires compétens.

2) L'extradition effective ne se fera toutefois de la part de la Russie et du Royaume de Pologne qu'à la réquisition du tribunal supérieur de la province prussienne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire, laquelle réquisition sera adressée au gouverneur général du gouvernement de l'Empire de Russie ou au tribunal supérieur du gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

3) De la part de la Prusse, l'extradition aura lieu à la réquisition du gou-

ствомъ другому, будетъ производиться по требованію полицейскаго начальства или суда того государства, гдѣ обвиняемый совершилъ приписываемое ему преступленіе, и съ этимъ требованіемъ должно относиться къ полицейскому начальству или суду другого изъ тѣхъ государствъ. Сверхъ того будутъ имѣть право дѣлать подобныя требованія: въ Россійской Имперіи особый коммиссаръ, на котораго возложено заботиться вдоль границы о соблюденіи отношеній добраго сосѣдства; въ Царствѣ Польскомъ начальники пограничныхъ округовъ, имѣющіе для соблюденія этихъ отношеній одинаковыя обязанности и права съ особымъ россійскимъ коммиссаромъ; во владѣніяхъ же Е. В. Короля Прусскаго королевскій прокуроръ.

Обоюдныя начальства, еслибы даже оныя не имѣли права удовлетворить поступившему къ нимъ требованію, обязаны принять и немедленно передать его надлежащимъ чиновникамъ.

2) Однакожъ дѣйствительная выдача будетъ производиться со стороны Россіи и Царства Польскаго, не иначе, какъ по требованію главнаго суда той прусской провинціи, гдѣ преступникъ или обвиняемый уже былъ или долженъ быть подвергнутъ судебному слѣдствію, и съ таковымъ требованіемъ слѣдуетъ обращаться къ генералъ-губернатору той губерніи Россійской Имперіи или въ главный судъ той губерніи Царства Польскаго, гдѣ преступникъ или обвиняемый предположительно укрывается.

3) Со стороны Пруссіи выдача будетъ производиться по требованію ге-

verneur-général ou du gouverneur civil du gouvernement de l'Empire de Russie ou à la réquisition du tribunal supérieur du gouvernement du Royaume de Pologne où le criminel ou le prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire. Dans les cas prévus au présent article, la réquisition sera adressée au tribunal supérieur de la Monarchie Prussienne où le criminel ou prévenu, fonctionnaire public ou autre, sera présumé avoir cherché un asile. Les autorités de l'Empire de Russie feront passer leurs réquisitions par l'intermédiaire du commissaire spécial russe.

4. Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement la liste des tribunaux supérieurs et autorités publiques chargés dans les Etats respectifs d'expédier ces réquisitions.

5. Dans tous les cas précités, soit que la demande d'extradition ait été faite par un des gouverneurs-généraux ou gouverneurs civils de l'Empire de Russie, ou d'un tribunal supérieur ou d'un gouverneur civil du Royaume de Pologne, soit qu'elle provienne d'un tribunal supérieur de la Prusse, la réquisition doit être accompagnée d'une expédition, soit de la sentence, si elle a déjà été prononcée, soit de l'arrêt (Haftbefehl) du tribunal compétent, spécifiant en détail les circonstances du crime ou délit, ainsi que les motifs de suspicion.

Dans les cas de soustraction de fonds publics ou d'effets appartenant à la cou-

нералъ-губернатора или гражданскаго губернатора той губерніи Россійской Имперіи, или по требованію главнаго суда той губерніи Царства Польскаго, гдѣ преступникъ или обвиняемый уже былъ, или долженъ быть подвергнутъ судебному слѣдствію. Въ вышеозначенныхъ случаяхъ съ таковымъ требованіемъ слѣдуетъ обращаться въ главный судъ той провинціи прусскаго королевства, гдѣ преступникъ или обвиняемый, состоящій или не состоящій въ государственной службѣ, предположительно укрывается. Начальства Россійской Имперіи будутъ сообщать требованія свои чрезъ посредство особаго россійскаго коммиссара.

4. Оба правительства будутъ взаимно сообщать другъ другу списки главнымъ судамъ и правительственнымъ властямъ, на которыхъ возложена, въ обоюдныхъ государствахъ, обязанность давать ходъ этимъ требованіямъ.

5. Во всѣхъ вышеозначенныхъ случаяхъ, поступитъ ли требованіе о выдачѣ отъ одного изъ генералъ-губернаторовъ или гражданскихъ губернаторовъ Россійской Имперіи, или отъ одного изъ главныхъ судовъ или гражданскихъ губернаторовъ Царства Польскаго, или же отъ какого либо главнаго суда прусскаго, при требованіи должна быть приложена копія, или съ приговора, если таковой уже состоялся, или съ разрѣшенія о преданіи суду, или съ предписанія о задержаніи (Haftbefehl) надлежащаго суда, съ изложеніемъ всѣхъ подробностей преступленія или проступка, равно какъ и причинъ подозрѣнія.

Въ случаѣ похищенія общественныхъ суммъ или вещей, принадлежащихъ

ronne, la réquisition des gouverneurs civils devra être accompagnée en outre d'une spécification authentique des sommes ou effets détournés ou soustraits.

Les mêmes formalités seront observées pour les réquisitions d'un tribunal supérieur de la Monarchie Prussienne.

казнѣ, требованіе гражданскихъ губернаторовъ должно быть сверхъ того сопровождаемо достовѣрнымъ обозначеніемъ похищенныхъ суммъ, или вещей.

Эти же самыя формальности будутъ соблюдаемы при требованіяхъ со стороны верховнаго суда Королевства Прусскаго.

6. La demande d'extradition et les pièces à l'appui devront être présentées dans les six mois, à compter du jour où l'annonce de l'arrestation du criminel ou du prévenu aura été expédiée au fonctionnaire ou au tribunal, qui aura demandé cette arrestation. En cas de retard, l'obligation de livrer le criminel ou prévenu cessera.

6. Требованіе о выдачѣ и слѣдующіе къ оному документы должны быть предъявлены въ теченіи шести мѣсяцевъ, считая со дня отправленія объявленія о задержаніи преступника или обвиняемаго, къ чиновнику или въ судъ, которые требовали таковаго задержанія. Въ случаѣ замедленія, обязанность выдать преступника, или обвиняемаго прекращается.

7. L'extradition elle même aura lieu lorsque, par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité de sa personne aura été reconnue, et si l'action qui lui est imputée, est telle que, suivant les lois de l'état auquel s'adresse la réclamation, le coupable devrait également être soumis à une enquête criminelle. Si l'individu, dont on demande l'extradition, est accusé de plusieurs crimes ou délits, l'extradition aura lieu aussi lorsqu'une seule des actions qui lui sont imputées entraînerait une procédure criminelle aux termes de la législation de l'Etat requis.

7. Самая выдача будетъ производиться тогда, когда по допросу, которому будетъ подвергнутъ обвиненный, окажется, что онъ точно тотъ, кого требуютъ, и если дѣйствіе, въ которомъ его обвиняютъ, такого рода, что и по законамъ того государства, къ которому поступило требованіе о выдачѣ, виновный долженъ бы подвергнуться уголовному слѣдствію. Если человѣкъ, выдача коего требуется, обвиненъ въ нѣсколькихъ преступленіяхъ или проступкахъ, то онъ будетъ выданъ даже и тогда, когда только одно изъ приписываемыхъ ему дѣйствій подлежитъ уголовному судопроизводству по законамъ того государства, отъ коего выдача требуется.

8. Pour être livré, le criminel sera transporté jusqu'à l'endroit où se trouve l'autorité de l'Etat requérant, chargée de le recevoir. Il lui sera remis contre le remboursement des frais.

8. Выдаваемый преступникъ будетъ доставленъ до того мѣста, гдѣ находится начальство, назначенное для его принятія, государствомъ требующимъ выдачи. Онъ будетъ сданъ по уплатѣ употребленныхъ на него издержекъ.

Article XVII.

Il sera payé:

a) pour l'entretien du criminel à compter du jour de son arrestation douze (12) copeks argent de Russie, soit quatre (4) gros d'argent de Prusse par jour.

b) pour frais de détention, tant que celle-ci dure, quinze (15) copeks argent de Russie, soit cinq (5) gros d'argent de Prusse, par jour; et en outre

c) les déboursés à liquider dans chaque cas particulier pour le transport du criminel jusqu'à la frontière et pour la fourniture des pièces d'habillement dont il avait besoin.

Article XVIII.

Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part de l'Etat qui les réclame, être poursuivis sur le territoire de l'autre Etat, soit par quelque acte de violence ou d'autorité arbitraire, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque émissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux Etats.

Si, de la part de la Puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière

Статья XVII.

Будетъ платиться:

a) За содержаніе преступника, со дня его задержанія, по двѣнадцати (12) россійскихъ копѣекъ серебромъ или по четыре (4) прусскихъ серебряныхъ гроша въ день.

b) За издержки на содержаніе, во время нахожденія подъ стражею, пятнадцать (15) россійскихъ копѣекъ серебромъ или пять (5) прусскихъ серебряныхъ грошей въ день, и сверхъ того:

c) Издержки, подлежащія платежу, во всякомъ особенномъ случаѣ, за пересылку преступника до границы и за поставку необходимой для него одежды.

Статья XVIII.

Ни дезертиры, ни подлежащіе военной службѣ, ниже преступники, не могутъ со стороны требующаго выдачи ихъ государства быть преслѣдуемы на земляхъ другого договаривающагося государства какимъ либо насильственнымъ, самоуправнымъ или потаеннымъ образомъ. А потому всякой военной или гражданской командѣ, или кому либо тайно подосланному, запрещается переходить съ таковою цѣлію чрезъ обоюдную границу.

Ежели для поимки одного или нѣсколькихъ дезертировъ, или людей подлежащихъ военной службѣ, или же убѣжавшихъ преступниковъ, будетъ отправлена со стороны требующей державы военная или гражданская команда, или употреблено другое средство, то таковое преслѣдованіе не можетъ прости-

qui sépare les deux Etats. Là le détachement devra s'arrêter, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée, et s'adressera au fonctionnaire militaire ou civil compétent pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant l'acte de réquisition de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards que les deux gouvernements se doivent mutuellement et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente convention.

Article XIX.

1. Tout acte d'autorité qu'un employé civil ou militaire de l'un des deux Etats exercera sur le territoire de l'autre, sans y avoir été expressément autorisé par les fonctionnaires militaires ou civils compétents de ce dernier Etat, sera considéré comme une violation de territoire et puni en conséquence.

2. S'il s'élève des doutes sur le fait même de la violation de territoire, ou sur les circonstances particulières qui l'ont accompagnée, il sera établi une commission mixte, présidée par le commissaire de la partie lésée. Les commissaires perpétuels, désignés d'avance pour cet effet, seront pour l'Empire de Russie le commissaire spécial chargé de veiller au maintien des relations de bon voisinage, pour le Royaume de Pologne le chef du district limitrophe le plus rapproché, et pour la Prusse le conseiller provincial du cercle (Landrath) sur

раться далѣе, какъ только до границы, раздѣляющей оба государства. Здѣсь команда должна остановиться, и чрезъ границу дозволяется перейти одному только человѣку, которому воспрещается прибѣгать къ какому либо насильственному или самопроизвольному дѣйствію; но онъ долженъ отнестись о выдачѣ къ надлежащему военному или гражданскому начальству, предъявивъ оному письменное требованіе своего начальства. Таковый посланный принятъ будетъ съ тѣмъ уваженіемъ, которое обѣ державы другъ другу оказываютъ; послѣ чего поступлено будетъ на основаніи сей конвенціи.

Статья XIX.

1. Всякое дѣйствіе власти, учиненное военнымъ или гражданскимъ чиновникомъ одного изъ обоихъ государствъ на землѣ другого государства безъ особеннаго разрѣшенія надлежащихъ военныхъ или гражданскихъ чиновниковъ сего послѣдняго, будетъ почитаться за нарушеніе границы и въ слѣдствіе онаго виновный будетъ наказанъ.

2. Если возникнутъ сомнѣнія относительно особенныхъ сопровождавшихъ оное обстоятельствъ, тогда учреждена будетъ обоюдная коммиссія, подъ предсѣдательствомъ коммиссара той стороны, которая принесетъ жалобу. Непремѣнными коммиссарами, назначаемыми на сей конецъ заблаговременно, будутъ со стороны Россіи особый коммиссаръ, на котораго возложено наблюдать за сохраненіемъ добрыхъ сосѣдственныхъ сношеній; со стороны Царства Польскаго начальникъ ближайшаго пограничнаго округа, а со

la frontière duquel la violation du territoire doit avoir eu lieu.

3. Du côté de la Prusse, le procureur supérieur du district de juridiction (Ober-Staatsanwalt des Obergerichts-Bezirkes) ou le procureur du cercle sur la frontière duquel la violation de territoire sera censée avoir eu lieu, aura le droit d'assister aux travaux de la commission mixte; et dans ce cas un employé de justice délégué à cet effet, soit de la part du Gouvernement Impérial, soit de la part de l'administration du Royaume de Pologne, y assistera également. Dans tous les cas les membres de la commission mixte seront en nombre égal de la part de chacune des Hautes Puissances contractantes.

Dans des cas particuliers il sera loisible aux deux gouvernements de confier ces enquêtes à des employés envoyés ad hoc.

4. Les commissaires auront le droit de s'adjoindre dans des cas particuliers un employé de justice pour entendre et assermenter les témoins. Si des militaires de rang inférieur ou appartenant à la garde frontière se trouvaient impliqués dans l'affaire dont il s'agit, leur interrogatoire ne pourra avoir lieu qu'en présence de délégués envoyés *ad hoc* par l'autorité militaire compétente.

5. La commission mixte aura soin de bien éclaircir les faits, pour constater si effectivement une violation de territoire a eu lieu, et qui en est l'auteur. Si la commission est d'accord à ce su-

стороны Пруссіи провинціальный совѣтникъ (Landrath) того округа, гдѣ послѣдовало нарушеніе границы.

3. Со стороны Пруссіи оберъ-прокуроръ того судебнаго округа (Ober-Staatsanwalt des Obergerichts-Bezirkes) или прокуроръ того пограничнаго округа, въ которомъ предполагается, что послѣдовало нарушеніе границы, будутъ имѣть право присутствовать при дѣлопроизводствѣ обоюдной коммиссіи, и въ такомъ случаѣ отряженный для сего чиновникъ по судебной части со стороны Императорскаго Правительства, или со стороны управленія Царства Польскаго, будетъ также присутствовать при семъ дѣлопроизводствѣ. Во всѣхъ случаяхъ число членовъ обоюдной коммиссіи будетъ равное со стороны каждой изъ высокихъ договаривающихся сторонъ.

Въ особенныхъ случаяхъ оба правительства могутъ поручить эти слѣдствія нарочно командируемымъ для сего чиновникамъ.

4. Коммиссары будутъ имѣть право въ особенныхъ случаяхъ приглашать чиновника по судебной части, для отобранія допроса отъ свидѣтелей и приведенія ихъ къ присягѣ. Если военные нижніе чины, или принадлежащіе къ пограничной стражѣ, будутъ замѣшаны въ разбираемое дѣло, то они будутъ допрошены не иначе, какъ въ присутствіи лицъ, присланныхъ для сего со стороны подлежащаго военнаго начальства.

5. Обоюдная коммисія будетъ обязана изслѣдовать событія для удостовѣренія, дѣйствительно ли послѣдовало нарушеніе границы, и кто въ томъ виновенъ. Если въ коммиссіи не будетъ

jet, les pièces du procès seront transmises au tribunal compétent de l'Etat auquel le prévenu appartient, afin que la peine soit prononcée et incessamment portée à la connaissance de l'Etat, dont le territoire aura été violé.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, soit militaire, soit civil, selon que le coupable appartiendra à l'état militaire ou civil. Ledit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et instruira le procès jusqu'au point où la sentence pourra être prononcée. Les pièces de la procédure seront transmises alors, soit au général en chef des troupes auxquelles appartient le coupable, soit, lorsque celui-ci est un employé civil, à son supérieur compétent, afin de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée autant que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissements ultérieurs, ces éclaircissements seront fournis à la réquisition dudit tribunal par les commissaires chargés de l'information du délit.

Article XX.

Il est défendu aux autorités et aux sujets des Hautes Parties contractantes, soit de recéler un déserteur, un individu sujet au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel passible d'extradition, soit de les aider à se rendre

разногласія по сему предмету, то все дѣло препровождается въ подлежащій судъ государства, къ которому обвиненный принадлежитъ, для постановленія приговора и немедленнаго сообщенія объ ономъ государству, граница коего была нарушена.

Всякій нарушитель границы, задержанный въ томъ государствѣ, предѣлы коего онъ перешелъ, будетъ отосланъ въ тамошній ближайшій военный или гражданскій судъ, смотря по тому, будетъ ли виновный принадлежать къ военному или гражданскому вѣдомству. Означенный судъ разсмотритъ обвиненіе и, по выслушаніи свидѣтелей, доведетъ производство дѣла до того, чтобы можно было постановить приговоръ. Потомъ все дѣло препроводится или къ главнокомандующему тѣми войсками, къ которымъ виновный принадлежитъ, или, если онъ гражданскаго вѣдомства, къ надлежащему его начальнику, для постановленія приговора по законамъ каждаго государства.

Слѣдствіе должно производиться безостановочно и со всею возможною скоростію. Если судъ, назначенный для произнесенія приговора, предварительно потребуетъ дополнительныхъ объясненій, то таковыя должны быть доставлены по требованію помянутаго суда отъ коммиссаровъ, производившихъ слѣдствіе.

Статья XX.

Всѣмъ начальствамъ и подданнымъ высокихъ договаривающихся сторонъ запрещается укрывать дезертировъ, людей подлежащихъ военной службѣ, о выдачѣ коихъ поступило уже требованіе, или преступниковъ, подлежащихъ

dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les gouvernements respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux Etats se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignements sur la manière dont les contrevenants auront été recherchés et punis.

высылкѣ, а также способствовать побѣгу ихъ въ другія дальнѣйшія мѣста, для воспрепятствованія ихъ высылкѣ.

Обоюдныя правительства поступятъ по мѣстнымъ государственнымъ законамъ съ тѣми, которые совершатъ таковые проступки, и начальства обѣихъ державъ, для взаимнаго удовлетворенія, будутъ сообщать другъ другу свѣдѣнія о томъ, какія мѣры были приняты для отысканія нарушителей сего постановленія, и какимъ образомъ они были наказаны.

Article XXI.

Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu être un déserteur, ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'Etat. Il leur sera surtout interdit d'acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui, ou de faire l'acquisition d'objets qu'un criminel aura emportés en se sauvant, et dont il se trouvera possesseur illégitime. Chacun des deux gouvernements emploiera tous les moyens, que lui offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

Статья XXI.

Строжайше запрещено будетъ подданнымъ высокихъ договаривающихся сторонъ покупать у кого либо вещи съ явнымъ признакомъ, что онѣ казенныя, хотя бы продавецъ еще не былъ признанъ дезертиромъ, или не былъ требованъ, какъ таковый. Особенно подтверждено будетъ не покупать лошадей, уведенныхъ дезертирами, или пріобрѣтать у преступника вещи, унесенныя имъ при побѣгѣ, и коихъ онъ незаконный владѣлецъ. Оба правительства употребятъ всѣ способы по мѣстнымъ государственнымъ законамъ, чтобы таковыя вещи и помянутыя военныя принадлежности были взаимно возвращаемы безъ всякаго вознагражденія.

Article XXII.

Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas où, d'après cette convention, elle aurait dû avoir lieu et que le dit individu, par une nouvelle fuite, retourne

Статья XXII.

Если дезертиръ, человѣкъ подлежащій военной службѣ или преступникъ вышеозначеннаго разряда, не былъ бы выданъ, въ тѣхъ случаяхъ, когда на основаніи сей конвенціи онъ подлежалъ бы выдачѣ, а между тѣмъ черезъ новый побѣгъ перешелъ въ ту землю,

dans le pays auquel il aurait dû être livré, le souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

куда надлежало бы его возвратить, то государь этой земли не обязанъ уже обратно его выдавать.

Article XXIII.

1. Chacun des deux Etats s'oblige à reprendre ceux de ses propres sujets dont l'autre Etat voudrait se débarrasser. Cette obligation cessera toutefois, s'il s'est écoulé dix ans depuis que l'individu qu'on veut renvoyer, a quitté son pays natal et que pendant ce temps il a vécu à l'étranger sans passe-port en règle ou certificat d'origine (Heimaths-Schein), délivré par l'autorité compétente, ou bien si ce passe-port ou certificat d'origine (Heimaths-Schein) a cessé d'être valable depuis dix ans.

2. Ce laps décennal ne sera pas censé interrompu par un emprisonnement ou une détention quelconque à laquelle l'individu renvoyé aurait été condamné dans le pays qui le renvoie. Au contraire, la durée de cette détention sera comprise dans le nombre des années, à l'expiration desquelles cesse pour le pays natal l'obligation de reprendre l'individu et cette obligation cessera ipso facto, si le terme de dix ans venait à expirer pendant la durée de la détention.

3. S'il arrivait qu'un individu condamné à un emprisonnement ou une détention quelconque, fût rendu à son pays natal avant le terme de dix ans fixé ci-dessus, et sans avoir subi sa peine en entier, il pourra être soumis à en accomplir le reste dans le pays

Статья XXIII.

1. Каждое изъ обоихъ государствъ обязывается принимать обратно тѣхъ изъ своихъ подданныхъ, отъ которыхъ другое изъ сихъ государствъ пожелало бы избавиться. Однакоже эта обязанность прекращается, если прошло десять лѣтъ съ тѣхъ поръ, какъ человѣкъ, котораго хотятъ отослать, покинулъ свою родину, и если въ продолженіи этого времени онъ жилъ въ иностранной землѣ безъ законнаго паспорта или срочнаго свидѣтельства о происхожденіи (Heimaths-schein), выданнаго надлежащимъ начальствомъ, или если этотъ паспортъ или срочное свидѣтельство о происхожденіи уже десять лѣтъ, какъ просрочены.

2. Этотъ десятилѣтній срокъ не будетъ считаться прерваннымъ въ слѣдствіе заключенія въ тюрьму или какого либо ареста, которому подвергся бы высылаемый человѣкъ, въ томъ государствѣ, изъ котораго онъ высылается. Напротивъ того, время содержанія подъ стражею включается въ число лѣтъ, по истеченіи коихъ прекращается для его родины обязательство принять его обратно и это обязательство прекратится само собою (ipso facto), если десятилѣтній срокъ истечетъ во время содержанія его подъ стражею.

3. Еслибъ случилось, что человѣкъ, присужденный къ заключенію или къ какому либо аресту, былъ возвращенъ на родину до истеченія вышеозначеннаго десятилѣтняго срока и не выдержавъ вполнѣ своего наказанія, въ такомъ случаѣ онъ можетъ быть подверг-

qui le reçoit et cette peine y sera commuée alors selon l'exigence du cas et conformément à ce que prescrivent les lois en vigueur.

4. Les individus dont les passe-ports, certificats d'origine ou autres pièces de légitimation sont encore valables, ou ne sont expirés que depuis un an, pourront, s'ils sont sujets de l'un des deux Etats, y être transférés sans correspondance préalable avec les autorités compétentes de cet Etat.

5. La remise et l'admission des individus ci-dessus désignés, se feront:

a) de la part de la Russie et du Royaume de Pologne, selon l'exigence du cas, soit par l'intermédiaire des autorités militaires sur les points désignés dans l'article X de la présente convention pour l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, soit par l'intermédiaire des douanes ou barrières, qui en dépendent.

b) de la part de la Prusse par l'intermédiaire des conseillers provinciaux des cercles limitrophes.

6. Hors les cas prévus au paragraphe 4, aucun individu se disant sujet de l'une des Hautes Parties contractantes, ne pourra être transféré sur le territoire de l'autre, qu'à la suite d'une entente préalable entre les autorités compétentes qui sont:

pour la Russie et pour le Royaume de Pologne, le commissaire spécial Russe et le chef du district limitrophe polonais, chacun pour

нутъ довершенію онаго въ томъ государствѣ, которое его принимаетъ, и тогда это наказаніе можетъ быть измѣнено, смотря по обстоятельствамъ и согласно съ дѣйствующими законами.

4. Тѣ люди, коихъ паспорты, срочныя свидѣтельства о происхожденіи или другіе подобные документы еще дѣйствительны, или просрочены одинъ только годъ, могутъ, если они подданные одного изъ обоихъ государствъ, быть высланы безъ предварительной переписки съ надлежащими начальствами сего государства.

5. Сдача и пріемъ вышеозначенныхъ лицъ будутъ производиться:

a) Со стороны Россіи и Царства Польскаго, смотря по обстоятельствамъ, чрезъ посредство военныхъ начальствъ въ мѣстахъ, назначенныхъ въ X статьѣ настоящей конвенціи для выдачи дезертировъ и другихъ людей, или чрезъ посредство таможенъ или зависящихъ отъ нихъ таможенныхъ заставъ.

b) Со стороны Пруссіи чрезъ посредство провинціальныхъ совѣтниковъ пограничныхъ округовъ.

6. За исключеніемъ случаевъ, означенныхъ въ параграфѣ 4-мъ, ни одного человѣка, называющаго себя подданнымъ одной изъ высокихъ договаривающихся сторонъ, нельзя будетъ переслать на землю другой иначе, какъ въ слѣдствіе предварительнаго соглашенія между надлежащими начальствами, которыя суть:

Для Россіи и для Царства Польскаго, особый россійскій коммисаръ и начальникъ пограничнаго польскаго округа, каждый во

ce qui le concerne (Art. XIX § 2); pour la Prusse les conseillers provinciaux (Landräthe) des cercles limitrophes.

7. Aussitôt qu'il aura été constaté par des preuves irréfragables que l'individu qu'il s'agit de renvoyer est effectivement sujet de l'Etat auquel l'admission en est proposée, il y sera immédiatement admis sans distinction de religion ou d'origine (Heimath) lors-même qu'il ne serait pas possible de déterminer au juste l'endroit de sa naissance ou la commune à laquelle il appartient.

8. Dans tous les cas susmentionnés les frais quels qu'ils soient, résultant d'une translation de cette catégorie, resteront à la charge de l'Etat, qui l'aura opérée.

9. Si le gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu dont le transport dans sa patrie ne pourrait être effectué qu'à travers le territoire prussien, le gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvu que, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même temps:

1) une déclaration certifiée du gouvernement auquel appartient cet individu portant son consentement à le recevoir;

2) le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question pour toute la route jusque dans sa patrie.

сколько это до него касается (ст. XIX § 2), для Пруссіи провинціальные совѣтники (Landräthe) пограничныхъ округовъ.

7. Какъ скоро будетъ дознано, по несомнѣннымъ доказательствамъ, что человѣкъ, котораго надлежитъ выслать есть дѣйствительно подданный того государства, которому предлагается принять его, тогда онъ будетъ немедленно допущенъ въ оное, безъ различія религіи или происхожденія (Heimath), даже и тогда, когда нельзя будетъ съ точностію опредѣлить мѣсто его рожденія и общины, къ которой онъ принадлежитъ.

8. Во всѣхъ вышепомянутыхъ случаяхъ, издержки, какія бы онѣ ни были, сопряженныя съ пересылкою такого рода, обращаются на счетъ государства, отъ котораго та пересылка послѣдуетъ.

9. Ежели Россійское правительство или правительство Царства Польскаго пожелаетъ сбыть человѣка, коего препровожденіе на его родину не можетъ быть произведено иначе, какъ чрезъ прусскія владѣнія, то прусское правительство никогда не будетъ отказывать въ согласіи своемъ на подобное препровожденіе, если только при выдачѣ таковаго человѣка прусскимъ пограничнымъ начальствамъ имъ будетъ вручено:

1) Засвидѣтельствованное объявленіе правительства, къ которому этотъ человѣкъ принадлежитъ съ означеніемъ согласія онаго на его принятіе;

2) Полная сумма издержекъ на пересылку и содержаніе помянутаго человѣка за весь путь до его родины.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le gouvernement prussien, vu les conventions, qui existent à cet égard entre lui et d'autres Etats, ne pourra se prêter à recevoir un individu, qui devra être transporté dans un Etat tiers. Dans le cas où de pareils individus appartenant à un Etat tiers, auraient néanmoins été admis dans les Etats Prussiens, en vertu d'un passeport délivré par des autorités russes ou polonaises, et que leur prétendu pays natal refusât de les recevoir, les autorités prussiennes pourront les renvoyer en Russie ou en Pologne pendant la durée d'un an, à dater de leur entrée de l'un de ces pays en Prusse, en consignant dans leurs passe-ports le motif de ce renvoi.

Mais si des étrangers, qui auraient volontairement quitté le territoire russe ou polonais, ou qui en auraient été renvoyés sans être dirigés sur un point quelconque de la Monarchie Prussienne, venaient néanmoins à se présenter en Prusse, parceque le pays, dont ils se disent originaires aurait refusé de les recevoir, le fait qu'ils se trouvent munis de passe-ports de sortie russes ou polonais ne pourra pas être un motif de leur renvoi en Russie ou en Pologne; et dans ce cas les autorités russes et polonaises ne seront pas obligées de les réadmettre.

Article XXIV.

La durée de la présente convention dont toutes les dispositions sont égale-

Въ случаѣ несовершеннаго выполненія этихъ двухъ условій, прусское правительство, по уваженію конвенцій, существующихъ на сей предметъ между онымъ и другими государствами, не будетъ имѣть возможности принимать людей, слѣдующихъ къ пересылкѣ въ третье государство. Если подобные люди, принадлежащіе третьему государству, были не менѣе того допущены въ прусскія владѣнія по паспорту, выданному россійскими или польскими начальствами, а правительство страны, которую они выдаютъ за свою родину, откажется принять ихъ, то прусскія начальства будутъ въ правѣ отослать ихъ обратно въ Россію или въ Царство Польское въ продолженіи одного года со дня прибытія ихъ оттуда въ Пруссію, съ означеніемъ на ихъ паспортахъ причины таковой обратной высылки.

Но если бы иностранцы, добровольно покинувшіе россійскія или польскія владѣнія, или высланные изъ оныхъ безъ обозначенія въ прусской монархіи какой нибудь мѣстности, куда они высылаются, явились въ Пруссіи въ слѣдствіе отказа въ пріемѣ со стороны государства, которое они выдаютъ за свое отечество, въ такомъ случаѣ, то обстоятельство, что они снабжены на выходъ россійскими или польскими паспортами, не можетъ служить поводомъ къ отсылкѣ ихъ въ Россію или Царство Польское, и россійскія и польскія начальства не будутъ обязаны принять ихъ обратно.

Статья XXIV.

Срокъ сей конвенціи, которой всѣ постановленія относятся равномѣрно и

ment applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze ans.

Article XXV.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Berlin, le 27 juillet (8 août) 1857.

(L. S.) Brunnow.
(L. S.) Manteuffel.

Ratifiée à Pétershof le 9 août 1857.

до Царства Польскаго, кончится чрезъ двѣнадцать лѣтъ.

Статья XXV.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи оной будутъ размѣнены въ Берлинѣ въ теченіи шести недѣль, или ранѣе, если возможно.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Берлинѣ, 27-го іюля (8-го августа) 1857.

(М. П.) Брунновъ.
(М. П.) Мантейфель.

Ратификована въ Петергофѣ 9 августа 1857 г.

№ 338.

Déclaration.

Les gouvernements de Russie et de Prusse ayant contracté, par la convention de cartel conclue aujourd'hui entre leurs plénipotentiaires respectifs, l'obligation réciproque de se livrer les criminels fugitifs et les Hautes Parties contractantes, en considération de la différence notable qui existe entre la législation criminelle des deux pays, n'ayant pas jugé à propos de faire mention expresse dans la convention des divers genres de crimes ou délits en raison desquels l'extradition pourra être demandée; les soussignés sont convenus des points suivants, savoir:

1) que la convention précitée ne s'étendra pas aux criminels politiques, dont l'extradition a fait l'objet de dispositions particulières;

2) que les contraventions aux lois financières ne seront pas comprises dans les stipulations de cette convention;

№ 338.

Декларація.

Правительства Россійское и Прусское постановили конвенціею, заключенною сего числа, между ихъ взаимными полномочными, обоюдное обязательство выдавать другъ другу бѣглыхъ преступниковъ; а какъ Высокія договаривающіяся стороны, въ уваженіе значительнаго различія, существующаго между уголовными законодательствами обоихъ государствъ, не признали удобнымъ дѣлать въ этой конвенціи опредѣлительнаго исчисленія различныхъ родовъ преступленій или проступковъ, въ слѣдствіе коихъ выдача можетъ быть требуема, то посему нижеподписавшіеся условились о нижеслѣдующихъ пунктахъ, именно:

1) что вышеозначенная конвенція не будетъ распространяться на политическихъ преступниковъ, коихъ выдача была предметомъ особыхъ распоряженій;

2) что нарушенія финансовыхъ законовъ не подлежатъ условіямъ этой конвенціи;

3) que les deux gouvernements se réservent la faculté de décider, suivant leurs propres lois, la question de savoir, si telle action pour laquelle l'un d'eux demande l'extradition d'un individu devra être on non rangée dans la catégorie des crimes ou délits.

La présente déclaration expédiée et signée en double par les plénipotentiaires respectifs, aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée dans la convention de cartel de ce jour.

Fait à Berlin, le 27 juillet (8 août) 1857.

Brunnow. Manteuffel.

3) что оба правительства предоставляютъ себѣ право рѣшать по собственнымъ своимъ законамъ вопросъ о томъ, долженъ-ли извѣстный поступокъ, за который одно изъ правительствъ требуетъ выдачи какого либо лица, быть признаваемъ за преступленіе или проступокъ.

Настоящая декларація, составленная и подписанная въ двухъ экземплярахъ взаимными полномочными, будетъ имѣть туже силу и тоже дѣйствіе, какъ бы она была включена въ самую конвенцію, заключенную сего числа.

Учинено въ Берлинѣ, 27-го іюля (8-го августа) 1857.

Брунновъ. Мантейфель.

№ 339.

1858, 17 (29) janvier. Convention, conclue avec la Bavière, relativement aux successions. (2-me Col. des lois № 32.799).

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement de Bavière, voulant régler l'intervention de leurs agens respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets russes dans le Royaume de Bavière et de sujets bavarois dans l'Empire de Russie et le Grand Duché de Finlande, sont convenus des points suivants:

En cas de décès de leurs nationaux, les chefs de mission et agens diplomatiques, les Consuls, Vice-Consuls et agens commerciaux respectifs auront le droit de croiser, soit à la réquisition des parties intéressées, soit d'office,

№ 339.

1858 г., января 17-го (29-го). Конвенція, заключенная съ Баваріею, относительно выдачи наслѣдствъ. (2-ое П. С. З. № 32.799).

Императорское Россійское и Королевское Баварское Правительства, желая постановить правила для участія ихъ агентовъ въ дѣлахъ о наслѣдствахъ, могущихъ возникнуть въ случаѣ смерти россійскихъ подданныхъ во владѣніяхъ Королевства Баварскаго и баварскихъ подданныхъ въ Россійской Имперіи и въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, заключили между собою условіе о нижеслѣдующемъ:

Въ случаѣ смерти подданныхъ договаривающихся державъ, ихъ начальникамъ миссій и дипломатическимъ агентамъ, консуламъ, вице-консуламъ и коммерческимъ агентамъ предоставляется право, какъ по ходатайству

avec le sceau de la Légation ou du Consulat les scellés apposés par l'autorité locale compétente aux effets, meubles et papiers appartenant à la succession. Ces doubles scellés ne pourront être levés que par ordre de l'autorité locale et en présence de l'agent diplomatique ou commercial que cela concerne.

Aussitôt les scellés levés, il sera procédé à l'inventaire de la succession. L'agent diplomatique ou commercial y assistera et copie de l'inventaire, ainsi que de l'acte de dernière volonté, s'il en existe, lui sera délivrée.

Si les chefs de mission et agents diplomatiques, les Consuls, Vice-Consuls et agens commerciaux sont munis de pouvoirs en forme légale par les héritiers dûment légitimés, la succession devra leur être remise de suite, le cas d'une opposition excepté, qui serait formée par quelque créancier national ou étranger.

En attendant son envoi en possession, l'agent diplomatique ou commercial aura soin de prendre, conjointement avec l'autorité locale compétente, toutes les mesures conservatoires de la succession. Le chef de mission ou agent diplomatique, le Consul, Vice-Consul ou agent commercial, une fois mis en possession de la succession conformément à ce qui vient d'être statué, aura le droit de remplir, en ayant soin d'en informer l'autorité locale, toutes les formalités nécessaires dans l'intérêt des

участвующихъ лицъ, такъ и прямо отъ себя прилагать печать посольства или консульства вмѣстѣ съ печатями подлежащаго мѣстнаго начальства къ пожиткамъ, движимости и бумагамъ, принадлежащимъ къ оставшемуся наслѣдству. Эти двоякія печати могутъ быть сняты не иначе, какъ по распоряженію мѣстнаго начальства и въ присутствіи подлежащаго дипломатическаго или коммерческаго агента.

По снятіи печатей должно быть немедленно приступлено къ описи наслѣдства. Дипломатическій или коммерческій агентъ будетъ при семъ присутствовать, и ему должны быть выданы копіи, какъ съ учиненной описи, такъ и духовнаго завѣщанія, когда таковое существуетъ.

Если начальники миссій, дипломатическіе агенты, консулы, вице-консулы и коммерческіе агенты снабжены законными довѣренностями отъ надлежащимъ образомъ признанныхъ наслѣдниковъ, то наслѣдство должно быть выдано имъ, если только не будетъ противъ сего объявлено спора со стороны какого либо кредитора, отечественнаго или иностраннаго.

До выдачи ему наслѣдства, дипломатическій или коммерческій агентъ долженъ озаботиться принятіемъ, совокупно съ подлежащимъ мѣстнымъ начальствомъ, всѣхъ необходимыхъ для сохраненія наслѣдства мѣръ. Начальникъ миссіи или дипломатическій агентъ, консулъ, вице-консулъ или коммерческій агентъ, по выдачѣ ему наслѣдства, согласно изложенному выше, долженъ, по предварительномъ сообщеніи о томъ мѣстному начальству, исполнить всѣ надлежащія формальности для ограж-

héritiers, de liquider la succession et de l'administrer soit personnellement, soit par des délégués nommés sous sa responsabilité.

Le présent arrangement sera maintenu en vigueur pendant six ans et même au delà de ce terme, si aucun des deux gouvernements n'annonce à l'autre par une notification officielle son intention d'en faire cesser l'effet et dans ce cas jusqu'à l'expiration d'une année après que cette notification aura été faite.

En foi de quoi le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaratiou semblable de M-r le Ministre de la Maison du Roi et des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Bavière.

Fait à St.-Pétersbourg, le 17 (29) janvier 1858.

Prince Gortchacow.

денія пользы наслѣдниковъ, сдѣлать ликвидацію наслѣдству и онымъ управлять, лично или черезъ повѣренныхъ, имъ для сего назначенныхъ подъ собственною его отвѣтственностію.

Настоящее условіе будетъ оставаться въ дѣйствіи въ продолженіи шести лѣтъ, и даже по прошествіи сего срока, если ни которое изъ двухъ правительствъ не объявитъ другому оффиціальною нотою о желаніи своемъ прекратить дѣйствіе онаго; въ послѣднемъ же случаѣ,—въ продолженіе еще одного года послѣ того, какъ послѣдуетъ таковая нотификація.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся, Министръ Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Императора Всероссійскаго, подписалъ, съ приложеніемъ печати своего герба, настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на подобную же декларацію Г. Министра Двора и Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Баварскаго.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 17-го (29-го) января 1858 года.

Князь Горчаковъ.

1860, le 28 janvier (9 février), le 30 janvier (11 février). Convention télégraphique, conclue à St.-Pétersbourg, Vienne et à Berlin (v. t. IV, part. II, № 154; 2-me Col. des lois № 35.573, 35.933).

1860, le 30 mars (11 avril). Oukase de Sénat dirigeant confirmant l'application de la convention, conclue entre la Russie et la Saxe le 20 août 1800 (v. t. VI, № 239), concernant l'abolition du droit de détraction en Pologne, dans le Grand Duché de Finlande et dans quelques parties des Provinces Baltiques. (2-me Col. des lois № 36.788).

1860 le 3 (15) mai. Oukase du Sénat dirigeant confirmant l'application du 1 article du Traité de commerce et de navi-

1860 г., января 28-го (февраля 9-го), января 30-го (февраля 11-го). Телеграфная конвенція, заключенная въ С.-Петербургѣ, Вѣнѣ и Берлинѣ (томъ IV, часть II, № 154; 2-е П. С. З. № 35.573, 35.933).

1860 г., марта 30-го (апрѣля 11-го). Указъ Прав. Сената о распространеніи силы конвенціи, заключенной между Россіей и Саксоніею 20-го августа 1800 г. (см. т. VI № 239),—о невзиманіи пошлинъ съ наслѣдственныхъ имѣній—на Царство Польское, В. Княжество Финляндское и нѣкоторыя мѣстности Остзейскихъ губерній. (2-е П. С. З. № 36.788).

1860 г., мая 3-го (15-го). Указъ Прав. Сената о примѣненіи дѣйствія 1-й статьи трактата о торговлѣ и мореплаваніи, за-

gation, conclue avec la France le 2 (14) juin 1857, aux ressortissants des Etats allemands-membres de l'Union douanière (2-me Col. des lois № 36.683).

№ 340.

1861, le 10 (22) juin. Traité conclu avec le Hanovre et autres Etats concernant l'abolition du droit de Stade ou de Brunshausen. (2-me Col. de lois № 37.425).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, grand-duc de Finlande, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le Roi des Belges, S. M. l'Empereur du Brésil, S. M. le Roi de Danemark, S. M. la Reine d'Espagne, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine du royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. A. Royale le grand-duc de Mecklenbourg-Schwérin, S. M. le Roi des Pays-Bas, S. M. le Roi des royaumes de Portugal et des Algarves, S. M. le Roi de Prusse, S. M. le Roi de Suède et de Norvége, et les sénats des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part;

Et S. M. le Roi de Hanovre d'autre part:

Également animés du désir de faciliter et d'activer les rapports de commerce et de navigation entre leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un traité dans le but d'affranchir la navigation de l'Elbe du droit connu sous la denomination de péage de Stade ou de Brunshausen et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

ключеннаго съ Франціею 2-го (14-го) іюня 1857 г., къ подданнымъ германскихъ государствъ, участвующихъ въ Таможенномъ Союзѣ. (2-е П. С. З. № 36.683).

№ 340.

1861 г., Трактатъ, заключенный съ Ганноверскимъ королевствомъ и нѣкоторыми другими государствами объ уничтоженіи Штадскихъ пошлинъ. (2-е П. С. З. № 37.425).

Е. В. Императоръ Всероссійскій, царь Польскій, великій князь Финляндскій, Е. В. Императоръ Австрійскій, король Венгерскій и Богемскій, Е. В. король Бельгійцевъ, Е. В. Императоръ Бразильскій, Е. В. король Датскій, Е. В. королева Испанская, Е. В. Императоръ Французовъ, Е. В. королева Соединеннаго Королевства Великобританіи и Ирландіи, Е. К. В. великій герцогъ Мекленбургъ-Шверинскій, Е. В. король Нидерландскій, Е. В. король Португальскій и Альгарвскій, Е. В. король Прусскій, Е. В. король Шведскій и Норвежскій, и сенаты-вольныхъ ганзеатическихъ городовъ: Любека, Бремена и Гамбурга съ одной стороны.

и Е. В. король Ганноверскій съ другой стороны,

движимые одинаковымъ желаніемъ облегчить и распространить торговыя и мореходныя сношенія между своими государствами, рѣшились заключить трактатъ съ цѣлью освободить судоходство по Эльбѣ отъ сбора, извѣстнаго подъ названіемъ Штадской или Брунсгаузенской пошлины, и для сего назначили своими уполномоченными, именно:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande,

Le sieur Jean Persiany, chevalier de ses ordres de S-te Anne de 1-ère classe etc., son conseiller privé, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême,

Le sieur Frédéric-Hugues, comte d'Ingelheim Echter de Mespelbrunn, chevalier honoraire de Malte, grand-croix des ordres des Guelphes etc., son conseiller privé actuel et chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. le roi des Belges,

Le sieur Jean-Baptiste, baron Nothomb, décoré de la croix de fer etc., son ministre d'Etat, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. l'Empereur du Brésil,

Le sieur Marcos-Antonio, chevalier d'Araujo, commandeur de l'ordre du Christ du Brésil etc., membre de son Conseil et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. le roi de Danemark,

Le sieur Charles-Ernest-Jean de Bulow, commandeur de son ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre etc., son major général et chambellan, son envoyé en mission extraordinaire près S. M. le roi de Hanovre;

Е. В. Императоръ Всероссійскій, царь Польскій, великій князь Финляндскій:

Г. Ивана Персіани, кавалера россійскихъ орденовъ Св. Анны 1-й степени и др., своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

Е. В. Императоръ Австрійскій, король Венгерскій и Богемскій:

Графа Фридриха-Гуго фонъ-Ингельгеймъ Эхтеръ фонъ-Меспельбрунъ, почетнаго кавалера Мальтійскаго, кавалера большаго креста орденовъ Гвельфовъ и др., своего дѣйствительнаго тайнаго совѣтника и камергера и своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

Е. В. король Бельгійцевъ:

Барона Ивана-Баптиста Нотомба, имѣющаго желѣзный крестъ, кавалера 1-й степени Бельгійскаго ордена Леопольда и др., своего государственнаго министра и своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Ганноверскомъ;

Е. В. Императоръ Бразильскій:

Кавалера Марка-Антонія д'Араужо, командора бразильскаго ордена Христа, и пр., члена своего совѣта и своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

Е. В. король Датскій:

Г. Карла-Эрнста-Іогана фонъ-Бюловъ, командора датскаго ордена Данеброга и пр., своего генералъ-маіора и камергера и своего посланника по особому порученію при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

S. M. la reine d'Espagne,

Le sieur Vizente Gutierrez, chevalier de Teran etc., son secrétaire de cabinet, son ministre résident près S. M. le roi de Danemark;

S. M. l'Empereur des Français,

Le sieur Joseph-Alphonse-Paul, baron de Malaret, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur etc., son ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. la reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le sieur Henry-Francis Howard, esquire, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. le roi de Hanovre,

Le sieur Adolphe-Charles-Louis, comte de Platen-Hallermund, commandeur de 1-ère classe de son ordre des Guelphes etc., son ministre d'Etat et des affaires étrangères;

S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin,

Le sieur Othon-Henri-Jasper de Wickede, son conseiller au Ministère des finances;

S. M. le roi des Pays-Bas,

Le sieur Antoine-Jean-Lucas, baron Stratenus, commandeur de son ordre royal du Lion néerlandais, son chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

S. M. le roi des Royaumes de Portugal et des Algarves,

Dom Francisco d'Almeida Portugal, comte de Lavradio, grand-croix de l'ancien et très noble ordre de la Tour et

Е. В. королева Испанская:

Кавалера Висенте Гутьересъ де Терана, командора испанскаго ордена Изабеллы Католической и др., своего кабинета-секретаря и своего министра-резидента при Е. В. королѣ Датскомъ;

Е. В. Императоръ Французовъ:

Барона Іосифа-Альфонса-Павла де-Маларе, офицера императорско-французскаго ордена Почетнаго Легіона и др., своего полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

Е В. королева Соединеннаго Королевства Великобританіи и Ирландіи:

Г. Генриха Франсиса Говарда, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

Е. В. король Ганноверскій:

Графа Адольфа - Карла - Людовика фонъ-Платенъ-Галлермунда, командора 1 - й степени гановерскаго ордена Гвельфовъ и др., своего государственнаго министра и министра иностранныхъ дѣлъ;

Е. К. В. великій герцогъ Мекленбургъ-Шверинскій:

Г. Оттона - Генриха - Яснера фонъ-Викеде, своего совѣтника при министерствѣ финансовъ;

Е. В. король Нидерландскій:

Барона Антона-Іоанна-Луку Стратенуса, командора королевскаго ордена Льва Нидерландскаго, своего камергера и своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

Е. В. король Португальскій и Альгарвскій:

Дона Франциска д'Альмейда Португаль, графа де-Лаврадіо, кавалера большаго креста древняго и достославнаго

de l'Epée etc., président de la chambre des pairs, son conseiller d'Etat effectif et ministre d'Etat honoraire, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique;

ордена Башни и Меча и др., президента палаты перовъ, своего дѣйствительнаго статскаго совѣтника и почетнаго государственнаго министра, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королевѣ Великобританской;

S. M. le roi de Prusse,

Le prince Gustave d'Isembourg et Budingen, chevalier de son ordre de l'Aigle Rouge de 3-e classe avec nœud etc., son lieutenant-colonel à la suite du premier régiment des dragons de la garde, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Hanovre;

Е. В. король Прусскій:

Князя Густава фонъ-Изенбургъ-Будингенъ, кавалера прусскаго ордена Краснаго Орла 3-й степени съ бантомъ и пр., своего подполковника свиты гвардіи перваго драгунскаго полка, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. королѣ Гановерскомъ;

S. M. le roi de Suède et de Norwège,

Le sieur Charles-Adolphe Sterky, chevalier de son ordre de l'Etoile polaire etc., son ministre résident en mission spéciale près S. M. le roi de Hanovre, son ministre résident et consul général près les villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg;

Е. В. король Шведскій и Норвежскій:

Г. Карла-Адольфа Стерки, кавалера шведскаго ордена Полярная Звѣзда и пр., своего министра-резидента по особому порученію при Е. В. королѣ Гановерскомъ и своего министра резидента и генеральнаго консула при правительствахъ вольныхъ ганзеатическихъ городовъ Любека, Бремена и Гамбурга;

Le sénat de la ville libre et hanséatique de Lubeck,

Le sieur Théodore Curtius, docteur en droit, sénateur de cette ville;

Сенатъ вольнаго ганзеатическаго города Любека:

Г. Ѳедора Курціуса, доктора правъ и сенатора сего города;

Le sénat de la ville libre et hanséatique de Brême,

Le sieur Othon Gildemeister, sénateur de cette ville;

Сенатъ вольнаго ганзеатическаго города Бремена:

Г. Оттона Гильдемейстера, сенатора сего города;

Le sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg,

Le sieur Charles-Hermann Merck, docteur en droit, syndic de la dite ville;

Сенатъ вольнаго ганзеатическаго города Гамбурга:

Г. Карла-Германа Мерка, доктора правъ и синдика сего города;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

каковые уполномоченные, по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащей формѣ, условились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

ARTICLE I.

S. M. le roi de Hanovre prend envers S. M. l'Empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le roi des Belges, S. M. l'Empereur du Brésil, S. M. le roi de Danemark, S. M. la reine d'Espagne, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la reine du royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin, S. M. le roi des Pays-Bas, S. M. le roi des royaumes de Portugal et des Algarves, S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Suède et de Norwège, et les sénats des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, qui l'acceptent, l'engagement:

1) d'abolir complètement et à jamais le droit jusqu'ici prélévé sur les cargaisons des navires qui, en montant l'Elbe venaient passer l'embouchure de la rivière dite Schwinge, droit généralement désigné sous le nom de péage de Stade ou de Brunshausen;

2) de ne substituer au droit dont la suppression est stipulée par le paragraphe précédent aucune nouvelle taxe, de quelque nature qu'elle soit, à raison de la coque ou des cargaisons sur les navires qui monteront ou descendront l'Elbe;

3) de n'assujettir désormais, sous quelque prétexte que ce soit, à aucune mesure de contrôle relative au droit cessant les navires qui monteront ou descendront l'Elbe.

СТАТЬЯ I.

Е. В. король Гановерскій обязуется предъ Е. В. Императоромъ Всероссійскимъ, Царемъ Польскимъ, великимъ княземъ Финляндскимъ, Е. В. Императоромъ Австрійскимъ, королемъ Венгерскимъ и Богемскимъ, Е. В. королемъ Бельгійцевъ, Е. В. Императоромъ Бразильскимъ, Е. В. королемъ Датскимъ, Е. В. королевою Испанскою, Е. В. Императоромъ Французовъ, Е. В. королевою Соединеннаго королевства Великобританіи и Ирландіи, Е. К. В. великимъ герцогомъ Мекленбургъ-Шверинскимъ, Е. В. королемъ Нидерландскимъ, Е. В. королемъ Португальскимъ и Альгарвскимъ, Е. В. королемъ Прусскимъ, Е. В. королемъ Шведскимъ и Норвежскимъ и сенатами вольныхъ ганзеатическихъ городовъ Любека, Бремена и Гамбурга, которые на таковое обязательство соглашаются:

1) Отмѣнить совершенно и на вѣчныя времена сборъ, доселѣ взимавшійся съ грузовъ тѣхъ судовъ, которыя, поднимаясь по Эльбѣ, проходили устьемъ рѣки, именуемымъ Швинге, и извѣстный вообще подъ названіемъ Штадской или Брунсгаузенской пошлины;

2) сбора, отмѣна коего постановлена въ предыдущемъ пунктѣ, не замѣнять никакимъ новымъ налогомъ, какого бы то ни было рода, ни на корпусъ, ни на грузъ судовъ, поднимающихся или спускающихся по Эльбѣ;

3) отнынѣ впредь не подчинять ни подъ какимъ предлогомъ судовъ, поднимающихся или спускающихся по Эльбѣ, никакой мѣрѣ контроля, относящейся къ отмѣняемому сбору.

Il est cependant bien entendu que les dispositions ci-dessus ne seront obligatoires qu'à l'égard des Puissances qui ont pris part ou adhéreront au présent traité, S. M. le roi de Hanovre se réservant expressément le droit de régler par accords particuliers, n'impliquant ni visite ni détention, le traitement fiscal et douanier des navires appartenant aux Puissances qui sont restées ou resteront en dehors de ce traité.

При семъ однако разумѣется, что вышеизложенныя постановленія будутъ обязательны только относительно тѣхъ державъ, которыя участвуютъ въ заключеніи настоящаго трактата или къ оному приступятъ; что же касается до судовъ, принадлежащихъ тѣмъ державамъ, которыя не участвовали въ заключеніи настоящаго трактата и впредь къ оному не приступятъ, то Е. В. король Гановерскій положительно предоставляетъ себѣ право, особыми соглашеніями, не допускающими ни осмотра, ни задержанія судовъ, опредѣлять, какъ должно быть поступаемо съ ними относительно казенныхъ сборовъ и таможенныхъ правилъ.

Article II.

S. M. le roi de Hanovre s'engage en outre envers les susdites hautes parties contractantes:

1) A prendre soin comme par le passé et dans la mesure de ses obligations actuelles de la conservation des ouvrages qui sont nécessaires à la libre navigation de l'Elbe;

2) A n'introduire, à titre de compensation pour les dépenses résultant de l'exécution de cet engagement, aucune charge quelconque aux lieu et place du droit de Stade ou de Brunshausen.

Статья II.

Е. В. король Гановерскій обязуется сверхъ того предъ вышепоименованными высокими договаривающимися сторонами:

1) заботиться по прежнему и въ мѣрѣ настоящихъ его обязательствъ о сохраненіи сооруженій, нужныхъ для свободнаго плаванія по Эльбѣ;

2) не вводить, подъ видомъ вознагражденія за расходы, сопряженные съ исполненіемъ настоящаго обязательства, никакого налога, въ замѣнъ и на мѣсто Штадскаго или Брунсгаузенскаго сбора.

Article III.

Les engagemens contenus dans les deux articles précédens produiront leur effet à partir du 1-er juillet 1861.

Статья III.

Обязательства, изложенныя въ предыдущихъ двухъ статьяхъ, вступятъ въ дѣйствіе съ 1-го іюля 1861 г.

Article IV.

Comme dédommagement et compensation des sacrifices que les stipulations

Статья IV.

Въ вознагражденіе и возмѣщеніе пожертвованій, которыя должны послѣ-

ci-dessus doivent imposer à S. M. le roi de Hanovre, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le roi des Belges, S. M. l'Empereur du Brésil, S. M. le roi de Danemark, S. M. la reine d'Espagne, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin, S. M. le roi des Pays-Bas, S. M. le roi des Royaumes de Portugal et des Algarves, S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Suède et de Norwège et les sénats des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg s'engagent de leur côté à payer à S. M. le roi de Hanovre qui l'accepte, une somme totale de 2.857,338²/₃ thalers (allemands) à répartir de la manière suivante:

			th. all.
Sur	la Russie	pour	7,983
„	l'Autriche	„	1,273
„	la Belgique	„	19,413
„	Brême	„	40,334
„	le Brésil	„	1,013
„	le Danemark	„	209,543
„	l'Espagne	„	37,789
„	la France	„	71,161
„	la Grande-Bretagne	„	1.033,333¹/₃
„	Hambourg	„	1.033,333¹/₃
„	Lubeck	„	8,885
„	le Mecklembourg	„	15,855
„	la Norvège	„	64,258
„	les Pays-Bas	„	169,963
„	le Portugal	„	16,213
„	la Prusse	„	34,489
„	la Suède	„	92,495

довать для Е. В. короля Гановерскаго отъ вышепостановленныхъ условій, Е. В. Императоръ Всероссійскій, царь Польскій, великій князь Финляндскій, Е. В. Императоръ Австрійскій, король Венгерскій и Богемскій, Е. В. король Бельгійцевъ, Е. В. Императоръ Бразильскій, Е. В. король Датскій, Е. В. королева Испанская, Е. В. Императоръ Французовъ, Е. В. королева соединеннаго королевства Великобританіи и Ирландіи, Е. К. В. великій герцогъ Мекленбургъ-Шверинскій, Е. В. король Нидерландскій, Е. В. король Португальскій и Альгарвскій, Е. В. король Прусскій, Е. В. король Шведскій и Норвежскій и сенаты вольныхъ ганзеатическихъ городовъ Любека, Бремена и Гамбурга съ своей стороны обязуются уплатить Е. В. королю Гановерскому, онъ же на таковое обязательство соглашается, полную сумму въ 2.857,338²/₃ талеровъ (нѣмецкихъ), которая имѣетъ быть разложена слѣдующимъ образомъ:

		нѣм. тал.
На	Россію	7,983
„	Австрію	1,273
„	Бельгію	19,413
„	Бременъ	40,334
„	Бразилію	1,013
„	Данію	209,543
„	Испанію	37,789
„	Францію	71,161
„	Великобританію	1.033,333¹/₃
„	Гамбургъ	1.033,333¹/₃
„	Любекъ	8,885
„	Мекленбургъ	15,855
„	Норвегію	64,258
„	Нидерланды	169,963
„	Португалію	16,213
„	Пруссію	34,489
„	Швецію	92,495

Il est bien entendu que les hautes parties contractantes ne seront éventuellement responsables que pour la quote-part mise à la charge de chacune d'elles.

Article V.

En ce qui regarde le mode, le lieu et l'époque de payement des différentes quote-parts, il est convenu que le payement sera effectué:

En thalers (allemands);

A Hanovre ou à Hambourg, selon le choix du gouvernement payant,

Et dans le terme de trois mois à partir du 1-er juillet 1861.

Il pourra cependant intervenir des arrangements particuliers aux fins de proroger le terme susindiqué ou de stipuler le payement par annuité.

L'acquittement d'intérêts aux taux de quatre pour cent du capital deviendra obligatoire à partir du 1-er octobre 1861 pour les payements en somme intégrale;

A partir du 1-er juillet 1861, pour les payements en termes.

Article VI.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles, établies par les lois constitutionnelles de celles des hautes Puissances contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article VII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Ha-

При семъ положительно разумѣется, что каждая изъ высокихъ договаривающихся сторонъ отвѣтствуетъ только за причитающуюся отъ нея долю.

Статья V.

Что касается до способа, мѣста и времени платежа разныхъ долей, то постановляется, что платежъ будетъ произведенъ:

на талеры (нѣмецкіе);

въ Гановерѣ или Гамбургѣ, по выбору платящаго правительства;

въ трехмѣсячный срокъ, считая съ 1-го іюля 1861 г.

Впрочемъ, могутъ послѣдовать особыя соглашенія съ цѣлью продлить вышеозначенный срокъ или разложить уплату на погодные взносы.

Платежъ процентовъ по четыре со ста съ капитала будетъ обязателенъ съ 1-го октября 1861 г. при уплатѣ всей суммы разомъ;

и съ 1-го іюля 1861 г. при уплатѣ по срокамъ.

Статья VI.

Исполненіе взаимныхъ обязательствъ, заключающихся въ настоящемъ трактатѣ, положительно подчиняется исполненію формальностей и правилъ, установленныхъ конституціонными законами тѣхъ изъ высокихъ договаривающихся державъ, которыя должны съ оными сообразоваться; что онѣ и обязуются исполнить въ возможно кратчайшій срокъ.

Статья VII.

Настоящій трактатъ будетъ ратификованъ и ратификаціи онаго будутъ

novre avant le 1-er juillet 1861 ou aussitôt que possible après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi etc.

Fait à Hanovre, ce 22 juin 1861. (n. s.)

(L. S.) Persiany.
(L. S.) F. Ingelheim.
(L. S.) Nothomb.
(L. S.) Araujo.
(L. S.) J. v. Bulow.
(L. S.) V. G. de Teran.
(L. S.) Malaret.
(L. S.) Henry-Francis Howard.
(L. S.) Othon de Wickede.
(L. S.) Stratenus.
(L. S.) C. de Lavradio.
(L. S.) Le P-ce Gustave d'Ysembourg.
(L. S.) C. A. Sterky.
(L. S.) Th. Curtius.
(L. S.) Gildemeister.
(L. S.) C. Merk.
(L. S.) Platen-Hallermund.

Ratifié a Czarskoé-Sselo, le 24 juin 1861.

размѣнены въ Гановерѣ до 1-го іюля 1861 г., или въ скорѣйшемъ по возможности времени послѣ сего срока.

Въ удостовѣреніе чего и пр.

Учинено въ Гановерѣ, 22-го іюня 1861 года (нов. ст.).

(М. П.) Персіани.
(М. П.) Ф. Ингельгеймъ.
(М. П.) Нотомбъ.
(М. П.) Араужо.
(М. П.) І. ф.-Бюловъ.
(М. П.) В. Г. де-Теранъ.
(М. П.) Маларѐ.
(М. П.) Генрихъ Франсисъ Говардъ.
(М. П.) Оттонъ фонъ-Викеде.
(М. П.) Стратенусъ.
(М. П.) Г. де-Лаврадіо.
(М. П.) кн. Густавъ фонъ-Изенбургъ.
(М. П.) К. А. Стерки.
(М. П.) Ѳ. Курціусъ.
(М. П.) Гильдемейстеръ.
(М. П.) К. Меркъ.
(М. П.) Платенъ-Галлермундъ.

Ратификованъ въ Царскомъ Селѣ 24 іюня 1861.

№ 341.

1863, le 5 décembre (n. st.). Ordonnance prussienne relativement aux rapports réciproques des autorités limitrophes au sujet des successions.

№ 342.

1864, le 23 novembre (n. st.). Ordonnance prussienne supplémentaire.

№ 341.

Auf Grund eines zwischen der diesseitigen und der Kaiserlich Russischen Regierung getroffenen Uebereinkommens ist fortan in allen Civilprozeß- und Nachlaß-Angelegenheiten ein unmittelbarer Geschäftsverkehr zwischen den

№ 341.

1863 г., декабря 5-го (нов. ст.). Прусское распоряженіе относительно пограничныхъ сношеній обоюдныхъ властей по вопросамъ о наслѣдствѣ.

№ 342.

1864 г., ноября 23-го (нов. ст.). Прусское распоряженіе дополнительное.

№ 341.

Въ силу послѣдовавшаго между нашимъ и Императорскимъ Россійскимъ правительствами соглашенія отнынѣ предоставляется судебнымъ мѣстамъ здѣшнимъ и Царства Польскаго вести

diesseitigen und den Königlich Polnischen Justizbehörden zulässig.

Sämmtliche Gerichtsbehörden werden hiervon mit dem Bemerken in Kentniß gesetzt, daß demnächst die Veröffentlichung eines Verzeichnisses der Königlich Polnischen Gerichte und ihrer Jurisdiktionsbezirke, mit dessen Aufstellung die statistische Abtheilung der Regierungs-Kommission des Innern in Warschau zur Zeit beschäftigt ist, erfolgen soll.

Berlin, den 5. December 1863.

Der Justiz-Minister Graf zur Lippe.

№ 342.

In der Allgemeinen Verfügung vom 5. December 1863, den Geschäftsverkehr zwischen den diesseitigen und den Königlich Polnischen Justizbehörden betreffend, ist die Veröffentlichung eines Verzeichnisses der Königlich Polnischen Gerichte und ihrer Jurisdiktionsbezirke vorbehalten worden.

Die Aufstellung jenes Verzeichnisses ist, da eine Reorganisation der Königlich Polnischen Gerichtsbehörden bevorsteht, zur Zeit noch nicht beendigt, jedoch das nachfolgende Verzeichniß der sämmtlichen Städte des Königsreichs angefertigt worden, aus dem hervorgeht, welches die Civil-Tribunale, die Friedensgerichte, Kriminal- und Polizeigerichte sind, zu deren Bezirke die aufgeführten Städte gehören.

In dem der Justiz-Minister dieses Verzeichniß den Gerichtsbehörden mittheilt, begleitet er dasselbe mit folgenden Bemerkungen:

1. Wenn es sich bei einer Requisition nach dem Königreich Polen um Insinuationen oder Zeugenvernehmungen handelt, so kann, falls die betreffende Person in einer der im Ver-

непосредственныя между собою сношенія по всѣмъ дѣламъ гражданскимъ исковымъ и о наслѣдствѣ.

Всѣ судебныя мѣста поставляются о семъ въ извѣстность съ присовокупленіемъ, что въ послѣдствіе сего имѣетъ быть обнародованъ списокъ судебныхъ мѣстъ Царства Польскаго съ означеніемъ подвѣдомственныхъ имъ округовъ, составленіе коего возложено въ настоящее время на статистическое отдѣленіе правительственной коммисіи Министерства Внутреннихъ Дѣлъ въ Варшавѣ.

Берлинъ, 5-го декабря 1863 г.

Министръ Юстиціи гр. цуръ Липпе.

№ 342.

Въ распоряженіи отъ 5-го декабря 1863 г. о сношеніяхъ между судебными мѣстами нашими и Царства Польскаго предусмотрѣно было обнародованіе списка судебныхъ мѣстъ Царства Польскаго и округовъ, имъ подвѣдомственныхъ.

Въ виду предстоящаго преобразованія судовъ въ Царствѣ Польскомъ, составленіе упомянутаго списка еще не окончено, но сдѣланъ прилагаемый къ сему списокъ всѣхъ городовъ Царства, изъ коего явствуетъ, къ округу какихъ судовъ гражданскихъ, мировыхъ, уголовныхъ и полицейскихъ принадлежатъ означенные города.

Препровождая сей списокъ въ судебныя мѣста, Министръ Юстиціи считаетъ нужнымъ присоединить къ оному нижеслѣдующія замѣчанія.

1. Если встрѣтится надобность обратиться въ Царство Польское съ требованіями о передачѣ судебныхъ порученій или выслушаніи свидѣтель-

zeichnisse aufgeführten Städte, oder in der Nähe einer solchen wohnt, die Requisition unmittelbar an das Friedensgericht, zu dessen Bezirk der Wohnort gehört, gerichtet werden.

Ist der Wohnort dagegen nicht so genau bekannt, daß das zuständige Friedensgericht bezeichnet werden kann, so wird die Requisition an das Civil-Tribunal des Gouvernementsbezirks, in dem der Wohnort belegen ist, und wenn es sich blos um die Insinuation von Schriftstücken handelt, an den bei dem Civil-Tribunal fungirenden Prokurator zu richten sein.

2. Es wird sich empfehlen, die Requsitionen nicht an die untergeordneteren Gerichte, sondern an die Civil-Tribunale zu richten, sobald diese Requisitionen verwickeltere Rechtsverhältnisse, oder umfassendere Anträge zum Gegenstande haben, oder wenn das requirirende Gericht nicht in der Lage ist, seinen Requisitionsschreiben Polnische Uebersetzungen beizufügen.

Denn nach einer Mittheilung des diesseitigen General-Konsulats in Warschau befinden sich bei den Friedensgerichten nur selten Beamte, welche der Deutschen Sprache hinreichend mächtig sind, und es wird deshalb die Erledigung von Requisitionen, bei welchen erst Uebersetzungen von größeren Städten herbeschafft werden müssen, dadurch meistentheils sehr verzögert. Deshalb hat auch die Königlich Polnische Regierungs-Justizkommission mehrfach den Wunsch ausgesprochen, daß den Deutschen Schriftstücken, die in Parteisachen an die Königlich Polnischen Gerichte gesandt werden, um auf Grund derselben zu verhandeln,

скихъ показаній, то, въ случаѣ жительства подлежащаго лица въ одномъ изъ поименованныхъ въ спискѣ городовъ или въ близости отъ онаго, съ требованіемъ судебнымъ надлежитъ относиться непосредственно въ мировой судъ, въ округѣ котораго находится мѣсто жительства лица.

Но если мѣсто жительства лица не настолько извѣстно, чтобъ можно было указать подлежащій мировой судъ, въ такомъ случаѣ требованіе обращается къ гражданскому суду того губернскаго округа, въ коемъ жительствуетъ лицо, или, если дѣло касается только передачи письменныхъ актовъ, то къ состоящему при гражданскомъ судѣ прокурору.

2. Надлежитъ предпочтительно относиться не въ подчиненныя судебныя мѣста, но къ судамъ гражданскимъ во всѣхъ случаяхъ, когда предметомъ требованій являются болѣе сложныя правовыя отношенія или обширныя порученія, а также если судъ, отъ коего исходитъ требованіе, не можетъ приложить къ своимъ требованіямъ переводовъ на польскій языкъ.

Ибо, какъ сообщаетъ наше Генеральное Консульство въ Варшавѣ, при (польскихъ) мировыхъ судахъ рѣдко встрѣчаются чиновники, достаточно владѣющіе нѣмецкимъ языкомъ; вслѣдствіе сего исполненіе судебныхъ порученій большею частью весьма замедляется, такъ какъ они посылаются для перевода въ болѣе значительные города. Вотъ почему правительственная коммиссія Министерства Юстиціи въ Царствѣ Польскомъ съ своей стороны неоднократно выражала желаніе, чтобъ къ посылаемымъ въ польскіе суды по

Polnische Uebersetzungen beigefügt werden möchten, indem dadurch nicht nur eine schnellere Erledigung der Requisition ermöglicht, sondern auch eine Gewähr für eine genauere und zweckentsprechendere Ausführung der gestellten Anträge gegeben würde.

исковымъ дѣламъ бумагамъ на нѣмецкомъ языкѣ, на основаніи коихъ суды должны дѣйствовать, по возможности прилагались польскіе переводы, такъ какъ это не только будетъ способствовать скорѣйшему удовлетворенію требованія, но и послужитъ ручательствомъ болѣе точнаго и исправнаго исполненія даваемыхъ порученій.

Es wird sich daher im Interesse der Rechtspflege empfehlen, wenn bei Requisitionen der in Rede stehenden Art, und wo es sich nicht blos um Insinuationen von Vorladungen, Erkenntnissen, oder dergleichen Schriftstücken handelt, die diesseitigen Gerichtsbehörden ihre Anträge durch Beifügung von Polnischen Uebersetzungen unterstützen.

Поэтому для пользы правосудія желательно, чтобъ при требованіяхъ, о коихъ идетъ рѣчь, если дѣло не касается исключительно простой передачи повѣстокъ, объявленій и т. п. бумагъ, здѣшнія судебныя мѣста прилагали къ своимъ порученіямъ переводы на польскій языкъ.

3. In gleicher Weise wird eine rasche und sachgemäße Erledigung der Requisitionen gesichert werden, wenn die diesseitigen Gerichtsbehörden es vermeiden, bei ihren Anträgen auf voluminöse Akten oder Schriftstücke zu verweisen, sich vielmehr bemühen, diese Anträge möglichst bestimmt und abgegrenzt zu formuliren.

3. Равнымъ образомъ будетъ обезпечиваться скорое и исправное удовлетвореніе требованій, если наши судебныя мѣста будутъ избѣгать порученій, требующихъ объемистыхъ актовъ и переписки, а, напротивъ, приложатъ стараніе, чтобъ порученія ихъ были выражены по возможности яснѣе и опредѣлительнѣе.

So ist namentlich der Wunsch ausgesprochen worden, daß bei eidesstattlichen Erklärungen und Versicherungen, die in Vormundschafts-, Nachlaß- und Erbeslegitimations-Sachen erfordert werden, die abzunehmende Erklärung möglichst detaillirt in dem Requisitionsschreiben angegeben werden möge.

Такъ, въ особенности желательно, чтобъ при требуемыхъ въ дѣлахъ объ опекѣ, наслѣдствѣ и признаніи законности наслѣдованія объявленіяхъ и удостовѣреніяхъ, даваемыхъ подъ присягою, показывалось въ судебномъ порученіи какъ можно подробнѣе, какое объявленіе надлежитъ отобрать.

4. Bei Zeugenvernehmungen ist die Beilegung eines status causae der bloßen Verweisung auf die Akten vorzuziehen, und wenn es sich um eidliche Vernehmungen von Zeugen handelt, so empfiehlt es sich, die Anträge darauf in Form vom Resoluten zu fassen, indem die Königlich Polnischen Gerichte Eide über-

4. Въ случаѣ порученія о допросѣ свидѣтелей слѣдуетъ предпочесть указаніе обстоятельствъ дѣла (status causae) простой ссылкѣ на акты, и если требуется выслушать свидѣтельскія показанія подъ присягой, то желательно, чтобъ порученія на этотъ счетъ были

haupt nur auf Grund förmlicher richterlicher Beschlüsse abzunehmen pflegen.

5. Die diesseitigen Gerichtsbehörden tragen bei ihren Requisitionen Polnischer Justizbehörden häufig darauf an, Insinuationen auf Kosten der Empfänger zu bewerkstelligen, oder stellen, nachdem die Insinuation bewirkt worden, den requirirten Polnischen Behörden anheim, die Kosten derselben von denjenigen Personen einzuziehen, die sie zur Zahlung für verpflichtet halten und ihnen als solche bezeichnen.

Es hat dies vielfach zu Weiterungen geführt, welche vermieden werden können, wenn die diesseitigen Gerichtsbehörden die von den requirirten Königlich Polnischen Justizbehörden liquidirten Kosten vorschußweise erstatten, wobei bemerkt wird, daß die letzteren sich bereit finden, Kosten, welche von den verpflichteten Interessenten Armuths halber nicht eingezogen werden können, niederzuschlagen.

6. Schließlich wird darauf aufmerksam gemacht, daß nach einer Mittheilung des diesseitigen General-Konsulats in Warschau nicht selten Anträge an die Königlich Polnischen Justizbehörden gerichtet werden, zu deren Erledigung diese nach der dortigen Gesetzgebung und Justizverfassung nicht befugt sind. Dazu gehören insbesondere: Anträge auf Ertheilung von Erbeslegitimations-Attesten, Aufnahme von Vollmachten und Cessionen, Extrahirung obervormundschaftlicher Genehmigungen und Vollstreckung von Exekutionen auf Grund diesseitiger Erkenntnisse oder Mandate. Für die Erbeslegitimationen gilt dort ein Verfahren, welches von dem unsrigen durchaus verschieden

изложены въ видѣ резолюцій, такъ какъ суды въ Царствѣ Польскомъ вообще приводятъ къ присягѣ только на основаніи формальныхъ судебныхъ рѣшеній.

5. Наши судебныя мѣста часто приглашаютъ въ своихъ порученіяхъ польскіе суды исполнить таковыя на счетъ получателей или, по исполненіи порученій, предоставляютъ польскимъ судебнымъ мѣстамъ взыскать издержки по онымъ съ тѣхъ лицъ, которыхъ они считаютъ обязанными къ платежу и которыхъ они, какъ таковыхъ, поименовываютъ.

Такой порядокъ часто имѣетъ послѣдствіемъ проволочки, которыя могутъ быть избѣгнуты, если наши суды будутъ уплачивать впередъ издержки по представляемымъ отъ судебныхъ мѣстъ Царства Польскаго, къ коимъ обращено требованіе, счетамъ, при чемъ слѣдуетъ имѣть въ виду, что суды эти соглашаются освобождать отъ платежа издержекъ тѣхъ заинтересованныхъ въ дѣлѣ лицъ, которыя обязаны, но по бѣдности не могутъ уплатить оныя.

6. Въ заключеніе нельзя оставить безъ вниманія то обстоятельство, что, какъ увѣдомляетъ наше Генеральное Консульство въ Варшавѣ, въ судебныя мѣста Царства Польскаго нерѣдко поступаютъ такія судебныя порученія, на исполненіе которыхъ по тамошнимъ законамъ и судоустройству они не имѣютъ права. Сюда принадлежатъ въ особенности: порученія на выдачу свидѣтельствъ о законности наслѣдованія, на совершеніе довѣренностей и уступочныхъ актовъ, на дачу разрѣшеній по дѣламъ опеки и на производство исполненій по рѣшеніямъ или

ist, und die Königlich Polnischen Gerichte können sich, als requirirte Behörden, nur darauf beschränken, bestimmt vorgeschriebene eidesstattliche Versicherungen abzunehmen, sind aber nicht befugt, selbst Atteste auszustellen. Die Aufnahme von Vollmachten, Cessionen und dergleichen erfolgt nicht vor Gerichten, sondern vor Notaren, und obervormundschaftliche Genehmigungen können, da vormundschaftliche Gerichte nicht existiren, überhaupt nicht beschafft werden.

Exekutionen endlich werden gleichfalls nicht von den Gerichten angeordnet, sondern die betreffende Partei muß sich um Vollstreckung derselben an die eigends dazu bestellten Exekutoren — Komornik — wenden und diesen die Exekution übertragen.

Berlin, den 23. November 1864.

Der Justiz-Minister Graf zur Lippe.

уполномочію нашихъ судовъ. Для признанія законности наслѣдованія дѣйствующій тамъ порядокъ совершенно отличенъ отъ нашего, и суды Царства Польскаго, въ случаѣ обращаемыхъ къ нимъ требованій по этимъ дѣламъ, могутъ только отобрать предписанныя закономъ показанія подъ присягой, но не въ правѣ сами выдавать свидѣтельствъ. — Совершеніе довѣренностей, уступокъ и тому подобныхъ актовъ производится не въ судахъ, но у нотаріусовъ, а разрѣшенія по опекунскимъ дѣламъ вообще не могутъ быть выданы по несуществованію опекунскихъ судовъ.

Наконецъ, равнымъ образомъ судебныя мѣста не распоряжаются исполненіемъ рѣшеній, но о производствѣ онаго подлежащая сторона должна относиться къ установленнымъ для сего исполнительнымъ органамъ—приставамъ (коморникамъ), и передавать имъ исполненіе.

Берлинъ, 23-го ноября 1864 г.

Министръ Юстиціи гр. цуръ Липпе.

№ 343.

1864, le 11 (23) avril. Déclaration concernant les héritages des sujets saxons décédés dans l'Empire de Russie et dans le Grand Duché de Finlande. (2-me Col. des lois, № 41.038).

№ 344.

1864, le 11 (23) avril. Déclaration concernant les héritages des sujets saxons décédés dans le Royaume de Pologne.

№ 343.

Le Gouvernement Impérial de Russie, ainsi que celui du Grand Duché de Fin-

№ 343.

1864 г., апрѣля 11-го (23-го). Декларація относительно наслѣдствъ послѣ саксонскихъ подданныхъ, умершихъ въ Россійской Имперіи и въ В. К. Финляндскомъ. (2-е П. С. З. № 41.038).

№ 344.

1864 г., апрѣля 11-го (23-го). Декларація относительно наслѣдствъ послѣ саксонскихъ подданныхъ, умершихъ въ Царствѣ Польскомъ.

№ 343.

Императорское Россійское Правительство, равно какъ правительство

lande, et le Gouvernement du Royaume de Saxe, voulant régler l'intervention de leurs agents respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets saxons dans l'Empire de Russie, ainsi que dans le Grand Duché de Finlande, et de sujets de l'un et de l'autre pays dans le Royaume de Saxe, sont convenus des points suivants:

En cas de décès de leurs nationaux les chefs de missions et Agens diplomatiques, les Consuls, Vice-Consuls et agens commerciaux respectifs ont le droit de croiser, soit à la demande des parties intéressées, soit d'office, avec le sceau de la légation ou du consulat les scellés apposés par l'autorité compétente aux effets, meubles et papiers appartenant à la succession. Ces doubles scellés ne pourront être levés que par ordre de l'autorité locale et en présence de l'agent diplomatique ou commercial que cela concerne. Aussitôt les scellés levés. il sera procédé à l'inventaire de la succession.

L'Agent diplomatique ou commercial y assistera et copie de l'inventaire, ainsi que de l'acte de dernière volonté, s'il en existe, lui sera délivrée.

Si les chefs des missions et agens diplomatiques, les Consuls, Vice-Consuls et agens commerciaux sont munis de pouvoirs en forme légale par les héritiers dûment légitimés, la succession

Великаго Княжества Финляндскаго, и правительство Королевства Саксонскаго, желая установить правила для участія своихъ обоюдныхъ агентовъ въ дѣлахъ о наслѣдствахъ, могущихъ возникать въ случаяхъ смерти саксонскихъ подданныхъ въ Россійской Имперіи и въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, и какъ россійскихъ, такъ и финляндскихъ подданныхъ въ Королевствѣ Саксонскомъ, условились между собою о нижеслѣдующемъ.

Въ случаѣ смерти подданныхъ договаривающихся Державъ, ихъ начальникамъ миссій и дипломатическимъ агентамъ, консуламъ, вице-консуламъ и коммерческимъ агентамъ предоставляется право, какъ по ходатайству участвующихъ лицъ, такъ и прямо отъ себя, прилагать печать посольства или консульства, вмѣстѣ съ печатями подлежащаго начальства, къ пожиткамъ, движимости и бумагамъ, принадлежащимъ къ оставшемуся наслѣдству. Эти двоякія печати могутъ быть сняты не иначе, какъ по распоряженію мѣстнаго начальства и въ присутствіи подлежащаго дипломатическаго или коммерческаго агента. По снятіи печатей должно быть немедленно приступлено къ составленію описи наслѣдству.

Дипломатическій или коммерческій агентъ будетъ при семъ присутствовать, и ему должны быть выданы копіи какъ съ составленной описи, такъ и съ духовнаго завѣщанія, когда таковое существуетъ.

Когда начальники миссій и дипломатическіе агенты, консулы, вице-консулы и коммерческіе агенты снабжены законными довѣренностями отъ надлежащимъ порядкомъ признанныхъ на-

devra leur être remise de suite, le cas d'une opposition excepté, qui serait formée par quelque créancier national ou étranger.

En attendant son envoi en possession, l'agent diplomatique ou commercial aura soin de prendre, conjointement avec l'autorité locale compétente, toutes les mesures pouvant servir à la conservation de la succession. Le chef de mission ou agent commercial, une fois mis en possession de la succession, conformément à ce qui vient d'être statué, aura le droit de remplir, en ayant soin d'en informer l'autorité locale, toutes les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers, de liquider la succession et de l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués nommés sous sa responsabilité.

Les stipulations précitées seront maintenues en vigueur pendant six ans et même au delà de ce terme, si aucun des deux Gouvernements n'annonce à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, et dans ce cas jusqu'à l'expiration d'une année après que cette notification aura été faite.

En foi de quoi le soussigné, Vice-Chancelier de l'Empire, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de M. le Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Saxe.

слѣдниковъ, наслѣдство должно быть имъ выдано немедленно, если только не будетъ противъ сего объявлено спора со стороны какого либо кредитора, отечественнаго или иностраннаго.

Между тѣмъ, до выдачи наслѣдства дипломатическому или коммерческому агенту, онъ долженъ озаботиться принятіемъ, совокупно съ подлежащимъ мѣстнымъ начальствомъ, всѣхъ мѣръ, могущихъ служить къ охраненію наслѣдства. По выдачѣ же дипломатическому или коммерческому агенту наслѣдства, согласно вышепостановленному, онъ имѣетъ право, по предварительномъ сообщеніи о томъ мѣстному начальству, исполнить всѣ нужныя формальности въ видахъ пользы наслѣдниковъ, сдѣлать ликвидацію наслѣдству и онымъ управлять, лично или черезъ повѣренныхъ, для сего назначенныхъ подъ собственною его отвѣтственностью.

Вышеприписанныя постановленія будутъ оставаться въ дѣйствіи въ продолженіе шести лѣтъ, а также и по прошествіи сего срока, если ни которое изъ двухъ правительствъ не заявитъ другому офиціально о своемъ намѣреніи прекратить дѣйствіе оныхъ; въ семъ же послѣднемъ случаѣ въ продолженіе еще одного года послѣ того какъ послѣдуетъ таковое заявленіе.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся Государственный Вице-Канцлеръ подписалъ, съ приложеніемъ печати своего герба, настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на подобную же декларацію Г. Государственнаго Министра и Министра Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Саксонскаго.

Fait à S.-Pétersbourg, ce 11 (23) avril 1864.

(L. S.) Prince Gortchacow.

Cette déclaration a été, le 11 (23) avril 1864, échangée par le Vice-Chancelier de l'Empire contre une déclaration identique, signée le 20 mars (1 avril) par M. le Baron de Beust, Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Saxe

Учинено въ С.-Петербургѣ, 11-го (23-го) апрѣля 1864 г.

(М. П.) Князь Горчаковъ.

Эта декларація была Государственнымъ Вице-Канцлеромъ обмѣнена 11-го (23-го) апрѣля 1864 года на таковую же декларацію, подписанную 20-го марта (1-го апрѣля) Г. Государственнымъ Министромъ и Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Саксонскаго Барономъ Бейстомъ.

№ 344.

Le Gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement du Royaume de Saxe, voulant régler l'intervention de leurs agens respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets saxons dans le Royaume de Pologne et de sujets de celui-ci dans le Royaume de Saxe, sont convenus des points suivants:

1) S'il vient à s'ouvrir dans le Ryaume de Pologne une succession composée de biens meubles après le décès d'un sujet saxon, ou dans le Royaume de Saxe après le décès d'un sujet du Royaume de Pologne, ces individus ayant habité temporairement le pays où ils sont morts, ou s'y étant trouvés seulement de passage, les mesures conservatoires à prendre à l'égard de cette succession, telles que apposition des scellés, inventaire, vente d'objets sujets à se détériorer, garde des objets de prix, de l'argent comptant, des créances et des papiers réglant l'emploi de l'héritage, sont du ressort des autorités compétentes du pays où la succession est ouverte. Ces auto-

№ 344.

Императорское Россійское Правительство и правительство Королевства Саксонскаго, желая установить правила для участія своихъ обоюдныхъ агентовъ въ дѣлахъ о наслѣдствахъ, могущихъ возникать въ случаяхъ смерти саксонскихъ подданныхъ въ Царствѣ Польскомъ и подданныхъ Царства Польскаго въ Королевствѣ Саксонскомъ, условились между собою о нижеслѣдующемъ.

1) Когда будетъ открываться въ Царствѣ Польскомъ наслѣдство, заключающееся въ движимомъ имуществѣ, по смерти саксонскаго подданнаго, или въ Королевствѣ Саксонскомъ по смерти подданнаго Царства Польскаго, безъ различія, проживали ли эти лица временно въ томъ государствѣ, гдѣ умерли, или находились въ немъ только проѣздомъ, принятіе надлежащихъ по этому наслѣдству охранительныхъ мѣръ, какъ-то: опечатаніе, составленіе описи, продажа вещей, подверженныхъ порчѣ, храненіе цѣнныхъ предметовъ, наличныхъ денегъ, долговыхъ документовъ и бумагъ, опредѣляющихъ употребленіе наслѣдства, относятся къ вѣдом-

rités devront prendre les mesures en question aussitôt après avoir reçu avis que la succession est ouverte, et conformément aux lois en vigueur dans le pays.

2) Les autorités du Royaume de Pologne qui procèdent à ces mesures conservatoires, sont tenues de faire savoir, d'après l'ordre établi, que la succession est ouverte, au consul de Saxe, et les autorités du Royaume de Saxe informeront dans le même cas la légation Impériale de Russie ou le Consulat russe le plus proche. Elles leur feront parvenir en même tems l'inventaire, dressé aux frais de la succession, le passeport et autres documents constatant l'origine du défunt, ainsi que les renseignements qu'elles pourront posséder sur les héritiers, afin de notifier à ces derniers que l'héritage est ouvert.

3) L'examen des droits aux successions de cette nature, ainsi que des preuves à l'appui produites par les héritiers présents, est de la compétence des tribunaux du pays auquel appartenait le défunt; ces mêmes tribunaux prononcent la mise des héritiers en possession selon les lois du pays.

4) A cet effet, soit à la demande de l'autorité judiciaire compétente, soit à la suite d'une pétition des héritiers domiciliés dans le pays du défunt, et présentée par l'entremise d'un Consul ou

ству подлежащихъ властей того государства, въ которомъ открывается наслѣдство. Эти власти будутъ обязаны, немедленно по увѣдомленіи ихъ объ открывшемся наслѣдствѣ, принять означенныя мѣры согласно дѣйствующимъ въ странѣ законамъ.

2) Подлежащія власти въ Царствѣ Польскомъ, приступающія къ мѣрамъ для охраненія наслѣдства, обязаны установленнымъ порядкомъ сообщить объ открывшемся наслѣдствѣ саксонскому консулу, а подлежащія власти въ Королевствѣ Саксонскомъ обязаны въ тѣхъ же случаяхъ извѣщать Императорско-Россійскую миссію или ближайшее россійское консульство. Вмѣстѣ съ тѣмъ должны они доставить миссіи или консульству опись, составленную на счетъ наслѣдства, паспортъ и другіе документы, доказывающіе національность умершаго, а равно свѣдѣнія, какія они могутъ имѣть, касательно наслѣдниковъ, для объявленія симъ послѣднимъ объ открывшемся наслѣдствѣ.

3) Разсмотрѣніе правъ на подобнаго рода наслѣдства, равно какъ доказательствъ, представленныхъ наличными наслѣдниками въ подкрѣпленіе своихъ правъ, относится къ вѣдомству судебныхъ мѣстъ того государства, къ которому принадлежалъ умершій; эти же судебныя мѣста постановляютъ опредѣленіе о вводѣ наслѣдниковъ во владѣніе согласно дѣйствующимъ въ странѣ законамъ.

4) Для сего, по требованію подлежащей судебной власти или же по представленному чрезъ посредство консула или дипломатическаго агента прошенію наслѣдниковъ, проживаю-

d'un agent diplomatique, l'héritage composé de biens meubles d'un sujet saxon est remis au Consul de Saxe dans le Royaume de Pologne, et celui d'un Polonais dans les Etats de S. M. le Roi de Saxe, à l'autorité Impériale russe diplomatique ou consulaire, pour être transmis à qui de droit, et conformément à l'article précédent.

щихъ въ отечествѣ покойнаго, наслѣдство заключающееся въ движимости и оставшееся послѣ саксонскаго подданнаго, должно быть выдаваемо саксонскому консулу въ Царствѣ Польскомъ, а оставшееся послѣ подданнаго Царства Польскаго во владѣніяхъ Е. В. Короля Саксонскаго—Императорско-Россійскому дипломатическому или консульскому начальству, для передачи по принадлежности, согласно постановленному въ предыдущей статьѣ.

5) Si toutefois la succession meuble restée après le décès d'un sujet saxon dans le Royaume de Pologne ou d'un sujet de celui-ci dans les Etats de S. M. le Roi de Saxe, se trouve être l'objet de réclamations élevées par des créanciers ou d'une saisie-arrêt de leur part, une telle succession ne sera livrée que lorsque les tribunaux du pays, où l'héritage a été ouvert, auront prononcé sur les dites prétentions, et elle restera confiée à la garde de ces mêmes tribunaux.

5) Но если на движимое наслѣдство, оставшееся послѣ умершаго саксонскаго подданнаго въ Царствѣ Польскомъ или послѣ умершаго подданнаго Царства Польскаго во владѣніяхъ Е. В. Короля Саксонскаго, будутъ представлены кредиторами долговыя взысканія или будетъ ими наложенъ арестъ, въ такомъ случаѣ это наслѣдство будетъ выдаваемо только послѣ того, какъ судебными мѣстами той страны, гдѣ открылось наслѣдство, будетъ постановлено рѣшеніе относительно означенныхъ претензій, и наслѣдство будетъ ввѣрено храненію тѣхъ же судебныхъ мѣстъ.

6) Les réclamations élevées par les créanciers à la charge des successions précitées seront produites selon les lois de l'Etat où la succession est ouverte, contre les héritiers s'ils sont connus et s'ils ont nommé des fondés de pouvoirs sur les lieux. Dans le cas contraire, ces poursuites seront dirigées contre le curateur désigné pour la succession par les tribunaux compétents du même pays à la demande des créanciers de cette succession.

6) Долговыя претензіи, предъявляемыя кредиторами на означенныя наслѣдства, должны быть простираемы по законамъ того государства, въ которомъ открылось наслѣдство, къ наслѣдникамъ, если они извѣстны и назначили на мѣстѣ отъ себя повѣренныхъ. Въ противномъ же случаѣ, взысканія эти должны быть простираемы къ попечителю, назначенному къ тому наслѣдству, по ходатайству кредиторовъ онаго, подлежащими судебными мѣстами въ той же странѣ.

7) Les dispositions contenues dans la présente déclaration resteront en vigueur pendant 12 ans et au delà, jusqu'à ce que l'un des deux gouvernements contractants aura, deux années à l'avance, annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

En foi de quoi le soussigné, Vice-Chancelier de l'Empire, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de M. le Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Saxe.

Fait à St.-Pétersbourg, ce 11 (23) avril 1864.

(L. S.) Prince Gortchacow.

Cette déclaration a été, le 12 (23) avril 1864, échangée par le Vice-Chancelier de l'Empire contre une déclaration identique, signée le 20 mars (1 avril) par M-r le Baron de Beust, Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Saxe.

7) Постановленія, содержащіяся въ настоящей декларацiи, будутъ оставаться въ силѣ въ продолженіе двѣнадцати лѣтъ, и по прошествіи сего срока, до тѣхъ поръ, пока одно изъ договаривающихся Правительствъ не заявитъ другому, за два года впередъ, о своемъ намѣреніи прекратить дѣйствіе оныхъ.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся, Государственный Вице-Канцлеръ, подписалъ, съ приложеніемъ печати своего герба, настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на подобную же декларацію Государственнаго Министра и Министра Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Саксонскаго.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 11-го (23-го) апрѣля 1864 г.

(М. П.) Князь Горчаковъ.

Эта декларація была Государственнымъ Вице-Канцлеромъ обмѣнена 11-го (23-го) апрѣля 1864 года на таковую же декларацію, подписанную 20-го марта (1-го апрѣля) Г. Государственнымъ Министромъ и Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Саксонскаго, Барономъ Бейстомъ.

1865, le 3 (15) avril. Procès-verbal, signé à Paris, par les représentants de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse concernant la convention télégraphique. (V. t. IV, part. II, № 159).

1865 г., 3-го (15-го) апрѣля. Протоколъ, подписанный въ Парижѣ представителями Россіи, Австріи и Пруссіи, по случаю заключенія международной телеграфной конвенціи. (См. Т. IV, часть II, № 159).

№ 345.

1865, 10 (22) août. Convention postale, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois № 42.083).

S. M. der Kaiser von Rußland und S. M. der König von Preußen, von dem Wunsche

№ 345.

1865 г., августа 10-го (22-го). Почтовая конвенція съ Пруссіей (2-е П. С. З. № 42.083).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Король Прусскій, движимые же-

geleitet, durch Erleichterungen des Verkehrs die zwischen ihren Staaten bestehenden guten Beziehungen fester zu knüpfen und die auf die internationale Verbindung der beiderseitigen Staats-Postanstalten bezüglichen Einrichtungen den gegenwärtigen Bedürfnissen entsprechend zu vervollkommnen, haben die Vereinbarung eines neuen Post-Vertrages beschlossen und für diesen Zweck zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

S. M. der Kaiser von Rußland:

Allerhöchst Ihren Ober-Hofmeister, Minister der Posten und Telegraphen, Mitglied des Reichsraths Johann von Tolstoy, Ritter des St. Alexander Newsky Ordens mit Diamanten, des weißen Adler Ordens u. s. w., und

Allerhöchst Ihren Staats-Secretair, Geheimen Rath und Director des Post-Departements sowie des St. Petersburger Postamts Nicolaus von Laube, Ritter des St. Annen Ordens erster Klasse u. s. w.,

und S. M. der König von Preußen: Allerhöchst Ihren Kammerherrn, wirklichen Geheimen Rath und außerordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister, Grafen Heinrich Alexander von Redern, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler Ordens erster Klasse u. s. w., und

Allerhöchst Ihren General-Post-Director, Richard von Philipsborn, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler Ordens zweiter Klasse u. s. w., welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über die folgenden Artikel geeinigt haben.

Artikel I.

Zwischen dem Kaiserlich Russischen Postgebiet und dem Königlich Preussischen Post-

ланіемъ сильнѣе скрѣпить существующія уже между ихъ государствами дружественныя отношенія чрезъ облегченіе взаимныхъ сношеній, и усовершенствовать, сообразно современнымъ требованіямъ, порядокъ сношеній обоюдныхъ почтовыхъ учрежденій, положили заключить новый почтовый договоръ и на сей конецъ назначили своими полномочными:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

своего оберъ-гофмейстера, Министра Почтъ и Телеграфовъ и члена Государственнаго Совѣта, Ивана Толстаго, кавалера Императорскихъ и Царскихъ орденовъ: Св. Александра Невскаго съ алмазами и проч., и

своего Статсъ-Секретаря, Тайнаго Совѣтника, Директора Почтоваго Департамента и С.-Петербургскаго Почтъ-Директора Николая Лаубе, кавалера россійскихъ орденовъ Св. Анны первой степени проч.,

а Е. В. Король Прусскій своего каммергера Дѣйствительнаго Тайнаго Совѣтника и чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра графа Генриха Александра фонъ-Редерна, кавалера королевскаго прусскаго ордена Краснаго Орла первой степени и проч.,

и своего Генералъ-Почтъ-Директора Рихарда фонъ-Филипсборна, кавалера королевскаго прусскаго ордена Краснаго Орла второй степени и пр., которые по размѣнѣ своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, условились въ нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Между Императорско-россійскими и Королевско-прусскими почтовыми уч-

gebiet soll durch Vermittelung der beiderseitigen Staats-Postanstalten ein geregelter Austausch von Brief- und Fahrpostsendungen stattfinden, gleichviel ob dieselben dem unmittelbaren Verkehr der beiden Länder unter einander angehören, oder ob die Beförderung im Transit durch eines oder das andere Gebiet, oder durch beide Gebiete der hohen contrahirenden Regierungen bewirkt wird.

Artikel II.

Der Ausdruck Russisches Postgebiet oder Rußland in diesem Vertrage umfaßt das Russische Kaiserreich mit dem von demselben unzertrennlichen Königreich Polen und Großfürstenthum Finnland.

Der Ausdruck Preussisches Postgebiet in diesem Vertrage umfaßt den Preussischen Staat (mit Ausschluß des Hohenzollernschen Landes und des Jahde-Gebiets), ferner diejenigen deutschen Länder, in welchen die Preussische Regierung die Verwaltung des Postwesens ausübt, nämlich: die Anhaltischen Herzogthümer, das Fürstenthum Waldek-Pyrmont, das Fürstenthum Birkenfeld, die Unterherrschaften der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, sowie die Großherzoglich Weimarsche Enclave Allstedt.

Artikel III.

Die auf den Verkehr des Preußischen Postgebiets mit Rußland bezüglichen Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages sollen gleichmäßig auf den Verkehr des Deutschen Postvereins-Gebiets mit Rußland, soweit derselbe durch die

режденіями будетъ производиться правильная пересылка письменной и посылочной корреспонденціи, безъ различія, будетъ ли оная принадлежать къ собственнымъ взаимнымъ сношеніямъ этихъ двухъ странъ, или же только проходить транзитомъ чрезъ владѣнія того или другого изъ договаривающихся государствъ, или обоихъ.

Статья II.

Подъ употребляемымъ въ настоящемъ договорѣ выраженіемъ „Русское почтовое вѣдомство" или „Россія" должно разумѣть всѣ почтовыя мѣста Россійской Имперіи, со включеніемъ нераздѣльныхъ съ нею Царства Польскаго и Великаго Княжества Финляндскаго.

Подъ выраженіемъ же „Прусское почтовое вѣдомство" слѣдуетъ разумѣть всѣ почтовыя мѣста Прусскаго Королевства (за исключеніемъ владѣній Гогенцоллернскаго и Ядскаго), а также почтовыя учрежденія тѣхъ германскихъ владѣній, въ которыхъ почты содержатся прусскимъ правительствомъ, именно: герцогствъ Ангальтскихъ, герцогства Вальдекъ-Пирмонтскаго, герцогства Биркенфельдскаго, земель подвластныхъ герцогствамъ Шварцбургъ-Рудольштатъ и Шварцбургъ-Зондерсгаузенъ, а также заключенной въ Великомъ Герцогствѣ Веймарскомъ Альштедтской волости.

Статья III.

Постановленія настоящаго договора касательно сношеній между россійскими и прусскими почтовыми учрежденіями распространяются равномѣрно и на сношенія Россіи со всѣми вла-

Preussischen Posten vermittelt wird, Anwendung finden, mit Ausnahme der aus den Artikeln XIX und XXI sich ergebenden Einschränkungen.

Die Preussische Postverwaltung übernimmt für ihrer alleinige Rechnung — gegenüber der Russischen Postverwaltung — ausschließlich die Ausgleichung und Abrechnung mit den andern Deutschen Postverwaltungen wegen der durch Vermittelung der Preussischen Posten beförderten im Verkehr mit Rußland vorkommenden Deutschen Postvereins-Sendungen.

Artikel IV.

Der Austausch der Sendungen soll hauptsächlich mittelst der zu Lande bestehenden Verbindungen stattfinden. Soweit die Herstellung von See-Postrouten oder die Benutzung der zwischen Deutschen und Russischen Häfen coursirenden Privat-Dampfschiffe zu Postzwecken sich als zweckmäßig erweist, werden die beiderseitigen Postverwaltungen darüber die erforderliche Verständigung treffen.

Artikel V.

Der Austausch mittelst der Verbindungen erfolgt entweder:

a) zu Lande unmittelbar, d. h. an der Grenze des Preussischen und des Russischen Postgebiets, oder

b) zu Lande mittelbar, d. h. unter Benutzung des Posttransits durch zwischenliegende Gebiete, oder

c) zur See nach der Verschiedenheit der Fälle.

дѣніями, составляющими германскій Почтовый Союзъ, если только сношенія эти производятся чрезъ прусскія почты, за изъятіями изъ общаго правила, изъясненными ниже въ ст. XIX и XXI.

Прусское почтовое управленіе принимаетъ на себя веденіе съ другими германскими почтовыми управленіями всѣхъ расчетовъ и производство платежей по нимъ за корреспонденцію, пересылаемую чрезъ посредство прусскихъ почтъ между Россіею и германскимъ почтовымъ союзомъ.

Статья IV.

Взаимная пересылка корреспонденціи должна производиться преимущественно посредствомъ существующихъ сухопутныхъ почтъ. Если же, въ исключительныхъ случаяхъ, окажется удобнымъ возстановить почтовое сообщеніе моремъ, или воспользоваться отчасти, для пересылки корреспонденціи, пароходами частныхъ обществъ, содержащими сообщеніе между Германскими и Россійскими портами, то обоюдныя почтовыя Управленія войдутъ объ этомъ въ особое соглашеніе.

Статья V.

Пересылка корреспонденціи будетъ производиться:

а) сухимъ путемъ непосредственно, т. е. между Россійскими и Прусскими пограничными почтовыми мѣстами; или

б) сухимъ путемъ посредствомъ транзита чрезъ междулежащія владѣнія; или

в) моремъ различно, смотря по обстоятельствамъ.

Für den unmittelbaren Austausch zu Lande werden die Eisenbahnlinien und Poststraßen an den Grenzen der beiderseitigen Postgebiete nach den im folgenden Artikel näher vereinbarten Grundsätzen benutzt.

Der mittelbare Austausch zu Lande soll mittelst geschlossener im Transit durch Oesterreich zu befördernder Russisch-Preussischer Briefpakete stattfinden.

Der Austausch zur See würde sich vorerst nur auf Briefpostsendungen erstrecken; die für den Seetransport erwachsenden Kosten werden von der Kais.-Russ. und der Königl.-Preuss. Postverwaltung zu gleichen Theilen getragen.

Sollte es sich in der Folge als zweckmäßig erweisen, in einzelnen Fällen die Brief- oder Fahrpostsendungen an eine zwischenliegende Postverwaltung behufs Vermittelung des Austausches stückweise zu überliefern, so bleibt eine Verständigung darüber den Postverwaltungen von Rußland und Preußen vorbehalten.

Непосредственный обмѣнъ корреспонденціи будетъ производиться по желѣзнымъ дорогамъ и обыкновеннымъ почтовымъ трактамъ на границахъ обоихъ государствъ, на основаніяхъ, подробно договоренныхъ въ слѣдующей статьѣ.

Посредственная же пересылка сухимъ путемъ будетъ производима въ закрытыхъ россійско-прусскихъ постъ-пакетахъ, транзитомъ чрезъ Австрію.

Пересылка моремъ можетъ на первый разъ быть допущена только для письменной корреспонденціи; расходы на перевозку моремъ будутъ уплачиваться поровну россійскимъ и прусскимъ почтовыми управленіями.

Если бы въ послѣдствіи оказалось удобнымъ въ нѣкоторыхъ случаяхъ передавать междулежащему почтовому управленію письменную и посылочную корреспонденцію для транзитной пересылки поштучно, то объ этомъ предоставляется россійскому и прусскому почтовымъ управленіямъ войти между собою въ соглашеніе.

Artikel VI.

In Betreff der Postverbindungen werden folgende Grundsätze vereinbart:

a) Es soll auf Beschleunigung der Transporte, auf Vermehrung der Beförderungs-Gelegenheiten und auf Einhaltung eines möglichst pünktlichen Betriebes vorzugsweise Bedacht genommen werden.

b) Es werden die durchgehenden zur Personenbeförderung dienenden Züge auf den die beiden Gebiete verbindenden Eisenbahnrouten nach Maßgabe des Bedürfnisses zur Postbeförderung benutzt. Sofern für die Briefpost nur die Benutzung eines durchgehenden täglichen

Статья VI.

Въ основаніе почтовыхъ сообщеній вообще принимаются слѣдующія начала:

а) Преимущественно должно заботиться объ ускореніи перевозки, учащеніи хода почтъ и соблюденіи наивозможной точности въ дѣйствіяхъ.

б) Для перевозки корреспонденціи употребляются по мѣрѣ надобности пассажирскіе поѣзды желѣзныхъ дорогъ, соединяющихъ Россію съ Пруссіею. Если для пересылки письменной корреспонденціи будетъ назначенъ

Bahnzuges für gewöhnlich bestimmt sein sollte, wird bei verfehltem Anschluß die Weiterbeförderung der Briefpost mit dem außerdem sich darbietenden nächsten durchgehenden, nach seiner Geschwindigkeit dazu geeigneten Bahnzuge erfolgen. Die Fahrpostbeförderung wird im Allgemeinen einmal täglich mit dem dazu bestimmten Bahnzuge auf den gedachten Eisenbahnrouten stattfinden, unbeschadet künftiger Erweiterung bei wachsendem Bedürfnisse.

c) Die Postanlagen auf den die beiderseitigen Grenzen berührenden Landstraßen sollen nach Maßgabe der zwischen den Postverwaltungen von Rußland und Preußen zu treffenden besonderen Vereinbarungen weiter ausgebildet und vermehrt werden.

d) Jede Postverwaltung sorgt für die sichere und rechtzeitige Beförderung der Posttransporte bis zur gegenüberliegenden Grenz-Poststation und trägt die Kosten für diese Beförderung. Erachten beide Verwaltungen für zweckmäßig, mit einem und demselben Unternehmer über die Hin- und Zurückbeförderung der Postsachen zwischen den Grenzstationen zu contrahiren, so werden die Kosten des Transports gemeinschaftlich zu gleichen Theilen getragen. Ebenso werden die beiderseitigen Postverwaltungen sich die Mitbenutzung der Wagen und Conducteure, welche für die Zuführung der Sendungen in der einen Richtung nothwendig sind, auch in der entgegengesetzten Richtung gegen zu vereinbarende Entschädigung gegenseitig gestatten.

e) Bei Regelung der desfalsigen Verhältnisse auf den Grenzstrecken der Eisenbahnen sind

вообще одинъ поѣздъ желѣзной дороги ежедневно, то въ случаѣ несвоевременнаго прибытія этого поѣзда дальнѣйшая пересылка оной будетъ кромѣ того производиться и съ первымъ идущимъ затѣмъ поѣздомъ, который по своей скорости соотвѣтствуетъ этой цѣли. Перевозка тяжелыхъ почтъ впредь до особыхъ распоряженій должна производиться по тѣмъ же дорогамъ, вообще по одному разу въ день; въ послѣдствіи она можетъ быть учащена, по мѣрѣ возрастающей надобности.

в) Почтовыя учрежденія, состоящія на обыкновенныхъ дорогахъ, прилегающихъ къ обоюднымъ границамъ, должны быть развиваемы и умножаемы согласно особымъ соглашеніямъ, которыя будутъ заключаемы между россійскимъ и прусскимъ почтовыми управленіями.

г) Каждое почтовое управленіе должно заботиться о вѣрной и своевременной доставкѣ почтъ до первой противулежащей пограничной почтовой станціи, и всѣ издержки по этой доставкѣ принимаетъ на свой счетъ. Если оба управленія признаютъ выгоднымъ отдать одному и тому же контрагенту возку почтъ въ оба пути между пограничными станціями, то издержки на эту возку будутъ уплачиваться ими пополамъ. Равнымъ образомъ, оба почтовыя управленія предоставляютъ другъ другу право тѣми же экипажами и кондукторами, которые нужны для отправленія почтъ въ одинъ путь, пользоваться и въ обратный путь, за такое вознагражденіе, какое будетъ опредѣлено по взаимному соглашенію.

д) При опредѣленіи правилъ для пересылки почтовой корреспонденціи по

noch die auf die Eisenbahn-Verwaltungen Bezug habenden, beiderseits bestehenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen, so wie die Festsetzungen der den Bau und Betrieb der Eisenbahnen betreffenden Staats-Verträge als maßgebend zu erachten.

f) Die beiderseitigen Postverwaltungen bestimmen, welche Postanstalten als Grenz-Stationen anzusehen sind. Sie werden sich in Betreff der Art und der Formen des Uebergabe-Verfahrens verständigen und dahin wirken, daß der durch die Wahrnehmung der zollamtlichen Vorschriften bedingte Aufenthalt der Posttransporte an den Grenzen auf ein thunlichst geringes Maaß eingeschränkt werde.

g) Die erforderlichen Felleisen, Briefbeutel, Botentaschen, Cours-Uhren und sonstigen Cours-Inventarien hat entweder jede Verwaltung für ihre Beförderungsstrecke auf eigene Kosten zu beschaffen und zu unterhalten, oder es werden diese Gegenstände für diejenigen Routen, wo solches zweckmäßiger erscheint, auf gemeinschaftliche Kosten angeschafft und unterhalten werden.

h) Das Post-Personengeld und das Ueberfrachtsporto bezieht jede Verwaltung nach ihrem eigenen Tarif bis zur gegenüberliegenden Grenz-Poststation. Das Freigewicht beim Passagier-Gepäck bestimmt jede Verwaltung für die ihr hiernach zustehende Bezugsstrecke. Auf möglichste Gleichmäßigkeit der desfallsigen Tarifsätze und Bestimmungen wird Bedacht genommen werden.

i) Die Staats-Posten, sowie das dazu gehörige Nebenfuhrwerk, desgleichen die ledig zurückkehrenden Postpferde und Postfuhrwerke sind von Erlegung der Wege-, Brücken-,

желѣзнымъ дорогамъ, надлежитъ также принимать въ руководство существующіе въ обоихъ государствахъ законы и правила по управленію желѣзными дорогами и государственные договоры касательно постройки и эксплуатаціи желѣзныхъ дорогъ.

е) Обоюдныя почтовыя управленія опредѣляютъ, какія именно почтовыя мѣста должно считать пограничными станціями. Они условятся также между собою относительно порядка и формъ передачи корреспонденціи и употребятъ всѣ старанія, чтобы остановку почтовыхъ отправленій на границѣ для таможенной очистки ограничивать самымъ краткимъ, по возможности, временемъ.

ж) Нужное число чемодановъ, мѣшковъ, сумокъ, курсовыхъ часовъ и другихъ путевыхъ почтовыхъ принадлежностей пріобрѣтается и содержится или каждымъ управленіемъ на свой счетъ, на всемъ подвѣдомственномъ ему протяженіи тракта, или обоими пополамъ, на тѣхъ дорогахъ, гдѣ это окажется удобнѣе.

з) Плату за пассажирскія мѣста и за сверхъ-льготный вѣсъ пассажирской клади каждое почтовое управленіе взимаетъ по своей таксѣ до противулежащей пограничной почтовой станціи. Льготный вѣсъ пассажирской клади опредѣляется каждымъ почтовымъ управленіемъ для подвѣдомственной ему дистанціи. Въ таксахъ по этому предмету имѣетъ быть соблюдаема наивозможная уравнительность.

и) Государственныя почты и принадлежащіе къ нимъ добавочные экипажи, а также возвращающіеся порожнемъ почтовые экипажи и лошади,

Pflaster-, Fährgelder und sonstigen Communications-Abgaben auf Kaiserlich-Russischem Staatsgebiete unbedingt, auf Königlich-Preussischem Staatsgebiete in so weit befreit, als solche Abgaben nicht an Gemeinden, Corporationen oder Private nach den bestehenden Bestimmungen auch für die Staats-Posten zu entrichten sind. In dem letzteren Falle wird die Preussische Postverwaltung auch die Erstattung der Abgaben, welche die Russische Postverwaltung diesseits zu entrichten haben würde, zur Herstellung der Reciprocität übernehmen.

обоюдно освобождаются отъ платежа дорожныхъ, мостовыхъ, шоссейныхъ, паромныхъ и иныхъ сборовъ, въ предѣлахъ Россійской Имперіи безусловно, въ прусскихъ же владѣніяхъ, если только таковые сборы не установлены закономъ ко взысканію и за государственныя почты, въ пользу какихъ либо приходовъ, общинъ или частныхъ лицъ. Въ семъ послѣднемъ случаѣ, для возстановленія взаимности, прусское почтовое управленіе обязуется возвращать сборы, которые будутъ по сему предмету уплачиваемы россійскимъ почтовымъ управленіемъ.

Artikel VII.

Zwischen welchen Russischen und Preussischen Postanstalten und Eisenbahn-Postbüreaux directe Brief- oder Frachtkartenschlüsse, sei es beim Austausche zu Lande oder auf dem Wege zur See (Art. V) zu unterhalten sind, desgleichen wie oft und in welchem Umfange dieser Kartenwechsel stattzufinden hat, bleibt der nach Maßgabe des veränderlichen Bedürfnisses zu treffenden jedesmaligen Verständigung der beiderseitigen Postverwaltungen vorbehalten.

Rücksichtlich derjenigen Brief- und Fahrpost-Sendungen, welche aus Russischen Provinzen nach dem Preussischen Postgebiete et v. v. im Wege der Durchführung durch die dem Statthalter des Königreich Polen untergeordneten Provinzen zu befördern sind, soll es bis auf Weiteres wie folgt gehalten werden:

Die Briefpost-Gegenstände werden zwischen Russischen und Preussischen Post-Anstalten in directen geschloßenen Briefpaketen, welche durch Polen durchgeführt werden, ausgetauscht. Es bleibt jedoch vorbehalten, sobald es mit den Post-Rechnungs- und Betriebs-Verhältnissen

Статья VII.

Обоюднымъ почтовымъ управленіямъ предоставляется сообразно измѣняющимся потребностямъ назначать, по предварительномъ каждый разъ соглашеніи, между какими именно русскими и прусскими почтовыми мѣстами и почтовыми вагонами, въ какомъ объемѣ и какъ часто, имѣетъ производиться прямой обмѣнъ реестровъ письменной и посылочной корреспонденціи, идущей сухимъ путемъ или моремъ (ст. V).

Относительно письменной и посылочной корреспонденціи, идущей изъ россійскихъ губерній въ прусское почтовое вѣдомство, или обратно, транзитомъ черезъ губерніи, подчиненныя намѣстнику Царства Польскаго, впредь до инаго распоряженія должно быть поступаемо слѣдующимъ образомъ:

Письменная корреспонденція между россійскими и прусскими почтовыми мѣстами пересылается прямо до мѣста назначенія задѣланною въ закрытые постъ-пакеты, идущіе транзитомъ черезъ Царство Польское. Въ послѣд-

bei den Russischen und Polnischen Postanstalten sich vereinigen läßt, an die Stelle jener geschlossenen directen Briefpakete die Einzeln-Ueberlieferung der Briefpost-Gegenstände an die Polnischen Postanstalten, behufs der Umspedition, treten zu lassen.

Fahrpostgegenstände werden den Polnischen Postanstalten behufs der Umspedition nach den Russischen Provinzen, resp. behufs der Umspedition nach dem Preussischen Postgebiete, mittelst besonderer Frachtkarten zugeführt. Diese Frachtkarten haben auf die Polnischen Postanstalten zu lauten; es werden darin die jedesmal vorhandenen, zur Durchführung durch Polen bestimmten Fahrpost-Gegenstände, auch wenn dieselben nach verschiedenen Orten gerichtet sind, zusammen verzeichnet. Die für Orte in Polen selbst bestimmten Fahrpost-Gegenstände werden jedoch in andere Frachtkarten aufgenommen. Uebrigens bleibt dem gemeinsamen Ermessen der beiderseitigen Postverwaltungen die weitere Vereinfachung dieser Expeditionsweise vorbehalten.

Es wird zur Verminderung der Anzahl der directen Brief-Kartenschlüsse darauf Bedacht genommen werden, die Thätigkeit der ambulanten Büreaux in dem Einsenbahn-Postwagen, soweit die Natur dieses Betriebes es gestattet, zu erweitern.

Artikel VIII.

Für die gegenseitige Zuführung der Postsendungen soll der Grundsatz entscheidend sein,

ствіи однако предоставляется, если это не будетъ противно порядку почтовыхъ сообщеній и расчетовъ между россійскими и польскими почтовыми учрежденіями, вышесказанную прямую пересылку въ закрытыхъ постъ-пакетахъ замѣнять поштучною передачею письменной корреспонденціи польскимъ почтовымъ мѣстамъ для дальнѣйшей пересылки.

Посылочная корреспонденція будетъ передаваться почтовымъ мѣстамъ Царства Польскаго для дальнѣйшей пересылки въ россійскія губерніи, или, на оборотъ, для дальнѣйшей пересылки въ мѣста прусскаго почтоваго вѣдомства, при особыхъ реестрахъ. Эти реестры должны составляться на имя польскихъ почтовыхъ мѣстъ; подлежащія каждый разъ къ пересылкѣ транзитомъ черезъ Польшу посылочныя отправленія должны вноситься всѣ въ одинъ реестръ, хотя бы оныя были адресованы и въ разныя мѣста. Посылочныя же отправленія, назначающіяся въ разныя мѣста въ самомъ Царствѣ Польскомъ, вносятся въ другой реестръ. Впрочемъ, обоюднымъ почтовымъ управленіямъ предоставляется по своему усмотрѣнію и взаимному соглашенію еще болѣе упростить этотъ порядокъ отправки.

Въ видахъ сокращенія прямаго, при реестрахъ, размѣна постъ-пакетовъ съ письменною корреспонденціею, будетъ обращено вниманіе на расширеніе дѣятельности почтовыхъ вагоновъ на желѣзныхъ дорогахъ, сколько это будетъ дозволять самое свойство дѣла.

Статья VIII.

Въ основаніе взаимныхъ почтовыхъ сношеній принимается правило: что

daß die Sendungen stets auf demjenigen Wege befördert werden, welcher die meiste Beschleunigung gewährt; bei gleicher Beschleunigung ist der für das Publikum billigere oder den Correspondenten einen sonstigen Vortheil gewährende Weg zu wählen. In allen Fällen jedoch, wo der Absender auf der Adresse einen bestimmten Speditionsweg vorgeschrieben hat, ist dieses Verlangen des Absenders als maßgebend zu erachten und die Spedition demgemäß zu bewirken.

почты всегда должны пересылаться тѣмъ путемъ, который представляетъ быстрѣйшую доставку; при одинаковой же быстротѣ сообщенія по нѣсколькимъ трактамъ, избирается тотъ, по которому сообщеніе обходится дешевле для публики, или который представляетъ корреспондентамъ какую либо другую выгоду. Но во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда корреспондентъ на адресѣ письма укажетъ извѣстный путь пересылки, исполненіе его желанія обязательно, и пересылка дѣлается по его указанію.

Zur Vermeidung unrichtiger Speditionen werden Tabellen angefertigt werden, aus denen ersichtlich ist, wie die Sendungen Seitens der einzelnen Postanstalten zu instradiren sind. Wird durch Aenderungen im Gange der Eisenbahnzüge oder im Postenlauf eine andere Spedition bedingt, so werden sich die beiderseitigen Postbehörden rechtzeitig davon in Kenntniß setzen.

Для избѣжанія неправильнаго направленія корреспонденціи, будутъ изготовлены таблицы, указывающія, куда отдѣльныя почтовыя мѣста должны ее кувертовать. Если бы по случаю перемѣнъ въ ходѣ поѣздовъ по желѣзнымъ дорогамъ или въ ходѣ почтъ потребовалось измѣнить направленіе корреспонденціи, то обоюдныя почтовыя управленія будутъ своевременно извѣщать объ этомъ другъ друга.

Artikel IX.

Zu den Briefpost-Sendungen gehören:

gewöhnliche und recommandirte Briefe, gedruckte Sachen unter Kreuz- oder Streifband, offene gedruckte Karten,

Sendungen mit Waarenproben und Mustern, Zeitungen und Zeitschriften.

Das Gewicht einer Briefpostsendung soll in der Regel 250 Grammen, entsprechend 19½ Loth Russisch Gewicht und 15 Loth Preussisch Gewicht, nicht überschreiten; bezüglich den Sendungen mit Waarenproben und Mustern sind jedoch die aus den Zollgesetzen beider Länder sich ergebenden Gewichtsbeschränkungen maßgebend.

Статья IX.

Къ письменнымъ отправленіямъ принадлежатъ:

простыя и рекомендованныя письма; печатныя произведенія подъ бандеролями; открытыя печатныя карты;

товарныя пробы и обращики, газеты и повременныя изданія.

Вѣсъ письменнаго отправленія не долженъ превышать 250 граммовъ, соотвѣтствующихъ 19½ русскимъ и 15 прусскимъ лотамъ; вѣсъ же пересылаемыхъ товарныхъ пробъ и обращиковъ долженъ сообразоваться съ ограниченіями, опредѣленными таможенными уставами обоихъ государствъ.

Wegen der Fahrpostsendungen siehe Artikel XXII seq.

Artikel X.

Das Porto für die Briefe zwischen dem Kaiserlich-Russischen und dem Königl.-Preuß. Postgebiete wird wie folgt normirt:

I. Für Briefe zwischen dem Kaiserlich-Russischen Postgebiete und den Königl.-Preuß. Nachbar-Provinzen, nähmlich den Provinzen Preußen (Ost- und West-Preußen), Posen und Schlesien:

a) sofern die Correspondenz aus einer Kaiserlich-Russischen Grenz-Postanstalt herrührt oder nach einer Kaiserlich-Russischen Grenz-Postanstalt bestimmt ist:

Gesammt-Porto für den einfachen frankirten Brief . . . . . 2 Sgr.

Gesammt-Porto für den einfachen unfrankirten Brief . . . . . 3 Sgr.

b) sofern die Correspondenz aus einer anderen Kaiserlich-Russischen Postanstalt herrührt oder nach einer anderen Kaiserlich-Russischen Postanstalt bestimmt ist:

Gesammt-Porto für den einfachen frankirten Brief . . . . . 3 Sgr.

Gesammt-Porto für den einfachen unfrankirten Brief . . . . . 4 Sgr.

II. Für Briefe zwischen dem Kais.-Russ. Postgebiete und den übrigen als den sub. I genannten Theilen des Preussischen Postgebiets, sowie allen denjenigen Ländern des Deutschen Postvereins, deren Correspondenz mit Rußland durch Vermittelung der Preussischen Posten befördert wird:

Относительно посылочной корреспонденціи смотр. ст. XXII и слѣд.

Статья X.

Плата за пересылку писемъ между Россіею и мѣстами прусскаго почтоваго вѣдомства опредѣляется слѣдующимъ образомъ:

I. За письма между Россіею и ближайшими къ ней провинціями Прусскаго Королевства, именно восточною и западною Пруссіею, Познанью и Силезіею:

а) за письма, слѣдующія изъ русскаго пограничнаго почтоваго мѣста или адресованныя въ русское пограничное почтовое мѣсто:

совокупный портъ за одинакое франкированное письмо. . . . . 2 сер. гр.

совокупный портъ за одинакое нефранкированное письмо . . . . 3 сер. гр.

б) за письма, слѣдующія изъ всякаго другого русскаго почтоваго мѣста или адресованныя во всякое другое русское почтовое мѣсто:

совокупный портъ за одинакое франкированное письмо . . . . . 3 сер. гр.

совокупный портъ за одинакое нефранкированное письмо . . . . . 4 сер. гр.

II. За письма между Россіею и остальными мѣстами прусскаго почтоваго вѣдомства, кромѣ поименованныхъ въ пунктѣ I, а также всѣми тѣми государствами, принадлежащими къ германскому Почтовому Союзу, коихъ корреспонденція съ Россіею пересылается чрезъ посредство прусскихъ почтъ:

Gesammt-Porto für den einfachen frankirten Brief . . . . . 4 Sgr.

Gesammt-Porto für den einfachen unfrankirten Brief . . . . . 6 Sgr.

Als Norm für den einfachen Brief wird das Gewicht von 15 Grammen, entsprechend $1^1/_4$ Loth Russisch Gewicht und 1 Loth excl. Preussisch Gewicht, erachtet.

Für Briefe im Gewichte über 15 bis 30 Grammen incl. wird das zweifache, im Gewichte über 30 bis 45 Grammen incl. das dreifache und so fort für schwerere Briefe das entsprechend steigende Porto erhoben.

Die obigen Sätze kommen ohne Unterschied des Beförderungsweges in Anwendung.

Dem Absender steht es frei, gewöhnliche Briefe entweder zu frankiren oder unfrankirt abzusenden.

Die obigen Gesammt-Portosätze werden zwischen der Kaiserlich-Russischen und Königlich-Preussischen Postverwaltung halbscheidlich getheilt.

Bei allen zwischen Russischen und Preussischen Postanstalten zur Auswechselung kommenden Briefpostsendungen erfolgt die gegenseitige Zutarirung, resp. Vergütung des Portos und zwar sowohl des Preussischen und Russischen, als auch des fremden Portos ausschließlich in Silbergroschen.

In Rußland werden die Gesammt-Porto-Sätze von 2, 3, 4 und 6 Sgr. von den dortigen Correspondenten mit 7, 10, 14 und 20 Kopeken Silber erhoben.

совокупный портъ за одинакое франкированное письмо . . . . . 4 сер. гр.

совокупный портъ за одинакое нефранкированное письмо . . . . . 6 сер. гр.

За норму вѣса одинакаго письма принимаются 15 граммовъ, соотвѣтствующіе $1^1/_4$ лоту русскаго вѣса и 1 лоту, невступно, прусскаго вѣса.

За письмо вѣсомъ свыше 15 до 30 граммовъ, включительно, взимается портъ вдвое; за письмо вѣсомъ свыше 30 до 45 граммовъ включительно— втрое, и т. д. за болѣе тяжелыя письма портъ увеличивается въ той же пропорціи.

Вышеозначенная плата взимается безъ различія пути, по которому производится пересылка.

Посылателямъ предоставляется по своему усмотрѣнію франкировать свои простыя письма или посылать оныя нефранкированными.

Вышеозначенный совокупный портъ дѣлится пополамъ между Императорско-россійскимъ и королевско-прусскимъ почтовыми управленіями.

По всей письменной корреспонденціи, взаимно пересылаемой между русскими и прусскими почтовыми мѣстами, расчеты и платежи порта, какъ прусскаго и русскаго, такъ и иностраннаго, будутъ производиться исключительно на серебряные гроши.

Въ Россіи за вышеозначенный совокупный портъ 2, 3, 4 и 6 сер. гр., будетъ взиматься, съ тамошнихъ корреспондентовъ, 7, 10, 14 и 20 копѣекъ серебромъ.

Artikel XI.

Für die Local-Correspondenz zwischen den sich gegenüberliegenden Grenz-Postanstalten soll das Gesammt-Porto nur 1 Sgr. für den einfachen Brief betragen; dasselbe wird zwischen der Russischen und der Preussischen Postverwaltung ebenfalls halbscheidlich getheilt. Bei der Zutarirung, resp. Vergütung des Portos wird nach Artikel X verfahren.

In Rußland wird für jeden Satz der Betrag von 3 Kop. S. für den einfachen Brief erhoben; bei schwereren Briefen finden die Beträge an Kopeken Silber Anwendung, wie sie aus der im Artikel X enthaltenen Gegenüberstellung der Kopeken Silber mit dem betreffenden Satze an Preussischen Silbergroschen sich ergeben.

Diejenigen Postanstalten, für welche diese ermäßigte Taxe einmal gilt, sollen dieselbe auch in dem Falle behalten, daß an der Poststraße neue Stationen zwischen jenen Grenz-Postanstalten eingerichtet oder sonstige auf die Verhältnisse der Grenz-Postverbindungen bestimmend einwirkende Veränderung vorgenommen werden sollten.

Ein Zuschlag-Porto für die unfrankirte Local-Correspondenz kommt nicht in Anwendung.

Статья XI.

За мѣстную корреспонденцію между обоюдными противулежащими пограничными почтовыми мѣстами, совокупнаго порта за одинакое письмо полагается 1 серебряный грошъ, который будетъ равнымъ образомъ дѣлиться пополамъ между русскимъ и прусскимъ почтовыми управленіями. Портовые расчеты и платежи будутъ производиться согласно ст. X.

Въ Россіи вышеозначенный портъ одинакаго письма будетъ оплачиваться 3 копѣйками серебромъ; за письма же большаго вѣса плата будетъ взиматься соотвѣтственно приведенному въ ст. X переложенію прусскихъ серебряныхъ грошей на русскія серебряныя копѣйки.

Для тѣхъ почтовыхъ мѣстъ, для коихъ однажды назначена эта уменьшенная такса, остается она безъ измѣненія и въ такомъ случаѣ, если бы на трактѣ между ними учредились новыя станціи, или произошли другія перемѣны, имѣющія вліяніе на пограничныя почтовыя сообщенія.

За нефранкированную мѣстную корреспонденцію никакого надбавочнаго порта не полагается.

Artikel XII.

Es steht dem Versender frei, Briefe zu recommandiren. Dergleichen Briefe müssen frankirt werden. Es wird für dieselben das Porto wie für gewöhnliche Briefe und eine Recommandationsgebühr erhoben. Diese Gebühr beträgt 2 Sgr., resp. 7 Kop. S. für jeden recommandirten Brief ohne Unterschied des Gewichts: dieselbe wird ausschließlich von der

Статья XII.

Отъ посылателей зависитъ отправлять свои письма рекомендованными. Рекомендованныя письма должны быть франкированы. За нихъ взимается тотъ же портъ какъ и за простыя письма, но сверхъ того особая пошлина за рекомендацію, въ 2 серебряныхъ гроша, или 7 копѣекъ серебромъ, за каждое

Postverwaltung des Absendungsgebiets erhoben und bezogen.

Dem Absender eines recommandirten Briefes steht die Befugniß zu, auf der Adresse zu verlangen, daß ihm das von dem Empfänger vollzogene Recepiße zugestellt werde; in diesem Falle muß die Rücksendung des vollzogenen Empfangscheines nach dem Aufgabeorte des Briefes unverzögert erfolgen. Für die Beschaffung des Recepiße hat der Absender bei der Auflieferung des Briefes eine weitere Gebühr von 2 Sgr., resp. 7 Kopeken Silber, zu entrichten. Diese Gebühr wird gleichfalls von der absendenden Postverwaltung ungetheilt bezogen. Bei der Rücksendung der Recepiße findet ein Gebühren-Ansatz nicht statt.

Geht ein recommandirter Brief verloren, so soll die Postverwaltung, in deren Bereich derselbe aufgegeben ist, gehalten sein, dem Absender, sobald der Verlust festgestellt ist, eine Entschädigung von 14 Thalern in Preußen oder 13 Rubeln Silber in Rußland zu zahlen, vorbehaltlich des Regreßes an diejenige Postverwaltung, in deren Bereich der Verlust erweislich stattgefunden hat.

Die Reclamation muß innerhalb eines Jahres, vom Tage der Aufgabe des Briefes an gerechnet, erhoben werden, widrigenfalls jede Verpflichtung zur Entschädigung aufhört.

Eine Werths-Angabe ist, wie bei allen Briefpost-Sendungen, so auch bei recommandirten Briefen, unzuläßig.

Artikel XIII.

Zur Versendung unter Streif- oder Kreuzband sollen zugelassen werden: Zeitungen und

письмо, безъ различія вѣса. Пошлина эта взимается исключительно тѣмъ почтовымъ управленіемъ, въ вѣдомствѣ котораго письмо принято для отправленія, и обращается сполна въ его же пользу.

Посылателю рекомендованнаго письма предоставляется право означать на самомъ адресѣ письма требованіе о доставленіи ему росписки получателя; въ такомъ случаѣ означенная росписка должна быть немедленно прислана въ то мѣсто, гдѣ было подано письмо. За доставленіе росписки, съ посылателя при подачѣ письма взыскиваются еще 2 серебряныхъ гроша, или 7 копѣекъ серебромъ, остающіеся также сполна въ пользу почтоваго управленія, отправляющаго письмо. За обратную же пересылку росписки не требуется никакой платы.

Въ случаѣ утраты рекомендованнаго письма, почтовое управленіе, въ вѣдомствѣ котораго оно было подано, обязано заплатить подавателю, какъ скоро утрата дознана,—въ Пруссіи 14 талеровъ, а въ Россіи 13 рублей серебромъ, съ отнесеніемъ этого вознагражденія на счетъ того почтоваго управленія, въ вѣдомствѣ котораго произошла утрата.

Требованіе о вознагражденіи должно быть представлено въ теченіи одного года со дня подачи письма на почту; въ противномъ случаѣ всякая обязанность вознагражденія прекращается.

На адресахъ рекомендованныхъ писемъ, какъ и на простыхъ, не дозволяется означать цѣны.

Статья XIII.

Къ пересылкѣ подъ бандеролями допускаются: газеты и періодическія изда-

Zeitschriften, sonstige gedruckte, lithographirte, metallographirte oder anderweit auf mechanischem Wege hergestellte, zur Beförderung mit der Briefpost geeignete Gegenstände, ausgenommen die mittelst der Copirmaschine oder mittelst Durchdrucks angefertigten Schriftstücke.

Das Porto beträgt: 1/2 Sgr. für die einfache, bis 40 Grammen incl., entsprechend 3 1/4 Loth Russisch Gewicht und 2 1/2 Loth Preussisch Gewicht, schwere Sendung und steigt für jede fernere 40 Grammen um den Betrag von 1/2 Sgr. Das Porto wird zwischen den beiden Postverwaltungen halbscheidlich getheilt. Bei der Vergütung des Portos wird nach Artikel X verfahren. In Rußland wird für jenes einfache Gewicht der Betrag mit 2 Kop. S., für das 2-fache mit 4, das 3-fache mit 6, das 4-fache mit 7, das 5-fache mit 9 und das 6-fache, in der Regel höchste Gewicht mit 10 Kop. S. erhoben.

Die Sendungen müssen bis zum Bestimmungsort frankirt und unter Band dergestalt verpackt sein, daß der Inhalt leicht ersichtlich ist. Außer der Adresse des Empfängers darf nur die Unterschrift des Absenders und die Angabe des Orts und Datums handschriftlich hinzugefügt werden. Den Correcturbogen dürfen jedoch auch die auf die Herstellung im Druck bezüglichen Bemerkungen handschriftlich hinzugefügt werden.

Sendungen unter Band, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt sind, sollen im gegenseitigen Verkehr nicht zur Absendung gelangen. Wenn es sich jedoch um Sendungen unter Band nach und aus transatlantischen Postbezirken handelt und bei solchen Sendungen

нія и другіе печатные, литографированные, металлографированные или другимъ механическимъ способомъ воспроизведенные предметы, удобные къ пересылкѣ по письменной почтѣ, за исключеніемъ предметовъ, воспроизведенныхъ посредствомъ копировальной машины или тисненіемъ.

За подобнаго рода отправленія, вѣсомъ до 40 граммовъ включительно, соотвѣтствующихъ 3 1/4 русскимъ и 2 1/2 прусскимъ лотамъ, взимается по 1/2 серебряному грошу, и за тѣмъ плата эта увеличивается прогрессивно на 1/2 сер. гроша за каждые лишніе 40 граммовъ. Эта плата дѣлится пополамъ между обоими почтовыми управленіями. Относительно взаимнаго расчета и платежа этого порта поступается согласно ст. X. Въ Россіи за такое одинакое отправленіе взимается 2 коп. сер., за вѣсящее вдвое—4, втрое—6, вчетверо—7, впятеро—9, и вшестеро, что составляетъ высшій предѣлъ допускаемаго вѣсу, 10 копѣекъ серебромъ.

Такія отправленія должны быть франкированы до мѣста назначенія и задѣланы въ бандероли такъ, чтобы можно было удобно видѣть содержаніе. На нихъ, за изъятіемъ адреса получателя, ничего рукописнаго не допускается, кромѣ подписи подавателя и означенія мѣста и дня подачи. На корректурныхъ листахъ допускаются еще и рукописныя корректурныя отмѣтки.

Бандерольныя отправленія, вовсе не франкированныя или недостаточно франкированныя, къ пересылкѣ между обоими почтовыми вѣдомствами вовсе не допускаются. Изъ сего изъемлются, однако, бандерольныя отправленія, слѣ-

eine völlige Durchfrankirung nicht erreichbar oder anwendbar ist, so soll die mangelnde oder unzulängliche Frankirung kein Hinderniß der Ab- und Weitersendung bieten, in solchen Fällen auch für die Russische und Deutsche Beförderungsstrecke nur die ermäßigte Taxe für Sendungen unter Band in Ansatz kommen. Sofern bei Sendungen unter Band die Beschränkung des Inhalts auf gedruckte Sachen den vorangeschickten Anforderungen nicht entspricht, erfolgt zwar die gegenseitige Zuführung der Sendungen, dieselben werden jedoch alsdann wie unfrankirte Briefe behandelt und taxirt.

дующія въ заатлантическіе почтовые округи или оттуда получаемыя, когда полное франкированіе ихъ невозможно или неудобно; отсутствіе или неполнота франкированія не должны служить препятствіемъ къ отправленію или дальнѣйшей пересылкѣ оныхъ. За такія отправленія русскій и германскій портъ будетъ исчисляться также по уменьшенной таксѣ, установленной для бандерольныхъ отправленій. Въ случаяхъ, когда содержаніе бандерольныхъ отправленій не будетъ соотвѣтствовать вышеизложеннымъ условіямъ относительно ограниченія его одними печатными вещами, взаимная пересылка оныхъ тѣмъ не менѣе должна производиться; но оныя будутъ причисляться къ разряду нефранкированныхъ писемъ и подлежать оплатѣ одинаковаго съ сими послѣдними порта.

Artikel XIV.

Gedruckte und sonst nach den Festsetzungen des Artikel XIII vervielfältigte Anzeigen aller Art, z. B. Geschäfts-Avise, Preis-Courante u. s. w. können gegen ermäßigtes Porto auch mittelst offener Karten ohne Band expedirt werden.

Dergleichen Karten dürfen die Größe einer Briefsendung, die ungebrochen noch in ein gewöhnliches Briefbund verpackt werden kann, nicht überschreiten; eben so wenig dürfen dieselben etwa unverhältnißmäßig klein sein. Das Papier muß aus einem dem Karton-Papier ähnlichen und daher festen Stoffe bestehen.

An handschriftlichen Vermerkungen darf auf der Karte — außer der Adreße des Empfän-

Статья XIV.

Печатныя и другими изъясненными въ статьѣ XIII способами воспроизведенныя всякаго рода объявленія, какъ напр. торговые циркуляры, прейсъ-куранты и т. п., могутъ быть пересылаемы съ платою уменьшеннаго порта и безъ бандероли, посредствомъ открытыхъ картъ.

Эти карты не должны превосходить величиною такого письменнаго отправленія, которое можно, не сгибая его, уложить въ обыкновенную письменную пачку; равнымъ образомъ не должны онѣ быть несоразмѣрно малы. Карты эти должны быть напечатаны на бумагѣ твердой, на подобіе картонной.

На нихъ, за изъятіемъ адреса получателя, ничего рукописнаго не допу-

gers — nur die Unterschrift des Absenders und die Angabe des Orts und Datum bezeichnet sein.

Das Porto beträgt 1/2 Sgr. pro Stück, muß vom Absender entrichtet werden und wird zwischen den beiden Postverwaltungen halbscheidlich getheilt. Bei der Vergütung des Portos wird nach Artikel X verfahren. In Rußland wird für jenen Satz der Betrag von 2 Kop. S. erhoben. Die Kais. Russ. Postanstalten werden dergleichen Karten zur Absendung annehmen nach dem Preussischen Postgebiet und nach allen denjenigen Ländern des Deutschen Postvereins, wohin die Sendungen aus Rußland durch Vermittelung der Preussischen Posten befördert werden. In der Richtung nach Rußland sollen bis auf Weiteres dergleichen Karten nur, wenn sie nach St. Petersburg, Moskau, Odessa, Riga und anderen großen Städten gerichtet sind, zur Absendung gelangen, bis die Kais. Russ. Postverwaltung eine weitere Ausdehnung dieser Einrichtung für anwendbar befunden haben wird. Karten, welche nicht vollständig frankirt sind oder sonst den obigen Bedingungen nicht entsprechen, werden gegenseitig nicht zugeführt.

скается, кромѣ подписи посылателя и означенія мѣста и дня подачи.

Портъ назначается по 1/2 сер. гроша за штуку; онъ долженъ быть уплачиваемъ посылателемъ и дѣлится пополамъ между обоими почтовыми управленіями. Относительно взаимнаго расчета и платежа этого порта должно поступать согласно статьѣ X. Въ Россіи вышеозначенный портъ опредѣляется въ 2 копѣйки серебромъ. Императорско-россійскія почтовыя мѣста будутъ принимать такія карты для пересылки въ прусскую почтовую область и во всѣ страны, принадлежащія къ германскому Почтовому Союзу, куда корреспонденція изъ Россіи пересылается чрезъ посредство прусскихъ почтъ. Для пересылки же въ Россію такія карты, на первый разъ, могутъ приниматься только для отправленія въ С.-Петербургъ, Москву, Одессу, Ригу и другіе большіе города, впредь до дальнѣйшаго распоряженія, пока Императорско-россійское почтовое управленіе не признаетъ возможнымъ допустить болѣе обширное примѣненіе этого порядка. Карты, не сполна франкированныя или почему либо иному не соотвѣтствующія вышеизложеннымъ условіямъ, къ взаимной пересылкѣ допускаться не будутъ.

Artikel XV.

Sendungen mit Waarenproben und Mustern unterliegen einem Porto von 1/2 Sgr. für das einfache Gewicht bis zu 40 Grammen einschließlich, entsprechend 3 1/4 Loth Russisch Gewicht und 2 1/2 Loth Preussisch Gewicht. Bei schwereren Sendungen tritt für je 40 Grammen ein einfacher Portosatz von 1/2 Sgr. hinzu.

Статья XV.

Товарныя пробы и обращики подлежатъ платѣ порта въ 1/2 серебрянаго гроша за одинакій вѣсъ, который опредѣляется въ 40 граммовъ включительно, соотвѣтствующіе 3 1/4 русскимъ и 2 1/2 прусскимъ лотамъ. За отправленія бо́льшаго вѣса взимается еще по 1/2 сере-

Das Porto wird zwischen den beiden Postverwaltungen halbscheidlich getheilt. Bei der Vergütung des Portos wird nach Artikel X verfahren. In Rußland wird für jenen Satz der Betrag von 2 Kopeken Silber für das einfache Gewicht erhoben; bei schwereren Sendungen wird wegen der Erhebung in Kopeken Silber gegenüber den betreffenden Sätzen in Preussischen Silbergroschen nach Artikel XIII verfahren.

Die Sendungen mit Waarenproben oder Mustern müssen bis zum Bestimmungsorte frankirt und unter Band gelegt, oder anderweit dergestalt verpackt sein, daß über ihre Natur kein Zweifel obwalten kann; sie dürfen keinen Kaufwerth haben und müssen den aus den Zollgesetzen jedes der beiden Länder sich ergebenden Bedingungen entsprechen. Ein Brief darf diesen Sendungen nicht beigefügt sein, auch dürfen dieselben keinen andern handschriftlichen Vermerk tragen, als die Adresse des Empfängers, die Fabrik- oder Handelszeichen, einschließlich der Firma des Absenders, sowie Nummern und Preise.

Sendungen mit Waarenproben und Mustern, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt sind, sollen im gegenseitigen Verkehr nicht zur Absendung gelangen. Wenn es sich jedoch um Sendungen mit Waarenproben und Mustern nach und aus transatlantischen Postbezirken handelt und bei solchen Sendungen eine völlige Durchfrankirung nicht erreichbar oder anwendbar ist, so soll die mangelnde oder unzulängliche Frankirung kein Hinderniß der Ab- und Weitersendung bieten, in solchen Fällen auch für die Russische und Deutsche Beförderungsstrecke

бряному грошу за каждые лишніе 40 граммовъ. Портъ этотъ дѣлится пополамъ между обоими почтовыми управленіями. Относительно взаимнаго расчета и уплаты этого порта должно поступать согласно ст. X. Въ Россіи за такой одинакій вѣсъ будетъ взиматься по 2 копѣйки серебромъ; съ отправленій бо́льшаго вѣса опредѣленные прусскими серебряными грошами портовые платежи будутъ взиматься русскими серебряными копѣйками, согласно ст. XIII.

Товарныя пробы и обращики должны быть франкированы до мѣста назначенія, и задѣланы подъ бандероли или инымъ образомъ такъ, чтобы не могло быть никакого сомнѣнія въ свойствѣ ихъ. Они не должны имѣть никакой цѣнности въ продажѣ и должны вполнѣ соотвѣтствовать условіямъ, постановленнымъ таможенными уставами обоихъ государствъ. Къ этимъ отправленіямъ не можетъ быть прилагаемо писемъ, и на нихъ не должно быть никакихъ другихъ рукописныхъ помѣтъ, кромѣ адреса получателя, фабричнаго или торговаго знака, фирмы посылателя, а также нумеровъ и цѣнъ.

Товарныя пробы или обращики, вовсе не франкированные или недостаточно франкированные, къ пересылкѣ между обоюдными почтовыми вѣдомствами не допускаются. Изъ сего однако изъемлются отправленія съ товарными пробами и обращиками, слѣдующія въ заатлантическіе почтовые округи или оттуда получаемые, когда полное франкированіе ихъ невозможно или неудобно; отсутствіе или неполнота франкированія оныхъ не должны

nur die ermäßigte Taxe für Sendungen mit Waarenproben und Mustern in Ansatz kommen.

Sofern die Beschränkung des Inhalts auf Waarenproben und Muster den vorangeschickten Anforderungen nicht entspricht, erfolgt zwar die gegenseitige Zuführung der Sendungen; dieselben werden jedoch alsdann wie unfrankirte Briefe behandelt und taxirt.

служить препятствіемъ къ отправленію или дальнѣйшей пересылкѣ оныхъ, и за такія отправленія русскій и германскій портъ должны исчисляться также по уменьшенной таксѣ, установленной для товарныхъ пробъ и обращиковъ.

Въ случаяхъ, когда отправленія не соотвѣтствуютъ вышеуказанному условію, ограничивающему ихъ содержаніе одними товарными пробами и обращиками, пересылка оныхъ между обоюдными почтовыми вѣдомствами всетаки производится, но они въ такихъ случаяхъ причисляются къ разряду нефранкированныхъ писемъ, и подлежатъ оплатѣ порта по таксѣ, установленной для сихъ послѣднихъ.

Artikel XVI.

Der Kaiserlich Russischen und der Königlich Preussischen Postverwaltung soll es vorbehalten bleiben, sich über etwaige, aus dem wechselnden Verkehrs-Bedürfnisse entspringende Abänderungen in den Bedingungen für die Versendungen unter Band (Artikel XIII) für die Versendung von offenen Karten (Artikel XIV) und für die Beförderung der Waarenproben und Muster (Artikel XV) unmittelbar zu verständigen, wenn übrigens die Erfahrung ergeben sollte, daß die Versendung der offenen Karten nach Rußland überhaupt nicht beizubehalten sei, so werden auch darüber die beiderseitigen Postverwaltungen sich benehmen.

Статья XVI.

Императорско-россійскому и Королевско-прусскому почтовымъ управленіямъ предоставляется входить въ непосредственныя между собою соглашенія относительно измѣненій въ условіяхъ пересылки бандерольныхъ отправленій (ст. XIII), разсылки открытыхъ картъ (ст. XIV) и пересылки товарныхъ пробъ и обращиковъ (ст. XV), какія могутъ оказываться нужными по случаю измѣняющихся потребностей почтоваго сообщенія. Если бы, впрочемъ, оказалось, что пересылка открытыхъ картъ въ Россію вообще не можетъ быть примѣнена, то и по этому предмету имѣютъ обоюдныя почтовыя управленія войти между собою въ соглашеніе.

Artikel XVII.

Bei gewöhnlichen und recommandirten Briefen nach dem Preussischen Postgebiet und nach allen

Статья XVII.

При отправленіи простыхъ или рекомендованныхъ писемъ въ Пруссію

denjenigen Ländern des Deutschen Postvereins, wohin die Sendungen aus Rußland durch Vermittelung der Preussischen Posten befördert werden, soll es dem auf Kais. Russ. Gebiete befindlichen Absender zustehen, das Verlangen einer am Bestimmungsorte zu bewirkenden Expreßbestellung auszudrücken, sofern dergleichen Briefe nach einem Postorte selbst, mithin nach einem Orte bestimmt sind, woselbst sich eine Postanstalt befindet.

Das Verlangen der Expreß-Bestellung muß durch den Absender auf der Außenseite des Briefes durch den Vermerk: „durch Expreßen zu bestellen" oder „à remettre par exprès" bezeichnet sein.

Der Absender muß dergleichen Briefe frankiren und für die Expreß-Bestellung eine Gebühr, welche vorbehaltlich späterer Aenderung auf 10 Kop. S. (3 Sgr.) normirt ist, entrichten; diese letzte Gebühr ist der Postverwaltung des Bestimmungslandes in Vergütung zu bringen.

Expreß-Briefe werden sogleich nach ihrer Ankunft am Bestimmungsorte durch einen besonderen Boten an den Adreßaten bestellt.

In entsprechender Weise darf bei gewöhnlichen Briefen nach dem Kais. Russ. Postgebiete und zwar bei Briefen, die nach St.-Petersburg, Moskau, Odessa, Riga und anderen großen Städten gerichtet sind, die Expreß-Bestellung vom Absender vorgeschrieben werden. Neben dem gewöhnlichen Porto für den Brief ist in dieser Richtung eine Gebühr von 4 Sgr.

или во всѣ тѣ государства Германскаго Почтоваго Союза, въ которыя корреспонденція изъ Россіи препровождается чрезъ посредство прусскихъ почтъ, подавателямъ, находящимся въ Россіи, предоставляется требовать, чтобы письмо на мѣстѣ назначенія было доставлено получателю съ нарочнымъ, если только письмо адресовано въ самое почтовое мѣсто, то-есть въ такое мѣсто, гдѣ существуетъ почтовое учрежденіе.

Требованіе о доставленіи съ нарочнымъ должно быть заявляемо подавателемъ посредствомъ слѣдующей надписи на наружной сторонѣ письма „durch Expreßen zu bestellen" или „à remettre par exprès" (доставить съ нарочнымъ).

Подаватель такого письма обязанъ оное франкировать и кромѣ того взнести особую плату за доставленіе съ нарочнымъ, которая предварительно назначается въ 10 коп. сер. (3 серебряныхъ гроша), но въ послѣдствіи можетъ быть измѣнена; эта плата поступаетъ въ пользу того почтоваго управленія, которому подвѣдомственно мѣсто назначенія.

Письма съ требованіемъ о доставленіи съ нарочнымъ, по прибытіи ихъ въ мѣсто назначенія, немедленно доставляются получателямъ съ особымъ письмоносцемъ.

Равнымъ образомъ и при отправленіи простыхъ писемъ, адресованныхъ въ С.-Петербургъ, Москву, Одессу, Ригу и другіе большіе города Россіи, подаватели могутъ требовать доставленія ихъ съ нарочными. За такое письмо въ этомъ направленіи, сверхъ обыкновеннаго порта, будетъ взимать-

(14 Kop. S.) zu entrichten, welche Gebühr an die Kais. Russ. Postverwaltung zu vergüten ist. Im Uebrigen finden auch in dieser Richtung wegen der äußeren Bezeichnung der Expreß-Briefe, wegen der Vorausbezahlung des Portos und der Expreß-Gebühr, wegen der etwaigen Abänderung der Postgebühr und wegen sofortiger Abtragung der Expreß-Briefe die vorhergegangenen Grundsätze Anwendung. Dergleichen Expreß-Briefe nach dem Kaiserlich Russischen Postgebiete dürfen jedoch nicht recommandirt sein.

Indem die beiderseitigen Postverwaltungen sich vorbehalten, nach Maßgabe der gewonnenen Erfahrung die in gegenwärtigem Artikel vereinbarten Grundsätze dem Bedürfniß entsprechend zu modificiren, soll außerdem der Kais. Russ. Postverwaltung das Recht gewahrt sein, sofern dieselbe bei Durchführung dieser Einrichtung erhebliche Hindernisse finden sollte, in Anspruch zu nehmen, daß bei Briefen in der Richtung nach dem Kais. Russ. Postgebiete von dem Verlangen der Expreß-Bestellung abgesehen werde.

Artikel XVIII.

Die Absender können sich zur Frankirung der Briefpostensendungen der im Ursprungslande Anwendung findenden Postfreimarken bedienen.

Wenn die auf einer Briefpostsendung befindlichen Postfreimarken einen geringeren Werth, als den für die Frankirung bis zum Bestimmungsorte erforderlichen Portobetrag darstellen, so soll — sofern nach den Artikeln XIII, XIV

ся особая плата по 4 серебряныхъ гроша (14 копѣекъ серебромъ), которая поступаетъ въ пользу Императорско-россійскаго почтоваго управленія. Во всемъ остальномъ, какъ то: относительно способа заявленія требованія о доставленіи съ нарочнымъ, обязательнаго франкированія и взноса впередъ дополнительной платы за доставку съ нарочнымъ, возможности измѣненія размѣра этой платы и немедленной разноски такихъ писемъ, распространяются на письма, отправляемыя въ Россію, правила, изложенныя выше. Но такія письма съ требованіемъ о доставленіи съ нарочнымъ, адресованныя въ Россію, не могутъ быть рекомендованы.

Обоюднымъ почтовымъ управленіямъ предоставляется правила, постановленныя въ настоящей статьѣ, измѣнить по указанію опыта и сообразно потребностямъ; кромѣ того, Императорско-россійскому почтовому управленію, если бы оно въ примѣненіи этого порядка встрѣтило уважительныя препятствія, предоставляется право требовать, чтобы относительно писемъ, адресуемыхъ въ Россію, требованіе о доставленіи съ нарочнымъ не допускалось.

Статья XVIII.

Подаватели могутъ франкировать свои письменныя отправленія почтовыми марками, употребляемыми въ мѣстахъ отправленія.

Если цѣною марокъ, наклеенныхъ на письменное отправленіе, не оплачивается весь портъ, причитающійся до мѣста назначенія, и если въ пересылкѣ онаго не слѣдуетъ прямо отка-

und XV die Zuführung nicht zu beanstanden ist, oder nach den Artikeln XIII und XV für transatlantische Sendungen nicht eine besondere Rücksichtsnahme vorgesehen ist — die unzulänglich frankirte Briefpostsendung als unfrankirter Brief behandelt und tarirt werden, jedoch der Werth der verwendeten Marken zu Gute gerechnet werden. Es wird in solchem Falle die Verwaltung, welche die Sendung zuführt, sich den Porto-Antheil ansetzen, welcher derselben gebührt, wenn sie einen unfrankirten Brief zuführt; hingegen wird dieselbe Verwaltung den Betrag, welcher durch Marken frankirt war, an diejenige Verwaltung in Vergütung stellen, an welche die Zuführung der Sendung erfolgt.

Wenn das von dem Adressaten zu entrichtende Ergänzungsporto einen Bruch unter 1/2 Sgr. oder unter einen Kopeken Silber ergiebt, so wird dieser Bruchtheil bei der Erhebung auf 1/2 Sgr. oder 1 Kopeken Silber abgerundet werden.

Sind von dem Absender einer Briefpostsendung zu viel Marken verwendet, so kann eine Erstattung des Mehrbetrages nicht beansprucht werden. Der Ueberschuß über den tarifmäßigen Portobetrag verbleibt in solchem Falle der absendenden Postverwaltung.

Artikel XIX.

Die Postverwaltungen von Rußland und Preußen werden gemeinsam die speciellen Bedingungen feststellen, welche in Gemäßheit der zur Zeit bestehenden oder in der Folge abzuschließenden Postverträge auf die im Einzeltransit durch eines der beiden oder durch beide Postgebiete zu befördernde Correspondenz aus

зать на основаніи ст. XIII, XIV и XV, или не можетъ оно быть подведено подъ льготныя условія ст. XIII и XIV относительно заатлантическихъ почтовыхъ отправленій, то такое недостаточно франкированное отправленіе будетъ подлежать оплатѣ наравнѣ съ нефранкированными письмами, съ принятіемъ однако въ расчетъ цѣнности наклеенныхъ марокъ. Въ такихъ случаяхъ отправляющее почтовое управленіе ставитъ по счетамъ въ свою пользу весь портъ, какой причитался бы ему за нефранкированное письмо; часть же порта, оплаченную марками, ставитъ по тѣмъ же счетамъ на себя долгомъ въ пользу того почтоваго управленія, куда отправленіе слѣдуетъ.

Если причитающаяся съ получателя портовая доплата будетъ меньше 1/2 серебрянаго гроша или 1 копѣйки, то для округленія взимается 1/2 серебрянаго гроша или одна копѣйка.

Если на письменное отправленіе наклеено марокъ болѣе чѣмъ нужно, то посылатель не можетъ требовать возвращенія излишне уплаченнаго порта. Излишекъ же противъ слѣдовавшаго по тарифу порта обращается въ такихъ случаяхъ въ пользу почтоваго управленія, отправившаго письмо.

Статья XIX.

Особыя условія транзитной поштучной пересылки, чрезъ одно изъ договаривающихся государствъ или чрезъ оба, корреспонденціи, слѣдующей изъ третьяго государства или въ третье государство, имѣютъ быть опредѣлены взаимнымъ соглашеніемъ россійскаго

oder nach dritten Ländern Anwendung zu finden haben.

Dabei soll der Grundsatz maßgebend sein, daß die gedachten Briefpostsendungen für die Beförderung über das Russische und das Preussische, beziehungsweise das Deutsche Vereins-Postgebiet denselben Portosätzen unterliegen, welche in den vorhergehenden Artikeln X, XIII und XV für die internationale Correspondenz vereinbart sind. Es wird mithin das Preussische resp. Deutsche Transitporto beispielsweise für den einfachen frankirten Brief 2 Sgr. betragen, mit alleiniger Ausnahme der wenigen, der Kais. Russ. Postverwaltung bezeichneten Correspondenz-Zweige, in Bezug auf welche einstweilen der bisherige Deutsche Transitportosatz von 3 Sgr. auch für den einfachen frankirten Brief bis zur Beendigung der dieserhalb schwebenden Verhandlungen des Deutschen Postvereins noch aufrecht erhalten bleiben muß.

Nach gleichen Grundsätzen wird das Transitporto für gedruckte Sachen ohne Band und für Sendungen mit Waarenproben oder Mustern bestimmt.

Außer dem nach Vorstehendem sich ergebenden Transitporto ist an die Verwaltung des transitleistenden Gebiets das nach den Verträgen dieser Verwaltung mit den Postverwaltungen der betreffenden fremden Länder sich ergebende fremde Porto zu vergüten.

Zur Vereinfachung der vom Publikum zu erhebenden Taxen und zur Erleichterung der gegenseitigen Berechnung können die nach Vorstehendem sich ergebenden Vergütungsbeträge

и прусскаго почтовыхъ управленій сообразно съ почтовыми конвенціями, нынѣ существующими, или имѣющими впредь быть заключенными.

При этомъ должно быть принято за правило, что за пересылку такихъ письменныхъ отправленій чрезъ Россію и Пруссію, а также чрезъ германскій Почтовый Союзъ, долженъ взиматься тотъ же портъ, какой установленъ за международную корреспонденцію статьями X, XIII и XV. Такъ, напримѣръ, прусскій и германскій транзитный портъ за франкированное одинакое письмо будетъ составлять 2 серебряныхъ гроша, за исключеніемъ лишь немногихъ видовъ корреспонденціи, указанныхъ Россійскому почтовому управленію, для которыхъ, впредь до окончанія открытыхъ по сему предмету германскимъ Почтовымъ Союзомъ переговоровъ, оставляется еще нынѣшняя транзитная такса въ 3 серебряныхъ гроша за одинакое франкированное письмо.

На тѣхъ же основаніяхъ опредѣляется транзитный портъ за отправляемыя подъ бандеролями произведенія печати и за товарныя пробы и обращики.

Кромѣ вышеозначенной транзитной платы почтовому управленію, производящему пересылку корреспонденціи транзитомъ въ другія государства, будетъ платиться еще иностранный портъ, слѣдующій по договорамъ его съ почтовыми управленіями подлежащихъ иностранныхъ государствъ.

Для упрощенія портовыхъ таксъ и для облегченія взаимныхъ расчетовъ, вышепоказанные портовые платежи могутъ быть приведены къ среднимъ про-

auf Durchschnittssätze zurückgeführt werden, über deren Feststellung die beiderseitigen Postverwaltungen sich verständigen werden.

Wenn demnächst durch weitere Verträge der Porto-Antheil solcher fremden Länder für Correspondenz nach und aus dritten Gebieten eine Veränderung in der Art erleiden sollte, daß der für Rußland bis dahin bestandene Durchschnittssatz dem betreffenden fremden Porto-Antheil nicht mehr entspräche, so wird ein neuer Durchschnittssatz durch Verständigung zwischen der Kais. Russ. und Königl. Preuß. Postverwaltung hergestellt werden.

Artikel XX.

Die Preussische Postverwaltung wird mit der Kais. Französischen und der Königl. Niederländischen Postverwaltung zu dem Behufe sich in Benehmen setzen, um auch den Austausch von Briefen Werthsangabe, wie derselbe zwischen den Kais. Französischen und Königl. Niederländischen Staatsposten einer Seits, und den Königl. Preussischen Staatsposten anderer Seits besteht, auf den Verkehr zwischen den Kais. Französischen und Königl. Niederländischen Staatsposten einer Seits und den Kais. Russ. Staatsposten anderer Seits im Einzeln-Transit durch Preußen ausgedehnt zu sehen.

Artikel XXI.

Es soll der Kais. Russ. Postverwaltung das Recht des Wechsels folgender geschlossener Briefpackete durch Preussisches, resp. das betreffende Deutsche Vereins-Postgebiet zustehen.

порціональнымъ назначеніямъ, которыя имѣютъ быть опредѣлены по взаимному соглашенію обоюдныхъ почтовыхъ управленій.

Если бы, за тѣмъ, новыми договорами причитающійся таковымъ иностраннымъ государствамъ портъ за пересылку корреспонденціи, слѣдующей въ третье государство или на оборотъ, былъ такъ измѣненъ, что существовавшее для Россіи среднее пропорціональное назначеніе не соотвѣтствовало-бы болѣе измѣненной иностранной таксѣ, въ такомъ случаѣ россійскимъ и прусскимъ почтовыми управленіями будетъ, по взаимному соглашенію, установлено новое среднее пропорціональное назначеніе.

Статья XX.

Прусское почтовое управленіе войдетъ въ соглашеніе съ Императорско-французскимъ и Королевско-нидерландскимъ почтовыми управленіями, дабы обмѣнъ легкой денежной корреспонденціи, существующій между Императорско-французскою и нидерландскою почтами съ одной стороны, и Королевско-прусскими почтами, съ другой стороны, былъ распространенъ и на корреспонденцію, перевозимую транзитомъ поштучно чрезъ Пруссію между Императорско-французскою и Королевско-нидерландскою почтами, съ одной стороны, и Императорско-россійскими почтами, съ другой стороны.

Статья XXI.

Императорско-россійскому почтовому управленію предоставляется право обмѣна корреспонденціи въ закрытыхъ постъ-пакетахъ, чрезъ Пруссію и германскій Почтовый Союзъ:

I. Zwischen Rußland und Frankreich auf den Wegen über Kibarty (Eydtkuhnen) und Alexandrowo (Otloczyn).

Die der Preussischen Postcasse zu entrichtende Transitgebühr für diese Briefpackete soll betragen:

8 Sgr. oder 1 Frank für jede 30 Grammen Briefe,

1/3 Sgr. oder 4 Centimes für jede 40 Grammen der Zeitungen, gedruckten Sachen unter Band und Waarenproben.

Aus diesen Beträgen bestreitet die Preussische Postverwaltung zugleich die an zwischenliegende Deutsche Vereins-Verwaltungen zu entrichtende Entschädigung. Hingegen ist in obigen Sätzen das für die Durchführung der Briefpackete durch Belgien entstehende Transitporto nicht einbegriffen.

II. Zwischen Rußland und den Niederlanden auf den Wegen über Kibarty (Eydtkuhnen) und Alexandrowo (Otloczyn).

Die der Preussischen Postcasse zu entrichtende Transitgebühr soll betragen:

4 Sgr. für jede 30 Grammen Briefe.

1/3 Sgr. für jede 40 Grammen der Zeitungen, gedruckten Sachen unter Band und Waarenproben.

Aus diesen Beträgen bestreitet die Preussische Postverwaltung zugleich die an zwischenliegende Deutsche Vereins-Verwaltungen zu leistende Entschädigung.

III. Zwischen Rußland und Dänemark auf den Wegen über Kibarty (Eydtkuhnen) und Alexandrowo (Otloczyn).

Die der Preussischen Postcasse für diese Briefpackete zu entrichtende Transit-Gebühr soll betragen:

I. Между Россіею и Франціею на Кибарты (Эйдткуненъ) и на Александрово (Отлочинъ).

Прусской почтовой казнѣ будетъ причитаться транзитной платы за эти постъ-пакеты:

8 серебряныхъ грошей или 1 франкъ за каждые 30 граммовъ писемъ;

1/3 серебряныхъ гроша или 4 сантима за каждые 40 граммовъ газетъ и произведеній печати подъ бандеролями и товарныхъ пробъ.

Изъ этой платы прусское почтовое управленіе покрываетъ также вознагражденіе, причитающееся промежуточнымъ почтовымъ управленіямъ германскаго Почтоваго Союза. Но транзитный портъ, причитающійся за провозъ такихъ постъ-пакетовъ чрезъ Бельгію, въ вышеозначенныя платы не включенъ.

II. Между Россіею и Нидерландами на Кибарты (Эйдткуненъ) и на Александрово (Отлочинъ).

Прусской почтовой казнѣ будетъ причитаться транзитной платы:

4 серебряныхъ гроша за каждые 30 граммовъ писемъ;

1/3 серебрянаго гроша за каждые 40 граммовъ газетъ и произведеній печати подъ бандеролями и товарныхъ пробъ.

Изъ этой платы прусское почтовое управленіе покрываетъ и вознагражденіе, причитающееся промежуточнымъ почтовымъ управленіямъ германскаго Почтоваго Союза.

III. Между Россіею и Даніею на Кибарты (Эйдткуненъ) и на Александрово (Отлочинъ).

Прусской почтовой казнѣ причитается транзитной платы за эти постъ-пакеты;

3 Sgr. für jede 30 Grammen Briefe.

1/3 Sgr. für jede 40 Grammen der Zeitungen, gedruckten Sachen unter Band und Waarenproben.

Aus diesen Beträgen bestreitet die Preussische Postverwaltung zugleich die den übrigen Deutschen Vereins-Verwaltungen, sowie die der Königlich Schwedischen Postverwaltung zu leistende Entschädigung.

Sämmtliche vorstehende Transit-Vergütungen werden nach dem Nettogewicht geleistet. Sendungen mit Waarenproben oder Mustern, welche zum Transit gegen die für Drucksachen Anwendung findende ermäßigte Vergütung zugelassen werden, müssen den Bedingungen entsprechen, welche im Artikel XV für die im Preussisch-Russischen Verkehr zur Versendung gelangenden Waarenproben und Mustern vereinbart sind.

Inwieweit die Preussische Postverwaltung später überhaupt in der Lage sein wird, geschlossene Transite zwischen Rußland und dritten Staatsgebieten in noch weiterem Umfange einzuräumen, muß gleichzeitig abhängig bleiben von der Regelung der postalischen Beziehungen Preußens zu den betreffenden dritten Staatsgebieten.

Die Preussische Postverwaltung wird jedoch in den Fällen, in welchen dieselbe die oben sub I bis III bezeichneten geschlossenen Transite den betreffenden dritten Postverwaltungen künftig zu noch niedrigeren Sätzen einräumen oder anderen dritten Postverwaltungen directe Briefpackete mit Rußland im geschloßenen Transit durch Preussisches Postgebiet neu gestatten sollte, dieselbe Berechtigung für denselben be-

3 серебряныхъ гроша за каждые 30 граммовъ нисемъ;

1/3 серебрянаго гроша за каждые 40 граммовъ газетъ и произведеній печати подъ бандеролями и товарныхъ пробъ.

Изъ этой же транзитной платы прусское почтовое управленіе покрываетъ и вознагражденіе, причитающееся какъ прочимъ почтовымъ управленіямъ германскаго Почтоваго Союза, такъ и Королевско-шведскому почтовому управленію.

Всѣ означенные выше транзитные платежи будутъ вычисляться съ чистаго вѣса вложеній въ постъ-пакетахъ. Отправленія съ товарными пробами или обращиками, допускаемыя къ транзиту по уменьшенной таксѣ, назначенной для произведеній печати, должны соотвѣтствовать правиламъ, постановленнымъ въ ст. XV касательно товарныхъ пробъ и обращиковъ, взаимно пересылаемыхъ между Россіею и Пруссіею.

Отъ дальнѣйшаго опредѣленія почтовыхъ сношеній Пруссіи съ другими государствами будетъ зависѣть, въ какой степени прусское почтовое управленіе въ послѣдствіи признаетъ возможнымъ вообще допустить еще въ большихъ размѣрахъ транзитную перевозку въ закрытыхъ пакетахъ, чрезъ ея владѣнія, корреспонденціи между Россіею и другими государствами.

Въ тѣхъ случаяхъ, однако, когда прусское почтовое управленіе впредь допуститъ означенные въ пунктахъ I—III закрытые транзиты изъ поименованныхъ въ тѣхъ пунктахъ государствъ за еще низшую плату, или же вновь предоставитъ какимъ либо другимъ почтовымъ управленіямъ закрытый транзитъ черезъ Пруссію въ Рос-

treffenden Transit durch Preussisches Postgebiet auch gegenüber der Kaiserlich-Russischen Postverwaltung aussprechen.

сію, обязуется оно тѣ же права и тотъ же транзитъ чрезъ Пруссію выговорить и въ пользу русскаго почтоваго управленія.

Artikel XXII.

Zu den Fahrpostsendungen gehören:

die Briefe, auf deren Adressen ein bestimmter Werth angegeben ist,

die Geld- und Packetsendungen nebst den dazu gehörigen Begleitbriefen.

Die Ueberlieferung der Fahrpostsendungen, gleichviel ob im internationalen oder im Transit-Verkehr, soll vorerst nur im Wege des unmittelbaren Austausches (Artikel V) mittelst der zwischen den Russischen und Preussischen Postanstalten zu wechselnden Frachtkartenschlüsse (Artikel VII) bewirkt werden.

Hinsichtlich der Behandlung der Fahrpostsendungen bei der Aufgabe und bei der Abgabe gelten die in jedem Staate bestehenden besonderen Vorschriften. Insoweit die Zulassung der Fahrpostsendungen zur Postbeförderung in dem Bestimmungslande von der Erfüllung besonderer Vorschriften in Absicht auf die Beschaffenheit, den Inhalt, die Verpackung u. s. w. der Sendungen, oder auf die Form, Anzahl u. s. w. der Begleitpapiere abhängig ist, werden die beiden Postverwaltungen einander von den betreffenden Bestimmungen fortlaufend in Kenntniß halten. Sollte eine der beiderseitigen Grenz-Postanstalten, wenn derselben Fahrpostsendungen zugeführt werden, die Verpackung für unzureichend erachten, um die Weitersendung zu bewirken, so soll der Grenz-Postanstalt das Recht zustehen, die Uebernahme der Sendung bis dahin zu beanstanden, daß die überliefernde Grenz-Postanstalt für eine

Статья XXII.

Къ посылочнымъ отправленіямъ принадлежатъ:

письма съ означеніемъ на адресахъ опредѣленной цѣнности;

вся денежная и посылочная корреспонденція, со слѣдующими при оной сопроводительными письмами.

Передача посылочныхъ отправленій, слѣдующихъ какъ отъ одного изъ обоюдныхъ государствъ въ другое, такъ и для дальнѣйшей пересылки транзитомъ, будетъ на первое время производиться только непосредственно (ст. V), обмѣномъ посылочныхъ реестровъ между русскими и прусскими почтовыми мѣстами (ст. VII).

Относительно пріема и выдачи посылочной корреспонденціи, слѣдуетъ руководствоваться существующими въ каждомъ государствѣ особыми правилами. А какъ допущеніе посылокъ въ пересылкѣ по почтѣ въ мѣстахъ назначенія зависитъ отъ соблюденія установленныхъ въ странѣ особыхъ правилъ касательно свойства, содержанія, упаковки и проч. тѣхъ посылокъ, или же относительно формы, числа и проч. сопроводительныхъ бумагъ, то оба почтовыя управленія будутъ постоянно сообщать другъ другу относящіяся къ тому постановленія. Если какое либо изъ обоюдныхъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ, при передачѣ ему посылочныхъ отправленій, найдетъ упаковку оныхъ недостаточною для дальнѣйшей пересылки, то предоставляется

dem Bedürfnißfalle entsprechende anderweite Verpackung gesorgt haben wird.

Die Russischen Postanstalten bedienen sich bei der Fahrpost des Russischen Gewichts, die Preussischen Postanstalten des Gewichts des Deutschen Zollvereins.

Postvorschüsse sind nur insoweit anwendbar, als dieselben, bei den nach Kaiserlich-Russischen Postanstalten gerichteten Sendungen, und zwar als Transportauslagen, Spesen oder Zollgebühren vorkommen, wie dieselben hauptsächlich nur bei den von Spediteuren zur Post gelangenden Sendungen sich ergeben können; Postvorschüsse, durch welche der eigentliche Werth der Waare eingezogen werden soll, sind überhaupt im gegenseitigen Verkehr nicht anwendbar.

Artikel XXIII.

Die einer Zollbehandlung unterliegenden Fahrpostsendungen folgen der Leitung, welche die Zollgesetze vorschreiben (Artikel VIII).

Die Preussische und die Russische Verwaltung entsagen sich jeder Verantwortlichkeit für die Richtigkeit der Deklarationen.

Wenn ein Absender Gegenstände unter einer unrichtigen Declaration zur Beförderung übergeben sollte, so treffen ihn die daraus entstehenden Folgen und die durch die Gesetze bestimmten Strafen.

Besteht der Inhalt der Sendungen aus Gegenständen, deren Einfuhr nach den Zollgesetzten in Rußland verboten ist, so sollen die Sendungen, sofern der Inhalt richtig declarirt

этому почтовому мѣсту право тѣхъ посылочныхъ отправленій къ пересылкѣ не принимать до тѣхъ поръ, пока сдающее почтовое мѣсто не распорядится новою упаковкою оныхъ, согласно правиламъ.

Русскія почтовыя мѣста взвѣшиваютъ посылочную корреспонденцію по русскому вѣсу, а прусскія по вѣсу германскаго Таможеннаго Союза.

Авансы отъ почтоваго вѣдомства (Postvorschüße) допускаются только при посылочныхъ отправленіяхъ, назначаемыхъ въ россійскія почтовыя мѣста, и при томъ только такія, которыми оплачиваются расходы на пересылку, за коммиссію, или таможенныя пошлины, вообще расходы, встрѣчающіеся только при посылочныхъ отправленіяхъ, подаваемыхъ на почту коммиссіонерами; авансъ же, которымъ оплачивалась бы самая цѣнность товара, во взаимныхъ почтовыхъ сношеніяхъ не допускается.

Статья XXIII.

Съ посылочными отправленіями, подлежащими таможенной очисткѣ, поступается по таможеннымъ правиламъ (ст. VIII).

Русское и прусское почтовыя управленія не отвѣтствуютъ за правильность декларацiи.

Если посылка подана при неправильной декларацiи, то всѣ послѣдствія и закономъ опредѣленныя взысканія упадаютъ на подавателя.

Если посылка содержитъ въ себѣ предметы, коихъ ввозъ въ Россію запрещенъ таможеннымъ уставомъ, но они вѣрно показаны въ декларацiи, то

ist, von der Grenze zurückgesandt werden. Es tritt mithin in diesem Falle eine Confiscation der Sendung nicht ein.

посылка не конфискуется, а отсылается только отъ границы обратно.

Artikel XXIV.

Das Porto für die Fahrpostsendungen setzt sich zusammen:

A) Für Sendungen nach und aus dem Preussischen Postgebiet

1) aus dem Preussischen internen Porto vom Abgangsorte im Preussischen Postgebiet bis zu der betreffenden Preussischen Grenz-Ausgangs-Postanstalt, oder umgekehrt, von der betreffenden Preussischen Grenz-Eingangs-Postanstalt bis zum Bestimmungsorte im Preussischen Postgebiet,

nach dem Tarife, welcher für die internen Preussischen Fahrpostsendungen gilt;

2) aus dem Russischen internen Porto von der betreffenden Russischen Grenz-Eingangs-Postanstalt bis zum Bestimmungsorte in Rußland oder umgekehrt, vom Abgangsorte in Rußland bis zu der betreffenden Russischen Grenz-Ausgangs-Postanstalt,

nach dem Tarife, welcher für die internen Preussischen Fahrpostsendungen gilt.

B) Für die Sendungen nach und aus dem nicht Preussischen Postvereinsgebiet:

1) aus dem deutschen Vereins-Fahrpost-Porto vom Abgangsorte im Postvereinsgebiet bis zur Preussischen Grenz-Ausgangs-Postanstalt, oder umgekehrt, von der Preussischen Grenz-Eingangs-Postanstalt bis zum Bestimmungsorte im Postvereinsgebiet,

Статья XXIV.

Посылочный портъ составляется изъ нижеслѣдующихъ платежей:

А. За посылки въ Пруссію или обратно:

1) изъ прусскаго внутренняго порта за разстояніе отъ прусскаго пріемнаго почтоваго мѣста до подлежащаго прусскаго исходнаго пограничнаго почтоваго мѣста; или на оборотъ: отъ подлежащаго прусскаго пограничнаго пріемнаго почтоваго мѣста до мѣста назначенія въ предѣлахъ прусскаго почтоваго вѣдомства.

По таксѣ, установленной для прусской внутренней посылочной корреспонденціи;

2) Изъ русскихъ вѣсовыхъ денегъ отъ русскаго пограничнаго съ Пруссіею почтоваго мѣста до мѣста назначенія въ Россіи, или обратно: отъ мѣста отправленія въ Россіи до русскаго пограничнаго съ Пруссіею почтоваго мѣста.

По таксѣ, установленной для русской внутренной посылочной корреспонденціи.

Б. За посылки, слѣдующія за предѣлы прусскаго почтоваго вѣдомства въ другія государства, принадлежащія къ германскому Почтовому Союзу, или обратно:

1) Изъ германскаго союзнаго посылочнаго порта отъ пріемнаго мѣста Почтоваго Союза до прусскаго исходнаго пограничнаго съ Россіею почтоваго мѣста, или обратно отъ прусскаго пріемнаго пограничнаго съ Россіею почтоваго мѣста до мѣста назначенія въ предѣлахъ Почтоваго Союза.

nach dem Tarife, welcher für die Vereins-Fahrpostsendungen gilt.

Als Preussische Grenz-Postanstalten in Betreff der Vereins-Fahrpostsendungen gelten vorbehaltlich der aus den wechselnden Einrichtungen sich ergebenden Modificationen:

a) Eydtkuhnen
hinsichtlich aller Sendungen, welche über Polangen, Tauroggen, Kibarty (Wirballen), Georgenburg, Kolno, Filipowo, Grajewo eingehen oder abgesandt werden.

b) Otloczyn
hinsichtlich aller Sendungen, welche über Kalisch, Mlawa, Dobrzyn, Slupce und Alexandrowo eingehen oder abgesandt werden,

c) Kattowitz
hinsichtlich aller Sendungen, welche über Wierußow oder Sosnowice eingehen oder abgesandt werden.

2) aus dem Russischen internen Porto wie ad A. 2.

C) Für die Sendungen nach und aus fremden, nicht zum Postvereine gehörigen Staaten:

1) aus dem fremden Porto,

2) aus dem Preussischen oder dem Deutschen Vereinsporto von der Grenze des Preussischen oder beziehungsweise des Deutschen Vereins-Postgebiets bis zu der betreffenden Preussischen Grenz-Ausgangs-Postanstalt, oder umgekehrt, von der betreffenden Preussischen Grenz-Eingangs-Postanstalt bis zur Preussischen, beziehungsweise Deutschen Vereins-Postgebiets-Grenze,

nach dem Tarife, welcher auf die Fahrpostsendungen der betreffenden fremden Staaten nach und aus Preußen, be-

По посылочной таксѣ Почтоваго Союза.

Прусскими пограничными почтовыми мѣстами для посылочной корреспонденціи германскаго Почтоваго Союза считаются, впредь до измѣненій, какія потребуются обстоятельствами:

а) Эйдткуненъ,
для всей корреспонденціи, идущей чрезъ Полангенъ, Таурогенъ, Кибарты (Вержболовъ), Юрбургъ, Колно, Филипово, Граёво въ оба пути.

б) Отлочинъ,
для всей корреспонденціи, идущей чрезъ Калишъ, Млаву, Добржинъ, Слупцы и Александрово, въ оба пути.

в) Каттовичъ,
для всей корреспонденціи, идущей чрезъ Вѣрушово или Сосновицы, въ оба пути.

2) Изъ внутреннихъ русскихъ вѣсовыхъ, какъ въ пунктѣ А. 2.

В) За посылки въ иностранныя, не принадлежащія къ германскому Почтовому Союзу, государства, или обратно:

1) Изъ иностраннаго порта тѣхъ государствъ;

2) изъ прусскаго или германскаго союзнаго порта отъ границы прусскаго или германскаго союзнаго почтоваго округа до подлежащаго прусскаго исходнаго пограничнаго почтоваго мѣста, или обратно, отъ подлежащаго прусскаго пріемнаго пограничнаго почтоваго мѣста, до границы прусскаго или германскаго союзнаго почтоваго округа,

по таксѣ, установленной для посылокъ, слѣдующихъ изъ иностранныхъ государствъ въ Прус-

ziehungsweise dem Postvereine selbst Anwendung findet.

3) Aus dem Russischen internen Porto wie ad. A. 2.

сію или германскій Почтовый Союзъ, или обратно;

3) изъ русскихъ вѣсовыхъ по пункту А. 2.

Artikel XXV.

Für die bei einer der Russischen Grenz-Postanstalten aufgelieferten, über die gegenüberliegende Preussische Grenz-Postanstalt hinausgehenden Sendungen, sowie für die nach einer Preussischen Grenz-Postanstalt bestimmten, nicht bei der gegenüberliegenden Preussischen Grenz-Postanstalt aufgelieferten Sendungen wird das Russiche interne Porto nach den Sätzen wie für die geringste Entfernung erhoben.

Für die bei einer der Preussischen Grenz-Postanstalten aufgelieferten, über die gegenüberliegende Preussische Grenz-Postanstalt hinausgehenden Sendungen, so wie für die nach einer Preussischen Grenz-Postanstalt bestimmten, nicht bei der gegenüberliegenden Russischen Grenz-Postanstalt aufgelieferten Sendungen wird das Preussische interne Porto gleichfalls nach den Sätzen wie für die geringste Entfernung erhoben.

Статья XXV.

За посылки, поданныя въ русскомъ пограничномъ почтовомъ мѣстѣ и адресованныя далѣе противулежащаго прусскаго пограничнаго почтоваго мѣста, какъ и за посылки, адресованныя въ одно изъ пограничныхъ русскихъ почтовыхъ мѣстъ, но поданныя не въ противулежащемъ прусскомъ пограничномъ почтовомъ мѣстѣ, взимаются русскія вѣсовыя деньги по таксѣ, установленной для кратчайшаго протяженія.

Равнымъ образомъ за посылки, поданныя въ прусскомъ пограничномъ почтовомъ мѣстѣ и адресованныя далѣе противулежащаго русскаго пограничнаго почтоваго мѣста, какъ и за посылки, адресованныя въ одно изъ прусскихъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ, но поданныя не въ противулежащемъ русскомъ пограничномъ почтовомъ мѣстѣ, взимается прусскій внутренній портъ по таксѣ, установленной также для кратчайшаго протяженія.

Artikel XXVI.

Hinsichtlich der Local-Fahrpostsendungen zwischen den beiderseitigen gegenüberliegenden Grenz-Postanstalten wird folgende Bestimmung getroffen:

Für frankirte Local-Sendungen aus, und für unfrankirte Local-Sendungen nach den Preussischen Grenz-Postanstalten wird das Porto nach den Sätzen wie für die geringste Entfer-

Статья XXVI.

Относительно мѣстной посылочной корреспонденціи между обоюдными противулежащими пограничными почтовыми мѣстами, установляются слѣдующія правила.

За франкированныя мѣстныя посылочныя отправленія изъ Прусскихъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ и за не франкированныя мѣстныя посылочныя

nung nach dem Preussischen internen Fahrpost-tarif berechnet.

Für frankirte Local-Sendungen aus, und für unfrankirte Local-Sendungen nach den Russischen Grenz-Postanstalten wird das Porto nach den Sätzen wie für die geringste Entfernung nach dem Russischen internen Fahrpost-tarif berechnet.

Das für die gedachten Local-Fahrpostsendungen zu erhebende Porto wird zwischen den beiderseitigen Postverwaltungen halbscheidlich getheilt.

Artikel XXVII.

Die Fahrpostsendungen aus Preußen und dem Deutschen Postvereinsgebiet nach Rußland, sowie die Fahrpostsendungen aus Rußland nach Preußen und dem Deutschen Postvereinsgebiet können:

1) unfrankirt oder
2) bis zur betreffenden Grenz-Postanstalt frankirt, oder
3) ganz frankirt abgesandt werden.

Die beiderseitigen Postverwaltungen werden sich um die richtige Frankatur über die Grenze hinaus thunlichst zu erleichtern, gegenseitig ausgerechnete Tarife mittheilen, in welchen die hauptsächlich vorkommenden Versendungen zwischen größeren Plätzen verzeichnet stehen. Außerdem werden die beiderseitigen Postverwaltungen ihre Postanstalten dahin anweisen, daß, sofern die Ausrechnung des richtigen Frankobetrages nicht mit Sicherheit zu ermöglichen ist, von der Beifügung eines Frankozettels Gebrauch gemacht werde, damit die Sendung dem Adressaten frei von Porto behändigt und der wirklich entstandene Porto-

отправленія въ эти мѣста плата исчисляется самая низшая по прусской внутренней посылочной таксѣ за кратчайшее разстояніе.

За франкированныя мѣстныя посылочныя отправленія изъ русскихъ пограничныхъ почтовыхъ мѣстъ и за нефранкированныя мѣстныя посылочныя отправленія въ эти мѣста плата исчисляется самая низшая по русской внутренней посылочной таксѣ за кратчайшее разстояніе.

Весь сборъ за мѣстную посылочную корреспонденцію дѣлится между обоюдными почтовыми управленіями пополамъ.

Статья XXVII.

Посылки, отправлемыя изъ Пруссіи и германскаго Почтоваго Союза въ Россію, или изъ Россіи въ Пруссію и въ германскій Почтовый Союзъ, могутъ быть:

1) нефранкированы, или
2) франкированы до подлежащаго пограничнаго почтоваго мѣста, или же
3) франкированы до мѣста назначенія.

Для того, чтобы по возможности облегчить вѣрное франкированіе до мѣста назначенія за границею, обоюдныя почтовыя управленія сообщатъ другъ другу тарифныя исчисленія, въ которыхъ будутъ показаны отправленія, преимущественно встрѣчающіяся между значительнѣйшими городами. Кромѣ того, оба почтовыя управленія предпишутъ подвѣдомственнымъ имъ почтовымъ учрежденіямъ, чтобы въ тѣхъ случаяхъ, когда окажется невозможнымъ совершенно вѣрно исчислить сумму порта, прилагаемъ былъ къ от-

betrag auf Grund des kostenfrei zurückkehrenden Frankozettels vom Absender nachträglich eingezogen werde.

Bis zu welchen Punkten die Frankatur der Fahrpostsendungen aus Rußland nach fremden, nicht zum Deutschen Postverein gehörigen Staaten statthaft ist, und inwieweit dabei ebenfalls von Frankozetteln Gebrauch gemacht werden kann, wird durch gegenseitige Verständigung der beiden Postverwaltungen bestimmt.

Die Fahrpostsendungen aus fremden, nicht zum Deutschen Postverein gehörigen Staaten nach Rußland können unfrankirt, oder bis zur Preussischen Ein- oder Ausgangs-Grenz-Postanstalt frankirt, oder auch ganz frankirt event. unter dem Gebrauch von Frankozetteln abgesandt werden.

Artikel XXVIII.

Bei etwaigem Verluste oder bei Beschädigung einer Fahrpostsendung hat jede Postverwaltung nach Maßgabe der dieserhalb bestehenden oder noch zu erlassenden landesherrlichen Verordnungen bis zum Orte der Uebergabe der Post, d. h. so weit sie den Transport zu besorgen hat, Garantie zu leisten, wobei jeder Theil für die Untreue, Schuld oder Nachlässigkeit seiner Postbeamten oder der sonst bei der Post beschäftigten Personen verantwortlich bleibt.

правленію франковый ярлыкъ (Francozettel), дабы отправленіе могло быть выдано получателю безъ всякаго отъ него платежа, а недовзысканный портъ могъ бы быть дополнительно истребованъ, на основаніи безплатно-возвращаемаго франковаго ярлыка, отъ посылателя.

Пункты, до коихъ можетъ быть франкирована посылочная корреспонденція изъ Россіи въ иностранныя государства, не принадлежащія къ германскому Почтовому Союзу, и степень примѣнимости при этомъ франковыхъ ярлыковъ (Francozettel) будутъ опредѣлены взаимнымъ соглашеніемъ обоюдныхъ почтовыхъ управленій.

Посылочныя отправленія изъ иностранныхъ государствъ, не принадлежащихъ къ германскому Почтовому Союзу, въ Россію могутъ быть нефранкированы, или франкированы до прусскихъ пограничныхъ пріемныхъ или исходныхъ почтовыхъ мѣстъ, или франкированы до мѣста назначенія, съ употребленіемъ также при этомъ, въ случаѣ надобности, франковаго ярлыка (Francozettel).

Статья XXVIII.

Въ случаѣ утраты или поврежденія посылочнаго отправленія, каждое почтовое начальство будетъ отвѣтствовать согласно правиламъ, по сему предмету существующимъ, или какія впредь будутъ установлены въ каждомъ государствѣ, только до мѣста сдачи онымъ почтъ другому, т. е. на томъ протяженіи, на которомъ каждое изъ означенныхъ управленій обязано перевозить почты; при чемъ каждое изъ нихъ отвѣтствуетъ также за недобросовѣстность, упущенія и небрежность чиновниковъ и другихъ лицъ своего почтоваго состава.

Sofern der Verlust oder die Beschädigung außerhalb des Preussischen Postgebiets aber auf dem Gebiet einer andern Deutschen Postvereins-Verwaltung sich ereignet hat, sind für die Beurtheilung der Haft-Verbindlichkeit die jedesmal geltenden Festsetzungen des Deutschen Postvereins-Vertrages als maßgebend zu erachten.

Wenn der Verlust oder die Beschädigung sich auf dem Gebiete einer außerdeutschen Postverwaltung oder bei Privat-Unternehmungen in dritten Staatsgebieten ereignet hat, wird die Preussische Postverwaltung ihre Einwirkung behufs Erlangung des Ersatzes, und zwar nach Maßgabe des zum Zwecke der Garantie declarirten Werthes, ebenso geltend machen, als wenn dieselbe das Interesse eines in Preußen wohnhaften Absenders wahrzunehmen hätte.

Если утрата или повреждение случится внѣ прусскаго почтоваго округа, въ вѣдомствѣ другаго управленія, принадлежащаго къ германскому Почтовому Союзу, то отвѣтственность за оныя опредѣляется по правиламъ, обязательнымъ для германскаго Почтоваго Союза.

Когда же утрата или повреждение произойдетъ въ вѣдомствѣ почтоваго управленія, не принадлежащаго къ германскому Почтовому Союзу, или по сдачѣ посылочнаго отправленія частному учрежденію въ другомъ государствѣ, прусское почтовое управление обязано употребить свое содѣйствіе къ истребованію вознагражденія, и именно въ размѣрѣ объявленной на тотъ конецъ цѣнности, точно такъ же, какъ бы оно это дѣлало для посылателя, проживающаго въ Пруссіи.

Artikel XXIX.

Bei der Auswechselung der Fahrpostsendungen haben die Preussischen Postanstalten ihr Porto und ihre Auslagen in Silbergroschen (30 Sgr. = 1 Thaler) anzusetzen und das der Russischen Postverwaltung zustehende Franco in Silber-Kopeken (100 Cop. = 1 Silber-Rubel) zu vergüten, die Russischen Postanstalten dagegen ihr Porto und ihre Auslagen in Silber-Kopeken anzusetzen, das Franko aber in Silbergroschen zu vergüten. Insoweit eine Reduction der einen Währung in die andere erforderlich ist, wird solche möglichst genau nach dem für die General-Abrechnung vereinbarten Werthverhältniß bewirkt werden.

Статья XXIX.

При обмѣнѣ посылочныхъ отправленій прусскія почтовыя мѣста исчисляютъ: свой портъ и свои издержки на серебряные гроши (30 серебряныхъ грошей = 1 талеръ), а русскому почтовому управленію причитающіяся вѣсовыя на серебряныя копѣйки (100 коп. = 1 рубль); русскія же почтовыя мѣста, напротивъ, исчисляютъ свои вѣсовыя и свои издержки на копѣйки, а прусскія портовыя деньги на серебряные гроши. Если для взиманія вѣсовыхъ или портовыхъ потребуется переложеніе серебряныхъ грошей на серебряные копѣйки, или на оборотъ, то такое переложеніе должно быть производимо съ возможною точностью, согласно курсу, договоренному для генеральнаго расчета.

Artikel XXX.

Die General-Abrechnungen zwischen der Kaiserlich Russischen und der Königlich Preussischen Postverwaltung soll vierteljährlich bewirkt werden und zwar einerseits durch das Hof-Postamt in St. Petersburg, beziehungsweise für Polen durch das Postamt in Warschau und andererseits durch, das Post-Abrechnungsbüreau in Berlin.

Der Abschluß der Abrechnung ist in Preussischer Währung auszudrücken, zu welchem Behuf die in Russischer Währung erscheinenden Beträge nach dem Verhältniß von einem Rubel Silber zu einem Thaler zwei Silbergroschen auf Preussische Währung zurückgeführt werden.

Nach Feststellung der Abrechnung soll die Saldirung ungesäumt erfolgen, und zwar:

a) in Wechseln auf St. Petersburg, beziehungsweise auf Warschau, wenn eine Forderung für die Russische Postverwaltung entfällt.

b) in Wechseln auf Berlin, wenn eine Forderung für die Preussische Postverwaltung entfällt.

Die durch die Leistung der Zahlung entstehenden Kosten werden stets von dem zahlungspflichtigen Theil getragen.

Artikel XXXI.

Die Correspondenz zwischen Seiner Majestät dem Kaiser von Rußland und den Mitgliedern des Kaiserlich Russischen Regentenhauses einerseits, und Seiner Majestät dem Könige von Preußen und den Mitgliedern des Königlich Preussischen Regentenhauses andererseits wird portofrei befördert.

Die dienstlichen Mittheilungen Russischer Regimenter an ihre Preussischen Ehren-Inhaber, und Preussischer Regimenter an ihre

Статья XXX.

Генеральный расчетъ между русскимъ и прусскимъ почтовыми управленіями будетъ производиться по кварталамъ года: со стороны Россіи — для Имперіи Императорскимъ С.-Петербургскимъ почтамтомъ, а для Царства Польскаго Варшавскимъ почтамтомъ; а со стороны Пруссіи—Счетнымъ Почтовымъ Отдѣленіемъ въ Берлинѣ.

Расчеты будутъ составляться на прусскую монету, а по сему суммы въ русскихъ деньгахъ будутъ перелагаемы на прусскія деньги, считая 1 рубль за одинъ талеръ и два серебряныхъ гроша прусской монеты.

По окончаніи расчетовъ немедленно имѣютъ производиться платежи, а именно:

а) векселями на С.-Петербургъ или на Варшаву, смотря по назначенію платежей, когда платежъ причитается русскому почтовому управленію,

б) векселями на Берлинъ, когда платежъ причитается прусскому почтовому управленію.

Издержки по производству платежей несетъ платящая сторона.

Статья XXXI.

Корреспонденція между Е. В. Императоромъ Всероссійскимъ и членами Россійскаго Царствующаго Дома, съ одной стороны, и Е. В. Королемъ Прусскимъ и членами Прусскаго царствующаго Дома, съ другой, пересылается безплатно.

Служебная переписка россійскихъ полковъ съ ихъ прусскими почетными шефами, а также прусскихъ полковъ

Russischen Ehren-Inhaber genießen ebenfalls Portofreiheit.

Ferner wird die Correspondenz in reinen Staatsdienst-Angelegenheiten, welche zwischen den beiderseitigen Behörden unter einander geführt wird, portofrei befördert. Jedes Dienstschreiben, für welches Portofreiheit in Anspruch genommen wird, muß als Dienstsache bezeichnet und mit dem Dienstsiegel verschlossen sein, auch auf der Adresse die Benennung der absendenden Behörde enthalten.

Artikel XXXII.

Die beiden Postverwaltungen werden darüber wachen, daß im gegenseitigen Verkehr die bestehenden Gesetze und Verordnungen zur Aufrechthaltung des Postregals befolgt werden. Uebertretungen, welche von Unterthanen des einen Staates ausgegangen und in dem anderen Staate entdeckt worden sind, werden Behufs Einleitung des weiteren Verfahrens nach den Gesetzen eines jeden Landes sogleich zur Kenntniß der betreffenden Postverwaltung gebracht werden.

Artikel XXXIII.

Die beiderseitigen Postverwaltungen werden darauf halten, daß die Postbeamten, Conducteure, Postillone und Postboten, wenn ihr Beruf sie auf das jenseitige Gebiet führt, die dort bestehenden Steuer- und Zollgesetze nicht verletzen, auch eine Verletzung derselben durch andere nicht begünstigen.

Artikel XXXIV.

Soweit Zeitungen und periodische Schriften von Russischen Postanstalten bei Preussischen

съ ихъ россійскими почетными шефами, равнымъ образомъ пользуется безплатною пересылкою.

Кромѣ того, безплатно пересылается относящаяся исключительно къ дѣламъ государственной службы корреспонденція между обоюдными присутственными мѣстами. Каждый отправляемый безплатно казенный пакетъ долженъ быть запечатанъ казенною печатью, и на адресѣ, кромѣ означенія, что пакетъ по казенной надобности, должно быть выставлено названіе того присутственнаго мѣста, изъ котораго онъ отправленъ.

Статья XXXII.

Оба почтовыя управленія будутъ наблюдать за тѣмъ, чтобы во взаимныхъ сношеніяхъ исполнялись обоюдныя законоположенія и правила, охраняющія почтовую регалію. О нарушеніяхъ, учиненныхъ подданными одного государства и обнаруженныхъ въ другомъ государствѣ, будетъ немедленно доводимо до свѣдѣнія подлежащаго почтоваго управленія, для поступленія по законамъ каждаго государства.

Статья XXXIII.

Оба почтовыя управленія будутъ строго наблюдать за тѣмъ, чтобы почтовые чиновники, кондукторы, почтальоны и почтари, находясь по должности въ предѣлахъ другого государства, не нарушали мѣстныхъ таможенныхъ и пошлинныхъ уставовъ и не способствовали другимъ въ нарушеніи оныхъ.

Статья XXXIV.

При выпискѣ газетъ и другихъ повременныхъ изданій русскими почтовы-

Postanstalten, oder von Preussischen Postanstalten bei Russischen Postanstalten im Wege des Abonnements bezogen werden, sollen dafür den bestellenden Postanstalten keine höheren Preise als diejenigen in Rechnung gestellt werden, für welche die die Bestellung ausführende Postanstalt die betreffenden Zeitungen und Zeitschriften im eigenen Lande absetzt.

Hiernach aufgestellte Preisverzeichnisse mit Angabe der Abonnements-Bedingungen werden die beiderseitigen Postverwaltungen sich einander mittheilen.

Die Bestellung der Zeitungen und Zeitschriften wird durch nachbezeichnete Postanstalten vermittelt:

a) Russischer Seits:

durch die Postanstalten in St. Petersburg, Moskau, Riga, Mitau, Wilna, Odessa und Warschau.

b) Preussischer Seits:

durch das Zeitungs-Comtoir in Berlin und durch die Postämter in Eydtkuhnen, Breslau, Posen, Thorn und Bromberg.

Die Verständigung über die nach den wechselnden Verhältnissen nöthig erscheinende Wahl anderer Orte bleibt den beiderseitigen Postverwaltungen vorbehalten.

Für die Dauer, auf welche die Abonnements angenommen werden, sind die in den beiderseitigen Preisverzeichnissen angegebenen Termine maßgebend. Auf einen kürzeren Zeitraum als der Termin nach den Zeitungs-Preisverzeichnissen beträgt, dürfen Abonnements nicht angenommen werden. Auf einen etwaigen längeren Zeitraum darf das Abonnement nur insoweit sich erstrecken, als dasselbe niemals über den Ablauf des betreffenden Kalender-Jahres hinausgehen darf.

Die Abrechnung über den gesammten Zeitungs-Verkehr zwischen Rußland und Preußen wird

ми учрежденіями изъ прусскихъ почтовыхъ учрежденій, или прусскими почтовыми учрежденіями изъ русскихъ почтовыхъ учрежденій, цѣны на оныя будутъ назначаться не выше тѣхъ, за которыя каждое почтовое управленіе доставляетъ тѣ газеты и повременныя изданія внутри своего государства.

Обоюдныя почтовыя управленія будутъ сообщать другъ другу составленные на вышеизложенномъ основаніи прейсъ-куранты, съ указаніемъ условій подписки.

Требованіе газетъ и повременныхъ изданій будетъ производиться чрезъ слѣдующія почтовыя учрежденія:

Со стороны Россіи: чрезъ почтовыя учрежденія въ С.-Петербургѣ, Москвѣ, Ригѣ, Митавѣ, Вильнѣ, Одессѣ и Варшавѣ.

Со стороны Пруссіи чрезъ Берлинскую Газетную Контору и Эйдткуненскій, Бреславскій, Познанскій, Торнскій и Бромбергскій почтамты.

Обоюднымъ почтовымъ управленіямъ предоставляется входить въ соглашенія о назначеніи и другихъ мѣстъ, когда этого будутъ требовать измѣнившіяся обстоятельства.

Относительно сроковъ, на которые будетъ приниматься подписка, будутъ обязательны указанія прейсъ-курантовъ. Подписка на сроки болѣе короткіе, чѣмъ назначено въ прейсъ-курантахъ, вовсе приниматься не будетъ. Подписка же на сроки болѣе продолжительные будетъ приниматься только съ тѣмъ, чтобы срокъ ни въ какомъ случаѣ не простирался далѣе календарнаго года.

Расчетъ по всей газетной операціи между Россіею и Пруссіею будетъ

durch das Hof-Postamt in St. Petersburg, beziehungsweise das Postamt in Warschau und durch das Zeitungs-Comtoir in Berlin, vermittelt.

Die Saldirung erfolgt vierteljährlich in Wechseln auf Berlin unmittelbar nach Feststellung der Abrechnung. Auf das betreffende Saldo sind im Laufe des Quartals entsprechende Abschlags-Zahlungen zu leisten.

Durch die Festsetzungen des gegenwärtigen Artikels, sowie des Artikels XIII. wird in keiner Weise das Recht der beiden Regierungen beschränkt, auf ihren resp. Gebieten die Beförderung und die Bestellung der in den genannten Artikeln bezeichneten Gegenstände zu versagen, in Betreff deren den Gesetzen oder Verordnungen, welche die Bedingungen der Veröffentlichung oder des Vertriebes vorschreiben, nicht genügt sein sollte, sowie überhaupt die Lieferung oder den Absatz von Zeitungen im Postdebitswege zu beanstanden.

Artikel XXXV.

Abgesehen von der in Artikel XIII. und XIX. dieses Vertrages stipulirten Versendung nach dem Auslande der in Rußland erscheinenden Zeitungen und Zeitschriften unter Kreuzband, gegen ein mäßiges Porto, wird es den Interessenten freigestellt, solche Zeitungen auch durch die Russischen Zeitungs-Expeditionen und wie bisher durch das Königlich Preussische Zeitungs-Comtoir in Berlin zu beziehen.

Demgemäß wird die Königlich Preussische Postverwaltung die Tarife für die Versendung nach dem Auslande der in Rußland erscheinenden Zeitungen dem Kaiserlich Russischen Post-Departement mittheilen und dasselbe von den Veränderungen, welche in diesem

производиться для Имперіи С.-Петербургскимъ Императорскимъ почтамтомъ, а для Царства Польскаго Варшавскимъ почтамтомъ, съ Берлинскою газетною конторою.

Платежи будутъ производиться по кварталамъ года, векселями на Берлинъ, немедленно по окончаніи расчетовъ. Въ счетъ имѣющихъ причитаться платежей за каждый кварталъ производятся предварительныя уплаты.

Условіями настоящей статьи, а равно и XIII ст., нисколько не ограничивается право обоихъ правительствъ запрещать въ своихъ владѣніяхъ пересылку и доставку предметовъ, означенныхъ въ помянутыхъ статьяхъ, если эти предметы не соотвѣтствуютъ законамъ и постановленіямъ, обусловливающимъ ихъ перевозку и распространеніе; а также запрещать вообще доставку или выдачу газетъ чрезъ почту.

Статья XXXV.

Независимо отъ договоренной въ ст. XIII и XIX настоящей конвенціи пересылки за границу издаваемыхъ въ Россіи газетъ и повременныхъ изданій подъ бандеролями за умѣренный портъ, желающимъ предоставляется также по своему усмотрѣнію таковыя газеты выписывать чрезъ русскія газетныя экспедиціи, или, какъ было доселѣ, чрезъ королевскую прусскую газетную контору въ Берлинѣ.

Поэтому Королевско-прусское почтовое управленіе сообщитъ Императорскому россійскому почтовому департаменту тарифъ пересылки за границу издаваемыхъ въ Россіи газетъ, а также будетъ сообщать ему благовременно

Tarife eintreten sollten, rechtzeitig in Kenntniß halten.

Artikel XXXVI.

Die Zuführung der Extraposten, Couriere und Estafetten erfolgt durch die beiderseitigen Grenz-Poststationen.

Beide Verwaltungen werden sich die gegenseitigen Tarifsätze für die Estafetten-Beförderung mittheilen. Jede Verwaltung vertritt die Bezahlung der von ihren Postanstalten abgesandten Estafetten. Die Rechnungen über die Estafetten-Beförderungskosten werden durch die Haupt-Abrechnung saldirt. Werthsdeclarationen sollen bei Estafetten-Sendungen nicht zugelassen werden. Für den Verlust einer Estafetten-Sendung wird dieselbe Entschädigung geleistet, wie für den Verlust eines recommandirten Briefes (Artikel XII.).

Artikel XXXVII.

Die Kais. Russ. Staats-Couriere sind in Preußen von der Erlegung des Wege- und Brückengeldes und sonstiger Communications-Abgaben befreit. Die Königl. Preuss. Staats-Couriere werden in Rußland mit einer Krons-Podoroschna versehen und erlangen dadurch eine gleiche Befreiung.

Artikel XXXVIII.

Im Anschluß an diesen Vertrag werden die Kais. Russ. und die Königl. Preuss. Postverwaltung im Wege reglementarischer Vereinbarung oder im Correspondenz-Wege das Erforderliche zur Sicherstellung der übereinstimmenden Ausführung der getroffenen Festsetzungen wahrnehmen.

Artikel XXXIX.

Der gegenwärtige Vertrag soll vom 1. Januar a. St. (13. Januar n. St.) 1866 ab

всѣ могущія послѣдовать въ этомъ тарифѣ измѣненія.

Статья XXXVI.

Экстрапочты, курьеры и эстафеты будутъ доставляемы до противулежащей пограничной почтовой станціи.

Почтовыя управленія будутъ сообщать другъ другу существующія у нихъ эстафетныя таксы. Каждое управленіе платитъ за эстафеты, отправляемыя подвѣдомственными ему почтовыми мѣстами. Издержки за перевозку эстафетъ будутъ уплачиваемы при общемъ расчетѣ. Объявленіе цѣны предметовъ, отправляемыхъ съ эстафетою, не допускается. Въ случаѣ утраты эстафетнаго отправленія выдается тоже вознагражденіе, какое опредѣлено за утрату рекомендованнаго письма (ст. XII).

Статья XXXVII.

Императорско-россійскіе курьеры освобождаются въ Пруссіи отъ платежа дорожныхъ и мостовыхъ денегъ и другихъ дорожныхъ сборовъ; Королевско-прусскіе государственные курьеры будутъ снабжаться въ Россіи казенными подорожными, и такимъ образомъ будутъ пользоваться тою же льготою.

Статья XXXVIII.

Въ дополненіе къ сей конвенціи русское и прусское почтовыя управленія примутъ посредствомъ особо договореннаго наказа, или же по взаимному письменному соглашенію, всѣ потребныя мѣры для обезпеченія согласнаго исполненія статей конвенціи.

Статья XXXIX.

Настоящая конвенція вступитъ въ дѣйствіе съ 1-го января ст. ст. (13-го

ausgeführt werden. Von demselben Termin ab treten die bisher zwischen beiden Postverwaltungen in Wirksamkeit gewesenen vertragsmäßigen Bestimmungen außer Kraft.

Der gegenwärtige Vertrag soll so lange in Gültigkeit bleiben, bis einer der beiden hohen vertragschließenden Theile dem anderen ein Jahr im Voraus seine Absicht ankündigt, denselben aufzuheben.

Die Aufkündigung soll nur zum 20. December a. St. (1. Januar n. St.) jeden Jahres statthaft sein.

Artikel XL.

Die Ratifications-Urkunden des gegenwärtigen Vertrages sollen innerhalb sechs Wochen in St. Petersburg ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen etc.

So geschehen zu St. Petersburg, am 10. (22.) August 1865.

(L. S.) Jean Tolstoi.
(L. S.) Nicolaus von Laube.
(L. S.) Heinrich-Alexander Graf v. Redern.

(L. S.) Richard von Philipsborn.

Ratifiée a Czarskoe Sselo, le 25 août 1865.

1865, 21 le octobre (2 novembre). Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz. (V. t. IV, part. II, № 160).

№ 346.

1865, le 23 octobre (6 novembre). Déclaration concernant la canalisation de la rivière Bryniça et une délimination entre la Russie et la Pologne. (2-me Col. des lois № 46.812).

Le gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement Royal de Prusse considérant:

января нов. ст.) 1866 года. Съ того же времени прекратится сила всѣхъ постановленій, прежде условленныхъ между обоими почтовыми управленіями.

Настоящая конвенція будетъ обязательна до тѣхъ поръ, пока одна изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ не объявитъ, за годъ впередъ, другой сторонѣ желанія своего прекратить дѣйствіе оной.

Объявленіе это можетъ послѣдовать не иначе, какъ къ 20-му декабря ст. ст. (1-му января нов. ст.) каждаго года.

Статья XL.

Ратификаціи настоящей конвенціи должны быть размѣнены въ теченіи шести недѣль, въ С.-Петербургѣ.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 10-го (22-го) августа 1865 года.

(М. П.) Иванъ Толстой.
(М. П.) Николай Лаубе.
(М. П.) Графъ Генрихъ Александръ фонъ-Редернъ.
(М. П.) Рихардъ фонъ-Филипсборнъ.

Ратификована въ Царскомъ Селѣ 25-го августа 1865 г.

1865 г., 21-го октября (2-го ноября). Международный актъ относительно судоходства въ устьяхъ Дуная, заключенный въ Галацѣ. (См. т. IV, часть II, № 160).

№ 346.

1865 г., 23-го октября (6-го ноября). Декларація о каналиэаціи рѣки Брыницы и соотвѣтствующемъ измѣненіи границы между Россіей и Пруссіей. (2-ое П. С. З. № 46.812).

Императорско-Россійское правительство и Королевско-Прусское правительство, принимая въ соображеніе:

que, pour obvier aux nombreux inconvéniens que fesaient naître le cours irrégulier et les débordemens de la Bryniça, rivière qui forme en partie la frontière des deux Etats entre le district d'Olkusz, dans le Royaume de Pologne, et celui de Beuthen, dans le Royaume de Prusse, il a été jugé nécessaire, d'un commun accord, de canaliser une partie de la dite rivière, nommément sur le parcours compris entre les poteaux № 173 et № 176;

et que le creusement du canal terminé en 1860, à l'effet de recueillir la Bryniça sur le dit parcours, en déplaçant l'ancienne frontière, a rendu nécessaire une nouvelle délimitation entre les deux Etats respectifs,

ont à cet effet nommé leurs plénipotentiaires, à savoir:

Le gouvernement Impérial de Russie le sieur Plendus, chef du district d'Olkusz et commissaire frontière;

Et le gouvernement Royal de Prusse, le sieur Schroeder, assesseurs de tribunal et commissaire spécial;

lesquels ont arrêté les articles suivans:

§ 1.

Die bisherige Landesgrenze zwischen dem Kreise Olkuß, zum Königreich Polen, Gouvernement Radom, gehörig und dem Kreise Beuthen, zum Königreiche Preußen, Regierungsbezirk Oppeln, gehörig, wird auf der Strecke zwischen den Grenzpfählen № 173 bis № 176 aufgehoben und kassirt.

что для устраненія многочисленныхъ неудобствъ, возникавшихъ вслѣдствіе неправильнаго теченія и разливовъ рѣки Брыницы, образующей часть пограничной черты обоихъ государствъ между Олькушскимъ уѣздомъ въ Царствѣ Польскомъ и Бейтенскимъ уѣздомъ въ Прусскомъ Королевствѣ, признано необходимымъ, съ общаго согласія, канализировать часть сказанной рѣки, а именно, на пространствѣ между столбами № 173 и № 176;

и что чрезъ прорытіе этого канала, оконченнаго въ 1860 году, въ который направлено теченіе рѣки Брыницы на сказанномъ протяженіи, прежняя граница перемѣщается, а затѣмъ оказывается необходимымъ опредѣлить новую пограничную черту между обоими государствами,

назначили на сей конецъ своими уполномоченными, именно:

Императорско-Россійское правительство Г. Плендуса, начальника Олькушскаго уѣзда и пограничнаго коммиссара;

а Королевско-Прусское правительство Г. Шредера, засѣдателя суда и спеціальнаго коммиссара;

каковые уполномоченные постановили нижеслѣдующія статьи:

§ 1.

Пограничная черта, существовавшая доселѣ между Олькушскимъ уѣздомъ, Радомской губерніи, принадлежащимъ къ Царству Польскому, и Бейтенскимъ уѣздомъ, Оппельнскаго округа, принадлежащимъ къ Прусскому Королевству, отнынѣ упраздняется на всемъ ея протяженіи между столбами № 173 и № 176.

§ 2.

Es soll dagegen pro futuro die Landesgrenze auf der bezeichneten Strecke gebildet werden durch die Mitte des auf derselben im Jahre 1860 geschlagenen neuen Kanals, welcher zugleich in seiner ganzen Länge den Wasserlauf des Grenzflusses Bryniça aufgenommen hat.

§ 3.

Der neue Grenzkanal geht von den Grenzpfählen № 173 in südwestlicher Richtung unter der mit der Boussole auf 141 Grad bestimmten Abweichung von der magnetischen Mittagslinie in einer geraden Uferlänge von 557½ Russischen Saßhen oder 316 Preussischen Ruthen abwärts, nimmt hierauf eine um 17 Grad südlichere Richtung und läuft von dem festgestellten Uferbrechpunkte wieder in gerader Linie und in einer Uferlänge von 820½ Russischen Saßhen — 464½ Preussischen Ruthen bis zu den Grenzpfählen № 176, so daß die gesammte Erstreckung des neuen Kanals von den Grenzpfählen № 173 bis 176, 1378 Russische Saßhen 780½ Preussische Ruthen beträgt.

Die Abweichung der letzteren Uferlinie von der magnetischen Mittagslinie wurde auf 158 Grad der Boussole beobachtet, wodurch sich der, dem Königreiche Polen zugekehrte hohle Winkel auf 163 Grad ermittelt. Als neue Landesgrenze ist der Kanal bezeichnet durch Umsetzung der Grenzpfähle № 174, 175 an die Ufer desselben und zwar sind die beiderseitigen Grenzpfähle je 4 Fuß von den Ufern des Kanals errichtet.

§ 2.

Она замѣняется на будущее время на сказанномъ протяженіи новою пограничною чертою, которую составляетъ средина теченія новаго канала, вырытаго въ 1860 году и образующаго на всемъ своемъ протяженіи русло пограничной рѣки Брыницы.

§ 3.

Новый пограничный каналъ идетъ отъ столба № 173 по направленію на Ю. З., подъ угломъ отклоненія отъ магнитнаго меридіана, опредѣленнымъ по компасу въ 141 градусъ, и представляетъ прямую линію берега на протяженіи 557½ русскихъ саженъ или 316 прусскихъ рутеновъ; затѣмъ сближается на 17 градусовъ къ Ю., и отъ этого колѣна представляетъ опять прямую линію берега на протяженіи 820½ русскихъ саженъ или 464½ прусскихъ рутеновъ, примыкающую къ пограничному столбу № 176, такъ, что все протяженіе новаго канала отъ столба № 173 до столба № 176 составляетъ 1378 русскихъ саженъ или 780½ прусскихъ рутеновъ.

Наблюденіемъ посредствомъ компаса уголъ отклоненія отъ магнитнаго меридіана сей послѣдней части береговой линіи опредѣленъ въ 158 градусовъ, а потому обращенный къ Царству Польскому внутренній уголъ опредѣляется въ 163 градуса. Для указанія канала, какъ новой границы, пограничные столбы № 174 и № 175 перенесены на берегъ онаго и именно поставлены въ 4 футахъ отъ обоихъ береговъ канала.

Die Entfernungen der eingesetzten Grenzpfähle betragen:

	Russische Sashen.	Preussische Ruthen.
von 173 — 174 . .	560½	317½
„ 174 — 175 . .	342½	194
„ 175 — 176 . .	475	269
Zusammen wie oben .	1378	780½

§ 4.

Als Beilage zu diesem Vertrage dient die über das Kanal-Project von dem Kaiserlich-Königlichen Ingenieur Olkußer-Kreises Kossuth, und dem Königlich Preussischen Baumeister Sasse aufgenommene Karte vom 6. Oktober 1859, auf welcher die alte Grenze dadurch markirt wird, daß das Polnische Territorium roth, das Preussische blau angelegt ist und auf welcher der neue Kanal mit scharfen rothen Linien eingetragen und als projectirter „Brynica-Graben" bezeichnet ist; desgleichen sind auf dieser Karte die Punkte markirt, auf welche nach § 3 die Grenzpfähle № 175 und 174 umgesetzt worden sind, und soll aus dieser Karte der neue Grenztrakt auf die in den Händen der beiderseitigen Regierungen befindlichen alten Landesgrenzkarten aus dem Jahre 1836 übertragen werden.

§ 5.

Es wird nun Preussischer Seits alles Terrain, welches östlich von dem neuen Kanale, zwischen diesem und der bisherigen Grenze, belegen ist, an das Königreich Polen, und Polnischer Seits alles Terrain, welches westlich von dem neuen Kanal, zwischen diesem und der alten Grenze belegen ist, an das König-

Разстояніе между пограничными столбами въ настоящемъ ихъ положеніи слѣдующее:

	Русскія сажени.	Прусскія рутены.
отъ № 173 — 174	560½	317½
„ № 174 — 175	342½	194
„ № 175 — 176	475	269
Всего какъ выше значится . .	1378	780½

§ 4.

Къ настоящей конвенціи приложенъ планъ проекта канала, составленный 6 октября 1859 года русскимъ инженеромъ Олькушскаго уѣзда Кошутомъ и королевско-прусскимъ Баумейстеромъ Зассе. На этомъ планѣ прежняя пограничная черта указывается различіемъ красокъ; именно польская территорія означена красною, а прусская синею краскою; новый же каналъ означенъ ярко-красными линіями съ надписью: „проектированное русло рѣки Брыницы"; на этомъ планѣ показаны также пункты, на которые, согласно § 3, перенесены пограничные столбы № 175 и № 174. Новая демаркаціонная линія будетъ съ этого плана нанесена на прежнія карты государственной границы, составленныя въ 1836 г. и имѣющіяся у каждаго изъ договаривающихся правительствъ.

§ 5.

Пруссія, съ одной стороны, уступаетъ Царству Польскому всѣ земли, лежащія на Востокъ отъ новаго канала, между этимъ каналомъ и прежнею границею; Царство же Польское, съ другой стороны, уступаетъ Прусскому Королевству всѣ земли, лежа-

reich Preußen je mit allen Souverainitäts- und Regalitätsrechten darüber abgetreten.

щія на Западъ отъ новаго канала, между этимъ каналомъ и прежнею границею, со всѣми на оныя верховными и регальными правами.

§ 6.

Der Termin der Ausführung dieses Vertrages wird bezüglich des Ueberganges der Criminaljurisdiction auf den Tag der Verfassungsmäßigen Publication in jedem der beiden Staaten, in allen übrigen Beziehungen aber auf den 2. August 1860 festgesetzt.

§ 6.

Настоящая конвенція относительно перехода уголовной подсудности вступитъ въ силу съ того дня, въ который послѣдуетъ въ каждомъ изъ договаривающихся государствъ обнародованіе оной согласно дѣйствующимъ въ странѣ законамъ; во всѣхъ же другихъ отношеніяхъ временемъ вступленія оной въ силу назначается 2 августа 1860 г.

§ 7.

Hißorisch wird hier bemerkt, daß zwischen den Eigenthümern des zum Austausche gekommenen Areals anderweit Auseinandersetzungen stattgefunden haben, wonach alles Terrain östlich des neuen Kanals nur in den Besitz Polnischer und alles Terrain westlich desselben nur in den Besitz Preussischer Unterthanen gelangt ist.

§ 7.

При семъ присовокупляется, для свѣдѣнія, что между собственниками подлежащихъ обмѣну земель послѣдовали уже соглашенія, вслѣдствіе коихъ всѣ земли, лежащія на Востокъ отъ новаго канала перешли во владѣніе только подданныхъ Царства Польскаго, земли же, лежащія на Западъ отъ канала—во владѣніе только подданныхъ Прусскаго Королевства.

§ 8.

Es soll dieser Vertrag nach erhaltener Ratification für jeden der kontrahirenden Staaten einmal ausgefertigt werden.

§ 8.

По ратификаціи настоящей конвенціи имѣетъ быть изготовлено по одному экземпляру оной для каждаго изъ договаривающихся государствъ.

Schröder, Gerichts-Assessor und Special-Commissarius.
F. Plendus, Chef du District d'Olkusz et Commissaire frontière.

Шредеръ, засѣдатель суда и спеціальный коммиссаръ.
Ф. Плендусъ, начальникъ Олькушскаго уѣзда и пограничный коммиссаръ.

Le soussigné, Chancelier de l'Empire, déclare par la présente, et conformément à l'autorisation qu'il en a reçue, que le gouvernement Impérial de Russie ap-

Нижеподписавшійся Государственный Канцлеръ, въ силу даннаго ему полномочія, симъ объявляетъ, что Императорско-Россійское правительство

prouve et confirme les points susmentionnés.

En foi de quoi le soussigné a muni de sa signature et du cachet de ses armes la présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration semblable de la part de M. le comte de Bismarck-Schönhausen, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Prusse.

Fait à St. Pétersbourg, le 23 octobre (6 novembre) 1865.

(L. S.) Le Chancelier de l'Empire
Prince A. Gortchacow.

одобряетъ и утверждаетъ вышепрописанныя статьи.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на таковую же декларацію графа Бисмарка-Шенгаузена, президента Совѣта и Министра Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Прусскаго, подписалъ съ приложеніемъ печати своего герба.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 23-го октября (6-го ноября) 1865 г.

(М. П.) Государственный Канцлеръ
Князь А. Горчаковъ.

№ 347.

1866, 23 mars (4 avril). Déclaration, conclue avec le Hanovre, concernant la succession des sujets réciproques. (2-me Col. des lois № 43.382).

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement Royal de Hanovre, voulant régler l'intervention de leurs agens respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets russes et finlandais dans le Royaume de Hanovre, et de sujets hanovriens dans l'Empire de Russie, ainsi que dans le Grand Duché de Finlande, sont convenus des points suivants:

En cas de décès de leurs nationaux, les chefs de mission et agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents commerciaux respectifs, ont le droit de croiser, soit à la demande des parties intéressées, soit d'office, avec le sceau de la Légation ou du Consulat, les scellés apposés par l'autorité com-

№ 347.

1866 г., марта 23-го (апрѣля 4-го). Декларація, заключенная съ Гановеромъ, относительно наслѣдствъ обоюдныхъ подданныхъ. (2-е П. С. З. № 43.382).

Императорско-Россійское и Королевско-Гановерское правительства, желая постановить правила для участія ихъ обоюдныхъ агентовъ въ дѣлахъ о наслѣдствахъ, могущихъ возникнуть въ случаѣ смерти россійскихъ и финляндскихъ подданныхъ во владѣніяхъ Королевства Гановерскаго и гановерскихъ подданныхъ въ Россійской Имперіи и въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, заключили между собою условіе о нижеслѣдующемъ:

Въ случаѣ смерти подданныхъ договаривающихся государствъ, обоюднымъ начальникамъ миссій и дипломатическимъ агентамъ, консуламъ, вице-консуламъ и торговымъ агентамъ предоставляется право, какъ по ходатайству участвующихъ лицъ, такъ и прямо отъ себя, прилагать печать миссіи или

pétente aux effets, meubles et papiers, appartenant à la succession.

Ces doubles scellés ne pourront être levés que par ordre de l'autorité locale et en présence de l'agent diplomatique ou commercial que cela concerne. Aussitôt les scellés levés, il sera procédé à l'inventaire de la succession. L'agent diplomatique ou commercial y assistera et copie de l'inventaire, ainsi que de l'acte de dernière volonté, s'il en existe, lui sera délivré.

Si les chefs de mission et agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls at agents commerciaux sont munis de pouvoirs en forme légale par les héritiers, dûment légitimés, la succession devra leur être remise de suite, le cas d'une opposition excepté, qui serait formé par quelque créancier national ou étranger.

En attendant son envoi en possession, l'agent diplomatique ou commercial aura soin de prendre, conjointement avec l'autorité locale compétente, toutes les mesures, pouvant servir à la conservation de la succession. Le chef de mission ou agent commercial une fois mis en possession de la succession, conformément à ce qui vient d'être statué, aura le droit de remplir, en ayant soin d'en informer l'autorité locale, toutes les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers, de liquider la succession et de l'administrer, soit personnelle-

консульства вмѣстѣ съ печатями подлежащаго мѣстнаго начальства, къ пожиткамъ, движимости и бумагамъ, принадлежащимъ къ оставшемуся наслѣдству.

Эти двоякія печати могутъ быть сняты не иначе, какъ по распоряженію мѣстнаго начальства и въ присутствіи подлежащаго дипломатическаго или торговаго агента. По снятіи печатей должно быть немедленно приступлено къ описи наслѣдства. Дипломатическій или торговый агентъ будетъ при семъ присутствовать и ему должны быть выданы копіи какъ съ учиненной описи, такъ и съ духовнаго завѣщанія, когда таковое существуетъ.

Если начальники миссій и дипломатическіе агенты, консулы, вице-консулы и торговые агенты снабжены законными довѣренностями отъ надлежащимъ порядкомъ признанныхъ наслѣдниковъ, то наслѣдство должно быть выдано имъ немедленно, если только не будетъ противъ сего объявленъ споръ со стороны какого либо кредитора, туземнаго или иностраннаго.

До выдачи ему наслѣдства, дипломатическій или торговый агентъ долженъ озаботиться принятіемъ, совокупно съ подлежащимъ мѣстнымъ начальствомъ, всѣхъ необходимыхъ для сохраненія наслѣдства мѣръ. Начальникъ миссіи или торговый агентъ, по выдачѣ ему наслѣдства согласно изложенному выше, долженъ, по предварительномъ сообщеніи о томъ мѣстному начальству, исполнить всѣ надлежащія формальности для огражденія пользы наслѣдниковъ, сдѣлать ликвидацію наслѣдству и онымъ управлять, лично

ment, soit par des délégués, nommés sous sa responsabilité.

Les stipulations précitées à l'exécution desquelles l'assemblée générale des Etats du Royaume de Hanovre sera appelée à donner son assentiment, en tant que ceci est prescrit par la constitution du Royaume, seront maintenues en vigueur pendant six ans et même au-delà de ce terme, si aucun des deux gouvernements n'annonce à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, et dans ce cas jusqu'à l'expiration d'une année après que cette notification aura été faite.

En foi de quoi le soussigné, Vice-Chancelier de l'Empire, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de M. le comte de Platen-Hallermund, Ministre des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Hanovre.

Fait à St.-Pétersbourg, le 23 mars (4 avril) 1866.

(L. S.) Prince Gortchacow.

или чрезъ повѣренныхъ, имъ для сего назначенныхъ, подъ собственною его отвѣтственностію.

Вышеизложенное условіе, имѣющее быть представленнымъ на утвержденіе общаго собранія государственныхъ чиновъ Королевства Гановерскаго, какъ то предписано конституціею королевства,—будетъ оставаться въ дѣйствіи въ продолженіи шести лѣтъ и даже по прошествіи сего срока, если ни которое изъ двухъ правительствъ не объявитъ другому офиціальною нотою о желаніи своемъ прекратить дѣйствіе онаго; въ послѣднемъ же случаѣ, въ продолженіи еще одного года послѣ того, какъ послѣдуетъ таковая нотификація.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся Государственный Вице-Канцлеръ подписалъ, съ приложеніемъ печати своего герба, настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на подобную же декларацію Г. Министра Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Гановерскаго, Графа фонъ-Платенъ-Галлермунда.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 23-го марта (4-го апрѣля) 1866 г.

(М. П.) Князь Горчаковъ.

№ 348.

1867, 8 (20) juillet. Déclaration, conclue avec la Prusse, concernant l'imposition des terres, coupées par la frontière. (2-me Col. des lois № 47.506).

Le Gouvernement Impérial de Russie pour le Royaume de Pologne d'un côté, et le Gouvernement Royal de Prusse

№ 348.

1867 г., іюля 8-го (20-го). Декларація съ Пруссіей относительно обложенія имѣній, находящихся по обѣимъ сторонамъ границы. (2-е П. С. З. № 47.506).

Императорско-Россійское правительство въ отношеніи Царства Польскаго съ одной стороны, и Королевско-Прус-

de l'autre, prenant en considération que dans les traités et conventions conclus entre la Russie et la Prusse et réglant les rapports frontières et nommément ceux:

de Vienne, du 21 avril (3 mai) 1815,

de Berlin, du 30 octobre (11 novembre) 1817,

de Varsovie, du 12 (24) avril 1823,

et de Berlin, du 20 février (4 mars) 1835,

il n'existe aucune stipulation concernant l'imposition des terres coupées par la frontière entre le Royaume de Pologne et le Royaume de Prusse et que la règle observée jusqu'à présent de part et d'autre à ce sujet et d'après laquelle les propriétés entrant dans le territoire étranger étaient imposées par celui des deux Etats dans les limites duquel se trouvait la maison seigneuriale (Gutshof), que cette règle est contraire au droit de souveraineté des deux Etats et impossible à concilier avec les principes des lois sur les impôts actuellement en vigueur en Prusse sont tombés d'accord sur les arrangements suivants:

§ 1.

A partir du 1 Janvier 1865, le droit d'impôt du gouvernement Impérial de Russie pour le Royaume de Pologne, et du gouvernement Royal de Prusse, conformément à leur droit de souveraineté, doit être exercé, relativement aux terres traversées et coupées en deux par la frontière, de manière à ce

ское правительство съ другой стороны, принимая въ соображеніе, что въ трактатахъ и конвенціяхъ, заключенныхъ между Россіею и Пруссіею и опредѣляющихъ пограничныя ихъ сношенія, а именно въ трактатахъ и конвенціяхъ, заключенныхъ:

въ Вѣнѣ 21-го апрѣля (3-го мая) 1815 года,

въ Берлинѣ 30-го октября (11-го ноября) 1817 года,

въ Варшавѣ 12-го (24-го) апрѣля 1823 года,

и въ Берлинѣ 20-го февраля (4-го марта) 1835 года,

ничего не постановлено касательно обложенія налогами земель, пересѣкаемыхъ пограничною чертою между Царствомъ Польскимъ и Королевствомъ Прусскимъ, и что наблюдаемый доселѣ по сему предмету съ той и съ другой стороны порядокъ, по которому съ имѣній, входящихъ въ чужую территорію, взимало налоги то изъ двухъ государствъ, въ предѣлахъ котораго находился господскій домъ (Gutshof), противенъ верховнымъ правамъ обоихъ государствъ и не можетъ быть соглашенъ съ началами дѣйствующихъ нынѣ въ Пруссіи законовъ о налогахъ, заключили между собою по взаимному соглашенію слѣдующее условіе:

§ 1.

Съ 1-го января 1865 года Императорско-Россійское правительство въ отношеніи Царства Польскаго и Королевско-Прусское правительство, согласно ихъ верховнымъ правамъ, будутъ пользоваться правомъ взиманія налоговъ съ земель, пересѣкаемыхъ или раздѣляемыхъ надвое пограничною чер-

que la frontière territoriale serve aussi de limite à laquelle s'arrête ce droit, de sorte que toute portion de terre, sans avoir égard à sa dépendance comme propriété privée, sera imposée par celui des deux Etats sur le territoire duquel elle est sise.

En conséquence, les impôts pour les terres sises sur le territoire de l'un des deux Etats, versés à la caisse de l'autre, doivent cesser à partir de la date précitée. Des dispositions nécessaires à cette fin seront prises par chacun des deux gouvernements.

§ 2.

Aucune indemnité ne sera payée par l'un des deux Etats à l'autre pour les impôts qu'il prélevait de terres sises sur le territoire de l'autre.

§ 3.

Le principe établi par les §§ 1 et 2 doit aussi servir de règle pour les impôts à prélever pour les besoins de la commune.

§ 4.

Cet arrangement, après l'échange des déclarations y relatives, doit être publié dans les deux Etats.

En foi de quoi le soussigné, Chancelier de l'Empire de Russie, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable

тою, такимъ образомъ, чтобы территоріальная граница служила также предѣломъ, за который не должно переступать пользованіе означеннымъ правомъ, то есть, чтобы со всякаго поземельнаго участка, кому бы онъ ни принадлежалъ какъ частная собственность, взимало налоги то изъ обоихъ государствъ, въ предѣлахъ котораго оный состоитъ.

А потому съ вышеозначеннаго дня должны быть отмѣнены налоги съ земель, лежащихъ въ территоріи одного изъ договаривающихся государствъ, поступающіе въ казну другого. Каждымъ изъ договаривающихся правительствъ будутъ приняты потребныя на сей конецъ мѣры.

§ 2.

Ни которому изъ договаривающихся государствъ не будетъ слѣдовать отъ другого никакого вознагражденія за налоги, которые оно взимало съ земель, лежащихъ въ предѣлахъ послѣдняго.

§ 3.

Начало, постановленное §§ 1 и 2, должно также служить правиломъ для налоговъ, взимаемыхъ на нужды общины.

§ 4.

Настоящее условіе, по обмѣнѣ надлежащихъ декларацій, должно быть распубликовано въ обоихъ государствахъ.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся, Россійскій Государственный Канцлеръ, настоящую декларацію, которая имѣетъ быть обмѣнена на таковую же декларацію президента Совѣта

du Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Prusse, comte de Bismarck-Schoenhausen.

Fait à St.-Pétersbourg, le 8 (20) juillet 1867.

(L. S.) Gortchacow.

Cette déclaration a été, le 13 (25) mai 1869, échangée par le Chancelier de l'Empire contre une déclaration identique, signée le même jour par le Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de S. M. le Roi de Prusse, comte de Bismarck-Schoenhausen.

и Министра Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Прусскаго, графа Бисмарка-Шенгаузена, подписалъ съ приложеніемъ печати своего герба.

Учиненовъ С.-Петербургѣ, 8-го (20-го) іюля 1867 года.

(М. П.) Горчаковъ.

Эта декларація была Государственнымъ Канцлеромъ обмѣнена 13-го (25-го) мая 1869 года на таковую же декларацію, подписанную того же числа президентомъ Совѣта и Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ Е. В. Короля Прусскаго, графомъ Бисмаркомъ-Шенгаузеномъ.

1868, le 9 (21) juillet. Convention télégraphique internationale, conclue à Paris le 5 (17) mai 1865, révisée à Vienne (V. t. IV, part. II, № 164).

1868, le 29 nov. (11 déc.). Déclaration de St.-Pétersbourg sur la défense de l'usage des balles explosives. (V. t. IV, part. II, № 167).

1868 г., іюля 9-го (21-го). Международная телеграфная конвенція, заключенная въ Парижѣ 5-го (17-го) мая 1865 г., пересмотрѣнная въ Вѣнѣ. (См. т. IV, ч. II, № 164).

1868 г., ноября 29-го (дек. 11-го). С.-Петербургская конвенція о запрещеніи употребленія разрывныхъ пуль. (См. т. IV, часть II, № 167).

№ 349.

1869, 14 (26) février. Convention de cartel, conclue avec la Bavière (2-me Col. des lois № 46.872).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Bavière, ayant jugé utile de régler par une convention l'extradition des malfaiteurs entre leurs Etats respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le prince Alexandre Gortchacow, son Chancelier de l'Empire, membre du Conseil de l'Empire, décoré de son portrait enrichi de diamants sur le ruban de St.

№ 349.

1869 г., февраля 14-го (26-го). Картельная конвенція съ Баваріею. (2-ое П. С. З. № 46.872).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Король Баварскій, признавъ полезнымъ постановить посредствомъ конвенціи правила о взаимной выдачѣ преступниковъ, назначили на сей конецъ своими уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій, князя Александра Горчакова, своего Государственнаго Канцлера, члена Государственнаго Совѣта, имѣющаго Его портретъ, украшенный бриллiантами на

André, chevalier des ordres de Russie: de St. André orné de diamants etc.

et S. M. le Roi de Bavière, le comte Charles de Tauffkirchen, chevalier de l'ordre de St. Georges de Bavière, chevalier de l'ordre de St. Anne de 1-re classe de Russie etc;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement Royal de Bavière s'engagent à se livrer réciproquement, dans les cas et d'après les formes déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs sujets, les individus condamnés, mis en état d'accusation, ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits mentionnés à l'art. III, en vertu d'un arrêt, d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt, émanant des tribunaux de celui des deux pays contre les lois duquel les faits auront été commis.

Article II.

L'obligation d'extradition ne s'étend dans aucun cas aux sujets du pays auquel l'extradition est demandée. Toutefois les parties contractantes s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits, commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse, dès que la demande en sera faite et

Андреевской лентѣ, кавалера Императорскихъ и Царскихъ орденовъ: Св. Апостола Андрея Первозваннаго, съ алмазами, и проч.,

а Е. В. Король Баварскій, графа Карла фонъ-Тауфкирхена, кавалера баварскаго ордена Св. Георгія, кавалера россійскаго ордена Св. Анны 1-й степени и проч.,

каковые полномочные, по взаимномъ сообщеніи своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, постановили и подписали нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Императорско-Россійское и Королевско-Баварское правительства обязуются взаимно, въ случаяхъ и съ соблюденіемъ правилъ, опредѣленныхъ въ нижеслѣдующихъ статьяхъ, выдавать всѣ лица, за исключеніемъ своихъ подданныхъ, осужденныя, преданныя суду или подвергнутыя слѣдствію за одно изъ преступленій или за одинъ изъ проступковъ, исчисленныхъ въ статьѣ III, приговоромъ или постановленіемъ объ арестованіи, состоявшимися въ судебныхъ мѣстахъ той изъ двухъ договаривающихся странъ, противъ законовъ которой совершены тѣ преступныя дѣйствія.

Статья II.

Обязательство выдачи ни въ какомъ случаѣ не распространяется на собственныхъ подданныхъ того государства, отъ котораго требуется выдача. Однако договаривающіяся стороны обязуются преслѣдовать, согласно своимъ законамъ, всѣ преступленія и проступки, совершенные ихъ подданными

dans le cas que ces crimes ou délits pourront être classés dans une des catégories énumérées dans l'art III. La demande, accompagnée de tous les renseignemens nécessaires, avec la production évidente de la culpabilité du criminel, devra être faite par la voie diplomatique.

Sont compris, quant à l'application de cette convention sous la dénomination de sujets, les étrangers qui, selon les lois du pays auquel l'extradition est demandée, sont assimilés aux sujets, ainsi que les étrangers qui se sont établis dans le pays et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans le pays.

Article III.

L'extradition n'aura lieu que dans les cas de condamnation, accusation ou poursuite du chef d'un crime ou délit volontaires commis hors du territoire du pays auquel l'extradition est demandée, qui, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, peut entraîner une peine de plus d'un an d'emprisonnement ou une peine afflictive ou infâmante.

Avec cette restriction l'extradition aura lieu pour les crimes et délits suivants, sans exclure les cas de participation et de tentative:

противъ законовъ противной стороны, какъ скоро предъявлено будетъ о томъ требованіе и если при томъ эти преступленія или проступки могутъ быть включены въ одну изъ категорій, исчисленныхъ въ статьѣ III. Выдача должна требоваться дипломатическимъ путемъ, и требованіе должно сопровождаться всѣми нужными свѣдѣніями, съ предъявленіемъ явныхъ указаній виновности обвиняемаго лица.

Въ наименованіе подданныхъ, относительно примѣненія настоящей конвенціи, включаются тѣ иностранцы, которые по законамъ той страны, отъ которой требуется выдача, уравнены съ подданными, а также иностранцы, водворившіеся въ странѣ и состоящіе или состоявшіе въ бракѣ съ туземною женщиною и имѣющіе отъ нея дитя или нѣсколько дѣтей, родившихся въ странѣ.

Статья III.

Выдача имѣетъ послѣдовать только въ томъ случаѣ, когда причиною осужденія, обвиненія или судебнаго преслѣдованія служитъ умышленное преступленіе или умышленный проступокъ, совершенные внѣ владѣній того государства, отъ котораго требуется выдача, и за которые виновный въ нихъ можетъ по законамъ той страны, которая требуетъ выдачи, подлежать наказанію тюремнымъ заключеніемъ свыше одного года, или же наказанію уголовному или сопряженному съ лишеніемъ чести.

Выдача имѣетъ послѣдовать, за изъясненнымъ ограниченіемъ, за слѣдующія преступленія и проступки, не исключая соучастія въ нихъ и покушенія:

1) Tout acte illégal qui aura occasionné la mort ou une grave blessure ou maladie d'un homme.

2) Avortement.

3) Viol et autres attentats à la pudeur.

4) Incendie, destruction de chemins de fer, navires, mines, télégraphes et digues.

5) Faux témoignage judiciaire.

6) Faux en écriture.

7) Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, contrefaçon de billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics, émission de ces fausses valeurs.

8) Vol, détournement, escroquerie, concussion.

9) Corruption et forfaiture des fonctionnaires.

10) Banqueroute frauduleuse.

Article IV.

Si le même fait qui a motivé la réclamation donne également lieu à des poursuites publiques dans le pays auquel l'extradition est demandée, la réponse définitive pourra être différée jusqu'à ce que la culpabilité de l'individu envers ce pays ait été examinée par les tribunaux, et que la peine ait été subie dans le cas où l'individu aura été trouvé coupable.

L'extradition n'aura pas lieu:

1) lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit, pour lequel l'individu réclamé subit ou a déjà subi sa peine, ou dont il a été

1) Всякое незаконное дѣйствіе, причинившее смерть или тяжкое увѣчье или болѣзнь человѣку.

2) Изгнаніе плода.

3) Изнасилованіе и другія преступленія противъ цѣломудрія.

4) Поджигательство, разрушеніе желѣзныхъ дорогъ, судовъ, рудниковъ, телеграфовъ и плотинъ.

5) Лжесвидѣтельство въ судахъ.

6) Поддѣлка письма.

7) Выдѣлка фальшивой монеты, поддѣлка банковыхъ билетовъ, бумажныхъ денегъ, публичныхъ бумагъ и распространеніе таковыхъ фальшивыхъ цѣнностей.

8) Воровство, похищеніе, мошенничество, взяточничество.

9) Подкупъ, преступленія и проступки должностныхъ лицъ по службѣ.

10) Злостное банкротство.

Статья IV.

Если тѣмъ же самымъ дѣйствіемъ, за которое требуется выдача какого либо лица, вызывается равнымъ образомъ судебное преслѣдованіе въ той странѣ, отъ которой требуется выдача, въ такомъ случаѣ окончательный отвѣтъ можетъ быть пріостановленъ до тѣхъ поръ, пока не будетъ судебными мѣстами разсмотрѣнъ вопросъ о виновности этого лица противъ сей послѣдней страны, и, въ случаѣ признанія его виновнымъ, пока оно не выдержитъ присужденнаго наказанія.

Выдача не послѣдуетъ:

1) когда она требуется по поводу того же преступленія или проступка, за которые требуемое лицо несетъ или уже понесло наказаніе, или по

acquitté ou absous dans le pays auquel l'extradition est demandée;

2) si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

ARTICLE V.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine et il en sera de même, si l'individu réclamé est détenu pour dette en vertu d'un arrêt ou autre acte à titre exécutoire, passé devant l'autorité compétente, antérieurs à la demande d'extradition.

Si l'extradition de l'individu est demandée concurremment par l'un des Etats contractants et par un autre Etat vis-à-vis duquel existe également une obligation conventionnelle d'extradition, celle-ci se fera à l'Etat dont la demande, accompagnée des preuves nécessaires, aura été reçue la première.

Mais s'il arrivait que l'individu réclamé était sujet (dans le sens strict et non dans le sens étendu, indiqué par l'article I de la présente convention) de l'un des Etats réclamants et que les rapports résultant pour lui de cette qualité n'aient pas été annulés, suivant es formes prescrites par les lois de

которому оно было оправдано или освобождено отъ суда въ той странѣ, отъ которой требуется выдача;

2) если для начатія дѣла или для наказанія прошелъ срокъ давности по законамъ той страны, отъ которой требуется выдача.

СТАТЬЯ V.

Если требуемое лицо преслѣдуется или задержано за другое преступленіе или другой проступокъ противъ законовъ той страны, отъ которой требуется выдача, въ такомъ случаѣ выдача пріостанавливается до тѣхъ поръ, пока лицо это не будетъ освобождено отъ суда или не выдержитъ присужденнаго ему наказанія; такимъ же образомъ должно быть поступаемо, когда требуемое лицо задержано за долги по судебному приговору или по иному безспорному акту, выданному отъ подлежащей власти, буде они предшествовали требованію о выдачѣ.

Если выдачи какого либо лица требуютъ въ одно и то же время одна изъ договаривающихся Державъ и другое государство, съ которымъ также существуетъ обязательство выдачи, основанное на конвенціи, въ такомъ случаѣ имѣетъ послѣдовать выдача тому государству, отъ котораго требованіе, съ надлежащими доказательствами, получено первое.

Но если требуемое лицо есть подданный (въ тѣсномъ смыслѣ, а не въ томъ широкомъ смыслѣ, который указанъ въ статьѣ I настоящей конвенціи) одного изъ требующихъ выдачи государствъ, и отношенія, для него возникающія изъ этого подданства, не были прекращены порядкомъ, предписан-

cet Etat, il devra être livré de préférence à ce dernier Etat.

нымъ законами того государства, то оно должно быть предпочтительно выдано сему послѣднему государству.

Article VI.

Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Quant à l'application de cet article, il est bien entendu que ne sera pas réputé délit politique l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera un fait prévu dans le № 1 de l'article III.

Статья VI.

Преступленія и проступки политическіе исключаются изъ настоящей конвенціи.

Однако, въ отношеніи примѣненія настоящей статьи само собою разумѣется, что не будетъ признаваемо за политическій проступокъ покушеніе противъ особы иностраннаго государя, если это покушеніе составляетъ преступное дѣйствіе, предусмотрѣнное въ № 1, статьи III.

Article VII.

L'individu, dont l'extradition aura été accordée, ne pourra être poursuivi ou puni pour crimes ou délits antérieurs à l'extradition, que lorsque ces crimes ou délits seront prévus dans l'art. III.

Статья VII.

Лицо, на выдачу котораго послѣдовало согласіе, можетъ подвергнуться преслѣдованію или наказанію за преступленія или проступки предшествовавшіе выдачѣ, только когда эти преступленія или проступки предусмотрѣны въ статьѣ III.

Article VIII.

Les deux gouvernements contractants pourront, même dès avant la production du mandat d'arrêt, demander l'arrestation immédiate et provisoire de l'étranger dont l'extradition est réclamée.

Cette arrestation provisoire, qui du reste est tout à fait facultative, se fera dans les formes et selon les règles prescrites par la législation du pays où elle aura lieu.

L'étranger sera mis en liberté, si dans les vingt jours à partir de celui de son arrestation le gouvernement

Статья VIII.

Оба договаривающіяся правительства могутъ и до предъявленія постановленія объ арестѣ требовать немедленнаго и предварительнаго арестованія иностранца, коего выдача требуется.

Это предварительное арестованіе, впрочемъ отнюдь не обязательное, должно производиться съ соблюденіемъ порядка и правилъ, предписываемыхъ законодательствомъ той страны, гдѣ оно имѣетъ послѣдовать.

Таковой иностранецъ освобождается, коль скоро въ продолженіи двадцати дней со дня его арестованія прави-

requis ne reçoit notification du mandat d'arrêt.

тельству, приглашенному арестовать его, не будетъ сообщено постановленія о его арестованіи

Article IX.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique, et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Статья IX.

Выдача должна требоваться дипломатическимъ путемъ и можетъ послѣдовать только по предъявленіи, подлинникомъ или въ засвидѣтельствованной копіи, приговора или обвинительнаго акта, или же постановленія объ арестѣ, выданныхъ по формѣ, предписанной законами страны, требующей выдачи, съ означеніемъ преступленія или проступка, служащаго поводомъ къ требованію выдачи, и карательнаго закона, къ оному примѣняющагося.

Article X.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la restitution, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Статья X.

Вещи, отобранныя у требуемаго къ выдачѣ лица, если подлежащею властью въ томъ государствѣ, отъ котораго требуется выдача, будетъ предписано оныя возвратить, должны быть сданы одновременно съ выдачею самого лица.

Article XI.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition des témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Статья XI.

Когда въ производствѣ уголовнаго дѣла одно изъ правительствъ сочтетъ нужнымъ допросить свидѣтелей, жительствующихъ въ другомъ изъ договаривающихся государствъ, то должно быть послано дипломатическимъ путемъ письменное о томъ ходатайство, которое и будетъ исполняться съ соблюденіемъ законовъ той страны, гдѣ свидѣтели будутъ приведены къ допросу.

Article XII.

Si dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée,

Статья XII.

Если по уголовному дѣлу нужно или желательно, чтобы свидѣтель, проживающій въ другомъ государствѣ, явил-

son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

ся лично, то правительство сего свидѣтеля пригласитъ его явиться на сдѣланный ему вызовъ, и буде онъ на то согласится, ему должна выдаваться сумма на проѣздъ и пребываніе, по правиламъ и тарифамъ той страны, гдѣ ему придется дать показаніе.

Article XIII.

Lorsque dans une cause pénale la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Статья XIII.

Когда въ уголовномъ дѣлѣ признается нужнымъ и полезнымъ очная ставка съ преступниками, содержащимися въ другомъ изъ договаривающихся государствъ, или сообщеніе доказательствъ или документовъ, находящихся въ рукахъ властей другого государства, то объ этомъ должно быть доставлено дипломатическимъ путемъ ходатайство, которое будетъ исполнено, если тому не воспротивятся какія либо особыя уваженія, и притомъ съ обязательствомъ отослать обратно преступниковъ и документы.

Article XIV.

Les deux gouvernements se communiqueront par voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'Etat étranger pour crime ou délit

Статья XIV.

Оба правительства сообщаютъ другъ другу дипломатическимъ путемъ приговоры, постановляемые ихъ судебными мѣстами, за преступленія или проступки надъ подданными иностраннаго государства.

Article XV.

Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les deux gouvernements dans l'exécution de la présente convention devront être accompagnés de leur traduction française, à moins qu'ils ne soient conçus en langue allemande, auquel cas une traduction n'est pas nécessaire.

Статья XV.

Всѣ бумаги и документы, взаимно сообщаемые обоими правительствами по исполненіи настоящей конвенціи, должны быть посылаемы съ приложеніемъ французскаго перевода, если только они не писаны на нѣмецкомъ языкѣ; въ каковомъ случаѣ нѣтъ надобности въ переводѣ.

Article XVI.

Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter dans les limites de leurs territoires respectifs de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux, résultant de l'exécution des commissions rogatoires et du transport et du renvoi des criminels à confronter et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés, par le territoire des Etats intermédiaires, sont à la charge de l'Etat réclamant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement réclamant aux frais duquel il sera embarqué.

Статья XVI.

Оба правительства взаимно отказываются отъ всякаго требованія возмѣщенія издержекъ на содержаніе, пересылку и иныхъ, какія могли быть употреблены въ предѣлахъ территоріи каждаго, по случаю выдачи обвиняемыхъ, подсудимыхъ или осужденныхъ, а также расходовъ, употребленныхъ по исполненію судебныхъ ходатайствъ, на пересылку и возвратъ преступниковъ для очныхъ ставокъ и на доставку и возвратъ вещественныхъ доказательствъ или документовъ.

Издержки на содержаніе и пересылку обвиняемыхъ, подсудимыхъ или осужденныхъ чрезъ владѣнія промежуточныхъ государствъ, падаютъ на счетъ требующаго государства. Въ тѣхъ случаяхъ, когда будетъ признана болѣе удобною пересылка моремъ, выдаваемое лицо будетъ доставляться въ портъ, назначенный дипломатическимъ или консульскимъ агентомъ требующаго выдачи правительства, и на его же счетъ падаютъ издержки провоза моремъ.

Article XVII.

Par les stipulations ci-dessus il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays, qui ont pour objet de régler la marche de l'extradition.

Статья XVII.

Вышеизложенными условіями обѣ договаривающіяся стороны соглашаются взаимно соблюдать законы обѣихъ странъ, которые относятся къ устройству правильнаго порядка выдачи преступниковъ.

Article XVIII.

L'exécution de la présente convention s'étendra au Royaume de Pologne et au Grand-Duché de Finlande.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St.-Pétersbourg

Статья XVIII.

Исполненіе настоящей конвенціи распространяется на Царство Польское и Великое Княжество Финляндское.

Она будетъ ратификована, и ратификаціи будутъ обмѣнены въ С.-Пе-

dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

Elle ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

En foi de quoi etc.

Fait à St.-Pétersbourg, le 14 (26) février 1869.

(L. S.) Gortchacow.

(L. S.) Tauffkirchen.

Ratifiée à St.-Pétersbourg, le 18 mars 1869.

тербургѣ въ теченіи шести недѣль, или ранѣе, буде возможно.

Настоящая конвенція подлежитъ исполненію только по истеченіи двадцати дней послѣ распубликованія оной порядкомъ, предписаннымъ законами той и другой страны.

Она будетъ оставаться въ дѣйствіи до истеченія шести мѣсяцевъ послѣ того, какъ послѣдуетъ отъ одного изъ договаривающихся государствъ объявленіе объ отмѣнѣ оной.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 14-го (26-го) февраля 1869 года.

(М. П.) Горчаковъ.

(М. П.) Тауфкирхенъ.

Ратификована въ С.-Петербургѣ 18-го марта 1869 года.

№ 350.

1869, 3 (15) novembre. Convention de cartel, conclue avec le Grand Duc de Hesse. (2-me Col. des lois № 47.652).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. A. R. le Grand Duc de Hesse, ayant jugé utile de régler par une convention l'extradition des malfaiteurs entre leurs Etats respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Camille de Labensky, son Conseiller privé et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Grand-Ducale de Hesse, chevalier des ordres de Russie: de l'Aigle Blanc, etc.

et S. A. R. le Grand Duc de Hesse, le sieur Régnard Baron de Dalwigk-

№ 350.

1869 г., ноября 3-го (15-го). Картельная конвенція, заключенная съ Гессенскимъ Великимъ Герцогомъ. (2-е П. С. З. № 47.652).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. К. В. Великій Герцогъ Гессенскій, признавъ полезнымъ постановить посредствомъ конвенціи правила о взаимной выдачѣ преступниковъ, назначили на сей конецъ своими уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій Камилла Лабенскаго, своего Тайнаго Совѣтника и чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Великогерцогско-Гессенскомъ Дворѣ, кавалера Императорскихъ и Царскихъ орденовъ: Бѣлаго Орла и проч.,

а Е. К. В. Великій Герцогъ Гессенскій Барона Рейнгарда фонъ-Даль-

Lichtenfels, Président du Conseil des Ministres, Ministre de la Maison Grand-Ducale et des Affaires Etrangères ainsi que de l'Intérieur, etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement Grand-Ducal de Hesse s'engagent à se livrer réciproquement, dans les cas et d'après les formes déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs sujets, les individus condamnés, mis en état d'accusation ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits mentionnés à l'art. III, en vertu d'un arrêt, d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt, émanant des tribunaux de celui des deux pays, contre les lois duquel les faits auront été commis.

Article II.

L'obligation d'extradition ne s'étend dans aucun cas aux sujets du pays auquel l'extradition est demandée. Toutefois les parties contractantes s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits, commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse, dès que la demande en sera faite et dans le cas que ces crimes ou délits pourront être classés dans une des catégories énumérées dans l'art. III. La demande, accompagnée de tous les renseignemens nécessaires, avec la produc-

вигъ-Лихтенфельса, президента совѣта министровъ, Министра Великогерцогскаго Двора, Иностранныхъ и Внутреннихъ дѣлъ и проч.

Каковые полномочные, по взаимномъ сообщеніи своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, постановили и подписали нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Императорско-Россійское и Великогерцогско-Гессенское правительства обязуются взаимно, въ случаяхъ и съ соблюденіемъ правилъ, опредѣленныхъ въ нижеслѣдующихъ статьяхъ, выдавать всѣ лица, за исключеніемъ своихъ подданныхъ, осужденныя, преданныя суду или подвергнутыя слѣдствію за одно изъ преступленій или за одинъ изъ проступковъ, исчисленныхъ въ статьѣ III, приговоромъ или постановленіемъ объ арестованіи, состоявшимся въ судебныхъ мѣстахъ той изъ двухъ договаривающихся сторонъ, противъ законовъ которой совершены тѣ преступныя дѣйствія.

Статья II.

Обязательство выдачи ни въ какомъ случаѣ не распространяется на собственныхъ подданныхъ того государства, отъ котораго требуется выдача. Однако договаривающіяся стороны обязуются преслѣдовать, согласно своимъ законамъ, всѣ преступленія и проступки, совершенные ихъ подданными противъ законовъ противной стороны, какъ скоро предъявлено будетъ о томъ требованіе и если притомъ эти преступленія или проступки могутъ быть включены въ одну изъ категорій, ис-

tion évidente de la culpabilité du criminel, devra être faite par la voie diplomatique.

Sont compris, quant à l'application de cette convention sous la dénomination de sujets, les étrangers qui, selon les lois du pays auquel l'extradition est demandée, sont assimilés aux sujets, ainsi que les étrangers qui se sont établis dans le pays et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans le pays.

Article III.

L'extradition n'aura lieu que dans les cas de condamnation, accusation ou poursuite du chef d'un crime ou délit volontaires commis hors du territoire du pays auquel l'extradition est demandée, qui, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, peut entraîner une peine de plus d'un an d'emprisonnement ou qui aurait pour conséquence la destitution d'un emploi public.

Avec cette restriction l'extradition aura lieu pour les crimes et délits suivants, sans exclure les cas de participation et de tentative:

1) Tout acte illégal qui aura occasionné la mort d'un homme, une grave blessure ou maladie, ou une incapacité

численныхъ въ статьѣ III. Выдача должна требоваться дипломатическимъ путемъ, и требованіе должно сопровождаться всѣми нужными свѣдѣніями, съ предъявленіемъ явныхъ указаній виновности обвиняемаго лица.

Въ наименованіе подданныхъ, относительно примѣненія настоящей конвенціи, включаются тѣ иностранцы, которые по законамъ той страны, отъ которой требуется выдача, уравнены съ подданными, а также иностранцы, водворившіеся въ странѣ и состоящіе или состоявшіе въ бракѣ съ туземною женщиною и имѣющіе отъ нея дитя или нѣсколько дѣтей, родившихся въ странѣ.

Статья III.

Выдача имѣетъ послѣдовать только въ томъ случаѣ, когда причиною осужденія, обвиненія или судебнаго преслѣдованія служитъ умышленное преступленіе или умышленный проступокъ, совершенные внѣ владѣній того государства, отъ котораго требуется выдача, и за которые виновный въ нихъ можетъ по законамъ той страны, которая требуетъ выдачи, подлежать наказанію свыше одного года тюремнаго заключенія или влекущему за собою отрѣшеніе отъ общественной должности.

Выдача имѣетъ послѣдовать, за изъясненнымъ ограниченіемъ, за слѣдующіе преступленія и проступки, не исключая соучастія въ нихъ и покушенія:

1) Всякое незаконное дѣйствіе, причинившее человѣку смерть или тяжкое увѣчье или болѣзнь, или неспособность

de travail, ou la perte de l'usage absolu d'un organe.

2) Avortement.

3) Viol et autres attentats à la pudeur.

4) Incendie, destruction de chemins de fer, navires, mines, télégraphes et digues.

5) Faux témoignage judiciaire.

6) Faux en écriture.

7) Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, contrefaçon de billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics, émission de ces fausses valeurs.

8) Brigandage, rapine, vol, détournement, escroquerie, concussion.

9) Corruption et forfaiture des fonctionnaires publics.

10) Banqueroute frauduleuse.

Article IV.

Si le même fait qui a motivé la réclamation donne également lieu à des poursuites publiques dans le pays auquel l'extradition est demandée, la réponse définitive pourra être différée jusqu'à ce que la culpabilité de l'individu envers ce pays ait été examinée par les tribunaux, et que la peine ait été subie dans le cas où l'individu aura été trouvé coupable.

L'extradition n'aura pas lieu:

1) lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit, pour lequel l'individu réclamé subit ou a dejà subi sa peine, ou dont il a été acquitté

въ работѣ, или же совершенно лишившее его пользованія какимъ либо органомъ.

2) Изгнаніе плода.

3) Изнасилованіе и другія преступленія противъ цѣломудрія.

4) Поджигательство, разрушеніе желѣзныхъ дорогъ, судовъ, рудниковъ, телеграфовъ и плотинъ.

5) Лжесвидѣтельство въ судахъ.

6) Поддѣлка письма.

7) Выдѣлка фальшивой монеты, поддѣлка банковыхъ билетовъ, бумажныхъ денегъ, публичныхъ бумагъ и распространеніе таковыхъ фальшивыхъ цѣнностей.

8) Разбой, грабежъ, кража, присвоеніе и утайка чужой собственности, мошенничество, взяточничество.

9) Подкупъ, преступленія и проступки должностныхъ лицъ по службѣ.

10) Злостное банкротство.

Статья IV.

Если тѣмъ же самымъ дѣйствіемъ, за которое требуется выдача какого либо лица, вызывается равнымъ образомъ судебное преслѣдованіе въ той странѣ, отъ которой требуется выдача, въ такомъ случаѣ окончательный отвѣтъ можетъ быть пріостановленъ до тѣхъ поръ, пока не будетъ судебными мѣстами разсмотрѣнъ вопросъ о виновности этого лица противъ сей послѣдней страны и, въ случаѣ признанія его виновнымъ, пока оно не выдержитъ присужденнаго наказанія.

Выдача не послѣдуетъ:

1) когда она требуется по поводу того же преступленія или проступка, за которые требуемое лицо несетъ или уже понесло наказаніе, или по кото-

ou absous dans le pays auquel l'extradition est demandée;

2) si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

рому оно было оправдано или освобождено отъ суда въ той странѣ, отъ которой требуется выдача;

2) если для начатія дѣла или для наказанія прошелъ срокъ давности по законамъ той страны, отъ которой требуется выдача.

ARTICLE V.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine et il en sera de même, si l'individu réclamé est détenu pour dette en vertu d'un arrêt ou autre acte à titre exécutoire passé devant l'autorité compétente, antérieurs à la demande d'extradition.

Si l'extradition de l'individu est demandée concurremment par l'un des Etats contractants et par un autre Etat vis-à-vis duquel existe également une obligation conventionnelle d'extradition, celle-ci se fera à l'Etat dont la demande, accompagnée des preuves nécessaires, aura été reçue la première.

Mais s'il arrivait que l'individu réclamé était sujet (dans le sens strict et non dans le sens étendu indiqué par l'article I de la présente convention), de l'un des Etats réclamants et que les rapports résultant pour lui de cette qualité n'aient pas été annulés, suivant les formes prescrites par les lois de cet

СТАТЬЯ V.

Если требуемое лицо преслѣдуется или задержано за другое преступленіе или другой проступокъ противъ законовъ той страны, отъ которой требуется выдача, въ такомъ случаѣ выдача пріостанавливается до тѣхъ поръ, пока лицо это не будетъ освобождено отъ суда, или не выдержитъ присужденнаго ему наказанія; такимъ же образомъ должно быть поступаемо, когда требуемое лицо задержано за долги по судебному приговору или по иному безспорному акту, выданному отъ подлежащей власти, буде они предшествовали требованію о выдачѣ.

Если выдачи какого либо лица требуютъ въ одно и тоже время одна изъ договаривающихся Державъ и другое государство, съ которымъ также существуетъ обязательство выдачи, основанное на конвенціи, въ такомъ случаѣ имѣетъ послѣдовать выдача тому государству, отъ котораго требованіе съ надлежащими доказательствами получено первое.

Но если требуемое лицо есть подданный (въ тѣсномъ смыслѣ, а не въ томъ широкомъ смыслѣ, который указанъ въ статьѣ I настоящей конвенціи) одного изъ требующихъ выдачи государствъ, и отношенія, для него возникающія изъ этого подданства, не были прекращены порядкомъ, предпи-

Etat, il devra être livré de préférence à ce dernier Etat.

саннымъ законами того государства, то оно должно быть предпочтительно выдано сему послѣднему государству.

Article VI.

Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Quant à l'application de cet article, il est bien entendu que ne sera pas réputé délit politique l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera un fait prévu dans le № 1 de l'article III.

Статья VI.

Преступленія и проступки политическіе исключаются изъ настоящей конвенціи.

Однако въ отношеніи примѣненія настоящей статьи само собою разумѣется, что не будетъ признаваемо за политическій проступокъ покушеніе противъ Особы иностраннаго Государя, или членовъ его дома, если это покушеніе само по себѣ составляетъ преступное дѣйствіе, предусмотрѣнное въ № 1, статьи III.

Article VII.

L'individu, dont l'extradition aura été accordée, ne pourra être poursuivi ou puni pour crimes ou délits antérieurs à l'extradition, que lorsque ces crimes ou délits seront prévus dans l'art. III.

Статья VII.

Лицо, на выдачу котораго послѣдовало согласіе, можетъ подвергнуться преслѣдованію или наказанію за преступленія или проступки, предшествовавшіе выдачѣ, только когда эти преступленія или проступки предусмотрѣны въ статьѣ III.

Article VIII.

Les deux gouvernements contractants pourront, même dès avant la production du mandat d'arrêt, demander l'arrestation immédiate et provisoire de l'étranger dont l'extradition est réclamée.

Cette arrestation provisoire, qui du reste est tout à fait facultative, se fera dans les formes et selon les règles prescrites par la législation du pays où elle aura lieu.

L'étranger sera mis en liberté, si dans les vingt jours à partir de celui de son

Статья VIII.

Оба договаривающіяся правительства могутъ и до предъявленія постановленія объ арестѣ требовать немедленнаго и предварительнаго арестованія иностранца, коего выдача требуется.

Это предварительное арестованіе, впрочемъ отнюдь не обязательное, должно производиться съ соблюденіемъ порядка и правилъ, предписываемыхъ законодательствомъ той страны, гдѣ оно имѣетъ послѣдовать.

Таковой иностранецъ освобождается, коль скоро въ продолженіе двадцати

arrestation le gouvernement requis ne reçoit notification du mandat d'arrêt.

дней со дня его арестованія правительству, приглашенному арестовать его, не будетъ сообщено постановленія о его арестованіи.

Article IX.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique, et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Статья IX.

Выдача должна требоваться дипломатическимъ путемъ и можетъ послѣдовать только по предъявленіи, подлинникомъ или въ засвидѣтельствованной копіи, приговора или обвинительнаго акта, или же постановленія объ арестѣ, выданныхъ по формѣ, предписанной законами страны, требующей выдачи, съ означеніемъ преступленія или проступка, служащаго поводомъ къ требованію выдачи, и карательнаго закона, къ оному примѣняющагося.

Article X.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la restitution, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Статья X.

Вещи, отобранныя у требуемаго къ выдачѣ лица, если подлежащею властью въ томъ государствѣ, отъ котораго требуется выдача, будетъ предписано оныя возвратить, должны быть сданы одновременно съ выдачею самого лица.

Article XI.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition des témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Статья XI.

Когда въ производствѣ уголовнаго дѣла одно изъ правительствъ сочтетъ нужнымъ допросить свидѣтелей, жительствующихъ въ другомъ изъ договаривающихся государствъ, то должно быть послано дипломатическимъ путемъ письменное о томъ ходатайство, которое и будетъ исполняться съ соблюденіемъ законовъ той страны, гдѣ свидѣтели будутъ приведены къ допросу.

Article XII.

Si dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin dans

Статья XII.

Если по уголовному дѣлу нужно или желательно, чтобы свидѣтель, про-

l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

живающій въ другомъ государствѣ, явился лично, то правительство сего свидѣтеля пригласитъ его явиться на сдѣланный ему вызовъ, и буде онъ на то согласится, ему должна выдаваться сумма на проѣздъ и пребываніе, по правиламъ и тарифамъ той страны, гдѣ ему придется дать показаніе.

Article XIII.

Lorsque dans une cause pénale la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Статья XIII.

Когда въ уголовномъ дѣлѣ признаются нужными или полезными очная ставка съ преступниками, содержащимися въ другомъ изъ договаривающихся государствъ, или сообщеніе доказательствъ или документовъ, находящихся въ рукахъ властей другого государства, то объ этомъ должно быть доставлено дипломатическимъ путемъ ходатайство, которое будетъ исполнено, если тому не воспротивятся какія либо особыя уваженія, и притомъ съ обязательствомъ отослать обратно преступниковъ и документы.

Article XIV.

Les deux gouvernements se communiqueront par voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'Etat étranger pour crime ou délit.

Статья XIV.

Оба правительства сообщаютъ другъ другу дипломатическимъ путемъ приговоры, постановляемые ихъ судебными мѣстами, за преступленія или проступки надъ подданными иностраннаго государства.

Article XV.

Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les deux gouvernements dans l'exécution de la présente convention devront être accompagnés de leur traduction française, à moins qu'ils ne soient conçus en langue allemande auquel cas une traduction n'est pas nécessaire.

Статья XV.

Всѣ бумаги и документы, взаимно сообщаемые обоими правительствами по исполненіи настоящей конвенціи, должны быть посылаемы съ приложеніемъ французскаго перевода, если только они не писаны на нѣмецкомъ языкѣ; въ каковомъ случаѣ нѣтъ надобности въ переводѣ.

Article XVI.

Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter dans les limites de leurs territoires respectifs de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux, résultant de l'exécution des commissions rogatoires et du transport et du renvoi des criminels à confronter et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés, par le territoire des Etats intermédiaires, sont à la charge de l'Etat réclamant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article XVII.

Par les stipulations ci-dessus il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays, qui ont pour objet de régler la marche de l'extradition.

Article XVIII.

L'exécution de la présente convention s'étendra au Royaume de Pologne et au Grand-Duché de Finlande.

Elle ne s'étendra pas à la partie du

Статья XVI.

Оба правительства взаимно отказываются отъ всякаго требованія возмѣщенія издержекъ на содержаніе, пересылку и иныхъ, какія могли быть употреблены въ предѣлахъ территоріи каждаго, по случаю выдачи обвиняемыхъ, подсудимыхъ или осужденныхъ, а также расходовъ, употребленныхъ по исполненію судебныхъ ходатайствъ, на пересылку и возвратъ преступниковъ для очныхъ ставокъ и на доставку и возвратъ вещественныхъ доказательствъ или документовъ.

Издержки на содержаніе и пересылку обвиняемыхъ, подсудимыхъ или осужденныхъ чрезъ владѣнія промежуточныхъ государствъ, падаютъ на счетъ требующаго государства. Въ тѣхъ случаяхъ, когда будетъ признана болѣе удобною пересылка моремъ, выдаваемое лицо будетъ доставляться въ портъ, назначенный дипломатическимъ или консульскимъ агентомъ требующаго выдачи правительства, и на его же счетъ падаютъ издержки провоза моремъ.

Статья XVII.

Вышеизложенными условіями обѣ договаривающіяся стороны соглашаются взаимно соблюдать законы обѣихъ странъ, относящіеся къ устройству правильнаго порядка выдачи преступниковъ.

Статья XVIII.

Исполненіе настоящей конвенціи распространяется на Царство Польское и Великое Княжество Финляндское.

Настоящая конвенція не распростра-

Grand-Duché de Hesse, comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Darmstadt dans le délai de six semaines ou plutôt si faire se peut.

Elle ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

En foi de quoi etc.

Fait à Darmstadt, le 3 (15) novembre 1869.

(L. S.) Labensky.
(L. S.) B-on de-Dalwigk.

Ratifiée a St.-Pétersbourg, le 11 novembre 1869.

№ 351.

1871, le 26 juin (8 juillet). Convention, conclue avec la Prusse, concernant la jonction du chemin de fer de Brest-Grajewo avec celui de Königsberg-Lyk. (2-me Col. des lois № 50.069).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Germanique, animés du désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'un chemin de fer entre Brest-Litowsk et Lyck, ont nommé des plénipotentiaires à l'effet de régler d'un

няется на часть Великаго Герцогства Гессенскаго, вошедшаго въ составъ Сѣверогерманскаго Союза.

Она будетъ ратификована, и ратификаціи будутъ обмѣнены въ Дармштадтѣ въ теченіи шести недѣль, или ранѣе, буде возможно.

Настоящая конвенція подлежитъ исполненію только по истеченіи двадцати дней послѣ распубликованія оной порядкомъ, предписаннымъ законами той и другой страны.

Она будетъ оставаться въ дѣйствіи до истеченія шести мѣсяцевъ послѣ того, какъ послѣдуетъ отъ одного изъ договаривающихся государствъ объявленіе объ отмѣнѣ оной.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Дармштадтѣ 3-го (15-го) ноября 1869 г.

(М. П.) Лабенскій.
(М. П.) Баронъ фонъ Дальвигъ.

Ратификована въ С.-Петербургѣ 11-го ноября 1869 г.

№ 351.

1871 г., 26-го іюня (8-го іюля). Конвенція съ Пруссіей о соединеніи Бресто-Граевской желѣзной дороги съ Кенигсберго - Лыкскою. (2-е П. С. З. № 50.069).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, именемъ Германской Имперіи, желая способствовать развитію торговыхъ сношеній между обѣими Имперіями чрезъ устройство желѣзной дороги между Лыкомъ и Брестъ-Литовскомъ, назначили уполномоченныхъ для разрѣшенія взаимнымъ соглашеніемъ

commun accord les questions résultant de cette nouvelle voie ferrée, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

le sieur André Tverdiansky, son Conseiller d'Etat actuel, le sieur Alexandre Baron Wrewsky, son colonel d'Etat-Major, le sieur Nicolas Essaouloff, son colonel du génie, et le sieur Alexandre d'Erdberg, son colonel du génie.

et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

le sieur Paul-Louis Guillaume Jordan, son conseiller intime de légation, le sieur Charles-Auguste-Hermann Mebes, son conseiller de régence, le sieur Jean-Ernest Edouard Hitzigrath, son conseiller intime des finances, —

lesquels sont convenus, sous réserve de la ratification, des articles suivants:

Article I.

Le gouvernement russe a accordé à une société d'actionnaires la concession pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Brest-Litovsk par Bialystok à la frontière de Prusse près de Grajewo, et le gouvernement prussien a accordé à une société d'actionnaires la concession pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer, qui sera tracé de Lyck à la frontière de Russie pour se réunir au chemin de fer russe susindiqué.

Article II.

Le point de jonction des deux chemins russe et prussien et le raccordement de ces chemins, soit en plan, soit en profil, seront déterminés par les deux gouvernements d'après les projets rédi-

всѣхъ вопросовъ, возникающихъ изъ этого новаго желѣзнаго пути, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Андрея Твердянскаго, своего Дѣйст. Ст. Сов., Барона Александра Вревскаго, своего полковника Генеральнаго Штаба, Николая Эссаулова, своего инженеръ-полковника и Александра Эрдберга, своего инженеръ-полковника,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

Павла Лудвига-Вильгельма Іордана, своего Тайнаго Легаціоннаго Совѣтника, Карла-Августа-Германа-Мебеса, своего Тайнаго Совѣтника правленія, Іогана-Эрнеста-Эдуарда Гитциграта, своего Тайнаго Совѣтника финансовъ,

каковые уполномоченные постановили, подъ условіемъ ратификаціи, нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Россійское правительство отдало обществу на акціяхъ концессію на сооруженіе и эксплуатацію желѣзной дороги отъ Бреста-Литовскаго на Бѣлостокъ къ прусской границѣ, близъ Граева, прусское же правительство отдало обществу на акціяхъ концессію на сооруженіе и эксплуатацію желѣзной дороги, которая имѣетъ быть проведена отъ Лыка къ русской границѣ и тамъ соединиться съ вышесказанною русскою желѣзною дорогою.

Статья II.

Пунктъ соединенія обѣихъ желѣзныхъ дорогъ, русской и прусской, и примычка этихъ дорогъ, какъ въ планѣ, такъ и въ профилѣ, будутъ опредѣлены обоими правительствами по

gés de concert par les ingénieurs des deux pays.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire demeurent réservées à l'appréciation et à la décision de chacune des Hautes Parties contractantes.

проектамъ, составленнымъ по взаимному соглашенію инженерами обѣихъ странъ.

Всѣ прочія условія относительно направленія дороги, а равно помѣщенія станцій въ предѣлахъ каждаго государства, предоставляются на усмотрѣніе и рѣшеніе каждой изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ.

Article III.

Les voies de fer et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés de part et d'autre de manière à assurer l'exploitation avec des locomotives.

Статья III.

Желѣзные пути и ихъ принадлежности, равно какъ перевозочныя средства, будутъ съ той и другой стороны устроены такимъ образомъ, чтобы было обезпечено движеніе посредствомъ локомотивовъ.

Article IV.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails, sera sur le territoire russe de cinq pieds, mesure anglaise, sur le territoire prussien de quatre pieds huit pouces et demi, mesure anglaise.

Статья IV.

Ширина колей между внутренними краями рельсовъ будетъ въ россійскихъ владѣніяхъ въ пять футовъ англійской мѣры, а въ прусскихъ владѣніяхъ въ четыре фута восемь съ половиною дюйма англійской же мѣры.

Article V.

Les acquisitions de terrains et les travaux d'art seront effectués et exécutés immédiatement pour deux voies; mais la pose de la seconde voie sera ajournée jusqu'à ce que la nécessité en aura été reconnue par les gouvernements respectifs.

Статья V.

Отчужденіе земель и искусственныя сооруженія должны быть произведены и исполнены съ разу на два пути; но укладка втораго пути будетъ отложена впредь до того времени, когда подлежащія правительства признаютъ потребность онаго.

Article VI.

Les hauts gouvernements contractants auront soin de faire achever la construction des parties du chemin de fer de Brest-Litowsk à Lyck, situées sur leurs territoires respectifs pour un terme aussi rapproché que possible et ils se

Статья VI.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся о томъ, дабы находящіяся во владѣніяхъ каждой изъ нихъ части Брестъ-Литовско-Лыкской желѣзной дороги были окончены постройкою въ возможно ближайшій срокъ, и сооб-

communiqueront réciproquement l'acte de concession approuvé par chacun d'eux.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues d'un commun accord que la construction sur le territoire de l'une et de l'autre partie sera terminée, autant que possible simultanément.

щать другъ другу утвержденную каждою изъ нихъ концессію.

Высокія договаривающіяся стороны взаимно между собою уговорились въ томъ, что постройка дороги во владѣніяхъ той и другой стороны будетъ окончена по возможности одновременно.

Article VII.

Le changement d'exploitation se fera à la frontière de manière que l'administration de chemins de fer russe et l'administration de chemins de fer prussienne établissent chacune de son côté, sur son territoire, près de la frontière une station et que les convois russes, sur la voie plus large russe, entrent dans la station prussienne, et les convois prussiens, sur la voie plus étroite prussienne, entrent dans la station russe.

Статья VII.

Переходъ съ одной дороги на другую будетъ совершаться на границѣ такимъ порядкомъ, что россійское управленіе желѣзныхъ дорогъ и прусское управленіе желѣзныхъ дорогъ имѣютъ выстроить каждое съ своей стороны и на своей территоріи станцію вблизи границы, и что русскіе поѣзды на болѣе широкомъ русскомъ пути будутъ входить въ прусскую станцію, а прусскіе поѣзды на болѣе узкомъ прусскомъ пути будутъ входить въ русскую станцію.

Article VIII.

La construction, l'entretien et la surveillance de la voie plus étroite sur le territoire russe, entre la station russe et la frontière, sera à charge de l'administration russe; la construction, l'entretien et la surveillance de la voie plus large sur le territoire prussien, entre la frontière et la station prussienne, sera à charge de l'administration prussienne. Pour le parcours et l'usage de ces deux parties du chemin de fer, les administrations russe et prussienne ne payeront l'une à l'autre aucune indemnité.

Статья VIII.

Устройство и содержаніе болѣе узкаго пути на русской территоріи, между русскою станціею и границею, и наблюденіе за онымъ, будутъ лежать на обязанности русскаго управленія; устройство же и содержаніе болѣе широкаго пути на прусской территоріи, между границею и прусскою станціею, и наблюденіе за онымъ будутъ лежать на обязанности прусскаго управленія. За пробѣгъ по этимъ двумъ частямъ желѣзной дороги и потребленіе ихъ, русское и прусское управленія не будутъ уплачивать другъ другу никакого вознагражденія.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes auront soin, qu'aux stations frontières les arran-

Статья IX.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся, дабы на пограничныхъ стан-

gements nécessaires soient faits pour pouvoir effectuer, avec la moindre perte de temps et aux moindres frais possibles, les déchargements et rechargements des waggons à marchandises nécessités par la différence de la largeur de la voie.

ціяхъ были приняты всѣ необходимыя мѣры для того, чтобы требующіяся въ слѣдствіе различной ширины путей разгрузка и перегрузка товарныхъ вагоновъ могли производиться съ возможно меньшею тратою времени и меньшими расходами.

Article X.

Un règlement uniforme pour les signaux et tous les détails du service d'exploitation sera concerté pour les stations frontières entre les administrations des deux chemins de fer, sauf l'approbation des autorités territoriales respectives.

Статья X.

Относительно сигналовъ и всѣхъ подробностей порядка эксплуатаціи будутъ составлены для пограничныхъ станцій одинаковыя правила по взаимному соглашенію между управленіями обѣихъ желѣзныхъ дорогъ и съ утвержденія подлежащихъ территоріальныхъ властей.

Article XI.

Les deux gouvernements aviseront aux moyens de régler le service des convois de la manière la plus convenable, et ils exerceront l'influence nécessaire pour déterminer et changer le service des convois.

Статья XI.

Оба правительства озаботятся о способахъ устройства эксплуатаціи наиболѣе удобнымъ образомъ, и будутъ употреблять надлежащее вліяніе по предмету распредѣленія и измѣненія движенія поѣздовъ.

Article XII.

Le tarif des prix pour le transport des personnes et des marchandises sera arrêté par chacune des deux administrations sur son territoire et communiqué à l'autre.

Les hauts gouvernements contractants auront soin que sur les parties de chemin de fer, situées sur le territoire de l'un et de l'autre, le tarif des prix de transport, sauf les différences que la diversité de l'exploitation et du commerce y apportent, soit aussi uniforme que possible.

Статья XII.

Тарифъ платы за провозъ пассажировъ и товаровъ будетъ опредѣленъ каждымъ изъ управленій на своей территоріи и взаимно сообщенъ.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся, дабы на частяхъ этой желѣзной дороги, находящихся въ обоюдныхъ ихъ владѣніяхъ, тарифъ провозной платы, за исключеніемъ разности, проистекающей изъ различія эксплуатаціи и торговли, былъ по возможности одинаковъ.

Article XIII.

Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des Etats, soit pour

Статья XIII.

Не будетъ полагаться никакого различія между жителями того и другого

le prix des transports, soit pour le temps d'expédition, sauf les délais nécessités par les règlements de douane; l'application de ces règlements sera la même pour les habitants des deux pays.

государства ни относительно провозной платы, ни относительно времени отправленія, кромѣ простоевъ, необходимо сопряженныхъ съ таможенными правилами; примѣненіе этихъ правилъ будетъ одинаково для жителей обѣихъ странъ.

Article XIV.

Toutes les mesures de police et de douane, auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie, qui fait l'objet de la présente convention, sont réservées à chacun des gouvernements et seront, autant que possible, concertées préalablement.

Pour ce qui est des formalités de visite et d'expédition en douane de bagages et des marchandises importées ou exportées et de la vérification des passeports, les deux gouvernements s'engagent mutuellement à ne pas traiter moins favorablement le chemin de fer de Brest-Litowsk à Lyck que tout autre chemin de fer, traversant la frontière, et à accorder dans l'intérêt et faveur du commerce, au dit chemin de fer toute facilité et simplification de service, compatibles avec les lois des deux pays.

Статья XIV.

Всѣ полицейскія и таможенныя мѣры, которыя могутъ быть вызваны открытіемъ желѣзной дороги, составляющей предметъ настоящей конвенціи, предоставляются на усмотрѣніе каждаго изъ договаривающихся правительствъ и будутъ, насколько возможно, устанавливаться по предварительному взаимному соглашенію.

Что же касается формальностей таможеннаго досмотра и пропуска пассажирскихъ вещей и привозимыхъ или вывозимыхъ товаровъ и повѣрки паспортовъ, то оба правительства взаимно обязуются поставить Брестъ-Литовско-Лыкскую желѣзную дорогу въ не менѣе благопріятное положеніе, чѣмъ какая бы то ни была другая желѣзная дорога, переходящая границу, и предоставить этой дорогѣ въ видахъ пользы торговли, всѣ облегченія и упрощенія въ таможенномъ порядкѣ, какія могутъ согласоваться съ законами той и другой страны.

Article XV.

Le chemin de fer de Brest-Litowsk à Lyck servira aussi aux transports des postes, tant des lettres, que des paquets et à l'établissement de lignes télégraphiques. Les hauts gouvernements auront soin d'imposer aux entrepreneurs du chemin de fer les obligations qu'ils juge-

Статья XV.

Брестъ-Литовско-Лыкская дорога будетъ служить также къ провозу почтовыхъ корреспонденцій, какъ письменныхъ, такъ и посылочныхъ, и къ проводу телеграфныхъ линій. Высокія договаривающіяся державы не упустятъ возложить на концессіонеровъ желѣз-

raient utiles pour assurer les intérêts de l'administration des postes et des télégraphes.

Les administrations des postes et des télégraphes des deux parties contractantes arrêteront d'un commun accord les modalités du service postal et télégraphique à organiser sur le dit chemin de fer.

Article XVI.

Dans tous les cas, où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourraient pas s'entendre sur les différents points prévus dans la présente convention, et en général sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et la prospérité du commerce de transit, les gouvernements interviendront d'office et se concerteront pour prescrire toutes les mesures nécessaires.

Article XVII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait à Koenigsberg, le 26 juin (8 juillet) 1871.

(L. S.) Tverdiansky. (L. S.) Jordan.
(L. S.) Baron Wrevsky. (L. S.) Mebes.
(L. S.) Essaouloff. (L. S.) Hitzigrath.
(L. S.) d'Erdberg.

Ratifiée à St. Pétersbourg, le 27 octobre 1871.

ной дороги такія обязательства, какія онѣ признаютъ нужными для обезпеченія интереса почтоваго и телеграфнаго управленія.

Почтовыя и телеграфныя управленія обѣихъ договаривающихся сторонъ опредѣлятъ по взаимному соглашенію порядокъ почтовой и телеграфной службы, который имѣетъ быть установленъ на сказанной желѣзной дорогѣ.

Статья XVI.

Во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда управленія желѣзной дороги того или другого государства не будутъ согласны между собою относительно различныхъ пунктовъ, постановленныхъ настоящею конвенціею, и вообще относительно способовъ обезпечить непрерывность движенія между обѣими границами и благосостояніе транзитной торговли, правительства будутъ сами собою вступаться въ таковые споры и входить во взаимныя между собою соглашенія для предписанія всѣхъ потребныхъ мѣръ.

Статья XVII.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи будутъ размѣнены въ Берлинѣ въ теченіи двухъ мѣсяцевъ со дня подписанія оной или ранѣе, буде возможно.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Кенигсбергѣ 26-го іюня (8-го іюля) 1871 года.

(М.П.) Твердянскій. (М.П.) Іорданъ.
(М.П.) Баронъ Вревскій. (М.П.) Мебесъ.
(М.П.) Эссауловъ. (М.П.) Гитциг-
(М.П.) фонъ-Эрдбергъ. ратъ.

Ратификована въ С.-Петербургѣ, 27-го октября 1871 года.

№ 352.

1872, le 13 (25) mars. Déclaration, conclue avec l'Empire d'Allemagne, concernant la correspondance télégraphique. (2-me Col. des lois № 50.831).

Un arrangement ayant été conclu le 18 (30) janvier de l'année courante entre les représentans de l'administration des télégraphes de l'Empire de Russie et de l'administration des télégraphes d'Etat de l'Empire d'Allemagne relativement à l'échange de la correspondance télégraphique entre la Russie et l'Empire d'Allemagne, et cet arrangement portant mot pour mot ce qui suit:

„Verhandelt Berlin, den 30. Januar 1872.

Nachdem der Deutsch-Oesterreichische Telegraphen-Verein, späterhin „Telegraphen Verein" genannt, in Folge der Constituirung des Deutschen Reiches mit Ablauf des Jahres 1871 aufgelöst worden, ist es wünschenswerth erschienen, die bisherigen Verhältnisse und Beziehungen zwischen dem Telegraphen-Verein und der Kaiserlich-Russischen Telegraphen-Verwaltung betreffend die Behandlung der wechselseitigen Telegraphen-Correspondenz auf's Neue zu reguliren und festzustellen.

Zu diesem Behufe ist zwischen den Vertretern

a) Der Kaiserlich-Russischen Telegraphen-Verwaltung, dem General-Telegraphen-Director Geheimrath von Lüders,

b) der Kaiserlich-Deutschen Reichs-Telegraphen-Verwaltung, dem General-Telegraphen-Director General-Major von Chauwin, unterm heutigen Tage nachfolgende Uebereinkunft vorbehaltlich der Genehmigung ihrer hohen vorgesetzten Regierungen geschlossen worden.

№ 352.

1872 г., марта 13-го (25-го). Декларація, заключенная съ Германскою Имперіею, относительно телеграфной корреспонденціи. (2-ое П. С. З. № 50.831).

Соглашеніе, заключенное 18-го (30-го) января сего года между представителями Императорско-россійскаго телеграфнаго управленія и Императорско-германскаго государственнаго телеграфнаго управленія касательно телеграфной корреспонденціи между Россіею и Германскою Имперіею, каковое соглашеніе отъ слова до слова гласитъ:

„Учинено въ Берлинѣ 30-го января 1872 года.

Такъ какъ въ слѣдствіе учрежденія Германской Имперіи Германско-австрійскій Телеграфный Союзъ, въ послѣдствіи называвшійся „Телеграфнымъ Союзомъ", съ истеченіемъ 1871 года упраздненъ, то оказывается желательнымъ вновь опредѣлить и установить существовавшія доселѣ между Телеграфнымъ Союзомъ и Императорско-россійскимъ телеграфнымъ управленіемъ отношенія по предмету порядка производства взаимной телеграфной корреспонденціи.

На сей конецъ представители

a) Императорско-россійскаго телеграфнаго управленія, Директоръ телеграфовъ, Тайный Совѣтникъ Лидерсъ, и

b) Императорско-германскаго государственнаго телеграфнаго управленія, Директоръ телеграфовъ, генералъ-маіоръ фонъ-Шовенъ, сего числа заключили между собою нижеслѣдующее соглашеніе, подъ условіемъ ратификаціи онаго высокими ихъ правительствами:

1) Die von den Vertretern der Kaiserlich-Russischen, der Königlich-Preussischen und der K. K. Oesterreichischen Telegraphen-Verwaltung getroffene protocollarische Vereinbarung de dato Paris, den 15. April 1865, betreffend den wechselseitigen Telegraphen-Verkehr zwischen dem Deutsch-Oesterreichischen Telegraphen-Verein und Rußland, wird als vom 1. Juli 1872 ab erloschen erachtet und es treten an deren Stelle, so weit es die Telegraphen-Verwaltungen Rußlands und des Deutschen Reiches betrifft, die Festsetzungen der gegenwärtigen Uebereinkunft.

2) Für die wechselseitige Telegraphen-Correspondenz zwischen Rußland und Deutschland werden folgende Terminal-Taxen in Anwendung gebracht:

A. für das Russische Reich:

a) für das europäische Rußland . . .		5	Fr.
b) für den Kaukasus		8	„
c) für das asiatische Rußland	I. Region.	13	„
d) „ „ „ „	II. „	21	„
e) „ „ „ „	III. „	37	„

B. für das Deutsche Reich $2^1/_2$ Fr.

Diese Gebührenbeträge gelten für einfache Telegramme von 20 Worten und erhöhen sich um die Hälfte für jede fernere 10 Worte.

3) Für den Grenzverkehr zwischen Rußland einer Seits und Deutschland anderer Seits wird die Gesammtgebühr pro einfache Depesche auf 3 Francs festgesetzt. Die Gebühren für die bezügliche Telegraphen-Correspondenz verbleiben ungetheilt den Verwaltungen der Aufgabe-Stationen, daher eine wechselseitige Abrechnung darüber nicht stattfindet.

1) Соглашеніе, заключенное между представителями Императорско-россійскаго, королевско-прусскаго и Императорско-королевско-австрійскаго телеграфныхъ управленій протоколомъ, состоявшимся въ Парижѣ 15-го апрѣля 1865 года, касательно взаимныхъ телеграфныхъ сношеній между Германско-Австрійскимъ телеграфнымъ Союзомъ и Россіею, съ 1-го іюля 1872 года будетъ считаться утратившимъ силу и вмѣсто него вступятъ въ дѣйствіе, на сколько то касается телеграфныхъ управленій Россіи и Германской Имперіи, постановленія настоящаго соглашенія.

2) Для взаимной телеграфной корреспонденціи между Россіею и Германіею опредѣляется слѣдующая оконечная такса:

А. Въ пользу Россійской Имперіи:

a) для Европейской Россіи. .		5	фр.
b) „ Кавказа		8	„
c) „ Азіат. Россіи	I района	13	„
d) „ „ „	II „	21	„
e) „ „ „	III „	37	„

В. Въ пользу Германской Имперіи $2^1/_2$ фр.

Эта такса опредѣлена за простыя телеграммы въ 20 словъ, и увеличивается на половину означенныхъ окладовъ за каждыя лишнія 10 словъ.

3) Для пограничныхъ сношеній между Россіею съ одной стороны и Германіею съ другой стороны такса опредѣляется въ 3 франка за простую депешу. Плата за пограничную телеграфную корреспонденцію предоставляется нераздѣльно тому управленію, которому принадлежитъ станція подачи, а потому никакого взаимнаго расчета относительно этого сбора производиться не будетъ.

In den Grenzverkehr fallen alle diejenigen Stationen, welche auf jedem Gebiete von der resp. Landesgrenze in directem Abstande nicht weiter als 25 geographische Meilen entfernt sind.

4) Im Uebrigen sind die durch den revidirten internationalen Telegraphen-Vertrag de dato Rom, den 14. Januar 1872 und des dazu gehörigen Reglements vereinbarten Bestimmungen für die obige Telegraphen-Correspondenz maaßgebend.

5) Vorstehende Bestimmungen treten gleichzeitig mit dem in Rom revidirten internationalen Telegraphen-Vertrage de dato 14. Januar 1872 in Wirksamkeit und bleiben auf unbestimmte Zeit und bis zum Ablaufe eines Jahres nach etwa erfolgter Kündigung von der einen oder von der anderen Seite in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Eingangsgenannten beiden Vertretern die gegenwärtige Uebereinkunft eigenhändig unterzeichnet.

Lüders. Chauvin.

Cet arrangement est confirmé en tous points, au nom du Gouvernement Impérial de Russie, par la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable du Gouvernement Impérial d'Allemagne.

St. Pétersbourg, le 13 (25) mars 1872.

Le Chancelier de l'Empire de Russie
(L. S.) Gortchacow.

Въ предѣлы пограничныхъ сношеній входятъ всѣ тѣ станціи, которыя на той и другой территоріи отстоятъ отъ обоюдной государственной границы въ прямомъ направленіи не далѣе 25 географическихъ миль.

4) Во всемъ остальномъ вышеупомянутая телеграфная корреспонденція подчиняется постановленіямъ пересмотрѣнной въ Римѣ 14-го января 1872 года международной телеграфной конвенціи и принадлежащаго къ ней устава.

5) Вышеизложенныя постановленія вступятъ въ дѣйствіе одновременно съ пересмотрѣнною въ Римѣ международною телеграфною конвенціею 14-го января 1872 года и будутъ оставаться въ силѣ на неопредѣленное время, до истеченія одного года послѣ заявленія тою или другою стороною о прекращеніи дѣйствія оныхъ.

Въ удостовѣреніе чего вышепоименованные представители обѣихъ сторонъ настоящее соглашеніе собственноручно подписали.

Лидерсъ. Шовенъ.

Настоящею декларацією, назначенною для обмѣна на такую же декларацію Императорско-Германскаго правительства, именемъ Императорско-россійскаго правительства во всѣхъ пунктахъ утверждается.

С.-Петербургъ, 13-го (25-го) марта 1872 года.

Россійскій Государственный Канцлеръ
(М. П.) Горчаковъ.

№ 353.

1872, le 14 (26) mai. Convention postale additionnelle, conclue avec la Prusse. (2-me Col. des lois № 51.128).

S. M. der Kaiser aller Reußen und S. M. der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs, von dem Wunsche geleitet, den Postverkehr zwischen beiden Reichen durch Erleichterung des Correspondenz-Austausches zu fördern, haben die Vereinbarung eines Additional-Vertrages zu dem Postvertrage vom 10. (22.) August 1865 beschlossen und zu diesem Zwecke zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser Aller Reußen Allerhöchst Ihren General-Adjutanten, General der Cavallerie, Minister des Innern, Mitglied des Reichsraths, Alexander Timascheff, Ritter des St. Alexander-Newsky Ordens, etc.

und S. M. der Deutsche Kaiser, König von Preußen Allerhöchst Ihren Botschafter am Kaiserlich-Russischen Hofe, S. Durchl. Heinrich VII. Prinzen Reuß, Allerhöchst Ihren General-Lieutenant und General à la suite, Ritter der Königlich Preussischen Orden: des rothen Adlers erster Classe mit Eichenlaub, etc.

welche auf Grund ihrer, in gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über nachstehende Artikel geeinigt haben:

Artikel I.

Das Porto für die Briefe zwischen Rußland und Deutschland soll betragen:

№ 353.

1872 г., мая 14-го (26-го). Дополнительная почтовая конвенція съ Пруссіей. (2-ое П. С. З. № 51.128).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, именемъ Германской Имперіи, движимые желаніемъ споспѣшествовать почтовымъ сношеніямъ между обоими государствами, чрезъ облегченіе взаимной пересылки корреспонденціи, положили заключить дополнительный договоръ къ почтовому договору 10-го (22-го) августа 1865 года и на сей конецъ назначили своими полномочными:

Е. В. Императоръ Всероссійскій своего генералъ-адъютанта, генерала отъ кавалеріи, Министра Внутреннихъ Дѣлъ, члена Государственнаго Совѣта Александра Тимашева, кавалера Императорско-россійскихъ орденовъ, Св. Александра Невскаго, и проч.,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, своего генералъ-лейтенанта, генерала свиты и посла при Императорско-россійскомъ дворѣ, Е. Св. Генриха VII, принца Рейсса, кавалера королевско-прусскихъ орденовъ Краснаго Орла первой степени съ дубовыми листьями, и проч.,

которые, на основаніи своихъ полномочій, найденныхъ въ надлежащей формѣ, условились въ нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Плата за письма между Россіею и Германіею опредѣляется слѣдующимъ образомъ:

1) Für den einfachen frankirten Brief 3 Groschen oder 10 Kopeken Silber.

2) Für den einfachen unfrankirten Brief 5 Groschen oder 16 Kopeken Silber.

Das Porto für die Lokal-Correspondenz zwischen den sich gegenüberliegenden Grenzpost-Anstalten wird auf 1 Groschen oder 3 Kopeken Silber für den einfachen frankirten Brief und 2 Groschen oder 7 Kopeken Silber für den einfachen unfrankirten Brief festgesetzt.

Das Gewicht des einfachen Briefes beträgt 15 Grammen. Für Briefe von schwererem Gewichte wird für je 15 Grammen ein weiterer dem entsprechender Portosatz erhoben.

Für Drucksachen und Waarenproben wird das Porto mit ½ Groschen oder 2 Kopeken Silber für je 50 Grammen erhoben.

Das gesammte Porto wird zwischen der Kaiserlich-Russischen und der Kaiserlich-Deutschen Postverwaltung halbscheidlich getheilt. Das etwaige Oesterreichisch-Ungarische Transitporto für die durch Oesterreichisch-Ungarisches Gebiet transitirenden Russisch-Deutschen Briefpackete wird von beiden contrahirenden Theilen gemeinschaftlich getragen.

Artikel II.

Der Kaiserlich-Russischen Postverwaltung soll das Recht zustehen, im Transit durch Deutsches Post-Gebiet geschlossene Briefpackete mit fremden Ländern auszuwechseln.

Die Kaiserlich-Russische Postverwaltung wird für den Transit der Briefpackete über Deutsches Gebiet an die Deutsche Reichs-Postverwaltung folgende Vergütungen zahlen, und zwar:

1) За одинакое франкированное письмо 3 сер. гроша или 10 коп.

2) За одинакое нефранкированное письмо 5 сер. грошей или 16 коп.

Плата за мѣстную корреспонденцію между обоюдными противулежащими пограничными почтовыми мѣстами опредѣляется въ 1 сер. грошъ или 3 коп. за одинакое франкированное письмо и въ 2 сер. гроша или 7 копѣекъ за одинакое нефранкированное письмо.

Вѣсъ одинакаго письма опредѣляется въ 15 граммовъ. За письма большаго вѣса плата будетъ возвышаться въ той же пропорціи за каждые 15 граммовъ.

Плата за печатныя произведенія и образчики товаровъ будетъ взиматься въ размѣрѣ ½ сер. гроша или 2 коп. за каждые 50 граммовъ.

Сія совокупная плата будетъ дѣлиться пополамъ между Императорско-россійскимъ и Императорско-германскимъ почтовыми управленіями. Могущая представиться плата за русско-германскіе постъ-пакеты, пересылаемые транзитомъ чрезъ Австрійско-венгерскія владѣнія, будетъ производиться обѣими договаривающимися сторонами равномѣрно.

Статья II.

Императорско-россійскому почтовому управленію предоставляется право обмѣна закрытыхъ постъ-пакетовъ съ иностранными государствами транзитомъ чрезъ германскую почтовую территорію.

За транзитъ этихъ закрытыхъ постъ-пакетовъ чрезъ германскія владѣнія Императорско-россійское почтовое управленіе будетъ производить Императорско-германскому почтовому управленію слѣдующую плату:

a) Für die Briefpackete nach und aus Belgien, Dänemark, Frankreich, Großbritanien und Irland, Italien, den Niederlanden, der Schweiz, Spanien, Portugal und den Vereinigten Staaten Amerikas:

2 Groschen für je 30 Grammen Nettogewicht der Briefe,

1/3 Groschen für je 50 Grammen Nettogewicht der Zeitungen, Drucksachen unter Band und Waarenproben.

b) Für die Briefpackete nach und aus Norwegen und Schweden:

1 1/2 Groschen für je 30 Grammen Nettogewicht der Briefe,

1/4 Groschen für je 50 Grammen Nettogewicht der Zeitungen, Drucksachen unter Band und Waarenproben.

Die obigen Sätze sollen auch, insofern die Kaiserlich-Königlich Oesterreichisch-Ungarische Postverwaltung ihr Einverständniß damit erklärt, auf diejenigen Briefpackete Anwendung finden, welche zwischen Süd-Rußland und fremden Staaten im Transit über Deutsches und Oesterreichisch-Ungarisches Gebiet gewechselt werden.

Die Transit-Vergütung für Briefpackete nach und aus Großbritanien und Irland wird vom 1. Januar 1873 ab, insoweit nicht zugleich der Transit über Oesterreichisch-Ungarisches Gebiet in Betracht kommt, auf den Satz von 1 Groschen für je 30 Grammen Nettogewicht der Briefe und auf 1/4 Groschen für je 50 Grammen Nettogewicht der Zeitungen, Drucksachen unter Band und Waarenproben ermäßigt werden.

а) За постъ-пакеты, обмѣниваемые съ Бельгіею, Даніею, Франціею, Великобританіею и Ирландіею, Италіею, Нидерландами, Швейцаріею, Испаніею, Португаліею и Соединенными Штатами Америки:

2 сер. гроша за каждые 30 граммовъ чистаго вѣса писемъ;

1/3 сер. гроша за каждые 50 граммовъ чистаго вѣса газетъ, печатныхъ произведеній подъ бандеролемъ и образчиковъ товаровъ;

б) За постъ-пакеты, обмѣниваемые съ Норвегіею и Швеціею:

1 1/2 сер. гроша за каждые 30 граммовъ чистаго вѣса писемъ;

1/4 серебр. гроша за каждые 50 граммовъ чистаго вѣса газетъ, печатныхъ произведеній подъ бандеролемъ и образчиковъ товаровъ.

Вышеозначенные платежи должны также, если Императорско-королевское австрійско-венгерское почтовое управленіе на то согласится, быть примѣнимы къ тѣмъ постъ-пакетамъ, которые будутъ обмѣниваемы между южною Россіею и иностранными государствами транзитомъ чрезъ германскія и австрійско-венгерскія владѣнія.

Транзитная плата за постъ-пакеты, обмѣниваемые съ Великобританіею и Ирландіею, будетъ, съ 1-го января 1873 года, насколько это не коснется транзита чрезъ австрійско-венгерскія владѣнія, понижена до 1 сер. гроша за каждые 30 граммовъ чистаго вѣса писемъ и до 1/4 сер. гроша за каждые 50 граммовъ чистаго вѣса газетъ, печатныхъ произведеній подъ бандеролемъ и образчиковъ товаровъ.

Der Kaiserlich-Deutschen Reichs-Postverwaltung soll das Recht zustehen, im Transit durch Russisches Gebiet geschlossene Briefpackete mit ihrem Postamte in Constantinopel auszuwechseln, so wie mit allen denjenigen Ländern, wohin für die Beförderung der Correspondenz von dem Wege über Rußland mit Nutzen sollte Gebrauch gemacht werden können.

Die Deutsche Reichs-Postverwaltung wird für den Transit dieser Briefpackete über Russisches Gebiet:

2 Groschen für je 30 Grammen Nettogewicht der Briefe, und ½ Groschen für je 50 Grammen Nettogewicht der Zeitungen, Drucksachen unter Band und Waarenproben, an die Kaiserlich-Russische Postverwaltung zahlen.

Für die Beförderung zur See, beziehungsweise auf ausländischen Strecken wird die Kaiserlich-Russische Postverwaltung keine höhere Entschädigung für die Deutschen Briefpackete in Anspruch nehmen, als sie selbst für die eigenen Posten zu zahlen hat.

Für die postdienstliche Correspondenz, für unbestellbare, nachgesandte oder irrig instradirte Briefpostsendungen, so wie für Postanweisungen ist beiderseits Transitporto nicht zu entrichten.

Императорско-германскому почтовому управленію предоставляется право обмѣна транзитомъ чрезъ россійскія владѣнія закрытыхъ постъ-пакетовъ съ его почтамтомъ въ Константинополѣ, а равно и со всѣми тѣми государствами, куда будетъ найдено полезнымъ пересылать корреспонденцію чрезъ Россію.

За транзитъ этихъ постъ-пакетовъ чрезъ россійскія владѣнія Императорско-германское почтовое управленіе будетъ производить Императорско-россійскому почтовому управленію слѣдующую плату:

2 сер. гроша за каждые 30 граммовъ чистаго вѣса писемъ и ½ сер. гроша за каждые 50 граммовъ чистаго вѣса газетъ, печатныхъ произведеній подъ бандеролемъ и образчиковъ товаровъ.

За перевозку моремъ, а равно и по иностраннымъ протяженіямъ Императорско-россійское почтовое управленіе не будетъ требовать вознагражденія выше того, которое оно будетъ платить за свои собственныя почты.

За почтово-служебную, недоставленную, досылаемую или засланную корреспонденцію, а равно за почтовые трансферты, съ обѣихъ сторонъ не будетъ производиться никакой транзитной платы.

Artikel III.

Der gegenwärtige Additional-Vertrag, welcher die gleiche Dauer haben soll, wie der Hauptvertrag, wird vom 1. Juli a. St. (13. Juli n. St.) 1872 ab, zur Ausführung kommen. Mit demselben Termine treten die Artikel X, XI, XIII, XV und XXI des Hauptvertrages vom 10. (22.) August 1865, insoweit außer

Статья III.

Настоящій дополнительный договоръ, который будетъ обязателенъ въ продолженіи дѣйствія главной конвенціи, вступитъ въ дѣйствіе 1-го іюля ст. ст. (13-го іюля нов. ст.) 1872 г. Съ этого же времени прекратится сила статей X, XI, XIII, XV и XXI главной

*

Kraft, als durch gegenwärtigen Vertrag anderweite Vereinbarungen getroffen sind.

Die Ratifications-Urkunden des gegenwärtigen Vertrages sollen, sobald als möglich in St.-Petersburg ausgewechselt werden.

Zur Urkund dessen etc.

So geschehen zu St.-Petersburg, am 14. (26.) Mai 1872.

(L. S.) Alexander Timascheff.

(L. S.) Heinrich VII. Prinz Reuß.

Ratifiée a Czarskoe-Sselo, le 3 juin 1872.

конвенціи 10-го (22-го) августа 1865 г. настолько, насколько чрезъ настоящій договоръ послѣдовали другія соглашенія.

Ратификаціи настоящаго договора должны быть размѣнены въ самомъ непродолжительномъ времени въ С.-Петербургѣ.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 14-го (26-го) мая 1872 г.

(М. П.) Александръ Тимашевъ.

(М. П.) Генрихъ VII Принцъ Рейссъ.

Ратификована въ Царскомъ Селѣ 3-го іюня 1872 г.

№ 354.

1872, le 19 (31) août. Note, échangée avec le chargé d'affaires de Prusse, concernant le mode de renvoi des sujets respectifs. (2-me Col. des lois, № 51.748).

Le soussigné, Dirigeant le Ministère des Affaires Etrangères, a l'honneur d'informer M. de Pfuel, chargé d'affaires de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, qu'il adhère au nom du Cabinet Impérial de Russie aux propositions suivantes ayant fait l'objet d'un accord préalable entre les deux gouvernements russe et prussien, et destinées à régler à l'avenir le mode de renvoi des sujets respectifs dont le repatriement sera jugé nécessaire pour manque de moyens d'existence, pour vagabondage ou pour manque de passeport.

1) Les sujets russes, qui se trouveraient sur le territoire prussien et qui

№ 354.

1872 г., августа 19-го (31-го). Нота относительно порядка высылки обоюдныхъ подданныхъ, обмѣненная съ повѣреннымъ въ дѣлахъ Пруссіи. (2-е П. С. З. № 51.748).

Нижеподписавшійся Управляющій Министерствомъ Иностранныхъ Дѣлъ, имѣетъ честь увѣдомить Г. Пфуля, повѣреннаго въ дѣлахъ Е. В. Императора Германскаго, Короля Прусскаго, что именемъ своего правительства онъ соглашается на нижеслѣдующія предложенія, бывшія предметомъ предварительнаго соглашенія между Россійскимъ и Прусскимъ правительствами, и имѣющія цѣлью установить на будущее время порядокъ высылки обоюдныхъ подданныхъ, возвращеніе коихъ въ отечество будетъ признано необходимымъ по причинѣ неимѣнія средствъ къ жизни, бродяжничества или неимѣнія паспорта.

1) Русскіе подданные, находящіеся въ прусскихъ владѣніяхъ, и которые

seraient natifs ou originaires des dix gouvernements riverains de la Vistule et de ses affluents (Varsovie, Radom, Kielcze, Siedlecz, Lublin, Petrikow, Kalisch, Plotzk, Lomscha, et Suwalki) ainsi que des deux gouvernements de Kowno et de Courlande,—de même que les sujets prussiens qui séjourneraient dans les douze gouvernements susmentionnés seront renvoyés pour les causes ci-dessus indiquées à la suite d'une correspondance directe des autorités frontières prussiennes (les Landräthe) avec les chefs des districts limitrophes russes, agissant en qualité de commissaires frontières.

Le renvoi d'un individu sera annoncé préalablement en Prusse au Landrath et en Russie au chef respectif du district, dans le terrain duquel la réception doit avoir lieu, et celui-ci, après un examen des circonstances et des papiers donnera son consentement à recevoir cet individu à un endroit indiqué.

2) Si l'individu qui doit être expulsé est muni des papiers valables ou expirés seulement depuis une année, une correspondance préalable entre les Landräthe et les chefs de districts ne sera pas de rigueur. Les Landräthe et les chefs de district seront tenus de le recevoir sans autres formalités à condition toutefois que ces papiers constatent incontestablement sa naissance ou son origine, et qu'ils n'excitent des doutes sur leur authenticité.

3) Les douanes frontières les plus rapprochées seront le point, où devra se faire l'expulsion et la réception de l'individu expulsé.

родомъ или происхожденіемъ изъ десяти губерній, прилежащихъ къ Вислѣ и ея притокамъ (Варшавской, Радомской, Кѣлецкой, Сѣдлецкой, Люблинской, Петроковской, Калишской, Плоцкой, Ломжинской и Сувалкской), а также изъ губерній Ковенской и Курляндской, равно какъ прусскіе подданные, проживающіе въ вышепомянутыхъ двѣнадцати губерніяхъ, будутъ высылаемы по вышеизложеннымъ причинамъ вслѣдствіе непосредственной переписки прусскихъ пограничныхъ властей (ландратовъ) съ начальниками русскихъ пограничныхъ уѣздовъ, дѣйствующими въ званіи пограничныхъ коммиссаровъ.

О подлежащемъ высылкѣ лицѣ будетъ предварительно сообщаемо въ Пруссіи ландрату, а въ Россіи начальнику подлежащаго уѣзда, въ предѣлахъ коего имѣетъ послѣдовать принятіе, и сей послѣдній, по соображеніи обстоятельствъ и разсмотрѣніи бумагъ, изъявляетъ согласіе на принятіе высылаемаго лица въ указанномъ мѣстѣ.

2) Если подлежащее высылкѣ лицо имѣетъ надлежащія или просроченныя не болѣе одного года бумаги, то предварительнаго сношенія между ландратомъ и начальникомъ уѣзда не требуется. Ландратъ и начальникъ уѣзда обязаны принять высылаемое лицо безъ дальнѣйшихъ формальностей, лишь бы только его бумаги неоспоримо удостовѣряли его рожденіе или происхожденіе и не возбуждали сомнѣнія относительно ихъ подлинности.

3) Ближайшія пограничныя таможни будутъ служить мѣстомъ, гдѣ должна происходить высылка и принятіе высылаемаго лица.

4) La correspondance par voie diplomatique est maintenue à l'égard de tous les sujets russes, qui ne sont pas natifs ou originaires des douze gouvernements russes susmentionnés, ainsi que des sujets prussiens qui résident dans le reste de l'Empire de Russie, ces gouvernements exceptés.

5) Les deux gouvernements prendront aussitôt les mesures nécessaires pour enjoindre aux autorités respectives de se conformer au présent réglement et d'accorder toutes les facilités possibles à la pratique de ce règlement.

6) Le présent arrangement sera valable pour la durée de deux ans à partir du jour de l'échange de cette note. Après ce terme les deux gouvernements se réservent le droit de le dénoncer, de sorte qu'il demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas dénoncé.

Le soussigné profite etc.

Westmann.

4) Переписка дипломатическимъ путемъ будетъ производиться относительно всѣхъ русскихъ подданныхъ, которые родомъ или происхожденіемъ не изъ означенныхъ двѣнадцати русскихъ губерній, равно какъ относительно прусскихъ подданныхъ, проживающихъ въ остальной части Россійской Имперіи, кромѣ тѣхъ губерній.

5) Оба правительства сдѣлаютъ немедленно надлежащія распоряженія о предписаніи подлежащимъ властямъ касательно исполненія настоящихъ правилъ и оказанія всѣхъ возможныхъ облегченій при примѣненіи оныхъ.

6) Настоящее условіе будетъ имѣть силу въ продолженіи двухъ лѣтъ, считая со дня обмѣна сей ноты. По истеченіи этого срока, оба правительства предоставляютъ себѣ право отказаться отъ онаго, такъ что оное останется въ силѣ пока не послѣдуетъ объявленія о прекращеніи его дѣйствія.

Нижеподписавшійся имѣетъ честь и проч.

Вестманъ.

№ 355.

1873, le 11 (23) juillet. Déclaration, conclue avec l'Empire d'Allemagne, concernant la protection des marques de marchandises. (2-me Col. des lois, № 52.557).

Le gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie et le gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne désirant assurer une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière des sujets russes d'un côté et des sujets de l'Allemagne de l'autre,—les soussignés,

№ 355.

1873 г., 11-го (23-го) іюля. Декларація, заключенная съ Германскою Имперіею, относительно охраненія фабричныхъ клеймъ. (2-е П. С. З. № 52.557).

Вслѣдствіе желанія правительства Е. В. Императора Россійскаго и правительства Е. В. Императора Германскаго доставить полное и дѣйствительное покровительство мануфактурной промышленности русскихъ подданныхъ съ одной стороны и германскихъ под-

dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Les sujets russes en Allemagne et les sujets allemands en Russie jouiront, en ce qui concerne les marques de marchandises ou de leurs emballages et les marques de fabrique ou de commerce, de la même protection que les nationaux.

Article II.

L'arrangement contenu dans l'article précédent aura force et vigueur de traité jusqu'à dénonciation de part ou d'autre.

En foi de quoi etc.

Fait en double à St.Pétersbourg, le 11 (23) juillet 1873.

(L. S.) Westmann.

(L. S.) Henri VII Prince Reuss.

данныхъ съ другой стороны, — нижеподписавшіеся, будучи къ сему надлежащимъ порядкомъ уполномочены, условились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Русскіе подданные въ Германіи, и германскіе подданные въ Россіи будутъ пользоваться, относительно клеймъ для товаровъ или ихъ помѣщеній и клеймъ фабричныхъ или торговыхъ, тѣмъ же покровительствомъ, какъ и туземцы.

Статья II.

Условіе, заключающееся въ предъидущей статьѣ, будетъ имѣть силу и дѣйствіе трактата до заявленія съ той или съ другой стороны желанія о прекращеніи дѣйствія онаго.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ двухъ экземплярахъ въ С.-Петербургѣ 11-го (23-го) іюля 1873 г.

(М. П.) Вестманъ.

(М. П.) Генрихъ VII Князь Рейсскій.

№ 356.

1874, le 31 octobre (12 nov.). Convention concernant le règlement des successions, conclue avec l'Empire d'Allemagne. (2-me Col. des lois, № 54.554).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, désirant déterminer les droits des nationaux respectifs et les attributions des autorités judiciaires et consulaires de l'un et de l'autre pays en ce qui concerne les successions laissées dans l'un des deux Etats par les nationaux de l'autre Etat, ont résolu d'un commun accord de conclure dans

№ 356.

1874 г., октября 31-го (ноября 12-го). Конвенція о наслѣдствахъ, заключенная между Россіею и Германіею. (2-е П. С. З. № 54.554).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, желая опредѣлить права обоюдныхъ подданныхъ и кругъ дѣйствія судебныхъ и консульскихъ властей той и другой страны относительно наслѣдствъ, остающихся въ одномъ изъ двухъ договаривающихся государствъ послѣ подданныхъ другого, положили, по взаимному соглашенію, заключить

ce but une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

Wladimir de Westmann, son Conseiller privé actuel et sénateur, Dirigeant le Ministère des Affaires Etrangères, chevalier des ordres de St. Alexandre Nevski, etc.,

et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Frédéric-Jean de Alvensleben, son chambellan et Conseiller de légation, son chargé d'affaires ad interim, chevalier des ordres royaux de Hohenzollern de la 3-me classe et de l'Aigle Rouge de la 4-me classe etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

En cas de décès d'un Allemand en Russie ou d'un Russe en Allemagne, soit qu'il fut établi dans le pays, soit qu'il y fut simplement de passage, les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers ou immobiliers du défunt, les mêmes mesures conservatoires que celles qui, d'après la législation du pays, doivent être prises à l'égard des successions des nationaux, sous réserve des dispositions stipulées par les articles suivants.

Article II.

Si le décès a eu lieu dans une localité où réside un Consul-général, Con-

особую по этому предмету конвенцію, и на сей конецъ назначили своими уполномоченными, именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Владиміра Вестмана, своего Дѣйств. Тайнаго Сов. и сенатора, Управляющаго Министерствомъ Иностранныхъ Дѣлъ, кавалера орденовъ: Св. Александра Невскаго и проч.,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

Фридриха Ивана фонъ-Альвенслебена, своего каммергера и Легаціоннаго Совѣтника, своего временнаго повѣреннаго въ дѣлахъ, кавалера королевскихъ орденовъ: Гогенцоллернскаго 3-й ст. и Краснаго Орла 4-й ст. и проч.

Каковые уполномоченные, по взаимномъ сообщеніи своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, договорились о нижеслѣдующихъ статьяхъ:

Статья I.

Въ случаѣ смерти Нѣмца въ Россіи или Русскаго въ Германіи, безъ различія, имѣлъ ли умершій осѣдлость въ странѣ или былъ ли въ ней только проѣздомъ, подлежащія по мѣсту смерти власти обязаны принять относительно движимаго и недвижимаго имущества умершаго тѣ же мѣры охраненія, какія по законамъ страны должны быть принимаемы относительно наслѣдствъ послѣ мѣстныхъ жителей, но съ соблюденіемъ притомъ постановленій, изложенныхъ въ нижеслѣдующихъ статьяхъ.

Статья II.

Если смерть послѣдуетъ въ такомъ мѣстѣ, или по близости такого мѣста,

Vice-Consul de la nation du dé-
ou bien à proximité de cette lo-
les autorités locales devront en
immédiatement avis à l'autorité
ire pour qu'il puisse être procédé
mmun à l'apposition des scellés
tifs sur tous les effets, meubles et
s du défunt.
itorité consulaire devra donner le
avis aux autorités locales, lors-
aura été informée du décès la
re.
'apposition immédiate des scellés
ait nécessaire et que cette opé-
ne pût, pour un motif quelcon-
voir lieu en commun, l'autorité
aura la faculté de mettre les
préalablement, sans le concours
itorité consulaire, et vice-versa,
informer l'autorité qui ne sera
ervenue et qui sera libre de croi-
suite son sceau avec celui déjà
.
Consul-général, Consul ou Vice-
aura la faculté de procéder à
pération, soit en personne, soit
délégué, dont il aura fait choix.
e dernier cas, le délégué devra
uni d'un document émanant de
ité consulaire, revêtu du sceau
sulat et constatant son caractére

scellés apposés ne pourront être
ans le concours de l'autorité lo-
de l'autorité consulaire ou de
légué.
ra procédé de la même manière
rmation de l'inventaire de tous
ns mobiliers ou immobiliers, effets
urs du défunt.
efois, si après un avertissement
par l'autorité locale à l'autorité

гдѣ имѣетъ пребываніе Генеральный Консулъ, Консулъ или Вице-Консулъ той націи, къ которой принадлежалъ умершій, то мѣстныя власти должны немедленно извѣстить о томъ Консула для совмѣстнаго опечатанія всѣхъ вещей, движимости и бумагъ умершаго.

Консулъ извѣщаетъ такимъ же образомъ мѣстныя власти, если онъ прежде получитъ извѣстіе о послѣдовавшей смерти его соотечественника.

Если будетъ признано нужнымъ немедленно приступить къ опечатанію, и оно, по какой бы то ни было причинѣ, не можетъ быть произведено совмѣстно обѣими властями, то мѣстная власть имѣетъ право приложить предварительно свои печати безъ участія консульской власти, и на оборотъ; но подъ условіемъ извѣщенія о томъ не участвовавшей въ этомъ власти, которая можетъ затѣмъ приложить и свои печати.

Генеральный Консулъ, Консулъ или Вице-Консулъ можетъ совершать обрядъ опечатанія или самъ лично, или чрезъ посредство избраннаго имъ на сей конецъ повѣреннаго. Въ семъ послѣднемъ случаѣ повѣренный долженъ быть снабженъ о своемъ офиціальномъ значеніи письменнымъ удостовѣреніемъ отъ консульства и за консульскою печатью.

Приложенныя печати не могутъ быть сняты безъ участія какъ мѣстной, такъ и консульской власти или повѣреннаго отъ сей послѣдней.

Такимъ же образомъ будетъ поступаемо при составленіи описи всѣмъ движимымъ и недвижимымъ имуществамъ, вещамъ и капиталамъ покойнаго.

Если, однако, по посланному отъ мѣстной къ консульской власти, или

consulaire, ou vice-versa, par l'autorité consulaire à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des scellés simples ou doubles et à la formation de l'inventaire, l'autorité à qui l'invitation a été adressée ne s'était pas présentée dans un délai de 48 heures à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule aux dites opérations.

на оборотъ отъ консульской къ мѣстной власти, извѣщенію съ приглашеніемъ участвовать въ снятіи отдѣльныхъ или совмѣстныхъ печатей и въ составленіи описи, приглашенная власть не прибудетъ на мѣсто въ 48 часовой срокъ, со времени полученія извѣщенія, то другая власть можетъ и одна приступить къ означеннымъ дѣйствіямъ.

Article III.

Les autorités compétentes feront les publications prescrites par la législation du pays relativement à l'ouverture de la succession et à la convocation des héritiers ou créanciers, sans préjudice des publications qui pourront également être faites par l'autorité consulaire.

Статья III.

Подлежащія власти обязаны дѣлать, предписанныя законами страны, публикаціи объ открытіи наслѣдства и о вызовѣ наслѣдниковъ или кредиторовъ, независимо отъ публикацій, которыя могутъ быть, равнымъ образомъ, дѣлаемы и консульскою властью.

Article IV.

Lorsque l'inventaire aura été dressé conformément aux dispositions de l'art. II, l'autorité compétente délivrera à l'autorité consulaire, sur sa demande écrite et d'après cet inventaire, tous les biens meubles dont se compose la succession, les titres, valeurs, créances, papiers, ainsi que le testament s'il en existe.

L'autorité consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de se détériorer et tous ceux dont la conservation en nature entraînerait des frais onéreux pour la succession. Elle sera tenue, toutefois, de s'adresser à l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites par les lois du pays.

Статья IV.

По учиненіи описи, согласно постановленіямъ ст. II, мѣстная власть обязана передать консульской власти, по письменному ея требованію и по означенной описи, все принадлежащее къ наслѣдству движимое имущество, документы, капиталы, долговые документы, бумаги, равно какъ и духовное завѣщаніе, если таковое имѣется.

Консульская власть можетъ сдѣлать распоряженіе о продажѣ съ публичнаго торга всѣхъ принадлежащихъ къ наслѣдству и подверженныхъ скорой порчѣ движимыхъ вещей и такихъ, сохраненіе коихъ въ натурѣ было бы сопряжено съ обременительными для наслѣдства расходами. Она обязана, однако, обращаться въ этомъ случаѣ къ мѣстной власти для совершенія продажи въ порядкѣ, предписанномъ законами страны.

Article V.

L'autorité consulaire devra conserver à titre de dépôt, demeurant soumis à la législation du pays, les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera et des revenus que l'on touchera, ainsi que le produit de la vente des meubles, si elle a eu lieu, jusqu'à l'expiration du terme de six mois à compter du jour de la dernière des publications, faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou du terme de 8 mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait de publication par l'autorité locale.

Toutefois l'autorité consulaire aura la faculté de prélever immédiatement sur le produit de la succession les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les gages de domestiques, loyers, frais de justice et de consulat et autres de même nature, ainsi que les dépenses d'entretien de la famille du défunt, s'il y a lieu.

Article VI.

Sous la réserve des dispositions de l'article précédent, le Consul aura le droit de prendre à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués choisis par lui et agissant en son nom et il aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourraient se trouver déposées soit dans les caisses publiques, soit chez des particuliers.

Статья V.

Консульская власть обязана хранить, какъ депозитъ, подчиненный дѣйствію законовъ страны, внесенныя въ опись вещи и капиталы, взысканныя по долговымъ актамъ суммы, и поступившіе доходы, а равно деньги, вырученныя отъ продажи движимости, буде таковая послѣдовала до истеченія шестимѣсячнаго срока со дня послѣдней публикаціи, сдѣланной мѣстною властью объ открытіи наслѣдства, или восьмимѣсячнаго срока со дня смерти, если мѣстною властью публикаціи не было сдѣлано.

Консульской власти предоставляется, однако, безотлагательно, обратить на счетъ наслѣдственнаго имущества покрытіе расходовъ по предсмертной болѣзни и на похороны умершаго, жалованіе прислугѣ, квартирныхъ, судебныхъ, консульскихъ и другихъ, того же рода, издержекъ, а также и содержаніе семейства умершаго, если это потребуется.

Статья VI.

Консулъ имѣетъ право, подъ условіемъ лишь соблюденія постановленій предъидущей статьи, принимать, относительно движимаго и недвижимаго имущества умершаго, всѣ мѣры охраненія, какія онъ сочтетъ полезными въ интересахъ наслѣдниковъ. Онъ можетъ завѣдывать наслѣдствомъ лично или чрезъ избранныхъ имъ и дѣйствующихъ отъ его имени повѣренныхъ и требовать передачи ему всякихъ цѣнностей, принадлежавшихъ умершему и находящихся на храненіи, какъ въ публичныхъ кассахъ, такъ и у частныхъ лицъ.

Article VII.

Si pendant le délai mentionné à l'art. V, il s'élève quelque contestation à l'égard des réclamations, qui pourraient se produire contre la partie mobilière de la succession de la part de sujets du pays ou de sujets d'une tierce puissance, la décision concernant ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité locale compétente, l'autorité consulaire restant chargée de représenter les intérêts de ses nationaux.

Article VIII.

A l'expiration du terme fixé par l'art. V, s'il n'existe aucune réclamation, l'autorité consulaire, après avoir acquitté, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes à la charge de la succession, entrera définitivement en possession de la partie mobilière de la dite succession, qu'elle liquidera et transmettra aux ayants-droits, sans avoir d'autre compte à rendre qu'à son propre gouvernement.

Article IX.

Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des succes-

Статья VII.

Если, до истеченія упомянутыхъ въ ст. V сроковъ, возникнетъ какой либо споръ по требованіямъ со стороны мѣстныхъ подданныхъ или подданныхъ третьяго государства къ движимой части наслѣдства, то разрѣшеніе таковыхъ требованій, если только они не основаны на правѣ наслѣдства по закону или по завѣщанію, принадлежитъ исключительно судебнымъ установленіямъ страны.

Въ случаѣ недостаточности наслѣдственнаго имущества для полной уплаты долговъ, всѣ принадлежащіе къ такому наслѣдству документы, вещи и цѣнности должны, по требованію кредиторовъ, быть переданы подлежащей мѣстной власти; за властью консульскою, въ такомъ случаѣ, остается защита интересовъ его соотечественниковъ.

Статья VIII.

По истеченіи сроковъ, установленныхъ ст. V, и если не будетъ заявлено никакой претензіи, консульская власть, уплативъ въ установленныхъ мѣстными законами размѣрахъ всѣ числящіеся на наслѣдствѣ издержки и счеты, получаетъ окончательно въ свое завѣдываніе движимую часть наслѣдства, которую ликвидируетъ и передаетъ наслѣдникамъ по принадлежности, отдавая въ томъ отчетъ только своему собственному правительству.

Статья IX.

Во всѣхъ дѣлахъ по открытію, завѣдыванію и ликвидаціи наслѣдствъ, остающихся въ одномъ изъ договари-

sions des nationaux d'un des deux pays dans l'autre, les Consuls-généraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs représenteront de plein droit les héritiers et seront officiellement reconnus comme leurs fondés de pouvoirs, sans qu'ils soient tenus de justifier de leur mandat par un titre spécial.

Ils pourront en conséquence, se présenter, soit en personne, soit par des délégués, choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par devant les autorités compétentes pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers, en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux.

Il est toutefois bien entendu, que les Consuls-généraux, Consuls et Vice-Consuls étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux, ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Article X.

La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays, dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières, appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'au droit de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités

вающихся государствъ послѣ подданныхъ другого, Генеральные Консулы, Консулы и Вице-Консулы той и другой Державы суть, въ силу своего званія, представители наслѣдниковъ и оффиціально признаются за повѣренныхъ этихъ наслѣдниковъ, не будучи обязаны удостовѣрить такое полномочіе особымъ актомъ.

Поэтому они могутъ или лично, или чрезъ повѣренныхъ, избранныхъ ими изъ лицъ, имѣющихъ на то, по законамъ страны, право, являться предъ подлежащими властями для защиты, по всякому относящемуся до открывшагося наслѣдства дѣлу, интересовъ наслѣдниковъ, отыскивая ихъ права или отвѣчая по простираемымъ къ нимъ искамъ.

Само собою разумѣется, однако, что Генеральные Консулы, Консулы и Вице-Консулы, признаваемые за повѣренныхъ своихъ соотечественниковъ, отнюдь не могутъ быть привлекаемы лично, въ качествѣ стороны, къ дѣлу, касающемуся наслѣдства.

Статья X.

Порядокъ наслѣдованія въ недвижимыхъ имуществахъ опредѣляется по законамъ страны, въ которой находятся эти имущества, и всѣ иски или споры, относящіеся къ наслѣдственнымъ недвижимымъ имѣніямъ, подлежатъ разбирательству исключительно судебныхъ установленій той же страны.

Иски, относящіеся до раздѣла движимаго наслѣдственнаго имущества, а равно до правъ наслѣдства на движимость, оставшуюся въ одномъ изъ договаривающихся государствъ послѣ подданныхъ другого, разбираются су-

compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet Etat, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à la dite succession.

Dans ce dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'art. V, l'examen de cette réclamation sera déféré aux tribunaux ou autorités compétentes du pays, où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant et, s'il y a lieu, sur la quote part qui doit lui être attribuée.

Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote part, le reliquat de la succession sera remis à l'autorité Consulaire, qui en disposera à l'égard des autres héritiers conformément aux stipulations de l'article VIII.

Article XI.

Lorsqu'un Russe en Allemagne ou un Allemand en Russie sera décédé sur un point, où il ne se trouve pas d'autorité Consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera conformément à la législation du pays, à l'apposition des scellés et à l'inventaire de la succession. Des copies authentiques de ces actes seront transmises dans le plus bref délai, avec l'acte de décès et le passeport national du défunt à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où se sera ouverte la succession, ou par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères, au représentant diplomatique de la nation du défunt.

дебными установленіями или подлежащими властями того государства, къ которому принадлежалъ умершій, и по законамъ этого государства, развѣ бы подданный той страны, въ которой наслѣдство открылось, предъявилъ свои права на наслѣдство.

Въ семъ послѣднемъ случаѣ, и если искъ предъявленъ до истеченія установленныхъ ст. V сроковъ, разсмотрѣніе иска предоставляется судебнымъ установленіямъ или подлежащимъ властямъ той страны, гдѣ наслѣдство открылось, которыя и постановляютъ, по законамъ своей страны, рѣшеніе объ основательности требованій истца и о причитающейся ему долѣ наслѣдства.

По выдѣлѣ истцу причитающейся ему доли, остальное наслѣдство передается консульской власти, которая и поступаетъ съ нимъ, въ отношеніи прочихъ наслѣдниковъ, согласно правиламъ ст. VIII.

Статья XI.

Если Русскій въ Германіи, или Нѣмецъ въ Россіи скончается въ такомъ мѣстѣ, гдѣ нѣтъ консульской власти его націи, то подлежащая мѣстная власть приступаетъ, по законамъ страны, къ опечатанію и описи наслѣдства. Засвидѣтельствованныя копіи этихъ актовъ, совокупно со свидѣтельствомъ о смерти и національнымъ паспортомъ умершаго, передаются, въ возможно краткій срокъ, ближайшей отъ мѣста открытія наслѣдства консульской власти, или же сообщаются, чрезъ Министерство Иностранныхъ Дѣлъ, дипломатическому агенту той націи, къ которой принадлежалъ умершій.

L'autorité locale compétente prendra à l'égard des biens laissés par le défunt toutes les mesures prescrites par la législation du pays, et le produit de succession sera transmis dans le plus bref délai possible, après l'expiration du délai fixé par l'art. V, aux dits Agents diplomatiques ou consulaires.

Il est bien entendu, que dès l'instant que l'Ambassade de la nation du défunt, ou l'autorité consulaire la plus voisine, aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale, qui serait intervenue, devra se conformer aux prescriptions contenues dans les articles précédents.

Article XII.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également à la succession d'un sujet de l'un des deux Etats qui, étant décédé hors du territoire de l'autre Etat, y aurait laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Article XIII.

Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des deux pays, morts dans l'autre pays, soit à bord d'un navire, soit à terre, seront remis entre les mains du Consul de leur nation.

Article XIV.

La présente convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Подлежащая мѣстная власть принимаетъ, относительно оставшихся послѣ умершаго имуществъ, всѣ предписанныя законами страны мѣры, и, по истеченіи установленныхъ ст. V сроковъ, передаетъ наслѣдственное имущество, въ возможной скорости, помянутымъ дипломатическимъ или консульскимъ агентамъ.

Само собою разумѣется, что коль скоро посольствомъ націи умершаго или ближайшею консульскою властью будетъ прислано на мѣсто уполномоченное лицо, то охраняющая наслѣдство мѣстная власть обязана сообразоваться съ правилами, установленными предъидущими статьями.

Статья XII.

Постановленія настоящей конвенціи равнымъ образомъ примѣняются къ наслѣдству послѣ подданнаго одного изъ договаривающихся государствъ, умершаго внѣ предѣловъ другого государства, но оставившаго въ семъ послѣднемъ движимое или недвижимое имущество.

Статья XIII.

Жалованіе и пожитки, принадлежавшіе матросамъ или пассажирамъ одного изъ договаривающихся государствъ, умершимъ на кораблѣ, или на берегу въ предѣлахъ другого государства, передаются національному Консулу умершаго.

Статья XIV.

Настоящая конвенція будетъ оставаться въ силѣ до истеченія одного года съ того дня, въ который одною изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ будетъ заявлено о прекращеніи ея дѣйствія.

ARTICLE XV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St.-Pétersbourg le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi etc.

Fait à St.-Pétersbourg, le 31 octobre (12 novembre) 1874.

(L. S.) Westmann. (L. S.) Alvensleben.

RATIFIÉE A ST.-PÉTERSBOURG LE 26 JANVIER 1875.

СТАТЬЯ XV.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи будутъ обмѣнены въ С.-Петербургѣ, въ скорѣйшемъ по возможности времени.

Она вступитъ въ силу по истеченіи мѣсячнаго срока послѣ обмѣна ратификацій.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 31-го октября (12-го ноября) 1874 года.

(М. П.) Вестманъ. (М. П.) Альвенслебенъ.

РАТИФИКОВАНА ВЪ С.-ПЕТЕРБУРГѢ 26-го ЯНВАРЯ 1875 г.

№ 357.

1874, 26 novembre (8 déc.). Convention consulaire, conclue avec l'Allemagne. (2-me Col. des lois № 54.550).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, désirant déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents consulaires, chanceliers ou secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis en Russie et en Allemagne, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

Le Prince Alexandre Gortchacow, Chancelier de l'Empire de Russie, Membre du Conseil de l'Empire, ayant le portrait de S. M. l'Empereur, enrichi de diamants etc.,

et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

№ 357.

1874 г., ноября 26-го (декабря 8-го). Консульская конвенція, заключенная съ Германіею. (2-ое П. С. З. № 54.550).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, желая опредѣлить обоюдныя права, преимущества и льготы Генеральныхъ Консуловъ, Консуловъ, Вице-Консуловъ и консульскихъ агентовъ, консульскихъ правителей дѣлъ или секретарей, равно какъ кругъ ихъ дѣятельности и обязанности, на нихъ возложенныя въ Россіи и въ Германіи, положили заключить консульскую конвенцію и назначили на сей конецъ своими уполномоченными, именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Князя Александра Горчакова, Россійскаго Государственнаго Канцлера, члена Государственнаго Совѣта, имѣющаго портретъ Е. В. Императора, украшенный бриллiантами и проч.,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

Frédéric Jean de Alvensleben, son chambellan et Conseiller de légation, son chargé d'affaires ad interim, chevalier des ordres royaux de Hohenzollern de la 3-me classe etc.,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Фридриха-Іогана фонъ Альвенслебена, своего каммергера и Легаціоннаго Совѣтника, своего временнаго повѣреннаго въ дѣлахъ, кавалера королевскихъ орденовъ: Гогенцоллернскаго 3-й степени и проч.

Каковые уполномоченные, по взаимномъ сообщеніи своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, постановили нижеслѣдующія статьи:

Article I.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires dans les ports ou places de commerce du territoire de l'autre partie, y compris les possessions d'outremer et les colonies; elles se réservent toutefois respectivement le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenables d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les Puissances.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires entreront en fonctions après avoir été admis et reconnus dans les formes usitées par le gouvernement du pays où ils sont appelés à résider.

Статья I.

Каждой изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ предоставляется назначать Генеральныхъ Консуловъ, Консуловъ, Вице-Консуловъ или Консульскихъ агентовъ въ портахъ или торговыхъ городахъ, принадлежащихъ къ территоріи другой стороны, не исключая колоній и владѣній въ другихъ частяхъ свѣта находящихся; при семъ однако каждая изъ сторонъ удерживаетъ за собою право опредѣлять мѣстности, въ которыхъ она признаетъ соотвѣтственнымъ, не допускать консульскихъ учрежденій, съ тѣмъ только, чтобы таковое ограниченіе равномѣрно примѣнялось ко всѣмъ другимъ Государствамъ.

Генеральные Консулы, Консулы, Вице-Консулы и Консульскіе агенты вступаютъ въ отправленіе своихъ обязанностей не иначе, какъ по ихъ допущеніи и признаніи въ ихъ званіи порядкомъ, какой установленъ правительствомъ той страны, гдѣ имъ предстоитъ имѣть пребываніе.

Article II.

Les Consuls Généraux, Consuls et leurs chanceliers ou secrétaires, ainsi que

Статья II.

Генеральные Консулы, Консулы и ихъ правители дѣлъ или секретари,

les Vice-Consuls ou Agents consulaires, sujets de l'Etat qui les nomme, jouiront de l'exemption des logements et des contributions directes, personnelles, mobilières et somptuaires imposées par l'Etat ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie, dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils ne pourront être ni arrêtés, ni conduits en prison, excepté pour les faits et actes qui d'après la législation de chacun des deux Etats doivent être déférés au jury. S'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Article III.

Les Consuls Généraux, Consuls et leurs chanceliers, ainsi que les Vice-Consuls et Agents consulaires, sont tenus de fournir leur témoignage en justice, lorsque les tribunaux du pays le jugeront nécessaire. Mais l'autorité judiciaire devra, dans ce cas, les inviter par lettre officielle à se présenter devant elle.

En cas d'empêchement des dits agents par des affaires de service ou par maladie, mais dans les causes civiles seulement, l'autorité judiciaire se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix, ou le leur de-

равно какъ Вице-Консулы или Консульскіе агенты, подданные того государства, отъ котораго они назначены, изъемлются отъ военнаго постоя и воинскихъ повинностей, отъ налоговъ прямыхъ и личныхъ, а равно на движимость и на предметы роскоши какъ государственныхъ, такъ и земскихъ или общественныхъ, если однако не владѣютъ недвижимою собственностью, или не занимаются торговлею, или какимъ либо промысломъ: въ сихъ послѣднихъ случаяхъ они подлежатъ тѣмъ же налогамъ, повинностямъ и сборамъ, какъ и другія частныя лица.

Они не могутъ быть подвергаемы ни аресту, ни тюремному заключенію, кромѣ какъ за такія дѣла и дѣйствія, которыя по законамъ того или другого государства подлежатъ вѣдѣнію суда съ присяжными засѣдателями. Если они занимаются торговлею, то могутъ быть подвергаемы личному задержанію только по дѣламъ торговымъ, но не по гражданскимъ искамъ.

Статья III.

Генеральные Консулы, Консулы и ихъ Правители дѣлъ, равно какъ Вице-Консулы и Консульскіе агенты, обязаны давать свои свидѣтельскія показанія, когда мѣстныя судебныя установленія признаютъ это нужнымъ. Но судебная власть должна въ такомъ случаѣ приглашать ихъ въ явкѣ офиціальнымъ письмомъ.

Въ случаѣ невозможности вышепоименованнымъ агентамъ, по дѣламъ службы или по болѣзни, явиться для дачи показаній, и если самое дѣло, по которому они вызываются, производится гражданскимъ порядкомъ, то су-

mandera par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux Etats. Les dits agents devront satisfaire au désir de l'autorité dans le délai qui leur sera indiqué et lui remettre la déposition écrite, munie de leur signature et de leur cachet officiel.

дебная власть или отбираетъ отъ нихъ словесныя показанія, въ мѣстѣ ихъ жительства, или же требуетъ отъ нихъ доставленія письменнаго показанія, съ соблюденіемъ правилъ, какія установлены въ каждомъ изъ обоихъ государствъ. Означенные агенты обязаны исполнить требованіе судебной власти въ назначенный имъ для сего срокъ и доставить ей письменное показаніе за своею подписью и офиціальною печатью.

Article IV.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires pourront placer au dessus de la porte extérieure du Consulat ou Vice-Consulat, l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription: „Consulat, Vice-Consulat, ou Agence consulaire de".

Ils pourront également, dans les résidences maritimes, arborer le pavillon de leur pays, sur la maison consulaire ainsi que sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprêtées comme constituant un droit d'asile, mais serviront, avant tout, à désigner aux marins ou aux nationaux, l'habitation consulaire.

Статья IV.

Генеральные Консулы, Консулы, Вице-Консулы и Консульскіе агенты могутъ выставлять надъ наружною дверью консульства или вице-консульства щитъ съ государственнымъ гербомъ ихъ страны и съ надписью: „такое то Консульство, Вице-Консульство или Консульское агентство".

Равнымъ образомъ, тѣмъ изъ нихъ, которые имѣютъ пребываніе въ приморскихъ мѣстахъ, предоставляется поднимать флагъ ихъ страны на домѣ консульства, а также на судахъ, на которыхъ они выходятъ въ портъ для отправленія своихъ обязанностей.

Само собою разумѣется, что эти внѣшніе знаки никогда не должны считаться какъ бы дающими право убѣжища; но служатъ преимущественно для указанія мореходцамъ или соотечественникамъ мѣста пребыванія консульства.

Article V.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun pré-

Статья V.

Консульскіе архивы будутъ во всякое время пользоваться неприкосновенностью, и мѣстныя власти не должны,

texte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les Consuls, Vice-Consuls, ou agents consulaires respectifs.

ни подъ какимъ предлогомъ и ни въ какомъ случаѣ, подвергать оные осмотру или отбирать принадлежащія къ нимъ бумаги.

Бумаги эти должны всегда содержаться вполнѣ отдѣльно отъ книгъ или бумагъ, относящихся до торговыхъ или промышленныхъ дѣлъ, производимыхъ Консулами, Вице-Консулами или Консульскими агентами.

Article VI.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Consuls Généraux, Consuls ou Vice-Consuls, les chanceliers et secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives, seront admis de plein droit à exercer par intérim, les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des exemptions et privilèges qui y sont attachés par la présente convention.

Статья VI.

Въ случаѣ препятствія, отлучки или смерти Генеральнаго Консула, Консула или Вице-Консула, ихъ правители дѣлъ и секретари, предварительно представленные въ означенномъ ихъ званіи подлежащимъ властямъ, будутъ въ силу сего законно допускаемы къ исправленію временно консульской должности съ пользованіемъ, въ теченіи этого времени, льготами и преимуществами, присвоенными консульской должности настоящею конвенціею.

Article VII.

Les Consuls Généraux et Consuls pourront nommer des Vice-Consuls et des Agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur circonscription consulaire, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des privilèges et exemptions stipulés par la présente convention, sauf les exceptions consacrées par

Статья VII.

Генеральные Консулы и Консулы могутъ назначать Вице-Консуловъ и Консульскихъ агентовъ въ городахъ, портахъ и мѣстахъ, принадлежащихъ къ ихъ консульскому округу, не иначе однако, какъ съ согласія на то мѣстнаго правительства.

Эти агенты могутъ быть избираемы безразлично изъ подданныхъ обоихъ договаривающихся государствъ, а равно и изъ иностранцевъ, и снабжаются патентомъ отъ того Консула, которымъ они назначены и въ подчиненіи которому должны состоять. Они пользуются преимуществами и льготами, установленными настоящею конвенціею, за

les articles II et III. Il est spécialement entendu, en effet, que, lorsqu'un Consul ou Agent consulaire établi dans un port ou dans une ville de l'un de deux pays, sera choisi parmi les sujets de ce pays, ce Consul ou Agent continuera à être considéré comme sujet de la nation à laquelle il appartient et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cependant cette obligation puisse gêner en rien l'exercice de ces fonctions, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

исключеніемъ изъятій, допускаемыхъ статьями II и III. Въ особенности принимается за основаніе, что при назначеніи въ портѣ или въ городѣ одного изъ договаривающихся государствъ Консуломъ или Консульскимъ агентомъ кого либо изъ подданныхъ сего государства, таковый Консулъ или Агентъ во всѣхъ отношеніяхъ продолжаетъ оставаться въ своемъ природномъ подданствѣ въ полномъ подчиненіи законамъ и постановленіямъ своей страны, наравнѣ съ мѣстными подданными, съ тѣмъ однако, чтобы этимъ подчиненіемъ ни въ чемъ не стѣснялось отправленіе возложенныхъ на него консульскихъ обязанностей, ни подвергалось нарушенію неприкосновенность консульскихъ архивовъ.

Статья VIII.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux pays, pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur circonscription consulaire pour réclamer contre toute infraction aux Traités ou conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, au gouvernement de l'Etat dans lequel ils résideraient.

Статья VIII.

Генеральные Консулы, Консулы и Вице-Консулы или Консульскіе агенты обѣихъ странъ могутъ, при исполненіи присвоенныхъ имъ обязанностей, обращаться къ властямъ ихъ консульскаго округа съ заявленіемъ о всякомъ нарушеніи трактатовъ и конвенцій, существующихъ между обѣими странами, равно какъ и о всякомъ злоупотребленіи, на которое ихъ соотечественники имѣли бы поводъ жаловаться. Если бы ихъ заявленія не были уважены означенными властями, то, при отсутствіи дипломатическаго агента ихъ страны, они могутъ обращаться къ правительству государства, въ которомъ они имѣютъ пребываніе.

Article IX.

Les Consuls Généraux, Consuls et leurs chanceliers, ainsi que les Vice-

Статья IX.

Генеральные Консулы, Консулы и ихъ правители дѣлъ, равно какъ Вице-

Consuls et Agents consulaires des deux pays auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils seront, en outre, autorisés à recevoir, comme notaires et d'après les lois de leur pays:

1) Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés les concernant, y compris les contrats de toute espèce. Mais si ces contrats ont pour objet une constitution d'hypothèque ou toute autre transaction sur des immeubles situés dans le pays où le Consul réside, ils devront être dressés dans les formes requises et selon les dispositions spéciales des lois de ce même pays.

2) Tous actes passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même les actes passés entre des sujets de ce dernier pays seulement, pourvu que ces actes se rapportent exclusivement à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le Consul ou l'agent devant lequel ces actes seront passés.

Ils pourront également traduire et légaliser toute espèce d'actes et de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays.

Консулы и Консульскіе агенты обѣихъ странъ имѣютъ право принимать въ своихъ канцеляріяхъ, въ мѣстѣ жительства сторонъ и на судахъ ихъ націи, заявленія шкиперовъ, людей экипажа, пассажировъ, торговцевъ и всѣхъ другихъ подданныхъ ихъ страны.

Кромѣ того, имъ предоставляется принимать къ явкѣ и совершенію, въ качествѣ нотаріусовъ и на основаніи законовъ ихъ страны:

1) завѣщанія соотечественниковъ и всякіе другіе нотаріальные акты, ихъ касающіеся, въ томъ числѣ и всякаго рода договоры. Но если эти договоры имѣютъ предметомъ установленіе ипотеки или иную сдѣлку на недвижимыя имѣнія, находящіяся въ странѣ, гдѣ Консулъ имѣетъ пребываніе, то акты о томъ должны быть совершаемы съ соблюденіемъ порядка и особыхъ правилъ, какіе законами той же страны требуются;

2) всякаго рода акты, заключаемые между однимъ или нѣсколькими изъ ихъ соотечественниковъ и другими лицами, проживающими въ странѣ, въ которой Консулъ имѣетъ пребываніе, и даже акты, заключаемые между одними подданными сей послѣдней страны, если только эти акты относятся исключительно или до имуществъ, находящихся или до дѣлъ, подлежащихъ производству въ предѣлахъ того государства, къ которому принадлежитъ Консулъ или агентъ, совершающій эти акты.

Равнымъ образомъ, они могутъ переводить и свидѣтельствовать всякаго рода акты и документы, исходящіе отъ властей или должностныхъ лицъ ихъ страны.

Tous les actes ci-dessus mentionnés, ainsi que les copies, extraits ou traductions de ces actes dûment légalisés par les dits agents et scellés du sceau officiel des Consulats et Vice-Consulats, auront dans chacun des deux pays la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autres officiers publics ou ministériels compétents dans l'un ou l'autre des deux Etats, pourvu que ces actes aient été soumis aux droits de timbre, d'enregistrement ou à toute autre taxe ou imposition établie dans le pays où ils devront recevoir leur exécution.

Всѣ вышепоименованные акты, а также копіи, выписи или переводы этихъ актовъ, надлежащимъ порядкомъ засвидѣтельствованные упомянутыми агентами съ приложеніемъ оффиціальной печати Консульства или Вице-Консульства, будутъ имѣть въ каждой изъ обѣихъ странъ ту же силу и то же дѣйствіе, какъ бы оные были совершены въ томъ или другомъ государствѣ у нотаріусовъ или у иныхъ надлежащихъ общественныхъ или правительственныхъ должностныхъ лицъ, подъ условіемъ однако оплаты ихъ гербовыми, явочными и всякими иными пошлинами или сборами, установленными въ той странѣ, гдѣ они будутъ подлежать исполненію.

Article X.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leur navire, enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former, sauf dans les cas prévus par les lois commerciales des deux pays, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Статья X.

Генеральные Консулы, Консулы и Вице-Консулы или Консульскіе агенты, по допущеніи судовъ ихъ націи къ свободному съ берегомъ сообщенію, могутъ лично, или чрезъ своихъ повѣренныхъ, посѣщать означенныя суда, опрашивать шкипера и экипажъ, досматривать корабельныя бумаги, принимать заявленія, относящіяся до странствія и назначенія судна, также о приключеніяхъ во время плаванія, составлять декларацiи и способствовать отправленію судна; наконецъ сопровождать названныхъ лицъ въ мѣстныя судебныя или правительственныя установленія, чтобы служить имъ переводчиками и ходатаями по производящимся дѣламъ ихъ или по искамъ, которые они имѣютъ предъявить, за исключеніемъ случаевъ, предусмотрѣнныхъ торговыми законами обѣихъ странъ, постановленія коихъ настоящимъ условіемъ ни въ чемъ не измѣняются.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les officiers et agents de la douane du pays, ne pourront dans les ports où réside un Consul ou un Agent consulaire de l'un des deux Etats respectifs opérer ni recherches, ni visites (autres que les visites ordinaires de la douane), à bord des navires de commerce sans en avoir donné préalablement avis au dit Consul ou agent, afin qu'il puisse assister à la visite.

L'invitation qui sera adressée à cet effet aux Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires indiquera une heure précise, et s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Il est bien entendu que le présent article ne s'applique pas aux mesures prises par les autorités conformément aux règlements de la douane et de la santé, lesquels continueront d'être appliqués en dehors du concours des autorités consulaires.

Въ портахъ, гдѣ пребываетъ Консулъ или Консульскій агентъ одного изъ договаривающихся государствъ, мѣстные чины судебнаго вѣдомства, а равно таможенные чиновники и агенты не могутъ производить обыски или осмотры (кромѣ обыкновенныхъ таможенныхъ досмотровъ) на торговыхъ судахъ безъ предварительнаго увѣдомленія о томъ означеннаго Консула или Консульскаго агента, дабы онъ могъ присутствовать при осмотрѣ.

Въ посылаемыхъ на сей конецъ извѣщеніяхъ долженъ быть съ точностью означенъ часъ обыска или осмотра, и еслибы приглашенный Консулъ, Вице-Консулъ или Консульскій агентъ не прибылъ самъ или не выслалъ за себя повѣреннаго въ назначенное время, то обыскъ или осмотръ производится и безъ ихъ бытности.

Само собою разумѣется, что настоящая статья не относится до мѣръ, принимаемыхъ мѣстными властями на основаніи постановленій таможенныхъ и санитарныхъ, которыя будутъ по прежнему приводиться въ исполненіе безъ участія консульскихъ властей.

Article XI.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays.

Les Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation; en conséquence, ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les offi-

Статья XI.

Во всемъ, что касается портовой полиціи, нагрузки и разгрузки судовъ и охранности товаровъ, имуществъ и вещей, соблюдаются мѣстные законы, уставы и постановленія.

Консуламъ, Вице-Консуламъ или Консульскимъ агентамъ предоставляется исключительное наблюденіе за внутреннимъ порядкомъ на судахъ ихъ націи; поэтому они сами разбираютъ и разрѣшаютъ всякаго рода споры, могущіе возникнуть между шкиперомъ,

ciers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que, lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires, si elles en sont requises par eux pour faire arrêter et renvoyer à bord ou maintenir en état d'arrestation tout individu, inscrit sur le rôle de l'équipage chaque fois que les dits agents le jugeront nécessaire.

Si l'arrestation devait être maintenue, les dits agents en donneront avis dans le plus bref délai possible, par une communication officielle aux autorités judiciaires compétentes.

Article XII.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des Hautes parties contractantes.

судовыми чинами и матросами, въ особенности же касающіеся жалованья и исполненія заключенныхъ между этими лицами взаимныхъ обязательствъ.

Мѣстныя власти вступаются только въ случаяхъ, когда возникшіе на судахъ безпорядки сопряжены съ нарушеніемъ общественнаго спокойствія и порядка на берегу или въ портѣ, или же когда въ нихъ будетъ замѣшанъ туземецъ или лицо, не принадлежащее къ экипажу судна.

Во всѣхъ другихъ случаяхъ мѣстныя власти ограничиваются оказаніемъ возможнаго содѣйствія Консуламъ, Вице-Консуламъ или Консульскимъ агентамъ къ арестованію и къ отправленію обратно на судно или къ содержанію подъ арестомъ всякаго значащагося въ корабельномъ спискѣ лица, во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда сказанные агенты признаютъ это нужнымъ и того потребуютъ.

Если задержанный долженъ содержаться подъ арестомъ, то сказанные агенты должны, въ возможно кратчайшій срокъ, оффиціальнымъ отношеніемъ извѣстить о томъ подлежащія судебныя власти.

Статья XII.

Генеральные Консулы, Консулы и Вице-Консулы или Консульскіе агенты имѣютъ право дѣлать распоряженія объ арестованіи и отправленіи обратно на судно или на родину матросовъ и всякихъ другихъ лицъ, принадлежащихъ, въ какомъ бы то ни было качествѣ, къ экипажамъ судовъ ихъ націи, учинившихъ побѣгъ во владѣніяхъ одной изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ.

A cet effet ils devront s'adresser par écrit aux fonctionnaires compétents et justifier au moyen de la présentation des registres des bâtiments ou du rôle de l'équipage ou d'autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

На сей конецъ они должны относиться письменно къ подлежащимъ мѣстнымъ властямъ и удостовѣрять, посредствомъ предъявленія корабельныхъ бумагъ, или экипажнаго списка, или другихъ оффиціальныхъ документовъ, или же въ случаѣ отбытія уже судна, чрезъ предъявленіе засвидѣтельствованныхъ копій съ сихъ документовъ, что лица, о выдачѣ которыхъ они ходатайствуютъ, дѣйствительно принадлежали къ экипажу. На основаніи такого, подкрѣпленнаго надлежащими доказательствами ходатайства, въ выдачѣ бѣглыхъ не можетъ быть отказано.

On donnera, en outre, aux dites autorités consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront détenus, sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les repatrier.

Сверхъ того, сказаннымъ консульскимъ властямъ будутъ оказываемы всякая помощь и всякое содѣйствіе къ розысканію и арестованію этихъ бѣглыхъ, которые, по письменному требованію и на иждивеніе консульской власти, будутъ содержаться подъ арестомъ до возвращенія ихъ по принадлежности на судно, или же пока не представится случай къ отправленію ихъ обратно на родину.

Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Если однако такой случай не представится въ теченіи двухъ мѣсяцевъ, считая со дня арестованія, или если расходы на содержаніе арестованныхъ не будутъ исправно уплачиваемы, то бѣглые освобождаются изъ подъ ареста и за тѣмъ уже не могутъ быть вторично арестуемы по тому же поводу.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Если бѣглымъ будутъ совершены какое либо преступленіе или проступокъ на берегу, то мѣстная власть можетъ отложить выдачу его до тѣхъ поръ, пока судебное установленіе не постановитъ своего приговора и пока этотъ приговоръ не будетъ приведенъ въ полное и точное исполненіе.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

По особому соглашенію, между Высокими договаривающимися сторонами состоявшемуся, если матросы или другія лица, принадлежащіе къ экипажу, состоятъ въ подданствѣ той страны, гдѣ ими учиненъ побѣгъ, то дѣйствіе настоящей статьи на нихъ не распространяется.

Article XIII.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du pays dans lequel résideront les dits Agents ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Статья XIII.

Во всѣхъ случаяхъ, когда между судохозяевами, грузоотправителями и страховщиками не состоялось иныхъ особыхъ условій, аваріи, претерпѣнныя въ морѣ судами той и другой страны, какъ при добровольномъ, такъ и при вынужденномъ заходѣ сихъ судовъ въ обоюдные порты, расчитываются и опредѣляются Генеральными Консулами, Консулами, Вице-Консулами или Консульскими агентами того государства, къ которому принадлежитъ судно, если однако въ аваріи не заинтересованы подданные государства, гдѣ имѣютъ пребываніе сказанные агенты, или же подданные третьей державы; въ сихъ послѣднихъ случаяхъ, и если не послѣдуетъ добровольнаго соглашенія между всѣми заинтересованными сторонами, расчетъ и опредѣленіе аваріи должны быть сдѣланы мѣстною властью.

Article XIV.

Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes parties contractantes, fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront, dans le plus bref délai possible, porter le fait à la connaissance du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent

Статья XIV.

Когда судно, принадлежащее правительству или подданнымъ одной изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ, потерпитъ крушеніе или сядетъ на мель у береговъ другого государства, то мѣстныя власти обязаны, въ возможно скорѣйшемъ времени, довести о случившемся до свѣдѣнія ближайшаго

consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires russes qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Allemagne, auront lieu conformément aux lois du pays, et réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navires allemands, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la Russie, auront lieu conformément aux lois du pays.

L'intervention du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire n'aura lieu dans les deux pays, que pour surveiller les opérations relatives à la réparation ou ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, tant des navires échoués ou naufragés à la côte, que des marchandises ou de la cargaison sauvetées.

L'intervention des autorités locales dans le sauvetage ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteraient les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité d'un navire naufragé ou échoué, toutes les mesures mentionnées ci-dessus relèveront exclusivement des autorités locales.

Article XV.

Les Consuls Généraux, Consuls et leurs chanceliers ou secrétaires, ainsi

къ мѣсту приключенія Генеральнаго Консула, Консула, Вице-Консула или Консульскаго агента.

Всѣ дѣйствія по спасенію русскихъ судовъ, потерпѣвшихъ крушеніе или сѣвшихъ на мель въ территоріальныхъ водахъ Германіи, должны производиться согласно законамъ германскимъ; и, на оборотъ, всѣ дѣйствія по спасенію германскихъ судовъ, потерпѣвшихъ крушеніе или сѣвшихъ на мель въ территоріальныхъ водахъ Россіи, должны производиться согласно законамъ русскимъ.

Участіе Генеральнаго Консула, Консула, Вице-Консула или Консульскаго агента должно имѣть предметомъ, въ обоихъ государствахъ, только наблюденіе за дѣйствіями, относящимися къ починкѣ или къ снабженію провіантомъ или же къ продажѣ, буде таковая послѣдуетъ, какъ самыхъ судовъ, сѣвшихъ на мель или потерпѣвшихъ крушеніе у береговъ, такъ и спасенныхъ товаровъ или груза.

Участіе мѣстныхъ властей въ спасеніи не должно служить поводомъ къ взиманію какихъ либо расходовъ, за исключеніемъ такихъ, которые потребуются для дѣйствій по спасенію и для храненія спасенныхъ вещей, а также тѣхъ, которыя оплачивались бы въ подобномъ случаѣ и туземными судами.

Въ случаѣ сомнѣнія касательно національности судна, потерпѣвшаго крушеніе или сѣвшаго на мель, всѣ вышепомянутыя распоряженія возлагаются исключительно на мѣстныя власти.

Статья XV.

Генеральные Консулы, Консулы и ихъ правители дѣлъ или секретари, а

que les Vice-Consuls et Agents consulaires jouiront dans les deux Etats et leurs possessions respectives, de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Article XVI.

La présente convention restera en vigueur pendant dix années à dater du jour de l'échange des ratifications. Si aucune des Hautes parties contractantes n'avait notifié à l'autre une année avant l'expiration de ce terme, l'intention d'en faire cesser les effets, demeurera exécutoire, pendant une année encore, à partir du jour ou l'une ou l'autre des Hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

Article XVII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St. Pétersbourg le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi etc.

Fait à St. Pétersbourg, le 26 novembre (8 décembre) 1874.

(L. S.) Gortchacow. (L. S.) Alvensleben.

Ratifiée a St. Pétesbourg le 26 janvier 1875.

1875, le 10 (22) juillet. Convention télégraphique, conclue à St-Pétersbourg. (V. t. IV, part. II, № 174).

также Вице-Консулы и Консульскіе агенты будутъ пользоваться въ обоихъ государствахъ и ихъ владѣніяхъ всѣми изъятіями, правами, преимуществами и льготами, какія будутъ предоставлены агентамъ того же разряда наиболѣе благопріятствуемой націи.

Статья XVI.

Настоящая конвенція будетъ оставаться въ силѣ въ продолженіи десяти лѣтъ со дня обмѣна ратификацій. Если ни одною изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ не будетъ за годъ до истеченія этого срока заявлено другой о намѣреніи прекратить дѣйствіе настоящей конвенціи, то она будетъ оставаться въ силѣ еще на одинъ годъ, считая со дня заявленія тою или другою изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ о прекращеніи ея дѣйствія.

Статья VII.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи будутъ обмѣнены въ С.-Петербургѣ въ возможно скоромъ времени.

Она вступитъ въ дѣйствіе чрезъ мѣсяцъ по обмѣнѣ ратификацій.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 26-го ноября (8-го декабря) 1874 года.

(М. П.) Горчаковъ. (М. П.) Альвенслебенъ.

Ратификована въ С.-Петербургѣ 26-го января 1875 года.

1875 г., 10-го (22-го) іюля. Телеграфная конвенція, заключенная въ С.-Петербургѣ. (См. т. IV, часть II, № 174).

№ 358.

1876, le 10 (22) mai. Convention, conclue avec l'Allemagne, concernant la jonction du chemin de fer de la Vistule avec celui de Marienbourg-Mlawa. (2-me Col. des lois № 56.164).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Germanique, animés du désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'un chemin de fer reliant Varsovie et Marienbourg, ont nommé des plénipotentiaires à l'effet de régler d'un commun accord les questions résultant de cette nouvelle voie ferrée, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

le sieur Sylvestre Lwowsky, son Conseiller d'Etat actuel, le sieur Hippolyte de Pistohlkors, son Conseiller d'Etat actuel, le Prince Basile Dolgoroukoff, son chambellan, le sieur Nicolas de Pfeiffer, son colonel d'Etat-major, le sieur Ferdinand Rydzewsky, son ingénieur-conseiller de Collége, le sieur Emmanuel Moukhanow, son Conseiller aulique,

et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

le sieur Paul Amédée Gustave Reichardt, son Conseiller actuel de Légation, le sieur Louis Brefeld, son Conseiller intime de régence, le sieur Auguste Otton Henri Charles Jaehningen, son Conseiller intime des finances;

lesquels sont convenus, sous réserve de la ratification, des articles suivants:

№ 358.

1876 г., 10-го (22-го) мая. Конвенція съ Германіею о соединеніи Привислянской желѣзной дороги съ прусскою Маріенбургъ-Млавскою. (2-е П. С. З. № 56.164).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, именемъ Германской Имперіи, желая способствовать развитію торговыхъ сношеній между обѣими Имперіями чрезъ устройство желѣзной дороги, соединяющей Варшаву съ Маріенбургомъ, назначили уполномоченныхъ для разрѣшенія взаимнымъ соглашеніемъ всѣхъ вопросовъ, возникающихъ изъ этого новаго желѣзнаго пути, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Сильвестра Львовскаго, своего Дѣйст. Ст. Сов., Ипполита фонъ-Пистолькорса, своего Дѣйств. Ст. Сов., Князя Василія Долгорукова, своего каммергера, Николая фонъ-Пфейфера, своего полковника Генеральнаго Штаба, Фердинанда Рыдзевскаго, своего инженера Коллежскаго Совѣтника, Эмануила Муханова, своего Надворнаго Совѣтника,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

Павла-Амедея-Густава Рейхардта, своего Дѣйств. Легаціоннаго Совѣтника, Лудвига Брефельда, своего Тайнаго Совѣтника правленія, Августа-Оттона-Генриха-Карла Іенингена, своего Тайнаго Совѣтника финансовъ;

Каковые уполномоченные постановили, подъ условіемъ ратификаціи, нижеслѣдующія статьи:

Article. I.

Le gouvernement russe a accordé à une société d'actionnaires, domiciliée en Russie et formée en vertu des statuts approuvés par ce gouvernement („Compagnie du chemin de fer de la Vistule"), le droit pour la construction et l'exploitation du chemin de fer entre Kowel (par Varsovie) et la frontière de Prusse près de Mlawka, et le gouvernement prussien a accordé à une société d'actionnaires, domiciliée en Prusse („Marienburg-Mlawka'er Eisenbahn Gesellschaft"), la concession pour la construction et l'exploitation du chemin de fer qui sera tracé de Marienbourg à la frontière de Russie pour se réunir au chemin de fer russe susindiqué.

Article II.

Le point de jonction des deux chemins russe et prussien et le raccordement de ces chemins, soit en plan, soit en profil, seront déterminés par les deux gouvernements d'après les projets rédigés de concert par les ingénieurs des deux pays.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire demeurent réservées à l'appréciation et à la décision de chacune des Hautes parties contractantes.

Article III.

Les voies ferrées et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisées de part et d'autre de manière à assurer l'exploitation par locomotives.

Статья I.

Россійское правительство предоставило обществу на акціяхъ (Обществу Привислянской желѣзной дороги), находящемуся въ Россіи и учрежденному на основаніи утвержденнаго имъ устава,— право на сооруженіе и эксплуатацію желѣзной дороги между Ковелемъ (чрезъ Варшаву) и прусскою границею близъ Млавки; Прусское же Правительство отдало обществу на акціяхъ (Обществу Маріенбургъ-Млавской желѣзной дороги), находящемуся въ Пруссіи,—концессію на сооруженіе и эксплуатацію желѣзной дороги, которая будетъ проведена отъ Маріенбурга къ русской границѣ для соединенія съ вышеупомянутою русскою желѣзною дорогою.

Статья II.

Пунктъ соединенія обѣихъ желѣзныхъ дорогъ, русской и прусской, и примычка этихъ дорогъ, какъ въ планѣ, такъ и профилѣ, будутъ опредѣлены обоими правительствами по проектамъ, составленнымъ по взаимному соглашенію инженерами обѣихъ странъ.

Всѣ прочія условія относительно направленія дороги, а равно помѣщенія станцій въ предѣлахъ каждаго государства, предоставляются на усмотрѣніе и рѣшеніе каждой изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ.

Статья III.

Желѣзные пути и ихъ принадлежности, равно какъ перевозочныя средства будутъ съ той и другой стороны устроены такимъ образомъ, чтобы было обезпечено движеніе посредствомъ локомотивовъ.

ARTICLE IV.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails, sera sur le territoire prussien de un mètre quatre cent-trente cinq millimètres, et sur le territoire russe de cinq pieds (mesure anglaise).

ARTICLE V.

Les acquisitions de terrains seront effectuées de prime abord pour deux voies; quant à la construction de la seconde voie, elle pourra être ajournée jusqu'à ce que la nécessité en aura été reconnue par le gouvernement respectif.

ARTICLE VI.

Les hauts gouvernements contractants auront soin de faire achever la construction du chemin de fer sur leurs territoires respectifs pour un terme aussi rapproché que possible et autant que faire se pourra, simultanément.

Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement les documents constitutifs des deux sociétés et qui sont mentionnés dans l'article premier de la présente convention.

ARTICLE VII.

Le changement de service se fera à la frontière de manière que l'administration du chemin de fer prussienne et l'administration du chemin de fer russe établissent chacune de son côté, sur son territoire, près de la frontière une station et que les convois prussiens sur la voie plus étroite prussienne entrent dans la station russe et les convois russes sur la voie plus large russe entrent dans la station prussienne.

СТАТЬЯ IV.

Ширина колей между внутренними краями рельсовъ будетъ въ прусскихъ владѣніяхъ въ одинъ метръ четыреста тридцать пять миллиметровъ, а въ россійскихъ владѣніяхъ въ пять футовъ (англійской мѣры).

СТАТЬЯ V.

Отчужденіе земель должно быть произведено сразу на два пути; но сооруженіе второго пути можетъ быть отложено впредь до того времени, когда подлежащее правительство признаетъ потребность онаго.

СТАТЬЯ VI.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся о томъ, дабы постройка находящейся въ обоюдныхъ ихъ владѣніяхъ желѣзной дороги была окончена въ возможно ближайшій срокъ и по возможности одновременно.

Оба правительства взаимно сообщатъ одно другому уставы обоихъ обществъ, упомянутые въ первой статьѣ настоящей конвенціи.

СТАТЬЯ VII.

Переходъ съ одной дороги на другую будетъ совершаться на границѣ такимъ порядкомъ, что прусское управленіе желѣзныхъ дорогъ и русское управленіе желѣзныхъ дорогъ имѣютъ выстроить каждое, съ своей стороны, и на своей территоріи, станцію вблизи границы, и что прусскіе поѣзды, на болѣе узкомъ прусскомъ пути, будутъ входить въ русскую станцію, а русскіе поѣзды на болѣе широкомъ русскомъ пути будутъ входить въ прусскую станцію.

Article VIII.

La construction, l'entretien et la surveillance de la voie plus large sur le territoire prussien entre la frontière et la station prussienne sera à la charge de l'administration prussienne; la construction, l'entretien et la surveillance de la voie plus étroite sur le territoire russe, entre la station russe et la frontière, sera à la charge de l'administration russe. Pour le parcours et l'usage de ces deux parties de chemin de fer, les administrations prussienne et russe ne payeront l'une à l'autre aucune indemnité.

Статья VIII.

Устройство и содержаніе болѣе широкаго пути па прусской территоріи, между прусскою станціею и границею, и наблюденіе за онымъ, будутъ лежать на обязанности прусскаго управленія; устройство же и содержаніе болѣе узкаго пути на русской территоріи, между границею и русскою станціею, и наблюденіе за онымъ будутъ лежать на обязанности русскаго управленія. За пробѣгъ по этимъ двумъ частямъ желѣзной дороги и потребленіе ихъ, прусское и русское управленія не будутъ уплачивать другъ другу никакого вознагражденія.

Article IX.

Sauf le droit de souveraineté et de surveillance des hauts gouvernements contractants sur les parties du chemin de fer situées dans leurs territoires respectifs et sur l'exploitation de ces lignes, les administrations exploitant le chemin de fer resteront soumises quant au service des trains au droit de surveillance supérieure exercé par le gouvernement du pays où elles sont domiciliées.

Статья IX.

За исключеніемъ права верховной власти высокихъ договаривающихся правительствъ на находящіяся въ обоюдныхъ ихъ владѣніяхъ части желѣзной дороги, и ихъ права наблюденія за оными и права на эксплуатацію этихъ линій, управленія, завѣдующія эксплуатаціею этой желѣзной дороги, будутъ подлежать относительно движенія поѣздовъ высшему надзору правительства той страны, гдѣ они находятся.

Article X.

Les hautes parties contractantes auront soin, qu'aux stations frontières les arrangements nécessaires soient faits pour pouvoir effectuer, avec la moindre perte de temps et aux moindres frais possibles, les déchargements et rechargements des wagons à marchandises nécessités par la différence de la largeur de la voie.

Статья X.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся, дабы на пограничныхъ станціяхъ были приняты всѣ необходимыя мѣры для того, чтобы требующіяся вслѣдствіе различной ширины путей разгрузка и перегрузка товарныхъ вагоновъ могли производиться съ возможно меньшею тратою времени и меньшими расходами.

Article XI.

Un règlement uniforme pour les signaux et tous les détails du service sera concerté pour les stations frontières entre les administrations des deux chemins de fer, sauf l'approbation des autorités territoriales respectives.

Article XII.

Les deux gouvernements aviseront aux moyens de régler le service des convois de la manière la plus convenable, et ils exerceront l'influence nécessaire pour déterminer dans ce but ou changer le service des convois.

Article XIII.

Les hauts gouvernements contractants auront soin que sur les parties de ce chemin de fer, situées sur le territoire de l'un et de l'autre, le tarif des prix pour le transport des personnes et des marchandises, sauf les différences que la diversité de l'exploitation et du commerce y apportent, soit aussi uniforme que possible.

Article XIV.

La disposition de la marche et de la coincidence des trains, ainsi que le tarif des prix pour le transport des personnes et des marchandises seront arrêtés par les deux administrations chacune pour son territoire et communiqués réciproquement de même que les modifications qui pourraient survenir ultérieurement.

Article XV.

Les deux hautes parties contractantes donneront leurs soins et insisteront:

Статья XI.

Относительно сигналовъ и всѣхъ подробностей порядка движенія будутъ составлены для пограничныхъ станцій одинаковыя правила по взаимному соглашенію между управленіями обѣихъ желѣзныхъ дорогъ и съ утвержденія подлежащихъ территоріальныхъ властей.

Статья XII.

Оба правительства озаботятся о способахъ устройства эксплуатаціи наиболѣе удобнымъ образомъ, и будутъ употреблять надлежащее вліяніе по предмету распредѣленія и измѣненія движенія поѣздовъ.

Статья XIII.

Высокія договаривающіяся стороны озаботятся, дабы на частяхъ этой желѣзной дороги, находящихся въ обоюдныхъ ихъ владѣніяхъ, тарифъ платы за провозъ пассажировъ и товаровъ, за исключеніемъ разности, проистекающей изъ различія эксплуатаціи и торговли, былъ по возможности одинаковъ.

Статья XIV.

Постановленіе о движеніи и согласованіи поѣздовъ, равно какъ и тарифъ платы за провозъ пассажировъ и товаровъ будутъ утверждены обоими управленіями каждымъ для своей территоріи, и ими взаимно сообщены, равно какъ и могущія послѣдовать впредь измѣненія.

Статья XV.

Обѣ Высокія договаривающіяся стороны озаботятся и будутъ слѣдить:

1) à ce que les administrations exploitant les lignes situées sur l'une et l'autre partie des deux territoires organisent pour le service des voyageurs, ainsi que pour le transport des marchandises autant de trains correspondant à la station frontière, qu'il sera nécessaire pour assurer leur expédition réglementaire;

2) à ce que l'organisation de transports directs pour les personnes et les marchandises, sitôt que les deux hauts gouvernements considéreront ces transports comme désirables dans l'intérêt du trafic, ne soit pas contestée par les administrations des sociétés mentionnées dans l'article premier de la présente convention.

Article XVI.

Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux Empires, soit pour le prix des transports, soit pour le temps d'expédition, sauf les délais nécessités par les règlements de douane; l'application de ces règlements sera la même pour les habitants des deux Empires.

Article XVII.

Toutes les mesures de police et de douane, auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente convention, sont réservées à chacun des deux gouvernements et seront, autant que possible, concertées préalablement.

Pour ce qui est des formalités de visite et d'expédition en douane des bagages et des marchandises importées

1) чтобы управленія, завѣдывающія эксплуатаціею линій желѣзной дороги, находящихся въ той и другой части обѣихъ территорій, устроили для движенія пассажировъ, равно какъ и перевозки товаровъ столько поѣздовъ для сообщенія съ пограничною станціею, сколько будетъ необходимо для обезпеченія ихъ правильнаго отправленія;

2) чтобы въ отношеніи устройства прямого сообщенія для пассажировъ и товаровъ, какъ скоро оба высокія правительства признаютъ это сообщеніе желательнымъ въ видахъ пользы торговли, не возникало со стороны управленій обществъ, помянутыхъ въ первой статьѣ настоящей конвенціи, никакихъ споровъ.

Статья XVI.

Не будетъ полагаться никакого различія между жителями обѣихъ Имперій ни относительно провозной платы, ни относительно времени отправленія, кромѣ простоевъ, необходимо сопряженныхъ съ таможенными правилами; примѣненіе этихъ правилъ будетъ одинаково для жителей обѣихъ Имперій.

Статья XVII.

Всѣ полицейскія и таможенныя мѣры, которыя могутъ быть вызваны открытіемъ желѣзной дороги, составляющей предметъ настоящей конвенціи, предоставляются на усмотрѣніе каждаго изъ договаривающихся правительствъ и будутъ, насколько возможно, устанавливаться по предварительному взаимному соглашенію.

Что же касается формальностей таможеннаго досмотра и пропуска пассажирскихъ вещей и привозимыхъ или

ou exportées et de la vérification des passeports, les deux gouvernements s'engagent mutuellement à ne pas traiter moins favorablement le chemin de fer reliant Marienbourg et Varsovie, que tout autre chemin de fer traversant la frontière, et à accorder dans l'intérêt et en faveur du commerce, au dit chemin de fer toute facilité et simplification de service compatibles avec les lois des deux pays.

вывозимыхъ товаровъ и повѣрки паспортовъ, то оба правительства взаимно обязуются поставить желѣзную дорогу, соединяющую Варшаву съ Маріенбургомъ, въ не менѣе благопріятное положеніе, чѣмъ какая бы то ни была другая желѣзная дорога, переходящая границу, и предоставить этой дорогѣ, въ видахъ пользы торговли, всѣ облегченія и упрощенія въ таможенномъ порядкѣ, какія могутъ согласоваться съ законами той и другой страны.

Article XVIII.

Le chemin de fer reliant Marienbourg et Varsovie servira aussi aux transports des postes, tant des lettres, que des paquets et à l'établissement des lignes télégraphiques.

Les hauts gouvernements auront soin d'imposer aux entrepreneurs du chemin de fer les obligations qu'ils jugeraient utiles pour assurer les intérêts de l'administration des postes et des télégraphes.

Les administrations des postes et des télégraphes des deux parties contractantes arrêteront d'un commun accord les modalités du service postal et télégraphique à organiser sur le dit chemin de fer.

Статья XVIII.

Желѣзная дорога, соединяющая Варшаву съ Маріенбургомъ, будетъ служить также къ провозу почтовыхъ корреспонденцій, какъ письменныхъ, такъ и посылочныхъ, и къ проводу телеграфныхъ линій.

Высокія договаривающіяся державы не упустятъ возложить на концессіонеровъ желѣзной дороги такія обязательства, какія онѣ признаютъ нужными, для обезпеченія интереса почтоваго и телеграфнаго управленія.

Почтовыя и телеграфныя управленія обѣихъ договаривающихся сторонъ опредѣлятъ по взаимному соглашенію порядокъ почтовой и телеграфной службы, который имѣетъ быть установленъ на сказанной желѣзной дорогѣ.

Article XIX.

Dans tous les cas, où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourraient pas s'entendre sur les différents points prévus dans la présente convention, et en général sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et la prospérité du commerce de

Статья XIX.

Во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда управленія желѣзной дороги того или другого государства не будутъ согласны между собою относительно различныхъ пунктовъ, постановленныхъ настоящею конвенціею, и вообще относительно способовъ обезпечить непрерывность движенія между обѣими границами и

transit, les gouvernements interviendront d'office et se concerteront pour prescrire toutes les mesures nécessaires.

Article XX.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St.-Pétersbourg dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi etc.

Fait a Varsovie, le 10 (22) avril 1876.

(L. S.) Lwowsky. (L. S.) Reichardt.
(L. S.) Pistohlkors. (L. S.) Brefeld.
(L. S.) Prince Dolgoroukoff. (L. S.) Jaehningen.
(L. S.) de Pfeiffer.
(L. S.) Rydzewsky.
(L. S.) Moukhanow.

Ratifiée a Ems, le 19 mai 1876.

благосостояніе транзитной торговли, правительства будутъ сами собою вступаться въ таковые споры и входить во взаимныя между собою соглашенія для предписанія всѣхъ потребныхъ мѣръ.

Статья XX.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи будутъ размѣнены въ С.-Петербургѣ въ теченіи двухъ мѣсяцевъ со дня подписанія оной или ранѣе, буде возможно.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Варшавѣ, 10-го (22-го) апрѣля 1876 г.

(М. П.) Львовскій. (М. П.) Рейхардтъ.
(М. П.) Пистолькорсъ. (М. П.) Брефельдъ.
(М. П.) Князь Долгоруковъ. (М. П.) Іенингенъ.
(М. П.) фонъ-Пфейфферъ.
(М. П.) Рыдзевскій.
(М. П.) Мухановъ.

Ратификована въ Эмсѣ 19-го мая 1876 года.

№ 359.

1877, 27 janvier (8 février). Déclaration, conclue avec l'Empire d'Allemagne, concernant la correspondance télégraphique. (2-me Col. des lois № 57.487).

Par une déclaration du 13 (25) mars 1872 le gouvernement Impérial de Russie avait confirmé l'arrangement conclu le 18 (30) janvier de la même année entre les représentants de l'administration des télégraphes de l'Empire de Russie et de l'administration des télégraphes d'Etat de l'Empire d'Allemagne relativement à l'échange de la corres-

№ 359.

1877 г., января 27-го (февраля 8-го). Декларація касательно обмѣна телеграфной корреспонденціи между Россіей и Германіею. (2-е П. С. З. № 57.487).

Декларацією отъ 13-го (25-го) марта 1872 года Императорско-Россійское правительство утвердило соглашеніе, заключенное 18-го (30-го) января того же года между представителями Императорско-Россійскаго телеграфнаго управленія и Императорско-Германскаго государственнаго телеграфнаго управленія, касательно обмѣна

pondance télégraphique entre la Russie et l'Empire d'Allemagne.

Par suite des stipulations de la convention télégraphique internationale, conclue à St. Pétersbourg le 10 (22) juillet 1875, il a été reconnu indispensable de modifier les articles II, IV et V de l'arrangement du 18 (30) janvier 1872.

En ce qui concerne l'article II un arrangement est intervenu le 8 avril 1876 entre les représentants de l'administration des télégraphes de l'Empire de Russie et de celle de l'Empire d'Allemagne qui porte mot pour mot ce qui suit:

Die im § 2 des zwischen der Kaiserlich Russischen und der Kaiserlich Deutschen Telegraphen-Verwaltung unterm 30. Januar 1872 abgeschlossenen Uebereinkommens festgesetzten Russischen Gebühren-Antheile für den Telegraphen-Verkehr zwischen dem außereuropäischen Rußland und Deutschland sind den im allgemeinen internationalen Verkehr damals gültigen Russischen Terminalsätzen gleich.

Da indeß durch den St. Petersburger internationalen Telegraphen-Vertrag vom 10. (22.) Juli 1875 eine Aenderung und Vereinfachung der erwähnten Russischen Gebührensätze eingetreten ist, und es wünschenswerth erscheint zur Vermeidung von weiteren Tarifspaltungen diese neuen Sätze auch für die Russisch-Deutsche Korrespondenz anzuwenden, so haben die Kaiserlich Russische General-Direction der Telegraphen und das Kaiserlich Deutsche General-Telegraphen-Amt, unter Vorbehalt der Genehmigung, Folgendes vereinbart:

Der § 2 der Uebereinkunft vom 30. Januar 1872 erhält folgende Fassung:

телеграфной корреспонденціи между Россіею и Германскою Имперіею.

Вслѣдствіе постановленій международной телеграфной конвенціи, заключенной въ С.-Петербургѣ 10-го (22-го) іюля 1875 года, было признано необходимымъ измѣнить статьи II, IV и V соглашенія отъ 18-го (30-го) января 1872 года.

Что касается статьи II, то соглашеніе между представителями Императорско-Россійскаго телеграфнаго управленія и Императорско-Германскаго телеграфнаго управленія состоялось 8-го апрѣля 1876 года и отъ слова до слова гласитъ такъ:

Причитающаяся на долю Россіи плата за телеграфную корреспонденцію между внѣевропейскою Россіею и Германіею, опредѣленная § 2 соглашенія, заключеннаго между Императорско-Россійскимъ и Императорско-Германскимъ телеграфными управленіями 30-го января 1872 года,—равняется русской оконечной платѣ, дѣйствовавшей въ то время въ общей международной корреспонденціи.

Но такъ какъ С.-Петербургскою международною телеграфною конвенціею отъ 10-го (22-го) іюля 1875 года вышепомянутая русская плата была измѣнена и упрощена, то Императорско-Россійское и Императорско-Германское главныя телеграфныя управленія, во избѣжаніе дальнѣйшихъ разногласій въ тарифахъ признавъ желательнымъ примѣнить эту новую плату также въ русско-нѣмецкой корреспонденціи, согласились, подъ условіемъ ратификаціи, о нижеслѣдующемъ:

§ 2-й соглашенія отъ 30-го января 1872 г. получаетъ слѣдующую редакцію:

Für das aus Rußland herrührende nach Deutschland bestimmte Telegramm und für das aus Deutschland herrührende nach Rußland bestimmte Telegramm von 20 Worten werden erhoben:

für Rußland die durch die Tariftabellen des internationalen Telegraphen-Vertrages, d. d. St. Petersburg, den 10. (22.) Juli 1875 festgesetzten Gebührensätze.

für Deutschland. . . . . 2 fr. 50.

Zu Urkund dessen hat jede der betheiligten Verwaltungen je eine Ausfertigung der vorstehenden Erklärung vollzogen und unterschrieben der miterklärenden Verwaltung übergeben.

Quant aux articles IV et V le gouvernement Impérial de Russie et de gouvernement Impérial d'Allemagne sont convenus de les modifier de la manière suivante:

Article IV. Pour tout le reste la dite correspondance télégraphique est soumise à la convention télégraphique internationale conclue à St. Pétersbourg le 10 (22) juillet 1875 et au Règlement de service international actuellement en vigueur ou à celui qui serait établi à l'avenir.

Article V. Les stipulations susmentionnées entrent en vigueur en même temps que celles de la convention télégraphique internationale et du Règlement de service international élaborés à St. Pétersbourg, c'est-à-dire depuis le 20 décembre (1 janvier) 1875—76, et resteront en vigueur pour un terme indéfini jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes les aura dénoncées.

Le soussigné, dûment autorisé, à cet effet, déclare au nom de gouvernement

За телеграмму въ 20 словъ, какъ отправляемую изъ Россіи и назначенную въ Германію, такъ и за отправляемую изъ Германіи и назначенную въ Россію, будетъ взиматься:

въ пользу Россіи плата, опредѣленная тарифными таблицами международной телеграфной конвенціи, заключенной въ С.-Петербургѣ 10-го (22-го) іюля 1875 года;

въ пользу Германіи . 2 фр. 50 с.

Въ удостовѣреніе чего оба участвующія телеграфныя управленія обмѣнялись между собою каждое надлежаще составленнымъ и подписаннымъ экземпляромъ вышеизложенной декларацiи.

Что касается IV и V статей, то Императорско-Россійское правительство и Императорско-Германское правительство согласились измѣнить оныя слѣдующимъ образомъ:

Статья IV. Во всемъ остальномъ вышеупомянутая телеграфная корреспонденція подчиняется заключенной въ С.-Петербургѣ 10-го (22-го) іюля 1875 г. международной телеграфной конвенціи и правиламъ регламента для международной службы, нынѣ дѣйствующимъ или какія впредь будутъ установлены.

Статья V. Вышеприведенныя постановленія вступаютъ въ дѣйствіе одновременно съ выработанными въ С.-Петербургѣ международною телеграфною конвенціею и регламентомъ для международной службы, т. е. съ 20-го декабря (1-го января) 1875—76 года, и будутъ оставаться въ силѣ на неопредѣленное время, до истеченія одного года послѣ заявленія тою или другою стороною о прекращеніи дѣйствія оныхъ.

Нижеподписавшійся, надлежаще на сей предметъ уполномоченный, объяв-

Impérial de Russie que l'arrangement susmentionné du 8 avril 1876, ainsi que la nouvelle rédaction des articles IV et V sont confirmés en tous points.

Cette déclaration est destinée à être échangée contre une déclaration semblable du gouvernement Impérial d'Allemagne.

St. Pétersbourg, le 27 janvier (8 février) 1877.

(L. S.) L'Adjoint du Ministre des Affaires Etrangères Giers.

№ 360.

1878, 6 (18) mai. Déclaration, conclue avec l'Allemagne, concernant la correspondance télégraphique. (2-me Col. des lois № 59.043).

Par une déclaration du 13 (25) mars 1872 le gouvernement Impérial de Russie avait confirmé l'arrangement conclu le 18 (30) janvier de la même année entre les représentants de l'administration des télégraphes de l'Empire de Russie et de l'administration des télégraphes d'Etat de l'Empire d'Allemagne relativement à l'échange de la correspondance télégraphique entre la Russie et l'Empire d'Allemagne.

Par suite des stipulations de la convention télégraphique internationale, conclue à St.-Pétersbourg le 10 (22) juillet 1875, les articles II, IV et V de l'arrangement du 18 (30) janvier 1872 ont été modifiés et l'accord intervenu à ce sujet entre les deux Hautes parties contractantes se trouve consigné dans les déclarations ministérielles signées par le plénipotentiaire de la Rus-

ляетъ именемъ Императорско-Россійскаго правительства, что вышеупомянутое соглашеніе 8-го апрѣля 1876 г., равно какъ и новая редакція статей 4 и 5 утверждены во всѣхъ пунктахъ.

Настоящая декларація имѣетъ быть обмѣнена на подобную же декларацію Императорско-Германскаго правительства.

С.-Петербургъ, 27-го января (8-го февраля) 1877 года.

(М. П.) Товарищъ Министра Иностранныхъ Дѣлъ Гирсъ.

№ 360.

1878 г., мая 6-го (18-го). Декларація относительно обмѣна телеграфной корреспонденціи между Россіей и Германіей. (2-е П. С. З. № 59.043).

Декларацією отъ 13-го (25-го) марта 1872 года Императорско-Россійское правительство утвердило соглашеніе, заключенное 18-го (30-го) января того же года между представителями Россійскаго и Германскаго телеграфныхъ управленій касательно обмѣна телеграфной корреспонденціи между Россіею и Германіею.

Въ слѣдствіе постановленій международной телеграфной конвенціи, заключенной въ С.-Петербургѣ 10-го (22-го) іюля 1875 года, статьи II, IV и V соглашенія отъ 18-го (30-го) января 1872 года были измѣнены, и состоявшееся по сему предмету между обѣими Высокими договаривающимися сторонами соглашеніе было включено въ министерскія декларацiи, подписан-

sie le 27 janvier (8 février) 1877 et par celui de l'Allemagne le 3 (15) mai de la même année.

Le gouvernement Impérial d'Allemagne, désirant, pour sa part, modifier le système servant de base au tarif actuellement existant et en se basant sur l'article V de l'arrangement du 18 (30) janvier 1872, a dénoncé cet arrangement de telle façon, que les stipulations qu'il contient devaient cesser leur effet à partir du 19 (31) décembre 1878.

Le gouvernement Impérial de Russie, partageant à ce sujet les vues du gouvernement Impérial d'Allemagne, et les deux hautes parties contractantes étant animées d'un égal désir de remplacer avant l'échéance du 19 (31) décembre de l'année courante les stipulations réglant l'échange de la correspondance télégraphique entre leurs Etats respectifs, les Directeurs des administrations télégraphiques des deux Empires, en vertu des stipulations de l'article XVII de la convention télégraphique internationale du 10 (22) juillet 1875 et de l'article XIV du Règlement de service international annexé à cette convention, ont conclu et signé à St. Pétersbourg le 6 (18) mai de l'année courante sous la réserve de l'approbation de leurs gouvernements, un arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit:

Telegraphen-Uebereinkommen zwischen Rußland und Deutschland.

Auf Grund des Art. XVII des zu St.-Petersburg vereinbarten internationalen Telegraphen-Vertrages und des Art. XIV des dazu

ныя уполномоченнымъ Россіи 27-го января (8-го февраля) 1877 года, и уполномоченнымъ Германіи 3-го (15-го) мая того же года.

Нынѣ Императорско-Германское правительство, желая съ своей стороны измѣнить систему, служащую основаніемъ дѣйствующаго тарифа, и основываясь на V статьѣ соглашенія отъ 18-го (30-го) января 1872 года, заявило о прекращеніи дѣйствія этого соглашенія, начиная съ 19-го (31-го) декабря 1878 года.

Имѣя въ виду, что Императорско-Россійское правительство раздѣляетъ взглядъ по этому предмету Императорско-Германскаго правительства, и что обѣ Высокія договаривающіяся стороны одинаково желаютъ замѣнить до истеченія срока 19-го (31-го) декабря сего года постановленія, установляющія порядокъ телеграфной корреспонденціи между обоюдными государствами, — Директоры телеграфныхъ управленій обоихъ государствъ, въ силу постановленій XVII статьи международной телеграфной конвенціи отъ 10-го (22-го) іюля 1875 года и XIV статьи приложенной къ ней инструкціи для международной службы, заключили и подписали въ С.-Петербургѣ 6-го (18-го) мая текущаго года, подъ условіемъ утвержденія ихъ правительствами, соглашеніе, которое отъ слова до слова гласитъ тако:

Соглашеніе между Россіей и Германіей по телеграфной корреспонденціи.

На основаніи статьи XVI заключенной въ С.-Петербургѣ международной телеграфной конвенціи и статьи XIV

gehörigen Dienst-Reglements haben die Unterzeichneten, vorbehaltlich höherer Genehmigung. folgendes Uebereinkommen getroffen:

1.

Für die unmittelbar zwischen Rußland und Deutschland gewechselte telegraphische Korrespondenz wird ein Worttarif, an Stelle des bisherigen 20-Wort-Tarifes, eingeführt.

Die zu erhebende Gebühr wird festgestellt, wie folgt:

A. Im Verkehr zwischen dem europäischen Rußland und Deutschland:

1) Für ein gewöhnliches Telegramm, auf 50 Centim Grundtare (ohne Berücksichtigung der Wortzahl) und auf 40 Centim Worttare.
2) Für ein dringendes Telegramm der dreifache Betrag der vorstehenden Sätze, und
3) Für ein collationirtes Telegramm der anderthalbfache Betrag der vorstehend zu 1 angegebenen Sätze.

B. Im Verkehr zwischen dem asiatischen Rußland incl. Kaukasien und Deutschland: auf die für den außereuropäischen Verkehr vereinbarten Tarsätze, welche in der dem internationalen Dienst-Reglemente der St.-Petersburger Convention beigelegten Tartabelle angegeben sind.

Die Umrechnung aller auf Grundlage dieses Uebereinkommens zu erhebenden Gebührensätze in russische und deutsche Münze hat nach Maßgabe der, im Art. XIX des internationalen Dienst-Reglements angegebenen, Münzverhältnisse zu geschehen, wobei, zur Abrundung der einzelnen Sätze, der dem wirklichen Werthe möglichst nahe kommende und durch

приложенной къ ней инструкціи для международной службы, нижеподписавшіеся заключили, подъ условіемъ высшаго утвержденія, слѣдующее соглашеніе.

1.

Для телеграфной корреспонденціи, обмѣниваемой непосредственно между Россіею и Германіею, вмѣсто существующаго двадцатисловнаго тарифа, вводится однословный тарифъ.

Плата за передачу телеграммъ назначается слѣдующая:

А. При обмѣнѣ телеграммъ между Европейскою Россіею и Германіею:

1) За обыкновенную телеграмму постоянная плата въ 50 сантимовъ (безъ ограниченія числа словъ) и 40 сантимовъ за каждое слово.
2) За срочную телеграмму — тройная плата противъ вышеуказаннаго размѣра.
3) За телеграмму съ провѣркою полуторная плата противъ показанныхъ въ 1 пунктѣ таксъ.

В. При обмѣнѣ телеграммъ между Азіятскою Россіею, со включеніемъ Кавказа, и Германіею: — плата, установленная для внѣевропейскихъ сношеній и показанная въ тарифной таблицѣ, помѣщенной въ инструкціи для международной службы, приложенной къ С.-Петербургской конвенціи.

Перечисленіе взимаемыхъ, на основаніи этого соглашенія, таксъ на русскую или германскую монету должно быть производимо согласно монетному отношенію, указанному въ ст. XIX инструкціи для международной службы, при чемъ для округленія отдѣльныхъ таксъ можетъ быть взимаема плата

die Ziffer 5 theilbare Gebührensatz erhoben werden kann.

2.

Für das vorausbezahlte Antworts-Telegramm wird die Gebühr eines gewöhnlichen Telegramms von 10 Worten berechnet. Soll eine andere Wortzahl vorausbezahlt werden, so ist diese im Text des Ursprungstelegramms anzugeben. Mehr als 30 Worte dürfen nicht vorausbezahlt werden.

Für die Empfangsanzeige ist dieselbe Gebühr wie für ein gewöhnliches Telegramm von 10 Worten zu entrichten.

Für jede Vervielfältigung eines Telegramms, welches von einer Telegraphenstation an mehrere Adressaten oder an den nämlichen Adressaten nach verschiedenen Wohnungen in demselben Orte bestellt werden soll, sind bei Telegrammen bis zu 100 Worten — 50 Centim, und bei längeren Telegrammen für jede weitere 100 Worte oder einen Theil derselben fernere 50 Centim zu entrichten. Der Berechnung dieser Zuschlaggebühr wird die gesammte Tarwortzahl mit sämmtlichen Adressen zu Grunde gelegt.

Die Gebühr für die Auswechselung eines Telegramms mit Schiffen in See durch Vermittelung eines See-Telegraphenamts beträgt 25 Centim für das Wort. Dieselbe wird den nach den vorangegangenen Bestimmungen zu erhebenden Gebühren hinzugerechnet.

3.

Bleibt ein Telegramm unbestellbar, so meldet die Adreßstation dieses an die Aufgabestation,

по возможности близкая къ дѣйствительной стоимости телеграммы и при томъ такая, которая бы дѣлилась на 5 безъ остатка.

2.

За впередъ оплаченную отвѣтную телеграмму взимается плата, какъ за обыкновенную 10-ти словную телеграмму. Если же требуется впередъ уплатить за другое число словъ, то количество оплачиваемыхъ словъ должно быть обозначено въ текстѣ первоначальной телеграммы. Болѣе 30 словъ къ оплатѣ впередъ не допускается.

За извѣщеніе о доставленіи вносится плата какъ за обыкновенную 10-ти словную телеграмму.

За телеграмму съ нѣсколькими адресами, которая должна быть доставлена съ телеграфной станціи нѣсколькимъ адресатамъ или одному и тому же адресату на нѣсколько квартиръ въ одной и той же мѣстности, взимается за каждую копію до 100 словъ—50 сантимовъ, а при болѣе пространныхъ телеграммахъ, за послѣдующія за тѣмъ 100 или менѣе словъ взимается еще по 50 сантимовъ. При исчисленіи этой добавочной платы входитъ въ расчетъ все количество тарифныхъ словъ, включая сюда и всѣ адресы.

За обмѣнъ телеграммы съ судномъ, находящимся въ морѣ, при посредствѣ морской телеграфной станціи, взимается 25 сантимовъ за слово. Эта плата прибавляется къ установленнымъ выше таксамъ.

3.

Если телеграмма не можетъ быть доставлена адресату, то адресная стан-

unter kurzer Angabe des Grundes der Unbestellbarkeit, zurück.

Diese Unbestellbarkeitsmeldung wird dem Absender des Telegramms, gegen Erlegung eines Betrages von 50 Centim zugestellt.

4.

Die Theilung der Gebühren für die zwischen Rußland und Deutschland im direkten Verkehr ausgewechselten Telegramme wird in folgender Weise bewirkt:

A. im Verkehr mit dem europäischen Rußland:

1) über die aus Rußland herrührenden nach Deutschland gerichteten Telegramme unterbleibt jede Abrechnung.

2) für die aus Deutschland herrührenden nach Rußland gerichteten Telegramme zahlt Deutschland an Rußland bei gewöhnlichen Telegrammen 0,15 Frcs. für jedes Wort, bei dringenden Telegrammen 0,45 Frcs. für jedes Wort und bei collationirten Telegrammen 0,225 Frcs. für jedes Wort.

3) Jede Verwaltung behält die bei ihr zur Erhebung gekommenen Gebührenbeträge für vorausbezahlte Antworten, Empfangsanzeigen und sonstigen besonderen Gebühren.

B. Im Verkehr mit dem asiatischen Rußland incl. Kaukasien erhält jede Verwaltung die in den, dem internationalen Telegraphen-Vertrage und dem dazu gehörigen Dienst-Reglement beigegebenen Tariftabellen enthaltenen Sätze, worüber in der bisherigen Art abgerechnet wird.

ція увѣдомляетъ о томъ по телеграфу станцію подачи, изложивъ вкратцѣ причину недоставленія телеграммы.

Это извѣщеніе о недоставленіи телеграммы отправляется подателю на домъ со взысканіемъ съ него 50 сантимовъ.

4.

Плата за обмѣниваемыя непосредственно между Россіею и Германіею телеграммы дѣлится слѣдующимъ образомъ:

А. При сношеніяхъ съ Европейскою Россіею:

1) За телеграммы, исходящія изъ Россіи, адресованныя въ Германію, никакихъ расчетовъ не ведется.

2) За телеграммы, исходящія изъ Германіи, адресованныя въ Россію, Германія уплачиваетъ Россіи 15 сантимовъ за каждое слово обыкновенной телеграммы, 45 сантимовъ за каждое слово срочной телеграммы и $22^1/_2$ сантима за каждое слово телеграммы съ уплаченною провѣркою.

3) Сборъ за впередъ оплаченные отвѣты, извѣщенія о доставленіи и прочій особаго рода сборъ остается въ пользу управленія, въ кассу коего этотъ сборъ внесенъ.

Б. При сношеніяхъ съ Азіятскою Россіею, со включеніемъ Кавказа, каждое управленіе получаетъ таксы, установленныя международною телеграфною конвенціею, и показанныя въ таблицѣ, помѣщенной въ приложенной къ нему инструкціи,—расчитываясь въ нихъ на прежнемъ основаніи.

5.

Für diejenigen Telegramme, welche, in Folge von Unterbrechungen der unmittelbaren Verbindungen, über die Linien fremder Verwaltungen zwischen Rußland und Deutschland gewechselt werden, ist keine Zuschlaggebühr zu erheben. Die Kosten des Transits werden von der Aufgabe-Verwaltungen getragen.

Auf diejenigen Telegramme, welche auf Verlangen des Aufgebers von dem unmittelbaren Wege abgeleitet werden, finden die Taxen und die Bestimmungen des internationalen Telegraphen-Vertrages Anwendung.

Für die inländischen Telegramme eines jeden Landes, welche, um ihrem Bestimmungsort zu erreichen, in Folge augenblicklicher Unterbrechung der eigenen Verbindungen, die Linien des andern Landes durchlaufen müssen, wird dem transitleistenden Lande keine Vergütung gewährt.

6.

Die Bestimmungen des jeweilig in Kraft befindlichen internationalen Telegraphen-Vertrages finden, so weit nicht in dem vorliegenden Uebereinkommen abweichende Festsetzungen getroffen sind, auch auf den direkten Verkehr zwischen Rußland und Deutschland Anwendung.

7.

Gegenwärtiges Uebereinkommen tritt am 11. Juli 1878 in Kraft, dasselbe stellt im Zusammenhange mit dem, zu St.-Petersburg vereinbarten, internationalen Telegraphen-Vertrage und dem dazu gehörigen Dienstreglement die gesammten, im Telegraphen-Verkehr zwischen

5.

За телеграммы, обмѣниваемыя между Россіею и Германіею, которыя, вслѣдствіе поврежденія прямыхъ телеграфныхъ сообщеній, должны передаваться по линіямъ другихъ государствъ, добавочная плата не взимается. Расходъ за транзитъ въ этихъ случаяхъ принимаетъ на себя управленіе, гдѣ телеграмма подана.

Телеграммы, передаваемыя по обходному пути по желанію самого подателя, оплачиваются согласно международной телеграфной конвенціи и подчиняются ея постановленіямъ.

За телеграммы внутренней корреспонденціи каждаго государства, которыя, вслѣдствіе временнаго поврежденія его линій, должны быть переданы, чтобы достигнуть мѣста назначенія, по линіямъ другого государства, транзитная плата не отчисляется государству, по линіямъ котораго телеграммы переданы.

6.

Постановленія нынѣ дѣйствующей международной телеграфной конвенціи, насколько они не противорѣчатъ пунктамъ настоящаго соглашенія, распространяются также и на корреспонденцію, обмѣниваемую непосредственно между Россіею и Германіею.

7.

Настоящее соглашеніе вступаетъ въ силу съ 1-го іюля 1878 года и представляетъ собою обще съ заключенной въ С.-Петербургѣ международною телеграфною конвенціею и приложенною къ ней инструкціею, всѣ постановле-

Rußland und Deutschland, zu beachtenden Bestimmungen dar.

Dieses Uebereinkommen bleibt auf unbestimmte Zeit und bis zum Ablauf eines Jahres nach demjenigen Tage in Kraft, an welchem die Kündigung von einem der beiden vertragschließenden Theile erfolgt sein wird.

Zu Urkund dessen haben die Vertreter der beiden Telegraphen-Verwaltungen dasselbe in doppelter Ausfertigung unterzeichnet.

Zu St.Petersburg, am 6. (18.) Mai 1878.

Für die Kaiserlich-Russische Telegraphen-Verwaltung C. von Lüders.

Für die Kaiserlich-Deutsche Telegraphen-Verwaltung W-m Budde.

Postérieurement à la signature de l'arrangement ci-dessus, les Directeurs des administrations télégraphiques des deux Empires s'étant mis d'accord pour faire reculer jusqu'au 19 septembre (1 octobre) 1878 le terme de son entrée en vigueur fixé primitivement au 1 juillet par l'article VII de l'arrangement susmentionné, le soussigné, dûment autorisé à cet effet, déclare au nom du Gouvernement Impérial de Russie que le dit arrangement du 6 (18) mai 1878 est confirmé en tous points par la présente déclaration, sauf le point relatif à la fixation du terme de son entré en vigueur, mentionné dans l'article VII, et que le bénéfice de cette confirmation s'étend également à l'accord intervenu postérieurement entre les directeurs des administrations télégraphiques respectives pour fixer au 19 septembre (1 octobre) 1878 l'entrée en vigueur du dit arrangement. Cette déclaration est destinée à être échangée contre une déclaration

нія, которыя должны быть приняты въ руководству при телеграфныхъ сношеніяхъ между Россіею и Германіею.

Это соглашеніе остается въ силѣ на неопредѣленное время и по истеченіи одного года со дня заявленія одной изъ двухъ договорившихся сторонъ о прекращеніи этого договора.

Въ удостовѣреніе чего представители обоихъ телеграфныхъ управленій подписали это соглашеніе въ двухъ экземплярахъ, въ С.-Петербургѣ 6-го (18-го) мая 1878 года.

За Императорско-Россійское телеграфное управленіе К. фонъ-Лидерсъ.

За Императорско-Германское телеграфное управленіе В. Будде.

Послѣ подписанія настоящаго соглашенія Директоры телеграфныхъ управленій обоихъ государствъ условились назначенный VII статьею этого соглашенія срокъ вступленія его въ силу 1-го іюля сего года отдалить до 19-го сентября (1-го октября) 1878 года, а потому нижеподписавшійся, будучи къ сему надлежащимъ порядкомъ уполномоченъ, объявляетъ именемъ Императорско-Россійскаго правительства, что сказанное соглашеніе отъ 6-го (18-го) мая 1878 года утверждено настоящею декларацією во всѣхъ пунктахъ, за исключеніемъ упомянутаго въ VII ст. срока вступленія его въ силу, и что это утвержденіе распространяется равнымъ образомъ и на соглашеніе, состоявшееся впослѣдствіи между Директорами обоюдныхъ телеграфныхъ управленій относительно отдаленія срока вступленія вышеупомянутаго соглашенія въ силу до 19-го сентября (1-го октября) 1878 года. — Настоящая де-

semblable du gouvernement Impérial d'Allemagne.

St. Pétersbourg, le 11 (23) août 1878.

Le Dirigeant le Ministère des Affaires Etrangères:
(L. S.) Giers.

Cette déclaration a été échangée contre une déclaration analogue du gouvernement d'Allemagne, signée à Berlin le 4 (16) septembre 1878 par le Secrétaire d'Etat du Département des Affaires Etrangères B. Bülow.

№ 361.

1878, 1 (13) juillet. Traité de Berlin. (2-me Col. des lois № 58.744).

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie, le Président de la République Française, S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur des Ottomans, désirant régler dans une pensée d'ordre européen conformément aux stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856, les questions soulevées en Orient par les événements des dernières années et par la guerre dont le traité préliminaire de San-Stefano a marqué le terme, ont été unanimement d'avis que la réunion d'un congrès offrirait le meilleur moyen de faciliter leur entente.

кларація имѣетъ быть обмѣнена на таковую же декларацію Императорско-Германскаго правительства.

С.-Петербургъ, 11-го (23-го) августа 1878 года.

Управляющій Министерствомъ Иностранныхъ Дѣлъ
(М. П). Гирсъ.

Эта декларація была обмѣнена на такую же декларацію Германскаго правительства, подписанную въ Берлинѣ 4-го (16-го) сентября 1878 года Государственнымъ Секретаремъ Департамента Иностранныхъ Дѣлъ Б. Бюловымъ.

№ 361.

1878 г., іюля 1-го (13-го). Берлинскій трактатъ съ приложеніями. (2-ое П. С. З. № 58.744).

Во Имя Бога Всемогущаго.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Е. В. Императоръ Германскій Король Прусскій, Е. В. Императоръ Австрійскій Король Богемскій и пр. и Апостолическій Король Венгріи, Президентъ Французской Республики, Ея В. Королева Соединеннаго Королевства Великобританіи и Ирландіи Императрица Индіи, Е. В. Король Италіи и Е. В. Императоръ Оттомановъ, желая разрѣшить, въ смыслѣ европейскаго строя, согласно постановленіямъ Парижскаго трактата 30-го марта 1856 года, вопросы, возбужденные на Востокѣ событіями послѣднихъ лѣтъ и войною, окончившеюся Санъ-Стефанскимъ прелиминарнымъ договоромъ, единодушно были того мнѣнія, что созваніе конгресса представляло бы наилучшій способъ для облегченія ихъ соглашенія.

Leurs dites Majestés et le Président de la République Française ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

le sieur Alexandre, Prince Gortchacow, son Chancelier de l'Empire,

le sieur Pierre, comte de Schouvaloff, général de cavalerie, son aide-de-camp général, membre du Conseil de l'Empire et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. Britannique, et

le sieur Paul d'Oubril, conseiller privé actuel, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

le sieur Othon, Prince de Bismarck, son Président du Conseil des Ministres de Prusse, Chancelier de l'Empire,

le sieur Bernard Ernest de Bülow, son Ministre d'Etat et secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères, et

le sieur Chlodwig Charles Victor, Prince de Hohenlohe - Schillingsfürst, Prince de Ratibor et Corvey, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la République Française, grand-chambellan de la couronne de Bavière;

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

le sieur Jules, comte Andrássy de Csik Szent-Király et Kraszna-Horka, Grand d'Espagne de 1-ère classe, conseiller intime actuel, son Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Etrangères, feld - maréchal - lieutenant dans ses armées,

Вслѣдствіе сего, вышепоименованныя Величества и Президентъ Французской Республики назначили своими уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Князя Александра Горчакова, своего Государственнаго Канцлера,

Графа Петра Шувалова, генерала отъ кавалеріи, своего генералъ-адъютанта, члена Государственнаго Совѣта и своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Ея Великобританскомъ Величествѣ, и

Павла Убри, Дѣйств. Тайнаго Сов., своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

Князя Оттона Бисмарка, своего президента Совѣта Министровъ Пруссіи, Государственнаго Канцлера,

Бернарда Эрнеста Бюлова, своего Государственнаго Министра и Государственнаго Секретаря въ Департаментѣ Иностранныхъ дѣлъ, и

Клодвига Карла Виктора князя Гогенлоэ-Шиллингсфюрста, князя Ратиборскаго и Корвейскаго, своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Французской Республикѣ, оберъ-камергера Баварскаго Двора;

Е. В. Императоръ Австрійскій Король Богемскій и Апостолическій Король Венгріи:

Графа Юлія Андраши, Чикъ-Шентъ-Кирали и Крашна-Горка, испанскаго гранда 1-го класса, Дѣйств. Тайнаго Сов., своего Министра Императорскаго Двора и Иностранныхъ Дѣлъ, фельдмаршала-лейтенанта своихъ армій,

le sieur Louis, comte Károlyi de Nagy-Károly, chambellan et conseiller intime actuel, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

le sieur Henri, baron de Haymerle, conseiller intime actuel, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie;

Le Président de la République Française:

le sieur William Henri Waddington, sénateur, membre de l'Institut, Ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères,

le sieur Charles Raymond de La Croix de Chevrière, comte de Saint-Vallier, sénateur, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

le sieur Félix Hippolyte Desprez, conseiller d'Etat, Ministre plénipotentiaire de première classe, chargé de la Direction des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères;

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

le très-honorable Benjamin Disraeli, comte de Beaconsfield, vicomte Hughenden, Pair du Parlement, Membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Premier Lord de la Trésorerie de Sa Majesté et Premier Ministre d'Angleterre,

le très-honorable Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, marquis de Salisbury, Comte de Salisbury, vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair du Parlement, Membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères, et

Графа Луи Кароли Наги Кàроли, камергера и Дѣйств. Тайнаго Сов., своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ Королѣ Прусскомъ и

Барона Генриха Хаймерле, Дѣйств. Тайнаго Сов., своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Королѣ Италіи;

Президентъ Французской Республики:

Вилліама Генриха Ваддингтона, сенатора, члена Института, Министра статсъ-секретаря въ Департаментѣ Иностранныхъ Дѣлъ,

Карла Реймонда де-ла-Кроа де Шевріера, графа де-Сенъ-Валье, сенатора, чрезвычайнаго и полномочнаго посла Франціи при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ и

Феликса Ипполита Депре, Государственнаго Совѣтника, полномочнаго министра 1-го класса, завѣдывающаго Департаментомъ политическихъ дѣлъ при Министерствѣ Иностранныхъ Дѣлъ;

Ея В. Королева Соединеннаго Королевства Великобританіи и Ирландіи, Императрица Индіи:

Высокопочтеннаго Веньямина Дизраэли, графа Биконсфильда, Виконта Гюгенденъ, Пэра Парламента, члена Тайнаго Совѣта Ея Величества, перваго лорда казначейства Ея Величества и перваго министра Англіи,

Высокопочтеннаго Роберта Артура Талбота Гаскойнь-Сесиль, маркиза де-Салисбюри, графа де-Салисбюри, Виконта Кренборна, Барона Сесиль, Пэра Парламента, члена Тайнаго Совѣта Ея Величества, главнаго статсъ-секретаря Ея Величества въ Департаментѣ Иностранныхъ Дѣлъ и

le très-honorable Lord Odo William Léopold Russell, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. le Roi d'Italie:

le sieur Louis, comte Corti, sénateur, son Ministre des Affaires Etrangères, et

le sieur Edouard, comte de Launay, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

S. M. l'Empereur des Ottomans:

Alexandre Carathéodory Pacha, son Ministre des travaux publics,

Mehemed Ali Pacha, muchir de ses armées,

Sadoullah Bey, son ambassadeur extradinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Lesquels, suivant la proposition de la Cour d'Autriche-Hongrie et sur l'invitation de la Cour d'Allemagne, se sont réunis à Berlin munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et dûe forme.

L'accord s'étant heureusement établi entre eux, ils sont convenus des stipulations suivantes:

Article I.

La Bulgarie est constituée en Principauté autonome et tributaire sous la suzeraineté de S. M. I. le Sultan; elle aura un gouvernement chrétien et une milice nationale.

Article II.

La Principauté de Bulgarie comprendra les territoires ci-après:

Высокопочтеннаго лорда Одо Вильяма Леопольда Росселя, члена Тайнаго Совѣта Ея Величества, своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Король Италіи:

Графа Луи Корти, сенатора, своего Министра Иностранныхъ Дѣлъ и

Графа Эдуарда де-Лоней, своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ, и

Е. В. Императоръ Оттомановъ:

Александра Каратеодори пашу, своего Министра публичныхъ работъ,

Мегемеда-Али пашу, мушира своихъ армій и

Садулла-Бея своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ,

кои, вслѣдствіе предложенія Австро-Венгерскаго Двора и по приглашенію Германскаго Двора, собрались въ Берлинѣ, снабженные полномочіями, найденными въ надлежащей и установленной формѣ.

Вслѣдствіе счастливо установившагося между ними согласія, они постановили нижеслѣдующія условія:

Статья I.

Болгарія образуетъ изъ себя княжество самоуправляющееся и платящее дань, подъ главенствомъ Е. И. В. Султана; она будетъ имѣть христіанское правительство и народную милицію.

Статья II.

Болгарское княжество будетъ заключать въ себѣ нижеслѣдующія территоріи:

La frontière suit, au Nord, la rive droite du Danube depuis l'ancienne frontière de Serbie jusqu'à un point à déterminer par une Commission Européenne à l'Est de Silistrie et, de là, se dirige vers la Mer Noire au Sud de Mangalia qui est rattaché au territoire roumain. La Mer Noire forme la limite Est de la Bulgarie. Au Sud, la frontière remonte, depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodzakiöj, Selam-Kiöj, Aivadsik, Kulibe, Sudzuluk; traverse obliquement la vallée du Deli Kamcik, passe au Sud de Belibe et de Kemhalik et au Nord de Hadzimahale, après avoir franchi le Deli Kamcik à $2^1/_2$ kilomètres en amont de Cengei; gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-bredza et la suit par Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au Nord de Kotel, jusqu'à Demir Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand Balkan dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

Là, elle quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud entre les villages de Pirtop et de Duzanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie Orientale jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere près du village de Petricevo, laissant à la Roumélie Orientale une zône de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovckio Dere et la Kamenica suivant la ligne de partage

Граница слѣдуетъ на сѣверѣ по правому берегу Дуная, начиная отъ старой границы Сербіи до пункта, который будетъ опредѣленъ Европейскою Коммисіею къ востоку отъ Силистріи и оттуда направляется къ Черному морю на югъ отъ Мангаліи, которая присоединяется къ румынской территоріи. Черное море образуетъ восточную границу Болгаріи. На югъ граница подымается по руслу ручья, начиная отъ устья его, близъ котораго находятся деревни Ходжакіей, Селамъ-Кіей, Айваджикъ, Кулибе, Суджулукъ; пересѣкаетъ косвенно долину Дели-Камчика, проходитъ къ югу отъ Белибе и Кемгалика и къ сѣверу отъ Хаджимагале, перейдя черезъ Дели-Камчикъ въ $2^1/_2$ километрахъ выше Ченгея; достигаетъ гребня въ пунктѣ, лежащемъ между Текенликомъ и Айдосъ-Бреджа, и слѣдуетъ по оному чрезъ Карнабадъ-Балканъ, Пришевицу-Балканъ, Казанъ-Балканъ, къ сѣверу отъ Котла до Демиръ-Капу. Граница эта продолжается по главной цѣпи Большаго Балкана и слѣдуетъ по всему ея протяженію до вершины Косица.

Здѣсь она оставляетъ хребетъ Балкана, спускается къ югу между деревнями Пиртопъ и Дужанцы, изъ коихъ первая остается за Болгаріею, а вторая за Восточною Румеліею, до ручья Тузлу-Дере, слѣдуетъ по его теченію до сліянія его съ Топольницею, потомъ по этой рѣкѣ до соединенія ея съ Смовскіо-Дере близъ деревни Петричево, оставляя за Восточною Румеліею пространство съ радіусомъ въ два километра выше этого соединенія, подымается между ручьями Смовскіо-Дере и Каменица, слѣдуя по линіи водо-

des eaux, pour tourner au Sud-Ouest à la hauteur de Voinjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe en ligne droite le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Dere, passe entre Bogdina et Karaúla, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Camurli et Hadzilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica et rejoint la limite administrative du Sandjak de Sofia entre Sivri Tas et Cadir Tepe.

De Cadir Tepe, la frontière, se dirigeant au Sud-Ouest, suit la ligne de partage des eaux entre les bassins du Mesta Karasu d'un côté, et du Strúma Karasu de l'autre, longe les crêtes des montagnes du Rhodope appelées Demir Kapu, Iskoftepe, Kadimesar Balkan et Aiji Gedük jusqu'à Kapetnik Balkan et se confond ainsi avec l'ancienne frontière administrative du Sandjak de Sofia.

De Kapetnik Balkan, la frontière est indiquée par la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Rilska reka et de la Bistrica reka et suit le contrefort appelé Vodenica Planina pour descendre dans la vallée de la Strúma au confluent de cette rivière avec la Rilska reka, laissant le village de Barakli à la Turquie. Elle remonte alors au Sud du village de Jelesnica, pour atteindre, par la ligne la plus courte, la chaîne de Golema Planina au sommet de Gitka et y rejoindre l'ancienne frontière administrative du Sandjak de

раздѣла, затѣмъ на высотѣ Войньяка поворачиваетъ къ юго-западу и достигаетъ по прямому направленію пункта 875, обозначеннаго на картѣ австрійскаго генеральнаго штаба.

Граничная линія пересѣкаетъ въ прямомъ направленіи верхній бассейнъ ручья Ихтиманъ-Дере, проходитъ между Богдиною и Караулою, достигаетъ линіи водораздѣла бассейновъ Искера и Марицы, между Чамурлы и Хаджиларомъ, слѣдуетъ по этой линіи, по вершинамъ Велина Могилы, чрезъ перевалъ 531, Змайлицы-Врхъ, Сумнатицы и примыкаетъ къ административной границѣ Софійскаго санджака между Сиври-Ташъ и Чадыръ-Тепе.

Отъ Чадыръ-Тепе граница, направляясь къ юго-западу, слѣдуетъ по линіи водораздѣла между бассейнами Места Карасу съ одной стороны и Струма Карасу съ другой, пролегаетъ по гребнямъ Родопскихъ горъ, называемыхъ Демиръ-Капу, Искофтепе, Кадимесаръ-Балканъ и Аджи-Гедюкъ до Капетникъ-Балкана и сливается такимъ образомъ съ прежнею административною границею Софійскаго санджака.

Отъ Капетникъ-Балкана граница обозначается линіею водораздѣла между долинами Рильска-рѣка и Бистрица-рѣка и слѣдуетъ по отрогу, называемому Воденица-Планина, спускается въ долину Струмы при сліяніи этой рѣки съ Рильска-рѣкою, оставляя деревню Баракли за Турціею. Она подымается за симъ къ югу отъ деревни Іелешница, достигаетъ по кратчайшей линіи цѣпи горъ Голема-Планина у вершины Гитка и тутъ примыкаетъ къ прежней административной границѣ Софійскаго санджака, оставляя одна-

Sofia, laissant toutefois à la Turquie la totalité du bassin de la Suha reka.

Du Mont Gitka, la frontière Ouest se dirige vers le mont Crni Vrh par les montagnes de Karvena Jabuka, en suivant l'ancienne limite administrative du Sandjak de Sofia, dans la partie supérieure des bassins de Egrisu et de la Lepnica, gravit avec elle les crêtes de Babina polana et arrive au mont Crni Vrh.

Du mont Crni Vrh, la frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Strúma et la Morawa par les sommets du Streser, Vilogolo et Mesid Planina, rejoint par la Gacina, Crna Trava, Darkovska et Drainica plan, puis, le Descani Kladanec, la ligne de partage des eaux de la Haute Sukowa et de la Morawa, va directement sur le Stol et en descend pour couper à 1000 mètres au Nord-Ouest du village de Segusa la route de Sofia à Pirot. Elle remonte en ligne droite sur la Vidlic Planina et, de là, sur le mont Radocina dans la chaîne du Kodza Balkan, laissant à la Serbie le village de Doikinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du mont Radocina la frontière suit vers l'Ouest la crête des Balkans par Ciprovec Balkan et Stara Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la Principauté de Serbie près de la Kula Smiljova Cuka, et, de là, cette ancienne frontière jusqu'au Danube qu'elle rejoint à Rakovitza.

Cette délimitation sera fixée sur les lieux par la Commission Européenne où les Puissances signataires seront représentées. Il est entendu:

ко за Турціею весь бассейнъ Сухой-рѣки.

Отъ горы Гитка западная граница направляется къ горѣ Црни-Врхъ, по горамъ Карвена-Ябука, слѣдуя по старой административной границѣ Софійскаго санджака, въ верхнихъ частяхъ бассейновъ Егрису и Лепницы, достигаетъ вмѣстѣ съ нею гребней Бабиной поляны и оттуда горы Црни-Врхъ.

Отъ горы Црни-Врхъ граница слѣдуетъ по водораздѣлу между Струмою и Моравою, по вершинамъ Стрешера, Вилоголо и Мешидъ-Планина, далѣе чрезъ Гачину, Црна-Трава, Дарковска и Драйница-Планина и чрезъ Дешчани-Кладанецъ достигаетъ водораздѣла Верхняго Суково и Моравы, идетъ прямо на Столъ и спускаясь оттуда пересѣкаетъ дорогу изъ Софіи въ Пиротъ въ разстояніи 1000 метровъ къ сѣверо-западу отъ деревни Сегуша; она подымается потомъ по прямой линіи на Видличъ-Планину и оттуда на гору Радочина, въ цѣпи горъ Коджа-Балканъ, оставляя за Сербіею деревню Дойкинци, а за Болгаріею деревню Сенакосъ.

Отъ вершины горы Радочина граница направляется къ западу по гребню Балканскихъ горъ чрезъ Чипровецъ-Балканъ и Стара-Планина до прежней восточной границы Сербскаго княжества возлѣ Кулы Смиліева-Чука и оттуда, этою же границею, до Дуная, къ которому она примыкаетъ у Раковицы.

Это разграниченіе будетъ установлено на мѣстѣ Европейскою Коммиссіею, въ которой Державы, подписавшія трактатъ, будутъ имѣть своихъ представителей. Само собою разумѣется:

1) Que cette Commission prendra en considération la nécessité pour S. M. I. le Sultan de pouvoir défendre les frontières du Balkan de la Roumélie Orientale.

2) Qu'il ne pourra être élevé de fortifications dans un rayon de 10 kilomètres autour de Samakow.

Article III.

Le prince de Bulgarie sera librement élu par la population et confirmé par la S. Porte avec l'assentiment des Puissances. Aucun membre des dynasties règnantes des grandes Puissances Européennes ne pourra être élu prince de Bulgarie.

En cas de vacance de la dignité princière, l'élection du nouveau prince se fera aux mêmes conditions et dans les mêmes formes.

Article IV.

Une assemblée de notables de la Bulgarie, convoquée à Tirnovo, élaborera, avant l'élection du prince, le règlement organique de la principauté.

Dans les localités où les Bulgares sont mêlés à des populations turques, roumaines, grecques ou autres, il sera tenu compte des droits et des intérêts de ces populations en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique.

Article V.

Les dispositions suivantes formeront la base du droit public de la Bulgarie:

La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être

1) что эта Коммиссія приметъ во вниманіе необходимость для Е. В. Султана быть въ состояніи защитить границы Балканъ въ Восточной Румеліи;

2) что въ районѣ 10 километровъ вокругъ Самакова не могутъ быть воздвигаемы укрѣпленія.

Статья III.

Князь Болгаріи будетъ свободно избираемъ населеніемъ и утверждаемъ Блистательною Портою съ согласія Державъ. Ни одинъ изъ членовъ династій, царствующихъ въ великихъ европейскихъ Державахъ, не можетъ быть избираемъ княземъ Болгаріи.

Въ случаѣ, если званіе князя Болгарскаго останется не замѣщеннымъ, избраніе новаго князя будетъ произведено при тѣхъ же условіяхъ и въ той же формѣ.

Статья IV.

Собраніе именитыхъ людей Болгаріи, созванное въ Тырновѣ, выработаетъ, до избранія князя, органическій уставъ княжества.

Въ мѣстностяхъ, гдѣ Болгары перемѣшаны съ населеніями турецкимъ, румынскимъ, греческимъ и другими, будутъ приняты во вниманіе права и интересы этихъ населеній по отношенію къ выборамъ и выработкѣ органическаго устава.

Статья V.

Въ основу государственнаго права Болгаріи будутъ приняты слѣдующія начала:

Различіе въ религіозныхъ вѣрованіяхъ и исповѣданіяхъ не можетъ по-

opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants de la Bulgarie aussi bien qu'aux étrangers et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

служить поводомъ къ исключенію кого либо, или непризнанію за кѣмъ либо правоспособности во всемъ томъ, что относится до пользованія правами гражданскими и политическими, доступа къ публичнымъ должностямъ, служебнымъ занятіямъ и отличіямъ или до отправленія различныхъ свободныхъ занятій и ремеслъ въ какой бы то мѣстности ни было.

Всѣмъ Болгарскимъ уроженцамъ, а равно и иностранцамъ обезпечиваются свобода и внѣшнее отправленіе всякаго богослуженія; не могутъ быть также дѣлаемы какія либо стѣсненія въ іерархическомъ устройствѣ различныхъ религіозныхъ общинъ и въ сношеніяхъ ихъ съ ихъ духовными главами.

Article VI.

L'administration provisoire de la Bulgarie sera dirigée jusqu'à l'achèvement du règlement organique par un commissaire Impérial Russe. Un commissaire Impérial Ottoman ainsi que les consuls délégués ad hoc par les autres Puissances signataires du présent traité seront appelés à l'assister à l'effet de contrôler le fonctionnement de ce régime provisoire. En cas de dissentiment entre les consuls délégués, la majorité décidera et, en cas de divergence entre cette majorité et le commissaire Impérial Russe ou le commissaire Impérial Ottoman, les représentants des Puissances signataires à Constantinople, réunis en conférence, devront prononcer.

Статья VI.

Временное управленіе Болгаріи, до окончательнаго составленія органическаго устава Болгаріи, будетъ находиться подъ руководствомъ Россійскаго Императорскаго коммиссара. Для содѣйствія ему, съ цѣлію наблюденія за ходомъ временнаго управленія, будутъ призваны Императорскій Оттоманскій коммиссаръ и Консула, для сего назначенные прочими Державами, подписавшими настоящій трактатъ. Въ случаѣ разногласія между Консулами, оно будетъ разрѣшаться большинствомъ голосовъ, а при несогласіи этого большинства съ Императорскимъ Россійскимъ коммиссаромъ или съ Императорскимъ Оттоманскимъ коммиссаромъ, представители въ Константинополѣ Державъ, подписавшихъ трактатъ, собравшись на конференцію, постановляютъ рѣшеніе.

Article VII.

Le régime provisoire ne pourra être prolongé au delà d'un délai de neuf mois à partir de l'échange des ratifications du présent traité.

Lorsque le règlement organique sera terminé, il sera procédé immédiatement à l'élection du prince de Bulgarie. Aussitôt que le prince aura été institué, la nouvelle organisation sera mise en vigueur et la principauté entrera en pleine jouissance de son autonomie.

Article VIII.

Les traités de commerce et de navigation ainsi que toutes les conventions et arrangements conclus entre les Puissances étrangères et la Porte et aujourd'hui en vigueur sont maintenus dans la principauté de Bulgarie et aucun changement n'y sera apporté à l'égard d'aucune Puissance avant qu'elle n'y ait donné son consentement.

Aucun droit de transit ne sera prélevé en Bulgarie sur les marchandises traversant cette principauté.

Les nationaux et le commerce de toutes les Puissances y seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les immunités et privilèges de sujets étrangers ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires, tels qu'ils ont été établis par les capitulations et les usages, resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés du consentement des parties intéressées.

Статья VII.

Временное управленіе не можетъ быть продолжено болѣе срока девяти мѣсяцевъ отъ дня размѣна ратификаціи настоящаго трактата.

Когда органическій уставъ будетъ оконченъ, немедленно послѣ сего будетъ приступлено къ избранію князя Болгаріи. Какъ только князь будетъ водворенъ, новое управленіе будетъ введено въ дѣйствіе и княжество вступитъ въ полное пользованіе своею автономіею.

Статья VIII.

Трактаты о торговлѣ и судоходствѣ, а равно всѣ конвенціи и отдѣльныя соглашенія, заключенныя между иностранными Державами и Портою и нынѣ дѣйствующія, сохраняютъ свою силу въ княжествѣ Болгаріи, и въ нихъ не будетъ сдѣлано никакого измѣненія по отношенію къ какой бы то ни было Державѣ до тѣхъ поръ, пока не послѣдуетъ на то согласія съ ея стороны.

Никакихъ транзитныхъ пошлинъ не будетъ взиматься въ Болгаріи съ товаровъ, провозимыхъ чрезъ княжество.

Подданные и торговля всѣхъ Державъ будутъ пользоваться въ ней совершенно одинаковыми правами.

Льготы и привилегіи иностранныхъ подданныхъ, равно какъ права консульской юрисдикціи и покровительства, въ той мѣрѣ, какъ онѣ были установлены капитуляціями и обычаями, останутся въ полной силѣ до тѣхъ поръ, пока онѣ не будутъ измѣнены съ согласія заинтересованныхъ сторонъ.

Article IX.

Le montant du tribut annuel que la principauté de Bulgarie paiera à la Cour Suzeraine en le versant à la banque que la S. Porte désignera ultérieurement sera déterminé par un accord entre les Puissances signataires du présent traité, à la fin de la première année du fonctionnement de la nouvelle organisation. Ce tribut sera établi sur le revenu moyen du territoire de la principauté.

La Bulgarie devant supporter une part de la dette publique de l'Empire, lorsque les Puissances détermineront le tribut, elles prendront en considération la partie de cette dette qui pourrait être attribuée à la principauté sur la base d'une équitable proportion.

Article X.

La Bulgarie est substituée au gouvernement Impérial Ottoman dans ses charges et obligations envers la compagnie du chemin de fer de Roustchouk-Varna, à partir de l'échange des ratifications du présent traité. Le règlement des comptes antérieurs est réservé à une entente entre la S. Porte, le gouvernement de la principauté et l'administration de cette compagnie.

La principauté de Bulgarie est de même substituée, pour sa part, aux engagements que la S. Porte a contractés tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées situées sur son territoire.

Статья IX.

Размѣръ ежегодной дани, которую Болгарское княжество будетъ платить Верховному Правительству, внося ее въ банкъ, имѣющій быть указаннымъ впослѣдствіи времени Блистательною Портою, будетъ опредѣленъ по соглашенію между Державами, подписавшими настоящій трактатъ, къ концу перваго года дѣйствія новаго управленія. Эта дань будетъ исчислена по расчету средней доходности княжества.

Болгарія, будучи обязана нести на себѣ часть государственнаго долга Имперіи, Державы, при опредѣленіи дани, примутъ въ разсчетъ ту часть долга, которая должна будетъ пасть на долю княжества по справедливому распредѣленію.

Статья X.

Болгарія заступаетъ Императорское Оттоманское правительство въ его обязанностяхъ и обязательствахъ по отношенію къ обществу Рущукско-Варнской желѣзной дороги со времени обмѣна ратификацій настоящаго трактата. Сведеніе прежнихъ счетовъ предоставляется соглашенію между Блистательною Портою, правительствомъ княжества и управленіемъ этого общества.

Равнымъ образомъ Болгарское княжество заступаетъ, въ соотвѣтственной долѣ, Блистательную Порту въ обязательствахъ, принятыхъ ею какъ относительно Австро-Венгріи, такъ и общества эксплоатаціи желѣзныхъ дорогъ въ Европейской Турціи по окончанію, соединенію и эксплоатаціи желѣзно-дорожныхъ линій, находящихся на его территоріи.

Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie et la principauté de Bulgarie immédiatement après la conclusion de la paix.

Конвенціи, необходимыя для окончательнаго разрѣшенія этихъ вопросовъ, будутъ заключены между Австро-Венгріею, Портою, Сербіею и Болгарскимъ княжествомъ немедленно послѣ заключенія мира.

Article XI.

L'armée Ottomane ne séjournera plus en Bulgarie; toutes les anciennes forteresses seront rasées au frais de la principauté dans le délai d'un an ou plus tôt si faire se peut; le gouvernement local prendra immédiatement des mesures pour les détruire et ne pourra en faire construire de nouvelles. La S. Porte aura le droit de disposer à sa guise du matériel de guerre et autres objets appartenant au gouvernement ottoman et qui seraient restés dans les forteresses du Danube déjà évacuées en vertu de l'armistice du 31 janvier, ainsi que de ceux qui se trouveraient dans les places fortes de Schoumla et de Varna.

Статья XI.

Оттоманская армія не будетъ болѣе пребывать въ Болгаріи; всѣ старыя крѣпости будутъ срыты на счетъ княжества по истеченіи года или раньше, если можно; мѣстное правительство приметъ немедленно мѣры къ ихъ уничтоженію и не можетъ сооружать новыхъ. Блистательная Порта будетъ имѣть право располагать по своему желанію военнымъ матеріаломъ и другими предметами, принадлежащими Оттоманскому правительству, которые остались въ Дунайскихъ крѣпостяхъ, уже очищенныхъ войсками въ силу перемирія 31-го января, равно какъ и тѣми, которые найдутся въ крѣпостяхъ Шумлѣ и Варнѣ.

Article XII.

Les propriétaires musulmans ou autres qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Une commission turco-bulgare sera chargée de règler, dans le courant de deux années toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la S. Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vacoufs), ainsi que les questions relatives aux intérêts des par-

Статья XII.

Собственники мусульмане или другіе, которые поселятся внѣ княжества, могутъ сохранить въ немъ свои недвижимости, отдавая ихъ въ аренду или въ управленіе другимъ лицамъ.

На Турецко-Болгарскую коммиссію будетъ возложено окончательное рѣшеніе въ теченіи двухъ лѣтъ всѣхъ дѣлъ, касающихся способа отчужденія, эксплоатаціи или пользованія за счетъ Блистательной Порты какъ государственными имуществами, такъ и принадлежащими духовнымъ учрежденіямъ

ticuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

Les ressortissants de la principauté de Bulgarie qui voyageront ou sejourneront dans les autres parties de l'Empire Ottoman seront soumis aux autorités et aux lois ottomanes.

Article XIII.

Il est formé au Sud des Balkans une province qui prendra le mon de „Roumélie Orientale" et qui restera placée sous l'autorité politique et militaire directe de S. M. I. le Sultan, dans des conditions d'autonomie administrative. Elle aura un gouverneur-général chrétien.

Article XIV.

La Roumélie Orientale est limitée au Nord et au Nord-Ouest par la Bulgarie et comprend les territoires inclus dans le tracé suivant:

Partant de la Mer Noire, la ligne frontière remonte depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodzakiöj, Selam Kiöj, Aivadsik, Kulibe, Sudzuluk, traverse obliquement la vallée du Deli Kamcik, passe au Sud de Belibe et de Kemhalik et au Nord de Hadzimahale, après avoir franchi le Deli Kamcik à $2^1/_2$ kilomètres en amont de Cengei; gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredza, et la suit par Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au Nord de Kotel jusqu'à Demir Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand Balkan, dont elle

(вакуфы), равно какъ и вопросовъ, касающихся до могущихъ быть замѣшанными въ нихъ интересовъ частныхъ лицъ.

Уроженцы Болгарскаго княжества, путешествующіе или проживающіе въ другихъ частяхъ Оттоманской Имперіи, будутъ подчинены властямъ и законамъ Оттоманскимъ.

Статья XIII.

На югъ отъ Балканъ образуется провинція, которая получитъ наименованіе „Восточной Румеліи" и которая останется подъ непосредственною политическою и военною властью Е. И. В. Султана на условіяхъ административной автономіи. Она будетъ имѣть генералъ-губернаторомъ христіанина.

Статья XIV.

Восточная Румелія граничитъ къ сѣверу и сѣверо-западу съ Болгаріею и вмѣщаетъ въ себѣ территоріи, заключающіяся въ слѣдующемъ очертаніи:

Начиная съ Чернаго моря, пограничная линія подымается по руслу ручья, начиная отъ устья его, близъ котораго ручья находятся деревни Ходжакіей, Селамъ-Кіей, Айваджикъ, Кулибе, Суджулукъ, косвенно пересѣкаетъ долину Дели-Камчика, проходитъ къ югу отъ Белибе и Кемгалика и къ сѣверу отъ Хаджимагале, перейдя черезъ Дели-Камчикъ въ $2^1/_2$ километрахъ выше Ченгея; достигаетъ гребня въ пунктѣ, лежащемъ между Текенликомъ и Айдосъ-Бреджа, и слѣдуетъ по оному чрезъ Карнабадъ-Балканъ, Пришевицу-Балканъ, Казанъ-Балканъ, къ сѣверу отъ Котла до Демиръ-Капу. Она про-

suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

A ce point, la frontière occidentale de la Roumélie quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud entre les villages de Pirtop et de Duzanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie Orientale, jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere près du village de Petricevo laissant à la Roumélie Orientale une zône de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio Dere et la Kamenica, suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au Sud-Ouest, à la hauteur de Voinjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe, en ligne droite, le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Dere, passe entre Bogdina et Karaùla, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Camurli et Hadzilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica et rejoint la limite administrative du Sandjak de Sofia entre Sivri Tas et Cadir Tepe.

La frontière de la Roumélie se sépare de celle de la Bulgarie au mont Cadir Tepe, en suivant la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Marica et de ses affluents d'un côté, et du Mesta Karasu et de ses affluents de l'autre, et prend les directions Sud-Est et Sud, par la crête des Montagnes Despoto Dagh, vers le

должается по главной цѣпи Большаго Балкана и слѣдуетъ по всему ея протяженію до вершины Косица.

Въ этомъ мѣстѣ западная граница Румеліи оставляетъ гребень Балкана, спускается къ югу между деревнями Пиртопъ и Дужанцы, изъ коихъ первая остается за Болгаріею, а вторая за Восточною Румеліею, до ручья Тузлу-Дере, слѣдуетъ по его теченію до сліянія его съ Топольницею, потомъ по этой рѣкѣ до сліянія ея съ Смовскіо-Дере близъ деревни Петричево, оставляя за Восточною Румеліею пространство съ радіусомъ въ два километра выше этого соединенія, подымается между ручьями Смовскіо-Дере и Каменица, слѣдуя по водораздѣлу, за тѣмъ на высотѣ Войньяка поворачиваетъ къ юго-западу и достигаетъ въ прямомъ направленіи пункта 875 карты Австрійскаго генеральнаго штаба.

Граничная линія пересѣкаетъ въ прямомъ направленіи верхній бассейнъ ручья Ихтиманъ-Дере, проходитъ между Богдиною и Караулою, достигаетъ водораздѣла бассейновъ Искера и Марицы, между Чамурлы и Хаджиларомъ, слѣдуетъ по этой линіи по вершинамъ Велина Могилы, чрезъ перевалъ 531, Змайлицы-Врхъ, Сумнатицы и примыкаетъ къ административной границѣ Софійскаго Санджака между Сиври-Ташъ и Чадыръ-Тепе.

Граница Румеліи отдѣляется отъ границы Болгаріи у горы Чадыръ-Тепе, слѣдуя по водораздѣлу бассейновъ Марицы и ея притоковъ съ одной стороны и Места-Карасу и ея притоковъ съ другой, и беретъ направленія юго-восточное и южное по гребню горъ Деспото-Дагъ къ горѣ Крушова (ис-

Mont Kruschowa (point de départ de la ligne du traité de San-Stefano).

Du Mont Kruschowa, la frontière se conforme au tracé déterminé par le traité de San-Stefano, c'est-à-dire la chaîne des Balkans noirs (Kara Balkan) les montagnes Kulaghy-Dagh, Eschek-Tschepellü, Karakolas et Ischiklar d'où elle descend directement vers le Sud-Est pour rejoindre la rivière Arda, dont elle suit le thalweg jusqu'à un point situé près du village d'Adacali qui reste à la Turquie.

De ce point, la ligne frontière gravit la crête de Bestepe Dagh qu'elle suit pour descendre et traverser la Maritza à un point situé à 5 kilomètres en amont du pont du Mustafa Pacha; elle se dirige ensuite vers le Nord par la ligne de partage des eaux entre Demirhanli Dere et les petits affluents de la Maritza jusqu'à Küdeler Baïr, d'où elle se dirige à l'Est sur Sakar Baïr, de là, traverse la vallée de la Tundza allant vers Büjük Derbend, qu'elle laisse au Nord, ainsi que Soudzak. De Büjük Derbend, elle reprend la ligne de partage des eaux entre les affluents de la Tundza au Nord et ceux de la Maritza au Sud, jusqu'à hauteur de Kaibilar qui reste à la Roumélie Orientale, passe au Sud de V. Almali entre le bassin de la Maritza au Sud et différents cours d'eau qui se rendent directement vers la Mer Noire, entre les villages de Belevrin et Alatli; elle suit au Nord de Karanlik les crêtes de Vosna et Zuvak, la ligne qui sépare les eaux de la Duka de celles du Karagac-Su et rejoint la Mer Noire entre les deux rivières de ce nom.

ходной точкѣ граничной черты Санъ-Стефанскаго договора).

Отъ горы Крушова, граница совпадаетъ съ границей, опредѣленной Санъ-Стефанскимъ договоромъ, т. е. идетъ по цѣпи Черныхъ Балканъ (Кара-Балканъ), по горамъ Кулаши-Дагъ, Эшекъ-Чепеллю, Караколасъ и Ишикларъ, откуда она спускается прямо къ юго-востоку на соединеніе съ рѣкою Ардою, по руслу которой идетъ до пункта, лежащаго близъ деревни Ада-Чали, которая остается за Турціею.

Отъ этого пункта граничная линія подымается до гребня Бештепе-Дагъ, по которому тянется, и спускается, пересѣкая Марицу, въ пунктѣ лежащемъ въ пяти километрахъ выше моста Мустафа-Паши; за симъ она направляется къ сѣверу по водораздѣлу между Демирханли-Дере и мелкими притоками Марицы до Кюделеръ-Баира, откуда идетъ на востокъ къ Сакаръ-Баиру, потомъ пересѣкаетъ долину Тунджи, направляясь къ Буюкъ-Дербенту, оставляя его на сѣверѣ, также какъ и Суджакъ. Изъ Буюкъ-Дербента она идетъ снова по водораздѣлу между притоками Тунджи на сѣверѣ и Марицы на югѣ, на высотѣ Кайбилара, который остается за Восточною Румеліею, проходитъ къ югу отъ В. Алмалю между бассейномъ Марицы на югѣ и разными рѣчками, впадающими прямо въ Черное море, между деревнями Белевринъ и Алатли; она слѣдуетъ къ сѣверу отъ Каранлика по гребнямъ Восны и Сувака, по линіи, отдѣляющей воды Дуки отъ водъ Карагачъ-Су, и примыкаетъ къ Черному морю между двумя рѣками, носящими тѣже названія.

Article XV.

S. M. le Sultan aura le droit de pourvoir à la défense des frontières de terre et de mer de la province en élevant des fortifications sur ces frontières et en y entretenant des troupes.

L'ordre intérieur est maintenu dans la Roumélie Orientale par une gendarmerie indigène assistée d'une milice locale.

Pour la composition de ces deux corps dont les officiers sont nommés par le Sultan, il sera tenu compte, suivant les localités, de la religion des habitants.

S. M. I. le Sultan s'engage à ne point employer de troupes irrégulières telles que Bachibozouks et Circassiens dans les garnisons des frontières. Les troupes régulières destinées à ce service ne pourront, en aucun cas, être cantonnées chez l'habitant. Lorsqu'elles traverseront la province, elles ne pourront y faire de séjour.

Article XVI.

Le gouverneur-général aura le droit d'appeler les troupes ottomanes dans les cas où la sécurité intérieure ou extérieure de la province se trouverait menacée. Dans l'éventualité prévue, la S. Porte devra donner connaissance de cette décision ainsi que des nécessités qui la justifient aux représentants des Puissances à Constantinople.

Article XVII.

Le gouverneur-général de la Roumélie Orientale sera nommé par la S.

Статья XV.

Е. В. Султану предоставляется право заботиться о защитѣ морскихъ и сухопутныхъ границъ области, воздвигая укрѣпленія на этихъ границахъ и содержа въ нихъ войско.

Внутренній порядокъ охраняется въ Восточной Румеліи туземною стражею при содѣйствіи мѣстной милиціи.

При формированіи какъ стражи, такъ и милиціи, коихъ офицеры назначаются Султаномъ, будетъ принято во вниманіе, смотря по мѣстностямъ, вѣроисповѣданіе жителей.

Е. И. В. Султанъ обязуется не употреблять въ пограничныхъ гарнизонахъ иррегулярныхъ войскъ, какъ-то: Башибузуковъ и Черкесовъ. Регулярныя же войска, назначаемыя для этой службы, ни въ какомъ случаѣ не будутъ размѣщаться по обывательскимъ домамъ. При переходѣ чрезъ область войска эти не будутъ дѣлать въ ней остановокъ.

Статья XVI.

Генералъ-губернатору предоставляется право призывать Оттоманскія войска въ случаѣ, если бы внутреннему или внѣшнему спокойствію области угрожала какая либо опасность. Въ данномъ случаѣ Блистательная Порта обязана поставить въ извѣстность представителей Державъ въ Константинополѣ о принятомъ ею рѣшеніи и о причинахъ, его вызвавшихъ.

Статья XVII.

Генералъ-губернаторъ Восточной Румеліи будетъ назначаемъ Блистатель-

Porte, avec l'assentiment des Puissances, pour un terme de cinq ans.

Article XVIII.

Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, une Commission Européenne sera formée pour élaborer, d'accord avec la Porte Ottomane, l'organisation de la Roumélie Orientale. Cette commission aura à déterminer, dans un délai de trois mois, les pouvoirs et les attributions du gouverneur-généra, lainsi que le régime administratif, judiciaire et financier de la province, en prenant pour point de départ les différentes lois sur les vilayets et les propositions faites dans la huitième séance de la conférence de Constantinople.

L'ensemble des dispositions arrêtées pour la Roumélie Orientale fera l'objet d'un firman impérial qui sera promulgué par la Sublime Porte et dont elle donnera communication aux Puissances.

Article XIX.

La Commission Européenne sera chargée d'administrer, d'accord avec la Sublime Porte, les finances de la province jusqu'à l'achèvement de la nouvelle organisation.

Article XX.

Les traités, conventions et arrangements internationaux de quelque nature qu'ils soient, conclus ou à conclure entre la Porte et les Puissances étrangères, seront applicables dans la Roumélie Orientale comme dans tout l'Empire Ottoman. Les immunités et privilèges acquis aux étrangers, quelle que soit

ною Портою съ согласія Державъ на пяти-годичный срокъ.

Статья XVIII.

Немедленно послѣ обмѣна ратификацій настоящаго трактата, будетъ назначена Европейская Коммиссія для разработки, совмѣстно съ Портою Оттоманскою, устройства Восточной Румеліи. На Коммиссіи этой будетъ лежать обязанность опредѣлить, въ трехъ-мѣсячный срокъ, кругъ власти и атрибуты Генералъ-губернатора, а также образъ административнаго, судебнаго и финансоваго управленія области, принимая въ основу его различныя узаконенія о Вилайетахъ и предложенія, внесенныя въ восьмое засѣданіе Константинопольской конференціи.

Собраніе постановленій относительно Восточной Румеліи послужитъ содержаніемъ для Императорскаго фирмана, который будетъ обнародованъ Блистательною Портою и сообщенъ ею Державамъ.

Статья XIX.

На Европейскую Коммиссію будетъ возложена обязанность завѣдывать вмѣстѣ съ Блистательною Портою финансами области впредь до окончательнаго устройства новой организаціи.

Статья XX.

Трактаты, конвенціи и международныя соглашенія, какого бы они ни были свойства, заключенные или имѣющіе быть заключенными между Портою и иностранными Державами, будутъ примѣняться въ Восточной Румеліи, какъ и во всей Оттоманской Имперіи. Льготы и привилегіи, предоставлен-

leur condition, seront respectés dans cette province. La S. Porte s'engage à y faire observer les lois générales de l'Empire sur la liberté religieuse en faveur de tous les cultes.

ныя иностранцамъ, къ какому бы состоянію они ни принадлежали, будутъ уважаемы въ этой провинціи. Блистательная Порта принимаетъ обязательство наблюдать въ этой области надъ исполненіемъ общихъ законовъ Имперіи относительно религіозной свободы въ примѣненіи ко всѣмъ вѣроисповѣданіямъ.

Article XXI.

Les droits et obligations de la S. Porte en ce qui concerne les chemins de fer dans la Roumélie Orientale sont maintenus intégralement.

Статья XXI.

Права и обязательства Блистательной Порты по отношенію къ желѣзнымъ дорогамъ въ Восточной Румеліи остаются неизмѣнными.

Article XXII.

L'effectif du corps d'occupation russe en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale sera composé de six divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie et n'excédera pas 50,000 hommes. Il sera entretenu aux frais du pays occupé. Les troupes d'occupation conserveront leurs communications avec la Russie, non-seulement par la Roumanie d'après les arrangements à conclure entre les deux Etats, mais aussi par les ports de la Mer Noire, Varna et Bourgas, où elles pourront organiser, pour la durée de l'occupation, les dépôts nécessaires.

La durée de l'occupation de la Roumélie Orientale et de la Bulgarie par les troupes Impériales russes est fixée à neuf mois, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

Le gouvernement Impérial russe s'engage à terminer, dans un délai ultérieur de trois mois, le passage de ses troupes à travers la Roumanie et l'évacuation complète de cette principauté.

Статья XXII.

Русскій оккупаціонный корпусъ въ Болгаріи и Восточной Румеліи будетъ состоять изъ шести пѣхотныхъ и двухъ кавалерійскихъ дивизій и не превзойдетъ 50,000 человѣкъ. Онъ будетъ содержаться на счетъ занимаемой имъ страны. Оккупаціонныя войска сохранятъ сообщенія съ Россіею не только чрезъ Румынію, въ силу соглашенія, имѣющаго быть заключеннымъ между обоими государствами, но и чрезъ Черноморскіе порты Варну и Бургасъ, въ которыхъ имъ предоставлено будетъ право устроить, на все продолженіе занятія, необходимые склады.

Срокъ занятія Восточной Румеліи и Болгаріи Императорскими россійскими войсками опредѣляется въ девять мѣсяцевъ со дня обмѣна ратификацій настоящаго трактата.

Императорское Россійское правительство обязуется окончить въ послѣдующій трехмѣсячный срокъ проведеніе своихъ войскъ чрезъ Румынію и совершенное очищеніе этого княжества.

Article XXIII.

La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

Des règlements analogues adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôt accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

La Sublime Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission Européenne instituée pour la Roumélie Orientale.

Article XXIV.

Dans les cas où la Sublime Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification de frontière indiquée dans le treizième protocole du Congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations.

Статья XXIII.

Блистательная Порта обязуется ввести добросовѣстно на островѣ Критѣ органическій уставъ 1868 г., съ измѣненіями, которыя будутъ признаны справедливыми.

Подобные же уставы, примѣненные къ мѣстнымъ потребностямъ, за исключеніемъ, однако, изъ нихъ льготъ въ податяхъ, предоставленныхъ Криту, будутъ также введены и въ другихъ частяхъ Европейской Турціи, для коихъ особое административное устройство не было предусмотрѣно настоящимъ трактатомъ.

Разработка подробностей этихъ новыхъ уставовъ будетъ поручена Блистательною Портою въ каждой области особымъ Коммиссіямъ, въ коихъ туземное населеніе получитъ широкое участіе.

Проекты организацій, которые будутъ результатомъ этихъ трудовъ, будутъ представлены на разсмотрѣніе Блистательной Порты.

Прежде обнародованія распоряженій, которыми они будутъ введены въ дѣйствіе, Блистательная Порта посовѣтуется съ Европейскою Коммиссіею, назначенною для Восточной Румеліи.

Статья XXIV.

Въ тѣхъ случаяхъ, когда между Блистательною Портою и Греціею не послѣдуетъ соглашенія относительно исправленія границъ, указаннаго въ тринадцатомъ протоколѣ Берлинскаго конгресса, Германія, Австро-Венгрія, Франція, Великобританія, Италія и Россія предоставляютъ себѣ предложить обѣимъ сторонамъ свое посредничество, для облегченія переговоровъ.

Article XXV.

Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du Sandjak de Novibazar qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner. Néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique, ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie.

A cet effet, les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails.

Article XXVI.

L'indépendance du Monténégro est reconnue par la S. Porte et par toutes celles des Hautes Parties contractantes qui ne l'avaient pas encore admise.

Article XXVII.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord sur les conditions suivantes:

Dans le Monténégro, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce

Статья XXV.

Провинціи Боснія и Герцеговина будутъ заняты и управляемы Австро-Венгріею. Австро-Венгерское правительство, не желая принять на себя управленіе Новибазарскимъ санджакомъ, простирающимся между Сербіею и Черногоріею, по направленію на юго-востокъ за Митровицу, оттоманское управленіе останется въ немъ въ дѣйствіи по прежнему. Но для того, чтобы обезпечить существованіе новаго политическаго строя, а также свободу и безопасность путей сообщенія, Австро-Венгрія предоставляетъ себѣ право содержать гарнизоны, а также имѣть дороги военныя и торговыя на всемъ протяженіи этой части прежняго Боснійскаго вилайета.

Съ этою цѣлью правительства Австро-Венгріи и Турціи предоставляютъ себѣ условиться о подробностяхъ.

Статья XXVI.

Независимость Черногоріи признается Блистательною Портою и всѣми тѣми Высокими договаривающимися сторонами, которыя еще ее не признавали.

Статья XXVII.

Высокія договаривающіяся стороны условились о слѣдующемъ:

Въ Черногоріи различіе въ религіозныхъ вѣрованіяхъ и исповѣданіяхъ не можетъ послужить поводомъ къ исключенію кого-либо или непризнанію за кѣмъ-либо правоспособности во всемъ томъ, что относится до пользованія правами гражданскими и политическими, доступа къ публичнымъ должностямъ, служебнымъ занятіямъ и отли-

soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants du Monténégro aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

чіямъ, или до отправленія различныхъ свободныхъ занятій и ремеслъ, въ какой бы то мѣстности ни было. Всѣмъ Черногорскимъ уроженцамъ, а равно и иностранцамъ обезпечиваются свобода и внѣшнее отправленіе всякаго богослуженія; не могутъ быть дѣлаемы также какія-либо стѣсненія въ іерархическомъ устройствѣ различныхъ религіозныхъ обществъ и въ сношеніяхъ ихъ съ ихъ духовными главами.

Article XXVIII.

Les nouvelles frontières du Monténégro sont fixées ainsi qu'il suit:

Le tracé partant de l'Ilinobrdo, au nord de Klobuk, descend sur la Trebinjcica vers Grancarevo qui reste à l'Herzégovine, puis remonte le cours de cette rivière jusqu'à un point situé à un kilomètre en aval du confluent de la Cepelica et, de-là, rejoint, par la ligne la plus courte, les hauteurs qui bordent la Trebinjcica. Il se dirige ensuite vers Pilatova, laissant ce village au Monténégro, puis continue par les hauteurs dans la direction nord, en se maintenant, autant que possible, à une distance de 6 kilomètres de la route Bilek-Korito-Gacko, jusqu'au col situé entre la Somina-Planina et le mont Curilo, d'où il se dirige à l'est par Vratkovici, laissant ce village à l'Herzégovine, jusq'au mont Orline. A partir de ce point, la frontière — laissant Ravno au Monténégro—s'avance directement par le nord-nord-est en traversant les sommets du Lebersnik et du Volujak, puis descend par la ligne la plus courte sur la Piva, qu'elle traverse, et rejoint la Tara en passant entre Crkvica et Nedvina. De ce point, elle

Статья XXVIII.

Новыя границы Черногоріи опредѣлены слѣдующимъ образомъ:

Граничная черта, начиная отъ Илинобрдо къ сѣверу отъ Клобука, спускается по Требиньчицѣ къ Гранчарево, которое остается за Герцеговиною, потомъ поднимается вверхъ по теченію этой рѣки до пункта, находящагося въ разстояніи одного километра ниже сліянія Чепелицы и оттуда достигаетъ, по кратчайшей линіи, высотъ, окаймляющихъ Требиньчицу. Далѣе она направляется къ Пилатову, оставляя эту деревню за Черногоріею, тянется по высотамъ въ сѣверномъ направленіи, по возможности не удаляясь больше чѣмъ на 6 километровъ отъ дороги Билекъ-Корито-Гацко, до перевала, находящагося между Сомина-Планиною и горою Чурило; оттуда она идетъ на востокъ чрезъ Вратковичи, оставляя эту деревню за Герцеговиною, до горы Орлинъ. Отъ этого мѣста граница, оставляя Равно Черногоріи, направляется прямо на сѣверо-востокъ, переходя чрезъ вершины Лебершника и Волуяка, потомъ спускается по кратчайшей линіи на Пиву, пересѣкаетъ ее и примыкаетъ къ р. Тарѣ, пройдя

*

remonte la Tara jusqu'à Mojkovac d'où elle suit la crête du contrefort jusqu'à Siskojezero. A partir de cette localité, elle se confond avec l'ancienne frontière jusq'au village de Sekulare. De là, la nouvelle frontière se dirige par les crêtes de la Mokra Planina, le village de Mokra restant au Monténégro, puis elle gagne le point 2166 de la carte de l'état major autrichien en suivant la chaîne principale et la ligne du partage des eaux, entre le Lim d'un côté, et le Drin, ainsi que la Cievna (Zem) de l'autre.

Elle se confond ensuite avec les limites actuelles entre la tribu des Kuci-Drekalovici d'un côté, et la Kucka-Krajna ainsi que les tribus des Klementi et Grudi de l'autre, jusqu'à la plaine de Podgorica, d'où elle se dirige sur Plavnica, laissant à l'Albanie les tribus des Klementi, Grudi et Hoti.

De là, la nouvelle frontière traverse le lac près de l'îlot de Gorica-Topal et, à partir de Gorica-Topal, elle atteint directement les sommets de la crête, d'où elle suit la ligne du partage des eaux entre Megured et Kalimed, laissant Mrkovic au Monténégro et rejoignant la Mer Adriatique à V. Kruci.

Au Nord-Ouest, le tracé sera formé par une ligne passant de la côte entre les villages Susana et Zubci et aboutissant à la pointe extrême Sud-Est de la frontière actuelle du Monténégro sur la Vrsuta-Planina.

Article XXIX.

Antivari et son littoral sont annexés au Monténégro sous les conditions suivantes:

между Церквицею и Недвиною. Отъ этого пункта она поднимается вверхъ по Тарѣ до Мойковца, откуда тянется по гребню горнаго отрога до Шишкоезеро. Отъ этой мѣстности она сливается съ прежнею границею до дер. Шекуляре. Отсюда новая граница направляется по гребнямъ Мокрой-Планины, оставляя за Черногоріею деревню Мокра, и достигаетъ пункта 2166 карты Австрійскаго генеральнаго штаба, слѣдуя по главной цѣпи и по водораздѣлу между Лимомъ съ одной стороны и Дриномъ, а также Ціевною (Земъ) съ другой.

Далѣе пограничная черта сливается съ существующею нынѣ границею между племенемъ Кучей - Дрекаловичей съ одной стороны, Кучкою - Крайною и племенами Клементи и Груди съ другой, до равнины Подгорицкой, откуда она направляется на Плавницу, оставляя за Албаніею племена Клементи, Груди и Хоти.

Отсюда новая граница пересѣкаетъ озеро близъ островка Горица-Топалъ и отъ Горица-Топалъ достигаетъ по прямому направленію вершины гребня, откуда направляется по водораздѣлу между Мегуредъ и Калимедъ, оставляя Марковичь за Черногоріею и примыкая къ Адріатическому морю въ В. Кручи.

На сѣверо-западѣ границу образуетъ линія, идущая отъ берега между деревнями Шушаны и Зубцы и примыкающая къ крайнему юго-восточному пункту нынѣшней границы Черногоріи на Вршута-Планинѣ.

Статья XXIX.

Антивари и его территорія присоединяются къ Черногоріи на слѣдующихъ условіяхъ:

Les contrées situées au Sud de ce territoire, d'après la délimitation ci-dessus déterminée, jusqu'à la Bojana, y compris Dulcinjo, seront restituées à la Turquie.

La commune de Spica, jusqu'à la limite septentrionale du territoire, indiqué dans la description détaillée des frontières, sera incorporée à la Dalmatie.

Il y aura pleine et entière liberté de navigation sur la Bojana pour le Monténégro. Il ne sera pas construit de fortification sur le parcours de ce fleuve, à l'exception de celles qui seraient nécessaires à la défense locale de la place de Scutari, lesquelles ne s'étendront pas au delà d'une distance de six kilomètres de cette ville.

Le Monténégro ne pourra avoir ni bâtiments ni pavillon de guerre.

Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro resteront fermées aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Les fortifications situées entre le lac et le littoral sur le territoire monténégrin seront rasées et il ne pourra en être élevé de nouvelles dans cette zône.

La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche-Hongrie au moyen de bâtiments légers garde-côtes.

Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie. De son côté l'Autriche-Hongrie s'engage à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de con-

Мѣстности, лежащія къ югу отъ этой территоріи, согласно вышеизложенному разграниченію, до р. Бояны, включая Дульциньо, будутъ возвращены Турціи.

Община Спицы до сѣверной границы территоріи, обозначенной въ подробномъ описаніи границъ, будетъ включена въ составъ Далмаціи.

Черногоріи предоставляется полная свобода судоходства по р. Боянѣ. Никакія укрѣпленія не будутъ воздвигаемы на протяженіи этой рѣки, за исключеніемъ необходимыхъ для мѣстной защиты Скутарской крѣпости, каковыя не могутъ простираться далѣе шести километровъ разстоянія отъ этого города.

Черногорія не можетъ имѣть ни военныхъ судовъ, ни военнаго флага.

Портъ Антивари и всѣ вообще воды Черногоріи останутся закрытыми для военныхъ судовъ всѣхъ націй.

Укрѣпленія, находящіяся между озерами и прибрежьемъ, на Черногорской территоріи, будутъ срыты, и никакія новыя не могутъ быть возводимы въ этой чертѣ.

Полицейскій надзоръ, морской и санитарный, какъ въ Антивари, такъ и вдоль всего Черногорскаго побережья, будетъ производить Австро-Венгрія, посредствомъ легкихъ сторожевыхъ судовъ.

Черногорія введетъ у себя дѣйствующія нынѣ въ Далмаціи морскія узаконенія. Австро-Венгрія, съ своей стороны, обязуется оказывать, чрезъ своихъ консуловъ, покровительство Черногорскому торговому флагу.

Черногорія должна войти въ соглашеніе съ Австро-Венгріею касательно

struire et d'entretenir à travers le nouveau territoire monténégrin une route et un chemin de fer.

Une entière liberté de communications sera assurée sur ces voies.

права постройки и содержанія дороги и рельсоваго пути чрезъ новую Черногорскую территорію.

Полная свобода сообщеній будетъ обезпечена на этихъ путяхъ.

Article XXX.

Les musulmans ou autres qui possédent des propriétés dans les territoires annexés au Monténégro et qui voudraient fixer leur résidence hors de la principauté pourront conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public, et moyennant une indemnité préalable.

Une commission Turco-Monténégrine sera chargée de régler dans le terme de trois ans toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation et d'usage pour le compte de la S. Porte des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vakoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui s'y trouveraient engagés.

Статья XXX.

Мусульмане и другія лица, владѣющія недвижимою собственностью въ мѣстностяхъ, присоединенныхъ къ Черногоріи, которые пожелали бы поселиться внѣ княжества, могутъ сохранить за собой свои недвижимости, отдавая ихъ въ аренду или управляя ими при посредствѣ другихъ лицъ.

Ни у кого не можетъ быть отчуждена недвижимая собственность иначе, какъ законнымъ порядкомъ, ради общественной пользы, и за предварительное вознагражденіе.

На Турецко-Черногорскую Коммиссію будетъ возложено окончательное устройство въ трехлѣтній срокъ всѣхъ дѣлъ, касающихся порядка отчужденія, эксплоатаціи и пользованія, за счетъ Блистательной Порты, имуществъ, принадлежащихъ Государству, богоугоднымъ учрежденіямъ (вакуфъ), а также разрѣшеніе вопросовъ, касающихся интересовъ частныхъ лицъ, могущихъ быть затронутыми въ помянутыхъ дѣлахъ.

Article XXXI.

La principauté du Monténégro s'entendra directement avec la Porte Ottomane sur l'institution d'agents monténégrins à Constantinople et dans certaines localités de l'Empire Ottoman où la nécessité en sera reconnue.

Les Monténégrins voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman seront

Статья XXXI.

Княжество Черногорія войдетъ въ прямое соглашеніе съ Блистательною Портою, касательно назначенія черногорскихъ агентовъ въ Константинополь и въ другія мѣстности Оттоманской Имперіи, гдѣ это будетъ признано необходимымъ.

Черногорцы, путешествующіе или пребывающіе въ Оттоманской Имперіи,

soumis aux lois et aux autorités ottomanes suivant les principes généraux du droit international et les usages établis concernant les Monténégrins.

будутъ подчинены турецкимъ законамъ и властямъ, согласно общимъ принципамъ международнаго права и обычаямъ, установившимся относительно Черногорцевъ.

Article XXXII.

Les troupes du Monténégro seront tenues d'évacuer dans un délai de vingt jours à partir de l'échange des ratifications du présent traité ou plus tôt, si faire se peut, le territoire qu'elles occupent en ce moment en dehors des nouvelles limites de la principauté.

Les troupes ottomanes évacueront les territoires cédés au Monténégro dans le même délai de vingt jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire de quinze jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

Статья XXXII.

Черногорскія войска будутъ обязаны очистить въ двадцатидневный срокъ, со дня обмѣна ратификацій настоящаго трактата, или же прежде, буде возможно, территорію, занимаемую ими нынѣ внѣ новыхъ предѣловъ княжества.

Оттоманскія войска очистятъ уступленныя Черногоріи территоріи въ тотъ же двадцатидневный срокъ. Имъ, однако же, будетъ данъ дополнительный пятнадцатидневный срокъ какъ для очищенія укрѣпленныхъ мѣстъ и вывоза оттуда продовольственныхъ и боевыхъ запасовъ, такъ и для составленія описи снарядовъ и предметовъ, не могущихъ быть немедленно вывезенными.

Article XXXIII.

Le Monténégro devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont attribués par le traité de paix, les représentants des Puissances à Constantinople en détermineront le montant de concert avec la S. Porte sur une base équitable.

Статья XXXIII.

Такъ какъ Черногорія обязана нести на себѣ часть оттоманскаго государственнаго долга за новыя территоріи, присужденныя ей мирнымъ трактатомъ, то представители Державъ въ Константинополѣ опредѣлятъ, вмѣстѣ съ Оттоманскою Портою, размѣръ этой части на справедливомъ основаніи.

Article XXXIV.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la principauté de Serbie en la rattachant aux conditions exposées dans l'article suivant.

Статья XXXIV.

Высокія договаривающіяся стороны признаютъ независимость Сербскаго княжества при условіяхъ, изложенныхъ въ нижеслѣдующей статьѣ,

Article XXXV.

En Serbie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Article XXXVI.

La Serbie reçoit les territoires inclus dans la délimitation ci-après:

La nouvelle frontière suit le tracé actuel en remontant le thalweg de la Drina depuis son confluent avec la Save, laissant à la principauté le Mali Zwornik et Sakhar, et continue à longer l'ancienne limite de la Serbie jusqu'au Kopaonik, dont elle se détache au sommet du Kanilug. De là, elle suit d'abord la limite occidentale du Sandjak de Nisch par le contrefort Sud du Kapaonik, par les crêtes de la Marica et Mrdar Planina, qui forment la ligne de partage des eaux entre les bassins de l'Ibar et de la Sitnica d'un côté, et celui de la Toplica de l'autre, laissant Prepolac à la Turquie.

Статья XXXV.

Въ Сербіи различіе въ религіозныхъ вѣрованіяхъ и исповѣданіяхъ не можетъ послужить поводомъ къ исключенію кого либо или непризнанію за кѣмъ либо правоспособности во всемъ томъ, что относится до пользованія правами гражданскими и политическими, доступа къ публичнымъ должностямъ, служебнымъ занятіямъ и отличіямъ или до отправленія различныхъ свободныхъ занятій и ремеслъ въ какой бы то ни было мѣстности.

Свобода и внѣшнее отправленіе всякаго богослуженія обезпечиваются какъ за всѣми сербскими уроженцами, такъ и за иностранцами, и никакія стѣсненія не могутъ быть дѣлаемы въ іерархическомъ устройствѣ различныхъ религіозныхъ общинъ и въ сношеніяхъ ихъ съ ихъ духовными главами.

Статья XXXVI.

Сербія получаетъ территоріи, заключающіяся въ нижеслѣдующихъ границахъ:

Новая граница слѣдуетъ по нынѣшней пограничной чертѣ, подымаясь вверхъ по руслу Дрины отъ сліянія ея съ Савой, и оставляя за Княжествомъ Малый Зворникъ и Сахаръ, и продолжается вдоль прежней границы Сербіи до Капаоника, отъ котораго отдѣляется на вершинѣ Канилуга. Оттуда она идетъ сначала вдоль западной границы Нишскаго Санджака по южному отрогу Капаоника, по гребнямъ Марицы и Мрдаръ Планины, образующимъ водораздѣлъ бассейновъ Ибара и Ситницы съ одной стороны и Топлицы съ другой, оставляя Преполакъ за Турціею.

Elle tourne ensuite vers le Sud par la ligne du partage des eaux entre la Brvenica et la Medvedja, laissant tout le bassin de la Medvedja à la Serbie, suit la crête de la Goljak Planina (formant le partage des eaux entre la Kriva Rjeka d'un côté, et la Poljanica, la Veternica et la Morava de l'autre) jusqu'au sommet de la Poljanica. Puis elle se dirige par le contrefort de la Karpina Planina jusqu'au confluent de la Koinska avec la Morava, traverse cette rivière, remonte par la ligne de partage des eaux entre le ruisseau Koinska et le ruisseau qui tombe dans la Morawa près de Neradovce, pour rejoindre la Planina Sv. Ilija au dessus de Trgoviste. De ce point, elle suit la crête de Sv. Ilija jusqu'au Mont Kljuc, et passant par les points, indiquès sur la carte par 1516 et 1547 et par la Babina Gora, elle aboutit au Mont Crni Vrh.

A partir du Mont Crni Vrh, la nouvelle délimitation se confond avec celle de la Bulgarie, c'est-à-dire:

La ligne frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Struma et la Morava par les sommets du Streser, Vilogolo et Mesid Planina, rejoint par la Gacina, Crna Trava, Darkosvka et Drainica plan, puis le Descani Kladanec, la ligne de partage des eaux de la Haute Sukowa et de la Morava, va directement sur le Stol et en descend pour couper, à 1000 mètres au Nord-Ouest du village de Segusa, la route de Sofia à Pirot. Elle remonte, en ligne droite, sur la Vidlic Planina, et de là, sur le Mont Radocina, dans la chaîne du Kodza Balkan, laissant à la Serbie le village de Doikinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Затѣмъ, она поворачиваетъ къ югу по водораздѣлу Брвеницы и Медвѣджи, оставляя весь бассейнъ Медвѣджи за Сербіею; идетъ по хребту Гольякъ Планины, образующему водораздѣлъ между Крива-Ріекою съ одной стороны и Польяницей, Ветерницей и Моравой съ другой, до вершины Польяницы. Потомъ она направляется по отрогу Карпина Планины до сліянія Коинской съ Моравой, переходитъ эту рѣку, подымается по водораздѣлу между ручьемъ Коинска и ручьемъ, впадающимъ въ Мораву близъ Нерадовца, и достигаетъ Планины Св. Ильи выше Трговишты. Отсюда она идетъ по гребню Св. Ильи до горы Ключъ и, пройдя чрезъ означенные на картѣ пункты 1516 и 1547 и чрезъ Бабину Гору, примыкаетъ къ горѣ Черный Врхъ.

Начиная отъ горы Черный Врхъ, новая пограничная черта сливается съ пограничною чертою Болгаріи, а именно:

Отъ горы Черный Врхъ граница слѣдуетъ по водораздѣлу между Струмой и Моравой, по вершинамъ Стрешера, Вилоголо и Мешидъ Планины чрезъ Гачину, Чрна Траву, Даркосвку, Драйницу Планъ и чрезъ Дешкани Кладанецъ, достигаетъ водораздѣла Верхней Суковы и Моравы, идетъ прямо на Столъ и, спускаясь оттуда, пересѣкаетъ дорогу изъ Софіи въ Пиротъ; въ разстояніи 1000 метровъ къ сѣверо-западу отъ деревни Сегуша, подымается потомъ по прямой линіи, на Видличъ-Планину, и оттуда на гору Радочину въ цѣпи горъ Коджа-Балканъ, оставляя за Сербіею деревню Дойкинчи, а за Болгаріей — деревню Сенакосъ.

Du sommet du Mont Radocina, la frontière suit vers le Nord-Ouest la crête des Balkans par Ciprovec Balkan et Stara Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la principauté de Serbie près la Kula Smiljova Cuka et, de là, cette ancienne frontière jusqu'au Danube qu'elle rejoint à Rakowitza.

Отъ вершины горы Радочина, граница направляется къ сѣверо-западу по гребню Балканскихъ горъ чрезъ Ципровецъ-Балканъ и Стару Планину до прежней восточной границы Сербскаго княжества, возлѣ Кулы Смиліова Чука и оттуда этою же границею до Дуная, къ которому она примыкаетъ у Раковицы.

Article XXXVII.

Jusqu'à la conclusion de nouveaux arrangements, rien ne sera changé en Serbie aux conditions actuelles des relations commerciales de la principauté avec les pays étrangers.

Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises traversant la Serbie.

Les immunités et priviléges des sujets étrangers ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils existent aujourd'hui, resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la principauté et les Puissances intéressées.

Статья XXXVII.

Впредь до заключенія новыхъ соглашеній въ Сербіи никакихъ измѣненій не послѣдуетъ въ нынѣ существующихъ условіяхъ коммерческихъ сношеній княжества съ иностранными государствами.

Никакой транзитной пошлины не будетъ взиматься съ товаровъ, провозимыхъ черезъ Сербію.

Льготы и привилегіи иностранныхъ подданныхъ, равно какъ и права консульской юрисдикціи и покровительства останутся, какъ онѣ нынѣ существуютъ, въ полной силѣ, пока не будутъ измѣнены съ общаго согласія княжества и заинтересованныхъ Державъ.

Article XXXVIII.

La principauté de Serbie est substituée, pour sa part, aux engagements que la Sublime Porte a contractés, tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées à construire sur le territoire nouvellement acquis par la principauté.

Статья XXXVIII.

Княжество Сербія заступаетъ, въ соотвѣтственной долѣ, Блистательную Порту въ обязательствахъ, принятыхъ ею какъ относительно Австро-Венгріи, такъ и относительно Общества эксплоатаціи желѣзныхъ дорогъ Европейской Турціи по окончанію, соединенію, а также по эксплоатаціи желѣзнодорожныхъ линій, имѣющихъ быть проведенными на вновь пріобрѣтенной княжествомъ территоріи.

Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues, immédiatement après la signature du présent traité, entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie et, dans les limites de sa compétence, la principauté de Bulgarie.

Необходимыя для разрѣшенія этихъ вопросовъ конвенціи будутъ заключены немедленно по подписаніи настоящаго трактата между Австро-Венгріей, Сербіей и княжествомъ Болгаріи въ границахъ его компетентности.

Article XXXIX.

Les musulmans qui possédent des propriétés dans les territoires annexés à la Serbie et qui voudraient fixer leur résidence hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Une commission Turco-Serbe sera chargée de régler, dans le délai de trois années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la S. Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vakoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

Статья XXXIX.

Мусульмане, владѣющіе недвижимою собственностью въ присоединенныхъ въ Сербіи территоріяхъ и которые пожелали бы избрать мѣстожительство внѣ княжества, будутъ имѣть право сохранить въ княжествѣ свои недвижимыя имущества, отдавая ихъ въ аренду, или же поручая управленіе ихъ другимъ лицамъ.

На Турецко-Сербскую коммиссію будетъ возложено окончательное устройство, въ опредѣленный срокъ, всѣхъ дѣлъ, касающихся порядка отчужденія, эксплоатаціи или пользованія за счетъ Блистательной Порты имуществъ, принадлежащихъ государству и богоугоднымъ учрежденіямъ (вакуфъ), а также разрѣшеніе вопросовъ, касающихся интересовъ частныхъ лицъ, могущихъ быть затронутыми въ этихъ дѣлахъ.

Article XL.

Jusqu'à la conclusion d'un traité entre la Turquie et la Serbie, les sujets serbes voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman seront traités suivant les principes généraux du droit international.

Статья XL.

Да заключенія трактата между Турціею и Сербіею, Сербскіе подданные, путешествующіе или пребывающіе въ Турецкой Имперіи, будутъ пользоваться правами согласно основнымъ началамъ международнаго права.

Article XLI.

Les troupes serbes seront tenues d'évacuer, dans le délai de quinze jours à partir de l'échange des ratifications du

Статья XLI.

Сербскія войска будутъ обязаны очистить въ пятнадцатидневный срокъ со дня обмѣна ратификацій настоящаго

présent traité, le territoire non compris dans les nouvelles limites de la Principauté.

Les troupes ottomanes évacueront les territoires cédés à la Serbie dans le même délai de quinze jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire du même nombre de jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

Article XLII.

La Serbie devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont attribués par le présent traité, les Représentants à Constantinople en détermineront le montant, de concert avec la S. Porte, sur une base équitable.

Article XLIII.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Roumanie en la rattachant aux conditions exposées dans les deux articles suivants.

Article XLIV.

En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

трактата мѣстности, не включенныя въ новыя границы княжества.

Оттоманскія войска очистятъ въ тотъ же пятнадцатидневный срокъ территоріи, уступленныя Сербіи. Имъ будетъ, однако же, данъ дополнительный пятнадцатидневный срокъ, какъ для очищенія укрѣпленныхъ мѣстъ и вывоза оттуда продовольственныхъ и боевыхъ запасовъ, такъ и для составленія описи снарядовъ и предметовъ, не могущихъ быть немедленно вывезенными.

Статья XLII.

Такъ какъ Сербія обязана нести на себѣ часть оттоманскаго государственнаго долга за новыя территоріи, присужденныя ей настоящимъ трактатомъ, то представители Державъ въ Константинополѣ, вмѣстѣ съ Блистательною Портою, опредѣлятъ размѣръ этой части на справедливыхъ основаніяхъ.

Статья XLIII.

Высокія договаривающіяся стороны признаютъ независимость Румыніи при условіяхъ, изложенныхъ въ двухъ нижеслѣдующихъ статьяхъ.

Статья XLIV.

Въ Румыніи различіе религіозныхъ вѣрованій и исповѣданій не можетъ послужить поводомъ къ исключенію кого-либо, или непризнанію за кѣмъ-либо правоспособности во всемъ томъ, что относится до пользованія правами гражданскими и политическими, доступа къ публичнымъ должностямъ, служебнымъ занятіямъ и отличіямъ, или до отправленія различныхъ свободныхъ занятій и ремеслъ въ какой бы то ни было мѣстности.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'Etat Roumain aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne sera apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les nationaux de toutes les Puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XLV.

La principauté de Roumanie rétrocède à S. M. l'Empereur de Russie la portion du territoire de la Bessarabie détaché de la Russie en suite du traité de Paris de 1856 limitée à l'Ouest par le thalweg du Pruth, au midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure de Stary-Stamboul.

Article XLVI.

Les îles formant le Delta du Danube ainsi que l'île des Serpents, le Sandjak de Toultcha comprenant les districts (cazas) de Kilia, Soulina, Mahmoudié, Isaktcha, Toultcha, Matchin, Babadagh, Hirsovo, Kustendje, Medjidié, sont réunis à la Roumanie. La principauté reçoit en outre le territoire situé au Sud de la Dobroutcha jusqu'à une ligne ayant son point de départ à l'Est de Silistre et aboutissant à la Mer Noire au Sud de Mangalia.

Le tracé de la frontière sera fixé sur les lieux par la Commission Européenne instituée pour la délimitation de la Bulgarie.

Свобода и внѣшнее отправленіе всякаго богослуженія обезпечиваются какъ за всѣми уроженцами Румынскаго государства, такъ и за иностранцами, и никакія стѣсненія не могутъ быть дѣлаемы въ іерархическомъ устройствѣ различныхъ религіозныхъ общинъ и въ сношеніяхъ ихъ съ ихъ духовными главами.

Подданные всѣхъ державъ, торгующіе и другіе, будутъ пользоваться въ Румыніи, безъ различія вѣроисповѣданій, полнымъ равенствомъ.

Статья XLV.

Княжество Румыніи уступаетъ обратно Е. В. Императору Всероссійскому часть Бессарабской территоріи, отошедшей отъ Россіи по Парижскому трактату 1856 г., ограниченную съ запада русломъ Прута, съ юга русломъ Килійскаго рукава и устьемъ Стараго Стамбула.

Статья XLVI.

Острова, составляющіе дельту Дуная, а также островъ Змѣиный, Тульчинскій Санджакъ, вмѣщающій округа (казы) Килію, Сулину, Махмудіе, Исакчу, Тульчу, Мачинъ, Бабадагъ, Гирсово, Кюстендже, Меджидіе присоединяются къ Румыніи. Княжество, кромѣ того, получаетъ территорію, лежащую на югъ отъ Добруджи до черты, начинающейся къ востоку отъ Силистріи и оканчивающейся у Чернаго моря къ югу отъ Мангаліи.

Очертаніе границы будетъ опредѣлено на мѣстѣ Европейскою Коммиссіею, установленною для разграниченія Болгаріи.

Article XLVII.

La question du partage des eaux et des pêcheries sera soumise à l'arbitrage de la Commission Européenne du Danube.

Article XLVIII.

Aucun droit de transit ne sera prélevé en Roumanie sur les marchandises traversant la principauté.

Article XLIX.

Des conventions pourront être conclues par la Roumanie pour régler les priviléges et attributions des Consuls en matière de protection dans la principauté. Les droits acquis resteront en vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la principauté et les parties intéressées.

Article L.

Jusqu'à la conclusion d'un traité réglant les priviléges et attributions des Consuls entre la Turquie et la Roumanie, les sujets roumains voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman et les sujets ottomans voyageant ou séjournant en Roumanie jouiront des droits garantis aux sujets des autres Puissances Européennes.

Article LI.

En ce qui concerne les entreprises de travaux publics et autres de même nature, la Roumanie sera substituée, pour tout le territoire cédé, aux droits et obligations de la Sublime Porte.

Статья XLVII.

Вопросъ о раздѣлѣ водъ и рыбныхъ ловляхъ будетъ предложенъ посредничеству Европейской Дунайской Коммиссіи.

Статья XLVIII.

Никакая транзитная пошлина не будетъ взимаема въ Румыніи съ товаровъ, провозимыхъ чрезъ княжество.

Статья XLIX.

Конвенціи могутъ быть заключаемы Румыніей для установленія привилегій и круга дѣйствій консуловъ въ дѣлѣ оказыванія ими покровительства въ княжествѣ. Пріобрѣтенныя права останутся въ силѣ, пока не будутъ измѣнены по общему согласію княжества съ заинтересованными сторонами.

Статья L.

До заключенія трактата между Турціею и Румыніею, установляющаго привилегіи и кругъ дѣйствій консуловъ, румынскіе подданные, путешествующіе или пребывающіе въ Оттоманской Имперіи, и оттоманскіе подданные, путешествующіе или пребывающіе въ Румыніи, будутъ пользоваться правами, обезпеченными за подданными прочихъ Державъ.

Статья LI.

Во всемъ, что касается общественныхъ работъ и другихъ предпріятій того же рода, Румынія, на всей уступленной ей территоріи, заступитъ Блистательную Порту въ ея правахъ и обязанностяхъ.

Article LII.

Afin d'accroître les garanties assurées à la liberté de la navigation sur le Danube reconnue comme étant d'intérêt européen, les Hautes Parties contractantes décident que toutes les forteresses et fortifications qui se trouvent sur le parcours du fleuve depuis les Portes de fer jusqu'à ses embouchures seront rasées et qu'il n'en sera pas élevé de nouvelles. Aucun bâtiment de guerre ne pourra naviguer sur le Danube en aval des Portes de fer, à l'exception des bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes. Les stationnaires des Puissances aux embouchures du Danube pourront, toutefois, remonter jusqu'à Galatz.

Article LIII.

La Commission Européenne du Danube, au sein de laquelle la Roumanie sera représentée, est maintenue dans ses fonctions et les exercera dorénavant jusqu'à Galatz dans une complète indépendance de l'autorité territoriale. Tous les traités, arrangements, actes et décisions relatifs à ses droits, priviléges et obligations sont confirmés.

Article LIV.

Une année avant l'expiration du terme assigné à la durée de la Commission Européenne, les Puissances se mettront d'accord sur la prolongation de ses pouvoirs ou sur les modifications qu'elles jugeraient nécessaire d'y introduire.

Article LV.

Les règlements de navigation, de police fluviale et de surveillance depuis

Статья LII.

Для увеличенія гарантій, обезпечивающихъ свободу судоходства по Дунаю, за которою признается общеевропейскій интересъ, Высокія договаривающіяся стороны постановляютъ, что всѣ крѣпости и укрѣпленія по теченію рѣки отъ Желѣзныхъ Воротъ до ея устьевъ будутъ срыты и что новыхъ возводимо не будетъ. Никакое военное судно не можетъ впредь плавать по Дунаю внизъ отъ Желѣзныхъ Воротъ, за исключеніемъ легкихъ судовъ, предназначаемыхъ для рѣчной полиціи и таможенной службы. Стасьонеры Державъ въ устьяхъ Дуная могутъ, однако, подниматься до Галаца.

Статья LIII.

Европейская Дунайская Коммиссія, въ коей Румынія будетъ имѣть представителя, сохраняетъ свой кругъ дѣйствій, который отнынѣ распространяется до Галаца, при полной независимости отъ территоріальныхъ властей. Всѣ договоры, соглашенія, акты и постановленія, касательно ея правъ, привилегій, преимуществъ и обязательствъ подтверждаются.

Статья LIV.

За годъ до истеченія срока, опредѣленнаго для дѣятельности Европейской Коммиссіи, Державы войдутъ въ соглашеніе о продолженіи ея полномочій или объ измѣненіяхъ, которыя онѣ признаютъ необходимымъ сдѣлать.

Статья LV.

Правила о судоходствѣ, рѣчной полиціи и надзорѣ отъ Желѣзныхъ Во-

les Portes de fer jusqu'à Galatz seront élaborés par la Commission Européenne assistée de délégués des Etats riverains et mis en harmonie avec ceux qui ont été ou seraient édictés pour le parcours en aval de Galatz.

ротъ до Галаца будутъ выработаны Европейскою Коммиссіею, при содѣйствіи делегатовъ прибрежныхъ государствъ, и будутъ согласованы съ тѣми, которыя были или будутъ изданы для участка рѣки внизъ отъ Галаца.

Article LVI.

La Commission Européenne du Danube s'entendra avec qui de droit pour assurer l'entretien du phare sur l'île des Serpents.

Статья LVI.

Европейская Дунайская Коммиссія войдетъ, съ кѣмъ слѣдуетъ, въ соглашеніе, для обезпеченія содержанія маяка на Змѣиномъ островѣ.

Article LVII.

L'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les Portes de fer et les cataractes opposent à la navigation est confiée à l'Autriche-Hongrie. Les Etats riverains de cette partie du fleuve accorderont toutes les facilités qui pourraient être requises dans l'intérêt des travaux.

Les dispositions de l'article VI du traité de Londres du 13 mars 1871 relatives au droit de percevoir une taxe provisoire pour couvrir les frais de ces travaux sont maintenues en faveur de l'Autriche-Hongrie.

Статья LVII.

Выполненіе работъ къ устраненію препятствій, которыя представляютъ судоходству Желѣзныя Ворота и пороги, поручается Австро-Венгріи. Прибрежныя государства этой части рѣки окажутъ всѣ облегченія, которыя могутъ потребоваться для успѣха работъ.

Постановленія VI статьи Лондонскаго договора 13-го марта 1871 года, касательно права взиманія временной таксы для покрытія расходовъ по выполненію вышеозначенныхъ работъ, остаются въ силѣ въ пользу Австро-Венгріи.

Article LVIII.

La S. Porte cède à l'Empire Russe en Asie les territoires d'Ardahan, Kars et Batoum avec ce dernier port, ainsi que tous les territoires compris entre l'ancienne frontière russo-turque et le tracé suivant:

La nouvelle frontière partant de la Mer Noire conformément à la ligne déterminée par le traité de San-Stefano jusqu'à un point au Nord-Ouest de

Статья LVIII.

Блистательная Порта уступаетъ Россійской Имперіи въ Азіи территоріи Ардагана, Карса и Батума, съ портомъ послѣдняго, равно какъ и всѣ территоріи, заключающіяся между прежнею русско-турецкою границею и слѣдующею пограничною чертою.

Новая граница, направляясь отъ Чернаго моря, согласно пограничной линіи, опредѣленной Санъ-Стефанскимъ договоромъ, до пункта къ сѣверо-за-

Khorda et au Sud d'Artwin, se prolonge en ligne droite jusqu'à la rivière Tchoroukh, traverse cette rivière et passe à l'Est d'Aschmichen, en allant en ligne droite au Sud pour rejoindre la frontière Russe indiquée dans le traité de San-Stefano à un point au Sud de Nariman, en laissant la ville d'Olti à la Russie. Du point indiqué près de Nariman, la frontière tourne à l'Est, passe par Tebrenec qui reste à la Russie et s'avance jusqu'au Pennek Tschaï.

Elle suit cette rivière jusqu'à Bardouz, puis se dirige vers le Sud, en laissant Bardouz et Iönikioy à la Russie. D'un point à l'Ouest du village de Karaougan, la frontière se dirige sur Medjingert, continue en ligne directe vers le sommet de la montagne Kassadagh et longe la ligne du partage des eaux entre les affluents de l'Araxe au Nord et ceux du Mourad Sou au Sud, jusqu'à l'ancienne frontière de la Russie.

Article LIX.

S. M. l'Empereur de Russie déclare que son intention est d'ériger Batoum en port franc, essentiellement commercial. *(Abrogé en 1886).*

Article LX.

La vallée d'Alaschkerd et la ville de Bayazid cédées à la Russie par l'article XIX du traité de San-Stefano font retour à la Turquie.

La Sublime Porte cède à la Perse la ville et le territoire de Khotour tel qu'il a été déterminé par la commission mixte Anglo-Russe pour la délimitation des

паду отъ Хорды и къ югу отъ Артвина, продолжается по прямой линіи до рѣки Чоруха, пересѣкаетъ эту рѣку и проходитъ къ востоку отъ Ашмишена, слѣдуя по прямой линіи къ югу, на соединеніе съ русскою границею, обозначенною въ Санъ-Стефанскомъ договорѣ въ пунктѣ на югъ отъ Наримана, оставляя городъ Ольти за Россіею. Отъ пункта, обозначеннаго близъ Наримана, граница поворачиваетъ къ востоку, проходитъ чрезъ Тебренекъ, остающійся за Россіею, и доходитъ до Пенекъ-Чая.

Она идетъ по этой рѣкѣ до Бардуза, потомъ направляется къ югу, оставляя Бардузъ и Іоникіой за Россіею. Отъ пункта, находящагося на западъ отъ деревни Карауганъ, граница направляется на Меджингертъ, продолжается по прямому направленію до вершины горы Кассадагъ и слѣдуетъ по водораздѣлу притоковъ Аракса на сѣверѣ и Мурадъ-Су на югѣ до прежней русской границы.

Статья LIX.

Е. В. Императоръ Всероссійскій объявляетъ, что его намѣреніе сдѣлать Батумъ порто-франко по преимуществу коммерческимъ. *(Отмѣнена въ 1886 году).*

Статья LX.

Долина Алашкерта и городъ Баязетъ, уступленные Россіи статьею XIX Санъ-Стефанскаго договора, возвращаются Турціи.

Блистательная Порта уступаетъ Персіи городъ и территорію Котуръ соотвѣтственно тому, какъ она была опредѣлена смѣшанною англо-русскою

frontières de la Turquie et de la Perse.

Article LXI.

La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances qui en surveilleront l'application.

Article LXII.

La Sublime Porte ayant exprimé la volonté de maintenir le principe de la liberté religieuse en y donnant l'extension la plus large, les parties contractantes prennent acte de cette déclaration spontanée.

Dans aucune partie de l'Empire Ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Tous seront admis, sans distinction de religion, à témoigner devant les tribunaux.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des

коммиссіею по турецко-персидскому разграниченію.

Статья LXI.

Блистательная Порта обязуется осуществить, безъ дальнѣйшаго замедленія, улучшенія и реформы, вызываемыя мѣстными потребностями въ областяхъ, населенныхъ Армянами, и обезпечить ихъ безопасность отъ Черкесовъ и Курдовъ. Она будетъ періодически сообщать о мѣрахъ, принятыхъ ею для этой цѣли, Державамъ, которыя будутъ наблюдать за ихъ примѣненіемъ.

Статья LXII.

Такъ какъ Блистательная Порта выразила твердое намѣреніе соблюдать принципъ религіозной свободы въ самомъ широкомъ смыслѣ, то договаривающіяся стороны принимаютъ къ свѣдѣнію это добровольное заявленіе.

Ни въ какой части Оттоманской Имперіи различіе вѣроисповѣданія не можетъ подавать повода къ исключенію кого-либо или непризнанію за кѣмъ-либо правоспособности во всемъ томъ, что относится до пользованія гражданскими и политическими правами, доступа къ публичнымъ должностямъ, служебнымъ занятіямъ и отличіямъ, или до отправленія различныхъ свободныхъ занятій и ремеслъ.

Всѣ будутъ допускаемы, безъ различія вѣроисповѣданій, свидѣтельствовать въ судахъ.

Свобода и внѣшнія отправленія всякаго богослуженія обезпечиваются за всѣми, и никакія стѣсненія не могутъ быть дѣлаемы въ іерархическомъ устрой-

différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les ecclésiastiques, les pélerins et les moines de toutes les nationalités voyageant dans la Turquie d'Europe ou la Turquie d'Asie jouiront des mêmes droits, avantages et priviléges.

Le droit de protection officielle est reconnu aux agents diplomatiques et consulaires des Puissances en Turquie, tant à l'égard des personnes susmentionnées que de leurs établissements religieux, de bienfaisance et autres dans les Lieux Saints et ailleurs.

Les droits acquis à la France sont expressément réservés et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au statu quo dans les Lieux Saints.

Les moines du Mont Athos, quel que soit leur pays d'origine, seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs et jouiront sans aucune exception, d'une entière égalité de droits et prérogatives.

Article LXIII.

Le traité de Paris du 30 mars 1856 ainsi que le traité de Londres du 13 mars 1871 sont maintenus dans toutes elles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

Article LXIV.

Les présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans un délai de trois semaines ou plus tôt si faire se peut.

ствѣ различныхъ религіозныхъ общинъ и въ сношеніяхъ ихъ съ ихъ духовными главами.

Духовныя лица, паломники и иноки всѣхъ націй, путешествующіе въ Европейской или Азіятской Турціи, будутъ пользоваться одинаковыми правами, преимуществами и привилегіями.

Право офиціальнаго покровительства признается за дипломатическими и консульскими агентами Державъ въ Турціи, какъ по отношенію вышепоименованныхъ лицъ, такъ и ихъ учрежденій духовныхъ, благотворительныхъ и другихъ на Святыхъ Мѣстахъ и въ другихъ мѣстностяхъ.

Права, предоставленныя Франціи, строго сохраняются за нею и, само собою разумѣется, что statu quo на Святыхъ Мѣстахъ не можетъ подвергнуться никакому нарушенію.

Иноки Аѳонской горы, изъ какой бы они ни были страны, сохраняютъ свои имущества и будутъ пользоваться безъ всякихъ исключеній полнымъ равенствомъ правъ и преимуществъ.

Статья LXIII.

Парижскій трактатъ 30-го марта 1856 г., а также Лондонскій договоръ 13-го марта 1871 года сохраняютъ свою силу во всѣхъ тѣхъ постановленіяхъ, которыя не отмѣнены или не измѣнены вышеприведенными статьями.

Статья LXIV.

Настоящій трактатъ будетъ ратификованъ и обмѣнъ ратификацій послѣдуетъ въ Берлинѣ въ трехнедѣльный срокъ, а буде возможно и ранѣе.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le 13 juillet 1878.

(L. S.) Gortchacow.
(L. S.) Schouvaloff.
(L. S.) P. d'Oubril.
(L. S.) v. Bismarck.
(L. S.) B. Bülow.
(L. S.) Hohenlohe.
(L. S.) Andrássy.
(L. S.) Károlyi.
(L. S.) Haymerle.
(L. S.) Waddington.
(L. S.) Saint-Vallier.
(L. S.) H. Desprez.
(L. S.) Beaconsfield.
(L. S.) Salisbury.
(L. S.) Odo Russell.
(L. S.) L. Corti.
(L. S.) Launay.
(L. S.) Al. Carathéodory.
(L. S.) Mehemed-Ali.
(L. S.) Sadoullah.

Ratifié a Czarskoe-Sselo, le 15 juillet 1878.

Въ силу чего всѣ уполномоченные подписали его, съ приложеніемъ герба своихъ печатей.

Въ Берлинѣ, 13-го іюля 1878 года.

(М. П.) Горчаковъ.
(М. П.) Шуваловъ.
(М. П.) П. Убри.
(М П.) ф.-Бисмаркъ.
(М. П.) Б. Бюловъ.
(М. П.) Гогенлоэ.
(М. П.) Андраши.
(М. П.) Кáроли.
(М. П.) Хеймерле.
(М. П.) Ваддингтонъ.
(М. П.) Сенъ-Валье.
(М. П.) И. Депре.
(М. П.) Биконсфильдъ.
(М. П.) Салисбюри.
(М. П.) Одо Россель.
(М. П.) Л. Корти.
(М. П.) Лоней.
(М. П.) Ал. Каратеодори.
(М. П.) Мегемедъ-Али.
(М. П.) Садулла.

Ратификованъ въ Царскомъ Селѣ 15-го іюля 1878 г.

№ 362.

1879, le 23 janvier (4 févr.). Convention, conclue avec l'Allemagne, concernant la correspondance directe entre les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Varsovie et les tribunaux des provinces limitrophes du Royaume de Prusse. (2-me Col. des lois № 59.474).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, désirant faciliter et régler la correspondance entre les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Varsovie et les tribunaux des provinces limitrophes du Royaume de Prusse

№ 362.

1879 г., января 23-го (февраля 4-го). Конвенція, заключенная съ Германіей, о непосредственныхъ сношеніяхъ судовъ Варшавскаго судебнаго округа съ прусскими пограничными судами. (2-е П. С. З. № 59.474).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, желая упростить и установить порядокъ сношеній между судебными учрежденіями Варшавскаго судебнаго округа и судебными мѣстами пограничныхъ провинцій Королевства

dans les affaires civiles et pénales ont résolu d'un commun accord, de conclure dans ce but une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

M. Nicolas de Giers, Adjoint du Ministre des Affaires Etrangères, son Secrétaire d'Etat, Conseiller privé actuel, sénateur et chevalier des ordres de Russie: de St. Alexandre Nevski etc.

et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

son aide-de-camp-général, lieutenant-général Hans Lothar de Schweinitz, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies, chevalier de l'ordre de la Couronne de 1-re classe avec le Ruban en émail, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Varsovie d'un côté et les tribunaux des provinces limitrophes du Royaume de Prusse de l'autre corresponderont dorénavant directement entre eux pour tout ce qui concerne l'envoi et l'expédition des commissions rogatoires tant en matière civile que pénale.

Article II.

Seront admis au droit de correspondance directe du côté de la Russie: la

Пруссіи по дѣламъ гражданскимъ и уголовнымъ, положили по взаимному соглашенію заключить съ этою цѣлію особую конвенцію, и на сей конецъ назначили своими уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Николая Гирса, Товарища Министра Иностранныхъ Дѣлъ, своего Статсъ-Секретаря, Дѣйств. Тайнаго Совѣт., сенатора и кавалера россійскихъ орденовъ: Св. Александра Невскаго и проч.,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

своего генералъ-адъютанта, генералъ-лейтенанта Ганса Лотара фонъ-Швейница, своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Всероссійскомъ, кавалера ордена короны 1-й степени съ эмалевою лентою и проч.

Каковые уполномоченные, по взаимномъ сообщеніи своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, постановили нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Судебныя учрежденія Варшавскаго судебнаго округа съ одной стороны и судебныя мѣста пограничныхъ провинцій Королевства Пруссіи—съ другой стороны, будутъ отнынѣ вести непосредственныя сношенія между собою по всѣмъ предметамъ, касающимся пересылки и исполненія судебныхъ порученій по дѣламъ какъ гражданскимъ, такъ и уголовнымъ.

Статья II.

Право непосредственныхъ сношеній будетъ предоставлено со стороны Рос-

Chambre de Justice de Varsovie (Варшавская Судебная Палата), les tribunaux d'arrondissement (Окружные Суды) de Varsovie, de Kalisch, de Kielcy, de Lomza, de Lubline, de Pietrkov, de Plock, de Radom, de Souvalky et de Siedlice. Les assises de Juges de Paix (Съѣзды Мировыхъ Судей) des arrondissements susindiqués. Le tribunal de commerce de Varsovie (Варшавскій Коммерческій Судъ). Les présidents de ces tribunaux, le procureur de la chambre de justice de Varsovie et les procureurs près les tribunaux d'arrondissement précités. Du côté de la Prusse: le tribunal de la Chambre (das Kammergericht) de Berlin, les Cours d'Appel (Appellationsgerichte) d'Insterbourg, de Marienwerder, de Posen, de Bromberg, de Breslau, de Glogau, de Ratibor, de Stettin, de Francfort sur Od., de Kœslin, le tribunal de la Prusse orientale de Königsberg et les procureurs supérieurs des Cours d'Appel précitées.

La dénomination des cours et des tribunaux énumérés ci-dessus pouvant subir des modifications, les Hautes Parties contractantes se réservent de s'en faire réciproquement part en temps utile afin de prévenir les malentendus qui pourraient en résulter.

Article III.

Les relations ou les correspondances directes entre les tribunaux comprendront:

a) Les réquisitions relatives aux enquêtes sommaires et instructions des crimes et délits, commis sur le territoire des deux pays respectifs, aux interrogatoires, descentes

сіи: Варшавской Судебной Палатѣ, Окружнымъ Судамъ: Варшавскому, Калишскому, Кѣлецкому, Ломжинскому, Люблинскому, Петроковскому, Плоцкому, Радомскому, Сувалкскому и Сѣдлецкому; Съѣздамъ Мировыхъ Судей вышеозначенныхъ судебныхъ округовъ; Варшавскому Коммерческому Суду предсѣдателямъ этихъ судовъ, прокурору Варшавской Судебной Палаты и прокурорамъ при вышепомянутыхъ окружныхъ судахъ. Со стороны Пруссіи: Берлинскому Каммергерихту (Kammergericht), Апелляціоннымъ Судамъ (Appellationsgerichte): въ Инстербургѣ, Маріенвердерѣ, Познани, Бромбергѣ, Бреславлѣ, Глогау, Ратиборѣ, Штеттинѣ, Франкфуртѣ на Одерѣ, Кёслинѣ; Восточно-Прусскому Суду (Ost-Preussisches Tribunal) въ Кёнигсбергѣ и главнымъ прокурорамъ вышеозначенныхъ Апелляціонныхъ Судовъ.

Такъ какъ названія вышеисчисленныхъ судебныхъ учрежденій могутъ подвергаться измѣненіямъ, то Высокія договаривающіяся стороны предоставляютъ себѣ взаимно сообщать о томъ въ свое время для предотвращенія могущихъ произойти отъ того недоразумѣній.

Статья III.

Въ кругъ непосредственныхъ сношеній войдутъ:

а) требованія о производствѣ предварительныхъ дознаній, слѣдственныхъ дѣйствій о преступленіяхъ и проступкахъ, совершенныхъ на территоріи той или другой изъ

sur les lieux, visites domiciliaires, saisies, visites médicales, etc.

b) Les demandes pour la remise des pièces de conviction, des valeurs et des documents ayant trait à l'instruction des affaires poursuivies devant les tribunaux.

c) La correspondance des procureurs dans les affaires de détenus.

d) La transmission des citations, des mandats de comparution, des exploits, notifications, sommations et autres actes de procédure, tant dans les affaires civiles que pénales.

e) Les dépositions des temoins sous la foi ou sans la prestation de serment.

Les récépissés des citations, exploits, notifications et autres actes seront délivrés réciproquement munis des légalisations requises.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire exécuter les réquisitions ou commissions décernées par les tribunaux et les magistrats admis par la présente convention à la correspondance directe en tant que les lois du pays, où l'exécution devra avoir lieu, ne s'y opposeront pas.

Article V.

Les réquisitions que les tribunaux et les magistrats désignés dans l'article II

обѣихъ странъ, допросовъ, осмотровъ на мѣстѣ, домовыхъ обысковъ и выемокъ, медицинскихъ освидѣтельствованій и проч.

b) Требованія о передачѣ вещественныхъ доказательствъ, цѣнностей и документовъ, относящихся къ дѣламъ, производящимся въ судебныхъ мѣстахъ.

c) Переписка прокуроровъ по дѣламъ арестантскимъ.

d) Передача повѣстокъ о вызовѣ въ судъ, приказовъ о явкѣ въ судъ, повѣстокъ судебныхъ приставовъ, судебныхъ объявленій, судебныхъ требованій и другихъ судебныхъ актовъ, какъ по дѣламъ гражданскимъ, такъ и уголовнымъ.

e) Показанія свидѣтелей подъ присягою и безъ присяги.

Росписки въ полученіи повѣстокъ о вызовѣ въ судъ, повѣстокъ судебныхъ приставовъ, судебныхъ объявленій и другихъ актовъ будутъ взаимно передаваться за надлежащимъ засвидѣтельствованіемъ.

Статья IV.

Высокія договаривающіяся стороны обязываются приводить въ исполненіе требованія или порученія, исходящія отъ судебныхъ мѣстъ и лицъ, коимъ настоящею конвенціею предоставлено право непосредственныхъ между собою сношеній, на сколько это не будетъ противорѣчить законамъ той страны, гдѣ должно послѣдовать исполненіе.

Статья V.

Требованія, съ которыми судебныя мѣста и лица, означенныя въ статьѣ II

de la présente convention s'adresseront réciproquement seront rédigées en langue du pays du tribunal requérant.

Les réponses provoquées par les dites réquisitions seront rédigées en langue du pays du tribunal saisi de la réquisition.

Article VI.

Dans le cas où, par des considérations spéciales, il aura été reconnu inopportun d'appliquer à une affaire quelconque le mode de la correspondance directe, il sera loisible aux Hautes Parties contractantes de se transmettre réciproquement les réquisitions judiciaires y relatives par la voie diplomatique.

Article VII.

Les frais occasionnés par la remise des significations et des citations ou par l'exécution des commissions rogatoires resteront à la charge de l'Etat requis.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St.-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du trentième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les territoires d'état des Hautes Parties contractantes.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration cont-

настоящей конвенціи, будутъ взаимно относиться, будутъ излагаемы на языкѣ страны того судебнаго мѣста, отъ котораго исходитъ требованіе.

Отвѣты на сказанныя требованія будутъ излагаемы на языкѣ страны того судебнаго мѣста, къ которому обращено требованіе.

Статья VI.

Въ случаѣ, если по особымъ соображеніямъ было бы признано неудобнымъ примѣнить къ какому либо дѣлу порядокъ непосредственныхъ сношеній, то Высокимъ договаривающимся сторонамъ предоставляется производить взаимную передачу относящихся къ сему дѣлу судебныхъ порученій дипломатическимъ путемъ.

Статья VII.

Издержки, причиняемыя передачею судебныхъ объявленій и повѣстокъ о вызовѣ въ судъ, или приведеніемъ въ исполненіе судебныхъ порученій, относятся на счетъ того государства, къ которому обращено было требованіе.

Статья VIII.

Настоящая конвенція будетъ ратификована и ратификаціи будутъ обмѣнены въ С.-Петербургѣ, въ возможно скоромъ времени.

Она будетъ подлежать исполненію, начиная съ тридцатаго дня послѣ распубликованія оной въ предѣлахъ владѣній Высокихъ договаривающихся сторонъ порядкомъ, предписаннымъ дѣйствующими въ обоихъ государствахъ законами.

Она будетъ оставаться въ силѣ до истеченія шестимѣсячнаго срока послѣ

raire de la part de l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi etc.

Fait à St. Pétersbourg le 23 janvier (4 février) 1879.

(L. S.) Giers. (L. S.) v. Schweinitz.

Ratifiée a St. Pétesbourg, le 13 février 1879.

1879, 17 (29) mars. Traité, conclu avec l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, pour renouveller le traite de Londres de 1841 concernant la traité de nègres, sera publié, dans la section des traités, conclus avec la Grande-Bretagne. (2-me Col. des lois № 60.418).

№ 363.

1880, 20 juin (2 juillet). Déclaration, conclue avec l'Allemagne, concernant le tarif de la correspondance télégraphique.

La conférence télégraphique internationale de Londres ayant adopté en 1879, avec le tarif par mot, une réduction générale des taxes et les gouvernements Impériaux de Russie et d'Allemagne désirant appliquer cette réduction à la correspondance télégraphique entre leurs Etats respectifs, ont résolu de remplacer par un nouvel arrangement celui du 6 (18) mai 1878 qui avait été confirmé par les déclarations ministérielles signées: par le plénipotentiaire de Russie le 11 (23) août 1878 et par celui d'Allemagne le 4 (16) septembre de la même année.

En conséquence de cet accord les directeurs des administrations télégra-

объявленія объ отмѣнѣ оной со стороны одной изъ Высокихъ договаривающихся сторонъ.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ С.-Петербургѣ 23-го января (4-го февраля) 1879 года.

(М. П.) Гирсъ. (М. П.) Швейницъ.

Ратификована въ С.-Петербургѣ 13-го февраля 1879 г.

1879 г., марта 17-го (29-го). Трактатъ, заключенный съ Англіей, Германіею и Австро-Венгріею для возобновленія Лондонскаго трактата 1841 года относительно торга неграми, будетъ отпечатанъ въ отдѣлѣ трактатовъ съ Англіею. (2-е П. С. З. № 60.418).

№ 363.

1880 г., іюня 20-го (іюля 2-го). Декларація, заключенная съ Германіею, относительно таксы телеграфныхъ сношеній.

Лондонскою международною телеграфною конференціею было принято въ 1879 году, вмѣстѣ съ пословнымъ тарифомъ, общее пониженіе таксы. Въ виду сего Россійское и Германское Императорскія правительства, желая примѣнить это пониженіе таксы къ телеграфной корреспонденціи между ихъ обоюдными государствами, — рѣшили замѣнить новымъ соглашеніемъ таковое же отъ 6-го (18-го) мая 1878 г., которое было утверждено министерскими деклараціями, подписанными: россійскимъ уполномоченнымъ 11-го (23-го) августа 1878 года и германскимъ уполномоченнымъ 4-го (16-го) сентября того же года.

Въ слѣдствіе этого соглашенія Директоры телеграфныхъ управленій обо-

phiques des deux Empires, en vertu des stipulations de l'Art. 17 de la convention télégraphique internationale du 10 (22) juillet 1875 et de l'Art. XVI du Règlement de service international appartenant à cette convention et revu par la conférence de Londres de l'année 1879, ont conclu, sous la réserve de l'approbation de leurs gouvernements, un arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit.

Telegraphen-Übereinkommen zwischen Russland und Deutschland.

Auf Grund des Artikels 17 des zu St.-Petersburg abgeschlossenen internationalen Telegraphen-Vertrages und des Artikels XVI der dazu gehörigen in London vereinbarten Ausführungs-Uebereinkunft haben die Unterzeichneten, vorbehaltlich höherer Genehmigung, folgendes Uebereinkommen getroffen.

1.

Die Gebühr für die aus Deutschland herrührenden, nach Russland bestimmten und für die aus Russland herrührenden, nach Deutschland bestimmten unmittelbar auszuwechselnden Telegramme wird, wie folgt, festgesetzt:

A. Im Verkehr zwischen Deutschland und dem europäischen Russland:

1) für ein gewöhnliches Telegramm auf 27 Centimen,
2) für ein dringendes Telegramm auf 81 Centimen,
3) für ein kollationirtes Telegramm auf $40^1/_2$ Centimen,

für das Wort und auf eine Zuschlagstaxe für fünf Worte für je des Telegramm.

ихъ государствъ, согласно постановленіямъ статьи 17-й международной телеграфной конвенціи отъ 10-го (22-го) іюля 1875 года и статьи XVI Регламента международной телеграфной службы, приложеннаго къ этой конвенціи и пересмотрѣннаго въ 1879 г. Лондонскою конференціею,—заключили, подъ условіемъ утвержденія ихъ правительствами, настоящую декларацію, содержаніе коей отъ слова до слова слѣдующее:

Соглашеніе между Россіею и Германіею по телеграфной корреспонденціи.

На основаніи статьи 17 заключенной въ С.-Петербургѣ международной телеграфной конвенціи и статьи XVI приложеннаго къ ней Регламента международной службы, пересмотрѣннаго въ Лондонѣ, нижеподписавшіеся заключили, подъ условіемъ высшаго утвержденія, слѣдующее соглашеніе:

1.

За непосредственный обмѣнъ телеграммъ, исходящихъ изъ Германіи въ Россію и изъ Россіи въ Германію, назначается слѣдующая плата:

А. При обмѣнѣ телеграммъ между Германіею и Европейскою Россіею:

1) за обыкновенную телеграмму 27 сантимовъ;
2) за срочную телеграмму 81 сантимъ;
3) за телеграмму съ провѣркою $40^1/_2$ сантимовъ,

за каждое слово, съ добавочною пятисловною таксою за каждую телеграмму.

B. Im Verkehr zwischen Deutschland und dem asiatischen Russland einschliesslich Kaukasien:

auf die für diesen Verkehr vereinbarten Tarifsätze, welche in der Ausführungs-Uebereinkunft von London nebst den derselben beigefügten Tarif-Tabellen angegeben sind.

Jeder Verwaltung bleibt überlassen, die Erhebungssätze nach Massgabe der Bestimmung im Artikel XXI der Ausführungs - Uebereinkunft von London festzusetzen beziehungsweise abzurunden.

Beide Verwaltungen behalten sich vor, nachdem sie mit den obenfestgesetzten Sätzen befriedigende Erfahrungen gemacht haben werden, sich wegen einer weiteren Gebühren - Ermässigung zu verständigen.

2.

Die Theilung der Gebühren für die zwischen Deutschland und Russland im unmittelbaren Verkehr ausgewechselten Telegramme wird in folgender Weise bewirkt:

1) Ueber die aus dem europäischen Russland herrührenden, nach Deutschland gerichteten Telegramme unterbleibt jede Abrechnung mit Ausnahme der Gebühren für vorausbezahlte Antworten. Die regelrechten Gebühren für die letzteren werden der Deutschen Verwaltung durch die Abrechnung überwiesen.
2) Für die aus Deutschland herrührenden, nach dem europäischen Russland gerichteten Telegramme, zahlt Deutschland an Russland:
   bei gewöhnlichen Telegrammen 9 Centimen,

В. При обмѣнѣ телеграммъ между Германіею и Азіятскою Россіею, со включеніемъ Кавказа:

плата, установленная для этихъ сношеній тарифными положеніями пересмотрѣннаго въ Лондонѣ Регламента и приложенныхъ къ нему тарифныхъ таблицъ.

Каждому изъ телеграфныхъ управленій предоставляется установить предѣлъ таксъ въ размѣрѣ, указанномъ статьею XXI Лондонскаго Регламента, посредствомъ ихъ округленія.

Оба управленія предоставляютъ себѣ, по достаточномъ испытаніи вышеустановленныхъ тарифныхъ таксъ, условиться о дальнѣйшемъ ихъ пониженіи.

2.

Распредѣленіе платы за непосредственно обмѣненныя между Германіею и Россіею телеграммы производится слѣдующимъ образомъ:

1) За телеграммы, исходящія изъ Европейской Россіи, адресованныя въ Германію, никакихъ расчетовъ не производится, исключая платы за впередъ оплаченные отвѣты. Плата точно исчисленная за послѣдніе, засчитывается Германскому управленію при расчетахъ.
2) За телеграммы, исходящія изъ Германіи, адресованныя въ Европейскую Россію, Германія уплачиваетъ Россіи за каждое слово:
   обыкновенной телеграммы 9 сантимовъ;

bei dringenden Telegrammen 27 Centimen,

bei kollationirten Telegrammen $13^1/_2$ Centimen,

und die regelrechten Gebühren für vorausbezahlte Antworts - Telegramme. Im Uebrigen behält jede Verwaltung die bei ihr zur Erhebung gekommenen Gebührenbeträge für Empfangsanzeigen und sonstige besondere Gebühren.

3) Im Verkehr mit dem asiatischen Russland, einschliesslich Kaukasien, erhält jede Verwaltung die in den Tariftabellen zur Ausführungs-Uebereinkunft von London angegebenen Sätze, über welche in der bisherigen Weise abgerechnet wird.

3.

Für diejenigen Telegramme, welche, in Folge von Unterbrechungen der unmittelbaren Verbindungen, über die Linien fremder Verwaltungen zwischen Deutschland und Russland gewechselt werden, ist keine Zuschlagsgebühr zu erheben; die Kosten des Transits werden von der Aufgabe - Verwaltung getragen.

Auf diejenigen Telegramme, welche auf Verlangen des Aufgebers von dem unmittelbaren Wege abgeleitet werden, finden die Taxen und Bestimmungen des internationalen Telegraphen-Vertrages Anwendung.

Für die inländischen Telegramme eines jeden Landes, welche, um ihren Bestimmungsort zu erreichen, in Folge augenblicklicher Unterbrechung der eigenen Verbindungen die Linien des anderen Landes durchlaufen müssen,

срочной телеграммы 27 сантимовъ;

телеграммы съ уплаченной провѣркою $13^1/_2$ сантимовъ, и

всю точно исчисленную плату за телеграммы съ уплаченнымъ отвѣтомъ. Затѣмъ сборъ за извѣщеніе о доставленіи и прочій особаго рода сборъ остается въ пользу управленія, въ кассу коего этотъ сборъ внесенъ.

3) При сношеніяхъ съ Азіятскою Россіею, со включеніемъ Кавказа, каждое управленіе получаетъ таксы, показанныя въ приложенныхъ къ Лондонскому Регламенту таблицахъ, расчитываясь въ нихъ на прежнемъ основаніи.

3.

За телеграммы, обмѣниваемыя между Германіею и Россіею, которыя, вслѣдствіе поврежденія прямыхъ телеграфныхъ сообщеній, должны передаваться по линіямъ другихъ государствъ, добавочная плата не взимается. Расходъ за транзитъ въ этихъ случаяхъ принимаетъ на себя управленіе, гдѣ телеграмма подана.

Телеграммы, передаваемыя по обходному пути по желанію самого подателя, оплачиваются согласно международнаго телеграфнаго договора и подчиняются его постановленіямъ.

За телеграммы внутренней корреспонденціи каждаго государства, которыя, вслѣдствіе временнаго поврежденія его линій, должны быть переданы, чтобы достигнуть мѣста назначенія, по линіямъ другого государства, транзит-

wird dem transitleistenden Lande keine Vergütung gewährt.

4.

Die Bestimmungen des jeweilig in Kraft befindlichen internationalen Telegraphen-Vertrages finden, so weit nicht in dem vorliegenden Uebereinkommen abweichende Festsetzungen getroffen worden sind, auch auf den unmittelbaren Verkehr zwischen Deutschland und Russland Anwendung.

5.

Gegenwärtiges Uebereinkommen tritt am 1 April 1880 an Stelle des bisherigen Deutsch-Russischen Uebereinkommens, welches mit diesem Tage ausser Gültigkeit tritt, in Kraft. Dasselbe stellt im Zusammenhange mit dem zu St.-Petersburg vereinbarten internationalen Telegraphen-Vertrage und der dazu gehörigen Ausführungs-Uebereinkunft (Londoner Revision) die gesammten im Telegraphen-Verkehr zwischen Deutschland und Russland zu beachtenden Bestimmungen dar.

Dieses Uebereinkommen bleibt auf unbestimmte Zeit und bis zum Ablauf eines Jahres nach demjenigen Tage in Kraft, an welchem die Kündigung von einem der beiden vertragschliessenden Theile erfolgt sein wird.

Zu Urkund dessen etc.

Zu St.-Petersburg am 13 (25) März 1880.

Für die Kaiserlich-Russische Telegraphenverwaltung
Lüders.

Zu Berlin am 29 März 1880.

Für die Kaiserlich-Deutsche Telegraphenverwaltung
Budde.

ная плата не отчисляется государству, по линіямъ котораго телеграммы переданы.

4.

Постановленія нынѣ дѣйствующаго международнаго телеграфнаго договора, насколько они не будутъ противорѣчить пунктамъ настоящаго соглашенія, распространяются также и на корреспонденцію, обмѣниваемую непосредственно между Россіею и Германіею.

5.

Настоящее соглашеніе вступаетъ въ силу съ 1-го апрѣля 1880 года, взамѣнъ прежде дѣйствовавшаго Германско-Русскаго соглашенія, которое съ того дня отмѣняется. Оно представляетъ собою, обще съ заключеннымъ въ С.-Петербургѣ международнымъ телеграфнымъ договоромъ и приложеннымъ къ нему Регламентомъ (пересмотрѣннымъ въ Лондонѣ), всѣ постановленія, которыя должны быть приняты къ руководству при телеграфныхъ сношеніяхъ между Германіею и Россіею.

Это соглашеніе остается въ силѣ на неопредѣленное время и до истеченія одного года, со дня заявленія одной изъ двухъ договаривающихся сторонъ о прекращеніи этого договора.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Въ С.-Петербургѣ, 13-го (25-го) марта 1880 года.

За Императорско-Россійское Телеграфное Управленіе
Людерсъ.

Въ Берлинѣ, 29-го марта 1880 г.

За Императорско-Германское Телеграфное Управленіе
Будде.

aucune nouvelle opération de jaugeage, le tonnage net de registre inscrit sur les papiers de bord étant considéré comme équivalant au tonnage net de registre des navires nationaux.

Attendu, cependant, que dans le Grand-Duché de Finlande les dispositions, fixées par le règlement du 4 octobre 1876 concernant le jaugeage des bâtiments ne s'accordent pas entièrement avec les dispositions du règlement allemand du 5 juillet 1872 relativement au mode de détermination du tonnage net des bateaux à vapeur, il a été en outre convenu entre les soussignés des stipulations suivantes:

I. Les certificats de jaugeage finlandais et allemands feront foi, sans aucune autre formalité, dans les deux pays pour le tonnage brut de tous les bateaux quels qu'ils soient et pour le tonnage net des voiliers.

II. a) Les certificats de jaugeage allemands délivrés après le 1 janvier 1873, seront reconnus en Finlande sans aucune autre formalité à l'égard du tonnage net des bateaux à vapeur ou des bâtiments mus par une autre force artificielle.

Toutefois les propriétaires et les capitaines de ces bateaux auront le droit de demander aux autorités finlandaises le mesurage, d'après le règlement finlandais du 4 octobre 1876, des places occupées par les machines, les chaudières et les soutes à charbon.

вергаясь, относительно платежа корабельныхъ сборовъ, никакому новому измѣренію, при чемъ чистая грузовая вмѣстимость судна, обозначенная въ корабельныхъ документахъ, будетъ признаваема равною чистой грузовой вмѣстимости туземныхъ судовъ.

Принимая однако во вниманіе, что правила относительно измѣренія судовъ, установленныя 4-го октября 1876 года въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, не вполнѣ соотвѣтствуютъ германскимъ правиламъ отъ 5-го іюля 1872 года касательно опредѣленія чистой грузовой вмѣстимости пароходовъ, нижеподписавшіеся постановили еще нижеслѣдующія условія:

I. По отношенію къ полной вмѣстимости всякаго рода судовъ и къ чистой грузовой вмѣстимости парусныхъ судовъ германскія и финляндскія свидѣтельства объ измѣреніи будутъ признаваемы дѣйствительными въ обѣихъ странахъ безъ всякой другой формальности.

II. а) По отношенію къ чистой вмѣстимости пароходовъ или судовъ, плаваніе коихъ совершается при помощи другого какого либо искуственнаго двигателя, германскія свидѣтельства объ измѣреніи, выданныя послѣ 1-го января 1873 года, будутъ признаваемы дѣйствительными въ Финляндіи безъ всякой другой формальности.

Но хозяевамъ и шкиперамъ этихъ судовъ предоставляется право требовать у финляндскихъ властей измѣренія помѣщеній, занимаемыхъ машинами, паровыми котлами и угольными ящиками, на основаніи финляндскихъ правилъ, установленныхъ 4-го октября 1876 г.

Dans ce cas le tonnage net sera calculé d'après le tonnage brut indiqué dans le certificat allemand et d'après le résultat de ce nouveau jaugeage.

II. b) Les certificats de jaugeage finlandais, délivrés après les 31 mai 1877, seront reconnus en Allemagne quant au tonnage net des bateaux à vapeur ou des bâtiments mus par une autre force artificielle, non compris les places occupées par les machines, les chaudières et les soutes à charbon, qui devront être soumises au jaugeage d'après l'article 16 du règlement allemand du 5 juillet 1872. Le tonnage net en sera calculé d'après le tonnage brut indiqué dans le certificat finlandais et d'après le résultat de ce nouveau jaugeage.

III. Les frais de ces jaugeages partiels seront calculés d'après les règlements en vigueur dans les deux pays, mais seulement pour le mesurage des places qui ont été réellement jaugées.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente Déclaration qui entrera en vigueur le 1 (13) mai 1882, et y ont apposé leur signature, ainsi que le cachet de leurs armes.

Fait en double à St. Pétersbourg, le 14 (26) décembre 1881.

(L. S.) Giers. (L. S.) v. Schweinitz.

Въ этомъ случаѣ чистая грузовая вмѣстимость судна будетъ исчисляема по полной вмѣстимости его, означенной въ германскомъ свидѣтельствѣ, и по результату этого переизмѣренія.

II. b) По отношенію къ чистой грузовой вмѣстимости пароходовъ или судовъ, плаваніе коихъ совершается при помощи другого какого либо искусственнаго двигателя, финляндскія свидѣтельства объ измѣреніи, выданныя послѣ 31-го мая 1877 года, будутъ признаваемы въ Германіи дѣйствительными, за исключеніемъ помѣщеній, занимаемыхъ машинами, паровыми котлами и угольными ящиками, каковыя помѣщенія должны подлежать измѣренію по статьѣ 16-й германскихъ правилъ отъ 5-го іюля 1872 года. Чистая грузовая вмѣстимость этихъ судовъ будетъ исчисляема по полной вмѣстимости, означенной въ финляндскомъ свидѣтельствѣ, и по результату этого переизмѣренія.

III. Плата за переизмѣреніе отдѣльныхъ частей будетъ исчисляема согласно дѣйствующимъ въ обѣихъ странахъ правиламъ и только за тѣ части, которыя были дѣйствительно измѣрены.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшіеся составили настоящую Декларацію, имѣющую войти въ силу 1-го (13-го) мая 1882 года, и, подписавъ оную, приложили къ ней печати своихъ гербовъ.

Учинено въ двухъ экземплярахъ въ С.-Петербургѣ 14-го (26-го) декабря 1881 года.

(М. П.) Гирсъ. (М. П.) Швейницъ.

№ 365.

1883, le 17 (29) août. Acte additionnel à la convention du 23 janvier 1879 (sub № 362).

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, désirant faciliter et régler la correspondance entre le tribunal d'arrondissement militaire de Varsovie et les tribunaux des provinces limitrophes du Royaume de Prusse dans les affaires de leur compétence ont résolu d'un commun accord, de conclure dans ce but un Acte additionnel à la convention, signée à St. Pétersbourg le 23 janvier (4 février) 1879 et ont nommé à cet effet pous leur plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

M. Nicolas de Giers, son Conseiller privé actuel et Secrétaire d'Etat, son Ministre des Affaires Etrangères,

et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

son aide-de-camp-général, lieutenant-général Hans Lothar de Schweinitz, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleinpouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Le tribunal d'arrondissement militaire de Varsovie—d'un côté et les tri-

№ 365.

1883 г., 17-го (29-го) августа. Дополнительный актъ къ конвенціи отъ 23-го января 1879 г. (подъ № 362).

Е. В. Императоръ Всероссійскій и Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, желая упростить и установить порядокъ сношеній между Варшавскимъ Военно-Окружнымъ Судомъ и судебными мѣстами пограничныхъ провинцій Королевства Пруссіи по дѣламъ подлежащимъ ихъ вѣдѣнію, положили, по взаимному соглашенію, заключить съ этою цѣлію Дополнительный актъ къ конвенціи, подписанной въ С.-Петербургѣ 23-го января (4-го февраля) 1879 года, и на сей конецъ назначили своими уполномоченными, именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Николая Гирса, своего Дѣйств. Тайнаго Сов. и Статсъ-Секретаря, своего Министра Иностранныхъ Дѣлъ,

а Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

своего генералъ-адъютанта, генералъ-лейтенанта Ганса-Лотара фонъ-Швейница, своего чрезвычайнаго и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Всероссійскомъ;

Каковые уполномоченные, по взаимномъ предъявленіи своихъ полномочій, найденныхъ въ доброй и надлежащей формѣ, постановили нижеслѣдующія статьи:

Статья I.

Варшавскій Военно-Окружной Судъ съ одной стороны и военно-корпусные

bunaux des corps d'armée (Korpsgericht) savoir: le tribunal du corps d'armée de la garde à Berlin, du 1-r corps d'armée à Koenigsberg, du 2-me corps à Stettin, du 3-me corps à Berlin, du 5-me corps à Posen et du 6-me à Breslau — de l'autre, ainsi que leurs procureurs respectifs corresponderont dorénavant, dans les affaires de leur compétence, directement tant entre eux, qu'avec les tribunaux et les procureurs respectifs admis au droit de correspondance directe par l'art. II de la convention du 23 janvier (4 février) 1879.

суды (Korpsgericht), а именно: Военный судъ гвардейскаго корпуса въ Берлинѣ, 1-го армейскаго корпуса въ Кёнигсбергѣ, 2-го корпуса въ Штеттинѣ, 3-го корпуса въ Берлинѣ, 5-го корпуса въ Познани и 6-го корпуса въ Бреславлѣ — съ другой стороны, равно какъ и ихъ прокуроры, будутъ отнынѣ вести непосредственныя сношенія по дѣламъ ихъ вѣдѣнія какъ между собою, такъ и съ подлежащими судебными мѣстами и ихъ прокурорами, коимъ предоставлено право непосредственныхъ сношеній статьею II конвенціи 23-го января (4-го февраля) 1879 года.

Article II.

Les dites correspondances seront échangées et entretenues en tout point, conformément aux articles 3, 4, 5, 6 et 7 de la convention susmentionnée.

Статья II.

Сказанныя сношенія будутъ производиться согласно во всемъ со статьями 3, 4, 5, 6 и 7 вышеупомянутой конвенціи.

Article III.

Toutes les correspondances et tous les envois expédiés par l'une des autorités respectives admises au droit de correspondance directe tant par la convention du 23 janvier (4 février) 1879, que par le présent Acte additionnel, seront affranchis.

Статья III.

Вся переписка и всѣ посылки, отправляемыя подлежащими судебными властями, коимъ предоставлено право непосредственныхъ сношеній какъ конвенціею 23-го января (4-го февраля) 1879 года, такъ и настоящимъ Дополнительнымъ актомъ, имѣютъ быть франкированы.

Article IV.

Le présent Acte sera ratifié et les ratifications en seront échangées à St. Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

Il sera exécutoire à dater du trentième jour après sa promulgation faite la dernière dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les terri-

Статья IV.

Настоящій актъ будетъ ратификованъ и ратификаціи будутъ обмѣнены въ С.-Петербургѣ въ возможно скоромъ времени.

Онъ будетъ подлежать исполненію, начиная съ тридцатаго дня отъ того числа, въ которое въ предѣлахъ владѣній Высокихъ договаривающихся

toires d'état des Hautes Parties contractantes.

Il restera en vigueur tant que le sera la convention, à laquelle il sert de complément.

En foi de quoi etc.

Fait en double à St. Pétersbourg, le 17 (29) août 1883.

(L. S.) Giers. (L. S.) v. Schweinitz.

Ratifié à Péterhof, le 3 octobre 1883.

сторонъ состоится позднѣйшее его обнародованіе порядкомъ, предписаннымъ дѣйствующими въ обоихъ государствахъ законами.

Онъ будетъ оставаться въ силѣ одинаковое время съ конвенціею, къ которой онъ служитъ дополненіемъ.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ двухъ экземплярахъ въ С.-Петербургѣ 17-го (29-го) августа 1883 года.

(М. П.) Гирсъ. (М. П.) фонъ-Швейницъ.

Ратификованъ въ Петергофѣ 3-го октября 1883 года.

№ 366—367.

1885, le 1 (13) janvier. Notes, échangées avec le plénipotentiaire de la Prusse, concernant l'extradition des criminels.

№ 366.

St.-Pétersbourg, le 1 (13) Janvier 1885.

Le soussigné Ministre des Affaires Etrangères, dûment autorisé, déclare adhérer au nom du gouvernement Impérial de Russie aux propositions suivantes ayant fait l'objet d'une entente préalable entre les gouvernements russe et prussien et devant servir de base à l'extradition des malfaiteurs.

I.

Le gouvernement Impérial de Russie s'engage à livrer au gouvernement royal de Prusse sur sa demande, les sujets prussiens, accusés ou prévenus d'un des crimes ou délits ci-après énumérés ou

№ 366—367.

1885 г., января 1-го (13-го). Ноты, обмѣненныя съ уполномоченнымъ Прусскаго королевства, относительно выдачи преступниковъ.

№ 366.

С.-Петербургъ 1-го (13-го) января 1885 года.

Нижеподписавшійся Министръ Иностранныхъ Дѣлъ, надлежаще уполномоченный, именемъ Императорскаго Россійскаго правительства, изъявляетъ согласіе на нижеслѣдующія предложенія, бывшія предметомъ предварительнаго соглашенія между Россійскимъ и и Прусскимъ правительствами и долженствующія служить основаніемъ къ выдачѣ преступниковъ.

I.

Императорское Россійское правительство обязуется выдавать Королевско-Прусскому правительству, по его требованію, прусскихъ подданныхъ, обвиняемыхъ или привлеченныхъ къ

condamnés à raison de l'un de ces crimes ou délits et s'étant soustraits par la fuite à la peine qu'ils auraient encourue:

1. A raison des crimes ou délits ci-après énoncés ou des préparatifs en vue de leur éxécution, si ces crimes ou délits ont été commis à l'égard de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, ou des membres de sa Famille:

a) Meurtre;
b) Voies de fait;
c) Lésions corporelles;
d) Privation volontaire de la liberté individuelle;
e) Outrages;
2. Assassinat ou tentative de ce crime.

3. La préparation ou la détention de la dynamite ou autres matières explosibles, dans le cas où la préparation ou la détention de pareilles matières sont punies par les lois en vigueur en Prusse.

II.

Dans tous les autres cas où l'extradition sera demandée par le gouvernement royal de Prusse à raison de l'un des crimes ou délits non mentionnés à l'article I, cette demande sera prise en considération par le gouvernement Impérial de Russie et, si rien ne s'oppose, il y sera donné suite en égard aux rapports d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays.

отвѣтственности за одно изъ нижеисчисленныхъ преступленій или проступковъ, или же осужденныхъ за одно изъ сихъ преступленій или проступковъ, и укрывшихся бѣгствомъ отъ угрожающаго имъ наказанія:

1. За нижеозначенные преступленія или проступки или приготовленія въ видахъ приведенія ихъ въ исполненіе, если эти преступленія или проступки были совершены противъ особы Е. В. Императора Германскаго, Короля Прусскаго или членовъ его семейства:

а) убійство;
б) насильственныя дѣйствія;
в) тѣлесныя поврежденія;
г) умышленное лишеніе личной свободы;
д) оскорбленіе.
2. Убійство съ заранѣе обдуманнымъ намѣреніемъ или покушеніе на это преступленіе.

3. Приготовленіе или храненіе динамита или иныхъ взрывчатыхъ веществъ, въ томъ случаѣ, когда приготовленіе или храненіе подобныхъ веществъ наказуется по дѣйствующимъ въ Пруссіи законамъ.

II.

Во всѣхъ другихъ случаяхъ, въ коихъ Королевско-Прусскимъ Правительствомъ будетъ требоваться выдача за одно изъ преступленій или проступковъ, не упомянутыхъ въ статьѣ I, это требованіе будетъ приниматься Императорскимъ Россійскимъ правительствомъ въ уваженіе, и если не представится препятствій, будетъ удовлетворяемо, во вниманіе отношеній дружбы и добраго сосѣдства, соединяющихъ оба государства.

III.

La circonstance que le crime ou délit à raison duquel l'extradition est demandée a été commis dans un but politique ne pourra en aucun cas servir de cause pour refuser l'extradition.

IV.

Le présent arrangement entre en vigueur à partir du jour de l'échange de notes à ce sujet entre le gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement Royal de Prusse.

Giers.

III.

Если преступленіе или проступокъ, по поводу коихъ требуется выдача, были совершены съ политическою цѣлью, то это обстоятельство ни въ какомъ случаѣ не можетъ служить основаніемъ къ отказу въ выдачѣ.

IV.

Настоящее соглашеніе вступаетъ въ силу со дня обмѣна нотъ по этому предмету между Императорскимъ Россійскимъ и Королевско-Прусскимъ правительствами.

Гирсъ.

№ 367.

St.-Pétersbourg, le 1 (13) janvier 1885.

Le soussigné Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, dûment autorisé, déclare adhérer au nom du gouvernement royal de Prusse aux propositions suivantes ayant fait l'objet d'une entente préalable entre les gouvernements prussien et russe et devant servir de base à l'extradition des malfaiteurs.

I.

Le gouvernement royal de Prusse s'engage à livrer au gouvernement impérial russe, sur sa demande, les sujets russes, accusés ou prévenus d'un des crimes ou délits ci-après énumérés, ou condamnés à raison de l'un de ces crimes ou délits et s'étant soustraits

№ 367.

С.-Петербургъ, 1-го (13-го) января 1885 года.

Нижеподписавшійся чрезвычайный и полномочный посолъ Е. В. Императора Германскаго, Короля Прусскаго, надлежаще уполномоченный, именемъ Королевско-Прусскаго правительства изъявляетъ согласіе на нижеслѣдующія предложенія, бывшія предметомъ предварительнаго соглашенія между Россійскимъ и Прусскимъ правительствами и долженствующія служить основаніемъ къ выдачѣ преступниковъ.

I.

Королевско-Прусское Правительство обязуется выдавать Императорскому Россійскому правительству, по его требованію, россійскихъ подданныхъ, обвиняемыхъ или привлеченныхъ къ отвѣтственности за одно изъ нижеисчисленныхъ преступленій или проступ-

par la fuite à la peine qu'ils auraient encourue:

1. A raison des crimes ou délits ci-après énoncés ou des préparatifs en vue de leur exécution si ces crimes ou délits ont été commis à l'égard de S. M. l'Empereur de Russie ou des membres de sa famille:

a) Meurtre.
b) Voies de fait.
c) Lésions corporelles.
d) Privation volontaire de la liberté individuelle.
e) Outrages.
2. Assassinat ou tentative de ce crime.

3. La préparation ou la détention de la dynamite ou autres matières explosibles dans le cas ou la préparation ou la détention de pareilles matières sont punies par les lois russes.

II.

Dans tous les autres cas où l'extradition sera demandée par le gouvernement Impérial russe à raison de l'un des crimes ou délits non mentionnés à l'article I cette demande sera prise en considération par le gouvernement royal de Prusse, et si rien ne s'oppose, il y sera donné suite en égard aux rapports d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays.

III.

La circonstance que le crime ou délit à raison duquel l'extradition est deman-

ковъ, или же осужденныхъ за одно изъ сихъ преступленій или проступковъ, и укрывшихся бѣгствомъ отъ угрожающаго имъ наказанія:

1. За нижеозначенные преступленія или проступки или приготовленія въ видахъ приведенія ихъ въ исполненіе, если эти преступленія или проступки были совершены противъ особы Е. Величества Императора Россійскаго или членовъ его семейства:

а) убійство;
б) насильственныя дѣйствія;
в) тѣлесныя поврежденія;
г) умышленное лишеніе личной свободы;
д) оскорбленіе.
2. Убійство съ заранѣе обдуманнымъ намѣреніемъ или покушеніе на это преступленіе.

3. Приготовленіе или храненіе динамита или иныхъ взрывчатыхъ веществъ, въ томъ случаѣ, когда приготовленіе или храненіе подобныхъ веществъ наказуется по россійскимъ законамъ.

II.

Во всѣхъ другихъ случаяхъ, въ коихъ Императорскимъ Россійскимъ правительствомъ будетъ требоваться выдача за одно изъ преступленій или проступковъ, не упомянутыхъ въ статьѣ I, это требованіе будетъ приниматься Королевско - Прусскимъ правительствомъ въ уваженіе и, если не представится препятствій, будетъ удовлетворяемо, во вниманіе отношеній дружбы и добраго сосѣдства, соединяющихъ оба государства.

III.

Если преступленіе или проступокъ, по поводу коихъ требуется выдача,

dée a été commis dans un but politique ne pourra en aucun cas servir de cause pour refuser l'extradition.

IV.

Le présent arrangement entre en vigueur à partir du jour de l'échange de notes à ce sujet entre le gouvernement royal de Prusse et le gouvernement impérial de Russie.

v. Schweinitz.

№ 368.

1885, le 13 (25) février. Acte général de la conférence africaine de Berlin.

№ 369.

1885, le 7 (19) avril. Protocole.

№ 370.

1885, le 24 janvier (5 février). Déclaration, échangée avec l'Association internationale du Congo.

№ 368.

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie, S. M. le Roi des Belges, S. M. le Roi de Danemark, S. M. le Roi d'Espagne, le Président des Etats Unis d'Amérique, le Président de la République Française, S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, S. M.

были совершены съ политическою цѣлью, то это обстоятельство ни въ какомъ случаѣ не можетъ служить основаніемъ къ отказу въ выдачѣ.

IV.

Настоящее соглашеніе вступаетъ въ силу со дня обмѣна нотъ по этому предмету между Королевско-Прусскимъ и Императорскимъ Россійскимъ правительствами.

ф. Швейницъ.

№ 368.

1885 г., февраля 13-го (25-го). Заключительный актъ Берлинской африканской конференціи.

№ 369.

1885 г., апрѣля 7-го (19-го). Протоколъ.

№ 370.

1885 г., января 24-го (февраля 5-го). Декларація, обмѣненная съ Международною Ассоціаціею на рѣкѣ Конго.

№ 368.

Во Имя Бога Всемогущаго.

Е. В. Императоръ Всероссійскій, Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій, Е. В. Императоръ Австрійскій, Король Богемскій и проч. и Апостолическій Король Венгерскій, Е. В. Король Бельгійцевъ, Е. В. Король Датскій, Е. В. Король Испанскій, президентъ Американскихъ Соединенныхъ Штатовъ, президентъ Французской Республики, Ея В. Королева Соединеннаго Королевства Великобританіи и

le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg etc., S. M. le Roi de Portugal et des Algarves etc., S. M. le Roi de Suède et de Norvége etc. et S. M. l'Empereur des Ottomans.

Voulant régler dans un esprit de bonne entente mutuelle les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions de l'Afrique, et assurer à tous les peuples les avantages de la libre navigation sur les deux principaux fleuves africains qui se déversent dans l'Océan Atlantique; désireux d'autre part de prévenir les malentendus et les contestations que pourraient soulever à l'avenir les prises de possession nouvelles sur les côtes de l'Afrique, et préoccupés en même temps des moyens d'accroître le bien-être moral et matériel des populations indigènes, ont résolu, sur l'invitation qui Leur a été adressée par le gouvernement Impérial d'Allemagne d'accord avec le gouvernement de la République Française, de réunir à cette fin une conférence à Berlin et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

le sieur Pierre, comte Kapnist, Conseiller privé, son envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas;

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

le sieur Othon, Prince de Bismarck, son Président du Conseil des Ministres de Prusse, Chancelier de l'Empire,

Ирландіи, Императрица Индійская, Е. В. Король Италіянскій, Е. В. Король Нидерландскій, Великій Герцогъ Люксембургскій и проч., Е. В. Король Португальскій и Альгарвскій и проч., Е. В. Король Шведскій и Норвежскій и проч. и Е. В. Императоръ Оттомановъ.

Имѣя въ виду опредѣлить въ духѣ взаимнаго добраго согласія благопріятнѣйшія условія къ развитію торговли и цивилизаціи въ нѣкоторыхъ областяхъ Африки и обезпечить всѣмъ народамъ выгоды свободнаго судоходства на обѣихъ главнѣйшихъ Африканскихъ рѣкахъ, вливающихся въ Атлантическій океанъ; съ другой стороны, желая предотвратить несогласія и споры, могущіе произойти впослѣдствіи при завладѣніи новыми прибрежными землями Африки, и заботясь въ тоже время о способахъ къ поднятію нравственнаго и матеріальнаго благосостоянія туземныхъ народонаселеній, рѣшили, вслѣдствіе приглашенія, сдѣланнаго Имъ Германскимъ Имперскимъ правительствомъ, съ согласія правительства Французской Республики, собрать для этой цѣли конференцію въ Берлинѣ и назначили своими уполномоченными, а именно:

Е. В. Императоръ Всероссійскій:

Графа Петра Капниста, Тайнаго Совѣтника, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Королѣ Нидерландскомъ;

Е. В. Императоръ Германскій, Король Прусскій:

Князя Оттона фонъ-Бисмарка, своего президента прусскаго Совѣта Министровъ, Канцлера Имперіи,

le sieur Paul, comte de Hatzfeldt, son Ministre d'Etat et Secrétaire d'Etat du Département des Affaires Etrangères,

le sieur Auguste Busch, son Conseiller intime actuel de légation et Sous-Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères, et

le sieur Henri de Kusserow, son Conseiller intime de légation au Département des Affaires Etrangères;

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.:

le sieur Emeric, comte Széchényi, de Sárvári Felsö-Vidék, chambellan et Conseiller intime actuel, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. le Roi des Belges:

le sieur Gabriel, Auguste, comte van der Straten Ponthoz, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

le sieur Auguste, Baron Lambermont, Ministre d'Etat, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

S. M. le Roi de Danemark:

le sieur Emile de Vind, chambellan, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. le Roi d'Espagne:

Don Francisco Merry y Colom, comte de Benomar, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

Графа Павла Гацфельдта, своего Государственнаго Министра и Статсъ-Секретаря Министерства Иностранныхъ Дѣлъ,

Г. Августа Буша, своего Дѣйств. Тайнаго Легаціоннаго Совѣтника и помощника Статсъ-Секретаря Министерства Иностранныхъ Дѣлъ, и

Г. Генриха фонъ Куссерова, своего Тайнаго Легаціоннаго Совѣтника Министерства Иностранныхъ Дѣлъ;

Е. В. Императоръ Австрійскій, и проч.:

Г. Эмериха, графа Сеченьи фонъ-Шарвари Фельшё-Видекъ, Камергера и Дѣйств. Тайнаго Совѣтника, своего чрезвыч. и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Король Бельгійцевъ:

Графа Габріеля, Августа ванъ деръ Стратенъ Понтозъ, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ, и

Барона Августа Ламбермонъ, Государственнаго Министра, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра;

Е. В. Король Датскій:

Г. Эмилія фонъ-Винда, камергера, своего чрезвычайнаго посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Король Испанскій:

Донъ Франциско Мерри и Коломъ, графа де-Беномаръ, своего чрезв. посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Президентъ Американскихъ Соединенныхъ Штатовъ:

le sieur John A. Kasson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

le sieur Henry S. Sanford, ancien Ministre;

Le Président de la république Française:

le sieur Alphonse, Baron de Courcel, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

Sir Edward, Baldwin Malet, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. le Roi d'Italie:

le sieur Eduard, comte de Launay, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. le Roi des Pays-Bas, etc.

le sieur Frédéric, Philippe, Ionkheer van der Hoeven, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. le Roi de Portugal etc.:

le sieur da Serra Gomes, Marquis de Penafiel, Pair du Royaume, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

le sieur Antoine de Serpa Pimentel, Conseiller d'État et Pair du Royaume;

S. M. le Roi de Suède et de Norvège etc. etc.:

Г. Джона А. Кассона, чрезв. посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ, и

Г. Генриха С. Санфорда, бывшаго министра;

Президентъ Французской Республики:

Барона Альфонса де-Курселя, чрезв. и полномочнаго посла Франціи при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Ея В. Королева Соединеннаго Королевства Великобританіи и Ирландіи, Императрица Индійская:

Г. Эдварда-Бальдвина Мале, своего чрезв. и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Король Италіянскій:

Графа Эдуарда де-Лоне, своего чрезв. и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Король Нидерландскій и проч.:

Г. Фридриха, Филиппа, Юнкера ванъ деръ Гёвена, своего чрезв. посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Король Португальскій и проч.:

Г. Да-Серра-Гомесъ, маркиза де-Пенафіель, пера Королевства, своего чрезв. посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ, и

Г. Антона де-Серпа Пиментель, Государственнаго Совѣтника и Пера королевства;

Е. В. Король Шведскій и Норвежскій и проч.:

le sieur Gillis, Baron Bildt, lieutenant-général, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiare près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

S. M. l'Empereur des Ottomans:

Méhemed Saïd Pacha, vézir et haut dignitaire, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Lesquels, munis de pleins-pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont successivement discuté et adopté:

1) Une Déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins, avec cértaines dispositions connexes:

2) Une Déclaration concernant la traite des esclaves et les opérations qui sur terre ou sur mer fournissent des esclaves à la traite;

3) Une Déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo;

4) Un Acte de navigation du Congo, qui, en tenant compte des circonstances locales, étend à ce fleuve, à ses affluents et aux eaux qui leur sont assimilées, les principes généraux énoncés dans les articles 108 à 116 de l'Acte final du congrès de Vienne et destinés à régler, entre les Puissances signataires de cet Acte, la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs États, principes conventionnellement appliqués depuis à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et notamment au Danube, avec les modifications prévues par les traités, de Paris de

Г. Гиллиса, Барона Бильдтъ, генералъ-лейтенанта, своего чрезв. посланника и полномочнаго министра при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ;

Е. В. Императоръ Оттомановъ:

Мегемеда Саидъ-Пашу, визиря и высокаго сановника, своего чрезв. и полномочнаго посла при Е. В. Императорѣ Германскомъ, Королѣ Прусскомъ,

Каковые уполномоченные, снабженные полномочіями, найденными въ доброй и надлежащей формѣ, послѣдовательно совѣщались между собою и приняли:

1) Декларацію относительно свободной торговли въ бассейнѣ рѣки Конго, ея устьяхъ и окрестныхъ земляхъ, вмѣстѣ съ нѣкоторыми состоящими съ нею въ связи постановленіями;

2) Декларацію относительно торга невольниками и операцій, которыя на сушѣ и на морѣ доставляютъ этой торговлѣ невольниковъ;

3) Декларацію относительно нейтральности территорій, включенныхъ въ договорный бассейнъ рѣки Конго;

4) Актъ о судоходствѣ по рѣкѣ Конго, которымъ, въ виду мѣстныхъ условій, на эту рѣку, ея притоки и воды, которыя къ нимъ приравнены, распространяются общія начала, изложенныя въ статьяхъ 108 до 116 заключительнаго Акта Вѣнскаго конгресса и имѣющія цѣлью установить между подписавшими этотъ Актъ Державами свободное судоходство на судоходныхъ водныхъ путяхъ, которые отдѣляютъ или перерѣзываютъ многія государства, и каковыя начала съ того времени, въ силу договоровъ, примѣняются къ рѣкамъ Европы и Америки

1856, de Berlin de 1878, et de Londres de 1871 et de 1883;

5) Un Acte de navigation du Niger, qui, en tenant également compte des circonstances locales, étend à ce fleuve et à ses affluents les mêmes principes inscrits dans les articles 108 à 116 de l'Acte final du congrès de Vienne;

6) Une Déclaration introduisant dans les rapports internationaux des règles uniformes relatives aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir sur les côtes du Continent Africain;

Et ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un Acte général composé des articles suivants.

и въ особенности къ рѣкѣ Дунаю, съ измѣненіями, предусмотрѣнными Парижскимъ трактатомъ отъ 1856 года, Берлинскимъ отъ 1878 года, и Лондонскимъ отъ 1871 и 1883 годовъ;

5) Актъ о судоходствѣ по рѣкѣ Нигеру, которымъ также, въ виду мѣстныхъ условій, на эту рѣку и ея притоки распространяются тѣже начала, изложенныя въ статьяхъ 108 до 116 заключительнаго Акта Вѣнскаго Конгресса;

6) Декларацію, коею въ международныхъ сношеніяхъ установляются однообразныя правила для будущихъ завладѣній на берегахъ Африканскаго материка;

И признавъ, что эти разные документы могли бы съ пользою быть соединены въ одинъ документъ, соединили оные въ одинъ заключительный Актъ, состоящій изъ слѣдующихъ статей.

CHAPITRE I.

Déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins, et dispositions connexes.

Article I.

Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté:

1) Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents. Ce bassin est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir notamment les bassins du Niari, de l'Ogowé, du Schari et du Nil, au Nord; par la ligne de faîte orientale des affluents du lac Tanganyka, à l'Est; par les crêtes des bassins du Zambèze

ГЛАВА I.

Декларація относительно свободы торговли въ бассейнѣ рѣки Конго, ея устьяхъ и окрестныхъ странахъ, и состоящія съ нею въ связи постановленія.

Статья I.

Торговля всѣхъ націй будетъ пользоваться полною свободою:

1) Во всѣхъ территоріяхъ, составляющихъ бассейнъ рѣки Конго и ея притоковъ. Границами этому бассейну служатъ возвышенности смежныхъ бассейновъ, а именно: бассейны рѣкъ Ніари, Огове, Шари и Нила съ сѣвера; линія восточнаго водораздѣла притоковъ озера Танганика — съ востока; возвышенности бассейновъ рѣ-

et de la Logé, au Sud. Il embrasse, en conséquence, tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyka et ses tributaires orientaux.

2) Dans la zone maritime s'étendant sur l'Océan Atlantique depuis le parallèle situé par 2° 30′ de latitude Sud jusqu'à l'embouchure de la Logé.

La limite septentrionale suivra le parallèle situé par 2° 30′, depuis la côte jusqu'au point où il rencontre le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé auquel ne s'appliquent pas les stipulations du présent Acte.

La limite méridionale suivra le cours de la Logé jusqu'à la source de cette rivière et se dirigera de là vers l'Est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo.

3) Dans la zone se prolongeant à l'Est du bassin du Congo, tel qu'il est délimité ci-dessus, jusqu'à l'Océan Indien, depuis le cinquième degré de latitude Nord jusqu'à l'embouchure du Zambèze au Sud; de ce point la ligne de démarcation suivra le Zambèze jusqu'à cinq milles en amont du confluent du Shiré et continuera par la ligne de faîte séparant les eaux qui coulent vers le lac Nyassa des eaux tributaires du Zambèze, pour rejoindre enfin la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo.

Il est expressément entendu qu'en étendant à cette zone orientale le principe de la liberté commerciale, les Puissances représentées à la Conférence ne

ки Замбезе и Логе — съ юга. Слѣдовательно этотъ бассейнъ обнимаетъ всѣ территоріи, чрезъ которыя протекаютъ рѣка Конго и ея побочныя рѣки, включая сюда озеро Танганика и вливающіяся въ него съ востока воды.

2) Въ морскомъ поясѣ, простирающемся по Атлантическому Океану, отъ лежащаго подъ 2° 30′ южной широты параллельнаго круга до устья рѣки Логе.

Сѣверная граница идетъ по лежащему подъ 2° 30′ параллельному кругу отъ берега до пункта, гдѣ онъ встрѣчаетъ географическій бассейнъ рѣки Конго, минуя однакожъ бассейнъ рѣки Огове, къ которому не примѣняются постановленія настоящаго Акта.

Южная граница идетъ по теченію рѣки Логе до ея истока и направляется оттуда къ востоку до ея соединенія съ географическимъ бассейномъ рѣки Конго.

3) Въ поясѣ, простирающемся къ востоку отъ бассейна рѣки Конго, въ его вышеозначенныхъ границахъ, до Индѣйскаго Океана, отъ пятаго градуса сѣверной широты вплоть до устья рѣки Замбезе на югѣ; отъ этого пункта демаркаціонная линія идетъ по рѣкѣ Замбезе пять миль вверхъ отъ устья рѣки Шире, по линіи водораздѣла между притоками озера Ніасса и водами, вливающимися въ рѣку Замбезе, дабы, наконецъ, соединиться съ линіею водораздѣла между рѣками Замбезе и Конго.

Само собою разумѣется, что при распространеніи на этотъ восточный поясъ начала свободы торговли представляемыя на Конференціи Державы

s'engagent que pour elles-mêmes et que ce principe ne s'appliquera aux territoires appartenant actuellement à quelque État indépendant et souverain qu' autant que celui-ci y donnera son consentement. Les Puissances conviennent d'employer leurs bons offices auprès des gouvernements établis sur le littoral africain de la mer des Indes afin d'obtenir ledit consentement et en tout cas d'assurer au transit de toutes les nations les conditions les plus favorables.

обязываются только за самихъ себя, и что это начало будетъ примѣняться къ территоріямъ, принадлежащимъ нынѣ какому нибудь независимому и суверенному государству, только въ такомъ случаѣ, если симъ послѣднимъ будетъ изъявлено на то согласіе. Державы соглашаются обращаться съ своимъ ходатайствомъ къ правительствамъ, существующимъ на Африканскомъ берегу Индѣйскаго Океана, для полученія сказаннаго согласія и для обезпеченія, во всякомъ случаѣ, для транзита всѣхъ націй благопріятнѣйшихъ условій.

Article II.

Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout le littoral des territoires énumérés ci-dessus, aux rivières qui s'y déversent dans la mer, à toutes les eaux du Congo et de ses affluents, y compris les lacs, à tous les ports situés sur les bords de ces eaux, ainsi qu'à tous les canaux qui pourraient être creusés à l'avenir dans le but de relier entre eux les cours d'eau ou les lacs compris dans toute l'étendue des territoires décrits à l'article I. Ils pourront entreprendre toute espèce de transports et exercer le cabotage maritime et fluvial ainsi que la batellerie sur le même pied que les nationaux.

Статья II.

Всѣ флаги, безъ различія національности, будутъ имѣть свободный доступъ ко всему прибрежью вышеозначенныхъ территорій, къ рѣкамъ, изливающимся тамъ въ море, ко всѣмъ водамъ рѣки Конго и ея притоковъ, со включеніемъ озеръ, ко всѣмъ портамъ, лежащимъ на берегахъ этихъ водъ, а также ко всѣмъ каналамъ, которые могли бы быть впослѣдствіи сооружены съ цѣлію соединенія водныхъ путей или озеръ внутри описанныхъ въ статьѣ I территорій. Они могутъ предпринимать всякаго рода перевозку товаровъ и заниматься морскимъ и рѣчнымъ каботажемъ, а также рѣчнымъ судоходствомъ наравнѣ съ туземными подданными.

Article III.

Les marchandises de toute provenance importées dans ces territoires, sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues

Статья III.

Товары всякаго происхожденія, привозимые въ эти территоріи, подъ какимъ бы ни было флагомъ, морскимъ, рѣчнымъ или сухимъ путемъ, не должны платить никакихъ иныхъ сборовъ, кромѣ тѣхъ, которые могутъ быть взимаемы

comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité.

Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises.

Article IV.

Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit.

Les Puissances se réservent de décider, au terme d'une période de vingt années, si la franchise d'entrée sera ou non maintenue.

Article V.

Toute Puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires susvisés ne pourra y concéder ni monopole ni privilége d'aucune espèce en matière commerciale.

Les étrangers y jouiront indistinctement, pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et pour l'exercice des professions, du même traitement et des mêmes droits que les nationaux.

Article VI.

Dispositions relatives à la protection des indigènes, des missionnaires et des voyageurs, ainsi qu'à la liberté religieuse.

Toutes les Puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence

въ качествѣ справедливаго вознагражденія за сдѣланные въ пользу торговли расходы, и которымъ въ этомъ ихъ видѣ должны подлежать равномѣрно какъ туземные подданные, такъ и иностранцы всякой національности.

Всякое уклоненіе отъ этого порядка воспрещается какъ въ отношеніи судовъ, такъ и товаровъ.

Статья IV.

Товары, привозимые въ эти территоріи, остаются изъятыми отъ ввозныхъ и транзитныхъ пошлинъ.

Державы предоставляютъ себѣ право опредѣлить, по истеченіи двадцатилѣтняго періода времени, слѣдуетъ ли изъятіе отъ ввозныхъ пошлинъ сохранить или нѣтъ.

Статья V.

Всякая Держава, которая пользуется или будетъ пользоваться въ вышеозначенныхъ территоріяхъ правами верховенства, не должна допускать въ оныхъ въ отношеніи торговли никакихъ монополій или привилегій.

Иностранцы, какъ въ отношеніи ихъ личности и имущества, пріобрѣтенія и перехода ихъ движимой и недвижимой собственности, такъ и въ отношеніи ихъ промысловъ, должны тамъ пользоваться безразлично такимъ же покровительствомъ и такими же правами, какъ и туземные подданные.

Статья VI.

Постановленія какъ относительно покровительства туземцевъ, миссіонеровъ и путешественниковъ, такъ и относительно религіозной свободы.

Всѣ Державы, которыя въ сказанныхъ территоріяхъ пользуются пра-

dans lesdits territoires s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Les missionnaires chrétiens, les savants les explorateurs, leurs escortes, avoir et collections seront également l'objet d'une protection spéciale.

La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers. Le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'ériger des édifices religieux et d'organiser des missions appartenant à tous les cultes ne seront soumis à aucune restriction ni entrave.

Article VII.

Régime postal.

La Convention de l'Union postale universelle revisée à Paris le 1-er juin 1878 sera appliquée au bassin conventionnel du Congo.

Les Puissances qui y exercent ou exerceront des droits de souveraineté ou de

вами верховенства или вліяніемъ, обязываются неусыпно заботиться о сохраненіи туземнаго народонаселенія и объ улучшеніи ихъ нравственнаго и матеріальнаго положенія ихъ быта и содѣйствовать въ особенности къ уничтоженію невольничества и торга неграми; онѣ будутъ покровительствовать и споспѣшествовать, безъ различія національностей и вѣроисповѣданій, всякимъ религіознымъ, научнымъ и благотворительнымъ учрежденіямъ, основываемымъ и устраиваемымъ съ этою цѣлью, или клонящимся къ просвѣщенію туземцевъ, дабы они могли понимать и оцѣнивать выгоды цивилизаціи.

Христіанскіе миссіонеры, ученые, изслѣдователи, ихъ проводники, имущество и коллекціи будутъ также составлять предметъ особаго покровительства.

Свобода совѣсти и вѣротерпимость будутъ положительно обезпечены какъ природнымъ жителямъ, такъ и туземнымъ подданнымъ и иностранцамъ. Свободное и публичное отправленіе всѣхъ вѣроисповѣданій, право сооруженія богослужебныхъ зданій и учрежденіе миссій, къ какимъ бы вѣроисповѣданіямъ оныя ни принадлежали, не должны подлежать никакому ограниченію или стѣсненію.

Статья VII.

Почтовый порядокъ.

Конвенція о всемірномъ Почтовомъ Союзѣ, пересмотрѣнная въ Парижѣ 1-го іюня 1878 года, будетъ примѣняема къ договорному бассейну рѣки Конго.

Державы, которыя пользуются или будутъ пользоваться тамъ правомъ вер-

protectorat s'engagent à prendre, aussitôt que les circonstances le permettront, les mesures nécessaires pour l'exécution de la disposition qui précède.

ховенства или протектората, обязываются принимать, какъ только потребуютъ того обстоятельства, необходимыя мѣры къ приведенію въ исполненіе вышеизложеннаго постановленія.

Article VIII.

Droit de surveillance attribué à la Commission Internationale de navigation du Congo.

Dans toutes les parties du territoire visé par la présente déclaration où aucune Puissance n'exercerait des droits de souveraineté ou de protectorat, la Commission Internationale de la navigation du Congo, instituée en vertu de l'article XVII, sera chargée de surveiller l'application des principes proclamés et consacrés par cette Déclaration.

Pour tous les cas où des difficultés relatives à l'application des principes établis par la présente Déclaration viendraient à surgir, les gouvernements intéressés pourront convenir de faire appel aux bons offices de la Commission Internationale en lui déférant l'examen des faits qui auront donné lieu à ces difficultés.

Статья VIII.

Право надзора Международной Коммисіи судоходства по рѣкѣ Конго.

Во всѣхъ тѣхъ частяхъ принятой настоящею Декларацією въ соображеніе территоріи, гдѣ ни одна Держава не будетъ пользоваться правомъ верховенства или протектората, на Международную Коммисію судоходства по рѣкѣ Конго, учрежденную въ силу статьи XVII, возлагается надзоръ за примѣненіемъ постановленныхъ и утвержденныхъ настоящею Декларацією началъ.

Во всѣхъ случаяхъ, въ коихъ возникли бы затрудненія относительно примѣненія установленныхъ настоящею Декларацією началъ, заинтересованныя правительства могутъ, по взаимному соглашенію, обратиться къ содѣйствію Международной Коммисіи, съ предоставленіемъ ей на разсмотрѣніе обстоятельствъ, подавшихъ поводъ къ этимъ затрудненіямъ.

CHAPITRE II.

Déclaration concernant la traite des esclaves.

Article IX.

Conformément aux principes du droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les Puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre ou sur mer, four-

ГЛАВА II.

Декларація относительно торга невольниками.

Статья IX.

Согласно началамъ международнаго права, которыя признаются подписавшимися Державами, торгъ невольниками воспрещенъ, и всѣ операціи, которыя на сушѣ и на морѣ снабжаютъ

nissent des esclaves à la traite devant être également considérés comme interdites, les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni des voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces Puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent.

CHAPITRE III.

Déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

Article X.

Afin de donner une garantie nouvelle de sécurité au commerce et à l'industrie et de favoriser, par le maintien de la paix, développement de la civilisation dans les contrées mentionnées à l'article I et placées sous le régime de la liberté commerciale, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à respecter la neutralité des territoires ou parties de territoires dépendant desdites contrées, y compris les eaux territoriales, aussi longtemps que les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat sur ces territoires, usant de la faculté de se proclamer neutres, rempliront les devoirs que la neutralité comporte.

эту торговлю невольниками, должны, равнымъ образомъ, считаться запрещенными, а потому Державы, которыя пользуются или будутъ пользоваться правомъ верховенства или вліяніемъ въ территоріяхъ, составляющихъ бассейнъ рѣки Конго, объявляютъ, что эти территоріи не могутъ служить ни рынкомъ, ни транзитнымъ путемъ для торга невольниками, какому бы племени таковые ни принадлежали. Каждая изъ этихъ Державъ обязывается употреблять всѣ имѣющіяся въ ея власти мѣры къ тому, чтобы положить конецъ этой торговлѣ и подвергнуть наказанію тѣхъ, которые оною занимаются.

ГЛАВА III.

Декларація относительно нейтральности территорій, включенныхъ въ договорный бассейнъ рѣки Конго.

Статья X.

Дабы дать новое ручательство въ отношеніи безопасности торговлѣ и промышленности и поспѣшествовать посредствомъ сохраненія мира, развитію цивилизаціи въ земляхъ, упомянутыхъ въ статьѣ I, и подчиненныхъ началамъ свободной торговли, Высокія стороны, подписавшія настоящій Актъ, и тѣ, которыя присоединятся къ оному впослѣдствіи, обязуются уважать нейтральность территорій или частей территорій, принадлежащихъ помянутымъ землямъ, со включеніемъ территоріальныхъ водъ, до тѣхъ поръ, пока Державы, которыя обладаютъ или будутъ обладать правомъ верховенства или протектората въ этихъ территоріяхъ, пользуясь правомъ объявлять себя нейтральными, будутъ исполнять возложенныя на нихъ нейтралитетомъ обязанности.

Article XI.

Dans le cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnéees à l'article I et placées sous le régime de la liberté commerciale serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale soient, du consentement commun de cette Puissance et de l'autre ou des autres parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non-belligérant; les parties belligérantes renonceraient, dès lors, à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

Статья XI.

Въ случаѣ, когда Держава, пользующаяся правомъ верховенства или протектората въ помянутыхъ въ статьѣ I земляхъ, подчиненныхъ началамъ свободы торговли, будетъ вовлечена въ войну, Высокія стороны, подписавшія настоящій Актъ, и тѣ, которые присоединятся къ оному впослѣдствіи, обязываются оказывать этой державѣ свои добрыя услуги, съ тѣмъ, чтобы принадлежащія ей территоріи, включенныя въ раіонъ свободной торговли, были, съ общаго согласія этой Державы и другой или другихъ воюющихъ сторонъ, подчинены на время войны принципамъ нейтралитета и считались какъ бы принадлежащими невоюющему государству. Воюющія стороны должны будутъ послѣ этого отказаться отъ того, чтобы распространять непріязненныя дѣйствія на нейтрализованныя такимъ образомъ территоріи, равно какъ и не дѣлать ихъ базисомъ для военныхъ дѣйствій.

Article XII.

Dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article I et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre des Puissances signataires du présent Acte ou des Puissances qui y adhéreraient par la suite, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Pour le même cas les mêmes Puis-

Статья XII.

Въ случаѣ возникновенія между Державами, подписавшими настоящій Актъ, или Державами, которыя присоединятся къ оному впослѣдствіи, серьезныхъ несогласій въ отношеніи границъ или внутри предѣловъ, помянутыхъ въ статьѣ I территорій, включенныхъ въ раіонъ свободной торговли, эти Державы обязуются, прежде чѣмъ обращаться къ оружію, прибѣгать къ посредничеству одной или нѣсколькихъ дружественныхъ Державъ.

На подобный же случай тѣ же Дер-

sanses se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage.

жавы предоставляютъ себѣ право обращаться по своему усмотрѣнію къ третейскому разбирательству.

CHAPITRE IV.

Acte de navigation du Congo.

Article XIII.

La navigation du Congo, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux dispositions du présent Acte de navigation et aux règlements à établir en exécution du même Acte.

Dans l'exercice de cette navigation les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Congo, et vice-versâ, que pour le grand et le petit cabotage ainsi que pour la batellerie sur le parcours de ce fleuve.

En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Congo, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilége exclusif de navigation, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers.

Ces dispositions sont reconnues par les Puissances signataires comme faisant

ГЛАВА IV.

Актъ о судоходствѣ по р. Конго.

Статья XIII.

Судоходство по рѣкѣ Конго, не исключая ни одного изъ развѣтвленій и истоковъ этой рѣки, должно быть и оставаться совершенно свободнымъ для торговыхъ судовъ всѣхъ націй, будутъ ли они подъ грузомъ или съ баластомъ, какъ для перевозки товаровъ, такъ и пассажировъ. Оно должно сообразоваться съ постановленіями настоящаго Акта о судоходствѣ и правилами, которыя имѣютъ быть изданы во исполненіе этого самаго Акта.

Въ пользованіи этимъ судоходствомъ съ подданными и флагами всѣхъ націй должно быть поступаемо, во всѣхъ отношеніяхъ, на основаніи совершеннаго равенства, какъ относительно прямого плаванія съ открытаго моря къ внутреннимъ портамъ рѣки Конго и, наоборотъ, такъ и относительно большого и малаго каботажа, а также мелкаго рѣчнаго судоходства на всемъ протяженіи этой рѣки.

Поэтому, на всемъ протяженіи и въ устьяхъ рѣки Конго не должно быть дѣлаемо никакого различія между подданными прибрежныхъ и неприбрежныхъ государствъ, и не должно быть предоставляемо никакой исключительной привилегіи судоходства какъ никакимъ обществамъ или корпораціямъ, такъ равно и частнымъ лицамъ.

Эти постановленія признаются подписавшимися Державами, какъ состав-

désormais partie du droit public international.

ляющія отнынѣ основную часть международнаго публичнаго права.

Article XIV.

La navigation du Congo ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne seraient pas expressément stipulées dans le présent Acte. Elle ne sera grevée d'aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge, ou de relâche forcée.

Dans toute l'étendue du Congo, les navires et les marchandises transitant sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit de transit, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Il ne sera établi aucun péage maritime ni fluvial basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même, savoir:

1) Des taxes de port pour l'usage effectif de certains établissements locaux tels que quais, magasins, etc. etc.

Le tarif de ces taxes sera calculé sur les dépenses de construction et d'entretien desdits établissements locaux, et l'application en aura lieu sans égard à la provenance des navires ni à leur cargaison.

2) Des droits de pilotage sur les sections fluviales où il paraîtrait nécessaire de créer des stations de pilotes brevetés.

Статья XIV.

Судоходство по рѣкѣ Конго не должно подлежать никакому ограниченію или сборамъ, которые не будутъ положительно опредѣлены въ настоящемъ Актѣ. Оно не должно быть подчинено никакой обязанности въ отношеніи пристаней, стапелей, складки и перегрузки товаровъ, или захожденія въ портъ по необходимости.

На всемъ протяженіи рѣки Конго суда и товары, идущіе по рѣкѣ, какого бы происхожденія или назначенія оные ни были, не должны быть облагаемы никакою транзитною пошлиною.

Не должно быть взимаемо никакого морского или рѣчного сбора, основаннаго единственно на фактѣ судоходства, и никакой пошлины съ товаровъ, находящихся на судахъ. Взиматься могутъ только сборы или пошлины, имѣющіе характеръ вознагражденія за услуги, оказанныя самому судоходству, а именно:

1) Портовые сборы для дѣйствительной потребности нѣкоторыхъ мѣстныхъ заведеній, какъ-то: набережныхъ, магазиновъ и проч.

Тарифъ этихъ сборовъ будетъ исчисляться по расходамъ на постройку и содержаніе этихъ мѣстныхъ заведеній и примѣняться къ судамъ и ихъ грузу, не обращая вниманія на ихъ происхожденіе.

2) Лоцманскіе сборы на тѣхъ рѣчныхъ частяхъ, гдѣ учрежденіе станцій патентованныхъ лоцмановъ окажется необходимымъ.

Le tarif de ces droits sera fixe et proportionné au service rendu.

3) Des droits destinés à couvrir les dépenses techniques et administratives, faites dans l'intérêt général de la navigation, y compris les droits de phare, de fanal et de balisage.

Les droits de cette dernière catégorie seront basés sur le tonnage des navires, tel qu'il résulte des papiers de bord, et conformément aux règles adoptées sur le Bas-Danube.

Les tarifs d'après lesquels les taxes et droits, énumérés dans les trois paragraphes précédents, seront perçus, ne comporteront aucun traitement différentiel et devront être officiellement publiés dans chaque port.

Les Puissances se réservent d'examiner, au bout d'une période de cinq ans, s'il y a lieu de reviser, d'un commun accord, les tarifs ci-dessus mentionnés.

Article XV.

Les affluents du Congo seront à tous égards soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Le même régime sera appliqué aux fleuves et rivières ainsi qu'aux lacs et canaux des territoires déterminés par l'article I, paragraphes 2 et 3.

Toutefois les attributions de la Commission Internationale du Congo ne s'étendront pas sur lesdits fleuves, rivières, lacs et canaux, à moins de l'assen-

Тарифъ этихъ сборовъ долженъ быть опредѣленный и соразмѣрный оказанной услугѣ.

3) Сборы, назначенные на покрытіе техническихъ и административныхъ расходовъ, сдѣланныхъ въ видахъ общей пользы судоходства, со включеніемъ сборовъ на содержаніе маяковъ, маячныхъ огней и бакеновъ.

Взиманіе сборовъ этой послѣдней категоріи должно исчисляться по вмѣстимости судовъ, какая окажется по корабельнымъ документамъ и согласно правиламъ, принятымъ на Нижнемъ Дунаѣ.

Тарифы, по которымъ будутъ взиматься означенные въ трехъ послѣднихъ параграфахъ сборы и пошлины, не могутъ подлежать никакому разнообразному примѣненію и должны быть офиціально публикуемы въ каждомъ портѣ.

Державы сохраняютъ за собою право разсматривать по истеченіи пятилѣтняго періода, слѣдуетъ ли вышеозначенные тарифы подвергать, съ общаго согласія, пересмотру.

Статья XV.

Притоки рѣки Конго должны, во всѣхъ отношеніяхъ, подлежать тѣмъ же правиламъ, какъ и сама рѣка, въ которую они вливаются.

Тотъ же порядокъ долженъ будетъ примѣняться къ большимъ и малымъ рѣкамъ, а также къ озерамъ и каналамъ означенныхъ въ статьѣ I, въ параграфахъ 2 и 3 территорій.

Однако кругъ дѣйствій Международной Коммисіи р. Конго будетъ распространяться на помянутыя большія и малыя рѣки, озера и каналы только

timent des Etats sous la souveraineté desquels ils sont placés. Il est bien entendu aussi que pour les territoires mentionnés dans l'article I, paragraphe 3, le consentement des Etats souverains de qui ces territoires relèvent demeure réservé.

въ такомъ случаѣ, когда на то послѣдуетъ согласіе государствъ, подъ верховенствомъ коихъ эти воды состоятъ. Само собою разумѣется, что въ отношеніи территорій, помянутыхъ въ статьѣ I, параграфѣ 3, согласіе сохраняется за суверенными Государствами, которымъ эти территоріи принадлежатъ.

Article XVI.

Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Congo, de ses affluents et des autres cours d'eau qui leur sont assimilés par l'article XV seront considérés, en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Статья XVI.

Дороги, желѣзные пути и боковые каналы, построенные съ особою цѣлью возмѣстить несудоходность или недостатки воднаго пути на нѣкоторыхъ частяхъ рѣки Конго, ея притоковъ и другихъ водныхъ теченій, приравненныхъ къ нимъ статьею XV, должны считаться, въ качествѣ таковыхъ, путями собщенія, какъ принадлежности этой рѣки, и быть, равнымъ образомъ, открыты для торговли всѣхъ націй.

Такъ же какъ на рѣкѣ Конго, на этихъ дорогахъ, желѣзныхъ путяхъ и каналахъ могутъ взиматься только такія пошлины, которыя расчитаны по расходамъ на постройку, содержаніе и администрацію и по выгодамъ, которыя слѣдуютъ предпринимателямъ.

Что касается размѣра этихъ пошлинъ, то иностранцы и туземные жители подлежащихъ территорій будутъ пользоваться совершеннымъ равенствомъ.

Article XVII.

Il est institué une Commission Internationale chargée d'assurer l'exécution des dispositions du présent Acte de navigation.

Статья XVII.

Для обезпеченія исполненія постановленій настоящаго Акта учреждается Международная Коммиссія.

Les Puissances signataires de cet Acte, ainsi que celles qui y adhéreront postérieurement, pourront, en tout temps, se faire représenter dans ladite Commission, chacune par un délégué. Aucun délégué ne pourra disposer de plus d'une voix, même dans le cas où il représenterait plusieurs Gouvernements.

Ce Délégué sera directement rétribué par son gouvernement.

Les traitements et allocations des agents et employés de la Commission Internationale seront imputés sur le produit des droits perçus conformément à l'article XIV, paragraphes 2 et 3.

Les chiffres desdits traitements et allocations, ainsi que le nombre, le grade et les attributions des agents et employés, seront inscrits dans le compte-rendu qui sera adressé chaque année aux gouvernements représentés dans la Commission Internationale.

Article XVIII.

Les membres de la Commission Internationale, ainsi que les agents nommés par elle, sont investis du privilége de l'inviolabilité dans l'exercice de leurs fonctions. La même garantie s'étendra aux offices, bureaux et archives de la Commission.

Article XIX.

La Commission Internationale de navigation du Congo se constituera aussitôt que cinq des Puissances signataires du présent Acte général auront nom-

Державы, подписавшія этотъ Актъ, равно какъ и тѣ, которыя присоединятся къ оному впослѣдствіи, могутъ, во всякое время, быть представляемы въ помянутой Коммиссіи каждая въ лицѣ своего делегата. Ни одинъ делегатъ не можетъ располагать болѣе, чѣмъ однимъ голосомъ, даже въ томъ случаѣ, еслибъ онъ былъ представителемъ нѣсколькихъ Правительствъ.

Этотъ делегатъ будетъ получать вознагражденіе прямо отъ своего правительства.

Вознагражденія и денежныя полученія агентовъ и должностныхъ лицъ Международной Коммиссіи будутъ отчисляться изъ общей суммы пошлинъ, взимаемыхъ согласно статьѣ XIV, параграфамъ 2 и 3.

Размѣръ вышеозначенныхъ вознагражденій и денежныхъ полученій, равно какъ число, чинъ и преимущества агентовъ и должностныхъ лицъ, вносятся въ отчетъ, который ежегодно долженъ представляться правительствамъ, имѣющимъ представителей въ Международной Коммиссіи.

Статья XVIII.

Члены Международной Коммиссіи, а также назначенные ею агенты, въ отправленіи своихъ должностныхъ обязанностей, пользуются правомъ неприкосновенности. Такая же гарантія распространяется на присутственныя мѣста, конторы и архивы Коммиссіи.

Статья XIX.

Учрежденіе Международной Коммиссіи судоходства по рѣкѣ Конго послѣдуетъ, какъ только пять Державъ, подписавшихъ настоящій Генеральный

mé leurs délégués. En attendant la constitution de la Commission, la nomination des délégués sera notifiée au gouvernement de l'Empire d'Allemagne, par les soins duquel les démarches nécessaires seront faites pour provoquer la réunion de la Commission.

La Commission élaborera immédiatement des règlements de navigation, de police fluviale, de pilotage et de quarantaine.

Ces règlements, ainsi que les tarifs à établir par la Commission, avant d'être mis en vigueur, seront soumis à l'approbation des Puissances représentées dans la Commission. Les Puissances intéressées devront faire connaître leur avis dans le plus bref délai possible.

Les infractions à ces règlements seront réprimées par les agents de la Commission Internationale, là où elle exercera directement son autorité, et ailleurs par la Puissance riveraine.

Au cas d'un abus de pouvoir ou d'une injustice de la part d'un agent ou d'un employé de la Commission Internationale, l'individu qui se regardera comme lésé dans sa personne ou dans ses droits pourra s'adresser à l'Agent consulaire de sa nation. Celui-ci devra examiner la plainte; s'il la trouve prima facie raisonnable, il aura le droit de la présenter à la Commission. Sur son initiative, la Commission, représentée par trois au moins de ses membres, s'adjoindra à lui pour faire une enquête touchant la conduite de son agent ou employé. Si l'Agent consulaire considère la décision de la Commission com-

Актъ, назначать своихъ делегатовъ. До тѣхъ же поръ, пока состоится учрежденіе Коммиссіи, о назначеніи делегатовъ должно быть заявлено правительству Германской Имперіи, со стороны котораго приняты будутъ надлежащія мѣры къ собранію Коммиссіи.

Коммиссія имѣетъ выработать немедленно постановленія о судоходствѣ, рѣчной полиціи, лоцманскомъ и карантинномъ порядкѣ.

Эти постановленія, равно какъ и тарифы, которые имѣютъ быть установлены Коммиссіею, до введенія ихъ въ дѣйствіе, должны быть представлены на утвержденіе Державамъ, имѣющимъ представителей въ Коммиссіи. Заинтересованныя Державы должны заявить свое мнѣніе въ возможно кратчайшій срокъ.

Нарушенія этихъ постановленій будутъ пресѣкаемы агентами Международной Коммиссіи тамъ, гдѣ она непосредственно будетъ пользоваться своею властью, а въ другихъ мѣстахъ— прибрежнымъ государствомъ.

Въ случаѣ злоупотребленія властью или правонарушенія со стороны агента или должностнаго лица Международной Коммиссіи, лицо, которое признаетъ себя оскорбленнымъ въ отношеніи своей личности или своихъ правъ, можетъ обратиться къ консульскому агенту своей націи. Сей послѣдній долженъ разсмотрѣть жалобу, и если онъ съ перваго взгляда найдетъ оную уважительною, то имѣетъ право представить таковую Коммиссіи. По его иниціативѣ Коммиссія, въ лицѣ не менѣе трехъ своихъ членовъ, приступаетъ къ слѣдствію относительно поступка своего агента или должност-

me soulevant des objections de droit, il en fera un rapport à son gouvernement qui pourra recourir aux Puissances représentées dans la Commission et les inviter à se concerter sur des instructions à donner à la Commission.

наго лица. Если консульскій агентъ считаетъ рѣшеніе Коммиссіи подлежащимъ оспариванію въ правовомъ отношеніи, то онъ доноситъ о томъ своему правительству, которое можетъ обратиться къ имѣющимъ представителей въ Коммиссіи Державамъ и пригласить ихъ условиться касательно инструкцій, которыя имѣютъ быть даны Коммиссіи.

Article XX.

La Commission Internationale du Congo, chargée aux termes de l'article XVII d'assurer l'exécution du présent Acte de navigation, aura notamment dans ses attributions:

1) La désignation des travaux propres à assurer la navigabilité du Congo selon les besoins du commerce international.

Sur les sections du fleuve où aucune Puissance n'exercera des droits de souveraineté, la Commission Internationale prendra elle même les mesures nécessaires pour assurer la navigabilité du fleuve.

Sur les sections du fleuve occupées par une Puissance souveraine, la Commission Internationale s'entendra avec l'autorité riveraine.

2) La fixation du tarif de pilotage et celle du tarif général des droits de navigation, prévus au 2 et au 3 paragraphes de l'article XIV.

Les tarifs mentionnés au 1 paragraphe de l'article XIV seront arrêtés par l'autorité territoriale, dans les limites prévues audit article.

La perception de ces différents droits aura lieu par les soins de l'

Статья XX.

Въ кругъ дѣйствій Международной Коммиссіи, на которую, согласно статьѣ XVII, возложенъ надзоръ за приведеніемъ въ исполненіе настоящаго акта о судоходствѣ, именно войдутъ:

1) Назначеніе работъ, потребныхъ для обезпеченія судоходства на рѣкѣ Конго, смотря по потребностямъ международной торговли.

На частяхъ рѣки, гдѣ ни одна Держава не будетъ пользоваться правами верховенства, Международная Коммиссія сама принимаетъ необходимыя мѣры для обезпеченія судоходности рѣки.

На частяхъ рѣки, находящихся во владѣніи суверенной Державы, Международная Коммиссія имѣетъ входить въ соглашеніе съ прибрежною властью.

2) Установленіе лоцманскаго тарифа, равно какъ и общаго тарифа для судоходныхъ пошлинъ, предусмотрѣнныхъ во 2 и 3 параграфахъ ст. XIV.

Тарифы, упомянутые въ 1 параграфѣ статьи XIV, будутъ устанавливаемы территоріальною властью въ предѣлахъ, предусмотрѣнныхъ въ означенной статьѣ.

Взиманіе этихъ разныхъ пошлинъ
гся чрезъ посредство между-

internationale ou territoriale pour le compte de laquelle ils sont établis.

3) L'administration des revenus provenant de l'application du paragraphe 2 ci-dessus.

4) La surveillance de l'établissement quarantenaire établi en vertu de l'article XXIV.

5) La nomination des agents dépendant du service général de la navigation et celle de ses propres employés.

L'institution des sous-inspecteurs appartiendra à l'autorité territoriale sur les sections occupées par une Puissance, et à la Commission Internationale sur les autres sections du fleuve.

La Puissance riveraine notifiera à la Commission Internationale la nomination des sous-inspecteurs qu'elle aura institués et cette Puissance se chargera de leur traitement.

Dans l'exercice de ses attributions, telles qu'elles sont définies et limitées ci-dessus, la Commission Internationale ne dépendra pas de l'autorité territoriale.

Article XXI.

Dans l'accomplissement de sa tâche, la Commission Internationale pourra recourir, au besoin, aux bâtiments de guerre des Puissances signataires de cet Acte et de celles qui y accéderont à l'avenir, sous toute réserve des instructions qui pourraient être données aux commandants de ces bâtiments par leurs gouvernements respectifs.

народной или территоріальной власти, за счетъ которой оныя установлены.

3) Завѣдываніе доходами, получаемыми отъ примѣненія вышеозначеннаго параграфа 2.

4) Надзоръ надъ карантиннымъ заведеніемъ, основаннымъ въ силу ст. XXIV.

5) Назначеніе принадлежащихъ къ общей службѣ судоходства агентовъ, равно какъ и своихъ собственныхъ должностныхъ лицъ.

Учрежденіе субъ-инспекторовъ для частей рѣки, находящихся во владѣніи какой либо Державы, принадлежитъ территоріальной власти, а Международной Коммиссіи — для другихъ частей рѣки.

Прибрежная Держава о назначенныхъ ею субъ-инспекторахъ, которыхъ она учредила, должна заявлять Международной Коммиссіи и съ своей стороны заботиться о ихъ содержаніи.

Въ отправленіи этого круга своихъ дѣйствій, какъ таковой выше опредѣленъ и ограниченъ, Международная Коммиссія не будетъ зависѣть отъ территоріальной власти.

Статья XXI.

При исполненіи своей задачи Международная Коммиссія можетъ обращаться, въ случаѣ надобности, къ содѣйствію военныхъ судовъ Державъ, подписавшихъ этотъ Актъ, и тѣхъ, которыя присоединятся къ оному впослѣдствіи, со всѣми оговорками въ отношеніи инструкцій, которыя могутъ быть даны командирамъ этихъ судовъ подлежащими правительствами.

Article XXII.

Les bâtiments de guerre des Puissances signataires du présent Acte qui pénètrent dans le Congo sont exempts du paiement des droits de navigation prévus au paragraphe 3 de l'article XIV; mais ils acquitteront les droits éventuels de pilotage ainsi que les droits de port, à moins que leur intervention n'ait été réclamée par la Commission Internationale ou ses agents aux termes de l'article précédent.

Article XXIII.

Dans le but de subvenir aux dépenses techniques et administratives qui lui incombent, la Commission Internationale instituée par l'article XVII pourra négocier en son nom propre des emprunts exclusivement gagés sur les revenus attribués à ladite Commission.

Les décisions de la Commission tendant à la conclusion d'un emprunt devront être prises à la majorité de deux tiers des voix. Il est entendu que les gouvernements représentés à la Commission ne pourront, en aucun cas, être considérés comme assumant aucune garantie, ni contractant aucun engagement ni solidarité à l'égard desdits emprunts, à moins de conventions spéciales conclues par eux à cet effet.

Le produit des droits spécifiés au 3e paragraphe de l'article XIV sera affecté par priorité au service des intérêts et à l'amortissement desdits emprunts, suivant les conventions passées avec les prêteurs.

Статья XXII.

Военныя суда Державъ, подписавшихъ настоящій Актъ, входящія въ рѣку Конго, освобождаются отъ платежа судоходныхъ пошлинъ, предусмотрѣнныхъ въ параграфѣ 3 статьи XIV; но они должны уплачивать могущія встрѣтиться лоцманскія пошлины, равно какъ и портовыя пошлины, если только ихъ посредничество не было потребовано Международною Коммиссіею или ея агентами согласно постановленію предъидущей статьи.

Статья XXIII.

Международная Коммиссія, учрежденная статьею XVII, для покрытія возложенныхъ на нее техническихъ и административныхъ расходовъ, можетъ заключать отъ своего собственнаго имени займы, для обезпеченія коихъ служатъ исключительно доходы, назначенные этой Коммиссіи.

Рѣшенія Коммиссіи касательно заключенія займа должны быть постановляемы большинствомъ двухъ третей голосовъ. Само собою разумѣется, что правительства, имѣющія своихъ представителей въ Коммиссіи, ни въ какомъ случаѣ не могутъ считаться принявшими на себя какую либо гарантію, какое либо обязательство или солидарную отвѣтственность въ отношеніи сказаннаго займа, если на сей предметъ ими не заключены особыя конвенціи.

Доходъ отъ сборовъ, обозначенныхъ въ 3 параграфѣ статьи XIV, будетъ употребляемъ преимущественно на уплату процентовъ и на погашеніе помянутыхъ займовъ, согласно условіямъ, заключеннымъ съ кредиторами.

Article XXIV.

Aux embouchures du Congo, il sera fondé, soit par l'initiative des Puissances riveraines, soit par l'intervention de la Commission Internationale, un établissement quarantenaire qui exercera le contrôle sur les bâtiments tant à l'entrée qu'à la sortie.

Il sera décidé plus tard, par les Puissances, si et dans quelles conditions un contrôle sanitaire devra être exercé sur les bâtiments dans le cours de la navigation fluviale.

Article XXV.

Les dispositions du présent Acte de navigation demeureront en vigueur en temps de guerre. En conséquence, la navigation de toutes les nations, neutres ou belligérantes, sera libre en tout temps pour les usages du commerce sur le Congo, ses embranchements, ses affluents et ses embouchures, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve.

Le trafic demeurera également libre, malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fer, lacs et canaux mentionnés dans les articles XV et XVI.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le transport des objets destinés à un belligérant et considérés, en vertu du droit des gens, comme articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements crées en exécution du présent Acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le per-

Статья XXIV.

При устьяхъ рѣки Конго будетъ основано, либо по иниціативѣ прибрежныхъ Державъ, либо при содѣйствіи Международной Коммиссіи, карантинное заведеніе, которое должно будетъ завѣдывать контролемъ надъ судами, какъ при входѣ ихъ, такъ и при выходѣ.

Державамъ предоставляется рѣшить впослѣдствіи, слѣдуетъ ли и подъ какими условіями производить санитарный контроль надъ судами въ области рѣчного судоходства.

Статья XXV.

Постановленія настоящаго Акта о судоходствѣ должны въ военное время оставаться въ силѣ. А потому судоходство всѣхъ націй, нейтральныхъ или воюющихъ, будетъ во всякое время свободно для потребностей торговли на рѣкѣ Конго, ея развѣтвленіяхъ, притокахъ и устьяхъ, равно какъ и на прибрежной полосѣ моря, у устьевъ этой рѣки.

Торговля на дорогахъ, желѣзныхъ путяхъ, озерахъ и каналахъ, упомянутыхъ въ статьяхъ XV и XVI, должна также оставаться свободною, не смотря на состояніе войны.

Исключеніе изъ этого начала относится только къ провозу предметовъ, которые назначены для воюющей стороны и считаются по народному праву военною контрабандою.

Всѣ сооруженія и заведенія, основанныя въ исполненіе настоящаго Акта, а именно — конторы для взиманія пошлинъ и ихъ кассы, равно какъ и

sonnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, seront placés sous le régime de la neutralité et, à ce titre, seront respectés et protégés par les belligérants.

CHAPITRE V.

Acte de navigation du Niger.

Article XXVI.

La navigation du Niger, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux dispositions du présent Acte de navigation et aux règlements à établir en exécution du même Acte.

Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Niger, et vice-versâ, que pour le grand et le petit cabotage, ainsi que pour la batellerie sur le parcours de ce fleuve.

En conséquence sur tout le parcours et aux embouchures du Niger, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilége exclusif de navigation, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers.

лица, состоящія на постоянной службѣ при этихъ учрежденіяхъ, должны подлежать правиламъ нейтралитета и на этомъ основаніи быть уважаемы и покровительствуемы воюющими сторонами.

ГЛАВА V.

Актъ о судоходствѣ по рѣкѣ Нигеру.

Статья XXVI.

Судоходство по рѣкѣ Нигеру, не исключая ни развѣтвленій, ни истоковъ этой рѣки, должно быть и оставаться совершенно свободнымъ для торговыхъ судовъ всѣхъ націй, будутъ ли эти суда подъ грузомъ или съ баластомъ, какъ для перевозки товаровъ, такъ и пассажировъ. Оно должно сообразоваться съ постановленіями настоящаго Акта о судоходствѣ и съ правилами, которыя имѣютъ быть установлены во исполненіе этого же самаго Акта.

Въ пользованіи этимъ судоходствомъ съ подданными и флагами всѣхъ націй должно быть поступаемо, во всѣхъ отношеніяхъ, въ духѣ совершенной равноправности, какъ относительно прямого плаванія съ открытаго моря къ внутреннимъ портамъ рѣки Нигера и наоборотъ, такъ и относительно большого и малаго каботажа, а также и мелкаго рѣчного судоходства на всемъ протяженіи этой рѣки.

Посему, на всемъ протяженіи и въ устьяхъ рѣки Нигера не должно быть дѣлаемо никакого различія между подданными прибрежныхъ и неприбрежныхъ государствъ, и не должно быть предоставляемо никакой исключительной привилегіи судоходства какъ никакимъ обществамъ или корпораціямъ, такъ равно и частнымъ лицамъ.

Ces dispositions sont reconnues par les Puissances signataires comme faisant désormais partie du droit public international.

Эти постановленія признаются подписавшимися Державами какъ составляющія отнынѣ основную часть международнаго публичнаго права.

Article XXVII.

La navigation du Niger ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance basées uniquement sur le fait de la navigation.

Elle ne subira aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt de rompre charge, ou de relâche forcée.

Dans toute l'étendue du Niger, les navires et marchandises transitant sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit de transit, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Il ne sera établi aucun péage maritime, ni fluvial, basé sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même. Les tarifs de ces taxes ou droits ne comporteront aucun traitement différentiel.

Статья XXVII.

Судоходство по рѣкѣ Нигеру не должно подлежать никакимъ ограниченіямъ или сборамъ, основаннымъ единственно на фактѣ судоходства.

Оно не должно подлежать никакой обязанности въ отношеніи пристаней, стапелей, складки и перегрузки товаровъ, или захожденія въ портъ по необходимости.

На всемъ пространствѣ теченія рѣки Нигера суда и товары, какое бы ни было ихъ происхожденіе или назначеніе, идущіе по рѣкѣ, не должны быть облагаемы никакою транзитною пошлиною.

Не должно взиматься никакого морского или рѣчного сбора, основаннаго единственнно на фактѣ судоходства, и никакой пошлины съ товаровъ, находящихся на судахъ. Взиматься могутъ только сборы или пошлины, имѣющіе характеръ вознагражденія за услуги, оказанныя самому судоходству. Тарифы этихъ сборовъ или пошлинъ не должны подлежать никакому разнообразному примѣненію.

Article XXVIII.

Les affluents du Niger seront à tous égards soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Статья XXVIII.

Притоки рѣки Нигера будутъ подлежать, во всѣхъ отношеніяхъ, тѣмъ же правиламъ, какъ и сама рѣка, въ которую они вливаются.

Article XXIX.

Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourront être établis dans

Статья XXIX.

Дороги, желѣзные пути и каналы, построенные съ особою цѣлью, дабы

le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Niger, de ses affluents, embranchements et issues seront considérés, en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux, que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

возмѣстить несудоходность или недостатки рѣчного пути на нѣкоторыхъ частяхъ теченія рѣки Нигера, ея притоковъ, развѣтвленій и истоковъ, должны считаться въ качествѣ таковыхъ путями сообщенія, какъ принадлежности этой рѣки, и быть равнымъ образомъ открыты для торговли всѣхъ націй.

Такъ же какъ на рѣкѣ, на этихъ дорогахъ, желѣзныхъ путяхъ и каналахъ могутъ быть взимаемы только такіе сборы, которые расчитаны по расходамъ на постройку, содержаніе и администрацію и по выгодамъ, которыя слѣдуютъ предпринимателямъ.

Что касается размѣра этихъ сборовъ, то иностранцы и туземные подданные подлежащихъ территорій должны пользоваться совершеннымъ равенствомъ.

Article XXX.

La Grande Bretagne s'engage à appliquer les principes de la liberté de navigation énoncés dans les articles XXVI, XXVII, XXVIII et XXIX, en tant que les eaux du Niger, de ces affluents, embranchements et issues, sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat.

Les règlements qu'elle établira pour la sûreté et le contrôle de la navigation seront conçus de manière à faciliter autant que possible la circulation des navires marchands.

Il est entendu que rien dans les engagements ainsi pris ne saurait être interprété comme empêchant ou pouvant empêcher la Grande Bretagne de faire quelques règlements de navigation que

Статья XXX.

Великобританія обязуется примѣнять начала свободы судоходства, изъясненныя въ статьяхъ XXVI, XXVII, XXVIII и XXIX, по мѣрѣ того, какъ воды рѣки Нигера, ея притоковъ, развѣтвленій и истоковъ состоятъ или будутъ состоять подъ ея верховенствомъ или ея протекторатомъ.

Правила, которыя она установитъ для безопасности и контроля судоходства, будутъ составляемы такъ, чтобъ по мѣрѣ возможности облегчить свободное движеніе торговыхъ судовъ.

Разумѣется, что ни одно изъ принятыхъ Великобританіею на себя обязательстъ не должно истолковываться въ томъ смыслѣ, что какъ бы вслѣдствіе таковыхъ она встрѣчаетъ или

ce soit, qui ne seraient pas contraires à l'esprit de ces engagements.

La Grande Bretagne s'engage à protéger les négociants étrangers de toutes les nations faisant le commerce dans les parties du cours du Niger qui sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat, comme s'ils étaient ses propres sujets, pourvu toutefois que ces négociants se conforment aux règlements qui sont ou seront établis en vertu de ce qui précède.

Article XXXI.

La France accepte sous les mêmes réserves et en termes identiques les obligations consacrées dans l'article précédent, en tant que les eaux du Niger, de ses affluents, embranchements et issues sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat.

Article XXXII.

Chacune des autres Puissances signataires s'engage de même, pour le cas où elle exercerait dans l'avenir des droits de souveraineté ou de protectorat sur quelque partie des eaux du Niger, de ses affluents, embranchements et issues.

Article XXXIII.

Les dispositions du présent Acte de navigation demeureront en vigueur en temps de guerre. En conséquence, la navigation de toutes les nations, neutres

можетъ встрѣтить препятствіе къ установленію какихъ либо правилъ судоходства, которыя непротивны духу этихъ обязательствъ.

Великобританія обязывается покровительствовать иностраннымъ купцамъ всѣхъ націй, ведущихъ торговлю въ частяхъ рѣки Нигера, которыя состоятъ или будутъ состоять подъ ея верховенствомъ или ея протекторатомъ, подобно, какъ бы они были ея собственные подданные, въ томъ однакожъ предположеніи, что эти купцы будутъ сообразоваться съ правилами, которыя уже постановлены или которыя будутъ впредь постановлены въ силу вышеизложеннаго.

Статья XXXI.

Франція принимаетъ на себя подъ тѣми же условіями и въ тѣхъ же выраженіяхъ обязательства, означенныя въ предъидущей статьѣ, по мѣрѣ того, какъ воды рѣки Нигера, ея притоковъ, развѣтвленій и истоковъ состоятъ или будутъ состоять подъ ея верховенствомъ или ея протекторатомъ.

Статья XXXII.

Каждая изъ прочихъ подписавшихся Державъ обязывается въ подобномъ же смыслѣ на случай, если ей придется пользоваться впослѣдствіи правами верховенства или протектората надъ какою либо частью рѣки Нигера, ея притоковъ, развѣтвленій и истоковъ.

Статья XXXIII.

Постановленія настоящаго Акта о судоходствѣ остаются въ силѣ во время войны. А потому судоходство всѣхъ націй, нейтральныхъ или воюю-

ou belligérantes, sera libre en tout temps pour les usages du commerce sur le Niger, ses embranchements et affluents, ses embouchures et issues, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures et issues de ce fleuve.

Le trafic demeurera également libre malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fer et canaux mentionnés dans l'article XXIX.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le transport des objets destinés à un belligérant et considérés, en vertu du droit des gens, comme articles de contrebande de guerre.

щихъ, будетъ во всякое время свободно для потребностей торговли на рѣкѣ Нигерѣ, ея развѣтвленіяхъ, притокахъ и устьяхъ, равно какъ и на прибрежной полосѣ моря при устьяхъ этой рѣки.

Торговля на дорогахъ, желѣзныхъ путяхъ, озерахъ и каналахъ, упомянутыхъ въ статьѣ XXIX, должна также оставаться свободною, не смотря на военное время.

Исключеніе изъ этого начала будетъ относиться только къ провозу предметовъ, назначенныхъ для одной изъ воюющихъ сторонъ и считаемыхъ, въ силу международнаго права, военною контрабандою.

CHAPITRE VI.

Déclaration relative aux conditions essentielles à remplir pour que des occupations nouvelles sur les côtes du Continent Africain soient considérées comme effectives.

Article XXXIV.

La Puissance qui dorénavant prendra possession d'un territoire sur les côtes du continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles, ou qui, n'en ayant pas eu jusque-là, viendrait à en acquérir, et de même, la Puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres Puissances signataires du présent Acte, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations.

ГЛАВА VI.

Декларація относительно существенныхъ условій, которыя подлежатъ исполненію для того, чтобы новыя завладѣнія на берегахъ Африканскаго материка были считаемы дѣйствительными.

Статья XXXIV.

Держава, которая впослѣдствіи завладѣетъ какою либо территоріею на берегахъ Африканскаго материка, лежащею внѣ ея нынѣшнихъ владѣній, или которая, не имѣвъ доселѣ такихъ владѣній, пріобрѣтетъ таковую, а равно Держава, которая приметъ на себя протекторатъ, должна препроводить подлежащій о томъ Актъ, вмѣстѣ съ объявленіемъ, къ подписавшимъ настоящій Актъ Державамъ, для того, чтобы дать симъ послѣднимъ возможность заявить, въ случаѣ надобности, свои требованія.

Article XXXV.

Les Puissances signataires du présent Acte reconnaissent l'obligation d'assurer, dans les territoires occupés par elles, sur les côtes du continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales.

Article XXXVI.

Les Puissances signataires du présent Acte général se réservent d'y introduire ultérieurement et d'un commun accord les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article XXXVII.

Les Puissances qui n'auront pas signé le présent Acte général pourront adhérer à ses dispositions par un acte séparé.

L'adhésion de chaque Puissance est notifiée, par la voie diplomatique, au gouvernement de l'Empire d'Allemagne, et par celui-ci à tous les Etats signataires ou adhérents.

Elle emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte général.

Статья XXXV.

Державы, подписавшія настоящій Актъ, признаютъ обязательство обезпечить въ занимаемыхъ ими на берегахъ Африканскаго материка территоріяхъ существованіе такой власти, которая достаточна для охраны пріобрѣтенныхъ ими правъ, и, въ потребномъ случаѣ, для охраны свободы торговли и транзита на условіяхъ, однако, которыя для сей послѣдней постановлены.

ГЛАВА VII.

Общія постановленія.

Статья XXXVI.

Державы, подписавшія настоящій заключительный Актъ, сохраняютъ за собою право дѣлать въ ономъ впослѣдствіи и на основаніи общаго соглашенія такія измѣненія и исправленія, полезность коихъ будетъ доказана опытомъ.

Статья XXXVII.

Державы, не подписавшія настоящій заключительный Актъ, могутъ присоединиться къ его постановленіямъ посредствомъ особаго акта.

О присоединеніи каждой Державы доводится дипломатическимъ путемъ до свѣдѣнія правительства Германской Имперіи, а симъ послѣднимъ—до свѣдѣнія всѣхъ подписавшихся или присоединившихся Государствъ.

Присоединеніе даетъ полное право къ принятію всѣхъ обязательствъ и къ допущенію ко всѣмъ преимуществамъ, которыя опредѣлены настоящимъ заключительнымъ Актомъ.

Article XXXVIII.

Le présent Acte général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Il entrera en vigueur pour chaque Puissance à partir de la date où elle l'aura ratifié.

En attendant, les Puissances signataires du présent Acte général s'obligent à n'adopter aucune mesure qui serait contraire aux dispositions dudit Acte.

Chaque Puissance adressera sa ratification au gouvernement de l'Empire d'Allemagne, par les soins de qui il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires du présent Acte général.

Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du gouvernement de l'Empire d'Allemagne. Lorsque toutes les ratifications auront été produites, il sera dressé acte du dépôt dans un protocole qui sera signé par les représentants de toutes les Puissances ayant pris part à la conférence de Berlin et dont une copie certifiée sera adressée à toutes ces Puissances.

En foi de quoi, etc.

Fait à Berlin le 26 février 1885.

(L. S.) C-te P. Kapnist.
(L. S.) de Bismarck.
(L. S.) Busch.
(L. S.) de Kusserow.
(L. S.) Széchényi.
(L. S.) C-te Aug-te van der Straten Ponthoz.

Статья XXXVIII.

Настоящій заключительный Актъ будетъ ратификованъ въ возможно скорѣйшемъ времени и ни въ какомъ случаѣ не позже одного года.

Для каждой Державы онъ вступаетъ въ силу, начиная со дня его ратификаціи.

Между тѣмъ подписавшія настоящій заключительный Актъ Державы обязуются не принимать никакихъ мѣръ, которыя противорѣчили бы его постановленіямъ.

Каждая держава препровождаетъ свою ратификацію правительству Германской Имперіи, чрезъ посредство котораго оная будетъ сообщена всѣмъ прочимъ Правительствамъ, подписавшимъ настоящій заключительный Актъ.

Ратификаціи всѣхъ Державъ будутъ оставаться на храненіи въ архивахъ правительства Германской Имперіи. Когда всѣ ратификаціи будутъ представлены, то объ отдачѣ ихъ на храненіе будетъ составленъ протоколъ, который будетъ подписанъ представителями всѣхъ Державъ, участвовавшими на Берлинской конференціи, и засвидѣтельствованная копія съ онаго будетъ сообщена всѣмъ этимъ Державамъ.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

Учинено въ Берлинѣ 26-го февраля 1885 года.

(М. П.) Гр. П. Капнистъ.
(М. П.) фонъ-Бисмаркъ.
(М. П.) Бушъ.
(М. П.) фонъ-Куссеровъ.
(М. П.) Сеченьи.
(М. П.) Гр. Августъ ванъ-деръ Стратенъ Понтосъ.

(L. S.) B-n Lambermont.
(L. S.) E. Vind.
(L. S.) Comte de Benomar.
(L. S.) Iohn A. Kasson.
(L. S.) H. S. Sanford.
(L. S.) Alph. de Courcel.
(L. S.) Edward B. Malet.
(L. S.) Launay.
(L. S.) F. P. van der Hœven.
(L. S.) Marquis de Penafiel.
(L. S.) A. de Serpa Pimentel.
(L. S.) Gillis Bildt.
(L. S.) Saïd.

Ratifié à Gatchina le 13 avril 1885.

(М. П.) Бар. Ламбермонъ.
(М. П.) Э. Виндъ.
(М. П.) Гр. де-Беномаръ.
(М. П.) Джонъ А. Кассонъ.
(М. П.) Г. С. Занфордъ.
(М. П.) Альф. де-Курсель.
(М. П.) Эдвардъ Б. Мале.
(М. П.) Лоне.
(М. П.) Ф. П. ванъ-деръ Гёвенъ.
(М. П.) Маркизъ де-Пенафіель.
(М. П.) А. де-Серпа Пиментель.
(М. П.) Гиллисъ Бильдтъ.
(М. П.) Саидъ.

Ратификованъ въ Гатчинѣ 13-го апрѣля 1885 г.

№ 369.

Protocole

de la Séance tenue à Berlin au Département des affaires étrangères le 19 avril 1886 pour dresser acte du dépôt des ratifications de l'Acte Général de la Conférence de Berlin signé le 26 février 1885.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:

M. le comte de Bismarck-Schönhausen, Sous-Secrétaire d'Etat,

M. de Kusserow, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Pour l'Autriche-Hongrie:

Son Exc. M. le comte Széchényi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,

Pour la Belgique:

M. le comte van der Straten-Ponthoz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Pour le Danemark:

M. de Vind, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

№ 369.

Протоколъ

засѣданія, происходившаго въ Берлинѣ въ Министерствѣ Иностранныхъ Дѣлъ 19-го апрѣля 1886 года, для составленія акта о томъ, что ратификаціи Заключительнаго Акта Берлинской Конференціи, отъ 26-го февраля 1885 года, приняты на храненіе.

Присутствовали:

За Германію:

Гр. Бисмаркъ-Шёнгаузенъ, помощникъ Статсъ-Секретаря,

Куссеровъ, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

За Австро-Венгрію:

Гр. Сечени, чрезв. и полномочный посолъ,

За Бельгію:

Гр. ванъ-деръ-Стратенъ-Понтозъ, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

За Данію:

Виндъ, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

Pour l'Espagne:

M. le comte de Benomar, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Pour la France:

Son Exc. M. le Baron de Courcel, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,

Pour la Grande Bretagne:

Son Exc. Sir Edward B. Malet, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,

Pour l'Italie:

Son Exc. M. le comte de Launay, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,

Pour les Pays-Bas:

M. le Jonkheer van der Hoeven, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Pour le Portugal:

M. le marquis de Penafiel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Pour la Russie:

M. le comte Mourawieff, Chargé d'affaires,

Pour la Suède et Norvége:

M. le Baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Pour la Turquie:

Son Exc. Tevfik-Bey, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Les Puissances qui ont pris part à la conférence de Berlin ayant toutes, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, ratifié l'Acte général de cette conférence, signé à Berlin le 26 février 1885, et ayant adressé leurs ratifications au gouvernement de l'Empire d'Allemagne qui les a fait déposer aux archives Impériales et en a donné avis

За Испанію:

Гр. Беномаръ, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

За Францію:

Баронъ де-Курсель, чрезв. и полномочный носолъ,

За Великобританію:

Сэръ Эдвардъ Б. Малетъ, чрезв. и полномочный посолъ,

За Италію:

Гр. де-Лоне, чрезв. и полномочный посолъ,

За Нидерланды:

Іонкгеръ ванъ-деръ-Гёвенъ, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

За Португалію:

Маркизъ Пенафіель, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

За Россію:

Графъ Муравьевъ, повѣренный въ дѣлахъ,

За Швецію и Норвегію:

Баронъ Бильдтъ, чрезв. посланникъ и полномочный министръ,

За Турцію:

Тевфикъ-Бей, чрезв. и полномочный посолъ.

Принимая во вниманіе, что всѣ участвовавшія на Берлинской конференціи Державы, за исключеніемъ Американскихъ Соединенныхъ Штатовъ, ратификовали Заключительный Актъ этой конференціи, подписанный въ Берлинѣ 26-го февраля 1885 года, и препроводили свои ратификаціи правительству Германской Имперіи, которое

aux autres Puissances signataires, les soussignés, autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, se sont réunis au Ministère des affaires étrangères, à Berlin, pour dresser acte de dépôt de ces ratifications, ainsi qu'il a été convenu à l'article XXXVIII du dit Acte Général.

Le comte de Bismarck expose en peu de mots le motif de la réunion à laquelle il a convié les représentants des Puissances qui ont ratifié l'Acte général du 26 février 1885. Il donne lecture de l'article XXXVIII de l'Acte général, et fait observer que le délai prévu au premier alinéa du dit Article a été prolongé, d'un commun accord, à la demande du Gouvernement d'Autriche-Hongrie.

Le comte de Bismarck, ayant ensuite constaté que l'Acte général n'a pas été ratifié par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, rappelle que cette éventualité avait été prévue lors des délibérations de la conférence de Berlin, ainsi qu'il résulte de l'Annexe № III au protocole № 9, et notamment de l'Extrait du Protocole de la séance de la conférence du 31 Janvier 1885, joint comme Annexe № 6 à la dite Annexe № III. Il exprime en conséquence l'avis que les Etats-Unis d'Amérique rentrent dans la catégorie des Puissances qui pourront adhérer ultérieurement aux dispositions de l'Acte général dans les formes et avec les effets déterminés à l'article XXXVII de cet Acte, toutes les stipulations contenues en l'Acte général devant d'ailleurs conserver pleine force et

передало оныя на храненіе въ Имперскій Архивъ и сообщило о томъ прочимъ подписавшимся Державамъ,—нижеподписавшіеся, уполномоченные на сей предметъ своими правительствами, собрались въ министерствѣ иностранныхъ дѣлъ въ Берлинѣ для составленія акта о принятіи этихъ ратификацій на храненіе, какъ было условлено въ статьѣ XXXVIII помянутаго Заключительнаго Акта.

Графъ Бисмаркъ изложилъ въ краткихъ словахъ поводъ собранію, на которое онъ пригласилъ представителей Державъ, ратификовавшихъ Заключительный Актъ отъ 26-го февраля 1885 г. Онъ прочелъ статью XXXVIII этого Акта и присовокупилъ, что срокъ, предусмотрѣнный въ первомъ пунктѣ вышепомянутой статьи, былъ продленъ, съ общаго согласія, по просьбѣ Австро-Венгерскаго правительства.

Заявивъ потомъ, что Заключительный Актъ не былъ ратификованъ правительствомъ Американскихъ Соединенныхъ Штатовъ, Графъ Бисмаркъ присовокупилъ, что это обстоятельство было предусмотрѣно во время совѣщаній Берлинской конференціи, какъ это видно изъ приложенія № III къ протоколу № 9, и въ частности изъ выписки изъ протокола засѣданія конференціи отъ 31-го января 1885 года, составляющей № 6 приложеній къ вышепомянутому приложенію № III. По мнѣнію графа Бисмарка, Американскіе Соединенные Штаты входятъ въ разрядъ Державъ, которыя могутъ присоединиться впослѣдствіи къ постановленіямъ Заключительнаго Акта въ порядкѣ и съ послѣдствіями, опредѣленными въ статьѣ XXXVII этого Акта,

vigueur entre toutes les autres Puissances signataires dudit Acte et les lier réciproquement entre elles, en vertu de leurs ratifications respectives.

Les représentants de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et Norvége et de la Turquie ayant déclaré qu'ils partageaient cette manière de voir et qu'ils étaient autorisés à procéder, dans les conditions exposées par le comte de Bismarck, à la formalité prévue dans l'article XXXVIII de l'Acte général, les ratifications sont produites et, après examen, trouvées en bonne et due forme.

Le comte de Bismarck déclare que ces documents resteront déposés, conformément aux prescriptions de l'article XXXVIII, dans les archives du gouvernement de l'Empire d'Allemagne.

Les autres membres de la réunion lui donnent acte de ce dépôt.

En foi de quoi a été dressé le présent Protocole, dont une copie certifiée sera adressée, par les soins du gouvernement de l'Empire d'Allemagne, à chacune des autres Puissances ayant ratifié l'Acte général du 26 février 1885.

Fait à Berlin, lu et approuvé le 19 avril 1886.

Széchényi.
Comte Aug-te van der Straten-Ponthoz.

E. Vind.
Comte de Benomar.

при чемъ, впрочемъ, всѣ условія, заключающіяся въ помянутомъ Актѣ, должны сохранять полную силу и дѣйствіе для всѣхъ прочихъ Державъ, подписавшихъ этотъ Актъ, и быть для нихъ взаимно обязательными въ силу ихъ ратификацій.

По заявленіи представителями Австро-Венгріи, Бельгіи, Даніи, Испаніи, Франціи, Великобританіи, Италіи, Нидерландовъ, Португаліи, Россіи, Швеціи и Норвегіи и Турціи, что они присоединяются къ этому мнѣнію и что они уполномочены приступить, при условіяхъ, указанныхъ графомъ Бисмаркомъ, къ формальности, предусмотрѣнной въ статьѣ XXXVIII Заключительнаго Акта, ратификаціи были предъявлены и, по разсмотрѣніи, найдены въ доброй и надлежащей формѣ.

Графъ Бисмаркъ объявилъ, что эти документы, согласно постановленіямъ статьи XXXVIII, будутъ оставаться на храненіи въ архивѣ правительства Германской Имперіи.

Прочіе члены собранія приняли это объявленіе къ должному свѣдѣнію.

Въ удостовѣреніе чего и былъ составленъ настоящій протоколъ, засвидѣтельствованная копія съ котораго будетъ сообщена Имперско-Германскимъ правительствомъ каждой изъ прочихъ Державъ, ратификовавшихъ Заключительный Актъ отъ 26-го февраля 1885 года.

Учинено въ Берлинѣ, прочтено и утверждено 19-го апрѣля 1886 года.

Сечени.
Графъ Августъ-ванъ-деръ-Стратенъ-Понтозъ.
Э. Виндъ.
Графъ Беномаръ.

Alph. de Courcel.
Edward B. Malet.
Launay.
F. P. van der Hoeven.
Marquis de Penafiel.
Comte Mourawieff.
Gillis Bildt.
A. Tevfik.
H. Bismarck.
von Kusserow.

Альф. де-Курсель.
Эдвардъ Б. Малетъ.
Лоне.
Ф. П. ванъ-деръ-Гёвенъ.
Маркизъ Пенафіель.
Графъ Муравьевъ.
Гиллисъ Бильдтъ.
А. Тевфикъ.
Г. Бисмаркъ.
Куссеровъ.

№ 370.

Déclaration

échangée entre le gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie et l'Association Internationale du Congo.

ARTICLE I.

L'Association Internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit sur les marchandises ou articles de commerce importés directement ou en transit dans ses possessions présentes ou futures en Afrique. Cette franchise de droit s'étend particulièrement aux marchandises ou articles de commerce qui sont transportés sur les voies de communication établies autour des cataractes du Congo.

ARTICLE II.

Les sujets de S. M. l'Empereur de Russie auront le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires de l'Association. Ils seront traités sur le même pied que les sujets de la nation la plus favorisée, y compris les habitants du pays, en ce qui concerne la protection de leurs personnes, de leurs biens, le libre exercice de leurs cultes, la revendication et la défense de leurs droits ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et

№ 370.

Декларація,

обмѣненная между правительствомъ Е. В. Императора Всероссійскаго и Международною Ассоціаціею на рѣкѣ Конго.

СТАТЬЯ I.

Международная Ассоціація на рѣкѣ Конго обязуется не взимать никакихъ пошлинъ съ товаровъ или предметовъ торговли, ввозимыхъ непосредственно или транзитомъ какъ въ нынѣшнія, такъ и въ будущія владѣнія ея въ Африкѣ. Эта свобода отъ пошлинъ распространяется главнымъ образомъ на товары или предметы торговли, перевозимые по тѣмъ путямъ сообщенія, торые устроены у пороговъ рѣки Конго.

СТАТЬЯ II.

Подданнымъ Е. В. Императора Всероссійскаго предоставляется право проживать и поселяться на всѣхъ земляхъ, принадлежащихъ Ассоціаціи. Они будутъ пользоваться тѣми же правами, какъ и подданные наиболѣе благопріятствуемой націи, включая сюда и туземныхъ жителей—какъ въ отношеніи покровительства ихъ личности и имущества, такъ и свободы вѣроисповѣданія, въ отношеніи преслѣдованія

à l'industrie. Spécialement ils auront le droit d'acheter, de vendre et de louer des terres et des édifices situés sur les territoires de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce et le cabotage sous pavillon russe.

и защиты своихъ правъ, а также въ отношеніи мореплаванія, торговли и промышленности. Въ частности имъ предоставляется право покупать, продавать и нанимать земли и зданія на земляхъ Ассоціаціи, основывать торговые дома, производить торговлю и заниматься каботажнымъ судоходствомъ подъ русскимъ флагомъ.

Article III.

L'Association s'engage à ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de l'Empire de Russie.

Статья III.

Ассоціація обязывается никогда не предоставлять какихъ бы то ни было преимуществъ подданнымъ другой націи, безъ того, чтобы тѣ же преимущества не были немедленно распространены и на подданныхъ Россійской Имперіи.

Article IV.

La Russie jouira quant à la nomination des Consuls, leurs fonctions et la juridiction consulaire de tous les droits et privilèges qui seraient accordés à un autre Etat.

Статья IV.

Россія будетъ пользоваться въ отношеніи назначенія консуловъ, опредѣленія ихъ обязанностей и консульской юрисдикціи всѣми правами и преимуществами, какія будутъ предоставлены другому государству.

Article V.

En cas de cession du territoire actuel ou futur de l'Association ou d'une partie de ce territoire, les obligations contractées par l'Association envers la Russie seront imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association au gouvernement Impérial de Russie et à ces sujets resteront en vigueur après toute cession, vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur.

Статья V.

Въ случаѣ уступки земель нынѣшней или будущей территоріи Ассоціаціи или части этой территоріи, заключенныя Ассоціаціей съ Россіей обязательства будутъ возложены на новаго владѣльца. Эти обязательства, а также права, предоставленныя Ассоціаціей Россійскому Императорскому правительству и его подданнымъ, сохраняютъ свою силу послѣ каждой уступки въ отношеніи ко всякому новому пріобрѣтателю.

ARTICLE VI.

Le gouvernement Impérial de Russie prenant acte des engagements ci-dessus et accordant ses sympathies au but humanitaire que poursuit l'Association, reconnait son pavillon — drapeau bleu avec étoile d'or au centre—comme celui d'un Etat ami.

Ainsi fait à Bruxelles, le 24 janvier (5 février) 1885.

(L. S.) Bloudow. (L. S.) Bar. E. Beyens.

СТАТЬЯ VI.

Россійское Императорское правительство, принимая вышеупомянутыя обязательства Ассоціаціи къ должному свѣдѣнію и выражая свое сочувствіе человѣколюбивымъ цѣлямъ Ассоціаціи, признаетъ ея флагъ: синій съ золотою звѣздою на срединѣ, наравнѣ съ флагомъ дружественнаго государства.

Учинено въ Брюсселѣ 24-го января (5-го февраля) 1885 года.

(М. П.) Блудовъ. (М. П.) Бар. Е. Бейенсъ.

№ 371.

1885, le 18 (30) juillet. Déclaration conclue avec l'Allemagne, concernant les sociétés par actions.

Le gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement Impérial d'Allemagne ayant jugé utile de règler réciproquement la situation des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, les soussignés en vertu de l'autorisation qui leur a été conférée sont convenus de ce qui suit:

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières domiciliées dans l'un des deux pays et à condition qu' elles y aient été validement constituées conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

№ 371.

1885 г., іюля 18-го (30-го). Декларація, заключенная съ Германіею, относительно акціонерныхъ обществъ.

Въ виду признанія Россійскимъ Императорскимъ правительствомъ и Германскимъ Имперскимъ правительствомъ полезнымъ устроить взаимно положеніе акціонерныхъ (анонимныхъ) обществъ и другихъ товариществъ торговыхъ промышленныхъ или финансовыхъ, нижеподписавшіеся, въ силу предоставленнаго имъ полномочія, условились о нижеслѣдующемъ:

Акціонерныя (анонимныя) общества и другія товарищества: торговыя, промышленныя или финансовыя, имѣющія мѣстопребываніе въ одной изъ обѣихъ странъ и надлежащимъ порядкомъ тамъ учрежденныя согласно дѣйствующимъ законамъ, будутъ признаваемы въ другой странѣ какъ имѣющія законное существованіе и именно пользоваться въ оной правомъ судебной защиты въ судебныхъ учрежденіяхъ, какъ въ качествѣ истцовъ, такъ и отвѣтчиковъ.

Il est entendu que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans l'un des deux pays sera admise ou non dans l'autre pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent à cet égard dans ce dernier pays.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 18 (30) Août a. c. et il ne cessera ses effets qu'un an après la dénonciation qui en serait faite de part ou d'autre.

Fait en double à St.-Pétersbourg, le 18 (30) juillet 1885.

(L. S.) Giers. (L. S.) Schweinitz.

Само собою разумѣется, что вышеизложенное постановленіе вовсе не касается вопроса о допущеніи или недопущеніи подобнаго общества, учрежденнаго въ одной изъ обѣихъ странъ, къ производству въ другой странѣ своей торговли или своей промышленности, такъ какъ это допущеніе или недопущеніе всегда зависитъ отъ правилъ, существующихъ въ этомъ отношеніи въ сей послѣдней странѣ.

Настоящее условіе войдетъ въ силу 18-го (30-го) августа сего года и прекратитъ свое дѣйствіе лишь чрезъ годъ по объявленіи о томъ съ той или другой стороны.

Учинено въ двухъ экземплярахъ въ С.-Петербургѣ, 18-го (30-го) іюля 1885 года.

(М. П.) Гирсъ. (М. П.) Швейнитцъ.

№ 372.

1885, 19 sept. (1 oct.) Arrangement, conclu avec la Bavière, sous forme des notes échangées, concernant l'extradition des criminels.

St.-Pétersbourg, le 19-e septembre (1 octobre) 1885.

Le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Bavière, dûment autorisé, déclare adhérer au nom du gouvernement royal de Bavière aux propositions suivantes ayant fait l'objet d'une entente préalable entre les gouvernements Bavarois et Russe:

Article I.

Le gouvernement royal de Bavière s'engage à livrer au gouvernement Im-

№ 372.

1885 г., сентября 19-го (октября 1-го). Соглашеніе съ Баваріею въ формѣ обмѣненныхъ нотъ, относительно взаимной выдачи преступниковъ.

С.-Петербургъ, 19-го сентября (1-го октября) 1885 года.

Нижеподписавшійся чрезвычайный посланникъ и полномочный министръ Е. В. Короля Баварскаго, надлежаще уполномоченный, именемъ Королевско-Баварскаго правительства изъявляетъ согласіе на нижеслѣдующія предложенія, бывшія предметомъ предварительнаго соглашенія между Баварскимъ и Россійскимъ правительствами:

Статья I.

Королевско-Баварское правительство обязуется выдавать Император-

périal de Russie, sur sa demande, les sujets russes condamnés ou poursuivis par les tribunaux russes à raison d'un des faits ci-après énumérés punissables d'après les lois russes et s'étant soustraits par la fuite à la peine qu'ils auraient encourue:

1) à raison des crimes ou délits ci-après énoncés ou des préparatifs en vue de leur exécution, si ces crimes ou délits ont été commis à l'égard de S. M. l'Empereur de Russie ou à l'égard des membres de sa famille:

a) meurtre,
b) voies de fait,
c) lésions corporelles,
d) privation volontaire de la liberté individuelle,
e) offense;
2) assassinat ou tentative de ce crime;

3) la préparation ou la détention illégale de la dynamite ou autres matières explosibles.

Article II.

Dans tous les autres cas où l'extradition sera demandée par le gouvernement Impérial de Russie à raison de l'un des crimes ou délits non-mentionnés à l'article I cette demande sera prise en considération par le gouvernement royal de Bavière et, si rien ne s'oppose, il y sera donné suite eu égard aux rapports d'amitié qui unissent les deux pays.

скому Россійскому правительству, по его требованію, россійскихъ подданныхъ, осужденныхъ или преслѣдуемыхъ россійскими судами за одно изъ нижеисчисленныхъ дѣяній, подлежащихъ по россійскимъ законамъ наказанію, и укрывшихся бѣгствомъ отъ угрожающаго имъ наказанія:

1) за нижеозначенные преступленія или проступки или приготовленія въ видахъ приведенія ихъ въ исполненіе, если эти преступленія или проступки были совершены противъ особы Е. В. Императора Россійскаго или членовъ его семейства:

а) убійство,
б) насильственныя дѣйствія,
в) тѣлесныя поврежденія,
г) умышленное лишеніе личной свободы,
д) оскорбленіе;
2) убійство съ заранѣе обдуманнымъ намѣреніемъ или покушеніе на это преступленіе;

3) приготовленіе или противозаконное храненіе динамита или иныхъ взрывчатыхъ веществъ.

Статья II.

Во всѣхъ другихъ случаяхъ, въ коихъ Императорскимъ Россійскимъ правительствомъ будетъ требоваться выдача за одно изъ преступленій или проступковъ, не упомянутыхъ въ статьѣ I, это требованіе будетъ приниматься Королевско - Баварскимъ правительствомъ въ уваженіе и, если не представится препятствій, будетъ удовлетворяемо, во вниманіе дружественныхъ отношеній, соединяющихъ обе дарства.

Article III.

La circonstance que le crime ou délit, à raison duquel l'extradition sera demandée, a été commis dans un but politique ne pourra en aucun cas servir de cause pour refuser l'extradition.

Article IV.

Seront maintenues celles des dispositions de la convention d'extradition conclue entre la Bavière et la Russie en date du 26 (14) Février 1869 qui ne sont pas en contradiction avec le contenu des articles précédents.

Article V.

Le présent arrangement entre en vigueur à partir du jour de l'échange des notes à ce sujet entre le gouvernement Royal de Bavière et le gouvernement Impérial de Russie.

Le soussigné profite de la présente occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Gérant le Ministère des Affaires Etrangères l'assurance de sa haute considération.

Gasser.

Статья III.

Если преступленіе или проступокъ, по поводу коихъ требуется выдача, были совершены съ политическою цѣлью, то это обстоятельство ни въ какомъ случаѣ не можетъ служить основаніемъ къ отказу въ выдачѣ.

Статья IV.

Постановленія конвенціи о выдачѣ преступниковъ, заключенной между Баваріею и Россіею отъ 26-го (14-го) февраля 1869 года, которыя не состоятъ въ противорѣчіи съ содержаніемъ предшествующихъ статей, будутъ сохранять свою силу.

Статья V.

Настоящее соглашеніе вступаетъ въ силу со дня обмѣна нотъ по этому предмету между Королевско-Баварскимъ и Императорскимъ Россійскимъ правительствами.

Нижеподписавшійся пользуется настоящимъ случаемъ для возобновленія Его Прев. Г. Управляющему Министерствомъ Иностранныхъ Дѣлъ увѣренія въ своемъ высокомъ уваженіи.

Гассеръ.

№ 373 — 376.

1885, le 2 (14), 5 (17) sept. et le 2 (24 juillet) **1886**. Déclarations concernant la réduction des tarifs pour la correspondance télégraphique, conclues avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Roumanie et la Suède et la Norwége.

№ 373.

Déclaration.

La conférence télégraphique internationale de Berlin ayant adopté en 1885

№ 373 — 376.

1885 г., сентября 2-го (14-го), 5-го (17-го) и 2-го (14-го) іюля **1886 г.** Декларація по вопросу объ установленіи пониженныхъ телеграфныхъ таксъ между Россіей, Германіею, Австро-Венгріею, Румыніею, Швеціею и Норвегіею.

№ 373.

Декларація.

Берлинскою международною телеграфною конференціею были приняты

un règlement télégraphique ainsi qu'un tarif révisés, le gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement de S. M. le Roi de Suède et de Norvége sont convenus de remplacer par un nouvel arrangement celui de l'année 1880 qui avait été confirmé par la Déclaration ministérielle signée à St.-Pétersbourg le 15 (27) mars 1880.

En conséquence le délegué russe et les délégués de Suède et de Norvége à la conférence internationale de Berlin ont conclu, sous la réserve de l'approbation de leurs gouvernements, un arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit:

Arrangement spécial, entre la Russie d'une part et la Suède et la Norvége d'autre part.

Article I.

En raison du nouveau système des tarifs adopté par la conférence télégraphique internationale de Berlin, les soussignés délégués du gouvernement Impérial de Russie et du gouvernement de S. M. le Roi de Suède et de Norvége, sous réserve de la sanction par leurs gouvernements respectifs, sont convenus d'établir les taxes suivantes pour les correspondances échangées entre la Finlande d'une part, et la Suède et la Norvége d'autre part, savoir:

1. Taxes terminales par mot pur et simple:

a) de la Finlande . . 15 centimes.
b) „ „ Suède . . . 15 „
c) „ „ Norvége . . 10 „

въ 1885 году пересмотрѣнные телеграфный Регламентъ и тарифъ. Въ виду сего Россійское Императорское правительство и правительство Е. В. Короля Шведскаго и Норвежскаго согласились замѣнить новымъ соглашеніемъ таковое же, заключенное въ 1880 года, которое было утверждено министерскою декларацiею, подписанною въ С.-Петербургѣ 15-го (27-го) марта 1880 года.

Вслѣдствіе сего россійскій представитель и представители Швеціи и Норвегіи на Берлинской международной телеграфной конференціи заключили, подъ условіемъ утвержденія ихъ правительствами, соглашеніе, содержаніе коего отъ слова до слова слѣдующее:

Особое соглашеніе, заключенное между Россіею съ одной стороны и Швеціею и Норвегіею — съ другой.

Статья I.

Нижеподписавшіеся представители Россійскаго Императорскаго правительства и правительства Е. В. Короля Шведскаго и Норвежскаго, имѣя въ виду новую систему тарифовъ, принятую Берлинскою международною телеграфною конференціею, согласились, подъ условіемъ утвержденія своими правительствами, установить нижеслѣдующія платы для корреспонденціи, обмѣниваемой между Великимъ Княжествомъ Финляндскимъ съ одной стороны и Швеціею и Норвегіею—съ другой:

1. Оконечныя пословныя таксы:

a) для Великаго Княжества Финляндскаго. 15 сантим.
b) для Швеціи . . . 15 „
c) для Норвегіи . . . 10 „

2) Taxe de transit de la Suède 8 centimes, par mot pur et simple.

Article II.

Les taxes susmentionnées seront appliquées à partir de la date qui sera désignée pour la mise en exécution du Règlement introduit par la conférence télégraphique internationale de Berlin.

A dater du même jour est abrogé l'arrangement spécial antérieur, au sujet de la correspondance télégraphique entre l'Empire de Russie et la Suède ou la Norvège, particulièrement la Déclaration ministérielle du 15 (27) mars 1880.

Article III.

Le présent arrangement demeurera en vigueur pendant la durée des stipulations arrêtées par la conférence télégraphique internationale de Berlin.

Fait en triple expédition à Berlin le 14 (2) septembre 1880.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

2) Транзитная пословная такса чрезъ Швецію — 8 сантимовъ за каждое отдѣльное слово.

Статья II.

Вышепомянутыя таксы войдутъ въ дѣйствіе съ того числа, которое будетъ назначено для вступленія въ силу Регламента, пересмотрѣннаго международною телеграфною конференціею въ Берлинѣ.

Съ этого числа отмѣняется прежнее особое соглашеніе о телеграфной корреспонденціи между Россійскою Имперіею и Швеціею и Норвегіею, а именно министерская декларація отъ 15-го (27-го) марта 1880 года.

Статья III.

Настоящее соглашеніе останется въ силѣ на время дѣйствія постановленій Берлинской международной телеграфной конференціи.

Учинено въ Берлинѣ въ трехъ экземплярахъ 14-го (2-го) сентября 1880 года.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Cette déclaration a été échangée contre une déclaration analogue du gouvernement Royal de Suède et de Norvége, signée à Stockgolm le 13 avril 1886 par le comte Ehrensvärd, Ministre des Affaires Etrangères.

Эта декларація была обмѣнена на такую же декларацію Королевско-Шведско-Норвежскаго правительства, подписанную въ Стокгольмѣ 13-го апрѣля 1886 года графомъ Эренсвердомъ, Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ.

№ 374.

Déclaration.

La conférence télégraphique internationale de Berlin ayant adopté en 1885 un règlement télégraphique ainsi qu'un tarif révisés, le gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie et le gouvernement de S. M. J. et R. Apostolique sont convenus de remplacer par un nouvel arrangement celui de St.-Pétersbourg du 5 (17) juillet 1875 ainsi que le protocole de Londres du 29 juillet 1879 actuellement en vigueur.

En conséquence les délégués des administrations télégraphiques respectives à la dite conférence internationale ont conclu, sous la réserve de l'approbation de leurs gouvernements, un arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit:

Special-Uebereinkommen, zwischen der Telegraphen-Verwaltung Russlands einerseits und den Telegraphen-Verwaltungen Oesterreich-Ungarns andererseits zum Zwecke der Regelung ihrer gegenseitigen Beziehungen.

Auf Grund des zu St.-Petersburg abgeschlossenen internationalen Telegraphen Vertrages und des dazu gehörigen, in Berlin revidirten Dienst-Reglements haben die unterzeichneten Vertreter der russischen, der österreichi-

№ 374.

Декларація.

Берлинскою международною телеграфною конференціею были приняты въ 1885 году пересмотрѣнные телеграфный регламентъ и тарифъ. Въ виду сего правительство Его Величества Императора Всероссійскаго и правительство Е. И. К. Апостолическаго Величества согласились замѣнить новымъ соглашеніемъ таковое же, заключенное въ С.-Петербургѣ 5-го (17-го) іюля 1875 года и дѣйствующій нынѣ Лондонскій протоколъ отъ 29-го іюля 1879 года.

Вслѣдствіе сего представители обоюдныхъ телеграфныхъ управленій на вышеупомянутой международной телеграфной конференціи заключили, подъ условіемъ утвержденія ихъ правительствами, соглашеніе, коего содержаніе дословно слѣдующее:

Особое соглашеніе между телеграфнымъ управленіемъ Россіи съ одной стороны и телеграфными управленіями Австро-Венгріи — съ другой, относительно установленія порядка ихъ взаимныхъ сношеній.

На основаніи заключенной въ С.-Петербургѣ международной телеграфной конвенціи и приложеннаго къ оной Регламента международной телеграфной службы, пересмотрѣннаго въ Берлинѣ, нижеподписавшіеся представи-

schen und der ungarischen Telegraphen-Verwaltung, vorbehaltlich höherer Genehmigung, folgendes Special-Uebereinkommen getroffen.

Artikel I.

Die Beförderungsgebühren für die aus Oesterreich-Ungarn herrührenden, nach Russland bestimmten, sowie für die aus Russland herrührenden, nach Oesterreich-Ungarn bestimmten Telegramme werden, wie folgt festgesetzt:

I. Im directen Verkehr zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits und dem europäischen Russland mit Einschluss des Kaukasus andrerseits sind zu erheben:

1) bei gewöhnl. Telegrammen. 32 cts.
2) „ dringenden „ . 96 „
3) „ collationirten „ . 40 „
für jedes Taxwort ohne weiteren Zuschlag.

II. Im Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits und dem asiatischen Russland andrerseits haben die für diesen Verkehr durch die Taxtabellen des Berliner Dienst-Reglements vorgeschriebenen Tarifsätze in Anwendung zu kommen.

Jeder Verwaltung bleibt es überlassen, die Art und Weise der Einhebung der betreffenden Gebührensätze im Sinne der Bestimmungen des gedachten Reglements selbständig zu regeln.

Die contrahirenden Verwaltungen behalten sich vor, wiebald sie mit den, durch das gegenwärtige Special-Uebereinkommen festgesetzten Gebührensätze befriedigende Erfahrungen gemacht haben werden, wegen einer weiteren Gebührenermässigung in Verhandlung zu treten.

тели Россійскаго, Австрійскаго и Венгерскаго телеграфныхъ управленій заключили, подъ условіемъ высшаго утвержденія, нижеслѣдующее особое соглашеніе:

Статья I.

За обмѣнъ телеграммъ, исходящихъ изъ Австро-Венгріи въ Россію, равно какъ изъ Россіи въ Австро-Венгрію, назначаются нижеслѣдующія тарифныя таксы:

I. При непосредственномъ обмѣнѣ телеграммъ между Австро-Венгріею съ одной стороны, и Европейскою Россіею, со включеніемъ Кавказа — съ другой, взимается:

1) за обыкновенную телеграмму 32 сан
2) „ срочную „ 96 „
3) „ телеграмму съ повѣркою 40 „
за каждое тарифное слово безъ всякой добавочной платы.

II. При обмѣнѣ телеграммъ между Австро-Венгріею съ одной стороны, и Азіятскою Россіею — съ другой, примѣняются тарифныя положенія, установленныя для этихъ сношеній тарифными таблицами пересмотрѣннаго въ Берлинѣ Регламента.

Каждому изъ телеграфныхъ управленій предоставляется самостоятельно установить способъ взиманія платы на основаніи положеній вышеозначеннаго Регламента.

Договаривающіяся управленія предоставляютъ себѣ, по достаточномъ испытаніи установленныхъ настоящимъ особымъ соглашеніемъ тарифныхъ таксъ, вступить въ переговоры о дальнѣйшемъ ихъ пониженіи.

Artikel II.

Die Theilung der Gebühren für die zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits und Russland andrerseits direct gewechselten Telegramme soll in folgender Weise stattfinden:

I. Ueber die aus dem europäischen Russland mit Einschluss des Kaukasus herrührenden, nach Oesterreich-Ungarn bestimmten Telegramme unterbleibt jede Abrechnung mit Ausnahme der Gebühren für vorausbezahlte Antworten. Die tarifmässigen Gebühren die letzteren den Telegraphen-Verwaltungen Oesterreich-Ungarns durch die Abrechnung überwiesen.

II. Für die aus Oesterreich-Ungarn herrührenden, nach dem europäischen Russland mit Einschluss des Kaukasus gerichteten Telegramme werden die Telegraphen-Verwaltung Oesterreich-Ungarns an die Russische Telegraphen-Verwaltung folgende Gebührenantheile bezahlen:

1) bei gewöhnl. Telegrammen $14^1/_2$ cts.
2) „ dringenden „ 48 „
3) „ collationirten „ 20 „

für jedes Taxwort und die tarifmässigen Gebühren für vorausbezahlte Antworten.

Im Uebrigen behält jede Verwaltung die bei ihr zur Erhebung kommenden Gebührenbeträge für Empfangsanzeigen, sowie auch alle anderen Neben und Nachtragsgebühren.

III. Im Verkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und dem asiatischen Russland erhält jede Verwaltung, wie im übrigen internationalen Verkehre, die durch die

Статья II.

Распредѣленіе платы за телеграммы, обмѣниваемыя непосредственно между Австро-Венгріею съ одной стороны, и Россіею — съ другой, будетъ производиться слѣдующимъ образомъ:

I. За телеграммы, исходящія изъ Европейской Россіи, со включеніемъ Кавказа, назначенныя въ Австро-Венгрію, никакихъ расчетовъ не производится, исключая платы за оплаченные впередъ отвѣты. Тарифная плата за послѣдніе засчитывается телеграфнымъ управленіямъ Австро-Венгріи при расчетахъ.

II. За телеграммы, исходящія изъ Австро-Венгріи, адресованныя въ Европейскую Россію, со включеніемъ Кавказа, телеграфныя управленія Австро-Венгріи уплачиваютъ россійскому телеграфному управленію слѣдующія части таксы за каждое слово:

1) обыкновенной телеграммы $14^1/_2$ сан.
2) срочной „ 48 „
3) телеграммы съ повѣркою 20 „

и причитающуюся тарифную плату за оплаченные впередъ отвѣты.

Остальныя взимаемыя каждымъ управленіемъ таксы, какъ за извѣщеніе о доставленіи, такъ равно и всякаго рода другіе сборы и таксы, довзыскиваемые съ подателей, остаются въ пользу управленія, взыскавшаго таковые.

III. При сношеніяхъ между Австро-Венгріею и Азіятскою Россіею каждое управленіе получаетъ, какъ и при другихъ международныхъ сношеніяхъ,

Taxtabellen des Berliner Reglements vorgeschriebenenen Beträge.

Die Abrechnung über die gegenseitig zu vergütenden Gebühren wird zwischen der Russischen und der Oesterreichischen Verwaltung gepflogen, welch'letztere hierbei auch im Namen der Ungarischen Verwaltung handeln wird.

Die Aufstellung der Abrechnungen wird auf Grundlage des Dienstreglements und soweit als möglich nach Durchschnitssätzen oder einem andern vereinfachten Modus zu erfolgen haben.

Artikel III.

Für diejenigen Telegramme, welche bei Unterbrechung der direkten Verbindungen im gegenseitigen Terminalverkehre über die Linien fremder Verwaltungen gewechselt werden sollten, ist eine Zuschlagsgebühr nicht zu erheben; die Kosten des Transits werden von der Aufgabe-Verwaltung getragen.

Auf diejenigen Telegramme, welche über Verlangen des Aufgebers von dem directen Wege abgeleitet werden, finden die Taxen und Bestimmungen des internationalen Telegraphen-Vertrages Anwendung.

Für die inländischen Telegramme der einen oder der andern Verwaltung, welche in Folge zeitweiliger Unterbrechung der eigenen Verbindungen die Linien der Nachbarverwaltung durchlaufen müssen um ihren Bestimmungsort zu erreichen, wird der Transitverwaltung keine Vergütung zu leisten sein.

Artikel IV.

Die Bestimmungen des jeweilig in Kraft befindlichen internationalen Tele-

таксы, установленныя тарифными таблицами Берлинскаго Регламента.

Взаимные расчеты о причитающейся платѣ производятся между россійскимъ и австрійскимъ телеграфными управленіями, причемъ послѣднее будетъ дѣйствовать по сему предмету отъ имени венгерскаго управленія.

Составленіе расчетовъ производится на основаніи Регламента международной службы, на сколько это окажется возможнымъ по среднимъ выводамъ или другимъ болѣе упрощеннымъ способомъ.

Статья III.

За телеграммы, которыя при обмѣнѣ взаимныхъ оконечныхъ сношеній, должны, вслѣдствіе поврежденія прямыхъ телеграфныхъ сообщеній, передаваться по линіямъ управленій другихъ государствъ, добавочная плата не взимается. Расходъ за транзитъ падаетъ на счетъ управленія, гдѣ телеграммы поданы.

Телеграммы, передаваемыя по обходному пути по желанію самого подателя, оплачиваются согласно постановленіямъ международной телеграфной конвенціи.

За телеграммы внутренней корреспонденціи того или другого управленія, которыя, вслѣдствіе временнаго поврежденія его линій, должны быть переданы, чтобы достигнуть мѣста своего назначенія, по линіямъ сосѣдняго управленія, транзитная плата не отчисляется управленію, по линіямъ котораго телеграммы переданы.

Статья IV.

Постановленія нынѣ дѣйствующей международной телеграфной конвен-

graphen Vertrages und des dazu gehörigen Dienstreglements finden soweit nicht in dem vorliegenden Special-Uebereinkommen abweichende Festsetzungen getroffen worden sind, auch auf den unmittelbaren Verkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und Russland Anwendung.

Artikel V.

Das gegenwärtige Special-Uebereinkommen tritt an Stelle jenes von St.-Petersburg, d. d. 5 (17) Juli 1875 und des Protokolls von London d. d. 29 Juli 1879 zu derselben Zeit und für dieselbe Zeitdauer in Kraft, wie die in Berlin vereinbarte Ausführungsübereinkunft zum internationalen Telegraphen-Vertrage.

Zur Urkund dessen haben die Vertreter der betheiligten Telegraphen-Verwaltungen dasselbe in dreifacher Ausfertigung unterzeichnet.

Geschehen zu Berlin am 5 (17) September 1885.

N. Besack.
Brunner.
Koller.
Wolschitz.

Le soussigné Ministre des Affaires Etrangères, dûment autorisé à cet effet, déclare au nom du gouvernement Impérial de Russie que le dit Arrangement est confirmé en tous points par la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable du gouvernement Impérial-Royal d'Autriche-Hongrie.

St.-Pétersbourg, le 17 (29) mai 1886.

(L. S.) N. Giers.

ціи и приложеннаго къ оной регламента международной службы, насколько они не будутъ противорѣчить постановленіямъ настоящаго особаго соглашенія, распространяются также и на корреспонденцію, обмѣниваемую непосредственно между Австро-Венгріею и Россіею.

Статья V.

Настоящее особое соглашеніе замѣняетъ собою соглашеніе, заключенное въ С.-Петербургѣ отъ 5-го (17-го) іюля 1875 года, и Лондонскій протоколъ отъ 29-го іюля 1879 года и вступаетъ въ силу одновременно съ введеніемъ въ дѣйствіе приложеннаго къ международной телеграфной конвенціи Регламента, пересмотрѣннаго въ Берлинѣ, и на тотъ же срокъ.

Въ удостовѣреніе чего представители заинтересованныхъ телеграфныхъ управленій подписали это особое соглашеніе въ трехъ экземплярахъ.

Учинено въ Берлинѣ, 5-го (17-го) сентября 1885 года.

Н. Безакъ.
Бруннеръ.
Коллеръ.
Вольшитцъ.

Нижеподписавшійся Министръ Иностранныхъ Дѣлъ, съ надлежащаго на сей предметъ уполномочія, объявляетъ именемъ Россійско-Императорскаго правительства, что вышепомянутое соглашеніе утверждено во всѣхъ пунктахъ настоящею декларацією, которая имѣетъ быть обмѣнена на такую же декларацію Австро-Венгерскаго правительства.

С.-Петербургъ, 17-го (29-го) мая 1886 года.

(М. П.) Н. Гирсъ.

Cette déclaration a été échangée contre une déclaration analogue du gouvernement d'Autriche-Hongrie, signée à Vienne le 14 juin 1886 par le comte Kalnoki, Ministre des Affaires Etrangères.

Эта декларація была обмѣнена на такую же декларацію Австро-Венгерскаго правительства, подписанную въ Вѣнѣ 14-го іюня 1886 года графомъ Кальноки, Министромъ Иностранныхъ Дѣлъ.

№ 375.

Déclaration.

La conférence télégraphique Internationale de Berlin de 1885 ayant réformé le tarif international, le gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et le gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, ont résolu de régler le service télégraphique entre les deux Empires par un nouvel arrangement destiné à remplacer celui du 29 mars (25 mars) 1880, qui avait été confirmé par les déclarations ministérielles signées: par le plénipotentiaire de Russie le 20 juin 1880 et par celui d'Allemagne le 13 juin 1880.

En conséquence de cet accord les directeurs des administrations télégraphiques des deux Empires, en vertu des stipulations de l'article XVII de la convention télégraphique Internationale du 22 juillet 1875 et du règlement de service international appartenant à cette convention et revu par la conférence de Berlin de l'année 1885, ont conclu, sous la réserve de l'approbation de leurs gouvernements, un arrangement, dont la teneur est mot par mot comme suit:

Verhandelt zu Berlin, den 15. September 1885.

In Anwendung des Artikels XVII des

№ 375.

Декларація.

Берлинскою международною телеграфною конференціею 1885 года былъ измѣненъ международный тарифъ. Въ виду сего правительство Е. В. Императора Всероссійскаго и правительство Е. В. Императора Германскаго, Короля Прусскаго, рѣшили установить правила телеграфной службы между обѣими Имперіями посредствомъ новаго соглашенія, долженствующаго замѣнить таковое же отъ 29-го (25-го) марта 1880 года, которое было утверждено министерскими деклараціями, подписанными россійскимъ полномочнымъ 20-го іюня 1880 года и германскимъ полномочнымъ 13-го іюня 1880 года.

Вслѣдствіе сего соглашенія директоры телеграфныхъ управленій обѣихъ Имперій, согласно постановленіямъ ст. XVII международной телеграфной конвенціи отъ 22-го іюля 1875 года и приложеннаго къ этой конвенціи и пересмотрѣннаго Берлинскою конференціею въ 1885 году Регламента международной телеграфной службы, заключили, подъ условіемъ утвержденія ихъ правительствами, настоящую декларацію, содержаніе коей отъ слова до слова слѣдующее:

Учинено въ Берлинѣ, 15-го сентября 1885 года.

Примѣнительно къ статьѣ XVII за-

zu St.-Petersburg abgeschlossenen internationalen Telegraphen-Vertrages und der dazu gehörigen, in Berlin vereinbarten Ausführungs-Uebereinkunft haben die Unterzeichneten, vorbehaltlich höherer Genehmigung, sich über folgende Punkte verständigt.

1.

Die Gebühr für die aus Deutschland herrührenden, nach Russland bestimmten und für die aus Russland herrührenden, nach Deutschland bestimmten unmittelbar auszuwechselnden Telegramme wird betragen:

A. Im Verkehr zwischen Deutschland und dem europäischen Russland einschliesslich Kaukasien:

1) für ein gewöhnliches Telegramm 32 cts.
2) „ „ dringendes „ 96 „
3) „ „ kollationirtes „ 40 „
für das Wort ohne Zuschlagstaxe.

B. Im Verkehr zwischen Deutschland und dem asiatischen Russland:

die für diesen Verkehr vereinbarten Tarifsätze, welche in der genannten Ausführungs-Uebereinkunft von Berlin nebst den derselben beigefügten Tarif-Tabellen angegeben sind.

Jeder Verwaltung bleibt überlassen, die Erhebungssätze nach Massgabe der Bestimmungen der Ausführungs-Uebereinkunft von Berlin festzusetzen beziehungsweise abzurunden.

Beide Verwaltungen behalten sich vor, nachdem sie mit den oben festgesetzten Sätzen berfriedigende Erfahrungen gemacht haben werden, sich wegen einer weiteren Gebühren-Ermässigung zu verständigen.

Die Theilung der Gebühren für die

ключенной въ С.-Петербургѣ международной телеграфной конвенціи и приложеннаго къ ней Регламента, пересмотрѣннаго въ Берлинѣ, нижеподписавшіеся заключили, подъ условіемъ высшаго утвержденія, слѣдующее соглашеніе:

1.

За непосредственный обмѣнъ телеграммъ, исходящихъ изъ Россіи въ Германію и изъ Германіи въ Россію, назначается слѣдующая плата:

А. При обмѣнѣ телеграммъ между Европейскою Россіею со включеніемъ Кавказа и Германіею:

1) за обыкновенную телеграмму 32 сант.
2) „ срочную „ 96 „
3) „ телеграмму съ повѣркою 40 „
за каждое слово безъ добавочной платы.

В. При обмѣнѣ телеграммъ между Азіятскою Россіею и Германіею:

плата, установленная для этихъ сношеній тарифными положеніями пересмотрѣннаго въ Берлинѣ Регламента и приложенныхъ къ нему тарифныхъ таблицъ.

Каждому изъ телеграфныхъ управленій предоставляется установить предѣлы взиманія таксъ въ размѣрѣ постановленій Берлинскаго Регламента, посредствомъ округленія этихъ таксъ.

Оба управленія предоставляютъ себѣ, по достаточномъ испытаніи вышеустановленныхъ тарифныхъ таксъ, условиться о дальнѣйшемъ ихъ пониженіи.

Распредѣленіе платы за непосред-

zwischen Deutschland und Russland im unmittelbaren Verkehr ausgewechselten Telegramme wird in folgender Weise bewirkt.

1) Ueber die aus dem europäischen Russland und Kaukasien herrührenden, nach Deutschland gerichteten Telegramme unterbleibt jede Abrechnung mit Ausnahme der Gebühren für vorausbezahlte Antworten. Die regelrechten Gebühren für die letzteren werden der Deutschen Verwaltung durch die Abrechnung überwiesen.

2) Für die aus Deutschland herrührenden, nach dem europäischen Russland und Kaukasien gerichteten Telegramme zahlt Deutschland an Russland:

bei gewöhnlichen Telegrammen		12	cts.
„ dringenden	„	36	„
„ kollationirten	„	15	„

und die regelrechten Gebühren für vorausbezahlte Antworts-Telegramme. Im Uebrigen behält jede Verwaltung die bei ihr zur Erhebung gekommenen Gebührenbeträge für Empfangs-Anzeigen und sonstige besondere Gebühren.

3) Im Verkehr mit dem asiatischen Russland erhält jede Verwaltung die in den Tarif-Tabellen zur Ausführungs-Uebereinkunft von Berlin angegebenen Sätze, über welche in der bisherigen Weise abgerechnet wird.

2.

Auf diejenigen Telegramme, welche, in Folge von Unterbrechungen der unmittelbaren Verbindungen, über die Linien fremder Verwaltungen zwischen Deutschland und Russland gewechselt werden, ist keine Zuschlags-Gebühr zu erheben; die Kosten des Transits wer-

ственно обмѣненныя между Россіею и Германіею телеграммы производится слѣдующимъ образомъ:

1) За телеграммы, исходящія изъ Европейской Россіи и Кавказа, адресованныя въ Германію, никакихъ расчетовъ не производится, исключая платы за оплаченные впередъ отвѣты. Плата, точно исчисленная за послѣдніе, засчитывается Германскому Управленію при расчетахъ.

2) За телеграммы, исходящія изъ Германіи, адресованныя въ Европейскую Россію и Кавказъ, Германія уплачиваетъ Россіи за каждое слово:

обыкновенной телеграммы		12	сант.
срочной	„	36	„
провѣрочной	„	15	„

и всю точно исчисленную плату за телеграммы съ уплаченнымъ впередъ отвѣтомъ. Затѣмъ сборъ за извѣщеніе о доставленіи и прочій особаго рода сборъ остается въ пользу управленія, въ кассу коего этотъ сборъ внесенъ.

3) При сношеніяхъ съ Азіятскою Россіею, каждое управленіе получаетъ таксы, показанныя въ приложенныхъ къ Берлинскому Регламенту тарифныхъ таблицахъ, расчитываясь въ нихъ на прежнемъ основаніи.

2.

За телеграммы, обмѣниваемыя между Россіею и Германіею, которыя, вслѣдствіе поврежденія прямыхъ телеграфныхъ сообщеній, должны передаваться по линіямъ другихъ государствъ, добавочная плата не взимается. Расходъ на транзитъ въ этихъ случаяхъ

den von der Aufgabe-Verwaltung getragen.

Auf diejenigen Telegramme, welche auf Verlangen des Aufgebers von dem unmittelbaren Wege abgeleitet werden, finden die Taxen und Bestimmungen des internationalen Telegraphen-Vetrages Anwendung.

Für die inländischen Telegramme eines jeden Landes, welche, um ihren Bestimmungs-Ort zu erreichen, in Folge augenblicklicher Unterbrechung der eigenen Verbindungen die Linien des anderen Landes durchlaufen müssen, wird dem transitleistenden Lande keine Vergütung gewährt.

3.

Die Bestimmungen des jeweilig in Kraft befindichen internationalen Telegraphen-Vertrages finden, soweit nicht in den vorstehenden Artikeln abweichende Festsetzungen getroffen worden sind, auch auf den unmittelbaren Verkehr zwischen Deutschland und Russland Anwendung.

4.

Die gegenwärtigen Abmachungen treten zu derselben Zeit und für dieselbe Zeitdauer in Kraft, wie die in Berlin vereinbarte Ausführungs-Uebereinkunft zum internationalen Telegraphen-Vertrage.

Zur Urkund dessen etc.

Für die Kaiserlich Russische Telegraphen-Verwaltung
N. v. Besack.

Für die Kaiserlich Deutsche Telegraphen-Verwaltung
Hake.

принимаетъ на себя Управленіе, гдѣ телеграмма подана.

Телеграммы, передаваемыя по обходному пути по желанію самого подателя, оплачиваются согласно международной телеграфной конвенціи и подчиняются ея постановленіямъ.

За телеграммы внутренней корреспонденціи каждаго государства, которыя, вслѣдстіе временнаго поврежденія его линій, должны быть переданы, чтобы достигнуть мѣста своего назначенія, по линіямъ другого государства, транзитная плата не отчисляется государству, по линіямъ котораго телеграммы переданы.

3.

Постановленія нынѣ дѣйствующей международной телеграфной конвенціи, насколько они не будутъ противорѣчить постановленіямъ предъидущихъ пунктовъ, распространяются также и на корреспонденцію, обмѣниваемую непосредственно между Россіею и Германіею.

4.

Настоящее соглашеніе вступаетъ въ силу одновременно съ введеніемъ въ дѣйствіе пересмотрѣннаго въ Берлинѣ Регламента, приложеннаго къ международной телеграфной конвенціи, и на тотъ же срокъ.

Въ удостовѣреніе чего и т. д.

За Россійско-Императорское Телеграфное Управленіе
Н. Безакъ.

За Императорско-Германское Телеграфное Управленіе
Гаке.

Le soussigné Ministre des Affaires Etrangères, dûment autorisé à cet effet, déclare au nom du gouvernement Impérial de Russie que le dit Arrangement est confirmé en tous points par la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable du gouvernement Impérial d'Allemagne.

St.-Pétersbourg, le 17 (29) Mai 1886.

(L. S.) N. Giers.

Cette déclaration a été échangée contre une déclaration analogue du gouvernement Impérial d'Allemagne, signée à Berlin le 26 Avril 1886 par le comte de Berchem.

Нижеподписавшійся Министръ Иностранныхъ Дѣлъ, съ надлежащаго на сей предметъ уполномочія, объявляетъ именемъ Россійско - Императорскаго правительства, что вышепомянутое соглашеніе утверждено во всѣхъ пунктахъ настоящею декларацією, которая имѣетъ быть обмѣнена на такую же декларацію Имперскаго Германскаго правительства.

С.-Петербургъ, 17-го (29-го) мая 1886 года.

(М. П.) Н. Гирсъ.

Эта декларація была обмѣнена на такую же декларацію Имперскаго Германскаго правительства, подписанную въ Берлинѣ 26-го апрѣля 1886 года графомъ Берхемъ.

№ 376.

Déclaration.

Le gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement royal de Roumanie reconnaissant que le Règlement international adopté par la conférence de Berlin le 5 (17) septembre 1885 rend nécessaire de remplacer par un arrangement nouveau la déclaration échangée le 17 (29) mars 1880 entre la Russie et la Roumanie, ont arrêté les points dont la teneur suit:

Pour les correspondances échangées entre les stations télégraphiques de la Russie d'Europe et du Caucase d'un côté et les stations de la Roumanie de l'autre côté, la taxe est fixée pour chaque mot d'un télégramme ordinaire à vingt et une centimes (21 c-ts) par mot dont quatorze centimes et demie

№ 376.

Декларація.

Россійское Императорское правительство и правительство Румынскаго Королевства, въ виду международной телеграфной инструкціи, принятой Берлинскою конференціею 5-го (17-го) сентября 1885 года, признавая необходимымъ замѣнить новымъ соглашеніемъ министерскую декларацію, обмѣненную 17-го (29-го) марта 1880 г. между Россіею и Румыніею, постановили нижеслѣдующее:

Плата за корреспонденцію между Европейскою Россіею со включеніемъ Кавказа и Румыніею опредѣлена въ двадцать одинъ сантимъ за каждое слово обыкновенной телеграммы, изъ коихъ въ пользу Россіи отчисляется четырнадцать съ половиною сантимовъ, а въ пользу Румыніи — шесть

(14½ c-ts) pour la Russie et six centimes et demie (6½ c-ts) pour la Roumanie.

Les taxes susmentionnées sont appliquées entre la Russie et la Roumanie à dater du 19 Juin (1 juillet) 1886. A partir de la même date les stipulations de la déclaration ministérielle échangée le 17 (29) mars 1880 sont abrogées.

La présente déclaration demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où la dénonciation en serait faite par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Le soussigné, dûment autorisé à cet effet, déclare que le gouvernement Impérial de Russie approuve et confirme les points susmentionnés et qu'ils seront fidèlement exécutés à l'avenir.

En foi de quoi le soussigné a dressé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration destinée à être échangée contre un acte semblable signé par l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie.

Fait à St.-Pétersbourg, le 2 (14) juillet 1886.

(L. S.) Giers.

Cette déclaration a été échangée contre une déclaration analogue du gouvernement royal de Roumanie, signé à St.-Pétersbourg, le 2 (14) juillet 1886 par George M. Ghica, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie.

съ половиною сантимовъ, за каждое слово.

Вышеозначенная плата будетъ примѣнена съ 19-го іюня (1-го іюля) 1886 года. Съ этого же самаго числа отмѣняется министерская декларація отъ 17-го (29-го) марта 1880 года.

Настоящая декларація останется въ силѣ на неопредѣленное время и до истеченія шестимѣсячнаго срока, считая со дня объявленія одною изъ договаривающихся Сторонъ о прекращеніи ея дѣйствія.

Нижеподписавшійся, съ надлежащаго на сей предметъ уполномочія, объявляетъ, что Россійское Императорское правительство одобряетъ и утверждаетъ вышеизложенныя постановленія, и что оныя будутъ въ точности исполняемы.

Въ удостовѣреніе чего нижеподписавшійся составилъ настоящую декларацію и приложилъ къ оной печать своего герба. Декларація эта имѣетъ быть обмѣнена на таковую же, подписанную Румынскимъ чрезвычайнымъ посланникомъ и полномочнымъ министромъ.

Учинено въ С.-Петербургѣ, 2-го (14-го) іюля 1886 года.

(М. П.) Гирсъ.

Эта декларація была обмѣнена на таковую же декларацію Правительства Румынскаго Королевства, подписанную въ С.-Петербургѣ 2-го (14-го) іюля 1886 года Георгіемъ М. Гикою, Румынскимъ чрезвычайнымъ посланникомъ и полномочнымъ министромъ.

ERRATA:

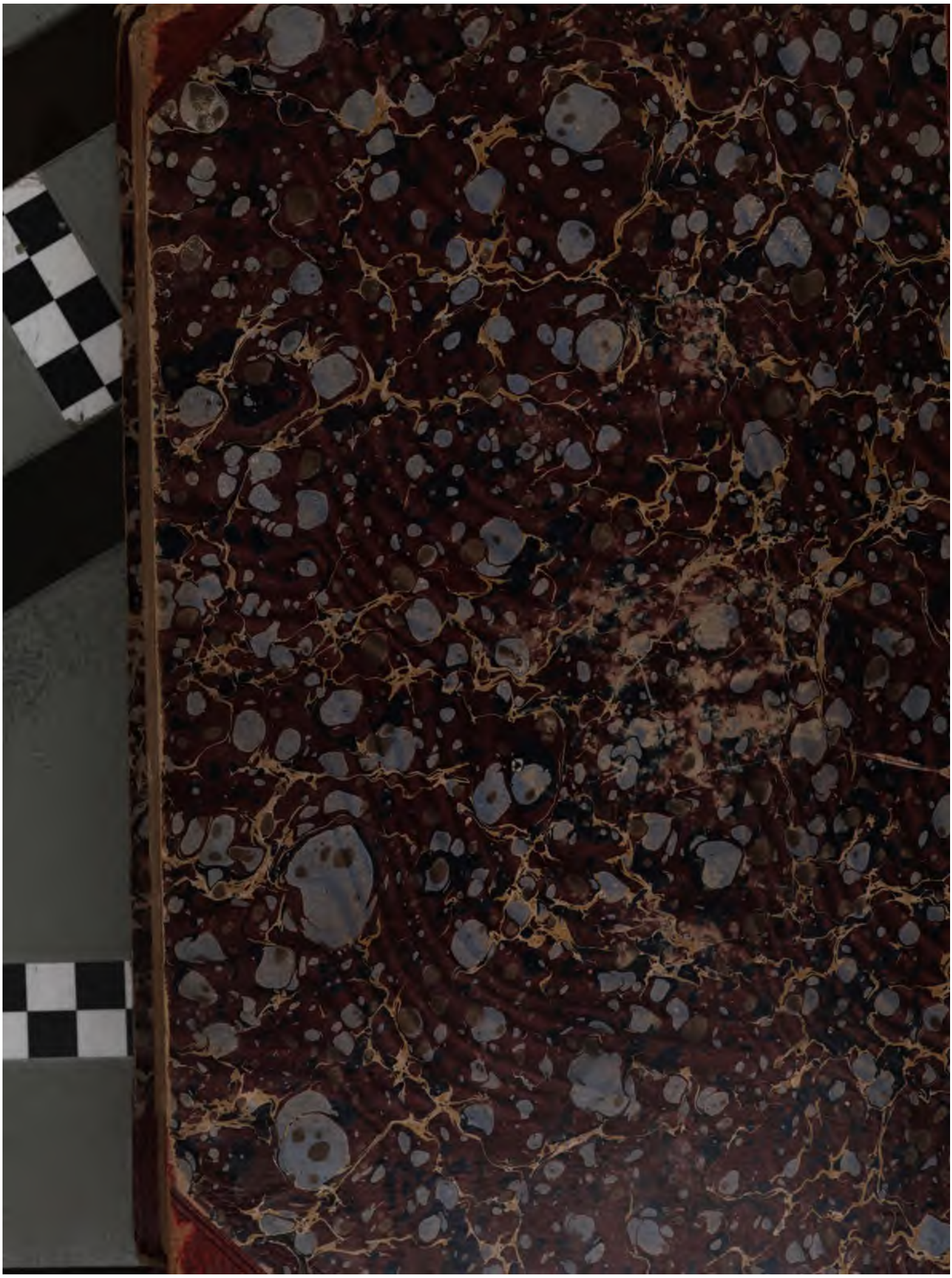
Page	215	ligne	35	lisez:	Woischnik
„	257	„	30	„	Sokollen

ОПЕЧАТКИ:

Стр.	181	строка	25	читай:	недостойное
„	194	„	4	„	Гильдбурггаузенскаго
„	202	„	16	„	само
„	204	„	2 и 3	„	Нейгебаура
„	257	„	33	„	Соколленъ

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN

DATE DUE

APR 2 4 1997

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03662 8728